

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 9/02/2018

N° : 2018/056

# **SOMMAIRE**

## **↳ Bureau de la Métropole**

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 30
Emploi, formation professionnelle, insertion	page 75
Transports, déplacements et accessibilité	page 95
Urbanisme et aménagement	page 111
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 163
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 189
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 205
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels	page 235
Voirie, Espaces publics et grands équipements métropolitains	page 237
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 246

## **↳ Conseil de la Métropole**

Finances et administration générale	page 250
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 665
Transports, déplacements et accessibilité	page 689
Urbanisme et aménagement	page 757
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 794
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 806
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 817
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels	page 885
Voirie, Espaces publics et grands équipements métropolitains	page 894
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 921

**LES DELIBERATIONS**  
**BUREAU DU 14 DÉCEMBRE 2017**

---

**METROPOLE AIX-MARSEILLE  
-PROVENCE**

**Bureau de la Métropole**

**14 DÉCEMBRE 2017**

---

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



\*\*\*\*\*

***Commission "Finances et  
Administration Générale"***

\*\*\*\*\*

**FAG 001-2851/17/BM**

**■ Abondement au profit de la Régie du Golf Ouest  
Provence Miramas pour l'exercice 2018  
MET 17/5581/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommées établissement public local selon les termes de l'article L.2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 615/09 du 17 décembre 2009, Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée régie du golf Ouest Provence Miramas, chargée de la gestion et de l'exploitation des équipements publics du golf de Miramas, ainsi que d'une boutique de location-vente d'articles de sport, à Miramas, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du présent Code.

Dans le cadre de la poursuite des activités de la Régie du Golf Ouest Provence Miramas, la Métropole impose à la régie d'appliquer une politique tarifaire adaptée qui se situe en deçà des prix normalement pratiqués en ce domaine.

Ces contraintes tarifaires sont appliquées afin de permettre l'accès au plus grand nombre à la pratique du golf à des conditions tarifaires avantageuses ne pouvant être commercialisées par la régie dans les conditions habituelles qui permettent d'en assurer l'équilibre. En outre, cet objectif nécessite la mobilisation d'un personnel complémentaire et des créneaux horaires plus denses dédiés à l'accueil du public.

Ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie, puisqu'au terme des dispositions de l'article L.2224-2 du CGCT : «il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L.2224-1. Toutefois, le conseil municipal, peut décider une telle prise en charge, lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes : lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement (...). La décision du conseil municipal, doit faire l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée.»

Dès lors, il est proposé, aujourd'hui, à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'un abondement de 57 000 euros pour l'exercice 2018.

Cette dépense sera imputée au budget de la Métropole 2018, chapitre 65, nature 657364.

Il est précisé que l'attribution du présent abondement est conditionnée par l'approbation du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;



- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de permettre l'accès au plus grand nombre à la pratique du golf à des conditions avantageuses, impose à la régie une politique tarifaire ne pouvant être commercialisées par cette dernière dans les conditions habituelles qui permettent d'assurer l'équilibre de la régie ;
- Que la régie sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'obtention d'un abondement liée aux contraintes de fonctionnement imposées par cette dernière ;
- Que ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'un abondement à la Régie du Golf Ouest Provence Miramas d'un montant

de 57 000 euros au titre de l'exercice 2018, en raison des contraintes particulières de fonctionnement.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2018, chapitre 65, nature 657364.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 002-2852/17/BM**

**■ Abondement au profit de la régie équestre du Mas de Combe pour l'exercice 2018  
MET 17/5583/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommées établissement public local selon les termes de l'article L.2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 98/02 du 15 mars 2002, Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée Régie équestre du Mas de Combe, chargée de la gestion des activités équestres du centre équestre du Mas de Combe à Miramas, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du présent Code.

Dans le cadre de la poursuite des activités de la Régie équestre du Mas de Combe, la Métropole impose à la régie d'appliquer une politique tarifaire adaptée qui se situe en deçà des prix normalement pratiqués en ce domaine.

Ces contraintes tarifaires sont appliquées afin de permettre l'accès au plus grand nombre à la pratique de l'équitation à des conditions avantageuses, ne

pouvant être commercialisées par la régie dans les conditions habituelles qui permettent d'en assurer l'équilibre. En outre, cet objectif nécessite la mobilisation d'un personnel complémentaire et des créneaux horaires plus denses dédiés à l'accueil du public.

Ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie, puisqu'au terme des dispositions de l'article L.2224-2 du CGCT : «il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L.2224-1. Toutefois, le conseil municipal, peut décider une telle prise en charge, lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes : lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement (...). La décision du conseil municipal, doit faire l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée.»

Dès lors, il est proposé, aujourd'hui, à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'un abondement de 360 000,00 euros (trois cent soixante mille euros) pour l'exercice 2018.

Cette dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 65, nature 657364.

Il est précisé que l'attribution du présent abondement est conditionné par l'approbation du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de permettre l'accès au plus grand nombre à la pratique de l'équitation à des conditions avantageuses, impose à la régie une politique tarifaire ne pouvant être commercialisées par cette dernière dans les conditions habituelles qui permettent d'assurer l'équilibre de la régie ;
- Que la régie sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'obtention d'un abondement liée aux contraintes de fonctionnement imposées par cette dernière ;
- Que ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'un abondement à la Régie du mas de Combe d'un montant de 360 000 euros au titre de l'exercice 2018, en raison des contraintes particulières de fonctionnement.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2018, chapitre 65, nature 657364.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 003-2853/17/BM**

**■ Abondement au profit de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence pour l'exercice 2018  
MET 17/5582/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommées établissement public local selon les termes de l'article L.2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 416/05 du 1<sup>er</sup> juillet 2005, Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée Régie Culturelle Scènes et Cinés Ouest Provence, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du présent Code.

Dans le cadre de la poursuite des activités de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, la Métropole impose à la régie une politique tarifaire adaptée qui se situe en deçà des prix normalement pratiqués en ce domaine.

Ces contraintes tarifaires sont appliquées pour les théâtres et festivals, les cinémas et les opérations et équipements liés aux musiques actuelles. En outre, le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence assure directement l'organisation d'un certain nombre de manifestations culturelles transversales, dont la maîtrise d'ouvrage est confiée à la régie et qui concourent à la structuration du territoire. Enfin, les moyens de la régie sont également mobilisés lors de l'utilisation par le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ou par les associations soutenues par l'intercommunalité, des équipements à vocation culturelle.

Ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie, puisqu'au terme des dispositions de l'article L.2224-2 du CGCT : «il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L.2224-1. Toutefois, le conseil municipal, peut décider une telle prise en charge, lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes : lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement (...). La décision du conseil municipal, doit faire l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée.»

Dès lors, il est proposé, aujourd'hui, à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'un abondement de 5 430 000 euros pour l'exercice 2018.

Cette dépense sera imputée au budget de la Métropole 2018, chapitre 65, nature 657364.

Il est précisé que l'attribution du présent abondement est conditionné par l'approbation du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,  
Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de permettre l'accès au plus grand nombre au domaine de la culture à des conditions avantageuses, impose à la régie une politique tarifaire ne pouvant être commercialisées par cette dernière dans les conditions habituelles qui permettent d'assurer l'équilibre de la régie ;
- Que la régie sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'obtention d'un abondement liée aux contraintes de fonctionnement imposées par cette dernière ;
- Que ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'un abondement à la Régie Culturelle Scènes et Cinés d'un montant de 5 430 000,00 euros (cinq millions quatre cent trente mille euros) au titre de l'exercice 2018, en raison des contraintes particulières de fonctionnement.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2018, chapitre 65, nature 657364.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 004-2854/17/BM**

**■ Attribution d'une subvention d'équipement au profit de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence pour l'exercice 2018**

**MET 17/5577/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommées établissement public local selon les termes de l'article L.2221-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 416/05 du 1<sup>er</sup> juillet 2005, Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée Régie Culturelle Scènes et Cinés Ouest Provence, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du CGCT.

Afin de permettre à la régie d'assurer ses missions dans les meilleures conditions, pour ses usagers, cette dernière sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'obtention d'une subvention d'équipement, en vue d'acquérir divers matériels nécessaires à son activité (concessions, brevets, matériel technique, matériel de bureau et informatique, mobilier et autres immobilisations corporelles).

Dès lors, il est proposé, aujourd'hui, à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'une subvention d'équipement de 200 000,00 euros (deux cent mille euros) pour l'exercice 2018.

Cette dépense sera imputée au budget de la Métropole 2018, chapitre 2017500800, nature 20415341. Toutefois, il est précisé que l'attribution de la présente subvention est conditionnée par l'approbation du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2018.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 012-049/16/CM en date du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80 % de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire ;
- le solde (soit 20 %) sera versé sur présentation des justificatifs de l'achat du matériel objet de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l’exploitation d’un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d’équipement à la Régie Culturelle Scènes et Cinés d’un montant de 200 000euros (deux cent mille euros) au titre de l’exercice 2018.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention relative à l’octroi d’une subvention d’équipement d’un montant de 200 000,00 euros (deux cent mille euros) au titre de l’exercice 2018, ci-annexée.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de la Métropole 2018, chapitre 2017500800, nature 20415341.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 005-2855/17/BM**

**■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d’opérations d’aménagement sous maîtrise d’ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5215/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d’engager d’importants travaux d’aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l’activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d’instaurer une procédure d’indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d’indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d’opérations d’aménagement sous maîtrise d’ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d’indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu’ils ont été réalisés sous maîtrise d’ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du **23 novembre 2017**, la Commission métropolitaine d’indemnisation amiable s’est prononcée sur :

- 1) La recevabilité de **05** demandes d’indemnisation :  
**Ont été déclarés recevables, et à ce titre devront faire l’objet d’une demande d’expertise judiciaire auprès du Tribunal administratif pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :**
  - VXP11-2017/10/21 : CAFE DES ARTS du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016
  - PRD-2017/10/01 : ARMENAK CHAUSSEUR du 06 février 2017 au 06 novembre 2017
  - PRD-2017/10/02 : FAUBOURG 56 du 06 février 2017 au 06 novembre 2017

- PRD-2017/10/03 : VENI VIDI OPTICIENS du 06 février 2017 au 06 novembre 2017
- PRD-2017/11/04 : TABAC LE DIPLOMATE du 06 février 2017 au 06 novembre 2017

décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants auxquels elle a

### VIEUX-PORT II

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
VXP II-2016/12/19	RNM / LA NAUTIQUE	Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	67 957 €	40 774 €
<b>TOTAL</b>				<b>67 957,00€</b>	<b>40 774,00€</b>

<b>Montant des indemnités déjà accordées</b>	<b>332 574.00 €</b>
<b>Total général Vieux-Port II</b>	<b>373 348.00 €</b>

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen du montant d'indemnisation retenu pour 01 dossier ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des **05** dossiers de demande d'indemnisation précités.

## **Article 2 :**

Est approuvé l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'indemnisation du dossier précité pour un montant total de **40 774 euros**.

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ci-annexés ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

## **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 020 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 006-2856/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention d'adhésion définissant les modalités de recours à la centrale d'achat du transport public par la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5722/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article 26 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, les acheteurs peuvent recourir à des centrales d'achat. Dans le cadre de sa politique d'optimisation des coûts et des procédures, la Métropole Aix-Marseille Provence a ainsi ponctuellement recours aux services de la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP) pour la satisfaction de certains de ses besoins en fournitures ou services.

L'Association AGIR qui regroupe des transporteurs indépendants de voyageurs a créé, en septembre 2011, une association Loi 1901 appelée « Centrale d'Achat du Transport Public ».

Les statuts de cette association ont été approuvés lors de l'Assemblée générale constitutive du 8 septembre 2011 et ont été modifiés par l'Assemblée générale extraordinaire réunion le 13 décembre 2016.

Les statuts de la Centrale d'Achat sont remis à chaque membre de l'assemblée délibérante.

Les missions de la Centrale d'Achat du Transport Public sont d'acquérir des fournitures ou des services, de passer des marchés publics ou de conclure des

accords-cadres de travaux, fournitures ou de services destinés à ses adhérents.

Le territoire du Pays d'Aix ainsi que les anciens syndicats de transport SMEGTU (Réseau Ulysse) et SMITEEB (Réseau des Bus de l'Etang) avaient mis en place de telles conventions.

### **Conditions financières**

L'adhésion à la CATP est gratuite.

La CATP ne perçoit de rémunération que si la Métropole Aix-Marseille-Provence a recours à la CATP pour répondre à un besoin déterminé.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est informée du montant de son engagement financier auprès de la CATP avant toute intervention de celle-ci.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Les statuts de la Centrale d'Achat du Transport Public en annexe.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la CATP s'engage à répondre aux besoins de ses adhérents et ainsi satisfaire plusieurs objectifs :

- un objectif d'ordre économique du fait de la massification des achats et des économies d'échelle réalisées. L'objectif de la CATP consistera à obtenir des prix plus avantageux que ceux obtenus par les acheteurs effectuant eux-mêmes leurs propres achats ;
- un objectif d'ordre stratégique par la mise en place de politiques d'achats efficaces en optimisant l'organisation des achats, en instaurant une démarche qualité fournisseurs et en participant au renforcement et à l'amélioration de la fonction achat dans le secteur du transport public ;
- un objectif d'ordre technique en s'entourant d'experts et de consultants en transport public afin de répondre au plus près des exigences techniques de ses adhérents et de suivre les évolutions en la matière.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la Centrale d'Achat des Transports Publics (CATP).

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé :

- à signer le bulletin d'adhésion et la convention d'adhésion avec la CATP joints en annexe, ainsi que tout autre document nécessaire à sa bonne exécution,
- à passer commande auprès de la CATP conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et prendre toutes les décisions y relatives,
- à autoriser la CATP à passer des marchés pour le compte de la Métropole Aix-Marseille Provence.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits annuellement sur les budgets correspondants pour chaque budget par sous-politique, fonction, chapitre et nature concernés pendant la durée de la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 007-2857/17/BM**

### **■ Approbation d'un protocole transactionnel de fin de contrat avec la société Saumaty Services - Marché d'Intérêt National de Saumaty à Marseille MET 17/5619/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le site de Saumaty comprend un port de pêche, une halle à marée et des équipements connexes rattachés au Marché d'Intérêt National. Par délibération n°FCT 011-587/12/CC du 26 octobre 2012, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de la gestion en régie directe du service Public Industriel et Commercial du « Marché d'Intérêt National de Saumaty ».

L'ensemble des occupants du site de Saumaty ont ainsi fait l'objet d'un nouveau contrat avec la Communauté urbaine pour une période de 15 ans courant jusqu'à 2027.

Dans ce cadre, la société Saumaty Services a signé une convention l'autorisant à exploiter une station d'avitaillement et à occuper un ensemble immobilier à usage d'ateliers et de bureaux afin d'exploiter des activités portuaires.

Or, les conditions d'exploitation des activités liées à la pêche sur le site de Saumaty se sont dégradées au fil des années et l'équilibre économique du site est aujourd'hui précaire. Face à ce constat, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'engager un projet de restructuration du site et de diversification du modèle économique pour permettre l'accueil de nouvelles activités.

Dans ce contexte et afin de mener à bien ce projet de restructuration, il s'avère nécessaire de résilier le contrat conclu avec la société Saumaty Services en s'appuyant sur l'article 8 de la convention qui autorise une résiliation pour motif d'intérêt général, la réalisation du projet de restructuration sur le domaine public de Saumaty entrant dans cette catégorie.

Le contrat prévoit qu'en cas d'abrogation de l'autorisation avant le terme prévu, le bénéficiaire doit être indemnisé. Cette indemnité correspond à la part d'investissements non amortie à la date de la résiliation de l'autorisation. Le calcul en est effectué sur la base de l'amortissement linéaire sur 15 ans pratiqué par l'occupant.

Les parties se sont rapprochées afin d'éviter tout contentieux et de s'entendre sur les modalités de la transaction. Suite à l'analyse comptable des trois bilans de la société, il est proposé d'approuver le protocole transactionnel pour le règlement d'un montant de 116 626 € à la société Saumaty Services. Conformément au contrat, ce montant correspond à la valeur nette comptable des actifs hors équipements



calculé sur la base d'un amortissement sur 15 ans et pris au 31 décembre 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n°77-833 du 13 juillet 1977 rattachant le Marché de gros du poisson de Saumaty au MIN ;
- La délibération FCT n°011-587/12/CC du 26 octobre 2012 approuvant l'exploitation en régie directe du site de Saumaty ;
- La convention N°131300CO de mise à disposition du complexe de Saumaty entre le Grand Port Maritime de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, signée le 1er juillet 2013 ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 décembre 2017.

**Vu le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est gestionnaire du site de Saumaty,
- Qu'il convient de restructurer le site de Saumaty
- Que pour réaliser cette restructuration, il convient de mettre fin au contrat avec la société Saumaty Services pour motif d'intérêt général, en vertu de l'article 8 de la convention.
- Que les parties ont décidé de se rapprocher afin de discuter et de s'entendre sur le montant de la transaction.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, conclu avec la société Saumaty Services afin de régler définitivement le différentiel portant sur la fin anticipée du contrat d'occupation.

**Article 2 :**

Le montant dû à la société Saumaty Services s'élève à 116 626 euros TTC.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 008-2858/17/BM**

**■ Cession d'un terrain et constitution d'une servitude de passage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les consorts Pellegrin à Aix-en-Provence  
MET 17/5701/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par acte notarié en date du 9 mai 1995, la Commune d'Aix-en-Provence a acquis auprès des consorts Pellegrin un terrain cadastré IX 156 au lieu dit « Le Serre », d'une superficie de 1ha30a 00ca pour la construction de la piscine Claude Bollet.

Cet acte mentionnait en page 3 l'existence d'un droit de passage s'exerçant sur une bande de terrain de 4 mètres de largeur situé sur le long du confront ouest de ladite parcelle partant de la voie de desserte de la piscine à construire (Piscine Claude Bollet) donnant sur le chemin Albert Guigou, pour aboutir à la parcelle IX 160 restant la propriété des consorts Pellegrin.

Au moment de la construction de la piscine, cette servitude de passage a été englobée dans le périmètre de l'équipement.

Aujourd'hui, les consorts Pellegrin souhaitent céder une partie du terrain dont ils sont restés propriétaires, ce qui suppose de rétablir un accès à la parcelle qui doit être cédée.

En contrepartie de l'annulation du droit de passage octroyé par l'acte notarié du 9 mai 1995, il est proposé de céder à titre gratuit un détachement de parcelle d'une superficie de 343 m<sup>2</sup> en limite de propriété de la piscine Claude Bollet aux consorts Pellegrin.

Cette cession sera assortie d'une servitude de passage au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'entretien d'un candélabre et d'une servitude de passage au niveau de l'entrée du parking de la piscine Claude Bollet au profit des consorts Pellegrin, reportées sur l'extrait du plan cadastral ci-joint, pour permettre l'accès à leur parcelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis des Domaines n°2017-001V2133 du 14 novembre 2017 ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est cédée à titre gratuit aux consorts Pellegrin la parcelle n°211 de 343 m² située à Aix-en-Provence assortie d'une servitude de passage au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'entretien du candélabre, en contrepartie de l'annulation du droit de passage mentionné à l'acte notarié en date du 9 mai 1995 entre la Commune d'Aix-en-Provence et les consorts Pellegrin.

**Article 2 :**

Est approuvée la création d'une servitude de passage au profit des consorts Pellegrin au niveau de l'accès au parking de la piscine Claude Bollet pour accéder à leur terrain.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette cession et constitution de servitudes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 009-2859/17/BM**

**■ Rétrocession par la SPLA Pays d'Aix Territoires de la parcelle HL93  
MET 17/5700/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Bureau communautaire du 18 juillet 2013, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la réalisation d'un équipement multifonctionnel à dominante sportive pour le Pays d'Aix ayant pour finalité de doter le territoire d'une grande salle dédiée aux compétitions sportives de niveau national, voir international.

Par délibération n°2013\_A305, le Conseil communautaire du 19 décembre 2013 a décidé de retenir le site des Trois Pigeons comme lieu d'implantation de cet équipement et a mentionné la nécessité d'acquérir une parcelle complémentaire, la parcelle cadastrée HL 93.

Les travaux de l'ARENA étant terminés, la SPLA a décidé de rétrocéder à titre gratuit cette parcelle à la Métropole Aix-Marseille-Provence, seule parcelle de l'opération qui demeure propriété de la SPLA, l'ensemble du foncier d'assise du projet appartenant déjà à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette parcelle n'a pas à faire l'objet d'une évaluation par le Service des Domaines car elle se situe en dessous du seuil de consultation, ce qui était déjà le cas le 7 janvier 2015 lors de son acquisition par la SPLA Pays d'Aix Territoires au prix de 75 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- Le courrier du Service des Domaines du 16 novembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est décidé d'acquérir à titre gratuit auprès de la SPLA Pays d'Aix Territoires la parcelle HL 93 sur la commune d'Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 010-2860/17/BM**

**■ Résiliation de la convention de mise à disposition de services entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues  
MET 17/5591/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L.5211-4-1 II et III du Code Général des Collectivités Territoriales, et dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, l'ex Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu le 7 novembre 2014, une convention de mise à disposition de services entre celle-ci et la commune de Martigues.

Un avenant n° 1 à cette convention a été conclu le 26 juin 2015 puis un avenant n° 2 le 21 décembre 2015.

Conformément à cet avenant n° 2, sont mis à disposition au bénéfice de la commune de Martigues, selon une quotité définie selon un ratio représentatif de l'activité figurant en annexe n° 1 dudit document certains services de la Métropole, et plus précisément du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Dans le même temps, le même document prévoit que certains services de la Commune de Martigues sont mis à disposition, selon une quotité définie selon un ratio représentatif de l'activité figurant en annexe n° 2 de l'avenant précité, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus précisément, du Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Par courrier du 27 avril 2017, Monsieur le Maire de la Commune de Martigues a sollicité le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue de mettre un terme à la convention de mutualisation actuellement en vigueur. Par courrier en date du 22 septembre 2017, Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a donné son accord pour mettre un terme à celle-ci.

Conformément à l'article 6 de la convention du 7 novembre 2014, celle-ci arrivera à terme au 1<sup>er</sup> juillet 2020. Néanmoins, une dénonciation anticipée peut avoir lieu, avec l'accord des deux parties.

En conséquence, il est proposé au Bureau de la Métropole de résilier pour un motif lié à la bonne organisation des services de la Métropole et de la Commune, la convention de mutualisation actuellement en vigueur entre ces deux entités.

Conformément à l'article 6 précité, cette dénonciation emportera une répartition des matériels mutualisés, acquis au cours de l'exécution de cette convention, par accord entre la Commune et la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de mise à disposition de services entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (CAPM) et la commune de Martigues en date du 7 novembre 2014 ;

- L'avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de services en date du 26 juin 2015 ;
- L'avenant n° 2 à la convention de mise à disposition de services en date du 21 décembre 2015 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 aux engagements souscrits par la communauté d'Agglomération du Pays de Martigues avec la ville de Martigues ;
- Que les deux parties, pour un motif lié à la bonne organisation tant des services de la Métropole que de la commune souhaitent résilier la convention de mutualisation de services actuellement en vigueur ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est résiliée la convention de mutualisation de services entre la ville de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Une répartition des matériels mutualisés, acquis au cours de l'exécution de cette convention, sera effectuée par accord entre la Commune et la Métropole.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 011-2861/17/BM**

**■ Approbation de deux conventions entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues relatives à la fixation des Equivalents Temps Pleins (ETP) nécessaires pour assurer diverses missions  
MET 17/5844/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L.5211-4-1 II et III du Code Général des Collectivités Territoriales, et dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, l'ex Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu le 7 novembre 2014, une convention de mise à disposition de services entre celle-ci et la commune de Martigues.

Néanmoins, pour un motif lié à la bonne organisation des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Commune, le Bureau de la Métropole a approuvé la résiliation de cette convention actuellement en vigueur entre ces deux entités.

En effet, selon cette disposition, applicable aux métropoles en vertu du I de l'article L.5217-7 du même Code, la Métropole Aix-Marseille-Provence « *peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.* »

*Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la [Métropole] la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions. »*

Dans ce cadre, la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence, compte tenu des moyens techniques et en personnel dont chacune d'elles disposent, se sont concertées afin que certaines missions soient réalisées par des agents communaux ou des agents métropolitains.

Par conséquent, il convient dans un premier temps, de conclure une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues pour approuver les Equivalents Temps Pleins nécessaires (ETP) métropolitains qui assureront les missions suivantes :

- Direction des Services Informatiques – accompagnement en ingénierie ;
- Direction de la Cohésion sociale ;
- Prévention de la délinquance (vidéo-protection) ;
- Direction des Régies ;
- Collecte des déchets ;

Dans un deuxième temps, une convention entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être également conclue afin d'approuver les Equivalents Temps Pleins nécessaires (ETP) communaux qui assureront les missions suivantes :

- Gestion technique de bâtiments Métropolitains (gestion Conseil de Territoire du Pays de Martigues) ;
- Direction Energie ;
- Suivi des bases fiscales ;
- Direction des Services Informatiques – accompagnement en ingénierie ;
- Gestion administrative du parc automobile (véhicules légers), suivi administratif de proximité ;
- Gestion du courrier, reprographie ;
- Festivités, manifestations ;
- Maîtrise et encadrement de l'entretien des locaux dans lesquels les services métropolitains, mis à disposition du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, exercent leurs missions ;

Chacune des entités concernées remboursera à l'autre les coûts des ETP, sur la base de la valeur d'un ETP moyen fixé par accord des parties à 44 547 € annuel, pour les missions exercées dans le cadre de la convention.

Les recettes résultant de la présente convention seront affectées au Budget de la Métropole, chapitre 070 (Recette), nature 70845 - Mise à disposition de personnel facturée aux communes membres du GFP (Groupement à Fiscalité Propre).

Les dépenses, quant à elles, seront imputées sur le même budget, chapitre 012 (dépense), nature 6217 - Personnel affecté par la commune membre du GFP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au

Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues fixant les Equivalents Temps Pleins nécessaires (ETP) métropolitains pour les missions suivantes :

- Direction des Services Informatiques – accompagnement en ingénierie ;
- Direction de la Cohésion sociale ;
- Prévention de la délinquance (vidéo-protection) ;
- Direction des Régies ;
- Collecte des déchets ;

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les Equivalents Temps Pleins nécessaires (ETP) communaux pour les missions suivantes :

- Gestion technique de bâtiments Métropolitains (gestion Conseil de Territoire du Pays de Martigues) ;
- Direction Energie ;
- Suivi des bases fiscales ;
- Direction des Services Informatiques – accompagnement en ingénierie ;
- Gestion administrative du parc automobile (véhicules légers), suivi administratif de proximité ;
- Gestion du courrier, reprographie ;
- Festivités, manifestations ;
- Maîtrise et encadrement de l'entretien des locaux dans lesquels les services métropolitains, mis à disposition du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, exercent leurs missions ;

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 012-2862/17/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association "LA COOP"**

**MET 17/5712/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « LA COOP » est une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, a pour objet, selon l'article II des Statuts, « la défense des intérêts sociaux et économiques des personnels de la Ville de Marseille, de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs établissements publics y rattachés du département des Bouches-du-Rhône. Elle poursuit en cela les missions sociales développées antérieurement par la Coopérative des Employés Municipaux ».

Dans le cadre de la construction métropolitaine, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 le pacte de gouvernance financier et fiscal, énonçant que « (...) jusqu'à l'instauration d'un comité des œuvres sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du conseil métropolitain idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la Métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants. »

Conformément à la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, modifié, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, « l'autorité administrative, qui attribue une subvention, doit, lorsque cette subvention dépasse la somme de 23 000 euros, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée (...) ».

Aussi, pour garantir la continuité de fonctionnement de l'association « LA COOP » au profit du personnel métropolitain, il y a lieu de lui attribuer une subvention de 54 000 euros pour l'année 2018 et de conclure une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association « LA COOP ».

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2018 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- La délibération HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt des actions menées par l'association « LA COOP » en faveur du personnel métropolitain,
- La continuité des dispositifs d'action sociale proposés aux agents par les EPCI préexistants, énoncé par le pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 54 000 euros à l'association « LA COOP » au titre de l'exercice 2018.

**Article 2 :**

Est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération

n°HN- 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2018 eu égard à son objet particulier.

**Article 3 :**

Est approuvée la convention ci-annexée définissant les conditions d'octroi de cette subvention à l'association « LA COOP ».

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6574, fonction 020, sous-politique A510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 013-2863/17/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de "Réalisation et restauration des restanques en pierres sèches sur le domaine de la Font de Mai"**  
**MET 17/5474/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui

traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Parmi ces réalisations, la Métropole envisage de réaliser et de restaurer des restanques sur le domaine de la Font de Mai, patrimoine âgé de trois siècles, situé sur un espace de 100 hectares au pied du Massif du Garlaban, où est construit une bâtisse positionnée au départ des sentiers de randonnées et notamment le sentier Pagnol qui abrite un « écomusée » consacré à l'environnement, la géologie, la faune, la flore et l'agriculture traditionnelle.

L'objectif actuel est d'avoir une reprise en trois phases d'une partie des restanques sur 6 hectares autour de la bâtisse et sur les 100 hectares que compte le domaine. Ces trois phases s'étaleront sur 3 ans.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 500 000 € HT sur 3 ans.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Aide du département à la conservation et à la restauration du patrimoine »	50 %	250 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	250 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-04/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG052-1332/13/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 créant l'Autorisation de Programme n° 2017403700 relative à l'opération réhabilitation de la Font de Mai ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réalisation et restauration des restanques en pierres sèches sur le domaine de la Font de Mai.

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépense sur l'état spécial sur le Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix Marseille Opération : Projet Font de mai - Nature : 4581174037 - Fonction : 633

La recette correspondante est constatée en section d'investissement au budget primitif 2018 suivant de la Métropole Aix Marseille Provence au chapitre 13, nature 1313

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 014-2864/17/BM**

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au groupement de commandes initié par le Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône (SMED 13) pour l'achat d'électricité  
MET 17/4692/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des articles L 337-7 à L 337-9 du Code de l'Energie, les acheteurs publics ont l'obligation d'une mise en concurrence pour la fourniture d'électricité et ses services associés pour les contrats de puissance supérieure à 36 kVA. Les contrats de puissance inférieure peuvent continuer à bénéficier des tarifs réglementés de vente auprès du fournisseur historique sans mise en concurrence préalable.

Pour rationaliser la gestion de ses contrats d'achat d'électricité et afin d'obtenir les meilleurs tarifs, la Métropole souhaite regrouper les besoins de l'ensemble des territoires au sein d'un seul support achat métropolitain.

Un benchmark réalisé auprès d'autres collectivités et un sourcing opéré auprès des principaux fournisseurs ont montré qu'un groupement de commande permettrait d'accéder à des conditions tarifaires avantageuses. C'est pourquoi il est proposé que la Métropole participe au groupement d'achat pour la fourniture d'électricité proposé par le syndicat mixte d'énergie du Département des Bouches-du-Rhône au profit de 134 collectivités du département. Outre que cette solution garantit l'obtention des prix au kWh les plus bas, le portage contractuel retenu – un accord-cadre s'exécutant par marchés subséquents à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 – est compatible avec les différentes échéances de fin des contrats en cours au sein des territoires.

Pour mémoire, le groupement actuel du SMED 13 permet notamment d'alimenter 1050 sites pour des contrats supérieurs à 36 kVA, avec un volume annuel consommé de 91 GWh. L'intégration de la Métropole, avec 176 sites supérieurs à 36 kVA pour un volume annuel consommé de 27 GWh, permettra d'augmenter les volumes du lot concerné de 30%, ce qui en renforcera l'attractivité et la capacité du groupement à obtenir des conditions financièrement plus avantageuses que celles de l'accord-cadre actuel.

Les territoires du Pays d'Aix et d'Aubagne avaient déjà adhéré au dispositif proposé par le SMED 13 en 2015, et en sont pleinement satisfaits, tant de par les prix obtenus - de 12 à 18% inférieurs aux tarifs réglementés - que des services associés, jugés performants.

➤ **Principes de fonctionnement du groupement :**

- ✓ Le SMED 13 est le coordonnateur : il lance la consultation, attribue et notifie les marchés
- ✓ L'adhésion au groupement nécessite une délibération ainsi que l'approbation de l'acte constitutif du groupement de commandes
- ✓ Une commission d'appel d'offres *ad hoc* est créée pour cette consultation, regroupant les maires de plusieurs communes ainsi qu'une



élue de la Métropole (Mme Béatrice Aliphat, Conseillère métropolitaine, Membre du bureau, Chargée de l'industrie et des réseaux d'énergie).

- ✓ Les frais afférents au fonctionnement du groupement seront facturés selon le nombre de sites de livraisons pour chaque entité adhérente. Ce montant sera précisé après le lancement du marché.
- ✓ Chaque adhérent est ensuite autonome dans la gestion de l'exécution du marché pour l'ensemble de ces sites.

Dans le cadre de ce groupement d'achat, il est nécessaire de choisir la part d'électricité verte souhaitée (0 à 100%). Pour mémoire :

- l'électricité fournie au consommateur provient quel que soit le fournisseur de la source d'injection la plus proche du site de consommation ;
- pour un consommateur souhaitant 100% électricité verte, l'essentiel est d'être assuré que le producteur achète ou produit, avec une source renouvelable, une quantité égale à celle qu'il a consommée dans l'année.

Aux tarifs de l'actuel accord-cadre du SMED13, une électricité 100% verte induit un surcoût d'environ 25 centimes d'euros par mégawattheure. Pour les 27 000 MWh consommés annuellement par la Métropole, et un coût annuel estimé à 3,5 M € TTC, cela induirait donc un surcoût annuel de 8 200 € TTC, soit 0,23%.

Toutefois le choix ne sera validé qu'à la notification, selon le surcoût proposé par le candidat retenu. Chaque Conseil de Territoire pourra ainsi choisir la part de d'électricité verte pour chacun de ses sites.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Energie et notamment son article L.445-4,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte constitutif du groupement de commandes du SMED13 joint en annexe.

**Vu le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- que le Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône (SMED13) a constitué un groupement de commandes d'achat d'électricité et de services d'efficacité énergétique dont il est le coordonnateur,
- que l'adhésion au groupement de commande du SMED 13 permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre à son besoin de fourniture d'électricité et services associés à un tarif compétitif,
- que la Métropole Aix-Marseille-Provence sera systématiquement amenée à confirmer sa participation à l'occasion du lancement de chaque marché d'achat d'électricité pour ses différents points de livraison d'énergie.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au groupement de commandes précité pour :

- l'acheminement et la fourniture d'électricité ;
- la fourniture de services d'efficacité énergétique qui y seront associés.

Est approuvé l'acte constitutif du groupement de commandes ci-annexé, cette approbation valant signature de l'acte constitutif par Monsieur le Président pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dès notification de la présente délibération au coordonnateur,

## **Article 2 :**

Est pris acte que le coordonnateur demeure l'interlocuteur privilégié de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la préparation et l'exécution des marchés relatifs au dit groupement d'achat,

Le représentant du coordonnateur est autorisé à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ce sans distinction de procédures,

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à valider le périmètre des sites de consommation engagés pour chaque consultation ultérieure.

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les ordres de service permettant d'intégrer des nouveaux sites de consommation d'électricité en cours d'exécution du marché, et ce en relation directe avec les prestataires retenus par le groupement de commandes,

La Métropole s'engage à régler les sommes dues aux titulaires des marchés de fourniture d'énergie retenus par le groupement de commandes et à les inscrire préalablement à son budget,

Le coordonnateur est habilité à solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité ainsi que des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison de la Métropole Aix-Marseille-Provence

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits annuellement sur les budgets correspondants pour chaque Conseil de Territoire, par budget par Sous-Politique, Fonction, Chapitre et Nature concernés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 015-2865/17/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention pour l'année 2018 à l'association Amicale du Personnel du Territoire du Pays Salonais MET 17/5716/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Amicale du Personnel du Territoire du Pays Salonais (APAP), association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, a pour objectif d'organiser, au profit de ses membres et ayant droit, des activités de loisirs, de détente et diverses manifestations, qu'elle peut leur faire bénéficier également de tarifs dégressifs de par le regroupement d'acquéreurs.

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence attribue une subvention à cette Amicale, lui permettant de mener à bien un grand nombre d'actions en faveur des adultes ainsi que des enfants, et que le dynamisme de cette association est reconnu par l'ensemble des Elus et de la hiérarchie.

Dans ce cadre afin de permettre à l'association Amicale du Personnel du Territoire du Pays Salonais d'assurer la continuité de ses engagements, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 40 000 euros au titre de l'année 2018.

Il est précisé qu'il convient toutefois de déroger au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2018 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative au règlement budgétaire et financier.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

## **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 40 000 euros à l'association Amicale du Personnel du Territoire du Pays Salonais (APAP) au titre de l'année 2018.

## **Article 2 :**

Est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la

totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2018 eu égard à son objet particulier.

### **Article 3 :**

Est approuvée la convention d'objectif définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget métropolitain 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 016-2866/17/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention pour l'année 2018 à l'association Comité Social du personnel de la ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues MET 17/5717/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association du Comité Social du personnel de la ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues a pour objet d'instituer en faveur des agents titulaires, stagiaires, contractuels ou retraités, des veufs de retraités ou d'agents décédés en activité et des enfants d'agents décédés du Territoire du Pays de Martigues toutes les formes d'aide sociale et d'activités jugées opportunes, permettant d'assurer la satisfaction des besoins exprimés par ses membres.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée au sein de la Métropole Aix-Marseille Provence depuis le 1er janvier 2016 et l'association du Comité Social du personnel de la ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues avaient conclu une convention pluriannuelle d'objectifs, approuvée par délibération n°2015-148 du 5 novembre 2015 pour une durée de 3 ans fixant les objectifs et les engagements réciproques des parties et les conditions dans lesquelles l'intercommunalité entend apporter un concours en moyens financiers aux activités menées par l'Association au profit de ses membres.

Dans le cadre de la construction métropolitaine, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 le pacte de gouvernance financier et fiscal, énonçant que « (...) jusqu'à l'instauration d'un comité des

œuvres sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du conseil métropolitain idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants. »

Au terme de la convention pluriannuelle d'objectif, la Métropole Aix-Marseille-Provence accorde à l'association Comité Social du personnel de la ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues une subvention de fonctionnement définie annuellement au budget primitif.

Le présent avenant a pour objet de déterminer le montant de la subvention octroyée à l'association au titre de l'exercice 2018.

Dans ce cadre, afin de permettre à l'association du Comité Social du personnel de la ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues d'assurer la continuité de ses engagements, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 77 280 euros au titre de l'exercice 2018.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2018 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2015-148 du 5 novembre 2015 approuvant la convention pluriannuelle

d'objectifs avec l'association du Comité Social du personnel ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Finances et Administration générale de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 6 décembre 2017 ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux subventions ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt des actions menées par l'association le COS en faveur du personnel métropolitain,
- La continuité des dispositifs d'action sociale proposés aux agents par les EPCI préexistants, énoncé par le pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le versement d'une subvention de 77280 euros à l'association du Comité Social du personnel de la ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues au titre de l'exercice 2018.

**Article 2 :**

Est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN- 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2018 eu égard à son objet particulier.

**Article 3 :**

Est approuvé l'avenant n°3, définissant les conditions d'octroi de cette subvention

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille Provence – Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature 6574-Fonction 420.

**Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 017-3020/17/BM**

**■ Approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
FAG 017-14/12/17 BM**

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes qui assuraient la gestion de ces compétences en régie, le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

En revanche, pour les communes qui assuraient la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement par un contrat de délégation de service public, il ne sera pas conclu de convention de gestion avec les communes dès lors que l'exploitation des services de distribution d'eau potable et d'assainissement relève dans ce cas des délégataires respectifs, dont les contrats sont transférés à la

Métropole d'Aix-Marseille-Provence, et non des services communaux.

Pour autant, le régime d'affermage propres aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement implique que l'autorité délégante conserve la charge de la création et de l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Ainsi, en l'absence de conclusion de convention de gestion avec les communes qui assurait les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement sous forme de délégation de service public, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence devrait assurer, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'exécution, la coordination et le pilotage et, plus généralement, toutes les prérogatives du maître de l'ouvrage à l'égard des opérations de travaux en cours dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en ce compris l'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement, il est envisagé de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques, à l'objet plus restreint que les conventions de gestion de l'article L 5215-27 du CGCT, et habilitant celles-ci à poursuivre, à titre transitoire, les opérations de travaux décidées dans les domaines de l'eau et l'assainissement, par leurs moyens propres et au moyen des contrats conclus à cette fin.

Conformément à l'article R.5215-3 du CGCT sont considérées comme « opération décidées » et par symétrie avec l'architecture retenue pour les conventions de gestion, les opérations dont l'avant-projet et le plan de financement intégral ont été approuvées sans réserves par les communes avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ces conventions, dont la conclusion vous est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier

2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions

Les conventions seront conclues pour la durée nécessaire à l'achèvement des opérations en cause mais pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Le tableau récapitulatif présenté en page suivante indique, pour chaque commune, les opérations concernées dont la maîtrise d'ouvrage est confiée aux communes par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au titre des conventions annexées au présent rapport.

<b>Communes</b>	<b>Opérations concernées</b>
<b>Auriol</b>	Rénovation du réseau de distribution en eau potable du « chemin du Raton »
<b>Coudoux</b>	Opération générale de voirie et réseaux – Secteur Darius Milhaud Opération sur les réseaux – Secteur Vautubière
<b>Gréasque</b>	Réseau Pluvial - « Secteur des Pradeaux »
<b>Jouques</b>	Opération de reprise du réseau d'assainissement – Secteur bd du REAL
<b>ambesc</b>	Requalification et aménagement de la Rue Grande Phase 2 et de la Rue Eugène Pelletan Reprise réseau AEP Route de Berre Remplacement conduite AEP Rue Notre Dame de la Rose Réfection réseau Route de Rognes Réfection réseau Avenue de la Résistance Travaux d'Assainissement Route de Rognes Ilot 2 Station de relevage Bertoire Pluvial Chemin des 4 Termes Pluvial Chemin de Sufferchoix AEP Route de Rognes Ilot
<b>Le Puy-Sainte-Réparate</b>	Aménagement des réseaux – rue du Luberon Restructuration réseaux Humides – Bourgade Le Cours Restructuration réseaux humides – Chemin du moulin Restructuration réseau humide – Saint Canadet Extension Eau et Assainissement – Cride Arnajon Rousset
<b>Le Tholonet</b>	Extension des réseaux d'eau et d'assainissement – Secteur route de Cézanne

<b>Les Pennes Mirabeau</b>	<p>Extension des réseaux EU, AEP et EP Plan des Pennes, le Brusq, les Joncquiers</p> <p>Extension des réseaux EU, AEP RD368</p> <p>Travaux extension du réseau AEP de Val Sec</p> <p>Reprise clotures Barnouins Tresque</p> <p>Réseau d'assainissement- Esplanade du soleil</p> <p>Extension de réseau Plan de Campagne (collet rouge, chemin de Velaux, Route de Calas)</p> <p>Extension réseau EU Pas de la Mue (phase 1 et 2)</p> <p>Point de mesure limite marseille</p> <p>SD EU/EP Section 1 et 2</p>
<b>Meyrargues</b>	<p>Raccordement au réseau d'assainissement de la ZAC projetée de la Coudourousse et renforcement du réseau d'eau potable existant</p> <p>Chemin du Moulin - Extension Réseau Eaux Usée</p> <p>Chemin de Traversière - Alimentation en AEP</p> <p>Plaine des sports - Alimentation en AEP</p> <p>Chemin des Bouches-du-Rhône 1</p> <p>Chemin des Bouches-du-Rhône 2</p>
<b>Pertuis</b>	<p>Réseau Pluvial Cours de la République Partie Basse</p> <p>Réseau Pluvial Avenue Pierre Semard</p> <p>Réseau Pluvial - Rue Follereau</p> <p>Création d'un bassin de rétention St Roch</p> <p>Opération de recalibrage de la Grande Roubine</p>
<b>Puyloubier</b>	<p>Travaux pour la station de relevage du clos Ste Victoire</p> <p>Rénovation du réservoir d'eau potable de la station de filtration</p>
<b>Rognes</b>	<p>Construction de la nouvelle station d'épuration et de la conduite de transfert des effluents</p> <p>Extension du réseau pluvial de l'Allée des Pins dans le cadre de l'extension et de la réhabilitation de l'Ecole Maternelle de Rognes</p>



<b>Rousset</b>	<p>Construction de la nouvelle usine de production d'eau potable</p> <p>Dilatation de la conduite d'AEP de l'usine de filtration des Sauvets</p> <p>Dilatation de la conduite AEP chemin de saint Privat</p> <p>Maillage des réseaux entre le site de forage des Cannebiens et la zone industrielle de Rousset</p> <p>Construction d'une réseau d'eaux usées carrefour LARCIANO</p> <p>Canalisation de secours entre la station de traitement des effluents domestiques et la station de traitement des effluents industriels</p> <p>Renouvellement des équipements de la station de traitement des effluents industriels</p> <p>.</p>
<b>Saint Antonin Sur Bayon</b>	Opération d'extension du réseau d'eau et de mise en discrétion du réseau de télécommunication et effacement de l'artère aérienne CD 17 et CD 56.
<b>Saint Cannat</b>	<p>Forage en recherche d'eau souterraine</p> <p>Augmentation de la capacité du surpresseur, construction d'un local, secours électrogène – Secteur Clos du Roy</p> <p>Amélioration de l'étanchéité des bassins d'eau potable – Secteur Clos du Roy</p> <p>Travaux d'extension du réseau d'eau entre les secteurs Village et ZA de la Pile</p> <p>Travaux d'extension du réseau d'eau et d'assainissement – Secteur plan d'Aigues</p>
<b>Trets</b>	<p>Opération de réfection des réseaux d'eau potable et d'assainissement - Centre de Trets</p> <p>Opération de réfection des réseaux d'eau potable et d'assainissement - chemin de la Boucharde, de Marseille, d'Auriol et de la Porte Rouge, rue des Minimes et Jules ferry, lotissement du Cimetière, Cabassude et de la Gardi, places Denfert Rochereau, de l'hôtel de Ville et impasse de la liberté.</p> <p>Remise à niveau du poste de relevage – Secteur Seignières</p> <p>Travaux d'aménagement à la station d'épuration</p> <p>Création d'un bassin d'orage et installation d'un débitmètre.</p>

**Vu**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret N°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi N°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et les conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

\*\*\*\*\*

***Commission "Economie,  
Nouvelles Technologies,  
Enseignement Supérieur"***

\*\*\*\*\*

**ECO 001-2867/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, relative à la promotion du territoire au MIPIM et au SIMI 2018**

**MET 17/5568/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de promotion de son territoire à l'attention des décideurs économiques et des investisseurs. L'objectif est d'encourager l'implantation et le développement d'entreprises et de grands projets structurants.

La présence dans des salons professionnels en constitue un axe important. Elle permet de valoriser l'originalité et la spécificité de l'offre métropolitaine et de lui conférer la crédibilité et la lisibilité indispensables pour attirer les talents et les capitaux.

Notre territoire, représenté successivement par la Communauté de communes Marseille Provence Métropole, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et aujourd'hui par la Métropole Aix-Marseille-Provence, expose ses atouts dans les salons professionnels dédiés à l'immobilier d'entreprise depuis 16 ans. Il participe ainsi chaque année au Marché International des professionnels de l'Immobilier (MIPIM) organisé mi-mars à Cannes et au Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) qui se tient début décembre à Paris.

Le MIPIM, salon international, réunit pendant quatre jours plus de 24 000 professionnels de l'immobilier d'entreprise dont 5 000 investisseurs, venus de 90 pays. Il constitue l'occasion pour les grandes métropoles de mettre en avant leurs projets, de confirmer leur dynamisme et d'entretenir leurs relations avec les acteurs et les décideurs économiques nationaux et internationaux.

Tout aussi incontournable et complémentaire, le SIMI est le salon de référence de l'immobilier d'entreprise dédié au marché français. Il rassemble pendant trois jours, au cœur de Paris, 28 000 participants et 450 exposants.

Après une première participation au bilan positif tant en termes de visibilité que de qualité de rendez-vous, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre en 2018 son action de la promotion du territoire au MIPIM et au SIMI.

Ainsi, par délibération N° ECO016-2135/17/BM Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé sa participation aux éditions 2018 de ces deux salons, qui se dérouleront :

- du 13 au 16 mars 2018, s'agissant du MIPIM

- et aux dates prévisionnelles des 5, 6 et 7 décembre 2018, s'agissant du SIMI.

Dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité de la promotion du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite associer à sa participation à ces salons différents acteurs de terrain de la sphère

publique, en assurant le rôle de mandataire de ce partenariat.

Aussi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite-t-elle renouveler son partenariat avec les acteurs économiques publics incontournables du territoire que sont l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP).

Ensemble au MIPIM et au SIMI, ils assureront la promotion d'un territoire commun, mettant en avant les thématiques suivantes : une métropole attractive avec ses filières d'excellence, ses grands projets structurants, sa capacité à innover et son art de vivre, mais aussi l'opération d'intérêt national Euroméditerranée, le Grand Port Maritime de Marseille, les grands projets immobiliers et les zones d'activités de métropole.

Le budget prévisionnel de cette participation commune au MIPIM 2018 et au SIMI 2018 s'élève à 320 000 € TTC. Il comprend les frais de location de l'emplacement de chaque stand, leur aménagement, les prestations permettant d'optimiser la participation à ces événements ainsi que les prestations de communication et d'animation du stand pour chacun de ces deux salons (opérations presse, outils de promotion et communication spécifiques au salon, cocktails...).

La Métropole sera le mandataire des partenaires pour l'organisation de cette participation commune et pour la réalisation du stand commun lors de ces deux salons.

Chaque partenaire versera ainsi à la Métropole le montant de sa participation financière à l'organisation de ces événements.

Le budget prévisionnel et le plan de financement de la participation commune des partenaires au MIPIM et au SIMI 2018 sont les suivants :

Dépenses en euros TTC		Recettes en euros TTC	
Location des stands	140 000	Euroméditerranée	65 000
Aménagement des stands	152 000	CCIMP	50 000
Opérations de promotion	28 000	Ville de Marseille	15 000
		GPMM	40 000
		Sous-total partenaires	170 000
		Participation Métropole	150 000
<b>TOTAL</b>	<b>320 000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>320 000</b>

Le montant de la participation de la Métropole à ces deux salons s'élèvera à la somme de 150 000 euros.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP), jointe en annexe, relative à la promotion du territoire métropolitain au MIPIM 2018 et au SIMI 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°NH 009-011/16/CM du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération N° ECO016-2135/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017, approuvant la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à deux salons professionnels spécialisés dans l'immobilier d'entreprise : le MIPIM et le SIMI 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence participe aux éditions 2018 du MIPIM et du SIMI, deux rendez-vous annuels incontournables des acteurs nationaux et internationaux de l'immobilier d'entreprise ;
- Que dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité de la promotion du territoire, la Métropole souhaite associer à sa participation à ces salons différents acteurs de terrain de la sphère publique, en assurant le rôle de mandataire ;

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, relative à la promotion du territoire au Marché International des professionnels de l'Immobilier 2018 (MIPIM) et au Salon de l'Immobilier d'Entreprise 2018 (SIMI).

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

- Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2018 de la Métropole : sous-politique B330 nature 6233 fonction 64.

- Les recettes correspondantes seront constatées au budget 2018 de la Métropole : sous-politique B330 natures 70875 (Ville de Marseille) et 70878 (autres partenaires), fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 002-2868/17/BM**

#### **■ Organisation et financement des 10èmes Tables Rondes de l'Arbois "Santé, Société et Environnement" MET 17/5254/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 9 ans, le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée, en partenariat avec Aix-

Marseille Université, organise un colloque annuel intitulé « Les Tables Rondes de l'Arbois ». Cette manifestation vise à sensibiliser la société civile aux grandes avancées scientifiques et techniques dans le domaine de l'environnement et du développement durable.

Lieux de savoir et de débats, « Les tables Rondes de l'Arbois » sont aujourd'hui connues et reconnues comme étant un événement culturel scientifique majeur où les plus grands professeurs, chercheurs et personnalités dans leurs domaines respectifs viennent partager et diffuser la richesse de leur savoir. La fréquentation a augmenté d'année en année. En 2017, plus de 1400 participants (entreprises, étudiants, scientifiques et grand public) ont ainsi assisté aux conférences et débats proposés autour du thème « Langage, Écriture et Communication ».

La 10<sup>ème</sup> édition des Tables Rondes de l'Arbois doit se dérouler fin mars 2018 autour du thème « Santé, Société, Environnement » au sein de la faculté de Droit et Science Politique d'Aix-Marseille Université. Comme pour les précédentes éditions, un plateau exceptionnel de personnalités d'audience internationale répondra à l'invitation du Professeur Daniel Nahon, instigateur des Tables Rondes de l'Arbois et animateur du Conseil Scientifique et Industriel du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée, notamment :

- Yves Coppens, paléontologue et paléanthropologue français, professeur émérite au Collège de France ;
- Dominique Maraninchi médecin cancérologue français, directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé, Président de l'IMERA (AMU) ;
- Jean-François Delfraissy, ancien président de l'Agence française de recherche sur le sida et les hépatites virales (ANRS), Président du Comité consultatif national d'éthique ;
- Philippe Sansonetti, Chercheur à l'Institut Pasteur et professeur au Collège de France ;
- Jeanne Brugère Picoux, professeur honoraire à l'école vétérinaire d'Alfort (ENVA), Membre de l'Académie nationale de médecine ;
- Olivier Lyon-Caen, chef du service de neurologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, coordinateur du pôle des maladies des systèmes nerveux, Professeur en neurologie à l'université Pierre et Marie Curie, Médecin-conseil national de la CNAM ;

- Robert Barouki, professeur à l'Université Paris-Descartes et chercheur à l'Inserm.

Les Tables Rondes de l'Arbois reçoivent chaque année le soutien financier de partenaires institutionnels. La présente délibération vise à approuver les demandes de subventions et d'aides financières auprès de tout organisme public ou privé.

Le budget prévisionnel des 10<sup>eme</sup> Tables Rondes de l'Arbois a été établi à 103 840 € TTC.

DEPENSES € TTC		RECETTES € TTC	
Nature	Montant	Nature	Montant
<b>Accompagnement à l'organisation du colloque</b>	61 520,00	<b>Ressources propres Métropole Aix-Marseille-Provence</b>	95 840,00
<i>Communication</i>	12 000,00	<b>Demande de financement :</b>	
<i>Relations medias</i>	4 200,00	Conseil Départemental 13	8 000
<i>Animation</i>	3 600,00		
<i>Logistique (déplacement, hébergement, repas, accueil, sécurité)</i>	32 000,00		
<i>Post congrès</i>	1 320,00		
<i>Honoraires : Conseil et coordination</i>	8 400,00		
<b>Réception - Traiteurs</b>	17 480,00		
<b>Prestations Intellectuelles</b>	24 840,00		
<b>TOTAL des dépenses</b>	<b>103 840,00</b>	<b>TOTAL des recettes</b>	<b>103 840,00</b>

Vu

Aix-Marseille Université alloue quant à elle un budget d'environ 100 000 € TTC venant compléter le budget de la manifestation (prise en charge de la captation audiovisuelle des Tables Rondes de l'Arbois et communication de l'Université dédiée spécifiquement à cette manifestation).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de tout organisme public et privé susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette manifestation.

**Article 2 :**

La recette correspondante sera constatée sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix Budget 2018 n°6, section de fonctionnement - Nature 7473 - Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 003-2869/17/BM**

**■ Approbation de la charte relative au lancement de l'Appel à Manifestation d'Intérêt Provence Industry'Nov  
MET 17/5624/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

**1 – Contexte**

L'industrie métropolitaine se distingue par la diversité de ses secteurs d'activités : aéronautique, mécanique, santé, énergie, environnement, numérique, raffinage, chimie, sidérurgie. Toutefois, des difficultés se concentrent singulièrement sur les activités raffinage, chimie et sidérurgie du pourtour de l'étang de Berre et du Golfe de Fos. En effet, depuis la crise de 2008, près de 2 500 emplois directs y ont été perdus.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) poursuit l'action engagée par le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence dès 2008 en partenariat avec l'État et la Région PACA qui a permis au travers de deux études<sup>1</sup> d'analyser les

risques de mutations industrielles et d'identifier les axes de développement et projets d'avenir pour ce territoire.

Afin de rester compétitive et de créer de nouveaux emplois, la MAMP souhaite mener, en coordination étroite avec l'État, la Région PACA, les industriels, le GPMM et l'association Piicto, une politique volontariste visant la pérennisation des sites existants et l'implantation de nouvelles activités y compris au stade de l'innovation.

Cette politique s'attache à prendre en compte les attentes des populations ainsi que les enjeux climatiques nécessitant notamment une réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'objectif est de pérenniser les sites existants en réduisant leurs coûts de fonctionnement et leurs impacts environnementaux en développant des synergies entre industriels. Cela se traduit par l'identification de plates-formes intégrées valorisant la mutualisation d'utilités et de services puis l'accompagnement à l'implantation en leur sein de nouvelles activités en croissance dans les domaines de l'économie circulaire, de la transition énergétique (énergies renouvelables, stockage énergétique, carburants du futur) et des bio-industries, pouvant également bénéficier des synergies industrielles.

Les atouts qu'offre ce territoire sont une véritable opportunité :

- la multi modalité routière, maritime, fluviale, ferrée ;
- l'interconnexion des sites industriels par des réseaux denses de pipelines avec accès au meilleur coût à de nombreuses matières premières ou utilités ;
- des disponibilités foncières au cœur du marché euro-méditerranéen et adaptées à l'industrie ;
- un relationnel étroit et ancien entre les acteurs privés et les acteurs publics qui favorise l'exercice des activités industrielles existantes tout comme l'émergence de projets nouveaux ;
- une forte acceptation des populations riveraines sensibilisées de longue date à ces problématiques ;
- et enfin, un important terreau de ressources humaines qualifiées : 17% de la population active dans l'industrie sur ce territoire.

---

syndicat mixte du SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) Ouest Etang de Berre.

Pour mémoire, les propositions issues de ces travaux ont été versées en 2012 aux « Ateliers du Territoire » conduits sous l'impulsion de la Sous-préfecture d'Istres à l'échelle de l'Etang de Berre et dans le cadre de la démarche nationale lancée conjointement par les Ministères en charge de l'écologie et du travail en 2014 sur l'accompagnement des « transitions professionnelles liées à la transition écologique », le territoire de Fos/Berre a été l'un des trois « démonstrateurs » retenus.

---

<sup>1</sup> « Décryptage des stratégies et enjeux des grands donneurs d'ordres » (2008) et « Étude action pour le développement industriel de l'Ouest Etang de Berre et du Golfe du Fos » (2011), réalisée à l'échelle du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération Pays de Martigues via le

La MAMP s'est donc dotée d'un service dédié aux mutations industrielles, à la transition énergétique et à l'économie circulaire au sein de la Direction Générale Adjointe Développement Économique et Attractivité et a inscrit l'accompagnement au déploiement d'activités relevant de l'économie circulaire dans l'Agenda du développement économique métropolitain.

La Région PACA, acteur essentiel du développement économique, conduit historiquement cette démarche par l'accompagnement aux études stratégiques, le cofinancement d'infrastructures et de projets en cours d'implantation. La Région a également introduit un volet économie circulaire dans l'Opération d'Intérêt Régional (OIR) " Industrie du Futur "autour de la plate-forme industrielle PIICTO et inscrit l'accompagnement au déploiement des nouveaux modèles économiques et notamment de l'économie circulaire dans la Stratégie Régionale de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation des entreprises (SRDEII).

Par ailleurs, le GPMM, aménageur de l'espace industriel portuaire, dans son projet stratégique 2014-2018, affirme de nouvelles orientations en matière de transition énergétique et de diversification des activités industrielles en lien avec le développement des trafics et une compétitivité renouvelée depuis la mise en œuvre de la réforme portuaire.

De cette ambition commune et des premiers résultats constatés découle l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « Provence Industry' Nov », qui s'articule autour d'une dynamique collective animée et coordonnée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et dont le lancement aura lieu début 2018.

## 2 – Objectifs et opérationnalité de l'AMI

Cet AMI vise à inciter l'implantation de nouvelles activités industrielles et préindustrielles (innovation) au sein des grandes plates-formes de l'Etang de Berre. Il cible des prospects intervenant dans des filières d'avenir comme la production de biocarburants, la production et transformation des biopolymères, les technologies de la transition énergétique et celles pouvant s'inscrire dans des circuits d'approvisionnement et de valorisation qui relèvent d'une économie circulaire :

- optimisation des importations de matières premières et développement de la production locale de bio-ressources (algues, canne de Provence, etc.) ;
- valorisation des déchets et de la biomasse, notamment celle disponible et mobilisable localement ;
- transformation/production des polymères (plasturgie, etc.) et production de biocarburants (2G/3G) ;
- captage et revalorisation de "rejets" (ex : le CO2 pour la culture des algues), de "co-

produits" (ex : l'Hydrogène pour les piles à combustibles) ou de sources d'énergies fatales (ex : vapeur, froid, etc.).

Les premiers projets innovants qui ont vu le jour dans le domaine de la transition énergétique (Jupiter 1000, Vasco2, Flow Box), portés par des industriels nationaux, start-up et centres de recherche, mais aussi les prospects industriels en cours de négociation s'appuyant sur la valorisation des principes d'écologie industrielle et d'économie circulaire, attestent de la pertinence de la stratégie poursuivie.

Cet AMI est conçu autour d'une démarche proactive, collective et intégrée visant à mettre en place :

- une prospection active en amont afin d'identifier les candidats potentiels de l'AMI ;
- un processus de sélection du foncier disponible adapté aux implantations visées ;
- une offre de marketing territorial globale : ciblage thématique, mise en avant de l'écosystème existant (entreprises, formations, laboratoires de recherche fondamentale et de R&D), présentation exhaustive des dispositifs d'accompagnement et des aides directes et indirectes aux entreprises, facilité d'accueil de projets au stade industriel ou de démonstrateur ;
- une organisation dédiée pour l'accompagnement des prospects : analyse de l'intérêt des projets identifiés dans l'AMI, mobilisation de Provence Promotion afin d'affiner l'analyse des projets et leurs besoins, identification des fonciers les plus adaptés, mobilisation des services de l'Etat sur les aspects réglementaires liés à l'implantation afin de faciliter les démarches, mobilisation de l'ensemble des financeurs si besoin pour compléter le plan de financement ou pour activer les dispositifs existants d'aide aux entreprises,...

Cet AMI, tel que défini, permettra d'identifier des projets d'intérêt, de faciliter leur implantation dans des conditions idoines et ainsi de conforter ou d'accompagner les mutations industrielles sur les plateformes existantes qui connaissent des difficultés depuis plusieurs années.

Sachant que l'identification et la mobilisation de fonciers adaptés à ces objectifs est une priorité mais également le travail le plus complexe à mettre en œuvre, le périmètre géographique ciblé par cet AMI se compose de deux phases.

La 1<sup>ère</sup> phase, prévue début 2018, concerne le périmètre représenté par les terrains du GPMM non bâtis sur PIICTO à Fos-sur-Mer (au sein de l'enceinte de Kem One et sur la plate-forme d'incubation Innovex), des terrains libérés par Total à la Mède ainsi

que certaines parcelles du site pétrochimique LyondellBasell à Berre.

La 2<sup>ème</sup> phase, lancée après évaluation collective de la 1<sup>ère</sup> phase et accord des parties prenantes, concernera un périmètre industriel élargi à des sites pour lesquels un travail de requalification foncière va être engagé et des thématiques complémentaires seront proposées (ex : filières de déconstruction, etc.).

Ainsi, afin d'organiser les relations entre les différents partenaires dans le cadre du lancement de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) Provence Industry' Nov, il est proposé de valider les termes de la charte de partenariat ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil du Territoire Istres Ouest Provence du 13 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- que l'émergence d'un pôle d'excellence bio-industries et le renforcement de l'implantation d'activités industrielles faisant appel aux principes de l'économie circulaire et de la transition énergétique sur le territoire métropolitain représentent un enjeu majeur pour le développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- que l'État, la Région PACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence, le GPMM, Kem One, Total, LyondellBasell, l'association Piicto,

Novachim et Provence Promotion s'engagent pour la réalisation d'un projet de développement économique et territorial qui nécessite de s'inscrire dans la durée pour obtenir et concrétiser des résultats.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la charte de partenariat, ci-annexée, visant à organiser les relations entre les différents partenaires dans le cadre du lancement de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) Provence Industry' Nov.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la charte ci-annexée et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 004-2870/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec la "Greentech Verte", incubateur du Ministère de l'Environnement  
MET 17/5253/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée, situé sur le Territoire du Pays d'Aix, est devenu, depuis le 1er janvier 2017, une direction opérationnelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il a pour mission de favoriser la création et le développement d'entreprises et de laboratoires innovants travaillant dans le domaine de l'environnement, fondant leur compétitivité sur les relations de travail croisées entre le monde de la recherche public et d'autres sociétés innovantes proposant des activités complémentaires.

Le Technopôle accompagne et soutient les entreprises innovantes présentes sur le Technopôle de l'Arbois dans l'ensemble des phases de leur croissance : depuis leur création, jusqu'à leur industrialisation sur site.

Pour mener à bien leurs missions, le Technopôle de l'Arbois travaille en partenariat avec de nombreux acteurs dont l'objectif commun est d'accélérer le développement des entreprises.

Parmi ses partenaires dédiés à la création d'entreprises éco-innovantes, la Direction du Technopôle de l'Arbois s'est rapprochée depuis le début de l'année 2017 de l'Incubateur du Ministère de la Transition écologique et solidaire : « la Greentech Verte ».



Créé en 2016, l'incubateur du Ministère de la Transition écologique et solidaire, « la Greentech Verte », a pour ambition de faciliter le développement d'entreprises innovantes proposant de nouveaux produits et services en faveur de la transition écologique.

Aussi, les entreprises lauréates de « la Greentech Verte » bénéficient de nombreux avantages comme une subvention allouée par le Ministère pour leur développement de 150 000€, des formations spécifiques proposées par les Grandes Ecoles aux chefs d'entreprises, mais également la possibilité d'accéder de façon privilégiée et conseillée aux bases de données du Ministère et des laboratoires de recherche (EPST et EPIC) qu'il finance.

Le Technopôle de l'Arbois compte déjà un lauréat de « la Greentech Verte » : la société Qista implantée au sein de la pépinière d'entreprises innovantes Cleantech et dont l'activité vise à lutter contre la propagation des moustiques via une solution propre et sûre. Un second lauréat est en cours d'implantation.

Fort des complémentarités et des passerelles qu'il conviendrait de nouer entre les deux structures, il est proposé de formaliser ces collaborations autour d'une convention de partenariat permettant de renforcer et faire valoir leurs liens au bénéfice de la croissance des entreprises dont l'activité s'inscrit dans le cadre de la transition écologique.

Cette convention, en annexe du présent rapport, permettra notamment de :

- Intégrer le Technopôle de l'Arbois au sein du réseau d'incubateurs de « la Greentech verte »,
- Mener à bien des actions de détection de Startup au bénéfice du Technopôle de l'Arbois et de « la Greentech verte »,
- Optimiser l'accompagnement des Startups lauréates de l'incubateur du Ministère,
- Réaliser des actions de promotion communes des Startups membres du Technopôle et lauréates de « la Greentech verte ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'un partenariat entre l'Incubateur du Ministère de Transition écologique et solidaire « La Greentech Verte » et la Métropole est un atout pour la croissance des entreprises innovantes du territoire Métropolitain.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire et le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée, sans incidence financière.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 005-2871/17/BM**

**■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à Capenergies pour l'organisation d'un colloque international sur la mobilité électrique intelligente intégrée au Smartgrid  
MET 17/5526/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Pôle de compétitivité Capenergies sollicite une participation au financement d'un colloque international sur la mobilité électrique intelligente intégrée au réseau smartgrid.

Ce pôle de compétitivité, qui accompagne les entreprises dans le domaine de l'innovation, s'inscrit depuis 2013 dans une nouvelle feuille de route stratégique, axée sur le développement économique de ses territoires. Il a pour mission de fédérer ses membres pour créer un écosystème solide, vecteur du développement économique et de la compétitivité des filières énergétiques en région PACA, Corse, Guadeloupe, Île de la Réunion jusqu'en principauté de Monaco.

Il mène également des actions de coopération avec les acteurs de l'innovation afin d'encourager le montage de projet privés et publics-privés de recherche collaborative en matière d'énergie non génératrice de gaz à effet de serre. Il agit ainsi directement pour la diffusion de solutions concrètes, au regard de la maîtrise du changement climatique en asseyant son positionnement sur l'ensemble du mix énergétique « décarboné », notamment sur l'efficacité énergétique, l'intégration aux réseaux (vecteurs énergétiques et stockage, équilibrage, smart grids) et la production des différentes ressources énergétiques.

### 1. Le contexte

Depuis plusieurs années, Capenergies conduit des actions d'information et d'animation à visée internationale en partenariat avec divers acteurs de son écosystème dont Green Univers (leader dans l'information économique sur les marchés de la transition énergétique). Pour 2018, le choix s'est porté sur un colloque de portée internationale prévu les 15 et 16 février au palais du Pharo à Marseille sur le thème « Les Smartgrids au service de la mobilité électrique ». Ce colloque s'inscrit également dans le cadre de Flexgrid (programmes de déploiement des Réseaux Electriques Intelligents (REI) à grande échelle) et dans le réseau #cleantech#mobility.

### 2. Les objectifs

Ce premier forum unique en Europe rassemblera des décideurs de grands groupes, start-up, PME et ETI, des collectivités et des élus. Avec la collaboration de pays européens en pointe, notamment le Danemark, les Pays-Bas et l'Allemagne, 300 professionnels sont attendus à Marseille.

Cet évènement traitera des smart-grids au service de la mobilité électrique et permettra de faire un point sur le contexte réglementaire, sur l'état des lieux et l'évolution des marchés dans le contexte européen interconnecté et enfin sur les initiatives proposées, avec un large temps consacré aux rencontres BtoB.

Il s'agira de :

- valoriser au niveau européen le savoir-faire des sociétés régionales et françaises dans les smart grids au service de la mobilité électrique ;
- promouvoir les projets de ce secteur dans le cadre du programme Flexgrid ;
- attirer les grands donneurs d'ordres étrangers ;
- asseoir cet évènement (à organiser tous les deux ans) afin de positionner PACA comme première « smart région d'Europe » dans le domaine de la mobilité propre et être force de proposition dans le cadre de schémas d'aménagement du territoire.

Des ateliers seront également organisés autour de l'expérimentation du Véhicule to grid :

- retour d'expérience de la collectivité de Copenhague pour le déploiement d'une infrastructure VE/réseau de charge : quelle gouvernance entre les opérateurs ? avec quelle base juridique et sur quel modèle économique ? Quelle part de financements publics et privés ?
- adaptation du réseau électrique pour la mise en place de la recharge intelligente

### 3. Le financement

Pour l'organisation de ce colloque, le Pôle de compétitivité Capenergies sollicite une subvention de 15 000 € auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la base d'un budget prévisionnel estimé à 147 327 €.

Cette demande a reçu un avis favorable pour 15 000 €, soit 10.19 % du budget prévisionnel du colloque.

N° GU	Manifestation date	Porté par	Domaine d'activité	Subvention n-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectif oui/non
2017 –	Du 15 au 16 février au Pharo à Marseille	Capenergies	Développement durable	105 000 € pour diverses actions	147 327 €	15 000€	15 000 €	Oui

PACA et Conseil Départemental 13) selon le budget suivant :

Le reste des dépenses devrait être couvert par l'inscription des participants, le financement de l'Etat et des Collectivités Publiques (Conseil Régional

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 20 10

CHARGES	Montant <sup>11</sup>	PRODUITS	Montant <sup>11</sup>
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
60 – Achats	317	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	85 327
Prestations de services	0		
Achats matières et fournitures	317	074 – Subventions d'exploitation <sup>12</sup>	62 000
Autres fournitures	0	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	10 000
61 – Services extérieurs	20 850	- FNADT	0
Locations	1 651	- ADEME	10 000
Entretien et réparation	380	Région(s) : PACA	30 000
Assurance	30	-	
Documentation	18 789	Département(s) :	0
		<b>Métropole Aix-Marseille-Provence (Total)</b>	15 000
62 – Autres services extérieurs	95 869	- Territoire Marseille-Provence	15 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	887	- Territoire du Pays d'Aix	0
Publicité, publication	23 500	- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile	0
Déplacements, missions	70 741	- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile	0
Services bancaires, autres	741	- Territoire Istres-Ouest Provence	0
		- Territoire du Pays de Martigues	0
63 – Impôts et taxes	231	Communes (détailler) :	0
Impôts et taxes sur rémunérations,	0		0
Autres impôts et taxes	231		0
		Organismes sociaux (détailler) :	
64 – Charges de personnel	30 060	Fonds européens	0
Rémunération des personnels	18 000	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA-emplois aidés)	0
Charges sociales	12 060	Autres établissements publics	7 000
Autres charges de personnel	0	Aides privées	0
65 – Autres charges de gestion courante	0	75 – Autres produits de gestion courante	0
66 – Charges financières	0	Dont cotisations, dons manuels ou legs	0
67 – Charges exceptionnelles	0	76 – Produits financiers	0
68 – Dotation aux amortissements	0	78 – Reprises sur amortissements et provisions	0
<b>CHARGES INDIRECTES</b>			
Charges fixes de fonctionne			
Frais financier			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	147 327	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	147 327
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>			
86 – Emplois des contributions volontaires en nature		87 – Contributions volontaires en nature	
Secours en nature	0	Bénévolat	0
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0	Prestation en nature	0
Personnel bénévole	0	Dons en nature	0
<b>TOTAL</b>	147 327	<b>TOTAL</b>	147 327

La subvention demandée à la Métropole de 15 000 € représente 10,18 % du total des produits hors contributions volontaires.  
(montant attribué/total des produits) x 100

Signature du Président

Fait à

Cachet de l'association

<sup>11</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>12</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- que l'organisation de ce colloque contribue à l'identification de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Région PACA comme première « smart région d'Europe » dans le domaine de la mobilité propre et permettra d'être force de proposition dans le cadre de schémas d'aménagement du territoire ;
- que ce type de manifestation contribue également à structurer au sein du territoire la filière Hydrogène, porteuse à terme de développement économique et d'emplois dans de nouveaux domaines d'application.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention au Pôle de compétitivité Capenergies d'un montant de 15 000 €.

**Article 2 :**

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production du Compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

A la lecture du bilan budgétaire, ce montant peut varier :

- Si le montant des dépenses afférentes à l'action est supérieur au montant prévisionnel, cette dernière participation ne sera pas réévaluée.
- A contrario, s'il est inférieur au montant prévisionnel, cette dernière participation sera recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires de 15 000 € sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous politique B370 – nature 6574 - « Subventions de fonctionnement aux organismes privés » - Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 006-2872/17/BM**

**■ Attribution de subventions en faveur de deux projets immobiliers portés par des entreprises du Pays d'Aix  
MET 17/5224/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par la Communauté du Pays d'Aix en 2012, le dispositif d'aide à l'immobilier vise à favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire. Il consiste à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

1. Soutien à la société S.A.S. EUROPE PROJECTION pour l'acquisition d'un terrain et la construction d'un bâtiment industriel à Rousset

**1.1. Présentation de la société**

EUROPE PROJECTION est une société industrielle familiale qui fabrique du matériel professionnel de projection d'enduits et de peinture, de pulvérisation ou de malaxage, que ce soit pour le traitement des façades ou les travaux d'intérieur. Créée en 1994, la société est implantée dans la zone d'activités de Rousset depuis 2003. C'est cette même année qu'a été créée la société de distribution dédiée, EUROMAIR.

Les deux enseignes ont connu une croissance régulière, grâce au savoir-faire technique et au développement de solutions innovantes pour améliorer l'ergonomie des machines et la rapidité d'exécution des travaux.

La marque EUROMAIR est présente dans de nombreux pays européens, voire dans le monde. Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires et les perspectives d'emploi :

	Europe Projection		Euromair	
	31/3/2017	Perspectives d'évolution	31/3/2017	Perspectives d'évolution
Chiffre d'affaires	5,55 M€	+ 10 %	11,68 M€	+ 15 %
Emplois (site de Rousset)	26	7	27	5

Dans le cadre de son projet de développement, qui vise notamment les marchés à l'export, la société EUROPE PROJECTION a besoin d'augmenter sa capacité de production. Trop exigus, les locaux actuels basés sur la zone de Rousset Parc Club ne sont pas extensibles.

## 1.2. Le projet immobilier

Il a ainsi été procédé, moyennant une SCI, à l'acquisition d'un terrain et d'un bâtiment situés avenue Olivier Perroy à Rousset. Le projet consiste à démolir le bâtiment existant pour reconstruire un bâtiment industriel de près de 6.000 m², dédié principalement aux activités de fabrication et de stockage. Des bureaux et locaux pour les salariés seront aménagés sur 850 m². Le futur bâtiment comprendra également un showroom de 200 m². Le programme de travaux comporte plusieurs dispositions en faveur de la qualité environnementale.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée sur ce projet dès le 17 janvier 2017. La procédure d'acquisition de l'ensemble immobilier s'est toutefois avérée plus longue que prévue. A la suite de la vente, le chantier a été ouvert le 4 septembre dernier. Les travaux de démolition et de désamiantage se sont terminés fin septembre. La partie construction a démarré en octobre, l'emménagement est prévu pour le printemps 2018.

L'opération est chiffrée à 4.996.400 € HT dont 4.833.400 € de dépenses éligibles (3.133.400 € de travaux et 1.700.000 € au titre de l'acquisition).

Pour le financement de cette construction, la SCI a obtenu trois prêts bancaires : BNP Paribas, Crédit Mutuelle et Banque Populaire.

Sur cette base, il est proposé d'accorder à la SCI COPA une subvention d'un montant de 180.000 € soit 3,72 % de l'assiette financière. Cette subvention viendra en diminution des loyers à acquitter par la SAS EUROPE PROJECTION, bénéficiaire final de l'aide de la collectivité.

2. Soutien aux sociétés IP ENERGY et MODUL'STRUCTURE pour l'acquisition d'un terrain et la construction d'un bâtiment au Pôle Yves Morandat à Gardanne.

## 2.1. Présentation des entreprises bénéficiaires

Créé en 2006, IP ENERGY est un spécialiste des infrastructures de communication informatique IP. Son métier de base est la sécurité informatique. A ce titre, la société exerce une activité d'étude, de conseil et d'élaboration de solutions techniques. Elle est également impliquée dans le programme FLEX GRID sur les aspects de cybersécurité. IP ENERGY a par ailleurs développé un important savoir-faire dans les infrastructures de communication critiques ainsi que dans les datacenters dédiés à l'hébergement de ces données critiques.

L'entreprise a ainsi créé une seconde activité de fabrication de datacenters. Il s'agit là d'une activité particulièrement stratégique, car des études montrent que de nombreux datacenters seront à reconstruire dans les années à venir, du fait de la densité de puissance trop faible et de la mauvaise efficacité énergétique des salles actuelles (11 % de la consommation au niveau mondial d'ici 2025). IP Energy s'investit dans le développement de solutions innovantes pour réduire la consommation électrique de ces structures.

L'entreprise a ainsi créé MODUL'ROOM, une gamme de datacenters modulaires évolutifs constitués d'une enveloppe métallique au format container, objet de plusieurs brevets, et intégrant tous les composants d'un vrai datacenter. Ces datacenters consomment jusqu'à quinze fois moins pour faire fonctionner les mêmes ressources informatiques.

Dans ce contexte, il a été décidé en 2016 de séparer les activités de fabrication de la partie IP ENERGY et de créer la SAS MODUL'STRUCTURE. La holding FEDER'IT détient IP ENERGY d'une part, et MODUL'STRUCTURES d'autre part. Ces trois entités comptent aujourd'hui un effectif de 8 personnes (dont 6 sur IP Energy).

IP ENERGY est aujourd'hui une société rentable et sa situation financière est saine (fonds propres, trésorerie...). Elle a réalisé en 2016 un chiffre d'affaire de 1,5 M€.

IP ENERGY et MODUL'STRUCTURES souhaitent relocaliser et internaliser progressivement la partie de la fabrication assurée actuellement hors région, en regroupant toutes les activités sur un même site de qualité.

## 2. Le projet immobilier

Cette évolution conduit IP Energy à investir dans un nouveau complexe usine/bureaux sur le Pôle Morandat, zone en cours d'aménagement, et dont les premiers lots sont commercialisés. Les locaux loués actuellement sur la ZA de Bompertuis à Gardanne sont en effet trop exigus, et le bail de l'entreprise se termine fin 2018. Lors de sa réunion du 13 juin dernier, le comité d'agrément des prospects a donné un avis favorable sur la candidature présentée par IP Energy.

IP ENERGY s'est positionné sur un terrain de 2.000 m<sup>2</sup> situé à côté du bâtiment du BRGM et dont la surface constructible est de 1.200 m<sup>2</sup> sur 3 étages. L'entreprise va créer dans un premier temps une zone de fabrication de 400 m<sup>2</sup> environ et une zone de bureau de 600 à 700 m<sup>2</sup>, tout en prévoyant une future extension.

Terrain (hors frais)	200.000 €
Bâtiment	1.000.000 €
VRD et aménagements paysagers	100.000 €
TOTAL	1.300.000 €

Dans un premier temps, IP ENERGY mettra à la location 40 % de la surface. L'assiette financière sera donc ramenée à 60 % du coût total éligible soit 780.000 € HT.

10 à 20 emplois devraient être créés dans les 3 ans, notamment sur IP Energy mais aussi au sein de la société ModulStructures.

Le projet d'investissement immobilier est porté par une SCI. Les deux banques d'IP ENERGY, le Crédit Agricole et la Société Marseillaise de Crédit, se sont engagées à financer le projet.

Au vu des caractéristiques du projet, il est proposé d'y apporter un soutien financier d'un montant total de 150. 000 € soit 19,23 % de l'assiette éligible de 780.000 €, selon la répartition suivante :

- IP ENERGY 100 000€ soit 12,82 % de l'assiette éligible  
- MODUL'STRUCTURE; 50 000€ soit 6,41 % de l'assiette éligible.

Versée à la SCI CLEMY la subvention sera répercutée sur les loyers à régler par chacune des sociétés conformément au règlement d'attribution du dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

Le projet s'inscrit dans une stratégie éco-énergétique qui passe par :

- des bâtiments parfaitement isolés, conformément aux recommandations de Bâtiments Durables Méditerranéens,
- une utilisation de sources géothermiques pour chauffer et/ou refroidir les bâtiments,
- la mise en place de panneaux solaires – sous réserve de l'équation économique.

IP ENERGY envisage également de s'impliquer à terme dans la vie du site moyennant la mise à disposition, à coût adapté, d'un datacenter mutualisé dans lequel les entreprises présentes sur le site pourraient héberger leurs serveurs. La géothermie développée sur le Pôle Morandat permettrait de faire baisser davantage les coûts d'exploitation.

Le coût du projet est chiffré à un montant total de 1.300.000 € HT :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2009\_1717 du 30 septembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- La délibération n° 2012\_A113 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 12 juillet 2012, relative à la mise en place d'un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises ;
- La délibération n° 2013\_A038 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 28 mars 2013 relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise, ouvrant notamment la possibilité d'accorder une subvention aux SCI;
- La délibération n° 2013\_A162 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 10 octobre 2013, relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées

- une subvention d'aide à l'immobilier de 180.000 € au bénéfice de la société EUROPE PROJECTION (subvention versée à la SCI COPA) ;
- une subvention d'aide à l'immobilier de 100.000 € au bénéfice de la société IP ENERGY (subvention versée à la SCI CLEMY) ;
- une subvention d'aide à l'immobilier de 50.000 € au bénéfice de la société MODUL'Structure (subvention versée à la SCI CLEMY).

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions tripartite et quadripartite correspondantes ci-annexées.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 61-20421.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 007-2873/17/BM**

**■ Approbation d'une convention avec l'opérateur téléphonique Free Mobile autorisant l'installation d'antennes relais sur l'ancien château d'eau de la Zone d'Aménagement Concerté du Petit Arbois  
MET 17/5249/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée gère une ZAC de 75 ha sur laquelle se trouve un ancien château d'eau déclassé.

La position haute de cet équipement permet aux opérateurs de téléphonie d'installer des antennes relais assurant une couverture de réseau totale du secteur, y compris la ligne TGV.

C'est ainsi que les sociétés SFR, Bouygues et Orange ont déjà conventionné avec le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée alors géré par le Syndicat Mixte de l'Arbois afin d'y installer leurs antennes.

Aucune incompatibilité technique n'ayant été relevée, la société FREE MOBILE souhaite à son tour installer les siennes.

Il est proposé de lui soumettre la même convention d'occupation qui a été signée avec les trois autres opérateurs dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Prise d'effet au 1<sup>er</sup> mars 2018 pour une durée de 12 ans avec une redevance annuelle de 14 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Qu'il est nécessaire de compléter l'offre en matière de couverture du réseau de téléphonie mobile sur le site du Technopôle de l'Arbois.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la société Free Mobile pour l'installation d'un relais de téléphonie mobile sur le château d'eau du Petit Arbois.

## **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

## **Article 3 :**

La société Free Mobile est autorisée à déposer toutes les demandes d'autorisation d'urbanisme nécessaires.

## **Article 4 :**

La recette de 14 500 € HT, correspondant au loyer annuel, sera constatée sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, Budget 06, ligne 2815, Chapitre 70, Fonction 61, Nature 70323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 008-2874/17/BM**

#### **■ Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine à Meyreuil - Cession du lot C 3 MET 17/5232/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Carreau de la Mine est une opération réalisée en régie par la CPA, aujourd'hui viabilisée et en cours de commercialisation. Les objectifs de la ZAC sont de contribuer au développement de l'offre foncière sur le bassin de la Haute Vallée de l'Arc par la reconversion de cet ancien site minier et d'apporter une réponse aux besoins de foncier et/ou d'immobilier des entreprises de la pépinière Michel Caucik située en face.

La ZAC est divisée en trois secteurs : un secteur mixte (bureaux, ateliers), un secteur destiné à accueillir prioritairement un projet de promotion immobilière sous forme de parc d'activités et un secteur industriel, presque totalement commercialisé.

La société Ferméo spécialisée dans la conception, la fabrication et la pose d'éléments de menuiserie industrielle (fenêtre...) souhaite s'implanter sur le lot C3 situé à l'arrière de la zone pour y implanter ses ateliers et ses bureaux afin de poursuivre son développement et augmenter ses capacités de production.

Le Comité d'Agrément de la ZAC réuni le 8 septembre 2017, a donné un avis favorable à cette cession.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la partie industrielle de la ZAC, il est proposé de céder à Ferméo le lot C3, composé des parcelles cadastrées AY1128, AY1206 et AY1154 d'une surface totale de 3926 m<sup>2</sup>, au prix de 65€/m<sup>2</sup>, conformément à l'avis de France Domaine du 12 octobre 2017.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Par ailleurs, afin de permettre à l'opérateur d'engager son projet dans les meilleurs délais, il est également proposé d'autoriser Ferméo à déposer une demande de permis de construire sur le lot C3. Ce permis sera élaboré avec l'aide de l'Architecte Urbaniste Conseil de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2006\_A350 du Conseil communautaire de la CPA du 6 décembre 2006 créant la ZAC ;
- La délibération n° 2007\_A452 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- Les délibérations n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 et n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n°2017-060V1835 en date du 12 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**



- Que le projet de la société Ferméo entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC du Carreau de la Mine, et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 8 septembre 2017.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la cession du lot C3 situé sur la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil pour un montant de 255 190€HT, soit 306 228€TTC, à l'entreprise Ferméo ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

### **Article 2 :**

L'entreprise FERMEO est autorisée à déposer un Permis de Construire sur le lot C3.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout acte relatif à la cession du lot C3, situé sur la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil.

### **Article 4 :**

La recette de la cession sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3B 70-61-7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 009-2875/17/BM**

### **■ Approbation d'une convention de servitude sur la parcelle CW 268 dans la zone d'activité Euroflory Parc à Berre l'Etang au profit de la Société du Canal de Provence MET 17/5672/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'entreprise STAF récemment implantée sur la zone d'activité d'Euroflory Parc à Berre l'Etang a demandé à la Société du Canal de Provence un raccordement sur son réseau de distribution d'eau brute pour son besoin en défense incendie qui nécessite la pose de canalisations sous chaussée.

Les canalisations doivent être posées sous chaussées de la voirie de la zone d'activité d'Euroflory Parc. Cette voirie est propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence il s'agit de la parcelle CW 268. A cet effet Société du Canal de Provence propose la conclusion d'une convention de servitude portant sur une bande de 3 mètres de large sur la longueur totale des canalisations posées en tréfonds qui grèvent la parcelle CW 268.

L'établissement de cette servitude donnera lieu au versement par la Société du Canal de Provence d'une indemnité unique de deux cent cinquante euros (250,00 €) à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN 009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017 ;

## **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de servitude ci annexée sur la parcelle CW 268 dans la zone d'activité Euroflory Parc à Berre l'Etang, à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société du Canal de Provence.

### **Article 2 :**

La présente convention est conclue contre versement d'une indemnité unique de 250,00 €, les frais et charge liées à la publication et/ou l'enregistrement de ladite convention sont à la charge exclusive de la société du Canal de Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 010-2876/17/BM**

**■ Approbation d'une convention d'occupation précaire d'un terrain sur la commune de Salon de Provence pour la société Envirecyclage  
MET 17/5675/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de répondre aux besoins de la société Envirecyclage, spécialisée dans la revalorisation des agrégats inertes de chantiers, l'ancienne Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance a approuvé une convention d'occupation précaire d'un terrain, lors du Conseil Communautaire du 22 septembre 2014 par la délibération n°240/14 et corrigée pour erreur matérielle par la délibération n°100/15 du 18 mai 2015.

L'occupation concerne un terrain composé des parcelles CT n°79, 80, 81 et 84 d'une emprise de 14 545 m<sup>2</sup> appartenant à ladite ex-Communauté d'Agglomération.

Cette convention d'occupation précaire, d'une durée maximale de trois ans, moyennant une redevance mensuelle de 700 euros hors taxes a été signée le 17 décembre 2014.

Or, ces parcelles situées sur une zone naturelle à protéger sont également concernées par l'enveloppe hydrogéomorphologique dans laquelle s'applique le règlement des zones inondables, (article 5 dispositions générales, section 3 article BC1 qui interdit les remblais).

Par ailleurs, à la demande des services de l'État, une marge de recul de 20 mètres des berges de la Touloubre a été instaurée au PLU de Salon de Provence en 2016 nécessitant la consultation du syndicat d'aménagement de la Touloubre avant toute occupation et utilisation (article 7 des dispositions générales).

Enfin, une partie des parcelles étant référencée en risque d'inondation aléa grave (article 5 des dispositions générale), le PLU interdit les constructions, installations et remblais de quelques natures qu'ils soient.

Dans ces conditions, il est proposé une prorogation de trois mois non renouvelable de l'autorisation accordée à la société Envirecyclage d'occuper les parcelles cadastrées CT 80, 81, 84 et 79 sur la commune de Salon de Provence dans le cadre d'une convention d'occupation précaire, permettant à l'entreprise de retirer ses installations et de trouver une solution afin de préserver cette activité économique sur notre territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire de l'ex-Communauté Agglomération Agglopolo Provence 210/14 du 22 septembre 2014 corrigée pour erreur matérielle par la délibération 100/15 du 18 mai 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée une convention d'occupation précaire non renouvelable de trois mois, permettant de proroger l'occupation des parcelles CT n°79, 80, 81 et 84 au bénéfice de la société Envirecyclage.

**Article 2 :**

Les recettes seront constatées à la section fonctionnement fonction 60, chapitre 70, nature 70388 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 011-2877/17/BM**

### **■ Vente d'un terrain sur la Zone Artisanale du Bas Taulet à la SCI Gecimmo - Prorogation des délais de réitération par acte authentique MET 17/5659/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 2 juillet 2015, l'ex-Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance a déclaré d'intérêt communautaire un certain nombre de ZAE parmi lesquelles les zones artisanales du Bas Taulet et des Vignerolles à Pélissanne. La zone artisanale du Bas Taulet est alors en cours d'aménagement (les travaux ne sont pas achevés et tous les terrains ne sont pas commercialisés).

La commune de Pélissanne a délibéré respectivement le 17 décembre 2015 et le 28 septembre 2016 pour transférer la compétence économique au profit de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A la suite de ces délibérations, le Préfet des Bouches-du-Rhône a adressé le 23 décembre 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence un porté à connaissance de cette volonté de transfert, à charge pour le Conseil de la Métropole de se prononcer sur ce dernier.

Par délibération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a entériné ce transfert patrimonial des Zones d'Activités du Bas Taulet et des Vignerolles depuis la commune de Pélissanne vers la Métropole Aix-Marseille-Provence le 30 mars 2017 et approuvé la transmission par la commune de Pélissanne des terrains restant lui appartenir au 30 juin 2017 et notamment ceux dont les actes de vente n'ont pas été régularisés au 19 octobre 2017.

Le 12 mai 2017 est signé un arrêté préfectoral portant transfert des opérations d'aménagements à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Préalablement, la commune de Pélissanne avait décidé de vendre en 2016 (par délibération n°329/2016 du 28 septembre 2016) le lot n°4 de la zone artisanale du Bas Taulet d'une superficie de 2009 m<sup>2</sup> au prix de 64,23 euros HT/m<sup>2</sup> (129 054,81 euros HT) à la société SCI Gecimmo.

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment de 300 m<sup>2</sup> à usage de bureau pour les activités d'expertise comptable, de commissaire aux comptes et de conseils aux entreprises.

5 emplois seront créés à terme et entre 10 et 15 transférés.

Cet établissement viendrait en complément de ceux d'Aix-en-Provence, Salon de Provence et de Miramas.

Or la signature de l'acte authentique correspondant a été retardée et n'a pas pu être réalisée dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du lot 4, il conviendrait de proroger la date de réalisation de la vente et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard au 31 décembre 2018.

En date du 8 septembre 2017, France domaine a émis un avis réactualisé de 129 054,81 euros HT pour le lot 4.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 2 juillet 2015 n°145/15 prise par la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance ;
- La délibération du 17 décembre 2015 n°481/2015 prise par la commune de Pélissanne ;
- La délibération du 28 septembre 2016 n° 325/2016 prise par la commune de Pélissanne ;
- La délibération du 28 septembre 2016 n°329/2016 prise par la commune de Pélissanne ;
- Le porté à connaissance du Préfet des Bouches du Rhône le 23 décembre 2016 relatif à la volonté de transfert des zones d'activités du bas Taulet et des Vignerolles ;
- La délibération n° ECO 004-1778/17/CM du 30 mars 2017 prise par le Conseil de la Métropole ;

- La délibération n° ECO 003-2725/17/CM du 19 octobre 2017 prise par le Conseil de la Métropole ;
- L'avis des domaines du 8 septembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- la commune intention des parties de finaliser cette vente.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la prorogation au 31 décembre 2018 de la réitération par acte authentique du compromis relatif au lot 4 d'une superficie de 2009 m<sup>2</sup> précité au profit de la société SCI Gecimmo ou à toute autre société devant s'y substituer, moyennant le prix HT de 129 054,81 euros.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document inhérent à ce dossier et à effectuer les formalités afférentes.

**Article 3 :**

Ces recettes seront constatées à la section fonctionnement- chapitre 70, nature 7015 - du Budget Annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 012-2878/17/BM**

**■ Vente de deux terrains sur la Zone Artisanale du Bas Taulet à la SCI Orizone - Prorogation des délais de réitération par acte authentique MET 17/5662/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 2 juillet 2015, l'ex-Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance a déclaré d'intérêt

communautaire un certain nombre de ZAE parmi lesquelles les zones artisanales du Bas Taulet et des Vignerolles à Pélissanne. La zone artisanale du Bas Taulet est alors en cours d'aménagement (les travaux ne sont pas achevés et tous les terrains ne sont pas commercialisés).

La commune de Pélissanne a délibéré respectivement le 17 décembre 2015 et le 28 septembre 2016 pour transférer la compétence économique au profit de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A la suite de ces délibérations, le Préfet des Bouches-du-Rhône a adressé le 23 décembre 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence un porté à connaissance de cette volonté de transfert, à charge pour le Conseil de la Métropole de se prononcer sur ce dernier.

Par délibération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a entériné ce transfert patrimonial des Zones d'Activités du Bas Taulet et des Vignerolles depuis la commune de Pélissanne vers la Métropole Aix-Marseille-Provence le 30 mars 2017 et approuvé la transmission par la commune de Pélissanne des terrains restant lui appartenir au 30 juin 2017 et notamment ceux dont les actes de vente n'ont pas été régularisés au 19 octobre 2017.

Le 12 mai 2017 est signé un arrêté préfectoral portant transfert des opérations d'aménagements à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Monsieur Jean-Luc Ferret, représentant la SCI Orizone, s'est positionné pour l'achat du lot 1 (2005 m<sup>2</sup> au prix de 64,23 euros/HT/m<sup>2</sup>) de la zone artisanale du Bas Taulet à Pélissanne puis dans un deuxième temps pour le lot 15 (1039 m<sup>2</sup> au prix de 54,23 euros/HT/m<sup>2</sup>) toujours dans la même zone.

Préalablement, la commune de Pélissanne avait approuvé ces deux ventes par le biais de deux délibérations prises respectivement le 24 mars 2016 (n°74/2016) et le 26 mai 2016 (n°222/2016).

Deux compromis de vente ont été signés le 2 septembre 2016, prévoyant en condition suspensive leur réitération par acte authentique, avant le 30 juin 2017.

Le projet consiste à construire en bordure de la départementale 15 (route de Lambesc) et en entrée de zone une synergie entre plusieurs commerces implantés dans un bâtiment d'environ 1 000 m<sup>2</sup> (500 m<sup>2</sup> en RDC et 500 m<sup>2</sup> en R+1) comme décrit ci-dessous :

A l'étage :

- Une salle de sport (3 emplois créés)
- Un bureau étude (2 emplois transférés)

Au rez-de-chaussée :

- Un primeur bio (3 emplois créés)

- Une boulangerie (3 emplois créés)

Sur le parking, une station de lavage auto (1 emploi créé).

Soit 10 emplois créés au total et 2 emplois transférés.

La signature des actes authentiques correspondants a été retardée et n'a pas pu être réalisée dans les délais impartis. L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition des lots 1 et 15 ; il conviendrait de proroger la date de réalisation de la vente et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard au 31 décembre 2018.

En date du 8 septembre 2017, France domaine a émis un avis réactualisé de 128 797,85 euros HT pour le lot 1 et 56 353,63 euros HT pour le lot 15.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 2 juillet 2015 n° 145/15 prise par la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance ;
- La délibération du 17 décembre 2015 n°481/2015 prise par la commune de Pélissanne ;
- La délibération du 28 septembre 2016 n° 325/2016 prise par la commune de Pélissanne ;
- La délibération du 24 mars 2016 n° 74/2016 prise par la commune de Pélissanne ;
- La délibération du 26 mai 2016 n° 222/2016 prise par la commune de Pélissanne ;
- Le courrier du Préfet des Bouches du Rhône le 23 décembre 2016 portant à connaissance

de la volonté de transfert des zones d'activités du bas Taulet et des Vignerolles ;

- La délibération n° ECO 004-1778/17/CM du 30 mars 2017 prise par le Conseil de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 003-2725/17/CM du 19 octobre 2017 prise par le Conseil de la Métropole ;
- L'avis des domaines du 8 septembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- la commune intention des parties de finaliser cette vente.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la prorogation au 31 décembre 2018 de la réitération par acte authentique des compromis relatifs aux lots 1 et 15 de superficies respectives de 2005 m<sup>2</sup> et 1039 m<sup>2</sup> précitées au profit de la SCI Orizone ou à toute autre société devant s'y substituer, moyennant le prix HT de 128 797,85 euros et 56 353,63 euros.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document inhérent à ce dossier et à effectuer les formalités afférentes.

**Article 3 :**

Ces recettes seront constatées à la section fonctionnement- chapitre 70, nature 7015 - du Budget Annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 013-2879/17/BM**

**■ Vente d'un terrain sur la Zone Artisanale du Bas Taulet à la SCI CLEVIC - Prorogation des délais de réitération par acte authentique  
MET 17/5663/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 2 juillet 2015, l'ex-Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance a déclaré d'intérêt communautaire un certain nombre de ZAE parmi lesquelles les zones artisanales du Bas Taulet et des Vignerolles à Pélissanne. La zone artisanale du Bas Taulet est alors en cours d'aménagement (les travaux ne sont pas achevés et tous les terrains ne sont pas commercialisés).

La commune de Pélissanne a délibéré respectivement le 17 décembre 2015 et le 28 septembre 2016 pour transférer la compétence économique au profit de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A la suite de ces délibérations, le Préfet des Bouches-du-Rhône a adressé le 23 décembre 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence un porté à connaissance de cette volonté de transfert, à charge pour le Conseil de la Métropole de se prononcer sur ce dernier.

Par délibération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a entériné ce transfert patrimonial des Zones d'Activités du Bas Taulet et des Vignerolles depuis la commune de Pélissanne vers la Métropole Aix-Marseille-Provence le 30 mars 2017 et approuvé la transmission par la commune de Pélissanne des terrains restant lui appartenir au 30 juin 2017 et notamment ceux dont les actes de vente n'ont pas été régularisés au 19 octobre 2017.

Le 12 mai 2017 a été signé un arrêté préfectoral portant transfert des opérations d'aménagements à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A l'étroit sur leur site actuel à Salon de Provence et devant répondre au cahier des charges Renault, Monsieur et Madame Lenoir (SCI CLEVIC) se sont positionnés sur le lot 5 de la zone artisanale du Bas Taulet à Pélissanne avec pour projet de construire un bâtiment de 645 m<sup>2</sup> pour y implanter une agence Garage Renault avec pour activités : carrosserie, vente de voitures neuves et d'occasions, réparations, bureaux administratifs.

La commune de Pélissanne a donc décidé de leur vendre en 2017 (délibération n°170/2017 du 4 mai 2017) le lot n°5 de la zone artisanale du Bas Taulet d'une superficie de 3004 m<sup>2</sup> au prix de 64,23 euros HT/m<sup>2</sup> (192 971,95 euros HT).

4 emplois seront transférés et 2 nouveaux postes créés pour faire face au développement de l'entreprise.

Or, la signature de l'acte authentique correspondant a été retardée et n'a pas pu être réalisée dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du lot 5, il conviendrait de proroger la date de réalisation de la vente et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard au 31 décembre 2018.

En date du 8 septembre 2017, France domaine a émis un avis réactualisé de 192 971,95 euros HT pour ce lot.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 02 juillet 2015 n° 145/15 prise par la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance ;
- La délibération du 17 décembre 2015 n°481/2015 prise par la commune de Pélissanne ;
- La délibération du 28 septembre 2016 n° 325/2016 prise par la commune de Pélissanne ;
- La délibération du 4 mai 2017 n° 170/2017 prise par la commune de Pélissanne ;
- Le courrier du Préfet des Bouches du Rhône le 23 décembre 2016 portant à connaissance de la volonté de transfert des zones d'activités du bas Taulet et des Vignerolles ;
- La délibération n° ECO 004-1778/17/CM du 30 mars 2017 prise par le Conseil de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 003-2725/17/CM du 19 octobre 2017 prise par le Conseil de la Métropole ;
- L'arrêté préfectoral en date du 12 mai 2017 ;
- L'avis des domaines du 8 septembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- la commune intention des parties de finaliser cette vente.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la prorogation au 31 décembre 2018 de la réitération par acte authentique du compromis relatif au lot 5 d'une superficie de 3004 m<sup>2</sup> précitée au profit de la société SCI CLEVIC ou à toute autre société devant s'y substituer, moyennant le prix HT de 192 971,95 euros.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document inhérent à ce dossier et à effectuer les formalités afférentes.

**Article 3 :**

Ces recettes seront constatées à la section fonctionnement- chapitre 70, nature 7015 - du Budget Annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 014-2880/17/BM**

**■ Vente d'un terrain sur l'extension du Parc d'Activité de la Gandonne à Salon-de-Provence au Groupe ABCD-Services  
MET 17/5664/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que le Groupe ABCD-SERVICES a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition du lot 16 d'une surface d'environ 1 000 m<sup>2</sup>, à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 0527 sur l'Extension du Parc d'Activité de la Gandonne à Salon-de-Provence.

Le Groupe ABCD-SERVICES s'est constitué à travers la création et le rachat de magasins d'optique en Provence et en Normandie et compte

actuellement 18 magasins, dont 16 affiliés à l'enseigne KRYSS et 2 magasins ME & EYE. Le Groupe a en effet créé la marque ME & EYE qui est au cœur de son plan de développement futur.

Son siège social, installé au centre-ville de Salon-de-Provence, est aujourd'hui à l'étroit. C'est pourquoi ABCD-SERVICES souhaite se porter acquéreur du lot 16 afin de l'y transférer et de poursuivre ainsi son développement ; deux recrutements sont actuellement en cours.

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment d'une surface de 400 m<sup>2</sup> environ comprenant des bureaux, des salles de réunion et de formation, ainsi qu'une dizaine de places de stationnement.

France Domaine a été consulté concernant la valeur de la parcelle concernée. Par avis du 14 novembre 2017, le terrain a été estimé à 80 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

Ceci exposé, il est proposé de vendre le terrain comprenant le lot 16, d'une surface d'environ 1 000 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage), à ABCD-SERVICES au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis des services fiscaux de France Domaine du 14 novembre 2017 ;
- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la vente d'un terrain d'environ 1 000 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage) comprenant le lot 16 sur l'extension du Parc d'Activité de la Gandonne à Salon-de-Provence, au Groupe ABCD-SERVICES, ou à toute autre société pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

### **Article 2 :**

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

### **Article 3 :**

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 30 juin 2018 et l'acte de vente signé au plus tard le 31 décembre 2018 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par ABCD-SERVICES sont irrecevables.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

### **Article 5 :**

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

### **Article 6 :**

Les recettes résultant de cette vente seront constatées au budget annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 015-2881/17/BM**

### **■ Vente d'un terrain sur la zone d'activités Euroflory à Berre l'Etang au Groupe SAPF MET 17/5665/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que le Groupe SAPF a sollicité, pour sa filiale, le Territoire du Pays Salonais de la Métropole

Aix-Marseille-Provence, pour l'acquisition d'une parcelle d'environ 7 000 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage) sur le lot 27 d'une surface de 14 489 m<sup>2</sup>, cadastré section CX n° 455 et CX n° 456 sur la ZAC Euroflory située à Berre l'Etang.

CAP DEPO, société du Groupe familial SAPF, est située à Bourg Achard dans l'Eure et constitue le premier site pharmaceutique de 2 100 m<sup>2</sup> capable de piloter 50 000 références. Après plus de 48 mois d'activité, CAP DEPO assure automatiquement le traitement des commandes de groupement de pharmacies et de laboratoires. L'entreprise s'est également diversifiée dans le traitement de l'optique. Dans une perspective de développement, CAP DEPO souhaite dupliquer ce concept dans la périphérie de Marseille à Berre l'Etang.

L'ouverture de ce second site entraînera la création d'environ 13 emplois qualifiés sur 3 ans dont 10 dès l'ouverture.

Le projet consiste en la construction d'un entrepôt de haute technologie de 2 500 m<sup>2</sup> à 3 000 m<sup>2</sup>.

France Domaine a été consultée concernant la valeur des parcelles visées. Par avis du 7 juillet 2017, le terrain a été estimé à 30 euros hors taxes par m<sup>2</sup>.

Ceci exposé, il est proposé de vendre un terrain d'environ 7 000 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage), sur le lot 27 d'une surface de 14 489 m<sup>2</sup>, au Groupe SAPF, au prix unitaire de 30 euros hors taxes par m<sup>2</sup>.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis des services fiscaux de France Domaine en date du 7 juillet 2017 ;



- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la vente d'un terrain d'environ 7 000 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage) sur le lot 27 de 14 489 m<sup>2</sup> de la ZAC Euroflory à Berre l'Etang, au Groupe SAPF ou à toute autre société pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 30 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

**Article 2 :**

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxe du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

**Article 3 :**

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 30 juin 2018 et l'acte de vente signé au plus tard le 31 décembre 2018 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par le Groupe SAPF sont irrecevables.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes, et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

**Article 5 :**

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acheteur.

**Article 6 :**

Les recettes résultant de cette vente seront constatées au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 016-2882/17/BM**

**■ Vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Armaturis  
MET 17/5667/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que la SAS Armaturis a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition du lot 4 d'une surface d'environ 4 365 m<sup>2</sup>, à détacher des parcelles cadastrales section CW n° 0943 et CW n° 0527 sur l'extension du Parc d'Activité de La Gandonne à Salon-de-Provence.

Actuellement basée à Saint-Chamas, Armaturis est une société du groupe SAMT créée en 2010. Elle est spécialisée dans la distribution de liaisons d'armatures à béton brevetées appelées « liaisons d'armatures Hérisson ». Ce système d'armature est employé dans la construction de nombreux ouvrages prestigieux à travers le monde.

Cette entreprise au chiffre d'affaires de 50 millions d'euros hors taxes, envisage le transfert d'une partie des emplois du site de Saint-Chamas et la création de plus d'une dizaine de postes à court terme.

Armaturis doit faire face à un accroissement d'activité et à un manque de place corrélatif dans les locaux actuels et souhaite donc se porter acquéreur du lot 4 afin d'y installer un bâtiment de bureaux, un hangar de stockage et d'expédition, ainsi qu'un atelier de production.

France Domaine a été consultée concernant la valeur de la parcelle concernée. Par avis du 28 novembre 2017, le terrain a été estimé à 80 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

Ceci exposé, il est proposé de vendre le terrain comprenant le lot 4, d'une surface d'environ 4 365 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage), à la société Armaturis au prix unitaire de 85 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis des services fiscaux de France Domaine ;
- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la vente d'un terrain de 4 365 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage) comprenant le lot 4 sur l'Extension du Parc d'Activité de La Gandonne à Salon-de-Provence, à la société ARMATURIS ou à toute autre société pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 85 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

#### **Article 2 :**

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

#### **Article 3 :**

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 30 août 2018 et l'acte de vente signé au plus tard le 28 février 2019, à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par Armaturis sont irrecevables.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

#### **Article 5 :**

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

#### **Article 6 :**

Les recettes résultant de cette vente seront constatées au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 017-2883/17/BM**

#### **■ Vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Avenir Bois Construction MET 17/5669/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que la SARL Avenir Bois Construction Avenir Bois Construction a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition du lot 7 d'une surface d'environ 4 044 m<sup>2</sup>, à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 0527 sur l'Extension du Parc d'Activité de La Gandonne à Salon-de-Provence.

Actuellement installée à Salon de Provence avec une activité sur Vitrolles, Avenir Bois Construction est une société créée en 2007. Elle est spécialisée dans la construction haut de gamme de maisons à ossature bois et BBC (accès difficiles, haute technicité, maisons passives ...).

Cette entreprise au chiffre d'affaires de 1 million d'euros hors taxes, est une entreprise compagnonnique dont un tiers des salariés sont des apprentis.

Entreprise en pleine expansion très attachée à la commune de Salon de Provence, Avenir Bois Construction souhaite donc se porter acquéreur du lot 7 afin d'y installer son siège social en y construisant un bâtiment de bureaux, ainsi qu'un atelier de production.

France Domaine a été consultée concernant la valeur de la parcelle concernée. Par avis du 28 novembre 2017, le terrain a été estimé à 80 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

Ceci exposé, il est proposé de vendre le terrain comprenant le lot 7, d'une surface d'environ 4 044 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage), à la société Avenir Bois Construction, au prix unitaire de 85 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis des services fiscaux de France Domaine ;
- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la vente d'un terrain de 4 044 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage) comprenant le lot 7 sur l'Extension du Parc d'Activité de La Gandonne à Salon-de-Provence, à la société Avenir Bois Construction ou à toute autre société pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 85 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

**Article 2 :**

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

**Article 3 :**

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 30 août 2018 et l'acte de vente signé au plus tard le 28 février 2019, à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par Avenir Bois Construction sont irrecevables.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

**Article 5 :**

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

**Article 6 :**

Les recettes résultant de cette vente seront inscrites au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 018-2884/17/BM**

**■ Vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Loisir Mobilité  
MET 17/5670/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que la SARL unipersonnelle Loisir Mobilité a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition du lot 10 d'une surface d'environ 1 441 m<sup>2</sup>, à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 0527 sur l'Extension du Parc d'Activité de La Gandonne à Salon-de-Provence.

Actuellement installée à Eyguières avec une activité sur Vitrolles, Loisir Mobilité est spécialisée dans la mobilité douce et durable par le biais de la vente de tricycles électriques pour adultes, principalement destinés à la « silver économie » et aux personnes à mobilité réduite. L'évolution de cette entreprise la conduit vers la conception, la production et la commercialisation de tricycles innovants et fabriqués en France.

Cette entreprise au chiffre d'affaires prévu sur 2017 de 550 000 euros hors taxes, connaît actuellement

une réelle croissance et présente en outre une belle synergie avec le tissu économique local ; elle envisage la création de deux emplois en 2018. Loisir Mobilité souhaite donc se porter acquéreur du lot 10 afin d'y installer ses bureaux, un showroom, ainsi qu'un atelier de production et d'assemblage.

France Domaine a été consultée concernant la valeur de la parcelle concernée. Par avis du 28 novembre 2017, le terrain a été estimé à 80 euros hors taxes le m².

Ceci exposé, il est proposé de vendre le terrain comprenant le lot 10, d'une surface d'environ 1 441 m² (sous réserve du document d'arpentage), à la société Loisir Mobilité au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m².

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis des services fiscaux de France Domaine ;
- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la vente d'un terrain de 1 441 m² (sous réserve du document d'arpentage) comprenant le lot 10 sur l'Extension du Parc d'Activité de La Gandonne à Salon-de-Provence, à la société Loisir Mobilité ou à toute autre société pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m².

#### **Article 2 :**

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

#### **Article 3 :**

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 30 août 2018 et l'acte de vente signé au plus tard le 28 février 2019, à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par Loisir Mobilité sont irrecevables.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

#### **Article 5 :**

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

#### **Article 6 :**

Les recettes résultant de cette vente seront inscrites au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 019-2885/17/BM**

#### **■ Vente d'un terrain sur la Zone Artisanale du Bas Taulet à la SCI BMR IMMO : Prorogation des délais de réitération par acte authentique MET 17/5661/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 2 juillet 2015, l'ex-Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance a déclaré d'intérêt communautaire un certain nombre de ZAE parmi lesquelles les zones artisanales du Bas Taulet et des Vignerolles à Péligasse. La zone artisanale du Bas Taulet est alors en cours d'aménagement (les travaux

ne sont pas achevés et tous les terrains ne sont pas commercialisés).

La commune de Pélissanne a délibéré respectivement le 17 décembre 2015 et le 28 septembre 2016 pour transférer la compétence économique au profit de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A la suite de ces délibérations, le Préfet des Bouches-du-Rhône a adressé le 23 décembre 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence un porté à connaissance de cette volonté de transfert, à charge pour le Conseil de la Métropole de se prononcer sur ce dernier.

Par délibération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a entériné ce transfert patrimonial des Zones d'Activités du Bas Taulet et des Vignerolles depuis la commune de Pélissanne vers la Métropole Aix-Marseille-Provence le 30 mars 2017 et approuvé la transmission par la commune de Pélissanne des terrains restant lui appartenir au 30 juin 2017 et notamment ceux dont les actes de vente n'ont pas été régularisés au 19 octobre 2017.

Le 12 mai 2017 est signé un arrêté préfectoral portant transfert des opérations d'aménagements à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Préalablement, la commune de Pélissanne avait décidé de vendre en 2016 (par délibération n°221/2016 du 26 mai 2016) le lot n°13 de la zone artisanale du Bas Taulet d'une superficie de 1533 m<sup>2</sup> au prix de 54,23 euros HT/m<sup>2</sup> (83 147,36 euros HT) à la société SCI BMR IMMO.

Le projet concerne la construction de 338,5 m<sup>2</sup> au sol avec un étage et la possibilité d'agrandissement. Cette société développe et fabrique des composants industriels pour les industries du verre et du PET (Coca Cola, Nestlé, Arc International, O-I, Danone ...).

5 CDI et 3 CDD seront transférés ainsi qu'une personne de la société GSC (Marketing). Par la suite, 2 postes supplémentaires seront créés ainsi que la pérennisation des 3 CDD en CDI.

Une promesse de vente a été signée le 02/09/2016 entre la commune de Pélissanne et ladite société indiquant un délai de signature de l'acte de vente au plus tard le 12 avril 2017.

Or la signature de l'acte authentique correspondant a été retardée et n'a pas pu être réalisée dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du lot 13, il conviendrait de proroger la date de réalisation de la vente et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard au 31 décembre 2018.

En date du 8 septembre 2017, France domaine a émis un avis réactualisé de 83 147,36 euros HT pour le lot 13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 2 juillet 2015 n°145/15 prise par la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance ;
- La délibération du 17 décembre 2015 n°481/2015 prise par la commune de Pélissanne ;
- La délibération du 28 septembre 2016 n° 325/2016 prise par la commune de Pélissanne ;
- La délibération du 26 mai 2016 n°221/2016 prise par la commune de Pélissanne ;
- Le porté à connaissance du Préfet des Bouches du Rhône le 23 décembre 2016 relatif à la volonté de transfert des zones d'activités du bas Taulet et des Vignerolles ;
- La délibération n° ECO 004-1778/17/CM du 30 mars 2017 prise par le Conseil de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 003-2725/17/CM du 19 octobre 2017 prise par le Conseil de la Métropole ;
- L'avis des domaines du 8 septembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- la commune intention des parties de finaliser cette vente.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la prorogation au 31 décembre 2018 de la réitération par acte authentique du compromis relatif au lot 13 d'une superficie de 1533 m<sup>2</sup> précitée au profit de la société SCI BMR IMMO ou à toute autre société devant s'y substituer, moyennant le prix HT de 83 147,36 euros.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document inhérent à ce dossier et à effectuer les formalités afférentes.

#### **Article 3 :**

Ces recettes seront constatées à la section fonctionnement- chapitre 70, nature 7015 - du Budget Annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 020-2886/17/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention à l'association CARACTÉRISATION au titre du projet de réinstallation de la plate-forme mutualisée à Rousset MET 17/5923/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

##### **1. Rappel des principes du dispositif CIM PACA**

Unique en son genre, le Centre Intégré de la Microélectronique (CIM) PACA a été créé en 2005, à l'initiative des acteurs régionaux de la filière microélectronique, avec le concours de l'État et des collectivités concernées. Ce dispositif vise à mutualiser les moyens de R&D entre grands groupes, académiques, PME et start-ups, afin d'améliorer la compétitivité des entreprises et de faciliter l'accès à des moyens de développement en adéquation avec l'état de l'art mondial. Les premiers équipements ont été installés en 2006, financés à parité par le public et le privé.

CIM PACA est constitué de trois plates-formes d'équipements, Conception, Caractérisation et Micropacks, organisées sous forme d'associations 1901 et basées respectivement à Sophia-Antipolis, Rousset et Gardanne. Chaque structure regroupe parmi ses membres, deux ou trois grands groupes, une dizaine de PME et quelques académiques.

Les plates-formes CIM PACA permettent d'accéder à des technologies de pointe, sans procéder à d'importants investissements, trop lourds à supporter pour la plupart des entités impliquées. Au-delà des membres cotisants, des organismes tiers peuvent bénéficier de prestations ponctuelles, facturées au prix du marché.

La Communauté du Pays d'Aix a participé de manière significative, aux côtés des autres acteurs institutionnels, à l'acquisition des équipements basés sur son territoire, dans le cadre de deux phases d'investissement successives : 4 M€ en 2006/2007 et 2,14 M€ au titre de la phase 2009/2011, sur un total d'investissements d'un montant de plus de 100 M€.

##### **2. Le fonctionnement de la plate-forme Caractérisation**

Dédiée aux procédés de développement des puces et des matières ultrapures, la plate-forme Caractérisation propose les interventions suivantes : caractérisation physique, caractérisation électrique, caractérisation chimique et ultrapropreté et analyse de défaillance. Elle est aussi utilisée par les acteurs des nouveaux procédés dans le domaine du photovoltaïque.

La plate-forme Caractérisation compte à ce jour 12 membres : ST Microélectronics, Atmel, Gémalto, IBS, Biophy Research, Tera Environnement, Probion Analysis, Presto Engineering, Optim Wafer Services, Sunpartner et Pellenc Energie.

La plate-forme dispose d'un ensemble de 22 équipements très spécialisés. Ceux-ci sont opérés par des spécialistes issus des membres, en mesure de réaliser des prestations complètes, avec fourniture d'un rapport d'analyse détaillé. Ces équipements sont aujourd'hui dispersés sur plusieurs sites : ST Microélectronics, Atmel, Biophy Research et l'AMU. Depuis de nombreuses années, la plate-forme cherche à regrouper les équipements sur un site unique. Cette problématique revêt aujourd'hui un caractère d'urgence, car suite à son rachat par Microchip, Atmel est contraint de restructurer son espace de travail et de récupérer les locaux occupés par les équipements de la plate-forme.

Ces dernières années, la disparition de LFoundry et la réduction progressive de l'activité d'Atmel ont conduit la plate-forme à revoir le modèle économique et l'ajuster au plus près au volume d'activité : la contribution de chaque membre est calculée en fonction des équipements utilisés et des modes d'accès à ces équipements. Le budget de la plate-forme a été de 500.000 € environ sur l'année 2016. La

bonne gestion de la plate-forme a permis à l'association Caractérisation de s'assurer des marges de manœuvre pour quelques interventions de mise à jour et une meilleure couverture des contrats de maintenance.

Malgré l'arrêt de Nexcis en 2015, l'activité de la plate-forme est restée stable ces trois dernières années, avec un peu plus de 1.000 heures par mois. Cette utilisation devrait être en légère hausse en 2017.

### 3. Le projet de redynamisation de la plate-forme

Dans un contexte de concurrence mondiale, il est toutefois nécessaire de poursuivre la mise à l'état de l'art de la plate-forme et de la doter des moyens nécessaires pour accompagner le développement de technologies clé dans deux filières stratégiques : microélectroniques et IoT (internet des objets). En effet, la caractérisation des composants et l'analyse de défauts potentiels sont indispensables pour assurer l'innovation, la garantie des performances et la sécurité des données. Le bon fonctionnement de la plate-forme ne peut que conforter la position du territoire sur les filières visées.

Dans cette perspective, la plate-forme a élaboré, en concertation avec le Pôle de compétitivité Solutions Communicantes Sécurisées, un projet pluriannuel de redynamisation prévoyant à la fois de nouveaux investissements et le regroupement des principaux équipements dans des locaux proposés par STMicroelectronics, suite au départ de la société Nexcis. Ce futur laboratoire représente une surface de 210 m<sup>2</sup> et offre des possibilités d'agrandissement. Il est par ailleurs compatible avec les contraintes environnementales de la plate-forme.

De nouveaux axes de développement, notamment en matière d'analyse de défaillance avancée et de caractérisation physique avancée, devraient renforcer les capacités de R&D de la plate-forme et permettre d'élargir son catalogue de services.

Un dossier FEDER est en cours d'élaboration pour le programme d'investissements, qu'il s'agisse de la remise à niveau des équipements vieillissants ou de l'acquisition de nouveaux éléments.

La relocalisation des équipements en un lieu unique va non seulement dans le sens de la pérennisation de l'activité mais aussi de l'efficacité opérationnelle.

La première étape du projet global consiste donc à réinstaller chez ST Microelectronics les équipements hébergés aujourd'hui chez Atmel. Cette opération est chiffrée à 810.000 € dont plus de 500.000€ sont pris en charge par ST Microelectronics pour la remise à niveau des locaux et leur transformation en espace de laboratoire.

Près de 300.000€ de frais de déménagement sont à la charge de l'association Caractérisation. Cette

dépense comporte notamment d'importantes interventions liées à la fragilité des équipements (démontage, remontage, vérifications, remises à niveau...). D'autres postes sont consacrés aux aménagements électriques et télécom du nouveau laboratoire. L'aide de la collectivité ne vise que les aménagements et les dépenses liées à l'installation des équipements. Elle ne prend pas en compte les frais de transport générés par ce déménagement.

La dépense éligible a ainsi été chiffrée à un montant total de 269.715 €. Sur cette base, il est proposé d'accorder à l'association Caractérisation une subvention d'investissement de 100.000 € soit 37,07 % de l'assiette financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir la filière micro-électronique et plus particulièrement le dispositif CIM PACA dont l'avenir a un impact significatif sur l'activité économique de son territoire.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée à l'association Caractérisation une subvention de 100.000€ au titre du projet de

réinstallation de la plate-forme dans un espace plus adapté.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention à conclure avec l'association.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix – ligne budgétaire 3A/61/20421.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 021-2887/17/BM**

#### **■ Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation de la convention de subvention globale FSE 2018-2020**

#### **MET 17/5319/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des programmes européens 2014-2020, l'Etat est en charge du programme opérationnel national sur l'emploi et l'inclusion, doté de crédits du Fonds Social Européen (FSE). Les crédits dédiés au volet "inclusion" sont mis en œuvre au profit d'opérations d'insertion professionnelle pour les publics en difficulté.

Par Délibération du Conseil de métropole du 19 octobre dernier (délibération EMP 003-2736/17/CM), la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est portée candidate en tant qu'Organisme Intermédiaire (OI) de Gestion et de Contrôle du Fonds Social Européen, pour les années 2018-2020 pour pouvoir agir dans le cadre de "subventions globales" permettant la redistribution de ces crédits sur son territoire.

Dans cette perspective, la Métropole a fait le choix de se positionner, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, comme l'unique organisme intermédiaire de gestion et de contrôle de la subvention globale du Fonds social européen (FSE), dédiée à soutenir l'emploi et l'inclusion sur le territoire métropolitain.

En effet, le FSE constitue un levier financier très important pour soutenir ces stratégies communes et développer les synergies entre les actions et les acteurs du territoire, au service du projet commun et de sécuriser le financement des opérateurs en leur

permettant de proposer des actions plus efficaces à l'attention des personnes en recherche d'emploi, qui ont besoin d'un accompagnement spécifique.

Le montant total des crédits FSE "inclusion active" dédiés par l'Etat au territoire métropolitain pour les années 2018-2020 s'élève à maximum 15.000.000€, dont 215.500€ de crédits dits "d'assistance technique", contribuant au paiement de la charge administrative générée par la gestion de ces fonds FSE.

Les crédits opérationnels visent à soutenir des projets en faveur de l'emploi et de l'inclusion, selon 3 orientations définies par le programme opérationnel national (PON) relatif au FSE :

- augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale, (Objectif Spécifique 1).

Il s'agit d'actions d'accompagnement renforcé, individualisé et de proximité des participants, en amont jusqu'à la sortie définitive du parcours d'insertion. Sont concernées, les actions visant à identifier les freins périphériques des personnes en parcours d'insertion par des diagnostics partagés, permettant de proposer différentes étapes constitutives du parcours (opérations visant à lever les freins socioprofessionnels à l'emploi).

- mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion, (Objectif Spécifique 2).

Ces actions visent à une mobilisation renforcée des employeurs permettant de faciliter l'accès des publics à davantage de choix professionnel et d'opportunités d'emploi (nouvelles pratiques de collaboration avec les employeurs, soutien aux nouvelles formes d'organisation du travail, définition d'approches et méthodes pour identifier les employeurs volontaires et les mobiliser dans le cadre des parcours d'insertion). Les actions visant au développement de la responsabilité sociale des entreprises pourront également être financées, visant à renforcer la coopération avec les milieux économiques et à créer de nouvelles opportunités d'emploi.

- développer des projets de coordination et d'animation en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire. (Objectif Spécifique 3).

Ces actions visent à améliorer et optimiser les stratégies territoriales d'insertion afin notamment de rendre plus lisible l'offre d'insertion. L'objectif est également de penser collectivement la gouvernance et le contenu de l'offre d'insertion sur le territoire. Il s'agit de proposer une ingénierie et une animation territoriale permettant d'organiser et de construire des parcours vers l'emploi durable.



L'attribution des crédits FSE sera cadrée par les appels à projets, en fonction des Objectifs Spécifiques précités, permettant de favoriser une couverture équitable de l'offre d'insertion et de permettre une articulation avec les crédits métropolitains de droit commun, d'une part, et de l'ensemble des contreparties publiques et privés éligibles au FSE, d'autre part.

Pour les années 2018-2020, notre demande de subvention adressée à l'Etat fait état d'un montant total estimé à maximum 30.000.000€, dont 50% de FSE (15.000.000€) et inscrits dans notre dossier de demande de subvention, ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°EMP 006-482/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 portant autorisation accordée au Président de la Métropole Aix-Marseille Provence à solliciter les fonds européens
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014, relatif à la gestion de tout ou partie des Fonds Européens pour la période 2014-2020
- Le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion au Fonds

européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

- Le décret n°2002-633 du Premier ministre du 26 avril 2002 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens, modifié par le décret n° 2003-1088 du 18 novembre 2003 ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM, du conseil de la Métropole du 16 mars 2017 approuvant Délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° EMP 003-2736/17/CM, du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, approuvant la demande d'accréditation de la métropole en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE, pour les années 2018-2020.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

#### **Article 1 :**

Est sollicitée auprès des services l'Etat une subvention globale FSE 2018-2020 d'un montant maximum de quinze millions d'euros conformément au dossier de demande de subvention joint en annexe.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la demande de subvention annexée qui sera retranscrite dans la convention de subvention globale par les services de l'Etat.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter auprès des services de l'Etat une subvention globale FSE 2018-2020 d'un montant maximum de quinze millions d'euros, à signer le dossier de demande de subvention afférent et à signer la convention de

subvention correspondante ainsi que tous les avenants y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 022-2888/17/BM**

#### **■ Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Programmation de l'assistance technique relative à la gestion du FSE**

#### **MET 17/5742/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des programmes européens 2014-2020, la Métropole a continué son action centrale de lutte contre le chômage en développant l'emploi et l'employabilité des habitants tout en recherchant une plus grande cohésion sociale et territoriale. En tant qu'Organisme Intermédiaire, elle met en place le programme opérationnel national sur l'emploi et l'inclusion du Fonds Social Européen (FSE). Les crédits dédiés au volet "inclusion" sont mis en œuvre au profit d'opérations d'insertion professionnelle pour les publics en difficulté.

La Métropole assure pour la période 2015-2018 la gestion d'une enveloppe de Fonds Social Européen d'un montant de 7.380.000,00€ afin de financer des actions visant à promouvoir l'emploi et l'inclusion, relevant de l'axe 3 du Programme Opérationnel National, dont 180.000,00€ relevant de l'axe 4.

Le PON prévoit, ainsi, dans son axe 4, l'Assistance Technique, qui contribue au financement des dépenses nécessaires au pilotage et à la gestion du programme par les différents acteurs, dont la Métropole. En effet, l'animation du programme dans le territoire métropolitain, a pour objectif d'assurer la cohérence de l'ensemble de porteurs de projets.

Le suivi du programme constitue, également, un enjeu clé agissant tant des données financières que des résultats obtenus. Le suivi peut, en effet, conduire à l'adoption de mesures correctives visant à améliorer les performances, le pilotage et surtout à sécuriser les dépenses.

Globalement, la mise en place d'une gestion efficace repose sur la capacité des gestionnaires à tirer les enseignements des difficultés rencontrés dans le passé et anticiper les difficultés à venir. La professionnalisation et la mise en réseau constitue des leviers stratégiques pour sécuriser des systèmes de gestion. Elle repose sur le partage des informations et enseignements entre les différents acteurs dans une logique d'amélioration continue des processus.

Pour les années 2015-2018, la demande de subvention de la MAMP relative aux dépenses relevant de l'assistance technique fait état d'un montant total estimé de 347.603,04€, dont 173.801,52€ de FSE (soit 50%) et inscrits dans le dossier de demande de subvention, ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après.

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HPV 007-611/14/CC du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2014 portant sur l'autorisation à solliciter la gestion d'une subvention Globale FSE dans le cadre du projet Axe 3-9 : "Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination" en qualité d'organisme intermédiaire pour le Programme Opérationnel FSE "Pour l'emploi et l'inclusion" 2014-2020.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°EMP 006-482/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 portant autorisation accordée au Président de la métropole Aix-Marseille-Provence à solliciter les fonds européens.
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014, relatif à la gestion de tout ou partie des Fonds Européens pour la période 2014-2020
- Le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

- Le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Le décret n°2002-633 du Premier ministre du 26 avril 2002 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens, modifié par le décret n° 2003-1088 du 18 novembre 2003 ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est sollicitée auprès des services de l'Etat une demande de subvention FSE relative aux dépenses relevant de l'assistance technique pour la gestion de la subvention globale FSE 2015-2017 faisant état d'un montant total estimé de 347.603,04€, dont 173.801,52€ de FSE ci-annexé.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de subvention FSE relative aux dépenses d'Assistance Technique pour la gestion de la subvention globale FSE 2015-2017 faisant état d'un montant total estimé de 347.603,04€, dont 173.801,52€ et tout avenant y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 023-2889/17/BM**

#### **■ Convention de partenariat du projet SMART WASTEPACA dans le cadre du programme européen LIFE 2014-2020 MET 17/6008/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le programme européen LIFE 2014-2020 est l'instrument financier de la Commission européenne de soutien aux projets dans les domaines de l'environnement et du climat. Il est régi par le règlement 1293/2013 relatif à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) et ses modalités de fonctionnement sont définies, pour la période 2014-2017, dans le programme de travail pluriannuel 2014-2017 adopté le 19 mars 2014. Pour la période 2014-2020, le budget du programme LIFE s'élève à plus de trois milliards d'euros (3 456 655 000 €), réparti en deux sous-programmes distincts : le sous-programme « Environnement » et le sous-programme « Actions pour le Climat ». Le programme LIFE finance des projets à travers des subventions à l'action. Il se compose :

- d'appels à projets traditionnels
- d'appels à projets intégrés

Les projets intégrés pourront mettre en œuvre des actions de meilleures pratiques, de démonstration ou pilote. Ils devront impérativement prévoir des actions de renforcement des capacités afin de permettre une mise en œuvre efficace et coordonnée des plans ou des stratégies éligibles, comme celle de la mise en œuvre des plans de gestion des déchets ou plan de prévention des déchets (directive cadre déchets 2008/98).

Au travers de la délibération du Conseil métropolitain n°FAG 009-1012/16/CM du 17 octobre 2016, la proposition suivante a été adoptée : « est approuvée la faculté pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de répondre aux appels à projets du programme européen LIFE, en tant que chef de file ou partenaire, pendant toute la période de programmation 2014-2020. ».

Dans le cadre de l'appel à projets du 19 mai 2016 publié par la Commission européenne, la Métropole AMP a adhéré en tant que partenaire et bénéficiaire des co-financements européens à la candidature du Projet *LIFE-IP SMART WASTE PACA - Towards a Circular Economy in the Provence-Alpes-Côte d'Azur Region: Implementing Waste Management Plans* - porté par le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (ci-après « Région PACA ») en tant que Chef de file.

La finalité du projet intégré LIFE « SMART WASTE PACA » est celle de l'élaboration du Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) engagée en avril 2016 par la Région PACA – adoption

planifiée pour janvier 2019. Il concerne tout le territoire régional et toutes les catégories de déchets. Le plan d'action du projet répond aux quatre objectifs suivants :

1. Accompagner le développement économique et l'innovation du secteur de la prévention et de la gestion des déchets
2. Réduire l'impact des déchets sur le patrimoine naturel régional (dispersion, stockage, incinération)
3. Favoriser le développement des compétences et la création d'emplois qualifiés dans la prévention des déchets
4. Mettre en place une gouvernance permettant l'implication des acteurs publics et privés et de la population

Ce projet fixe un plan d'action adossé à un outil de mobilisation des financements. Cette dynamique

permettra de renforcer les expertises et de mutualiser les efforts aux niveaux décisionnels comme opérationnels. Lancée dès 2018, elle accompagnera parfaitement les ambitions des plans départementaux puis du futur plan régional et de la stratégie régionale d'action de l'Etat.

Le projet intégré LIFE « SMART WASTE PACA » a fait l'objet du relevé de décisions du GT n°6-Gestion des déchets de la Métropole, lors de la séance du 21 mars 2017 présidée par le DGA métropolitain Eau, Assainissement, Propreté et Déchets. Tous les territoires de la Métropole sont concernés par ce projet, relativement aux actions suivantes :

N°	Territoire	Action	Cofinancement LIFE	Autres cofinancements	Autofinancement Métropole	Montant éligible
1	Métropole AMP	Déploiement d'un dispositif de valorisation du geste de tri du verre	594 300,00 €	198 100,00 €	1 188 600,00 €	1 981 000,00 €
2	Métropole AMP	Etude pour la mise en œuvre/faisabilité de plateformes de compostage des biodéchets et déchets verts	15 000,00 €	90 000,00 €	45 000,00 €	150 000,00 €
3	Métropole AMP	Etude de faisabilité d'un centre de tri métropolitain	10 000,00 €	60 000,00 €	30 000,00 €	100 000,00 €
4	Métropole AMP	Etude pour la mise en œuvre du tri à la source des biodéchets et déchets verts (administrés, collectivités, gros producteurs)	15 000,00 €	90 000,00 €	45 000,00 €	150 000,00 €
5	1- Marseille Provence	Démarche collective pour la promotion du réemploi	19 500,00 €	19 500,00 €	26 000,00 €	65 000,00 €
6	1- Marseille Provence	Compostage individuel & collectif	105 000,00 €	105 000,00 €	140 000,00 €	350 000,00 €
7	1- Marseille Provence	Densification colonnes de tri du papier et des emballages	39 600,00 €	0,00 €	92 400,00 €	132 000,00 €
8	1- Marseille Provence	Densification colonnes de tri du Verre	32 400,00 €	0,00 €	75 600,00 €	108 000,00 €
9	1- Marseille Provence	Lutte contre le gaspillage alimentaire en restauration scolaire	22 500,00 €	30 000,00 €	22 500,00 €	75 000,00 €
10	1- Marseille Provence	Formation des ambassadeurs de la réduction et du tri	3 000,00 €	4 000,00 €	3 000,00 €	10 000,00 €
11	1- Marseille Provence	Campagne de sensibilisation aux bons gestes auprès des habitants en lien avec la démarche Zéro Déchet Zéro Gaspillage.	30 000,00 €	40 000,00 €	30 000,00 €	100 000,00 €

N°	Territoire	Action	Cofinancement LIFE	Autres cofinancements	Autofinancement Métropole	Montant éligible
12	2- Pays d'Aix	Mise en place d'un système de contrôle d'accès et de gestion des données des 18 déchèteries du Pays d'Aix	120 000,00 €	48 000,00 €	312 000,00 €	480 000,00 €
13	2- Pays d'Aix	Ressourceries d'Aix/NOuest/Sest	54 000,00 €	54 000,00 €	72 000,00 €	180 000,00 €
14	2- Pays d'Aix	Compostage de proximité	24 000,00 €	24 000,00 €	32 000,00 €	80 000,00 €
15	2- Pays d'Aix	Acquisition de 90 colonnes de Verre	42 000,00 €	0,00 €	98 000,00 €	140 000,00 €
16	2- Pays d'Aix	Acquisition de 150 colonnes papiers	42 000,00 €	0,00 €	98 000,00 €	140 000,00 €
17	2- Pays d'Aix	Extension de la collecte sélective aux commerces de proximité (imbriqués dans l'habitat-centre ville)	18 000,00 €	0,00 €	42 000,00 €	60 000,00 €
18	2- Pays d'Aix	Développement de l'extension des consignes de tri d'une population de 20 000 habitants à tout le territoire (400 000 habitants)	300 000,00 €	0,00 €	700 000,00 €	1 000 000,00 €
19	2- Pays d'Aix	Mise en valeur des plateformes AV pour amélioration des performances de tri pour les ménages	144 000,00 €	0,00 €	336 000,00 €	480 000,00 €
20	2- Pays d'Aix	Définition d'un plan d'action de lutte contre le Gaspillage Alimentaire	5 100,00 €	6 800,00 €	5 100,00 €	17 000,00 €
21	2- Pays d'Aix	Construction de plateformes de proximité pour les déchets verts à Rousset	72 000,00 €	72 000,00 €	96 000,00 €	240 000,00 €
22	2- Pays d'Aix	Assistance des entreprises et administrations (producteurs de DAE) dans la gestion de leurs déchets	75 000,00 €	75 000,00 €	100 000,00 €	250 000,00 €
23	2- Pays d'Aix	Etudes pour la création de 3 déchèteries professionnelles	3 500,00 €	21 000,00 €	10 500,00 €	35 000,00 €
24	2- Pays d'Aix	Collecte : réflexion / étude sur la concomitance de la collecte en PAP et PAV sur un même territoire	3 500,00 €	21 000,00 €	10 500,00 €	35 000,00 €
25	2- Pays d'Aix	Étude d'accompagnement pour la mise en place de la Redevance Spéciale	6 600,00 €	39 600,00 €	19 800,00 €	66 000,00 €
26	3- Pays salonnais	Etude d'évaluation technico-économique sur la collecte sélective des biodéchets	1 500,00 €	9 000,00 €	4 500,00 €	15 000,00 €

27	3- Pays salonnais	Campagne de communication sur l'extension des consignes de tri des plastiques sur le territoire du Pays Salonnais	15 000,00 €	20 000,00 €	15 000,00 €	50 000,00 €
28	3- Pays salonnais	Etude d'évaluation technico-économique sur l'extension des consignes de tri sur le territoire du Pays Salonnais	1 500,00 €	9 000,00 €	4 500,00 €	15 000,00 €
29	3- Pays salonnais	Etude d'évaluation technico-économique sur la séparation des flux fibreux/non fibreux	1 500,00 €	9 000,00 €	4 500,00 €	15 000,00 €
30	3- Pays salonnais	Interventions en milieu scolaire sur le territoire du Pays Salonnais	75 600,00 €	100 800,00 €	75 600,00 €	252 000,00 €
31	3- Pays salonnais	Création et installation de panneaux "info-recyclage" sur le territoire du Pays Salonnais	6 000,00 €	8 000,00 €	6 000,00 €	20 000,00 €

N°	Territoire	Action	Cofinancement LIFE	Autres cofinancements	Autofinancement Métropole	Montant éligible
32	4- Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Mise en place de conteneurs enterrés pour optimiser la récupération des recyclables secs ménagers	149 986,80 €	0,00 €	349 969,20 €	499 956,00 €
33	4- Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Création de trois postes d'ambassadeurs de tri/ Renforcer les compétences par de la formation	45 018,00 €	60 024,00 €	45 018,00 €	150 060,00 €
34	5- Istres-Ouest Provence	Action d'évitement	15 000,00 €	15 000,00 €	20 000,00 €	50 000,00 €
35	5- Istres-Ouest Provence	Distribution de composteurs, communication et création d'un poste de maître composteur	120 000,00 €	120 000,00 €	160 000,00 €	400 000,00 €
36	5- Istres-Ouest Provence	Action éco-exemplarité : Collecte du papier et du tri dans les bureaux - prestation insertion	45 000,00 €	45 000,00 €	60 000,00 €	150 000,00 €
37	5- Istres-Ouest Provence	Déchèterie d'Istres	15 000,00 €	90 000,00 €	45 000,00 €	150 000,00 €
38	5- Istres-Ouest Provence	Action / entreprises	20 000,00 €	120 000,00 €	60 000,00 €	200 000,00 €
39	6- Pays de Martigues	Extension des points d'apport volontaire en colonnes semi-enterrées en habitat vertical	140 700,00 €	0,00 €	328 300,00 €	469 000,00 €
<b>TOTAUX</b>			<b>2 447 804,80 €</b>	<b>1 603 824,00 €</b>	<b>4 808 387,20 €</b>	<b>8 860 016,00 €</b>

Les activités du projet LIFE-IP SMART WASTE PACA, dans le cas où ce dernier est retenu,

débiteront à partir du mois de janvier 2018, pour une durée de 6 ans jusqu'au mois de décembre 2023.

A la suite de la signature de la déclaration de bénéficiaire associée par le Président de la Métropole en date du 12 avril 2017, le formulaire de candidature complet a été déposé par la Région PACA à la Commission européenne le 24 avril 2017. Suite à la demande de révision du dossier du 4 septembre 2017, la Région PACA a transmis la proposition définitive du projet le 27 septembre 2017, qui devrait définitivement être acceptée à la fin du mois d'octobre.

En cas d'adoption définitive du projet, une Convention de partenariat sera signée entre le Chef de file et tous les partenaires impliqués. Celle-ci formalise l'organisation du partenariat et définit les responsabilités de chaque partenaire dans la mise en œuvre du projet conformément au formulaire de candidature consolidée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM, du Conseil de la Métropole du 13 mars 2017 approuvant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement UE 1293/2013 relatif à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) ;
- L'appel à projets du programme européen LIFE du 19 mai 2016 publié par la Commission européenne ;
- La délibération du Conseil métropolitain n° FAG 009-1012/16/CM du 17 octobre 2016, approuvant la possibilité pour la Métropole de répondre aux appels à projets du Programme européen LIFE ;
- La déclaration de partenaire associée signée par le Président de la Métropole du 12 avril 2017 ;
- Le formulaire de candidature du projet LIFE-IP SMART WASTE PACA déposé par la Région PACA, en tant que Chef de file, à la Commission européenne le 24 avril 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les domaines prioritaires, les plans et les stratégies éligibles au programme européen LIFE, représentent un enjeu pertinent et stratégique pour la Métropole ;
- Que les objectifs généraux du programme d'actions du projet intégré LIFE « SMART WASTE PACA » sont pertinents et conformes au schéma métropolitain de prévention et de gestion des déchets ;
- Que les opérations ciblées dans le projet « SMART WASTE PACA » sont déjà programmées et que leurs financements par le programme européen LIFE constituent une clé de réussite supplémentaire.

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer la convention de partenariat avec la Région PACA, en tant que Chef de file du projet LIFE-IP SMART WASTE PACA, en cas de résultat favorable à l'issue de l'évaluation définitive de la Commission européenne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 024-2890/17/BM**

#### **■ Convention interpartenariale du Projet COASTING dans le cadre du Programme européen de coopération territoriale INTERREG MED 2014-2020 MET 17/6028/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Programme européen de coopération transnationale INTERREG MED 2014-2020 (ci-après « INTERREG MED ») soutient le partage d'expériences, de connaissances et l'amélioration des politiques publiques entre les autorités locales des régions éligibles de l'espace européen en Méditerranée. Il comprend cinquante-sept régions, dont la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (ci-après « Région PACA »), de dix pays membres. INTERREG MED est cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional (ci-après « FEDER ») avec un budget total de 224.322.525,00 Euros pour la période 2014-2020. Son but principal est de contribuer au développement à long terme de l'espace

Méditerranéen et de renforcer la coopération transnationale entre les collectivités territoriales participantes.

Au travers de la délibération du Conseil métropolitain n°ECO 001-1365/16/CM du 15 décembre 2016, la proposition suivante a été adoptée : « est approuvée la possibilité pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (ci-après « Métropole ») de répondre aux appels à projets du programme européen de coopération territoriale INTERREG MED, en tant que chef de file ou partenaire, pendant toute la période de programmation 2014-2020 ».

Dans le cadre du deuxième appel à projets, publié du 30 janvier au 31 mars 2017 par la Région PACA en tant qu'Autorité de gestion INTERREG MED, la Métropole AMP a adhéré en tant que partenaire à la candidature du Projet COASTING - *Coastal Integrated Governance for Sustainable Tourism* – porté par la Fédération des Villes et Départements d'Andalousie (Espagne) en tant que Chef de file.

Le Projet COASTING s'inscrit dans l'axe thématique INTERREG MED suivant :

- AXE PRIORITAIRE 3: 'MED RESOURCES'

Titre : Protéger et promouvoir les ressources naturelles et culturelles de la Méditerranée

Description : Cet axe vise à réduire l'impact des activités humaines sur le patrimoine environnemental et culturel et assurer une meilleure protection des ressources naturelles. Il accorde une attention particulière aux zones maritimes, côtières et humides ainsi qu'à la gestion de l'eau qui représentent des défis clés au sein des régions méditerranéennes. Le domaine d'intervention représente également un potentiel de création d'emplois pour le futur.

Objectif spécifique 3.1 : Améliorer le développement d'un tourisme côtier et maritime durable et responsable dans l'espace MED

Budget : 76 millions € de FEDER

Mots clés thématiques : Aires protégées, protection de la biodiversité et des écosystèmes, forte attractivité des zones côtières, pression environnementale liée à l'urbanisation, contraintes géographiques (zones côtières, îles, montagnes) et conséquences environnementales du changement climatique, potentiel de création d'emplois pour le futur.

Types d'actions : Analyses, études, développement de stratégies et de plans d'action, partage des bonnes pratiques et des mesures d'exécution de politiques

Les six autres partenaires publics du projet sont les suivants : 2. Conseil Régional du Latium (Rome, Italie) ; 3. Université de Rome « La Sapienza » (Italie) ; 4. Conseil Régional de Murcie (Espagne) ; 5. Agence de développement de l'île de Gozo (Malte) ; 6. Agence de développement de Dalmatie (Croatie) ; 7. Ministère du Développement Durable et du Tourisme du Monténégro.

Le Projet COASTING entend s'appuyer sur les résultats obtenus par les partenaires impliqués dans

le cadre d'outils de gouvernance du paysage, en les transférant à la gestion des zones côtières. Dans le cadre proposé, la gestion des zones côtières est donc considérée comme le principal pivot des politiques de tourisme durable à long terme.

Le Projet vise à capitaliser sur un ensemble d'expériences spécifiques et transnationales développées dans le cadre de la Convention européenne du paysage (ELC) et des outils/initiatives de planification régionale tels que :

- les instruments de gouvernance multi-niveaux comme le « Contrat de Baie » (Marseille) ;
- les lois régionales « Contrat de rivières » en Italie, définissant les conditions préalables essentielles à un développement durable.

L'objectif de la proposition est d'appliquer ces stratégies et outils de gestion à la gestion des zones côtières en :

- systématisant les connaissances produites dans ces expériences ;
- intégrant leurs résultats dans les politiques régionales ;
- préconisant les résultats obtenus dans le cadre du projet.

Les actions du Projet COASTING sont les suivantes :

1. Systématisation des connaissances

- Un observatoire (« wikisource ») constituera la base de données commune à partir duquel télécharger les expériences les plus pertinentes dans lesquelles les partenaires sont impliqués afin de faciliter la diffusion des connaissances et des résultats individuels entre eux.

- Méthodologie de mise en œuvre des Contrats de baie dans les régions méditerranéennes, développée conjointement par le partenariat, visant à systématiser les connaissances, notamment en terme d'indicateurs environnementaux (qualité de l'eau, faune et flore, air,...) et les résultats obtenus par les partenaires pour la gestion durable des zones côtières.

2. Transfert de connaissances, de savoir-faire, d'expertise, de systèmes ou de processus

Atelier de formation de 3 jours configuré en tant qu'événement technique où les partenaires partageront leurs outils, indicateurs d'évaluation et expériences, avec des aperçus dans les applications en cours. Possibilité de mise en réseau et de coordination pour la participation des partenaires du projet horizontal.

3. Intégration des résultats

Intégrer les activités pour favoriser l'adoption institutionnelle des résultats, principalement par l'intégration dans les politiques et les règlements régionaux et métropolitains. En fonction du caractère institutionnel du partenaire, chacun contribuera à produire un plan d'action, un document d'orientation ou un acte juridique visant à incorporer l'outil contractuel côtier dans les réglementations ou législations régionales.

4. Lobbying

Activation des réseaux pour conseiller les instances institutionnelles nationales et européennes sur les



initiatives en cours pour une gouvernance côtière durable.

Pour sa participation au Projet COASTING, la Métropole dispose d'un budget dédié de 128 550,00 Euros cofinancé à hauteur de 85 % par le FEDER pour un montant de 109 267,50 Euros. Le cofinancement à la charge de la Métropole, à hauteur de 15 % du budget pour un montant de 19 282,50 Euros, sera assuré par la présentation de coûts de personnel et de frais administratifs déjà couverts par la Métropole.

La répartition du budget par lignes de dépenses est la suivante :

- Coûts du personnel : 63.000,00 Euros, dont 53 167,50 Euros de cofinancement FEDER ;
- Frais administratifs : 9 450,00 Euros, sans cofinancement FEDER ;
- Déplacements : 9 100,00 Euros de financement FEDER ;
- Prestations/expertise externe : 47.000,00 Euros de financement FEDER.

Les activités du Projet COASTING, dans le cas où ce dernier est retenu, débiteront à partir du mois de février 2018, pour une durée de 18 mois jusqu'au mois de juin 2019.

Le Projet COASTING a été déclaré recevable par la Région PACA à l'issue du contrôle d'éligibilité du 20 juin 2017 et, également, de la première phase d'évaluation du 3 octobre 2017. La seconde phase d'évaluation prendra fin au mois de janvier 2018.

En cas de résultat favorable, une Convention interpartenariale sera signée entre le Chef de file et tous les partenaires impliqués dans le projet. Celle-ci formalise l'organisation du partenariat et définit les responsabilités de chaque partenaire dans la mise en œuvre du projet conformément au formulaire de candidature consolidée.

La Convention interpartenariale reprend clairement le « principe de Chef de File » pour la gestion opérationnelle et la coordination du projet. Elle permet également au Chef de file d'étendre les dispositions du Contrat de subvention, signé avec la Région PACA, au niveau de chaque partenaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM, du Conseil de la Métropole du 13 mars 2017 approuvant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement (EU) n°1299/2013 sur la Coopération Territoriale Européenne ;
- Le règlement (UE) n°1303/2013 sur les 11 objectifs thématiques du Programme INTERREG MED ;
- Le programme opérationnel INTERREG V - B Méditerranée (MED) 2014-2020 ;
- Les appels à projets de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en tant qu'Autorité de gestion du Programme INTERREG MED ;
- La candidature du 29 octobre 2015 de la Communauté urbaine MPM au premier appel à projets du Programme INTERREG MED ;
- La délibération du Conseil métropolitain n°ECO 001-1365/16/CM du 15 décembre 2016, approuvant la possibilité pour la Métropole AMP de répondre aux appels à projets du Programme INTERREG MED ;
- Le formulaire de candidature du Projet COASTING déposé par le Chef de file à l'Autorité de gestion du Programme INTERREG MED le 31 mars 2017 ;
- La Déclaration de partenaire FEDER signée par le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence du 7 avril 2017 ;
- Le contrôle d'éligibilité du Programme INTERREG MED du 20 juin 2017 ;
- La première phase d'évaluation du Programme INTERREG MED du 3 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les axes prioritaires et les objectifs spécifiques du Programme INTERREG MED 2014-2020 représentent un enjeu important pour la Métropole Aix-Marseille Provence non seulement en matière d'amélioration de la compétitivité du territoire que du renforcement de l'attractivité ;
- Que la présence de la Métropole dans les programmes de coopération territoriale européenne est un outil de prospective et de stratégie territoriale qui contribue à la qualité et la mise à jour des politiques

métropolitaines à travers l'échange d'expérience et la mise en œuvre de projets pilotes ;

- Que le positionnement dans des réseaux et projets de coopération territoriale européenne permet de mobiliser des ressources financières mais aussi partenariales en vue d'étudier les bonnes pratiques mises en œuvre dans d'autres territoires sur des thématiques et des compétences métropolitaines, d'expérimenter (à travers des dispositifs pilotes) des innovations issues de la recherche académique ou des échanges de bonnes pratiques, et de mettre en visibilité et capitaliser au niveau européen les bonnes pratiques mises en œuvre sur le territoire de la Métropole ;
- Que la participation de la Métropole à un projet Interreg représente une opportunité de financement supplémentaire pour des études et projets pilotes des services opérationnels dont les activités ont un rapport avec l'axe thématique du Programme mentionné ci-dessus ;
- Que l'objectif d'un projet Interreg est le développement et le renforcement des activités en cours de réalisation, tout en les insérant dans une perspective européenne (utilisation d'indicateurs techniques européens, complémentarités avec les territoires partenaires,...) ;
- Que les enjeux du Livret bleu métropolitain, notamment en termes d'organisation de la gouvernance littorale et de renforcement du rayonnement touristique et culturel, coïncident avec les objectifs du Projet COASTING ;
- Que la démarche du Contrat de Baie de la Métropole correspond aux attentes d'échanges d'expériences du Projet COASTING.

## Délibère

### Article unique :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer la Convention interpartenariale avec le Chef de fil du Projet COASTING, en cas de résultat favorable à l'issue de l'évaluation définitive du Comité de sélection du Programme européen INTERREG MED.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## ECO 025-2891/17/BM

### ■ Convention interpartenariale du Projet DOMUSINMED dans le cadre du Programme européen de coopération territoriale INTERREG MED 2014-2020

## MET 17/6025/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Programme européen de coopération transnationale INTERREG MED 2014-2020 (ci-après « INTERREG MED ») soutient le partage d'expériences, de connaissances et l'amélioration des politiques publiques entre les autorités locales des régions éligibles de l'espace européen en Méditerranée. Il comprend cinquante-sept régions, dont le territoire du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (ci-après « Région PACA »), de dix pays membres. INTERREG MED est cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional (ci-après « FEDER ») avec un budget total de 224.322.525,00 Euros pour la période 2014-2020. Son but principal est de contribuer au développement à long terme de l'espace Méditerranéen et de renforcer la coopération transnationale entre les collectivités territoriales participantes.

Au travers de la délibération du Conseil métropolitain n°ECO 001-1365/16/CM du 15 décembre 2016, la proposition suivante a été adoptée : « est approuvée la possibilité pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (ci-après « Métropole ») de répondre aux appels à projets du programme européen de coopération territoriale INTERREG MED, en tant que chef de file ou partenaire, pendant toute la période de programmation 2014-2020 ».

Dans le cadre du deuxième appel à projets, publié du 30 janvier au 31 mars 2017 par la Région PACA en tant qu'Autorité de gestion INTERREG MED, la Métropole a adhéré en tant que partenaire à la candidature du projet DOMUSinMED - *Decarbonising and optimising mobility management in MED Urban areas with SUMP (new integrated version)* - porté par la Région Piémont (Italie) en tant que Chef de file.

Le projet DOMUSinMED s'inscrit dans l'axe thématique et l'objectif spécifique INTERREG MED suivants :

#### AXE PRIORITAIRE 2 : 'LOW CARBON'

Titre : Favoriser les stratégies à faibles émissions de carbone et l'efficacité énergétique dans les territoires MED : villes, îles et espaces isolés.

Description : L'économie à faible émission de carbone est une problématique clé du développement territorial durable et des objectifs européens. Dans l'espace MED, le défi est de développer des solutions adaptées aux contextes régionaux divers (des zones densément peuplées bénéficiant de réseaux de transport denses aux régions reculées et aux îles ayant un accès limité aux ressources énergétiques). Cet axe comprend trois domaines d'activité distincts : l'efficacité énergétique, la production et l'utilisation d'énergies renouvelables et une mobilité faible en carbone.

Objectif Spécifique 2.3 : Accroître la capacité d'utilisation des systèmes de transport à faibles émissions de carbone existants ainsi que les connexions multimodales entre eux

Budget : 45 millions € de FEDER

Mots clés thématiques : Réduction des émissions de gaz à effet de serre, renforcement de l'efficacité énergétique et promotion des énergies renouvelables

Types d'actions : Campagnes de sensibilisation, formations, études de faisabilité et analyses, plans d'action, développement de services et d'outils, possibilité pour des investissements à petite échelle et pour des projets pilotes

Les quatorze autres partenaires publics du projet sont les suivants : 2. Conseil National de la Recherche (Turin, Italie) ; 3. Université de Venise (Italie) ; 4. Mairie de Murcie (Espagne) ; 5. Agence de développement de la Région de Murcie (Espagne) ; 6. Agence de développement de la Mairie de Dubrovnik (Croatie) ; 7. Institut d'Urbanisme de la République de Slovénie ; 8. AVITEM (Marseille, France) ; 9. Ministère italien des Infrastructures et des Transports (Rome, Italie) ; 10. Université de Thessalonique (Grèce) ; 11. Aire métropolitaine de Lisbonne (Portugal) ; 12. Commission de développement régional et de coordination de l'Alentejo (Portugal) ; 13. Région de l'Attique (Grèce) ; 14. Ministère bosniaque des Communications et des Transports (Sarajevo, Bosnie-Herzégovine).

Le projet DOMUSinMED a comme objectifs l'harmonisation et l'adaptation des processus et des mesures de mise en œuvre des PMUD (Plan de Mobilité Urbaine Durable) dans les régions de l'espace euro-méditerranéen. A l'instar des plans de déplacements urbains développés en France, ils ont pour objectif la réduction des disparités entre les approches de transition vers une mobilité urbaine bas carbone. Le projet fera émerger des pratiques participatives tout en soulignant les carences en matière d'harmonisation des PMUD dans les régions euro-méditerranéennes. Ces pratiques seront identifiées et accompagnées par les autorités institutionnelles locales et intégreront au projet, les acteurs et décideurs à l'échelle nationale et locale. Une stratégie commune sera ensuite définie en lien avec les bonnes pratiques européennes. Un outil de mise en œuvre des PMUD sera développé et testé dans 3 aires urbaines pilotes : Aix-Marseille Provence, Murcie (Espagne) et Dubrovnik (Croatie). Les résultats capitalisés seront ensuite disséminés dans les régions euro-méditerranéennes.

Résultats attendus :

a) une méthodologie intégrée pour répondre aux défis communs de mise en œuvre des PMUD, fournissant des recommandations aux autorités régionales et nationales pour accélérer l'intégration des pratiques innovantes de réduction d'émission de carbone dans les PMUD ;

b) une boîte à outils pour la réalisation d'une stratégie commune PMUD et son évaluation au regard d'un benchmark basé sur une série d'indicateurs ;

c) le développement d'une stratégie de capitalisation s'appuyant sur une méthodologie qui vise la participation active des usagers finaux et leurs besoins pratiques.

Pour sa participation au projet DOMUSinMED, la Métropole dispose d'un budget dédié de 372 000,00 Euros cofinancé à hauteur de 85 % par le FEDER pour un montant de 316 200,00 Euros. Le cofinancement à la charge de la Métropole, à hauteur de 15 % du budget pour un montant de 55 800,00 Euros, sera assuré par la présentation de coûts de personnel et de frais administratifs déjà couverts par la Métropole. La répartition du budget par lignes de dépenses est la suivante :

- Coûts du personnel : 258 348,00 Euros, dont 243 300,00 Euros de cofinancement FEDER ;
- Frais administratifs : 38 752,00 Euros, sans cofinancement FEDER ;
- Déplacements : 22 900,00 Euros de financement FEDER ;
- Prestations/expertise externe : 50 000,00 Euros de financement FEDER.

Le projet DOMUSinMED, déposé dans sa première version le 31 mars 2017, a été déclaré recevable par la Région PACA à l'issue de l'évaluation de la phase de pré-candidature du 21 juin 2017. Successivement, une seconde version détaillée et définitive du projet a été élaborée conjointement par le Chef de file et les différents partenaires, puis transmise à la Région PACA le 13 octobre 2017. La seconde phase d'évaluation prendra fin au mois de janvier 2018.

Les activités du projet DOMUSinMED, dans la situation où ce dernier est retenu, débiteront à partir du mois de février 2018, pour une durée de 4 ans jusqu'en janvier 2022.

En cas de résultat favorable, une Convention interpartenariale sera signée entre le Chef de file et tous les partenaires impliqués dans le projet. Celle-ci formalise l'organisation du partenariat et définit les responsabilités de chaque partenaire dans la mise en œuvre du projet conformément au formulaire de candidature consolidé. La Convention interpartenariale reprend clairement le « principe de Chef de File » pour la gestion opérationnelle et la coordination du projet. Elle permet également au Chef de file d'étendre les dispositions du Contrat de subvention, signé avec la Région PACA, au niveau de chaque partenaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM, du Conseil de la Métropole du 13 mars 2017 approuvant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La participation de la Métropole en tant que partenaire au projet CITYMOBILNET du Programme européen de coopération territoriale URBACT III ;
- Le règlement (EU) n°1299/2013 sur la Coopération Territoriale Européenne ;
- Le règlement (UE) n°1303/2013 sur les 11 objectifs thématiques du Programme INTERREG MED (ci-après INTERREG MED) ;
- Le programme opérationnel INTERREG V - B Méditerranée (MED) 2014-2020 ;
- La délibération métropolitaine n°ECO 001-1365/16/CM du 15 décembre 2016, approuvant la possibilité pour la Métropole de répondre aux appels à projets INTERREG MED ;
- Le deuxième appel à projets INTERREG MED du 31 mars 2017 ;
- La déclaration d'intérêt de la Métropole en tant que partenaire du projet DOMUSinMED du 15 mars 2017 ;
- Le formulaire de candidature du projet DOMUSinMED déposé par le Chef de file à l'Autorité de gestion INTERREG MED le 31 mars 2017 ;
- L'évaluation par l'Autorité de gestion de la phase de pré-candidature du 21 juin 2017 ;
- Le formulaire de candidature consolidé du projet déposé le 13 octobre 2017 ;
- La déclaration de partenaire FEDER signée par le Président de la Métropole du 18 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'objectif spécifique n°2.3 - Accroître la capacité d'utilisation des systèmes de transport à faibles émissions de carbone existants ainsi que les connexions multimodales entre eux - du Programme INTERREG MED représente un enjeu important pour la Métropole non seulement en matière d'amélioration de la compétitivité du territoire que du renforcement de l'attractivité ;
- Que la présence de la Métropole dans les programmes de coopération territoriale européenne est un outil de prospective et de stratégie territoriale qui contribue à la qualité et la mise à jour des politiques métropolitaines à travers l'échange d'expérience et la mise en œuvre de projets pilotes ;
- Que le positionnement dans des réseaux et projets de coopération territoriale européenne permet de mobiliser des ressources financières mais aussi partenariales en vue d'étudier les bonnes pratiques mises en œuvre dans d'autres territoires sur des thématiques et des compétences métropolitaines, d'expérimenter (à travers des dispositifs pilotes) des innovations issues de la recherche académique ou des échanges de bonnes pratiques, et de mettre en visibilité et capitaliser au niveau européen les bonnes pratiques mises en œuvre sur le territoire de la Métropole ;
- Que l'objectif d'un projet INTERREG est celui de développer et de renforcer les activités en cours de réalisation, tout en les insérant dans une perspective européenne (utilisation d'indicateurs techniques européens, complémentarités avec les territoires partenaires,...) ;
- Que les résultats attendus du projet DOMUSinMED coïncident avec les principaux axes de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine, notamment la construction d'un système de mobilité interconnecté métropolitain et urbain, associé aux infrastructures nécessaires, une stratégie de financement des transports dans l'objectif d'améliorer la qualité du cadre de vie et de l'environnement ;
- Que la Métropole engage le lancement du Plan de Déplacements Urbains Métropolitain.

**Délibère**

**Article unique :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer la Convention interpartenariale du projet DOMUSinMED avec la Région Piémont son Chef de fil, en cas de

résultat favorable du Comité de sélection du Programme européen INTERREG MED.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 026-2892/17/BM**

#### **■ Convention interpartenariale du projet SMARTUP dans le cadre du programme européen de coopération territoriale INTERREG MED 2014-2020**

#### **MET 17/6023/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Programme européen de coopération transnationale INTERREG MED 2014-2020 (ci-après « INTERREG MED ») soutient le partage d'expériences, de connaissances et l'amélioration des politiques publiques entre les autorités locales des régions éligibles de l'espace européen en Méditerranée. Il comprend cinquante-sept régions, dont la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (ci-après « Région PACA »), de dix pays membres. INTERREG MED est cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional (ci-après « FEDER ») avec un budget total de 224.322.525,00 Euros pour la période 2014-2020. Son but principal est de contribuer au développement à long terme de l'espace Méditerranéen et de renforcer la coopération transnationale entre les collectivités territoriales participantes.

Au travers de la délibération du Conseil métropolitain n°ECO 001-1365/16/CM du 15 décembre 2016, la proposition suivante a été adoptée : « est approuvée la possibilité pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (ci-après « Métropole ») de répondre aux appels à projets du programme européen de coopération territoriale INTERREG MED, en tant que chef de file ou partenaire, pendant toute la période de programmation 2014-2020 ».

Dans le cadre du deuxième appel à projets, publié du 30 janvier au 31 mars 2017 par la Région PACA en tant qu'Autorité de gestion INTERREG MED, la Métropole a adhéré en tant que partenaire à la candidature du Projet SMARTUP - *Green Gaming clusters for smart communities* - porté par l'Université de Camerino (Italie) en tant que Chef de file.

Le Projet SMARTUP s'inscrit dans l'axe thématique et l'objectif spécifique INTERREG MED suivants :

#### **AXE PRIORITAIRE 1 : 'SMART MED'**

Titre : Promouvoir les capacités d'innovation des régions MED pour une croissance intelligente et durable.

Description : L'innovation et la compétitivité sont mises en exergue dans la Stratégie Europe 2020. C'est un défi de poids pour les régions MED confrontées à la compétition internationale et

permettrait de surmonter la crise économique. Dans cette espace de coopération, une attention spécifique doit être accordée aux domaines de la croissance bleue et verte qui représentent des perspectives de développement significatives.

Objectif Spécifique 1.1 : Accroître l'activité transnationale des clusters et réseaux innovants des secteurs clés de l'espace MED

Budget: 72 millions € de FEDER

Mots clés thématiques : Croissance bleue et verte, industries culturelles et créatives, innovation sociale

Types d'actions : Développement de clusters et réseaux, développement de modèles et d'outils, partage de connaissance, campagnes de sensibilisation et activités de capitalisation

Les cinq autres partenaires publics du projet sont les suivants : 2. Agence régionale de l'innovation de la Région Latium (Rome, Italie) ; 3. Agence de développement de l'agglomération de Thessalonique (Grèce) ; 4. Centre européen d'Entreprises Innovantes de Valence (CCI de Valence, Espagne) ; 5. Agence publique de Management d'Energie Intelligente de Malte (Malte) ; 6. Agence de développement départementale de Zadra Nova (Croatie).

En renforçant les passerelles entre la recherche, l'innovation et les entreprises, le Projet SMARTUP encouragera le développement de systèmes innovants pour la gouvernance environnementale, par l'échange d'expériences, le partage des connaissances, et le rapprochement des entrepreneurs dans le domaine de l'environnement durable et de l'innovation sociale.

Le Projet soutiendra la création de *start-up* innovantes dans le secteur des « technologies vertes » afin de créer de nouveaux outils et produits pour les *smart cities*.

Le principal produit du Projet SMARTUP sera une plate-forme transnationale qui gère un réseau d'incubateurs d'entreprises, où des organismes publics, des instituts de recherche, des entreprises du secteur et des investisseurs partageront leurs savoir-faire et soutiendront financièrement de nouvelles *start-up* et *spin-off* dans le domaine de l'innovation verte.

Les activités pilotes seront réalisées dans trois domaines principaux: la mobilité durable, l'économie d'énergie, l'exploitation des ressources naturelles. SMARTUP financera les PME afin de développer un produit intelligent pour l'engagement civique sur les trois thèmes susmentionnés. Le financement sera par la suite financé par les Fonds structurels européens, ce qui générera de nouvelles opportunités et donnera des conseils sur la création de start-ups innovantes.

Pour sa participation au Projet SMARTUP, la Métropole dispose d'un budget dédié de 188 750,00 Euros cofinancé à hauteur de 85 % par le FEDER pour un montant de 160 437,50 Euros. Le cofinancement à la charge de la Métropole, à hauteur de 15 % du budget pour un montant de 28 312,50 Euros, sera assuré par la présentation de coûts de personnel

et de frais administratifs déjà couverts par la Métropole.

La répartition du budget par lignes de dépenses est la suivante :

- Coûts du personnel : 109 000,00 Euros, dont 97 337,50 Euros de cofinancement FEDER ;
- Frais administratifs : 16 350,00 Euros, sans cofinancement FEDER ;
- Déplacements : 11 400,00 Euros de financement FEDER ;
- Prestations/expertise externe : 52 000,00 Euros de financement FEDER.

Les activités du Projet SMARTUP, dans le cas où ce dernier est retenu, débiteront à partir du mois de février 2018, pour une durée de 30 mois jusqu'en juin 2020.

Le Projet SMARTUP a été déclaré recevable par la Région PACA à l'issue du contrôle d'éligibilité du 20 juin 2017 et, également, de la première phase d'évaluation du 3 octobre 2017. La seconde phase d'évaluation prendra fin au mois de janvier 2018.

En cas de résultat favorable, une Convention interpartenariale sera signée entre le Chef de file et tous les partenaires impliqués dans le projet. Celle-ci formalise l'organisation du partenariat et définit les responsabilités de chaque partenaire dans la mise en œuvre du projet conformément au formulaire de candidature consolidé.

La Convention interpartenariale reprend clairement le « principe de Chef de File » pour la gestion opérationnelle et la coordination du projet. Elle permet également au Chef de file d'étendre les dispositions du Contrat de subvention, signé avec la Région PACA, au niveau de chaque partenaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM, du Conseil de la Métropole du 13 mars 2017 approuvant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement (EU) n°1299/2013 sur la Coopération Territoriale Européenne ;

- Le règlement (UE) n°1303/2013 sur les 11 objectifs thématiques du Programme INTERREG MED ;
- Le programme opérationnel INTERREG V - B Méditerranée (MED) 2014-2020 ;
- Les appels à projets de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en tant qu'Autorité de gestion du Programme INTERREG MED ;
- La candidature du 29 octobre 2015 de la Communauté urbaine MPM au premier appel à projets du Programme INTERREG MED ;
- La délibération du Conseil métropolitain n°ECO 001-1365/16/CM du 15 décembre 2016, approuvant la possibilité pour la Métropole AMP de répondre aux appels à projets du Programme INTERREG MED ;
- Le formulaire de candidature du Projet SMARTUP déposé par le Chef de file à l'Autorité de gestion du Programme INTERREG MED le 31 mars 2017 ;
- La Déclaration de partenaire FEDER signée par le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence du 5 avril 2017 ;
- Le contrôle d'éligibilité du Programme INTERREG MED du 20 juin 2017 ;
- La première phase d'évaluation du Programme INTERREG MED du 3 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'objectif spécifique n°1.1 - Accroître l'activité transnationale des clusters et réseaux innovants des secteurs clés de l'espace MED - du Programme INTERREG MED représente un enjeu important pour la Métropole non seulement en matière d'amélioration de la compétitivité du territoire que du renforcement de l'attractivité ;
- Que la présence de la Métropole dans les programmes de coopération territoriale européenne est un outil de prospective et de stratégie territoriale qui contribue à la qualité et la mise à jour des politiques métropolitaines à travers l'échange d'expérience et la mise en œuvre de projets pilotes ;
- Que le positionnement dans des réseaux et projets de coopération territoriale européenne permet de mobiliser des ressources financières mais aussi partenariales en vue d'étudier les bonnes pratiques mises en œuvre dans d'autres

territoires sur des thématiques et des compétences métropolitaines, d'expérimenter (à travers des dispositifs pilotes) des innovations issues de la recherche académique ou des échanges de bonnes pratiques, et de mettre en visibilité et capitaliser au niveau européen les bonnes pratiques mises en œuvre sur le territoire de la Métropole ;

- Que l'objectif d'un projet INTERREG est celui de développer et de renforcer les activités en cours de réalisation, tout en les insérant dans une perspective européenne (utilisation d'indicateurs techniques européens, complémentarités avec les territoires partenaires,...) ;
- Que la stratégie de développement économique de la Métropole définie dans l'Agenda métropolitain du développement économique, notamment par la filière d'excellence Environnement & Energie, coïncide avec les résultats attendus du Projet SMARTUP.

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer la Convention interpartenariale avec le Chef de fil du Projet SMARTUP, en cas de résultat favorable du Comité de sélection du Programme européen INTERREG MED.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

### ***Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"***

\*\*\*\*\*

**EMP 001-2893/17/BM**

**■ Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre - Approbation d'un protocole d'accord 2018-2022  
MET 17/5345/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole, compétente dans le domaine, développe une stratégie métropolitaine en matière d'insertion par l'activité économique.

A l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence, cette intervention repose sur trois Plans

locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

L'objectif est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles.

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du développement social d'un même territoire, permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. La Métropole soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent pour chacun d'entre eux leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui a succédé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est désormais organisme intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen des trois PLIE du territoire. Cela permet une gestion et un contrôle centralisé des opérations cofinancées par le FSE, dans le respect d'un pilotage propre à chaque PLIE et adapté aux enjeux spécifiques de chaque territoire, constitue une avancée pour la sécurisation des opérateurs.

Les partenaires des 3 PLIE (l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole, les communes concernées, la DIRECCTE-FSE), qui ont confié le soin aux instances partenariales de chacun des 3 PLIE d'élaborer ces nouveaux projets, ont souhaité, lors d'un comité stratégique du 27 Octobre 2017, mettre en œuvre pour la période 2018-2022 les trois nouveaux protocoles PLIE du territoire Marseille Provence.

L'objectif général de ces nouveaux protocoles étant, d'une part de poursuivre l'action engagée dans le cadre des PLIE en l'adaptant au contexte économique et social actuel de chacun des territoires tel que défini dans le diagnostic de chacun des trois PLIE et, d'autre part d'harmoniser la mise en œuvre des trois PLIE du territoire Marseille Provence en cohérence avec les politiques de l'emploi des partenaires et les exigences du Fonds Social Européen (FSE)\*.

A cela, les adhérentes des 3 PLIE devront rassembler 60% de personnes allocataires du RSA ainsi qu'une proportion de personnes issus de territoires Politique de la Ville répartie comme suit :

- PLIE MP Est : 20% en Quartier de Veille Active,
- PLIE MP Centre : 50% en Quartier Politique de la Ville,
- PLIE MP Ouest : 20% en Quartier Politique de la Ville.

Le protocole d'accord actuel du PLIE MP Centre concerne les communes d'Allauch, Marseille, Plan-de-Cuques et Septèmes-les-Vallons et se termine au 31 décembre 2017.

En terme de bilan, ce dernier aura permis l'accueil de 6 000 personnes éloignées de l'emploi parmi lesquelles 50% de bénéficiaires du RSA et, pour la moitié d'entre eux l'intégration dans un emploi durable d'une durée d'au moins 6 mois.

- *Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 / Axe prioritaire 3 « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion » / Priorité d'Investissement 9.1 « l'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi » / Objectifs Spécifiques (OS) qui sont : **OS1** : Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale – **OS2** : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion – **OS3** : Développer des projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.*

Les objectifs quantitatifs et qualitatifs du PLIE MP Centre, pour 2018 à 2022, tels que décrits au nouveau protocole sont les suivants : d'apporter un accompagnement individuel, personnalisé et renforcé à 11 990 personnes, soit en moyenne 2160 par an dont 960 nouvelles entrées annuelles et contribuer à la sortie positive vers l'emploi de 440 personnes par an.

Ces objectifs ont fait l'objet d'un échange par les partenaires des trois PLIE lors du comité stratégique du 27 Septembre 2017.

Les contributions financières annuelles des différents partenaires sont les suivantes :

- L'Etat s'engage à favoriser la mobilisation de l'ensemble des moyens de droit commun au titre de l'emploi dont il dispose.
- La participation de la Région sera définie ultérieurement dans le cadre de son assemblée délibérante.
- Le Conseil Départemental intervient à hauteur de 380 000 € pour 2018.
- La Ville de Marseille pourra intervenir par le biais de subventions dans des actions spécifiques au titre de ses interventions en tant que service instructeur principal des

dossiers de la thématique emploi de la Politique de la ville. Des subventions dites de libéralités pourront être versées par la Ville à l'association d'animation du PLIE pour la réalisation d'actions spécifiques au titre du droit commun et après validation du Conseil Municipal,

- Le Fonds Social Européen (FSE) ; par le biais des OS1, OS2, OS3 ; intervient à hauteur de 2.006.200 € à titre indicatif pour 2018, en sus du soutien financier à l'assistance technique mise en place par le Conseil de Territoire et aux actions transverses. L'attribution effective de ces subventions est indicative et sera définitive après accord par l'autorité de gestion, l'Etat, et certification par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP),
- En ce qui concerne le Conseil de Territoire, son concours annuel est défini sous réserve de l'annualité budgétaire. Il s'élève pour les trois PLIE de son territoire au montant de 1.330.000 € dont une subvention accordée pour la mise en œuvre sur le bassin Centre de l'accompagnement à l'emploi, d'actions en direction des acteurs économiques, notamment l'introduction de clauses d'insertion dans les marchés, d'un montant annuel maximum de 1.065.000 €.

La répartition de cette enveloppe globale sur ces postes de dépenses est indicative et pourrait être précisée à l'occasion de la préparation de la programmation annuelle.

Le Président du Conseil de Territoire ou son mandataire assure la présidence du Comité de Pilotage. Le Préfet ou son mandataire copréside ce Comité. Ce dernier sera constitué comme suit :

- Le territoire Marseille Provence est représenté par 6 conseillers territoriaux,
- Les communes d'Allauch, Marseille, Plan-de-Cuques et Septèmes-les-Vallons disposent chacune d'1 représentant,
- La Région et le Département sont représentés par le/la Président (e) ou son/sa représentant (e) l'Etat, par 2 représentants
- La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par son conseiller délégué à l'emploi, l'insertion, l'économie sociale solidaire
- Enfin, l'association d'animation du PLIE « Emergence(s) Compétences Projet ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**



- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
  - La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
  - La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
  - Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
  - Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
  - La délibération du 19 octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la désignation de la Métropole Aix Marseille-Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain ;
  - La délibération du 19 octobre 2017, Convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 ;
  - La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 
- La tenue de comité stratégique des 3 PLIE du territoire Marseille Provence du 27 Septembre 2017 ;
  - L'avis favorable du comité de pilotage du PLIE MP Centre.
  - La lettre de saisine du Président de la Métropole,
  - L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui a succédé à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est devenue Organisme Intermédiaire (OI) gestionnaire des crédits du FSE ;

- Qu'il y a lieu de poursuivre l'action des trois PLIE du territoire Marseille Provence en l'adaptant au contexte économique et social actuel des territoires, aux politiques de l'emploi des partenaires et aux exigences du FSE.
- Qu'il existe une demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole d'accord pour la mise en œuvre du PLIE Marseille-Provence Centre ci-annexé pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2022.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole et tout document permettant sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**EMP 002-2894/17/BM**

**■ Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est - Approbation d'un protocole d'accord 2018-2022  
MET 17/5346/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole, compétente dans le domaine, développe une stratégie métropolitaine en matière d'insertion par l'activité économique.

A l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence, cette intervention repose sur trois Plans Locaux pour l'Insertion et l'emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

L'objectif est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles.

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du

développement social d'un même territoire, permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. La Métropole soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent pour chacun d'entre eux leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

La Métropole, qui a succédé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est désormais organisme intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen des trois PLIE du territoire. Cela permet une gestion et un contrôle centralisé des opérations cofinancées par le FSE, dans le respect d'un pilotage propre à chaque PLIE et adapté aux enjeux spécifiques de chaque territoire, constitue une avancée pour la sécurisation des opérateurs.

Les partenaires des 3 PLIE (l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole, les communes concernées, la DIRECCTE-FSE), qui ont confié le soin aux instances partenariales de chacun des 3 PLIE d'élaborer ces nouveaux projets, ont souhaité, lors d'un comité stratégique du 27 octobre 2017, mettre en œuvre pour la période 2018-2022 les trois nouveaux protocoles PLIE du territoire Marseille Provence.

L'objectif général de ces nouveaux protocoles étant, d'une part de poursuivre l'action engagée dans le cadre des PLIE en l'adaptant au contexte économique et social actuel de chacun des territoires tel que défini dans le diagnostic de chacun des trois PLIE et, d'autre part d'harmoniser la mise en œuvre des trois PLIE du territoire Marseille Provence en cohérence avec les politiques de l'emploi des partenaires et les exigences du Fonds Social Européen (FSE)\*.

A cela, les adhérentes des 3 PLIE devront rassembler 60% de personnes allocataires du RSA ainsi qu'une proportion de personnes issues de territoires Politiques de la Ville répartie comme suit :

- PLIE MP Est : 20% en Quartier de Veille Active,
- PLIE MP Centre : 50% en Quartier Politique de la Ville,
- PLIE MP Ouest : 20% en Quartier Politique de la Ville.

Le protocole d'accord actuel du PLIE MP Est concerne les communes de Carnoux-en-Provence, Cassis, Ceyreste, Gémenos, La Ciotat, Roquefort-la-Bédoule et se termine au 31 décembre 2017. En terme de bilan, ce dernier aura permis l'accueil de 962 personnes (au 31/05/2017) éloignées de l'emploi parmi lesquelles 50% de bénéficiaires du RSA et, pour la moitié d'entre eux l'intégration dans un emploi durable d'une durée d'au moins 6 mois.

*\* Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 / Axe prioritaire 3 « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion » / Priorité d'Investissement 9.1 « l'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi » / Objectifs Spécifiques (OS) qui sont : **OS1** : Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale – **OS2** : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion – **OS3** : Développer des projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.*

Les objectifs quantitatifs et qualitatifs du PLIE MP Est, pour 2018 à 2022, tels que décrits au nouveau protocole sont les suivants : d'apporter un accompagnement individuel, personnalisé et renforcé à 1.375 personnes (dont 250 personnes issues du précédent protocole), soit en moyenne 450 par an dont 225 nouvelles entrées annuelles et contribuer à la sortie positive vers l'emploi de 112 personnes par an.

Ces objectifs ont fait l'objet d'un échange par les partenaires des trois PLIE lors du comité stratégique du 27 septembre 2017.

Les contributions financières annuelles des différents partenaires sont les suivantes :

- L'Etat s'engage à favoriser la mobilisation de l'ensemble des moyens de droit commun au titre de l'emploi dont il dispose.
- La participation de la Région sera définie ultérieurement dans le cadre de son assemblée délibérante.
- Le Conseil Départemental intervient à hauteur de 210 000 € pour 2018.
- La Ville de La Ciotat apporte au PLIE des contributions sous forme de mise à disposition de locaux d'une superficie d'environ 171 m<sup>2</sup>,
- Le Fonds Social Européen (FSE) ; par le biais des OS1, OS2, OS3 ; intervient à hauteur de 319.707 € à titre indicatif pour 2018, en sus du soutien financier à l'assistance technique mise en place par la Métropole et aux actions transverses,
- En ce qui concerne la Métropole, son concours annuel est défini sous réserve de l'annualité budgétaire. Il s'élève pour les trois PLIE de son territoire au montant de 1.330.000 € dont une subvention accordée pour la mise en œuvre sur le bassin Est de l'accompagnement à l'emploi, d'actions en direction des acteurs économiques, notamment l'introduction de clauses d'insertion dans les marchés, d'un montant annuel maximum de 130.000 €

La répartition de cette enveloppe globale sur ces postes de dépenses est indicative et pourrait être

précisée à l'occasion de la préparation de la programmation annuelle.

Le comité de Pilotage est co-présidé et co-animé par l'Etat représenté par le Préfet ou son représentant et par la Ville de La Ciotat représentée par le Maire ou son représentant. Ce dernier sera constitué comme suit :

- Le territoire Marseille Provence est représenté par son Président ou son représentant,
- La Ville de La Ciotat représentée par le Maire ou son représentant,
- La Région et le Département sont représentés par le Président(e) ou son représentant(e)
- l'Etat, par 2 représentants,
- La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par son conseiller délégué à l'emploi, l'insertion, l'économie sociale solidaire
- Pôle Emploi représenté par son Directeur Territorial ou son représentant,
- Enfin, La structure d'animation du PLIE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020,
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir,
- La délibération 19 octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la désignation de la Métropole Aix-Marseille Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain,
- La délibération du 19 octobre 2017, Convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et Métropole Aix Marseille Provence pour la

mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020,

- La délibération du 19 octobre 2017 du Bureau de Métropole concernant la demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La tenue de comité stratégique des 3 PLIE du territoire Marseille Provence du 27 septembre 2017,
- L'avis favorable du comité de pilotage du PLIE MP Est,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole,
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole, qui a succédé à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est devenue Organisme Intermédiaire (OI) gestionnaire des crédits du FSE ;
- Qu'il y a lieu de poursuivre l'action des trois PLIE du territoire Marseille Provence en l'adaptant au contexte économique et social actuel des territoires, aux politiques de l'emploi des partenaires et aux exigences du FSE.
- Qu'il existe une demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole d'accord pour la mise en œuvre du PLIE Marseille-Provence Est ci-annexé pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2022.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer

ce protocole et tout document permettant sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **EMP 003-2895/17/BM**

#### **■ Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest - Approbation d'un protocole d'accord 2018-2022 MET 17/5349/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole, compétente dans le domaine, développe une stratégie métropolitaine en matière d'insertion par l'activité économique.

A l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence, cette intervention repose sur trois Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

L'objectif est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles.

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du développement social d'un même territoire, permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. La Métropole soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent pour chacun d'entre eux leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

La Métropole, qui a succédé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est désormais organisme intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen des six PLIE de son territoire. Cela permet une gestion et un contrôle centralisé des opérations cofinancées par le FSE, dans le respect d'un pilotage propre à chaque PLIE et adapté aux enjeux spécifiques de chaque territoire, constitue une avancée pour la sécurisation des opérateurs.

Les partenaires des 3 PLIE (l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole, les communes concernées, la DIRECCTE-FSE), qui

ont confié le soin aux instances partenariales de chacun des 3 PLIE d'élaborer ces nouveaux projets, ont souhaité, lors d'un comité stratégique du 27 Octobre 2017, mettre en œuvre pour la période 2018-2022 les trois nouveaux protocoles PLIE du territoire Marseille Provence.

L'objectif général de ces nouveaux protocoles étant, d'une part de poursuivre l'action engagée dans le cadre des PLIE en l'adaptant au contexte économique et social actuel de chacun des territoires tel que défini dans le diagnostic de chacun des trois PLIE et, d'autre part d'harmoniser la mise en œuvre des trois PLIE du territoire Marseille Provence en cohérence avec les politiques de l'emploi des partenaires et les exigences du Fonds Social Européen (FSE)\*.

A cela, les adhérentes du PLIE devront rassembler 60% de personnes allocataires du RSA ainsi qu'une proportion de personnes issus de territoires Politiques de la Ville répartie comme suit :

- PLIE MP Est : 20% en Quartier de Veille Active,
- PLIE MP Centre : 50% en Quartier Politique de la Ville,
- PLIE MP Ouest : 20% en Quartier Politique de la Ville.

Le protocole d'accord actuel du PLIE MP Ouest concerne les communes Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, le Rove, Marignane, Saint-Victoret et Sausset-les-Pins et se termine au 31 décembre 2017. En terme de bilan, ce dernier aura permis l'accueil de 1 367 personnes éloignées de l'emploi parmi lesquelles 82% de bénéficiaires du RSA et, près de la moitié d'entre eux l'intégration dans un emploi durable d'une durée d'au moins 6 mois.

*\* Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 / Axe prioritaire 3 « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion » / Priorité d'Investissement 9.1 « l'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi » / Objectifs Spécifiques (OS) qui sont : **OS1** : Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale – **OS2** : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion – **OS3** : Développer des projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.*

Les objectifs quantitatifs et qualitatifs du PLIE MP Ouest, pour 2018 à 2022, tels que décrits au nouveau protocole sont les suivants : d'apporter un accompagnement individuel, personnalisé et renforcé à 1 500 personnes (300 personnes étant issues du précédent Protocole), soit en moyenne 540 par an dont 240 nouvelles entrées annuelles et contribuer à la sortie positive vers l'emploi de 120 personnes par an.

Ces objectifs ont fait l'objet d'un échange par les partenaires des trois PLIE lors du comité stratégique du 27 Septembre 2017.

Les contributions financières annuelles des différents partenaires sont les suivantes :

- L'Etat s'engage à favoriser la mobilisation de l'ensemble des moyens de droit commun au titre de l'emploi dont il dispose.
- La participation de la Région sera définie ultérieurement dans le cadre de son assemblée délibérante.
- Le Conseil Départemental intervient à hauteur de 160.000 € pour 2018.
- Le Fonds Social Européen (FSE) ; par le biais des OS1, OS2, OS3 ; intervient à hauteur de 337.245 € à titre indicatif pour 2018, en sus du soutien financier à l'assistance technique mise en place par la Métropole et aux actions transverses. L'attribution effective de ces subventions est indicative et sera définitive après accord par l'autorité de gestion, l'Etat, et certification par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP),
- En ce qui concerne la Métropole, son concours annuel est défini sous réserve de l'annualité budgétaire. Il s'élève pour les trois PLIE de son territoire au montant de 1.330.000 € dont une subvention accordée pour la mise en œuvre sur le bassin Centre de l'accompagnement à l'emploi, d'actions en direction des acteurs économiques, notamment l'introduction de clauses d'insertion dans les marchés, d'un montant annuel maximum de 135.000 €

La répartition de cette enveloppe globale sur ces postes de dépenses est indicative et pourrait être précisée à l'occasion de la préparation de la programmation annuelle.

Le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence ou son mandataire assure la présidence du Comité de Pilotage. Il peut être représenté par l'un des conseillers territoriaux concernés. Le Préfet ou son mandataire copréside ce Comité. Ce dernier sera constitué comme suit :

- Le territoire Marseille Provence est représenté par son Président ou son représentant et huit conseillers territoriaux, les maires des communes concernées,
- La Région et le Département sont représentés par le/la Président(e) ou son/sa représentant(e)
- l'Etat, par 2 représentants,
- La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par son conseiller délégué à l'emploi, l'insertion, l'économie sociale solidaire

- Enfin, l'association d'animation du PLIE « Association du PLIE MP OUEST ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération du 19 octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la désignation de la Métropole Aix-Marseille Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération du 19 octobre 2017, Convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et Métropole Aix-Marseille Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La tenue de comité stratégique des 3 PLIE du territoire Marseille Provence du 27 Septembre 2017 ;
- L'avis favorable du comité de pilotage du PLIE MP Ouest.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole,
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Que la Métropole, qui a succédé à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est devenue Organisme Intermédiaire (OI) gestionnaire des crédits du FSE ;
- Qu'il y a lieu de poursuivre l'action des trois PLIE du territoire Marseille Provence en l'adaptant au contexte économique et social actuel des territoires, aux politiques de l'emploi des partenaires et aux exigences du FSE.
- Qu'il existe une demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé le protocole d'accord pour la mise en œuvre du PLIE Marseille-Provence Ouest ci-annexé pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2022.

### Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole et tout document permettant sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **EMP 004-2896/17/BM**

### **■ Approbation du nouveau protocole pour le 5ème Plan Local 2018-2022 pour l'Insertion et l'Emploi du Pays d'Aix MET 17/5277/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 4ème PLIE communautaire arrivant à son terme le 31 décembre 2017, il est proposé de pérenniser ce dispositif destiné à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes en grande difficulté, en autorisant la signature avec l'Etat, le Conseil Régional PACA et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône d'un nouveau protocole portant sur la période 2018-2022.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 précisent que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions

publiques, au plan local, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

Par décision du 20 juillet 2001, le Conseil communautaire de la CPA a déclaré d'intérêt communautaire la mise en œuvre du PLIE sur le territoire du Pays d'Aix et a délibéré favorablement sur le principe de sa mise en œuvre (délibération n°2001\_B118), au titre d'un dispositif contractuel de développement local et d'insertion professionnelle et sociale d'intérêt communautaire.

A ce titre, le PLIE a pour fonction non seulement d'être une plate-forme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Le PLIE s'inscrit dans le Cadre de Référence Stratégique National de la France (CRSN), qui définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

La stratégie d'intervention du FSE pour 2014-2020 s'inscrit dans le contexte d'une crise économique et sociale majeure. L'action du fonds vise à corriger les déséquilibres structurels du marché du travail et à faire face aux conséquences des difficultés sociales accrues, engendrées par la crise. Il vise ainsi le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi et des inactifs. Le FSE a vocation à couvrir prioritairement les actions menées au titre des objectifs thématiques 8 – « Promouvoir l'emploi et soutenir la mobilité au travail » et 9 – « Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté ».

Le programme opérationnel se décline ensuite en axes stratégiques d'intervention ; Trois des axes de ce programme correspondent aux missions conduites dans le cadre de ce dispositif :

- Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat ;
- Anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels ;
- Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion.

Si le cadre réglementaire européen a été modifié dans son architecture, la philosophie et les résultats attendus confortent l'action des PLIE et permet le développement d'actions nouvelles dans les domaines de l'Insertion par l'Activité Économique et de l'Économie Sociale et Solidaire.

L'action du Pays d'Aix, dans le domaine de l'emploi et de l'insertion s'inscrit dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.), qui repose sur une programmation commune, bâtie avec les services de l'État, de la Région PACA et du Département des

Bouches-du-Rhône, sur les objectifs spécifiques de l'intervention du Fonds Social Européen (F.S.E.).

Le PLIE 2018-2022 sera le 5ème PLIE après les PLIE 2002-2006, 2007, 2008-2012 et 2013-2017.

Le quatrième PLIE communautaire, pour les années 2013-2017, a posé comme objectif la mobilisation de l'ensemble des moyens existants sur l'ensemble du territoire communautaire, à l'attention de personnes en difficulté particulière d'insertion socioprofessionnelle, et notamment un accompagnement personnalisé par la construction d'étapes de parcours vers l'emploi stable et durable.

Le PLIE du Pays d'Aix assurera, pour le compte des signataires du Protocole 2018-2022, une ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à la mise à l'emploi de ses participants.

Conformément à l'article 11 du Protocole, le PLIE sollicite les financements des signataires du protocole, Conseil Régional PACA, Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, du Fonds Social Européen.

En ce qui concerne le Fonds Social Européen, le PLIE répond à trois objectifs spécifiques du Programme Opérationnel National 2014-2020 en région PACA pour l'Emploi et l'Inclusion en Métropole.

– Objectif Spécifique 1 : « Augmentation du nombre de parcours intégré d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale »

– Objectif Spécifique 2 : « Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion »

– Objectif Spécifique 3 : « Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire »

Sur le volet « Accompagnement des participants à l'emploi » une convention de partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône permettra à la Métropole de percevoir et de redistribuer sur la programmation des prochaines années la dotation du département au titre de sa participation au Plan dans ce domaine (en 2018 la subvention accordée par le CD13 s'élève à 470,000 €). Cette convention de partenariat assurera la coordination des politiques d'insertion territoriales permettant ainsi d'offrir aux participants du PLIE une égalité de traitement sur l'ensemble du territoire du Pays d'Aix.

En dernier lieu, la Métropole sollicitera, durant la durée du protocole, un financement particulier auprès de la Région PACA sur les missions que le service conduit, à savoir, l'accompagnement des publics, la relation avec le monde économique et la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion.

Dans le cadre du Pacte de Gouvernance, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a délégué aux territoires la mise en œuvre des politiques d'Insertion et d'Emploi, notamment aux Directions de l'Emploi via les services PLIE. Le PLIE reste donc un dispositif territorialisé porté en régie interne en ce qui concerne le Territoire du Pays d'Aix.

La future accréditation de la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'organisme intermédiaire de gestion permettra au PLIE de répondre à un appel à projet lancé par la Métropole sur les trois axes du FSE préalablement cités.

#### Le cinquième PLIE du Pays d'Aix va porter sur les 5 prochaines années (2018-2022).

L'objectif de ce Plan est de mobiliser, sur l'ensemble du territoire, à l'attention de 5.700 personnes accompagnées, l'ensemble des moyens existants et mis en œuvre par les signataires du présent protocole. Parmi ces personnes accompagnées, 3.420 personnes seront bénéficiaires du RSA socle soit 60 % des publics accompagnés.

L'objectif du présent protocole est également de définir des résultats quantifiables en matière de placement en emploi et d'accès à la qualification. Au total, ce sont, au minimum, 50% de participants pour lesquels le PLIE devra trouver une solution positive (42% de participants du Plan devront sortir en emploi stable et durable et 8 % en formation qualifiante).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 précisant que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La délibération n° 2012\_A182 du Conseil communautaire de la CPA du 29 novembre 2012 approuvant les termes du protocole du quatrième PLIE 2013-2017;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération EMP 006-482/16BM du Bureau de la Métropole 30 juin 2016 autorisant le Président à solliciter des fonds européens et notamment du FSE ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Protocole 2018-2022 ci-annexé, relatif au cinquième PLIE du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et l'ensemble des documents afférents.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des financements européens ainsi que ceux des autres partenaires financiers signataires du présent protocole.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - Territoire du Pays d'Aix service 9 « Fonds social Européen » chapitre 74 nature 788.  
Les recettes seront constatées sur le budget de la Métropole en recettes de fonctionnement sur le service 9 « Fonds social Européen » chapitre 74 nature 788.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**EMP 005-2897/17/BM**

**■ Approbation d'un avenant au protocole d'accord du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire Istres-Ouest Provence 2015-2019  
MET 17/5647/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente dans le domaine, développe une stratégie en matière d'Insertion, d'Emploi et d'Économie Sociale et Solidaire.

Le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence est compétent pour l'animation des dispositifs d'insertion par l'activité économique.

A l'échelle du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, cette intervention repose entre autre sur le Plan local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) dont le protocole d'accord a été conclu pour la période 2015-2019.

Le PLIE poursuit l'objectif de favoriser, par la mise en œuvre de parcours d'insertion individualisés, l'accès à l'emploi ou la qualification des personnes les plus en difficultés.

La Métropole soutient les structures associatives d'animation des PLIE, tel que prévu au protocole d'accord définissant le contexte, les enjeux et les objectifs, ainsi que les engagements financiers de chacun des partenaires (Etat, Région, Département, Métropole).

Le cadre européen est marqué par le nouveau Programme Opérationnel National Fonds Social Européen, pour les années 2014-2020 (PON FSE 2014-2020) et l'accréditation de la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'organisme intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE pour le compte des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain (PLIE).

En tant qu'organisme intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE, la Métropole est chargée de fonctions essentielles relatives à la gestion de la subvention globale FSE, telles que le contrôle des opérations au niveau du suivi de l'exécution des opérations, le recueil et le renseignement des indicateurs d'évaluation, le contrôle du service fait et le paiement mais également des obligations en matière de respect des critères d'éligibilité et de communication, définis par la réglementation européenne.

Dans ce contexte, sur proposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les signataires du protocole d'accord conviennent de la signature du présent avenant afin de prendre en compte le rôle de la Métropole dans les nouvelles modalités de financement du PLIE Istres-Ouest Provence.



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 19 octobre 2017, PON FSE 2014-2020, avis de principe relatif à la désignation de la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité d'organisme intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain ;
- Le protocole d'accord du PLIE Istres-Ouest Provence signé par les partenaires pour la période 2015-2019 ;
- La décision du Comité de pilotage du PLIE Istres-Ouest Provence réunit le 12 mai 2017 de procéder à l'élaboration d'un avenant au protocole 2015-2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant, ci-annexé, au protocole d'accord 2015-2019 du PLIE Istres-Ouest Provence relatif à la modification du préambule et de l'article 8.1 du protocole d'accord 2015-2019 du PLIE Istres-Ouest Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**EMP 006-2898/17/BM**

**■ Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays de Martigues - Approbation et Signature du Protocole d'Accord 2018-2022  
MET 17/5924/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière d'emploi, formation professionnelle et insertion, le Territoire du Pays de Martigues fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a soutenu depuis plusieurs années, la création et le renouvellement du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues et a inscrit l'accès à l'emploi, l'insertion professionnelle parmi ses principales priorités.

Afin de mettre en œuvre sa politique et son plan d'actions dont l'un des principaux éléments est le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi qui a pour objet de faciliter l'accès à l'emploi des personnes en grande difficulté d'insertion sociale et professionnelle dans le cadre de parcours individualisés permettant d'associer accueil, accompagnement social, orientation, formation, insertion et suivi. Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi met en cohérence l'ensemble des interventions publiques et privées : c'est donc à la fois un ensemble de gestion de parcours individualisés, et de la plate-forme de coordination de l'insertion et de l'emploi pour les publics dont il a la charge.

La Direccte Provence-Alpes-Côte d'Azur Service Europe pour le Fonds Social Européen, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et le Conseil Départemental 13, engagés depuis le 1er janvier 2013 dans les protocoles 2013-2017 des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi s'associent à la Métropole Aix-Marseille Provence - Territoire du Pays de Martigues dans l'élaboration et la réalisation conjointe du nouveau Plan Local Pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi 2018-2022, joint au rapport.

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue une plate-forme de mise en cohérence des actions développées sur le Territoire du Pays de Martigues afin de favoriser, par la mise en œuvre de parcours d'insertion individualisés, l'accès à l'emploi ou à la qualification des personnes les plus en difficultés du territoire.

Son territoire d'intervention est celui du Territoire du Pays de Martigues. Il comprend donc les 3 communes: Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-Les-Remparts.

Les publics du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi se comptent parmi les publics prioritaires des politiques de l'insertion, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Il s'agit de personnes cumulant des difficultés d'ordre social et professionnel pour lesquelles les seules mesures de droit commun sont insuffisantes pour permettre leur retour à l'emploi.

La capacité et la volonté de ces personnes à s'inscrire dans un parcours d'insertion professionnelle seront évaluées positivement par l'accompagnateur à l'emploi dans le cadre de la phase exploratoire, en amont d'une éventuelle entrée dans le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.

Les Fonds publics locaux, nationaux et communautaires seront mobilisés dans le cadre de la mise en œuvre pluriannuelle des objectifs du Plan.

Les signataires s'engagent à maintenir leur niveau de participation financière pour la durée du Plan. Cet engagement est effectué sous réserve des évaluations annuelles, ainsi que pour ce qui concerne l'Etat du vote des crédits de la Loi de finances, pour ce qui concerne la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental 13, la Métropole Aix-Marseille-Provence, de l'approbation des instances délibératoires compétentes.

Cofinancés par les partenaires signataires, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi bénéficient de financements européens dans le cadre du Programme Opérationnel National 2014-2020 Emploi et Inclusion au titre de l'axe 3 :

- Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat ;
- Anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels ;
- Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi s'inscrivent dans le Cadre de Référence Stratégique National de la France.

Ce cadre définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont un des instruments inscrits dans l'orientation stratégique du soutien de l'emploi, de la valorisation du capital humain et de l'inclusion sociale.

Cinq des sept priorités de cette orientation stratégique concernent les PLIE :

- Contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques,
- Améliorer l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi,
- Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les discriminations pour l'inclusion sociale,

- Investir dans le capital humain par le biais de la formation et de l'adaptation pédagogique aux publics du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi,
- Développer des partenariats et la mise en réseau pour l'emploi et l'inclusion.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions précise que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

A ce titre, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a pour fonction non seulement d'être une plate-forme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays de Martigues va porter sur les 5 prochaines années soit de 2018 à 2022.

L'objectif de ce Plan est d'accompagner sur sa durée 1 250 personnes dont 60% seront bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active dont socle. Mais également de mobiliser l'ensemble des moyens existants et mis en œuvre par les signataires du présent protocole.

L'objectif du présent protocole est également de définir des résultats quantifiables en matière de placement en emploi et d'accès à la qualification.

Au total, ce sont, au minimum, 50% de participants pour lesquels le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays de Martigues devra trouver une solution positive, 42% des participants devant sortir en emploi stable et durable et 8 % au titre d'une formation qualifiante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au

Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière d'emploi, formation professionnelle et insertion.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Protocole 2018-2022 ci-annexé, relatif au Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays de Martigues.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

**EMP 007-2899/17/BM**

**■ Demande de subventions à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues  
MET 17/5839/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de leurs compétences en matière d'emploi, de formation et d'insertion le Territoire du Pays d'Aix et le Territoire du Pays de Martigues fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, ont soutenu depuis plusieurs années, la création et le renouvellement des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les protocoles 2013-2017 des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, signés par la Direction Provence-Alpes-Côte d'Azur Service Europe pour le Fonds Social Européen, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et le Conseil Départemental 13 constituent le cadre d'intervention de l'animation territoriale conduite dans le cadre de ces dispositifs. Ces protocoles arrivant à leur terme au

31 décembre 2017, les nouveaux protocoles porteront sur la période 2018-2022.

Cofinancés par les partenaires signataires, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi bénéficient de financements européens dans le cadre du Programme Opérationnel National 2014-2020 Emploi et Inclusion au titre de l'axe 3.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi s'inscrivent dans le Cadre de Référence Stratégique National de la France.

Ce cadre définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont un des instruments inscrits dans l'orientation stratégique du soutien de l'emploi, de la valorisation du capital humain et de l'inclusion sociale.

Cinq des sept priorités de cette orientation stratégique concernent les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi :

- Contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques ;
- Améliorer l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi ;
- Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les discriminations pour l'inclusion sociale ;
- Investir dans le capital humain, la formation et l'adaptation pédagogique aux publics du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi ;
- Développer des partenariats et la mise en réseau pour l'emploi et l'inclusion.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions précise que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

A ce titre, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a pour fonction non seulement d'être une plate-forme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Dans ce cadre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sollicite le renouvellement de la subvention de fonctionnement auprès du Conseil Régional à hauteur

de 50 000 euros au titre des actions relations avec le monde économique et mise en œuvre de la clause sociale pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays d'Aix et à hauteur de 40 500 euros au titre des actions relations avec le monde économique, la mise en œuvre de la clause sociale et de la promotion de la formation pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 précisant que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter les deux subventions pour l'année 2018 d'un montant global de 90 500 euros auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre des Plans locaux pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 50 000 euros et du Territoire du Pays de Martigues à hauteur de 40 500 euros conformément aux dossiers de demandes de subventions ci-annexés.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions attributives de subventions ainsi que l'ensemble des documents y afférents.

#### **Article 3 :**

La recette de 90 500 euros sera constatée en recette de fonctionnement au chapitre 74 Nature 7472 du budget de la Métropole 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **EMP 008-2900/17/BM**

#### **■ Demande de subventions d'investissement relatives à la construction et l'équipement du nouveau CFA du Pays d'Aix MET 17/5263/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est organisme gestionnaire d'un Centre de Formation d'Apprentis situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence. Ce CFA reçoit en formation par apprentissage des jeunes en provenance de toutes les communes de la Métropole. Le projet de construction d'un nouveau bâtiment pour accueillir ce CFA qui est aujourd'hui trop à l'étroit dans des locaux inadaptés et obsolètes en termes techniques et de réglementation du travail peut faire l'objet d'un cofinancement de la part des partenaires institutionnels, consulaires, financiers et privés qui partagent avec la Métropole la responsabilité de la formation et de l'emploi des jeunes du territoire dans les entreprises locales, PME-TPE et artisans du territoire. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation à la construction et à l'équipement du futur bâtiment sur le site prévu au Plan d'Aillane dans la zone d'activité d'Aix les Milles.

### **Descriptif de l'opération concernée :**

Le Conseil communautaire de la CPA a décidé en 2013 la construction d'un nouvel équipement sur le site du Plan d'Aillane au cœur de la zone d'activités des Milles et à proximité immédiate de la future gare multimodale, dans une zone économique en plein essor.

Le nouvel équipement occupera environ 7500m<sup>2</sup> au lieu des 4000 actuels permettant ainsi d'absorber une augmentation des effectifs jusqu'à 1 500 apprentis et de projeter l'ouverture de nouvelles formations en fonction de l'évolution des besoins de formations du tissu économique métropolitain (petite enfance, services à la personne,...).

Outre le fait de répondre aux normes techniques et pédagogiques en vigueur dans chacun des 12 métiers enseignés, une large place sera faite à l'innovation, notamment dans le domaine du numérique. Un rapprochement avec des projets de la French Tech sur la Métropole (The Camp, Voyage privé...) est déjà engagé.

L'étude préalable réalisée en 2014 par un cabinet d'experts a conduit en 2015 à la confirmation du projet par le Conseil de la Communauté du Pays d'Aix.

La réalisation a été confiée à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires en 2015, celle-ci a immédiatement lancé une procédure de concours en conception-réalisation.

5 groupements d'entreprises ont répondu en 2015 à l'appel d'offres émis par la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Ce concours a distingué en septembre 2016 le travail du groupement BATTESTI/BEC. Après la phase d'avant-projet détaillé, la mise en œuvre technique s'organise désormais autour de la remise du dossier PRO et du permis de construire et permet d'envisager un début de travaux en 2018 et une ouverture à la rentrée 2020 du nouveau CFA.

L'aspect environnemental du projet a été respecté par les concepteurs qui ont opté pour un bâtiment capable d'atteindre le niveau BEPOS passif (bâtiment à très faible consommation).

Le projet apportera au secteur de la Zone d'Activités des Milles une nouvelle dimension en matière de formation professionnelle des jeunes et d'emploi. Le CFA du Pays d'Aix rejoindra ainsi le CFA du BTP PACA, dont l'organisme gestionnaire est l'AFBTP (association pour la formation du BTP) et permettra de regrouper un potentiel de plus de 2400 apprenants sur le secteur dans ce qui deviendrait le plus grand pôle de formation professionnelle de la région PACA.

L'opération envisagée est inscrite en AP au budget de la Métropole sous l'intitulé : construction du futur CFA

sous le N° d'AP : DI4161AP, le montant prévisionnel de l'AP s'élève à 25,52 M€.

La présente délibération vise à approuver les demandes de subventions auprès de tout organisme susceptible d'apporter une contribution financière.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 25 520 000 euros HT.

### **Organismes financeurs à solliciter**

La Métropole va faire appel à tous ses partenaires institutionnels, acteurs de l'apprentissage et de l'alternance :

• **La Région PACA :** Dès 1983 la Région s'est vue confier la compétence de formation professionnelle des jeunes et des demandeurs d'emplois, ainsi que des politiques d'apprentissage. Les lois de 1993 et 2004 ont renforcé la place de la Région. La Loi Formation Professionnelle du 5 mars 2014 a achevé le transfert de l'ensemble de la compétence formation aux Régions:

- mise en place du Service public régional de l'orientation,
- création d'un Service public régional de la formation professionnelle,
- possibilité pour les Régions de recourir aux habilitations,
- transfert aux Régions de la formation des publics spécifiques : détenus, handicapés, illettrés.

La convention quinquennale 2017-2021, signée en mars 2017 entre la Métropole Aix-Marseille -Provence et la Région PACA prévoit au Titre V - Sous titre B - Article XXV-3 que « la Région s'engage auprès des CFA afin d'accueillir les apprentis dans les meilleures conditions, et subventionnera, selon ses priorités, les travaux et l'acquisition des équipements indispensables à la mise en œuvre des formations ».

Cette subvention régionale d'investissement intervient jusqu'à 80 % du coût de l'opération pour les CFA gérés par un organisme public.

La totalité des 900 apprentis du CFA sont issus de la Région PACA.

**Il est donc envisagé de demander une subvention d'au moins 50 % du montant de l'opération.**

• **Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône :** sera sollicité au titre de sa compétence en matière d'action sociale, pour les équipements psycho-sociaux, sportifs et culturels. Le futur CFA sera équipé de bureaux destinés à accueillir les intervenants du Conseil Départemental (assistante sociale et psychologue de la PMI), un centre de documentation et d'information emploi-métiers ouvert à tous, des installations sportives et une salle de conférence pour les apprentis, qui pourront également

être mises à la disposition des associations sportives et culturelles en dehors des heures scolaires.

Il est envisagé de demander au CD 13 **une subvention correspondant à 80 % du montant des travaux concernés par ces équipements sociaux, économiques, culturels et sportifs pour un montant estimé à environ 2 000 000 d'Euros.**

• **Autres partenaires :** il est enfin envisagé de faire appel à tous les autres partenaires de la formation professionnelle et de l'apprentissage qui bénéficient directement ou indirectement de l'action du CFA dans leur secteur d'activité, notamment par la création d'emplois qualifiés dans les entreprises : les Chambres de Commerce et les Chambres de Métiers de PACA, les Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (FAFIH hôtellerie, ANFA automobile, FORCO

commerce, etc) et les syndicats professionnels des différents métiers enseignés au CFA, boulangerie, pâtisserie, coiffure, esthétique, art floral, automobile, commerce et distribution, métiers de l'hôtellerie pour des montants qui seront à déterminer en partenariat avec les exécutifs de ces institutions. La liste indiquée n'est pas exhaustive.

Le montant envisagé pour l'ensemble de ces partenaires est évalué à 5 % du montant de l'opération.

Ce type de projet doit pouvoir bénéficier de financements européens qui seront explorés, notamment le « programme européen pour l'éducation 2014-2020 ».

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
- Région PACA Subvention régionale d'investissement	50%	12 760 000 euros
- Conseil Départemental 13 subventions d'investissement pour le sport, la culture, l'économie et l'environnement.	8 %	2 000 000 euros
- autres partenaires :	5 %	1 276 000
	63 %	16 036 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	37 %	9 484 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail et notamment les articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et L'État ;

- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre la réalisation de l'opération de construction du nouveau Centre de Formation d'Apprentis au Plan d'Aillane.

**Délibère**

## **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de l'Etat, des partenaires de la formation professionnelle et de l'apprentissage, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération dont le coût est estimé à 25 520 000 € HT.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017, 2018 et suivants à la ligne de crédits 3225, nature 238 fonction 25.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en section d'investissement – Autorisation de Programme N° DI4161AP

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **EMP 010-2902/17/BM**

#### **■ Approbation de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association WIMOOV en matière de mobilité inclusive MET 17/5558/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est forte d'atouts pour devenir une des Métropoles les plus compétitives, notamment au regard des potentiels en matière d'emploi; dans ce contexte, la Métropole ambitionne un développement économique destiné à faciliter l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale notamment des populations les plus fragiles, et de soutenir les initiatives et les acteurs favorisant cet objectif d'équilibre territorial.

En même temps que la Métropole se destine à faire de son territoire un lieu de performance économique, elle doit pouvoir concilier un développement équilibré de son territoire sur la question de la solidarité pour devenir un lieu de performance également sociale.

De grands enjeux nous attendent à plus ou moins long terme, tels que la création d'emplois sur le territoire métropolitain, le soutien d'un développement économique plus équilibré qui se traduit, notamment, par l'égalité d'accès de tous au monde du travail, en tant que condition d'insertion d'un public éloigné de l'emploi.

La mobilité apparaît comme un des premiers éléments déterminant dans la réussite du parcours d'insertion voire un facteur clé d'insertion et d'accès à l'emploi réussi. En effet, un des premiers freins d'accès à l'emploi pour un public en insertion, porte sur des problèmes liés à la capacité de se déplacer d'un point de vue géographique et économique, en raison de son coût, notamment mais également du point de vue des freins psychosociaux qui conditionnent la perception du territoire et de son usage. Par ailleurs, on constate qu'un certain nombre d'employeurs rencontrent des difficultés de recrutement voire même renoncent à pourvoir un emploi en raison de difficulté liée à la mobilité dans des secteurs d'activité comme celui de l'aide à domicile notamment.

Compte tenu du public en difficulté d'insertion sociale et professionnelle, la mobilité doit s'appréhender à la fois comme l'apport de réponses financières et matérielles mais également de réponses pédagogiques, d'informations et de conseils, de sorte que, sur le territoire métropolitain, puissent coexister, à côté de l'accompagnement individualisé à l'emploi, notamment dans le cadre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des dispositifs d'accompagnement à la mobilité des publics précaires, présentant l'autonomie en mobilité comme le gage d'une insertion socioprofessionnelle réussie.

La mobilité apparaît donc comme un des facteurs majeurs de l'intégration sociale et la Métropole souhaite agir en faveur d'une mobilité inclusive, accessible à tous et gage d'une insertion sociale et professionnelle réussie.

L'association WIMOOV est une association chargée d'accompagner tous les publics en situation de fragilité vers une mobilité durable et autonome en présentant, notamment, des solutions adaptées aux personnes et aux territoires pour que la mobilité ne soit plus un frein à l'insertion professionnelle.

L'association WIMOOV est un acteur national dans le domaine de la mobilité depuis quasiment 20 ans, ce qui lui a permis d'acquérir une expertise reconnue dans le traitement des problématiques de mobilité des publics fragiles et ce, sur des territoires différents : urbains, péri-urbains et ruraux. En 2017, elle porte 25 plateformes de mobilité sur l'ensemble du territoire français avec 91 salariés qui accompagnent chaque année près de 11 000 personnes.

WIMOOV développe, depuis 2007, une plateforme de mobilité sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et a accompagné depuis sa création plus de 6 500 personnes rencontrant des difficultés de mobilité dans leur insertion socioprofessionnelle.

La plateforme de mobilité est un lieu d'accueil et d'accompagnement, qui propose un système de solutions de mobilité, qu'elles soient matérielles (voitures, scooters ou vélos à assistance électrique) ou

pédagogiques (ex : formation, coaching mobilité ou conseil en mobilité individualisé), intégrée aux moyens présents du territoire et adaptées aux besoins de tous les publics en situation de fragilité.

Elle constitue un guichet unique permettant de faciliter et d'accélérer la prise en charge des publics et d'améliorer la visibilité des actions mobilité du territoire pour les publics et les partenaires (prescripteurs et financiers), dans une optique d'accès à l'emploi mais aussi de développement d'une mobilité durable et plus douce (intermodalité, promotion des transports en commun).

WIMOOV affirme sa volonté de pouvoir faire perdurer ses activités sur ses territoires d'intervention et de développer ses actions sur des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence, non desservis par des actions de mobilité inclusive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 084-1364/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le renouvellement de l'adhésion à l'association WIMOOV au regard de son objet social et le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 20 000 euros ;

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement 2017 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **EMP 011-2903/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n° 2 relatif à l'attribution d'une subvention complémentaire d'un montant de 1 444,78 € liée à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel à l'association Transport Mobilité Solidarité au titre de l'exercice 2017  
MET 17/5875/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'insertion qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec l'association Transport Mobilité Solidarité, le 27 mars 2017, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans l'insertion, notamment développer l'accès aux transports et à la mobilité nécessaire à l'insertion sociale et professionnelle des publics jeunes et adultes.

L'association dispose, à cet effet de plusieurs dispositifs, dont fait partie la «plate-forme mobilité » qui a pour objectif de faciliter la mobilité des personnes en démarche d'insertion socioprofessionnelle. De plus, elle permet de lutter contre l'isolement rural, de créer des liens avec le milieu urbain, et enfin de faciliter l'accès aux transports, à la mobilité et à des actions de proximité en permettant d'accomplir des démarches administratives et professionnelles.

Par délibération n° EMP 001-1198/16/BM du 15 décembre 2016, la Métropole a approuvé la convention précitée, et a attribué à l'association une subvention d'un montant de 199 457 € au titre de l'exercice 2017, qui se répartit comme suit :

- Un montant de 184 457 € affecté au dispositif « plateforme mobilité » dont 79 457 € liés à la mise à disposition, à titre onéreux de personnel, auprès de l'association,



- Un montant de 15 000 € affecté au fonctionnement général de l'association.

Toutefois, le montant de la masse salariale des agents ainsi mis à disposition, réajusté en fin d'année, s'avère être de 80 901,78 €. Elle sollicite donc l'intercommunalité pour l'octroi d'une subvention complémentaire de 1 444,78 € (mille quatre cent quarante-quatre euros et soixante-dix-huit centimes), liée à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association, ce qui porte le montant de la subvention pour l'exercice 2017 à 200 901,78 € répartis comme suit :

- 185 901,78 € affectés au dispositif « plateforme mobilité », dont 80 901,78 € au titre de la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association,
- 15 000 € au titre du fonctionnement général.

Conformément à la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 et au décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, la mise à disposition de personnel auprès de cette association est effectuée à titre onéreux.

En ce qui concerne la subvention complémentaire liée à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel, il est précisé qu'il convient de déroger au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2017 eu égard à son objet particulier.

Le montant de la subvention sera imputé au budget de la Métropole 2017, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

portant adoption du règlement budgétaire et financier ;

- La délibération n° EMP 001-1198/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à l'attribution d'une subvention à l'association Transport Mobilité Solidarité ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'association Transport Mobilité Solidarité souhaite développer l'accès aux transports et à la mobilité nécessaire à l'insertion sociale et professionnelle des publics jeunes et adultes.;
- Qu'elle sollicite le Bureau de la Métropole pour l'octroi d'une subvention complémentaire liée à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association au titre de l'exercice 2017 afin de mener à bien cet objectif ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention complémentaire à l'association Transport Mobilité Solidarité d'un montant de 1 444,78 € liée à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel au titre de l'exercice 2017.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant 2 ci-annexé relatif à l'octroi d'une subvention complémentaire à l'association Transport Mobilité Solidarité pour l'exercice 2017.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2017, chapitre 65, nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **EMP 012-2904/17/BM**

### **■ Approbation de la troisième convention cadre pour la Zone Industriale Portuaire de Fos-sur-Mer MET 17/5422/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le cluster industrialo-portuaire de Marseille-Fos rassemble 1500 établissements à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône relevant des cinq grandes familles professionnelles de la chaîne d'activité portuaire : les services aux navires et la logistique maritime, les services à la marchandise et la logistique terrestre, les industriels, les services de supports et les acteurs publics. Fin 2013, ce cluster employait 41 500 salariés répartis sur 62 communes du département.

Dans ce cadre, une convention entre partenaires économiques et acteurs de l'emploi, née en 2008 et renouvelée en 2011, a permis d'anticiper les recrutements de quatre importantes implantations d'entrepôts logistiques sur la zone (300 recrutements au total). Ce bilan quantitatif, loin des premières ambitions, a toutefois permis la fidélisation des entreprises et la mise en place d'une gestion prévisionnelle des emplois et de compétences territoriales au sein de la filière logistique.

Le projet stratégique du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) 2014-2018 exprime l'ambition de faire du Port de Marseille Fos, le plus grand cluster logistique et industriel euro-méditerranéen en lien avec les différents acteurs du territoire. La nouvelle convention porte sur l'accompagnement de la Zone Industriale-Portuaire (ZIP) afin d'anticiper les créations d'emplois issus de différents projets : plateforme mutualisée PIICTO, expérimentations industrielles sur INNOVEX, développement des liaisons ferroviaires et fluviales, développement du parc logistique de la Feuillane...

La convention a pour but de faciliter l'installation ou l'extension des entreprises dans la ZIP tout en proposant une démarche d'accompagnement, d'insertion sociale et professionnelle des demandeurs d'emploi du territoire sur les différents métiers des secteurs concernés : BTP, logistique, industrie, énergie et maritimo-portuaire.

Les objectifs de la convention sont d'identifier les besoins des entreprises et des candidats afin de favoriser une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'emploi.

A ce titre, la convention permet de :

- Partager les études concernant la ZIP ;
- Recenser les projets d'implantation d'entreprises et déterminer les besoins en recrutement ;

- Anticiper, identifier et préparer en permanence les ressources du territoire en fonction de ces besoins ;
- Construire et partager une offre de service et l'adapter aux besoins des entreprises : connaissance du nombre et de la typologie des postes à pourvoir, repérage et présélection des candidats par les partenaires, sélection des candidats par l'employeur, adaptation des candidats par des actions de formation.

La convention formalise les engagements des différents acteurs du service public de l'emploi (l'Etat à travers la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE), Pôle Emploi, la Maison de l'Emploi Ouest Provence, la Métropole Aix-Marseille Provence, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône) avec le GPMM.

Le présent rapport a pour objet d'autoriser la signature, par la Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la 3<sup>ème</sup> convention cadre pour la ZIP de Fos-sur-Mer.

Dans cette convention, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à :

- Partager la connaissance des projets le plus en amont possible ;
- Mobiliser les communes membres ainsi que l'ensemble du réseau des acteurs de l'insertion et de l'emploi, organismes de formations, entreprises, groupements d'entreprises, dans le cadre de coopération à définir, tout particulièrement pour ce qui concerne des besoins qui émergeraient en complémentarité de l'emploi et de la formation (transports, mobilité, logements...) ;
- Mobiliser ses services : Direction Emploi et Insertion Economique et Sociale, Direction du Développement Economique et Attractivité, Direction Mobilité, Déplacements et Transports, Direction du Développement Urbain et les moyens dont ils disposent.

Le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Istres assure le lien entre l'ensemble des partenaires.

Un comité de pilotage constitué de tous les signataires se réunira une fois par an afin de définir les orientations stratégiques et le suivi de la réalisation des actions.

Un comité technique, composé des différents référents, se réunira tous les quatre mois, sous la responsabilité de la DIRECCTE, afin d'assurer la mise en œuvre des plans d'actions. A cet égard, le

Métropole Aix-Marseille-Provence intervient par l'intermédiaire de la Direction Emploi et Insertion Economique et Sociale.

Cette convention est conclue pour une durée de cinq années. Sa reconduction sera soumise à la présentation d'un bilan et des résultats obtenus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il y a intérêt à poursuivre les objectifs de développement économique et d'accompagnement, d'insertion sociale et professionnelle des demandeurs d'emploi du territoire sur les métiers des secteurs concernés afin de favoriser une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'emploi.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la démarche de partenariat, de coopération et de mise en commun de moyen en vue de répondre aux objectifs d'offre et de demande d'emplois générés par le développement de la ZIP de Fos-sur-Mer.

**Article 2 :**

Est approuvée la troisième convention-cadre pour la ZIP de Fos-sur-Mer ci-annexée.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes les dispositions concourant à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Transports,  
Déplacements et Accessibilité"***  
\*\*\*\*\*

**TRA 001-2905/17/BM**

■ **Approbation d'une convention "chèquiers loisirs " Transport interurbain entre la commune d'Aubagne et la Métropole Aix-Marseille Provence MET 17/5805/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de faciliter l'accès à la culture, au sport, aux loisirs, et aux sorties aux jeunes aubagnais, la ville d'Aubagne a mis en place ces dernières années le « Chéquier Loisirs ».

Ce « Chéquier- Loisirs » est délivré gratuitement et sans condition de ressources à tous les jeunes aubagnais âgés de 13 à 25 ans, détenteurs de la carte jeunesse et jusqu'à 30 ans pour les personnes à mobilité réduite.

La Métropole a approuvé au Conseil de décembre 2016 une convention avec la commune d'Aubagne permettant aux détenteurs des chèques loisirs de les utiliser pour acquérir des titres de transports sur le réseau CARTREIZE. Cette convention arrive à expiration le 31 décembre 2017.

Ainsi, des « chèques loisirs » de 5€ pouvaient être utilisés par les jeunes pour l'achat d'une carte de 6 trajets sur les lignes ou pour l'achat d'un abonnement mensuel ou annuel :

- Aubagne – Aix en Provence,
- Aubagne - La Ciotat,
- Aubagne - Marseille.

La Ville d'Aubagne s'engage à payer à la Métropole Aix-Marseille Provence le total de la somme des chèques réellement collectés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette convention arrivant à échéance il est proposé de la reconduire pour l'année 2018.

Les modalités d'application de ce dispositif entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune d'Aubagne sont précisées dans le projet de convention annexé au présent rapport.

Ce projet de convention n'induit aucune incidence financière en dépenses.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'adopter une convention entre la commune d'Aubagne et la Métropole Aix-Marseille Provence afin de maintenir en 2018 l'usage des chèques loisirs mis en œuvre par la Ville d'Aubagne pour acquérir des titres de transports sur le réseau interurbain métropolitain

**Délibère**

#### **Article 1:**

Est approuvée la convention ci-annexée relative au maintien pour 2018 du dispositif permettant d'acquérir des titres de transport sur le réseau inter urbain métropolitain au moyen de chèquiers loisirs de la Ville d'Aubagne

#### **Article 2 :**

Les recettes seront constatées sur le chapitre 70 nature 7061 du budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 002-2906/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de partenariat et de cofinancement des études et des travaux du pôle d'échange multimodal de La Ciotat-Ceyreste MET 17/5246/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation du pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de La Ciotat - Ceyreste, inscrite dans le Plan de Déplacements Urbains de Marseille Provence Métropole, est indispensable pour accompagner le basculement du transport routier sur le transport ferroviaire, le développement des modes doux avec l'aménagement de la deuxième phase de la voie douce reliant le centre-ville de La Ciotat à la gare et résoudre la problématique de saturation du parking existant.

Ce projet comporte plusieurs volets, chacun étant porté par une maîtrise d'ouvrage distincte.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure la maîtrise d'ouvrage des aménagements suivants :

- Création d'un parking semi-enterré sur un terrain acquis par la Métropole face à la gare (phase 1 réalisée en 2019)
- Réaménagement des parkings existants avec intégration du débouché de la voie douce, mise en valeur du parvis de la gare, augmentation du nombre de quais bus, ainsi que requalification des voiries d'accès (phase 2 réalisée en 2020 et 2021)

Les aménagements réalisés offriront une capacité de stationnement de 490 places environ contre 295 places actuellement et permettront de doubler l'offre de desserte par les bus.

En parallèle, les autres volets réalisés sont :

- Réaménagement du bâtiment voyageur, sous maîtrise d'ouvrage SNCF Mobilités
- Mise en accessibilité des quais, sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau
- Aménagement de la deuxième section de la voie douce, qui permettra de relier la gare au centre-ville, sous maîtrise d'ouvrage Ville de La Ciotat

Le montant du projet réalisé sous maîtrise d'ouvrage MAMP est estimé à 10 560 000,00 € HT.

Par délibération en date du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a autorisé le Président de la Métropole à solliciter des aides financières.

Un dossier de demande de financement auprès de l'Union Européenne (programme FEDER) a ainsi été déposé le 09 octobre 2017.

Considérant la coordination nécessaire entre les différents partenaires (Région Provence Alpes Côte d'Azur, Département des Bouches-du-Rhône, Métropole Aix-Marseille-Provence, Ville de La Ciotat, SNCF Réseau et SNCF Mobilités – Gares et Connexions) pour mener à bien le projet, notamment

d'un point de vue financier avec le Département et la Région, une convention de partenariat pour le financement des études et des travaux a été établie.

Celle-ci comprend notamment le plan de financement prévisionnel suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
<b>Union Européenne (FEDER)</b>	35,15 %	3 708 000 euros
<b>Conseil Départemental 13</b>	30,00 %	3 168 000 euros
<b>Conseil Régional PACA *</b>	14,05 %	1 483 200 euros
<b>Métropole d'Aix-Marseille-Provence</b>	20,84 %	2 200 800 euros
<b>Total</b>	100 %	10 560 000,00 euros

\* Les fonds du Département et de la Région sont cumulables par le biais du Contrat de Plan Etat Région.

Cette convention, qui s'inscrit dans la continuité des différentes études déjà réalisées et conventions déjà notifiées, définit également l'organisation et le pilotage de l'opération d'aménagement du PEM.

Elle sera suivie de conventions spécifiques, dont :

- Convention avec SNCF Réseau pour la réalisation des travaux de libération ferroviaire
- Conventions avec SNCF Réseau et SNCF Mobilités pour l'occupation des terrains leur appartenant (parkings existants)
- Convention avec le Département pour la délégation de maîtrise d'ouvrage du bâtiment RDT13 lui appartenant

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence le 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat – Ceyreste ;
- Qu'il convient pour cela d'établir une convention de partenariat pour le financement des études et des travaux du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat - Ceyreste.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée, relative au partenariat pour le financement des études et des travaux du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat - Ceyreste, entre Région Provence Alpes Côte d'Azur, Département des Bouches-du-Rhône, Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Ville de La Ciotat, SNCF Réseau et SNCF Mobilités – Gares et Connexions.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à son exécution.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget Transport 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération : 2010101700 - Nature : 2313 – 2111 - Sous politique : C350.

Le calendrier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2018 : 215 000 euros HT

Année 2019 : 4 115 000 euros HT

Année 2020 : 2 620 000 euros HT

Année 2021 : 2 547 834,61 euros HT

Les recettes correspondantes sont inscrites au budget Transports 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Natures : 1321 – 1312 – 1313 – 1317 – 1318.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 003-2907/17/BM**

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Travaux du Midi / GTM Sud, concernant le marché n° 13-158 intitulé Travaux de gros œuvre et fondations, étanchéité, aménagements extérieurs, assainissements, charpentes métalliques, serrurerie, revêtements des sols et murs pour la création Pôle d'échanges - Prolongement de la ligne 2 du Métro de Bougainville au Boulevard Capitaine Gèze MET 17/5411/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le marché n°13/158, dit marché BAT 1, relatif à la construction d'un bâtiment comportant un parking, dont un niveau est destiné aux véhicules de transports en commun et d'une station de métro de la ligne 2 du métro de Marseille, a été notifié au groupement d'entreprises constitué par les sociétés Travaux du

Midi (mandataire), Chantiers Modernes Sud et Campenon Bernard Sud Est, pour un montant global de 18 490 005,53 € HT (dont 17 990 596,26 € HT, au titre de prix forfaitaires et 499 409,27 € HT, au titre de prix unitaires selon un détail estimatif.

Le 3 août 2015 a été notifié l'avenant n° 1 au marché 13/158 conclu avec ledit groupement.

Cet avenant, d'un montant de 2 467 772,55€ HT dont 1 781 940,63 € HT, au titre de prix forfaitaires et 685 831,92 € HT, au titre de prix unitaires selon un détail estimatif, a eu pour objet d'intégrer des prestations supplémentaires découlant de faits nouveaux et imprévus, d'adaptations de projet et de chantier et de modifications de programme.

Il a porté le montant global du marché à : 20 957 778,08 € HT.

Le marché a été notifié le 2 septembre 2013, pour une période de 20 mois, soit jusqu'au 2 mai 2015, et a fait l'objet d'une période de préparation de deux mois au cours de laquelle le titulaire a remis le planning d'exécution daté du 16 septembre 2013

Le délai initial du marché a été prolongé par l'ordre de service n°26 de 5 mois et deux semaines, soit jusqu'au 16 octobre 2015 et prolongé à nouveau par l'ordre de service n°37, jusqu'au 31 décembre 2015.

Le groupement a formulé une première demande de rémunération complémentaire par mémoire arrêté en date du 11 juin 2015 à hauteur de 4 910 307,00 € HT.

Le groupement a ensuite produit le 30 octobre 2015 un mémoire justificatif complémentaire, à la demande du maître d'ouvrage qui souhaitait obtenir des justificatifs des postes de la réclamation. Ce mémoire complémentaire ne modifiait pas le montant sollicité initialement par le groupement.

En date du 29 avril 2016 le groupement a produit une ultime version de son mémoire à hauteur de 6 529 525 € HT et a transmis ce dernier document au CCIRAL qui l'a enregistré sous le n° 2016-25.

Après instruction contradictoire de la réclamation et audience du 21 septembre 2017, le CCIRAL de Marseille notifiait le 2 octobre 2017, un avis au terme duquel il préconise aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement Travaux du Midi (mandataire) / Chantiers Modernes Sud / Campenon Bernard Sud Est, d'une somme de 3 893 833 € HT , **arrondie à 3 890 000 € HT** à la quelle viendra s'ajouter le montant de **99 000 € HT** au titre du remboursement de la police d'assurance complémentaire collective de responsabilité décennale (CCRD) pour le compte de tous les titulaires des marchés de travaux, du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle **soit un montant total de de 3 989 000 € HT (y compris CCRD).**

Par décision du 31 octobre 2017, la société Vinci Construction France a approuvé le projet de fusion des sociétés Campenon Bernard Sud et Chantiers Modernes Sud ainsi que leur dissolution sans liquidation, au profit de la société GTM Sud. La société GTM Sud se substitue donc aux sociétés Campenon Bernard Sud Est et Chantiers Modernes Sud pour les droits et obligations découlant du présent protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 01- 003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection du Président de la Métropole ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n° 13/158 relatif aux travaux de gros œuvre et fondations, étanchéité, aménagements extérieurs, assainissements, charpentes métalliques, serrurerie, revêtements des sols et murs pour la création Pôle d'échanges dans le cadre du prolongement de la ligne 2 du Métro de Marseille, de Bougainville au Boulevard Capitaine Gêze ;
- La réclamation définitive présentée par le groupement Travaux du Midi (mandataire) / Chantiers Modernes Sud / Campenon Bernard Sud Est, le 29 avril 2016, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 28 Septembre 2017 notifié à la Métropole AMP le 2 Octobre 2017 concernant l'affaire n° 2016-25, concernant la réclamation du groupement Travaux du Midi (mandataire) / Chantiers Modernes Sud / Campenon Bernard Sud Est, portant sur le marché de travaux n° 13/158 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence

Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Travaux du Midi (mandataire) / GTM Sud, relatif au marché dit BAT1 – Marché n°13-158 ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement Travaux du Midi (mandataire) / GTM Sud, afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n° 13/158 CUMPM.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 3 989 000 euros HT (y compris CCRD), soit **4 786 800 euros TTC (y compris CCRD)**, au groupement Travaux du Midi (mandataire) / GTM Sud, titulaire du marché susvisé.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget annexe Transports Nature : 2313 - Fonction : 815 - Numéro d'opération : 2009190400 – Sous-politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 004-2908/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage avec la Ville d'Aix-en-Provence pour la réalisation de travaux dans le cadre du BHNS l'Aixpress  
MET 17/5403/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

Dans ce cadre, le projet de BHNS impacte des ouvrages qui appartiennent à la commune d'Aix-en-Provence et relève de son domaine public routier, comme par exemples de nombreuses voiries communales, l'ensemble des équipements et mobilier qui en sont l'accessoire, ou encore certains réseaux sous propriété et gestion directe de la commune (eaux pluviales, eaux potables, eaux usées, éclairage public, signalisation tricolore...).

De même, d'autres ouvrages exploités par des tiers et occupant le domaine public communal sont impactés par le projet de BHNS.

Par convention les collectivités se sont déjà entendues sur le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) au bénéfice de la Métropole en application de l'article 2-II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée par délibération n°DL.2017-134 en date du 31 mars 2017.

La convention relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération de BHNS a été approuvée par délibération du Conseil municipal d'Aix-en-Provence n°DL.2017-134 en date du 31 mars 2017 et par délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017.

La Métropole a ainsi été désignée Maître d'ouvrage unique pour la réalisation de l'ensemble des travaux rendus nécessaires par le projet.

Cependant, au cours de la réalisation du projet certaines thématiques impliquant la Ville et la Métropole ont émergées.

- D'une part, il s'est avéré que certains travaux consécutifs au projet de BHNS et relevant des compétences de la Commune d'Aix-en-Provence, pourraient opportunément être réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole,
- D'autre part, il est apparu que certains travaux relevant pleinement des compétences de la Métropole ne pouvaient être efficacement réalisés, en bonne intégration avec certains équipements existants, sous maîtrise d'ouvrage de la Ville.

C'est pourquoi la Ville et la Métropole ont convenu de passer une autre convention afin de traiter ces nouvelles thématiques et leurs conséquences financières.

1. Le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la Ville et la Métropole, pour un montant global estimé à 782 600 € HT, porte sur **deux opérations**:

- Sur des **travaux d'amélioration du réseau pluvial de la ville**, lesquels s'inscrivent dans un programme global d'amélioration du patrimoine de la Ville corrélatif au projet de BHNS,
- Sur des **travaux de dévoiement d'un réseau d'adduction d'eau potable**, rendus nécessaires pour l'intégration de la station BHNS en Gare SNCF, et qui s'inscrivent dans un contexte complexe et fortement interfacé du fait de l'intervention de multiples acteurs sur un chantier en milieu urbain dense. A cet effet, il est préférable de mutualiser la maîtrise d'ouvrage de ces travaux au niveau de la Métropole de sorte à garantir une meilleure coordination.

2. Afin de faciliter la réalisation de la ligne de BHNS, et permettre son bon fonctionnement ultérieur, il est indispensable que la Ville intervienne et assure la maîtrise d'ouvrage d'opérations et travaux à réaliser sur ses propres ouvrages ou en intégration directe avec les ouvrages dont elle assure la gestion.



En ce sens, **sept opérations** incombant à la Métropole, pour un montant global estimé à 1.414.000,00 € HT, sont confiées à la maîtrise d'ouvrage de la Ville :

- 1- Intégration des carrefours BHNS au poste de contrôle de circulation de la Ville,
- 2- Intégration des caméras de vidéo-surveillance des couloirs de bus,
- 3- Intégration des caméras de circulations routières,
- 4- Intégration des contrôles d'accès aux extensions d'aire piétonne,
- 5- Réalisations des élagages d'arbres préalables au démarrage des travaux,

6- Réalisation du jalonnement directionnel,

7- Déplacement des kiosques commerciaux.

Ci-après sont présentés les tableaux de synthèses des travaux:

**Liste des travaux ou prestations réalisés par LA METROPOLE à l'occasion des travaux du BHNS Ligne B, et pris en charge financièrement par LA VILLE**

Numéro d'opération	Thématique	Désignation	Description sommaire	Coût estimé des études € H.T/ Valeur 2017	Coût estimé des travaux € H.T / valeur 2017
1	Hydraulique urbaine	Réalisation de la traversée pluviale sur l'avenue de l'Europe au niveau du rond point de la Légion d'Honneur	Dans le cadre du schéma directeur « eaux pluviales » la commune a engagé depuis plusieurs années des investissements, il est proposé de coordonner cette dernière opération de travaux avec la Métropole	42 000,00 €	710 000,00€
3	Adduction d'eau potable	Réalisation du dévoiement DN150 sur la station gare SNCF	Afin d'optimiser le phasage de travaux, il est proposé que la Métropole réalise le projet de dévoiement d'un réseau AEP DN 150 y compris les branchements	600,00 €	30 000,00€
Total des estimations				42 600,00 €	740 000,00 €
Total Général				782 600,00 €	€ H.T Valeur 2017

**Liste des travaux réalisés par LA VILLE corrélativement aux travaux du BHNS Ligne B, et pris en charge financièrement par LA METROPOLE**

Numéro d'opération	Thématique	Désignation	Description sommaire	Coût estimé des TRAVAUX € H.T / valeur 2017
1	Signalisation Lumineuse de Trafic	Intégration des carrefours au poste de contrôle de circulation de la commune – hypothèse 30 unités	L'enjeu de cohérence des systèmes est une donnée fondamentale du projet. Pour garantir la bonne cohérence des process techniques il est proposé de laisser l'intégration technique des carrefours aux services de la ville	90 000,00 €
2	Vidéosurveillance	Intégration des dispositions de vidéosurveillance sur le	L'enjeu de cohérence des systèmes est une donnée fondamentale du projet. Pour garantir la bonne cohérence des	54 000,00 €

		réseau de télécommunication de la commune – hypothèse 30 unités	process techniques il est proposé de laisser l'intégration technique des caméras aux services de la ville	
3	Circulation	Intégration des caméras nécessaire à la maîtrise de la circulation routière sur le réseau de télécommunication de la commune – hypothèse 25 unités	L'enjeu de cohérence des systèmes est une donnée fondamentale du projet. Pour garantir la bonne cohérence des process techniques il est proposé de laisser l'intégration technique des caméras aux services de la ville	45 000,00€
4	Contrôle d'accès	Intégration des contrôles d'accès aux extensions d'aires piétonnes	L'enjeu de fonctionnement des systèmes est une donnée fondamentale du projet. Pour garantir la bonne cohérence des process techniques il est proposé de laisser la réalisation et l'intégration des contrôles d'accès (totem, bornes etc...) aux services de la ville	400 000,00€
5	Espaces Verts	Réalisation des élagages d'arbres préalables au démarrage des travaux	Pour permettre une bonne réalisation des travaux du BHNS et une meilleure préservation des sujets, la ville doit réaliser un élagage préalable et préventif avant le démarrage des travaux	110 000,00 €
6	Jalonnement directionnel	Réalisation du jalonnement directionnel	Dans le cadre de l'opération de BHNS, des modifications substantielles de circulation sont projetées notamment sur le centre ville et l'avenue Robert Schuman. Ces modifications impactent le maillage général de la signalisation directionnelle bien au-delà du tracé de l'Aixpress. A ce titre, la Ville réalise pour le compte de la Métropole les études et les travaux de reprises du jalonnement sur son périmètre intégrant également le tracé proprement dit	700 000,00 €
7	Direction de l'Espace public	Déplacement des kiosques	La commune a conventionné l'occupation du domaine public avec les kiosques permanent présent sur le tracé. Cette convention prévoit que les déplacements soient à la charge du porteur de projet	15 000,00€
			Total des estimations	1 414 000,00€ H.T valeur 2017

A cette fin, il convient pour la Ville et la Métropole de conclure la présente convention.

En ce sens, il vous est proposé d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage la Ville et la Métropole relative à la réalisation de travaux associés à l'opération de BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence intégrés au budget de l'opération.

La totalité de ces crédits est intégrée dans le montant global de l'Autorisation de Programme défini dans la délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix portant approbation du programme général du projet de BHNS entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010\_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille Provence sur l'opération de BHNS ;
- La délibération du Conseil municipal d'Aix-en-Provence n°DL.2017-134 en date du 31 mars 2017 relative à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la ville d'Aix en Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence - Projet de bus à haut niveau de service du Pays d'Aix - Ligne B
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de travaux associés à l'opération de BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la réalisation globale des neuf opérations de travaux listées ci-dessus pour un

montant de total de 2 196 600 € HT prélevés sur le budget de l'opération BHNS.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement – Nature : 2172 et 2317

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 005-2909/17/BM**

**■ Approbation d'une convention avec la Ville d'Aix-en-Provence et la Société Publique Locale d'Aménagement "Pays d'Aix Territoires" relative à l'occupation temporaire du domaine privé de la ville d'Aix-en-Provence pour l'installation des bases vie des entreprises intervenant sur le projet de réalisation de la ligne de BHNS d'Aix-en-Provence**

#### **MET 17/5408/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais .

Les travaux structurants qui seront entrepris pour la réalisation de ce projet seront entamés à compter du début du second semestre de l'année 2017, et se poursuivront jusqu'en 2019.

Ils nécessiteront l'intervention de nombreuses entreprises travaux et requerront que des emprises leur soient mises à disposition afin d'y installer leurs bases vie.

La ville d'Aix en Provence, dite la Ville est propriétaire des parcelles cadastrées ID0044, ID0047, ID0048 et ID0045, d'une surface d'environ 18 000 m², situées

sur la future ZAC de la Constance aménagée pour son compte par la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires dite la SPLA par l'intermédiaire d'un contrat de concession.

La ville, par délibération du Conseil Municipal du 23 juillet 2015, a approuvé par contrat les modalités d'aménagement et de gestion de cette future ZAC au concessionnaire dénommé la SPLA.

A ce titre, et suivant les dispositions de l'article 8 du contrat sus-visées, le concessionnaire devra « *gérer et entretenir les bien acquis : les céder, les louer ou les concéder ...* ».

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence dite, la Métropole a sollicité la Ville et la SPLA afin que ces dernières mettent temporairement à sa disposition une partie de ces emprises afin que les entreprises travaux qui interviendront pour le compte de la Métropole dans le cadre du chantier de création de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) l'Aixpress desservant le territoire de la ville, puissent y installer leurs bases vie.

Par délibération n° TRA 012-2165/17/BM le Bureau de la Métropole approuvé en séance le 13 juillet 2017 la convention avec la Ville et la SPLA pour la mise à disposition d'emprises foncières au bénéfice du BHNS l'Aixpress.

Toutefois, à la suite de cette approbation, la Ville a fait connaître de nouveaux besoins qui ne figuraient pas au projet de convention initial : elle souhaite pouvoir récupérer les parcelles cadastrées ID0047 et ID0048 et mettre à disposition de la Métropole une partie de la parcelle ID 0017. La surface totale mise alors à disposition est de 12 500 m<sup>2</sup>.

C'est pourquoi, au regard de ces nouveaux besoins exprimés par la Ville, il convient donc d'approuver une nouvelle convention sans incidence financière pour la Métropole.

En ce sens, il vous est proposé d'approuver les modalités de la nouvelle convention relative à l'occupation temporaire du domaine privé de la Ville pour l'installation des bases vie des entreprises intervenant sur le projet de réalisation de la ligne de BHNS d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°DL.2015-354 du Conseil Municipal de la Ville d'Aix-en-Provence portant approbation du contrat d'aménagement de la ZAC de la Constance confié à la SPLA Pays d'Aix Territoires,
- La délibération TRA 012-2165/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant la convention avec la Ville d'Aix-en-Provence et la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires pour la mise à disposition d'emprises foncières au bénéfice du BHNS l'Aixpress.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Considérant les derniers besoins de la Ville ci-dessus mentionnés, il est proposé d'abandonner le projet de convention initial et d'adopter la nouvelle convention annexée au présent rapport, sans incidence financière pour la Métropole.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération TRA 012-2165/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017.

## **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville d'Aix-en-Provence et la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » relative à l'occupation temporaire du domaine privé de la ville d'Aix-en-Provence pour l'installation des bases vie des entreprises intervenant sur le projet de réalisation de la ligne de BHNS d'Aix-en-Provence.

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 006-2910/17/BM**

#### **■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la société SPIE Sud Est pour des prestations de fourniture et pose d'équipements de signalisation lumineuse dans le cadre du projet de BHNS du réseau des Bus de l'Etang MET 17/5429/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a, par arrêté du 30 mars 2016, mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Est de l'Etang de Berre à compter du 31 mars 2016 du fait de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, laquelle, en application de l'article L.5215-21 du Code Général des Collectivités Territoriales est substituée de plein droit au SMITEEB, inclus en totalité dans son périmètre.

L'ex-SMITEEB a conclu un marché nommé "Fourniture et pose d'équipements de signalisation lumineuse tricolore et priorité bus" notifié le 27 avril 2015 à la société SPIE SUD-EST pour un montant de 905 824,63 € HT.

Dès la date de sa notification, le marché a pris effet pour une durée de 45 mois (comprenant 17 mois de travaux, la période de garantie de parfait achèvement et la période d'entretien et de maintenance).

En septembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu un avenant n°1 avec la société SPIE afin d'entériner la commande de prestations complémentaires au marché initial. Son montant est ainsi passé à 1 079 817,32 € HT, soit une augmentation de 173 992,69 € HT (19,21% du montant du marché estimatif).

Après la conclusion dudit avenant, des prestations supplémentaires ont été demandées (par OS n°8 et OS n°9) à SPIE d'un montant total de 51 193,74 € HT

Selon la Métropole Aix-Marseille-Provence, la prestation relative à la mise en service et l'achèvement des travaux relatifs aux carrefours 702, 703, 704, 708 et 709 n'a pas été réalisée dans les délais contractuellement prévus (82 jours de retard) et donne lieu à l'application des pénalités définies au CCAP pour un montant de 41 000 €. Elle considère qu'est également applicable une pénalité de 18 200 € pour non délivrance des documents d'exécution dans les délais contractuellement prévus (91 jours de retard) ; ce retard qui n'a pas permis le fonctionnement des carrefours a compromis la bonne exploitation du BHNS.

La société SPIE SUD-EST ne conteste pas le retard constaté quant à la date d'achèvement des travaux, mais est en désaccord concernant le montant des pénalités qui lui sont applicables.

Afin d'éviter tout contentieux et de transiger sur leurs obligations réciproques, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société SPIE SUD-EST ont décidé de se rapprocher et de conclure un protocole transactionnel.

C'est dans cette perspective que le Bureau de la Métropole est invité, par la présente délibération, à adopter le protocole transactionnel entre la société SPIE SUD-EST et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1111-8, L.5217-2 ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les parties ont décidé de se rapprocher afin d'éviter tout contentieux et de s'entendre sur les modalités de la transaction

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la société SPIE SUD-EST et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relatif aux concessions réciproques suivantes :

La Métropole Aix-Marseille-Provence renonce :

- 8- à l'application des pénalités susceptibles d'être appliquées au titre des retards constatés, soit :
  - 41 000 € pour retard dans l'exécution et l'achèvement des prestations et travaux
  - 18 200 € pour retard dans le rendu des documents d'exécution
- 9- ainsi qu'à l'exécution des réglages sur les carrefours 702 et 704.

La société SPIE SUD-EST renonce :

- au paiement des sommes qui lui sont dues au titre des prestations supplémentaires commandées soit (51 193,74 € HT)

et s'engage à :

- réaliser les 17 prestations décrites dans le tableau défini à l'article 3 du protocole dans les délais prescrits ; prestations qui seront comprises dans le montant de l'avenant n°1, soit 1 079 817,32€ HT, hors révisions.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2017 et suivants : section investissement opération 2016800300 - sous politique C 210 - nature 2314.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 007-2911/17/BM**

**■ Approbation de la mise à disposition d'un terrain communal par la Ville de Martigues en vue de la réalisation d'un pôle d'échanges multimodal de transport**

**MET 17/5417/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Martigues.

Le Pôle d'échanges existant de Martigues est un Pôle routier bien établi mais dont implantation actuelle, dans l'environnement trop contraint de la Place des Aires, ne permet pas d'envisager les évolutions futures de l'offre de transport urbaine et interurbaine. Aussi, un futur pôle, implanté dans le quartier de l'Hôtel de Ville, à proximité du centre administratif et du centre-ville de Martigues, permettra de répondre aux objectifs suivants :

- Favoriser les relations entre les différents modes de déplacement : BHNS, lignes express interurbaines, lignes de bus de desserte locale, navettes maritimes, modes actifs, VL,
- Améliorer l'attractivité des transports en commun en offrant aux usagers des espaces d'accueil de qualité (hall d'attente, billetterie, information, services...),
- Disposer de locaux commerciaux et de services adaptés pour le personnel commercial et d'exploitation,

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a sollicité auprès de la Commune de Martigues la mise à disposition d'une partie de la parcelle communale cadastrée section AN n° 47, sise, avenue de la Paix à Martigues, en vue de la réalisation du nouveau pôle d'échanges multimodal de transport de Martigues-Hôtel de Ville.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5217-5 du Code Général des Collectivités, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées sont mis de plein droit à disposition de la Métropole par les communes membres.

Dans ces conditions, la Ville de Martigues a accepté de mettre à disposition gracieusement de la Métropole Aix-Marseille-Provence une partie de la parcelle AN n° 47 d'une superficie d'environ 10 400 m<sup>2</sup> en vue de la

réalisation du futur pôle d'échanges multimodal de transport de Martigues-Hôtel de ville.

Cette mise à disposition sera constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants des deux collectivités. Le procès-verbal précisera la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1111-8, L. 5217-2, L. 1321-1 et L 5217-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole;
- L'instruction budgétaire M43,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays de Martigues du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'en vue de la réalisation du pôle d'échanges multimodal de transport de Martigues-Hôtel de Ville, il convient d'opérer au transfert par voie de mise à disposition de la Ville de Martigues à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une partie de la parcelle communale cadastrée section AN n° 47,

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la mise à disposition par la Ville de Martigues à la Métropole Aix-Marseille-Provence à titre gracieux d'une partie de la parcelle cadastrée section AN n° 47 d'une superficie d'environ 10 400 m²

en vue de réalisation du pôle d'échanges multimodal de Martigues-Hôtel de Ville;

#### **Article 2 :**

Cette parcelle transférée par voie de mise à disposition fera l'objet d'une inscription à l'inventaire du budget annexe Transport sous le N°59.

#### **Article 3 :**

Tous les frais inhérents à cette transaction, d'un montant total estimé à 5 000 euros HT, seront à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence, acquéreur. Ces frais seront inscrits dans l'opération 2015-7-003-04 du Budget Annexe des transports.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 008-2912/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Martigues pour la réalisation du pôle d'échanges multimodal de Martigues - Hôtel de Ville**

#### **MET 17/5412/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Martigues- Hôtel de Ville.

Le Pôle d'échanges de Martigues est un Pôle routier bien établi mais dont l'implantation actuelle, dans l'environnement trop contraint de la Place des Aires, ne permet pas d'envisager les évolutions souhaitées par la Métropole en termes de mobilité. Aussi, le futur pôle, implanté dans le quartier de l'Hôtel de Ville, à proximité du centre administratif et du centre-ville de Martigues, permettra de répondre aux objectifs suivants :

- Favoriser les relations entre les différents modes de déplacement : BHNS, lignes express interurbaines, lignes de bus de desserte locale, navettes maritimes, modes actifs, VL..
- Améliorer l'attractivité des transports en commun en offrant aux usagers des espaces d'accueil de qualité (hall d'attente, billettique, information, services...),
- Disposer de locaux commerciaux et de services adaptés pour le personnel commercial et d'exploitation,

La réalisation de ce pôle, sur la parcelle communale cadastrée AN N°47 dont une partie sera mise gracieusement à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, impactera des ouvrages qui appartiennent à la commune de Martigues et relèvent aussi bien de son domaine public,. Comme les voiries et espaces publics communaux, l'ensemble des équipements et mobiliers qui en sont l'accessoire, ou encore certains réseaux sous propriété en gestion directe communale (pluvial, éclairage public, signalisation lumineuse tricolore...), que de son domaine privé, comme et le bâtiment associatif (domaine privé communal) situé dans l'emprise de ce futur pôle. appartiennent au domaine communal

Aussi en conséquence, il est proposé d'approuver la convention opérant le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la ville de Martigues vers la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des aménagements rendus nécessaires par le projet de Pôle d'échanges multimodal sur les voiries et ouvrages communaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1111-8, L. 5217-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 54-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite loi MOP)
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de réaliser les travaux d'aménagement du pôle d'échanges multimodal de Martigues et d'approuver la convention afférente de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative aux travaux d'aménagement du Pôle d'échanges multimodal de Martigues.

##### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y afférente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 009-2913/17/BM**

##### **■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Fos-sur-Mer pour la réalisation du pôle d'échanges multimodal de Fos-sur-Mer MET 17/5410/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Fos-sur-Mer.

Le Pôle d'échanges de Fos-sur-Mer est un Pôle routier établi mais très peu lisible, avec une importante fonction de transport scolaire. L'ensemble des fonctions de transports urbains et transports scolaires présentent un certain nombre de dysfonctionnements qui se sont accrus depuis le renforcement en 2014 de l'offre de service et l'augmentation du nombre de passage de bus en heure de pointe.

Aussi, une rationalisation et une meilleure lisibilité des quais et des mouvements piétons sont



indispensables. Par ailleurs, le projet d'amélioration de l'infrastructure s'accompagne d'un projet de bâtiment (fonction accueils voyageurs et locaux d'exploitation).

La réalisation de ce pôle, sur le parvis du gymnase de la Jonquière et du collège André Malraux, le long du Boulevard de Mègle à Fos-sur-Mer, impactera des ouvrages qui appartiennent à la commune de Fos-sur-Mer et relèvent de son domaine public.

Comme les voiries et espaces publics communaux, l'ensemble des équipements et mobiliers qui en sont l'accessoire, ou encore certains réseaux sous propriété et gestion directe de la commune (pluvial, éclairage public, vidéosurveillance urbaine, signalisation lumineuse tricolore...) appartiennent au domaine communal.

Aussi, il est proposé d'approuver la convention opérant le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la ville de Fos-sur-Mer vers la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des aménagements rendus nécessaires par le projet de Pôle d'échanges multimodal sur les voiries et ouvrages communaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales , notamment ses articles L.1111-8, L. 5217-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 54-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite loi MOP)
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Istres Ouest Provence du 13 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de réaliser les travaux d'aménagement du pôle d'échanges multimodal de Fos-sur-Mer et d'approuver la convention afférente de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la commune de Fos-sur-Mer et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la commune de Fos-sur-Mer et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative aux travaux d'aménagement du Pôle d'échanges multimodal de Fos-sur-Mer.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y afférente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 010-2914/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune d'Istres pour la réalisation du pôle d'échanges multimodal d'Istres  
MET 17/5409/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui d'Istres.

Le Pôle d'échanges d'Istres est un Pôle routier bien établi, à proximité immédiate du centre-ville et doté d'un bâtiment ayant une fonction de gare routière. Il présente un certain nombre de dysfonctionnements qui se sont accrues depuis le renforcement en 2014 de l'offre de service et l'augmentation du nombre de passage de bus en heure de pointe.

Aussi, une rationalisation et une meilleure lisibilité des quais et des mouvements piétons sont indispensables. Par ailleurs, le projet d'amélioration

de l'infrastructure s'accompagne d'un projet de réhabilitation du rez-de-chaussée de la gare routière existante.

La réalisation de ce pôle, au droit de la gare routière existante, sur l'avenue du Palio à Istres, impactera des ouvrages qui appartiennent à la commune d'Istres et relèvent de son domaine public. Comme les voiries et espaces publics communaux, l'ensemble des équipements et mobiliers qui en sont l'accessoire, ou encore certains réseaux sous propriété et gestion directe de la commune (pluvial, éclairage public, vidéosurveillance urbaine, signalisation lumineuse tricolore...) appartiennent au domaine communal.

Aussi, il est proposé d'approuver la convention opérant le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la ville d'Istres vers la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des aménagements rendus nécessaires par le projet de Pôle d'échanges multimodal sur les voiries et ouvrages communaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 54-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite loi MOP)
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Istres Ouest Provence du 13 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de réaliser les travaux d'aménagement du pôle d'échanges

multimodal d'Istres et d'approuver la convention afférente de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la commune d'Istres et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la commune d'Istres et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative aux travaux d'aménagement du Pôle d'échanges multimodal d'Istres.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y afférente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 011-2915/17/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention pour l'année 2018 à l'association aubagnaise BOULEGAN - Insertion des personnes handicapées et à mobilité réduite - Approbation d'une convention MET 17/5425/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Pour répondre aux exigences des lois n°2005-102 du 11 février 2005 et n°2015-988 du 5 août 2015 en faveur de l'accessibilité, le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a, au travers de son Schéma Directeur pour l'Accessibilité des Transports, équipé progressivement l'ensemble des véhicules et des principaux arrêts de transports urbains entre 2009 et 2015.

Il est précisé que, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est de plein droit substituée à la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

La Métropole poursuit la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Accessibilité – Agenda D'Accessibilité Programmé des transports publics élaboré sur le territoire du Pays d'Aubagne. A ce titre, 35 points d'arrêts supplémentaires ont déjà été mis en accessibilité PMR et 25 autres points d'arrêts seront mis en accessibilité PMR au cours de l'année 2018.

En parallèle de cette démarche, la Métropole Aix-Marseille-Provence développe une politique

d'intégration dans la vie sociale des personnes handicapées et à mobilité réduite. La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de soutenir l'association Boulegan qui propose un service d'insertion par la mobilité pour les personnes handicapées et à mobilité réduite sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour ses adhérents.

Cette aide se traduit par une subvention, pour l'année 2018, d'un montant forfaitaire de 165 000 € correspondant aux charges de structures, de véhicules et de personnels de Boulegan.

Pour l'année 2018, l'association Boulegan s'engage à réaliser 6 000 déplacements au sein du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'attribution de la présente subvention est conditionnée par l'approbation du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des états spéciaux 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les lois sur le handicap, n°75-534 du 30 juin 1975 et n°2005-102 du 11 février 2005 et n°2015-988 du 5 août 2015 ;
- Le projet de « convention annuelle d'objectifs » entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association aubagnaise Boulegan relative à l'insertion par la mobilité des personnes handicapées et à mobilité réduite, pour l'année 2018 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que dans l'attente d'achèvement des Agendas d'Accessibilité Programmés (Ad'Ap) l'association Boulegan permet l'insertion par la mobilité des personnes handicapées et à mobilité réduite dans la vie sociale, culturelle et de loisir sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 165 000 € à l'association aubagnaise Boulegan

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association aubagnaise Boulegan accordant une subvention d'un montant de 165 000 € pour l'année 2018.

L'attribution de la présente subvention est conditionnée par l'approbation du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2018.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C210 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

### ***Commission "Urbanisme et Aménagement"***

\*\*\*\*\*

#### **URB 001-2916/17/BM**

■ Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société Cassis Rouet d'une parcelle de terrain sise rue de Cassis à Marseille 8ème arrondissement déjà affectée et aménagée à usage de voirie, nécessaire à son intégration dans le domaine public Métropolitain  
**MET 17/5185/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par décret n° 215-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession d'une parcelle de terrain déjà affectée et aménagée à l'usage de voirie.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert pour un montant de un euro auprès de la société « Cassis Rouet », une parcelle de terrain de 168 m<sup>2</sup> environ cadastrée 842 B 0190 située rue de Cassis à Marseille 8<sup>ème</sup> arrondissement pour permettre son intégration dans le domaine public métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 001-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain d'une superficie de 168 m<sup>2</sup> environ cadastrée 842 B 0190, sise rue de Cassis à Marseille 8<sup>ème</sup> arrondissement, permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la société « Cassis Rouet », représentée par son gérant, la société Sifer Promotion SA, elle-même représentée par son Directeur Général, Monsieur Cyril Simon, s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 168 m<sup>2</sup> environ sise rue de Cassis à Marseille 8<sup>ème</sup> arrondissement, cadastrée 842 B 0190 au prix d'un euro symbolique.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets primitifs 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 45 811 51 104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 002-2917/17/BM**

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant à la copropriété le Cadre Blanc nécessaire à la régularisation foncière de la rue de l'Horticulture à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement**  
**MET 17/5374/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'acquisition d'une emprise foncière appartenant à la copropriété le Cadre Blanc nécessaire à la régularisation foncière de la rue de l'Horticulture à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 305 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 849 H n° 121, propriété de la copropriété le Cadre Blanc.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la copropriété le Cadre Blanc accepte de céder la bande de terrain au prix d'un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la copropriété le Cadre Blanc afin de permettre la régularisation foncière de la rue de l'Horticulture à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la copropriété le Cadre Blanc cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence une bande de terrain d'une superficie de 305 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 849 H n° 121, située rue de l'Horticulture à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement, à l'euro symbolique.

##### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole ainsi que tout document y afférent.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivant de la Métropole – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 003-2918/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant aux copropriétaires de la résidence Via Calanca nécessaires à la création d'une voie de liaison entre l'avenue Colgate et le boulevard du Chalet - PRU Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement  
MET 17/5388/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création d'une voie de liaison entre le boulevard du chalet et l'avenue Colgate conformément

à l'emplacement réservé n° 09-728 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des copropriétaires de la résidence Via Calanca de la parcelle cadastrée Section 846 B n° 310 d'une contenance de 1766 m<sup>2</sup> et d'une emprise de 61 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 B n° 309 sises 25 boulevard du chalet à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement.

Au terme des négociations menées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les copropriétaires de la résidence Via Calanca acceptent de céder ce terrain au prix de 108 000 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 au Conseil de Métropole donnant délégation au Bureau ;
- L'avis de France Domaine n° n°2014-209V3556/04 du 26 janvier 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'acquisition auprès des copropriétaires de la résidence Via Calanca de la parcelle cadastrée Section 846 B n°310 d'une contenance de 1766 m<sup>2</sup> et d'une emprise de 61 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 B n° 309 permettra de réaliser une voie de liaison entre l'avenue Colgate et le boulevard du chalet dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement.;

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée le protocole foncier ci annexé par lequel les copropriétaires de la résidence Via Calanca s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence la parcelle cadastrée Section 846 B n°310 et une emprise de 61 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 B n° 309 sises 25 boulevard du chalet à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement au prix de de 108 000 euros conformément à l'avis de France Domaine.

##### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Opération 2015110400- Sous Politique C130- Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 004-2919/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de raccordement avec ENEDIS dans le cadre du Projet Urbain Partenarial de la Mirabelle à Marseille 12<sup>e</sup> arrondissement  
MET 17/5184/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur des Caillols se localise sur la partie est de Marseille, aux pieds des massifs du Garlaban à l'est et du Mont Carpiagne au sud, tous deux séparés par la Vallée de l'Huveaune.

Les orientations d'aménagement du secteur des Caillols, envisagées par la Ville de Marseille concourent notamment à accroître l'offre de logements, diversifier les formes d'habitat et encourager la mixité sociale.

L'article L 332-11-3 du Code de l'Urbanisme prévoit que lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

La Loi n°2014-366 du 24 mars 2014, pour l'accès au logement et à un urbanisme renoué, dite loi ALUR, permet désormais l'institution d'un périmètre au sein duquel l'ensemble des opérateurs amenés à intervenir participeront à la prise en charge de ces mêmes équipements publics.

Le périmètre du PUP de la Mirabelle permet la création d'une surface de plancher estimée à 20 321 m<sup>2</sup>

Le programme des équipements publics à réaliser est fixé par les conventions de PUP. Il comprend la création d'une voie nouvelle ainsi que les réseaux secs et humides y afférents.

Au titre de la réalisation des ouvrages, il est nécessaire de conventionner avec ENEDIS pour la réalisation de réseau public de distribution de HTA.

La participation de la Métropole à ces travaux de raccordement est de 80 856,47€ TTC.

Il est ainsi proposé d'approuver ladite convention de raccordement et d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant à la signer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 016-631-16-CM du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 approuvant la convention de PUP avec la « SCCV le Belvédère des Caillols 2007 » ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'accompagner le développement du secteur des Caillols par la mise en œuvre d'une convention de PUP ;
- Que pour la création des ouvrages de desserte électrique, il convient de conventionner avec ENEDIS.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de raccordement électrique ci-annexée conclue avec ENEDIS,

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole : Sous politique C140 – opération 2013/120000

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 005-2920/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située Traverse de la Balme, appartenant à l'Association Syndicale Libre Le Domaine de la Balme, représentée par Monsieur Charvin, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13ème arrondissement**  
**MET 17/5163/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées « primaires » en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et L'Association Syndicale Libre Le Domaine de la Balme, représenté par Monsieur Charvin ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 193 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 882 E 305, au prix de 10795 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 86 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3100 du 7 février 2017 ;
- Le procès-verbal de l'Assemblée Générale de l'ASL du 30 août 2017
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 193 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 305 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 86 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux.



## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel l'Association Syndicale Libre Le Domaine de la Balme, représenté par Monsieur Charvin s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 193 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 305 sise Traverse de la Balme à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 10795 euros ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 86 m<sup>2</sup>.

### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 006-2921/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située Traverse de la Balme, appartenant au syndicat des copropriétaires de La Bertrane, représenté par Monsieur Michel Maulandi nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers/La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement**  
**MET 17/5164/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins,

afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le syndicat des copropriétaires de La Bertrane ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 74 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 882 D 22 et d'une emprise de terrain de 110m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 882 D 23, au prix de 11040 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3101 du 7 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 74 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 22 et de cette emprise de terrain de 110m2 environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 23 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel le syndicat des copropriétaires de La Bertrane, représenté par Monsieur Michel Maulandi s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 74 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 22 et une emprise foncière de 110m2 environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 23 sise Traverse de la Balme à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 11040 euros après consultation des services de France Domaine.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 007-2922/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 137 Chemin de la Grave, appartenant à Madame Vuillermoz épouse Maffeo, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers- la Grave à Marseille 13ème arrondissement  
MET 17/5317/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara,

13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Vuillermoz épouse Maffeo ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 161 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 882 D 36, au prix de 8500 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 32 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3108 du 7 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 161 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 36 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 32 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Vuillermoz épouse Maffeo s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 161 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 36 au 137 Chemin de la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 8 500 euros, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 32 m<sup>2</sup>.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 CP 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 008-2923/17/BM**

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 48 Impasse du Vieux-Chêne, appartenant aux Consorts Villedcroze-Kaoudji-Robert, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement  
MET 17/5318/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Consorts Villecroze-Kaoudji-Robert ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 109 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 882 E 10, au prix de 6550 euros (six-mille cinq-cents cinquante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3094 du 7 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 109 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 10 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les Consorts Villecroze-Kaoudji-Robert s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 109 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 10 sise 48 Impasse du Vieux-Chêne à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement moyennant la somme de 6550 euros (six-mille cent cinquante euros) après consultation des services de France Domaine.

## **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

## **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 CP 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 009-2924/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 42 Impasse du Vieux-Chêne, appartenant à Monsieur Maheza Alexandre et Madame Santoni Marine, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - la Grave à Marseille 13ème arrondissement  
MET 17/5363/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Alexandre Maheza et Madame Marine Santoni ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 104 m² environ à détacher de la parcelle 882 E 14, au prix de 6000 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3092 du 7 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 104 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 14 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Maheza Alexandre et Madame Santoni Marine s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 104 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 14 sise 42 Impasse du Vieux-Chêne à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 6000 euros.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 CP 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 010-2925/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées au Vallon de la Grave, appartenant à Madame Anne-Marie Camoin, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-la Grave à Marseille 13ème arrondissement  
MET 17/5366/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Anne-Marie Camoin ont trouvé un accord amiable sur la cession d'un terrain de 7474 m<sup>2</sup> environ (qui représente la parcelle cadastrée 879 C 83 et sur la cession d'une parcelle de terrain de 26m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 244, au prix de 700 780 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 71 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée de la parcelle cadastrée 879 C 244 (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-217V1153 du 23 août 2017 et n°2017-217V1646 du 28 août 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de ce terrain de 7474 m<sup>2</sup> environ représentant la parcelle cadastrée 879 C 83 et l'acquisition d'une parcelle de terrain de 26m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 244 permettront la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 71 m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée 879 C 244 permettra la réalisation des travaux.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Anne-Marie Camoin s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 7474 m<sup>2</sup> environ représentant la parcelle cadastrée 879 C 83 et une emprise foncière de 26m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 244 sise 65 Chemin de la Grave/54 Avenue de la Maillane à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 700 780 euros, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 71 m<sup>2</sup>.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 CP 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 011-2926/17/BM**

**■ Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société Bouygues Immobilier de deux parcelles de terrain sises chemin de Château-Gombert à Marseille 13ème arrondissement nécessaire à la création d'une voie nouvelle pour leur intégration dans le domaine public métropolitain  
MET 17/5209/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du

Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession de deux parcelles de terrain réservées au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille n° 13-367 (création de voie nouvelle) dont les services de la voirie ont réceptionnés la voie nouvelle.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert pour un montant d'un euro auprès de la Société Bouygues Immobilier, représentée par Monsieur Patrick Alary, Directeur Général, deux parcelles de terrain de 3 041 m<sup>2</sup> environ cadastrée 889 I 0479 et 1 444 m<sup>2</sup> environ cadastrée 889 I 0480 situées chemin de Château-Gombert pour permettre leur intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'acquisition de ces parcelles de terrain sises avenue de Château-Gombert cadastrées 889 I 0479 d'une superficie de 3 041 m<sup>2</sup> environ et 889 I 0480 d'une superficie de 1 444 m<sup>2</sup> environ à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement permettra la création d'une voie nouvelle et leur intégration dans le domaine public métropolitain.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société Bouygues Immobilier, représentée par Monsieur Patrick Alary, Directeur Général Région Arc Méditerranéen s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les parcelles de terrain sises avenue de Château-Gombert à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement, cadastrées 889 I 0479 d'une superficie de 3 041 m<sup>2</sup> environ et 889 I 0480 d'une superficie de 1 444 m<sup>2</sup> environ à l'euro symbolique.

##### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tout document y afférent.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 - Opération 2015110400 Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 012-2927/17/BM**

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC STIM Promotion d'une parcelle de terrain sise chemin des Martegaux à Marseille 13ème arrondissement, nécessaire à la création de la voie U365**  
**MET 17/5213/BM**



Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans le cadre de la création de la voie U365, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont assurées de la maîtrise foncière de la quasi-totalité des emprises nécessaires à la création de cette voie impactée par la réservation n° 13/303 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

C'est pourquoi, cette réalisation nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SNC STIM Promotion, représentée par Madame Céline Bilet, d'une emprise de terrain de 705 m<sup>2</sup> environ située chemin des Martégaux à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement cadastrée 884 D 0613.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de Métropole donnant délégation au Bureau ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'acquisition de cette parcelle de terrain sise chemin des Martégaux cadastrée 884 D 613 d'une superficie de 705 m<sup>2</sup> environ, permettra la création de la voie U365 à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société SNC STIM PROMOTION représentée par Madame Céline Bilet, responsable Après-vente Région Arc Méditerranéen s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle de terrain sise chemin des Martégaux à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement cadastrée 884 D 0613 d'une superficie de 705 m<sup>2</sup> environ au prix de un euro symbolique.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux Budgets Primitifs 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015 11 0400 – Chapitre 45 811 51 104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 013-2928/17/BM**

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Ville de Marseille de deux emprises de terrain situées rue René Chaillan à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement en vue de la réalisation d'une piste d'accès au futur bassin de rétention La Fumade**

**MET 17/5216/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille est propriétaire d'un tènement foncier, cadastré quartier Château Gombert (879) section E n° 0335 et n° 0291, situé rue René Chaillan dans le 13<sup>ème</sup> arrondissement, d'une contenance respective de 221 m<sup>2</sup> et 1 382 m<sup>2</sup>.

Dans le cadre de la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers – la Grave, la Métropole Aix-Marseille-Provence va réaliser dans le courant de l'année 2018 un bassin de rétention (bassin B6) sur le ruisseau de la Fumade sur la parcelle 879 E 0323.

Afin de réaliser cet aménagement, une piste d'accès par le boulevard René Chaillan doit être créée, la Métropole s'est rapprochée de la Ville de Marseille en vue d'acquérir le périmètre foncier nécessaire à ces travaux, soit l'intégralité de la parcelle 879 E 0335 ainsi qu'une emprise d'environ 362 m<sup>2</sup> issue de la parcelle 879 E 291 en nature de terrain en friche.

Conformément à l'article L.3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques : « Les biens des personnes publiques, qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public ».

Compte tenu de l'intérêt général des travaux envisagés, de la présence d'un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique, la cession amiable intervient à l'euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 001-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-

Marseille-Provence procédant à l'élection du Président ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de Métropole donnant délégation au Bureau ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-213V1023 du 3 juillet 2017.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de ces emprises de terrain cadastrées 879 E 0335 pour une superficie de 221 m<sup>2</sup> et 362 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 879 E 0291 sises rue René Chaillan à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement d'une contenance respective de 221 m<sup>2</sup> et 1 382 m<sup>2</sup>, permettra la réalisation d'une piste d'accès au futur bassin de rétention La Fumade.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Ville de Marseille s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence deux emprises de terrain sise rue René Chaillan à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement cadastrées 879 E 0335 d'une contenance de 221 m<sup>2</sup> et 362 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 879 E 0291, au prix d'un euro symbolique.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux Budget Primitifs 2017 et

suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence –  
Sous Politique C130 – Opération 2015 11 0400 –  
Chapitre 45 811 51 104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 014-2929/17/BM**

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès de 13  
Habitat de l'assiette foncière de la rue des  
terrasses en vue de son intégration dans le  
domaine public routier métropolitain - Projet de  
rénovation urbaine Flamants Iris à Marseille  
14<sup>ème</sup> arrondissement  
MET 17/5316/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur  
soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du  
secteur Flamants-Iris à Marseille 14<sup>ème</sup>  
arrondissement, l'Office Public de l'Habitat 13 Habitat  
a aménagé en voie de circulation la rue des terrasses  
conformément aux termes de la convention  
pluriannuelle de mise en œuvre du projet de  
rénovation urbaine Flamants-Iris signée entre les  
parties en février 2006.

Afin de permettre l'intégration de cette voie dans le  
domaine public routier métropolitain, l'Office Public de  
l'Habitat 13 Habitat cède au profit de la Métropole Aix-  
Marseille-Provence une emprise foncière de 2 978 m<sup>2</sup>  
à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 A  
n°82 constituant l'assiette foncière de la rue des  
terrasses à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement.

Au terme des négociations menées entre la Métropole  
Aix-Marseille-Provence et l'Office Public de l'Habitat,  
ce dernier accepte de céder ces terrains moyennant  
un euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le  
protocole foncier déterminant les conditions de cette  
acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au  
Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-  
après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités  
Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de  
Modernisation de l'Action Publique  
Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant  
Nouvelle Organisation Territoriale de la  
République;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015  
portant création de la Métropole Aix-Marseille  
Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre  
2015 portant fixation des limites des  
territoires de la Métropole Aix-Marseille  
Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30  
juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant  
délégation au Bureau ;
- La lettre de saisine du Président de la  
Métropole Aix ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille  
Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition auprès de 13 Habitat d'une  
emprise foncière de 2 978 m<sup>2</sup> à détacher de  
la parcelle cadastrée Section 894 A n°82  
permettra de régulariser l'assiette foncière de  
la rue des terrasses aménagée dans le cadre  
du projet de rénovation urbaine du secteur  
Flamants Iris à Marseille 14<sup>ème</sup>  
arrondissement.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel  
13 Habitat s'engage à céder à l'euro symbolique au  
profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une  
emprise foncière d'une superficie de 2 978 m<sup>2</sup> à  
détacher de la parcelle cadastrée Section 894 A n°82  
afin de permettre l'intégration dans le domaine public  
routier métropolitain de la rue des terrasses à  
Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-  
Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe  
foncière courue de la date d'entrée en jouissance au  
31 décembre suivant se fera conformément aux  
dispositions contenues dans la deuxième partie de  
l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence ou son représentant est autorisé à signer ce  
protocole foncier et tous les documents nécessaires.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 2015110400 – Sous Politique C130 - Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 015-2930/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'emprises foncières appartenant aux copropriétaires de la résidence Côté Mer nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U236 - PRU Saint Joseph à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement**  
**MET 17/5389/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Joseph- Vieux Moulin à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création des voies nouvelles dénommées U236 et U299 et le réaménagement de la traverse du Vieux-Moulin afin de permettre le désenclavement du quartier conformément à l'emplacement réservé n° 14-750 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer de trois emprises foncières à détacher des parcelles cadastrées Section 895 C numéros 84 et 162 pour une superficie totale de 1389 m<sup>2</sup> environ sises traverse Tour Sainte à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement.

Au terme des négociations menées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les copropriétaires de la résidence Côté Mer acceptent de céder ces terrains au prix de 33 600 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n°2015-214V3491 du 11 janvier 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer de trois emprises foncières à détacher des parcelles cadastrées Section 895 C numéros 84 et 162 pour une superficie totale de 1 389 m<sup>2</sup> permettra de réaliser la voie nouvelle U236 dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Joseph Vieux Moulin à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel les copropriétaires de la résidence Côté Mer s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au prix de 33 600 euros (trente-trois mille six cents euros) conformément à l'avis de France Domaine, les emprises foncières suivantes :

- 381 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 C n°84 (75 euros/m<sup>2</sup>)
- 67 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 C n°84 (75 euros/m<sup>2</sup>)

- 941 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 C n°162 (cession à titre gratuit)

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Opération 2015110400- Sous Politique C130- Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 016-2931/17/BM**

#### **■ Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant aux co-lotis du lotissement Bellevue nécessaire à l'aménagement du chemin du Revestel à Cassis MET 17/5378/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les travaux d'aménagement de l'avenue du Revestel à Cassis nécessitent l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès du Syndicat libre du Clos Bellevue d'une emprise foncière de 22 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°43 située au croisement de l'avenue du Revestel avec la voie d'accès au lotissement.

Au terme des négociations menées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les co-lotis du lotissement Bellevue acceptent de céder ce terrain moyennant un euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'acquisition auprès des co-lotis du lotissement Bellevue d'une emprise foncière de 22 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°43 permettra de réaliser l'aménagement de l'avenue du Revestel à Cassis.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel les co-lotis du lotissement Bellevue s'engagent à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 22 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°43 sise au croisement de l'avenue du Revestel avec la voie d'accès au lotissement Bellevue à Cassis.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Opération 2015110400- Sous Politique C130- Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 017-2932/17/BM**

#### **■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS n° 123 nécessaire à l'aménagement du chemin du Revestel à Cassis MET 17/5386/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les travaux d'aménagement de l'avenue du Revestel à Cassis nécessitent l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des propriétaires indivis de la parcelle BS n° 123 d'une emprise foncière de 68 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n° 123 située le clos de l'Arène à Cassis.

Au terme des négociations menées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS n° 123 acceptent de céder ce terrain aux prix de 1 360 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° 001-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition auprès des propriétaires indivis de la parcelle cadastrée Section BS n° 123 d'une emprise foncière de 68 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°123 permettra de réaliser l'aménagement de l'avenue du Revestel à Cassis.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel les propriétaires indivis de la parcelle cadastrée Section BS n°123 s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 68 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°123 sise le clos de l'Arène à Cassis au prix de 1 360 euros.

### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Opération 2015110400- Sous Politique C130- Chapitre 4581151104.

#### **URB 018-2933/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à Monsieur et Madame Party nécessaire à l'élargissement de l'avenue Lacanau à Marignane**  
**MET 17/5375/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée Section AV n° 219 d'une superficie de 53 m<sup>2</sup> , propriété de Monsieur et Madame Party.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur et Madame Party acceptent de céder la parcelle moyennant la somme de 1 325 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN001-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-

Marseille-Provence procédant à l'élection du Président ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-054V1684 du 23 septembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les travaux d'élargissement de l'avenue Lacanau sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec Monsieur et Madame Party afin de permettre la réalisation des travaux d'élargissement.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur et Madame Party cèdent à la Métropole Aix-Marseille-Provence la parcelle cadastrée Section AV n° 219 d'une superficie de 53 m<sup>2</sup>, située avenue Lacanau, moyennant la somme de 1 325 euros.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Opération 2015110400- Sous Politique C130- Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 019-2934/17/BM**

#### **■ Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant à la SCI Mas nécessaires à la régularisation foncière du parking Jean Jaurès à Marignane MET 17/5373/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la régularisation foncière du parking Jean Jaurès à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de deux emprises foncières à détacher des parcelles cadastrées AL n° 144 et 145 d'une surface totale d'environ 138 m<sup>2</sup>, propriété de la SCI Mas.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SCI Mas accepte de céder ces emprises foncières moyennant la somme de 33 000 euros.

Il convient que le Bureau de la métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN001-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-

Marseille-Provence pour les missions foncières ;

- L'avis de France Domaine n°2013-054V3517 du 23 décembre 2013 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la SCI Mas afin de permettre la régularisation foncière du parking Jean Jaurès à Marignane.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SCI Mas cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence deux bandes de terrain d'une superficie totale de 138 m<sup>2</sup> environ à détacher des parcelles cadastrées Section AL n° 144 et 145 situées parking Jean Jaurès, moyennant la somme de 33 000 euros.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole - Opération 2015110400- Sous Politique C130- Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



**URB 020-2935/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Monsieur et Madame Michel nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe**  
**MET 17/5371/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 138 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n° 326, propriété de Monsieur et Madame Michel.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur et Madame Michel acceptent de céder la bande de terrain au prix de 4 416 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-043V0763 du 26 mars 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue du Bosquet sur la commune de Gignac-la-Nerthe seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec Monsieur et Madame Michel afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur et Madame Michel cèdent à la Métropole Aix-Marseille-Provence une bande de terrain d'une superficie de 138 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n° 326 située avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, au prix de 4 416 euros.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien Propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole ainsi que tous les documents nécessaires.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

**URB 021-2936/17/BM**

■ **Acquisition de la parcelle cadastrée MA 92 située sur la commune d'Auriol dans le cadre de la réalisation du projet Val'Tram**  
**MET 17/5519/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations n°1-0914 et n°32-0715 en date respectivement du 30 septembre 2014 et du 6 juillet

2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a acté la mise en œuvre d'un projet de transport performant consistant à réaliser un tramway entre La Bouilladisse et la gare d'Aubagne, en empruntant l'ancienne voie SNCF dite de Valdonne, désigné projet Val'TRAM.

Dans le cadre du projet de Val'TRAM, le transport en commun en site propre devant relier Aubagne à La Bouilladisse, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à des travaux de confortement dans le but de réaliser le trottoir d'accès à la station « La Destrousse ».

Pour ce faire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé à Monsieur et Madame Le Huan d'acquérir environ 222 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle MA 92 pour un montant total de 11 868 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB-002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis des Domaines n°2017-03V0238 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Que l'acquisition d'une partie de la parcelle MA 92 située sur la commune d'Auriol permettra la réalisation de l'accès piéton à la station « La Destrousse » de la ligne de tramway.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle MA 92 située sur la commune d'Auriol appartenant à Monsieur et Madame Le Huan au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une surface de 222m<sup>2</sup> pour un montant total de 11 868 euros.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'acquisition de ces parcelles.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, sous l'opération 2017400100, sous politique C210, nature budgétaire 2111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 022-2937/17/BM**

#### **■ Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain cadastrées AI23 et AI 25 sur la commune de La Destrousse nécessaire au projet de Val'Tram**

#### **MET 17/5521/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a acté la mise en œuvre d'un projet de transport performant consistant à réaliser un tramway entre La Bouilladisse et la gare d'Aubagne, en empruntant l'ancienne voie SNCF dite de Valdonne, désigné projet Val'Tram.

Dans le cadre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a prévu la réalisation de parking relais.

Pour ce faire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir les parcelles de Monsieur et Madame Biancotto propriétaires des parcelles AI 23 et AI 25 sur la commune de La Destrousse.

La parcelle AI 25 d'une surface de 1873 m<sup>2</sup> est acquise pour un montant total de 47 000 euros.

La parcelle AI 23 d'une surface de 820 m<sup>2</sup> est acquise pour un montant total de 20 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB-002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis des Domaines n°2017-14V0237 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition des parcelles AI 23 et AI 25 situées sur la commune de La Destrousse permettra l'aménagement de parking relais en lien direct avec le projet de Val'TRAM.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition de parcelles non bâties appartenant à Monsieur et Madame Biancotto au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une surface de 2693 m<sup>2</sup> pour un montant total de 67 000 euros.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'acquisition de ces parcelles.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, sous l'opération 2017400100, sous politique C210, nature budgétaire 2111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 023-2938/17/BM**

#### **■ Acquisition de parcelles complémentaires de l'ancienne Voie de Valdonne - Accord à l'amiable avec la SNCF MET 17/5523/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations n°1-0914 et n°32-0715 du 30 septembre 2014 et du 6 juillet 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a acté la mise en œuvre d'un projet de transport performant consistant à réaliser un tramway entre la Bouilladisse et la gare d'Aubagne, en empruntant l'ancienne voie SNCF dite de Valdonne, désigné projet Val'Tram.

Conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 aux intercommunalités fusionnées pour l'ensemble des actes.

Le projet Val'Tram a été acté dans l'Agenda de la Mobilité approuvé par le Conseil de Métropole du 15 décembre 2016.

Dans ce contexte, et en accord avec la SNCF, il est envisagé d'acquérir des parcelles bâties et non bâties appartenant à la SNCF dans le but de pouvoir réaliser le projet Val'Tram. Par délibération du 13 juillet 2017, le Conseil de Métropole a validé l'acquisition de 387 778 m<sup>2</sup> pour un montant de 1 748 915,76 euros.

Il convient de procéder à une délibération modificative pour ajouter les terrains présents sur la commune de Gréasque, et procéder à des corrections de surface pour des parcelles acquises en totalité. Ces parcelles représentent une surface totale de 65 535 m<sup>2</sup> pour un montant total de 336 531 euros hors taxes.

Ces acquisitions se décomposent comme suit :

- Acquisition de la ligne N° 948 000 d'Aubagne à la barque dite « ancienne voie de Valdonne »,

1. Acquisition de la ligne N° 948 000 d'Aubagne à la barque dite « ancienne voie de Valdonne

Section cadastrale	N° de parcelle	Commune	Surface cadastrale (m²)	Surface à acquérir	Montant total en euros HT
CN	2671	Aubagne	18 149	18 149	197 653
HL	94	Auriol	22 241	22 241	138 872
L	3	Gréasque	13 565	13 565	1,00
H	6	Gréasque	6895	6895	1,00
AL	56	Gréasque	1879	1879	1,00
AM	181	Gréasque	2379	2379	1,00
AM	76	Gréasque	260	260	1,00
AL	54	Gréasque	167	167	1,00
Total			65 535	65 535	336 531

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° URB-002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 035-2205/17/BM du Conseil de Métropole du 13 juillet 2017 portant acquisition de parcelles pour la réalisation du projet de Val'TRAM sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- L'avis des Domaines n°2017-14V0237 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le projet Val'Tram est inscrit dans l'agenda de la mobilité de la Métropole ;
- Que l'acquisition de ce foncier est nécessaire à la réalisation du Val'Tram.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition de parcelles bâties et non bâties appartenant à la SNCF dont l'ancienne voie ferrée de Valdonne listées dans le présent rapport dans l'objectif de réaliser une infrastructure de transport désigné projet Val'Tram pour un montant de 336 531 euros hors taxes.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'acquisition de ces parcelles.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous l'opération 2017400100, sous politique C210, nature budgétaire 2111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 024-2939/17/BM**

### **■ Approbation de l'avenant n° 5 à la convention-cadre conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), relatif à l'attribution d'une subvention MET 17/5604/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 15 décembre 2000, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a adhéré à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM).

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire communautaire.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), association régie par la loi de 1901, a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Cette démarche, menée en concertation avec les Commissions Techniques de la Communauté Urbaine, a permis notamment l'élaboration d'une approche globale du territoire communautaire.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques communautaires.

Dans ce contexte, une convention-cadre n°151744SUB a été passée avec l'Agence, et approuvée par la délibération FCT 003-1386/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015.

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit aux EPCI transformés et l'ensemble des biens, droits et obligations de Marseille Provence Métropole lui est ainsi transféré.

Cette convention, d'une durée de trois années à compter du 1er janvier 2016 définit les règles présidant au fonctionnement entre la Métropole Aix-

Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), dont notamment les modalités de financement avec l'approbation des subventions annuelles.

Dans l'attente de la création d'une Agence Métropolitaine au 1er janvier 2019, il convient d'arrêter par avenant n°5 à la convention-cadre le montant de la subvention annuelle au titre de l'exercice 2018 et de confirmer les modalités de versement.

Les modalités spécifiques à l'année 2018 sont ainsi précisées dans l'avenant n°5 à la convention-cadre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté Urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération URB 6/567/CC du 10 octobre 2003, approuvant la modification des statuts de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération FCT 003-1386/15/CC du 23 octobre 2015 approuvant la convention-cadre entre Marseille Provence Métropole et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) pour les années 2016, 2017 et 2018 ;
- La délibération HN009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Qu'il convient de préciser, dans le cadre d'un avenant à la convention initiale, les règles de financement de l'année 2018.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), une subvention de 3 950 000 euros au titre de l'exercice 2018.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°5 ci-annexé, à la convention-cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) qui précise les modalités de financement pour l'exercice 2018.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Par dérogation au Règlement budgétaire et financier, la Métropole Aix-Marseille Provence procédera au versement de la subvention en douze mensualités.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille Provence et sur les Etats Spéciaux des Territoires, sur les lignes budgétaires suivantes, Nature 6574 – Fonction 515 :

Budget Métropole :	2 852 778 euros
EST CT1 :	839 052 euros
EST CT4 :	258 170 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 025-2940/17/BM**

**■ Approbation d'une convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA)  
MET 17/5610/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat et la Ville d'Aix-en-Provence, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une association loi de 1901, l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article L.110 du Code de l'Urbanisme qui dispose notamment : « Le territoire français est le patrimoine commun de la nation . Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

Le programme d'actions partenariales de l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance et son financement étaient jusqu'à présent régis par les termes de la convention cadre 2015-2017 conclue entre l'AUPA et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix.

Toutefois, en application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole Aix-Marseille-Provence est désormais substituée aux EPCI et l'ensemble des biens, droit et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix lui ont ainsi été transférés.

Afin de poursuivre le travail engagé et dans l'attente de la création d'une Agence Métropolitaine au 1<sup>er</sup> janvier 2019, il est proposé de maintenir le partenariat avec l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance en participant financièrement à la mise en œuvre d'outils métropolitains de planification pour l'année 2018.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance et inscrites dans la convention portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques communautaires.

Pour ce faire, il est proposé d'accorder une subvention de 1 300 000 euros pour l'exercice 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 27 juillet 1994 relative à l'adhésion de la Communauté de Commune du Pays d'Aix à l'AUPA ;
- La délibération HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence;
- Qu'il convient de préciser dans le cadre d'une convention les règles de financement pour l'année 2018 ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance, une subvention de 1 300 000 euros au titre de l'exercice 2018.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence

d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance qui précise les modalités de financement pour l'exercice 2018.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille Provence et sur les Etats Spéciaux de Territoires, sur les lignes budgétaires suivantes, Nature 6574 – Fonction 515 :

Budget Métropole :	888 608 euros
EST CT2 :	411 392 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 026-2941/17/BM**

**■ Approbation d'une convention cadre relative à l'instruction des autorisations du Droit des Sols pour le Territoire du Pays d'Aix  
MET 17/4900/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 18 novembre 2013, la ville d'Aix-en-Provence a proposé une convention pour assurer l'instruction des Autorisations du Droit des Sols (ADS) des communes du Pays d'Aix volontaires.

Sept communes (Beaurecueil, Meyrargues, Le Puy-Sainte-Réparate, Saint-Estève-Janson, Saint-Paul-lez-Durance, la Roque d'Anthéron et Puyloubier) ont signé cette convention.

Compte tenu de l'évolution du contexte institutionnel et du transfert de la compétence planification au 1er janvier 2018, il est proposé d'intégrer cette « mission instruction » au sein de la Direction Appui aux Communes du Territoire du Pays d'Aix.

Les communes intéressées participeront financièrement au coût des missions exercées par le service instructeur sur la base du barème suivant :

Permis de Construire :	100 euros
Permis d'Aménager :	120 euros
Permis de Démolir :	80 euros
Déclaration de Travaux :	70 euros
CU opérationnel :	50 euros
CU simple information :	50 euros
Autorisation de travaux :	70 euros

Pour mettre en œuvre ces évolutions, une nouvelle convention devra être signée entre la Métropole et les communes intéressées par ce service.

Le champ d'application de cette convention cadre pourra être adapté par commune comme prévu dans l'article 3.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention cadre ci-annexée relative à l'instruction des autorisations du Droit des Sols pour le Territoire du Pays d'Aix.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention cadre avec les communes volontaires du Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 027-2942/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention cadre conclue avec l'Etablissement Public Foncier PACA relatif à la prorogation de la durée de la convention pour le territoire du Pays Salonais  
MET 17/5724/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin d'entreprendre une démarche opérationnelle d'anticipation et d'action foncière, l'ex-Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence et l'EPF PACA ont signé une convention cadre en décembre 2009.

Au travers de cette dernière, Agglopolo Provence et l'EPF PACA ont convenu de s'associer pour conduire sur le long terme une politique foncière globale sur ce territoire visant à préserver des secteurs ciblés pour des projets d'initiative publique et pour en préparer la réalisation afin que les collectivités locales puissent atteindre leurs objectifs en matière d'aménagement et de développement durable.

Dès 2009, certaines communes ont délibéré pour adhérer d'une part à la convention cadre et d'autre part pour confier à l'EPF PACA des missions d'anticipation foncière sur des sites à enjeux.

Cette convention a fait l'objet de 2 avenants :

- l'avenant n°1 en janvier 2014 afin d'augmenter le budget de la convention à 8 millions d'euros et de la proroger jusqu'au 31 décembre 2016,

- l'avenant n°2 en décembre 2016 afin de proroger la convention jusqu'au 31 décembre 2017.

Aujourd'hui, la convention cadre héberge actuellement 6 périmètres sur 5 communes :

- Mallemort : le site Grande Terre,

- Rognac : le site Pôle gare,

- Salon de Provence : le site Route de Grans,

- Sénas : le site Pont de l'Auture et le site Monplaisir,

- Velaux : le site de la SIFF.

Aussi, afin de finaliser les actions foncières engagées sur les sites en cours et les transférer, si besoin, sur d'autres conventions, il est nécessaire de proroger la durée de la convention cadre sur le Territoire du Pays Salonais jusqu'au 31 décembre 2018 avec la Métropole Aix Marseille Provence qui depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, s'est substituée de plein droit à la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;



- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n°237/09 du 7 décembre 2009 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'approbation des conventions cadre et multi-sites signées avec l'EPF PACA ;
- La délibération communautaire n°189/13 du 16 décembre 2013 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention cadre modifiant l'engagement financier de l'EPF et la durée de la convention ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° URB 011-1229/16/BM du 15 décembre 2016 portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention cadre conclue avec l'EPF PACA relatif à la prorogation de la durée de la convention,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé, à conclure entre l'EPF PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, portant prorogation de la durée de la convention cadre jusqu'au 31 décembre 2018 et modifiant ainsi l'article 11 de la convention d'origine, l'article 2 de l'avenant n°1 et l'article 1 de l'avenant n°2.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 028-2943/17/BM**

**■ Constitution d'une servitude en tréfonds à titre onéreux sur une parcelle de terrain située 77 boulevard Bara, appartenant au syndicat des copropriétaires du Hameau Val de Gray, représenté par Madame Marchica (Syndic IPF Immo) nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13ème arrondissement  
MET 17/5169/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le syndicat des copropriétaires du hameau Val de Gray, représenté par Madame Marchica (Syndic IPF Immo) ont trouvé un accord amiable sur la constitution d'une servitude en tréfonds d'une emprise de 50m2 environ sur la parcelle cadastrée 879 C 205, au prix de 1250 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 54 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V2577 du 22 février 2017 ;
- Procès-verbal de l'assemblée générale du 9 mai 2017 donnant pouvoir à Madame Marchica, Syndic IPF Immo à représenter le syndicat des copropriétaires du hameau Val de Gray
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la constitution d'une servitude en tréfonds d'une emprise de terrain de 50m2 environ sur la parcelle cadastrée 879 C 205 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 54 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel syndicat des copropriétaires du hameau Val de Gray, représenté par Madame Marchica (Syndic IPF Immo) s'engage à constituer une servitude en tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une emprise de 50m2 environ sur la parcelle cadastrée 879 C 205 sise 77 Boulevard Bara à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 1250 euros après consultation des services de France Domaine, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 54 m<sup>2</sup>.

##### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 029-2944/17/BM**

■ **Constitution d'une servitude en tréfonds à titre onéreux sur une parcelle de terrain située 77 Boulevard Bara, appartenant à L'Association Syndicale Libre Hameau du Val de Gray, représentée par Madame Marchica (Syndic IPF Immo) nécessaire à la réalisation de la desserte**

**sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à  
Marseille 13ème arrondissement  
MET 17/5170/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Syndicale Libre Hameau du Val de Gray, représenté par Madame Marchica (Syndic IPF Immo) ont trouvé un accord amiable sur la constitution d'une servitude en tréfonds d'une emprise de 34m2 environ sur la parcelle cadastrée 879 C 204, au prix de 850 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de

51 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du Conseil de Métropole donnant délégation au Bureau ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V2577 du 22 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la constitution d'une servitude en tréfonds d'une emprise de terrain de 34m2 environ sur la parcelle cadastrée 879 C 204 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 51 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel l'Association Syndicale Libre Hameau du Val de Gray, représenté par Madame Marchica (Syndic IPF Immo) s'engage à constituer une servitude en tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une emprise de 34m<sup>2</sup> environ sur la parcelle cadastrée 879 C 204 sise 77 Boulevard Bara à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 850 euros, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 51 m<sup>2</sup>.

### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 030-2945/17/BM**

**■ Cession à titre onéreux du lot n° 46 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V, sur la commune de La Ciotat, à la SCI MECA-LIGHT, sise 375 avenue du Serpolet - ZI Athélia 2 à La Ciotat MET 17/5342/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 1er octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opération d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire, sur la commune de La Ciotat, un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La future Zone d'Aménagement Concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au Nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion, poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre le lot n° 46 issu des parcelles cadastrées CE n° 7P et CH n° 13p à La Ciotat, d'une surface totale d'environ 4636m<sup>2</sup> à la SCI MECA-LIGHT, pour un montant global de 329 156 euros hors taxes outre T.V.A.

La surface de plancher envisagée par l'acquéreur étant d'environ 2104m<sup>2</sup> pour l'édification d'un programme immobilier à usage de bureaux et industriel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN001-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la cession du lot n° 46 dans la ZAC Athélia V à La Ciotat doit permettre à la SCI MECA-LIGHT de réaliser un programme immobilier à usage de bureaux et industriel.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à la SCI MECA-LIGHT, le lot n° 46 issu des parcelles cadastrées CE n° 7P et CH n° 13p moyennant une indemnité de 329 156 euros (trois cent vingt neuf mille cent cinquante six euros) Hors Taxes, conformément à l'avis de France Domaine.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

**Article 3 :**

Le remboursement par la SCI MECA-LIGHT à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera conformément aux dispositions contenues dans la 2<sup>ème</sup> partie de l'acte authentique.

**Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2017 et suivants – Opération d'aménagement – Nature 7015 – Sous Politique C140 – Fonction 90.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 031-2946/17/BM**

**■ Cession à titre onéreux au profit de la commune de Gémenos d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain sise boulevard Vessiot à Gémenos  
MET 17/5315/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé l'aménagement du boulevard Vessiot sur le territoire de la commune de Gémenos.

Cette opération a eu pour objectif de rendre un caractère urbain à cette voie située aux abords immédiats du centre-ville historique de la commune en en réduisant la largeur.

Le nouveau tracé du boulevard Vessiot a conduit à distraire une emprise de forme triangulaire du domaine public routier.

Par délibération n° VOI 009-1167/16/CM du 17 octobre 2016 le Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence a approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de l'emprise foncière d'une superficie de 895 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée section AS n°230 en vue de sa cession au profit de la commune de Gémenos pour la réalisation d'un bâtiment à vocation d'habitations et/ou de commerces et services.

Au terme des négociations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gémenos, il a été convenu que ce terrain serait cédé au prix de 1 000 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n°2017-10V0964 du 21 juin 2017,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la cession au profit de la commune de Gémenos d'une emprise foncière issue du domaine public routier métropolitain d'une superficie de 895 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AS n°230 lui permettra de réaliser un bâtiment à vocation d'habitations et/ou de commerces et services.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder au profit de la commune de Gémenos une emprise foncière de 895 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AS n° 230 sise boulevard Vessiot à Gémenos au prix de 1 000 euros.

**Article 2 :**

Le remboursement par l'acquéreur à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

**Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous Politique C130 – Nature 775 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 032-2947/17/BM**

**■ Approbation de la promesse de vente de la parcelle cadastrée section AE n° 24, sise lieudit Rassuen à Istres, au bénéfice de l'association reconnue d'utilité publique La Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos  
MET 17/5634/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle de terrain nu cadastrée section AE n° 24 sise au lieudit Rassuen à Istres, d'une contenance totale d'environ 786 m<sup>2</sup>.

Dans le cadre de son projet de construction d'un nouveau siège social et d'un centre d'accueil d'enfants inadaptés, l'association reconnue d'utilité publique La Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la cession, à son profit, de la parcelle AE n° 24 susvisée afin de parfaire l'unité foncière nécessaire à la réalisation de son projet.

France Domaine a été régulièrement saisi et a évalué la valeur vénale de l'emprise souhaitée au prix de 42 444,00 € H.T. (quarante-deux mille quatre cent quarante-quatre euros hors taxes).

L'association La Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos a donné son accord sur les conditions financières de la présente cession foncière.

Il est précisé que l'ensemble des frais liés à cette procédure est à la charge de l'association La Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la promesse de vente de la parcelle de terrain nu cadastrée section AE n° 24 sise lieu-dit Rassuen à Istres, d'une contenance totale d'environ 786 m<sup>2</sup>, au profit de l'association La Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos, au prix de 42 444,00 € H.T. (quarante-deux mille quatre cent quarante-quatre euros hors taxes).

**Article 2 :**

Maître Sabrina DRIS, notaire à Istres, est désignée pour la rédaction de l'avant-contrat et de sa réitération par acte authentique.

**Article 3 :**

L'ensemble des frais liés à cette procédure est à la charge de l'association La Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos.

**Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, Chapitre 024, nature 024.

**Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

**URB 033-2948/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°5 à la convention cadre d'anticipation et d'impulsion foncière avec l'Etablissement Public Foncier PACA  
MET 17/5269/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Pays d'Aix et l'Etablissement Public Foncier PACA (EPF PACA) ont signé en 2008 une convention cadre

d'anticipation et d'impulsion foncière afin de conduire ensemble, une politique foncière globale sur le territoire visant notamment à répondre aux enjeux en matière d'aménagement de l'espace.

Dès 2008, certaines communes du territoire ont délibéré pour d'une part, confier à l'EPF PACA une mission d'anticipation foncière sur des sites à enjeux et d'autre part, adhérer à la convention cadre d'anticipation et d'impulsion foncière.

Cette convention cadre a fait l'objet de quatre avenants permettant respectivement d'intégrer les nouvelles modalités d'actualisation des prix de cession et de gestion des biens acquis (avenant n°1), d'augmenter l'enveloppe financière attachée à la convention (avenants n°2 et n°3) et d'intégrer de nouveaux sites (avenant n°4). Cette convention cadre d'anticipation et d'impulsion foncière arrive à terme le 31 décembre 2017.

Compte tenu de cette échéance, un travail d'actualisation et de réintégration des sites en gestion par l'EPF PACA a été réalisé. En complément, afin de finaliser les actions foncières engagées sur les sites résiduels, il est proposé l'approbation d'un avenant n°5 ayant pour objet de proroger la durée de la convention cadre jusqu'au 31 décembre 2020 et de ramener l'engagement financier de la Métropole à 6 000 000 € hors taxes au lieu de 20 000 000 € hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient que l'EPF PACA finalise les actions foncières engagées dans le cadre de la convention cadre d'anticipation et d'impulsion foncière.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°5 ci-annexé à la convention cadre d'anticipation et d'impulsion foncière à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et l'EPF PACA.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 034-2949/17/BM**

**■ Approbation d'un apport foncier par la SNC Marseille Parankes Sud au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parankes-La Claire à Marseille 13ème arrondissement  
MET 17/5286/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble dans le secteur des Parankes – La Claire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 7 mai 2015 avec différents partenaires dont la SNC Marseille Parankes Sud, une convention de participation à ce programme d'ensemble, afin de réaliser des équipements publics.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent s'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Métropole ou la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la

réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de sa création, acquiert auprès de la SNC Marseille Parankes Sud deux parcelles de terrain cadastrées 879 C 0258 d'une superficie de 681 m<sup>2</sup> et 879 C 0266 d'une superficie de 430 m<sup>2</sup>, afin de permettre la réalisation de deux voies nouvelles U372 et U378 entre le boulevard Bara et l'avenue Dalbret à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement, et des voies connexes au Programme d'Aménagement d'Ensemble « Les Parankes/La Claire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine.
- La lettre de saisine au Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**



- Que l'acquisition auprès de la SNC Parankes Sud de deux parcelles de terrain cadastrées 879 C 0258 d'une superficie de 681 m<sup>2</sup> environ et 430 m<sup>2</sup> environ cadastrée 879 C 0266 permettra de réaliser deux voies nouvelles U372 et U378 entre le boulevard Bara et l'avenue Dalbret à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement dans le cadre du programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parankes/La Claire à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.
- Que cette acquisition foncière se fait sous forme d'un apport foncier par le constructeur, la valeur du terrain venant en déduction de sa participation globale au Programme d'Aménagement d'Ensemble.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SNC Parankes Sud représentée par Madame Valérie Merel s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence sous forme d'un apport foncier deux parcelles de terrain cadastrées 879 C 0258 et 879 C 0266 d'une superficie de 681 m<sup>2</sup> environ et 430 m<sup>2</sup> à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement et ayant une valeur vénale de 55 550 euros (cinquante cinq mille cinq cent cinquante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

### **Article 4 :**

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015 11 0400 – Chapitre 458 11 51104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 035-2950/17/BM**

■ **Approbation d'un apport foncier par la SNC Cogedim Provence au titre du programme d'aménagement d'ensemble Les Parankes-La Claire à Marseille 13ème arrondissement**

## **MET 17/5431/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble dans le secteur des Parankes – La Claire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 7 mai 2015 avec différents partenaires dont la SNC COGEDIM Provence, une convention de participation à ce programme d'ensemble, afin de réaliser des équipements publics.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent s'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Métropole ou la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de sa création, acquiert auprès de la SNC COGEDIM Provence deux parcelles de terrain cadastrées 879 C 0264 d'une superficie de 923 m<sup>2</sup> et 879 C 0253 d'une superficie de 1 894 m<sup>2</sup>, afin de permettre la réalisation de deux voies nouvelles U372 et U378 entre le boulevard Bara et l'avenue Dalbret à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement, et des voies connexes au Programme d'Aménagement d'Ensemble « Les Parankes/La Claire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 001-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de Métropole donnant délégation au Bureau ;
- L'avis de France Domaine.
- La lettre de saisine au Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition auprès de la SNC COGEDIM Provence de deux parcelles de terrain cadastrées 879 C 0264 d'une superficie de 923 m<sup>2</sup> environ et 879 C 0253 d'une superficie de 1 894 m<sup>2</sup> permettra la réalisation de deux voies nouvelles U372 et U378 entre le boulevard Bara et l'avenue Dalbret à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement dans le cadre du programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parankes/La Claire à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.
- Que cette acquisition foncière se fait sous forme d'un apport foncier par le constructeur, la valeur du terrain venant en déduction de sa participation globale au Programme d'Aménagement d'Ensemble.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SNC COGEDIM Provence représentée par Madame Valérie Merel s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence sous forme d'un apport foncier deux parcelles de terrain cadastrées 879 C 0264 d'une superficie d'environ 923 m<sup>2</sup> et 879 C 0253 d'une superficie de 1 894 m<sup>2</sup> à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement et ayant une valeur vénale de

140 850 euros conformément à l'avis de France Domaine.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

**Article 4 :**

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015 11 0400 – Chapitre 458 11 51104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 036-2951/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière sur le secteur des Embus avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune d'Allauch MET 17/5247/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Avec la loi Duflot du 18 janvier 2013, les communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont tenues d'augmenter significativement leur production de logements locatifs sociaux par an.

Dans ce contexte, le PLH de Marseille Provence Métropole (MPM) substituée depuis par la Métropole a préconisé, afin de soutenir la production foncière, le recours à une convention cadre multi-sites Habitat qui a été conclue entre MPM et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) en 2013 et à laquelle la commune d'Allauch a adhéré.

Ce dispositif a pour objet de faciliter, sur des sites d'intervention potentiels identifiés de moins de 1 hectare, la production de logements à court terme.

Parallèlement, la commune d'Allauch qui a fait l'objet d'un constat de carence le 24 juillet 2014 a approuvé par délibération du conseil municipal du 30 mai 2016 un contrat de mixité sociale conclu avec l'Etat et la Métropole et dans ce cadre a orienté l'action publique des partenaires sur le secteur stratégique des Embus

situé au sud du centre village entre le chemin des Aubagnens et l'avenue Provence (la RD4d). Actuellement classé au PLU en zone AU1, il s'étend sur environ 8,7 ha et est concerné par une servitude de mixité sociale et un taux de 30 % de logements sociaux.

Compte tenu de l'étendue du périmètre d'aménagement, il apparaît que la convention susvisée destinée à cibler des sites restreints, n'est pas adaptée en l'espèce.

C'est pourquoi, la commune d'Allauch et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont manifesté leur volonté de s'engager dans une démarche conventionnelle d'intervention publique ad hoc soutenue et ont sollicité à cet effet l'EPF PACA pour les accompagner dans une mission d'intervention foncière en phase d'impulsion pour favoriser l'aménagement du secteur des Embus.

Ainsi par délibération n° URB 005-1223/16/BM du 15 décembre 2015, le Bureau de la Métropole a approuvé la convention d'intervention foncière conclue entre la Commune d'Allauch et l'EPF PACA par laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune confient à l'EPF PACA une mission d'impulsion foncière sur le secteur des Embus d'une superficie d'environ 8,7 ha.

Cette convention, dont le montant a été fixé à 6,5 millions d'euros pour une période de 5 ans renouvelable, doit permettre de conduire sur le long terme une politique foncière visant à développer sur des sites à enjeux des projets d'initiative publique permettant d'atteindre les objectifs généraux de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'aménagement et de développement durable sur son territoire. L'objectif de production de logements sur le secteur des Embus représente environ 210 logements.

Néanmoins, dans le cadre des réflexions engagées au titre des réponses foncières à la production de logements sociaux, un terrain au lieu-dit « Saint Roch » d'une superficie totale de 1 ha 58 a 79 ca, cadastré section EA sous les n° 2, 3 et 6 a également été identifié comme un secteur à enjeux.

Actuellement classé au PLU en zone AU1, la commune entend développer sur ce terrain situé à l'entrée du vieux village, en bordure de l'avenue du Général de Gaulle, un programme d'environ 150 logements en mixité sociale et fonctionnelle pouvant comporter des équipements publics et des parkings.

C'est pourquoi, la commune d'Allauch et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont manifesté leur volonté de s'engager dans une démarche d'intervention publique et sollicitent à cet effet l'EPF PACA pour les accompagner dans une mission d'intervention foncière en phase d'impulsion-réalisation sur ce secteur.

Ainsi, par délibération du Conseil Municipal en date du 25 septembre 2017 la Commune d'Allauch a approuvé la signature du présent avenant dont l'objet est d'intégrer le terrain situé au lieu-dit « Saint Roch » d'une superficie totale de 1 ha 58 a 79 ca, aux périmètres opérationnels portés par la convention d'intervention foncière sur le site des Embus d'une superficie d'environ 8,7 ha, portant ainsi la capacité globale de production au titre de la convention à 260 logements sur les deux sites.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve ledit avenant qui acte l'extension du périmètre d'intervention foncière de l'EPF PACA en intégrant le site Saint Roch à la convention d'intervention foncière portant sur le site des Embus.

Au titre du présent avenant il est prévu d'augmenter de 1 000 000 d'euros supplémentaires l'enveloppe financière ouverte au titre de ladite convention pour la porter à 7 500 000 euros (7 millions cinq cent mille euros) pour une période de cinq ans renouvelable afin de mener à bien les acquisitions, les études et les frais de portages afférents. La Métropole Aix-Marseille-Provence se porte garante au titre d'une garantie de rachat des biens acquis dans le cadre de cette convention et qui ne trouveraient pas preneurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération RNOV 001-0093/12/CC du 13 février 2012 approuvant le bilan de la 2<sup>ème</sup> année de la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012/2018 ;

- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération RNOV 011-444/13/CC du 28 juin 2013 approuvant la convention Habitat à caractère multi-sites sur le territoire communautaire avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole ainsi que la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement du PLH métropolitain ;
- La délibération URB 005-1223/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant une convention d'intervention foncière sur le secteur des Embus conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune d'Allauch ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Commune d'Allauch du 25 septembre 2017 approuvant la signature de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière portant sur le secteur des Embus.
- L'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Ouï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en œuvre une politique foncière partenariale et volontariste à même

de traduire une dynamique de développement durable.

- Que la commune d'Allauch entend élargir le périmètre d'intervention foncière de l'EPF PACA en intégrant le terrain au lieu-dit « Saint Roch » identifié comme un secteur à enjeux à la convention d'intervention foncière portant sur le site des Embus.
- Que l'avenant à la convention d'intervention foncière conclue entre la commune d'Allauch, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPF PACA permettra d'engager une mission d'impulsion foncière sur l'ensemble de ces deux sites et contribuera à terme au développement maîtrisé de la commune par une gestion économe de l'espace et une diversification de l'offre de logements.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé conclu avec la commune d'Allauch et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur dont l'objet est d'intégrer le terrain situé au lieu-dit « Saint Roch » à la convention d'intervention foncière portant sur le site des Embus.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 037-2952/17/BM**

### **■ Approbation d'une convention d'intervention foncière en phase réalisation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la Commune de Pertuis - ZAC du Jas de Beaumont MET 17/5258/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2005, le Pays d'Aix a engagé avec l'Etablissement Public Foncier PACA (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

Dans ce cadre, le secteur dit « Jas de Beaumont » situé au Nord-Ouest de la commune de Pertuis, a déjà fait l'objet en 2007 d'une convention d'anticipation foncière entre la commune de Pertuis, l'EPF PACA et

le Territoire du Pays d'Aix, laquelle arrive à terme le 31 décembre 2017.

Ce secteur est une vaste « dent creuse » de 40 ha entre deux espaces pavillonnaires, en accroche directe avec la partie Nord du centre-ville de Pertuis et représente un espace de développement stratégique de l'habitat pour la collectivité. Il a d'ailleurs fait l'objet d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) en 2007 dont le périmètre a été renouvelé par arrêté préfectoral du 31 mai 2016.

Également, afin d'accompagner la commune dans la définition d'un projet d'aménagement global et du montage opérationnel adapté, le Territoire du Pays d'Aix, par délibération du 14 octobre 2014, a déclaré le secteur d'intérêt communautaire.

Sur le plan opérationnel, une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été créée le 17 octobre 2016, sur une emprise d'environ 14 ha, correspondant à la première phase d'aménagement du quartier de Jas de Beaumont. L'EPCI et la commune de Pertuis ont validé une programmation et un parti d'aménagement s'intégrant dans les orientations générales définies par le Plan Local d'Urbanisme de Pertuis, comprenant notamment :

- la création d'environ 400 logements dont 40% de logements locatifs sociaux,
- une place ouverte intégrant du stationnement et qui sera accompagnée de commerces et services de proximité,
- deux parcs urbains représentant une superficie globale d'environ 2 ha ainsi qu'une trame verte paysagère piétonne.

Ainsi, afin que l'opérateur foncier puisse poursuivre les acquisitions foncières nécessaires dans le cadre de la ZAC, il est proposé de conclure une nouvelle convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole, l'Établissement Public Foncier PACA et la commune de Pertuis, sur le périmètre de la ZAC.

Cette démarche conventionnelle est conduite en application des principes suivants : la Métropole, en lien avec la Commune de Pertuis, assure le pilotage de l'opération d'aménagement. L'EPF PACA conduit les démarches d'acquisition des terrains et la Métropole se porte caution pour le rachat éventuel des tènements fonciers.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa signature et prendra fin au 31 décembre 2022. La garantie de rachat est fixée dans la présente convention à 4,5 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

Parallèlement, il est proposé que le secteur Nord du Jas de Beaumont, non compris dans le périmètre de ZAC, soit couvert par une convention d'anticipation

foncière, laquelle fait l'objet d'une délibération distincte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient que l'EPF PACA poursuive sa mission foncière sur le secteur de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase réalisation ci-annexée entre la Métropole, l'EPF PACA et la Commune de Pertuis sur le secteur de la ZAC du Jas de Beaumont.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 038-2953/17/BM**

### **■ Approbation d'une convention d'anticipation foncière avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la Commune de Pertuis - Site Jas de Beaumont Nord MET 17/5259/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2005, le Pays d'Aix a engagé avec l'Etablissement Public Foncier PACA (EPF) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

Dans ce cadre, le secteur dit « Jas de Beaumont » situé au Nord-Ouest de la commune de Pertuis, a déjà fait l'objet en 2007 d'une convention d'anticipation foncière entre la commune de Pertuis, l'EPF PACA et le Territoire du Pays d'Aix, laquelle arrive à terme le 31 décembre 2017.

Ce secteur est une vaste « dent creuse » de 40 ha entre deux espaces pavillonnaires, en accroche directe avec la partie Nord du centre-ville de Pertuis et représente un espace de développement stratégique de l'habitat pour la collectivité. Il a d'ailleurs fait l'objet d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) en 2007 dont le périmètre a été renouvelé par arrêté préfectoral du 31 mai 2016.

Par la suite, afin d'accompagner la commune dans la définition d'un projet d'aménagement global et du montage opérationnel adapté, le Territoire du Pays d'Aix, par délibération du 14 octobre 2014, a déclaré le secteur d'intérêt communautaire.

L'EPCI et la commune de Pertuis ont validé un parti d'aménagement, s'intégrant dans les orientations générales du Plan Local d'Urbanisme de Pertuis, comprenant :

- une première phase d'aménagement dans la partie Sud du secteur, conduite dans le cadre d'une Zone d'Aménagement Concerté, sur une emprise d'environ 14 ha, visant à réaliser un programme mixte (400 logements dont 40 % de logements aidés, des commerces et services, accompagnés d'aménagements paysagers),

- l'aménagement de la partie Nord du secteur, d'une superficie d'environ 25 ha, interviendra dans un deuxième temps. Il comprendra notamment la réalisation de programmes d'habitat.

Ainsi, afin que l'opérateur foncier puisse poursuivre les acquisitions foncières nécessaires dans le cadre de l'aménagement du quartier du Jas de Beaumont, il est proposé de conclure une nouvelle convention d'anticipation foncière entre la Métropole, l'Etablissement Public Foncier et la commune de

Pertuis, sur la partie Nord du secteur, d'une superficie de 25 ha.

Cette démarche conventionnelle est conduite en application des principes suivants : la Métropole, en lien avec la Commune de Pertuis, assure le pilotage de l'opération d'aménagement. L'EPF PACA conduit les démarches d'acquisition des terrains et la Métropole se porte caution pour le rachat éventuel des tènements fonciers.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa signature et prendra fin au 31 décembre 2023. La garantie de rachat est fixée dans la présente convention à 12 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

Parallèlement, il est proposé que le périmètre de la ZAC soit couvert par une convention d'intervention foncière en phase réalisation, laquelle fait l'objet d'une délibération distincte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient que l'EPF PACA poursuive sa mission de veille et d'intervention foncière sur le secteur Nord du Jas de Beaumont à Pertuis.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'anticipation foncière ci-annexée entre la Métropole, l'EPF PACA et la commune de Pertuis sur le secteur « Jas de Beaumont Nord ».

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 039-2954/17/BM**

### **■ Approbation d'une convention d'anticipation foncière avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la Commune de Venelles - Site Les Logissons 2 MET 17/5265/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2005, le Pays d'Aix a engagé avec l'Etablissement Public Foncier PACA (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

Dans ce cadre, le secteur dit « Les Logissons » situé au Sud de la commune de Venelles, au sein du pôle d'activités éponyme, a déjà fait l'objet en 2009 d'une convention d'anticipation foncière entre la commune de Venelles, l'EPF PACA et le Territoire du Pays d'Aix, laquelle arrive à terme le 31 décembre 2017.

Ce secteur, déjà anthropisé, représente une superficie d'environ 99 ha. Il est actuellement à vocation de développement économique mais la commune souhaite favoriser, sur certaines poches de ce périmètre, une mixité des fonctions, afin d'y organiser un projet d'ensemble liant les problématiques d'habitat, de développement économique et de déplacements. Ce secteur est également identifié dans le Contrat de Mixité Sociale signé entre la Commune, l'État et la Métropole Aix-Marseille-Provence en août 2016.

Ainsi, afin que l'opérateur foncier puisse poursuivre l'acquisition des emprises foncières destinées à muter, il est proposé de conclure une nouvelle convention d'anticipation foncière entre la Métropole, l'Etablissement Public Foncier PACA et la Commune de Venelles, sur un périmètre plus restreint de 78 ha.

Cette démarche conventionnelle est conduite en application des principes suivants : la commune assure le pilotage des orientations d'aménagement, l'EPF PACA et la Métropole intervenant en appui technique et en ingénierie. L'EPF PACA conduit les démarches d'acquisition des terrains et la Métropole se porte caution pour le rachat éventuel des tènements fonciers.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa notification et prendra fin au 31 décembre 2023. La garantie de rachat est fixée dans la présente convention à 12,5 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient que l'EPF PACA poursuive sa mission foncière sur le secteur dit « Les Logissons » à Venelles.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'anticipation foncière ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence –

Territoire du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Venelles sur le secteur Les Logissons 2.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 040-2955/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention d'intervention foncière en phase réalisation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la Commune de Venelles - Site Font Trompette MET 17/5266/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2005, le Pays d'Aix a engagé avec l'Etablissement Public Foncier PACA (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

Dans ce cadre, le secteur dit « Font Trompette » situé au Nord de la Commune de Venelles, bordé par la RD96, a déjà fait l'objet en 2007 d'une convention d'anticipation foncière entre la Commune de Venelles, l'EPF PACA et le Territoire du Pays d'Aix, laquelle arrive à terme le 31 décembre 2017.

Ce secteur, d'une superficie d'environ 40 ha, représente un espace de développement stratégique pour la Commune afin de répondre aux besoins en logement de la population, tout en favorisant une mixité urbaine et sociale. Il a d'ailleurs fait l'objet d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) en 2007 dont le périmètre a été renouvelé par arrêté préfectoral du 3 juin 2016.

Sur le secteur, la Commune de Venelles a validé une programmation s'intégrant dans les orientations générales du Plan Local d'Urbanisme prévoyant la réalisation, en trois phases, d'environ 550 logements dont 220 logements locatifs sociaux, accompagnés par la création d'équipements publics structurants, notamment un groupe scolaire et des infrastructures routières. Cette opération est également identifiée dans le Contrat de Mixité Sociale signé entre la Commune, l'État et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi, afin que l'opérateur foncier puisse poursuivre les acquisitions foncières nécessaires dans le cadre du projet global de Font Trompette, il est proposé de conclure une nouvelle convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole,

l'Etablissement Public Foncier PACA et la Commune de Venelles, sur le périmètre susvisé.

Cette démarche conventionnelle est conduite en application des principes suivants : la Commune assure le pilotage de l'opération d'aménagement, l'EPF PACA et la Métropole intervenant en appui technique et en ingénierie. L'EPF PACA conduit les démarches d'acquisition des terrains et la Métropole se porte caution pour le rachat éventuel des tènements fonciers.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa notification et prendra fin au 31 décembre 2022. La garantie de rachat est fixée dans la présente convention à 7 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient que l'EPF PACA poursuive sa mission foncière sur le secteur dit « Font Trompette » à Venelles.

#### **Délibère**



## **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'intervention foncière ci-annexée en phase réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Venelles sur le secteur Font Trompette.

## **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces liées à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 041-2956/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention d'anticipation foncière sur le site des Sardénas avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune de Lançon-Provence MET 17/5719/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'EPF PACA, régi par les dispositions des articles L.321-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, est un outil au service de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements ou d'un autre établissement public pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Ces politiques foncières contribuent à la réalisation d'objectifs ou de priorités définis par son Conseil d'Administration et traduits dans son Programme Pluriannuel d'Interventions.

Suivant la délibération métropolitaine du 30 mars 2017, la définition de la notion de zone d'activité dans le cadre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est en cours d'élaboration, en vue notamment d'identifier les périmètres des zones d'activités ayant vocation à être transférées à la Métropole.

La zone d'activité des Sardénas à Lançon-Provence a vocation à être identifiée d'intérêt métropolitain et être transférée à la Métropole.

En effet, cette zone, née au début des années 1980, a une vocation mixte d'activités artisanales, commerciales, industrielles, foraines. Sa desserte principale, par la RD 113 en entrée de ville, est un atout car elle la rend très facilement accessible, notamment pour les poids lourds et les activités nécessitant de fréquents déplacements. Cependant, cette zone, développée sur du foncier essentiellement privé, a été investie au gré des opportunités foncières sans optimisation et parfois même transformée pour un usage d'habitation.

Aujourd'hui la commune souhaiterait requalifier cette zone pour impulser l'implantation d'activités commerciales et économiques favorables au bon développement de la commune et participant à l'amélioration de la qualité de l'entrée de ville.

Un périmètre stratégique d'une superficie de 4 hectares de terrain a été identifié le long de la RD113, son aménagement pour une commercialisation pourrait avoir un effet de levier réel sur la requalification de l'ensemble de la zone.

Dans cet objectif, la Métropole, au titre de ses compétences en matière de développement économique a décidé d'accompagner la Commune de Lançon-Provence dans la requalification de l'ensemble de la zone.

Ainsi, la Métropole, la Commune et l'EPF Provence Alpes Côte d'Azur conviennent de s'associer pour conduire sur le long terme une politique d'anticipation foncière sur ce territoire à enjeu.

Il s'agit :

-d'une part de mener les études permettant de définir un véritable projet de requalification de ce site et de préciser son périmètre,

-d'autre part de limiter les mutations de parcelles stratégiques pour le projet.

La présente convention a pour but de définir, aussi bien sur le plan technique que financier, le partenariat entre la commune de Lançon - Provence, la Métropole Aix Marseille Provence et l'EPF PACA.

Cette intervention s'inscrit dans l'axe 5 d'intervention du Programme Pluriannuel d'Interventions de l'EPF PACA :

« Projets de reconversion, de requalification de zones d'activité stratégiques existantes et obsolètes ou de redéploiement d'entreprises dans le cadre de projets de renouvellement urbain. »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonnais du 11 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée, à conclure entre l'EPF PACA, la commune de Lançon-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 042-2957/17/BM**

**■ Approbation d'une convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site des Réissous avec l'Etablissement Public Foncier et la commune de Lançon-Provence  
MET 17/5720/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'EPF PACA, régi par les dispositions des articles L.321-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, est un outil au service de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements ou d'un autre établissement public pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Ces politiques foncières contribuent à la réalisation d'objectifs ou de priorités définis par son Conseil d'Administration et traduits dans son Programme Pluriannuel d'Interventions.

L'objectif principal et les principes généraux qui guident le Partenariat EPF- Communes – Métropole est de mobiliser du foncier pour permettre la réalisation de programmes de logements conformes aux projets des collectivités

Lançon-Provence, commune de la Métropole Aix Marseille-Provence est dotée d'une superficie de 6.892 hectares, répartie en trois agglomérations (le Village, les Baïsses, Sibourg), distantes d'environ 8 kilomètres l'une de l'autre.

Du fait de son positionnement au centre du département des Bouches du Rhône, aux portes du bassin d'emploi de Salon de Provence et à proximité de l'axe autoroutier de l'A7, la population de la Commune n'a cessé de croître durant ces quarante dernières années, passant de 1.664 habitants, en 1962, à près de 8.738 habitants, renforçant ainsi le caractère résidentiel de la Commune.

Elle constitue un pôle structurant du Pays Salonnais, toutefois, le parc de logements est trop peu diversifié et l'offre de logements aidés est faible.

Aussi, la Commune a été soumise à un rattrapage au titre de la loi SRU afin d'atteindre l'objectif de 25 %.

Afin de répondre à ces engagements, la Commune souhaite réaliser une opération d'ensemble sur le site des Réissous, d'une superficie d'environ 4 hectares dans la continuité urbaine au nord de la Commune, le long de la RD15 et du canal de l'EDF afin d'y réaliser 286 logements environ dont 50% de logements locatifs sociaux.

Ces objectifs sur ce site ont été repris dans le contrat de mixité sociale signé par la Commune, le 12 février 2016.

Ainsi, la Commune en lien avec la Métropole sollicite l'EPF PACA pour initier une mission d'intervention foncière en phase impulsion /réalisation sur le site des Réissous.

Cette intervention s'inscrit dans le 2<sup>ème</sup> axe d'intervention du Programme Pluriannuel d'Interventions de l'EPF PACA : « Favoriser la réalisation de projets d'ensemble économes d'espace ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du

L'EPF PACA, régi par les dispositions des articles L.321-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, est un outil au service de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements ou d'un autre établissement public pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Ces politiques foncières contribuent à la réalisation d'objectifs ou de priorités définis par son Conseil d'Administration et traduits dans son Programme Pluriannuel d'Interventions.

L'objectif principal et les principes généraux qui guident le Partenariat EPF- Communes – Métropole est de mobiliser du foncier pour permettre la réalisation de programmes de logements conformes aux projets des collectivités.

Dans le contexte antérieur à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Communauté d'Agglomération Agglopol-Provence et l'EPF PACA ont signé en 2007 «une convention Cadre», destinée à soutenir, sur le long terme une politique foncière globale sur le territoire du Pays Salonais en mettant en place tous les outils qui étaient à sa disposition pour soutenir les projets de développement urbain de ses Communes membres.

La commune de Sénas a adhéré au dispositif conventionnel cadre par délibération de son Conseil Municipal en 2016 permettant à l'EPF PACA d'intervenir sur l'intégralité du site « Pont de Lauture». Ce dispositif prend fin le 31 décembre 2017.

Aussi, la présente convention doit permettre de poursuivre l'action de l'EPF PACA sur ce site.

Sénas, Commune de la Métropole Aix-Marseille-Provence est située au nord-ouest du département, dans la plaine agricole de la Durance et est dominée par le massif des Alpilles. La Commune comptait 7 095 habitants en 2014.

La présence de l'autoroute A7 lui assure une bonne desserte aux principaux pôles d'emploi locaux : Salon de Provence, Avignon, Aix en Provence.

Cette accessibilité ainsi que la présence de nombreux commerces et services et un cadre de vie agréable ont contribué au développement de la Commune, qui projette une augmentation de sa population à 8000 habitants en 2025.

Cependant, depuis 1999, on constate une tendance au vieillissement de la population et à une diminution de la taille des ménages entraînant de nouveaux besoins en matière d'offre de logements et de services.

Aussi, la Commune a été soumise à un rattrapage au titre de la loi SRU afin d'atteindre l'objectif de 25 %.

Afin de répondre à ces engagements, la Commune a identifié plusieurs secteurs d'interventions dont le secteur de Pont de Lauture, nouvelle zone à urbaniser à vocation d'habitat, d'une emprise globale d'environ 6 hectares qui se situe entre la voie ferrée, le canal et la D7n.

Ce site a été également inscrit dans le cadre du contrat de mixité sociale avec un objectif de 200 logements dont 80 LLS.

Aujourd'hui, la Commune en lien avec la Métropole souhaite à la fois définir le parti d'aménagement et la programmation de ce site et assurer la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation de cette opération.

Dans le prolongement du partenariat existant qui prend fin le 31 décembre 2017, et pour conduire les études et l'acquisition de l'assiette foncière nécessaire au projet, la Commune sollicite l'EPF PACA pour une mission d'intervention foncière en phase anticipation/impulsion sur ce site.

Cette intervention s'inscrit dans le 2<sup>ème</sup> axe d'intervention du Programme Pluriannuel d'Interventions de l'EPF PACA : «Favoriser la réalisation de projets d'ensemble économes d'espace ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au

Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée, à conclure entre l'EPF PACA, la commune de Sénas et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 044-2959/17/BM**

**■ Approbation d'une convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site des Cassades et de l'Ensoleillé avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune de Pélissanne  
MET 17/5721/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'EPF PACA, régi par les dispositions des articles L.321-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, est un outil au service de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements ou d'un autre établissement public pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Ces politiques foncières contribuent à la réalisation d'objectifs ou de priorités définis par son Conseil d'Administration et traduits dans son Programme Pluriannuel d'Interventions.

L'objectif principal et les principes généraux qui guident le Partenariat EPF- Communes – Métropole est de mobiliser du foncier pour permettre la réalisation de programmes de logements conformes aux projets des collectivités.

L'ensemble de ces principes régit le projet de convention ci-annexé, en tenant compte des spécificités liées au secteur étudié.

Pélissanne, Commune de la Métropole Aix-Marseille-Provence se situe aux portes des bassins d'emplois de Salon de Provence et d'Aix en Provence, accessibles par une double desserte autoroutière (A54 et A7). La Commune étant bien équipée et disposant d'une offre de services conséquente, cette proximité lui confère un caractère résidentiel fort.

Il en ressort que Pélissanne constitue un pôle structurant du Pays Salonais, mais que le parc de logements est trop peu diversifié : majoritairement pavillonnaire, l'offre de logements aidés est faible et inégalement répartie. On recense en particulier une demande forte chez les jeunes et les petits ménages.

Aussi, la Commune a été soumise à un rattrapage au titre de la loi SRU afin d'atteindre l'objectif de 25 %.

Dans le cadre de son développement territorial, la Commune de Pélissanne a défini 2 périmètres de projet d'une emprise globale d'environ 11 hectares en zone 2AU au Plan Local d'Urbanisme : les Cassades et l'Ensoleillé qui se situent à proximité de la RD15.

Ces sites ont été également inscrits dans le cadre du contrat de mixité sociale avec un objectif de 400 logements dont 200 LLS.

Aujourd'hui, la Commune en lien avec la Métropole souhaite à la fois définir le parti d'aménagement et la programmation de ce site dans un environnement naturel et boisé dont une grande partie est à préserver et assurer la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation par tranche de cette opération.

Dans le prolongement du partenariat initié avec l'EPF PACA sur la convention multi-sites habitat à l'échelle de l'ancienne communauté d'Agglomération Agglopol Provence qui prend fin le 31 décembre 2017, et pour poursuivre l'acquisition de l'assiette foncière, la Commune sollicite l'EPF PACA pour une mission d'intervention foncière en phase impulsion /réalisation sur ces sites.

Cette intervention s'inscrit dans le 2<sup>ème</sup> axe d'intervention du Programme Pluriannuel d'Interventions de l'EPF PACA : « Favoriser la réalisation de projets d'ensemble économes d'espace ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée, à conclure entre l'EPF PACA, la commune de Pélissanne et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**URB 045-2960/17/BM**

**■ Approbation d'une convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site des Viougues, avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune de Pélissanne  
MET 17/5734/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'EPF PACA, régi par les dispositions des articles L.321-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, est un outil au service de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements ou d'un autre établissement public pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Ces politiques foncières contribuent à la réalisation d'objectifs ou de priorités définis par son Conseil d'Administration et traduits dans son Programme Pluriannuel d'Interventions.

L'objectif principal et les principes généraux qui guident le Partenariat EPF- Communes – Métropole est de mobiliser du foncier pour permettre la réalisation de programmes de logements conformes aux projets des collectivités.

L'ensemble de ces principes régit le projet de convention ci-annexé, en tenant compte des spécificités liées au secteur étudié.

Pélissanne, Commune de la Métropole Aix-Marseille-Provence se situe aux portes des bassins d'emplois de Salon de Provence et d'Aix en Provence, accessibles par une double desserte autoroutière (A54 et A7). La Commune étant bien équipée et disposant d'une offre de services conséquente, cette proximité lui confère un caractère résidentiel fort.

Il en ressort que Pélissanne constitue un pôle structurant du Pays Salonais, mais que le parc de logements est trop peu diversifié : majoritairement pavillonnaire, l'offre de logements aidés est faible et inégalement répartie. On recense en particulier une demande forte chez les jeunes et les petits ménages.

Aussi, la Commune a été soumise à un rattrapage au titre de la loi SRU afin d'atteindre l'objectif de 25 %.

Le site des Viougues, identifié dans le cadre du contrat de mixité sociale, est un ensemble foncier situé dans la première séquence d'entrée de ville ouest, le long de l'axe de liaison directe avec la ville de Salon de Provence, et avec l'échangeur autoroutier de l'A7. Il s'inscrit dans un périmètre plus large identifié comme secteur prioritaire au SCOT d'Agglopolé Provence pour la requalification de l'entrée de ville avec une mixité de fonctions urbaines : logements, services et commerces. 104 logements y sont prévus à horizon 2022 dans le cadre du contrat de mixité sociale.

Dans le cadre d'un conventionnement en multi-sites entre la commune, l'EPF PACA et l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolé Provence, une étude a permis de confirmer la faisabilité de cette opération d'ensemble pour un programme d'environ 100 logements dont 50% de LLS.

Dans le prolongement du partenariat initié avec l'EPF PACA sur la convention multi-sites habitat à l'échelle de l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolé Provence qui prend fin le 31 décembre 2017, et pour poursuivre l'acquisition de l'assiette foncière, la Commune sollicite l'EPF PACA pour une mission d'intervention foncière en phase impulsion /réalisation sur ces sites.

Cette intervention s'inscrit dans le 2<sup>ème</sup> axe d'intervention du Programme Pluriannuel d'Interventions de l'EPF PACA : « Favoriser la réalisation de projets d'ensemble économes d'espace ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée, à conclure entre l'EPF PACA, la commune de Pélissanne et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**URB 046-2961/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n° 3 à la convention opérationnelle sur le site de la Chapelle à La Bouilladisse signée avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune de La Bouilladisse, en phase impulsion/réalisation  
MET 17/5525/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, la Commune de La Bouilladisse et l'EPF PACA ont approuvé le 2 décembre 2008 une convention d'intervention foncière opérationnelle d'impulsion et réalisation sur le site de La Chapelle afin de conduire la mission foncière nécessaire à la mise en œuvre d'un projet d'aménagement en continuité du centre de la commune.

Ce projet a fait l'objet, le 14 décembre 2015, de la création d'une Zone d'Aménagement Concerté pour la mise en œuvre d'un programme de 350 logements environ, organisé autour d'un équipement structurant, un futur lycée et de la desserte du site par un projet de tramway, le Val'tram, reliant La Bouilladisse à Aubagne.

Dans ce contexte, l'EPF a conduit les études de faisabilité et a procédé à des acquisitions foncières amiables, et a aujourd'hui la maîtrise de 5 hectares, en regard d'une emprise de projet de 15,7 hectares.

Pour poursuivre la réalisation de cette opération, et conjointement à la désignation de l'aménageur en charge de sa réalisation, la SPL Façonéo, l'EPF s'est vu confier la maîtrise foncière totale du périmètre et la conduite de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

L'ensemble des dossiers de DUP, d'enquête parcellaire conjointe et de mise en compatibilité du plan d'occupation des sols ont été finalisés en vue de l'ouverture d'une enquête publique initialement prévue au 1<sup>er</sup> semestre 2017.

Cependant, depuis la caducité de son POS intervenue le 27 mars 2017, et le passage aux dispositions du Règlement National d'Urbanisme, la commune de La Bouilladisse n'est plus couverte par un document d'urbanisme, dans l'attente de l'approbation de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), prévue fin 2017. En conséquence, l'EPF PACA a demandé le retrait du dossier de DUP précédemment constitué et préconisé la mise en place d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) dans cette temporalité.

Dans ce contexte, l'objectif est de déposer au plus tard en juin 2018 un nouveau dossier de DUP et parcellaire conjoint sur la base du PLU qui sera devenu opposable. Il est nécessaire pour conduire

l'ensemble des procédures administratives et judiciaires visant à la maîtrise foncière totale, et pour procéder à la cession des fonciers à l'aménageur désigné, de proroger la convention à échéance fin 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention d'intervention foncière opérationnelle sur le site de la Chapelle à La Bouilladisse en phase impulsion/réalisation signée avec l'EFP PACA et la commune de La Bouilladisse le 1er octobre 2008 ;
- Le projet d'avenant n°3 à la convention d'intervention foncière opérationnelle sur le site de la Chapelle à La Bouilladisse en phase impulsion/réalisation signée avec l'EFP PACA et la commune de La Bouilladisse ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la maîtrise foncière de ce projet ne peut se réaliser que par une procédure de DUP et qu'il a été convenu dans le cadre du partenariat avec l'EPF PACA, que ce soit l'EPF PACA qui conduise cette procédure ;
- Que la DUP ne pourra être prononcée par le Préfet qu'une fois le PLU de la commune approuvé.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé à la convention d'intervention foncière opérationnelle sur le site de La Chapelle à La Bouilladisse signée avec l'EFP PACA et la commune de La Bouilladisse, en phase impulsion/réalisation.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé signer cet avenant ainsi que tout document y afférent.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Développement  
territorial, logement, centres  
anciens, contrat de ville"***  
\*\*\*\*\*

**DEVT 001-2962/17/BM**

**■ Approbation de la convention cadre habitat à caractère multi-sites métropolitaine conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la convention Habitat subséquente à destination des communes de la Métropole  
MET 17/5415/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016 regroupe 92 communes pour une population d'un million huit cent cinquante mille habitants, sur un territoire de plus de 315 000 Hectares, dont 50% d'espaces naturels.

L'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et en matière de politique locale de l'habitat.

Mais la mise en œuvre de ces compétences nécessite d'engager un travail partenarial de niveau métropolitain afin de créer les conditions pour définir un projet de développement territorial métropolitain.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit accompagner la dynamique des Territoires et des Communes, en articulation avec les documents stratégiques et l'aménagement opérationnel. Pour cela il est important de définir une stratégie foncière anticipatrice et transversale à même de traduire en actions foncières les objectifs de développement qui sont inscrits dans les documents de planification et le projet métropolitain.

Le schéma de cohérence territoriale (SCOT) métropolitain, dont l'approbation est programmée en 2022, poursuit comme objectifs principaux la limitation de la consommation d'espaces et la qualité et le cadre de vie tout en préservant les spécificités et les identités des territoires

Le Programme local de l'habitat (PLH) métropolitain, dont l'engagement du processus d'élaboration a été délibéré par le Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, fixera les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement pour une durée de six ans en favorisant le renouvellement urbain et la mixité sociale

Aussi, au vu de la dynamique et des enjeux de développement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité auprès de Monsieur le Préfet, l'opportunité d'une délégation des aides à la pierre. Celle-ci fait donc l'objet d'une convention qui couvre la période 2017-2022.

Enfin, le principe de l'élaboration du plan d'action foncière métropolitain, ayant pour objectif de décliner les axes prioritaires et les outils d'une stratégie foncière métropolitaine, a été délibéré par le Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016.

En pratique, le territoire métropolitain en construction doit faire face à des difficultés marquées en matière d'habitat et de logements, renforcées par une forte pression foncière, qui se caractérisent notamment par :

- Des valeurs foncières et immobilières soutenues qui augmentent régulièrement
- Un fort déficit du parc privé et de l'offre de logements sociaux
- Une production de logements très consommatrice de ressources
- Un rythme de production de logements modéré alors même que la consommation foncière augmente davantage.

De nombreuses démarches ont précédé la création de la Métropole et doivent désormais être poursuivies et élargies à l'ensemble du territoire métropolitain. C'est le cas du partenariat conclu avec l'Etablissement public Foncier Provence-Alpes Côte d'Azur (PACA) pour accompagner les politiques thématiques menées par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre des compétences qui lui sont confiées, notamment en matière de politique de l'habitat.

Des dispositifs conventionnels multi-sites habitat conclus antérieurement à l'échelle de certains territoires arrivent à échéance en décembre 2017.

La présente convention viendra donc prendre le relai de l'ensemble des conventions multi-sites habitat préexistantes, celles venant à échéance ainsi que

celles dont l'échéance était programmée ultérieurement. Par voie de conséquence, les dépenses réalisées au titre des précédentes conventions seront reprises dans la présente convention.

La convention habitat à caractère multi-sites a pour objectif de :

- poursuivre les actions foncières engagées avec les Communes de la Métropole.
- avoir une action coordonnée et homogène sur l'ensemble du territoire Métropolitain en vue de participer à l'élaboration du futur PLH Métropolitain
- répondre au plan d'urgence engagé par l'Etat pour la production de logements sociaux, avec notamment la participation et la mise en œuvre du volet foncier « production à court terme » des contrats de mixité sociale.

Pour participer à la réalisation de ces objectifs, la présente convention organise le rôle de chaque partenaire et définit la démarche et les moyens de l'intervention de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur .

Les missions d'acquisitions foncières et de portage foncier des biens attachés à cette convention doivent permettre de réaliser des programmes d'habitat prioritairement sur le court terme, avec un document d'urbanisme compatible, sur des sites identifiés devant répondre à des critères de localisation et d'économie d'espace.

Pour permettre les acquisitions foncières et les études préalables nécessaires liées à cette production, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur réserve sur ses fonds propres un montant de 85 000 000 € (quatre vingt cinq millions d'euros), jusqu'au 31 décembre 2023.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes Côte d'Azur au titre de cette convention bilatérale. Elle valide l'identification des sites, les acquisitions foncières stratégiques et participe à la démarche de cession des biens. Par ailleurs, la Métropole supporte la charge des obligations de garantie de rachat incluant le remboursement des débours. Sur la question de la gestion des biens acquis par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle est positionnée comme délégataire et peut toutefois subdéléguer ou rétrocéder aux Communes ou à une tierce personne la gestion des biens.

Cette convention compte parmi les dispositifs d'ingénierie foncière et de moyens de portage foncier que la Métropole souhaite mettre à la disposition des



Communes pour assurer la continuité et renforcer la politique en matière d'habitat.

A cet effet, il y a lieu d'approuver également en cascade une convention Habitat qui sera conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Communes souhaitant bénéficier du dispositif.

Cette convention, jointe en annexe, matérialise les modalités d'organisation fonctionnelle entre la Métropole et les Communes et définit les modalités de collaboration de la Commune au processus décisionnel de validation des sites et des acquisitions stratégiques.

En outre, elle pose comme principe la remise en gestion des biens acquis par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur à la Commune par délégation de la Métropole, sous réserve d'exceptions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement urbain (SRU) ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 16 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la

Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;

- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement du Programme local de l'Habitat métropolitain (PLH) ;
- La délibération URB 003-1407/16/CM du 15 décembre 2016 prescrivant l'élaboration du schéma de cohérence territoriale (SCOT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son périmètre ;
- La délibération URB 003-1407/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le principe du Plan d'Actions Foncières métropolitain ;
- L'information des Conseils de Territoire ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que la Métropole souhaite mettre à disposition des communes un dispositif d'ingénierie foncière et de portage foncier pour assurer la continuité et renforcer la politique en matière d'habitat ;
- Que la convention cadre Habitat à caractère multi-sites métropolitaine conclue entre l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra sur l'ensemble du territoire métropolitain de mettre en place une stratégie foncière en lien avec les objectifs de production de logements découlant des documents de planification ;
- Que la convention Habitat, annexée à la convention cadre Habitat à caractère multi-sites, proposée par la Métropole Aix-Marseille-Provence aux Communes souhaitant bénéficier du dispositif, permet de matérialiser les modalités d'organisation fonctionnelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Communes partenaires.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention cadre Habitat à caractère multi-sites conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

## **Article 2 :**

Est approuvée la convention Habitat subséquente qui organise les modalités d'organisation fonctionnelle avec les communes souhaitant bénéficier du dispositif multi-sites.

## **Article 3 :**

Monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention cadre Habitat à caractère multi-sites.

## **Article 4 :**

Monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention Habitat subséquente avec les communes souhaitant bénéficier du dispositif.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEVT 002-2963/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention pour la mise en oeuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés sur le territoire de Marseille Provence MET 17/5331/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2014, la loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Renové (dite loi ALUR) a permis d'améliorer le fonctionnement des copropriétés en proposant de nouveaux outils. Parallèlement, l'Agence Nationale de l'Habitat - Anah a commandé une étude statistique sur le pré repérage des copropriétés dégradées. Les copropriétés classées en catégorie D sont celles qui présentent des indicateurs de fragilité. Le nombre de copropriétés à Marseille, qui rencontrent des problèmes importants d'habitat dégradé, a été estimé à environ 6 000. Marignane accueille également des copropriétés fragiles et en voie de dégradation qui, malgré les aides de la Politique de la Ville, ne parviennent pas à se redresser durablement.

Ces différents constats permettent à l'Etat, qui mobilise des moyens supplémentaires, et aux collectivités de construire une politique publique d'envergure visant à mieux prendre en compte le redressement des copropriétés en déshérence et de prévenir la dégradation de celles qui sont fragilisées.

En mars 2017 un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille est approuvé par la Métropole, l'Etat, l'Anah, la Ville de Marseille. Le Département et la Région sont également sollicités pour participer à cet accord.

Cet accord partenarial s'articule autour de quatre types d'actions :

- l'élaboration d'un observatoire des copropriétés, confiée en janvier 2017 à l'AGAM. Portant sur l'ensemble des copropriétés marseillaises de plus de 2 lots et dont les bailleurs sociaux ne sont pas des copropriétaires majoritaires, son objectif est de repérer, parmi l'important volume de copropriétés et par filtres successifs, celles nécessitant une attention particulière, afin d'intervenir suffisamment tôt, avec des outils opérationnels adaptés, pour inverser un processus de déqualification,
- l'intervention prioritaire sur 11 grandes copropriétés (plus de 100 lots principaux), dites du "cercle 1", dont la dégradation est avérée, situées dans des quartiers prioritaires d'intérêt national ou régional pour l'ANRU, selon des modalités opérationnelles déjà définies pour certaines d'entre-elles et à construire pour d'autres, après réalisation de diagnostics sociaux, urbains, bâtiments, fonciers, juridiques et financiers,
- une meilleure connaissance de la cinquantaine d'autres grandes copropriétés répertoriées en catégorie D ou repérées dans le cadre de l'observatoire. Parmi cette cinquantaine de copropriétés, 20 seront examinées plus finement par l'AGAM chaque année dans le cadre du dispositif de Veille et d'Observation des Copropriétés (VOC),
- la prise en compte, sur la base de remontées de terrain, d'autres copropriétés fragiles ou dégradées, dites « du cercle 3 ». Ces copropriétés feront l'objet d'un premier diagnostic-flash des données juridiques, financières et de gestion, dont une dizaine sera réalisée annuellement par l'ADIL.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC).

Il vise à mettre en œuvre :

- des actions de sensibilisation, de (re)mobilisation, d'information, de formation et d'échanges,
- des diagnostics multicritères complets,
- et, suite à une commission de présentation des diagnostics et des scénarios d'actions de redressement, des assistances expertes dans les domaines pédagogiques, techniques, juridiques, financiers, et organisationnels afin de permettre un accompagnement renforcé sur certaines copropriétés.

Les copropriétés visées nécessitent un accompagnement renforcé pour retrouver un fonctionnement normal. Les indicateurs de fragilité sont mesurés de la façon suivante :

- l'organisation (syndic absent, pas d'assemblée générale annuelle, pas de décision d'amélioration),
- la chute des prix de l'immobilier par rapport au marché environnant, surendettement, non-paiement des charges, entretien défaillant, situations chroniques d'habitat indigne non réglées,
- la méconnaissance des règles de la copropriété, le délaissement des parties communes, la concentration des phénomènes de précarité,
- la sortie d'administration provisoire, d'OPAH Copropriété Dégradée ou de Plan de sauvegarde ou de mandataire ad hoc,
- des travaux nécessaires non programmés ou mettant en graves difficultés les copropriétaires,

Seront exclues de ce dispositif les copropriétés faisant l'objet d'un dispositif lourd de redressement (nécessitant un plan de sauvegarde ou une OPAH Copropriété Dégradée) ou de recyclage (incluant démolitions).

Les partenaires de l'accord partenarial d'intervention sur les copropriétés, les équipes de la politique de la Ville, les organismes associés (membres de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat), ainsi que les élus et techniciens des institutions partenaires pourront signaler au maître d'ouvrage toute copropriété montrant des signes mesurables de fragilités.

Le signalement se fondera sur la présence de :

- ménages en difficulté sociale (précarité, ressources modestes, problèmes d'occupation du logement, ...)
- situations juridiques ou financières à risque (absence de règlement de copropriété, syndic défaillant, impayés de charges...)
- situations techniques dégradées (état bâtementaire, usage à risque du logement....)

Le comité de suivi de l'accord partenarial examinera les demandes afin de proposer toute orientation opportune.

Priorité sera donnée aux quartiers en Politique de la Ville ou retenus par l'ANRU sans que ce critère soit discriminant.

Les partenaires de l'Accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés fragiles et dégradées seront fondés à recevoir et transmettre les signalements au comité de suivi de l'accord partenarial.

Le programme se décline en trois types d'actions qui pourront être activées simultanément ou indépendamment les unes des autres :

1. Actions de sensibilisation, de communication, de formation

2. Actions de diagnostic approfondi, relatif à l'organisation et au fonctionnement de la copropriété
3. Expertises, accompagnement et mise en œuvre de procédures d'ordre juridiques ou administratives

Ces trois types d'actions répondent à trois objectifs :

1. Informer et former les acteurs de la copropriété
2. Consolider la connaissance des copropriétés fragiles du territoire
3. Prévenir ou stopper des spirales de dégradations à l'œuvre au travers d'expertises apportées à la copropriété

Le dispositif, d'une durée de trois ans, prévoit la réalisation :

- d'une campagne de communication ciblée sur les copropriétés repérées chaque année,
- de 75 diagnostics multicritères soit 25 par an,
- d'une campagne d'information/formation sur la base d'un programme personnalisé abordant les thèmes suivants :
  - a. Comprendre l'organisation de sa copropriété
  - b. Comprendre la gestion administrative et financière de sa copropriété
  - c. Anticiper les besoins (diagnostics et audits) et utiliser des outils de suivi (charges, travaux)
  - d. Aspects juridiques et contentieux
- la mise en œuvre d'accompagnements renforcés (10 par an soit 30 sur la durée du programme), par une expertise en lien avec la problématique ciblée (qui peut être technique, juridique, comptable, organisationnelle).

A l'issue du suivi réalisé, la copropriété devra être en mesure de :

- mobiliser le quorum en assemblée générale,
- analyser et mettre en place les outils adaptés aux problèmes relevés par les diagnostics,
- effectuer un suivi régulier des finances, des charges et recettes, des besoins (financiers, techniques,...) actuels et projetés sur 10 ans,
- résorber les dettes et mettre en œuvre un fonds de travaux,
- s'appuyer sur les services existants de droit commun (publics ou privés) afin de s'engager dans une démarche de gestion cohérente (diagnostic, analyse, scénarios, chiffrage et prise de décision).

D'ores et déjà, onze copropriétés ont été repérées et feront l'objet d'actions (diagnostic multicritères, informations/formations des copropriétaires, accompagnement renforcé) : 9 à Marseille et 2 à Marignane.

Le coût du dispositif est de 200 000€ par an, L'Anah s'engage à financer le programme au titre de chaque tranche annuelle, au taux maximal de subvention de

50 %, dans la limite d'un plafond annuel des dépenses subventionnables de 100 000 € H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'instruction du 7 mars 2016 relative aux dispositifs de veille et d'observation des copropriétés (VOC) et aux programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement en copropriété (POPAC) ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'action publique sur les copropriétés fragiles et dégradées réclame d'intervenir en prévention autant qu'en redressement et recyclage ;
- Que le Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés initié par l'Anah trouve toute sa pertinence sur le territoire de Marseille Provence.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée pour la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC) sur le Territoire Marseille Provence.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires, soit 200 000 €, sont inscrits au budget de la Métropole - Sous-politique D110 « Equilibre social de l'habitat » Nature 617 - Fonction 552.

Les recettes correspondant au remboursement par l'Anah à hauteur de 50% de l'engagement de la métropole pour l'animation suivi du dispositif sont constatées sur le compte 7472.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 003-2964/17/BM**

**■ Approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat rénovation urbaine (OPAH-RU) volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe - Approbation d'une convention financière avec la Région  
MET 17/4788/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

#### **Éléments de contexte :**

Depuis septembre 2014, la commune de La Ciotat a engagé une démarche de requalification de son centre ancien. Elle souhaite définir un programme d'action de restructuration et de modernisation du quartier à mettre en œuvre durant les dix prochaines années.

L'objectif affiché est d'étayer une analyse fine et partagée de la situation du « Vieux La Ciotat » afin de construire un programme de restructuration et de modernisation du quartier transformant ainsi le site historique en un pôle d'attractivité pour les résidents.

La ville a confié à un prestataire extérieur l'élaboration d'un projet urbain global et la définition des actions à mettre en œuvre pour la réalisation de ce projet. Le diagnostic sur la thématique « Habitat » donne à voir

un territoire très contrasté comprenant des logements très bien réhabilités répartis essentiellement en bord de mer et des îlots d'habitat dégradés à très dégradés situé au cœur du « Vieux La Ciotat ».

Le Vieux La Ciotat représente environ 10 % de la population communale soit près de 3500 habitants, avec un profil spécifique - petits ménages (3 personnes par ménage) - forte proportion de personnes seules (56%) et beaucoup de jeunes (moins de 26 ans), une part faible des + de 60 ans. L'analyse de la répartition par CSP montre une part plus élevée d'ouvriers et d'employés mais aussi de personnes sans activité professionnelle. A noter un fort écart entre les revenus les plus faibles et les plus élevés.

Le tissu urbain du centre ancien est très dense, les rues étroites et peu accessibles en voiture. Le centre est délimité par les anciens remparts, encore visibles dans leur tracé et surélevé par rapport aux quais et promenades le long de la mer et du port.

L'enquête pré-opérationnelle a mis en évidence des logements qui peuvent être qualifiés d'indignes ou de très dégradés, près de 30 % des logements du périmètre sont classés en catégorie 7 voire 8 soit 1271 logements, appelant la réalisation de travaux.

Malgré la taille réduite des immeubles (3 à 6 logements/immeuble), la plupart sont des copropriétés (60 %).

S'agissant d'un centre très ancien où la plupart des immeubles (80 %) a été édifiée avant 1900, il est très fréquent que ces copropriétés ne soient pas organisées, moins de 20 % seraient gérés par un syndic (120 environ).

Un complément d'enquête dans quelques immeubles tests du centre a permis de découvrir des situations de dégradation et de blocage liée à cette inorganisation.

L'assemblage des copropriétés du vieux La Ciotat va être aidé par un « Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés » (POPAC) qui doit intervenir d'ici la fin de l'année 2017 pour une durée de 3 ans.

Ce POPAC, permet un travail très en amont pour enrailler la dégradation des copropriétés et participer au renouveau durable du Vieux La Ciotat, ce dispositif vise trois objectifs principaux :

- Consolider la connaissance des copropriétés potentiellement fragiles sur le territoire
- Mettre en place un partenariat dédié à ces copropriétés
- Prévenir ou stopper des spirales de dégradations à l'œuvre dans certaines copropriétés.

Derrière ce programme, une politique incitative dynamique est implantée afin de faciliter l'organisation des travaux de réfection de l'habitat pour la lutte contre l'habitat indigne. La mise en place d'un dispositif incitatif d'aide à la réhabilitation par la création d'une OPAH-RU volet copropriété dégradées constitue l'un des outils essentiels à la réhabilitation du Centre Ancien et s'inscrit naturellement dans les dispositifs déjà mis en place tel que le POPAC et le recyclage foncier.

L'action porte sur une incitation des propriétaires notamment pour améliorer et requalifier leur bien dans le sens de l'intérêt commun. L'OPAH-RU permet de conduire dans la durée et de manière organisée, un programme d'actions fortes de requalification et de restructuration de l'habitat et du cadre de vie pour combattre les fragilités sociales, assurer des conditions de vie décentes à la population demeurant sur place et accéder à un objectif de mixité sociale résidentielle.

#### **Les orientations stratégiques sont :**

- Soutenir les propriétaires occupants dans l'amélioration de leur logement
- Attirer de nouveaux propriétaires accédants
- Conforter la structuration du bâti par une aide directe aux copropriétés
- La production d'une offre de logements adaptés aux besoins des ménages, notamment en termes de typologie et de superficie des biens en facilitant les mutabilités des logements ou immeubles en copropriétés
- Réorientation des rez-de-chaussée afin de supprimer les logements insalubres
- Soutenir les propriétaires bailleurs afin de produire du logement locatif conventionnés ou intermédiaires
- Encourager le confort énergétique et l'utilisation de rénovation du bâti ancien compatible avec les attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.

Cette OPAH « nouvelle génération » s'inscrit dans un programme d'accompagnement mais aussi « d'aller-vers », elle permet d'adapter les aides au plus près des résultats du diagnostic établi par l'étude pré-opérationnelle.

#### **Les objectifs quantitatifs sont les suivants :**

Les objectifs retenus résultent d'une stratégie générale d'intervention qui vise à une réhabilitation globale et pérenne des immeubles pris dans leur totalité.

La quantité totale de logements dont l'amélioration est visée au moyen des aides diverses mobilisées au titre de la présente convention OPAH-RU a été calibrée au regard de l'étude pré-opérationnelle.

Objectifs quantitatifs sont pour chaque partenaire :

	ANAH	METROPOLE	REGION	DEPT	VILLE	ACTION LOGEMENT
Propriétaire Occupant	80	40	35	65	125	20
Propriétaire Bailleur	150	75	75	35	150	50
Copropriété	75	75			95	25
Accession		40	40		110	40
Bail à réhabilitation		10	10			

La répartition des objectifs quantitatifs concernant les travaux sur parties privatives sont :

Pour les Propriétaires occupants

Les objectifs sur 5 ans selon les ressources des propriétaires sont les suivantes :

		Objectifs sur 5 ans	Objectifs sur 1 an
Travaux d'habitat dégradé	Propriétaires modestes et très modestes	30	6
Travaux pour l'autonomie de la personne	Propriétaires modestes et très modestes	10	2
Travaux d'économie d'énergie	Propriétaires modestes et très modestes	40	8
<b>TOTAL</b>		<b>80</b>	<b>16</b>

La ville de La Ciotat souhaite aider une tranche de propriétaires occupants supplémentaires aux ressources modestes en plafond majoré (150 % du plafond de ressource modeste) voir tableau en annexe).

Pour les Propriétaires bailleurs :

L'objectif est de développer une offre de logements locatifs de qualité à loyer maîtrisé, 150 logements à réhabiliter dans le cadre de cette opération sur 5 ans se décomposent comme suit :

		Objectifs sur 5 ans	Objectifs sur 1 an
Travaux d'habitat dégradé	LCTS - LCS	55	11
	LI	50	10
Travaux d'économie d'énergie	LCTS - LCS	20	4
	LI	25	5
<b>TOTAL</b>		<b>150</b>	<b>30</b>

avec :

Anah/Métropole/Région : prime de réduction de loyer	LCTS- LCS	75
Anah/Métropole : prime Intermédiation Locative	LCTS- LCS	35
Ville : prime Intermédiation Locative	LCTS-LCS-LI	60

Les baux à réhabilitation seront inclus en faveur des propriétaires qui consentent à confier leur bien nécessitant des travaux à une association agréée pour le louer en loyer social en lieu et place du propriétaire pour une douzaine d'année.

#### Les autres actions de l'OPAH :

L'objectif est de permettre d'intégrer le centre ancien dans la démarche de parcours résidentiel en favorisant l'accès à la propriété en diminuant le taux de vacance et en développant des logements plus grands.

		Objectifs sur 5 ans	Objectifs sur 1 an
Ville/Département : Prime sortie de vacance	Tous	25	5
Ville : Prime regroupement de logements	Tous	20	4

La répartition des objectifs quantitatifs concernant les travaux sur parties communes

(problème de succession, composition de la copropriété...).

#### Volet copropriétés dégradées - Aide aux syndicats de copropriétés

Avec l'intervention en amont de l'équipe du POPAC qui aide les copropriétés à s'organiser et qui étudie les points de blocage, il est prévu de financer 75 syndicats de copropriétés sur 5 ans en aides directes copropriétés dégradées. La ville de La Ciotat s'engage en plus à aider 20 copropriétés non éligibles à l'aide ANAH mais qui rencontrent un blocage

#### Autres travaux en parties communes

Pour répondre à l'obligation façade sur le secteur prioritaire composé des rues commerçantes et îlots à recyclage foncier et pour inciter aux travaux de transformations nécessaires à un meilleur confort des logements, des aides particulières proposées.

	Objectifs sur 5 ans	Objectifs sur 1 an
Façades rues prioritaires	120	18
Créations d'ouvertures façades îlots prioritaires		
Transformations locaux pieds d'immeubles îlots prioritaires		

#### Les engagements financiers :

Le suivi animation :

L'équipe opérationnelle sera constituée d'un animateur à plein temps, d'un technicien bâtiment à 60 %, d'un architecte à 40 %, d'un conseiller en économie sociale et familiale à 50 %, d'un conseiller en communication à 10 % et enfin d'une assistance AMO « îlots dégradés » à 10 %.

Le montant du financement de l'équipe opérationnelle, estimé à 1 126 800 € HT pour cinq ans soutenue par

la Métropole Aix-Marseille-Provence avec le concours de l'Anah qui apporte une aide « ingénierie », à hauteur de 50 % des dépenses H.T soit 563 400 €. La caisse des dépôts vient y ajouter une aide financière supplémentaire de 10% du coût de l'équipe.

#### Aides aux travaux et primes :

Le montant des aides de la Métropole, qui viennent compléter (et parfois permettent de majorer) le dispositif des aides de l'ANAH et de la Région est estimé, sur la durée de la convention (5 ans) à 1 227 250 €.

Au titre de ces aides, la Région sollicite les Collectivités maîtres d'ouvrage des dispositifs OPAH pour qu'elles fassent l'avance de l'aide régionale auprès des bénéficiaires.

Les modalités juridiques et financières de versement, par la Métropole de l'aide régionale relative à la requalification du parc privé et les conditions de leur

remboursement par la Région sont fixées dans une convention de financement. Il est proposé que la Métropole Aix Marseille-Provence approuve cette convention.

Les enveloppes prévisionnelles par partenaires sont les suivantes :

	<b>ANAH</b>	<b>AMPM sur fonds propres</b>	<b>Conseil Régional PACA</b>	<b>Département Bouches-du- Rhône</b>	<b>Ville de La Ciotat</b>	<b>Action Logement</b>	<b>TOTAL</b>
Pour 5 ans	6 012 055 €	1 227 250 €	404 000 €	298 400 €	3 705 235 €	1 962 500 €	13 609 440 €
Année moyenne	1 202 411 €	245 450 €	80 800 €	59 680 €	741 047 €	392 500 €	2 721 288 €

### Suivi :

L'opération sera suivie annuellement par un comité de pilotage constitué des représentants des signataires de la convention, élargi en tant que de besoins à d'autres partenaires. Il sera chargé d'apprécier le bon déroulement de l'opération, ses résultats et de décider les orientations nécessaires à l'atteinte des objectifs. Il sera assisté par un comité technique en amont.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 01/003/16 CC du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les dispositions du règlement général de l'Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et la délibération de son

Conseil d'administration déterminant les règles de financement ;

- La délibération n° 2015-43 du Conseil d'Administration de l'ANAH du 25 novembre 2015 - Généralisation du financement d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH-RU) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Qu'une étude pré-opérationnelle préconise l'engagement d'une OPAH sur le centre ancien de La Ciotat ;
- La nécessité de contractualiser les engagements des partenaires de l'OPAH de renouvellement urbain dans une convention ;
- Que l'approbation de cette convention est inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil Municipal de la Ville de La Ciotat ;
- La nécessité d'approuver une convention financière qui fixe les modalités juridiques et financières de versement, par la Métropole de l'aide régionale relative à la requalification du parc privé et les conditions de leur remboursement par la Région ;



## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – rénovation urbaine (OPAH-RU) volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat, en application de l'article L303-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, dont la Métropole Aix-Marseille-Provence assurera la maîtrise d'ouvrage.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée d'OPAH (OPAH-RU) Volet Copropriétés Dégradées du centre ancien de la Ciotat établissant les objectifs et les conditions du partenariat financier avec l'ANAH, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, le Conseil Régional, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2018 et suivants de la Métropole sous l'opération DHACS 18/01 - Sous-politique E110 – chapitre 20 - pour un montant total de 2 354 050 €.

### **Article 4 :**

Est pris acte des aides « ingénierie » de l'ANAH pour la mission de suivi animation représentant 50% du coût HT plafonné à 250 000 € par an que La Métropole affecte par délégation de l'ANAH.

Est pris acte de la subvention que l'ANAH affectera sur 5 ans à l'équipe opérationnelle d'un montant maximum de 563 400 € soit 112 680 € par an. Cette subvention sera imputée sur le chapitre 13.

### **Article 5 :**

Est approuvée l'enveloppe financière prévisionnelle globale d'aide aux travaux sur fonds propres d'un montant de 1 227 250 € euros. Les dépenses à la charge de la Métropole en 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022 seront confirmées annuellement par délibération du Conseil de la Métropole et seront inscrites dans les différents budgets métropolitains de 2018 à 2022 conformément à la règle de l'annualité budgétaire.

Afin de simplifier les procédures d'octroi et de versement des subventions, la Métropole fera également l'avance pour le Département suivant les conditions précisées dans le projet de convention d'OPAH- RU – volet copropriétés dégradées du centre ancien de La Ciotat copropriété à l'article 8.5.5 en annexe et pour la Région suivant la convention financière bipartite jointe en annexe 2.

### **Article 6:**

Est approuvée la convention financière ci-annexée qui précise les modalités d'avance de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Région.

### **Article 7:**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter les participations financières des partenaires pour la mission de suivi animation et pour le remboursement des aides versées au nom de la Région et du Département.

### **Article 8 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention d'OPAH-RU volet copropriétés dégradées du centre ancien de La Ciotat et la convention financière avec la Région ainsi que tous les documents nécessaires à leur mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEVT 004-2965/17/BM**

#### **■ Approbation de l'avenant à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône au titre de la compétence du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) MET 17/5706/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM, et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRE, ont modifié en profondeur l'organisation de l'action publique territoriale en instaurant une nouvelle répartition des compétences dévolues aux collectivités territoriales.

Ainsi, l'article L.5217-2-IV du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par l'article 90-I de la loi NOTRE a prévu le transfert ou la délégation de nombreuses compétences du Département au profit de la Métropole, par voie de convention.

A ce titre, par convention le Département des Bouches-du-Rhône a transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence ses compétences en matière d'attribution des aides financières au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) en application de l'article 6 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant la mise en œuvre du droit au logement, ci-après nommé FSL.

Ce transfert est intervenu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Toutefois, par convention n° 16-0810 du 27 décembre 2016, la Métropole a confié au Département un mandat de gestion pour l'attribution des aides financières du Fonds de Solidarité pour le Logement jusqu'au 31 décembre 2017.

Le transfert effectif à la Métropole de la compétence relative au Fonds de Solidarité pour le Logement sur l'ensemble de son territoire interviendra donc à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Par ailleurs, la Métropole est soucieuse de confier l'exercice de cette mission à du personnel métropolitain préalablement formé par le personnel départemental à la gestion du Fonds de Solidarité pour le Logement. Aussi, il convient de mettre à la disposition de la Métropole des locaux jusqu'à présent utilisés par les services départementaux pour la mise en œuvre de ce dispositif.

Il a cependant été convenu entre le Département et la Métropole que la mise en œuvre de ces modalités pratiques serait provisoire, pour une durée d'un an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole relative à l'organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'exercice de la compétence Fonds de Solidarité pour le Logement par les services métropolitains nécessite la mise à disposition par le Département des Bouches-du-Rhône, pour une durée d'un an, des locaux jusqu'à présent utilisés par les services départementaux à cet effet ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant à la convention ci-annexé précisant les modalités pratiques du transfert effectif de la compétence Fonds de Solidarité pour le Logement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 avec le Département des Bouches-du-Rhône.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 005-2966/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Société Eau de Marseille Métropole dans le cadre du dispositif Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)  
MET 17/5616/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) permet d'attribuer des aides financières aux ménages en difficulté afin d'accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir, et y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Ce dispositif s'inscrit dans la loi du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui en a attribué la compétence aux départements.

Toutefois, en application des dispositions des lois MAPTAM du 27 janvier 2014 et NOTRE du 7 août 2015, le Fonds de Solidarité pour le Logement a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 par les trois départements intervenant sur le territoire de la Métropole, à savoir les départements des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et du Vaucluse (commune de Pertuis).

Le financement du FSL est assuré par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Peuvent également participer à ce financement, les collectivités territoriales et leurs groupements, les bailleurs sociaux du territoire métropolitain, les associations œuvrant dans le cadre du logement et l'insertion sociale ainsi que les distributeurs d'eau et d'énergie, par convention avec leurs représentants, afin de définir leur participation au FSL.

Dans le cadre du contrat de délégation du service public de l'eau du Territoire de Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont la Société Eau de Marseille Métropole est titulaire depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014, pour une durée de 15 ans, un programme de solidarité de proximité dit « Access'Eau » est mis en œuvre.

Ce programme prévoit la mise en place d'actions préventives et curatives en faveur des usagers en situation de précarité, dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise en œuvre du dispositif d'aides financières au titre du volet « maintien » du FSL, au sein des communes concernées par la délégation de Service Public de l'eau.

Ces aides concernent les personnes physiques en situation de précarité pour le paiement de la part imputable aux charges d'eau potable de leur quittance de loyer comprise dans les charges locatives ou de copropriété, conformément aux dispositions de l'article L.2224-12-3-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux dispositions de la loi du 31 mars 1990 et de l'article L.115-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour le Logement ;

- Le décret n° 2015-1085 du 7 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 relative à l'approbation du contrat de Délégation de Service Public de l'eau et de ses annexes ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de conclure une convention de partenariat avec la Société Eau de Marseille Métropole afin de définir les conditions de mise en œuvre du dispositif d'aides financières au titre du volet « Maintien » du Fonds de Solidarité pour le Logement sur les communes concernées par la Délégation du Service Public (DSP) de l'eau ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée avec la Société Eau de Marseille Métropole dans le cadre du dispositif Fonds de Solidarité pour le Logement pour la mise en œuvre d'aides financières pour le maintien dans le logement des personnes en situation de précarité annexée à la présente délibération.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 006-2967/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône dans le cadre du dispositif Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)  
MET 17/5617/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM, et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRE, ont modifié en profondeur l'organisation de l'action publique territoriale en instaurant une nouvelle répartition des compétences dévolues aux collectivités territoriales.

Ainsi, l'article L 5217-2-IV du CGCT modifié par l'article 90-I de la loi NOTRE a prévu le transfert ou la délégation de nombreuses compétences du Département au profit de la Métropole, par voie de convention.

A ce titre, le Département des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et du Vaucluse (commune de Pertuis), ont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence leurs compétences en matière d'attribution des aides financières, sur le territoire métropolitain, au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) en application de l'article 6 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant la mise en œuvre du droit au logement, ci-après nommé FSL.

Ce transfert est intervenu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Toutefois, par convention, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié aux Départements concernés, un mandat de gestion pour l'attribution des aides financières du Fonds de Solidarité pour le Logement jusqu'au 31 décembre 2017.

Jusqu'à cette date, le Département des Bouches-du-Rhône a confié à la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, la gestion administrative et financière du FSL.

La CAF est ainsi chargée de l'attribution d'aides financières individuelles sous la forme de prêts sans intérêt, et/ou de subventions accordées dans les conditions définies par le règlement intérieur du FSL, destinées à favoriser l'accès ou le maintien dans le logement et à garantir la fourniture d'énergie aux personnes et familles éprouvant des difficultés particulières.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite confier la mission à la CAF des Bouches-du-Rhône, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sous la forme d'une convention de partenariat, pour l'ensemble des aides versées sur son territoire au titre du FSL.

Cette convention a pour objet de confier à la CAF des Bouches-du-Rhône l'exécution, la gestion administrative, financière et comptable du Fonds de Solidarité pour le Logement dans le cadre du

traitement des aides financières pour l'accès ou le maintien dans le logement ainsi que les impayés d'énergie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le principe de la mise en œuvre du dispositif du Fonds de Solidarité pour le Logement sur le territoire métropolitain ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée par laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence confie à la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône la gestion administrative, financière et comptable du Fonds de Solidarité pour le Logement dans le cadre du traitement des aides financières pour l'accès ou le maintien dans le logement ainsi que les impayés d'énergie sur l'ensemble du territoire métropolitain.

## **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention de partenariat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEVT 007-2968/17/BM**

#### **■ Approbation de l'avenant à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône au titre de la compétence Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) MET 17/5705/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM, et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRE, ont modifié en profondeur l'organisation de l'action publique territoriale en instaurant une nouvelle répartition des compétences dévolues aux collectivités territoriales.

Ainsi, l'article L 5217-2-IV du CGCT modifié par l'article 90-I de la loi NOTRE a prévu le transfert ou la délégation de nombreuses compétences du Département au profit de la Métropole, par voie de convention.

A ce titre, par convention le Département des Bouches-du-Rhône a transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence ses compétences en matière d'aide individuelle aux jeunes en difficulté, en application des articles L.263-3 et L.263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, ci-après dénommé « FAJ » (Fonds d'Aide aux Jeunes).

Ce transfert est intervenu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Toutefois, par convention du 27 décembre 2016 la Métropole a confié au Département un mandat de gestion du FAJ jusqu'au 31 décembre 2017.

Le transfert effectif à la Métropole de la compétence relative au Fonds d'Aide aux Jeunes sur l'ensemble de son territoire interviendra donc à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Cependant, l'exercice de cette compétence par les services métropolitains nécessite la mise à disposition par le Département, pour une durée d'un an renouvelable, des locaux, du logiciel spécifique jusqu'à présent utilisés par les services départementaux à cet effet, ainsi que du soutien des services départementaux pour la mise en œuvre du

dispositif FAJ par les cinq agents métropolitains affectés à cette compétence.

Il a donc été décidé d'établir une convention précisant les modalités pratiques du transfert effectif de la compétence Fonds d'Aide aux Jeunes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, étant entendu que conformément à l'article L.1321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à disposition par le Département des biens meubles et immeubles utilisés à la date du transfert pour l'exercice de cette compétence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole relative à l'organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'exercice de la compétence Fonds d'Aide aux Jeunes par les services métropolitains nécessite la mise à disposition par le Département des Bouches-du-Rhône, pour une durée d'un an renouvelable, des

locaux jusqu'à présent utilisés par les services départementaux à cet effet ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant à la convention ci-annexée précisant les modalités pratiques du transfert effectif de la compétence Fonds d'Aide aux Jeunes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 avec le Département des Bouches-du-Rhône.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEVT 008-2969/17/BM**

### **■ Approbation d'une convention avec la Mission Locale pour les aides attribuées au titre du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la commune de Pertuis MET 17/5629/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 a créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) qui est destiné aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, français ou étrangers, en situation de séjour régulier en France, qui connaissent de graves difficultés d'insertion sociale et professionnelle et qui ont besoin d'une aide financière assortie, ou non, d'un accompagnement social. La priorité doit être donnée à ceux qui cumulent les handicaps (notamment ceux qui n'ont aucun soutien familial) et à ceux ne pouvant être pris à courte échéance dans le cadre de dispositifs d'insertion de droit commun.

Par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il a été approuvé le principe et le contenu des transferts de compétences départementales prévues par les lois n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

Ainsi, par convention, le Département du Vaucluse a transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence sa compétence en matière d'aide individuelle aux jeunes en difficulté, en application des articles L.263-3 et L.263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, ci-après dénommé « FAJ » (Fonds d'Aide aux Jeunes).

Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) est un dispositif dont l'objectif est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté en leur accordant des aides financières ponctuelles et subsidiaires.

Il est géré par le Fonds de Solidarité et de Promotion du mouvement associatif (FSPMA) qui :

- saisit les dossiers accordés, assure le traitement, contrôle la conformité des dossiers avec le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes et paye ;
- assure le suivi budgétaire ;
- établit des statistiques spécifiques.

Le FSPMA est assisté dans sa mission par des associations locales, chargées de l'instruction des dossiers de demande, qui assurent le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution du FAJ.

Il s'agit du GIP Mission Locale du Luberon.

Ce GIP intervient dans le cadre d'une convention précisant les missions qui lui sont confiées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, et qu'il convient d'instruire pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques, notamment l'article 10 ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les délibérations FAG 077-1357/16/CM et FAG 078-1358/16/CM du 15 décembre 2016

du Conseil de la Métropole relative à l'organisation de la répartition et des modalités des exercices de compétences départementales.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le principe de la mise en œuvre du dispositif Fonds d'aide aux Jeunes (FAJ) sur le territoire métropolitain ;
- La nécessité pour l'année 2018 d'établir la convention relative aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexée conclue avec le GIP Mission Locale du Luberon sur la commune de Pertuis.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 010-2970/17/BM**

**■ Approbation d'une convention partenariale avec le Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement Associatif (FSPMA)  
MET 17/5620/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 a créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) qui est destiné aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, français ou étrangers, en situation de séjour régulier en France, qui connaissent de graves difficultés d'insertion sociale et professionnelle et qui ont besoin d'une aide financière assortie, ou non, d'un accompagnement social.

La priorité doit être donnée à ceux qui cumulent les handicaps (notamment ceux qui n'ont aucun soutien

familial) et à ceux ne pouvant être pris à courte échéance dans le cadre de dispositifs d'insertion de droit commun.

En application des dispositions des lois et MAPTAM du 27 janvier 2014 et NOTRe du 7 août 2015, les Départements intervenant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir les Départements des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et Vaucluse (commune de Pertuis) ont transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence certaines compétences parmi lesquelles l'attribution de l'aide individuelle aux jeunes en difficulté, prévue par les articles L263-3 et L263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles. Ce transfert de compétence est effectif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) est un dispositif dont l'objectif est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté en leur accordant des aides financières ponctuelles et subsidiaires.

Dans ce cadre, le Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement Associatif (FSPMA) est l'organisme chargé d'assurer la gestion financière et comptable du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) depuis 1997 sur le Département des Bouches-du-Rhône.

Association loi 1901, créée en 1984, le FSPMA est un organisme de coopération volontaire d'associations et de fédérations qui a pour but d'être :

- l'interlocuteur régional des collectivités locales et territoriales, des services extérieurs de l'État, etc...
- un lieu privilégié de concertation et de représentation régionale.

Dans le cadre de la gestion du FAJ, l'association FSPMA :

- saisit les dossiers accordés, assure le traitement, contrôle la conformité des dossiers avec le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes approuvé par le Conseil Métropolitain lors de sa commission permanente du mois de décembre 2017 et assure le versement des aides,
- assure le suivi budgétaire ;
- établit des statistiques spécifiques.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social.

Afin de pouvoir assurer la mission qui lui a été confiée, l'association sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2018.

Il est par conséquent proposé d'attribuer à l'association FSPMA une subvention d'un montant

total de 1 259 000 euros (un million deux cent cinquante-neuf mille euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques, notamment l'article 10 ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000;
- Le décret n° 2015-1085 du 7 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-17/03/16 CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences territoriales ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

Le principe de la mise en œuvre du dispositif Fonds d'aide aux Jeunes (FAJ) sur le territoire métropolitain ;

- La nécessité de confier la gestion de fonctionnement à la FSPMA dans le cadre du FAJ ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association « Le Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement

Associatif » (FSPMA) d'un montant de 1 259 000 euros (un million deux cent cinquante-neuf mille euros) au titre de l'exercice 2018.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'octroi d'une subvention à l'association « Le Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement Associatif » (FSPMA) au titre de l'exercice 2018.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole 2018, Sous-Politique E120 - Nature 6574 – Fonction 424.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 011-2971/17/BM**

**■ Approbation de la charte régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie liée à l'âge**

#### **MET 17/5622/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'accès à un logement adapté au vieillissement et à la dépendance est devenu un enjeu majeur pour notre société. Le nombre croissant de personnes âgées, l'allongement de la durée de vie qui accroît le nombre de personnes en situation de dépendance, ainsi que la prise en compte des besoins des personnes en situation de handicap exigent une adaptation des politiques publiques.

Le cadre législatif et réglementaire a ainsi permis de mettre en place de nouvelles dispositions visant à adapter les bâtiments aux personnes à mobilité réduite.

La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement met un accent particulier sur le maintien à domicile des personnes âgées et l'adaptation des logements.

L'intervention sur l'habitat est, dans ce contexte, un levier essentiel.

Elle permet de :

-répondre à la préférence des ménages qui souhaitent majoritairement vieillir à domicile ;

-tenir compte d'un contexte de finances publiques contraintes en faisant le choix, comme beaucoup



d'autres pays européens, de développer une politique de maintien à domicile moins coûteuse que l'hébergement en institution spécialisée ;

-prévenir la dépendance : de simples travaux d'adaptation peuvent être en effet une barrière efficace aux incidents domestiques qui touchent chaque année en France près de 450 000 personnes de plus de 65 ans.

Au regard du nombre croissant de personnes à mobilité réduite (handicap ou perte d'autonomie), et dans le but de répondre aux besoins en logement en termes de projet social et de services garantissant conjointement libre-choix, inclusion sociale et vie autonome, plusieurs partenaires ont souhaité s'engager dans le cadre d'une charte régionale visant à développer l'offre de logements adaptés.

Les objectifs de la charte sont les suivants :

- développer l'offre de logement adapté aux personnes en situation de handicap et à celles en perte d'autonomie liée à l'âge,
- accompagner les collectivités locales dans la prise en compte des besoins en logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie dans leurs politiques locales de l'habitat, de l'aménagement et du handicap,
- accompagner les entreprises dans leur recrutement de travailleurs handicapés en proposant des solutions logement adapté,
- renforcer la mobilisation des partenaires via une animation régionale et territoriale autour des problématiques d'accès au logement et de développement de l'offre au public en situation de handicap et en perte d'autonomie.

Et fixe trois orientations :

- améliorer la connaissance des besoins en logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie,
- accompagner les collectivités dans la prise en compte des besoins en logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie dans les politiques locales de l'habitat,
- développer l'offre de logements adaptés aux besoins des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie.

Attentive aux besoins de ses habitants, la Métropole, à travers ses Conseils de Territoire, développe déjà des actions de terrain visant à optimiser l'offre de logements adaptés. Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend rejoindre dans cette démarche les partenaires d'ores et déjà engagés : l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Association Régionale HLM PACA et Corse, la Caisse des Dépôts et Consignation, Action Logement et l'association HandiToit Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2005-102 du 11 février 2005 modifiée pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et à la perte d'autonomie ;
- L'arrêté du 26 février 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-18-8 et R. 111-18-9 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs lorsqu'ils font l'objet de travaux et des bâtiments existants où sont créés des logements par changement de destination ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de politique locale de l'habitat ;
- Le nombre croissant de personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie, nécessitant le développement d'une offre de logements adaptés ;

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la Charte Régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie liée à l'âge en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

## **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente charte.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEVT 012-2972/17/BM**

#### **■ Subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de la SA d'HLM Logis Méditerranée pour l'opération l'Argelassière à Lançon-Provence MET 17/5666/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopro Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopro Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Péliganne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier du 18 septembre 2017, la SA d'HLM Logis Méditerranée a sollicité auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux logements T1-T2 dans le cadre de la réalisation d'un ensemble immobilier de 14 logements collectifs (dont 1 logement T2 Prêt Locatif Aidé d'Intégration PLAI et 1 logement T2 Prêt Locatif à Usage Social PLUS) sur la commune de Lançon-Provence.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI / PLUS (T1-T2) : 4 000 € X 2 logements soit 8 000 €

En conclusion, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 8 000 € pour la réalisation de 2 logements sociaux de type 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L.302-7 ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n°70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais 11 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention forfaitaire de 8 000 € à la SA d'HLM Logis Méditerranée, pour la réalisation de 2 logements sociaux de type 2 (1 PLAI et 1 PLUS) au droit de l'ensemble immobilier « L'ARGELASSIERE » à Lançon-Provence.

**Article 2 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section investissement sur la ligne 204 du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 013-2973/17/BM**

**■ Subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de la SA d'HLM Néolia pour l'opération Océanis à Péliganne  
MET 17/5668/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux

sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Péliganne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier du 17 octobre 2017, la SA d'HLM Néolia a sollicité auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour la réalisation d'un ensemble immobilier de 27 logements (7 individuels et 20 collectifs) (dont 2 logements Prêt Locatif Aidé d'Intégration PLAI et 6 logements Prêts Locatifs à Usage Social PLUS) sur la commune de Péliganne.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI / PLUS (T2) :  
4 000 € X 8 logements soit 32 000 €

En conclusion, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 32 000 € pour la réalisation de huit logements sociaux de type 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L.302-7 ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention forfaitaire de 32 000 € à la SA d'HLM Néolia, pour la réalisation de 8 logements sociaux de type 2 (2 PLAI et 6 PLUS) au droit de l'ensemble immobilier « Océanis » à Pélissanne.

**Article 2 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement sur la ligne 204 du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 014-2974/17/BM**

**■ Subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de la SA d'HLM Logis Méditerranée pour l'opération "le Parc" à Sénas  
MET 17/5673/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier du 24 juillet 2017, la SA d'HLM Logis Méditerranée a sollicité auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux logements T1-T2 dans le cadre de la réalisation d'un ensemble immobilier de 66 logements collectifs (dont 8 logements Prêt Locatif Aidé d'Intégration PLAI et 20 logements Prêts Locatifs à Usage Social PLUS) sur la commune de Sénas.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI / PLUS (T1-T2) : 4 000 € X 28 logements soit 112 000 €

En conclusion, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 112 000 € pour la réalisation de 28 logements sociaux de type 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L.302-7 ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n°70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention forfaitaire de 112 000 € à la SA d'HLM Logis Méditerranée, pour la réalisation de 28 logements sociaux de type 2 (8 PLAI et 20 PLUS) au droit de l'ensemble immobilier « Le Parc » à Sénas.

#### **Article 2 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section investissement sur la ligne 204 du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 015-2975/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention du Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) d'Arkema à Marseille, 11ème arrondissement  
MET 17/5332/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1<sup>er</sup> janvier 2016, a approuvé le financement des mesures du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de l'usine Arkema à Marseille 11ème arrondissement. Ce Plan a donné lieu à un Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) dont la convention partenariale a été signée entre la société ARKEMA France, la Ville de Marseille, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le Département, la Région, et l'Etat. Cette convention est entrée en vigueur le 13 avril 2015, date de sa notification.

Le PARI d'Arkema Saint-Menet prévoit une obligation de réduction de la vulnérabilité face au risque toxique, qui s'impose à environ 350 logements privés. Les travaux prévoient de mettre en place dans chaque logement une pièce de confinement permettant aux habitants d'échapper à une éventuelle pollution accidentelle de l'atmosphère. Le plan inclut la mise en place de financement de ces travaux entre l'Etat, les collectivités locales et l'industriel à l'origine du risque.

L'Etat a recruté pour ce programme un opérateur dont la mission consiste à accompagner les riverains du diagnostic au paiement des travaux. La convention de gestion des aides financières relative au PARI a été signée le 27 mars 2015 pour une durée initiale de deux ans. Par avenant n°1, ladite convention a vu sa durée prolongée jusqu'au 13 avril 2018.

En octobre 2017, l'opérateur a identifié 274 logements éligibles à ce programme, a réalisé 100% des diagnostics. 274 dossiers (100%) ont été agréés et 162 ont été soldés (travaux réalisés et paiements effectués). Il reste donc 112 dossiers à contrôler et à payer.

Les entreprises réalisant les travaux sont de petites structures locales, voire des artisans indépendants. Les chantiers restent modestes (en moyenne 1400€ HT). En 2017, l'opérateur a rencontré des difficultés liées à ces entreprises : peu d'entreprises répondent aux demandes de devis, retards de chantiers, incapacité à assurer tous les chantiers demandés rapidement etc. Or, compte tenu des difficultés évoquées ci-dessus et au rythme actuel de clôture des dossiers, certains travaux pourraient être inachevés à la fin de l'année 2017, date de fin du marché de l'opérateur.

La mission de l'opérateur ne pouvant plus être prolongée, les partenaires financeurs doivent prévoir la fin du dispositif dans les meilleures conditions. En l'absence de convention de gestion des aides financières, les partenaires devront certifier eux-mêmes la complétude des dossiers et procéder individuellement au paiement. En outre, les contrôles de conformité des travaux (certification de la perméabilité à l'air de la pièce de mise à l'abri) nécessitent une mission d'accompagnement.

Le présent avenant vise donc deux objectifs :

- D'une part, à prolonger la convention de gestion des aides financières de six mois, soit jusqu'au 13 octobre 2018 ;

- D'autre part, à autoriser le financement par les partenaires du contrôle après travaux pour les derniers chantiers restants en 2018, Postérieurement à la mission de l'opérateur, la DDTM, maître d'ouvrage de l'opération, assurera l'instruction des dossiers et le mandatement des missions de contrôle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement en ses articles L515.16 et 19 sur les plans de prévention des risques technologiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les arrêtés préfectoraux du 22 mai 2009, 20 octobre 2010, et 2 mai 2012, respectivement instituant puis prolongeant la prescription d'un plan de prévention des risques technologiques à l'usine Arkema de Marseille ;
- La délibération EPPS 002-915/13/CC du 13 décembre 2013 approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative au financement des mesures du Plan de Prévention des Risques Technologiques de l'usine ARKEMA à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement ;
- La délibération DEVT 004-1963/17/BM du 18 mai 2017 approuvant un avenant à la convention du programme d'accompagnement des risques industriels ;
- La convention de gestion des aides du Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) dans le cadre du plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de l'usine ARKEMA Saint Menet – 11ème, signée le 27 mars 2015 et son avenant n°1 ;
- La délibération HN009/011/16/CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la mission engagée pour le PARI nécessite une prolongation de six mois pour l'achèvement de l'accompagnement aux travaux de tous les logements concernés ;
- Qu'en l'absence de prestataire, Il est nécessaire de mobiliser une mission de contrôle pour les logements dont l'étanchéité à l'air n'est pas conforme aux mesures

- Que le présent avenant n'engage pas de crédits supplémentaires mais apporte une rectification dans la durée de la convention et l'affectation des crédits restants inutilisés pour les travaux vers le paiement des prestations de contrôle nécessaires ;

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention du Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) dans le cadre du plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de l'usine ARKEMA Saint Menet – 11eme. . Cet avenant porte la durée de la convention notifiée le 13 avril 2015 à 42 mois soit jusqu'au 13 octobre 2018 et sur l'affectation de crédits initialement versés pour travaux à la mise en œuvre de mission de contrôle de conformité des derniers travaux effectués.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 016-2976/17/BM**

#### **■ Approbation des chartes pour la confidentialité et l'utilisation de données issues du registre national d'immatriculation des syndicats de copropriétaires MET 17/5578/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le registre national d'immatriculation des copropriétés a été créé par la loi ALUR du 24 mars 2014.

Ce nouvel outil dématérialisé au service des politiques publiques de l'habitat vise à mieux connaître le parc des copropriétés et à prévenir les situations de fragilisation. L'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) en est le teneur.

Ce registre permet de recueillir des données importantes, que sont tenus de fournir les représentants légaux des copropriétés (syndic ou administrateur provisoire) pour évaluer la qualité de gestion de ces ensembles immobiliers : nombre de lots, localisation, ancienneté, caractéristiques techniques, organisation juridique, éventuelles procédures administratives, informations financières liées à l'entretien des immeubles : montant des travaux et des charges, état des impayés et dettes fournisseurs.

Ces données constituent une réelle plus-value pour la connaissance du parc de logements et pour l'élaboration de Programme Local de l'Habitat ou de dispositifs opérationnels à mettre en place en matière d'amélioration de l'habitat privé.

L'ANAH propose de les mettre gratuitement à disposition des EPCI, par le biais de l'outil de gestion décentralisée des accès aux données de l'ANAH. Ils auront à leur tour la responsabilité de les fournir aux communes qui en feraient la demande pour leur territoire et la possibilité de les faire exploiter par des prestataires d'études, leurs observatoires de l'habitat, leurs agences d'urbanisme, à condition d'en faire retour à l'ANAH.

Ces données viendront alimenter et compléter un observatoire des copropriétés de la Métropole Aix-Marseille-Provence que l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix sont en train d'élaborer, en complément de celui en cours de réalisation par l'AGAM sur le territoire de la Ville de Marseille.

Cet observatoire est l'une des actions de l'Accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées adopté par le conseil métropolitain du 30 mars 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017 adoptant l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées

- La délibération DEVT 004-2802/17/CM du 19 octobre 2017, confiant à l'AGAM et à l'AUPA la conception et la mise en place d'un observatoire des copropriétés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est indispensable de disposer d'un outil d'observation des copropriétés de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que l'ANAH propose de fournir gratuitement à la Métropole Aix-Marseille-Provence les données brutes issues du registre national d'immatriculation des copropriétés ;
- Que les données du registre national d'immatriculation des copropriétés viendront éclairer la politique de l'habitat et la mise en place d'outils opérationnels d'intervention sur les copropriétés ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les chartes ci-annexées pour la confidentialité et l'utilisation de données issues du registre national d'immatriculation des syndicats de copropriétaires.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la charte pour la confidentialité et l'utilisation de données issues du registre national d'immatriculation des syndicats de copropriétaires.

**Article 3:**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la charte pour la confidentialité et l'utilisation de données issues du registre national d'immatriculation des syndicats de copropriétaires avec les représentants des villes du territoire de la Métropole souhaitant disposer de ces données pour leur commune.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la charte pour la confidentialité et l'utilisation de données

issues du registre national d'immatriculation des syndicats de copropriétaires avec les prestataires d'études sur l'habitat, l'AGAM, l'AUPA, l'ADIL 13 en charge des observatoires de l'habitat sur le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 017-2976/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Miramas relative à la réalisation de travaux d'extension et de mise aux normes des équipements de l'aire d'accueil des gens du voyage**

**DEVT 017-14/12/17 BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

A cette fin, la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et particulièrement ses articles 3, 4 et 5, permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

L'opération concernée par la présente convention de maîtrise d'ouvrage déléguée est : la réalisation de travaux d'extension et de mise aux normes des équipements de l'aire d'accueil des gens du voyage de la commune de Miramas. Le programme des travaux consistent en la création de 9 places supplémentaires afin de permettre à la ville de Saint-Chamas de répondre à ses obligations, la construction d'un nouveau bloc sanitaire, la création d'un local



technique d'environ 20 m2 et la reprise en clôture de l'ensemble du site.

Le coût est estimé à :

-pour les travaux d'extension : 148 165 € HT soit 177 798 € TTC (chiffage du 24 avril 2017)

-pour les travaux d'aménagement et de mise aux normes : 389 975 € HT soit 497 970 € TTC (chiffage du 24 avril 2017).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Bureau de la Métropole au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de politique locale de l'habitat et en charge de la compétence aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Miramas relative à la réalisation de travaux d'extension et de mise aux normes des équipements de l'aire d'accueil des gens du voyage.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Métropole.

\*\*\*\*\*

### ***Commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt"***

\*\*\*\*\*

**ENV 001-2978/17/BM**

**■ Demande d'une subvention auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le Grand Site Sainte-Victoire - Programme "Assistants Prévention Surveillance Incendies de Forêts" MET 17/5261/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La direction du Grand Site Sainte-Victoire développe une politique d'accueil du public spécifique et de surveillance en saison estivale (du 1er juin au 30 septembre).

Il s'agit d'informer et de faire respecter la réglementation préfectorale relative à l'accès aux massifs boisés (arrêté préfectoral n°2016-02-03-003 du 3 février 2016), qui interdit la circulation dans certaines conditions de danger météorologique d'incendie.

En 2017, la période estivale s'est caractérisée par un niveau exceptionnel du risque de 69 jours classés rouges soit une fréquentation restreinte et 27 jours noirs donc interdits au public.

L'équipe des gardes nature réalise des patrouilles de surveillance quotidiennes ainsi qu'un affichage spécifique et des points d'information fixes et itinérants en risque très sévère et exceptionnel. L'étendue du territoire à parcourir et les contraintes liées à la surveillance particulière des points d'entrée dans les massifs exigent une importante présence sur le terrain, d'au minimum 3 patrouilles chaque jour. L'effectif permanent des gardes nature de 12 personnes jusqu'en 2016 a été ramené à 8 personnes en 2017, ce qui ne permet plus de répondre à ce besoin, malgré un planning exclusivement consacré aux patrouilles et une restriction des congés.

L'information relative à la réglementation estivale est également diffusée au travers de la Maison du Grand Site de Vauvenargues et du kiosque d'accueil de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde tenus par 5 personnes.

Sur la période, près de 2 000 personnes ont été accueillies à la Maison de Vauvenargues et 5000 au kiosque.

Sur l'année, en moyenne, ce sont plus d'un million de visiteurs qui fréquentent le Grand Site Sainte-Victoire,

La Région PACA met en place un dispositif de renforcement des capacités locales en matière de prévention, information, sensibilisation, et surveillance du risque incendie aux abords et dans les massifs forestiers régionaux.

Au fil des années, l'aide de la Région pour le recrutement d'APSIF Assistants Prévention Surveillance Incendies de Forêt, attribuée depuis 2004, a permis de développer puis de maintenir la capacité de surveillance et d'information des usagers sur et aux abords des sentiers.

Au vu du succès de l'opération, et de ce besoin toujours essentiel en information, il est à nouveau proposé de procéder au recrutement d'assistants afin

de renforcer les équipes permanentes pendant la saison estivale.

Six assistants seront intégrés aux patrouilles quotidiennes de terrain sur les mois de juillet et août. Cela permettra de poursuivre les efforts de présence dans les zones fréquentées et sensibles, telles que les versants nord jusqu'au Prieuré et sud Sainte-Victoire, le secteur Bibémus-Zola-Bimont et ainsi que les massifs du Concors, Marinas et Vautubière.

Trois assistants orienteront les visiteurs et assureront leur sensibilisation, au kiosque d'accueil de Bimont à Saint Marc Jaumegarde porte d'entrée et point de vue incontournables de la montagne Sainte-Victoire ainsi qu'à la maison du Grand Site à Vauvenargues, en versant nord. Ils assureront leur mission sur 3 mois, répartis entre juin et septembre.

Les dépenses prévisionnelles éligibles au titre de ce programme APSIF sont les suivantes :

Salaires et charges, titres restaurant 52 300 euros.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention pour le programme APSIF 2018 auprès de la Région PACA pour un montant de 41 840 euros.

**Le Plan de financement prévisionnel de ce programme est le suivant :**

ORGANISMES SOLLICITES	OPERATIONS	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
REGION PACA	Programme APSIF	80 %	41 840 euros
METROPOLE MARSEILLE-PROVENCE	Assistants Prévention Surveillance Incendies de Forêt	20 %	10 460 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte

départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;

- La délibération ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire et modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'en raison de la nécessité d'informer et de faire respecter la réglementation préfectorale relative à l'accès aux massifs boisés (arrêté préfectoral n°2016-02-03-003 du 3 février 2016), qui interdit la circulation dans

certaines conditions de danger météorologique d'incendie, il convient de maintenir la capacité de surveillance des massifs de Concors et Sainte-Victoire par le recrutement estival de 9 Assistants Prévention Surveillance Incendies de Forêt.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière de 41 840 euros auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du programme relatif aux Assistants Prévention Surveillance Incendies de Forêt pour la saison estivale 2018, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de ces opérations.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la ligne nature 7472 chapitre 74 fonction 76 en fonctionnement, Budget métropolitain fractionné.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ENV 002-2979/17/BM**

■ **Demande d'établissement de servitudes de passage et d'aménagement sur les pistes D.F.C.I. (Défense de la Forêt Contre l'Incendie) dites « LA 110 », « RO 111 », « QT 113 » et le « Chemin de Salon à Aurons » situées sur les communes du Territoire du Pays Salonais**  
**MET 17/5657/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence Protection de l'Environnement et Cadre de vie, l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a assuré la gestion D.F.C.I (Défense de la Forêt Contre l'Incendie) sur les communes d'Alleins, Aurons, Charleval, La Barben, La Fare les Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Pélissanne, Saint-Chamas, Salon-de-Provence et Vernègues.

A ce titre, des projets d'établissement et de création de servitude de passage et d'aménagement en matière de lutte contre les incendies sur des pistes D.F.C.I. ont déjà été validés en Conseil Communautaire.

Suite à l'intégration de l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis 1<sup>er</sup> janvier 2016, et à la demande des services de l'Etat, il

convient de délibérer pour solliciter auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, la création de servitudes de passage et d'aménagement sur des pistes DFCI, au profit de la Métropole Aix Marseille Provence.

Les dossiers de demande d'établissement et de création de servitude DFCI sont les suivants :

- établissement et création de servitude de passage et d'aménagement en matière de lutte contre les incendies sur la piste D.F.C.I. dite « RO 111 » située dans le massif des Roques sur les communes d'Alleins, Aurons et Lamanon,

- établissement et création de servitude de passage et d'aménagement en matière de lutte contre les incendies sur le « chemin de Salon à Aurons » située dans le massif des Roques sur les communes d'Aurons et de Pélissanne,

- établissement et création de servitude de passage et d'aménagement en matière de lutte contre les incendies sur la piste D.F.C.I. dite « LA 110 » située dans le massif Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence, sur la commune de Lançon-Provence,

- établissement et création de servitude de passage et d'aménagement en matière de lutte contre les incendies sur les pistes D.F.C.I. dite « QT 113 » situé dans le massif des Quatre Termes sur la commune de Lançon-Provence.

Le statut juridique de la servitude d'utilité publique pour ces pistes D.F.C.I., permettra de garantir la pérennité de l'action d'aménagement et de gestion des massifs. Ce statut foncier sécurisé permettra également de solliciter des aides publiques pour les travaux de création ou d'entretien de ces équipements.

C'est pourquoi, il convient que la Métropole Aix Marseille Provence émette un avis favorable à la prise d'un arrêté préfectoral, à son profit, pour l'établissement de servitudes de passage et d'aménagement sur les pistes D.F.C.I. dites « RO 111 », « LA 110 », « QT 113 » et le « Chemin de Salon à Aurons » afin de pouvoir assurer la continuité de la voie de défense contre l'incendie, la pérennité de l'itinéraire constitué ainsi que l'établissement des équipements de protection et de surveillance des forêts.

Il est précisé que ces projets sont subventionnés dans le cadre du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de Défense des Forêts Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Forestier et notamment les articles L. 133-1 à L. 133-3, L. 133-8, L. 134-2, L. 134.3 et R. 134-2 et R. 134-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi d'Orientation Forestière n°2001-602 du 9 juillet 2001 modifiée par la loi 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;
- La loi n°87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection des forêts contre les incendies et à la prévention des risques majeurs ;
- Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;
- Le décret n°2002-679 du 29 avril 2002 relatif à la défense et à la lutte contre l'incendie et modifiant le Code Forestier ;
- Le décret n°2012-836 du 29 juin 2012 relatif à la partie réglementaire du Code Forestier ;
- La délibération de l'ex Agglopolé Provence n°185/13 du 16 décembre 2013 relative à une demande de subvention à l'Etat, l'Union Européenne, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Général des Bouches-du-Rhône – opération de Défense de la Forêt contre l'Incendie (DFCI) - dispositif 226-C du PDRH –année 2014 ;
- La délibération de l'ex Agglopolé Provence n°126/14 du 26 mai 2014 relative à l'opération retenue dans le cadre du dispositif d'aide 226-C du programme de développement rural hexagonal et mise en place d'une servitude sur la piste DFCI dite « LA 110 » ;
- La délibération l'ex Agglopolé Provence n°270/14 du 22 septembre 2014 relative à l'établissement et création de servitude de passage et d'aménagement en matière de lutte contre les incendies sur la piste DFCI dite « RO 111 » et le « Chemin de Salon à Aurons » ;
- La délibération métropolitaine n° ENV 013-422/16/BM du 30 juin 2016 relative à la ré-affectation des subventions du Territoire du Pays Salonnais ;

- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonnais du 11 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est donné un avis favorable à la création de servitudes de passage et d'aménagement en matière de lutte contre les incendies sur les pistes D.F.C.I. dites : « RO 111 » située sur les communes d'Alleins, Aurons et Lamanon, « LA 110 » et « QT 113 » situées sur la commune de Lançon-Provence, le « chemin de Salon à Aurons » situé sur les communes d'Aurons et de Pélissanne.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter le Préfet des Bouches-du-Rhône pour la prise d'un arrêté préfectoral concernant une servitude de passage et d'aménagement sur les pistes D.F.C.I. dites « RO 111 », « LA 110 », « QT 113 » et le « chemin de Salon à Aurons » au profit de la Métropole Aix Marseille Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document nécessaire à la création de ces servitudes.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**ENV 003-2980/17/BM**

**■ Demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le suivi et l'animation de cinq Plans de massifs du Territoire du Pays Salonnais (Saint-Chamas-La Fare les Oliviers-Lançon-Provence, Massifs des Roques, Quatre Termes et Pont de Rhaut, Chaîne des Côtes et de la Trévaresse) pour l'année 2018**  
**MET 17/5658/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le suivi et l'animation des plans de massifs est indispensable pour le Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des opérations D.F.C.I. (Défense de la Forêt Contre l'Incendie) inscrites dans les plans. Cette mission est reconduite chaque année pendant toute la durée du plan.

Le Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ayant pas les moyens humains suffisants pour mener à bien cette mission, un prestataire a été désigné dans le cadre d'une procédure de marché public pour la réalisation du suivi et de l'animation technique des plans de massifs de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence, des Roques, des Quatre Termes, de Pont-de-Rhaud et de la Chaîne des Cotes et de la

Trévaresse sur les communes situées sur son territoire.

Les communes concernées sont les suivantes :

-Massif Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence : communes de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence

-Massif des Roques : communes d'Alleins, Aurons, Lamanon, Pélissanne, Salon-de-Provence, Mallemort et Vernègues

-Massif des Quatre Termes : communes de La Barben, Lançon-Provence, La Fare les Oliviers et Pélissanne

-Massif de la Chaîne des Côtes et Trévaresse : Charleval, Mallemort et Vernègues

-Massif de Pont de Rhaud : Saint-Chamas

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 31 000 euros H.T. pour l'année 2018.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur – dispositif PIDAF	50 %	15 500 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	15 500 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : suivi et animation technique des plans de massifs de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence, des Roques, des Quatre Termes, de Pont-de-Rhaud et de la Chaîne des Côtes et de la Trévaresse sur les communes situées sur le Territoire du Pays Salonais pour l'année 2018,

**Délibère**

### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : DFCI – Sous opération : Assistance technique aux massifs.

La recette sera constatée à la section d'investissement du Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 004-2981/17/BM**

#### **■ Demande de subvention relative au suivi et à l'animation du plan de massif Ouest-Sainte-Baume pour l'année 2018 MET 17/5753/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou

privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le suivi et l'animation du plan de massif Ouest-Sainte-Baume est indispensable pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre de l'ensemble des opérations inscrites dans les études des plans de massifs.

Particulièrement celles concernant la protection et la valorisation de cet espace naturel, sur les volets liés à :

- La Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI),
- Le sylvopastoralisme,
- La localisation des friches agricoles d'interfaces ainsi que leur exploitabilité,
- La gestion de l'accueil du public,
- La protection et valorisation des paysages et de la biodiversité,

Cette mission est reconduite chaque année pendant toute la durée du plan.

Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ayant pas les moyens humains suffisants pour mener à bien cette mission, un prestataire a été désigné dans le cadre d'une procédure de marché public pour la réalisation du suivi et de l'animation technique du plan de massif Ouest-Sainte-Baume sur son territoire.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 30 000 euros H.T. pour l'année 2018.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur – dispositif PIDAF	50 %	15 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	15 000 euros

**Vu**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : suivi et animation technique du plan de massif Ouest-Sainte-Baume sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'année 2018.

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières les plus larges possibles pour le financement de ce type d'action auprès du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur, ainsi qu'auprès de tout autres organismes susceptibles d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget primitif 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 005-2982/17/BM**

**■ Demande de subvention relative au suivi et à l'animation du plan de massif Sud Régagnas sur le Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'année 2018**

**MET 17/5754/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le suivi et l'animation du plan de massif Sud-Régagnas est indispensable pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre de l'ensemble des opérations inscrites dans les études des plans de massifs.

Particulièrement celles concernant la protection et la valorisation de cet espace naturel, sur les volets liés à :

- La Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI),
- Le sylvopastoralisme,
- La localisation des friches agricoles d'interfaces ainsi que leur exploitabilité,
- La gestion de l'accueil du public,
- La protection et valorisation des paysages et de la biodiversité,

Cette mission est reconduite chaque année pendant toute la durée du plan.

Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ayant pas les moyens humains suffisants pour mener à bien cette mission, un prestataire a été désigné dans le cadre d'une procédure de marché public pour la réalisation du suivi et de l'animation technique du plan de massif Sud-Régagnas sur son territoire.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 30 000 euros H.T. pour l'année 2018.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur – dispositif PIDAF	50 %	15 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	15 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix Marseille Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix Marseille Provence

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : suivi et animation technique du plan de massif Sud-Régagnas sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'année 2018.

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières les plus larges possibles pour le financement de ce type d'action auprès du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur, ainsi qu'auprès de tout autres organismes susceptibles d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget primitif 2018 de la Métropole Aix Marseille Provence.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2018 de la Métropole Aix Marseille Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 006-2983/17/BM**

**■ Demande de subvention de fonctionnement pour l'opération « Gestion d'un site du Conservatoire du Littoral : programmation de gestion du Pourra 2018 MET 17/5632/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 1975, le Conservatoire du Littoral intervient pour préserver les espaces littoraux. A l'échelle du territoire de la Métropole près de 6 500 hectares sont acquis par l'établissement public et donné en gestion aux collectivités territoriales.

Dans sa stratégie d'acquisition, le Conservatoire du Littoral est propriétaire de 287 ha sur les communes de Saint-Mitre-les-Remparts et de Port-de-Bouc.

L'étang du Pourra, d'une superficie d'environ 157 ha, situé sur ces deux communes, est un espace naturel d'une qualité écologique et paysagère remarquable.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, compétente en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie est engagée dans la gestion de l'étang du Pourra par délibération n° 2011-139.

Au titre de la délibération n° HN 157-288/16 de la Métropole d'Aix Marseille Provence, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues assure la continuité de l'exercice de la compétence des actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Les orientations de gestion du site fixées dans le plan de gestion s'articulent autour de :

- la protection de la biodiversité et du paysage remarquables du site,
- la valorisation du site dans le respect de l'équilibre écologique des habitats et des espèces,



- l'intégration des activités humaines afin de réduire leur impact sur le milieu naturel et l'exemplarité sur le plan environnemental,
- le système de management du site.

Pour répondre aux objectifs de gestion déclinés, le Pays de Martigues en sa qualité de gestionnaire et le Conservatoire du Littoral en tant que propriétaire définissent conjointement un programme annuel de gestion qui est proposé au Comité Départemental de Gestion composé du Conservatoire du Littoral, la Région PACA et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Le programme 2018 de gestion du site répond à des différentes catégories d'opérations :

- Gestion, surveillance, entretien du site
- Travaux et aménagement (limitation des ligneux, fauche, pose de ganivelles, chantier de nettoyage)

- Etudes et suivis (étude hydraulique pour la définition des scénarii de gestion hydraulique, suivi de l'avifaune)
- Accueil du public (panneau d'interprétation du site)

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre de la convention tripartite liant le Conservatoire du Littoral, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tous les documents s'y afférant.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 22 000 euros TTC.

Le montant sollicité auprès de chacun des partenaires financiers pour l'opération de « gestion, surveillance et entretien du site » est évalué à 5 000 €,

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Montant des dépenses de l'opération « Surveillance, gestion » frais de fonctionnement et participation salaire (0,4 ETP)		22 000 € T.T.C
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional PACA « Convention tripartite gestion sites du Conservatoire du Littoral »	22,7 %	5 000 € T.T.C
Conseil Départemental 13 « Convention tripartite gestion sites du Conservatoire du Littoral »	22,7 %	5 000 € T.T.C
Métropole Aix-Marseille-Provence	54,6 %	12 000 € T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La convention 2013-2017 pour la gestion et la mise en valeur des propriétés du Conservatoire du Littoral dans le Département des Bouches-du-Rhône ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que dans le cadre de l'exercice de la compétence relative à la préservation des

espaces naturels confiés au Conseil de Territoire du Pays de Martigues est établi un programme annuel de gestion, de surveillance et d'amélioration des connaissances scientifiques de l'étang du Pourra ;

- Que cette opération est éligible au titre de la convention tripartite entre le Département, la Région et le Conservatoire du Littoral, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite une demande de subvention la plus élevée possible et répondant au plan de financement susvisé pour l'année 2018.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document se rapportant à la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence Fonction 762 – Nature 747.

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ENV 007-2984/17/BM**

### **■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour la réalisation d'une démarche participative sur la prise en compte des objectifs du Plan Climat-Air-Energie Métropolitain par la profession agricole MET 17/5312/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de la loi du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique et à la Croissance Verte instaurant les Plans Climat Air Énergie Territoriaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) est soumise à l'obligation de se doter d'un Plan Climat-Air-Énergie territorial, dont la délibération de lancement a été adoptée par le Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016.

L'objet du Plan Climat-Air-Énergie territorial est de construire une action climatique opérationnelle, efficace et pérenne pour améliorer la contribution du

territoire à la réalisation des objectifs climatiques planétaires, adoptés lors de la COP 21, et participer à l'amélioration de la qualité de l'air local, dans un objectif global d'amélioration du cadre de vie des habitants de la Métropole.

Ce document transversal, dans son contenu, doit se traduire par une large collaboration avec les acteurs de la Métropole (entreprises, organismes représentatifs, administrations, associations...) dans sa construction et dans son programme d'actions. Ce portage partagé doit se manifester dans les instances de gouvernance et l'organisation de la concertation.

Le Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain (PCAEM) doit notamment déterminer le déploiement d'une stratégie climat-air-énergie à l'échelle de la Métropole, ce qui nécessite au préalable de disposer, entre autre :

- des données de diagnostic de la situation initiale en matière d'émission de Gaz à Effets de Serre (GES) et de qualité de l'air, et leurs évolutions annuelles,
- d'une évaluation des capacités du territoire à séquestrer le carbone.

Le secteur de l'agriculture, bien qu'étant peu consommateur d'énergie (seulement 1 % de la consommation globale sur la Métropole), est contributeur de polluants atmosphériques, et peut, selon le mode cultural adopté, contribuer différemment à la captation du carbone.

Par ailleurs, la Métropole s'est lancée dans un Projet Alimentaire Territorial (PAT) destiné à mettre en œuvre une stratégie de proximité pour l'agriculture, afin de conforter les bassins de production pour répondre aux enjeux alimentaires et agricoles de demain. Le projet recherchera l'approvisionnement des ménages en produits locaux de qualité et de la restauration hors domicile, des centrales d'achat et des commerces de proximité.

Dans ce cadre, la Métropole s'est rapprochée de la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône, qui a développé une expertise dans l'accompagnement des territoires pour la lutte contre le changement climatique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'amélioration de la qualité de l'air.

La Métropole souhaite impulser une dynamique sur ces sujets avec la prise en compte des enjeux agricoles. Pour cela, la Chambre d'Agriculture réalisera une démarche participative sur la prise en compte des objectifs du PCAEM par la profession agricole.

La Chambre d'Agriculture utilisera plusieurs outils et/ou méthodes :

### **1- Des démarches participatives :**

Des réunions seront organisées sur tout le territoire métropolitain, avec des méthodes d'animation spécifiques à ces sujets, pour permettre d'échanger

dans les meilleures conditions. L'organisation et les outils d'animation seront adaptés à chaque rencontre en fonction de leurs objectifs, de la catégorie, du nombre de participants et du type d'information à recueillir (données, avis, recommandations, etc.). Des temps de discussion adaptés seront prévus afin d'aboutir à des choix consensuels. Ces réunions seront autant d'occasions de pouvoir solliciter, de nouveau, les experts techniques afin de rassembler les dernières données manquantes et ainsi affiner les résultats.

## **2 -Traitement statistique et proposition de scénarios :**

La Chambre d'Agriculture est expert « ClimAgri ». Ce dispositif est un outil et une démarche de diagnostic énergie-gaz à effet de serre pour l'agriculture et la forêt, à l'échelle des territoires, mis au point et diffusé par l'ADEME. L'utilisation de cet outil permettra à la Métropole de disposer d'un diagnostic complet sur ces aspects comportant les étapes de construction suivantes concernant la collecte des données agricoles :

- les caractéristiques des productions végétales, pour les grandes cultures et les cultures spécialisées (horticulture, arboriculture, viticulture, maraîchage),
- les caractéristiques des productions végétales pour le territoire : les intrants et exports,
- les caractéristiques pour les productions animales et pour chaque type d'élevage, des effectifs présents, des effectifs vendus, des aliments importés,
- des données sur les équipements d'exploitation agricoles, et leurs machines,
- la collecte des données énergétiques, gaz à effet de serre, et polluants atmosphériques, réparties par type d'activités culture, irrigation, transformation, élevage ...
- un focus sur l'agriculture biologique et les données forestières.

Les résultats du diagnostic se présenteront sous la forme d'une évaluation des consommations d'énergie, des émissions de GES et de polluants atmosphériques, des capacités de stockage du carbone, du potentiel nourricier.

## **3 - Cartographie des résultats et des enjeux :**

La Chambre d'Agriculture procédera à un travail cartographique des données traitées. Les résultats pourront être déclinés par Conseil de Territoire ou zones agricoles cohérentes.

Le suivi de la démarche sera assuré par un comité de pilotage. Celui-ci sera composé d'experts et acteurs

intéressés à la démarche. Il se réunira, à minima, 3 fois tout au long du projet.

Ces éléments permettront, d'une part, d'alimenter le diagnostic et les scénarios du Plan Climat, et d'affiner les connaissances nécessaires à la mise en œuvre du Projet Alimentaire Territorial.

Par ailleurs, la Chambre d'Agriculture animera, aux côtés de la Métropole, les séances de concertation avec les acteurs afin de construire le plan d'actions du Plan climat dans ce domaine d'intervention. La Chambre d'Agriculture travaillera en étroite collaboration avec le prestataire qui sera sélectionné pour accompagner la Métropole dans l'élaboration du Plan Climat.

La Chambre d'Agriculture sera mise en relation avec les partenaires du Plan Climat, notamment Air PACA afin de compléter la collecte des données et leurs interprétations, en particulier dans le domaine de la qualité de l'air, domaine d'investigation nouveau pour la Chambre d'Agriculture.

La Chambre d'Agriculture sera également mise en relation de travail avec l'association Air Climat qui travaille avec la Métropole à la caractérisation du territoire dans sa capacité de séquestration du carbone. Ce secteur d'investigation est encore expérimental et cette collaboration permettra une montée en compétences des deux partenaires.

La Chambre d'Agriculture s'investit régulièrement, et depuis de nombreuses années, en tant que partenaire et acteur des démarches en lien avec le développement durable, la lutte contre le changement climatique et la préservation de l'environnement. Elle accompagne les collectivités locales engagées dans les démarches de type Plan climat, et d'autant plus lorsqu'il y a un fort enjeu pour l'activité agricole. En ce qui concerne les ambitions affichées pour le territoire métropolitain, le monde agricole est un interlocuteur incontournable pour aborder ces sujets.

L'implication de la Chambre d'Agriculture dans le PCAEM permettra à celle-ci d'orienter sa politique pour atteindre les objectifs climatiques et d'amélioration de la qualité de l'air. Cela lui permettra également de sensibiliser les agriculteurs à ces sujets, et de les soutenir dans leurs changements de pratiques, tout en garantissant une agriculture dynamique, productive et innovante sur le territoire métropolitain.

Le territoire métropolitain marqué par une forte « péri-urbanisation », le PCAEM offrira la possibilité à la Métropole et à la Chambre d'Agriculture de créer des passerelles et des liens entre le milieu rural et le milieu urbain pour un même objectif de lutte contre les émissions de GES et la qualité de l'air en milieu rural.

Par conséquent, les études qui doivent être menées dans le cadre de la réalisation du PCAEM et du PAT

présentent également un intérêt particulier pour la Chambre d'Agriculture eu égard aux missions qui lui sont confiées, et notamment lui permettre de faire évoluer son expertise vers les diagnostics de qualité de l'air.

Il est donc proposé de conclure une convention de partenariat pour la réalisation du ClimAgri de la

Métropole, pour alimenter la connaissance du Plan Climat et du Projet Alimentaire Territorial.

	Participation Agriculture	Chambre	Participation Métropole
Partenariat Plan Climat Métropolitain	Autofinancement de 20 %		Participation à 80 %
	7.783 € TTC		31.135 € TTC

Le montant total du partenariat est de 38.918 € TTC. Les modalités de ce partenariat sont fixées dans la convention ci-annexée qui prévoit également la participation financière de la Métropole, sous forme de subvention, à hauteur de 31.135 € (soit 80 %).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat-Air-Énergie territorial ;
- L'arrêté du 4 août 2016, relatif au Plan Climat-Air-Énergie territorial ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°MET 16/1623/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 fixant les modalités et les principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie métropolitain.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le partenariat avec la Chambre d'Agriculture présente un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mobilisation du milieu agricole sur son Plan Climat et la réalisation d'une analyse des émissions de gaz à effets de serre et pollutions atmosphériques dans ce secteur d'activités.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est décidé d'engager l'élaboration d'un ClimAgri du territoire métropolitain dans le cadre du Plan Climat-Air-Energie et du Projet Alimentaire Territorial.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention de partenariat à conclure avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget primitif 2018 de la Métropole, sur la ligne 6568.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 008-2985/17/BM**

**■ Approbation d'un bail à ferme en vue de la pérennisation d'une exploitation agricole - Les Mellets à Aubagne  
MET 17/5462/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2011, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a signé une convention de mise à disposition au profit de la SAFER permettant de louer à un exploitant alors en recherche de terres, en garantie SAFER et pour 6 ans renouvelables une fois, plusieurs parcelles sises aux Mellets : CP 385, 386, 991, 992, 995.

Cette convention de mise à disposition a ainsi permis à cet exploitant de produire des légumes durant 12 ans sur ce site.

Or, la convention de mise à disposition arrive à son terme le 31 mai 2017 et la superficie dont dispose en propre cet exploitant, 5000 m<sup>2</sup> équipés en serres sur une parcelle attenante, ne lui permet pas de maintenir l'équilibre économique de son exploitation.

La Métropole, propriétaire des parcelles, est donc sollicitée dans le but de permettre la poursuite de l'activité économique de ce maraîcher expérimenté et bien implanté dans le paysage agricole du territoire, en lui louant en direct les parcelles citées ci-dessus.

Il est ainsi proposé de procéder à la signature d'un bail à ferme de 10 ans avec l'exploitant déjà occupant desdites parcelles, - CP 385, 386, 991, 992, 995 - d'une superficie totale de 6190 m<sup>2</sup>, sans clause environnementale, pour un montant annuel de 371,40 euros (trois cent soixante et onze euros et 40 centimes), soit 600 euros/ha/an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural et de la Pêche Maritime ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que le soutien aux agriculteurs est un enjeu majeur de la politique métropolitaine ;
- Que le Projet Alimentaire Territorial porté par la Métropole, co-piloté par le Pays d'Arles, et soutenu par l'Etat et le Département.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le bail à ferme proposé ci-annexé.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le bail à ferme ainsi que l'ensemble des pièces se rapportant à ce dossier.

**Article 3 :**

Les recettes correspondantes sont inscrites au budget métropolitain fractionné en section de fonctionnement au chapitre 75 sur la nature 752.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 009-2986/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition SAFER d'immeubles ruraux portant sur les parcelles AY n° 144, BB n°23, 24, 27, 28, 29, 167, 171, 172, 174, pour la poursuite du projet de couveuse agricole sur la commune de Pertuis MET 17/5226/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de soutenir la création d'espaces-tests agricoles afin de contribuer à la formation et d'aider à l'installation de nouveaux agriculteurs, l'objectif étant de permettre le maintien et la reconquête des terres agricoles ainsi que le redéploiement d'une agriculture péri-urbaine de proximité.

Suite à l'arrêt d'activité d'un exploitant agricole de la commune de Pertuis et du projet de vente de sa propriété, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix a décidé de réaliser ce projet sur ce site qui dispose d'un ensemble d'infrastructures favorables à son accueil (foncier, serre, bâtiment d'exploitation, logement).

Afin d'engager le projet de couveuse, l'exploitant agricole a consenti une convention de mise à disposition à la SAFER (CMD 84 15 0034) du 1<sup>er</sup> février 2016 au 24 novembre 2016 sur les parcelles

cadastrées AY n°144, BB n°23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 167 situées sur la commune de Pertuis.

Durant cette période, les parcelles ont été exploitées par CREA – CREAGRI au travers d'un bail SAFER (BS 84 16 0001) et la couveuse agricole a accueilli deux premiers entrepreneurs à l'essai.

Cette association créée dans le cadre de la loi sur l'initiative économique (L 2003-721 du 1er Août 2003, Décret 2005-505 du 19 Mai 2005), appuie des personnes en test de création d'activité agricole, sur les terrains loués à cet effet, sous Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise (CAPE). La couveuse permet à l'agriculteur à l'essai de s'immerger dans un réseau local, d'apprendre le métier, de se confronter à la réalité et d'évaluer son projet d'installation.

La couveuse offre également aux porteurs de projets, un accompagnement en gestion-comptabilité et une formation aux techniques agricoles en partenariat avec la Chambre d'agriculture de Vaucluse.

Par la suite, pour conforter cet outil innovant dans la durée, accueillir de nouveaux porteurs de projets et faire de l'espace test un lieu emblématique du territoire pour la formation in situ de futurs agriculteurs et le test de projets agricoles en conditions réelles, il paraît important de maîtriser l'outil foncier.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'acquisition de la propriété par délibération HN 092-223/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016.

Afin de poursuivre le projet de couveuse, suite au transfert de propriété à la Métropole, devenu effectif le 24 novembre 2016, il a été décidé de mettre en place une Convention de Mise à Disposition SAFER d'immeubles ruraux situés sur la commune de Pertuis et portant sur les parcelles AY n°144, BB n°23, 24, 27, 28, 29, 167, 171, 172, 174, pour une surface totale de : 4 ha 48 a 26 ca.

La présente Convention de Mise à Disposition (CMD) est établie pour une durée de 6 années, qui commencera à courir rétroactivement le 25 novembre 2016 pour se terminer le 31 octobre 2022, conformément à l'article 1 de la convention.

La Métropole Aix-Marseille-Provence demande également à la SAFER de consentir un bail SAFER à CREAGRI. Ce bail SAFER, établi pour une période de 4 ans, prend effet le 25 novembre 2016.

Dans le cadre de cette CMD, un logement agricole sera à disposition d'un entrepreneur à l'essai agricole présent sur le site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural et notamment l'article L 142-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 2015\_A163 du Conseil communautaire de la CPA, du 10 juillet 2015, approuvant le dispositif d'aide à la création d'un espace-test couveuse/pépinière d'entreprises agricoles et donnant délégation au Bureau de la Communauté pour décider des conventions et subventions nécessaires à la mise en place concrète de ce dispositif ;
- La délibération 2015\_B531 du Bureau communautaire de la CPA, du 29 octobre 2015, approuvant la Convention d'Intervention Foncière cadre 2016-2018 avec la SAFER ;
- La délibération 2015\_B756 du Bureau communautaire de la CPA, du 17 décembre 2015, approuvant le principe d'acquisition des parcelles BB 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 144 et 167 sur la commune de Pertuis afin de pérenniser et d'ancrer le dispositif de couveuse/pépinière agricole sur le territoire ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 092-223/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 approuvant l'acquisition des parcelles AY 144, BB 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 167 situées sur la commune de Pertuis pour un montant de 295 000 euros HT ;
- L'avis n°2016-089-V-0190 de France Domaine du 9 mars 2016.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la Convention de Mise à Disposition SAFER d'immeubles ruraux situés sur la commune de Pertuis portant sur les parcelles AY n°144, BB n°23,

24, 27, 28, 29, 167, 171, 172, 174, pour une surface totale de 4 ha 48 a 26 ca.

### **Article 2 :**

Il est demandé à la SAFER d'assortir cette convention d'un bail SAFER à CREAGRI.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier et notamment la présente convention de mise à disposition d'immeubles ruraux à la SAFER.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ENV 010-2987/17/BM**

#### **■ Mise en œuvre de la convention d'intervention foncière (CIF) du Pays d'Aix - Intervention sur les communes de Lambesc et Rognes MET 17/5227/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, votée le 29 octobre 2015 par le Bureau communautaire de la CPA, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

#### **Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel**

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'opérations de préemption concernant 2 ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes de Lambesc et de Rognes.

#### **• Lambesc**

⇒ Parcelle(s) : BK 181, 182 ; Surface : 46 ares 54 centiares

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 10 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 4 790,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

#### **• Rognes**

⇒ Parcelle(s) : AS 112 ; Surface : 47 ares 50 centiares

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 14 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 11 150,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2015\_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la convention cadre d'intervention foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour les 2 ventes de parcelles sur les communes de Lambesc et de Rognes.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des 2 préemptions en révision de prix sur les communes de Lambesc et Rognes dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

#### **Article 2 :**

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER pour chacune des 2 préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611, figurant à l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 011-2988/17/BM**

**■ Approbation d'une convention avec la commune de Coudoux pour la réalisation de prestations de services au titre de la compétence - Réseaux de chaleur et de froid urbains**  
**MET 17/6057/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole sera notamment, à compter de cette date, en charge de la compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains » sur l'ensemble de son territoire et ainsi est substituée de plein droit aux communes dans toutes les délibérations et contrats se rapportant à cette compétence.

La commune de Coudoux dispose aujourd'hui d'un réseau public de chaleur bois géré en régie municipale dotée d'un budget annexe équilibré. Ce réseau sera donc transféré à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Cependant, certaines prestations ne pourront être assurées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 par la Métropole en raison de l'absence des moyens transférés.

Dès lors, afin de garantir la continuité du service public, la Métropole a sollicité la commune de Coudoux, compte tenu des moyens dont elle dispose, pour qu'elle réalise pour son compte, des prestations en matière de gestion du réseau de chaleur bois.

La convention que nous vous proposons d'approuver définit et encadre les prestations confiées à la commune de Coudoux dans le cadre de la gestion de ce réseau de chaleur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;



- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le réseau public de chaleur bois de la commune de Coudoux sera transféré à la Métropole au 1er janvier 2018
- Que la Métropole ne dispose pas, à cette date, des moyens nécessaires pour assurer l'intégralité des tâches de gestion de cet équipement et ainsi garantir la continuité du service public
- Que la convention de service permet de remplir les conditions d'un service public de proximité et une gestion efficace du réseau de chaleur
- L'expertise et les compétences de la commune de Coudoux en matière de gestion du réseau de chaleur

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la commune de Coudoux relative à la gestion du réseau public de chaleur bois.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Cadre de vie,  
 traitement des déchets, eau et  
 assainissement"**  
 \*\*\*\*\*

**DEA 001-2989/17/BM**

**■ Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Onyx Méditerranée  
 MET 17/5630/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 10 au 23 octobre 2017, la collecte et le transfert des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie du Centre de ville de Marseille, ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais. A cet effet, il a été demandé à la société Onyx Méditerranée de procéder à des opérations ponctuelles de collecte et de transfert des déchets ménagers.

Sur cette période, 86.12 tonnes de déchets ont été transférés sur le centre de tri de la Millière.

Ces prestations réalisées hors marché ont été exécutées du 19 au 20 octobre 2017 pour la collecte et du 14 au 17 octobre 2017 pour le transfert.

Il convient donc de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société Onyx Méditerranée s'élevant à un montant de 15 337,21 euros TTC, résultant d'un abattement consenti par l'entreprise de 26% et décomposé comme suit :

- Prestations de collecte : 5 676,00 euros TTC,
- Prestations de transfert : 9 661.21 euros TTC résultant d'un abattement consenti par l'entreprise de 35% sur le prix de la prestation.

Seul le montant de la prestation de transfert a fait l'objet d'une négociation, le prix de la prestation de collecte proposé par l'entreprise étant celui précédemment négocié lors des grèves du mois de Mars 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits.
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'indemniser la société Onyx Méditerranée pour les prestations exceptionnelles de collecte des déchets ménagers exécutées du 19 au 20 octobre 2017.
- Qu'il convient d'indemniser la société Onyx Méditerranée pour les prestations exceptionnelles de transfert des déchets ménagers exécutées du 14 au 17 octobre 2017.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le recours à une procédure transactionnelle avec la société Onyx Méditerranée, afin de régler les prestations réalisées hors marché par celle-ci et exécutées du 19 au 20 octobre 2017 pour la collecte et du 14 au 17 octobre 2017 pour le transfert.

**Article 2 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci annexé conclu avec la société Onyx Méditerranée.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

**Article 4 :**

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la Société Onyx Méditerranée est fixée pour solde de tout compte à 15 337,21 euros TTC.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets 2017 du Territoire de Marseille Provence – Sous politique G110 – nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 002-2990/17/BM**

**■ Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Urbaser Environnement SAS  
MET 17/5631/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 10 au 23 octobre 2017, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie du centre-ville de Marseille (1<sup>er</sup>, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce, dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société Urbaser Environnement SAS de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 18 au 20 octobre 2017.

Il convient donc de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société Urbaser Environnement SAS s'élevant à un montant de **30 157. 60 euros TTC** résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 20 % sur le prix de la prestation réalisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'indemniser la société Urbaser Environnement SAS pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 18 au 20 octobre 2017.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le recours à une procédure transactionnelle avec la société Urbaser Environnement SAS, afin de régler les prestations réalisées hors marché par celle-ci et exécutées du 18 au 20 octobre 2017.

**Article 2 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé avec la société Urbaser Environnement SAS.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

**Article 4 :**

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la Société Urbaser Environnement SAS est fixée pour solde de tout compte à **30 157. 60 euros TTC**.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets 2017 du Territoire de Marseille Provence - Sous politique G110 – Nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 003-2991/17/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre de financement de l'opération "Requalification de la déchèterie et du centre de transfert de Rousset"**  
**MET 17/5296/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets sur son territoire. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Actuellement, le site de Rousset regroupe la déchèterie et le centre de transfert d'ordures ménagères.

La déchèterie comprend 9 quais et réceptionne plus de 11.000 tonnes de déchets par an pour environ 50.000 visites. La configuration du site, en cul de sac, rend la circulation difficile et les manœuvres dangereuses. La construction d'une plate-forme de réception des déchets végétaux permettra de détourner près de 30 % des apporteurs et de limiter l'encombrement de la déchèterie.

Cette plate-forme de déchets verts sera la sixième et dernière programmée sur le territoire du Pays d'Aix après Venelles, Bouc-Bel-Air, Saint Cannat, Les Pennes Mirabeau et Pertuis.

En parallèle, des travaux d'élargissement de la plate-forme haute de la déchèterie permettront de libérer de l'espace et de mettre en place un « caisson réemploi ».

Le centre de transfert accueille les déchets (les Ordures Ménagères, les Emballages Ménagers

Recyclables...) collectés sur le secteur sud-est du Pays d'Aix.

Cette installation est destinée à optimiser les charges induites par le transport des déchets jusqu'à leur lieu d'élimination, le principe de fonctionnement consistant à transvider des bennes de « petites » capacités dans des gros porteurs. Ainsi, annuellement c'est plus de 8.000 tonnes de déchets qui transitent par cette installation.

Le centre de transfert est équipé d'un compacteur à translation vétuste et coûteux en maintenance et réparation.

Aussi, afin d'optimiser le fonctionnement du site et donc les charges associées, il est proposé d'adapter la structure du centre de transfert afin d'aménager des postes de déchargement pour semi-remorque à Fond Mouvant Alternatif (FMA).

Cette technologie éprouvée présente les avantages suivants :

- Accroissement des volumes de déchets transportés,
- Souplesse et rusticité du dispositif : ce process, ne nécessitant pas de re-compaction des déchets, n'est pas soumis à des arrêts techniques bloquant.

Actuellement, les voies d'accès sont communes aux deux installations déchèterie et centre de transfert. Les travaux consistent à créer une voie d'accès spécifique pour les poids lourds du Centre de Transfert et ainsi séparer les flux déchèterie et centre de transfert.

Par ailleurs, un parcours pédagogique sera mis en œuvre permettant d'observer et expliquer le fonctionnement du centre de transfert et de la déchèterie.

Les grandes lignes du programme technique des travaux sont les suivantes :

1. démantèlement du compacteur existant ;
2. aménagement de nouveaux postes de déchargement (trémie) ;
3. adaptation de la plate-forme haute aux contraintes d'accès et de dépotage des véhicules ;
4. création d'une plate-forme de déchargement des déchets verts ;
5. reprise et création de voirie pour séparer la circulation des usagers et des transporteurs ;
6. optimisation de l'espace sur la plate-forme haute de la déchèterie ;
7. mise en œuvre d'un parcours pédagogique.

Les travaux programmés sont estimés à 900.000€HT.

#### **Présentation du plan de financement prévisionnel associé au prévisionnel de dépenses :**

Selon les lois MAPTAM et NOTRe, les opérations liées à l'acquisition d'équipements destinés à la gestion et au traitement des déchets ont été qualifiées en « Compétence Exclusive ». Dans cette configuration, l'autofinancement requis est au minimum de 20 %.

<b>Requalification de la Déchèterie et du Centre de transfert de ROUSSET</b>		
<b>ORGANISMES SOLLICITES</b>	<b>TAUX SOLLICITES</b>	<b>MONTANTS SOLLICITES (€HT)</b>
Conseil Départemental 13 Dispositif « Aides aux Communes »	60%	540 000 €
ADEME (Parcours pédagogique)	6%	54 000 €
Région PACA (Caisson réemploi)	7%	63 000 €
Programme Européen Life (PF Déchets Verts)	7%	63 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix	20%	180 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>900 000 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2015\_A117 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 10 juillet 2015 actualisant l'Autorisation de Programme (AP/CP) concernant l'opération 173 d'un montant de 2.758.000 € pour Extension / Rénovation de Déchèterie ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Requalification de la déchèterie et du Centre de Transfert de Rousset.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Ademe, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires aux dépenses d'investissement seront inscrits au Budget Annexe du

Service Prévention Élimination des Déchets (SPED) de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix. Autorisation de Programme (AP) 173 : Extension, rénovation de déchèteries – Fonction 7213 – Nature : imputations multiples.

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Annexe du Service Prévention et Élimination des déchets (SPED) 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, section d'investissement – Fonction 7213 – Nature 132.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 004-2992/17/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération "Schéma Directeur d'Assainissement Métropolitain" MET 17/5502/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

L'opération consiste en la réalisation d'études de schéma directeur d'assainissement métropolitain : collecte de données, état des lieux et diagnostic de fonctionnement, mise à jour des plans réseaux, campagnes de mesures, bilan de fonctionnement, programme de travaux ...

Ces études permettront à la collectivité de définir un programme pluriannuel et hiérarchisé de travaux et d'actions destinés à obtenir la conformité réglementaire et à améliorer le fonctionnement des systèmes d'assainissement collectifs des eaux usées.

Les enjeux de cette opération sont d'ordres financiers (maintien ou obtention des primes pour épuration de l'Agence de l'Eau), et environnementaux (suppression des pollutions des milieux récepteurs).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 5 millions euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	80 %	4 000 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	1 000 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Schéma directeur d'assainissement métropolitain ».

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-

Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

La recette correspondante est constatée au Budget annexe Assainissement 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F110 - Code gestionnaire : 3DEAA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 005-2993/17/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Schéma Directeur Métropolitain d'Eau Potable Métropolitain MET 17/5503/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

#### **Descriptif de l'opération concernée :**

L'opération consiste à la réalisation d'études de schéma directeur d'eau potable métropolitain : d'études de gestion patrimoniale et d'études de faisabilité.

Ces études permettront à la collectivité de développer une stratégie de mise en cohérence, de modernisation, d'amélioration des systèmes d'alimentation en eau potable.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 5 millions euros HT.

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	80 %	4 000 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	1 000 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : schéma directeur métropolitain d'eau potable.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

La recette correspondante est constatée au Budget annexe Eau 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F170 - Code gestionnaire : 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 006-2994/17/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Schéma Directeur Métropolitain des Eaux Pluviales MET 17/5504/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

La présente délibération vise à approuver une demande de subvention auprès de tout organisme

susceptible d'apporter sa contribution financière au Schéma Directeur Métropolitain des Eaux Pluviales.

Le schéma directeur des eaux pluviales est un outil d'aide à la décision qui permet de proposer des actions hiérarchisées et planifiées permettant de garantir à la population une gestion des eaux pluviales satisfaisante, limitant au mieux le ruissellement et les débordements.

Le schéma directeur métropolitain des eaux pluviales a pour objectif :

- De cartographier et décrire précisément l'ensemble du réseau hydrographique sur tout le territoire et d'identifier les axes d'écoulement
- De mettre en évidence les dysfonctionnements existants

- De réaliser un diagnostic du fonctionnement actuel du système de gestion des eaux pluviales et identifier les évolutions urbaines à venir
- D'élaborer un zonage pluvial, en lien avec les documents d'urbanisme et de donner des prescriptions techniques afin de dimensionner et d'optimiser les aménagements en fonction de leur contexte
- D'élaborer une programmation pluriannuelle de travaux d'amélioration et d'extension du réseau pluvial.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3,6 millions euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	60 %	2 160 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	1 440 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : "Schéma Directeur Métropolitain des Eaux Pluviales".

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

La recette correspondante est constatée au Budget Principal Métropole 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F180 - Code gestionnaire : 3DEA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



DEA 007-2995/17/BM

**■ Demande de subvention de fonctionnement relative à la campagne 2018 de recherche et d'identification des micropolluants sur 15 stations de traitement des eaux usées de la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5652/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

En application de la note technique ministérielle du 12 août 2016 relative à la recherche de Rejets de Substances Dangereuses dans les Eaux usées (RSDE) et à leur réduction, les Territoires Istres-Ouest Provence, Pays Salonais, Marseille Provence et Pays de Martigues de la Métropole Aix-Marseille-Provence doivent réaliser une campagne de recherche avec identification des micropolluants présents en quantité significative, en entrée et en sortie des Stations de Traitement des Eaux Usées (STEU) de capacité nominale supérieure ou égale à 600 kg/j de DBO5 (> 10 000 EH).

Par ailleurs, il convient de procéder de manière conjointe avec les analyses RSDE à trois campagnes de mesures des micropolluants dans les boues sur chacune des 8 stations afin de pouvoir répondre à l'appel à projet de l'Agence de l'Eau sur ce sujet. La campagne de mesure doit démarrer au plus tard en juin 2018 et se terminer au plus tard le 31 décembre 2018 ; elle portera sur les analyses de 96 molécules sur les eaux usées en entrées et sorties de stations et 71 molécules pour les boues.

Les campagnes de recherche des RSDE et boues porteront sur les 15 stations suivantes :

Territoire Istres-Ouest Provence :

- Istres Rassuen (50 000 EH),
- Miramas / Saint-Chamas (35 000 EH),
- Fos-sur-Mer (22 500 EH),
- Port-Saint-Louis du Rhône (16 000 EH),

Territoire du Pays de Martigues

- Martigues (95 000 EH),

Territoire de Marseille-Provence :

- Carry (26 000 eq),
- Cassis (25 000 eq),
- Châteauneuf les Martigues (16 000 eq),

- La Ciotat (95 000 eq),
- Marignane (70 000 eq),
- Géolide (1 900 000 eq),

Territoire du Pays Salonais :

- Salon de Provence (65 000 EH),
- Berre l'Etang (21 000 EH),
- Rognac (16 000 EH),
- Eyguières (10 000 EH).

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à 325 120 € HT, répartie de la façon suivante :

- Territoire Istres-Ouest Provence : 115 000 € HT
- Territoire du Pays de Martigues : 20 000 € HT
- Territoire de Marseille-Provence : 75 120 € HT
- Territoire du Pays Salonais : 115 000 € HT

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Organismes sollicités	Dépense subventionnable coût hors taxes	Taux Sollicité	Financement
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Appel à projet Campagne RSDE 2018	325 120 €	70%	227 584 €
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	325 120 €	30 %	97 536 €
autofinancement du solde			

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 13 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de la campagne 2018 de recherche des micropolluants.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur les Budgets Annexes Assainissement 2018 et suivants des Territoires du Pays Salonais, Istres Ouest Provence et de la régie d'assainissement du Territoire du Pays de Martigues au chapitre 11.

Pour le Territoire Marseille-Provence, la recette sera inscrite au Budget annexe de l'assainissement 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence du

Territoire Marseille Provence, section fonctionnement, sous-politique F130, nature 748- 3DEAA.

Pour les autres Territoires, les recettes sont inscrites en section de fonctionnement sur les Budgets Annexes Assainissement 2018 et suivants des Territoires du Pays Salonais, Istres Ouest Provence et de la régie d'assainissement du Territoire du Pays de Martigues au chapitre 74, nature 748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 008-2996/17/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Marseille travaux d'assainissement MET 17/5497/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Par délibération n° PEDD 033-716/15/CC du 19 février 2015, a été approuvée la création de l'opération générique Marseille travaux d'assainissement.

L'opération consiste à la réalisation de travaux non inclus dans la délégation de service public pour répondre aux besoins urgents et non programmés en matière d'assainissement.

Ces travaux sont nécessaires pour garantir l'évolution optimale et la maintenance des réseaux d'assainissement des eaux usées (travaux sur les réseaux d'eaux usées, travaux de premiers établissements, de mises en conformité, de modernisations ou d'améliorations des équipements).

Par délibération n° AGER 005-808/13/CC du 13 décembre 2013, a été approuvé le contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Ce contrat comprend un programme précis de travaux et d'études à conduire sur la période 2014-2018.

Certains de ces travaux sont impactés sur l'opération générique Marseille travaux d'assainissement.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Les crédits prévisionnels de cette opération pour les années 2017-2018 sont estimés à 2 670 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	30,00 %	801 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	70.00 %	1 869 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse du 13 décembre 2013 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : "Marseille travaux d'assainissement (opération n°2015105918)".

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée au Budget annexe Assainissement 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F110 - Code gestionnaire : 3DEAAC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 009-2997/17/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Etudes complémentaires au Schéma Modernisation du Réseau Unitaire II de Marseille  
MET 17/5492/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

L'opération consiste à la réalisation d'études et d'investigations géotechniques au SMRU II.

Le SMRU II propose un tunnel de stockage sous l'axe Arenc - Michelet et des bassins de rétention sur

le secteur du Jarret pour lutter contre les déversements et débordements du réseau unitaire du centre-ville de Marseille (protection des milieux, des eaux de baignade, des biens et des personnes, et conformité réglementaire). Les études à engager dans le cadre de cette opération visent à confirmer ou infirmer ces conclusions, à affiner les différents projets, à vérifier leur faisabilité et leur chiffrage.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 500 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	80,00 %	400 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	100 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse du 13 décembre 2013 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil

de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : "Etudes complémentaires au SMRU II".

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

## **Article 2 :**

La recette correspondante est constatée au Budget annexe Assainissement 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F110 - Code gestionnaire : 3DEAAC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 010-2998/17/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Gestion des eaux d'exhaure de l'usine de Sainte Marthe MET 17/5495/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	80,00 %	2 560 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	640 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Par délibération PEDD 009-1634/15/CC du 21 décembre 2015, a été approuvée la création de l'opération « Gestion des eaux d'exhaure de l'usine de Ste Marthe » (opération 2015118800).

Cette opération consiste à abandonner les pompes d'exhaures existantes et à poser de nouvelles pompes immergées dans le bassin de décantation, pouvant être utilisées en secours avec la construction d'une goulotte de récupération des eaux décantées.

Par ailleurs, par délibération PEDD 006-1470/15/CC du 20 novembre 2015 a été approuvé le contrat de protection et d'économie de la ressource en eau (CONPERE) entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté urbaine MarseilleProvence. Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques pour la période 2015-2018.

L'opération « Gestion des eaux d'exhaure de l'usine de Ste Marthe » est inscrite dans ce programme.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3 200 000,00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- La délibération PEDD 009-1634/15/CC du 21 Décembre 2015 portant sur la création et l'affectation de l'autorisation de programme de l'opération « Gestion des eaux d'exhaure de l'usine de Ste Marthe » ;
- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : "Gestion des eaux d'exhaure de l'usine de Ste Marthe".

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée au Budget annexe Eau 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F150 - Code gestionnaire : 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 011-2999/17/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération "Augmentation de la capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol"**  
**MET 17/5508/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de

partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Par délibération DEA 004-1457/16/CM du 15 Décembre 2016, il a été approuvé la création de l'opération « Augmentation de la capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol ».

L'usine de Vallon Dol d'une capacité de traitement de 2000l/s constitue, avec les sites de Saint Barnabé et Sainte Marthe, l'un des trois centres de production d'eau potable de Marseille.

Ces trois usines sont aptes à se secourir en cas d'accident sur l'une d'entre elles. Mais, contrairement à Saint Barnabé et Vallon Dol, le site de Sainte Marthe ne peut être secouru entièrement. Seul 60% de sa production est, à ce jour, compensable. L'augmentation de la capacité de l'usine de Vallon Dol de 600l/s minimum permettait d'assurer un secours complémentaire de Sainte Marthe.

La valeur de l'augmentation de l'usine de Vallon Dol sera fixée, à l'issue des études préalables de ces deux opérations.

Par délibération PEDD 006-1470/15/CC du 20 novembre 2015 a été approuvé le contrat de protection et d'économie de la ressource en eau (CONPERE) entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté urbaine Marseille Provence. Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques pour la période 2015-2018.

L'opération « Augmentation de la capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol » est inscrite dans ce programme.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 7 300 000,00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	30,00 %	2 190 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	70,00 %	5 110 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 004-1457/16/CM du 15 décembre 2016 portant sur la création et l'affectation de l'autorisation de programme de l'opération « Augmentation de la capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol » ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Augmentation de la capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol ».

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

##### **Article 2 :**

La recette correspondante est constatée au Budget annexe Eau 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F150 - Code gestionnaire : 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 012-3000/17/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération "Augmentation de la capacité Puits Saint Joseph" MET 17/5500/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le captage du Puits Saint Joseph (13015) est une ressource de secours pour l'alimentation en eau brute de Marseille permettant la production d'eau potable. L'utilisation de cette ressource a reçu l'avis favorable d'un hydrogéologue agréé, nommé par les Services de la Préfecture, pour la délimitation de périmètres de protection.

Actuellement, la capacité de la station de pompage relevant ces eaux vers l'usine de potabilisation de Sainte Marthe est limitée à 400 l/s. Dans son rapport, l'hydrogéologue a mis en évidence l'intérêt d'augmenter la capacité de prélèvement des eaux alimentant le Puits Saint Joseph.

Par délibération DPEA 3/545/CC du 26 juin 2006, il a été prévu d'augmenter la capacité de la station de pompage souterraine de Puits Saint Joseph pour la porter à 1 200 l/s.

Par délibération AGER 039-1230/09/CC du 26 mars 2009, il a été proposé la création de l'opération « augmentation de la capacité de la station de pompage souterraine du Puits Saint Joseph » portant sur la phase études et travaux préparatoires pour un montant de 1 421 404,68 euros HT (opération 2009100300).

Par délibération AGER 012-664/12/CC du 26 octobre 2012, il a été approuvé le réajustement de

l'autorisation de programme de l'opération « augmentation de la capacité de la station de pompage souterraine du Puits Saint Joseph », la portant à 1 254 180,60 euros HT.

Par ailleurs, par délibération PEDD 006-1470/15/CC du 20 novembre 2015 a été approuvé le contrat de protection et d'économie de la ressource en eau (CONPERE) entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté urbaine Marseille Provence. Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques pour la période 2015-2018.

L'opération « augmentation de la capacité de la station de pompage souterraine du Puits Saint Joseph » est inscrite dans ce programme.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 254 180,60 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	50,00 %	627 090,30 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50,00 %	627 090,30 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° 009-011/16/CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AGER 039-1230/09/CC du 26 mars 2009 portant sur la création et l'affectation de l'autorisation de programme de l'opération augmentation de la capacité de la station de pompage souterraine du Puits Saint Joseph ;
- La délibération AGER 012-664/12/CC du 26 octobre 2012 portant sur la revalorisation de l'autorisation de programme de l'opération augmentation de la capacité de la station de pompage souterraine du Puits Saint Joseph ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.



Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : "Augmentation de la capacité Puits Saint Joseph".

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

La recette correspondante est constatée au Budget annexe Eau 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F170 - Code gestionnaire : 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 013-3001/17/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Extension de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau  
MET 17/5506/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Par délibération PEDD 063-747/15/CC du 19 février 2015, il a été approuvé la création de l'opération

« extension de la station de potabilisation des Giraudets » pour un montant de 10,2 millions d'euros.

L'opération a pour but la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau.

Le projet initial prévoyait :

- Une augmentation de la capacité de production du complexe de potabilisation ;
- La réhabilitation des filières de production les plus anciennes (Accelerator® et Pulsator®) ;
- Adaptation et/ou mise en conformité des ouvrages annexes aux filières de traitement ;
- L'automatisation complète de la conduite et de la surveillance du process de production ;
- Le traitement des eaux de lavage des filtres avant rejet au milieu naturel.

L'étude de faisabilité a mis en évidence la nécessité de :

- Abandonner et démolir les filières de production obsolètes
- Doubler la capacité de production de la filière existante en rive gauche du canal de Marseille (Densadeg®) ;
- Traiter les eaux de lavage des filtres avant recyclage ;
- Construire un réservoir de 9 000 m<sup>3</sup> (prévu au Schéma Directeur D'alimentation en Eau Potable) afin d'optimiser la régulation de l'usine.

La présente délibération vise à approuver l'augmentation de l'autorisation de programme de l'opération « extension de la station de potabilisation des Giraudets » pour un montant de 3,3 millions d'euros ainsi que la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Par ailleurs, par délibération PEDD 006-1470/15/CC du 20 novembre 2015 a été approuvé le contrat de protection et d'économie de la ressource en eau (CONPERE) entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté Urbaine Marseille-Provence. Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques pour la période 2015-2018.

L'opération « extension de la station de potabilisation des Giraudets » est inscrite dans ce programme.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 13 500 000,00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	30,00 %	4 050 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	70,00 %	9 450 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 063-747/15/CC du 19 février 2015 portant sur la création et l'affectation de l'opération « extension de la station de potabilisation des Giraudets »
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : "Extension de la station de potabilisation des Giraudets".

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

La recette correspondante est constatée au Budget annexe Eau 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F150 - Code gestionnaire : 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 014-3002/17/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à la sécurisation de l'alimentation en eau d'Eyguières par interconnexion avec le réseau d'eau potable de Lamanon MET 17/5651/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La gestion et l'adaptation des réseaux d'eau et d'assainissement est une priorité pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'assurer la continuité des services publics, et répondre aux besoins de la population. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-

Provence souhaite poursuivre son action et entreprendre un programme de travaux de sécurisation de l'alimentation en eau de la commune d'Eyguières par la création d'une interconnexion entre le réseau de la commune d'Eyguières et celui de la commune Lamanon.

L'objectif poursuivi est de sécuriser la continuité du service public d'alimentation en eau potable et répondre aux obligations et dispositions définies par l'arrêté préfectoral du 19 août 2003 autorisant l'exploitation des forages d'eau potable d'Eyguières et notamment l'Article XIII, demandant la recherche et la mise en œuvre d'une solution de secours.

Organismes sollicités	Dépense subventionnable coût hors taxes	Taux Sollicité	Financement
CONSEIL DEPARTEMENTAL Travaux de sécurisation de l'approvisionnement en Eau Potable	800 000 €	60 %	480 000 €
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE Territoire du Pays Salonais	800 000 €	40 %	320 000 €

Ces travaux consistent en la création d'une interconnexion entre les communes de Lamanon et Eyguières par une canalisation d'eau potable de 2 300 m de long environ en fonte DN 200 mm.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à : 800 000 € HT

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'interconnexion entre les réseaux d'eau potable des communes de Lamanon et Eyguières,

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Primitif 2017 et suivants du Budget Annexe « Assainissement » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais. Opération : 2017 3 012 01 – Nature : 2315. La recette correspondante sera inscrite au Budget Primitif 2018 et suivants du budget Annexe « Assainissement » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement - Nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 015-3003/17/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération "Confortement de la dérivation Camoins-Aubagne - tronçon Salette"**

#### **MET 17/5509/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Par délibération DEA 009-1462/16/CM du 15 décembre 2016, il a été approuvé la création de l'opération « Confortement de la dérivation Camoins-Aubagne – tronçon Salette » (opération 2017102400).

Depuis 30 ans, le tronçon Salette a fait l'objet de nombreux travaux de réparation, suite aux désordres constatés.

En 2004, ce tronçon a été busé par une canalisation circulaire en polyéthylène haute densité (PEHD)

DN1500 mm, posée dans la section rectangulaire de la dérivation, puis remblayée jusqu'au niveau des maçonneries des piédroits.

Depuis 2004, de nombreuses réparations ponctuelles ont dû être réalisées sur la buse PEHD, celle-ci se déchirant régulièrement en raison des mouvements affectant la maçonnerie du canal.

Aujourd'hui, il est nécessaire de conforter définitivement la structure de la dérivation Camoins-Aubagne sur ce tronçon, pour sécuriser l'approvisionnement en eau brute des communes situées en aval.

Par ailleurs, par délibération PEDD 006-1470/15/CC du 20 novembre 2015 a été approuvé le contrat de protection et d'économie de la ressource en eau (CONPERE) entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté urbaine Marseille Provence. Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques pour la période 2015-2018.

L'opération « Confortement de la dérivation Camoins-Aubagne – tronçon Salette » est inscrite dans ce programme.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 200 000,00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	30,00 %	360 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	70,00 %	840 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;

- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 009-1462/16/CM du 15 décembre 2016 portant sur la création et l'affectation de l'autorisation de programme de l'opération « Confortement de la dérivation Camoins-Aubagne – tronçon Salette » ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Confortement de la dérivation Camoins-Aubagne - tronçon Salette ».

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

La recette correspondante est constatée au Budget annexe Eau 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F160 - Code gestionnaire : 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 016-3004/17/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Confortement tronçon Fabres/Vidale - Dérivation Camoins/Aubagne  
MET 17/5486/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Par délibération PEDD 010-1635/15/CC du 21 décembre 2015 a été approuvée la création de l'opération « confortement du tronçon Fabres-Vidale de la dérivation de Camoins-Aubagne du Canal de Marseille » (opération 2015118700).

Cette opération est nécessaire afin de réaliser des travaux de mise en sécurité permettant de mettre à l'abri les zones urbanisées denses existantes en contrebas du canal.

Les travaux consistent en un busage du canal sur 550 ml par une conduite DN 1500 autoporteuse, fondée sur pieux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Par ailleurs, par délibération PEDD 006-1470/15/CC du 20 novembre 2015 a été approuvé le contrat de protection et d'économie de la ressource en eau (CONPERE) entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté Urbaine Marseille-Provence. Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques pour la période 2015-2018.

L'opération « confortement du tronçon Fabres-Vidale de la dérivation de Camoins-Aubagne du Canal de Marseille » est inscrite dans ce programme.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 2 700 000,00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	18,89 %	510 030,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	81,11 %	2 189 970,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 010-1635/15/CC du 21/12/2015 portant sur la création et l'affectation de l'autorisation de programme de l'opération « confortement du tronçon Fabres-Vidale de la dérivation de Camoins-Aubagne du Canal de Marseille » ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération « Confortement tronçon Fabres/Vidale - Dérivation Camoins/Aubagne ».

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

La recette correspondante sera constatée au Budget annexe Eau 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F160 - Code gestionnaire : 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 017-3005/17/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Exhaussement du Canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet - communes d'Aubagne, Carnoux et Cassis  
MET 17/5493/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Par délibération DEA 008-1461/16/CM du 15 décembre 2016, a été approuvée la création de l'opération « Exhaussement du canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet » pour un montant d'un million d'euros (opération 2017102500).

Le souterrain du Mussuguet fait partie de la Dérivation de La Ciotat, par laquelle le Canal de Marseille approvisionne en eau brute les usines de production d'eau potable de Roquefort la Bédoule, de Cassis et de La Ciotat.

Pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable des communes desservies, en utilisant pleinement la capacité de production des usines de Cassis et de La Ciotat, il est nécessaire d'augmenter la capacité hydraulique du souterrain à 600 l/s (+120 l/s).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Par ailleurs, par délibération PEDD 006-1470/15/CC du 20 novembre 2015 a été approuvé le contrat de protection et d'économie de la ressource en eau (CONPERE) entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté urbaine Marseille Provence. Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques pour la période 2015-2018.

L'opération « Exhaussement du canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet » est inscrite dans ce programme.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 2 500 000,00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	80,00 %	2 000 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	500 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération DEA 008-1461/16/CM du 15 Décembre 2016 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération « Exhaussement du canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet » ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : "Exhaussement du canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet – communes d'Aubagne, Carnoux et Cassis".

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne,

l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération.

## **Article 2 :**

La recette correspondante sera constatée au Budget annexe Eau 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F160 - Code gestionnaire : 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 018-3006/17/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'amélioration de la performance des réseaux d'eau potable sur les communes de Fos-sur-Mer - Cornillon-Confoux - Port-Saint-Louis-du-Rhône.**

#### **MET 17/5589/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Les fuites sur les réseaux publics d'eau potable constituent une perte économique et nuisent à la qualité du service rendu. Il en ressort que la connaissance du patrimoine est le préalable indispensable à la mise en œuvre d'une gestion durable des services d'eau, qui permet d'optimiser les coûts d'exploitation, d'améliorer la fiabilité des infrastructures et de maintenir un niveau de performance.

Afin d'enrayer le gaspillage de la ressource en eau et d'améliorer le rendement des réseaux de distribution, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « Grenelle 2 », a imposé de nouvelles obligations aux collectivités organisatrices des services d'eau potable.

L'article L. 2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi modifié par la loi « Grenelle 2 », prévoit que les collectivités compétentes en matière de distribution d'eau potable doivent établir un plan d'actions en cas de rendement du réseau de distribution d'eau potable inférieur aux seuils fixés par décret.

Ainsi, le territoire Istres-Ouest Provence dispose d'un plan d'actions pour chacune des communes de son territoire dont les communes de Fos-sur-Mer, Cornillon-Confoux, et Port-Saint-Louis-du-Rhône. Ces plans d'actions ont fait l'objet d'une délibération du Conseil de la Métropole en date du 15 décembre 2016 (DEA 020-1473/16/CM).

Le rendement des réseaux d'eau potable des communes de Fos-sur-Mer, Cornillon-Confoux et Port-Saint-Louis-du-Rhône n'est pas conforme aux objectifs de performance réglementaires.

Le dispositif réglementaire issu de la loi portant engagement national pour la protection de l'environnement (dit Grenelle 2) impose de nouvelles obligations en matière de :

- Connaissance et gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable,
- Performance du réseau d'eau potable.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de réaliser les travaux suivants sur les communes de Fos-sur-Mer, Cornillon-Confoux et Port-Saint-Louis-du-Rhône :

- - Amélioration de la performance des réseaux d'eau potable.

La présente délibération vise à approuver toute demande de subvention auprès de nos partenaires institutionnels.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 196 030,46 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse	30,00 %	58 809,14 €
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	50,00 %	98 015,23 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	39 206,09 €
<b>TOTAL</b>	<b>100,00 %</b>	<b>196 030,46 €</b>



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 020-1473/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu’il convient de procéder à la réalisation de l’opération suivante : « Amélioration de la performance des réseaux d’eau potable des communes de Fos-sur-Mer, Cornillon-Confoux et Port-Saint-Louis-du-Rhône » ;
- Qu’il convient de solliciter des subventions auprès de nos partenaires institutionnels ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l’Union Européenne, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d’Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l’Agence de

l’Eau, l’ADEME, ainsi qu’auprès de tout autre organisme susceptible d’apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Est sollicitée une aide financière auprès de l’Agence de l’Eau Méditerranée-Corse ainsi que du Département des Bouches-du-Rhône dans le cadre du dispositif « Aide à la gestion de l’Eau » pour le financement de cette opération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d’investissement sur le budget annexe Eau du territoire Istres-Ouest Provence, opération 2017502700, nature 21531.

Les recettes seront constatées au budget annexe Eau du territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 13, natures 13111 et 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 019-3007/17/BM**

**■ Demande de subventions d’investissement auprès de l’Agence de l’Eau pour le compte de propriétaires d’installations d’assainissement non collectif à réhabiliter et de subventions de fonctionnement dans le cadre de l’animation et la coordination du programme de réhabilitation sur le Territoire du Pays de Martigues  
MET 17/5544/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l’objet d’un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l’opération concernée :

Le Territoire du Pays de Martigues de la Métropole Aix-Marseille-Provence, outre sa compétence dans le contrôle des installations d’assainissement non collectif, souhaite aider les propriétaires dont la construction dispose d’une installation d’assainissement polluante soumise à une obligation de réhabilitation en leur permettant de bénéficier des aides de l’Agence de l’Eau Rhône Méditerranée Corse.

Dans le cadre de son 10ème programme d’intervention Sauvons l’Eau (2013-2018), l’Agence de l’Eau attribue des aides financières aux particuliers, aux collectivités maîtres d’ouvrage d’immeuble ainsi qu’aux petites activités

économiques qui souhaitent réhabiliter leur dispositif d'assainissement non collectif sur la base d'un forfait de 3 300 euros par installation réhabilitée (études et travaux).

Les dispositifs d'assainissement non collectif éligibles sont ceux :

- antérieurs à 1996 et pour lesquels le contrôle du SPANC a identifié une installation absente, présentant un danger pour la santé des personnes ou présentant un risque avéré de pollution de l'environnement au sens de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.,
- implantés dans une commune possédant un zonage d'assainissement des eaux usées approuvé.

Ces installations d'assainissement sont recensées lors des contrôles de bon fonctionnement et d'entretien réalisés sur les communes du Territoire du Pays de Martigues de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'aide de l'Agence de l'Eau n'est attribuée aux particuliers volontaires que si la collectivité compétente en matière de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif accepte de percevoir ces aides de l'Agence et de les redistribuer aux particuliers concernés dans le cadre de démarches groupées. Les modalités de reversement des aides aux particuliers sont définies dans une convention de mandat entre l'Agence de l'Eau et la Métropole «relative à l'attribution et au versement des aides à la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectifs attribuées à des tiers» approuvée par délibération du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017.

Il est proposé de lancer une nouvelle campagne groupée de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif pour le compte des propriétaires qui font les travaux de réhabilitation sur le Territoire du Pays de Martigues portant sur 80 opérations de réhabilitation, soit un montant d'aide de l'Agence de l'Eau de 264 000 euros destiné à être intégralement reversé aux bénéficiaires. La première campagne réalisée sur le Territoire du Pays de Martigues a permis de réhabiliter 55 systèmes (en 3 tranches) en 2014 et 2017.

Le SPANC du Pays de Martigues de la Métropole Aix-Marseille-Provence assurera pour le compte de l'Agence de l'Eau la réception et l'instruction des dossiers de demande de subvention. Celui-ci animera et coordonnera cette seconde campagne de réhabilitation.

L'Agence de l'Eau subventionne l'animation réalisée par le SPANC à hauteur de 300 euros par installation d'assainissement non collectif réhabilité,

soit 24 000 euros pour 80 installations concernées par cette seconde campagne.

La présente délibération vise à approuver la demande de subventions auprès de l'Agence de l'Eau susceptible d'apporter sa contribution financière aux propriétaires des installations d'assainissement non collectif à réhabiliter ainsi qu'au SPANC pour son animation et coordination.

Le montant total prévisionnel des subventions apportées à ce programme de réhabilitation est estimé à 288 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	FORAITS SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC aides financières attribuées aux particuliers concernant la partie travaux et études en lien avec la réhabilitation de leur installation d'assainissement non collectif (ANC)	3 300 euros par installation ANC x 80 installations ANC	264 000 euros
Agence de l'Eau RMC partie animation et coordination du programme de réhabilitation par le SPANC	300 euros x 80 installations ANC par installation ANC	24 000 euros
TOTAL		288 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2224-8 ;
- Le Code de la Santé Publique et notamment l'article L1331-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'arrêté interministériel du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2016-46 du 30 novembre 2016 de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse modifiant la convention de mandat type ;
- La délibération n° DEA 012-2830/17/CM relative à l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le dispositif d'aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif adoptée par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 octobre 2017 et approuvant la convention de mandat avec l'Agence de l'Eau ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'obligation faite aux propriétaires des dispositifs d'assainissement non collectif défectueux présentant des risques sanitaires et/ou environnementaux d'effectuer des travaux de réhabilitation ;
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération de première campagne de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif sur le Territoire du Pays de Martigues de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse pour le compte des propriétaires d'installations d'assainissement non collectif éligibles ainsi que pour l'animation et la coordination du SPANC et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ce programme.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits en section fonctionnement au Budget Annexe Assainissement 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays de Martigues- Nature : 6718.

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe Assainissement 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays de Martigues, section fonctionnement - Nature : 7718.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 020-3008/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de gestion des périmètres de protection immédiate du forage Saint Sauveur à Alleins  
MET 17/5648/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vue d'assurer la protection de la qualité de l'eau destinée à l'alimentation humaine, l'article L215-13 du Code de l'Environnement détermine autour du point de prélèvement un Périmètre de Protection Immédiate (PPI) dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété.

L'article L1321-2 du Code de la Santé Publique, modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, dispose que lorsque des terrains situés dans un PPI appartiennent à une collectivité publique, il peut être dérogé à l'obligation d'acquérir ces terrains par l'établissement d'une convention de gestion entre la collectivité publique propriétaire et l'EPCI.

L'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique du captage d'eau potable Saint Sauveur à Alleins définit un périmètre de protection immédiate sur la parcelle cadastrée D 0673.

Cette parcelle étant la propriété de la commune d'Alleins, il est proposé d'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention ci-jointe de gestion du périmètre de protection immédiate du captage Saint Sauveur à Alleins.

Cette convention n'induit pas de contribution financière ; la Métropole ou son délégataire acquittera les contributions et taxes frappant le sol pour la surface ainsi délimitée. Les charges d'exploitation et d'entretien du périmètre de protection et du forage sont déjà assurées par la Métropole ou son délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Santé Publique et notamment son article L1321-2 modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article L215-13 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral en date du 21 juillet 2017 autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à traiter et distribuer les eaux provenant du captage Saint-Sauveur situé sur la commune d'Alleins, et notamment l'alinéa 1 de son article X ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion du périmètre de protection immédiate du captage Saint Sauveur à conclure avec la commune d'Alleins, ci-annexée.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits à la section fonctionnement du Budget annexe Eau Potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 021-3009/17/BM**

**■ Convention de servitude de tréfonds sur la parcelle cadastrée CL n°362, sur la commune de Salon-de-Provence autorisant le passage d'une canalisation d'assainissement des eaux usées  
MET 17/5653/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre l'exploitation et l'entretien du réseau public d'assainissement des eaux usées et permettre les travaux de dévoiement d'une canalisation rendus nécessaires par l'extension d'un bâtiment recevant du public, une modification de réseau a été réalisée par la pose d'une conduite située en propriété privée.

L'établissement d'une servitude de tréfonds autorisant le passage de la conduite d'assainissement sur la parcelle cadastrée section CL n°362 est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et éviter toutes dégradations.

La société Les Massuguettes représentée par son Président Monsieur Fournier Gilbert est seule propriétaire de la parcelle cadastrée CL 362, constituant le fonds servants.

En vertu de la délibération n° 004/14 du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence du 3 mars 2014 approuvant la constitution de la servitude, la convention de servitude de tréfonds établie a été notifiée au propriétaire le 20 mai 2014 avant établissement de l'acte notarié.

Cette convention fixe les conditions dans lesquelles les emprises nécessaires seront mises à disposition de la Collectivité par le propriétaire.

Il est nécessaire à présent d'autoriser la signature de l'acte notarié finalisant cette servitude, et de procéder à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 004/14 du 03 mars 2014 du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de mettre en œuvre la procédure d'établissement de la servitude de tréfonds située sur la Commune de Salon-de-Provence, Quartier Les Basses Viougues.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la réitération par acte authentique notarié de la servitude de tréfonds constituée sur la parcelle cadastrée n° CL 362 sur la Commune de Salon-de-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la finalisation de cette servitude de tréfonds.

**Article 3 :**

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 du Budget Annexe Eau Potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 022-3010/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n° 1 de régularisation du bail à construction du 21 mars 2005 conclu entre le Port Autonome de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole MET 17/5891/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La CUMPM et le Port Autonome de Marseille (devenu ultérieurement le Grand Port Maritime de Marseille) ont conclu le 21 mars 2005 un bail à construction (« **Bail à Construction** ») sur la parcelle de terrain désignée au cadastre de la Commune de Fos-sur-Mer Section AB n°60 et d'une surface de 180.000 m², située dans la zone industrielle et portuaire de Fos, Commune de Fos-sur Mer, lieu-dit Caban Sud.

Dans le cadre du Bail à Construction, la CUMPM s'était engagée à réaliser ou faire réaliser une Unité de traitement des déchets ménagers avec valorisation énergétique d'une capacité nominale de 300.000 t/an sur ladite parcelle.

Par sa délibération AGER 001-1020/09 CC du 19 février 2009, reprenant intégralement les termes d'une délibération du 13 mai 2005 annulée par jugement du 18 juin 2008 du tribunal administratif de Marseille, le Conseil de Communauté de MPM a approuvé le choix du groupement URBASER SA — VALORGA, auquel s'est substituée la société EVERE (ci-après le « **Délégataire** »), en qualité de délégataire de service public pour la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières de déchets ménagers sur le territoire de la commune de Fos sur Mer (ci-après le « **Centre de traitement des déchets ménagers** »), ainsi que le contrat de délégation de service public (ci-après la « **Délégation de service public** ») et les conventions annexes associées, dont l'acte de cession du Bail à Construction et la promesse de rétrocession de ce bail.

Afin de permettre la réalisation du Centre de traitement des déchets ménagers, la CUMPM a cédé le Bail à Construction au groupement URBASER SA — VALORGA par acte authentique du 23 décembre 2005.

Le groupement URBASER SA — VALORGA a ensuite cédé le Bail à Construction au bénéfice d'EVERE par acte authentique du 23 décembre 2005.

Afin de permettre le financement du Centre de traitement des déchets ménagers, EVERE a conclu, le 16 juillet 2007, avec un pool de SOFERGIE (« **SOFERGIE** ») un contrat de crédit-bail (« **Crédit-bail** »).

Dans le cadre du Crédit-bail, EVERE a cédé le Bail à Construction au profit de l'indivision des SOFERGIE par acte authentique du 16 juillet 2007.

La CUMPM, EVERE et les SOFERGIE ont par la suite signé une convention tripartite visant à établir les obligations respectives de chacune des parties dans le cadre de ce montage.

Toutefois, par un arrêt rendu le 11 mai 2016, le Conseil d'Etat a annulé la délibération n° AGER 001-1020/09 CC en date du 19 février 2009 du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole au motif de l'illégalité de la cession du Bail à Construction.

Le Conseil d'Etat a néanmoins laissé la possibilité de régulariser le Bail à Construction en le mettant en conformité avec les règles qui régissent les autorisations d'occupation du domaine public. En effet, le Conseil d'Etat a observé que la délibération n° AGER 001-1020/09 CC du 19 février 2009 « *approuve le contrat de délégation de service public et ses annexes, au nombre desquelles l'acte de cession de la convention du 21 mars 2005, dont les stipulations sont (...) entachées d'illégalités, et la promesse de rétrocession de cette convention ; que ces trois contrats forment un ensemble indivisible avec les autres stipulations approuvées par la délibération attaquée ; que par suite, sans préjudice de la possibilité pour les parties de décider de régulariser le contrat en mettant en conformité les stipulations de la convention conclue le 21 mars 2005 avec les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques aujourd'hui applicables ni de celle, pour le juge de l'exécution, s'il est saisi, après avoir pris en considération la nature de l'illégalité commise, de décider que la poursuite de l'exécution du contrat est possible sous réserve d'une telle régularisation, l'illégalité des stipulations de l'acte de cession de la convention entraîne l'annulation de la délibération attaquée dans l'ensemble de ses dispositions* ».

En conséquence, les illégalités qui entachent le Bail à Construction sont susceptibles d'être régularisées :

- Les clauses manquantes requises par le Code général de la propriété des personnes publiques (« **CGPPP** »), à savoir : d'une part, l'agrément préalable du bailleur à la cession par le PRENEUR des droits réels dont il dispose ; d'autre part, l'encadrement des conditions dans lesquelles le PRENEUR peut grever ces mêmes droits réels et/ou les constructions et ouvrages qu'il a édifiés de privilèges et d'hypothèques, peuvent être ajoutées.
- Quant aux clauses jugées incompatibles par le Conseil d'Etat avec le code du domaine de l'Etat (alors applicable lors de la signature du Bail à Construction), à savoir : d'une part, la faculté pour le délégataire du service public de recourir à un financement par crédit-bail ; d'autre

part, de consentir, cette fois en qualité de preneur, des servitudes sur le domaine public, elles sont désormais permises par le CGPPP.

Compte tenu de la possibilité de régulariser le Bail à Construction qui s'inscrit dans un ensemble contractuel nécessaire à la continuité du service public du traitement des déchets, les parties au Bail à Construction entendent tirer les conséquences de l'arrêt précité du Conseil d'Etat au moyen d'un avenant n° 1 destiné à mettre en conformité les stipulations du Bail à Construction avec les dispositions du CGPPP.

Ainsi l'avenant n° 1 au Bail à Construction prévoit :

- le versement d'une redevance domaniale ;
- la constitution de servitudes conformes à l'affectation ;
- l'agrément du Grand Port Maritime de Marseille en cas de cession de droits réels ;
- l'accord préalable et exprès du Grand Port Maritime de Marseille pour grever le droit réel sur le titre d'occupation, les ouvrages, constructions et installations qu'il a réalisés, d'hypothèques uniquement pour la garantie des emprunts contractés en vue de financer la réalisation, la modification ou l'extension des ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier situés sur la dépendance domaniale occupée ;
- des dispositions particulières en cas de recours par l'occupant à des organismes de crédit.

Dans ce cadre, l'avenant de régularisation étant conclu en présence de la Métropole Aix-Marseille-Provence – qui s'est substituée à la CUMPM –, il y a lieu de l'approuver et d'en autoriser la signature.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention de délégation de service public conclue entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et le groupement d'entreprises composé d'URBASER SA et de VALORGA INTERNATIONAL auquel s'est substituée

la société dédiée EVERE et ses avenants n°1, 2 et 3 ;

- Le crédit-bail pour le financement de la construction conclu le 16 juillet 2007 entre une indivision de SOFERGIES (SOGEFINEBERG, GENEAL, DEXIA) et EVERE ;
- La cession de créance conclue entre EVERE et le crédit- bailleur ;
- La convention tripartite du 24 juillet 2007 conclue entre MPM, EVERE et le crédit-bailleur ;
- Le bail à construction du 21 mars 2005 ;
- La décision du Conseil d'Etat du 11 mai 2016 référencée n° 390118 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que, par un arrêt rendu le 11 mai 2016, le Conseil d'Etat a annulé la délibération n° AGER 001-1020/09 CC en date du 19 février 2009 du Conseil de Communauté de MPM au motif de l'illégalité de la cession du Bail à Construction ;
- Que, tirant les conséquences de l'arrêt précité et suivant la possibilité laissée par le Conseil d'Etat de régulariser le Bail à Construction, l'avenant n°1 au Bail à construction a pour objet de mettre en conformité ses stipulations avec les Code général de la Propriété des Personnes publiques ;
- Que l'avenant n°1 au Bail à Construction est conclu en présence de la Métropole ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 au Bail à Construction., ci-annexé.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 au Bail à Construction conclu en présence de la Métropole et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

***Commission "Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels"***

\*\*\*\*\*

**MER 001-3011/17/BM**

■ **Approbation d'une convention relative à l'événement "Red Bull Crashed Iced" organisé par la Société Solola Evenement dans le cadre de la Cérémonie d'ouverture de MP 2017, capitale européenne du sport  
MET 17/5752/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°12/1237/SOSP, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la Candidature de la Ville de Marseille auprès de l'Association des Capitales Européennes du Sport (ACES), pour le titre de la capitale Européenne du Sport pour l'année 2017.

Le 17 novembre 2014, Marseille a été officiellement désignée Capitale Européenne du Sport en 2017 par le jury européen ACES. En obtenant ce label, Marseille a ainsi saisi une nouvelle opportunité de développer l'attractivité nationale et internationale de son territoire ainsi que la cohésion sociale de nos concitoyens.

Ce label a été envisagé comme l'occasion de mobiliser dans le temps le mouvement sportif, les acteurs institutionnels, le monde économique ainsi que le milieu éducatif dans une démarche de cohésion, de solidarité et de développement du sport pour tous. Entre les projets phares du territoire pouvant s'inscrire dans le projet MP2017 et les propositions diverses de projets et événements, près de 900 projets et actions ont été identifiés.

Afin d'asseoir le rayonnement de cette année capitale, une cérémonie d'ouverture a été organisée avec une parade de cirque, un spectacle pyrotechnique et une compétition internationale de descente en patins à glace, la « Red Bull Crashed Ice » portée par la société Solola Evenement.

Compte tenu du caractère spectaculaire, des enjeux en termes de notoriété et de la taille des surfaces occupées de par la complexité technique du projet, il est proposé une convention de partenariat permettant une remise de 50% sur les redevances d'occupations portuaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-17/03/16 du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de Métropole au Bureau de Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les actions menées par la société Solola Evenement correspondent aux exigences de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le rayonnement du territoire ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la société Solola Evenement Provence.

**Article 2:**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

**MER 002-3012/17/BM**

**■ Approbation d'une convention avec la commune de Port Saint Louis du Rhône pour la réalisation de prestations de services au titre de la compétence Création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire  
MET 17/6058/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code général des collectivités

territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole sera notamment, à compter de cette date, en charge de la compétence « Création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » sur l'ensemble de son territoire et ainsi est substituée de plein droit aux communes dans toutes les délibérations et contrats se rapportant à cette compétence.

La commune de Port Saint Louis du Rhône dispose aujourd'hui d'un port de plaisance géré en régie municipale, dénommé Port Abri du Rhône. Ce port sera donc transféré à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Cependant, certaines prestations ne pourront être assurées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 par la Métropole en raison de l'absence des moyens transférés. Dès lors, afin de garantir la continuité du service public, la Métropole a sollicité la commune de Port Saint Louis du Rhône, compte tenu des moyens dont elle dispose, pour qu'elle réalise pour son compte, des prestations en matière de gestion de zones d'activités portuaires.

La convention que nous vous proposons d'approuver définit et encadre les prestations confiées à la commune de Port Saint Louis du Rhône dans le cadre de la gestion de zones d'activité portuaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des



territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le port dénommé Port Abri du Rhône situé sur le territoire de la commune de Port Saint Louis du Rhône sera transféré à la Métropole au 1er janvier 2018 ;
- Que la Métropole ne dispose pas, à cette date, des moyens nécessaires pour assurer l'intégralité des tâches de gestion de cet équipement et ainsi garantir la continuité du service public ;
- Que la convention de service permet de remplir les conditions d'un service public de proximité et une gestion efficace du Port Abri du Rhône ;
- Que la commune de Port Saint Louis du Rhône dispose de l'expertise et des compétences en matière de gestion de zones d'activité portuaire ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la commune de Port Saint Louis du Rhône relative à la gestion de zones d'activité portuaire.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution. .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Voirie, Espaces  
Publics et Grands  
équipements métropolitains"**  
\*\*\*\*\*

**VOI 001-3013/17/BM**

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille pour la réalisation de la vidéo-protection/vidéo-verbalisation, l'éclairage public, le réseau de lutte contre l'incendie dans le cadre de la création de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy à Marseille (9ème arrondissement)  
MET 17/2136/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération DTUP 002-843/13/CC du 13 décembre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la place Castellane et le pôle universitaire de Luminy à Marseille (6<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> arrondissements).

L'objectif de cette opération est de garantir un service performant de transports en commun entre le campus de Luminy et la place Castellane, qui réponde à l'attente des usagers : fréquence élevée, régularité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Cette ligne de BHNS s'inscrit également dans le cadre du Plan Campus engagé par l'Etat pour lequel la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'était associée à la réponse des universités d'Aix-Marseille, apportant ainsi une contribution déterminante sur le volet « transports en commun » du Plan Campus en améliorant la desserte du pôle universitaire de Luminy et en le reliant plus rapidement au réseau métro-tramway du centre-ville.

Par délibération DTM 001-25/09/15 BC du 25 septembre 2015, le Bureau de Communauté a approuvé la convention 15/1937 de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative à la réalisation de la ligne de BHNS Castellane/Luminy entre l'Obélisque de Mazargues et le rond-point Pierrien (secteur 3).

Cette convention avait pour objets de confier à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole la maîtrise d'ouvrage de conception et de réalisation d'équipements de compétence communale, de définir les conditions administratives de la répartition financière des études et travaux entre les maîtres d'ouvrages concernés et de définir, à l'issue des travaux, les conditions de reprise en gestion des

ouvrages par la Ville de Marseille et le Département.

Dans la continuité de cette convention, pour des raisons d'efficacité technique et financière, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais maître d'ouvrage, souhaitent renouveler le recours à une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des études et des travaux relevant des compétences de chaque collectivité, pour la section de la ligne de BHNS Castellane/Luminy comprise entre le rond-point Pierrien et le pôle universitaire de Luminy (secteur 4).

En effet, outre les travaux de voirie liés à la réalisation du BHNS sur ce secteur 4, il est envisagé d'implanter huit caméras de vidéo-protection et de vidéo-verbalisation, afin d'assurer la surveillance des espaces publics. Le projet prévoit également le remplacement de l'éclairage existant, ainsi que sa mise aux normes sur une partie de son linéaire, et sa mise en place le long de la voie verte créée dans le cadre du projet. Enfin, le remplacement de deux poteaux et bornes incendie devenues vétustes, de sorte à renforcer le réseau de défense incendie, est intégré à l'opération.

Ainsi, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise pour le compte de la Ville de Marseille les équipements et ouvrages du secteur 4 du BHNS Castellane/Luminy, qui relèvent des compétences communales et pour lesquels la concomitance de maîtrises d'ouvrage rend opportune une maîtrise d'ouvrage unique.

Les études et travaux concernés sont décrits dans la convention annexée à la présente délibération. Ils consistent principalement en :

- la surveillance de l'espace public par vidéo-protection/vidéo-verbalisation ;
- la requalification de l'éclairage public le long du tracé du BHNS et sa mise en place le long de la voie verte créée dans le cadre du projet ;
- le repositionnement de poteaux et bornes incendie (réseau de lutte contre l'incendie).

La participation financière prévisionnelle de la Ville de Marseille a été estimée à 1 378 241,72 Euros TTC, comprenant à la fois les études et les travaux liés à ses compétences sur la section du BHNS Castellane/Luminy comprise entre le rond-point Pierrien et le pôle universitaire de Luminy (secteur 4).

Il convient par conséquent de conclure une convention pour une maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de fixer les modalités de réalisation des études et des travaux relatifs au secteur 4 du BHNS Castellane/Luminy, entre le rond-point Pierrien et le pôle universitaire de Luminy, ainsi que de leur remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 002-843/13/CC du 13 décembre 2013 ;
- La délibération DTM 001-25/09/15 BC du 25 septembre 2015 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

### **Où il le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient, pour des raisons d'efficacité technique et financière, que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise pour le compte de la Ville de Marseille les travaux de la section du BHNS Castellane /Luminy comprise entre le rond-point Pierrien et le pôle universitaire de Luminy (secteur 4) ;
- Qu'il convient que la Ville de Marseille rembourse financièrement la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les prestations relevant de sa compétence.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à une maîtrise d'ouvrage unique et de financement conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la réalisation du projet de Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy entre le rond-point Pierrien et le pôle universitaire de Luminy (secteur 4), à Marseille (9<sup>ème</sup> arrondissement).

Est également confirmée la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de poursuivre l'opération du BHNS Castellane / Luminy sur le secteur 4 du projet.

## **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2013108700 – Nature : 4581286 pour compte de tiers – Fonction : 851 – Sous-Politique : C311.

## **Article 4 :**

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2013108700 – Nature : 4582286 – Fonction : 851 – Sous-Politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 002-3014/17/BM**

**■ Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille relative à la mise à disposition de fibres optiques pour la réalisation du raccordement des équipements de station et de la signalisation lumineuse tricolore du Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy à Marseille (6<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> arrondissements)**

**MET 17/5383/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° DTUP 003-2285/10/CC du 1<sup>er</sup> octobre 2010, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy.

Dans le cadre des mesures d'accompagnement sur le Plan Campus, la Communauté urbaine s'est engagée à améliorer la desserte de l'université de Luminy. D'une longueur totale de 9,7 kilomètres, la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) Castellane/Luminy permettra de relier plus rapidement le pôle universitaire au réseau métro-tramway du centre-ville de Marseille. Il est réalisé sur l'itinéraire de l'actuelle ligne de bus n°21.

L'objectif de cette ligne de Bus à Haut Niveau de Service est de garantir un service de transport en commun performant qui réponde à l'attente des usagers : fréquence élevée, régularité, rapidité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Par ailleurs, par délibération n° DTUP 002-843/13/CC du 13 décembre 2013 la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, a approuvé la déclaration de projet portant sur l'intérêt général

de la réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy (6<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> arrondissements).

Les travaux de cette opération consistent notamment à créer une infrastructure multitubulaire (assemblage de plusieurs fourreaux) permettant d'accueillir tous les réseaux nécessaires au bon fonctionnement de la ligne, et principalement les réseaux connectant les feux tricolores, le système de priorité aux feux, et les équipements des stations BHNS (Borne d'Information Voyageurs, Distributeurs Automatiques de Tickets, etc.). Toutes les stations de la ligne BHNS sont ainsi connectées entre elles, et reliées au Poste de Commande des Equipements de Trafic de la Métropole, et au Poste de Commande et de Régulation de la RTM.

Lors des études, la liaison des stations de la ligne BHNS aux Postes de Commande a été conçue en considérant la totalité de l'itinéraire du Bus à Haut Niveau de Service : les stations sont raccordées entre elles par la multitubulaire, et la liaison aux Postes de Commande est établie depuis la station de métro Castellane vers le PC Scott (infrastructure existante) et vers le PCR de la Rose (infrastructure existante).

Or, depuis le lancement des phases opérationnelles du projet du Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy, la Métropole (venant aux droits de la Communauté Urbaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016) a souhaité séquencer les travaux en secteurs géographiques d'intervention, de sorte à échelonner les chantiers dans le temps.

Aussi, l'opération fait l'objet de cinq secteurs de travaux décomposés comme suit :

- Secteur 1 : rond-point Castellane/rond-point du Prado ;
- Secteur 2 : rond-point du Prado/rond-point de l'Obélisque de Mazargues ;
- Secteur 3A : rond-point de l'Obélisque de Mazargues/pont Mireille ;
- Secteur 3B : pont Mireille/rond-point Pierrien ;
- Secteur 4 : rond-point Pierrien/Campus de Luminy

Les travaux du secteur 3A, entre l'Obélisque de Mazargues et le pont Mireille, sont achevés depuis la fin de l'année 2016. Les marchés des secteurs 3B et 4, entre le pont Mireille et le Campus de Luminy, ont également été lancés courant 2017.

Ainsi, d'ici le milieu de l'année 2018, la totalité du réseau multitubulaire entre le rond-point de l'Obélisque de Mazargues et le Campus de Luminy sera créée.

Grâce à une fibre optique existante entre le rond-point Pierrien et le métro Dromel, appartenant à la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence a l'opportunité de réaliser la liaison entre les stations BHNS créées à la station de métro Dromel.

Depuis la station Dromel, les flux d'informations sont transmis via des fibres optiques existantes mises à disposition par la Ville de Marseille, qui cheminent dans les infrastructures de la RTM, et ce jusqu'à la station de métro Castellane.

Ce raccordement provisoire jusqu'au métro Castellane permettra de desservir le PC Scott (Equipements de Trafic de la Métropole) et le PCR de la Rose, comme il était initialement prévu dans le projet.

Cette mise à disposition des liaisons fibres optiques est accordée à titre gracieux.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, il a été établie la convention, ci-annexée, qui précise les modalités de mise à disposition, de maintenance et d'exploitation des fibres optiques concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération 99/923/FAG du 19 juillet 1999 du Conseil Municipal de la Ville de Marseille approuvant la convention n°99/487 de mise à disposition par la RTM de fibres optiques dans le métro ;
- La délibération n° DTUP 003-2285/10/CC du 1<sup>er</sup> octobre 2010,
- La délibération n° DTUP 002-843/13/CC du 13 décembre 2013 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Ville de Marseille met à disposition de la Métropole des liaisons fibres optiques pour mettre en service un tronçon entièrement équipé en termes de Bus à Haut Niveau de Service ;
- Que la mise à disposition des fibres optiques est établie à titre gracieux.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec la Ville de Marseille relative à la mise à disposition des fibres optiques pour le raccordement des équipements, dans le cadre des travaux du Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy, à Marseille (6<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> arrondissements).

La convention prévoit une mise à disposition à titre gratuit des liaisons fibres optiques.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 003-3015/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention n°13/1329 de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune de Roquefort-la-Bédoule pour l'aménagement du boulevard Emile Zola  
MET 17/5199/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2013, la Commune de Roquefort-la-Bédoule et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) ont été toutes deux signataires de la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux, n°13/1329, relative à l'aménagement du boulevard Emile Zola.

Suite à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence issue de la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux droits et obligations de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

L'opération d'aménagement mentionnée ci-dessus, est destinée à :

- Assurer la sécurité des usagers piétons
- Matérialiser des poches de stationnement

Par souci d'efficacité, et pour assurer la cohérence d'ensemble, il a été décidé de procéder par maîtrise d'ouvrage unique pour cette opération par le biais de la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux, n°13/1329, confiant à la Métropole désormais ce rôle.

Cette convention précise notamment la nature et le montant des études et des travaux préfinancés par la Métropole Aix-Marseille-Provence faisant l'objet du calcul du remboursement des travaux par la Ville. (Article 5 : Condition de remboursement par la commune de Roquefort-la-Bédoule).

- 40 000 € TTC pour les travaux et études concernant le pluvial, relevant de la compétence de la Commune,
- 600 000 € TTC pour les travaux et études relevant de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A la demande de la Ville, le programme des travaux a été modifié suite à des investigations sur la qualité des fourreaux existants d'éclairage public qui ont conclu à la nécessité de leur renouvellement partiel.

De plus, la convention initiale avait notamment pour objectif de déléguer temporairement la maîtrise d'ouvrage des prestations relatives à l'assainissement pluvial. Or cette compétence est désormais métropolitaine.

Enfin, la valeur des prestations ont subies une évolution positive de depuis mars 2013.

En conséquence, ces évolutions de programme portant notamment sur des compétences communales, les parties ont donc, d'un commun accord, arrêté les stipulations suivantes qui constituent l'avenant n° 1 à la convention n°13/1329.

Ainsi, le coût prévisionnel de l'opération a évolué suite à l'augmentation du programme des travaux nécessaire au renouvellement du génie civil du réseau d'éclairage public et à.

Ainsi le coût prévisionnel de l'opération (valeur mai 2017) est fixé à 720 000 € toutes taxes comprises.

Il est réparti de la façon suivante :

- 20 000 € TTC, pour les travaux de génie civil d'éclairage public, relevant de la compétence de la Commune,
- 700 000 € TTC, pour les études, les travaux et leur suivi relevant de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence comprenant notamment le pluvial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 004-1881/17/CM du 30 mars 2017 portant création de l'opération d'aménagement du chemin des Minots ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de réaliser l'aménagement du boulevard Emile Zola sur la commune de Roquefort-La-Bédoule ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver l'avenant n°1 à la convention n°13/1329 de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune de Roquefort-la-Bédoule pour l'aménagement du boulevard Emile Zola ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°13/1329 de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune de Roquefort-la-Bédoule pour l'aménagement du boulevard Emile Zola.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **VOI 004-3016/17/BM**

### **■ Approbation des conventions-type avec les riverains des travaux de la voie U430 entre le giratoire Audoli et le boulevard de Saint Loup à Marseille (10ème arrondissement), relatives à la prise en charge par la Métropole des travaux d'isolation acoustique des bâtiments MET 17/5281/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vue de l'amélioration de la qualité de vie du quartier Saint Loup, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait approuvé par délibération VOI 2/402/CC du 20 décembre 2002 la réalisation de la voie U430 entre le giratoire Audoli et la traverse Chanteperdrix à Marseille, 10ème arrondissement.

La voie U430 est un boulevard urbain, constitué d'une chaussée bidirectionnelle équipée de pistes cyclables et de cheminements piétonniers, le tout, bordé par un alignement d'arbres.

En vertu de l'article R 571-51 du Code de l'Environnement, il revient au maître d'ouvrage d'une infrastructure nouvelle, de prendre les dispositions nécessaires afin de limiter les nuisances sonores occasionnées par cette infrastructure à l'égard des bâtiments voisins.

Une étude acoustique (2006-2007) a conduit à retenir une solution de prévention des nuisances sonores par isolation acoustique en façade, afin d'optimiser la protection sonore des pièces des logements concernés.

Dans ce cadre, des conventions de financement avec 76 propriétaires de logements bordant la voie U430 avaient été approuvées par les délibérations DDIP 002-2401/10/BC du 10 décembre 2010 et DDIP 001-082/11/BC du 28 mars 2011.

L'opération d'investissement relative au prolongement de l'opération U430 entre la traverse Chanteperdrix et le boulevard de Saint-Loup a ensuite été créée par la délibération VOI/001/1886/10/CC du 25 mars 2010.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, devenue Maître d'Ouvrage de cette voie nouvelle se doit de financer les travaux acoustiques afférents. Ainsi, chaque habitation, dont le permis de construire a été délivré avant le 30 juin 1981 et qui sera soumise à un niveau de bruit induit par le trafic routier supérieur à 60 dB (A) à la suite de la mise en service de la voie U430, réunira les deux conditions qui donnent droit à la protection acoustique qui s'applique à cette voie nouvelle.

Dans cette deuxième phase, cinq immeubles collectifs et sept maisons individuelles sont concernés.

Il convient donc d'approuver de nouvelles conventions types ci-annexées prévoyant trois cas de figure :

- Une convention de délégation de paiement entre la Métropole et le propriétaire sera conclue dès lors que l'ensemble des travaux reste à réaliser : le propriétaire mandate ainsi la collectivité afin que celle-ci règle directement l'entreprise en charge des travaux.
- Une convention de remboursement permettra de financer le propriétaire d'éventuels travaux réalisés antérieurement, sur présentation des factures à son nom et après vérification minutieuse du respect des niveaux sonores imposés par la réglementation.
- Enfin, une convention mixte pourra regrouper les deux cas de figure.

Afin de contrôler rigoureusement ce dispositif de prise en charge financière, la Métropole s'est entourée d'un assistant à maîtrise d'ouvrage, chargé d'évaluer pour chaque habitation concernée les financements qui devront être mis en place au regard des isolations acoustiques à configurer.

Dès que ce travail d'évaluation aura été effectué, le Conseil de la Métropole approuvera un tableau synthétique recensant les propriétaires et logements impactés par la mesure de protection acoustique et avec lesquels, il conviendra de conventionner selon les modalités définies dans les 3 cas de figure sus-exposés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement, notamment l'article R 571-51
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 2/402/CC du 20 décembre 2002 du Conseil de la Métropole de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI/001/1886/10/CC du 25 mars 2010 du Conseil de la Métropole ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DDIP 002-2401/10/BC du 10 décembre 2010 du Bureau de la

Métropole de la Communauté urbaine  
Marseille Provence Métropole

- La délibération DDIP 001-082/11/BC du 28 mars 2011 du Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de prendre en charge les aménagements de protection acoustique en façade des logements le long de la Voie U430 conformément à l'article R 571-51 d Code de l'Environnement.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions-type ci-annexées entre la Métropole et les bénéficiaires des protections acoustiques, relatives aux modalités de règlement des dépenses.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - Opération n° 2010102100 – Nature : 4581101021 – Fonction : 851 – Sous politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 005-3017/17/BM**

**■ Approbation d'un protocole transactionnel  
dans le cadre de l'exécution du marché n°  
12M105 avec la société Richer  
MET 17/5414/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par un marché n°2012M105 notifié le 15 mai 2013, la Communauté du Pays d'Aix, aux droits de laquelle vient désormais la Métropole, a confié à la société Richer l'exécution du marché à bons de commandes de réalisation de levés topographiques pour intégration dans le système d'information géographique dont les seuils annuels sont encadrés par un minimum de 40 000 € HT et un maximum de 120 000 € HT.

Le 29 mars 2017, la Métropole a émis le bon de commande n°116 pour un montant de 2 444,45 €

HT. Les prestations ont été remises avec un retard de 14 jours par rapport au délai indiqué dans le bon de commande.

De même, le 7 avril 2017, la Métropole a émis le bon de commande n°117 pour un montant de 489,92 € HT. Les prestations ont été remises avec un retard de 15 jours par rapport au délai indiqué dans le bon de commande.

En conséquence, en application de l'article 12-1 du CCAP du marché, des pénalités de retard ont été appliquées au titulaire pour un montant de 1 400,00 euros pour le bon de commande n°116 et pour un montant de 1 500,00 euros pour le bon de commande n°117.

Par courrier du 5 juillet 2017, l'entreprise Richer a demandé l'exonération des pénalités, les jugeant excessives comparativement au montant des prestations.

Les pénalités relatives au bon de commande n°116 représentent 57,27 % du montant de la prestation. Les pénalités relatives au bon de commande n°117 représentent quant à elles 306,17 % du montant de la prestation.

Il ressort de la jurisprudence du Conseil d'État (14 CE, 29 décembre 2008, *OPHLM de Puteaux*, n°296930.) que l'acheteur est invité à une application raisonnée des pénalités de retard. Le juge administratif s'est, en effet, reconnu le pouvoir de moduler leur montant, « *si ces pénalités atteignent un montant manifestement excessif ou dérisoire eu égard au montant du marché* ».

Le pouvoir adjudicateur détient donc un pouvoir discrétionnaire relativement à l'application des pénalités et à la possibilité de renoncer partiellement ou intégralement aux pénalités de retard dues par un titulaire défaillant.

Les pénalités de retard ont une fonction dissuasive, en incitant le titulaire à respecter ses engagements contractuels, et une fonction réparatrice, par le versement d'une indemnité pour le préjudice subi.

En outre, la société Richer, à l'appui de sa demande d'exonération, a fait valoir que le retard constaté pour les bons de commande n°116 et 117 était exceptionnel au regard de la ponctualité systématique du titulaire pour tous les bons de commandes émis depuis la notification du marché. Le titulaire justifie ces deux retards par une situation exceptionnelle en raison d'absence au sein de son effectif.

Considérant que les prestations visées par les bons de commande n°116 et n°117 ont bien été livrées à la Métropole et que l'acheteur doit faire application des pénalités prévues au marché de façon raisonnée et proportionnée à la valeur de la prestation et au préjudice subi, il est proposé d'accorder à la société Richer une exonération partielle du montant des pénalités en plafonnant celles-ci à hauteur de 50 % de la valeur des prestations. Cet accord est formalisé aux termes

d'un projet de protocole transactionnel annexé ci-joint.

Ainsi, il est proposé d'appliquer à la société Richer une pénalité d'un montant de :

- 1 222,22 € pour le bon de commande n°116, soit un plafonnement du montant des pénalités de 50 % du montant du bon de commande.
- 244,96 € pour le bon de commande n°117, soit un plafonnement du montant des pénalités de 50 % du montant du bon de commande.

Soit un montant total de 1 467,18 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article D 1617-19 ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La demande d'exonération des pénalités par le titulaire du marché.
- Le pouvoir discrétionnaire du pouvoir adjudicateur dans l'application des pénalités et son droit à renoncer partiellement aux pénalités.
- Le montant disproportionné des pénalités au regard du montant des prestations réalisées.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Il est décidé de l'exonération partielle des pénalités appliquées au titulaire du marché n°2012M0105, le Cabinet Richer, et arrête le montant total des pénalités à 1 467,18 €.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 006-3018/17/BM**

**■ Approbation d'une convention relative aux études et aux travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF dans le cadre des travaux du Boulevard Urbain Sud - Section "Echangeur Florian/chemin du Vallon de Toulouse" à Marseille 9ème et 10ème arrondissements  
MET 17/3744/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud (BUS).

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du BUS constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par ailleurs, le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique, par Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 8 septembre 2016. Par délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais maître d'ouvrage de l'opération, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian, à Marseille (8<sup>ème</sup>, 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> arrondissements).



Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité de l'itinéraire du BUS.

Les concessionnaires, et notamment GRDF, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet du BUS ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par GRDF dans le périmètre de l'opération, il apparaît qu'une partie du réseau de distribution publique de gaz naturel situé dans l'emprise du projet était impactée par les travaux de réalisation du Boulevard Urbain Sud.

La réalisation du BUS nécessite donc le dévoiement ou la modification d'une partie du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF, afin de le rendre compatible avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, GRDF doit réaliser les études relatives aux dévoiements et aux modifications de son réseau, en vue de la réalisation des travaux correspondants.

La maîtrise d'ouvrage de ces travaux de réseaux, préalables et indispensables aux travaux de voirie du Boulevard Urbain Sud, est portée par GRDF.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisageant la réalisation d'une première phase de travaux entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse, la présente convention ne porte que sur cette section du projet. Les autres sections seront traitées ultérieurement, par des conventions spécifiques.

Le coût total des travaux de réseaux sur la section «Florian/Chemin du Vallon de Toulouse» du BUS est évalué à 603 700 € HT (dont 8% pour les frais d'études) et est principalement pris en charge par GRDF.

Pour sa part, la Métropole remboursera uniquement à GRDF le coût des travaux de dévoiement induits par la création du BUS, pour un montant total de 160 810 € HT.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, il a été établie la convention, ci-annexée, qui précise les modalités de réalisation des études et des travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF et de leur prise en charge financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral n° 2016-41 du 8 septembre 2016 ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'en préalable aux travaux de la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse, il est nécessaire que GRDF dévie et modifie une partie de son réseau de distribution publique de gaz naturel ;
- Que la maîtrise d'ouvrage de ces travaux sur le réseau de gaz est portée par GRDF ;
- Qu'il convient de rembourser GRDF de la part des études et des travaux pour un montant total de 160 810 € HT.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec GRDF relative à la réalisation des études et des travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF, dans le cadre des travaux de la section «Echangeur Florian/Chemin du Vallon de Toulouse» du projet du Boulevard Urbain Sud, à Marseille (9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> arrondissements).

Le montant à la charge de la Métropole est de 160 810 € HT.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2015108400 - Nature : 4581151084 pour compte de tiers - Fonction : 851 - Sous-Politique : C 311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Culture et sport,  
grands évènements  
métropolitains"***  
\*\*\*\*\*

**CSGE 001-3019/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°4 à la convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'implantation d'un Palais des Sports et d'un pôle d'échanges multimodal sur le site des trois Pigeons à Aix-en-Provence  
MET 17/5262/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil communautaire de la CPA du 3 juillet 2014 a validé le Programme Général et le coût d'opération relatifs au projet de construction du Palais des Sports et Pôle d'échanges à Aix-en-Provence, confié à la SPLA « Pays d'Aix Territoires », dans le cadre d'une convention d'aménagement approuvée par le Bureau communautaire de la CPA du 15 janvier 2014.

Le Bureau communautaire du 17 juillet 2014 a approuvé un avenant n°1 à la convention, formalisant notamment la prise en compte du nouveau coût global d'opération à 55.904.701€HT soit 67.085.641€TTC.

Un avenant n°2, approuvé par le Bureau communautaire du 17 décembre 2015, a modifié la rédaction de l'article 3 « Délai de validité et délai d'exécution » afin de prendre en compte le nouveau calendrier d'opération.

Le Bureau de la Métropole du 17 octobre 2016 a validé un avenant n°3 à la convention portant sur la sécurisation et l'aménagement des accès depuis la RD59 par l'intermédiaire de la réalisation d'un giratoire d'accès à l'équipement et au pôle d'échanges indispensables au fonctionnement de l'équipement dénommé aujourd'hui Aréna du Pays d'Aix. Cet avenant portait le coût de l'opération à 56 654 700,83 € HT, soit 67 985 641 € TTC.

Les travaux de construction de l'Aréna et du pôle d'échanges sont aujourd'hui achevés et livrés aux gestionnaires respectifs de ces équipements. Les aménagements routiers d'accès à l'équipement et

de sécurisation des abords sont pour partie en cours de construction. Une deuxième phase d'aménagements de la RD59 au droit de l'équipement public a fait l'objet d'une longue étude de faisabilité et de nombreux échanges avec les services du Département des Bouches-du-Rhône.

Ces études ont mis en évidence la nécessité de lancer, dans le cadre de l'opération ARENA, les études et la réalisation d'une troisième voie sur la RD 59, entre l'échangeur « des 3 Pigeons » dans sa nouvelle configuration d'un carrefour à feux prévue par l'État, et le nouveau giratoire créé pour accéder à l'équipement. Le montant de ce programme d'aménagement complémentaire est estimé à 1,5 M€ TTC.

Par ailleurs, l'installation du délégataire a permis de finaliser la définition des besoins des deux salles recevant du public en termes de couverture WIFI haute définition et GSM 4G. L'évolution constante et rapide des technologies numériques de communication avait en effet conduit à reporter le plus tard possible la mise en place des équipements dédiés (seule une partie des connexions filaires a été réalisée pendant la construction). Il est aujourd'hui possible de définir précisément les installations à mettre en place au regard du projet d'exploitation du délégataire et des attentes du public. Le coût de ces installations s'élève à 500 000 € TTC.

Enfin, les différentes commissions d'homologation qui ont précédé l'ouverture de l'Aréna, ont fait l'objet de demandes complémentaires liées à la sûreté des publics notamment au regard du risque attentats. L'essentiel de ces demandes a pu être intégré à la construction dans le cadre de la convention confiée à la SPLA. Les travaux relatifs à la centralisation de la fermeture des issues de secours (UGIS) n'ont pas été intégrés aux dernières phases de chantier car une mise au point avec le délégataire et le club en résidence s'est avérée indispensable au regard de l'organisation de surveillance physique mise en place lors des manifestations sportives ou culturelles. La mise en place d'une gestion centralisée de toutes les issues de secours ne permettrait leur déverrouillage qu'en cas de déclenchement des procédures d'évacuation incendie. Toute intrusion d'un tiers deviendrait donc impossible par ces issues qui ne peuvent être déverrouillées manuellement de l'intérieur. Cette solution représente un coup d'installation de 300 000 € TTC pour les 84 portes concernées.

L'ensemble de ces dépenses présentées ci-dessus induit une augmentation, compris les 69 000 €TTC d'honoraires SPLA, de 2 369 000€ TTC, soit 3,48 % du montant total de la convention.

Le montant de la convention est ainsi porté à 58 628 867,5 €HT, soit 70 354 641 €TTC.

Ces dépenses ayant été anticipées lors des études préalables, elle sont incluses dans le montant de l'Autorisation de Programme votée.

Il convient donc aujourd'hui de modifier la convention par voie d'avenant n°4 afin de prendre en compte ces nouveaux éléments.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1411-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2013\_A305 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, approuvant le projet de construction d'un équipement Palais des Sports / ARENA du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2014\_B076 du Bureau communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention de la SPLA « Pays d'Aix territoires » afin de réaliser l'opération d'aménagement du Palais des Sports / ARENA du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2014\_A175 du Conseil communautaire de la CPA du 03 juillet 2014 approuvant le Programme Général du Palais des Sports / ARENA du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2014\_B318 du Bureau communautaire de la CPA du 17 juillet 2014 approuvant l'avenant n° 1 à la convention, ajustant les termes de cette convention au vu du Programme Général et du nouveau coût de l'opération, approuvé par le Conseil communautaire du 3 juillet 2014 ;
- La délibération n° 2015\_B764 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n° 2 à la convention, ajustant les termes de cette convention au vu du Programme Général et du nouveau coût de l'opération, approuvé par le Conseil communautaire du 3 juillet 2014 ;
- La délibération n° CSGE 008-1001/16/BM du Bureau de la Métropole du 17 novembre 2017 approuvant l'avenant n° 3 à la convention ;
- La délibération HN 009-011/16/CM, du Conseil de la Métropole du 13 mars 2017 approuvant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé à la convention d'aménagement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » dans le cadre de l'implantation d'un Palais des Sports et d'un pôle d'échanges multimodal sur le site des trois Pigeons à Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°4 ci-annexé et à signer tout document relatif à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**LES DELIBERATIONS**  
**CONSEIL DU 14 DÉCEMBRE 2017**

---

---

**METROPOLE AIX-MARSEILLE  
-METROPOLE**

**Conseil de la Métropole**

**14 DÉCEMBRE 2017**

---

---

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



**ETAIENT PRESENTS :**

Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Odile BONTHOUX - Patrick BORÉ - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Bruno CHAIX - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Auguste COLOMB - Laurent COMAS - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Robert DAGORNE - Sandra DALBIN - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Nourati DJAMBAE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY- OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY- VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Jacky GERARD - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Michel LAN - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Laurence LUCCIONI - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Roger MEI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Yves MESNARD - Marie-Claude MICHEL -

Michel MILLE - Pierre MINGAUD - Richard MIRON - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Serge PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Philippe VERAN - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Kheira ZENAFI.

**ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :**

Mesdames et Messieurs :

Serge ANDREONI représenté par Nicolas ISNARD - Patrick APPARICIO représenté par André BERTERO - Jean-Louis BONAN représenté par Nathalie LAINE - Jacques BOUDON représenté par Maurice CHAZEAU - Nadia BOULAINSEUR représentée par Eric CASADO - Valérie BOYER représentée par Laurence LUCCIONI - Frédéric COLLART représenté par Georges GOMEZ - Sylvaine DI CARO représentée par Alexandre GALLESE - Pierre DJIANE représenté par Marie-France DROPY- OURET - Jean-Claude FERAUD représenté par Georges CRISTIANI - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI représentée par Michel ILLAC - Gilbert FERRARI représenté par François BERNARDINI - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Yves WIGT - Bruno GILLES représenté par Yves MORAINÉ - Daniel HERMANN représenté par Didier PARAKIAN - Mireille JOUVE représentée par Monique SLISSA - Eric LE DISSÈS représenté par Bruno CHAIX - Jean-Marie LEONARDIS représenté par Michel LAN - Rémi MARCENGO représenté par Serge PEROTTINO - Régis MARTIN représenté par Joël MANCEL - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Danielle MENET représentée par Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Danielle MILON représentée par Roland GIBERTI - André MOLINO représenté par Georges ROSSO - Patrick PIN représenté par Yves MESNARD - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Véronique PRADEL représentée par Patrick VILORIA - Julien RAVIER représenté par Stéphane PICHON - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Xavier MERY - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Emmanuelle SINOPOLI représentée par Bernard JACQUIER - Guy TEISSIER représenté par Marie-Christine CALATAYUD - Maxime TOMMASINI représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Didier ZANINI représenté par Patrick PAPPALARDO.

## **ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :**

Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT - Anne CLAUDIUS-PETIT - Claude FILIPPI -  
Josette FURACE - Samia GHALI - Albert GUIGUI - Albert  
LAPEYRE - Stéphane LE RUDULIER - Bernard MARANDAT  
- Patrick MENNUCCI - Chrystiane PAUL - Roland  
POVINELLI - Karim ZERIBI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Finances et  
Administration Générale"**  
\*\*\*\*\*

**FAG 001-3020/17/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA  
HLM Logirem pour le financement de l'opération  
d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux «  
Résidence Nouvel Horizon Tranche 2 » située  
44/54 Route de Saint Antoine à Marseille  
MET 17/5368/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur  
soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée  
pour accorder sa garantie destinée à financer une  
opération d'acquisition en VEFA de 15 logements  
sociaux située 44/54 Route de Saint Antoine  
« Résidence Nouvel Horizon Tranche 2 », à Marseille,  
13015.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération, d'un  
montant total de 1 720 795 € est financée par un  
emprunt de 1 171 795 € proposé par de la Caisse des  
Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie  
d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de  
Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise  
en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la  
Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %  
soit 527 307,75 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem effectuée  
à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal  
à 1 105 389 127,15 €, un passif réel (dettes) à 600  
810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à  
504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la  
valeur réelle dans la mesure où il se compose  
principalement de biens immobiliers dont la valeur  
réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan.  
Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 21  
883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette  
demande de garantie, qui permettra de réaliser  
l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au  
Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-  
après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités  
Territoriales et notamment ses articles  
L2252-1 à L2252-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de  
modernisation de l'action publique territoriale  
et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant  
nouvelle organisation territoriale de la  
République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi  
Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi  
d'orientation pour la ville) ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20  
décembre 2005, acté par l'Etat dans la  
circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du  
Conseil de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence en date du 30 mars 2017 relative à  
l'approbation du règlement des conditions  
générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du  
Conseil de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence en date du 30 mars 2017  
approuvant dans le cadre des garanties  
d'emprunt l'application d'une procédure de  
vote complémentaire pour les emprunts de la  
Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 64793 en annexe signé  
entre la SA HLM LOGIREM et la Caisse des  
Dépôts et Consignations ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-  
Provence, de soutenir une production  
équilibrée de logements sociaux sur son  
territoire ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 171 795 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64793.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux située 44/54 Route de Saint Antoine « Résidence Nouvel Horizon Tranche 2 » à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM LOGIREM est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM LOGIREM opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Logirem, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 002-3021/17/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération de construction de 34 logements sociaux « Résidence Félix Pyat - Louise Michel » située Saint Mauront - 65/75 Rue Félix Pyat à Marseille  
MET 17/5546/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 34 logements sociaux située Saint Mauront - 65/75 Rue Félix Pyat « Résidence Félix Pyat - Louise Michel », à Marseille, 3<sup>ème</sup> arrondissement.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération, d'un montant total de 7 498 362 € est financée par un emprunt de 3 696 117 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 663 252,65 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, un passif réel (dettes) à 326 522 420 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 67483 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 696 117 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 67483.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destinée à financer une opération de construction de 34 logements sociaux située Saint Mauront - 65/75 Rue Félix Pyat « Résidence Félix Pyat - Louise Michel » à Marseille, 3<sup>ème</sup> arrondissement.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois (3) logements réservés concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

**Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, ainsi que toutes pièces relatives à ce dossier.



Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 003-3022/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 41 logements sociaux « Résidence Nouvel Horizon Tranche 1 » située 44/54 Route de Saint Antoine à Marseille MET 17/5550/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 41 logements sociaux située 44/54 Route de Saint Antoine « Résidence Nouvel Horizon Tranche 1 », à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération, d'un montant total de 5 467 330,82 € est financée par un emprunt de 3 774 859 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 698 686,55 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, un passif réel (dettes) à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 64791 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 774 859 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64791.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 41 logements sociaux située 44/54 Route de Saint Antoine « Résidence Nouvel Horizon Tranche 1 » à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre (4) logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, ainsi que toutes pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 004-3023/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirempour le financement de l'opération de réhabilitation de 95 logements sociaux « Résidence Le Plan de la Jarre » située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille MET 17/5554/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 95 logements sociaux située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou « Résidence Le Plan de la Jarre », à Marseille, 9<sup>ème</sup> arrondissement.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération, d'un montant total de 2 878 061 € est financée par un emprunt de 1 477 096 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 664 693,20 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, un passif réel (dettes) à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ; ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 65956 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 477 096 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 65956.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de 95 logements sociaux située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou « Résidence Le Plan de la Jarre » à Marseille, 9<sup>ème</sup> arrondissement.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre (4) logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 005-3024/17/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à La SA HLM Logis Méditerranée pour le financement de l'opération de Transfert de patrimoine de Parc social de 69 Logements « Résidence Arcades Saint Jean », située 22, Rue Alfred Curtel- 18 à 22 Boulevard Saint-Jean - Quartier La Capelette à Marseille**  
**MET 17/5560/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de Transfert de patrimoine du Parc social de 69 logements collectifs « Résidence Arcades Saint Jean», située 22, Rue Alfred Curtel - 18 à 22 Boulevard Saint-Jean – Quartier La Capelette à Marseille.

Portée par la SA HLM Logis Méditerranée, cette opération est financée par un emprunt d'un montant total de 9 184 720 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55% de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole d'Aix-Marseille Provence à hauteur de 45%, soit 4 133 124 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée montre que l'actif comptable est égal à 264 706 281€, le passif réel (dettes) à 203 795 297€. L'actif net comptable s'élève donc à 60 910 984€. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur du bilan. Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 5 693 587€.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;

- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 9 184 720 € souscrit par l'Emprunteur, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce Prêt, constitué d'une ligne de prêt, est destiné à financer une l'opération de Transfert de patrimoine de la résidence « Résidence Arcades Saint Jean» de 69 logements collectifs située 22, Rue Alfred Curtel- 18 à 22 Boulevard Saint-Jean – Quartier La Capelette à Marseille.

**Article 2 :**

Les caractéristiques financières des lignes du prêt sont définies comme suit:

	PTP
<b>Montant</b>	<b>653.078 €</b>
<b>Durée totale</b> * Phase de préfinancement Durée	-
<b>* Phase d'amortissement</b> Durée	35 ans
<b>Périodicité des échéances</b>	Annuelle
<b>Index</b>	Livret A
<b>Taux d'intérêt actuariel annuel (1)</b>	<b>Taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt <b>-0,6 %</b>
<b>Profil d'amortissement (2)</b>	Amortissement déduit avec intérêts différés
<b>Modalités de révision</b>	DL – Double révisabilité limitée
<b>Taux de progressivité des échéances (3)</b>	0,5 %

(1) **Taux d'intérêt actuariel annuel** : Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

(2) **Profil d'amortissement** : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

(3) **Taux de progressivité des échéances** : de 0% à 0,5 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A, sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%.

### Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12)

mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 6 logements réservés concernant ladite opération.

### Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

### Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 006-3025/17/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération de réhabilitation de 43 logements sociaux « Résidence Ruisseau Mirabeau 1 » située 448 Chemin du Littoral à Marseille**  
**MET 17/5674/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 43 logements sociaux située 448 Chemin du Littoral « Résidence Ruisseau Mirabeau 1 », à Marseille, 16<sup>ème</sup> arrondissement

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération, d'un montant total de 1 410 774 € est financée par un emprunt de 722 106 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 324 947,70 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, un passif réel (dettes) à 326 522 420 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 67509 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 722 106 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 67509.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de 43 logements sociaux située 448 Chemin du Littoral « Résidence Ruisseau Mirabeau 1 » à Marseille, 16<sup>ème</sup> arrondissement.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux (2) logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, ainsi que toutes pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 007-3026/17/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération de réhabilitation de 35 logements sociaux « Résidence Ruisseau Mirabeau 2 » située 169 Chemin de Saint Louis du Rove à Marseille**  
**MET 17/5676/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 35 logements sociaux située 169 Chemin de Saint Louis du Rove « Résidence Ruisseau Mirabeau 2 », à Marseille, 16<sup>ème</sup> arrondissement.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération, d'un montant total de 1 244 774 € est financée par un emprunt de 296.283 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 133.327,35 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, un passif réel (dettes) à 326 522 420 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €. Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 67512 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 296.283 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 67512.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de 35 logements sociaux située 169 Chemin de Saint Louis du Rove « Résidence Ruisseau Mirabeau 2 » à Marseille, 13016.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux (2) logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, ainsi que toutes pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



**FAG 008-3027/17/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 65 logements sociaux « Résidence Malaval Fauchier » située Rue Fauchier Malaval à Marseille  
MET 17/5677/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 65 logements sociaux située Rue Fauchier Malaval « Résidence Malaval Fauchier », à Marseille, 13002.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération, d'un montant total de 11 050 554 € est financée par un emprunt de 7 440 064 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 3 348 028,80 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, un passif réel (dettes) à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 65951 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 7 440 064 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 65951.

Ce prêt, constitué de six lignes du prêt, est destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 65 logements sociaux située Rue Fauchier Malaval « Résidence Malaval Fauchier » à Marseille.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte

sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six (6) logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, ainsi que toutes pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 009-3028/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Sogima pour le financement de l'opération de construction de 50 logements sociaux « Ceyreste Garlaban - Les Devens » située Chemin du Garlaban à Ceyreste MET 17/5563/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une

opération de construction de 50 logements sociaux située Chemin du Garlaban à Ceyreste.

Portée par la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille –Sogima-, cette opération d'un montant total de 7 040.814 € est financée par un emprunt de 4 783.810 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Ceyreste.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 2 152.714,50 €.

L'analyse financière de la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille – Sogima - effectuée à partir de son bilan 2016, montre que l'actif comptable est égal à 605 017.121 €, le passif réel (dettes) à 477 466.080 €. L'actif net comptable s'élève donc à 127 551.041 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 5 980.542 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du

règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

#### Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 783.810 euros à souscrire par la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille, Sogima, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt, constitué de six lignes du prêt, est destiné à financer une opération de construction de 50 logements collectifs située Chemin du Garlaban à Ceyreste.

#### Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du prêt sont les suivantes :

	PLAI	PLAI foncier	PLS	PLS foncier	PLUS	PLUS foncier
Montant	653.078 €	305.839 €	1 430.478 €	683.563 €	1 039.930€	670.922 €
Durée totale						
* Phase de préfinancement						
Durée	de 3 à 24 mois					
* Phase d’amortissement						
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle					
Index	Livret A					
Taux d'intérêt actuariel annuel (1)	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt					
	-0,2 %	-0,2 %	+1,11 %	+1,11 %	+0,6 %	+0,6 %
Profil d’amortissement (2)	Amortissement déduit avec intérêts différés					
Modalités de révision	DL – Double révisabilité limitée					
Taux de progressivité des échéances (3)	0 %					

- (4) **Taux d'intérêt actuariel annuel :** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.
- (5) **Profil d'amortissement :** Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
- (6) **Taux de progressivité des échéances :** 0% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A, sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%.

#### Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée du contrat de prêt totale (durée du préfinancement et de l'amortissement) et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille –SOGIMA- dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille –SOGIMA- pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille –SOGIMA- est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille – SOGIMA- opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 4 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille, Sogima.

#### **Article 6 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille, SOGIMA, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 010-3029/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logéo Méditerranée pour le financement de l'opération de construction de 10 logements sociaux "chemin de Figuerolles" située à Gignac-la-Nerthe MET 17/5655/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 10 logements sociaux « Chemin de Figuerolles » située à Gignac-la-Nerthe.

Portée par la SA HLM Logéo Méditerranée, cette opération est financée par un emprunt de 844 497.00

€ proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 464 473,35 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logéo Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2015, montre que l'actif comptable est égal à 211 545 189 €, le passif réel (dettes) à 156 475 012 €. L'actif net comptable s'élève donc à 55 070 177 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 1 117 318 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de du prêt sont les suivantes :

844 497.00 euros à souscrire par la SA HLM Logéo Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt, constitué de six lignes du prêt, est destiné à financer une opération de construction de 10 logements collectifs « Chemin de Figuerolles » située à Gignac-la-Nerthe.

**Article 2 :**

Les caractéristiques financières de chaque Ligne

Ligne du Prêt	PLAI	PLAI FONCIER	PLUS	PLUS Foncier
<b>Montant</b>	535 282 €	140 218 €	133 820 €	35 177 €
<b>Durée totale :</b>				
- <b>Durée de la phase de préfinancement</b>	De 3 à 24 mois	De 3 à 24 mois	De 3 à 24 mois	De 3 à 24 mois
- <b>Durée de la phase d'amortissement</b>	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
<b>Marge fixe sur index</b>	-0,20%	-0,04%	0,60%	-0,04%
<b>Profil d'amortissement</b>	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
<b>Périodicité des échéances</b>	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
<b>Index</b>	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
<b>Taux d'intérêt actuariel annuel</b>	Livret A -0,2%	Livret A -0,04%	Livret A +0,6%	Livret A -0,04%
<b>Modalité de révision</b>	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)
<b>Taux de progressivité des échéances</b>	0%	0%	0%	0%

**Taux d'intérêt actuariel annuel :** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

**Profil d'amortissement :** Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

**Taux de progressivité des échéances :** 0% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A, sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%.

### **Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logéo Méditerranée, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logéo Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logéo Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logéo Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 4 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération.

### **Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logéo Méditerranée.

### **Article 6 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Logéo Méditerranée, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 011-3030/17/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Anonyme Vilogia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 42 logements "Châteauneuf les Martigues", située rue Auguste Tourrel à Châteauneuf-les-Martigues**  
**MET 17/5557/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 42 logements collectifs « Châteauneuf les Martigues », située rue Auguste Tourrel à Châteauneuf-les-Martigues.

Portée par la Société Anonyme VILOGIA, cette opération est financée par un emprunt d'un montant total de 3 665 577 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficiera d'une garantie à hauteur de 45% du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55%, soit 2 016.067,35 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative aux conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- la délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération n° FAG 028-2028/17/CM du 18 mai 2017.

**Article 2 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un prêt souscrit par l'Emprunteur, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce Prêt, constitué de quatre Lignes du prêt, est destiné à financer une opération de construction en VEFA « Châteauneuf les Martigues » de 42 logements collectifs, située rue Auguste Tourrel, à Châteauneuf-les-Martigues.

**Article 3 :**

Les caractéristiques financières des lignes du prêt sont définies comme suit:

	PLAI	PLAI foncier	PLS	PLS foncier
Montant	145.165 €	141.544 €	2 030.561 €	1 348.307 €
Durée totale				
* Phase de préfinancement				
Durée	De 3 à 24 mois			
* Phase d’amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	Annuelle			
Index	Livret A			
Taux d’intérêt actuariel annuel (1)	Taux du Livret A en vigueur à la date d’effet du Contrat de Prêt			
	-0,2 %	0,52 %	+0,6 %	+0,52 %
Profil d’amortissement (2)	Amortissement déduit avec intérêts différés			
Modalités de révision	DL – Double révisabilité limitée			
Taux de progressivité des échéances (3)	0 %	-1,25 %	0 %	-1,5 %

- (7) **Taux d'intérêt actuariel annuel** : Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.
- (8) **Profil d'amortissement** : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
- (9) **Taux de progressivité des échéances** : de -1,5 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A, sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%.

#### **Article 4 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 5 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de sept (7) logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 6 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Anonyme Vilogia.

#### **Article 7 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Société Anonyme Vilogia, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 012-3031/17/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix (ALJEPA) pour le financement de l'opération de réhabilitation de l'établissement d'accueil des jeunes travailleurs située 135 Rue Albert Einstein à Aix-en-Provence  
MET 17/5627/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de l'établissement d'accueil des jeunes travailleurs située 135 Rue Albert Einstein à Aix-en-Provence.

Portée par l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix, cette opération d'un montant total de 4 317 479,21 € est financée par un emprunt de 150 000 € proposé par la Caisse d'Epargne. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville d'Aix-en-Provence.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 82 500 €.

L'analyse financière de l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix -ALJEPA- effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 6 231 630 €, un passif réel (dettes) à 2 982 752 €. L'actif net comptable s'élève donc à 3 248 878 €. Cet actif est inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est plus élevée que la valeur au bilan. Cependant, le résultat 2016 est déficitaire de 91 514 €. Il est toutefois à noter que cette association possède des valeurs mobilières de placement à hauteur de 92 453 €, et provisionne au bilan pour risques et charges un montant de 174 090 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;



- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir l'accueil des personnes jeunes ayant des difficultés particulières d'accès au logement sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 150 000 € à souscrire par l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix auprès de la Caisse d'Epargne.

Ce prêt est destiné à financer une opération de réhabilitation de l'établissement d'accueil des jeunes travailleurs située 135 Rue Albert Einstein à Aix-en-Provence.

#### **Article 2 :**

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

**Montant :** 150 000. €

**Durée de la phase de préfinancement :** 30 mois

**Durée de la phase d'amortissement :** 180 mois (15 ans)

**Périodicité des échéances :** mensuelle

**Taux d'intérêt :** Fixe à 2.35 %

**Taux Effectif Global :** 2.39 %

#### **Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte

sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Caisse d'Epargne, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix.

#### **Article 4 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de zéro logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix.

#### **Article 6 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Epargne et l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 013-3032/17/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM UNICIL pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux (14 PLUS - 10 PLAI) "Jardin des Essences ex Domaine des 5 Terres" située 509 Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air  
MET 17/5193/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une

opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux « Jardin des Essences ex Domaine des 5 Terres » située 509 Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air.

Il est à noter en préambule, que la Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré sur cette opération le 18 mai 2017. Or, cette délibération était établie sur l'offre de prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations, et non sur le contrat de prêt, dans le cadre de la nouvelle procédure. La délibération n° FAG 014-2014/17/CM du 18 mai 2017 doit donc être abrogée.

Il est précisé également, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société DOMICIL (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'UNICIL.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM DOMICIL, devenue SA HLM UNICIL, cette opération d'un montant total de 3 517.020 € est financée par un emprunt de 2 051.630 € proposé par la Caisse des dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Bouc-Bel-Air.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 128.396,50 €.

L'analyse financière de la SA HLM UNICIL (créée comptablement au 01/01/2017 suite à la fusion des SA HLM PHOCEENNE D'HABITATIONS, SNHM, et DOMICIL) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718.392, un passif réel (dettes) à 977 724.626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993.766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493.750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 67922 en annexe signé entre la SA HLM UNICIL et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération n° FAG 014-2014/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017.

**Article 2 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 051.630 € souscrit par la SA HLM UNICIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les

caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 67922.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements collectifs située 509 Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM UNICIL dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM UNICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM UNICIL est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM UNICIL opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 4 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

### **Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM UNICIL.

### **Article 6 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM UNICIL, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 014-3033/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM UNICIL pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux (PLS) "Jardin des Essences ex Domaine des 5 Terres" située 509 Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air MET 17/5194/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux « Jardin des Essences ex Domaine des 5 Terres » située 509 Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air.

Il est à noter en préambule, que la Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré sur cette opération le 18 mai 2017. Or, cette délibération était établie sur l'offre de prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations, et non sur le contrat de prêt, dans le cadre de la nouvelle procédure. La délibération n° FAG 014-2014/17/CM du 18 mai 2017 doit donc être abrogée.

Il est précisé également, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société DOMICIL (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'UNICIL.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM DOMICIL, devenue SA HLM UNICIL, cette opération d'un montant total de 1 050.233 € est financée par un emprunt de 746.238 € proposé par la Caisse des dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Bouc-Bel-Air.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 410.430,90 €.

L'analyse financière de la SA HLM UNICIL (créée comptablement au 01/01/2017 suite à la fusion des SA HLM PHOCEENNE D'HABITATIONS, SNHM, et DOMICIL) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718.392, un passif réel (dettes) à 977 724.626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993.766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493.750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 67921 en annexe signé entre la SA HLM UNICIL et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération n° FAG 014-2014/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017.

**Article 2 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 746.238 € souscrit par la SA HLM UNICIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 67921.

Ce prêt, constitué de trois lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs située 509 Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM UNICIL dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM UNICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM UNICIL est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM UNICIL opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 4 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM UNICIL.

#### **Article 6 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM UNICIL, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 015-3034/17/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Promologis pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux (3 PLUS - 3 PLS) "Le Clos Mélissanne" située Quartier des Mines à Fuveau  
MET 17/5195/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux « Le Clos Mélissanne » située Quartier des Mines à Fuveau.

Portée par la SA HLM Promologis, cette opération d'un montant total de 1 029.203 € est financée par un emprunt de 822.412 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 50 % de la ville de Fuveau.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % soit 411.206 €.

L'analyse financière de la SA HLM Promologis effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 950 899.410 € un passif réel (dettes) à 1 428 828.619 €. L'actif net comptable s'élève donc à 522 070.791 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 24 464.391 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 .
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 68279 en annexe signé entre la SA HLM PROMOLOGIS et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 822.412 € souscrit par la SA HLM Promologis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 68279.

Ce prêt, constitué de cinq lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs située Quartier des Mines à Fuveau.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Promologis dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Promologis pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Promologis est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Promologis opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Promologis.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Promologis, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 016-3035/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 373 logements sociaux "La Petite Garrigue" située Avenue des Salyens à Vitrolles MET 17/5196/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 373 logements sociaux « La Petite Garrigue » située Avenue des Salyens à Vitrolles.

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société Domicil (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'Unicil.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 1 080.000 € est financée par un emprunt de 1 080.000 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Vitrolles.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 594.000 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil (créée comptablement au 01/01/2017 suite à la fusion des SA HLM Phocéenne d'Habitations, SNHM, et DOMICIL) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718.392, un passif réel (dettes) à 977 724.626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993.766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus

élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493.750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 66882 en annexe signé entre la SA HLM Phocéenne d'Habitations et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 080.000 € souscrit par la SA HLM Phocéenne d'Habitations, devenue Unicil à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 66882.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 373 logements collectifs située Avenue des Salyens à Vitrolles. .

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM UNICIL est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de vingt et un logements réservés concernant ladite opération.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 017-3036/17/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 4 logements PLS L'Araban située chemin de la Gueirarde à La Fare les Oliviers**  
**MET 17/5654/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements PLS, située chemin de la Gueirarde à La Fare les Oliviers.

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société DOMICIL (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'UNICIL.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue SA HLM UNICIL, cette opération d'un montant total de 763 345 € est financée par un emprunt de 610 675 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de LA FARE LES OLIVIERES

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 335 871,25 €

L'analyse financière de la SA HLM UNICIL (créée comptablement au 01/01/2017 suite à la fusion des

SA HLM PHOCENNE D'HABITATIONS, SNHM, et DOMICIL) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718 392 €, un passif réel (dettes) à 977 724 626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 64773 en annexe signé entre la SA HLM PHOCENNE D'HABITATIONS et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**



## **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 610 675 euros souscrit par la SA HLM PHOCENNE D'HABITATIONS, devenue UNICIL à la suite d'une fusion absorption auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64773

Ce prêt, constitué de 3 lignes de prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs située chemin de la Gueirarde à La Fare les Oliviers.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM UNICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA d'HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA d'HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA d'HLM Unicil.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 018-3037/17/CM**

### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition de 9 logements collectifs L'Araban située chemin de la Gueirarde à La Fare les Oliviers MET 17/5656/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition de 9 logements collectifs située chemin de la Gueirarde à La Fare les Oliviers.

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société DOMICIL (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'UNICIL.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue SA HLM UNICIL, cette opération d'un montant total de 1 405 756 € est financée par un emprunt de 1 013 040 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de La Fare les Oliviers.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 557 172 €.

L'analyse financière de la SA HLM UNICIL (créée comptablement au 01/01/2017 suite à la fusion des

SA HLM PHOCENNE D'HABITATIONS, SNHM, et DOMICIL) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718 392 €, un passif réel (dettes) à 977 724 626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 63763 en annexe signé entre la SA HLM PHOCENNE D'HABITATIONS et la Caisse des Dépôts et Consignations.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 013 040 euros souscrit par la SA HLM Phocéenne d'Habitation, devenue Unicil à la suite d'une fusion absorption auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 63763.

Ce prêt, constitué de 4 lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition de 9 logements collectifs située chemin de la Gueirarde à LA FARE LES OLIVIERS

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

##### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA d'HLM UNICIL est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA d'HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

##### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA d'HLM Unicil.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 019-3038/17/CM**

##### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA Promologis pour l'acquisition en VEFA de 12 logements à La Penne-sur-Huveaune - Résidence "Le Masc" - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 17/5476/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux « Résidence le Masc » située au 70 Boulevard Voltaire à la Penne-sur-Huveaune.

Portée par la SA HLM Promologis, cette opération d'un montant total de 1 089 465 € est financée par un emprunt de 1 089 465 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 %, soit 1 089 465 €.

Le contrat de prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations a été établi sur la base d'un courrier du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 24 octobre 2016 par lequel il était pris l'engagement d'une garantie à hauteur de 100 %. Le 30 mars 2017, le Conseil de la Métropole a délibéré sur de nouvelles conditions d'octroi des garanties d'emprunts et a adopté une quotité maximale garantie pour les opérations de logements sociaux de 55 %. Cependant l'article 1 du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence permet de déroger à cette quotité maximale, dans le cadre d'opérations entrant strictement dans le champ de l'intérêt métropolitain et après avis express de la commission des finances. Il vous est donc proposé de déroger de façon exceptionnelle au règlement voté le 30 mars 2017, et d'accorder cette garantie d'emprunt à 100 %.

L'analyse financière de la SA HLM PROMOLOGIS, dont le siège social est situé au 2 rue du Docteur Sanières, 31007 TOULOUSE, effectuée à partir du bilan certifié 2016, montre un actif comptable égal à 1 950 899 410 €, un passif réel (dettes) à 1 428 828 619 €. L'actif net comptable s'élève donc à 522 070 791 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 24 461 391 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de prêt N°68196 en annexe signé entre la SA HLM PROMOLOGIS et la Caisse des Dépôts et Consignations.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 089 465 euros souscrit par la SA HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 68196.

Ce prêt, constitué de 7 lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements collectifs située « Résidence le Masc » à la Penne-Sur-Huveaune.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM PROMOLOGIS dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM PROMOLOGIS est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux (2) logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM PROMOLOGIS.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM PROMOLOGIS ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 020-3039/17/CM**

#### **■ Renouvellement de la garantie d'emprunt pour la SEM Façonéo dans le cadre de la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 17/5515/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 10-0214 du 26 février 2014, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a accordé à la SEM Façonéo, sa garantie d'emprunt à hauteur de 80% pour le remboursement d'un emprunt Gaia d'un montant de 1 065 000 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cet emprunt a permis de réaliser les travaux d'aménagement de la ZAC des Vigneaux dans le cadre de la concession d'aménagement confiée par délibération du 3 juin 2009, concession prorogée jusqu'au 31 décembre 2021 par délibération n° URB 043-658/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016.

En effet, la réalisation de ces travaux d'aménagement a subi un décalage important par rapport au planning prévisionnel. Il en est de même pour les dépôts de permis de construire et la cession des lots. Cette situation résulte de la réalisation de fouilles archéologiques (2013), de la nécessaire modification des dossiers de création et de réalisation de la ZAC (2015) et de l'annulation du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cuges-les-Pins par le Tribunal administratif (2015).

Compte tenu de ces éléments, la SEM Façonéo a sollicité de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui

a accepté, le réaménagement du contrat de prêt GAÏA N° 5037559 d'un montant de 1 065 000 € par une opération de reprofilage du prêt consistant en un décalage de la date de remboursement du capital de 2 ans.

Les nouvelles caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt Réaménagé sont référencées en annexe à la présente délibération  
Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande en vue d'apporter la garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La Loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n° 10-0214 du Conseil Communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 février 2014 accordant sa garantie d'emprunt à la SEM Façonéo ;
- La délibération n° URB 043-658/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant le prolongement de la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2021 (avenant n° 5 au traité de Concession d'aménagement) ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que le décalage de la réalisation des travaux d'aménagement, par rapport au planning prévisionnel n'est pas du fait de l'aménageur ;
- Que les conditions initiales de l'obtention du prêt par la SEM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, avec notamment l'apport de la garantie du concédant à hauteur de 80 %.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie à hauteur de 80 % pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagé contractée par la SEM Façonéo auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, et dont les caractéristiques financières figurent en Annexe.

##### **Article 2 :**

Les nouvelles caractéristiques financières de la Ligne du Prêt Réaménagé sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliqueront à chaque Ligne du Prêt Réaménagé à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement.

Concernant chaque Ligne du Prêt réaménagé à taux révisables indexée sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué à la Ligne du Prêt réaménagé sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 30/11/2017 est de 0.75 %.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagé référencée à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement et jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

##### **Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale de chaque Ligne du Prêt Réaménagé jusqu'au complet remboursement de celle-ci et porte sur l'ensemble des sommes

contractuellement dues par la SEM Façonéo, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SEM Façonéo pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

#### **Article 4 :**

Le Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à intervenir à l'avenant qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SEM Façonéo, et à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 021-3040/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 49 logements locatifs sociaux Les Jardins de Notre Dame située Boulevard Notre Dame à Martigues MET 17/5684/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 49 logements locatifs sociaux située Boulevard Notre Dame à Martigues.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 8 558 382 € est financée par un emprunt de 6 621 376,00 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Martigues.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 2 979 619,20 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, le passif réel (dettes) à 326 522 420 €. L'actif net comptable s'élève dont à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 003-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de prêt N° 64904 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- Que L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 6 621 376,00 euros souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64904.

Ce prêt, constitué de 4 lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 49 logements collectifs située Boulevard Notre Dame à Martigues.

### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 4 logements réservés concernant ladite opération.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Nouveau Logis Provençal, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Nouveau Logis Provençal, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 022-3041/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal VEFA de 15 logements locatifs sociaux Domaine de Figuerolles située Avenue Aragon à Martigues MET 17/5685/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux située Avenue Aragon à Martigues.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 2 349 459 € est financée par un emprunt de 1 782 414,00 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Martigues.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 802 086,30 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, le passif réel (dettes) à 326 522 420 €. L'actif net comptable s'élève dont à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 003-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de prêt N° 64895 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le

remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 782 414,00 euros souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64895.

Ce prêt, constitué de 4 lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements collectifs située Avenue Aragon à Martigues.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 1 logement réservé concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

**Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Nouveau Logis Provençal, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA



HLM Nouveau Logis Provençal, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 023-3042/17/CM**

#### **■ Octroi de la Garantie de la Métropole à L'Agence France Locale pour l'année 2018 MET 17/5638/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

#### **Missions du Groupe Agence France Locale**

Le Groupe Agence France Locale a pour objet de participer au financement exclusif de ses membres, collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (ci-après les « *Membres* »).

#### **Gouvernance du Groupe Agence France Locale**

La gouvernance retenue par le texte constitutif de l'Agence France Locale, la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires et codifiée, pour la partie relative au Groupe Agence France Locale, aux dispositions L. 1611-3-2 du Code Général des Collectivités Territoriales est duale : la Société Territoriale, d'une part, l'Agence France Locale d'autre part.

La gouvernance de la Société Territoriale est organisée autour d'un Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration de la Société Territoriale a vocation à assurer la représentation de l'actionnariat de la Société Territoriale. Chaque Collectivité Membre de la Société Territoriale est par ailleurs représentée au sein de l'Assemblée générale de la Société Territoriale, en qualité d'actionnaire de la Société Territoriale.

La direction de l'Agence France Locale, établissement de crédit spécialisé, est assurée quant à elle, par un Directoire. Le Directoire agit sous le contrôle permanent du Conseil de Surveillance de l'Agence France Locale.

L'ensemble des détails de cette gouvernance figure dans le Pacte d'actionnaires, les statuts de la Société Territoriale, les statuts de l'Agence France Locale et, le *Vade-mecum* (le *Vade-mecum*), présentation synthétique des documents de nature statutaire et contractuelle, qui régissent le fonctionnement du Groupe Agence France Locale.

#### **Le recours à l'emprunt auprès de l'Agence France Locale et le mécanisme de Garantie**

**Présentation des modalités générales de fonctionnement des Garanties consenties (i) par la Société Territoriale (ii) et par chacune des collectivités membres du Groupe Agence France Locale.**

La création du Groupe Agence France Locale a pour fondement essentiel la recherche par les collectivités d'un mode de financement efficace, répondant à des contraintes fortes de transparence et satisfaisant à l'intérêt général. Ce fondement se double d'une exigence de conditions de financement attractives sur les marchés financiers.

Pour ce faire, un double mécanisme de garantie a été créé par les dispositions de l'article L. 1611-3-2 du CGCT, permettant d'assurer aux créanciers la pérennité du Groupe et, par voie de conséquence, la reconnaissance des investisseurs pour les titres financiers émis par l'Agence France Locale.

Le mécanisme instauré a ainsi pour objet de garantir certains engagements de l'Agence France Locale (les emprunts obligataires principalement).

Le mécanisme de Garantie mis en œuvre crée en effet un lien de solidarité entre, d'une part la Société Territoriale et l'Agence France Locale et, d'autre part l'Agence France Locale et chacun des Membres du Groupe. Au titre de cette solidarité, chaque Membre peut être appelé en paiement de la dette de l'Agence France Locale, en l'absence même de tout défaut de sa part au titre des emprunts souscrits auprès de l'Agence France Locale.

Ce mécanisme de double garantie se décompose comme suit :

- la Société Territoriale accorde annuellement une garantie aux créanciers de l'Agence France Locale à hauteur d'un montant défini par le Directoire et approuvé par le Conseil de surveillance ;
- une garantie autonome à première demande est consentie par la collectivité membre à chaque emprunt réalisé auprès de l'Agence France Locale. Cette garantie est organisée au profit exclusif des titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale déclarés éligibles à la garantie. Le montant de la garantie correspond, à tout moment, et ce quel que soit le nombre et/ou le volume d'emprunts souscrits par la collectivité auprès de l'Agence France Locale, au montant de son encours de dette (principal, intérêts courus et non payés et éventuels accessoires, le tout dans la limite du montant principal emprunté au titre de l'ensemble des crédits consentis par l'Agence France Locale à la collectivité). Ainsi, si le Membre souscrit plusieurs emprunts auprès de l'Agence France Locale, chaque emprunt s'accompagne de l'émission d'un engagement de garantie. La garantie est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code Civil. En conséquence, son appel n'est pas subordonné à la démonstration d'un défaut de paiement réel par l'Agence France Locale. La durée maximale de la garantie correspond à la durée du plus long

des emprunts souscrits par la collectivité auprès de l'Agence France Locale, augmentée de 45 jours.

Chacune des deux garanties peut être appelée par deux catégories de personnes : (i) un Bénéficiaire, (ii) un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires. La garantie consentie par la collectivité membre peut également être appelée par la Société Territoriale. Les circonstances d'appel de la présente Garantie sont détaillées dans le modèle figurant en annexe à la présente délibération.

### **Participation au capital de l'Agence France Locale**

La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue actionnaire du Groupe Agence France Locale par délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et du 15 décembre 2016. Suite à l'adhésion, la Métropole Aix-Marseille-Provence a apporté au capital de l'AFL le montant de 17 916 400 €, soit 179 164 parts.

La présente délibération porte sur l'engagement de garantie pour l'exercice 2018 (Garantie à première demande – Membres). Dès son approbation, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra solliciter l'Agence France Locale pour financer les investissements prévus au budget 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole d'adopter la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Commerce, livre II ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 011-144/16/CM du 16 avril 2016 ayant approuvé l'adhésion du budget Principal de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'Agence France Locale ;
- La délibération n°FAG 030-1310/16/CM du 15 décembre 2016 ayant approuvé l'adhésion des budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'Agence France Locale.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Groupe Agence France Locale.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est octroyée une garantie autonome à première demande (ci-après « la Garantie ») de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale (les Bénéficiaires) :

Le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2018 est égal au montant maximal des emprunts que la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à souscrire pendant l'année 2018 ;

La durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts souscrits par la Métropole Aix-Marseille-Provence pendant l'année 2018 auprès de l'Agence France augmentée de 45 jours.

La Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ; Si la Garantie est appelée, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés ;

Le nombre de Garanties octroyées par le Président au titre de l'année 2018 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget 2018 ; le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans le ou les actes d'engagement.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé pendant l'année 2018, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans les conditions définies ci-dessus, conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie (Modèles 2016-1).

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à :

- prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la garantie

autonome à première demande accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à certains créanciers de l'Agence France Locale ;  
- engager toutes les procédures utiles à la mise en œuvre de ces actes et documents ;

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

#### **FAG 024-3043/17/CM**

#### **■ Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels MET 17/5808/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Six dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 18 849,19 euros (dix-huit mille huit cent quarante-neuf euros et dix-neuf centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. Franck QUENELLE – Sinistre du 7 février 2017– Montant : 900,00 euros,
- Mme Elodie CAZABAN – Sinistre du 28 juin 2017– Montant : 518,74 euros,
- M. Alain TEISSIER – Sinistre du 1er mars 2017– Montant : 2568,34 euros,
- SOGIMA – Sinistre du 6 mars 2017– Montant : 3612,76 euros,
- M. Damien MUTI – Sinistre du 12 mai 2017– Montant : 280.91 euros,
- M. Jean Pierre CANAVESE – Sinistre du 27 septembre 2016– Montant : 10 968,44 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-dessus, à hauteur de la somme globale de 18 849,19 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- 4 412,41 € pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 6718.
- 14 436,78 € pour le budget des Ports de plaisance, sous politique A 160 article 6718

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 025-3044/17/CM**

#### **■ Approbation de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2017 de la Régie du réseau des transports Ulysse MET 17/5797/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération HN 049-180/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des transports du réseau Ulysse.

Conformément à l'article à L 2221-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette catégorie de régie bénéficie d'un budget propre qui est annexé

à celui de la collectivité de rattachement en l'occurrence, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Par délibération n°FAG 034-1314/16/CM du 15 décembre 2016 le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a adopté le budget primitif du budget annexe de la Régie des transports du réseau Ulysse pour l'exercice 2017.

Conformément à l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a la possibilité de voter des documents budgétaires complémentaires au budget primitif.

La Décision Modificative n°1 établie comme le budget Primitif et le Budget Supplémentaire selon la nomenclature M4 est un budget d'ajustements des crédits.

La décision modificative n°1 de 2017 de la Régie des transports du réseau Ulysse proposé au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le suivant :

#### **Section de fonctionnement Dépenses en €**

011	Charges à caractère général	-1 900-€
012	Charges de personnel et assimilés	- 23 000-€
65	Autres charges de gestion courant	100-€
67	Charges exceptionnelles	1 000-€
68	Dotation pour risques et charges	23 000-€
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	800-€
	<b>Total des dépenses</b>	<b>0-€</b>

#### **Section d'investissement Dépenses en €**

021	Immobilisations corporelles	800-€
	<b>Total des dépenses</b>	<b>800-€</b>

#### **- Recettes en €**

040	Opération d'ordre de transfert entre sections	800-€
	<b>Total des Recettes</b>	<b>800-€</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La délibération FAG 034-1314/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le Budget Primitif 2017 du budget annexe de la Régie des transports du réseau Ulysse ;
- La délibération FAG 040-2296/17/CM du 13 Juillet 2017 approuvant le Budget Supplémentaire

2017 du budget annexe de la Régie des transports du réseau Ulysse ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la Décision Modificative n°1 pour l'année 2017 de la Régie des transports du réseau Ulysse de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Les dépenses et les recettes sont votées au niveau du chapitre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 026-3045/17/CM**

**■ Approbation de la Décision Modificative n°1 2017 des Budgets Annexes du Service Public Local d'Eau Potable et des Opérations d'Aménagements du Territoire du Pays Salonais MET 17/5738/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 57 et M 49, la Décision Modificative a pour objet principal d'ajuster les prévisions de dépenses et les recettes arrêtées lors de l'établissement du Budget qui ont subies des modifications au cours de l'exercice.

**• Service Public Local de l'Eau Potable :**

	CHARGES	PRODUITS
<b>Section d'Investissement</b>	- 33 682.00 €	- 33 682.00 €

La décision modificative n°1 détaillée, figure en annexe.

**• Opérations d'Aménagement :**

	DEPENSES	RECETTES
<b>Section de Fonctionnement</b>	1 319 370.00 €	1 319 370.00 €

	CHARGES	PRODUITS
<b>Section d'Exploitation</b>	- 35 782.00 €	- 35 782.00 €

	DEPENSES	RECETTES
<b>Section d'Investissement</b>	0.00 €	0.00 €

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 n°FAG 037-1317/16/CM approuvant le Budget Primitif 2017 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 n°FAG 032-2288/17/CM approuvant le Budget Supplémentaire 2017 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est approuvée la Décision Modificative n°1 des Budgets Annexes du Service Public Local d'Eau Potable et des Opérations d'Aménagement du Territoire du Pays Salonais, telle que présentée et annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 027-3046/17/CM**

**■ Approbation de la décision modificative n°1 du budget annexe Entreprises du territoire Istres-Ouest Provence  
MET 17/5576/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En cours d'année, le Président peut présenter à l'assemblée délibérante une ou plusieurs décisions modificatives. Elles ont pour objet de réaliser un ajustement des prévisions budgétaires en recettes et/ou en dépenses et permettent ainsi de prendre en

compte des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses en section de fonctionnement sur le budget annexe Entreprises du territoire Istres-Ouest Provence, il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver la décision modificative n° 1 suivante.

Cette décision consiste à ajuster les crédits nécessaires à la prise en charge des intérêts moratoires demandés par des fournisseurs.

En conséquence, je vous propose d'adopter les mouvements de crédits suivants :

#### **Dépenses de fonctionnement :**

- Chapitre 65 – Autres charges de gestions courantes pour un montant de -191 €
- Chapitre 67 – Charges exceptionnelles pour un montant de 191€

La section de fonctionnement reste à 3 222 550,98 € en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le vote du budget primitif et du budget supplémentaire 2017 en date des 15 décembre 2016 et 13 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article unique :**

Est approuvée la décision modificative n°1 du budget annexe Entreprises du territoire Istres-Ouest Provence chapitre par chapitre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 028-3047/17/CM**

#### **■ Principe comptable de prudence - Etat des lieux des risques financiers encourus par la Métropole - Modification budget 2017 MET 17/5291/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le provisionnement constitue l'une des applications du principe comptable de prudence, qui permet de prendre en compte une dépréciation des éléments d'actif ou d'étalement d'une charge. La métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 30 juin 2016 de constituer ses provisions par une opération d'ordre semi-budgétaire se traduisant au budget par une dépense de fonctionnement.

Le champ d'application des provisions n'est pas limité, et vise tous les risques réels. Le montant de la provision correspond à celui estimé par la Métropole en regard du risque encouru et sur le fondement des évaluations objectives produites au sein des mémoires en réponses ou établies par le CCIRAL, ou par tout autre moyen.

Pour l'application du 29° de l'article L.2321-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante dans les cas suivants :

- dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la Métropole, à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;

- dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du Code de Commerce, une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation, estimé par la Métropole. La provision pour participation prend également en compte le risque de comblement de passif de l'organisme. Pour les garanties d'emprunts, la provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la Métropole en fonction du risque financier encouru ; à cet égard, une provision doit être obligatoirement constituée dès qu'une procédure de

règlement judiciaire ou de liquidation judiciaire est engagée vis à vis d'un organisme bénéficiant d'une garantie d'emprunt de la Métropole ;

- lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, une provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la Métropole à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

Un état annexé au budget primitif et au compte administratif permet de suivre l'état de chaque provision constituée. Il décrit le montant et l'emploi de chaque provision.

Le Conseil de la Métropole est invité à modifier le dernier état des provisions à constituer approuvé le 15 décembre 2016 par délibération FAG022-1302/16/CM Principe Comptable de Prudence – Choix du Régime des Provisions – Etats des lieux des risques financiers encourus par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les dispositions de l'article L.2321-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'état des risques encourus au 31 décembre 2016.
- La délibération FAG022-1302/16/CM Principe Comptable de Prudence – Choix du Régime des Provisions – Etats des lieux des risques financiers encourus par la Métropole du 15 décembre 2016

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la révision de provisions semi-budgétaires pour :

- Risques à hauteur de 2.210.007 euros (cf. annexes 1A, 1B, 1C, 1D et 1E)
- Dépréciations des comptes redevables (clients douteux) à hauteur de 4.233.103 euros (cf. annexes 2A et 2B)
- Charges à répartir sur plusieurs exercices (gros entretien ou grandes révisions) à hauteur de - 332.000 euros (cf. annexe 3)

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires pour constituer les dotations sont positionnés dans les différents budgets concernés au budget 2018 au sein du chapitre 68.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 029-3048/17/CM**

#### **■ Approbation des taux de la fiscalité directe locale de l'année 2018**

#### **MET 17/5608/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit :

- la cotisation foncière des entreprises (CFE), acquittée par les entreprises selon la valeur locative des biens qu'elles occupent ;
- une part de la taxe d'habitation et des taxes foncières.

En 2017, le Conseil de Métropole a fixé les taux suivants :

- cotisation foncière des entreprises : 31,02% ;
- taxe d'habitation : 11,69 % ;
- taxe foncière sur les propriétés bâties : 2,59 % ;
- taxe foncière sur les propriétés non bâties : 2,78 %.

Il est proposé de reconduire en 2018 les taux d'imposition de la fiscalité directe locale à l'identique de ceux votés en 2017.

Pour rappel, le Conseil Métropolitain a adopté, par une délibération du 28 avril 2016, un dispositif de lissage des taux d'imposition pour la cotisation foncière des entreprises et les impôts ménages. Ainsi, les différents taux appliqués sur le territoire métropolitain seront calculés par les services fiscaux en 2018 conformément à ce dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts, notamment les articles 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1639 A, 1447 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 ;
- La loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;
- Les délibérations n° HN 019-152/16/CM, HN 020-153/16/CM, HN 021-155/16/CM, HN 022-155/16/CM ;
- HN 023-155/16/CM du Conseil métropolitain du 28 avril 2016 fixant les durées de lissage des taux de fiscalité locale.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Les taux d'imposition pour l'année 2018 sont fixés comme énoncés ci-dessous :

- cotisation foncière des entreprises : 31,02% ;
- taxe d'habitation : 11,69 % ;
- taxe foncière sur les propriétés bâties : 2,59 % ;
- taxe foncière sur les propriétés non bâties : 2,78 %.

### **Article 2 :**

Le dispositif de lissage des taux d'imposition continue de s'appliquer pour la cotisation foncière des entreprises et les impôts ménages conformément aux délibérations n° HN 019-152/16/CM, HN 020-153/16/CM, HN 021-155/16/CM, HN 022-155/16/CM, HN 023-155/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016.



Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 030-3049/17/CM**

**■ Approbation des taux de taxe d'enlèvement  
d'ordures ménagères de l'année 2018  
MET 17/5609/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le VI de l'article 1379-0 bis du Code Général des Impôts dispose que les métropoles sont substituées aux communes pour l'application des dispositions relatives à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

Pour mémoire, les six établissements publics de coopération intercommunale fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont institué la TEOM. Sur chacun de ces territoires, ont été mis en place un taux unique, un dispositif de lissage des taux ou un taux établi par zone en cohérence avec le service rendu.

L'article 1636 B undecies du Code Général des Impôts et l'instruction fiscale BOI-IF-AUT-90-30-10-20150624 autorisent un EPCI nouvellement créé de voter des taux différents sur leur périmètre sur une période ne pouvant excéder dix années, afin de limiter les hausses de cotisations de TEOM liées à l'harmonisation du mode de financement du service d'enlèvement et de traitement des déchets ménagers.

Ainsi, la délibération du Conseil Métropolitain du 28 avril 2016 a adopté l'instauration de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et a décidé le principe de reprendre sur une période qui ne peut excéder dix années les taux de TEOM adoptés en 2015 par les six EPCI dissous ou, le cas échéant, de poursuivre les processus d'harmonisation des taux adoptés par les anciens EPCI.

Il est proposé de reconduire en 2018 à l'identique les taux appliqués en 2017 et de poursuivre le processus d'harmonisation des taux pour les communes de Gardanne et de Gréasque conformément à la délibération du 19 décembre 2013 adoptée par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code Général des Impôts, et notamment les articles, 1379-0 bis et 1639 A bis ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013-A255 du 19 décembre 2013 de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix établissant le lissage du taux de TEOM des communes de Gardanne et Gréasque.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est acté que le processus d'harmonisation fiscale entamé au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix est poursuivi tel que le prévoit ses délibérations prises antérieurement au 1er janvier 2016.

**Article 2 :**

Sont approuvés pour l'année 2018 les taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères suivants :

AIX EN PROVENCE	10,60%	LE THOLONET	10,60%
ALLAUCH	9,50%	LES PENNES MIRABEAU	10,60%
ALLEINS	10,00%	MALLEMORT	10,00%
AUBAGNE	10,00%	MARIGNANE	11,50%
AURIOL	10,00%	MARSEILLE	18,10%
AURONS	10,00%	MARTIGUES	11,50%
BEAURECUEIL	10,60%	MEYRARGUES	10,60%
BELCODENE	10,00%	MEYREUIL	10,60%
BERRE L'ETANG	10,00%	MIMET	10,60%
BOUC-BEL-AIR	10,60%	MIRAMAS	7,00%
CABRIES	10,60%	PELISSANNE	10,00%
CADOLIVE	10,00%	PERTUIS	10,60%
CARNOUX EN PROVENCE	11,50%	PEYNIER	10,60%
CARRY-LE-ROUET	9,50%	PEYPIN	10,00%
CASSIS	9,50%	PEYROLLES-EN-PROVENCE	10,60%
CEYRESTE	9,50%	PLAN DE CUQUES	9,50%
CHARLEVAL	10,00%	PORT DE BOUC	11,50%
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	10,60%	PORT-SAINT-LOUIS	7,00%
CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	9,50%	PUYLOUBIER	10,60%
CORNILLON-CONFOUX	7,00%	ROGNAC	10,00%
COUDOUX	10,60%	ROGNES	10,60%
CUGES LES PINS	10,00%	ROQUEFORT LA BEDOULE	11,50%
EGUILLES	10,60%	ROQUEVAIRE	10,00%
ENSUES-LA-REDONNE	9,50%	ROUSSET	10,60%
EYGUIERES	10,00%	SAINT CHAMAS	10,00%
FOS-SUR-MER	7,00%	SAINT SAVOURNIN	10,00%
FUVEAU	10,60%	SAINT ZACHARIE	10,00%
GARDANNE	10,60%	SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	10,60%
GEMENOS	9,50%	SAINT-CANNAT	10,60%
GIGNAC-LA-NERTHE	9,50%	SAINT-ESTEVE-JANSON	10,60%
GRANS	7,00%	SAINT-MARC-JAUMEGARDE	10,60%
GREASQUE	10,60%	SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	11,50%
ISTRES	7,00%	SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE	10,60%
JOUQUES	10,60%	SAINT-VICTORET	9,50%
LA BARBEN	10,00%	SALON-DE-PROVENCE	10,00%
LA BOUILLADISSE	10,00%	SAUSSET-LES-PINS	11,50%
LA CIOTAT	9,50%	SENAS	10,00%
LA DESTROUSSE	10,00%	SEPTEMES LES VALLONS	9,50%
LA FARE LES OLIVIERS	10,00%	SIMIANE-COLLONGUE	10,60%
LA PENNE SUR HUVEAUNE	10,00%	TRETS	10,60%
LA ROQUE D'ANTHERON	10,60%	VAUVENARGUES	10,60%
LAMANON	10,00%	VELAUX	10,00%
LAMBESC	10,60%	VENELLES	10,60%
LANCON-PROVENCE	10,00%	VENTABREN	10,60%
LE PUY SAINTE REPARADE	10,60%	VERNEGUES	10,00%
LE ROVE	9,50%	VITROLLES	10,60%

**FAG 031-3050/17/CM**

**■ Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Primitif 2018 et des Etats Spéciaux de Territoires  
MET 17/5292/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a débattu sur les orientations budgétaires 2018.

A partir de ces orientations, le Budget Primitif a été établi selon la nomenclature M57 pour le Budget Principal de la Métropole.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'état spécial de chaque territoire (adopté en équilibre réel par le conseil de territoire concerné) est soumis au vote du Conseil de la Métropole en même temps que le projet de budget de la métropole.

Chaque territoire ayant procédé à l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées dans l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le Conseil de la Métropole, arrête les états spéciaux de territoire.

L'annexe relative à l'utilisation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères intitulée « Etat spécial relatif à la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés » prévue dans l'instruction budgétaire M57 qui permet de donner une information analytique complémentaire sur les crédits inscrits au budget pour la gestion des services déchets ne peut être établie que manuellement à partir du budget principal, des Etat spéciaux de territoire et des budgets annexes. Son format n'étant pas compatible avec la maquette budgétaire requise par la Préfecture, il est proposé de la soumettre au Conseil de la Métropole pour approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations portent adoption par les territoires des Etats Spéciaux de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Les états spéciaux de territoires, préalablement adoptés par les territoires concernés sont arrêtés aux montants suivants :

EST du territoire Marseille Provence :

**Section de Fonctionnement 94 980 981,00 euros  
Section d'Investissement 130 573 000,00 euros**

EST du territoire du Pays d'Aix :

**Section de Fonctionnement 34 358 000,00 euros  
Section d'Investissement 146 276 000,00 euros**

EST du territoire du Pays Salonais :

**Section de Fonctionnement 19 588 260,00 euros  
Section d'Investissement 4 168 332,00 euros**

EST du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

**Section de Fonctionnement 16 720 395,00 euros  
Section d'Investissement 14 123 360,00 euros**

EST du territoire Istres-Ouest Provence :

**Section de Fonctionnement 15 284 000,00 euros  
Section d'Investissement 34 455 819,00 euros**

EST du territoire du Pays de Martigues :

**Section de Fonctionnement 10 868 000,00 euros  
Section d'Investissement 7 760 000,00 euros**

**Article 2 :**

Le Budget Primitif 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget principal.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes pour les compétences affectées au budget principal de la Métropole, y compris celles déléguées aux territoires :

**Section de Fonctionnement 1 879 749 943,82 euros  
Section d'Investissement 571 229 852,01 euros**

### **Article 3 :**

Est approuvé l'Etat spécial relatif à la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 032-3051/17/CM**

#### **■ Budget Primitif 2018- Approbation du Budget annexe unique des Transports MET 17/5293/CM**

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 19 octobre 2017, le Conseil de Métropole a débattu sur les orientations budgétaires pour 2018.

A partir de ces orientations et des besoins recensés, a été élaboré le projet de budget annexe des transports métropolitains établi selon la nomenclature M43.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article unique :**

Le Budget Primitif 2018 de transports métropolitains est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 652 363 142,00 euros

Section d'Investissement 120 179 288,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 033-3052/17/CM**

#### **■ Budget Primitif 2018 - Approbation des Budgets annexes du territoire Marseille Provence MET 17/5294/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Budget Primitif de la Métropole Aix-Marseille-Provence est établi selon la nomenclature M57 pour les budgets annexes Collecte et traitement des déchets et Opérations d'aménagements, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les budgets annexes de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du Marché d'intérêt national et du Crématorium.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

### **Article unique :**

Le Budget Primitif 2018 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes des Services de la Collecte et du Traitement des déchets, de l'Eau, de l'Assainissement, des Ports de

Plaisance, du Marché d'intérêt national, du Crématorium, et des Opérations d'aménagement. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

**Concernant le Budget Collecte et traitement des déchets :**

Section de Fonctionnement 230 550 075,00 euros

Section d'Investissement 30 518 267,00 euros

**Concernant le Budget Eau :**

Section Fonctionnement 22 621 088,00 euros

Section d'Investissement 15 910 492,00 euros

**Concernant le Budget Assainissement :**

Section de Fonctionnement 34 877 083,00 euros

Section d'Investissement 28 054 816,00 euros

**Concernant le Budget Ports de plaisance :**

Section de Fonctionnement 11 106 654,00 euros

Section d'Investissement 3 680 124,00 euros

**Concernant le MIN :**

Section de Fonctionnement 1 931 634,00 euros

Section d'Investissement 99 872,00 euros

**Concernant le Budget Crématorium :**

Section de Fonctionnement 1 946 512,00 euros

Section d'Investissement 702 394,00 euros

**Concernant le Budget Opérations d'aménagements**

Section de Fonctionnement 66 844 958,93 euros

Section d'Investissement 70 084 616,93 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 034-3053/17/CM**

**■ Budget Primitif 2018 - Approbation des Budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix  
MET 17/5433/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2018.

Tel est l'objet du présent rapport.

**1 – Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C)**

Le SPANC est un service public industriel et commercial financé par l'usager, qui nécessite en conséquence l'établissement d'un budget annexe.

Les missions données par la loi au Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) sont les suivantes :

- le contrôle de la conception et de l'exécution des installations nouvelles,
- le diagnostic de bon fonctionnement et entretien pour les autres installations.

Ces prestations donnent lieu au paiement de redevances par l'usager dont la facturation est assurée par le SPANC du Pays d'Aix.

L'ensemble des dépenses et recettes relatives à ces missions fait l'objet du Budget Annexe qui doit être équilibré sans subvention du Budget Général.

**Les recettes :**

Les recettes sont les redevances perçues auprès des usagers du service.

Il est proposé de ne pas modifier le montant de celles-ci pour 2018, à l'exception de celles portant sur le contrôle de bon fonctionnement des installations existantes de plus de 20 équivalent-habitants (EH) qui doivent inclure le nouveau contrôle de conformité annuel introduit par l'arrêté du 21 juillet 2015, soit

Capacité de l'installation	2017	2018
Comprise entre 21 et 50 CH	150 €	260 €
Supérieure à 50 EH	220 €	260 €

Cette évolution de la tarification portera sur environ 200 usagers.  
Le montant global des redevances a été estimé pour 2018 à 450.000 € en intégrant ce nouveau tarif.

Par ailleurs, comme en 2017, une ligne d'encaissement des subventions de l'Agence de l'eau relatives à la réhabilitation des installations est inscrite en recette et les mêmes montants sont inscrits en dépenses. La subvention globale redistribuée aux particuliers concernés s'élève à 216 000€.

De plus, l'Agence de l'eau versera au SPANC une subvention pour l'animation et la gestion du programme de réhabilitations (18.000 €), ainsi qu'une prime à l'épuration (42.000 €).

Le montant des recettes prévisionnelles s'établit donc à **740 000 €**, dont 524 000 €, soit

71 % pour le fonctionnement effectif du SPANC, les 29% restant correspondant à des recettes qui se retrouvent de la même façon en dépenses.

#### Les dépenses :

On retrouve en dépenses l'avance faite des subventions de l'Agence de l'Eau versées aux particuliers pour leurs travaux de réhabilitations pour un montant de 216 000 €.

Concernant le reste des dépenses, à savoir 524 000 €, il s'agit à 95 % de dépenses de personnel qui sont stables par rapport à 2017 à périmètre équivalent de prestations.

Les autres dépenses sont relatives à la fourniture de petits équipements et matériel de terrain, ou à l'édition de documents de communication à destination des usagers.

#### L'équilibre du budget annexe du SPANC pour 2018 :

Il s'établit ainsi :

DEPENSES			RECETTES		
LIBELLE	BP 2017	BP 2018	LIBELLE	BP 2017	BP 2018
Charges à caractère général	8 500	20 500	Remboursement sur rémunérations de personnel	7 000	9 000
Charges de personnel et frais assimilés	450 500	498 500	Redevances d'assainissement non collectif	389 000	450 000
Pertes sur créances irrécouvrables	2 000	2 000	Subventions d'exploitation	45 000	42 000
Charges exceptionnelles	3 000	3 000	Redevances pour défaut de branchement à l'égoût	5 000	5 000
Charges exceptionnelles (versements subventions)	216 000	216 000	Participations Agence de l'Eau	18 000	18 000
			Produits exceptionnels (subventions Agence de l'Eau)	216 000	216 000
<b>TOTAL BUDGET ANNEXE SPANC</b>	<b>680 000</b>	<b>740 000</b>		<b>680 000</b>	<b>740 000</b>

## **2 – Service Public d'Élimination des Déchets (S.P.E.D.)**

### **PRESENTATION GENERALE DU BUDGET ANNEXE**

Le S.P.E.D. constitue un service public à caractère administratif ; à ce titre, le budget annexe doit appliquer l'instruction budgétaire et comptable M57.

En contrepartie des dépenses inscrites en section de Fonctionnement, le financement pourra donc être assuré par la TEOM, les recettes des services de collecte et traitement des déchets ménagers (subventions éco-organismes et partenaires institutionnels notamment), les recettes d'activités.

Notons que ce budget annexe n'intègre pas les charges relatives à la requalification des décharges brutes ; cette action métropolitaine relevant d'une préoccupation environnementale et non pas de l'élimination des déchets ménagers.

#### **L'EQUILIBRE DU BUDGET ANNEXE**

L'équilibre du budget annexe du service d'élimination des déchets est le suivant :

	B.P. 2017	B.P. 2018
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
Dépenses	58 432 900	60 833 455
Recettes	60 000 600	61 372 000
<b>Autofinancement brut</b>	<b>1 567 700</b>	<b>538 545</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>		
Dépenses	10 415 000	6 897 897
Recettes	5 844 100	6 079 545
<b>Emprunt d'équilibre</b>	<b>4 570 900</b>	<b>818 352</b>
<b>BUDGET TOTAL</b>	<b>70 415 600</b>	<b>68 269 897</b>

#### LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de 61,3 M€. Le tableau ci-dessous reprend les principaux postes de prévisions de dépenses et de recettes :

DEPENSES			RECETTES		
	B.P. 2017	B.P. 2018		B.P. 2017	B.P. 2018
Dépenses liées à la collecte des déchets	15 918 600	16 440 150	Produits liés à la collecte des déchets	2 750 600	2 972 000
Dépenses liées au traitement des déchets	19 240 900	19 233 305	Produits liés au traitement des déchets	2 500 000	2 600 000
Charges de structure	1 200 000	1 200 000	Remboursements frais de personnel	450 000	500 000
Charges de personnel	18 453 400	18 642 000	Dotation TEOM	54 300 000	55 300 000
Charge d'intérêts	20 000	50 000			
Provision pour risque	-	800 000			
Dotation aux amortissements	3 600 000	4 468 000			
<b>Total dépenses</b>	<b>58 432 900</b>	<b>60 833 455</b>	<b>Total recettes</b>	<b>60 000 600</b>	<b>61 372 000</b>

<b>AUTOFINANCEMENT BRUT</b>	<b>1 567 700</b>	<b>538 545</b>
-----------------------------	------------------	----------------

#### Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement progressent de 2 % par rapport à 2017. Elles se répartissent ainsi :

RECETTES			
	B.P. 2017	B.P. 2018	% évolution
Produits liés à la collecte des déchets	2 750 600	2 972 000	8%
Produits liés au traitement des déchets	2 500 000	2 600 000	4%
Remboursements frais de personnel	450 000	500 000	11%
Dotation TEOM	54 300 000	55 300 000	2%
<b>Total recettes</b>	<b>60 000 600</b>	<b>61 372 000</b>	<b>2%</b>

- les soutiens des Eco-organismes ;
- les recettes liées à la vente de matériaux triés de la collecte sélective ;
- la vente des composteurs.
- les subventions accordées par les partenaires institutionnels (ADEME, Région PACA, Conseil Départemental, programme LIFE,...).

#### Les recettes liées à l'exécution du service traitement des déchets ménagers :

- La prévision pour le BP 2018 s'élève à 2,6 M€ et comprend :
- les soutiens financiers des éco-organismes intervenant sur les déchèteries ;
- les recettes liées à la vente des matériaux recyclés sur les déchèteries ;
- la vente de service (accueil d'utilisations privées sur le site de l'ISDnD de l'Arbois) ;
- l'activité de valorisation du biogaz récupéré sur le site et de vente d'électricité.

#### Les recettes liées aux ressources humaines

#### • Les recettes liées à l'exécution du service collecte des déchets ménagers :

La prévision pour le BP 2018 est de 2,97 M€. Cette prévision comprend :

Les recettes liées aux différents remboursements RH s'élèvent à 500 k€.

#### • La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

Impôt local additionné à la taxe foncière, elle est la principale ressource du financement des déchets.

Le produit de la TEOM devrait s'élever à 55,3 M€ pour 2018, soit une hausse de 2,5 % par rapport au BP 2017.

#### Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement progressent de 4 % par rapport à 2017 dont une grande part (70%) s'explique par un réajustement des dotations aux amortissements et la mise en place d'une provision pour risques contentieux.

Les dépenses se répartissent ainsi :

DEPENSES		
	B.P. 2017	B.P. 2018
Dépenses liées à la collecte des déchets	15 918 600	16 440 150
Dépenses liées au traitement des déchets	19 240 900	19 233 305
Charges de structure	1 200 000	1 200 000
Charges de personnel	18 453 400	18 642 000
Charge d'intérêts	20 000	50 000
Provision pour risque	-	800 000
Dotation aux amortissements	3 600 000	4 468 000
<b>Total dépenses</b>	<b>58 432 900</b>	<b>60 833 455</b>

#### **Les dépenses liées à l'exécution du service collecte des déchets ménagers et aux services généraux :**

Elles s'élèvent à **16,4 M€ pour 2018**, soit une progression de 3,1% par rapport au BP 2017 et se décomposent ainsi :

- les charges courantes de fonctionnement des collectes : marchés de collecte et de prestations annexes (lavage de bacs et nettoyage de colonnes), l'entretien et la maintenance du matériel de pré-collecte, la maintenance et les réparations des véhicules, la fourniture de carburants, les équipements de protection individuels, les produits d'entretien et les matériels divers pour le personnel des régies.
- les conventions de gestion avec les communes assurant une prestation pour le compte du Territoire ;
- les dépenses liées à la conception graphique et à l'impression de documents nécessaires dans le cadre de l'information et la communication aux usagers sur le service et de l'accompagnement de la mise en

œuvre des différents projets prévus sur 2018 (extension des consignes de tri simplifiées, information des professionnels producteurs de déchets,...) ;

- le versement de subventions aux associations actives dans le domaine de la prévention des déchets, du tri et de la valorisation et aux ressourceries du Territoire ;
- les études stratégiques dont celles intégrées à la proposition retenue par UEE au projet LIFE intégré DECHETS porté par la Région, et dont les dépenses seront cofinancées par la Région et l'ADEME, celles relatives aux déchets d'activité économique ainsi qu'une participation aux études stratégiques métropolitaines.

#### **• Les dépenses liées à l'exécution du service traitement des déchets ménagers :**

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à **19,2 M€ pour 2018**, stables par rapport à 2017, et se décomposent ainsi :

- les marchés de service concernant les déchèteries, le transfert et le traitement des déchets ;
- la gestion des dépenses liées au marché d'enfouissement sur l'Arbois ;
- les prestations de tri des emballages ménagers recyclables ;
- la constitution d'une réserve pour assurer les dépenses post exploitation du centre de l'Arbois ;
- la relance des opérations du tri des encombrants afin d'atteindre les objectifs réglementaires du Grenelle de l'Environnement et de la loi de transition énergétique ;
- les conventions de collaboration avec les EPCI voisins.

#### **• Les autres dépenses :**

- la dotation aux amortissements évaluée à 4,47 M€ pour 2018.
- une provision pour risques contentieux d'un montant de 900 k€.

**• Les charges de structure** : il s'agit des dépenses prises en charge par le budget principal et faisant l'objet d'un remboursement par le budget annexe. Elles restent identiques à 2017.

**• Les charges d'intérêts** : la provision passe de 20 000€ à 50 000€ dans la perspective d'un recours à l'emprunt courant 2018.

#### **LA SECTION D'INVESTISSEMENT**

La section d'investissement s'établit à 6.9 M€ :



<b>DEPENSES</b>		
	<b>B.P. 2017</b>	<b>B.P. 2018</b>
Capital de la dette	50 000	50 000
<b>Total dette</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>
Dépenses d'équipement	10 365 000	6 847 897
<b>Total dépenses</b>	<b>10 415 000</b>	<b>6 897 897</b>

<b>Volume prévisionnel d'emprunt</b>	<b>4 570 900</b>	<b>818 352</b>
--------------------------------------	------------------	----------------

Il est à noter que les dépenses d'investissement prévues tiennent compte des aspects opérationnels suivants :

- des opérations déjà engagées et à poursuivre,
- des dépenses annuelles et reductibles,
- de nouvelles opérations,
- de la suppression, dès la clôture 2017, du principe des reports de crédits,

- de la mise en place systématique d'Autorisations de Programme pour toutes les opérations d'investissement.

#### **Le financement de l'investissement**

Les investissements seront ainsi financés en 2018 :

<b>RECETTES</b>		
	<b>B.P. 2017</b>	<b>B.P. 2018</b>
autofinancement brut	1 567 700	538 545
ressources propres (FCTVA)	350 000	350 000
<b>Total ressources propres</b>	<b>1 917 700</b>	<b>888 545</b>
dotations aux amortissements	3 600 000	4 468 000
subventions / participations	326 400	723 000
<b>Total recettes avant emprunt</b>	<b>5 844 100</b>	<b>6 079 545</b>

Un emprunt de 818 352 € doit être inscrit en recettes afin d'équilibrer la section d'investissement.

• **La structure des dépenses d'investissement**

**Les dépenses d'investissement en matière de collecte des déchets ménagers et de services généraux :**

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 4,6 M€ pour 2018.

On peut donc distinguer plusieurs types d'opérations :

- **Aménagements divers et matériel de pré collecte** : il s'agit de l'acquisition de mobilier urbain, de travaux de voirie pour pré collecte, de l'acquisition éco composteurs, de la signalétique, des petits aménagements dans les pôles de proximité et de matériel de pré collecte (bacs, colonnes, bacs et colonnes enterrés).
- **Matériel de collecte - acquisition et réparation** : il s'agit des grosses réparations de matériel d'exploitation ainsi que de l'acquisition de véhicules de collecte.

Il est à noter qu'en raison de la suppression de principe des reports de crédits de 2017 sur 2018, une somme supplémentaire de 500.000 € correspondant à des engagements de 2017 à payer en 2018, a été prévue sur 2018.

- **Aménagement PAV – Projet LIFE** : Cette nouvelle action clairement identifiée du projet LIFE consiste en la création d'un design et une mise en place d'aménagements spécifiques des PAV en vue d'un meilleur accueil de l'usager. Cette action est cofinancée par la Région et l'ADEME.
- **Réhabilitation du parc de bacs et colonnes** : Cette autorisation de programme, déjà existante, correspond à la réhabilitation programmée des dispositifs semi-enterrés les plus anciens.

**Travaux bâtimentaires** : Cette nouvelle AP intègre toutes les dépenses liées aux aménagements des installations du Département Prévention et Gestion des Déchets, pôles de proximité notamment, dont les travaux sont pilotés par la Direction des bâtiments.

• **COCOM Parade** : Cette autorisation de programme de 18.500.000 € intègre l'ensemble des dépenses liées à la construction du nouveau centre de collecte de la régie d'Aix-en-Provence.

**Les dépenses d'investissement en matière de traitement, le transport et la logistique des déchets ménagers :**

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 2,2 M€ pour 2018.

• **Nouvelles Déchèteries** : Cette autorisation de programme, déjà existante, répond aux besoins de construction de nouvelles déchèteries. Le crédit de paiement prévu pour 2018 correspond aux études de travaux pour la déchèterie de Vauvenargues et la reconstruction de la déchèterie de Venelles.

• **Extension Rénovation des Déchèteries** : Cette autorisation de programme, déjà existante, répond aux besoins d'extension, de rénovation ou encore de requalification des déchèteries. Le crédit de paiement prévu pour 2018 correspond à la fin des travaux de requalification de la déchèterie de Pertuis commencés en 2017, à la requalification du CT Parade (études + début travaux), à la requalification du CAV et CT de Rousset (études + début travaux).

• **Modernisation et Mise en sécurité des CAV et des CT** : Les crédits de paiements prévus pour 2018 permettent la réalisation des travaux d'entretien et de maintenance permettant le maintien en sécurité des installations (18 CAV et 5 CT), ainsi que la réalisation de l'opération test de contrôle d'accès sur la déchèterie de Pertuis.

• **CET Arbois Bassin n°3** : Cette autorisation de programme, déjà existante, répond aux besoins de la 1<sup>ère</sup> phase de construction et d'extension du bassin n°3 de l'ISDnD de l'Arbois, nécessaire pour pérenniser le site jusqu'en 2023. Les travaux sont en cours depuis juin 2017.

• **Modernisation de l'ISDnD de l'Arbois** : il s'agit de l'entretien ISDnD de l'Arbois. Les crédits de paiements prévus pour 2018 permettent la réalisation des travaux d'entretien et de maintenance (extension réseau Biogaz, équipement et maintenance du dispositif de vidéosurveillance...) du site de l'Arbois.

**Le montant total du BP 2018 pour les dépenses d'équipement pour le budget du S.P.E.D. s'élève donc à 6,84 M€, auxquelles s'ajoute le remboursement en capital de la dette de 50 K€.**

**SYNTHESE**

La section de Fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

61 372 000 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

6 897 897 €

### 3 – BUDGET ANNEXE DE L'AMENAGEMENT

Les opérations de création de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) réalisées en régie sont gérées en budget annexe. En effet la M57 stipule que : *«les opérations relatives aux lotissements ou d'aménagement de zone sont caractérisées par leur finalité économique de production et non de constitution d'immobilisation, puisque les lots aménagés et viabilisés sont destinés à être vendus. Ces activités sont individualisées au sein d'un budget annexe afin de ne pas bouleverser l'économie du budget de la collectivité et individualiser les risques financiers de telles opérations qui peuvent être importants compte tenu de la nature de ces opérations et de leur durée.»*

Le budget annexe de l'Aménagement regroupe ainsi deux opérations de création de ZAC :

- ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil (40.000 €) ;
- ZAC du Grand Pont à La Roque d'Anthéron (1.540.000 €).

L'ensemble des dépenses et des recettes inhérentes à ces deux opérations sont imputées sur le budget annexe afin d'avoir une vision complète du coût de l'opération d'aménagement.

Il s'agit des frais d'études (assistance à maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre,...) et des prestations liées à la commercialisation des lots.

Le budget annexe de l'Aménagement s'équilibre ainsi :

### SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES			
Chapitre	Article	Libellé	B.P. 2018
011	6045	Achat d'études, prestations de service	1 550 000
011	605	Achat de matériel, équipements et travaux	30 000
042	71355	Variation des stocks de terrains aménagés	1 369 960
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			2 949 960

RECETTES			
Chapitre	Article	Libellé	B.P. 2018
042	71355	Variation des stocks de terrains aménagés	1 580 000
70	704	Participation Aménageur	205 000
70	7015	Vente de terrains aménagés	1 164 960
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT			2 949 960

### SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES			
Chapitre	Article	Libellé	B.P. 2018
040	3555	Stocks de terrains aménagés	1 580 000
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT			1 580 000

RECETTES			
Chapitre	Article	Libellé	B.P. 2018
16	168751	Avance du Budget Principal	210 040
040	3555	Stocks de terrains aménagés	1 369 960
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT			1 580 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

**Article unique :**

Sont approuvés les Budgets Primitifs 2018 des Budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, par nature, tel qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 035-3054/17/CM**

■ **Budget Primitif 2018 - Approbation des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais**  
**MET 17/5749/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

- 1) Le projet de Budget Primitif 2018 du **Budget Annexe du Service Public Local de l'Assainissement du Territoire du Pays Salonais** s'élève à :

	CHARGES	PRODUITS
<b>CREDITS D'EXPLOITATION VOTES AU TITRE DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT Pays Salonais</b>	<b>3 441 875.00 €</b>	<b>3 441 875.00 €</b>

	CHARGES	PRODUITS
<b>CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT Pays Salonais</b>	<b>6 601 910.00 €</b>	<b>6 601 910.00 €</b>

Le budget primitif détaillé figure en annexe.

- 2) Le projet de Budget Primitif 2018 du **Budget Annexe du Service Public Local de l'Eau Potable du Territoire du Pays Salonais** s'élève à:

	CHARGES	PRODUITS
<b>CREDITS D'EXPLOITATION VOTES AU TITRE DU BUDGET ANNEXE EAU POTABLE Pays Salonais</b>	<b>5 160 895.00 €</b>	<b>5 160 895.00 €</b>
	CHARGES	PRODUITS
<b>CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU BUDGET ANNEXE EAU POTABLE Pays Salonais</b>	<b>6 239 140.00 €</b>	<b>6 239 140.00 €</b>

Le budget primitif détaillé figure en annexe.

- 3) Le projet de Budget Primitif 2018 du **Budget Annexe des Zones d'Activité du Territoire du Pays Salonais** s'élève à :

	CHARGES	PRODUITS
<b>CREDITS D'EXPLOITATION VOTES AU TITRE DU BUDGET ANNEXE ZONES D'ACTIVITES Pays Salonais</b>	<b>5 966 091.00 €</b>	<b>5 966 091.00 €</b>
	CHARGES	PRODUITS
<b>CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU BUDGET ANNEXE ZONES D'ACTIVITES Pays Salonais</b>	<b>4 515 123.00 €</b>	<b>4 515 123.00 €</b>

Le budget primitif détaillé figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L5217-10-1 à L5217-10-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article Unique :**

Est adopté le Budget Primitif 2018 respectivement du Budget Annexe du Service Public Local d'Assainissement, du Budget Annexe du Service

Public Local d'Eau Potable, du Budget Annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 036-3055/17/CM**

**■ Budget Primitif 2018 - Approbation des Budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile  
MET 17/5489/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Budget Primitif d'une collectivité est l'acte majeur par lequel sont prévues les dépenses et les recettes de l'année, permettant la mise en œuvre des politiques publiques décidées par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le débat sur les orientations budgétaires qui s'est déroulé le 19 octobre dernier a permis de poser le cadre d'élaboration du Budget Primitif 2018.

Les Budgets Primitifs 2018 des Budgets Annexes Assainissement, Régie Traitement des déchets, Opérations d'Aménagement et Réseau de Chaleur Métropole du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sont équilibrés en dépenses et en recettes de la manière suivante :

**BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT :**

Fonctionnement	2 467 100.00 €
Investissement	1 493 543.00 €

**BUDGET ANNEXE REGIE TRAITEMENT DES DECHETS :**

Fonctionnement	40 000.00 €
Investissement	0.00 €

**BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT :**

Fonctionnement	0.00 €
Investissement	153 000.00 €

**BUDGET ANNEXE RESEAU DE CHALEUR  
METROPOLE :**

Fonctionnement	522 016.00 €
Investissement	234 300.00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- Les projets de budgets primitifs 2018 des budgets annexes Assainissement, Régie

Traitement des déchets, Opérations d'Aménagement et Réseau de chaleur métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de Territoire donne un avis sur les Budgets Annexes qui lui sont délégués.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est adopté le Budget Primitif 2018 des Budgets Annexes Assainissement, Régie Traitement des déchets, Opérations d'Aménagement et Réseau de Chaleur Métropole du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, arrêtés aux montants suivants, équilibrés par section :

**BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT :**

Fonctionnement	2 467 100.00 €
Investissement	1 493 543.00 €

**BUDGET ANNEXE REGIE TRAITEMENT DES  
DECHETS :**

Fonctionnement	40 000.00 €
Investissement	0.00 €

**BUDGET                      ANNEXE                      OPERATIONS**  
**D'AMENAGEMENT :**

Fonctionnement	0.00 €
Investissement	153 000.00 €

**BUDGET ANNEXE RESEAU DE CHALEUR**  
**METROPOLE :**

Fonctionnement	522 016.00 €
Investissement	234 300.00 €

**Article 2 :**

Est approuvé l'ensemble des états annexes joints aux Budgets Primitifs 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 037-3056/17/CM**

**■ Budget primitif 2018 - Approbation des budgets annexes du territoire Istres-Ouest Provence MET 17/5709/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation, à son organe délibérant les budgets primitifs 2018 des différents budgets annexes du territoire Istres-Ouest Provence afin que celui-ci les arrête définitivement.

L'approbation, de ces derniers, qui relève du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, doit se faire chapitre par chapitre.

**Budget Eau Potable**

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 3 220 593€. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

chapitre 70 - Vente de produits fabriqués, prestations de services : 2 930 103 €  
chapitre 75—Autres produits de gestion courante : 15 610 €  
chapitre 76 – Produits financiers : 1 700 €  
chapitre 042—Opérations d'ordre de transferts entre sections : 243 680 €  
chapitre 043 – Opérations d'ordre à l'intérieur de la section : 29 500 €

En dépenses

chapitre 011—Charges à caractère général : 75 349 €  
chapitre 012—Charges de personnel et frais assimilés : 48 000 €  
chapitre 65 – Autres charges de gestion courante : 10€  
chapitre 66-Charges financières : 564 235 €  
chapitre 67-Charges exceptionnelles : 20 000 €  
chapitre 023-Virement à la section d'investissement : 1 383 157 €  
chapitre 042-Opérations d'ordre de transferts entre sections : 1 100 342 €  
chapitre 043 – Opérations d'ordre à l'intérieur de la section : 29 500 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 12 112 330 €. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

chapitre 16-Emprunts et dettes assimilées 8 967 931 €  
chapitre 23 – Immobilisations en cours : 88 000 €  
chapitre 021-Virement de la section de fonctionnement : 1 383 157 €  
chapitre 040-Opérations d'ordre de transferts entre sections : 1 013 242 €  
chapitre 041-Opérations patrimoniales : 660 000 €

En dépenses

chapitre 2017502700 - Extension renouvellement mise en conformité réseaux, ouvrages 4 688 300 €  
chapitre 2017502600 – Schéma directeur : 299 090 €  
chapitre 2047502500 – Création nouveau champ captant au Ventillon : 4 791 960 €  
chapitre 16-Emprunts et dettes assimilées : 1 538 000€  
chapitre 040-Opérations d'ordre de transferts entre sections : 134 980 €  
chapitre 041-Opérations patrimoniales : 660 000 €

**Budget Assainissement**

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 5 706 675 €. Ce montant correspond aux chapitres suivants :



#### En recettes

chapitre 70 - Vente de produits fabriqués, prestations de services : 4 521 823 €  
chapitre 74 - Subventions d'exploitation : 670 000 €  
chapitre 75 - Autres produits de gestion courante : 14 000 €  
chapitre 76 - Produits financiers : 1 850 €  
chapitre 77 - Produits exceptionnels : 10 000 €  
chapitre 78 - Reprises sur provisions et dépréciations : 30 000 €  
chapitre 042 - Opérations d'ordre de transferts entre sections : 425 302 €  
chapitre 043 - Opérations d'ordre intérieur à la section : 33 700 €

#### En dépenses

chapitre 011 - Charges à caractère général : 241 500 €  
chapitre 65 - Autres charges de gestion courante : 35 000 €  
chapitre 66 - Charges financières : 1 099 250 €  
chapitre 67 - Charges exceptionnelles : 33 000 €  
chapitre 023 - Virement à la section d'investissement : 2 622 035 €  
chapitre 042 - Opérations d'ordre de transferts entre sections : 1 642 190 €  
chapitre 043 - Opérations d'ordre intérieur à la section : 33 700 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 24 926 635,33 €. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

#### En recettes

chapitre 13 - Subventions d'investissement : 40 100 €  
chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées : 10 997 920,33 €  
chapitre 23 - Immobilisation en cours : 1 581 666,67 €  
chapitre 021 - Virement de la section de fonctionnement : 2 622 035 €  
chapitre 040 - Opérations d'ordre de transferts entre sections : 1 542 780 €  
chapitre 041 - Opérations patrimoniales : 8 142 133,33 €

#### En dépenses

chapitre 2017503300 - Extension renouvellement mise conformité réseaux, ouvrages  
chapitre 2017503000 - STEP de Rassuen : 2 400 000 €  
chapitre 2017503200 - Construction PR Miramas Saint Chamas : 1 000 000 €  
chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées : 2 725 000 €  
chapitre 040 - Opérations d'ordre de transferts entre sections : 425 302 €  
chapitre 041 - Opérations patrimoniales : 8 142 133,33 €

#### Budget Entreprises

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 2 993 275 €. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

#### En recettes

chapitre 70 - Vente de produits fabriqués, prestations de services : 990 800 €  
chapitre 75 - Autres produits de gestion courante : 10 €  
chapitre 76 - Produits financiers : 48 000 €  
chapitre 042 - Opérations d'ordre de transferts entre sections : 1 567 665 €  
chapitre 043 - Opérations d'ordre intérieur à la section : 386 800 €

#### En dépenses

chapitre 011 - Charges à caractère général 339 200 €  
chapitre 65 - Autres charges de gestion courante : 16 000 €  
chapitre 66 - Charges financières : 156 000 €  
chapitre 67 - Charges exceptionnelles : 3 000 €  
chapitre 68 - Dotations aux provisions et dépréciations : 12 000 €  
chapitre 023 - Virement à la section d'investissement : 620 575 €  
chapitre 042 - Opérations d'ordre de transferts entre sections : 1 459 700 €  
chapitre 043 - Opérations d'ordre intérieur à la section : 386 800 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 3 751 220 €. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

#### En recettes

chapitre 165 - Dépôts et cautionnements 20 000 €  
chapitre 27 - Autres immobilisations financières : 112 645 €  
chapitre 021 - Virement de la section de fonctionnement : 620 575 €  
chapitre 040 - Opérations d'ordre de transferts entre sections : 1 459 700 €  
chapitre 041 - Opérations patrimoniales : 1 538 300 €

#### En dépenses

chapitre 2017503600 - Acquisitions de matériels, mobiliers, véhicules, autres : 16 748 €  
chapitre 2017504300 - Aménagement et réparations des bâtiments : 283 507 €  
chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées : 10 997 920,33 €  
chapitre 040 - Opérations d'ordre de transferts entre sections : 1 567 665 €  
chapitre 041 - Opérations patrimoniales : 1 538 300 €

#### Budget Régie Action Sociale

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 1 781 574 €. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

#### En recettes

chapitre 70 - Produits des services du domaine et ventes diverses : 417 080 €  
chapitre 74 - Dotations et Participations : 1 333 059 €  
chapitre 75 - Autres produits de gestion : 30 000 €

chapitre 042- Opérations d'ordre de transferts entre sections : 1 435 €

En dépenses

chapitre 011-Charges à caractère général :  
1 244 130 €  
chapitre 012-Charges de personnel et frais assimilés  
chapitre 65-Autres charges de gestion courante :  
19 000 €  
chapitre 67-Charges exceptionnelles : 63 000 €  
chapitre 023-Virement à la section d'investissement :  
2 805 €  
chapitre 042-Opérations d'ordre de transferts entre sections : 7 139 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 11 018 €. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

chapitre 10-Dotations, fonds divers et réserves  
1 074 €  
chapitre 021-Virement de la section de fonctionnement : 2 805 €  
chapitre 040-Opérations d'ordre de transferts entre sections : 7 139 €

En dépenses

chapitre 2017503700 - Acquisitions de matériels, mobiliers, véhicules, autres : 9 583 €  
chapitre 040-Opérations d'ordre de transferts entre sections : 1 435 €

**Budget Traitement des déchets**

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 17 586 250 €. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

chapitre 70-Produits des services du domaine et ventes diverses : 111 850 €  
chapitre 73-Impôts et taxes (TEOM) : 7 038 699 €  
chapitre 74-Dotations et Participations : 10 429 701 €  
chapitre 75-Autres produits de gestion courante :  
3 000 €  
chapitre 77-Produits exceptionnels : 3 000 €

En dépenses

chapitre 011-Charges à caractère général : 11 084 084 €  
chapitre 012-Charges de personnel et frais assimilés :  
5 845 000 €  
chapitre 65-Autres charges de gestion courante :  
8 000 €  
chapitre 67-Charges exceptionnelles : 1 000 €  
chapitre 042-Opérations d'ordre de transferts entre sections : 648 166 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 876 766 €. Ce montant correspond aux chapitres suivants :

En recettes

chapitre 10-Dotations, fonds divers et réserves :  
228 600 €

chapitre 040-Opérations d'ordre de transferts entre sections : 648 166 €

En dépenses

445 500 €  
chapitre 2017503900 - Acquisitions de matériels, mobiliers, véhicules, autres : 876 766 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Sont approuvés les budgets primitifs 2018 des budgets annexes Eau Potable, Assainissement, Entreprises, Régie Action Sociale, Traitement des déchets du territoire Istres-Ouest Provence chapitre par chapitre.

**FAG 038-3057/17/CM**

**■ Budget primitif 2018 - Approbation des Budgets Annexes de la Régie des eaux et assainissement du Territoire du Pays de Martigues  
MET 17/5561/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Suite au vote du Rapport d'Orientation Budgétaire en date du 19 Octobre 2017, il est proposé d'adopter les

budgets primitifs de la Régie des Eaux et Assainissement du Territoire du Pays de Martigues, qui s'équilibrent en dépenses et en recettes pour l'exercice 2018 à :

- 14 031 800 euros H.T. pour le Budget Annexe Eau
- 10 456 000 euros H.T. pour le Budget Annexe Assainissement

Le budget primitif de chaque budget annexe retrace l'ensemble des dépenses et recettes autorisées et prévues pour l'année 2018. Il respecte les principes énumérés dans le règlement budgétaire et financier de la Métropole.

Les présents budgets décrivent l'ensemble des crédits pour l'année 2018, aussi bien en dépenses qu'en recettes. Ceux-ci s'élèvent pour l'année à :

#### Budget Annexe de l'Eau

Section d'exploitation– Dépenses : 8 849 000 euros H.T.

Section d'investissement– Dépenses : 5 182 800 euros H.T.

Dépenses totales : 14 031 800 euros H.T.

Section d'exploitation – Recettes : 8 849 000 euros H.T.

Section d'investissement– Recettes : 5 182 800 euros H.T.

Recettes totales : 14 031 800 euros H.T.

#### Budget Annexe de l'Assainissement

Section d'exploitation– Dépenses : 6 391 000 euros H.T.

Section d'investissement– Dépenses : 4 065 000 euros H.T.

Dépenses totales : 10 456 000 euros H.T.

Section d'exploitation – Recettes : 6 391 000 euros H.T.

Section d'investissement– Recettes : 4 065 000 euros H.T.

Recettes totales : 10 456 000 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2311-1, L 2312-1 et suivants relatifs au vote du budget primitif ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'instruction budgétaire et comptable M49 relative aux services publics d'assainissement et de distribution d'eau potable ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 033-2691/17/CM approuvant le Rapport d'Orientation Budgétaire 2018 ;
- Les documents budgétaires ci-annexés ;
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux et Assainissement du Territoire du Pays de Martigues en date du 5 décembre 2017 ;
- La Commission Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues en date du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'arrêter les prévisions budgétaires des budgets annexes de l'eau et de l'assainissement du Territoire du Pays de Martigues pour l'exercice 2018.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Budget Annexe Primitif de l'Eau pour l'exercice 2018, en équilibre à 8 849 000 euros H.T pour la section d'exploitation et 5 182 800 euros H.T. pour la section d'investissement, conformément aux documents budgétaires annexés à la présente délibération.

Est approuvé le Budget Annexe Primitif de l'Assainissement pour l'exercice 2018, en équilibre à 6 391 000 euros H.T pour la section d'exploitation et 4 065 000 euros H.T. pour la section d'investissement, conformément aux documents budgétaires annexés à la présente délibération.

## **Article 2 :**

Sont adoptés les présents budgets votés au chapitre (compte à deux chiffres) pour les sections d'investissement et d'exploitation, conformément à l'arrêté du 27 août 2002.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 039-3058/17/CM**

#### **■ Participation 2018 du budget principal à l'équilibre du Budget Annexe Transport MET 17/5571/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les transports urbains constituent une forme particulière de service public dont le caractère social l'emporte sur le caractère industriel et commercial, notamment pour la fixation des tarifs.

En effet, les exigences de service public et l'application des principes de « droit au transport pour tous » y compris pour les personnes à mobilité réduite et de « libre choix par l'usager de son mode de transport » instaurés par la loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (LOTI) du 10/12/1982, ont conduit la Métropole à développer à la fois une offre de transport adaptée aux besoins des usagers, y compris dans les zones les moins denses, la réalisation d'investissements importants, tout en préservant une politique tarifaire adaptée qui facilite l'accès aux transports publics de l'ensemble des usagers.

Dans les projets de budget primitif 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains, la structure des recettes propres ne permet pas de couvrir l'ensemble des dépenses du service, il existe donc des déficits prévisionnels sur certains budgets annexes des transports qui nécessite le recours à une participation du budget principal, tel que prévu par l'article L. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, afin de respecter le principe d'équilibre budgétaire posé par l'article L 2412-1 du CGCT.

Les participations 2018 du budget principal au budget annexe des transports sont déterminées par différence entre l'ensemble des dépenses et recettes réalisées et son versement s'effectuera en fin d'exercice.

Pour information, la participation prévisionnelle inscrite au budget primitif permettant d'équilibrer le budget annexe des transports métropolitains est de 125 330 600 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le principe de la participation à l'équilibre du budget annexe Transports versée par le budget principal pour l'exercice 2018.

### **Article 2 :**

Est fixée la participation du budget principal nécessaire à l'équilibre du budget annexe Transports au montant maximum inscrit au budget primitif.

### **FAG 040-3059/17/CM**

#### **■ Participation 2018 du budget principal à l'équilibre du Budget annexe du MIN MET 17/5570/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Budget Annexe du MIN enregistre les prévisions budgétaires des sites de Saumaty et des Arnavaux ;

Le site de Saumaty est dédié au marché des produits de la mer et géré en régie en application de la délibération FCT/12/8832/CC du 26 octobre 2012. Le site des Arnavaux, pour sa part, fait l'objet d'une délégation de service public sous la forme d'un contrat de concession conclu avec la SOMIMAR.

Le site de Saumaty, exclusivement dédié aux activités liées à la pêche, connaît depuis plusieurs années une baisse d'activité. Le contrat d'affermage de la gestion de ce site étant arrivé à son terme en août 2012, la gestion directe de l'exploitation a été reprise en régie. Afin de garantir une activité équilibrée et pérenne dans les années à venir, il est apparu nécessaire

d'engager un programme de rénovation et de modernisation du site de Saumaty.

Cette mutation impose le non-renouvellement des contrats de location en cas de départ. Cette contrainte entraîne un manque de recettes budgétaires non négligeable. Le taux d'inoccupation élevé (52,94%) occasionne une perte financière à hauteur de 393 013,42 euros pour les loyers nets et de 433 843,30 euros pour les charges récupérables auprès des locataires soit un total de 826 856,72 euros.

En cas d'occupation totale du site de Saumaty, les recettes des loyers nets (766 614,60 euros) couvrent la totalité des charges non récupérables (392 499 euros). La différence 374 115,60 euros permet de maintenir, en cas de vacance de local ou d'admission en non-valeur, l'équilibre général du budget MIN.

Le contrat de concession pour l'exploitation du site des Arnavaux prévoit la prise en charge des coûts liés

aux taxes foncières rattachées au site, d'un montant estimé à 719 635,00 euros

A l'établissement du Budget 2018, il est apparu un déficit de fonctionnement qui est la conséquence directe de la contrainte imposée au budget MIN pour préparer la conversion du site de Saumaty, ainsi que la charge importante relative à la prise en charge de la fiscalité foncière du MIN des Arnavaux.

Le Budget Annexe étant déficitaire, il a été convenu, comme le prévoit l'article L2224-2 du CGCT, d'inscrire une participation versée par le Budget Principal afin de respecter le principe d'équilibre budgétaire posé par l'article L2412-1 du CGCT et l'augmentation de la tarification ne pouvant sans être excessive, combler le déficit.

Pour information, le mode de calcul pour chiffrer la participation, d'un montant de 1 172 376,12 euros, inscrite au budget 2018 permettant d'équilibrer le budget annexe MIN est détaillé ci-dessous :

Montant loyer pour une occupation totale (base 2017)	766 614,60	(1)
Montant prévisionnel des loyers (lots occupés 2017)	373 601,18	(2)
Perte sur loyers (lots inoccupés 2016)	393 013,42	(3) = (1) - (2)
Taux de surface inoccupée	52,94%	(4)
Montant des charges récupérables (base BP 2017)	819 500,00	(5)
Perte sur charges récupérables	433 843,30	(6) = (4)*(5)
<b>Total des pertes</b>	<b>826 856,72</b>	<b>(7) = (3)+(6)</b>
Excédent prévisionnel si occupation à 100% site Saumaty	374 115,60	(8)=(1)- charges non récupérables
<b>Participation site Saumaty</b>	<b>452 741,12</b>	<b>(9) = (7)-(8)</b>
Déficit du site des Arnavaux	- 719 635,00	
<b>Participation site Arnavaux</b>	<b>719 635,00</b>	<b>(10)</b>
<b>Participation totale</b>	<b>1 172 376,12</b>	<b>(9) + (10)</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le principe de la participation 2018 à l'équilibre du Budget Annexe MIN versée en fin d'exercice par le Budget Principal.

**Article 2 :**

Est approuvé le mode de calcul de la participation du Budget Principal nécessaire, après ajustement des montants en fonction de l'exécution budgétaire et du taux d'occupation ainsi que des données définitives de l'exercice 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 041-3060/17/CM**

**■ Participation 2018 du Budget Principal au Budget annexe Réseau de Chaleur du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile Urbain  
MET 17/5477/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La compétence Réseau de Chaleur devenant une compétence Métropolitaine à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Commune de Coudoux va transférer son réseau de chaleur à la Métropole. Le Pays d'Aubagne et de l'Etoile étant gestionnaire de son propre réseau de chaleur doit intégrer dans son budget annexe 2018 existant le réseau de la commune de Coudoux situé sur le Territoire du Pays d'Aix.

Concernant spécifiquement le réseau de chaleur urbain d'Aubagne, il est fait état d'une insuffisance du réseau de chaleur à fournir de façon constante et satisfaisante le niveau de chaleur attendu aux logements connectés sur le site de Rousselot. Le réseau fournit 445 logements et 2 500m<sup>2</sup> de tertiaire depuis le 1<sup>er</sup> mars 2014.

En effet, les interventions sont nombreuses tout au long de la période hivernale sur la chaufferie pour pallier à sa mise en défaut et à ses dysfonctionnements, occasionnant un surcoût.

Afin de prévenir tout risque de rupture de la fourniture de chaleur à la population concernée, il a été fait le choix de mettre en place une chaufferie de secours au fuel, provisoire, depuis avril 2016 dont le coût de location est de près de 7000 € par mois (hors carburant). Sur l'année 2017, la chaufferie a beaucoup tourné entraînant des surcoûts important tant en location qu'en consommation de fuel.

En parallèle, il a été fait le choix de créer une nouvelle chaufferie dont le montant des études et des travaux est estimé à 150 000 €. Ces travaux seront normalement engagés courant 2018.

Dans l'attente et afin de ne pas exposer les ménages au risque toujours accru de rupture franche pour plus de 48h en cas de panne du chauffage en période hivernale, il a été fait le choix du maintien de la chaufferie de secours.

Ainsi, pour 2018, plusieurs postes de dépenses s'ajoutent aux postes récurrents de ce budget :

- une location de la chaufferie de secours de janvier à juin (temps de réalisation des travaux d'installation de la chaufferie de secours ou complémentaire) ;
- une consommation de fuel estimé à 20 % de la consommation de bois ;
- une étude et des travaux pour la chaufferie de secours.

Afin de permettre le financement des charges obligatoires imputées sur le Budget Annexe mais incombant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire des équipements, une participation exceptionnelle prévisionnelle est inscrite au Budget Principal pour le Budget Annexe du Réseau de Chaleur Urbain. Elle s'avère nécessaire lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs, conformément à l'article L.2224-2 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour ce Budget Annexe, le montant total du surcoût pour le maintien de la chaufferie de secours s'élève à 82 000 €.

Près de 75 000 € sont virés vers la section d'investissement pour permettre le financement des travaux sur la chaufferie de secours.

Les recettes réelles d'exploitation hors subvention exceptionnelle de 382 016 € sont d'un montant inférieur aux dépenses d'exploitation de 522 016 €.

En l'absence de participation exceptionnelle versée par le Budget Principal au Budget Annexe, l'augmentation théorique des tarifs pour couvrir le financement des surcoûts serait de près de 47%.

Les crédits prévisionnels votés pour la subvention exceptionnelle dans les différents documents budgétaires pourront ne pas être intégralement exécutés à l'issue de l'exercice selon le niveau de réalisation des recettes et du taux d'exécution des dépenses. Ils n'ont pas pour objet de compenser purement et simplement un déficit de fonctionnement

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix Marseille-Provence
- La délibération du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de fournir de façon constante et satisfaisante un niveau de chaleur attendu aux usagers ;
- Le besoin de conserver la chaufferie de location le temps de la réalisation des travaux de la nouvelle chaufferie de secours permanente.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée une participation exceptionnelle de 140 000 € du Budget Principal au Budget Annexe Réseau de Chaleur Métropole.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole en section de fonctionnement sur le chapitre 77, nature 774.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 042-3061/17/CM**

**■ Participation 2018 du budget principal à l'équilibre des budgets annexes de la collecte et du traitement des déchets  
MET 17/5572/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La gestion des déchets ménagers et assimilés est, depuis le 1er janvier 2017, exercée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en lieu et place des EPCI fusionnées en vertu des dispositions de l'article L.5218.1 du CGCT.

Certains EPCI (les ex-CA Salon Etang de Berre Durance, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues) exerçaient la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés au sein du budget principal. En 2017, pour les territoires qui recouvrent les périmètres de ces trois anciens EPCI, les dépenses et les recettes qui sont affectées à la compétence « déchets » sont inscrites selon leur nature au sein du Budget Principal de la Métropole ou dans les états spéciaux respectifs des trois territoires.

D'autres EPCI (ex-CU Marseille Provence Métropole, ex-CA du Pays d'Aix-en-Provence, et ex-SAN Ouest Provence) avaient créé un Budget Annexe dédié à la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés afin d'individualiser les recettes et les dépenses qui lui sont afférentes. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), et au besoin une participation complémentaire versée à partir des recettes du budget principal assuraient pour l'essentiel le financement de ces budgets.

Au 1er janvier 2017, le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères inscrit au sein de chacun de ces Budgets Annexes est désormais comptabilisé dans son intégralité au sein du Budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. En effet, le produit d'une taxe ne peut être scindé au sein d'une même collectivité entre différents budgets.

Par conséquent, il doit être opéré pour chacun des trois budgets annexes « déchets » des reversements de fiscalité au titre de la TEOM perçue sur leurs

périmètres respectifs. Par ailleurs, des contributions complémentaires du Budget Principal doivent être opérées lorsque le besoin d'équilibre des budgets excède le produit de la TEOM.

Ainsi les reversements de fiscalité représentatifs du produit de TEOM des territoires, évalués d'après les bases notifiées 2018 transmises par la direction régionale des finances publiques, ont été inscrits au budget primitif 2018 à hauteur des montants suivants :

- budget annexe « déchets », Territoire Marseille-Provence : 200 874 634,00 euros ;

- budget annexe « déchets », Territoire, Pays d'Aix : 55 300 000,00 euros ;

- budget annexe « déchets », Territoire, Istres Ouest Provence : 7 038 698,70 euros.

Enfin, des contributions complémentaires ont été inscrites au budget primitif 2018 permettant d'équilibrer les budgets annexes :

- budget annexe « déchets », Territoire, Marseille-Provence : 9 386 751,00 euros;

- budget annexe « déchets » Territoire, Istres Ouest Provence : 9 779 701,00 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire NOR DEVPR0000020C n°249 du 10 novembre 2000 relative à la gestion de l'élimination des déchets ménagers.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le principe d'un reversement de fiscalité représentatif du produit de la taxe d'enlèvement des

ordures ménagères perçue sur les territoires en faveur des différents Budgets Annexes dédiés à la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés, ainsi qu'une contribution complémentaire du Budget Principal.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le fait que la contribution complémentaire du Budget Principal nécessaire à l'équilibre des budgets annexes « déchets » est déterminée par la différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées des Budgets Annexes. La participation est fixée au montant maximum inscrit au Budget Primitif, soit 19 166 452,00 euros.

#### **Article 3 :**

Les reversements de fiscalité et les contributions complémentaires seront versés par douzième.

#### **Article 4 :**

Les crédits correspondants aux reversements de fiscalité seront inscrits en recettes de la section de fonctionnement des Budgets Annexes sous la nature 7331 et 74888.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires aux reversements de fiscalité seront inscrits en dépenses de la section de fonctionnement du Budget Principal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence sous la nature 7398.

#### **Article 6 :**

Les crédits correspondants aux contributions complémentaires seront inscrits en recettes de la section de fonctionnement :

- du budget annexe du territoire Marseille Provence sous la nature 75822;

- du budget annexe du territoire Istres Ouest Provence sous la nature 74751.

#### **Article 7 :**

Les crédits nécessaires aux contributions complémentaires seront inscrits en dépenses de la section de fonctionnement du Budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sous la nature 657363.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



**FAG 043-3062/17/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Dissolution du Budget Annexe de la Régie du réseau transports Ulysse  
MET 17/6002/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 en substitution des différentes autorités organisatrices de transport préexistantes.

Elle exploite en régies dotées de la seule autonomie financière le réseau transports Ulysse desservant les communes de Martigues, Port de Bouc et Saint Mitre les Remparts.

Par délibération n° TRA 009-2333/17/CM du 13 Juillet 2017, la Métropole a souhaité confier à la Régie des Transports Métropolitains, dans le cadre du Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport urbain entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains, l'exploitation de la Régie du réseau transports Ulysse à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017.

Il convient aujourd'hui de mettre fin à l'exploitation de la Régie du réseau transports Ulysse. A l'issue de la gestion 2017, le budget annexe de la Régie du réseau transports Ulysse sera dissous.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est prononcée la dissolution du Budget annexe de la Régie du réseau transports Ulysse à l'issue de la gestion 2017.

**Article 2 :**

Monsieur le comptable public est autorisé à procéder à toutes les écritures comptables nécessaires à la réintégration de ce budget, au Budget annexe transport Métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 044-3063/17/CM**

**■ Modification des attributions de compensation des communes du Pays Salonais  
MET 17/5607/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En contrepartie de la mise en place d'une intercommunalité à fiscalité professionnelle unique, l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts a prévu des versements en faveur des communes membres sous la forme d'attributions de compensation. L'attribution de compensation correspond au produit des taxes transférées à l'intercommunalité perçu au titre de l'année précédant le passage à la fiscalité professionnelle unique, diminué du coût net des charges transférées. Lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le montant des attributions de compensation correspond à celui adopté par les anciennes intercommunalités.

Ces attributions de compensation, versées ou perçues au cours de l'exercice 2017, constituent une dépense obligatoire de la Métropole et ne peuvent pas être indexées.

Avant la création de la Métropole, certaines intercommunalités avaient intégré leur montant de dotation de solidarité communautaire au sein de l'attribution de compensation. La Communauté d'agglomération Agglopolice Provence n'a pas incorporé, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la totalité des montants de dotation de solidarité communautaire. Cette situation entraîne une perte de ressources pour les communes du Territoire du Pays Salonais, et pourrait porter atteinte à leur capacité de financer les politiques publiques qu'elles réalisent.

L'instauration d'une dotation de solidarité communautaire à l'échelle de la métropole n'aurait pas permis d'attribuer des fonds aux seules communes de ce territoire car elle doit être versée selon des critères identiques pour toutes les communes. C'est la raison pour laquelle un dispositif

de « subvention de fonctionnement », en faveur des communes du territoire du Pays Salonais, a été mis en place par une délibération du 30 juin 2016.

Pour sécuriser ce versement pour les années à venir suite à la lettre d'observation du Préfet du 14 mars 2017, il est proposé que ces montants soient intégrés dans l'attribution de compensation des communes concernées.

Le 1°bis du V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts dispose que :

« Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers,

et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges ».

En application de ces dispositions, un rapport a été soumis pour avis à la Commission locale d'évaluation des charges transférées proposant une majoration des attributions de compensation de 10 000 000 € pour les communes du Pays Salonais.

Code INSEE	Territoire	Communes	AC 2017	Montant subvention de fonctionnement voté le 15/12/2016	AC 2018 "socle"*
13003	Territoire du Pays Salonais	ALLEINS	577 888,00 €	160 601,28 €	738 489,28 €
13008	Territoire du Pays Salonais	AURONS	151 520,00 €	55 730,85 €	207 250,85 €
13014	Territoire du Pays Salonais	BERRE-L'ETANG	34 240 265,00 €	867 422,29 €	35 107 687,29 €
13024	Territoire du Pays Salonais	CHARLEVAL	789 163,00 €	163 044,83 €	952 207,83 €
13035	Territoire du Pays Salonais	EYGUIERES	1 578 706,00 €	499 579,19 €	2 078 285,19 €
13009	Territoire du Pays Salonais	LA BARBEN	190 403,00 €	39 147,67 €	229 550,67 €
13037	Territoire du Pays Salonais	LA FARE-LES-OLIVIERS	2 244 407,00 €	489 536,68 €	2 733 943,68 €
13049	Territoire du Pays Salonais	LAMANON	1 181 694,00 €	91 154,25 €	1 272 848,25 €
13051	Territoire du Pays Salonais	LANCON-PROVENCE	2 432 709,00 €	589 969,12 €	3 022 678,12 €
13053	Territoire du Pays Salonais	MALLEMORT	3 022 581,00 €	456 172,52 €	3 478 753,52 €
13069	Territoire du Pays Salonais	PELISSANNE	1 773 652,00 €	684 243,61 €	2 457 895,61 €
13081	Territoire du Pays Salonais	ROGNAC	8 723 895,00 €	666 996,30 €	9 390 891,30 €
13092	Territoire du Pays Salonais	SAINT-CHAMAS	2 471 692,00 €	568 145,60 €	3 039 837,60 €
13103	Territoire du Pays Salonais	SALON-DE-PROVENCE	17 062 849,00 €	3 420 586,75 €	20 483 435,75 €
13105	Territoire du Pays Salonais	SENAS	2 325 982,00 €	548 407,36 €	2 874 389,36 €
13112	Territoire du Pays Salonais	VELAUX	2 814 096,00 €	594 468,84 €	3 408 564,84 €
13115	Territoire du Pays Salonais	VERNEGUES	331 446,00 €	104 792,86 €	436 238,86 €

\* L'attribution de compensation « socle » correspond aux montants qui seront versés aux communes avant qu'ils soient modifiés dans le cadre des transferts de compétence prévus par la loi au 1er janvier 2018.

Afin d'aboutir dans la modification des attributions de compensation, le Conseil de la Métropole doit approuver cette évolution à la majorité des deux tiers. Ensuite, les conseils municipaux des communes membres intéressées devront approuver les nouveaux montants des attributions de compensation pour qu'ils soient applicables.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts, et notamment l'article 1609 nonies C ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 009-1742/17/CM du 30 mars 2017 approuvant les attributions de compensation de l'année 2017 ;
- La délibération n°FAG032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le Budget Primitif 2017 du budget principal de la Métropole ;
- L'avis du 27 octobre 2017 de la Commission d'évaluation des charges transférées.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,

Considérant

Délibère

**Article 1 :**

Le montant des attributions de compensation 2018 est  
modifié pour les communes suivantes :

Code INSEE	Territoire	Communes	AC 2018 "socle"*
13003	Territoire du Pays Salonais	ALLEINS	738 489,28 €
13008	Territoire du Pays Salonais	AURONS	207 250,85 €
13014	Territoire du Pays Salonais	BERRE-L'ETANG	35 107 687,29 €
13024	Territoire du Pays Salonais	CHARLEVAL	952 207,83 €
13035	Territoire du Pays Salonais	EYGUIERES	2 078 285,19 €
13009	Territoire du Pays Salonais	LA BARBEN	229 550,67 €
13037	Territoire du Pays Salonais	LA FARE-LES-OLIVIERS	2 733 943,68 €
13049	Territoire du Pays Salonais	LAMANON	1 272 848,25 €
13051	Territoire du Pays Salonais	LANCON-PROVENCE	3 022 678,12 €
13053	Territoire du Pays Salonais	MALLEMORT	3 478 753,52 €
13069	Territoire du Pays Salonais	PELISSANNE	2 457 895,61 €
13081	Territoire du Pays Salonais	ROGNAC	9 390 891,30 €
13092	Territoire du Pays Salonais	SAINT-CHAMAS	3 039 837,60 €
13103	Territoire du Pays Salonais	SALON-DE-PROVENCE	20 483 435,75 €
13105	Territoire du Pays Salonais	SENAS	2 874 389,36 €
13112	Territoire du Pays Salonais	VELAUX	3 408 564,84 €
13115	Territoire du Pays Salonais	VERNEGUES	436 238,86 €

\* L'attribution de compensation « socle » correspond  
aux montants qui seront versés aux communes avant  
qu'ils soient modifiés dans le cadre des transferts de  
compétence prévus par la loi au 1er janvier 2018.

**Article 2 :**

Le montant de l'attribution de compensation positive  
est majoré de 10 000 000 € au titre de 2018.

**Article 3 :**

Les attributions de compensation positives sont  
inscrites au budget principal de la Métropole : nature  
7391211.

**Article 4 :**

Les conseils municipaux des communes membres  
intéressées sont appelés à se prononcer sur la  
modification de l'attribution de compensation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 045-3064/17/CM**

**■ Modification des attributions de compensation  
des communes du Pays d'Aix  
MET 17/5603/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur  
soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En contrepartie de la mise en place d'une intercommunalité à fiscalité professionnelle unique, l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts a prévu des reversements en faveur des communes membres sous la forme d'attributions de compensation. L'attribution de compensation correspond au produit des taxes transférées à l'intercommunalité perçu au titre de l'année précédant le passage à la fiscalité professionnelle unique, diminué du coût net des charges transférées. Lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le montant des attributions de compensation correspond à celui adopté par les anciennes intercommunalités.

Ces attributions de compensation, versées ou perçues au cours de l'exercice 2017, constituent une dépense obligatoire de la Métropole et ne peuvent pas être indexées.

Avant la création de la Métropole, certaines intercommunalités avaient intégré leur montant de dotation de solidarité communautaire au sein de l'attribution de compensation. La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix n'a pas incorporé, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la totalité des montants de dotation de solidarité communautaire. Cette situation entraîne une perte de ressources pour les communes des Territoires du Pays d'Aix, et pourrait porter atteinte à leur capacité de financer les politiques publiques qu'elles réalisent.

L'instauration d'une dotation de solidarité communautaire à l'échelle de la Métropole n'aurait pas permis d'attribuer des fonds aux seules communes de ce territoire car elle doit être versée selon des critères identiques pour toutes les communes. C'est la raison pour laquelle un dispositif de « subvention de fonctionnement », en faveur des communes du territoire du Pays d'Aix a été mis en place par une délibération du 30 juin 2016.

Pour sécuriser ce versement pour les années à venir suite à la lettre d'observation du Préfet du 14 mars 2017, il est proposé que ces montants soient intégrés dans l'attribution de compensation des communes concernées.

Le 1<sup>er</sup> bis du V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts dispose que :

« Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges ».

En application de ces dispositions, un rapport a été soumis pour avis à la Commission locale d'évaluation des charges transférées proposant une majoration des attributions de compensation de 3 500 002 € pour les communes du Pays d'Aix.

Code INSEE	Territoire	Communes	AC 2017	Montant subvention de fonctionnement voté le 15/12/2016	AC 2018 "socle"*
13001	Territoire du Pays d'Aix	AIX-EN-PROVENCE	60 018 124,07 €	1 162 957,00 €	61 181 081,07 €
13012	Territoire du Pays d'Aix	BEAURECUEIL	303 368,00 €	7 386,00 €	310 754,00 €
13015	Territoire du Pays d'Aix	BOUC-BEL-AIR	3 995 038,00 €	102 358,00 €	4 097 396,00 €
13019	Territoire du Pays d'Aix	CABRIES	3 491 874,20 €	78 199,00 €	3 570 073,20 €
13025	Territoire du Pays d'Aix	CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	584 170,00 €	18 512,00 €	602 682,00 €
13118	Territoire du Pays d'Aix	COUDOUX	640 318,00 €	28 600,00 €	668 918,00 €
13032	Territoire du Pays d'Aix	EGUILLES	2 038 030,00 €	67 791,00 €	2 105 821,00 €
13040	Territoire du Pays d'Aix	FUVEAU	1 461 689,00 €	66 430,00 €	1 528 119,00 €
13041	Territoire du Pays d'Aix	GARDANNE	6 441 467,00 €	191 352,00 €	6 632 819,00 €
13046	Territoire du Pays d'Aix	GREASQUE	571 408,00 €	31 065,00 €	602 473,00 €
13048	Territoire du Pays d'Aix	JOUQUES	1 029 176,00 €	74 445,00 €	1 103 621,00 €
13084	Territoire du Pays d'Aix	LA ROQUE-D'ANTHERON	1 674 433,00 €	53 748,00 €	1 728 181,00 €
13050	Territoire du Pays d'Aix	LAMBESC	1 500 395,00 €	90 386,00 €	1 590 781,00 €
13080	Territoire du Pays d'Aix	LE PUY-SAINTE-REPARADE	1 427 748,00 €	48 679,00 €	1 476 427,00 €
13109	Territoire du Pays d'Aix	LE THOLONET	702 079,00 €	17 055,00 €	719 134,00 €
13071	Territoire du Pays d'Aix	LES PENNES-MIRABEAU	8 649 698,00 €	147 190,00 €	8 796 888,00 €
13059	Territoire du Pays d'Aix	MEYRARGUES	1 229 819,00 €	48 876,00 €	1 278 695,00 €
13060	Territoire du Pays d'Aix	MEYREUIL	3 322 969,38 €	60 659,00 €	3 383 628,38 €
13062	Territoire du Pays d'Aix	MIMET	917 161,00 €	48 781,00 €	965 942,00 €
13072	Territoire du Pays d'Aix	PEYNIER	804 955,00 €	34 175,00 €	839 130,00 €
13074	Territoire du Pays d'Aix	PEYROLLES-EN-PROVENCE	1 293 497,00 €	52 174,00 €	1 345 671,00 €
13079	Territoire du Pays d'Aix	PUYLOUBIER	457 324,00 €	40 669,00 €	497 993,00 €
13082	Territoire du Pays d'Aix	ROGNES	880 626,00 €	43 280,00 €	923 906,00 €
13087	Territoire du Pays d'Aix	ROUSSET	8 970 181,00 €	82 823,00 €	9 053 004,00 €
13090	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	296 124,00 €	10 261,00 €	306 385,00 €
13091	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-CANNAT	1 100 918,00 €	53 461,00 €	1 154 379,00 €
13093	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-ESTEVE-JANSON	455 822,00 €	4 770,00 €	460 592,00 €
13095	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-MARC-JAUMEGARDE	668 740,00 €	15 096,00 €	683 836,00 €
13099	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE	1 647 666,00 €	20 093,00 €	1 667 759,00 €
13107	Territoire du Pays d'Aix	SIMIANE-COLLONGUE	1 444 396,00 €	49 752,00 €	1 494 148,00 €
13110	Territoire du Pays d'Aix	TRETS	1 976 599,00 €	103 611,00 €	2 080 210,00 €
13111	Territoire du Pays d'Aix	VAUVENARGUES	366 236,00 €	26 602,00 €	392 838,00 €
13113	Territoire du Pays d'Aix	VENELLES	2 248 372,00 €	57 765,00 €	2 306 137,00 €
13114	Territoire du Pays d'Aix	VENTABREN	929 810,00 €	42 187,00 €	971 997,00 €
13117	Territoire du Pays d'Aix	VITROLLES	32 340 271,25 €	369 594,00 €	32 709 865,25 €
84089	Territoire du Pays d'Aix	PERTUIS	5 309 409,00 €	149 220,00 €	5 458 629,00 €

\* L'attribution de compensation « socle » correspond aux montants qui seront versés aux communes avant qu'ils soient modifiés dans le cadre des transferts de compétence prévus par la loi au 1er janvier 2018.

Afin d'aboutir dans la modification des attributions de compensation, le Conseil de la Métropole doit approuver cette évolution à la majorité des deux tiers. Ensuite, les conseils municipaux des communes membres intéressées devront approuver les nouveaux montants des attributions de compensation pour qu'ils soient applicables.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts, et notamment l'article 1609 nonies C ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 009-1742/17/CM du 30 mars 2017 approuvant les attributions de compensation de l'année 2017 ;
- La délibération n°FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le Budget Primitif 2017 du budget principal de la Métropole ;
- L'avis du 27 octobre 2017 de la Commission d'évaluation des charges transférées.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

**Article 1 :**

Le montant des attributions de compensation 2018 est modifié pour les communes suivantes :

Code INSEE	Territoire	Communes	AC 2018 socle
13001	Territoire du Pays d'Aix	AIX-EN-PROVENCE	61 181 081,07 €
13012	Territoire du Pays d'Aix	BEAURECUEIL	310 754,00 €
13015	Territoire du Pays d'Aix	BOUC-BEL-AIR	4 097 396,00 €
13019	Territoire du Pays d'Aix	CABRIES	3 570 073,20 €
13025	Territoire du Pays d'Aix	CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	602 682,00 €
13118	Territoire du Pays d'Aix	COUDOUX	668 918,00 €
13032	Territoire du Pays d'Aix	EGUILLES	2 105 821,00 €
13040	Territoire du Pays d'Aix	FUVEAU	1 528 119,00 €
13041	Territoire du Pays d'Aix	GARDANNE	6 632 819,00 €
13046	Territoire du Pays d'Aix	GREASQUE	602 473,00 €
13048	Territoire du Pays d'Aix	JOUQUES	1 103 621,00 €
13084	Territoire du Pays d'Aix	LA ROQUE-D'ANTHERON	1 728 181,00 €
13050	Territoire du Pays d'Aix	LAMBESC	1 590 781,00 €
13080	Territoire du Pays d'Aix	LE PUY-SAINTE-REPARADE	1 476 427,00 €
13109	Territoire du Pays d'Aix	LE THOLONET	719 134,00 €
13071	Territoire du Pays d'Aix	LES PENNES-MIRABEAU	8 796 888,00 €
13059	Territoire du Pays d'Aix	MEYRARGUES	1 278 695,00 €
13060	Territoire du Pays d'Aix	MEYREUIL	3 383 628,38 €
13062	Territoire du Pays d'Aix	MIMET	965 942,00 €
13072	Territoire du Pays d'Aix	PEYNIER	839 130,00 €
13074	Territoire du Pays d'Aix	PEYROLLES-EN-PROVENCE	1 345 671,00 €
13079	Territoire du Pays d'Aix	PUYLOUBIER	497 993,00 €
13082	Territoire du Pays d'Aix	ROGNES	923 906,00 €
13087	Territoire du Pays d'Aix	ROUSSET	9 053 004,00 €
13090	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	306 385,00 €
13091	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-CANNAT	1 154 379,00 €
13093	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-ESTEVE-JANSON	460 592,00 €
13095	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-MARC-JAUMEGARDE	683 836,00 €
13099	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE	1 667 759,00 €
13107	Territoire du Pays d'Aix	SIMIANE-COLLONGUE	1 494 148,00 €
13110	Territoire du Pays d'Aix	TRETS	2 080 210,00 €
13111	Territoire du Pays d'Aix	VAUVENARGUES	392 838,00 €
13113	Territoire du Pays d'Aix	VENELLES	2 306 137,00 €
13114	Territoire du Pays d'Aix	VENTABREN	971 997,00 €
13117	Territoire du Pays d'Aix	VITROLLES	32 709 865,25 €
84089	Territoire du Pays d'Aix	PERTUIS	5 458 629,00 €

\* L'attribution de compensation « socle » correspond aux montants qui seront versés aux communes avant qu'ils soient modifiés dans le cadre des transferts de compétence prévus par la loi au 1er janvier 2018.

## **Article 2 :**

Le montant de l'attribution de compensation positive est majoré de 3 500 002 € au titre de 2018.

## **Article 3 :**

Les attributions de compensation positives sont inscrites au budget principal de la Métropole : nature 7391211.

## **Article 4 :**

Les conseils municipaux des communes membres intéressées sont appelés à se prononcer sur la modification de l'attribution de compensation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 046-3065/17/CM**

#### **■ Approbation des montants de l'attribution de compensation provisoire des communes membres pour l'année 2018 suite aux transferts des compétences MET 17/5671/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts (CGI), une commission locale d'évaluation des charges transférées a été créée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et les 92 communes-membres. Celle-ci a évalué les charges transférées en adoptant des rapports intermédiaires.

C'est dans ce cadre que la commission locale d'évaluation des charges a, les 27 octobre et 28 novembre 2017, adopté des rapports intermédiaires d'évaluation des charges et acté la prise en compte des restitutions de compétences. Ces évaluations permettent d'ores et déjà d'actualiser le montant de l'attribution de compensation pour l'année 2018 de manière provisoire en attendant l'évaluation définitive des charges transférées.

Le montant prévisionnel des charges transférées est évalué par la CLECT à la somme annuelle de 66,5 millions d'euros. Il convient en conséquence de prendre acte de cette évaluation et de communiquer aux communes membres le montant de l'attribution de compensation provisoire pour l'année 2018 tenant compte de ces transferts de charges.

L'évolution des attributions de compensation en 2018 est la suivante :



Communes	AC 2018 socle*	Montant prévisionnel des charges transférées**	AC 2018 provisoire
AIX-EN-PROVENCE	61 181 081,07 €	12 510 992 €	48 670 090,00 €
ALLAUCH	943 284,00 €	56 207 €	887 077,00 €
ALLEINS	738 489,28 €	-90 120 €	828 609,00 €
AUBAGNE	18 179 525,85 €	5 961 157 €	12 218 369,00 €
AURIOL	614 936,00 €	784 818 €	-169 882,00 €
AURONS	207 250,85 €	11 715 €	195 536,00 €
BEAURECUEIL	310 754,00 €	33 793 €	276 961,00 €
BELCODENE	92 530,02 €	71 250 €	21 280,00 €
BERRE-L'ETANG	35 107 687,29 €	503 834 €	34 603 854,00 €
BOUC-BEL-AIR	4 097 396,00 €	1 018 031 €	3 079 365,00 €
CABRIES	3 570 073,20 €	980 152 €	2 589 921,00 €
CADOLIVE	90 374,69 €	72 908 €	17 467,00 €
CARNOUX-EN-PROVENCE	116 484,00 €	14 751 €	101 733,00 €
CARRY-LE-ROUET	-132 231,00 €	22 685 €	-154 916,00 €
CASSIS	43 164,00 €	50 700 €	-7 536,00 €
CEYRESTE	-96 067,00 €	18 741 €	-114 808,00 €
CHARLEVAL	952 207,83 €	-111 114 €	1 063 322,00 €
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	602 682,00 €	165 544 €	437 138,00 €
CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	12 824 428,00 €	57 581 €	12 766 847,00 €
CORNILLON-CONFOUX	1 215 036,84 €	109 470 €	1 105 566,00 €
COUDOUX	668 918,00 €	184 606 €	484 312,00 €
CUGES-LES-PINS	273 083,00 €	175 474 €	97 609,00 €
EGUILLES	2 105 821,00 €	469 382 €	1 636 439,00 €
ENSUES-LA-REDONNE	246 041,00 €	15 869 €	230 172,00 €
EYGUIERES	2 078 285,19 €	186 920 €	1 891 365,00 €
FOS-SUR-MER	30 926 618,49 €	1 800 043 €	29 126 576,00 €
FUVEAU	1 528 119,00 €	489 072 €	1 039 047,00 €
GARDANNE	6 632 819,00 €	1 864 439 €	4 768 380,00 €
GEMENOS	8 111 925,00 €	147 089 €	7 964 836,00 €
GIGNAC-LA-NERTHE	773 229,00 €	20 245 €	752 984,00 €
GRANS	4 558 158,16 €	250 369 €	4 307 789,00 €
GREASQUE	602 473,00 €	187 036 €	415 437,00 €
ISTRES	65 521 623,83 €	4 802 697 €	60 718 927,00 €
JOUQUES	1 103 621,00 €	219 180 €	884 441,00 €
LA BARBEN	229 550,67 €	27 782 €	201 769,00 €
LA BOUILLADISSE	224 308,24 €	228 901 €	-4 593,00 €
LA CIOTAT	7 249 536,00 €	88 150 €	7 161 386,00 €
LA DESTROUSSE	225 375,00 €	166 995 €	58 380,00 €
LA FARE-LES-OLIVIERS	2 733 943,68 €	144 137 €	2 589 807,00 €
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 892 717,00 €	399 161 €	1 493 556,00 €
LA ROQUE-D'ANTHERON	1 728 181,00 €	287 626 €	1 440 555,00 €
LAMANON	1 272 848,25 €	-96 327 €	1 369 176,00 €
LAMBESC	1 590 781,00 €	594 413 €	996 368,00 €
LANCON-PROVENCE	3 022 678,12 €	171 701 €	2 850 977,00 €

\* L'attribution de compensation « socle » correspond aux montants des attributions de compensation prenant en compte les modifications opérées pour les Territoires du Pays d'Aix et du Pays Salonais soumises à l'approbation du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017, ainsi que la modification pour la Commune d'Istres approuvée par la délibération du 19 octobre 2017.

Communes	AC 2018 socle*	Montant prévisionnel des charges transférées**	AC 2018 provisoire
LE PUY-SAINTE-REPARADE	1 476 427,00 €	300 643 €	1 175 784,00 €
LE ROVE	353 355,00 €	6 012 €	347 343,00 €
LE THOLONET	719 134,00 €	240 912 €	478 222,00 €
LES PENNES-MIRABEAU	8 796 888,00 €	2 021 002 €	6 775 886,00 €
MALLEMORT	3 478 753,52 €	-270 492 €	3 749 246,00 €
MARIGNANE	9 583 002,00 €	156 140 €	9 426 862,00 €
MARSEILLE	140 030 345,00 €	3 427 657 €	136 602 688,00 €
MARTIGUES	101 563 362,77 €	6 168 683 €	95 394 680,00 €
MEYRARGUES	1 278 695,00 €	203 990 €	1 074 705,00 €
MEYREUIL	3 383 628,38 €	471 346 €	2 912 282,00 €
MIMET	965 942,00 €	194 942 €	771 000,00 €
MIRAMAS	32 292 676,91 €	2 906 069 €	29 386 608,00 €
PELISSANNE	2 457 895,61 €	216 559 €	2 241 337,00 €
PERTUIS	5 458 629,00 €	1 376 693 €	4 081 936,00 €
PEYNIER	839 130,00 €	168 074 €	671 056,00 €
PEYPIN	628 044,02 €	292 111 €	335 933,00 €
PEYROLLES-EN-PROVENCE	1 345 671,00 €	368 404 €	977 267,00 €
PLAN-DE-CUQUES	387 734,00 €	31 355 €	356 379,00 €
PORT-DE-BOUC	12 033 725,60 €	1 163 609 €	10 870 117,00 €
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	6 807 612,58 €	1 121 261 €	5 686 352,00 €
PUYLOUBIER	497 993,00 €	83 407 €	414 586,00 €
ROGNAC	9 390 891,30 €	266 445 €	9 124 446,00 €
ROGNES	923 906,00 €	266 095 €	657 811,00 €
ROQUEFORT-LA-BEDOULE	341 696,00 €	26 963 €	314 733,00 €
ROQUEVAIRE	665 080,00 €	486 333 €	178 747,00 €
ROUSSET	9 053 004,00 €	732 375 €	8 320 629,00 €
SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	306 385,00 €	16 798 €	289 587,00 €
SAINT-CANNAT	1 154 379,00 €	396 595 €	757 784,00 €
SAINT-CHAMAS	3 039 837,60 €	120 160 €	2 919 677,00 €
SAINT-ESTEVE-JANSON	460 592,00 €	40 966 €	419 626,00 €
SAINT-MARC-JAUMEGARDE	683 836,00 €	99 021 €	584 815,00 €
SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	2 298 429,14 €	372 368 €	1 926 061,00 €
SAINT-PAUL-LES-DURANCE	1 667 759,00 €	201 233 €	1 466 526,00 €
SAINT-SAVOURNIN	68 585,40 €	116 443 €	-47 857,00 €
SAINT-VICTORET	957 740,00 €	32 051 €	925 689,00 €
SAINT-ZACHARIE	366 859,00 €	363 329 €	3 530,00 €
SALON-DE-PROVENCE	20 483 435,75 €	786 011 €	19 697 425,00 €
SAUSSET-LES-PINS	-23 215,00 €	32 735 €	-55 950,00 €
SENAS	2 874 389,36 €	189 845 €	2 684 545,00 €
SEPTEMES-LES-VALLONS	1 597 099,00 €	42 459 €	1 554 640,00 €
SIMIANE-COLLONGUE	1 494 148,00 €	325 262 €	1 168 886,00 €
TRETS	2 080 210,00 €	659 350 €	1 420 860,00 €
VAUVENARGUES	392 838,00 €	113 492 €	279 346,00 €
VELAUX	3 408 564,84 €	278 191 €	3 130 374,00 €
VENELLES	2 306 137,00 €	512 459 €	1 793 678,00 €
VENTABREN	971 997,00 €	459 924 €	512 073,00 €
VERNEGUES	436 238,86 €	-84 988 €	521 227,00 €
VITROLLES	32 709 865,25 €	3 949 300 €	28 760 565,00 €
TOTAL	720 449 072,44 €	66 517 647 €	653 931 430,00 €

\*\* Le montant prévisionnel des charges transférées prend en compte les rapports intermédiaires de la CLECT et les données qualifiées par elle concernant les compétences n'ayant pas fait l'objet d'un rapport intermédiaire d'évaluation, ainsi que la restitution de la compétence « loisirs, enfance et jeunesse » à 5 communes du Pays Salonais.

Le montant des attributions de compensation positives est de 654 486 972 € et le montant des attributions de compensation négatives est de -555 542 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 009-1742/17/CM du conseil de la métropole du 13 juillet 2017 portant sur les attributions de compensation de l'année 2017 ;
- Les rapports adoptés par la commission locale d'évaluation des charges transférées les 27 octobre et 28 novembre 2017.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Les montants provisoires de l'attribution de compensation pour l'année 2018 sont les suivants :

Communes	AC 2018 provisoire
AIX-EN-PROVENCE	48 670 090 €
ALLAUCH	887 077 €
ALLEINS	828 609 €
AUBAGNE	12 218 369 €
AURIOL	-169 882 €
AURONS	195 536 €
BEAURECUEIL	276 961 €
BELCODENE	21 280 €
BERRE-L'ETANG	34 603 854 €
BOUC-BEL-AIR	3 079 365 €
CABRIES	2 589 921 €
CADOLIVE	17 467 €
CARNOUX-EN-PROVENCE	101 733 €
CARRY-LE-ROUET	-154 916 €
CASSIS	-7 536 €
CEYRESTE	-114 808 €
CHARLEVAL	1 063 322 €
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	437 138 €
CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	12 766 847 €
CORNILLON-CONFOUX	1 105 566 €
COUDOUX	484 312 €
CUGES-LES-PINS	97 609 €
EGUILLES	1 636 439 €
ENSUES-LA-REDONNE	230 172 €
EYGUIERES	1 891 365 €
FOS-SUR-MER	29 126 576 €
FUVEAU	1 039 047 €
GARDANNE	4 768 380 €
GEMENOS	7 964 836 €
GIGNAC-LA-NERTHE	752 984 €
GRANS	4 307 789 €
GREASQUE	415 437 €
ISTRES	60 718 927 €
JOUQUES	884 441 €
LA BARBEN	201 769 €
LA BOUILLADISSE	-4 593 €
LA CIOTAT	7 161 386 €
LA DESTROUSSE	58 380 €
LA FARE-LES-OLIVIERS	2 589 807 €
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 493 556 €
LA ROQUE-D'ANTHERON	1 440 555 €
LAMANON	1 369 176 €
LAMBESC	996 368 €
LANCON-PROVENCE	2 850 977 €
LE PUY-SAINTE-REPARADE	1 175 784 €
LE ROVE	347 343 €

Communes	AC 2018 provisoire
LE THOLONET	478 222 €
LES PENNES-MIRABEAU	6 775 886 €
MALLEMORT	3 749 246 €
MARIGNANE	9 426 862 €
MARSEILLE	136 602 688 €
MARTIGUES	95 394 680 €
MEYRARGUES	1 074 705 €
MEYREUIL	2 912 282 €
MIMET	771 000 €
MIRAMAS	29 386 608 €
PELISSANNE	2 241 337 €
PERTUIS	4 081 936 €
PEYNIER	671 056 €
PEYPIN	335 933 €
PEYROLLES-EN-PROVENCE	977 267 €
PLAN-DE-CUQUES	356 379 €
PORT-DE-BOUC	10 870 117 €
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	5 686 352 €
PUYLOUBIER	414 586 €
ROGNAC	9 124 446 €
ROGNES	657 811 €
ROQUEFORT-LA-BEDOULE	314 733 €
ROQUEVAIRE	178 747 €
ROUSSET	8 320 629 €
SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	289 587 €
SAINT-CANNAT	757 784 €
SAINT-CHAMAS	2 919 677 €
SAINT-ESTEVE-JANSON	419 626 €
SAINT-MARC-JAUMEGARDE	584 815 €
SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	1 926 061 €
SAINT-PAUL-LES-DURANCE	1 466 526 €
SAINT-SAVOURNIN	-47 857 €
SAINT-VICTORET	925 689 €
SAINT-ZACHARIE	3 530 €
SALON-DE-PROVENCE	19 697 425 €
SAUSSET-LES-PINS	-55 950 €
SENAS	2 684 545 €
SEPTEMES-LES-VALLONS	1 554 640 €
SIMIANE-COLLONGUE	1 168 886 €
TRETS	1 420 860 €
VAUVENARGUES	279 346 €
VELAUX	3 130 374 €
VENELLES	1 793 678 €
VENTABREN	512 073 €
VERNEGUES	521 227 €
VITROLLES	28 760 565 €

## **Article 2 :**

Les attributions de compensation positives et négatives sont inscrites au budget principal de la Métropole.

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document permettant de communiquer aux communes l'attribution de compensation provisoire qui leur sera versée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 047-3066/17/CM**

#### **■ Approbation des transferts d'actif et de passif entre la Ville de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5641/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêt en date du 4 décembre 2013, le Conseil d'Etat a jugé que la compétence « eau et assainissement » exercée par la Communauté Urbaine de Marseille depuis 2001 incluait la gestion des eaux pluviales. Ces nouveaux transferts ou élargissements de compétences ont conduit à la mise en place d'une nouvelle Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) par délibération du Conseil de la communauté urbaine du 25 avril 2014.

Les travaux de la CLETC ont abouti par l'adoption, le 21 décembre 2015, de la délibération n°FCT 009-1564/15/CC relative à la confirmation des attributions de compensation 2015 et révision du montant des attributions de compensation 2016 au vu du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées.

En raison d'une erreur matérielle, deux emprunts n'ont pu être transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2016, par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les deux emprunts ont été conclus en 2012 et en 2014 par la Ville de La Ciotat pour des opérations relevant pour partie de la compétence « gestion des eaux pluviales ».

Il convient par conséquent aujourd'hui, d'une part de rembourser à la Ville de La Ciotat les annuités d'emprunt prises en charge en 2016 et 2017 par la commune pour leur part qui relève exclusivement de la gestion des eaux pluviales, et d'autre part d'acter le transfert partiel des deux emprunts contractés avec la Caisse des Dépôts.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG/5/519/CC du Conseil de Communauté du 26 juin 2006 portant définition de l'intérêt communautaire, complétée par la délibération FCT 009-21/12/15 CC du 23 octobre 2015 ;
- La délibération FCT 008-071/14/CC du Conseil de Communauté de MPM du 25 avril 2014 créant une nouvelle Commission locale d'évaluation des charges transférées ;
- Le rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées du 29 novembre 2001, modifié par le rapport du 5 décembre 2003 ;
- Le rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées du 23 novembre 2015 ;
- Les délibérations concordantes des conseils municipaux des dix-huit communes membres de MPM, portant approbation du rapport d'évaluation susvisé du 23 novembre 2015 ;
- La délibération du 18 décembre 2015 de la commune de La Ciotat ;
- La délibération FCT 009-1564/15/CC du 21 décembre 2015 relatif à la confirmation des attributions de compensation 2015 et révision du montant des attributions de compensation 2016 au vu du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;
- Les emprunts de la Ville de La Ciotat n°1222638 et n°5036054 signés avec la Caisse des Dépôts.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les montants d'actif et de passif transférés afin de fiabiliser les comptes métropolitains.

### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le transfert partiel d'actif de la Ville de La Ciotat vers la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la compétence Gestion des Eaux Pluviales pour un montant de 1 013 446,75 € pour le Réseaux des eaux pluviales Quartier des Abeilles.

### **Article 2 :**

Est approuvé le transfert partiel de deux emprunts CDC de la Ville de La Ciotat à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Ces transferts d'emprunt affectés au Budget Principal de la Métropole, donneront lieu à l'émission de deux nouveaux contrats selon la répartition inscrite dans l'annexe 1 :

- ✓ 79,56% de l'emprunt n°1222638 dont le montant du Capital Restant Dû est de 328 898,40 €
- ✓ 56,53% de l'emprunt n°5036054 dont le montant du Capital Restant Dû est de 396 712,12 €

### **Article 3 :**

Les annuités pour les exercices 2016 et 2017 des deux emprunts transférés, pris en charge par la Ville de La Ciotat, au titre de la compétence Gestion des Eaux Pluviales sont remboursées par la Métropole selon les échéanciers des emprunts en pièce jointe.

Pour l'exercice 2016 :

- au titre du contrat n°1222638, 79,56% de l'échéance 2016 en remboursement de capital et 79,56% de l'échéance 2016 en paiement d'intérêt ;
- et au titre du contrat n°5036054, 56,53% de l'échéance 2016 en remboursement de capital et 56,53% de l'échéance 2016 en paiement d'intérêt.

Pour l'exercice 2017 :

- au titre du contrat n°1222638, 79,56% de l'échéance 2017 en remboursement de capital et 79,56% de l'échéance 2017 en paiement d'intérêt ;
- et au titre du contrat n°5036054, 56,53% de l'échéance 2017 en remboursement de capital et 56,53% de l'échéance 2017 en paiement d'intérêt.

### **Article 4 :**

Les remboursements effectués par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Ville de La Ciotat pour les échéances 2016 et 2017 seront inscrits au budget principal 2018 de la Métropole.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les nouveaux contrats d'emprunts, visés à l'article 2, émis par la Caisse des Dépôts, et l'ensemble des documents nécessaire à la bonne exécution des contrats.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 048-3067/17/CM**

#### **■ Liste des associations et fondations exonérées de versement transport pour l'année 2018 MET 17/5602/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM), la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit le produit du versement transport collecté par les organismes de recouvrement de la Sécurité sociale (URSSAF) auprès des employeurs publics et privés d'au moins de onze salariés installés sur son territoire. Le versement s'applique sur les salaires bruts versés par les employeurs publics et privés.

L'article L. 2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), qui institue ce versement exonère les fondations et associations sous réserve qu'elles respectent strictement trois conditions cumulatives :

- la reconnaissance d'utilité publique ;
- le but non lucratif ;
- le caractère social de l'activité.

Ces conditions ont été précisées par la jurisprudence et plus particulièrement concernant le caractère social de l'exercice de l'activité. Le caractère social s'apprécie notamment par le biais de plusieurs critères tels que :

- la nature des actions menées à l'égard d'un public spécifique (public fragile, en difficulté et infortuné) et de leurs prépondérances budgétaires au sein de l'activité de l'établissement ;
- le large recours au bénévolat ;
- la modicité tarifaire ;
- la provenance extérieure des financements (donations, legs, subventions) ;
- la non-compensation quasi-totale des charges par un organisme public (prix de journée, dotation globale de financement établie par convention).

En 2017, le Conseil Métropolitain a repris la liste des établissements exonérés par les anciennes AOM du territoire de la Métropole :

- Association des Paralysés de France ;
- Petites sœurs des pauvres ;
- SOS Villages d'enfants ;
- Ligue de l'enseignement – Fédération des AIL 13 ;
- Entraide ;
- Fondation Saint Jean de Dieu – Centre Hébergement et Réinsertion Sociale Forbin ;
- Petits frères des Pauvres
- Fondation du Camp des Milles, Mémoire et éducation ;

- *A.D.A.R. - Association d'Aide à Domicile aux Activités Regroupées ;*
- *Association Espoir Provence ;*
- *C.H.R.S. JEAN POLIDORI - Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale - Œuvres des Prisons ;*
- *C.O.S.O.R. - Comité des Œuvres Sociales de la Résistance ;*
- *Congrégation des sœurs Saint Thomas de Villeneuve ;*
- *Institut Frederic Corsy ;*
- *Petites sœurs des pauvres ;*
- *Œuvre des papillons blancs de Salon ;*
- *La Chrysalide Martigues Golf Fos.*

Conformément à la réglementation, cette liste doit faire l'objet d'une révision annuelle pour prendre en compte l'évolution de la situation des associations et fondations concernées et assurer une égalité de traitement entre tous les contribuables. A ce titre, l'ensemble des établissements exonérés ont été contactés pour mettre à jour leur dossier.

Une première analyse a été effectuée et a permis de constater que trois associations ne respectaient pas la première condition (être une association ou une fondation reconnue d'utilité publique). Or, les arrêts de la Cour de cassation du 4 mars 1999 et du 1er juillet 1999 notamment précisent clairement que seules les associations reconnues d'utilité publique selon l'article 10 de la loi du 1er juillet 1901 ou les fondations reconnues d'utilité publique peuvent bénéficier de l'exonération.

De ce fait, les exonérations ne peuvent être reconduites pour les établissements suivants :

- A.D.A.R. - Association d'Aide à Domicile aux Activités Regroupées, SIRET : 301 423 737 00057, 301 423 737 00099, 301 423 737 00081 ;
- Association Espoir Provence, SIRET : 317 401 230 00055, 317 401 230 00121, 317 401 230 00105, 317 401 230 00048 ;
- La Chrysalide Martigues Golf Fos, SIRET : 316 832 344 00105, 316 832 344 00097, 316 832 344 00089, 316 832 344 00071, 316 832 344 00048, 316 832 344 00030, 316 832 344 00022.

Concernant les autres conditions à respecter, afin d'avoir le temps nécessaire pour analyser individuellement la situation des associations et fondations exonérées en concertation avec eux, il est proposé de reconduire en 2018 leurs exonérations.

Toutes nouvelles demandes conformes aux conditions légales feront l'objet d'une délibération au plus proche Conseil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

### **Délibère**

### **Article unique :**

Sont exonérés du versement transport pour l'année 2018, les établissements suivants :

- Association des Paralysés de France, SIRET : 775 688 732 06068, 775 688 732 08510, 775 688 732 09252 ;
- C.H.R.S. JEAN POLIDORI - Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale - Œuvres des Prisons, SIRET : 782 687 578 00024 ;
- Congrégation des sœurs Saint Thomas de Villeneuve, SIRET : 777 380 783 00103, 777 380 783 00111 ;
- Entraide, SIRET : 775 559 701 00179, 775 559 701 00336, 775 559 701 00328, 775 559 701 00302, 775 559 701 00146, 775 559 701 00021 ;
- Fondation du Camp des Milles, Mémoire et éducation, SIRET : 513 626 713 00012 ;
- Fondation Saint Jean de Dieu – Centre Hébergement et Réinsertion Sociale Forbin, SIRET : 753 313 329 00256 ;
- Institut Frederic Corsy, SIRET : 782 686 190 00029
- Ligue de l'enseignement – Fédération des AIL 13, SIRET : 775 558 398 00167, 775 558 398 00209, 775 558 398 00191, 775 558 398 00159, 775 558 398 00142, 775 558 398 00092, 775 558 398 00068, 775 558 398 00076, 775 558 398 00084, 775 558 398 00027 ;
- Œuvre des papillons blancs de Salon, SIRET 818 487 340 00015
- Petites Sœurs des Pauvres, SIRET : 340 179 258 00017 ;
- Petites Sœurs des Pauvres, SIRET : 340 180 975 00013 ;

- Petits Frères des Pauvres, SIRET : 775 680 259 00311 ;
- SOS Villages d'enfants, SIRET : 775 666 803 00108.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 049-3068/17/CM**

**■ Approbation du montant des redevances de crémation du Crématorium Saint-Pierre pour l'année 2018**

**MET 17/5364/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente dans la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de Crématorium. Dans ce cadre, il lui appartient de fixer les tarifs de crémation concernant le Crématorium Saint-Pierre pour l'année 2018.

Par délibération FAG 030-1033/16/CM du 17 octobre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fixé les tarifs des différentes redevances de crémation pour l'année 2017 du Crématorium Saint-Pierre. Les valeurs applicables étaient alors les suivantes :

LIBELLE	TARIF EURO HT	TARIF EURO TTC
Crémation Adultes	465.83	559.00
Crémation Adultes Cercueil carton	592.50	711.00
Crémation Enfants – 12 ans	233.33	280.00
Crémation Enfants -12ans Cercueil carton	292.50	351.00
Crémation Corps Réduits + 5 ans	116.67	140.00
Crémation Corps Réduits – 5 ans	465.83	559.00
Crémation Pièces Anatomiques	95.00	114.00
Dépôt d'urne (3 1er mois gratuits)	20.83	25.00
Crémation Don de Corps à la Science (à partir de la 101ème crémation)	185.83	223.00

Il est proposé pour l'année 2018 une revalorisation des anciens tarifs du Crématorium Saint-Pierre de 1% à l'arrondi supérieur, en tenant compte de l'évolution probable des différents indices intervenant dans le coût du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération FAG 030-1033/16/CM du 17 octobre 2016 relative à la fixation des taxes de crémation pour l'année 2017,
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie du Crématorium Saint-Pierre rendu le 28 septembre 2017.
- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il appartient au Conseil de Métropole de fixer les tarifs de crémation du Crématorium Saint-Pierre susceptibles d'être perçus à



l'occasion du fonctionnement des services métropolitains.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé le montant des redevances de crémation du Crématorium Saint-Pierre applicables à compter du 1er janvier 2018 fixé comme suit :

LIBELLE	TARIF EURO HT	TARIF EURO TTC
Crémation Adultes	470,49	565.00
Crémation Adultes Cercueil en carton	598,43	718.00
Crémation Enfant – 12 ans	235,66	283.00
Crémation Enfant -12 ans cercueil carton	295,43	355.00
Crémation Corps Réduits + 5 ans	117,84	141.00
Crémation Corps Réduits – 5 ans	470,49	565.00
Crémation Pièces Anatomiques	95,95	115.00
Dépôt d'urnes (3 premiers mois gratuits)	20.83	25.00
Don de corps à la Science (à partir de la 101ème crémation)	187,69	225.00

### Article 2

Les recettes seront constatées au Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre – Sous Politique A430 – Natures 7060 et 7061.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 050-3069/17/CM**

#### **■ Approbation des tarifs 2018 des concessions funéraires et caveaux du cimetière intercommunal de Ceyreste MET 17/5298/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de création de cimetières.

Le cimetière communautaire de Ceyreste, mis en service en 2011, comporte 258 caveaux et 62 cases de columbarium.

Il est proposé pour l'année 2018 de ne pas augmenter les tarifs des concessions funéraires fixés en 2017. En effet, il n'y a pas eu d'évolution des charges en 2017 concernant le cimetière intercommunal de Ceyreste, et, de plus, celles-ci ont été compensées par les

recettes liées à la vente des concessions et des caveaux.

Par ailleurs, la fixation du tarif des caveaux s'inscrit dans le cadre de la circulaire n° 76-160 du 15 mars 1976 qui confère aux collectivités territoriales le droit de procéder à la construction de « caveaux d'avance » qui seront vendus aux familles avec les concessions de terrain. Ainsi, les tarifs des caveaux du cimetière de Ceyreste restent inchangés dans la mesure où la circulaire prévoit que ces derniers doivent être exclusivement établis sur la base du prix réel de leur construction. Dans le souci d'une meilleure lisibilité, le montant HT des caveaux est arrondi à l'euro inférieur ou supérieur en fonction du montant initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération FAG 063-1343/16/CM du 15 décembre 2016, relative à la fixation des tarifs 2017 des concessions funéraires et des caveaux du cimetière communautaire de Ceyreste ;
- La circulaire n°76-160 du 15 mars 1976 du Ministère de l'Intérieur relative à la construction des caveaux par les communes.
- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

### Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de Métropole de fixer le tarif des concessions funéraires susceptibles d'être perçues à l'occasion du fonctionnement des services intercommunaux des cimetières ;
- Que les tarifs des caveaux doivent être exclusivement fixés sur la base du prix réel de leur construction.

### Délibère

#### Article 1 :

Les tarifs de concessions applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 sont fixés comme suit :

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

DUREE CONCESSIONS	TYPE DE CAVEAU (SUPERFICIE)	PRIX des CONCESSIONS
<b>Concession 15 ans</b>	4 places (2,45 m2)	2 273 euros
	6 places Type A (4,9 m2)	3 409 euros
	6 places type B (3,67 m2)	3 409 euros
<b>Concession 30 ans</b>	4 places (2,45 m2)	4 545 euros
	6 places Type A (4,9 m2)	6 818 euros
	6 places type B (3,67 m2)	6 818 euros
<b>Case Columbarium 15 ans</b>	0,25 m2	459 euros
<b>Case Columbarium 30 ans</b>	0,25 m2	918 euros

#### Article 2 :

Les tarifs des caveaux applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 sont les suivants :

TYPE DE CAVEAUX	PRIX HT	PRIX TTC
<b>CAVEAUX DE 4 places</b>	1 343 € HT	1 612 euros TTC
<b>CAVEAUX DE 6 places Type A</b>	1 182 € HT	1 757 euros TTC
<b>CAVEAUX DE 6 places type B</b>	1 313 € HT	1 631 euros TTC
<b>Caveau de 6 places</b> (implanté sur une superficie 3,6 m2)	1 464 € HT	1 757 euros TTC
<b>Frais pour CAVEAU PROVISOIRE</b>		10 euros par jour

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées :

- Sur le Budget du Territoire Marseille Provence pour la vente des caveaux - Sous-Politique F230 - Nature 701 ;
- Sur le Budget du territoire Marseille Provence pour la vente des concessions - Sous-Politique F210 – Nature 70311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 051-3070/17/CM**

#### **■ Approbation des tarifs 2018 des concessions funéraires et caveaux du cimetière intercommunal d'Ensues-la-Redonne MET 17/5289/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de création de cimetières.

Le cimetière communautaire d'Ensues-la-Redonne, mis en service pour la 1<sup>ère</sup> tranche en 2008 et pour la 2<sup>ème</sup> tranche en 2011, comporte 200 concessions équipées de caveaux et 45 cases de columbarium.

Il est proposé pour l'année 2018 de ne pas augmenter les tarifs des concessions funéraires fixés en 2017. En effet, il n'y a pas eu d'évolution des charges en 2017 concernant le cimetière intercommunal d'Ensues-la-Redonne, et, de plus, celles-ci ont été compensées par les recettes liées à la vente des concessions et des caveaux.

Par ailleurs, la fixation du tarif des caveaux s'inscrit dans le cadre de la circulaire n° 76-160 du 15 mars 1976 qui confère aux collectivités territoriales le droit de procéder à la construction de « caveaux d'avance » qui seront vendus aux familles avec les concessions de terrain. Ainsi, les tarifs des caveaux du cimetière d'Ensues-la-Redonne restent inchangés dans la mesure où la circulaire prévoit que ces derniers doivent être exclusivement établis sur la base du prix réel de leur construction. Dans le souci d'une meilleure lisibilité, le montant HT des caveaux est arrondi à l'euro inférieur ou supérieur en fonction du montant initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération MET n°16/2027/CM du 15 décembre 2016, relative à la fixation des tarifs 2017 des concessions funéraires et des caveaux du cimetière communautaire d'Ensues-La-Redonne ;
- La circulaire n°76-160 du 15 mars 1976 du Ministère de l'Intérieur relative à la construction des caveaux par les communes ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il appartient au Conseil de Métropole de fixer le tarif des concessions funéraires susceptibles d'être perçues à l'occasion du fonctionnement des services intercommunaux des cimetières ;
- Que les tarifs des caveaux doivent être exclusivement fixés sur la base du prix réel de leur construction.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Les tarifs de concessions applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 sont fixés comme suit :

DUREE CONCESSIONS	TYPE DE CAVEAUX (SUPERFICIE)	PRIX des CONCESSIONS
<b>Concession 15 ans</b>	2 et 3 places (2,4 m2)	3 283 euros
	4 et 6 places (3,6 m2)	5 453 euros
	9 places (4,9 m2)	7 623 euros
<b>Concession 30 ans</b>	2 et 3 places (2,4 m2)	4 530 euros
	4 et 6 places (3,6 m2)	7 325 euros
	9 places (4,9 m2)	10 119 euros
<b>Case Columbarium 15 ans</b>	0,25 m2	420 euros
<b>Case Columbarium 30 ans</b>	0,25 m2	840 euros

## **Article 2 :**

Les tarifs des caveaux applicables à compter du 1er janvier 2018 sont les suivants :

TYPE DE CAVEAUX	PRIX HT	PRIX TTC
<b>Caveau de 2 places</b> (implanté sur une superficie 2,4 m2)	1 072 € HT	1 286 euros TTC
<b>Caveau de 3 places</b> (implanté sur une superficie 2,4 m2)	1 182 € HT	1 418 euros TTC
<b>Caveau de 4 places</b> (implanté sur une superficie 3,6 m2)	1 313 € HT	1 576 euros TTC
<b>Caveau de 6 places</b> (implanté sur une superficie 3,6 m2)	1 464 € HT	1 757 euros TTC
<b>Caveau de 9 places</b> (implanté sur une superficie 4,9 m2)	1 626 € HT	1 951 euros TTC
<b>Frais pour CAVEAU PROVISOIRE</b>		10 euros par jour

## **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées :

- Sur le Budget du Territoire Marseille Provence pour la vente des caveaux - Sous-Politique F230 - Nature 701 ;
- Sur le Budget du territoire Marseille Provence pour la vente des concessions - Sous-Politique F210 - Nature 70311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 052-3071/17/CM**

**■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à la réalisation d'un cimetière intercommunal à La Ciotat**  
**MET 17/5290/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la

Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour la gestion des services d'intérêt collectif.

Dans ce cadre, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a créé par la délibération n° FCT 005-2085/10/CC du 28 juin 2010, une opération d'investissement relative à la création d'un cimetière intercommunal sur le territoire de la commune de La Ciotat, pour un montant de 500 000 euros TTC ne prenant en compte que les études.

Par délibération n° EPPS 001-828/15/CC du 19 février 2015, cette autorisation de programme a été augmentée de 2 000 000 euros TTC, afin d'intégrer les coûts de travaux du cimetière.

Une nouvelle augmentation de 300 000 €TTC a été votée par délibération n° MET 16/1956/CM, du 15 décembre 2016, pour la création d'une voie d'accès au cimetière.

Afin de permettre la réalisation de ces aménagements, il est nécessaire de prévoir l'affectation de la revalorisation de cette opération d'investissement, pour un montant de 2 300 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FCT 005-2085/10/CC du 28 juin 2010 portant création de l'opération d'investissement relative à la réalisation du cimetière communautaire de La Ciotat ;
- La délibération EPPS 001-828/15/CC du 19 février 2015 portant revalorisation de l'opération d'investissement relative à la réalisation du cimetière communautaire de La Ciotat ;
- La délibération FAG 062-1342/16/CM du 15 décembre 2016 portant revalorisation de l'opération d'investissement relative à la

réalisation d'un cimetière intercommunal à La Ciotat ;

- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de création de cimetière,
- Qu'il est nécessaire d'affecter les revalorisations de l'opération d'investissement relative à la réalisation d'un cimetière communautaire à La Ciotat, afin de pouvoir poursuivre la réalisation de ce projet.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'affectation des revalorisations de l'opération d'investissement n° 2010100300 relative à la réalisation d'un cimetière intercommunal à La Ciotat, pour un montant de 2 300 000 euros TTC. Cette revalorisation une fois affectée à l'opération n° 2010100300, porte le montant global de l'opération d'investissement à 2 800 000 euros TTC.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget du territoire Marseille Provence – Sous-Politique F210-Fonction 026 – Chapitres 4581101003.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

- CP 2018 : 1 380 000 € TTC
- CP 2019 : 1 030 000 € TTC

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional, le Conseil Départemental, les communes membres de la Métropole, l'Agence de l'eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 053-3072/17/CM**

**■ Reconduction du dispositif d'aide dérogatoire relatif au fonds de soutien aux Collectivités Territoriales ayant souscrit des contrats de prêt structurés à risque  
MET 17/5639/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 23 avril 2015, le SAN Ouest Provence a déposé, auprès du représentant de l'Etat, une demande d'aide pour bénéficier du fonds de soutien créé par l'article 92 de la loi de finances initiale pour 2014 en faveur des collectivités territoriales ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque. Les contrats de prêt concernés étaient le n°MPH507050EUR et n°MPH507048EUR (anciennement n°MPH259325EUR et n°MPH256577EUR) souscrits auprès de l'établissement Dexia dont les activités bancaires ont été repris par la SFIL. La Métropole Aix-Marseille-Provence se substitue au SAN Ouest Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Après examen, et sur le fondement des textes visés en référence, le 2 mai 2016, le service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts à risque a notifié pour les contrats susmentionnés, une décision d'aide indiquant les éléments de calcul pris en compte et les valeurs respectives du taux de prises en charge et du montant d'aide maximal pour chacun des contrats structurés éligibles.

Par délibération n°FAG 017-499/16/CM en date du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de solliciter l'aide du fonds de soutien dans le cadre du dispositif dérogatoire prévu à l'article 6 du décret modifié n° 2014-444 du 29 avril 2014 permettant une prise en charge partielle des intérêts dégradés pour une période de trois ans à compter de la date de la demande pour les prêts structurés.

Conformément à la décision du comité national d'orientation et de suivi du 28 janvier 2016 et à l'arrêté du 22 juillet 2015 modifié, le bénéfice du dispositif dérogatoire de prise en charge partielle des intérêts dégradés peut être prorogé par période de trois ans jusqu'au terme des contrats et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2028, date de clôture définitive du fonds de soutien pour les contrats de prêts structurés. Pour ce faire, la Métropole doit impérativement transmettre une demande expresse de reconduction du dispositif dans les six mois précédant l'expiration de la période de trois ans à compter du dépôt de la demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 17 mars 2016 ;
- La délibération n°HN010-012/16/CM du conseil métropolitain du 17 avril 2016 portant délégation du Conseil Métropolitain au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'article 92 de la loi n°2013-1273 de finance initiale pour 2014
- Le décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque, notamment son article 6 ;
- L'arrêté du 2 juin 2017 modifiant l'arrêté du 22 juillet 2015 pris en application du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque ;
- Les décisions du comité national d'orientation et de suivi du 28 janvier 2016, et du 26 avril 2017 ;
- Le protocole transactionnel avec la Caisse Française de Financement Local et la SFIL ;
- La demande d'aide au fonds de soutien déposée du 23 avril 2015 par le SAN Ouest Provence;
- La notification de la décision d'attribution d'aide du fonds de soutien reçue en date du 2 mai 2016 par le service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts à risque ;
- La décision du 7 décembre 2016 actant le refinancement de l'emprunt n°MPH507050EUR.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le contrat de refinancement à venir auprès de l'établissement bancaire la SFIL ;

- La notification des décisions d'attribution d'aide du 2 mai 2016 stipulant un taux de prise en charge de 28,61% et 20,80% pour un montant d'aide maximal à percevoir de 5 733 443,80 € et 4 557 982,02 € respectivement pour les deux prêts n°MPH507050EUR et n°MPH507048EUR.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la reconduction du dispositif dérogatoire, prévu à l'article 6 du décret modifié n° 2014-444 du 29 avril 2014, pour une nouvelle période de trois ans pour le prêt n°MPH507048EUR - anciennement n°MPH256577EUR contracté auprès de l'établissement bancaire Dexia.

### Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toute mesure y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 054-3073/17/CM**

### **■ Révision des tarifs contractuels et de la contribution forfaitaire annuelle de la délégation de service public par affermage pour le Centre de congrès Agora à Aubagne MET 17/5491/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la société SEMAGORA, l'exploitation et la commercialisation du Centre des Congrès AGORA situé sur la commune d'Aubagne par contrat d'affermage.

La durée du contrat est de 10 ans. Il a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et prendra fin le 31 décembre 2021.

L'article 27 du contrat d'affermage stipule que les tarifs contractuels et la contribution forfaitaire sont indexés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par la formule suivante :

$$P = P0 \frac{SYN}{SYN0}$$

Dans laquelle :

P = prix révisé des prestations exécutées,  
P0 = prix prévu dans le contrat au mois "zéro" (janvier 2012),  
SYN = indice SYNTEC connu au moment de la révision (août 2017) soit 263.1,

SYN0 = même indice que le précédent au mois zéro (janvier 2012) soit 238,60.

Les tarifs et la contribution forfaitaire annuelle ainsi révisés doivent recueillir l'approbation de l'assemblée délibérante avant leur entrée en vigueur. C'est l'objet de la présente délibération.

Ainsi, la nouvelle grille tarifaire usagers, avant et après révision, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 est annexée au présent rapport.

Par ailleurs, la contribution forfaitaire annuelle au titre de la réservation des salles au profit de l'autorité affermante est fixée à 445 220 € HT en application de l'article 24-3 du contrat d'affermage.

Ce contrat a fait l'objet d'un avenant N°1 ayant pour objet la modification du volume de réservation des locaux au profit de l'autorité affermante approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016, entraînant une augmentation de 71 820 € HT de la contribution annuelle.

Le montant de la contribution forfaitaire annuelle modifiée par l'avenant N°1 passe donc de 445 200 € HT à 517 040 € HT (décomposé ainsi soit 361 220 € + 71 820 € + 84 000 €), soit 16,13 % par rapport au montant initial du contrat. La contribution forfaitaire étant indexée dans les conditions prévues à l'article 27 du contrat d'affermage précédemment énoncées, il en résulte une hausse de 44 465,55 € HT de la contribution annuelle au 1<sup>er</sup> janvier 2018. La contribution actualisée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 est de 561 505,55 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat d'affermage pour la gestion du Centre des Congrès AGORA à Aubagne en date du 23 décembre 2011 conclu avec la SEMAGORA ;
- L'avenant N°1 au contrat, approuvé par la délibération N° FAG 008-1288/16/CM du Conseil de Métropole en date du 15 décembre 2016 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'obligation de réviser les tarifs contractuels et la contribution forfaitaire de la délégation de service public au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la révision des tarifs contractuels du Centre des Congrès AGORA situé à Aubagne, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 suivant l'annexe jointe.

**Article 2 :**

Est approuvée la révision de la contribution forfaitaire du Centre des Congrès AGORA situé à Aubagne, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour un montant de 561 505,55 € HT.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 055-3074/17/CM**

**■ Approbation de la création, de la révision et de l'affectation d'opérations d'investissement pour le budget de la Direction Générale Adjointe à l'Innovation Numérique et aux Systèmes d'Information  
MET 17/5811/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le budget 2018 pour la Métropole Aix Marseille Provence nécessite la création et la modification d'opérations d'investissement. Profitant de cette nécessité et afin de simplifier la gestion du budget de la Direction Générale Adjointe à l'Innovation Numérique et aux Systèmes d'Information, la Direction demande la création et la modification d'opérations affectées au Budget principal métropolitain et aux budgets annexes.

Les opérations nouvellement créées se substituent aux opérations existantes sur les différents territoires,

préalablement votées à hauteur de 29 907 436 €. Celles-ci seront clôturées lors du vote du CA 2017.

### **Création d'opération d'investissement**

Les opérations suivantes sont inscrites au Budget Métropole et sont enregistrées dans l'opération d'investissement 180012 BP et doivent par conséquent être affectées :

#### ➤ **Budget Principal :**

- Système d'information géographique pour un montant de 4 000.000.00 €
- Systèmes d'information Métropolitain pour une opération gérée par le CT2 pour un montant de 7.940.130 €
- Systèmes d'information Métropolitain pour une opération gérée par le CT5 pour un montant de 2.170.000 €
- Systèmes d'information Métropolitain pour une opération gérée par les autres CT pour un montant de 19 889 870 €

#### ➤ **Budgets Annexes :**

Les opérations suivantes sont inscrites aux Budgets annexes Métropole et sont enregistrées sur des autorisations du programme et doivent par conséquent être affectées :

##### **\*Assainissement**

- Système d'information Métropole pour un montant de 200.000,00 €

##### **\*Transports**

- Système d'information Métropole pour un montant de 700.000,00 €

##### **\*Eau**

- Système d'information Métropole pour un montant de 30.000,00 €

### **Modification :**

Les opérations d'investissement doivent être révisées de la manière suivante :

#### ➤ **Budget Principal :**

- **Tour la Marseillaise** pour un montant de 2 600 000,00 €

Lors de la création de l'opération, les études portant sur l'équipement de la tour n'étaient pas abouties. Aujourd'hui un comité directeur présidé par le DGS a identifié précisément le niveau d'équipement numérique nécessaire à l'organisation voulue dans les nouveaux locaux. Cela a permis de chiffrer les acquisitions indispensables à l'application de l'organisation décidé par le comité directeur. Cette opération doit être augmentée à hauteur de 2 600 000 €.



➤ **Budget annexe :**

- **Projets informatiques – Budget Ports**  
pour un montant de 335 200,00 €

Lors de sa création, L'opération « **Projets informatiques – Budget Ports** » avait été dimensionnée par rapport aux estimations d'actions prévues sur l'outil. De nouvelles prévisions ont été faites ce qui nécessite une révision de l'opération. Cette opération doit être augmentée à hauteur de 335 200 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- La nécessité de créer 4 opérations et d'affecter les montants nécessaires au budget, chapitre et nature correspondants,
- La nécessité de modifier 3 opérations existantes et d'affecter les montants nécessaires au budget, chapitre et nature correspondants.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de sept opérations nouvelles sur :

➤ **Budget Principal :**

- Système d'information géographique pour un montant de 4 000.000,00 € selon l'échéancier suivant :

2018	2019	2020	2021	Total tous exercices
862 700	1 200 000	1 000 000	937 300	<b>4 000 000</b>

gestion par le CT2 selon l'échéancier suivant :

- Systèmes d'information Métropolitain pour un montant de 7 940 130 € pour la

CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	Total
1 364 256	2 200 000	2 200 000	2 175 874	7 940 130

gestion par le CT5 selon l'échéancier suivant :

- Systèmes d'information Métropolitain pour un montant de 2 170 000 € pour la

CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	Total
370 000	600 000	600 000	600 000	2 170 000

gestion par les autres CT selon l'échéancier suivant :

- Systèmes d'information Métropolitain pour un montant de 19 889 870 € pour la

CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	Total
1 889 870	6 000 000	6 000 000	6 000 000	19 889 870

➤ **Budgets Annexes :**

**\*Assainissement**

- Système d'information Métropole pour un montant de 200.000,00 €

2018	2019	2020	2021	Total tous exercices
75 100	50 000	50 000	24 900	200 000

**\*Transports**

- Système d'information Métropole pour un montant de 700.000,00 €

2018	2019	2020	2021	Total tous exercices
396 000	100 000	100 000	104 000	700 000

➤ **\*Eau**

- Système d'information Métropole pour un montant de 30.000,00 €

2018	2019	2020	2021	Total tous exercices
5 000	8 000	8 000	9 000	<b>30 000</b>

**Article 2 :**

Sont approuvées la modification et l'affectation de deux opérations existantes sur :

➤ **Budget Principal :**

- TLM pour un montant de 2 600.000,00 €

2017	2018	2019	2020	Total tous exercices
200 000	2 064 216	300 000	35 784	<b>2 600 000</b>

➤ **Budget annexe :**

- Projets informatiques – Budget Ports pour un montant de 335 200,00 €

2015	2016	2017	2018	2019	Autres exercices	Total tous exercices
20 000	27 100	49820	58 280	60 000	120 000	<b>335 200</b>

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole et ses budgets annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 056-3075/17/CM**

■ **Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux travaux d'aménagement dans les locaux la Tour la Marseillaise et Euromed**  
**MET 17/5707/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de déménagement dans la Tour la Marseillaise l'opération 2017105400 avait été créée en 2017 pour procéder à l'acquisition d'équipements divers destinés à l'installation de la Tour la Marseillaise pour un montant de 2 000 000 € TTC.

Cette opération doit être clôturée et les crédits de paiement basculés sur l'opération 2017105000 dont le montant s'élevait à 1 000 000 € TTC.

Ainsi, l'opération d'investissement 2017105000 « Travaux d'aménagement dans les locaux Tour La Marseillaise et Euromed » pour un montant de 1 000 000 € TTC inscrite au budget Métropole et enregistrée dans l'autorisation de programme 181011BP du programme 01 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 2 000 000 € TTC.

En conséquence, cette révision porte le montant de l'opération 2017105000 de 1 000 000 euros TTC à 3 000 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de procéder à la révision de l'opération d'investissement pour un montant total de 2 000 000 € TTC afin d'en permettre sa réalisation ;
- La nécessité de procéder à l'affectation de la révision d'un montant total de 2 000 000 € TTC de l'opération d'investissement ;
- La nécessité d'inscrire les crédits de paiement correspondants aux exercices budgétaires concernés.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 201710500 « Travaux d'aménagement dans les locaux Tour La Marseillaise et EUROMED » pour un montant total de 3 000 000 € TTC rattachée au programme 01 « Gestion de l'administration » Code AP 181011BP.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2017 : 500 000€ TTC

CP 2018 : 1 500 000€TTC

CP 2019 : 1 000 000€TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 057-3076/17/CM**

**■ Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'acquisition de mobilier et matériel divers Tour la Marseillaise et Euromed**

**MET 17/5711/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'objectif de cette opération d'investissement est l'aménagement en mobilier et matériel divers des locaux nouvellement acquis pour la Tour La Marseillaise et le périmètre Euromed.

Pour cela, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers indispensables au fonctionnement des services ainsi que d'autres équipements notamment pour aménager les tiers lieux.

L'opération d'investissement n°201705200 « Acquisition mobilier et matériel divers Tour La Marseillaise et Euromed » pour un montant de 4 000 000 € TTC inscrite au budget Métropole et enregistrée dans l'autorisation de programme 181011BP du programme 01 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de procéder à l'affectation de l'opération d'investissement d'un montant total de 4 000 000 € TTC afin d'en permettre sa réalisation.
- La nécessité d'inscrire les crédits de paiement aux exercices budgétaires concernés.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 201705200 « Acquisition mobilier et matériel divers Tour La Marseillaise et EUROMED » pour un montant 4 000 000€ T.T.C rattachée au programme 01 « gestion de l'administration » Code AP 181011BP.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget au Métropole. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2018 : 3 000 000 € TTC

Année 2019 : 1 000 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 058-3077/17/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'acquisition de véhicules**

**MET 17/5699/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'objectif de cette opération d'investissement est le plan de renouvellement et d'acquisitions nouvelles de véhicules métropolitains.

Pour cela, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de véhicules.

L'opération d'investissement n°DSG18/01« Acquisition de véhicules» pour un montant de 1 000 000 € TTC inscrite au budget Métropole et enregistrée dans l'autorisation de programme 181011BP du programme 01 de la Métropole doit par conséquent être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de procéder à l'affectation de l'opération d'investissement pour un montant total de 1 000 000 € T.T.C afin d'en permettre sa réalisation.
- La nécessité d'inscrire les crédits de paiements correspondants aux exercices budgétaires concernés.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DSG1801« Acquisition de véhicules» pour un montant 1 000 000€ T.T.C rattachée au programme 01 « gestion de l'administration » Code AP 181011BP

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Métropole. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2018 : 200 000 € TTC  
Année 2019 : 200 000 € TTC  
Année 2020 : 200 000 € TTC  
Année 2021 : 200 000 € TTC  
Année 2022 : 200 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 059-3078/17/CM**

##### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'acquisition de bornes électriques MET 17/5728/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du développement des transports électriques intégré au Plan Climat Energie Territorial (PCET), il convient de prévoir l'acquisition et l'installation de bornes électriques (10 bornes/an sur 3 ans)

L'opération d'investissement n°DSG18/02 « Acquisition de bornes électriques » pour un montant total de 150 000 € TTC inscrite au budget Métropole et enregistrée dans l'autorisation de programme 181011BP du programme 01 de la Métropole doit par conséquent être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- La nécessité de procéder à l'affectation de l'opération d'investissement d'un montant

total de 150 000 € TTC afin d'en permettre sa réalisation ;

- La nécessité d'inscrire les crédits de paiement correspondants aux exercices budgétaires concernés.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DSG1802 « Acquisition de bornes électriques » pour un montant 150 000 € TTC rattachée au programme 01 « gestion de l'administration » Code AP 181011BP.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2018 : 50 000€TTC

CP2019 : 50 000€TTC

CP2020 : 50 000€TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 060-3079/17/CM**

##### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'acquisition de mobiliers et matériels divers MET 17/5703/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'objectif de cette opération d'investissement est la continuité de l'aménagement en mobilier des locaux du Territoire de Marseille Provence.

Pour cela, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers indispensables au fonctionnement des services (armoires, sièges, bureaux...) mais aussi de pourvoir au remplacement des mobiliers vétustes des services du territoire de Marseille Provence.

L'opération d'investissement n°DSG18/03 « Acquisition de mobiliers et matériels divers » pour un montant de 500 000 € TTC inscrite au budget Territoire et enregistrée dans l'autorisation de programme 181011BP du programme 01 de la Métropole doit par conséquent être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de procéder à l'affectation de l'opération d'investissement d'un montant total de 500 000 € TTC afin d'en permettre sa réalisation.
- La nécessité d'inscrire les crédits de paiement correspondants aux exercices budgétaires concernés.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DSG1803 « Acquisition de mobiliers et matériels divers » pour un montant total de 500 000 € TTC rattachée au programme 01 « gestion de l'administration » Code AP 181011BP.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Territoire.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2018 : 100 000€ TTC  
Année 2019 : 100 000€ TTC  
Année 2020 : 100 000€ TTC  
Année 2021 : 100 000€ TTC  
Année 2022 : 100 000€ TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 061-3080/17/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'embellissement et à la restructuration du hall d'accueil du Crématorium Saint-Pierre**

**MET 17/5365/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour la gestion des services d'intérêt collectif et notamment le Crématorium Saint-Pierre.

Le Crématorium Saint-Pierre, construit il y a plus d'un siècle assure près de 4000 crémations par an. Les infrastructures du Crématorium Saint-Pierre sont aujourd'hui devenues vieillissantes ou inadaptées aux besoins du public accueilli.

C'est dans ce cadre que le Crématorium a engagé depuis plusieurs années un programme d'investissements visant à améliorer la qualité et la sécurité de ses équipements, démarche devenue indispensable dans un secteur relativement concurrentiel. Il s'avère notamment nécessaire d'effectuer des travaux de restructuration du hall afin d'accueillir dans les meilleures conditions les familles endeuillées.

Afin de réaliser ces différents travaux d'amélioration, il est proposé de créer une autorisation de programme intitulée « Embellissement et Restructuration du Hall d'Accueil du Crématorium Saint-Pierre » pour un montant de **600 000 € HT**.

Cette nouvelle opération comprendra notamment l'agencement d'un patio intérieur, la pose d'un revêtement mural afin de rendre la hall plus accueillant au public, l'agencement de deux salles d'attente, la création d'un plancher porteur et le changement du mobilier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie du Crématorium Saint-Pierre rendu le 28 septembre 2017.
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Métropole du 13 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour la gestion du Crématorium Saint-Pierre ;
- Qu'il est nécessaire d'améliorer les conditions d'accueil des familles au sein du Crématorium Saint-Pierre ;
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération ci-après indiquée et de créer l'autorisation de programme pluriannuelle correspondante couvrant les périodes 2018-2019.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'autorisation de programme « Embellissement et Restructuration du Hall d'accueil du Crématorium Saint-Pierre » pour un montant de **600 000 € HT**

**Article 2**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe du Crématorium de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous politique F220 – Chapitres 20, 21 et 23.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiements s'établit comme suit :

- - Année 2018 : 240 000 € HT
- - Année 2019 : 360 000 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 062-3081/17/CM**

**■ Budget Principal Métropolitain - Ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programmes du Pays d'Aix  
MET 17/5183/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisation déterminées, acquises ou réalisées, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Les articles L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précisent que la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme.

Celles-ci constituent la limite supérieure des engagements juridiques pluriannuels qui peuvent être pris. Elles demeurent valables jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Il convient aujourd'hui d'ouvrir, affecter et réviser les autorisations de programme.

**1- Les ouvertures d'Autorisations de Programme**

Afin de se conformer au règlement budgétaire et financier, il convient d'ouvrir des autorisations de programme au 1er janvier 2018 pour les opérations existantes suivies hors AP :

<b>LIBELLE OPERATION</b>	<b>Code AP</b>	<b>Montant opération 01.01.2018</b>	<b>CP 2018</b>	<b>CP 2019</b>	<b>CP 2020</b>	<b>CP 2021</b>	<b>CP non ventilé</b>
<b>Agriculture</b>							
Fonds d'intervention Foncière Agriculture	DI345	450 000	150 000	150 000	150 000		
Pépinières jeunes agriculteurs	DI462-4	90 000	30 000	30 000	30 000		
<b>Aide au monde économique</b>							
HAUT DEBIT	DI390	2 150 000	160 000	935 000	540 000	515 000	
Aides aux entreprises (immobilier, PAT,...)	DI378	2 000 000	750 000	1 000 000			250 000
Subvention CIM PACA	DI391	650 000	100 000	250 000	150 000	150 000	
<b>Bâtiments</b>							
Gros Entretien Renouvellement Piscines	DI4612	950 000	400 000	350 000	200 000		
Gros Entretien Renouvellement matériel technique	DI463	844 000	274 000	190 000	190 000	190 000	
Bâtiments administratif : performance énergétique et signalétique	DI441	350 000	200 000	100 000	50 000		
Piscine Gardanne : mise en conformité accessibilité	DI46025	550 000	450 000	100 000			
<b>Appui aux Communes</b>							
PLU reprise des procédures communales et évolution des documents d'urbanisme communaux	DI719AP2	1 500 000	650 000	450 000	250 000	150 000	
<b>Centre Formation Apprentis</b>							
Renouvellement et acquisition de matériel	DI416	356 000	89 000	89 000	89 000	89 000	
<b>Culture</b>							
Médiathèque de Pertuis - Equipements	DI430	990 000	470 843	179 157	170 000	170 000	
Subvention Fondation VASARELY	DI457	628 000	354 000	107 000	167 000		
Subventions d'équipement aux grands opérateurs	DI445	640 000	160 000	160 000	160 000	160 000	0
SMAC Subvention DSP	DI486-2	2 200 000	1 270 000	930 000			
Mémorial rapatriés AFN (CDHA)	DI488	500 000	150 000	350 000			
<b>Ecologie urbaine</b>							
Acquisitions de balises pour mesurer le bruit	DI249	30 000	11 000	10 000	9 000		
<b>Entrées de ville</b>							
Etudes entrées de ville	DI51	500 000	70 000	100 000	100 000	100 000	130 000
<b>Gens du voyage</b>							
Aire gens du voyage Réaltor	DI702	115 000	25 000	30 000	30 000	30 000	



LIBELLE OPERATION	Code AP	Montant opération 01.01.2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP non ventilé
<b>Habitat</b>							
PASS FONCIER -Accession à la propriété	DI734	2 700 000	550 000	900 000	900 000	350 000	
Subvention aux communes - Façades	DI733	150 000	40 000	70 000	40 000		
<b>Politique de la ville</b>							
Façades Pertuis	DI731	90 000	30 000	30 000	30 000		
<b>Moyens généraux</b>							
Equipements CPA	DI400	1 200 000	300 000	300 000	300 000	300 000	
<b>Opérations d'aménagement</b>							
Budget annexe de l'Aménagement - avance remboursable	DI661	700 000	220 000	250 000	230 000		
Pertuis : Jas de Beaumont	DI6124AP	11 000 000	1 130 000	1900 000	1 125 000	1 125 000	5 720 000
Peyrolles extension ZA	A créer	1 000 000	60 000	100 000	100 000	100 000	640 000
<b>Risques majeurs</b>							
Equipements CPA	DI469	60 000	15 000	15 000	15 000	15 000	
<b>Sports</b>							
Equipements divers Piscines	DI405	3 280 000	580 000	900 000	900 000	900 000	
Travaux plan d'eau de Peyrolles	DI602	260 000	50 000	70 000	70 000	70 000	
PRODAS	DI750	140 000	20 000	40 000	40 000	40 000	
Subvention grands opérateurs	DI445-1	215 000	65 000	50 000	50 000	50 000	
<b>Tourisme</b>							
Subvention d'équipement	DI907	60 000	60 000				
Tourisme – « Pays d'Aix à vélo »	DI605	150 000	100 000	50 000			
<b>Travaux d'infrastructures communautaires</b>							
CPA - Toutes zones Etudes et petits travaux	DI331	1 000 000	100 000	200 000	200 000	200 000	300 000
<b>Aménagements de voiries</b>							
Voiries communales études opportunités	DI553	500 000	10 000	50 000	50 000	50 000	340 000
<b>Technopôle de l'Arbois</b>							
Pérennisation patrimoine bâti Arbois	DI9045TT	450000	150000	150 000	150 000		
Pérennisation patrimoine bâti Arbois	DI9045HT	150000	50000	50000	50000		
<b>Sainte Victoire</b>							
Syndicat Sainte Victoire Equipement	DI2473	30 600	30 600				
Syndicat Sainte Victoire Travaux forestiers	DI2472	1 290 000	225 940	379 620	328 800	350 000	5 640
Syndicat Sainte Victoire Valorisation territoire	DI2471	2 243 510	400 000	640 940	515 040	607 640	79 890
<b>Environnement</b>							
Aides aux particuliers en matière environnemental	DI261	1 500 000	50 000	400 000	370 000	298 000	382 000

## **Direction de l'Agriculture**

### **Fonds d'intervention foncière agriculture**

L'opération consiste en l'acquisition de terrains pour lutter contre la pression foncière en privilégiant les installations agricoles.

### **Pépinière jeunes agriculteurs**

Il s'agit de la mise en place d'une structure d'accueil pour mettre en situation réelle les futurs exploitants agricoles, avec le partenariat d'organismes institutionnels pendant une durée de 2 ans.

## **Direction de l'aide au monde économique**

### **Haut Débit**

Lancée en 2008 sous forme de DSP de type concession, l'opération « Très Haut Débit » a abouti à ce jour à un réseau de fibre optique de 426 km desservant 73 zones d'activités. Le contrat de DSP a fait l'objet d'un premier avenant visant d'une part, des travaux de capillarité sur cinq zones d'activités, et

d'autre part, une dizaine d'opérations de montée en début à l'échelle de quartiers ou de hameaux mal desservis. Les technologies des télécommunications sont en constante évolution. Le besoin croissant en fibre optique et la multiplication des applications nécessitant la performance des réseaux génèrent de nouveaux projets, aujourd'hui en discussion avec le délégataire (nouveaux travaux de capillarité, action autour de l'internet des objets...). La programmation de nouvelles actions nécessite le recours à l'AMO et le lancement d'études pré opérationnelles spécifiques.

### **Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...)**

Il s'agit de co-financer, à hauteur de 20 % maximum, les opérations de construction, d'acquisition ou d'extension. La subvention est plafonnée à 200 000 €. Sont éligibles les entreprises industrielles ou de services à l'industrie.

Le projet de développement de l'entreprise est lié à une augmentation des effectifs (10 % minimum inscrits dans les conventions). Le projet immobilier doit respecter des critères de développement durable.

### **Subvention CIM PACA**

La filière micro-électronique fait partie des filières stratégiques de notre territoire. Pour rester compétitives dans un contexte mondialisé, les entreprises doivent s'engager dans une démarche d'innovation. Pour ce faire, elles doivent pouvoir s'appuyer sur des équipements de pointe. Or, ceux-ci sont souvent trop coûteux pour une seule entreprise, notamment une PME. En effet, lorsque ces équipements servent pour le développement de nouveaux produits innovants et pas seulement pour la réalisation de prestations de services, il paraît judicieux de partager l'utilisation de certains équipements entre différents entreprises et laboratoires. Le programme CIM PACA, monté dans un partenariat public – privé, s'inscrit dans cette

logique. Aujourd'hui, certains équipements ont besoin d'être renouvelés.

## **Direction des Bâtiments**

### **Gros entretien renouvellement piscines**

Travaux de réfection d'étanchéité dans les bassins des piscines et en toiture.

### **Gros entretien renouvellement matériel technique**

Rémunération des postes garantie totale (P3) et GER (P3 GER) prévus dans les marchés de maintenance des installations de génie climatique. Assurer toute les grosses réparations et remplacement de matériel détériorés (ascenseurs ; clos/couvert ; électricité...)

### **Bâtiments administratifs : performance énergétique et signalétique**

Il s'agit d'abord de terminer une opération entreprise en 2017 dans les bâtiments Quartz et Quatuor D. Le programme de performance énergétique se poursuivra avec la mise en place d'une récupération d'énergie du data center situé dans le bâtiment Quatuor C pour chauffer les locaux et la réfection complète de la régulation du bâtiment. Des travaux d'amélioration des installations d'éclairage font également partie du programme des travaux, de même que la pose de comptages électriques pour identifier l'origine des consommations. L'AP compte également des crédits pour le renouvellement de la signalétique des bâtiments administratifs afin d'intégrer le logo de la métropole et l'évolution de l'organisation des services

### **Piscine Gardanne : mise en conformité accessibilité**

Il s'agit des travaux de mise en conformité et d'accessibilité aux PMR de l'ensemble de la piscine ainsi que de travaux relatifs à l'amélioration des conditions d'hygiène dans les vestiaires (création d'un pédiluve à l'entrée des vestiaires, réfection de blocs sanitaires, ventilation...)

## **Appui aux communes**

### **PLU reprise des procédures communales et évolution des documents d'urbanisme communaux**

La mise en place de la métropole induit des transferts de compétences des communes vers la métropole au 01/01/2018, et notamment le transfert de la compétence PLU pour les communes du territoire du Pays d'Aix.

Les élus du Pays d'Aix ont souhaité se préparer dès 2017 pour prescrire l'élaboration d'un PLUi début 2018. Il s'agit de lancer des réflexions et des études préalables pour être en capacité de fixer les grands objectifs du PLUi

de définir les modalités de collaboration avec les communes et les modalités de concertation avec la population dans un premier temps. Et dans un second temps de mener à bien la procédure de PLUi.

## **Centre de Formation des Apprentis**

- **Renouvellement et acquisition de matériel**  
Chaque année, le CFA du Pays d'Aix doit investir pour maintenir en état son parc de matériel pédagogique, dans les classes et les 10 ateliers métier dans lesquels sont formés les 900 apprentis. Chaises, tables, ponts automobiles, chambres froides, machines diverses, postes à souder, pétrins, batteurs, etc... nécessitent interventions ou remplacement afin de garantir la sécurité absolue des usagers. Le CFA reçoit à cet effet l'appui financier des organisations professionnelles et de la région PACA, régulièrement sollicitée pour le financement de ces investissements. Les subventions obtenues sont de l'ordre de 40 000 € par an.

## **Culture**

- **Médiathèque de Pertuis – équipements**  
Il s'agit d'acheter les équipements spécifiques ainsi que les livres, CD, DVD, équipement auditorium. La constitution du fonds documentaire et du matériel destiné à l'accueil du public doit être finalisée.
- **Subvention Fondation Vasarely**  
Cette subvention d'équipement est destinée à la rénovation et à la mise aux normes du bâtiment inventorié à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.
- **Subvention d'équipement pour les grands opérateurs**  
Il s'agit de financer l'équipement du stade Maurice David en panneaux leds pour les annonceurs et de partager le stade entre le club Provence Rugby et le club AUC Rugby au titre de leurs partenaires respectifs
- **SMAC subvention DSP**  
Il est impératif que le délégataire puisse disposer du mobilier et de l'équipement spécifique pour la diffusion des concerts, la mise en œuvre des studios et l'exploitation technique générale. Ceci est réalisé au moyen d'une subvention d'équipement. En fin de contrat DSP, l'ensemble des matériels sera restitué à l'Autorité délégante.
- **Mémorial des rapatriés AFN (CDHA)**  
Création d'un conservatoire national de la Mémoire des Français en Algérie, afin d'y regrouper des documents privés.

## **Ecologie Urbaine**

- **Acquisition de balises pour mesurer le bruit**  
Dans le cadre de Plan de Prévention du Bruit dans l'environnement du Pays d'Aix, un observatoire du bruit a été déployé constitué de 7 balises de surveillance de bruit.  
Ce dispositif en place dans les grandes agglomérations françaises permet de suivre l'évolution des nuisances sonores des infrastructures les plus

bruyantes et permet de mieux prendre en compte le bruit dans les requalifications urbaines et les projets nouveaux (ex : gare routière d'Aix, projet de BHNS ...). Il est nécessaire de compléter et renouveler ce réseau de surveillance par l'acquisition de 3 nouvelles balises bruit.

## **Entrées de villes**

- **Etudes entrées de ville**  
Avant de décider de réaliser une opération d'entrée de ville, il est nécessaire de réaliser des études préalables d'opportunité et de faisabilité. Ainsi cette autorisation de programme permettra de réaliser les études nécessaires sur l'ensemble des communes du territoire.

## **Gens du Voyage**

- **Aire des gens du voyage : entretien**  
Cette autorisation de programme a pour objet d'engager les études de maîtrise d'œuvre, les études techniques de faisabilité, les travaux de construction et de finaliser certaines acquisitions foncières, concernant les 3 nouveaux projets relatifs aux Aires d'Accueil de Gardanne, Les Pennes-Mirabeau et Lambesc, dont les terrains ont été validés par les services de l'État.

## **Habitat**

- **Pass foncier accession à la propriété**  
Il s'agit de verser des aides pour la primo accession de ménages du territoire.
- **Subvention aux communes – Façades**  
Le pays d'Aix vient en appui des opérations façades mise en œuvre par les communes : sur présentation d'un état récapitulatif des subventions accordées, le territoire verse à la commune 25% de la subvention attribuée par cette dernière aux particuliers.

## **Politique de la ville**

- **Façades Pertuis**  
Le Pays d'Aix vient en appui des opérations façades mise en œuvre par la commune de Pertuis.  
Les opérations façades de la Ville de Pertuis ont été transférées à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix au titre de sa compétence Politique de la Ville. Le pays d'Aix et la Ville sont liés par une convention jusqu'en 2020 pour la mise en œuvre de ce dispositif.

## **Moyens Généraux**

- **Equipement Territoire du pays d'Aix**  
Il s'agit ici de pouvoir équiper les services du Territoire du Pays d'Aix (mobilier, véhicules...).

## **Opérations d'aménagement**

- **Budget annexe de l'aménagement – avance**

Avance remboursable afin d'équilibrer le budget annexe de l'aménagement.

- Pertuis Jas de Beaumont

La commune de Pertuis est carencée en logements locatifs sociaux ; cette opération participe aux obligations de production de logements sociaux conformément au contrat de mixité social signé avec l'État. Cette opération d'aménagement poursuit un objectif d'équilibre social de l'habitat et porte sur la création de 400 logements sur une quinzaine d'hectares. Elle fait partie d'une ZAD créée par arrêté préfectoral au bénéfice de l'EPF récemment renouvelée pour la mise en œuvre du projet de la Métropole.

La ZAC a été créée en conseil de Métropole en 2016 et sera concédée en 2018. La mission foncière de l'opération a été confiée à l'EPF PACA qui a déjà acquis une partie des terrains d'assiette de l'opération pour lesquels la Métropole est garante.

→Peyrolles, extension ZA

Projet de création d'une zone d'activité économique de 7 ha en extension d'une zone existante pour répondre à une demande locale d'entreprises artisanales mais aussi aux besoins de fonciers dans le cadre du Projet ITER. Une étude de faisabilité a été réalisée en 2015 ce qui a conduit à la déclaration d'intérêt communautaire de l'opération. Ce projet de création de ZAE a été repris par la MAMP en 2016 et la commune a mis son PLU en conformité avec le projet.

En 2018 il s'agit de démarrer les dossiers de ZAC.

**Risques Majeurs**

- Equipement risques majeurs Territoire Pays d'Aix

Equipement véhicule d'intervention et achat de matériel de survie.

**Sports**

- Equipements divers piscines

Le budget d'investissement annuel des piscines pour maintenir un fonctionnement conforme consiste :

. au renouvellement de matériel (robots, mono brosses, auto laveuses, coffres, matériels pédagogiques, chaises de surveillance, hifi, talkie-walkie, matériels de secours... et surtout les travaux de petites réparations) ;

. aux opérations de mise en conformité et maintenance des organes techniques (changement de pompes, des masses filtrantes, bacs de rétention de produits dangereux, pose de déchloramineurs...) ;

- Travaux plan d'eau de Peyrolles

Il s'agit de :

- renouveler le petit matériel (poubelles, tables de pique-nique, outillage, Karcher, engins espaces verts...) ;

- Aménagements divers (réseaux, clôtures, plantations...) ;

- Frais d'études (géomètre, études de sol, diagnostic espace verts...) ;

- Impressions (billetterie parking et aquaparc, plaquettes, affiches...) ;

- Remise en état du réseau d'arrosage sur l'ensemble du site ;

- Matériel divers (chaînes, câbles, bouées, lignes d'eau, pontons, bidons, matériaux de construction, tourets...).

- aménagement de l'entrée du parking pour en maîtriser mieux l'accessibilité et réaménager le bungalow du parking pour sécuriser les agents saisonniers manipulant des recettes et aussi pour Mettre en réseau la régie du site conformément à la demande de MAMP.

- Prodas

Achat de matériel de pied d'immeubles (rings de boxe, tatamis...) pour les activités du PRODAS qui consiste en l'animation des quartiers sensibles avec des activités sportives en pied d'immeuble.

Subventions grands opérateurs

Il s'agit, pour 2018, d'engager des travaux permettant de partager le stade entre le club Provence Rugby et le club AUC Rugby au titre de leurs partenaires respectifs, et d'équiper le stade Maurice David en panneaux leds pour les annonceurs

- Subventions grands opérateurs

Il s'agit, pour 2018, d'engager des travaux permettant de partager le stade entre le club Provence Rugby et le club AUC Rugby au titre de leurs partenaires respectifs, et d'équiper le stade Maurice David en panneaux leds pour les annonceurs.

**Tourisme**

- Subventions diverses

Il s'agit d'aider à la construction d'un centre d'activités d'urgence à Aix-en-Provence pour la Croix Rouge.

- Tourisme

Il s'agit d'aider à la promotion touristique locale.

**Travaux d'infrastructures communautaires**

- TPA, toutes zones études et petits travaux.

Avant de décider de réaliser une opération d'entrée de ville, il est nécessaire de réaliser des études préalables d'opportunité et de faisabilité. Ainsi cette AP permettra de réaliser les études nécessaires sur l'ensemble des communes du territoire.

**Aménagement de voiries**

- Voiries communales études d'opportunités

Pour traiter les opérations d'études de faisabilité qui sont actuellement gérées hors AP, il est nécessaire de créer cette nouvelle AP.

## **Technopole de l'Arbois**

### **- Pérennisation patrimoine bâti Arbois**

Le Technopôle gère actuellement 14 bâtiments sur le Petit Arbois occupés par des entreprises et des laboratoires, soit environ 22 200 m<sup>2</sup> de locaux au sein d'une ZAC de 75 ha. Ce patrimoine comprend notamment 2 bâtiments classés en ERP : le FORUM (espace de conférence), le restaurant inter-entreprises. 7 autres bâtiments sont mis à disposition de l'Université Aix-Marseille et du Département. Le programme pluriannuel de pérennisation de ce patrimoine permet au Technopole de conserver toute son attractivité et de maintenir le confort au quotidien des entreprises hébergées. Il s'agira de poursuivre aussi bien la rénovation lourde des bâtiments les plus anciens, l'amélioration du confort pour les usagers, l'optimisation énergétique, tout en anticipant la reconfiguration des locaux qui pourraient être libérés par leurs occupants. L'opération est scindée en autorisation de programme HT et TTC.

## **Sainte Victoire**

### **- Sainte Victoire – Equipement**

Le grand site Sainte Victoire, espace naturel de 35 000 hectares, est un territoire emblématique fortement protégé avec deux sites classés au titre de la loi de 1930 et son inscription au réseau «Natura 2000 ». Cet espace naturel fortement protégé est par ailleurs labellisé « Grand Site de France » depuis 2004.

Sainte Victoire accueille près d'un million de visiteurs par an. Ce million de visiteurs sur la montagne Sainte Victoire exerce une pression importante nécessitant des aménagements de qualité. En ce sens, les lieux d'accueil du public, portes d'entrée des visiteurs dans l'espace naturel, constituent un réel enjeu. Ils doivent être aménagés avec la mise en place d'équipements d'accueil et d'information des publics.

Le programme d'aménagement proposé sur 4 ans vise à améliorer et à consolider la signalétique d'information du public, la mise en œuvre d'itinéraires touristiques en lien avec les communes, ainsi que l'aménagement des aires de stationnement et départs de randonnées.

### **- Sainte Victoire – Travaux forestiers**

La direction du grand site Sainte Victoire, dans le cadre de ses missions, met en œuvre une stratégie de prévention des feux de forêt à travers la mise en œuvre du Plan de Massif de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PMPFCI) des massifs Concors et Sainte Victoire. Cette stratégie repose sur 4 objectifs majeurs :

- Eviter les départs de feux
- Limiter la propagation de l'incendie
- Faciliter l'intervention sur feu (naissant ou déclaré)
- Gérer les risques subis

### **- Sainte Victoire – Valorisation territoire**

Dans le cadre du projet EMbleMatC (financement européen) un circuit touristique s'appuyant sur la notion d'émblématisme comme facteur de différenciation touristique doit être mis en place. Il a été choisi de promouvoir des itinéraires en balcon de Sainte Victoire, sur lesquels de la signalétique d'interprétation doit être implantée. Il s'agit dans ce cas précis de l'acquisition d'éco-compteurs et de signalétique.

## **Environnement**

### **- Aides aux particuliers en matière environnementale**

Cette opération regroupe les programmes suivants :

- Dans le cadre de **Plan Climat du Pays d'Aix**, une aide a été mise en place pour les propriétaires privés afin de les inciter à rénover leur logement. Cette mesure qui s'adresse aux ménages aux revenus modestes et très modestes est un facteur essentiel pour l'engagement de travaux de rénovation. Cet appui financier complète des aides à l'acquisition d'équipements fonctionnant aux énergies renouvelables mises en place en 2003.

→ Dans le cadre de **Plan de Prévention du Bruit dans l'environnement du Pays d'Aix**, une aide a été mise en place pour les ayants droits à protection sonores, propriétaires privés de logement, situés à proximité d'une infrastructure routière bruyante. Cette mesure s'adresse aux propriétaires de logement dépassant le seuil de gêne de bruit (moyenne de 65dBA).

## **2- Les modifications d'Autorisations de Programme**

Compte tenu de l'attribution de marchés de travaux à des prix différents des estimations, des modifications de programme ou d'aléas de chantier, les montants des autorisations de programme suivantes doivent être révisés.

LIBELLE OPERATION	Code AP	Montant opération 01.01.2018	Révision 2018	Montant opération 31.12.2018	Mandaté au 01.01.2017	CP 2017 (prévision)	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP non ventilé
<b>Bâtiments</b>											
CFA Relocalisation et reconstruction	DI4161A P	25 520 000	800 000	26 320 000	1 380 000	5 000 000	1 500 000	3 940 000			
Piscine Guy Drut BBA mise en conformité hydraulique	DI4606A 2	1 500 000	200 000	1 700 000	41 447	70 000	50 000	650 553			888 000
<b>Appui aux Communes</b>											
Subventions gestion urbaine de proximité mise en accessibilité entrée immeuble	DI732- 1A	2 000 000	-500 000	1 500 000	0	0	0	400 000	500 000	500 000	100 000
<b>Enseignement Supérieur et Recherche</b>											
CPER 2015 - 2020	DI7992A P	14 500 000	250 000	14 750 000	200 000	1 090 000	3 600 000	6 200 000	2 060 000		1 600 000
<b>Espaces naturels</b>											
PIDAF 2016/2019	DI246AP 4	3 200 000	300 000	3 500 000	460 267	820 000	700 000	920 000	409 733		190 000
<b>Gens du Voyage</b>											
Aires d'accueil	DI722AP	29 000 000	5 000 000	34 000 000	16 977 000	1 600 000	900 000	4 000 000	3 000 000	1 223 000	6 300 000
<b>Opérations d'aménagement</b>											
Lambesc Bertoire	DI322AP 2	2 143 000	222 000	2 365 000	199 000	1 864 750	39 750	39 500	37 000	37 000	148 000
Conventions d'aménagement Pertuis	DI716AP 2	14 640 000	1 000 000	15 640 000	9 057 028	1 393 300	1 393 300	1 393 300	1 393 300	500 000	509 772
<b>Travaux d'infrastructures communautaires</b>											
Aix Pôle d'Activités rue Eiffel	DI305AP 7	1 700 000	-695 000	1 005 000	985 928	2 826	0	0			16 246
Bouc Bel Air - Bassin	DI307AP 1	1 500 000	-500 000	1 000 000	983 869	0	0	0	0	0	16 131

Porte Pin Porte Rouge											
Vitrolles Les Estroubla ns T3	DI306AP 1	10 000 000	4 000 000	14 000 000	1 940 864	824 000	1 803 000	50 000	300 000	2 000000	7 082 136
Plan de Campagn e - Route grande campagn e	DI335AP 6	3 500 000	-1 500 000	2 000 000	1 800 000	0	0				200 000

### **Bâtiments**

#### **CFA relocalisation et reconstruction**

Il s'agit de construire un nouveau CFA sur un nouveau site avec la création de 3600m2 supplémentaires par rapport à l'existant permettant :

- une remise à niveau des installations ;
- la création de salles d'enseignement théoriques et pratiques (ateliers en particulier pour les formations liées à l'automobile, aux métiers de bouche et fleuriste) ;
- d'adapter la surface aux nombres d'apprentis à former avec intégration d'un potentiel d'extension des filières de formation (2ème phase).

L'augmentation de coûts de l'opération par rapport au programme initial nécessite d'augmenter l'autorisation de programme.

#### **Piscine Guy Drut Bouc-Bel-Air : mise en conformité hydraulique**

La situation actuelle de la piscine de Bouc-Bel-Air nécessite d'engager la mise en œuvre d'une opération de rénovation et d'amélioration de l'équipement.

Au-delà d'un entretien régulier efficace, la piscine de Bouc-Bel-Air n'est plus conforme aux normes et réglementations en vigueur. L'intervention de rénovation rendue nécessaire s'inscrit dans un objectif d'une part de mise en conformité (hygiène et sanitaire avec demandes de l'ARS, code du travail...), d'autre part d'améliorations souhaitables pour améliorer le fonctionnement de l'établissement et la qualité du service rendu à la population.

L'augmentation de coûts de l'opération par rapport au programme initial nécessite d'augmenter l'autorisation de programme.

### **Appui aux communes**

#### **Subventions gestion urbaine de proximité : mise en accessibilité des entrées d'immeubles**

La CPA a mis en œuvre depuis 2012 une subvention pour aider les bailleurs sociaux à mettre en accessibilité les entrées d'immeubles existants.

La prise en charge d'une partie de l'opération au niveau métropolitain entraîne une diminution de l'autorisation de programme.

### **Enseignement Supérieur et Recherche**

#### **CPER 2015-2020**

Afin de développer l'attractivité du campus Aix Marseille, la Métropole s'est engagée à contribuer dans le cadre des différents CPER au financement d'opérations de restructuration, d'extension, de construction de bâtiments et à la construction de logements étudiants.

Afin de prendre en compte le projet ID-FAB porté par l'Ecole des Mines de St Etienne, Campus Georges Charpak à Gardanne il convient d'augmenter l'AP.

### **Espaces Naturels**

#### **PIDAF 2016/2019**

Il s'agit d'opérations de protection contre les incendies. Les travaux consistent, sur 6 massifs forestiers du Pays d'Aix, à réaliser des coupes éclaircies dans les peuplements, de débroussaillage, de pose de citernes, de réfection ou création de pistes, toutes opérations contribuant à la réduction du risque feux de forêt.

L'augmentation de coûts de l'opération par rapport au programme initial nécessite d'augmenter l'autorisation de programme.

### **Gens du Voyage**

#### **Aires d'accueil**

Il s'agit de financer les appels de fonds de la SPLA Pays d'Aix Territoires, pour les acquisitions foncières, les dossiers de Déclaration d'Utilité Publique, les études préalables, la maîtrise d'œuvre et le début des travaux de construction pour les 4 projets d'Aires d'Accueil en phase pré-opérationnelle.

Ces 4 projets en phase pré-opérationnelle, qui ont fait l'objet d'avenants à la convention d'aménagement avec la SPLA nécessitent une augmentation de l'AP Globale.

### **Opérations d'aménagement**

#### **Lambesc Bertoire**

Création d'une zone d'activité économique de 17 ha en extension de l'actuelle zone d'activité du Plateau de Bertoire. Opération concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Compte tenu d'une augmentation du coût de l'opération par rapport au programme initial, il convient d'augmenter l'autorisation de programme.

- Convention d'aménagement Pertuis

La commune de Pertuis est carencée en logements locatifs sociaux ; cette opération participe aux obligations de production de logements sociaux conformément au contrat de mixité social signé avec l'État. Cette opération d'aménagement poursuit un objectif d'équilibre social de l'habitat sur le cœur de ville de Pertuis et ses actions portent sur la rénovation d'îlots dégradés avec une remise sur le marché de logements sociaux et à coûts maîtrisés, ainsi que sur la requalification des espaces publics du centre-ville. Cette opération est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis 2013 dans le cadre d'un traité de concession.

Dans le cadre du traité de concession, le montage financier de l'opération a été contractualisé et il convient d'augmenter l'autorisation de programme pour s'y conformer.

**Travaux d'infrastructures communautaires**

- Aix Pôle d'activités rue Eiffel

Dans le cadre de sa compétence gestion et entretien des zones d'activités, le Territoire du Pays d'Aix a réalisé la réhabilitation complète de la rue Eiffel. Suite à des réductions importantes du coût de l'opération par rapport au programme initial, il convient de diminuer le montant de l'autorisation de programme.

- Bouc-Bel-Air, bassin Pin Porte Rouge

Dans le cadre de sa compétence gestion et entretien des zones d'activités, le Territoire du Pays d'Aix réalise un bassin complémentaire. Suite à des réductions importantes du coût de l'opération par rapport au programme initial, il convient de diminuer le montant de l'autorisation de programme.

- Vitrolles les Estroublans Tranche 3

La troisième tranche de réhabilitation de Vitrolles prévoyait d'intégrer les rues de l'Europe, de Bruxelles, de Rome, de Vienne et d'Amsterdam. Le Boulevard de l'Europe est actuellement en travaux pour un montant de 3,5M€. Les études de faisabilité ont été menées cette année sur les rues de Rome, Vienne et Amsterdam et font apparaître un coût de 9M€. L'étude de la rue de Bruxelles n'est à ce jour pas encore finalisée. Il apparaît donc nécessaire d'augmenter l'AP de cette troisième tranche.

- Plan de Campagne : route grande campagne

Réhabilitation de la route assurée par la commune par TTMO et suite à des réductions importantes de coûts d'opérations par rapport au programme initial il convient de diminuer l'autorisation de programme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° FAG 032-1312/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le Budget primitif 2017 du budget principal ;
- La délibération N° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 034-2692/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 Octobre 2017 portant modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Primitif Métropolitain Fractionné, Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'ouverture des autorisations de programme du Territoire du Pays d'Aix et leur affectation telles que proposées ci-dessus en point « 1 – Les ouvertures d'Autorisations de Programme ».

**Article 2 :**

Est approuvée la modification des autorisations de programme du Territoire du Pays d'Aix et leur affectation telles que proposées ci-dessus en point « 2 – Les modifications d'Autorisations de Programme ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



**FAG 063-3082/17/CM**

**■ Approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Budget Annexe du Service Public d'Elimination des Déchets du pays d'Aix et Modifications d'autorisations de programmes  
MET 17/5188/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisation déterminées, acquises ou réalisées, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Les articles L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précisent que la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme.

Celles-ci constituent la limite supérieure des engagements juridiques pluriannuels qui peuvent être pris. Elles demeurent valables jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Il convient aujourd'hui d'ouvrir et de réviser les autorisations de programme existantes compte tenu des modifications de programme

**1 - Ouverture d'Autorisations de Programme**

Afin de se conformer au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient d'ouvrir les autorisations de programme suivantes pour des opérations qui étaient jusqu'alors suivies hors AP/CP.

**Réhabilitation des Points d'Apport Volontaire dans le cadre du projet Life**

Libellé	Code	Montant AP au 01.01.2018	CP2018	CP2019	CP2020	CP2021	RAF
Réhabilitation PAV projet Life	DI180AP	480 000 €	60 000 €	120 000 €	120 000 €	120 000 €	60 000 €

Cette nouvelle action clairement identifiée du projet Life consiste en la création d'un design et d'une mise en place d'aménagements spécifiques des points d'apport volontaire, en vue d'un meilleur accueil de l'usager.

Cette action est co-financée par la Région et l'ADEME.

**Travaux sur bâtiments pour installation du Département Prévention et Gestion des Déchets**

Libellé	Code	Montant AP au 01.01.2018	CP2018	CP2019
Travaux bâtiments installation DPGD	DI181AP		550 000 €	350 000 € 200 000 €

Cette nouvelle autorisation de programme intègre l'ensemble des dépenses liées aux aménagements des installations du département Prévention et Gestion des Déchets, notamment les pôles de proximité dont les travaux sont pilotés par la direction des Bâtiments.

**Aménagement divers pré-collecte**

Libellé	Code	Montant AP au 01.01.2018	CP2018	CP2019	CP2020	CP2021	RAF
Aménagement divers pré-collecte	DI182AP	5 334 000 €	1 674 000 €	1 190 000 €	1 190 000 €	1 190 000 €	90 000 €

Les crédits de paiements permettront l'achat de toutes les fournitures ainsi que la réalisation des travaux de voirie nécessaires dans la cadre de la pré-collecte, du renouvellement du matériel et du développement de nouveaux projets.

**Matériel de collecte acquisition et réparation**

Libellé	Code	Montant AP au 01.01.2018	CP2018	CP2019	CP2020	CP2021
Matériel de collecte, acquisition et réparation	DI183AP	7 380 000 €	2 220 000 €	1 720 000 €	1 720 000 €	1 720 000 €

Cette opération regroupe les opérations d'acquisition de véhicules de collecte et de grosses réparations de matériel d'exploitation

**Modernisation et mise en sécurité des CAV et CT**

Libellé	Code	Montant AP au 01.01.2018	CP2018	CP2019	CP2020	CP2021
Modernisation et mise en sécurité des CAV et CT	DI184AP	2 660 000 €	560 000 €	1 100 000 €	500 000 €	500 000 €

Cette opération répond aux besoins de grosses réparations sur les CAV et les CT, notamment par la réalisation des travaux d'entretien et de maintenance permettant le maintien en sécurité des installations

(18 CAV et 5 CT), ainsi que la réalisation de l'opération test de contrôle d'accès sur la déchetterie de Pertuis.

**Travaux CSD H.T.**

Libellé	Code	Montant AP au 01.01.2018	CP2018	CP2019	CP2020	CP2021
Travaux CSD H.T.	DI114HT	102 000 €	25 334 €	25 334 €	25 334 €	25 998 €

Cette opération concerne l'entretien et la maintenance de l'ISDnD de l'Arbois avec notamment l'extension du

réseau Biogaz, l'équipement et la maintenance d'un équipement de vidéo surveillance du site.

**Travaux CSD T.T.C.**

Libellé	Code	Montant AP au 01.01.2018	CP2018	CP2019	CP2020	CP2021
Travaux CSD T.T.C.	DI114TTC	1 479 000 €	369 600 €	369 600 €	369 600 €	370 200 €

Cette opération concerne l'entretien et la maintenance de l'ISDnD de l'Arbois avec notamment l'extension du réseau Biogaz, l'équipement et la maintenance d'un équipement de vidéo surveillance du site.

**2 - Modification d'Autorisations de Programme****Extension et rénovation des déchetteries**

Libellé	Code	Montant AP au 19/10/2017	Révision	Montant AP au 01.01.2018	Déjà Financé au 01.01.2017	CP 2017	CP2018	RAF après 2018
Extension rénovation déchetterie	DI173AP	4 263 000 €	+ 300 000 €	4 563 000 €	1 251 108 €	1 011 275 €	550 000 €	1 750 617 €

Cette opération répond aux besoins d'extension, de rénovation ou encore de requalification des déchetteries, notamment la déchetterie de Pertuis, le Centre Technique de La Parade à Aix-en-Provence

ainsi que le centre d'apport volontaire et le centre technique de Rousset

**Création de nouvelles déchetteries**

Libellé	Code	Montant AP au 19/10/2017	Révision	Montant AP au 01.01.2018	Déjà Financé au 01.01.2017	CP 2017	CP2018	RAF après 2018
Création nouvelles déchetteries	DI110AP	4 300 000 €	-1 298 000 €	3 002 000 €	7 963 €	150 000 €	50 000 €	2 794 037 €

Cette opération correspond aux besoins de construction de nouvelles déchetteries.

### Construction 3ème bassin CET Arbois

Libellé	Code	Montant AP au 19/10/2017	Révision	Montant AP au 01.01.2018	Déjà Financé au 01.01.2017	CP 2017	CP2018	RAF après 2018
Construction 3 <sup>ème</sup> bassin CET Arbois TTC	DI149AP	5 450 000 €	2 614 000 €	8 064 000 €	74 801 €	2 750 008 €	619 080 €	4 620 111 €

Cette opération répond aux besoins de la première phase de construction et d'extension du bassin n°3 de l'ISDnD de l'Arbois, nécessaire pour pérenniser le site jusqu'en 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriale et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° FAG032-1312/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le Budget primitif 2017 du budget principal ;

- La délibération N° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 042-2700/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant ouvertures, modifications et clôtures d'autorisation de programme au Budget Annexe du Service Public d'Élimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Délibère**

#### Article 1 :

Est approuvée l'ouverture des autorisations de programme du Territoire du Pays d'Aix et leur affectation suivant les éléments ci-dessous :

#### Réhabilitation des PAV dans le cadre du projet Life

Libellé	Code	Montant AP au 01.01.2018	CP2018	CP2019	CP2020	CP2021	RAF
Réhab. PAV projet Life	DI180AP	480 000 €	60 000 €	120 000 €	120 000 €	120 000 €	60 000 €

#### Travaux sur bâtiments pour installations du DPG

Libellé	Code	Montant AP au 01.01.2018	CP2018	CP2019
Travaux bâtiments installation DPGD	DI181AP	550 000 €	350 000 €	200 000 €

#### Aménagement divers pré-collecte

Libellé	Code	Montant AP au 01.01.2018	CP2018	CP2019	CP2020	CP2021	RAF
Aménagement divers pré-collecte	DI182AP	5 334 000 €	1 674 000 €	1 190 000 €	1 190 000 €	1 190 000 €	90 000 €

#### Matériel de collecte acquisition et réparation

Libellé	Code	Montant AP au 01.01.2018	CP2018	CP2019	CP2020	CP2021
Matériel de collecte, acquisition et réparation	DI183AP	7 380 000 €	2 220 000 €	1 720 000 €	1 720 000 €	1 720 000 €

**Modernisation et mise en sécurité des CAV et CT**

Libellé	Code	Montant AP au 01.01.2018	CP2018	CP2019	CP2020	CP2021
Modernisation et mise en sécurité des CAV et CT	DI184AP	2 660 000 €	560 000 €	1 100 000 €	500 000 €	500 000 €

**Travaux CSD H.T.**

Libellé	Code	Montant AP au 01.01.2018	CP2018	CP2019	CP2020	CP2021
Travaux CSD H.T.	DI114HT	102 000 €	25 334 €	25 334 €	25 334 €	25 998 €

**Travaux CSD T.T.C.**

Libellé	Code	Montant AP au 01.01.2018	CP2018	CP2019	CP2020	CP2021
Travaux CSD T.T.C.	DI114TTC	1 479 000 €	369 600 €	369 600 €	369 600 €	370 200 €

**Article 2 :**

Sont approuvées les modifications d'autorisations de programme du Territoire du Pays d'Aix et leur affectation suivant les éléments ci-dessous :

**Extension et rénovation des déchetteries**

Libellé	Code	Montant AP au 19/10/2017	Révision	Montant AP au 01.01.2018	Déjà Financé au 01.01.2017	CP 2017	CP2018	RAF après 2018
Extension rénovation déchetterie	DI173AP	4 263 000 €	+ 300 000 €	4 563 000 €	1 251 108 €	1 011 275 €	550 000 €	1 750 617 €

**Création de nouvelles déchetteries**

Libellé	Code	Montant AP au 19/10/2017	Révision	Montant AP au 01.01.2018	Déjà Financé au 01.01.2017	CP 2017	CP2018	RAF après 2018
Création nouvelles déchetteries	DI110AP	4 300 000 €	-1 298 000 €	3 002 000 €	7 963 €	150 000 €	50 000 €	2 794 037 €

**Construction 3ème bassin CET Arbois**

Libellé	Code	Montant AP au 19/10/2017	Révision	Montant AP au 01.01.2018	Déjà Financé au 01.01.2017	CP 2017	CP2018	RAF après 2018
Construction 3 <sup>ème</sup> bassin CET Arbois TTC	DI149AP	5 450 000 €	2 614 000 €	8 064 000 €	74 801 €	2 750 008 €	619 080 €	4 620 111 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 064-3083/17/CM**

**■ Approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays Salonais  
MET 17/5739/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) prévoyant que toutes les dépenses d'équipement soient liées à une autorisation de programme (AP) et que les crédits de paiement (CP) soient votés par opération.

Avant la création de la Métropole Aix Marseille Provence, aucune dépense d'équipement n'était gérée comme le prévoit le RBF sur le Territoire du Pays Salonais.

Un travail de recensement des dépenses d'équipement engageant la collectivité (conventions,

marchés, fonds de concours, délibérations, etc...) a été effectué pour les intégrer dans la programmation de la Métropole.

Chaque engagement juridique a fait l'objet d'un rattachement à un programme, à une autorisation de programme et à une opération budgétaire ainsi que les marchés à lancer pour terminer les projets.

Ainsi, une programmation pluriannuelle des investissements du Territoire du Pays Salonais a pu aboutir en fonction des engagements déjà effectués et des dépenses prévisionnelles pour terminer les projets comme suit :

**Programme 01 Gestion de l'administration  
173010BP– Gestion de l'institution**

2017300100 Entretien et Aménagement Bâtiments

Cette enveloppe prévoit les dépenses d'entretien et d'aménagement des bâtiments de l'institution selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	RAF
408 150 €	215 150 €	48 250 €	48 250 €	48 250 €	48 250 €

2017300200 Equipements logistiques

Cette enveloppe prévoit les dépenses d'équipements logistiques nécessaires au fonctionnement du Conseil de Territoire du Pays Salonais selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
298 300 €	148 300 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €

**Programme 06 Urbanisme et Foncier 173060BP –  
Aménagement du Territoire**

2017301100 Planification Aménagement du Territoire

Cette enveloppe prévoit les dépenses liées à l'application du droit des sols et aux documents de planification selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019
450 600 €	150 100 €	150 500 €	150 000 €

**Programme 09 Politique du logement 173090BP – Aide à la pierre**

Cette enveloppe prévoit les dépenses relatives aux aides à la pierre dispensées par le Territoire du Pays Salonais selon l'échéancier prévisionnel suivant :

2017301000 Convention délégation aides à la pierre

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	RAF
12 851 379 €	3 009 953 €	2 591 918 €	2 610 000 €	1 900 000 €	2 739 508 €

**Programme 10 Développement Urbain 173100BP – Politique de la ville**

Cette enveloppe prévoit les dépenses prévues au protocole de préfiguration rénovation urbaine des Canourgues à Salon de Provence. Le contrat de ville avec Berre l'Etang est également financé selon l'échéancier prévisionnel suivant :

2017300700 Rénovation Urbaine

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	RAF
37 096 000€	392 200 €	493 800 €	2 570 000 €	5 670 000 €	27 970 000 €

**Programme 11 Assainissement 173110AS Assainissement (Budget Annexe Assainissement)**

Il s'agit des dépenses d'investissement afférentes aux réseaux et infrastructures des eaux usées du Territoire du Pays Salonais selon l'échéancier prévisionnel suivant :

2017301101 Réseaux et infrastructures eaux usées

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	RAF
19 520 501 €	3 226 001 €	3 091 500 €	3 601 500 €	3 201 500 €	6 400 000 €

**2017301102 Centre de compostage de Salon de Provence**

Cette enveloppe prévoit les dépenses d'investissement relatives au centre de compostage de Salon de Provence selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019
441 685 €	80 810 €	360 000 €	875 €

2017301103 Station d'épuration des eaux usées

Cette enveloppe finance les dépenses d'investissement relatives aux différentes stations d'épuration du Territoire du Pays Salonais :

Station d'épuration de La Fare les Oliviers 5 876 000 €  
Station d'épuration de Sénas 3 693 000 €  
Station d'épuration de Vernègues 80 000 € selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	RAF
9 649 000 €	371 000 €	1 254 500 €	5 401 500 €	2 000 000 €	622 000 €

**Programme 12 Eau 173120EA Eau Potable (Budget Annexe Eau potable)**

2017301201 Réseaux et infrastructures alimentation en eau potable

Il s'agit des dépenses d'investissement afférentes aux réseaux et infrastructures d'alimentation en eau potable du Territoire du Pays Salonais selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	RAF
<b>23 658 900 €</b>	3 658 900 €	3 461 500 €	3 421 000 €	3 421 500 €	9 696 000 €

2017301202 Sécurisation de l'alimentation en eau potable

Il s'agit des dépenses d'investissement afférentes à la sécurisation de l'alimentation en eau potable du Territoire du Pays Salonais selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	RAF
<b>8 647 100 €</b>	81 100 €	563 000 €	701 500 €	3 901 500€	3 400 000 €

2017301203 Usines de production d'eau potable

Il s'agit des dépenses d'investissement afférentes aux usines de production d'eau potable du Territoire du

Pays Salonais selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	RAF
<b>30 701 200 €</b>	171 067 €	41 500 €	541 500 €	502 000€	29 445 133 €

**Programme 15 Equipements sportifs et culturels 173152BP - Piscine**

2017301200 Piscine Claude Jouve

Cette enveloppe prévoit les dépenses d'entretien de la piscine Claude Jouve à Berre l'Etang selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	RAF
<b>278 400 €</b>	106 100 €	103 300 €	20 000 €	29 000 €	20 000 €

**Programme 16 Déchets 173160BP – Gestion des déchets**

2017300300 Equipements et installations pour la collecte des déchets

Dans le cadre d'une gestion optimisée des déchets sur le Territoire du Pays Salonais, la Collectivité

assure l'optimisation du réseau des points d'apports volontaires, l'acquisition de matériel roulant pour la régie de collecte, l'achat de bacs de collecte ou la requalification d'aire de lavage. Ces dépenses d'investissement sont nécessaires à la bonne organisation de la collecte des déchets selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
<b>1 905 594 €</b>	336 684 €	652 744 €	460 166 €	456 000 €

#### 2017300400 Optimisation réseau déchetterie

Dans le cadre de la prise en compte de la sécurité des personnes et des biens, mais aussi des contraintes réglementaires, le Conseil de Territoire du Pays Salonais réhabilite la déchetterie de La Fare les Oliviers et requalifie celle de Salon de Provence. Cette enveloppe finance également des dépenses

d'investissement relatives aux projets de création d'une déchetterie à Sénas et d'une deuxième déchetterie à Salon de Provence. Des dépenses de mise en conformité et d'amélioration des déchetteries sont aussi prévues selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	RAF
6 069 497 €	362 804 €	1 505 129 €	2 578 064 €	1 470 500 €	153 000 €

amélioration des trémies, réhabilitation des locaux et réfection du bas de quai.

#### 2017300500 Travaux sur centres de transfert des déchets

Cette enveloppe prévoit les travaux relatifs au centre de transfert Milanis à Salon de Provence :

Des travaux concernant le centre de transfert de Mallemort sont également prévus selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019
474 231 €	55 127 €	396 996 €	22 108 €

Cette enveloppe prévoit les dépenses d'investissement du CSDND de Mallemort selon l'échéancier prévisionnel suivant :

#### 2017300600 Centre d'enfouissement des déchets non dangereux Mallemort

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
60 740 €	10 788 €	19 740 €	15 212 €	15 000 €

Cette enveloppe prévoit les dépenses d'investissement afférentes aux travaux de prévention et de restauration des terrains incendiés pour les forêts du Territoire du Pays Salonais selon l'échéancier prévisionnel suivant :

#### **Programme 18 Environnement et cadre de vie 173180BP – Environnement**

#### 2017300800 Défense de la forêt contre les incendies (DFCI)

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
3 065 100 €	699 730 €	985 907 €	565 963 €	813 500 €

#### 2017300900 Natura 2000

Cette enveloppe prévoit les dépenses relatives au site Natura 2000 de Lançon de Provence selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	RAF
56 000 €	4 000 €	13 000 €	13 000 €	13 000 €	13 000 €



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la programmation du Territoire du Pays Salonais des opérations d'investissement
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la planification des dépenses d'équipement engagées en programmation pluriannuelle des investissements, traduite en autorisations de programme, en programmes, et en opérations d'investissement énumérées ci-dessus.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur les budgets correspondants et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 065-3084/17/CM**

**■ Approbation de la mise en autorisation programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays de Martigues au budget principal  
MET 17/5733/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) prévoyant que toutes les dépenses d'équipement soient liées à une autorisation de programme (AP) et que les crédits de paiement (CP) soient votés par opération.

Sur le territoire du Pays de Martigues, avant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, aucune dépense d'équipement n'était gérée comme le prévoit le RBF.

Un travail de recensement des dépenses d'équipement engageant la collectivité (conventions, marchés, fonds de concours, délibérations, etc.) a été effectué pour les intégrer dans la programmation de la Métropole.

Chaque engagement juridique a fait l'objet d'un rattachement à un programme, puis à une autorisation de programme et enfin à une opération budgétaire. Le même processus a été suivi pour les marchés à lancer.

Ainsi, une programmation pluriannuelle des investissements du Territoire du Pays de Martigues a pu aboutir en fonction des engagements déjà effectués et des dépenses prévues pour terminer les projets comme suit :

**Programme 01 Gestion de l'administration AP 166011BP – Moyens généraux**

2016612000 : Matériels Mobiliers Véhicules légers

La présente opération a pour objet l'acquisition de matériels, mobiliers et véhicules légers.

Montant : 570.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 150.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 140.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : .280.000 euros T.T.C.

**Programme 01 Gestion de l'administration AP 166012BP – Informatique**

2016611900 : Système d'informatique

La présente opération a pour objet l'acquisition de logiciels et matériels informatiques.

Montant : 560.000 euros T.T.C.  
CP 2017 : 140.000 euros T.T.C.  
CP 2018 : 225.000 euros T.T.C.  
Exercices suivants : 195.000 euros T.T.C.

**Programme 02 Activité portuaire AP 176021BP – GPMM**

201761300 : Schéma directeur Zone de Caronte

La présente opération a pour objet d'étudier à la réhabilitation de la zone de Caronte le long du port entre Martigues et Port de Bouc

Montant : 100.000 euros T.T.C.  
CP 2018 : 70.000 euros T.T.C.  
Exercices suivants : 30.000 euros T.T.C.

**Programme 03 développement Economique AP 176031BP – Développement commerce**

2017610700 : Dynamisation des centres villes

La présente opération a pour objet de dynamiser les centres urbains par le développement des commerces.

Montant : 1.440 000 euros T.T.C.  
CP 2017 : 240.000 euros T.T.C.  
CP 2018 : 200.000 euros T.T.C.  
Exercices suivants : 1.000.000 euros T.T.C.

**Programme 08 Grands équipements d'infrastructure AP 166082BP – espace public**

2016612100 : Contournement autoroutier Martigues Port de Bouc CPER

La présente opération a pour objet une participation pour la réalisation du contournement autoroutier inscrit au CPER.

Montant : 4.050.000 euros T.T.C.  
CP 2018 : 300.000 euros T.T.C.  
Exercices suivants : 3.7050.000 euros T.T.C.

**Programme 12 Canal Eau brute AP 176120BP – Canal Eau brute Territoire Pays de Martigues**

2017610200 : Canal Eau brute

La présente opération a pour objet à maintenir en bon état le canal d'eau brute qui alimente le Pays de Martigues.

Montant : 1.320.000 euros T.T.C.  
CP 2017 : 90.000 euros T.T.C.  
CP 2018 : 430.000 euros T.T.C.  
Exercices suivants : 800.000 euros T.T.C.

**Programme 14 Voirie métropolitaine AP 166143BP – autres aménagements**

2016610500 : Requalification ZA Grand Colle

La présente opération a pour objet les travaux d'aménagement de la zone (clôture, voirie, trottoir).

Montant : 1.500.000 euros T.T.C.  
CP 2017 : 1.150.000 euros T.T.C.  
CP 2018 : 350.000 euros T.T.C.

2016610600 : Signalisation et divers travaux sur les 4 zones d'activité

La présente opération a pour objet les travaux de signalisation des zones et de quelques travaux de voirie.

Montant : 2.000.000 euros T.T.C.  
CP 2017 : 925.000 euros T.T.C.  
CP 2018 : 400.000 euros T.T.C.  
Exercices suivants : 675.000 euros T.T.C.

2016611400 : Subvention Gare de La Couronne

La présente opération a pour objet de verser à la SNCF une subvention d'équipement pour la réhabilitation de la gare de La Couronne.

Montant : 82.000 euros T.T.C.  
CP 2017 : 42.000 euros T.T.C.  
CP 2018 : 40.000 euros T.T.C.

**Programme 14 Voirie métropolitaine AP 176143BP – autres aménagements**

2017610300 : ZA Ecopolis SUD Martigues

La présente opération a pour objet les travaux de signalisation et de voirie.

Montant : 620.000 euros T.T.C.  
CP 2018 : 300.000 euros T.T.C.  
Exercices suivants : 320.000 euros T.T.C.

2017610400 : ZA des Etangs ouest St Mitre Les Remparts

La présente opération a pour objet les travaux de signalisation et de voirie.

Montant : 800.000 euros T.T.C.  
CP 2018 : 300.000 euros T.T.C.  
Exercices suivants : 500.000 euros T.T.C.

2017610500 : Zone de Caronte Port de Bouc Secteur Sud Economie

La présente opération a pour objet les travaux d'aménagement du secteur Sud côté Porc de Bouc.

Montant : 500.000 euros T.T.C.  
CP 2019 : 500.000 euros T.T.C.

2017610600 : Liaison ZI La Grand Colle les Arcades

La présente opération a pour objet de relier la Grand Colle au quartier des Arcades  
Montant : 1.000.000 euros T.T.C.

CP 2019 : 600.000 euros T.T.C.  
Exercices suivants : 400.000 euros T.T.C.

2017610900 : Quai Toulmond Port de Martigues

La présente opération a pour objet des travaux de réaménagement du Quai Toulmond dans le quartier de l'île

Montant : 3.900.000 euros T.T.C.

CP 2019 : 2.700.000 euros T.T.C.

CP 2020 : 1.200.000 euros T.T.C.

201761100 : avenue de la Paix à Martigues

La présente opération a pour objet des travaux de réaménagement de l'avenue.

Montant : 1.100.000 euros T.T.C.

CP 2019 : 1.100.000 euros T.T.C.

2017611400 : Quai des Chaluts à Port de Bouc

La présente opération a pour objet des travaux de réaménagement du Quai des Chaluts.

Montant : 500.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 500.000 euros T.T.C.

**Programme 15 Autres services d'intérêt métropolitain AP 166151BP – Culture**

2016610900 : Site de Saint Blaise

La présente opération a pour objet la construction d'un bâtiment d'accueil et des travaux d'aménagement.

Montant : 2.430.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 190.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 300.000 euros T.T.C.

Exercice suivants : 1.940.000 euros T.T.C.

**Programme 15 Autres services d'intérêt métropolitain AP 166152BP – Sport**

2016611600 : Salle multisports de Martigues

La présente opération a pour objet de participer au financement de la construction salle multisports.

Montant : 2.000.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 400.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 1.600.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 1.940.000 euros T.T.C.

**Programme 15 Autres services d'intérêt métropolitain AP 166156BP – Pole judiciaire**

2016610700 : Pole judiciaire

La présente opération a pour objet la création d'un bâtiment unique avec le regroupement du tribunal d'instance, du tribunal des prud'hommes et de la maison de la justice et du droit.

Montant : 3.000.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 2.850.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 150.000 euros T.T.C.

**Programme 16 Déchets AP 166160BP – Déchets Territoire Pays de Martigues**

2016610100 : Matériel pour la collecte traitement des déchets

La présente opération concerne l'ensemble des acquisitions (bacs, conteneurs, colonnes,...) pour la collecte et le traitement des déchets.

Montant : 1.140.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 290 000 euros T.T.C.

CP 2018 : 226.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 624.000 euros T.T.C.

2016610200 : Véhicules pour la collecte traitement des déchets

La présente opération concerne l'ensemble des acquisitions de véhicules pour la collecte et le traitement des déchets

Montant : 1.070.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 255.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 260.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 555.000 euros T.T.C.

2016610300 : CTD Vallon du Fou

La présente opération a pour objet des travaux de modernisation du centre de traitement des déchets du Vallon du Fou et des acquisitions de matériels.

Montant : 1.200.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 375.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 465.000.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 460.000 euros T.T.C.

2016610400 : 3 Déchetteries du Pays de Martigues

La présente opération a pour objet l'entretien des déchetteries pour les travaux courants et urgents

Montant : 400.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 100.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 20.000.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 280.000 euros T.T.C.

**Programme 16 Déchets AP 176160BP – Déchets Territoire Pays de Martigues**

2017610100 : Conteneurs des ordures ménagères enterrés

La présente opération a pour objet l'étude et l'implantation des conteneurs sur l'ensemble du territoire

Montant : 600.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 100.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 300.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 200.000 euros T.T.C.

**Programme 18 Environnement et Cadre de Vie AP 166180BP – Stratégie environnementale**

2016612200 : Ecran antibruit Croix Sainte

La présente opération a pour objet de protéger des nuisances sonores le quartier de Croix Sainte provoquées par les automobilistes à travers une participation (CPER).

Montant : 852.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 426.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 426.000 euros T.T.C.

**Programme 18 Environnement et Cadre de Vie AP 176180BP – Stratégie environnementale**

2017611200 : PPRT Total

La présente opération a pour objet le financement de la protection des habitants en fonction des risques industriels.

Montant : 50.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 33.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 17.000 euros T.T.C.

**Programme 23 Agriculture et forêt AP 166231BP – Agriculture**

2016611300 : Irrigation Plaine de Massane

La présente opération a pour objet d'aider les agriculteurs dans l'irrigation des cultures.

Montant : 600.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 600.000 euros T.T.C.

**Programme 23 Agriculture et forêt AP 166232BP – Forêt**

2016611100 : PIDAF des Etangs

La présente opération a pour objet l'aménagement des forêts du territoire.

Montant : 180.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 30.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 50.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 100.000 euros T.T.C.

2016611200 : Mise en sécurité des forêts contre les incendies

La présente opération a pour objet la protection des forêts contre les incendies.

Montant : 200.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 50.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 50.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 100.000 euros T.T.C.

**Programme 23 Agriculture et forêt AP 176231BP – Agriculture**

2017610800 : Relais agricole Mas de l'Hôpital

La présente opération a pour objet de maintenir une agriculture.

Montant : 900.000 euros T.T.C.

Exercice suivants : 900.000 euros T.T.C.

**Programme 24 ANRU AP 166240BP – politique de la ville**

2016610800 : Divers études et aménagement politique de la ville

La présente opération a pour objet la réhabilitation des quartiers prioritaires liés au contrat ville.

Montant : 718.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 206.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 340.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 172.000 euros T.T.C.

**Programme 26 Mer et littoral AP 166261BP – Mer Littoral**

2016611000 : Sentier mer Méditerranée / Rive Etang de Berre

La présente opération a pour objet la création d'un sentier le long du littoral.

Montant : 600.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 16.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 150.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 434.000 euros T.T.C.

**Programme 54 Pôle d'échange AP 166540BP – Gare de Croix Sainte**

2016611500 : Pôle d'Echanges Multimodal gare de Croix Sainte

La présente opération a pour objet la création d'un pôle d'échange autour de la gare de Croix Sainte à Martigues.

Montant : 3.090.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 440.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 200.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 2.450.000 euros T.T.C.

**Programme 55 emploi et insertion AP 166250BP – Emploi et insertion**

2016610800 : Maison de la formation et de l'emploi

La présente opération a pour objet la réhabilitation et acquisition de matériels pour le bâtiment.

Montant : 200.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 50.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 50.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 100.000 euros T.T.C.

2016611700 : Ressourcerie à Martigues

La présente opération a pour objet de créer une ressourcerie afin de revaloriser, recycler les biens ou objets déjà utilisés.

Montant : 3.440.000 euros T.T.C.

CP 2017 : 930.000 euros T.T.C.

CP 2018 : 385.000 euros T.T.C.

Exercices suivants : 2.125.000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la programmation du Territoire du Pays de Martigues des opérations d'investissement
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la traduction des dépenses d'équipement engagées en programmation pluriannuelle des investissements traduite en programmes, en autorisations de programme et en opérations d'investissement énumérées ci-dessus.

**Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 066-3085/17/CM**

**■ Approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays de Martigues au budget eau et assainissement  
MET 17/5718/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) prévoyant que toutes les dépenses d'équipement soient liées à une autorisation de programme (AP) et que les crédits de paiement (CP) soient votés par opération.

Avant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, aucune dépense d'équipement n'était gérée comme le prévoit le RBF sur le territoire du Pays de Martigues.

Un travail de recensement des dépenses d'équipement engageant la collectivité (conventions, marchés, fonds de concours, délibérations, etc...) a été effectué pour les intégrer dans la programmation de la Métropole.

Chaque engagement juridique a fait l'objet d'un rattachement à un programme, à une autorisation de programme et à une opération budgétaire ainsi que les marchés à lancer pour terminer les projets.

Ainsi, une programmation pluriannuelle des investissements du Territoire du Pays de Martigues a pu aboutir en fonction des engagements déjà effectués et des dépenses prévues pour terminer les projets comme suit :

**Programme 11 Assainissement AP 176110AS – Assainissement**

2017600100 Création et renouvellement réseaux EU 2017-2020

La présente opération concerne l'ensemble des travaux de création et de renouvellement des réseaux d'eaux usées. Ces travaux effectués dans les 3 villes du Territoire du Pays de Martigues font l'objet de marchés spécifiques ou sont pris en compte dans le cadre d'un marché multi-attributaire à bons de commandes.

Montant : 7 090 000 euros H.T.

CP 2017 : 1 690 000 euros H.T.

CP 2018 : 1 800 000 euros H.T.

CP 2019 : 1 800 000 euros H.T.

CP 2020 : 1 800 000 euros H.T.

2017600800 Chemisage réseaux EU 2017-2020

La présente opération a pour objet des travaux de réhabilitation de canalisation d'eaux usées par chemisage. Ces travaux effectués dans les 3 villes du Territoire du Pays de Martigues sont pris en compte dans le cadre d'un marché à bons de commandes.

Montant : 2 400 000 euros H.T.

CP 2017 : 600 000 euros H.T.

CP 2018 : 600 000 euros H.T.

CP 2019 : 600 000 euros H.T.

CP 2020 : 600 000 euros H.T.

2017600700 Travaux STEP et postes de refoulement 2017-2020

La présente opération a pour objet des travaux de modernisation de la Station d'épuration de Martigues des postes de refoulement présents sur le Territoire du Pays de Martigues. Ces travaux qui consistent à des aménagements électriques, de la programmation, des changements de pompes, des créations de bâtis, mais aussi l'achat de matériels spécifiques sont pris en compte dans le cadre de plusieurs marchés à bons de commandes et/ou d'opération de travaux spécifiques.

Montant : 900 000 euros H.T.

CP 2017 : 293 000 euros H.T.  
CP 2018 : 250 000 euros H.T.  
CP 2019 : 200 000 euros H.T.  
CP 2020 : 200 000 euros H.T.

#### 2017600400 Restructuration de l'assainissement ZAC de l'Hôtel de Ville (avenue de la Paix à Martigues)

La présente opération a pour objet des travaux de restructuration de l'assainissement dans le secteur de la ZAC de l'Hôtel de Ville à Martigues. Ces travaux qui consistent notamment à la création d'un nouveau poste de relevage en remplacement des 4 existants Sont concernés par la présente opération les études de maîtrise d'œuvre et les travaux.

Montant : 1 200 000 euros H.T.

CP 2017 : 10 000 euros H.T.  
CP 2018 : 200 000 euros H.T.  
CP 2019 : 990 000 euros H.T.  
CP 2020 : 0 euro H.T.

#### 2017600200 Acquisition de véhicule léger, de poids-lourds et de véhicules utilitaires

Cette enveloppe finance les dépenses l'acquisition de véhicules nécessaires au fonctionnement du service assainissement notamment les hydrocureuses.

Montant : 390 000 euros H.T.

CP 2017 : 270 000 euros H.T.  
CP 2018 : 40 000 euros H.T.  
CP 2019 : 40 000 euros H.T.  
CP 2020 : 40 000 euros H.T.

#### 2017600600 Acquisition de matériel et outillage divers

Cette enveloppe finance les dépenses d'achats de matériel et outillage divers amortissables nécessaires au fonctionnement du service assainissement.

Montant : 80 000 euros H.T.

CP 2017 : 30 000,72 euros H.T.  
CP 2018 : 20 000 euros H.T.  
CP 2019 : 15 000 euros H.T.  
CP 2020 : 14 999,28 euros H.T.

#### 2018600300 Etudes

Cette enveloppe finance les dépenses d'études amortissables nécessaires à la réalisation de travaux d'assainissement.

Montant : 253 000 euros H.T.

CP 2017 : 3 000 euros H.T.  
CP 2018 : 50 000 euros H.T.  
CP 2019 : 100 000 euros H.T.  
CP 2020 : 100 000 euros H.T.

### **Programme 01 Gestion de l'administration AP 176010AS – Gestion de l'administration**

#### 2017600500 Acquisition de mobilier de bureau, de matériel et de licences informatiques

Cette enveloppe finance les dépenses d'achats de mobilier amortissable nécessaire au fonctionnement du service assainissement ainsi que l'acquisition d'études de licences et de matériel informatiques de ce service.

Montant : 57 000 euros H.T.

CP 2017 : 13 000 euros H.T.  
CP 2018 : 24 000 euros H.T.  
CP 2019 : 10 000 euros H.T.  
CP 2020 : 10 000 euros H.T.

### **Programme 12 Eau AP 176110EA – Eau**

#### 2017600900 Création et renouvellement réseaux AEP 2017-2020

La présente opération concerne l'ensemble des travaux de création et de renouvellement des réseaux d'eau potable. Ces travaux effectués dans les 3 villes du Territoire du Pays de Martigues font l'objet de marchés spécifiques ou sont pris en compte dans le cadre d'un marché multi-attributaire à bons de commandes.

Montant : 12 180 000 euros H.T.

CP 2017 : 3 294 000 euros H.T.  
CP 2018 : 3 000 000 euros H.T.  
CP 2019 : 3 000 000 euros H.T.  
CP 2020 : 2 886 000 euros H.T.

#### 2017601000 Travaux usine, réservoirs et surpresseurs 2017-2020

La présente opération a pour objet des travaux de modernisation de l'usine de traitement d'eau potable de Ranquet et réservoirs et surpresseurs présents sur le Territoire du Pays de Martigues. Ces travaux qui consistent à des aménagements électriques, de la programmation, des changements de pompes, des créations de bâtis, mais aussi l'achat de matériels spécifiques sont pris en compte dans le cadre de plusieurs marchés à bons de commandes et/ou d'opération de travaux spécifiques.

Montant : 2 381 000 euros H.T.

CP 2017 : 581 000 euros H.T.  
CP 2018 : 600 000 euros H.T.  
CP 2019 : 600 000 euros H.T.  
CP 2020 : 600 000 euros H.T.

#### 2017602000 Travaux centre technique et bâtiment administratif 2017-2020

La présente opération a pour objet des travaux d'amélioration des locaux de la Régie des Eaux.

Montant : 120 000 euros H.T.

CP 2017 : 60 000 euros H.T.  
CP 2018 : 20 000 euros H.T.  
CP 2019 : 20 000 euros H.T.  
CP 2020 : 20 000 euros H.T.

#### 2017603000 Schéma Directeur Eau potable

La présente opération a pour objet la réalisation du Schéma Directeur de l'eau potable sur le Territoire du Pays de Martigues.

Montant : 150 000 euros H.T.

CP 2017 : 20 000 euros H.T.  
CP 2018 : 100 000 euros H.T.  
CP 2019 : 30 000 euros H.T.

#### 2017604000 Fanfarigoule remplacement conduite d'adduction

La présente opération a pour objet le remplacement de la conduite d'adduction eau potable de Fanfarigoule. Seront compris dans l'opération diverses études, la maîtrise d'œuvre ainsi que les travaux.

Montant : 5 000 000 euros H.T.

CP 2017 : 0 euros H.T.  
CP 2018 : 100 000 euros H.T.  
CP 2019 : 1 700 000 euros H.T.  
CP 2020 : 1 700 000 euros H.T.  
CP 2021 : 1 500 000 euros H.T.

#### 2017605000 Mise en place de la radio relève

La présente opération a pour objet la réalisation de travaux pour la mise en place de la radio relève sur le Territoire du Pays de Martigues. Elle regroupe l'achat de compteurs et les travaux de pose.

Montant : 800 000 euros H.T.

CP 2017 : 0 euros H.T.  
CP 2018 : 425 000 euros H.T.  
CP 2019 : 175 000 euros H.T.  
CP 2020 : 200 000 euros H.T.

#### 2017606000 Acquisition de véhicule léger, de poids-lourds et de véhicules utilitaires

Cette enveloppe finance les dépenses l'acquisition de véhicules nécessaires au fonctionnement du service eau potable.

Montant : 160 000 euros H.T.

CP 2017 : 50 000 euros H.T.  
CP 2018 : 40 000 euros H.T.  
CP 2019 : 30 000 euros H.T.  
CP 2020 : 40 000 euros H.T.

#### 2017607000 Acquisition de matériel et outillage divers

Cette enveloppe finance les dépenses d'achats de matériel et outillage divers amortissable nécessaires

au fonctionnement du service eau potable.

Montant : 190 000 euros H.T.

CP 2017 : 30 000,08 euros H.T.  
CP 2018 : 20 000 euros H.T.  
CP 2019 : 70 000 euros H.T.  
CP 2020 : 69 999,92 euros H.T.

#### 2017608000 Etudes

Cette enveloppe finance les dépenses d'études amortissables nécessaires à la réalisation de travaux eau potable.

Montant : 475 000 euros H.T.  
CP 2017 : 80 000 euros H.T.  
CP 2018 : 130 000 euros H.T.  
CP 2019 : 135 000 euros H.T.  
CP 2020 : 130 000 euros H.T.

#### **Programme 01 Gestion de l'administration AP 176010EA – Gestion de l'administration**

#### 2017609000 Acquisition de mobilier de bureau, de matériel et de licences informatiques

Cette enveloppe finance les dépenses d'achats de mobilier amortissable nécessaire au fonctionnement du service eau potable ainsi que l'acquisition d'études de licences et de matériel informatiques de ce service.

Montant : 140 000 euros H.T.

CP 2017 : 14 000 euros H.T.  
CP 2018 : 45 000 euros H.T.  
CP 2019 : 45 000 euros H.T.  
CP 2020 : 36 000 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues le 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la programmation du Territoire du Pays de Martigues des opérations d'investissement
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la traduction des dépenses d'équipement engagées en programmation pluriannuelle des investissements traduite en programmes, en autorisations de programme et en opérations d'investissement énumérées pour les budgets de l'eau et de l'assainissement du Pays de Martigues ci-dessous.

**Programme 11 Assainissement AP 176110AS – Assainissement**

**2017600100 Création et renouvellement réseaux EU 2017-2020**

La présente opération concerne l'ensemble des travaux de création et de renouvellement des réseaux d'eaux usées. Ces travaux effectués dans les 3 villes du Territoire du Pays de Martigues font l'objet de marchés spécifiques ou sont pris en compte dans le cadre d'un marché multi-attributaire à bons de commandes.

Montant : 7 090 000 euros H.T.

CP 2017 : 1 690 000 euros H.T.  
CP 2018 : 1 800 000 euros H.T.  
CP 2019 : 1 800 000 euros H.T.  
CP 2020 : 1 800 000 euros H.T.

**2017600800 Chemisage réseaux EU 2017-2020**

La présente opération a pour objet des travaux de réhabilitation de canalisation d'eaux usées par chemisage. Ces travaux effectués dans les 3 villes du Territoire du Pays de Martigues sont pris en compte dans le cadre d'un marché à bons de commandes.

Montant : 2 400 000 euros H.T.

CP 2017 : 600 000 euros H.T.  
CP 2018 : 600 000 euros H.T.  
CP 2019 : 600 000 euros H.T.  
CP 2020 : 600 000 euros H.T.

**2017600700 Travaux STEP et postes de refoulement 2017-2020**

La présente opération a pour objet des travaux de modernisation de la Station d'épuration de Martigues des postes de refoulement présents sur le Territoire du Pays de Martigues. Ces travaux qui consistent à des aménagements électriques, de la programmation, des changements de pompes, des créations de bâtis, mais aussi l'achat de matériels spécifiques sont pris en compte dans le cadre de plusieurs marchés à bons de commandes et/ou d'opération de travaux spécifiques.

Montant : 900 000 euros H.T.

CP 2017 : 293 000 euros H.T.  
CP 2018 : 250 000 euros H.T.  
CP 2019 : 200 000 euros H.T.  
CP 2020 : 157 000 euros H.T.

**2017600400 Restructuration de l'assainissement ZAC de l'Hôtel de Ville (avenue de la Paix à Martigues)**

La présente opération a pour objet des travaux de restructuration de l'assainissement dans le secteur de la ZAC de l'Hôtel de Ville à Martigues. Ces travaux qui consistent notamment à la création d'un nouveau poste de relevage en remplacement des 4 existants. Sont concernés par la présente opération les études de maîtrise d'œuvre et les travaux.

Montant : 1 200 000 euros H.T.

CP 2017 : 10 000 euros H.T.  
CP 2018 : 200 000 euros H.T.  
CP 2019 : 990 000 euros H.T.  
CP 2020 : 0 euro H.T.

**2017600200 Acquisition de véhicule léger, de poids-lourds et de véhicules utilitaires**

Cette enveloppe finance les dépenses l'acquisition de véhicules nécessaires au fonctionnement du service assainissement notamment les hydrocureuses.

Montant : 390 000 euros H.T.

CP 2017 : 270 000 euros H.T.  
CP 2018 : 40 000 euros H.T.  
CP 2019 : 40 000 euros H.T.  
CP 2020 : 40 000 euros H.T.

**2017600600 Acquisition de matériel et outillage divers**

Cette enveloppe finance les dépenses d'achats de matériel et outillage divers amortissables nécessaires au fonctionnement du service assainissement.

Montant : 80 000 euros H.T.

CP 2017 : 30 000,72 euros H.T.  
CP 2018 : 20 000 euros H.T.  
CP 2019 : 15 000 euros H.T.  
CP 2020 : 14 999,28 euros H.T.

**2017600300 Etudes**

Cette enveloppe finance les dépenses d'études amortissables nécessaires à la réalisation de travaux



d'assainissement.

Montant : 253 000 euros H.T

CP 2017 : 3 000 euros H.T.

CP 2018 : 50 000 euros H.T.

CP 2019 : 100 000 euros H.T.

CP 2020 : 100 000 euros H.T.

**Programme 01 Gestion de l'administration AP 176010AS – Gestion de l'administration**

2017600500 Acquisition de mobilier de bureau, de matériel et de licences informatiques

Cette enveloppe finance les dépenses d'achats de mobilier amortissable nécessaire au fonctionnement du service assainissement ainsi que l'acquisition d'études de licences et de matériel informatiques de ce service.

Montant : 57 000 euros H.T.

CP 2017 : 13 000 euros H.T.

CP 2018 : 24 000 euros H.T.

CP 2019 : 10 000 euros H.T.

CP 2020 : 10 000 euros H.T.

**Programme 12 Eau AP 176110EA – Eau**

2017600900 Création et renouvellement réseaux AEP 2017-2020

La présente opération concerne l'ensemble des travaux de création et de renouvellement des réseaux d'eau potable. Ces travaux effectués dans les 3 villes du Territoire du Pays de Martigues font l'objet de marchés spécifiques ou sont pris en compte dans le cadre d'un marché multi-attributaire à bons de commandes.

Montant : 12 180 000 euros H.T.

CP 2017 : 3 294 000 euros H.T.

CP 2018 : 3 000 000 euros H.T.

CP 2019 : 3 000 000 euros H.T.

CP 2020 : 2 886 000 euros H.T.

2017601000 Travaux usine, réservoirs et surpresseurs 2017-2020

La présente opération a pour objet des travaux de modernisation de l'usine de traitement d'eau potable de Ranquet et réservoirs et surpresseurs présents sur le Territoire du Pays de Martigues. Ces travaux consistent à des aménagements électriques, de la programmation, des changements de pompes, des créations de bâtis, mais aussi l'achat de matériels spécifiques sont pris en compte dans le cadre de plusieurs marchés à bons de commandes et/ou d'opération de travaux spécifiques.

Montant : 2 381 000 euros H.T.

CP 2017 : 581 000 euros H.T.

CP 2018 : 600 000 euros H.T.

CP 2019 : 600 000 euros H.T.

CP 2020 : 600 000 euros H.T.

2017602000 Travaux centre technique et bâtiment administratif 2017-2020

La présente opération a pour objet des travaux d'amélioration des locaux de la Régie des Eaux.

Montant : 120 000 euros H.T.

CP 2017 : 60 000 euros H.T.

CP 2018 : 20 000 euros H.T.

CP 2019 : 20 000 euros H.T.

CP 2020 : 20 000 euros H.T.

2017603000 Schéma Directeur Eau potable

La présente opération a pour objet la réalisation du Schéma Directeur de l'eau potable sur le Territoire du Pays de Martigues.

Montant : 150 000 euros H.T.

CP 2017 : 20 000 euros H.T.

CP 2018 : 100 000 euros H.T.

CP 2019 : 30 000 euros H.T.

2017604000 Fanfarigoule remplacement conduite d'adduction

La présente opération a pour objet le remplacement de la conduite d'adduction eau potable de Fanfarigoule. Seront compris dans l'opération diverses études, la maîtrise d'œuvre ainsi que les travaux.

Montant : 5 000 000 euros H.T.

CP 2017 : 0 euros H.T.

CP 2018 : 100 000 euros H.T.

CP 2019 : 1 700 000 euros H.T.

CP 2020 : 1 700 000 euros H.T.

CP 2021 : 1 500 000 euros H.T.

2017605000 Mise en place de la radio relève

La présente opération a pour objet la réalisation de travaux pour la mise en place de la radio relève sur le Territoire du Pays de Martigues. Elle regroupe l'achat de compteurs et les travaux de pose.

Montant : 800 000 euros H.T.

CP 2017 : 0 euros H.T.

CP 2018 : 425 000 euros H.T.

CP 2019 : 175 000 euros H.T.

CP 2020 : 200 000 euros H.T.

2017606000 Acquisition de véhicule léger, de poids-lourds et de véhicules utilitaires

Cette enveloppe finance les dépenses l'acquisition de véhicules nécessaires au fonctionnement du service eau potable.

Montant : 160 000 euros H.T.

CP 2017 : 50 000 euros H.T.

CP 2018 : 40 000 euros H.T.

CP 2019 : 30 000 euros H.T.

CP 2020 : 40 000 euros H.T.

2017607000 Acquisition de matériel et outillage divers

Cette enveloppe finance les dépenses d'achats de matériel et outillage divers amortissable nécessaires au fonctionnement du service eau potable.

Montant : 190 000 euros H.T.

CP 2017 : 30 000,08 euros H.T.

CP 2018 : 20 000 euros H.T.

CP 2019 : 70 000 euros H.T.

CP 2020 : 69 999,92 euros H.T.

#### 2017608000 Etudes

Cette enveloppe finance les dépenses d'études amortissables nécessaires à la réalisation de travaux eau potable.

Montant : 475 000 euros H.T.

CP 2017 : 80 000 euros H.T.

CP 2018 : 130 000 euros H.T.

CP 2019 : 135 000 euros H.T.

CP 2020 : 130 000 euros H.T.

#### **Programme 01 Gestion de l'administration AP 176010EA – Gestion de l'administration**

##### 2017609000 Acquisition de mobilier de bureau, de matériel et de licences informatiques

Cette enveloppe finance les dépenses d'achats de mobilier amortissable nécessaire au fonctionnement du service eau potable ainsi que l'acquisition d'études de licences et de matériel informatiques de ce service.

Montant : 140 000 euros H.T.

CP 2017 : 14 000 euros H.T.

CP 2018 : 45 000 euros H.T.

CP 2019 : 45 000 euros H.T.

CP 2020 : 36 000 euros H.T.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur les budgets annexes correspondants et suivants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 067-3086/17/CM**

##### **■ Approbation d'un transfert d'actif et de passif entre la RTM et la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5660/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la RTM signé le 10 décembre 2010, et dont la durée a été modifiée par avenant n°9 en date du 17 octobre 2016, a conduit à redéfinir le partage des actifs et des passifs.

Dans ce cadre, l'intégralité des biens mobiliers et immobiliers liées à la mise en service du tramway Castellane – Cours Saint-Louis est transférée à la RTM. Les immobilisations sont comptabilisées dans les comptes de la RTM. La valeur d'origine de ces immobilisations, évaluée par la Métropole, s'élève à 9 405 185,81€.

Dans ce cadre, l'emprunt contracté auprès de l'établissement bancaire Arkéa E&I sous le numéro DD07723372, est transféré à la Régie des Transports Métropolitains. Les caractéristiques de l'emprunt transféré sont indiquées ci-après :

- Le capital restant dû au 1<sup>er</sup> janvier 2018 s'élève à 9 303 256,09 €.
- La durée résiduelle est de 18,33 ans.
- Le taux d'intérêt est taux Euribor 3mois + marge de 1,05 %, amortissement progressif trimestriel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN010-012/16/CM du conseil métropolitain du 17 avril 2016 portant délégation du Conseil Métropolitain au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence en matière d'emprunt
- La délibération n°DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 du conseil communautaire Marseille Provence concernant le contrat d'obligation de service Public avec la RTM ;
- La délibération n°TRA 025-1078/16/CM du 17 octobre 2016 concernant la prolongation de la durée du contrat de service public de la RTM ;
- Le contrat DD07723372 signé avec Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels ;

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les montants d'actif et de passif transférés afin de fiabiliser les comptes métropolitains ;

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le transfert d'actif de la Métropole Aix-Marseille-Provence vers la Régie des Transports Métropolitains (RTM) pour un montant de 9 405 185,81 € suite à la mise en service du Tramway Castellane – Cours Saint-Louis.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le transfert de l'emprunt n° DD07723372 d'Arkéa E&I de la Métropole Aix-Marseille-Provence vers la RTM au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'emprunt transféré à la RTM, affecté au budget annexe Transport de la Métropole, a les caractéristiques suivantes :

- Le capital restant dû au 1<sup>er</sup> janvier 2018 s'élève à 9 303 256,09 € ;
- La durée résiduelle est de 18,33 ans ;
- Le taux d'intérêt est taux Euribor 3 mois + marge de 1,5%, amortissement progressif trimestriel.

Le tableau d'amortissement de l'emprunt Arkéa E&I est annexé à la présente délibération.

#### **Article 3 :**

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la RTM s'engage à rembourser toutes les échéances payées par la Métropole, dûes au titre du contrat n°DD07723372 d'Arkéa E&I, dans le cas où les nouveaux contrats bancaires entre la RTM et Arkéa E&I ne seraient signés que courant de l'année 2018.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à procéder au transfert du contrat d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 068-3087/17/CM**

#### **■ Formalisation des nouvelles modalités de gestion des Fonds de Concours MET 17/5471/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Communauté du Pays d'Aix a souhaité encourager les investissements structurants sur la totalité de son territoire et soutenir les communes dans la réalisation de ses projets.

A cet effet, la Communauté du Pays d'Aix a instauré différents dispositifs cadres d'intervention de fonds de concours, globalisés lorsqu'ils concernent tous les équipements communaux ou incitatifs pour les opérations déclinant une politique communautaire :

- l'extension, la rénovation, l'entretien et la création d'équipements communaux, de réseaux et d'infrastructures culturelles et sportives,
- l'acquisition de véhicules propres comme la rénovation énergétique des bâtiments communaux,
- la gestion et l'entretien des forêts, le soutien à la production tout autant que la valorisation du bois,
- la réhabilitation du patrimoine,
- la valorisation des infrastructures touristiques,
- la mise en accessibilité des bâtiments communaux et des espaces publics,
- la réalisation de parkings de proximité situés en périphérie des centres-villes,
- aide à la construction de stations d'épuration.

En 2013 afin de renforcer le schéma de cohérence territoriale, les Contrats Communautaires Pluriannuels de Développement ont été mis en place. Ils permettent une programmation sur 7 ans des participations de la CPA aux projets d'investissement des 36 communes membres.

Les CCPD devaient se substituer aux dispositifs existants qui devaient progressivement s'éteindre.

Compte tenu des arbitrages budgétaires imposés dans l'État Spécial du Territoire pour l'année 2018, et afin de ne pas pénaliser les projets des communes qui étaient soutenus par ces fonds de concours il est proposé d'intégrer ces projets dans les annexes des contrats pluriannuels de développement.

En outre, il est apparu que la gestion des soldes d'opérations sur les huit lignes budgétaires différenciées des anciens fonds de concours était lourde et pénalisante.

Aussi il est proposé d'assurer la gestion des soldes des opérations énumérées dans le présent rapport dans le cadre de l'autorisation de programme allouée aux CCPD et reporter dans les annexes des contrats les opérations non engagées à ce jour.

Enfin, concernant la gestion des CCPD deux points contraignent fortement la capacité de traitement des dossiers : le montant des crédits alloués et la mise en œuvre de la dématérialisation budgétaire.

Aussi il est proposé de favoriser la réalisation des projets structurants pour le territoire en instaurant un

seuil minimal et de commencer la phase de dématérialisation dès la phase de dépôt des dossiers.

L'objet du présent rapport est de définir les modalités de mise en œuvre de cette substitution et d'autre part de préciser les règles d'instruction des contrats afin de les optimiser.

Ces nouvelles modalités seront effectives après la clôture comptable du budget 2017.

## **1- Les nouvelles modalités :**

### Modalités d'intégration des dossiers dans les contrats

- les soldes des opérations démarrées ayant fait l'objet d'un premier versement de fonds de concours globalisés, spécifiques ou incitatifs, seront inscrits sur le budget alloué aux contrats ;
- les opérations non démarrées seront reportées dans les annexes des contrats et seront gérées comme les autres opérations des contrats selon les priorités communiquées par les maires concernés ;
- exceptés les contrats de développements avec les communes, tous les dispositifs de fonds de concours seront caduques.

### Modalités instruction des contrats pluriannuels de développement

- exception faite des soldes relatifs aux montants déjà versés, le seuil minimal de versement d'un fonds de concours est fixé à 2 000,00 € ;
- compte tenu des nouvelles modalités de mandatement, les services des communes feront parvenir leurs demandes de versement sous forme dématérialisée.

## **2- État des lieux de chaque dispositif de fonds de concours :**

Dans les tableaux suivants, sont listés par dispositif de nature de fonds concours :

- les projets en cours de réalisation, les montants déjà versés et les montants restant à verser ;
- les fonds de concours attribués pour lesquels les opérations n'ont pas démarré ( pas d'ordre de service dans le dossier ) sont caduques. Il conviendra de les reporter ou pas dans les annexes des contrats et solliciter un versement de fonds de concours au démarrage de l'opération.

Si des dossiers étaient soldés d'ici la clôture comptable de 2017 ils ne seraient plus concernés par la présente délibération.

## **Fonds de Concours Globalisés :**

Par délibérations du Conseil de Communauté du 8 avril 2010 (2010\_A042) et du 15 mars 2012 (2012\_A015), la Communauté du Pays d'Aix avait instauré un dispositif cadre d'intervention de fonds de concours globalisés d'investissement à destination de ses communes membres, conformément à la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et à l'article L5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

De 2010 à 2015 les élus de la Communauté du Pays d'Aix ont ainsi validé près de 59 millions d'euros de fonds de concours, répartis sur les 36 communes de l'EPCI.

Suite à la mise en place des Contrats Communautaires Pluriannuels de Développement au 1<sup>er</sup> janvier 2014, les membres de la Commission des Finances, réunis en séance le 15 octobre 2015, ont décidé de fermer le dispositif des fonds de concours globalisés.

Malgré un excellent taux de réalisation, évalué à 98,5 % certains projets n'ont toujours pas été lancés par les communes concernées.

Il convient donc de clôturer les dossiers n'ayant pas démarré ( cf liste ci dessous ) et de les inscrire le cas échéant dans les contrats :

**Fonds de Concours Globalisés non démarrés**

COMMUNE	Opération	Délibération		Montant voté	Montant Mandaté	Solde FDC
COMMUNE CHATEAUNEUF ROUGE	DE LE Aménagement interieur de l'hôtel de ville	2013_B161	16/05/2013	30 000,00 €	9 000,00 €	21 000,00 €
CHATEAUNEUF ROUGE	LE Aménagement extérieur de l'Hôtel de ville	2013_B161	16/05/2013	80 885,50 €	24 265,65 €	56 619,85 €
ROGNES	Refection toitures de plusieurs bâtiments	2013_B161	16/05/2013	23 429,00 €	7 028,70 €	16 400,30 €
LE PUY SAINT REPARADE	SAINTE Aménagement du jardin public de la Maison Rousseau	2013_B507	05/12/2013	6 000,00 €	0,00 €	6 000,00 €
SAINT CANNAT	Extension du réseau vidéo protection et ajout caméras nomades	2014_B330	25/09/2014	7 072,27 €	0,00 €	7 072,27 €
SAINT CANNAT	Achat de 20 barrières en PEHD	2014_B330	25/09/2014	902,50 €	0,00 €	902,50 €
SAINT CANNAT	Achat d'une épareuse	2014_B330	25/09/2014	30 532,85 €	0,00 €	30 532,85 €
SAINT CANNAT	Travaux de réfection dans le cimetière	2014_B330	25/09/2014	2 525,00 €	0,00 €	2 525,00 €
LA ROQUE ANTHON	D Achat et la pose de bornes de charge pour les véhicules électriques	2015_B290	10/07/2015	2 137,50 €	0,00 €	2 137,50 €
BOUC BEL AIR	Acquisition bornes de recharge véhicules	2015_B471	29/10/2106	10 500,00 €	0,00 €	10 500,00 €

D'autres sont en cours de réalisation il convient de prévoir le paiement des soldes dans le cadre du budget des Contrats Communautaires Pluriannuels de Développement.

## Fonds de Concours Globalisés en cours de réalisation

[illegible]

Par délibération n°2013\_A084 du 6 juin 2013, il a été décidé d'étendre le dispositif des fonds de concours au secteur du tourisme pour la mise en œuvre du schéma de développement touristique approuvé en Conseil de Communauté du 14 décembre 2012 dans le cadre des opérations suivantes :

- La mise en place de signalétiques ou faisant appel à des technologies nouvelles (applications Iphone et Android, ...),
- La valorisation des espaces communaux et circuits touristiques, par exemple, par des panneaux d'interprétation et signalétique selon la Charte du Pays d'Aix.

Ci-dessous la liste des opérations en cours dont les soldes seront sollicités dans le cadre des Contrats Communautaires Pluriannuels de Développement.

Il convient de clôturer le dossier n'ayant pas démarré (cf. liste ci-dessous) et de l'inscrire le cas échéant dans le contrat :

Fonds de Concours Incitatifs Tourisme						
COMMUNE	Opération	Délibération		Montant voté	Montant Mandaté	Solde FDC
AIX-EN-PROVENCE	Panneaux autoroutiers	2017-CT2-000	12/10/17	22 500,00 €		22 500,00 €
<b>TOTAL</b>						<b>22 500,00 €</b>

Dans le but de permettre aux communes de développer les travaux de sylviculture et de production en forêt communale, le Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2012 (délibération n° 2012\_A238), délibère sur la création d'un fonds de

De 2012 à 2017 les élus du Pays d'Aix ont ainsi validé près de 195 634 d'euros de fonds de concours incitatifs à la sylviculture, répartis sur les 18 communes de l'EPCI.

Fonds de Concours Incitatifs à la Sylviculture et à l'exploitation des bois des forêts communales						
COMMUNE	Opération	Délibération		Montant voté	Montant Mandaté	Solde FDC
GARDANNE	Programme d'actions "production ligneuse"	2016_CT2_218	19/10/16	13 500,00 €	9 450,00 €	4 050,00 €
COUDOUX	Programme d'actions "production ligneuse"	2016_CT2_218	19/10/16	5 787,50 €	2 948,75 €	2 838,75 €
PENNES-MIRABEAU	Programme d'actions "production ligneuse"	2016_CT2_218	19/10/16	2 871,75 €	2 010,23 €	861,52 €
LAMBESC	Programme d'actions "production ligneuse"	2016_CT2_218	19/10/16	4 925,00 €		4 925,00 €
COUDOUX	Programme d'actions "production ligneuse"		12/10/17	3 325,00 €		3 325,00 €
ROQUE D'ANTHERON	Programme d'actions "production ligneuse"		12/10/17	650,00 €		650,00 €
LAMBESC	Programme d'actions "production ligneuse"		12/10/17	5 650,00 €		5 650,00 €
GARDANNE	Programme d'actions "production ligneuse"		12/10/17	5 000,00 €		5 000,00 €
EGUILLES	Programme d'actions "production ligneuse"		12/10/17	2 999,97 €		2 999,97 €
<b>TOTAL</b>						<b>30 300,24 €</b>



Fonds de Concours Incitatifs pour la rénovation ou la réalisation d'équipements sportifs							
COMMUNE	Opération	Délibération		Montant voté	Montant Mandaté	Solde FDC	
LE PUY SAINT-ETIENNE REPARADE	Travaux aux terrains de tennis	DEL B278	2012-28/06/2013	5 745,00 €	4 021,50 €	1 723,50 €	
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	Réhabilitation de courts de tennis et réalisation de deux courts de tennis	DEL B246	2013-16/05/2013	41 971,00 €	12 591,30 €	29 379,70 €	
LAMBESC	Réaménagement du Parc des Sports et de Loisirs	DEL B074	2014-15/01/2014	389 799,00 €	272 859,30 €	116 939,70 €	
ROGNES	Implantation d'une tribune au complexe sportif des Garrigues	DEL B171	2015-09/04/2015	9 891,00 €	6 923,70 €	2 967,30 €	
EGUILLES	Aménagement d'un stand de ball-trap au domaine St Martin	DEL B647	2015-26/11/2015	7 312,00 €	5 118,40 €	2 193,60 €	
MEYRARGUES	Construction d'un complexe sportif sur le plateau de la Plaine	DEL B369	2013-18/07/2013	860 400,00 €	0,00 €	860 400,00 €	
BOUC-BEL-AIR	Réhabilitation du complexe sportif des Terres Blanches	DEL B392	2014-25/09/2014	56 500,00 €	0,00 €	56 500,00 €	
<b>TOTAL</b>							<b>1 070 103,80 €</b>

locales et à l'article L5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Sept dossiers sont encore en cours, les travaux ayant démarrés mais les dossiers n'ayant pu être clôturés pour diverses raisons. Il convient donc de prévoir le paiement des soldes dans les contrats pluriannuels.

Fonds de Concours Incitatifs Accessibilité						
COMMUNE	Opération	Délibération		Montant voté	Montant Mandaté	Solde FDC
LA ROQUE D'ANTHERON	Mise en accessibilité de l'Abbaye de Sylvacane, l'école Jules Ferry et l'Hôtel de ville	2013_B110	7/02/2013	68 975,00 €	48 282,50 €	20 692,50 €
MEYREUIL	Mise en accessibilité de la halte-harderie	2013_B188	16/03/2013	2 250,00 €	1 575,00 €	675,00 €
SAINT-ANTONIN SUR BAYON	Etude de mise en accessibilité de l'Espace Public Mairie et Eglise	2013_B188	16/03/2013	2 700,00 €	1 890,00 €	810,00 €
VENTABREN	Mise en accessibilité de la Bibliothèque	2013_B188	16/03/2013	6 500,00 €	1 950,00 €	4 550,00 €
BOUC BEL AIR	Mise en accessibilité des 3 groupes scolaires	2012_B168	10/05/2012	67 340,00 €	47 138,00 €	20 202,00 €
BOUC BEL AIR	Plan de mise en accessibilité de la voirie	2012_B226	28/06/2012	8 250,00 €	5 775,00 €	2 475,00 €
CHATEAUNEUF ROUGE	Mise en accessibilité du Château	2011_B362	07/10/2011	93 322,50 €	27 996,75 €	65 325,75 €
<b>TOTAL</b>						<b>114 730,25 €</b>

### Fonds de Concours Incitatifs Plan Patrimoine :

Le Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 a adopté par la délibération cadre pour les fonds de concours incitatifs la création d'un plan patrimoine à destination des communes et l'ouverture d'un AP/CP de 5 millions d'euros accompagnant ce plan sur la période 2010/2014. Cet AP/CP a été prolongé jusqu'à son annulation et abondé d'un million d'euros par le Conseil communautaire du 17 décembre 2015.

Ce programme de la Communauté du Pays d'Aix a pour ambition d'inciter et d'aider les 36 communes membres à restaurer et mettre en valeur leur patrimoine. Il s'agit de programmes pluriannuels thématiques d'études, de valorisation et de

restauration du petit patrimoine rural ou urbain, des objets mobiliers protégés et des monuments inscrits et classés, déclinés en 3 axes :

Axe1 : Opérations de restauration pluriannuelle des monuments inscrits prioritaires et/ou classés.

Axe 2 : Programmes pluriannuels d'étude, de valorisation et de restauration du petit patrimoine non protégé, rural et urbain.

Axe 3 : Réhabilitation et valorisation des objets mobiliers protégés.

Ci-dessous la liste des opérations concernées :

Fonds de Concours Incitatifs Plan Patrimoine					
COMMUNE	Opération	Délibération	Montant voté	Montant Mandaté	Solde FDC
AIX EN PROVENCE	Restauration de la toiture et des planchers de l'Hôtel de Châteaurenard	2011_B400	49 489,00 €	34 642,00 €	14 847,00 €
	Restauration de l'escalier de la Chapelle de la Visitation	2014_B400	16 585,00 €	11 610,00 €	4 975,00 €
	Etude et diagnostic de l'Hôtel Châteaurenard	2014_B400	4 800,00 €	3 360,00 €	1 440,00 €
	Rénovation de l'Ancien Archevêché 1ère tranche	2015_B117	37 500,00 €	0,00 €	37 500,00 €
	Eglise de la Madeleine Restauration « Présentation au Temple »	2015_B117	9 381,00 €	6 567,00 €	2 814,00 €
	Eglise de la Madeleine Restauration « La Visitation »	2015_B117	15 193,00 €	10 635,00 €	4 558,00 €
	Eglise de la Madeleine Restauration « La Vierge et l'Enfant »	2015_B117	7 264,00 €	5 085,00 €	2 179,00 €
	Eglise de la Madeleine Restauration « La Naissance de la Vierge »	2015_B117	14 871,00 €	14 410,00 €	461,00 €
	Eglise de la Madeleine Restauration « L'Immaculée Conception »	2015_B117	9 575,00 €	6 703,00 €	2 872,00 €
	Restauration de la Chapelle de la Consolation	2015_B376	150 326,00 €	105 228,00 €	45 098,00 €
	Restauration de l'Eglise Saint-Jean de Malte	2015_B376	70 296,00 €	49 207,00 €	21 089,00 €
BOUC BEL AIR	Caissons climatiques Eglise Saint-André	2015_B376	3 300,00 €	0,00 €	3 300,00 €
EGUILLES	Mise en valeur du Lavoir Tranche 2	2011_B400	30 000,00 €	21 000,00 €	9 000,00 €
LA ROQUE D'ANTHERON	Travaux Abbaye de Silvacane	2012_B135	69 227,00 €	48 459,00 €	20 768,00 €
	Etudes lapidaires Abbaye de Silvacane	2013_B237	3 116,00 €	2 181,00 €	935,00 €
LE PUY SAINT-REPARADE	Etude préalable pour la restauration du retable de l'Eglise St Pierre	2012_B269	2 330,00 €		2 330,00 €
	Réhabilitation du mur en Pierres, rénovation du four à pain et du Puits	2013_B315	17 908,00 €	5 372,00 €	12 536,00 €
LE THOLONET	Rénovation de tableaux de l'Eglise Ste Croix	2014_B400	13 500,00 €	0,00 €	13 500,00 €
PEYNIER	Réfection de l'Eglise Saint-Julien	2014_B068	19 450,00 €	13 615,00 €	5 835,00 €
TRETS	Restauration de l'église Notre Dame de Nazareth	2014_B068	21 846,00 €	0,00 €	21 846,00 €
<b>TOTAL</b>					<b>227 883,00 €</b>

## Fonds de Concours Incitatifs Équipements Culturels :

Le Conseil communautaire du 24 juin 2010 a adopté par la délibération cadre pour les fonds de concours incitatifs la création d'un plan la création d'un fonds de concours d'investissement aux communes pour l'aide à la construction, l'extension, la rénovation et l'équipement des bibliothèques et médiathèques municipales.

Le Conseil de communautaire du 31 mai 2012, a étendu ce fonds de concours aux communes à la construction, l'extension, l'équipement et la rénovation des équipements culturels des communes de la CPA.

Ce fonds de concours en investissement concerne l'ensemble des équipements culturels municipaux salles de spectacles, salle des fêtes, équipements d'enseignement musical et chorégraphique, d'enseignement des arts plastiques, médiathèques et bibliothèques, théâtres de verdure, lieux de résidence d'artistes, lieux d'expositions...

Il se décline ainsi :

- Construction d'équipements
- Extension et restructuration d'équipements existants
- Travaux de rénovation et d'amélioration d'équipements existants : économies d'énergie, isolation, réseaux, peintures, sols....
- Achat de matériel scénique ou d'équipement pour les salles de spectacles ou des fêtes
- Achat de mobilier spécifique ou d'accueil du public pour l'ensemble de ces équipements
- Achat de documents pour la création ou le renouvellement du fonds documentaire pour les bibliothèques et médiathèques
- Informatisation ou renouvellement du matériel informatique pour les bibliothèques et médiathèques.

Ci-dessous la liste des opérations concernées par cette délibération :

Fonds de Concours Incitatifs Plan équipements culturels					
COMMUNE	Opération	Délibération	Montant voté	Montant Mandaté	Solde FDC
CABRIES	Equipement de la bibliothèque	2015_B287	4 101,00 €	0,00 €	4 101,00 €
CHEATEAUNEUF LE ROUGE	Achat de matériel sono salle Mistrle, mobilier pour l'école de musique, fonds documentaire	2013_B238	4 750,00 €	2 375,00 €	2 375,00 €
	Acquisition de matériel pour la Bibliothèque	2014_B184	1 738,00 €	0,00 €	1 738,00 €
EGUILLES	Transformation de la Salle R Dyjak – Equipement en matériel numérique	2013_B238	25 845,00 €	0,00 €	25 845,00 €
PEYNIER	Acquisition pour la Bibliothèque	2015_B287	1 464,00 €	0,00 €	1 464,00 €
VENTABREN	Amelioration de la bibliothèque municipale (couverture isolation thermique)	2013_B238	23 500,00 €	16 450,00 €	7 050,00 €
<b>TOTAL</b>					<b>42 573,00 €</b>

Afin de favoriser la réalisation des projets d'aménagement de l'espace, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé la création d'un Fonds de Concours Spécifique pour les infrastructures voiries et réseaux

A ce jour, la majorité des Fonds de Concours attribués ont été soldés, ci-dessous figurent la liste des soldes qui devront être versés dans le cadre du Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement.

Fonds de Concours Spécifiques Voiries Réseaux						
COMMUNE	Opération	Délibération		Montant voté	Montant Mandaté	Solde FDC
PEYROLLES	Renouvellement des canalisations EU sous le pont de Sainte Anne	2014_B347	25/09/2014	90 000,00 €	63 000,00 €	27 000,00 €
PERTUIS	MO pour les travaux d'aménagement des rues Albert Desolme et Pierre Semard	2014_B347	25/09/2014	17 500,00 €	12 250,00 €	5 250,00 €

Par délibération du 14 décembre 2017 (n°2007\_A390), la Communauté du Pays d'Aix a souhaité soutenir les projets de développement urbain et enclencher une dynamique d'anticipation foncière.

Une commune peut solliciter le Territoire du Pays d'Aix pour la réalisation d'équipements publics, si a minima, le projet global est conforme aux objectifs :

- de respect des objectifs énoncés dans le bilan triennal de production de logements,
- du taux de logements en accession sociale > 30%,
- de la déclinaison d'une approche environnementale.

Afin de compléter le panel des actions communautaires en direction des communes dans le cadre de leur projet de développement urbain, il a été proposé par délibération n°2011\_A100 du 30 juin 2011, de définir l'intérêt communautaire d'opérations qui mèneraient à un projet volontariste en matière de logements sociaux et de développement durable. Dans le cadre du regroupement de l'ensemble des Fonds de Concours au sein des Contrats Pluriannuels de Développement, il conviendra de solder les 2 dossiers ci-dessous :

Fonds de Concours Habitat						
COMMUNE	Opération	Délibération		Montant voté	Montant Mandaté	Solde FDC
BOUC BEL AIR	Réalisation d'un Pôle Jeunesse	2012_B449	29/11/12	1 580 918,78 €	1 264 735,02 €	316 183,76 €
TRETS	Construction de logements sociaux chemin de Tambourinaire	2014_B046	15/01/2014	411 610,51 €	288 127,36 €	123 483,15 €
<b>TOTAL</b>						<b>439 666,91 €</b>

## Fonds de Concours pour l' « Aide à la construction de stations d'épuration »

Le fonds de concours est attribué dans le cadre d'opérations globales de construction ou de mise aux normes de stations d'épuration visant à améliorer la qualité du traitement des eaux usées.

La délibération du Conseil communautaire du 24 juin 2010 n°2010\_A091 précise les critères d'attribution, les modalités de versement.

Ci-dessous l'opération en cours dont le règlement est sollicité dans le cadre du Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement qu'il conviendra de mettre à jour.

Fond de Concours « Aide à la construction de stations d'épuration »							
COMMUNE	Opération	Délibération		Montant voté	Montant Mandaté	Solde FDC	
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	Construction d'une station d'épuration	2013_B298	27/06/13	193 600,00 €	76 600,00 €	117 000,00 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La délibération n°2015\_B471 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 sur l'octroi de fonds de concours globalisés d'investissement aux équipements communaux ;
- La délibération n°2013\_A084 du Conseil communautaire de la CPA du 6 juin 2013 sur l'octroi de fonds de concours incitatifs à vocation économique étendu au commerce et au tourisme ;
- La délibération n° 2012\_A238 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2012 relative à l'attribution d'un fonds de concours incitatif à la sylviculture et à l'exploitation des bois des forêts communales ;
- La délibération cadre n°2010\_A091 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative aux fonds de concours incitatifs ;

- La délibération n°2012\_A025 du Conseil Communautaire de la CPA en date du 15 mars 2012 instaurant les FDC Accessibilité ;
- La délibération n°2010\_A091 (convention cadre) du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 approuvant la création d'un plan patrimoine communal ;
- La délibération n°2010\_A091 (convention cadre) du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010, instituant le fonds de concours incitatif pour les médiathèques et bibliothèques municipales ;
- La délibération n°2012\_A087 du Conseil communautaire de la CPA du 31 mai 2012 créant le fonds de concours en investissement pour la construction, l'extension, l'équipement et la rénovation des équipements culturels des communes de la CPA ;
- La délibération n°2013\_A225 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant la création d'un AP/CP de 4M€ pour l'exécution du plan équipements culturels ;
- La délibération n°2013\_A201 du Conseil communautaire de la CPA du 29 novembre 2013 qui précise les modalités d'attribution des fonds de concours spécifiques pour les infrastructures de voiries et réseaux entre les communes et la CPA ;
- La délibération n°2007\_A390 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 " Principes de soutien aux communes en matière de projets de développement urbain " ;
- La délibération n°2010\_A091 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 "Fonds de concours incitatifs-Délibération cadre " ;
- La délibération n°2013\_A192 du Conseil communautaire de la CPA du 29 novembre

2013 relative à un dispositif de soutien aux communes dans le cadre de la dynamisation des projets ;

- La délibération n°2013\_A218 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 relative à la dynamisation des investissements communautaires sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2014\_A107 du Conseil communautaire de la CPA du 22 mai 2014 portant approbation d'un avenant au contrat communautaire pluriannuel de développement ;
- La délibération n° 2015\_B129 du Bureau communautaire de la CPA du 9 avril 2015 portant approbation d'un avenant type aux Contrats Communautaires Pluriannuels de Développement.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de définir de nouvelles modalités de gestion des fonds de concours.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont clôturés les Fonds de Concours d'investissements, globalisés, incitatifs, spécifiques, construction de stations d'épurations et aménagement.

**Article 2 :**

Les opérations en cours, l'ensemble des soldes à percevoir, tels que récapitulés dans cette délibération seront mandatés sur le budget des contrats communautaires pluriannuels.

**Article 3 :**

Les opérations non démarrées et ayant fait l'objet d'une avance, à la suite de cette délibération les titres de recettes correspondants seront émis afin de récupérer les acomptes versés.

**Article 4 :**

Les annexes des contrats devront être mises à jour afin d'intégrer les opérations non démarrées, et seulement différées. L'ensemble des montants à verser, tels que récapitulés dans les tableaux ci-dessus, seront mandatés dans le cadre des contrats communautaires pluriannuels.

**Article 5 :**

Le montant des crédits nécessaires pour solder les opérations engagées s'élève à 2 M€. Ils sont inscrits dans l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur une ligne de l'Autorisation de Programme des Contrats Communautaires Pluriannuels de Développement : AP n°2017/2 Imputation 4581 – 020 – 4581162718, sans augmentation des crédits de paiement prévus pour 2018 sur les contrats qui s'élèvent à 36 M€.

**Article 6 :**

Est fixé à 2 000,00 € le seuil minimal de versement d'un fonds de concours, exception faite des soldes relatifs aux montants déjà versés.

**Article 7 :**

Sont approuvées les nouvelles modalités de mandatement, les demandes de versement effectuées par les communes seront réceptionnées sous forme dématérialisée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 069-3088/17/CM**

**■ Demande de remise gracieuse du régisseur de recettes des piscines du Territoire du Pays d'Aix suite à un vol commis le 7 août 2017  
MET 17/5192/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame Christiane Marchal, régisseur de recettes des piscines du Territoire du Pays d'Aix, a informé les services du Territoire du Pays d'Aix qu'un déficit de 2 753 € a été constaté suite à un vol sans effraction commis dans la nuit du 7 août 2017 dans les locaux de la sous régie du lac de Peyrolles. La somme de 2 753 € au total a été dérobée, soit 2 723 € en espèces et 30 € en chèques. Une plainte contre X a été déposée le 11 août 2017 et une déclaration a été faite auprès de l'assureur de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix.

Au terme de l'article 4 du décret du 5 mars 2008, la responsabilité personnelle et pécuniaire du régisseur est engagée dès lors qu'un déficit en deniers ou en valeur est constaté.

Comme le prévoit la législation, l'ordonnateur principal de la collectivité a adressé à Madame Christiane Marchal un ordre de versement correspondant au montant des pertes de recettes subies. Madame Christiane Marchal a présenté auprès de la collectivité une demande de remise gracieuse, conformément à la procédure autorisée par le décret du 5 mars 2008.

Le régisseur peut demander la remise de la somme mise à sa charge, celle-ci étant destinée à prendre en compte les circonstances de l'apparition du déficit et de la situation personnelle du régisseur.

La remise gracieuse doit recevoir l'approbation de l'assemblée délibérante avant d'être transmise au comptable public qui statue sur la demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Délibère**

**Article unique :**

Est accordée la remise gracieuse présentée par le régisseur de recettes des piscines du Territoire du Pays d'Aix, pour ce déficit d'un montant de 2 753 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 070-3089/17/CM**

**■ Commissions Permanentes de Travail et d'Etudes - Modifications  
MET 17/5588/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°HN 004-032/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a créé douze Commissions Permanentes de Travail et d'Études dont la composition a été déterminée par la délibération modifiée n°HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016.

Cependant, suite au décès de Madame Colette BABOUCHIAN et de Monsieur Robert LAGIER, et compte tenu de la fin de mandat d'élu métropolitain de

Messieurs Eric DIARD, Michel AMIEL, Albert SALE et Roland DARROUZES, il convient de procéder à leur remplacement au sein des Commissions Permanentes de Travail et d'Études dans lesquelles ils avaient été désignés.

Ces remplacements n'ont pas d'incidence sur la gouvernance globale des Commissions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 004-032/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant création de douze commissions de travail et d'études ;
- La délibération modifiée n°HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole relative à la composition des commissions de travail et d'études.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Que suite au décès de Madame Colette BABOUCHIAN et de Monsieur Robert LAGIER, et compte tenu de la fin de mandat d'élu métropolitain de Messieurs Eric DIARD, Michel AMIEL, Albert SALE et Roland DARROUZES, il convient de procéder à leur remplacement au sein des Commissions Permanentes de Travail et d'Études dans lesquelles ils avaient été désignés ;

**Délibère**

**Article unique :**

Est modifiée comme suit la délibération modifiée n°HN 002-135/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 :



- Commission permanente de travail et d'études « Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur »

- Monsieur Eric DIARD est remplacé par Monsieur Bruno CHAIX

- Commission permanente de travail et d'études « Emploi, Formation Professionnelle, Insertion »

- Madame Colette BABOUCHIAN est remplacée par Madame Marie-Christine CALATAYUD

- Monsieur Robert LAGIER est remplacé par Monsieur Jean-Pascal GOURNES

- Commission permanente de travail et d'études « Urbanisme et Aménagement »

- Monsieur Michel AMIEL est remplacé par Madame Monique SLISSA

- Commission permanente de travail et d'études « Développement Territorial, Logement, Centres Anciens, Contrat de Ville »

- Monsieur Albert SALE est remplacé par Monsieur Jean-Marie LEONARDIS

- Commission permanente de travail et d'études « Voirie, Espaces Publics et Grands Equipements Métropolitains »

- Monsieur Roland DARROUZES est remplacé par Monsieur Auguste COLOMB

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 071-3090/17/CM**

#### **■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs et commissions internes MET 17/5586/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes. Il est proposé aujourd'hui de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, des modifications sont à effectuer pour les raisons ci-après :

- Suite au décès de Monsieur Robert LAGIER, il convient de procéder à son remplacement au sein du Comité de pilotage CPIE / Education environnement pour lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants par délibération n°FAG 097-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016.

- Par délibération n°FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé et fixé la composition de la Commission d'Indemnisation Amiable des Préjudices Commerciaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence. A ce titre, ont été désignés en tant que Vice-Présidents de cette commission, Monsieur Gérard GAZAY et Madame Solange BIAGGI, et en tant que membres permanents, Monsieur Jean-Christophe GROSSI et Madame Dominique FLEURY-VLASTO. Cependant, suite à la fin du mandat d'élu métropolitain de Monsieur Jean-Christophe GROSSI, il convient de procéder à son remplacement au sein de la Commission d'Indemnisation Amiable des Préjudices Commerciaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de modifier sur ce point l'article 3 de la délibération n°FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole 30 juin 2016.

- Par délibération n° HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016, modifiée par la délibération n° FAG 053-2711/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du conseil d'administration de l'établissement public national créé pour assurer la gestion et l'aménagement du Parc

national des Calanques. Cependant, Monsieur Yves MORAINÉ, désigné à ce titre, siège déjà au sein de cette instance en qualité de représentant permanent du Maire de Marseille. Par ailleurs, lors de la modification apportée par la délibération n° FAG 053-2711/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, une erreur s'est glissée dans la qualité des représentants de la Métropole. Il convient donc de modifier sur ces points la délibération modifiée n° HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016.

- Compte tenu de la fin du mandat d'élue métropolitain de Monsieur Michel AMIEL, il convient de procéder à son remplacement au sein des différents organismes, ci-après listés, pour lesquels il a été désigné pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence, et de modifier sur ce point les délibérations afférentes :

- la Commission de suivi de site (CSS) pour l'établissement EPC-France à Cabriès, pour laquelle les représentants de la Métropole, au sein du collège « collectivités », ont été désignés par la délibération n° HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016, modifiée sur ce point par la délibération n° FAG 097-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 ;

- le conseil d'administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n° HN 005-033/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 ; étant précisé qu'il convient également d'actualiser la dénomination de cette SPLA, initialement dénommée dans cette délibération « SPLA ».

- Compte tenu de la fin du mandat d'élue métropolitain de Monsieur Eric DIARD, il convient de procéder à son remplacement au sein des différents organismes, ci-après listés, pour lesquels il a été désigné pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence, et de modifier sur ce point les délibérations afférentes :

- le Comité de pilotage PLIE MPM Ouest pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n° HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 ;

- le collège « exploitant » de la Commission de suivi de site (CSS) du centre de traitement multifilière de déchets ménagers avec valorisation énergétique à Fos-sur-Mer (EvéRé) pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n° HN 003-136/16/CM du 28 avril 2016, modifiée sur ce point par la délibération n° FAG 041-1772/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 ;

- la Commission consultative de l'environnement de l'aérodrome Marseille-Provence pour laquelle les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n° HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016, modifiée sur ce point par la délibération n° FAG 053-2711/17/CM du 19 octobre 2017 ;

- Par délibération n° HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016, modifiée sur ce point par la délibération n° FAG 097-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants titulaires et suppléants au sein du collège « exploitant » de la commission de suivi de site (CSS) pour la décharge du Mentaure à La Ciotat. A ce titre, ont notamment été désignés Monsieur Jean-Louis TIXIER, en qualité de représentant titulaire, et Monsieur Eric DIARD, en qualité de représentant suppléant. Cependant, compte tenu de la fin du mandat d'élue métropolitain de Monsieur Eric DIARD d'une part, et Monsieur Jean-Louis TIXIER étant déjà membre du collège « collectivité » de cette commission en tant que représentant de la commune de La Ciotat, il convient de procéder à leur remplacement au sein du collège « exploitant » de cette commission de suivi de site (CSS).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;
- Que, dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

**Article 2 :**

Sont abrogées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du conseil d'administration de l'établissement public national créé pour assurer la gestion et l'aménagement du Parc national des Calanques telles qu'approuvées par la délibération n° HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016, modifiée par la délibération n° FAG 053-2711/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017.

**Article 3 :**

Sont modifiées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Comité de pilotage CPIE / Education environnement,

de la Commission d'Indemnisation Amiable des Préjudices Commerciaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du collège « collectivités » de la Commission de suivi de site (CSS) pour l'établissement EPC-France à Cabriès, du conseil d'administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires, du Comité de pilotage PLIE MPM Ouest, du collège « exploitant » de la Commission de suivi de site (CSS) du centre de traitement multifilière de déchets ménagers avec valorisation énergétique à Fos-sur-Mer (EvÉRÉ), de la Commission consultative de l'environnement de l'aérodrome Marseille-Provence, et du collège « exploitant » de la commission de suivi de site (CSS) pour la décharge du Mentaure à La Ciotat, telles qu'approuvées par la délibération n°FAG 097-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, par l'article 3 de la délibération n°FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole 30 juin 2016, par la délibération modifiée n° HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et par la délibération n°HN 005-033/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 072-3091/17/CM**

**■ Réforme de véhicules légers et de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes  
MET 17/5228/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix, dispose d'un parc de véhicules légers, de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues lui permettant d'exercer ses compétences.

Compte tenu de l'ancienneté (au-delà de 7 ans) ou du kilométrage (+ 100 000 km) ou de la faible utilisation de certains véhicules, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du Territoire du Pays d'Aix et de procéder à leur réforme.

La plupart de ces véhicules feront l'objet d'une vente confiée aux Domaines et ouverte aux particuliers.

Une communication sera effectuée auprès des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour leur permettre de participer à ces ventes à titre personnel.

En conséquence, il apparaît nécessaire de procéder à la réforme des véhicules listés dans le tableau annexé (annexe 1).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des véhicules légers, véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté et/ou de leur kilométrage important et/ou de la faible utilisation.

**Délibère**

**Article 1 :**

Les véhicules figurant sur la liste ci-annexée sont retirés de l'inventaire du patrimoine du Territoire du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous Politique A 110, Fonction 020, Chapitre 11, Nature 7788, 6DPL.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 073-3092/17/CM**

**■ Réforme et cession de véhicules légers et utilitaires et d'un engin  
MET 17/5801/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Territoire Istres-Ouest Provence dispose d'un parc de véhicules légers et utilitaires ainsi que des engins lui permettant d'exercer ses compétences.

Compte tenu de l'ancienneté (au-delà de 7 ans), du kilométrage (+ de 100 000 km) et de l'état technique, il est nécessaire de les sortir de l'inventaire des biens mobiliers de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de procéder à leur réforme.

23 de ces véhicules feront l'objet d'une vente à des garages sollicités pour faire une offre.

Par ailleurs, un véhicule et un engin, compte tenu de leur état, seront repris par un ferrailleur pour destruction totale.

En conséquence, il apparaît nécessaire de procéder à la réforme de ces véhicules listés dans le tableau annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des véhicules légers, des véhicules utilitaires et de l'engin, compte tenu de leur ancienneté, de leur kilométrage important ou de leur état d'épave ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Les véhicules figurant dans le tableau ci-annexé sont retirés de l'inventaire des biens mobiliers de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 024, nature 024

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 074-3093/17/CM**

#### **■ Mise à jour du tableau des effectifs**

#### **MET 17/5732/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la poursuite du travail de repérage des compétences, il apparaît nécessaire d'ajuster les emplois tant sur le plan administratif qu'au niveau des postes.

De même, pour préparer l'accueil des agents à transférer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, il est nécessaire de créer les emplois correspondants et ainsi abonder le tableau des effectifs.

A cette occasion, l'administration procède aux définitions des emplois validés par les commissions dédiées qui nécessitent l'ajustement du tableau des effectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- Le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Le décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- Le décret n°87-1097 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ;
- Le décret n°87-1098 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire applicable aux administrateurs territoriaux ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°91-857 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique ;
- Le décret n°91-858 du 2 septembre 1991 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux professeurs territoriaux d'enseignement artistique ;
- Le décret n°91-839 du 2 septembre 1991 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine ;
- Le décret n°91-840 du 2 septembre 1991 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux conservateurs territoriaux du patrimoine ;
- Le décret n°91-841 du 2 septembre 1991 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux des bibliothèques ;
- Le décret n°91-842 du 2 septembre 1991 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux conservateurs territoriaux des bibliothèques ;
- Le décret n°92-364 du 1 avril 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives ;
- Le décret n°92-366 du 1 avril 1992 portant échelonnement indiciaire applicable aux conseillers territoriaux des activités physiques et sportives ;
- Le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
- Le décret n°2010-330 du 22 mars 2010 modifié fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux ;
- Le décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux ;

- Le décret n°2016-200 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux ;
- Le décret n°2016-202 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs en chef territoriaux ;
- Le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;
- La délibération n° FAG 055-2713/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 relative à la mise à jour des effectifs, créations, ajustements et modifications des postes dans le cadre des besoins de service et du mouvement de personnel ;
- L'avis du Comité technique de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, donnant lieu à la création de postes budgétaires correspondants.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 catégorie A de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emploi précisé dans chaque définition de poste.

En conséquence, il est proposé d'approuver les définitions d'emplois comme suit :

Description des missions et compétences attendues pour chacun de ces postes :

**Pour la Direction Générale Adjointe Agriculture Forêts Paysages Intérêt Métropolitain :**

- Un chargé de mission planification urbaine inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Participer à la mise en œuvre du SCOT approuvé par le territoire et

du projet de territoire en cours d'élaboration en matière de planification territoriale (PLU et suivi du SCOT), de stratégie foncière et de projets urbains.

Profil : connaître les règles générales de la commande publique, droit de l'urbanisme, esprit d'équipe, sens de l'organisation. Diplôme d'études supérieures.

- Un chargé de mission eau assainissement pluvial et préfiguration du transfert de la voirie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Piloter la politique publique du territoire en matière d'eau potable, d'assainissement, de pluvial, coordonner l'action publique en lien avec les communes ainsi que les différents syndicats et sociétés publiques locales intervenant sur l'eau, l'assainissement, le pluvial et la voirie.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, assister les décideurs dans l'élaboration des projets, accompagner et assurer la mise en œuvre des plans d'actions, sens des responsabilités.

- Un chargé de mission inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Assister le Chef de service dans le suivi et la mise en œuvre des politiques forestières initiées par la Direction Forêt et les Comités de gestion des massifs forestiers, assurer la relation avec les partenaires institutionnels, assurer le suivi administratif des marchés publics de travaux, MOE et AMO.

Profil : interaction avec les services ressources, connaissances du milieu forestier, sens du management, aisance relationnelle. Diplôme d'études supérieures.

**Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité Déplacements Transports Espace Public et Voirie :**

- Un directeur adjoint économie des transports inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chefs territoriaux.

Description du poste : Assurer le suivi du fonctionnement du réseau et les relations avec le délégataire, participer à la réalisation et suivi des projets BHNS et de Pôles d'échanges, participer aux diverses réunions de mise en œuvre, de circulation.

Profil : connaissances du métier des transports, maîtrise des contrats

d'exploitation des différents réseaux, rigueur, précision.

- Un chef de service suivi des contrats et mesure de la qualité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Organiser et suivre le dispositif de contrôle qualité de la DPAO, le suivi d'accompagnement des circuits scolaires et celui de la gestion des titres de transports scolaire, organiser le suivi administratif de la DPAO et monter et suivre les marchés afférents aux missions.

Profil : analyser les besoins en organisation, connaître le fonctionnement des collectivités territoriales, rédiger les pièces des marchés publics, connaître les techniques de management des petites équipes, capacité d'adaptation, réactivité.

- Un chef de service organisation et exploitation réseaux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Organiser le suivi opérationnel de l'exploitation réseaux, et suivre le travail des antennes délocalisées en coresponsabilité avec le chef du service suivi des contrats, mesure de la qualité et accompagnateurs scolaires, participer au montage et suivi des marchés de transport.

Profil : comprendre et expliquer les procédures de travail, piloter, suivre contrôler évaluer les activités, capacité d'analyse, capacité de planification, réactivité.

- Un chargé de délégations de service public inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Assurer l'élaboration des contrats de délégation de service public de la direction adjointe du stationnement, pôles d'échanges, maintenance des ouvrages de mobilité.

Contrôler les rapports des délégataires, les rapports des instances.

Profil : connaître le cadre réglementaire et législatif des DSP, connaître le fonctionnement financier et comptable des entreprises privées, analyse, rigueur, sens de la confidentialité.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines :**

- Quatre conseillers mobilité recrutement inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Participer au processus de recrutement interne/externe, participer au jury de recrutement composé systématiquement pour chaque procédure, accompagner les directions dans le choix du candidat à retenir, conduire des entretiens, analyser la demande, mettre en place un plan d'actions et soutenir l'agent dans sa mise en œuvre.

Profil : conseiller dans son domaine de compétences, connaître et mettre en œuvre le statut de la FPT, accompagner l'élaboration de projet, capacité d'analyse, aptitude à la communication.

#### **Pour l'Inspection Générale des Services :**

- Un directeur inspection inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Réaliser les missions d'audits, de contrôle et d'expertise dans les domaines administratifs, organisationnels et juridiques et jurisprudentiels, élaborer des scénarii d'évolution ainsi que les modes de fonctionnement ou d'organisation, apporter un soutien aux missions directement réalisées par l'Inspecteur Général.

Profil : croiser des données pour produire une analyse globale, élaborer des préconisations, maîtriser le droit public, esprit de synthèse. Diplôme d'études supérieures.

- Un auditeur gestion externalisée inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assurer le contrôle, l'analyse financière, le conseil juridique et l'assistance aux directions des différentes délégations de service public, élaborer régulièrement le diagnostic des forces et faiblesses des contrats DSP et une typologie des risques.

Profil : contrôler la gestion, croiser des données pour produire une analyse globale, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, esprit d'initiative, rigueur, précision. Diplômes d'études supérieures.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Affaires Générales et Moyens Généraux :**

- Un conseiller technique moyens généraux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assister le DGA dans le domaine des Moyens Généraux et de la Logistique pour atteindre les objectifs déterminés dans le cadre métropolitain, optimiser les procédures d'organisation en proposant des axes d'évolution.

Profil : conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques et stratégiques en plan d'actions, capacité d'anticipation, force de proposition.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale :**

- Un responsable de division FAJ inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Piloter la mise en œuvre du Fond d'aide aux jeunes relatif aux aides financières accordées pour les jeunes de 18 à 25 ans, manager et assurer la coordination de l'équipe, assurer la formation et l'évolution des agents, contrôler le montant des aides accordées par les Présidents de Commission.

Profil : analyser une situation, rédiger un rapport et rendre compte à sa hiérarchie, connaître le Règlement Intérieur du FAJ, sens du service public, ouverture d'esprit.

- Un chargé de mission mise en œuvre des politiques métropolitaines de l'habitat et du logement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Animer la direction habitat/logement, mettre en œuvre les politiques métropolitaines, participer aux divers groupes de travail thématiques métropolitain : délégation des aides à la pierre, copropriétés, PLH, gens du voyage, assurer le suivi des dossiers en lien avec la problématique ANRU.

Profil : connaissances du cadre général de la politique en matière d'habitat, sens du service public, esprit de synthèse.

- Un chargé de mission marchés publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Mettre en place et assurer le suivi des marchés publics, des Conventions et des DSP, rédiger et suivre les conventions des directions de la DGA, assurer l'interface avec les partenaires financiers.

Profil : connaître la réglementation des marchés publics, connaissances juridiques, capacité d'analyse et de synthèse, discrétion.

- Deux chargés de développement territorial inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Proposer et mettre en œuvre les programmes d'actions déclinées dans le contrat de ville à l'échelle d'un ou plusieurs bassins de vie, participer à la conception, au pilotage et à l'animation des programmes de développement locaux à l'échelle des bassins de vie en lien avec les axes stratégiques et les thématiques transversales déclinées dans chaque équipe territoriale de projets.

Profil : savoir conduire et animer des réunions, croiser des données pour produire une analyse globale, connaître les rouages de la vie associative, autonomie, capacité d'analyse.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Culture Sports et Stratégie Environnementale :**

- Un directeur adjoint stratégie environnementale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Organiser des opérations de sensibilisation du public aux enjeux de l'environnement et du développement durable, proposer des objectifs et actions afin d'améliorer le cadre de vie des habitants.

Profil : connaissances du domaine de l'environnement sa réglementation, ses éléments de connaissances scientifiques et techniques, connaissances de l'organisation institutionnelle et des systèmes de prise de décisions, esprit d'analyse, esprit de synthèse. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service écologie urbaine inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Piloter et animer l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Métropolitain, organiser la mise œuvre, le suivi et l'évaluation, fixer et partager les recommandations sur le plan de l'énergie, du changement climatique et la qualité de l'air à intégrer dans les autres plans, schémas, et agendas de la métropole.

Profil : connaître l'organisation institutionnelle et les systèmes de prise de décisions, maîtriser les aspects techniques, opérationnels, juridiques et financiers pour conduire des projets. Diplôme d'études supérieures.



- Un chargé de mission adaptation du territoire aux changements climatiques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Animer des équipes pluridisciplinaires et transversales pour la mise en œuvre du pilotage des groupes de travail, propositions d'actions, rédaction des délibérations, évaluation, organisation de restitutions annuelles écrites, événements.

Profil : connaissances des enjeux des plans climat et développement durable, connaissances des approches économiques de l'énergie et des flux entre entreprises, esprit de synthèse.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques :**

- Deux acheteurs inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Piloter en mode projet la démarche achat : mode de recueil des besoins, analyse fonctionnelle, revue des spécifications, analyse des offres, sélection de fournisseurs, assister au recensement des besoins des prescripteurs, anticiper les renouvellements de marchés.

Profil : mettre en œuvre des actions de gestion de projet, croiser des données pour produire une analyse globale, capacité rédactionnelle, rigueur, précision.

- Un conseiller juridique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assister et encadrer la mise en œuvre des procédures de mise en concurrence requises par la réglementation nationale et communautaire, par sa parfaite maîtrise des mécanismes du Droit de la commande publique.

Profil : élaborer des préconisations, contrôler la passation et l'exécution des marchés publics, aisance relationnelle, capacité d'analyse, esprit de synthèse. Master 2 spécialité Droit Public.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Finances et Budget :**

- Un directeur général adjoint délégué inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : Assurer son rôle de collaborateur en soutien direct de l'activité du DGA finances et budget, aider dans le suivi et la mise en œuvre opérationnelle de

l'activité et des dossiers de la DGA qu'il aide à piloter.

Profil : déléguer une activité, connaître les instances, processus et circuits de décision, maîtriser l'environnement financier et juridique des collectivités, esprit critique. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur adjoint budget programmation prospective inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Piloter la réalisation des objectifs de la Direction Adjointe, réaliser une analyse et un contrôle de la gestion de l'activité de la Direction Adjointe, veiller à l'adéquation des ressources nécessaires à la réalisation des objectifs.

Profil : assister les décideurs dans l'élaboration des projets, communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, connaître et appliquer le statut de la FPT, rigueur, esprit de synthèse.

- Un chef de service stratégie intégration budgétaire des nouvelles compétences inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Bâtir, en lien avec la direction de projet CLECT, les DGA, et les territoires, le cadre de nouvelles constructions budgétaires, s'assurer des modalités techniques de mise en œuvre (outils informatiques notamment...), assurer le pilotage d'une gestion budgétaire métropolitaine consolidée.

Profil : assister les décideurs dans l'élaboration des projets, communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, diplomatie, disponibilité.

- Un chef de service adjoint fiscalité et dotations inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Superviser la coopération fiscale avec les autres services de la Métropole et les communes membres, coordonner la communication interne et externe, piloter la gestion des litiges fiscaux, participer au management du service et à la conduite de projet.

Profil : maîtriser les notions de management, connaître les grands principes du droit des collectivités territoriales, connaître et mettre en œuvre la législation fiscale, réactivité. Master 2 en finances locales ou en droit des collectivités territoriales.

- Un chargé de mission transversal inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Accompagner le Directeur Ressources dans le suivi des dossiers transversaux internes de la DGA et des directions opérationnelles de celle-ci, suivre et participer à la coordination des projets transversaux de la DGA.

Profil : élaborer des préconisations, élaborer et gérer des indicateurs, proposer une démarche de travail et des préconisations, capacité d'analyse, esprit de synthèse. Diplôme d'études supérieures.

- Un chargé de mission de gestion exécution financière inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du profil : Organiser le transfert des compétences au sein des territoires, participer à la définition et la bonne exécution des actions et des objectifs liés aux missions définies par le directeur, optimiser les procédures comptables, mettre en place de nouvelles procédures en matière comptable.

Profil : mettre en œuvre des actions de gestion de projet, savoir conduire et animer des réunions, proposer une démarche de travail et une stratégie de projet, autonomie.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Communication Relations Extérieures et Grands Evènements :**

- Un chargé de projet média planning inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Elaborer et tenir à jour une base de données qualifiée des espaces d'affichages métropolitains (emplacements, valorisation...), suivre les programmations d'affichage par annonceur.

Profil : Gérer des marchés d'achats d'espaces. Participer à l'élaboration des plans de communication. Analyser des contenus, assurer la veille stratégique media.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Développement Economique et Attractivité :**

- Un chargé de mission développement numérique et très haut débit inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Animer et consolider, en externe, la mise en réseau des acteurs du territoire qui interviennent dans le champ de l'innovation numérique afin de les accompagner

dans l'émergence de leurs projets, et, afin de soutenir les initiatives partenariales sur le territoire, recenser et coordonner les besoins en termes de d'accompagnement de projets numériques en interne comme auprès de l'écosystème extérieur.

Profil : connaissance de la préparation des rapports pour les assemblées, travail en équipe permanent, bonne connaissance des acteurs de l'écosystème de l'innovation numérique y compris en matière de très haut débit (THD), réactivité, souplesse. Bac +3 minimum spécialité économie, systèmes d'information, stratégie digitale.

- Un chargé de mission transition énergétique et économie circulaire inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Accompagner l'émergence d'une filière hydrogène dans ses différentes dimensions, soutenir la filière biomasse y compris micro algues, soutenir en technique ponctuel sur les thématiques internes du service ou sur l'analyse de projets portés par des entreprises, établir les transversalités utiles avec les projets de la Métropole et de la Région dans les domaines de l'énergie, de l'économie circulaire (Smart Grids, Endurance Energies...).

Profil : conduire et animer des réunions, assister les décideurs dans l'élaboration des projets, communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, connaissance et pratique éprouvée des domaines d'activité du service méthodes et dispositifs, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités. Bac +4 minimum.

- Un chef de projet aéronautique et mécanique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Participer au développement du projet économique du territoire et à la mise en œuvre des orientations stratégiques de la Métropole en matière de projets structurants métropolitains, assurer le pilotage, la coordination et l'animation du volet métropolitain des opérations Henri Fabre et Jean Sarrail, s'assurer de la bonne exécution des projets et de leur évaluation.

Profil : connaissance des politiques publiques et des acteurs institutionnels, connaissance du montage d'opérations économiques, autonomie, rigueur, ouverture d'esprit.

- Un chargé de mission rayonnement international et méditerranéen inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Participer à la mise en œuvre de la stratégie internationale de la Métropole, assurer le suivi des contacts à l'étranger de la Métropole, développer le contenu économique des missions internationales, consolider le réseau international de la Métropole y compris au Maghreb et en Afrique, mettre en œuvre les orientations stratégiques internationales de l'agenda du développement économique de la Métropole.

Profil : conduire et animer des réunions, animer des groupes de travail multiculturels, maîtriser la rédaction d'argumentaires économiques en langue étrangère, maîtriser l'anglais professionnel et une autre langue étrangère, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme. Diplôme d'enseignement supérieur ou expérience internationale ou école de commerce.

- Un chargé de mission développement des territoires politiques publiques d'aménagement et de développement territorial inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Mettre en place et développer des outils favorisant le commerce et l'artisanat, accompagner les associations de commerçants dans leur démarche d'animation et de promotion de leurs centre-ville ou quartier, concevoir, coordonner et mettre en œuvre des projets FISAC, organiser et animer les comités techniques et de pilotage, assurer la gestion du partenariat pour ces projets, rédiger et suivre les marchés publics pour la mise en œuvre des actions, rédiger les bilans des dossiers FISAC.

Profil : maîtriser la conduite de projets, connaître la réglementation nécessaire à l'application et à la réalisation de ses projets, force de proposition, autonomie, adaptation et réactivité.

- Un chargé de mission SIG économie numérique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Coordonner les aspects techniques relatifs au déploiement et au développement du réseau d'initiative public très haut débit, collaborer à la mise en œuvre des projets d'extension du réseau de la DSP très haut débit, participer à l'élaboration des documents DCE et conduire des marchés publics en lien avec la DSP, assurer la veille technique des mécanismes réglementaires, législatifs et financiers liée au réseaux THD.

Profil : maîtriser les logiciels spécifiques, connaissances dans le domaine des réseaux de télécommunications et du monde économique, connaissance des logiciels applicatifs métier ARCGIS, Quantum GIS, rigueur.

- Un conseiller technique auprès du DGA inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assurer la bonne organisation et contrôler le processus délibératif, venir en appui du DGA en matière de relation avec les élus, institutions et organismes partenaires, traiter certains dossiers à la demande du directeur général adjoint, assurer toute forme de reporting et d'alerte, coordonner les affaires générales de la DGA.

Profil : assister les décideurs dans l'élaboration des projets, communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, concevoir des outils et des procédures, organisation, rigueur et méthode.

- Un développeur économique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assurer le suivi et la capitalisation des relations avec les prospects du territoire, promouvoir les produits immobiliers ou fonciers disponibles, instruire les projets et les demandes de financement afférentes des structures d'accompagnement à la création d'entreprise, coordonner et optimiser des partenariats.

Profil : connaître le développement économique, travailler en équipe, qualité relationnelle et rédactionnelle. Diplôme d'études supérieures.

- Un chargé de mission emploi, FISAC, commerce, facilitateur marchés clausés inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Concevoir, piloter et animer un programme d'actions, communiquer sur les actions, leurs finalités et leurs enjeux, instruire les projets et les demandes de financement afférentes, animer le réseau des acteurs locaux, mettre en œuvre des outils de suivi et d'évaluation des actions, proposer des modalités de mise en œuvre des programmes d'actions.

Profil : travailler en équipe et avec les partenariats locaux du territoire, qualité relationnelle et rédactionnelle, Diplôme d'études supérieures.

- Un Chargé de Mission en charge des zones d'activités inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Définir les contenus économiques venant en appui des projets de

création de zones d'activités, réaliser des études d'opportunités, études de marchés et positionnement relatifs à la création de zones d'activités, suivre et animer les projets de requalification des zones d'activités, participer aux réseaux d'entreprises à l'échelle de la métropole, organiser et coordonner l'action des différents partenaires, élaborer et tenir à jour un état des lieux des ZAE existantes sur le territoire, Profil : maîtriser la conduite de projets, connaître la réglementation nécessaire à l'application et à la réalisation de ses projets, force de proposition, autonomie, adaptation et réactivité.

#### **Article 2 :**

Il est nécessaire de modifier des intitulés de services afin de favoriser l'adéquation avec l'organisation des services, ces modifications ne donnent pas lieu à la création d'emplois budgétaires, comme suit :

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité Déplacements Transports Espace Public et Voirie :**

- Le Chef de Service Information des Transports délibéré en Conseil Métropolitain du 19 Octobre 2017 est redéfini en Chef de Service Exploitation des Systèmes d'Information Transports.
- Le Chef de Service Exploitation de Proximité Secteur pays Salonnais délibéré en Conseil Métropolitain du 19 Octobre 2017 est redéfini en Chef de Service Exploitation Réseau Nord-Ouest.
- Le Chef de Service Exploitation de Proximité Secteur Etang de Berre Contrats Economie des Transports délibéré en Conseil Métropolitain du 19 Octobre 2017 est redéfini en Chef de Service Réseau Organisation et Exploitation du Réseau Centre.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'Information :**

Le Chef de Projet Informatique délibéré en Conseil Métropolitain du 19 Octobre 2017 est renommé en Ingénieur Systèmes Informatiques.

#### **Article 3 :**

Pour régulariser les emplois de catégorie A définis en Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017, et pour mettre à jour le tableau des effectifs conformément aux mouvements de personnel, il est proposé de supprimer les postes visés ci-dessous comme suit :

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité Déplacements Transports Espace Public et Voirie :**

- Poste du Directeur de proximité Nord-Ouest
- Poste du Directeur de proximité Centre Contrats Economie des transports

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Communication Relations Extérieures et Grands Evènements :**

- Poste de chargé de projet communication digitale

#### **Pour le réseau Ulysse :**

- Suppression des 149 emplois de droit privé désormais employés par RTM Ouest Métropole.

#### **Article 4 :**

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services des conseils de territoire, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, donnant lieu à la création de postes budgétaires correspondants.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 catégorie A de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emploi précisé dans chaque définition de poste

#### **Pour la Direction Générale des Services du Territoire Marseille Provence :**

- Un directeur secrétariat général inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assister et conseiller le directeur général des services dans les processus décisionnels, gérer le lien entre la DGS du territoire Marseille Provence, le cabinet du président et les autres directions du territoire Marseille Provence ainsi qu'avec les communes membres.

Profil : élaborer des préconisations, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, proposer une démarche de travail et une stratégie de projet, capacité d'analyse, capacité d'anticipation. Diplôme d'études supérieures.

**Pour la Direction Générale Adjointe de l'Eau et  
Domaine Public du Territoire Marseille Provence :**

- Un conseiller technique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Participer à la politique financière des domaines de compétence de la DGA, suivre et participer à la coordination de projets spécifiques ou transversaux.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, concevoir et conduire un projet, capacité d'analyse, esprit de synthèse.

- Deux chargés d'études techniques eau et assainissement inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Réaliser les études techniques dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, du pluvial et de l'environnement, apporter une expertise ou un appui technique dans ces domaines pour les autres directions de la Métropole et pour les communes du Territoire Marseille Provence.

Profil : Connaître la législation en matière d'eau, d'assainissement, connaître les procédés de traitement des eaux, concevoir et conduire un projet, aptitude à la communication, autonomie. Diplôme d'études supérieures ou diplôme d'ingénieur ou équivalent dans le domaine technique.

- Un coordonnateur de port inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Gérer et coordonner l'activité et les missions des capitaineries du Frioul, de la Pointe Rouge et du Vieux -Port ainsi que tous les petits ports rattachés, faire respecter la réglementation applicable sur l'espace portuaire.

Profil : Comprendre et s'exprimer dans une ou des langues étrangères, être familier avec l'environnement du secteur d'activité, connaître les règles de l'achat public, connaître les techniques de matelotage. Diplôme d'études supérieures ou équivalent.

**Pour la Direction Générale Adjointe Propreté du  
Territoire Marseille Provence :**

- Un chargé d'études inscrit à la nomenclature en référence au grade d'attaché territorial.

Description du poste : Réaliser des études de faisabilité technique et économique pour

développer la collecte séparative de déchets dans le but d'atteindre les impératifs de valorisation matière et organique fixés par la loi de Transition Energétique et développer la recherche de filières de valorisation matière et organique permettant de compléter les exutoires existants.

Profil : évaluer les actions mises en œuvre, savoir fonctionner en mode projet, force de proposition. Diplôme d'études supérieures.

**Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité du  
Territoire Marseille Provence :**

- Un responsable de division réseau transports inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Suivre de façon régulière l'exploitation des réseaux, travailler en collaboration avec les prestataires et la RTM, contrôler les réseaux, élaborer et effectuer la passation de marchés publics pour la mise en œuvre des services de transport; contrôler les exécutions.

Profil : piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, répartir la charge de travail au sein d'une équipe, autonomie, curiosité d'esprit.

- Un chargé de mission projets et études tunnels inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Assister le chef de service pour l'accomplissement de toutes les missions du service, mener à terme les missions ponctuelles confiées par le chef de service, participer au pilotage de l'activité du service en mettant en place un tableau de bord et en assurant sa mise à jour.

Profil : maîtriser l'outil informatique, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, rédiger des comptes rendus à la hiérarchie, esprit d'équipe, esprit d'initiative. Diplôme niveau Bac + 5 technique.

- Un chef de projet aménagement espaces publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Conduire les opérations d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de Marseille Provence, sélectionner les moyens et les méthodes à mettre en œuvre et planifier les opérations de chantier.

Profil : mettre en œuvre des actions de gestion de projets, planifier les étapes d'un projet, capacité d'analyse, capacité de planification. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de projet exploitation des transports urbains inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Analyser les équilibres économiques et rechercher les sources d'optimisation en matière de recettes/dépenses, définir et appliquer la politique tarifaire des transports urbains communautaires, mettre en place l'intégration tarifaire avec les autres autorités organisatrices des transports.

Profil : élaborer des préconisations, élaborer une stratégie, connaître la réglementation en économie des transports, esprit d'équipe, force de proposition.

**Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain du Territoire Marseille Provence :**

- Un chef de service politique de la ville inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Piloter l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation du contrat de ville à l'échelle du pôle de développement et en lien avec les équipes territoriales de la direction, développer et mobiliser les réseaux des partenaires institutionnels.

Profil : Connaître les techniques de management d'équipe, maîtriser la conception et le suivi d'outils d'évaluation, capacité d'analyse, capacité d'animation, capacité d'anticipation et de planification. Diplôme d'études supérieures.

- Un chargé de mission suivi des projets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Gérer et coordonner la mise en œuvre de la programmation annuelle en fonctionnement du contrat de ville, suivre la démarche d'évaluation du contrat de ville à l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Profil : connaître les principes de la commande publique, assurer un rôle de conseil dans son domaine de compétences, assurer une veille réglementaire dans le domaine d'activité, force de proposition. Diplôme d'études supérieures.

- Un chargé de mission développement urbain inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Participer à la mise en œuvre du SCOT approuvé par le territoire et

au projet de territoire en cours d'élaboration en matière de planification territoriale (PLU et suivi du SCOT), de stratégie foncière et de projets urbains.

Profil : être familier avec l'environnement du secteur d'activité, concevoir des outils et des procédures, maîtrise du droit de l'urbanisme, capacité d'adaptation, capacité d'animation. Diplôme d'études supérieures dans les domaines de l'aménagement et de la planification, conduite de projet.

**Pour la Direction Générale Adjointe Développement Economique du Territoire Marseille Provence :**

- Un chef de projet insertion par l'activité économique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer l'articulation entre les développeurs économiques territoriaux (DET) et les partenaires de l'insertion par l'activité économique sur le territoire de Marseille Provence pour développer le portefeuille d'entreprises adhérentes à cette politique.

Profil : élaboration et gestion des indicateurs d'activité, connaissance environnement du secteur d'activité, connaissance des entreprises, disponibilité, esprit d'équipe.

- Un chargé d'études commerces de proximité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Mettre en œuvre une politique au service des communes en faveur du commerce de proximité, développer et animer les partenariats et les réseaux professionnels, coordonner et suivre les projets de territoire sur un mode partenarial.

Profil : savoir conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques / stratégiques en plan d'actions, sens de la négociation, sens des responsabilités et autonomie. Diplôme d'enseignement supérieur ou Ecole de commerce.

- Un développeur économique territorial inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Rencontrer et soutenir les projets de développement des entreprises, animer un projet de développement territorial afin d'accompagner les entreprises sur les nouveaux espaces de développement économique et territorial à enjeux autour de tous les secteurs d'activités. Profil : coordonner les différents projets et éléments d'un dispositif, communiquer,

identifier les finalités et enjeux des projets, connaître les dispositifs d'aide et d'intervention, sens de l'organisation, sens de la conviction, de la négociation.

- Un chargé de mission urbanisme commercial inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Elaborer les documents stratégiques à caractère économique et commercial, ainsi que les projets de développement du territoire, assurer le suivi de l'élaboration du Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial métropolitain, ainsi que la coordination avec les différents acteurs concernés.

Profil : développer un réseau de partenaires stratégiques, savoir conduire et animer des réunions, connaître le domaine de l'aménagement et l'urbanisme commercial, force de proposition. Diplôme d'enseignement supérieur ou Ecole de commerce.

- Un chargé de mission europe inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'emploi des ressources, encourager la recherche de fonds publics, monter et gérer des projets de demande de subvention pour les opérations de la Métropole répondant aux appels à projet des Fonds structurels européens.

Profil : maîtriser la gestion des fonds européens, connaître les instances, processus et circuits de décision d'une collectivité territoriale, esprit d'équipe.

- Un chargé de mission marketing territorial inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assurer la mise en œuvre de la stratégie de marketing territorial et en assurer la déclinaison opérationnelle, participer à l'élaboration, à la préparation et l'organisation d'un ou plusieurs événements à caractère économique sur le territoire destinés à valoriser les bonnes pratiques des acteurs.

Profil : conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques / stratégiques en plan d'actions, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités. Diplôme d'enseignement supérieur ou Ecole de commerce.

- Un chargé de mission innovation et stratégie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assister le chef de service Innovation et Stratégie dans le suivi, la mise en œuvre et l'évaluation en continu des actions de soutien et de structuration de l'écosystème d'innovation technologique, des pôles de compétitivité et autres structures d'aides à l'innovation.

Profil : connaître les dispositifs et structures d'innovation, connaissance et culture de l'écosystème d'innovation et des filières stratégiques du territoire, force de proposition. De formation Bac +4 minimum.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines - Territoire Pays de Martiques :**

- Un chargé de coordination recrutement gestion des compétences et évolution professionnelle inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Coordonner les emplois et les compétences du territoire et mettre en œuvre la politique de recrutement/mobilité de la collectivité, assurer le pilotage des emplois, des effectifs et des postes de l'ensemble du territoire, prendre en charge un portefeuille de recrutement et mobilité interne d'une DGA Métropolitaine, participer aux travaux d'harmonisation des pratiques en recrutement et mobilité interne.

Profil : piloter un projet complexe / pluri annuel, connaître les principes et outils de GRH, capacité d'anticipation. Formation supérieure dans le domaine des ressources humaines ou expérience équivalente.

- Un chargé de recrutement conseil en évolution professionnelle inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Participer à la mise en œuvre des dispositifs de recrutements spécifiques (apprentis, stagiaires, travailleurs reconnus comme handicapés), établir les tableaux de la Commission Emploi et veiller au respect du schéma recrutement de la collectivité, informer et conseiller les candidats et responsables de service sur les modalités de recrutement, mettre en œuvre les outils de recrutement.

Profil : concevoir et conduire un projet, travailler en mode projet, connaître les métiers, proposer une démarche de travail et

une stratégie de projet, diplomatie, aisance relationnelle.

- Un chargé de mission analyses prospectives ressources humaines inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Maîtriser l'évolution des effectifs et la masse salariale de la collectivité en mettant en place des dispositifs de pilotage à long terme, conseiller vis-à-vis de la DGA RH dans l'évaluation des politiques RH, mettre en œuvre des outils de gestion et un suivi des procédures internes, participer à l'élaboration des chartes de services.

Profil : concevoir des outils et des procédures, élaborer des préconisations, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, capacité d'analyse, capacité rédactionnelle. Master I ou II dans les domaines finances, Rh, management public.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Commande publique- Territoire Pays de Martigues :**

- Deux juristes marchés publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assister et encadrer par une parfaite maîtrise des mécanismes du droit de la commande publique, la mise en œuvre des procédures de mise en concurrence requises par la réglementation, nationale et communautaire.

Profil : évaluer les risques juridiques, maîtrise de la réglementation des marchés publics, connaissances en contentieux administratif et finances publiques, diplomatie, aisance relationnelle.

#### **Pour le Pôle culture et sports du Territoire Istres Ouest Provence :**

- Un enseignant artistique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique territoriaux.

Description du poste : Organiser et suivre les études, conduire les projets pédagogiques et culturel au sein de l'établissement en lien avec la politique culturelle locale. Coordonner les programmes avec les autres enseignants

Profil : Appliquer des enseignements conformes aux programmes éducatifs, pratique des langages artistiques, méthodes et techniques d'évaluation.

#### **Pour le Pôle Traitement des déchets du Territoire Istres Ouest Provence :**

- Un responsable collecte et traitement des déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Contribuer à la réalisation des objectifs du service collecte et traitement des déchets, assurer le suivi des marchés publics, encadrer les équipes (plus de 100 agents).

Profil : Connaître le fonctionnement des collectivités territoriales, sens de l'organisation, planification d'activité, sens du management.

#### **Article 5 :**

Il est nécessaire de redéfinir des emplois de territoire pour permettre leur adéquation avec les besoins identifiés, sans création de postes budgétaires :

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain :**

- Un chargé d'études inscrit à la nomenclature en référence au grade d'ingénieur principal territorial.

Description du poste : Réaliser les études techniques dans les domaines de l'environnement et de l'énergie, apporter un appui technique dans ces domaines, piloter et assurer le suivi d'opérations liées à la qualité de l'air intérieur et extérieur.

Profil : évaluer la faisabilité d'un projet, évaluer les coûts d'un projet, identifier les enjeux et les finalités d'un projet, connaître et veiller au respect de la réglementation, capacité d'adaptation, capacité d'analyse, esprit de synthèse. Diplôme d'études supérieures.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité :**

- Un directeur adjoint du métro inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Diriger, en appui du Directeur Métro Tramway, les opérations complexes et s'assurer du respect des programmes votés dans le cadre de ces projets, conduire une des grandes opérations de la Direction et assurer son rôle de responsable dans le cas du suivi des aspects qualité, coûts et délais.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, concevoir et conduire un projet, capacité d'adaptation. Diplôme d'ingénieur ou d'études supérieures.



## **Article 6 :**

Il est notamment nécessaire de redéfinir les missions de certains postes pour qu'il soit en adéquation avec les besoins identifiés, ces définitions ne donnent pas lieu à la création d'emplois budgétaires, s'agissant d'une modification d'intitulés de postes, ou de cadre d'emplois comme suit :

### **Pour la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'Information :**

- Un chef de projet inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.

Description du poste : Piloter les opérations complexes et s'assurer du respect des programmes votés dans le cadre de ces projets, manager une équipe, la piloter pour atteindre des objectifs, la motiver et l'adapter aux besoins du projet.

Profil : conduire et animer des réunions, connaître les règles et procédures applicables au domaine d'activité, connaître les règles de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. Diplôme d'ingénieur ou d'études supérieures.

### **Pour la Direction Générale Adjointe Eau Assainissement Déchets :**

- Un directeur stratégie du traitement et des transferts des déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.

Description du poste : piloter la définition des orientations de la Métropole en matière de traitement et de transfert des déchets et l'élaboration du schéma métropolitain. Profil : communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, traduire les orientations politiques en plan d'actions, esprit critique, sens de la conviction. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service schéma métropolitain des déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : élaborer et suivre le Plan Local de Prévention des déchets Métropolitains en lien avec le directeur et le DGA, identifier les outils, les méthodes et moyens à déployer.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, travailler en mode projet, encadrer et diriger une équipe, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme, sens de la conviction. Diplôme d'études supérieures.

### **Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité Déplacements Transports Espace Public et Voirie :**

- Un directeur adjoint exploitation de proximité secteur Istres inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chefs territoriaux.

Description du poste : organiser et développer la mobilité durable sous toutes ses formes sur l'ensemble du Territoire. Animer et coordonner la direction technique..

Profil : coordonner ou contrôler les prestataires privés et sous-traitants, piloter suivre contrôler évaluer les activités, esprit d'équipe, esprit d'initiative.

### **Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques :**

- Un directeur juridique schémas grands projets et contentieux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : assurer le management de la direction adjointe et des services qui sont rattachés à la direction, piloter l'ensemble de leurs activités ainsi que le traitement des dossiers qui relèvent du champ d'intervention de la direction.

Profil : avoir une expertise en droit public et droit privé. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public.

- Un directeur adjoint de la commande publique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : piloter et coordonner l'ensemble des procédures de mise en concurrence dans le respect de la réglementation en organisant l'ensemble des procédures de passation des marchés publics et des contrats de concession.

Profil : encadrer une équipe, contrôler la passation et l'exécution des marchés publics, concevoir des procédures, piloter les activités. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public.

- Un directeur adjoint juridique schémas grands projets et contentieux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : participer au management des services qui sont rattachés à la direction, assurer l'assistance juridique pour l'organisation des transferts des

compétences en matière d'eau et d'assainissement et pour l'activité des services publics en matière d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets.  
Profil : posséder une expertise en droit public et droit privé. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public.

**Pour la Direction Générale Adjointe Développement Economique et Attractivité :**

- Un chef de service enseignement supérieur et recherche inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : établir et mettre en œuvre la stratégie et les actions de la Métropole en faveur du développement de l'Enseignement Supérieur Recherche sur son territoire.

Profil : connaissances des procédures d'élaboration des marchés publics, connaissances de la préparation des rapports pour les assemblées, analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme, sens de la conviction, de la négociation. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur des projets structurants de l'industrie et des zones d'activités inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : proposer et mener à bien les missions de la Direction composée de trois services.

Profil : connaissances des procédures d'élaboration des marchés publics, connaissance et compréhension du fonctionnement des collectivités territoriales, sens de l'organisation, capacité d'écoute, persévérance. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service entreprises et grands comptes inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : coordonner l'action des services entreprises, suivre les Grands comptes et accompagner celles-ci tant sur le territoire de Marseille Provence qu' au niveau métropolitain.

Profil : concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, répartir la charge de travail au sein d'une équipe, aptitude à la communication, disponibilité, esprit d'équipe.

- Un directeur attractivité économique et promotion internationale inscrit à la

nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre la politique d'attractivité économique et conduire l'action économique internationale de la Métropole.

Profil : connaître les procédures d'élaboration des marchés publics, maîtriser l'anglais professionnel, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme. Diplôme d'études supérieures.

**Pour la Direction Générale Adjointe de la Culture Sports et Stratégie Environnementale :**

- Un directeur de la culture inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : piloter l'ensemble des missions en faveur de la Culture et du développement culturel.

Profil : capacités de conception, de mise en œuvre et d'évaluation de projets, diplomatie, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures spécialisées dans la direction de projets culturels.

- Un chef de service lecture publique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des conservateurs territoriaux des bibliothèques.

Description du poste : coordonner la gestion par les territoires des équipements de lecture publique déclarés d'intérêt métropolitain, travailler à leur mutualisation et réaliser le suivi de leur transfert ou de leur développement.

Profil : maîtriser les méthodes d'analyse et de diagnostic, pragmatisme, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service équipements sportifs inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.

Description du poste : coordonner la gestion par les territoires des équipements déclarés d'intérêt métropolitain, travailler à leur mutualisation et réaliser le suivi de leur transfert ou de leur développement.

Profil : connaître la réglementation de la commande publique et de la délégation de service public, maîtriser les méthodes d'analyse et de diagnostic, sens de la conviction, de la négociation, sens des

responsabilités. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service développement sportif inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des conseillers des APS territoriaux.

Description du poste : proposer et gérer les dispositifs métropolitains dédiés à des orientations stratégiques, proposer et mettre en œuvre des dispositifs spécifiques pour le développement des Sports à l'échelle des 92 communes.

Profil : connaître les techniques de planification et de programmation, pragmatisme, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur stratégie environnementale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.

Description du poste : piloter les services en charge de l'élaboration des Plans métropolitains de l'Environnement, du Climat et de l'Energie.

Profil : connaître le code des marchés publics, comprendre les enjeux sociétaux vis à vis de l'environnement, qualités relationnelles, disponibilité. Diplôme d'études supérieures.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines :**

- Un directeur méthodes et projets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : Maîtriser les outils à mobiliser et manager les services correspondants pour optimiser le déploiement de grands projets RH, contribuer à l'amélioration de la performance de la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines, mettre en œuvre l'harmonisation des pratiques, en matière de SIRH, de régime indemnitaire et d'échanges de pratiques managériales.

Profil : élaborer des préconisations, concevoir et analyser des indicateurs d'activité, être familier avec l'environnement du secteur d'activité, esprit de synthèse, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur emploi et compétences inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : Coordonner, optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des services, manager les compétences, les moyens et les ressources des services, garantir l'atteinte des objectifs stratégiques.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, assister les décideurs dans l'élaboration des projets, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse. Diplôme d'études supérieures.

#### **Article 7 :**

Afin de privilégier l'exercice des compétences de la Métropole, il est acté de créer les postes permettant le transfert des compétences suivantes :

- Fonds d'aide aux jeunes,
- Fonds de solidarité Logement ;
- Eau, Assainissement et Pluvial
- Aménagement, Habitat et Logement
- Dissolution des syndicats (GEMAPI, SIVOM)
- Aires d'accueil des gens du voyage
- Ports de plaisance
- Renouvellement urbain
- Réseau chaleur – énergie

#### **Article 8 :**

Pour absorber un accroissement de l'activité de certains services de la Métropole, il y a lieu de créer 18 emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité des emplois ci-dessous dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi n°84-53 (contrat d'une durée maximale de 12 mois compte-tenu des renouvellements pendant une même période de 18 mois consécutifs).

Ces emplois non permanents sont créés à temps complet. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emploi précisé dans chaque définition de poste.

- Un agent de gestion administrative (DGA Affaires générales moyens généraux/ Service Ressources) en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Description du poste : prendre en charge de la gestion administrative et du suivi des dossiers du service. Assurer la mise à jour et la saisie des dossiers.

Profil : maîtriser les outils bureautiques, disposer d'une aisance relationnelle

- Neuf agents de gestion administrative (DGA Ressources Humaines) en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Description du poste : Sous le contrôle des cadres référents : Trier les documents du DIA, sélectionner, catégoriser et classer chronologiquement les documents

Profil : maîtriser les outils bureautiques, comprendre les procédures et consignes de travail, sens de l'organisation, rigueur.

**Le tableau des effectifs constitue l'annexe de la présente délibération.**

#### **Article 9 :**

Ces mesures seront financées par les crédits figurant à cet effet au chapitre 012 des budgets 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 075-3094/17/CM**

**■ Approbation d'aides financières destinées à améliorer les conditions de vie et à faciliter l'insertion professionnelle des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5806/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du décret n°2006-21 du 6 janvier 2006 et de l'article 3 du décret n°2006-501 du 3 mai 2006, il convient de présenter un rapport relatif à la mise en œuvre, au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'aides destinées à améliorer les conditions de vie, à faciliter l'insertion professionnelle et à assurer le maintien dans l'emploi des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

Ainsi, la mise en œuvre de ces dispositions concerne tous les agents de Métropole Aix-Marseille-Provence, comptabilisés dans le cadre de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés mentionnés au deuxième alinéa de l'article L.323-41 du Code du Travail.

A la Métropole Aix-Marseille-Provence peuvent être concernés à ce jour par ce dispositif :

- Les agents reconnus travailleurs handicapés par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH),
- Les agents titulaires d'une Allocation Temporaire d'Invalidité (ATI),
- Les agents ayant bénéficié d'un reclassement.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, l'effectif total de la Métropole Aix-Marseille-Provence à déclarer (hors personnel saisonnier, en disponibilité, placés en congé sans traitement pour raison de santé, en congé parental ou en détachement) était de 7246 agents. La collectivité a donc obligation d'employer 434 personnes en situation de handicap (7246 x 6 %).

Par ailleurs, l'article 6 du décret n°2006-501 du 3 mai 2006 précise que les dépenses affectées à des mesures adoptées en vue de faciliter l'insertion professionnelle des personnes handicapées dans la fonction publique, mentionnées au troisième alinéa du IV de l'article L.323-8-6-1 du Code du Travail concernent :

- Les aménagements des postes de travail et les études y afférentes avec le concours du médecin chargé de la prévention ou du médecin du travail et des instances compétentes en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail ;
- La réalisation, dans les locaux de l'employeur, de travaux destinés à faciliter l'accès des personnes handicapées ;
- Les rémunérations versées aux agents chargés d'accompagner une personne handicapée dans l'exercice de ses fonctions professionnelles ou les prestations équivalentes servies par des organismes de droit privé ;
- La mise en place de moyens de transport individuel et de communication adaptés en fonction de l'aptitude physique de chaque travailleur handicapé lorsque leur prise en charge n'est pas assurée par la prestation de compensation prévue par le code de l'action sociale et des familles ;
- Les aides versées par les employeurs publics afin d'améliorer les conditions de vie, au sens du décret du 6 janvier 2006, des travailleurs handicapés qu'ils emploient et destinées à faciliter leur insertion professionnelle ;
- Les aides que les employeurs publics versent à des organismes contribuant, par leur action, à l'insertion professionnelle des personnes handicapées dans la fonction publique ;
- La conception de matériels ou d'aides techniques pour les travailleurs handicapés ;
- La formation et la sensibilisation à la question de l'intégration professionnelle des travailleurs handicapés des personnels susceptibles d'être en relation avec eux ;
- Les formations destinées à compenser les conséquences du handicap au travail ou celles adaptées aux besoins professionnels particuliers des travailleurs handicapés.

Conformément à l'article 3 du décret n°2006-501 du 3 mai 2006, le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP)

peut soutenir financièrement ces actions, déductions faites du montant restant à charge après intervention des régimes obligatoires et complémentaires, ainsi qu'après intervention de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH).

Ainsi, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, seraient concernés au titre des dispositifs cités :

- Dans le cadre des aménagements de postes de travail :
  - L'aménagement, la maintenance et les réparations des postes de travail,
  - Le renouvellement des matériels,
  - Le télétravail pendulaire,
  - Les travaux d'accessibilité aux locaux professionnels en relation avec l'aménagement du poste de travail,
  - Les adaptations du poste de travail.
- Dans le cadre des aides versées par les employeurs publics afin d'améliorer les conditions de vie, au sens du décret du 6 janvier 2006 susvisé, des travailleurs handicapés qu'ils emploient et destinées à faciliter leur insertion professionnelle :
  - Les prothèses et les orthèses,
  - Les aides au transport domicile-travail,
  - Les transports domicile-travail,
  - Les fauteuils roulants et ergonomiques.
- Dans le cadre de la formation et de l'information des travailleurs handicapés :
  - Les formations aux aides techniques,
  - Les formations spécifiques destinées à compenser le handicap,
  - Les surcoûts des actions de formation continue.

L'engagement de telles actions par la Métropole Aix-Marseille-Provence, permettrait à notre collectivité de bénéficier des financements participatifs du Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP).

D'ores et déjà et pour l'année 2018, les actions prioritaires retenues concernent le financement :

- De fauteuils ergonomiques,
- De prothèses auditives
- Bilan de compétence et bilan professionnel
- Formations destinées à compenser le handicap

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, transposant la directive européenne n° 2000-78 du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail ;
- Le décret n°2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat ;
- Le décret n°2006-501 du 3 mai 2006 relatif au Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP).
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de favoriser l'intégration et le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap, conformément aux dispositions de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le versement d'aides financières, pour une période de trois ans, destinées à améliorer les conditions de vie, à faciliter l'insertion professionnelle et à assurer le maintien dans l'emploi des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

## **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à demander une subvention auprès du Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique.

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires, évalués à quinze mille euros par an soit quarante-cinq mille euros sur 3 ans sont inscrits au Budget Principal 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous Politique A510 – Chapitre 012 – Fonction 020 – Nature 6475.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 076-3095/17/CM**

#### **■ Approbation du règlement des frais occasionnés par les déplacements des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5873/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans un contexte où les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence se déplacent régulièrement dans le cadre de leurs fonctions, mais également pour effectuer des formations ou encore passer un concours ou un examen, que ces déplacements ne se limitent pas au seul périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence et conduisent les agents à se déplacer dans toute la France et à l'étranger, il est nécessaire d'appréhender cette multiplicité de situations en proposant un dispositif de prise en charge clair et adapté.

Pour ce qui concerne les modalités liées aux déplacements temporaires des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la complexité et le nombre de situations différentes nécessitent, pour garantir un traitement équitable pour tous, une base commune réglementaire, objet du règlement annexé à la présente.

Pour ce qui concerne le montant des indemnités versés dans le cadre de ces déplacements, ce dernier est fixé par arrêté ministériel de façon forfaitaire. Toutefois, en application de l'article 7 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières (telle que la réalité des prix) une délibération peut fixer pour une durée limitée, des règles dérogatoires qui ne pourront en aucun cas conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Aujourd'hui, l'indemnisation appliquée pour l'hébergement en France est celle prévue dans les textes antérieurs, à savoir 60 euros.

Compte tenu des prix pratiqués dans l'hôtellerie, à Paris et en Région Îles de France, il est proposé, de fixer pour une durée limitée à 5 ans un régime dérogatoire, au regard des montants prévus par les textes, autorisant le remboursement des frais engagés, sur présentation des justificatifs dans la limites de 90 euros, pour les missions à Paris et en Région Îles de France.

Par ailleurs, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, il peut être dérogé à la règle ci-dessus, il est proposé de retenir cette possibilité pour les agents qui participent à des salons sur plusieurs jours (MIPIM ; MAPICS, SIMI, festival de Cannes, autres Salons majeurs équivalents. Les tarifs pratiqués par les hôtels, à proximité des sites, sont bien supérieurs.

Ce régime dérogatoire consiste à appliquer un coefficient multiplicateur par tranche de 0.5 jusqu'à un plafond absolu de 4 pour l'hébergement au taux de base réglementaire en vigueur (60 € pour la nuitée au 1<sup>er</sup> janvier 2011).

Le coefficient multiplicateur à appliquer sera soumis, pour chaque situation dérogatoire, à l'appréciation du Directeur Général des Services de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par le déplacement des personnels des collectivités et établissements publics ;

- Le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- Le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;
- L'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- L'avis du Comité technique.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le règlement des frais occasionnés pour les déplacements temporaires des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence et qui s'adaptera à toute nouvelle réglementation en vigueur.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le barème de 90 euros pour une nuitée à Paris et en Ile-de-France pour une durée limitée à 5 ans

#### **Article 3 :**

Est approuvé le barème dérogatoire pour une durée de 5 ans pour les événements suivants :

- Marché International de l'Implantation Commercial (MAPICS),
- Marché International des Professionnels de l'immobilier (MIPI),
- Salon de l'immobilier d'Entreprises International (SIMI),
- Festival de Cannes.
- Autres Salons majeurs équivalents.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la prise en charge des frais kilométriques lors de l'utilisation exceptionnelle d'un véhicule personnel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 077-3096/17/CM**

**■ Approbation d'un avenant au contrat de réservation de berceaux au sein de la crèche inter-entreprises "Cap Canailles", signé avec la société Crèche Attitude Joliette MET 17/5710/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FCT 006-1027/09/CC du 19 février 2009, l'assemblée délibérante a entériné les modalités de participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à la création d'une crèche inter-entreprises "Cap Canailles" dans le quartier de la Joliette (Marseille, 2<sup>ème</sup> arrondissement), en fixant notamment les modalités de fonctionnement de la structure d'accueil, et plus particulièrement les critères d'éligibilité et d'attribution des places en faveur du personnel.

Le dispositif contractuel afférent à cette prestation s'adosse sur :

- Un "Contrat Enfance et Jeunesse", convention d'objectifs et de financement à conclure entre les entreprises réservataires et la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône.

Ladite convention, actuellement en cours de conclusion avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône et approuvée par délibération du Conseil de la Métropole FAG n° 004-2004/17/CM du 18 mai 2017, précise notamment les modalités de versement d'une "prestation de service enfance et jeunesse" au profit des entreprises réservataires, jusqu'au 31 décembre 2020.

- Un contrat de réservation de 12 berceaux conclu entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la société Crèche Attitude Joliette.

Ledit contrat n° 13/1009, notifié le 8 janvier 2013, a été modifié par avenant n°17/0004, notifié le 17 janvier 2017 pour une durée d'un an, du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2017.

L'installation de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 s'inscrit dans la continuité de l'action et de la qualité de service, et à ce titre, le pacte de gouvernance financier et fiscal, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016, affirme le maintien des avantages sociaux collectifs proposés aux agents par

les EPCI préexistants.

Aussi, le contrat de réservation de berceaux au sein de la crèche inter-entreprises « Cap Canailles » arrivant à son terme le 31 décembre 2017, il y a donc lieu de prévoir un nouvel avenant au titre de l'année 2018, afin de reconduire cette prestation en faveur du personnel affecté auprès du Territoire de Marseille Provence.

En application des dispositions financières dudit contrat, la participation de la Métropole pour l'année 2018 est ainsi fixée à 10 829 € par an et par berceau, soit 129 948 € pour la réservation de 12 berceaux pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 006-1027/09/CC du 19 février 2009 relative aux modalités de participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à la création d'une crèche inter-entreprises dans le quartier de la Joliette (Marseille, 2<sup>ème</sup> arrondissement) ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le « Contrat Enfance et Jeunesse », convention d'objectifs et de financement n° 14/1024, conclue entre les entreprises réservataires de berceaux et la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, notifiée le 22 janvier 2014 ;
- Le contrat de réservation de berceaux, convention n° 13/1009 notifié le 8 janvier 2013 entre la Communauté Urbaine et la société Crèche Attitude Joliette, gestionnaire de la structure d'accueil, et modifié par avenant n°15/1774, notifié le 2 décembre 2015 ;
- L'avis du Comité technique.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La continuité des dispositifs d'action sociale proposés aux agents par les EPCI préexistants, énoncé par le pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La nécessité de reconduire la réservation de 12 berceaux auprès de la crèche inter-entreprises « Cap Canailles » en faveur du personnel affecté auprès du Territoire de Marseille Provence,

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 5 au contrat n° 13/1009 de réservation de berceaux conclu avec la société Crèche Attitude Joliette, ci-annexé.

##### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires afférents au contrat de réservation de berceau avec la société Crèche Attitude Joliette, évaluée à 129 948 € (TTC) pour l'année 2018, sont inscrits au budget principal 2018, sous l'imputation : chapitre 012, charges du personnel et frais assimilés, fonction 020, nature 6478.

La recette afférente au Contrat Enfance et Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, évaluée à 30.000,00 € pour l'année 2018, sera constatée au budget principal 2018, sous l'imputation : chapitre 013, sous-politique A510, nature 6479, fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 079-3098/17/CM**

#### **■ Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'un intervenant vacataire pour l'animation de deux stages de formation théâtrale MET 17/5715/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de développement culturel initiée en faveur des habitants du Territoire



d'Istres Ouest Provence, le conservatoire de musique et de danse à rayonnement intercommunal Michel Petrucciani organise chaque année plusieurs stages de formation théâtrale, en faveur d'un public jeune notamment.

Ces stages, permettant au conservatoire de diversifier son offre pédagogique, sont axés tant sur l'approche des fondamentaux disciplinaires (respiration, diction, écoute, etc...), l'exploration des outils du jeu théâtral (l'adresse au partenaire, l'imagination, etc...), la découverte de textes, mais également sur l'approfondissement des apprentissages (analyse des enjeux, mise en place du texte, etc...) que la présentation d'une œuvre au public vient finaliser.

Compte tenu du caractère spécifique et ponctuel de cette intervention, nécessitant d'être dirigée par un professeur de théâtre diplômé, il convient de procéder au recrutement d'un agent vacataire pour animer deux stages de formation théâtrale devant se dérouler durant les vacances scolaires d'hiver 2018, soit entre le 24 février 2018 et le 11 mars 2018, ainsi que durant les vacances scolaires de printemps 2018, soit entre le 21 avril 2018 et le 6 mai 2018, représentant un volume horaire total de 48 heures maximum d'enseignement pour les 2 séances de formation cumulées.

La rémunération de cette intervention, calculée au prorata temporis sur la base d'un état de présence après service fait, est fixée au taux horaire brut de 67,04 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligation des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le recrutement d'un intervenant diplômé est nécessaire aux besoins du service pour effectuer une mission spécifique et ponctuelle à caractère discontinu, rémunérée à la vacation et après service fait ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le recrutement d'un agent vacataire pour l'animation de deux stages de formation théâtrale devant se dérouler durant les vacances scolaires d'hiver 2018, soit entre le 24 février 2018 et le 11 mars 2018, ainsi que durant les vacances scolaires de printemps 2018, soit entre le 21 avril 2018 et le 6 mai 2018, représentant un volume horaire total de 48 heures maximum d'enseignement pour les 2 séances de formation cumulées.

**Article 2 :**

Pour l'accomplissement de ces missions, la rémunération s'établit sous la forme de vacations fixées au taux horaire brut de 67,04 €, rémunérées au prorata temporis sur la base d'un état de présence après service fait.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 012, nature 64131.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 080-3099/17/CM**

**■ Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'un intervenant vacataire pour la finalisation du projet smac  
MET 17/5775/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la finalisation de la délégation de service public du projet SMAC (Scènes de musiques actuelles) au sein de la direction de la Culture, il est nécessaire de continuer à assurer la coordination des aspects institutionnels, administratifs et financiers.

Les interventions sont les suivantes :

- expertise et évaluation sur les étapes de la construction de la SMAC de la Constance en liaison avec la Direction des Bâtiments et la SEMEPA ;

- conseil et évaluation pour les demandes de subventions d'équipement aux différents partenaires institutionnels (DRAC, CD, CR, ville d'Aix-en-Provence) ;
- expertise pour la procédure de délégation de service public pour la gestion de la SMAC, analyse des offres, rapport final, délibérations afférentes, rapports pour la CDSP, suivi financier après le choix du délégataire en investissement et en fonctionnement ;
- accompagnement et conseil au délégataire retenu dans la recherche de subventions de fonctionnement (DRAC, CD, CR, ville d'Aix-en-Provence).

Compte tenu du caractère spécifique et ponctuel de cette intervention, il convient de procéder au recrutement d'un agent vacataire expérimenté, pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2018, représentant un volume total de 40 jours maximum par an, dans la limite de 28 heures par mois, soit 280 heures par an.

La rémunération de cette intervention, calculée au prorata temporis sur la base d'un état de présence après service fait, est fixée au taux horaire brut de 67,04 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le recrutement d'un intervenant expérimenté est nécessaire aux besoins de la direction pour effectuer une mission spécifique et ponctuelle à caractère discontinu, rémunérée à la vacation et après service fait ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le recrutement d'un agent vacataire pour mener à bien la continuité du projet SMAC du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018, représentant un volume total de 40 jours maximum par an, soit un volume horaire d'environ 28 heures par mois, soit 280 heures par an.

#### **Article 2 :**

Pour l'accomplissement de ces missions, la rémunération s'établit sous la forme de vacations fixées au taux horaire brut de 67,04 euros, rémunérées au prorata temporis sur la base d'un état de présence après service fait

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence chapitre 012, charges de personnels et frais assimilés, compte 64131 pour le budget principal.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 081-3100/17/CM**

#### **■ Approbation de conventions de mise à disposition de deux agents du Centre Communal d'Action Sociale d'Aix-en-Provence auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5788/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville d'Aix-en-Provence, le Centre Communal d'Action Social (C.C.A.S.) et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (C.P.A) se sont associés dès 2010 pour mettre en place une mission handicap auprès de la C.P.A., répondant ainsi aux obligations de la loi du 11 février 2005 qui vise à favoriser l'amélioration des conditions de vie et d'intégration des personnes handicapées.

Pour répondre aux besoins exprimés par les 36 communes de la C.P.A., la mission handicap s'est appuyée sur plusieurs agents spécialisés de la ville et du C.C.A.S. d'Aix-en-Provence, installées dans les locaux adaptés mis à disposition par la C.P.A.

Une convention de mutualisation de services a été adoptée en 2009 pour permettre la création de cette mission.

En 2011 a été adopté un avenant à la convention de mutualisation de personnel et de moyens qui définit les conditions financières de mises à disposition des personnels de la Ville d'Aix-en-Provence et du C.C.A.S. pour la durée résiduelle de la convention initiale.

Conformément aux articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et au décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition d'agents est possible auprès des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. La mise à disposition donne lieu à remboursement.

La mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir.

En application des dispositions réglementaires précitées, la durée maximale de la mise à disposition est de trois ans, et peut être renouvelée par périodes ne pouvant excéder cette durée. Aucune disposition ne limite le nombre de renouvellements. Elle peut prendre fin, avant l'expiration de sa durée, à la demande du fonctionnaire, de l'administration d'origine ou de l'administration d'accueil.

Les conventions des agents actuellement mise à disposition à temps complet parviennent à échéance le 31 décembre 2017.

La création de la Métropole conduit aujourd'hui à proposer de faire une nouvelle convention de mise à disposition des agents entre le C.C.A.S. d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence (un agent de catégorie A relevant du grade de Directeur Territorial et un agent de catégorie C relevant du grade Adjoint Administratif Territorial) afin de pouvoir continuer à assurer les missions liées à l'accessibilité dans le cadre de l'Agenda Mobilité qui s'exerce dorénavant à l'échelle métropolitaine.

A ce titre, il convient donc de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole les conventions de mise à disposition à temps complet

des agents du CCAS d'Aix en Provence auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée d'un an renouvelable deux fois par tacite reconduction à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La mise à disposition donnera lieu à remboursement, par la Métropole, de la rémunération et des cotisations sociales et contributions afférentes, des personnels mis à disposition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de mutualisation de personnel et de moyens entre la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Ville d'Aix-en-Provence et le C.C.A.S. d'Aix-en-Provence approuvée par la délibération n°2009-A199 du Conseil Communautaire du 11 décembre 2009 ;
- La délibération n°2011-A083 du Conseil communautaire du 30 juin 2011 approuvant l'avenant n°1 à la convention susvisée ;
- La délibération n°2014-A088 du Conseil communautaire du 22 mai 2014 déléguant une partie des attributions du Conseil au Bureau et notamment de prendre toute décision concernant la conclusion de tout contrats et conventions réserve faite de la délégation consentie par le Conseil au Président ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions ci-annexées à conclure entre le C.C.A.S d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la mise à disposition à temps complet de deux agents auprès de cette dernière du C.C.A.S d'Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, sur les natures budgétaires 6217 et 6218.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 082-3101/17/CM**

**■ Approbation des tarifs de la croisière en Europe du Nord, du circuit en Chine, de l'escapade à Séville/Grenade, des week-ends ski et du séjour enfants au ski "glisse et découverte" pour le 1er semestre 2018 applicables aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence  
MET 17/5448/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, modifiés par les lois n°2001-2 du 3 janvier 2001 et 2007, a consacré le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n°479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leur ayants droit.

Ainsi, le SAN Ouest Provence, par délibération n°476/04 du 24 septembre 2004, avait fixé la liste des prestations d'action sociale. La Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n°FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016, mis à jour les conditions d'attributions des prestations d'action

sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Suite à la parution du catalogue n°20 - 1<sup>er</sup> semestre 2018, il est proposé aux bénéficiaires de la Régie Action Sociale les prestations suivantes :

- Croisière Europe du Nord ;
- Circuit en Chine ;
- Escapade Séville / Grenade ;
- Week-end ski à Ancelle ;
- Week-end ski à Risoul ;
- Séjour enfants au ski « Glisse et Découverte ».

Il appartient à la Régie Action Sociale de suivre la mise en œuvre de ces tarifs et de faciliter l'accès à cette prestation par l'instauration d'un échancier de paiement (mensuel).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la mise à jour des conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Régie Action Sociale propose aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence des séjours ;
- Qu'il convient d'approuver les tarifs de ces prestations aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- Qu'il appartient à la Régie Action Sociale de suivre la mise en œuvre de ces tarifs et de faciliter l'accès à cette prestation par l'instauration d'un échancier de paiement (mensuel) ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'application des tarifs ci-annexés de la croisière en Europe du Nord, du circuit en Chine, de l'escapade à Séville/Grenade, des week-ends ski et du séjour enfants au ski « glisse et découverte » pour le 1<sup>er</sup> semestre 2018 aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

### **Article 2 :**

L'accès à cette prestation est facilité par l'instauration d'un échancier de paiement (mensuel).

### **Article 3 :**

Il appartient à la Régie Action Sociale de suivre la mise en œuvre de ces tarifs.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Régie Action Sociale, chapitre 70, nature 70688.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 083-3102/17/CM**

### **■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention d'objectifs avec le Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention au titre de l'année 2018 MET 17/5735/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix (COS), association loi 1901, a été créé le 22 décembre 2004 avec pour objet la mise en place de prestations et services à caractère social, culturel et

sportif pour ses adhérents en complément des services proposés par le CNAS (Comité National d'Action Social), au sein du Pays d'Aix.

Par délibération n°2006-A077 du Conseil communautaire de la CPA du 6 avril 2006, il a été mis fin à l'adhésion directe de l'Établissement au Comité National d'Action Social, permettant ainsi au COS de gérer l'ensemble de l'action sociale et d'adhérer au CNAS en lieu et place de Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix.

La prise en charge complète de l'activité sociale par le COS est effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Compte tenu du montant de la subvention et en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et de l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application, une convention entre l'ex CPA et le COS d'une durée de trois ans (2013 à 2015), avec révision annuelle du montant de la subvention, a été approuvée par délibération n°2013-A025 du Conseil de communauté du 28 mars 2013.

Dans le cadre de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la convention d'objectif a été prolongée par un premier avenant approuvé par délibération N°2015-A302 lors du Conseil de communauté du 17 décembre 2015 pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016, et par un second avenant approuvé par délibération N°2016\_CT2\_147 lors du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017.

Le renouvellement de la mise à disposition de deux agents auprès du COS a été approuvée par délibération N°FAG 036-1039/16/CM lors du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 pour une durée de trois ans, soit du 1<sup>er</sup> août 2017 jusqu'au 31 juillet 2020.

Le Pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé lors de la séance du Conseil de métropole du 30 juin 2016 prévoit que :

S'agissant des avantages sociaux collectifs, jusqu'à l'instauration d'un Comité des Œuvres Sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du Conseil de Métropole idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants.

Ainsi, la convention d'objectifs du 28 mars 2013 modifiée par avenant N°3 prolonge la garantie aux agents du Territoire du Pays d'Aix de la continuité de l'action sociale du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2018 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La délibération n°2013\_A025 du Conseil Communautaire de la CPA du 28 mars 2013 portant approbation d'une convention d'objectifs ;
- La délibération n°2015\_A302 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 portant approbation d'un avenant (n°1) de prolongation à la convention d'objectifs ;
- La délibération n°2016\_CT2\_147 du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'un avenant (n°2) à la convention d'objectifs avec le Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix et la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- que l'avenant n°3 à la convention d'objectifs entre le Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix et la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la continuité de l'action sociale auprès des agents du territoire du pays d'Aix qui y adhèrent.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention d'objectifs du 28 mars 2013 à conclure entre le Président du Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN- 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2018 eu égard à son objet particulier.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 084-3103/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'action sociale pour le personnel du Réseau des Bus de l'Etang  
MET 17/5804/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a pris une délibération le 16 décembre 2016 n°FAG 069-1349/16/CM intitulée Approbation d'une Convention avec l'Amicale du personnel du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre afin d'harmoniser les politiques d'actions sociales métropolitaines.

En effet, l'organisation des activités sociales, culturelles, sportives, de loisirs, la distribution de tickets restaurant et la participation financière aux mutuelles santé destinées à l'ensemble du personnel est confiée à l'Amicale du personnel du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre pour ses agents.

L'ensemble des actions sociales est listé dans l'annexe à la convention qu'il convient d'ajuster afin de mettre à jour les différentes activités proposées et notamment, l'évolution de la valeur des titres restaurant.

C'est pourquoi, il est proposé de prendre un avenant n°1 afin de modifier l'annexe à la convention précitée, listant les actions sociales du réseau bus de l'Etang pour les mettre en conformité avec la délibération n°FAG 043-2299/17/CM du 13 juillet 2017.

Cette délibération prévoit l'extension des titres restaurant à tous les agents de la Métropole et fixe ces titres à 8,80 € à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017 avec une participation de l'employeur à 60%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- L'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Est de l'Etang de Berre ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 069-1349/16/CM intitulé Approbation d'une Convention avec l'Amicale du personnel du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé, à la convention conclue avec l'Amicale du Personnel du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 012, charges de personnel et frais assimilés, nature 6472 pour le budget annexe transport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 085-3104/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°13 à la convention avec le Comité d'Action Sociale pour le personnel du Territoire de Marseille-Provence, les agents recrutés sur les postes mentionnés dans le schéma métropolitain et les agents accueillis dans le cadre des transferts de compétences  
MET 17/5708/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La délibération FAG 001-541 du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole énonce que jusqu'à l'instauration d'un comité des œuvres sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du conseil métropolitain idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la Métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants.

Aussi, la convention n°05/2005, passée entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et le Comité d'Action Sociale, en date du 6 janvier 2005, et modifiée par l'avenant n°12, notifié le 16 janvier 2017, arrivant à son terme le 31 décembre 2017, il y a donc lieu de prévoir un avenant au titre de l'année 2018, afin de reconduire les modalités de financement du dispositif d'action sociale mis en œuvre par le Comité d'Action Sociale en faveur du personnel du Territoire de Marseille Provence et étendu aux agents transférés et nouvellement recrutés sur les postes définis par l'organigramme métropolitain.

Le Comité d'Action Sociale a approuvé ses nouveaux statuts lors de l'assemblée générale extraordinaire du 6 novembre 2017, modifiant son article 1<sup>er</sup> dénomination de l'association : Comité d'Action Sociale des personnels de la Ville de Marseille, du Centre Communale d'Action Sociale de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ainsi que son article 4 : Composition :

L'association se compose de 24 membres :

- 7 représentants du Conseil Municipal de la Ville de Marseille désignés par ce dernier ;
- 5 représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence désignés par le Conseil de la Métropole.
- 6 représentants du personnel de la ville de Marseille désignés selon les modalités suivantes :

- Le nombre de siège à pourvoir pour chaque organisation syndicale est calculé selon les résultats obtenus en voix pour chaque liste aux dernières élections professionnelles suivant la règle de la plus forte moyenne.

Chaque organisation syndicale ayant obtenu ainsi un ou plusieurs sièges, désigne le nombre correspondant de représentants parmi les membres du personnel siégeant au Comité technique de la Ville de Marseille.

- 1 représentant du CCAS de Marseille désigné parmi les représentants titulaires du personnel siégeant en Comité Techniques, par l'organisation syndicale ayant obtenu le plus grand nombre de voix aux dernières élections professionnelles au Comité Technique.
- 5 représentants du personnel de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
  - Le nombre de siège à pourvoir pour chaque organisation syndicale est calculé selon les résultats obtenus en voix pour chaque liste aux dernières élections professionnelles au Comité Technique à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne. En cas d'égalité parfaite, il sera procédé à un tirage au sort.

Chaque organisation syndicale ayant obtenu ainsi un ou plusieurs sièges, désigne le nombre correspondant de représentants parmi les membres du personnel siégeant au Comité technique de la MAMP.

En cas de vacances en cours de mandat d'un poste de représentant du personnel, le poste vacant sera attribué à un candidat nouvellement désigné parmi l'ensemble des membres représentants du personnel élus au Comité Technique, par l'organisation syndicale d'appartenance du poste vacant ayant procédé à la première désignation en début de mandat.

Si l'ensemble des postes de représentant du personnel ne peut être pourvu en application de ces dispositions, le ou les postes restés vacants seront pourvus par voie de tirage au sort parmi les représentants titulaires ou suppléants du Comité Techniques, ou si nécessaire, parmi le personnel.

En parallèle la Métropole doit définir la politique de son action sociale qui précisera :

- le type d'action sociale qu'elle entend servir à ses agents,
- le montant des dépenses que la Métropole entend engager
- les modalités de mise en œuvre de cette action sociale

Ce dispositif serait applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

En application des dispositions financières de ladite convention, la participation de la Métropole au fonctionnement du Comité d'Action Sociale pour l'année 2018 est ainsi fixée à 320 € par an et par agent, en fonction des effectifs affectés auprès du Territoire de Marseille Provence, recrutés sur les postes mentionnés dans le schéma organisationnel métropolitain et les agents accueillis dans le cadre des transferts arrêtés au 31 décembre de l'année précédente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 16/861/CC du 17 décembre 2004 relative à l'extension du dispositif d'action sociale avec le Comité d'Action Sociale à l'ensemble du personnel de MPM ;
- La convention n° 05/1005 du 6 janvier 2005 passée avec le Comité d'Action Sociale ;
- La délibération FCT 016-1148/09/CC du 26 mars 2009 relative à la participation de la Communauté Urbaine à l'Association Comité d'Action Sociale ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avenant n° 12 du 17 octobre 2016 à la convention passée avec le Comité d'Action Sociale ;
- Les statuts du Comité d'Action Sociale des personnels de la Ville de Marseille, du Centre Communal d'Action Sociale des personnels de la Ville de Marseille, du Centre Communal d'Action Sociale de Marseille, et de la



Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 6 novembre 2017;

- L'avis du comité technique.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 13, ci-annexé, à la convention n° 05/1005 du 6 janvier 2005 passée avec le Comité d'Action Sociale.

**Article 2 :**

Ce dispositif entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 012, charges de personnel et frais assimilés, nature 6478 pour le budget principal de la Métropole et le budget collecte et traitement des déchets 2018 et nature 6472 pour les budgets annexes 2018 (port, eau, assainissement, transports, crematorium).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 086-3105/17/CM**

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition partielle d'un agent de la Ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**MET 17/5792/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence, créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016, exerce de plein droit la compétence en matière de « définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme », conformément à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le même code précise dans son article L. 5218-2 que : « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de

l'article L.5218-1 du présent code ».

Le transfert de 18 opérations d'aménagement a été approuvé par délibération n°15/1017/UAGP du 26 octobre 2015 puis, après porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, par la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille-Provence, par délibération concordante.

L'exercice de ces nouvelles compétences implique la mise en place par d'une organisation administrative et opérationnelle conséquente et complexe.

Pour lui permettre de remplir ses missions, la Ville de Marseille met à disposition de la Métropole du personnel qualifié pour compléter son organisation hiérarchique, à savoir un agent titulaire de catégorie A relevant de la filière technique occupant les fonctions de Directeur pour une quotité de travail de 75%.

En effet, conformément aux articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et au décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition d'agents est possible auprès des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. La mise à disposition donne lieu à remboursement.

La mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir.

En application des dispositions réglementaires précitées, la durée maximale de la mise à disposition est de trois ans, et peut être renouvelée par périodes ne pouvant excéder cette durée. Aucune disposition ne limite le nombre de renouvellements. Elle peut prendre fin, avant l'expiration de sa durée, à la demande du fonctionnaire, de l'administration d'origine ou de l'administration d'accueil.

A ce titre, il convient donc de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole la convention de mise à disposition de cet agent de la Ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, renouvelable par reconduction expresse pour des périodes de trois ans maximum.

La mise à disposition donnera lieu à remboursement, par la Métropole, de la partie de la rémunération et des cotisations sociales et contributions afférentes, des personnels mis à disposition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de mise à disposition ci-annexée, à conclure entre la Ville de Marseille et la Métropole, concernant la mise à disposition partielle auprès de cette dernière d'un agent de la Ville de Marseille.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur la nature budgétaire 6218, du chapitre 012 – Charges de Personnels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 087-3106/17/CM**

**■ Approbation de conventions pour la mise à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence de trois salariés de droit privé de la Régie des Transports Métropolitains  
MET 17/5714/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du contrat d'obligation de service qui lie la Régie des Transports Métropolitains à la Métropole Aix-Marseille-Provence, il appartient à cette dernière de procéder au renouvellement du matériel roulant utilisé dans le métro de Marseille ainsi qu'à l'adaptation des infrastructures et des systèmes correspondants.

Ce matériel, mis en service entre 1977 et 1984, est en fin de vie. Cela engendre des difficultés croissantes à assurer la disponibilité des rames à un niveau correspondant à l'attente des usagers du réseau. De plus, les obsolescences des pièces et les pertes de compétences techniques chez les constructeurs d'origine rendent désormais la maintenance problématique. Il est donc indispensable d'assurer au plus tôt le renouvellement des rames, infrastructures et systèmes correspondants.

Le processus de remplacement de rames de métro a une durée constatée sur les autres réseaux d'environ 10 ans.

Le projet se déroule par phases successives, qui nécessitent des moyens techniques, financiers et humains variables et adaptés à chaque étape.

A ce stade, les missions d'analyse de l'existant, d'études préalables et de programmation des études nécessaires au renouvellement du métro de Marseille seront terminées fin 2017.

Dès le début de l'année 2018, une nouvelle partie de ce projet va s'engager, avec la négociation, puis la réalisation des marchés industriels concernant la fourniture des rames, les systèmes d'exploitation, les façades des quais et les infrastructures nécessaires

Dans cette perspective, la mission initialement constituée pour suivre les études a été érigée en direction lors du Comité technique du 15 mai dernier et rattachée directement au Directeur Général Adjoint Mobilité, cette modification consacrant le caractère éminemment stratégique et structurant du projet.

Les seuls personnels à disposer des qualifications techniques spécialisées nécessaires à l'accomplissement des missions de cette nouvelle phase du projet sont des salariés de la Régie des Transports Métropolitains.

L'article 61-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et l'article 11 du décret n° 2008-850 du 18 juin 2008, modifié, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, permettent la mise à disposition d'un personnel de droit privé au bénéfice d'un employeur territorial lorsque celui-ci fait appel à des qualifications techniques spécialisées pour la réalisation d'une mission.

Cette mise à disposition est subordonnée à la signature d'une convention de mise à disposition entre l'administration d'accueil et l'employeur du salarié intéressé, qui doit recevoir l'accord de celui-ci. La convention est soumise à l'approbation de l'organe délibérant de l'établissement public d'accueil.

Elle doit prévoir, comme pour une mise à disposition sortante, la nature des activités confiées au salarié, ses conditions d'emploi, les modalités de contrôle et d'évaluation de ses activités et les modalités de remboursement des rémunérations, charges sociales, frais professionnels et avantages en nature.

Le présent rapport a donc pour objet d'approuver les conventions de mise à disposition des trois salariés de la Régie des Transports Métropolitains retenus pour travailler au sein de la Direction renouvellement du métro de Marseille, pour une durée de quatre ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2008-580 du 18 janvier 2008, modifié, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité technique.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la nouvelle partie du projet de renouvellement des rames du métro de Marseille ne peut être menée à bien sans les qualifications techniques spécialisées détenues par trois salariés de la Régie des Transports Métropolitains ;

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvées, les conventions conclues entre la Régie des Transports Métropolitains et la Métropole Aix-Marseille-Provence, ci-annexées, pour la mise à disposition de trois salariés de la Régie des Transports Métropolitains auprès de la Métropole.

##### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe « Transports » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, article 6218 « Autre personnel extérieur », chapitre 012 « Charges de personnel ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 088-3107/17/CM**

**■ Régime indemnitaire transitoire applicable aux agents métropolitains accueillis dans le cadre des transferts de compétences ou tout agent affecté sur un poste défini à l'organigramme métropolitain, recruté en externe ou par voie de mobilité interne**  
**MET 17/6042/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le schéma directeur de l'organigramme métropolitain présenté au Conseil Métropolitain du 18 mai 2017 a défini les rangs d'encadrement hiérarchique de DGS, DGA, DGA déléguée, Directeur, Directeur adjoint et chef de service.

Dès le mois de juin 2017, une publication interne de l'ensemble des postes de l'organigramme métropolitain a été diffusée dans chaque territoire afin de porter à la connaissance des agents l'information sur les postes disponibles et les pourvoir en priorité par la mobilité interne dans le but de favoriser les

parcours professionnels des agents tout limitant les recrutements externes.

Cet organigramme métropolitain sera complété des niveaux hiérarchiques suivants au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. Dans le même temps, les territoires remobiliseront leur organisation pour l'adapter aux fusions de services nécessaires à la construction de l'organisation métropolitaine, coordonner les missions déconcentrées et organiser les compétences déléguées.

La construction complète de l'organisation métropolitaine va permettre le déploiement de la mobilité interne à l'échelle métropolitaine. Celle-ci répond à une forte attente des agents qui souhaitent bénéficier d'une évolution professionnelle, mais aussi évaluer les possibilités de réduire leurs trajets domicile-travail. Pour la Métropole, il s'agit de rapprocher les compétences et la motivation des agents en présence dans les effectifs, des nouvelles missions à remplir pour conduire la fusion métropolitaine.

Dans le temps nécessaire à cette construction, de nombreux agents seront accueillis en 2018 en raison des transferts de compétences. Par ailleurs les flux d'entrées et de sorties des effectifs d'une collectivité de près de 7200 agents, liés aux mobilités externes et aux départs en retraite représentent en permanence la gestion de 200 mouvements environ. Des commissions emplois, en charge de l'arbitrage de la gestion de ces mouvements ont été mises en place pour arbitrer les remplacements nécessaires à la continuité des services et à l'évolution de la structuration de l'emploi et des compétences métropolitaines.

Il convient de déterminer le régime indemnitaire proposé aux agents transférés, aux agents recrutés sur un poste défini à l'organigramme métropolitain, aux agents faisant l'objet d'une mobilité interne, dans un contexte où la métropole n'a pas encore délibéré de régime indemnitaire et où les délibérations de régime indemnitaire des territoires sont toujours en vigueur.

Par ailleurs, la réforme nationale de simplification des systèmes de rémunération des agents de la fonction publique, impose désormais aux collectivités de mettre en place un régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).

Dans le cadre des transferts de compétences (ex : cas des fusions de communes, d'EPCI, de régions ...), pour les agents déjà en poste, la garantie du maintien, à titre individuel, du régime indemnitaire porte sur le niveau de rémunération dont bénéficiait l'agent, mais n'implique pas, au sein de la structure nouvelle, le maintien des différentes primes et indemnités en vigueur dans les anciennes structures dont les agents sont issus. Le nouvel employeur, s'il décide de mettre en place un régime indemnitaire, doit

attribuer le RIFSEEP.

Compte tenu de ces obligations réglementaires et en l'attente de la mise en place du RIFSEEP au sein de la Métropole, il est proposé de délibérer un régime indemnitaire transitoire, applicable aux cas de recrutement suivants : les agents accueillis dans le cadre des transferts de compétences, s'ils y ont intérêt, les agents affectés par voie de mobilité interne sur un emploi défini à l'organigramme métropolitain, s'ils y ont intérêt ou à tout agent recruté par la voie externe sur un emploi défini à l'organigramme métropolitain. Pour ce qui concerne les mobilités internes intra ou inter-territoires ou les recrutements externes sur des emplois de territoires, il sera fait application des délibérations déterminant le régime indemnitaire en vigueur chacun des territoires.

Ces dispositions transitoires, qui en aucun cas ne conduiront à réduire les rémunérations des agents métropolitains, permettront à chaque agent d'exercer son droit d'option sur le régime indemnitaire harmonisé et conforme au RIFSEEP que la Métropole sera en mesure de réaliser lorsque son organigramme complet ainsi que celui des territoires lui permettront de définir le niveau de fonction, de sujétions et d'expertise (IFSE) ainsi que le complément indemnitaire annuel (CIA) versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir de chaque agent.

Le régime indemnitaire transitoire, construit à partir des délibérations du régime indemnitaire du territoire Marseille Provence Métropole déjà appliqué à 4 107 agents sur les 7 190 agents que compte la Métropole au 1<sup>er</sup> septembre 2017. Il a été enrichi par les grades et les filières manquantes et mis à jour des récentes réformes statutaires, liées notamment au PPCR. Il sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Les agents qui auront bénéficié de l'application du régime indemnitaire transitoire, de même que les agents qui n'ayant fait l'objet d'aucune mobilité interne et auraient conservé le régime indemnitaire de leur EPCI d'origine, exerceront leur droit d'option sur l'ensemble du dispositif indemnitaire dès que la Métropole aura délibéré sur son propre régime indemnitaire conforme aux principes de la réforme du RIFSEEP.

Ces dispositions respectent le principe de l'application la plus favorable pour chaque agent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°88-631 du 6 mai 1988 modifié relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des communes et des établissements publics locaux assimilés ;
- Le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour l'application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;
- Le décret n° 93-526 du 26 mars 1993 relatif à la prime de technicité forfaitaire des personnels de bibliothèques et l'arrêté ministériel du 17 mars 2005 ;
- Le décret n°97-1223 du 26 décembre 1997 modifié, relatif à l'indemnité d'exercice des missions des préfetures et l'arrêté ministériel du 24 décembre 2012 ;
- Le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité et l'arrêté ministériel du même jour ;
- Le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés et l'arrêté ministériel du 12 mai 2014 ;
- Le décret n°2002-1105 du 30 août 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires attribuée aux personnels des corps interministériels d'assistants de service social des administrations de l'Etat et de conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat et l'arrêté ministériel du même jour ;
- Le décret n°2002-1247 du 4 octobre 2002 modifié relatif à l'indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires attribuée aux conducteurs automobiles et chefs de garage ;
- Le décret n° 2003-799 du 25 août 2003 modifié, relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement et l'arrêté ministériel du 25 août 2003 ;
- Le décret n°2006-1335 du 3 novembre 2006 relatif à l'indemnité de risques et de sujétions spéciales et l'arrêté ministériel du même jour ;
- Le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de

rendement et l'arrêté ministériel du même jour ;

- Le décret n°2010-1705 du 30 décembre 2010 relatif l'indemnité de performance et de fonctions allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et l'arrêté ministériel du même jour ;
- Le décret n°2012-1457 du 24 décembre 2012 portant modification de divers textes indemnitaires applicables à certains personnels relevant du ministère de l'intérieur ;
- Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 modifié par le décret n°2015-661 du juin 2015 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils et l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;
- La délibération n°2000/016/CC du 24 novembre 2000 portant adoption du régime indemnitaire des fonctionnaires et agents de la Communauté Urbaine et toutes les délibérations qui l'ont complétées ou modifiées,
- La délibération FAG n° 8/526/CC du 10 octobre 2003 relatif à la prime de fin d'année et à la prime annuelle compensatrice ;
- La délibération n° FCT 021-1576/15/CC du 21 décembre 2015 portant modifications applicables au régime indemnitaire des agents de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- L'avis du comité technique.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le principe de s'appuyer, de manière transitoire, sur un des régimes indemnitaires préexistants, celui du Territoire de Marseille Provence, puisque déjà appliqué à 4 107 agents sur les 7 190 agents que compte la Métropole au 1<sup>er</sup> septembre 2017 afin de simplifier les procédures administratives

en matière de recrutement et de transfert, tout en fluidifiant les mouvements de personnel issus de tous les territoires.

### **Article 2 :**

Ce système de rémunération transitoire sera applicable aux agents concernés conformément aux modalités précisées figurant au sein de l'annexe 1 et aux cas de recrutement prévus au sein de l'annexe 2 de la présente délibération.

### **Article 3 :**

La date d'effet de ces dispositions est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal et aux budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Chapitre globalisé 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 089-3108/17/CM**

#### **■ Harmonisation du temps de travail des agents métropolitains qui travaillent en cycle de 5 jours de travail en journée et 2 jours de repos le week-end MET 17/6043/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En matière de gestion du temps, coexistent différents régimes très disparates issus des ex-EPCI, puisque pour exemples, le nombre de jours de congés annuels varie de 27 à 34 jours d'un territoire à l'autre et que le nombre de jours de Réduction du Temps de Travail (RTT) s'étale selon les territoires de 0 à 23 jours en fonction de la durée hebdomadaire du temps de travail, qui va de 35 heures correspondant au minimum légal à 39 heures. S'agissant de la durée annuelle du temps de travail, elle oscille entre 1533 heures et la durée légale de 1607 heures.

Il est ainsi nécessaire que la Métropole se dote de son propre dispositif de gestion du temps afin de structurer l'organisation des services.

Ce dispositif de gestion du temps de travail qui concerne tous les agents métropolitains qui travaillent en cycle de 5 jours de travail en journée et 2 jours de repos le week-end, respecte la durée annuelle légale de temps de travail fixée à 1607 heures.

Il fixe :

- **30 jours de congés annuels dont 5 jours en semaine d'hiver utilisés selon les mêmes modalités.**

- **2 jours de congés hors saison dit « Congés de fractionnement »**

Ces 2 jours de congés supplémentaires réglementaires sont accordés en fonction du nombre de jours de congés annuels pris en dehors de la période comprise entre le 1<sup>er</sup> mai et le 31 octobre.

Ils sont attribués de la manière suivante :

- ☐ 1 jour hors saison pour 5, 6 ou 7 jours de congés pris en dehors de la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre,
- ☐ 2 jours hors saison à partir de 8 jours de congés pris en dehors de la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre.

Dès lors qu'un agent remplit les conditions pour y prétendre, les jours de fractionnement sont de droit et sont limités à 2.

Ils ne sont pas pris en compte dans le calcul des 1607 heures.

- **5 jours exceptionnels accordés par Monsieur le Président de la Métropole**

Pour 2018, sont proposés les jours suivants :

- ☐ le lundi 30 avril
- ☐ le lundi 7 ou le mercredi 9 ou le vendredi 11 mai
- ☐ le vendredi 2 novembre
- ☐ le lundi 24 ou le lundi 31 décembre
- ☐ le mercredi 26 décembre.

Chaque année, ces 5 jours seront déterminés en fonction du calendrier et seront communiqués aux agents métropolitains avant le 1<sup>er</sup> novembre de l'année N-1 par note interne.

- **nombre de jours de RTT : 3 options proposées au choix des agents et en fonction des nécessités de service**

option 1 : 5 jours de RTT pour 37 h 33 de travail hebdomadaire

option 2 : 11 jours de RTT pour 38 h 38 de travail hebdomadaire

option 3 : 18 jours de RTT pour 40 h 00 de travail hebdomadaire

- **le don de jour de repos**

En application du décret n° 2015-580 du 28 mai 2015, un agent public (titulaire ou non titulaire) peut effectuer un don de jour de repos non pris à un autre agent public qui assume la charge d'un enfant âgé de moins de 20 ans atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants.

Les jours de repos pouvant faire l'objet d'un don sont :

- les congés annuels au-delà du 20ème jour
- les jours ARTT (en partie ou en totalité)
- les jours épargnés sur un compte épargne temps.

Le don ne donne lieu à aucune contrepartie et peut être effectué :

- à tout moment lorsqu'il porte sur des jours épargnés sur un CET,
- jusqu'au 31 décembre de l'année au titre de laquelle les jours de repos sont acquis lorsqu'il porte sur des jours non épargnés sur un CET.

L'agent qui souhaite renoncer à ses jours de repos non pris, doit effectuer sa demande par écrit, après accord de sa hiérarchie, à l'attention de l'autorité territoriale.

L'agent qui souhaite bénéficier d'un don de jours formule sa demande par écrit auprès de l'autorité territoriale, accompagnée d'un certificat médical détaillé remis sous pli confidentiel établi par le médecin qui suit l'enfant et attestant de la particulière gravité de la maladie, du handicap ou de l'accident.

Le don est fait sous forme de jour entier quelle que soit la quotité de travail de l'agent qui en bénéficie. L'autorité territoriale dispose de 15 jours ouvrables pour informer l'agent bénéficiaire du don de jours de repos.

La durée du congé dont l'agent peut bénéficier à ce titre est plafonnée à 90 jours par enfant et par année.

L'absence du service au titre des jours de repos donnés peut :

- être fractionnée à la demande du médecin,
- être cumulée avec les congés annuels,
- peut excéder 31 jours consécutifs.

En cas de non-utilisation des jours de repos ayant fait l'objet d'un don, l'agent bénéficiaire ne peut les verser sur un CET ni percevoir d'indemnité. Le reliquat de jours donnés qui n'ont pas été consommés par l'agent bénéficiaire au cours de l'année civile est restitué à l'autorité territoriale.

Pendant le congé, l'agent bénéficiaire a droit au maintien de sa rémunération, à l'exclusion des primes et indemnités non forfaitaires. L'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et le régime indemnitaire seront donc maintenus.

Le principe d'entrée à vigueur de ce dispositif est fixé au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Pour autant, il est nécessaire de tenir compte du temps de mise en œuvre par les services et d'étudier les conséquences voire les adaptations organisationnelles nécessaires au fonctionnement des unités de travail. C'est pourquoi, chaque unité de travail fera une proposition de calendrier de déploiement afin de trouver un équilibre

entre les nécessités du service et le positionnement des agents sur l'une des trois options.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-459 du 9 mai 2014 permettant le don de jours de repos à un parent d'un enfant gravement malade ;
- Le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;
- Le décret n°2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature
- Le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique ;
- Le décret n° 2015-580 du 28 mai 2015 permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public parent d'un enfant gravement malade
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du comité technique.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de définir au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence un dispositif de gestion des temps, en vue de structurer l'organisation des services, applicable aux agents métropolitains qui travaillent en cycle de 5 jours de travail en journée et 2 jours de repos le week end.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les règles de gestion du temps définies au sein de la présente délibération.

**Article 2 :**

Sont concernés par ce dispositif, les agents métropolitains qui travaillent en cycle de 5 jours de travail en journée et 2 jours de repos le week end.

**Article 3 :**

Les règles de gestion du temps définies au sein de la présente délibération entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Toutefois, pour tenir compte du temps de mise en œuvre par les services et d'étudier les conséquences voire les adaptations organisationnelles nécessaire au fonctionnement des unités de travail, chaque unité de travail fera une proposition de calendrier de déploiement afin de trouver un équilibre entre les nécessités du service et le positionnement des agents sur l'une des trois options.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 090-3109/17/CM**

**■ Harmonisation des prestations de mutuelle santé et prévoyance au bénéfice des agents métropolitains  
MET 17/6044/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, modifiés par les lois n°2001-2 du 3 janvier 2001 et 2007, a

consacré le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

L'action sociale a pour finalité « d'améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles ».

La participation financière aux frais de restauration a déjà été harmonisée, portant la valeur faciale des tickets restaurant à la somme de 8,80 euros pour tous les agents métropolitains.

Bien que l'ensemble des territoires ait mis en place les mesures facultatives de participation aux dépenses de protection sociale complémentaire en 2013, une harmonisation des modalités de participation est proposée aujourd'hui.

Sont éligibles à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant les conditions de solidarité prévue à l'article 22 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 précitée, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues à l'article L.310-12-2 du Code des Assurances ou vérifiée dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

Conformément à l'article 88-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, ces contrats et règlements sont proposés par les organismes suivants :

- Mutuelles ou unions relevant du livre II du Code de la Mutualité
- Institutions de prévoyance relevant du titre III du livre IX du Code de la Sécurité Sociale
- Entreprises d'assurance mentionnées à l'article L.310-2 du Code des Assurances.

Les bénéficiaires de cette disposition sont les agents titulaires, stagiaires, non titulaires de droit public en position d'activité et non titulaires de droit privé.

Les agents accueillis en détachement bénéficient également de cette aide sous réserve de ne pas percevoir cette participation auprès de leur employeur d'origine.

Les agents mis à disposition auprès d'autres structures peuvent également en bénéficier sauf s'ils perçoivent une telle aide de leur structure d'accueil.

Le montant forfaitaire mensuel de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence par agent et par mois, pour la prise en compte du risque « santé » et/ou du risque « prévoyance », dans la limite du montant de la cotisation ou de la prime qui serait dû en l'absence d'aide, est porté à hauteur de 54 euros, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.



Cette participation constitue une aide à la personne, assujettie à cotisation sociales, et versée directement à l'agent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Mutualité,
- Le Code des Assurances,
- Le Code de la Sécurité Sociale,
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,
- L'avis du Comité technique.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la participation financière de l'employeur pour un montant de 54 euros au profit des agents ayant souscrit un contrat de complémentaire santé labellisé et/ou un contrat de prévoyance labellisé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires au financement de ce dispositif sont inscrits au budget principal et aux budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 091-3110/17/CM**

#### **■ Dispositif de Compte Epargne Temps (CET) de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/6045/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le présent rapport fixe, dans le respect de l'intérêt du service, les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion du CET, ainsi que les modalités de son utilisation par les agents métropolitains en application du décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps (CET) dans la fonction publique territoriale, modifié par le décret 2010-531 du 20 mai 2010.

#### **I- Principes généraux**

##### **✓ Les conditions d'ouverture du CET**

L'ouverture d'un CET est de droit si l'agent en fait la demande de façon expresse à tout moment de l'année. Les nécessités de service ne peuvent lui être opposées lors de l'ouverture du CET mais seulement à l'occasion de l'utilisation des jours épargnés sur leur CET.

A l'issue d'un congé de maternité, de paternité, d'adoption ou de solidarité familiale, l'agent bénéficie de plein droit, sur sa demande, des droits à congés accumulés sur son CET

##### **➤ Certaines conditions d'ouverture du CET doivent cependant être réunies :**

- l'agent doit être titulaire ou contractuel de la fonction publique territoriale, détaché de la fonction publique de l'Etat ou hospitalière,

- l'agent doit être employé de manière continue et avoir accompli au moins une année de service,

##### **➤ Sont exclus :**

- les fonctionnaires stagiaires,

A noter que, les agents titulaires détachés pour stage, détenant un CET acquis en qualité de titulaire, ne peuvent ni utiliser ni accumuler de nouveaux jours sur le CET.

- les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des professeurs d'enseignement artistique,

- les agents contractuels recrutés pour une durée

inférieure à un an,

- les agents bénéficiaires d'un contrat de droit privé (contrat d'apprentissage ...).

✓ Les règles de fonctionnement du CET

- Le CET peut être alimenté par :

- les jours de congés annuels non soldés dans l'année écoulée, à la condition que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année ne soit pas inférieur à 20 (sur la base d'un temps plein),

- les jours de RTT non soldés dans l'année écoulée,

- les jours de fractionnement accordés au titre des jours de congés annuels non pris dans la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre.

Cette disposition ne s'applique pas aux agents placés sur un des congés de maladie prévus à l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'ensemble de l'année (1<sup>er</sup> janvier/31 décembre), qui voient automatiquement le solde de leurs congés annuels reportés l'année suivante.

Par ailleurs, le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année est proratisé en fonction de la quotité de travail effectuée.

- Le nombre maximal total de jours maintenus sur le CET ne peut excéder 60 jours.
- La demande d'alimentation du CET doit parvenir à la Direction des Ressources Humaines entre le 1<sup>er</sup> décembre de l'année N et le 31 janvier de l'année N+1, sur la base des droits à congés de l'année N.
- L'alimentation est fixée à 11 jours maximum par an.

✓ L'utilisation du CET

- ➔ Le compte épargne temps peut être utilisé au choix des agents :

- par le maintien des jours épargnés sur le CET en vue d'une utilisation ultérieure et dans le respect du plafond de 60 jours

- par la monétisation du CET sous la forme d'un paiement forfaitaire des jours,

- par la prise en compte des jours au Régime de retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) uniquement pour les fonctionnaires.

**II- L'indemnisation ou la prise en compte au sein du RAFP**

✓ Les modalités de mise en œuvre

Plusieurs solutions s'offrent à l'agent :

- si au 31 décembre, le nombre de jours inscrits sur son C.E.T est inférieur ou égal à 20 jours, il ne peut utiliser les droits ainsi épargnés que sous forme de congés annuels,

- si ce nombre est supérieur à 20 jours (du 21<sup>ème</sup> au 60<sup>ème</sup> jour), l'agent ne peut utiliser les 20 premiers jours que sous la forme de congés annuels et doit exercer une option, au plus tard au 31 janvier de l'année suivante, pour les jours dépassant ce seuil, et dans les proportions qu'il souhaite :

■ s'il est fonctionnaire : pour le maintien des jours sur le C.E.T, pour leur indemnisation ou pour la prise en compte au titre du RAFP,

■ s'il est contractuel de droit public : pour le maintien des jours sur le C.E.T ou pour leur indemnisation.

- L'indemnisation forfaitaire des jours

Le montant de l'indemnisation forfaitaire est fixé en fonction de la catégorie de l'agent :

- catégorie A : 125 euros brut par jour,

- catégorie B : 80 euros brut par jour,

- catégorie C : 65 euros brut par jour.

Ces montants brut sont soumis à CSG-RDS et sont éligibles à l'impôt sur le revenu.

- La prise en compte des jours au sein du régime RAFP

Le versement des jours au régime RAFP consiste, dans un premier temps, à convertir des jours en valeur chiffrée (diminuée des contributions CSG RDS) et dans un second temps à les verser sous forme de points sur le compte individuel RAFP de l'agent.

Seuls les jours épargnés supérieurs à 20 sont concernés par cette option, dans la limite du plafond légal de 60 jours.

En fonction du nombre de points totalisés, une rente ou un capital sera versé à l'agent au moment de la liquidation de sa pension RAFP.

**III- Changement de situation administrative**

✓ Les conséquences liées au changement de situation administrative

L'agent fonctionnaire conserve ses droits acquis au titre du CET en cas de mutation, transfert, détachement, disponibilité, congé parental, mise à disposition, placement en position hors cadre.

L'agent contractuel doit solder son CET avant chaque

changement d'employeur.

- cas de mutation/détachement ou transfert, le CET est transféré d'une collectivité ou d'un établissement à l'autre.

En cas de mutation vers la Métropole ou vers une autre collectivité ou établissement, une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la collectivité d'origine ou d'accueil peut prévoir les modalités financières de transfert du CET. Le contenu de la convention est laissé à l'appréciation des exécutifs locaux.

✓ La cessation définitive des fonctions du titulaire d'un CET

Le CET doit être soldé à la date de radiation des cadres pour le fonctionnaire ou des effectifs pour l'agent non titulaire.

En cas de décès du titulaire d'un CET, les jours épargnés sur le compte donnent lieu à indemnisation de ses ayants droit.

✓ La situation de l'agent pendant l'utilisation du CET

Les congés pris au titre du CET sont assimilés à une période normale d'activité.

L'agent conserve l'intégralité de sa rémunération, ses droits à avancement, à la retraite et aux congés rémunérés prévus à l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984, aux jours de récupération au titre de l'ARTT.

La mise en œuvre de ce dispositif sera effective à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2018**.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;

- Le décret n°2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;
- Le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique ;
- Le décret n°2010-531 du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du comité technique.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de fixer, dans le respect de l'intérêt du service, les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion du compte épargne temps (CET), ainsi que les modalités de son utilisation par les agents métropolitains, en application des dispositions du décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion du compte épargne temps, ainsi que les modalités de son utilisation par les agents métropolitains prévues au sein de la présente délibération, conformément aux dispositions du décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps.

**Article 2 :**

Ce dispositif entrera en vigueur à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2018**.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 092-3111/17/CM**

**■ Définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires  
MET 17/5855/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation de la République (NOTRe).

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est énoncé que « *la métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code* », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, notamment, les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés, en particulier sur la base des définitions adoptées par ces EPCI lorsque les compétences en cause étaient soumises à déclaration d'intérêt communautaire.

Par ailleurs, le même article précise que les communes continuent d'exercer les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux EPCI fusionnés jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à l'exception de deux compétences.

Dès lors, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exercera les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la « création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires ».

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L5217-2 du CGCT, cette compétence est soumise à la définition de son intérêt communautaire qui a pour objet de distinguer ce qui relèvera de l'échelon, métropolitain ou de l'échelon communal. A défaut de

définition, la Métropole exercera l'intégralité de la compétence

Le Conseil de la Métropole conserve toutefois la possibilité de faire évoluer, au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la définition de l'intérêt métropolitain. Hormis cet aspect formel, le législateur n'a pas fixé de méthodes ou critères permettant de définir l'intérêt métropolitain.

L'absence de critères prédéfinis par la loi permet à chaque EPCI, et en particulier aux métropoles, de graduer le degré des transferts de compétences pour tenir compte des circonstances locales. Elle permet à chaque EPCI d'exercer certaines compétences pour assurer la continuité de l'action publique tout en permettant de mener une réflexion prospective sur ses compétences et son projet métropolitain.

C'est pourquoi, par délibération n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé une délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain. A cette occasion, il a été acté que celui-ci soit défini à partir des orientations stratégiques s'inscrivant dans la logique du projet métropolitain qui permettront ensuite d'établir, lorsque cela sera possible, une liste de critères et une liste d'opérations ou d'équipements s'inscrivant dans ces grandes orientations.

Conformément à la délibération du 30 mars susmentionnée et aux principes fixés par le Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal, la définition des équipements et des opérations d'intérêt métropolitain a fait l'objet d'une consultation formalisée auprès de chaque Maire qui a été invité à proposer les équipements et opérations d'aménagement pouvant revêtir un intérêt métropolitain situés sur le périmètre de sa commune, aucun transfert n'étant envisageable sans son accord préalable.

Dans le cadre de cette consultation, seule la commune de la Roque d'Anthéron a proposé de transférer son cimetière à la Métropole.

Par ailleurs, il est rappelé que la Métropole est actuellement gestionnaire des cimetières issus du patrimoine de l'ex-Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à savoir les deux cimetières intercommunaux situés à Ensues-la-Redonne et à Ceyreste. Elle conduit également à ce titre la maîtrise d'ouvrage pour la construction d'un cimetière à La Ciotat et une extension de cimetière sur la commune de Gémenos.

Cinq cimetières ou projets de cimetières sont donc concernés par la définition de l'intérêt métropolitain, à savoir les quatre cimetières ou projets de cimetière issus du patrimoine des ex-EPCI ainsi que le cimetière communal de la Roque d'Anthéron.

Le rayonnement de ces équipements funéraires ne dépasse pas le périmètre communal compte-tenu de leur taille et dans la mesure où ils accueillent essentiellement des défunts résidents ou liés à la

commune. De même, les cimetières constituent des équipements de proximité ayant vocation à être gérés au niveau communal afin d'accueillir dans les meilleures conditions les familles des défunts.

Dans ce cadre, il est proposé de ne déclarer d'intérêt métropolitain aucun cimetière présent sur son territoire.

Au regard des procédures nécessaires pour organiser les transferts et permettre les évaluations de la CLECT, il est proposé de retenir le phasage suivant :

- Le transfert du cimetière intercommunal de Gémenos dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018 dans la mesure où le projet de réalisation de cet équipement n'est qu'au stade des études ;
- Le transfert des cimetières intercommunaux de Ceyreste et d'Ensuès-la-Redonne prendra effet au 1<sup>er</sup> octobre 2018, afin de permettre à la CLECT de procéder à l'évaluation des charges à transférer ;
- Le transfert différé du cimetière de La Ciotat à la date de réception des travaux de construction.

Par conséquent, conformément au cadre législatif applicable, il est proposé de saisir la CLECT de cette liste afin qu'elle puisse procéder à l'évaluation des charges à transférer. Le transfert effectif s'effectuera ensuite au regard des travaux de la CLECT.

La liste d'équipements qui résulte de ce processus, a un caractère évolutif et pourra être reconsidérée au regard des évolutions institutionnelles de la Métropole et du Projet métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2 015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n° FAG 042-1773/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'intérêt métropolitain ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Vu le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de définir l'intérêt métropolitain pour permettre d'organiser les transferts des équipements concernés et à la CLECT de procéder à l'évaluation des charges liées auxdits équipements dans les respects des délais fixés par la loi.

**Délibère**

**Article 1 :**

Au regard des critères retenus, les cimetières de Ceyreste, d'Ensuès-la-Redonne, le projet d'extension du cimetière de Gémenos et le projet de cimetière de La Ciotat ne sont pas déclarés d'intérêt métropolitain.

**Article 2 :**

Le phasage retenu pour le transfert est le suivant :

- Le cimetière intercommunal de Gémenos est transféré à la commune au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Les cimetières intercommunaux de Ceyreste et d'Ensuès-la-Redonne sont transférés aux communes respectives au 1<sup>er</sup> octobre 2018
- Le transfert différé du cimetière de La Ciotat à la date de réception des travaux de construction.

**Article 3 :**

La CLECT est saisie de cette liste afin qu'elle puisse se prononcer sur l'évaluation des charges à transférées.

**FAG 093-3112/17/CM**

**■ Approbation de la convention de gestion conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence Aménagement  
MET 17/5821/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été

transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille Provence.

L'exercice de ces nouvelles compétences impliquait la mise en place par la Communauté Urbaine devenue la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une organisation administrative et opérationnelle conséquente et complexe.

Une convention visant à accompagner de manière transitoire l'exercice des compétences «Aménagement, Logement et Habitat » par l'ex EPCI Marseille Provence Métropole sur le territoire de la commune de Marseille a été adoptée par délibération FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015. Par délibération n°15/1264/EFAG, le Conseil Municipal en sa séance du 16 décembre 2015 a également approuvé cette convention de gestion.

Respectivement, par délibération n°16/1116/EFAG du 5 décembre 2016 et par délibération FAG 066-1346/16 du 15 décembre 2016 la ville de Marseille et la Métropole ont approuvé l'avenant n°1 à ladite convention, permettant de proroger les effets de cette dernière pour une durée d'un an.

Initialement, les effectifs recensés dans le cadre des travaux de la CLECT de 2015 et nécessaires à l'exercice des compétences transférées correspondaient à 60 Equivalents Temps Plein.

La Métropole et la Ville de Marseille approuvent fin 2017, la mise en œuvre de transfert de personnel permettant d'intégrer à la Métropole 37,3 ETP représentant 38 postes sur les 60 déclarés en 2015. Des travaux complémentaires ont été menés en 2017 et ont permis d'identifier 16 ETP supplémentaires nécessaires à l'exercice de la compétence.

Le processus d'intégration n'étant pas totalement finalisé et encore complexifié par la mise en place d'une organisation métropolitaine, une évaluation complémentaire en 2017, et afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est proposé une nouvelle convention qui permettra, dans la continuité des dispositions prévues dans la convention de gestion transitoire cadre n°2016-81691, de régler les moyens humains, matériels et immatériels, biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exercice de ses compétences.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 094-3113/17/CM**

**■ Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département des Bouches du Rhône - Approbation de l'avenant n°2 à la convention cadre relative à la compétence Voirie avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône MET 17/5438/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations concordantes, le Conseil de la Métropole (FAG 1622 CM du 17 octobre 2016 ) et le Département des Bouches-du-Rhône (n° 14 du 30 juin 2016) se sont prononcés sur le transfert de la compétence Voirie sur le territoire de la Métropole au titre du IV de l'article L.5217-2 du Code Général des

Collectivités Territoriales, conformément aux dispositions de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Par la délibération n° FAG 062-544/16/CM, le transfert est organisé par une convention cadre portant sur les routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains affirmés et relèvent clairement d'une gestion urbaine. Cette convention cadre n°16/0694 du 29 novembre 2016 signée par la Métropole et le Département des Bouches-du-Rhône stipule que la date de transfert effectif de ces compétences est le 1er janvier 2017, à l'exception de la partie de la compétence voirie départementale sise sur le territoire métropolitain en dehors du conseil de territoire Marseille Provence, qui sera effective le 1er janvier 2018.

Par la délibération n° FAG 083-1363/16/CM du 15 décembre 2016, un premier avenant signé le 27 décembre 2016 a précisé les modalités pratiques du transfert de la voirie, son évaluation financière, après avis favorables de la CLECRT des 16 septembre 2016 et 25 novembre 2016, le montant de la dotation de compensation due par le Département à la Métropole ainsi que les voies proposées au transfert. Plus particulièrement cette avenant vient préciser la consistance exacte du patrimoine de voies transféré ainsi que le calendrier de transfert impliquant un transfert des seuls moyens financiers pour le linéaire de 53,24 kilomètres transféré dès 2017 puis le transfert des moyens humains et matériels au titre du transfert du linéaire restant (61,39 kilomètres) au 01<sup>er</sup> janvier 2018.

Il est ici rappelé que dans un souci de cohérence avec le transfert de la voirie communale à la Métropole, qui devait intervenir au 1er janvier 2018, le Conseil de la Métropole ainsi que l'Assemblée départementale avaient validé en juin 2016 le principe d'un transfert de la voirie en deux étapes : au 1er janvier 2017 pour les voies situées sur le périmètre du Conseil de territoire Marseille Provence et au 1er janvier 2018 pour les voies situées sur le reste du territoire de la Métropole de façon à permettre à la Métropole de mettre en place une organisation de sa compétence voirie à même d'assurer la gestion des routes transférées sur l'ensemble de son territoire.

Or, Suite à la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au « statut de Paris et à l'aménagement métropolitain », l'article L. 5218-2 I du code général des collectivités territoriales a reporté le transfert des compétences « création, aménagement et entretien de voirie » et « signalisation ». Ainsi, les communes qui n'avaient pas transféré ces compétences à leur établissement public intercommunal continuent de les exercer jusqu'au 01<sup>er</sup> janvier 2020.

Cette modification d'échéance implique de prévoir un second avenant à la convention cadre qui avait pour objet de définir le principe et l'étendue du transfert de la compétence « Voirie » entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole afin d'y mentionner les implications financières et temporelles de cette modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole Aix-Marseille-Provence de compétences départementales - Transfert conventionnel des compétences départementales (FAG 16/942/CM)
- La délibération n°FAG 083-1363/16/CM du 15 décembre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la métropole de compétences départementales - Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département des Bouches du Rhône - Avenant à la convention relative aux modalités de transfert de la compétence Voirie (MET 16/2263/CM)
- La convention cadre n°16/0694 en date du 29 novembre 2016 conclue entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du transfert de la compétence Voirie ;
- L'avenant signé le 27 décembre 2016 par le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille Provence

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la convention cadre en date du 29 novembre 2016 définit le principe et l'étendue du transfert de compétences entre la Métropole et le Département du Bouches-du-Rhône;
- Que par avenant à cette convention, signé le 27 décembre 2016, définit les linéaires des voies concernés ainsi que l'évaluation financière du transfert ont été déterminés
- Que par la loi n°2017-257 du 28 février 2017 susmentionnée, le transfert communal des compétences « création, aménagement et entretien de voirie » et « signalisation » se trouve reporté au 1<sup>er</sup> janvier 2020;
- Qu'il convient par un nouvel avenant, d'acter un report du transfert de cette compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention cadre n° 16/0694 ci-annexé.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 095-3114/17/CM**

**■ Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Vaucluse - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence voirie sur le territoire de la commune de Pertuis  
MET 17/5440/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations concordantes, le Conseil de la Métropole (n° FAG 012-1015/16/CM en date du 17 octobre 2016) et le Département du Vaucluse (n°2016-865 en date du 25 novembre 2016) se sont prononcés sur le transfert de la compétence Voirie sur le territoire de la commune de Pertuis au titre du IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, conformément aux dispositions de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n 2015-991 du 7 août 2015

portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Le transfert proposé par le Département et accepté par la Métropole est organisé par une convention cadre en date du 27 décembre 2016 annexée aux délibérations concordantes susmentionnées et porte sur les routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains affirmés et relèvent clairement d'une gestion urbaine. Les sections de routes départementales vauclusiennes concernées, sont la RD956 du giratoire de la déviation sud est à la RD119 et la RD973 du giratoire des pompiers au giratoire de la déviation Nord Est en limite d'agglomération sur le territoire de la commune de Pertuis uniquement (soit un linéaire de 4,22 kilomètres).

Un premier avenant n°17/0082 à cette convention de transfert est intervenu le 23 janvier 2017 visant à préciser les modalités pratiques du transfert de la voirie, son évaluation financière, après avis de la CLECRT, le montant de la dotation de compensation due par le Département à la Métropole ainsi que les voies proposées au transfert.

En parallèle, une convention de gestion 17/0081 a été approuvée par délibération n° FAG 081-1361/16/CM lors du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 qui a établi les modalités de transfert et les dispositions provisoires d'organisation de la compétence voirie durant la période transitoire initialement fixée entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 1<sup>er</sup> janvier 2018. A cette dernière date, la Métropole devait exercer de manière effective et complète sa compétence en matière de voirie communale.

Suite à la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au « statut de Paris et à l'aménagement métropolitain », l'article L. 5218-2 I du code général des collectivités territoriales a reporté le transfert des compétences « création, aménagement et entretien de voirie » et « signalisation ». Ainsi, les communes qui n'avaient pas transféré ces compétences à leur établissement public intercommunal continuent de les exercer jusqu'au 01<sup>er</sup> janvier 2020.

Cette prorogation implique de prévoir un avenant à la convention de gestion liant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Département du Vaucluse afin d'y mentionner une prolongation d'égale durée et d'y intégrer les modifications en découlant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**



- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° FAG 012-1015/16/CM en date du 17 octobre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales - Transfert conventionnel des compétences départementales - Département du Vaucluse sur le territoire de la commune de Pertuis ;
- La délibération n° FAG 081-1361/16/CM lors du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales -Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Vaucluse - Conventions relatives aux modalités de transfert et aux dispositifs transitoires d'organisation de la compétence Voirie ;
- La convention cadre en date du 27 décembre 2016 conclue entre le Département du Vaucluse et la Métropole Aix-Marseille Provence au titre du transfert de la compétence Voirie ;
- L'avenant n°17/0082 est intervenu le 23 janvier 2017;
- La convention de gestion n°17/0081 conclue entre le Département du Vaucluse et la Métropole Aix-Marseille Provence au titre de la compétence voirie sur le territoire de la commune de Pertuis

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la convention de gestion n°17/0081 établie entre la Métropole et le Département du Vaucluse prend effet au moment du transfert de la voirie départementale à la Métropole, à savoir, le 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;
- Que par cette convention, la Métropole a confié au Département la gestion des

missions qui relèvent de l'exercice de la compétence voirie sur le territoire de la commune de Pertuis jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

- Que la loi n°2017-257 du 28 février 2017 susmentionnée, reporte au 1<sup>er</sup> janvier 2020 le transfert communal des compétences « création, aménagement et entretien de voirie » et « signalisation » ;
- Que le transfert de la compétence voirie dévolue au Département du Vaucluse concernant les routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains affirmés doit être reporté au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant à la convention de gestion n°17/0081 ci-annexé ayant pour objet de proroger sa durée jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 096-3115/17/CM**

**■ Transfert conventionnel de la compétence voirie par le département du Vaucluse - Approbation de l'avenant n°2 à la convention cadre relative à la compétence Voirie sur le territoire de la commune de Pertuis  
MET 17/5445/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations concordantes, le Conseil de la Métropole (n° FAG 012-1015/16/CM en date du 17 octobre 2016) et le Département du Vaucluse (n°2016-865 en date du 25 novembre 2016) se sont prononcés sur le transfert de la compétence Voirie sur le territoire de la commune de Pertuis au titre du IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, conformément aux dispositions de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Le transfert proposé par le Département et accepté par la Métropole est organisé par une convention

cadre en date du 27 décembre 2016 annexée aux délibérations concordantes susmentionnées et porte sur les routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains affirmés et relèvent clairement d'une gestion urbaine. Les sections de routes départementales vauclusiennes concernées, sont la RD956 du giratoire de la déviation sud est à la RD119 et la RD973 du giratoire des pompiers au giratoire de la déviation Nord Est en limite d'agglomération sur le territoire de la commune de Pertuis uniquement (soit un linéaire de 4,22 kilomètres).

Un premier avenant n°17/0082 est intervenu le 23 janvier 2017 visant à préciser les modalités pratiques du transfert de la voirie, son évaluation financière, après avis de la CLECRT, le montant de la dotation de compensation due par le Département à la Métropole ainsi que les voies proposées au transfert.

En parallèle, une convention de gestion 17/0081 a été approuvée par délibération n° FAG 081-1361/16/CM lors du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 qui a établi les modalités de transfert et les dispositions provisoires d'organisation de la compétence voirie durant la période transitoire initialement fixée entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 1<sup>er</sup> janvier 2018. A cette dernière date, la Métropole devait exercer de manière effective et complète sa compétence en matière de voirie communale.

Suite à la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au « statut de Paris et à l'aménagement métropolitain », l'article L. 5218-2 I du code général des collectivités territoriales a reporté le transfert des compétences « création, aménagement et entretien de voirie » et « signalisation ». Ainsi, les communes qui n'avaient pas transféré ces compétences à leur établissement public intercommunal continuent de les exercer jusqu'au 01<sup>er</sup> janvier 2020.

Ce report implique de prévoir un second avenant à la convention cadre ayant pour objet de définir le principe et l'étendue du transfert de la compétence « Voirie » entre le Département du Vaucluse et la Métropole afin d'y mentionner les implications financières et temporelles de cette modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° FAG 012-1015/16/CM en date du 17 octobre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales - Transfert conventionnel des compétences départementales - Département du Vaucluse sur le territoire de la commune de Pertuis ;
- La délibération n° FAG 081-1361/16/CM lors du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales -Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Vaucluse - Conventions relatives aux modalités de transfert et aux dispositifs transitoires d'organisation de la compétence Voirie ;
- La convention cadre en date du 27 décembre 2016 conclue entre le Département du Vaucluse et la Métropole Aix-Marseille Provence au titre du transfert de la compétence Voirie ;
- L'avenant n°17/0082 à la convention cadre intervenu le 23 janvier 2017 ;
- La convention de gestion n°17/0081 conclue entre le Département du Vaucluse et la Métropole Aix-Marseille Provence au titre de la compétence voirie sur le territoire de la commune de Pertuis

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la convention cadre en date du 27 décembre 2016 définit le principe et l'étendue du transfert de compétences entre la Métropole et le Département du Vaucluse ;
- Que par avenant n°17/0082 à cette convention, les linéaires des voies concernés ainsi que l'évaluation financière du transfert ont été déterminés ;
- Que par la loi n°2017-257 du 28 février 2017 susmentionnée, le transfert communal des compétences « création, aménagement et

entretien de voirie » et « signalisation » se trouve reporté au 1<sup>er</sup> janvier 2020;

- Qu'il convient par un nouvel avenant, d'acter un report du transfert de cette compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et d'adapter en conséquence les modalités financières à ce report ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention cadre du 27 décembre 2016 ci-annexé.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 097-3116/17/CM**

### **■ Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Var - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie MET 17/5443/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations concordantes, le Conseil de la Métropole (n° FAG 013-1016/16/CM en date du 17 octobre 2016) et le Département du Var (n°A9 du 27 octobre 2016) se sont prononcé sur le transfert de la compétence Voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie au titre du IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, conformément aux dispositions de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Le transfert proposé par le Département et accepté par la Métropole est organisé par une convention cadre n°CO 2017-116 annexée aux délibérations concordantes susmentionnées et porte sur les routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains affirmés et relèvent clairement d'une gestion urbaine. Les sections de routes départementales varoises concernées, sont la RD560, la RD85 et la RD480 en limite d'agglomération sur le territoire de la commune de

Saint-Zacharie uniquement (soit un linéaire de 2,9 kilomètres).

Par cette convention, et son avenant qui est intervenu le 30 mars 2017, les modalités pratiques du transfert de la voirie, son évaluation financière, après avis de la CLECRT, le montant de la dotation de compensation due par le Département à la Métropole ainsi que les voies proposées au transfert ont été déterminés.

En parallèle, une convention de gestion a été approuvée par délibération n° FAG 079-1359/16/CM lors du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 qui a établi les modalités de transfert et les dispositions provisoires d'organisation de la compétence voirie durant la période transitoire initialement fixée entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 1<sup>er</sup> janvier 2018. A cette dernière date, la Métropole devait exercer de manière effective et complète sa compétence en matière de voirie communale.

Suite à la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au « statut de Paris et à l'aménagement métropolitain », l'article L. 5218-2 I du code général des collectivités territoriales a reporté le transfert des compétences « création, aménagement et entretien de voirie » et « signalisation » au 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour les communes qui n'ont pas transférées ces compétences à leur établissement public intercommunal.

Cette prorogation implique de prévoir un avenant à la convention de gestion liant la Métropole d'Aix-Marseille Provence au Département du Var afin d'y mentionner une prolongation d'égale durée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°FAG 013-1016/16/CM du 17 octobre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par

la Métropole de compétences départementales - Transfert conventionnel des compétences départementales - Département du Var sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie ;

- La délibération n°FAG 079-1359/16/CM du 15 décembre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales -Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Var - Conventions relatives aux modalités de transfert et aux dispositifs transitoires d'organisation de la compétence Voirie ;
- La convention cadre n°CO 2017-116 conclue entre le Département du Var et la Métropole Aix-Marseille Provence au titre du transfert de la compétence Voirie ;
- L'avenant n°17/0219 du 30 mars 2017 ;
- La convention de gestion n°17/0220 conclue entre le Département du Var et la Métropole Aix-Marseille Provence au titre de la compétence voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la convention de gestion n°17/0220 établie entre la Métropole et le Département du Var prend effet au moment du transfert de la voirie départementale à la Métropole, à savoir, le 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;
- Que par cette convention, la Métropole a confié au Département la gestion des missions qui relèvent de l'exercice de la compétence voirie sur le territoire de Saint Zacharie jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Que la loi n°2017-257 du 28 février 2017 susmentionnée, reporte au 1<sup>er</sup> janvier 2020 le transfert communal des compétences « création, aménagement et entretien de voirie » et « signalisation » ;
- Que le transfert de la compétence voirie dévolue au Département du Var concernant les routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains affirmés doit être reporté au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant à la convention n°17/0220 ci-annexé ayant pour objet de proroger sa durée jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 098-3117/17/CM**

**■ Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Var - Approbation de l'avenant n°2 à la convention cadre relative à la compétence Voirie sur le territoire de la commune de Saint Zacharie  
MET 17/5447/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations concordantes, le Conseil de la Métropole (n° FAG 013-1016/16/CM du 17 octobre 2016) et le Département du Var (n°A9 du 27 octobre 2016) se sont prononcé sur le transfert de la compétence Voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie au titre du IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, conformément aux dispositions de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Le transfert proposé par le Département et accepté par la Métropole est organisé par une convention cadre n°CO 2017-116 annexée aux délibérations concordantes susmentionnées et porte sur les routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains affirmés et relèvent clairement d'une gestion urbaine. Les sections de routes départementales varoises concernées, sont la RD560, la RD85 et la RD480 en limite d'agglomération sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie uniquement (soit un linéaire de 2,9 kilomètres).

Par délibération (FAG 079-1359/16/CM du 15 décembre 2016) à été adopté un premier avenant n°17/0219 est intervenu le 30 mars 2017 visant à préciser les modalités pratiques du transfert de la voirie, son évaluation financière, après avis de la CLECRT, le montant de la dotation de compensation due par le Département à la Métropole ainsi que les voies proposées au transfert.

En parallèle, une convention de gestion n°17/0220 (CO 2017-118) a été approuvée par délibération n° FAG 079-1359/16/CM lors du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 qui a établi les modalités de transfert et les dispositions provisoires d'organisation de la compétence voirie durant la période transitoire initialement fixée entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 1<sup>er</sup> janvier 2018. A cette dernière date, la Métropole devait exercer de manière effective et complète sa compétence en matière de voirie communale.

Suite à la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au « statut de Paris et à l'aménagement métropolitain », l'article L. 5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales a reporté le transfert des compétences « création, aménagement et entretien de voirie » et « signalisation ». Ainsi, les communes qui n'avaient pas transféré ces compétences à leur établissement public intercommunal continuent de les exercer jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Ce report implique de prévoir un second avenant à la convention cadre ayant pour objet de définir le principe et l'étendue du transfert de la compétence « Voirie » entre le Département du Var et la Métropole afin d'y mentionner les implications financières et temporelles de cette modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°FAG 013-1016/16/CM du 17 octobre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales - Transfert conventionnel des compétences départementales - Département du Var sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie ;
- La délibération n°FAG 079-1359/16/CM du 15 décembre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par

la Métropole de compétences départementales -Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Var - Conventions relatives aux modalités de transfert et aux dispositifs transitoires d'organisation de la compétence Voirie ;

- La convention cadre n°CO 2017-116 conclue entre le Département du Var et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du transfert de la compétence Voirie ;
- L'avenant n°17/0219 du 30 mars 2017 ;
- La convention de gestion n°17/0220 (CO 2017-118) conclue entre le Département du Var et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la convention cadre n°CO 2017-116 définit le principe et l'étendue du transfert de compétences entre la Métropole et le Département du Var;
- Que par avenant n°17/0219 à cette convention, les linéaires des voies concernés ainsi que l'évaluation financière du transfert ont été déterminés
- Que par la loi n°2017-257 du 28 février 2017 susmentionnée, le transfert communal des compétences « création, aménagement et entretien de voirie » et « signalisation » se trouve reporté au 1<sup>er</sup> janvier 2020;
- Qu'il convient par un nouvel avenant, d'acter un report du transfert de cette compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et d'adapter en conséquence les modalités transitoires d'exercice de la compétence ;

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention n°CO 2017-116 ci-annexé.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 099-3118/17/CM**

**■ Restitution de la compétence facultative en matière de "Animation, développement et mise en valeur de la filière argile et gestion des Ateliers Thérèse Neveu", "Création, gestion et entretien des fourrières intercommunales et des refuges pour chats et chiens" et "Gestion de l'université du temps libre" - Communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin et Saint-Zacharie**  
**MET 17/5789/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « *la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent Code* », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même Code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au 31 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile exerçait les compétences facultatives en matière de « Animation, développement et mise en valeur de la filière argile et gestion des Ateliers Thérèse Neveu », « Création, gestion et entretien des fourrières intercommunales et des refuges pour chats et chiens » et « Gestion de l'université du temps libre » sur le territoire des communes citées en objet.

Le travail de recensement des attributions à caractère facultatif ou optionnel des six ex-EPCI regroupés a révélé que les compétences telles que décrites ci-dessus n'étaient exhaustivement et exclusivement exercées par la métropole que sur le territoire des douze communes précitées, aucune autre commune extérieure à ce territoire n'ayant confié lesdites attributions à l'un des ex-EPCI fusionnés.

S'agissant de compétences ne relevant pas de celles devant être obligatoirement transférées à la Métropole, rien ne s'oppose à ce que leur restitution soit proposée aux communes intéressées.

Il est ainsi proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer en faveur de la restitution de la compétence en matière de « Création, gestion et entretien des fourrières intercommunales et des

refuges pour chats et chiens » aux communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin et Saint-Zacharie et du rattachement des compétences « Animation, développement et mise en valeur de la filière argile et gestion des Ateliers Thérèse Neveu » à la compétence développement économique et « Gestion de l'université du temps libre » à la compétence cohésion sociale.

Il est souhaité que ces restitution et rattachements soient effectifs à compter du 1er janvier 2018.

Il appartiendra à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Métropole d'évaluer l'impact financier de ce retour de compétence aux communes pour que puisse être révisé en conséquence le montant des attributions de compensation des communes concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de restituer la compétence en matière de « Création, gestion et entretien des fourrières intercommunales et des refuges pour chats et chiens » aux communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin et Saint-Zacharie,
- Qu'il convient de rattacher les compétences « Animation, développement et mise en

valeur de la filière argile et gestion des Ateliers Thérèse Neveu » à la compétence développement économique et « Gestion de l'université du temps libre » à la compétence cohésion sociale,

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la restitution de la compétence « Création, gestion et entretien des fourrières intercommunales et des refuges pour chats et chiens » aux communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin et Saint-Zacharie.

### **Article 2 :**

L'activité en matière de :

- « Animation, développement et mise en valeur de la filière argile et gestion des Ateliers Thérèse Neveu » sera rattachée à la compétence développement économique ;
- « Gestion de l'université du temps libre » sera rattachée à la compétence cohésion sociale.

### **Article 3 :**

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) procèdera à l'évaluation de la restitution de la compétence pour que puisse être révisé en conséquence le montant des attributions de compensation des communes concernées.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 100-3119/17/CM**

■ **Restitution des compétences facultatives en matière de "Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire" et "Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire" aux communes d'Aix-en-Provence, Beaureceuil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puylobier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat,**

**Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Siminane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren et Vitrolles**  
**MET 17/5790/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « *la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent Code* », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même Code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au 31 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix exerçait les compétences facultatives suivantes :

- Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire : Études préalables, élaboration des dossiers de demande de subvention, maîtrise d'œuvre, travaux, financement des opérations, surveillance post requalification ;

- Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire.

Le travail de recensement des attributions à caractère facultatif ou optionnel des six EPCI regroupés a révélé que les compétences telles que décrites ci-dessus n'étaient exhaustivement et exclusivement exercées par la Métropole que sur le territoire des 36 communes précitées, aucune autre commune extérieure à ce territoire n'ayant confié lesdites attributions à l'un des EPCI fusionnés.

S'agissant de compétences ne relevant pas de celles devant être obligatoirement transférées à la Métropole, rien ne s'oppose à ce que leur restitution soit proposée aux communes intéressées.

Il est ainsi proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer en faveur de la restitution des compétences « Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire » et « Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire » aux communes concernées.

Il est souhaité que cette restitution soit effective à échéance des dernières actions engagées au titre de ces compétences, aucune nouvelle action ne pouvant être engagée à compter de l'adoption de la présente délibération. Ainsi, la restitution des compétences énoncées ci-dessus interviendra dans les conditions suivantes :

- pour la compétence " requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire " seront achevées par la Métropole les opérations de requalification sur le territoire de la commune de Saint-Cannat et sur le territoire de la Commune de Vitrolles ;

- pour la compétence " Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire ", sera achevée par la Métropole l'opération de modernisation du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis ;

Il appartiendra à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Métropole d'évaluer l'impact financier de ce retour de compétences aux communes pour que puisse être révisé en conséquence le montant des attributions de compensation des communes concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts et particulièrement son article 1609 noniesC ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret N°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de restituer les compétences « Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire » et « Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire » aux communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren et Vitrolles

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la restitution des compétences facultatives en matière de « Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire » et « Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire » aux communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren et Vitrolles.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la restitution des compétences « Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire » et « Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire » à échéance des dernières actions engagées au titre de ces compétences, aucune nouvelle action ne pouvant être engagée à compter de l'adoption de la présente délibération. Ainsi, la restitution des compétences énoncées ci-dessus interviendra dans les conditions suivantes :

- pour la compétence " requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire " seront achevées les opérations de requalification sur le territoire de la commune de Saint-Cannat et sur le territoire de la Commune de Vitrolles ;



- pour la compétence " Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire ", sera achevée l'opération de modernisation du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis.

### **Article 3 :**

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) procédera à l'évaluation de la restitution des compétences pour que puisse être révisé en conséquence le montant des attributions de compensation des communes concernées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 101-3120/17/CM**

#### **■ Restitution des compétences facultatives en matière de "santé" et de "développement des espaces publics numériques" aux communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-Les-Remparts**

#### **MET 17/5920/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales : « *la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code* », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du code général de la propriété des personnes publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Au 31 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues exerçait, les compétences facultatives suivantes :

- le site archéologique de Saint-Blaise à Saint-Mitre-les-Remparts,

- en matière de santé :

- Gestion d'un observatoire intercommunal de la Santé,
- Ingénierie de projets d'intérêt communautaire (l'analyse des besoins du territoire, l'élaboration de plans d'action et l'accompagnement de projets en matière d'accès aux soins et d'accès aux droits de santé, d'offre de soins et d'offre médico-sociale, de santé environnementale),
- Organisation, soutien et participation aux réseaux de santé,

• Animation des politiques contractuelles d'intérêt communautaire (l'Atelier santé ville, le Contrat local de santé, le Conseil local de santé mentale, le journal d'information aux professionnels de santé).

- en matière de développement des espaces publics numériques ;

- en matière de valorisation du Mas de l'Hôpital.

Ces compétences étaient exercées sur le territoire des communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts.

Le travail de recensement des attributions à caractère facultatif ou optionnel des six ex-EPCI regroupés a révélé que les compétences décrites ci-dessus n'étaient exhaustivement et exclusivement exercées par la métropole que sur le territoire des trois communes précitées, aucune autre commune extérieure à ce territoire n'ayant confié lesdites attributions à l'un des EPCI fusionnés.

S'agissant de compétences ne relevant pas de celles devant être obligatoirement transférées à la Métropole, rien ne s'oppose à ce que leur restitution soit proposée aux communes intéressées.

Il est ainsi proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer en faveur de la restitution des compétences facultatives en matière de « santé » et de « développement des espaces publics numériques » aux communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, de la conservation de la gestion du site archéologique de Saint-Blaise au titre de la sauvegarde et de la protection des milieux naturels et de la valorisation du Mas de l'Hôpital au titre de la préservation des espaces agricoles de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est souhaité que cette restitution soit effective à compter du 1er janvier 2018.

Il appartiendra à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Métropole d'évaluer l'impact financier de ce retour de compétence aux communes pour que puisse être révisé en conséquence le montant des attributions de compensation des communes concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts et particulièrement son article 1609 nonies c ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de restituer les compétences en matière de « santé » et de « développement des espaces numériques » aux communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-Les-Remparts ;
- Qu'il convient de conserver la gestion du site archéologique de Saint Blaise au titre de la sauvegarde et de la protection des milieux naturels et la valorisation du Mas de l'Hôpital au titre de la préservation des espaces agricoles de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la restitution aux communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts des compétences facultatives suivantes :

- en matière de santé :

- Gestion d'un observatoire intercommunal de la Santé,
- Ingénierie de projets d'intérêt communautaire (l'analyse des besoins du territoire, l'élaboration de plans d'action et l'accompagnement de projets en matière d'accès aux soins et d'accès aux droits de santé, d'offre de soins et d'offre médico-sociale, de santé environnementale),
- Organisation, soutien et participation aux réseaux de santé,
- Animation des politiques contractuelles d'intérêt communautaire (l'Atelier santé ville, le Contrat local de santé, le Conseil local de santé mentale, le journal d'information aux professionnels de santé).

- en matière de développement des espaces publics numériques.

**Article 2 :**

La gestion du site archéologique de Saint-Blaise à Saint-Mitre-les-Remparts est conservée au titre de la sauvegarde et de la protection des milieux naturels de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Article 3 :**

La valorisation du Mas de l'Hôpital est conservée au titre de la préservation des espaces agricoles de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Article 4 :**

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) procédera à l'évaluation de la restitution de la compétence pour que puisse être révisé en conséquence le montant des attributions de compensation des communes concernées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 102-3121/17/CM**

**■ Approbation du transfert des personnels dans le cadre du transfert de compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/6050/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services

concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences transférées ne pourront intervenir, en totalité, au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, le concours des communes concernées sera sollicité pour l'exercice de certaines compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Néanmoins, pour les compétences suivantes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est en mesure, en application de l'article L 5211-4-1 du CGCT d'accueillir, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le personnel transféré au sein d'une structure organisationnelle définie.

### **1. Concernant la compétence Eau Assainissement, Pluvial**

Le transfert effectif du personnel relevant des services « Eau, Assainissement, Pluvial » au 1<sup>er</sup> janvier 2018 n'est possible que sur les quatre communes précitées, de la Métropole Aix-Marseille-Provence à savoir Martigues, Venelles, Vitrolles et les Pennes Mirabeau.

Ainsi :

Ce transfert concerne quatre communes, à savoir Martigues, Venelles, Vitrolles et les Pennes Mirabeau

- Pour la commune de Martigues, douze agents exerçant la totalité de leur temps de travail à la compétence seront transférés de plein droit.
- Pour la commune de Venelles, la régie des eaux de Venelles est une régie personnalisée. Deux agents titulaires sont actuellement détachés à la régie des eaux.

- Pour la commune de Vitrolles, quatre agents exerçant la totalité de leur temps de travail à la compétence seront transférés de plein droit.
- Pour la commune les Pennes Mirabeau, un agent exerçant la totalité de son temps de travail à la compétence sera transféré de plein droit.

### **2. Concernant la compétence Aire d'Accueil des Gens du Voyage**

Ce transfert concerne trois communes, à savoir Martigues, Miramas et Istres.

Cinq agents sont concernés par le transfert au titre de cette compétence.

- Pour la commune de Martigues, trois agents étant affectés pour partie de leur temps de travail à cette compétence 50% se verront proposer le transfert. En cas de refus, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, ils seront mis à disposition de plein droit sans limitation de durée.
- Pour la commune de Miramas, trois agents exerçant la totalité de leur temps de travail à la compétence seront transférés de plein droit.
- Pour la commune d'Istres, un agent exerçant la totalité de son temps de travail à la compétence sera transféré de plein droit.

### **3. Concernant la compétence Renouvellement Urbain**

Ce transfert concerne deux communes, à savoir Miramas et Vitrolles.

Six agents sont concernés par le transfert au titre de cette compétence.

- Pour la commune de Miramas, cinq agents exerçant la totalité de leur temps de travail à la compétence seront transférés de plein droit.
- Pour la commune de Vitrolles, un agent étant affecté pour partie, 90% de son temps de travail cette compétence, se verra proposer le transfert. En cas de refus, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, il sera mis à disposition de plein droit sans limitation de durée.

### **4. Compétence Ports de plaisance**

Ce transfert concerne quatre communes, à savoir Istres, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Berre l'Etang et Saint Chamas.

Treize agents sont concernés par le transfert au titre de cette compétence.

- Pour la commune d'Istres, dix agents exerçant la totalité de temps de travail à la compétence seront transférés de plein droit.
- Pour la commune de Berre l'Etang trois agents exerçant la totalité de leur temps de travail à la compétence seront transférés de plein droit.
- Pour la commune de Port-St-Louis du Rhône la signature d'une convention de prestation de service au 1<sup>er</sup> janvier 2018 poursuivra le dispositif actuel.
- Pour la commune de Saint Chamas, au vu de la faible quotité de temps de travail, aucun agent ne sera transféré.

##### **5. Concernant la compétence Réseau de Chaleur**

Ce transfert concerne trois communes, à savoir Aix-en-Provence, Martigues et Coudoux.

- Pour la commune d'Aix-en-Provence, un agent étant affecté (40%) pour partie de son temps de travail à cette compétence, se verra proposer le transfert. En cas de refus, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, il sera mis à disposition de plein droit sans limitation de durée.
- Pour les communes de Martigues et de Coudoux, au vu des faibles quotités du temps de travail, aucun agent ne sera transféré.

##### **6. Concernant la Planification Urbaine**

Ce transfert concerne six communes, à savoir Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

- Pour six communes (Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas et Port Saint Louis du Rhône), au vu des faibles quotités du temps de travail, aucun agent ne sera transféré.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

- Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du comité technique.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le transfert des personnels liés aux transferts des compétences tels que prévus par la législation au 1<sup>er</sup> janvier 2018, selon les modalités détaillées ci-dessus et conformément au tableau ci-annexé.

##### **Article 2 :**

La nomenclature des emplois de la Métropole est modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnel et des postes précités.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tous les actes liés aux transferts de ces personnels et actes suivants y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

##### **FAG 103-3122/17/CM**

**■ Approbation du transfert des personnels de la Ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert des compétences Aménagement, Logement et Habitat MET 17/6051/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence, créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016, exerce de plein droit la compétence en matière de « définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme », conformément à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le même code précise dans son article L. 5218-2 que : « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les

compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L.5218-1 du présent code ».

Le transfert de 18 opérations d'aménagement portées jusqu'alors par la ville de Marseille a été approuvé par délibération n°15/1017/UAGP du 26 octobre 2015 puis, porté à connaissance du Préfet le 27 novembre 2015, par la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole.

La CLECT de celle-ci, installée le 23 avril 2015, a évalué dans son rapport du 23 novembre 2015 les transferts de charge concernant les compétences Aménagement, Logement et Habitat.

Néanmoins, afin de garantir la continuité et la bonne organisation du service et de disposer, pour la ville comme pour la Métropole, du temps nécessaire pour mettre en œuvre le transfert des compétences dans de bonnes conditions, le Conseil communautaire de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole a approuvé par délibération n° FCT 027-1582/15/CC, la signature d'une convention de gestion provisoire pour l'exercice de ces compétences afin de préparer le transfert effectif.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est en mesure d'accueillir, en application de l'article L 5211-4-1 du CGCT, 38 Equivalents Temps Plein relevant de l'exercice des compétences Aménagement, Logement et Habitat.

C'est pourquoi, dans l'attente de l'évaluation définitive par la CLECT de la Métropole Aix-Marseille-Provence des masses salariales correspondantes à l'exercice effectif de ces compétences, le nombre d'ETP transféré au 01 janvier 2018 est fixé à 38.

A cet effet, sont annexés à ce rapport la fiche d'impact conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'article 72 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) et le détail des effectifs transférés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 du Conseil métropolitain du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 027-1582/15/CC du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole portant approbation d'un convention de gestion transitoire relative aux compétences aménagement, logement, habitat avec la Ville de Marseille ;
- La délibération FAG 066-1346/16/CM portant approbation d'avenant à la convention de gestion transitoire ;
- L'avis du Comité Technique.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le transfert des personnels de la Ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert des compétences Aménagement, Logement et Habitat au 1<sup>er</sup> janvier 2018, conformément au tableau ci-annexé.

**Article 2 :**

Est approuvé le transfert des moyens matériels (bien meubles et notamment le parc automobile conformément à l'art L-1321 du CGCT).

**Article 3 :**

La nomenclature des emplois de la Métropole est modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnel et des postes précités.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes liés aux transferts de ces personnels et actes suivants y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 104-3123/17/CM**

#### **■ Approbation du transfert des personnels du Département des Bouches-du-Rhône auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert des compétences Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) et Fonds de Solidarité Logement (FSL)**

#### **MET 17/6052/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5217-2 IV du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône se sont prononcés sur le transfert de trois groupes de compétences, sur les huit énumérées dans la disposition précitée, suivantes :

- l'attribution des aides financières au titre du fonds de solidarité pour le logement (« FSL ») ;
- l'aide individuelle aux jeunes en difficulté, en application des articles L.263-3 et L. 263-4 du Code de l'Action Sociale et des Famille (« FAJ ») ;
- le centre départemental sportif de Fontainieu, équipement situé dans le 14ème arrondissement de la Ville de Marseille.

Ce transfert, conformément à la disposition précitée, s'est organisé par convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental, celle-ci ayant pour objet de « préciser les compétences ou groupes de compétences transférés, les conditions financières et les conditions dans lesquelles tout ou partie des services départementaux correspondants sont transférés ou mis à disposition de la Métropole ».

La convention cadre précitée a été approuvée par délibération n° FAG 062-544/16/CM en date du 30 juin 2016 par le Conseil de la Métropole et avenantée par délibération n° FAG 077-1357/16/CM en date du 15 décembre 2016.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'a pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Dès lors, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole serait en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, une convention de gestion entre la Métropole et le Conseil Départemental a été conclue.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence est en mesure d'accueillir le personnel transféré au sein d'une structure organisationnelle métropolitaine définie. Dès lors, dans les conditions de l'article L.5211-4-1 du CGCT, il est proposé de procéder au transfert effectif du personnel relevant des services FAJ et FSL.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative à l'organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la métropole Aix-Marseille-Provence de compétences départementales – Transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'approbation d'une part, d'avenants à la convention précitée d'autre part, de trois conventions de gestion des services « Fonds d'Aides aux Jeunes », « Fonds de Solidarité Logement » et « Centre Départemental sportif de Fontainieu » ;
- L'avis du comité technique.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**



## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé le transfert des personnels départementaux auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du transfert du Fonds d'Aide aux Jeunes et du Fonds de Solidarité Logement, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, conformément au tableau ci-annexé.

### Article 2 :

La nomenclature des emplois de la Métropole est modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnel et des postes précités.

### Article 3 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tous les actes liés aux transferts de ces personnels et actes suivants y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 105-3124/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Marseille transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5968/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Marseille** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;



- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Marseille** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 106-3125/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Allauch transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5954/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par

l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de

télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune d'Allauch des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI ».

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Allauch telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 107-3126/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Carnoux-en-Provence transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5955/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficace des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences

transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Carnoux-en-Provence** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Carnoux-en-Provence** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 108-3127/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Carry-le-Rouet transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence MET 17/5956/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet

de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Carry-le-Rouet** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Carry-le-Rouet** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 109-3128/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Cassis transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5961/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont

continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;



j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Cassis** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Cassis** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.  
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 110-3129/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Ceyreste transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5962/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code

des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;

- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Ceyreste** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI ».

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Ceyreste** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 111-3130/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Châteauneuf-les-Martigues transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence MET 17/5963/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les

personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Châteauneuf-les-Martigues** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Châteauneuf-les-Martigues** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 112-3131/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Ensuès-la-Redonne transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5964/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi

n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions

prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficace des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune d'**Ensues-la-Redonne** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'**Ensuès-la-Redonne** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 113-3132/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Gémenos transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5965/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;



d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;  
e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;  
b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;  
c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;  
d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;  
b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;  
c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;  
b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;  
c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;  
d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;  
e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;  
b) Lutte contre la pollution de l'air ;  
c) Lutte contre les nuisances sonores ;  
d) Contribution à la transition énergétique ;  
e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;  
f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de

gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;  
g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;  
h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;  
i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;  
j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Gémenos** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une

prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Gémenos** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 114-3133/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Gignac-la-Nerthe transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5966/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences

transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Gignac-la-Nerthe** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Gignac-la-Nerthe** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 115-3134/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de La Ciotat transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5957/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de La Ciotat des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du conseil de Territoire de Marseille Provence Métropole du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **La Ciotat** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 116-3135/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune Le Rove transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5970/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses

communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de

télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune **Le Rove** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et

leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune **Le Rove** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 117-3136/17/CM**

■ **Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Marignane transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**  
**MET 17/5967/CM**



Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine

naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Marignane** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Politique de la Ville
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Marignane** telles qu'annexées à la présente.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 118-3137/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Plan-de-Cuques transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5960/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des

compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Plan-de-Cuques des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Aires et parcs de stationnement
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Plan-de-Cuques** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 119-3138/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Roquefort-la-Bédoule transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5969/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social

; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Roquefort-la-Bédoule** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Roquefort-la-Bédoule** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 120-3139/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Saint-Victoret transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5971/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux

dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs

- nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Saint-Victoret** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les



modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Saint-Victoret** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 121-3140/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Sausset-les-Pins transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5972/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficace des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure

d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Sausset-les-Pins** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Sausset-les-Pins** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 122-3141/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Septèmes-les-Vallons transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5974/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de

développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Septèmes-les-Vallons** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI ».

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Septèmes-les-Vallons** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 123-3142/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Aix-en-Provence transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5975/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social

; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune d'**Aix-en-Provence** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'**Aix-en-Provence** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 124-3143/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Beaucueil transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5976/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;



e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur

confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Beaurecueil** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Beaurecueil** telles qu'annexées à la présente.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 125-3144/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Bouc-Bel-Air transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5977/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Bouc-Bel-Air** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Bouc-Bel-Air** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 126-3145/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Cabriès transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5978/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

### 3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

### 4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Cabriès** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Cabriès** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 127-3146/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Châteauneuf-le-Rouge transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5979/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences

transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Châteauneuf-le-Rouge** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Châteauneuf-le-Rouge** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 128-3147/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Coudoux transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5980/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.



Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi

n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions

prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Coudoux** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Coudoux** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 129-3148/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Eguilles transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5981/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et

d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de

gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune d'**Eguilles** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

- compétence Tourisme
- compétence « Parcs et aires de stationnement »

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'**Eguilles** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 130-3149/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Fuveau transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5982/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les

personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Fuveau** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Fuveau** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 131-3150/17/CM**

■ **Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Gardanne transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**  
**MET 17/5983/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences

prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Gardanne** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.



Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Gardanne** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 132-3151/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Gréasque transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5984/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences

transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Gréasque** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Gréasque** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 133-3152/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Jouques transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5985/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Jouques** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Jouques** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 134-3153/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Lambesc transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5987/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Lambesc** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence .
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Lambesc** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 135-3154/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Meyrargues transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5991/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :



- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les

personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Meyrargues** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Meyrargues** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 136-3155/17/CM**

■ **Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Meyreuil transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**  
**MET 17/5992/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social

; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Meyreuil** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Meyreuil** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 137-3156/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Mimet transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5993/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine

naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

### 3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

### 4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec,

notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Mimet** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Mimet** telles qu'annexées à la présente.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 138-3157/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Les Pennes-Mirabeau transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5990/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Les Pennes-Mirabeau** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Les Pennes Mirabeau** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 139-3158/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Pertuis transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5994/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et



d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code

de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Pertuis** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Pertuis** telles qu'annexées à la présente.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 140-3159/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Peynier transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5995/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et

participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces

procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Peynier** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Peynier** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 141-3160/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Peyrolles-en-Provence transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5996/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont

continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

#### 4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

#### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

#### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Peyrolles-en-Provence** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Peyrolles-en-Provence** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 142-3161/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Puylobier transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5997/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences



transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Puylobier** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Puylobier** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 143-3162/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Le Puy-Sainte-Réparate transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5988/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Le Puy-Sainte-Réparate** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Le Puy-Sainte-Réparate** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 144-3163/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Rognes transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5998/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de

modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code

de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Rognes** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine

- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Rognes** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 145-3164/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de La Roque d'Anthéron transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5986/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du

comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **La Roque d'Anthéron** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ,

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **La Roque d'Anthéron** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 146-3165/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Rousset transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5999/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social



; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n<sup>o</sup> 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4<sup>o</sup> En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5<sup>o</sup> En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6<sup>o</sup> En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Rousset** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Rousset** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 147-3166/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/6000/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine

naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

### 3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

### 4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Saint-Antonin-sur-Bayon** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Saint-Antonin-sur-Bayon** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 148-3167/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Saint-Cannat transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/6003/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et

participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces

procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Saint-Cannat** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Saint-Cannat** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 149-3168/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Saint-Estève-Janson transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6004/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de

l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou

hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Saint-Estève-Janson** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la

progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Saint-Estève-Janson** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



**FAG 150-3169/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6006/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences

transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Saint-Marc-Jaumegarde** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Saint-Marc-Jaumegarde** telles qu'annexées à la présente.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 151-3170/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Saint-Paul-lez-Durance transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/6007/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Saint-Paul-lez-Durance** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Saint-Paul-lez-Durance** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 152-3171/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Simiane-Collongue transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6009/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de

modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;  
d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;  
e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;  
b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;  
c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;  
d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;  
b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;  
c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;  
b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;  
c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;  
d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;  
e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;  
b) Lutte contre la pollution de l'air ;  
c) Lutte contre les nuisances sonores ;  
d) Contribution à la transition énergétique ;  
e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;  
f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code

de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;  
g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;  
h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;  
i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;  
j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficace des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Simiane-Collongue** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »

- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Simiane-Collongue** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 153-3172/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Le Tholonet transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5989/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;  
e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;  
b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;  
c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;  
d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;  
e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;  
b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;  
c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;  
d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;  
b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;  
c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;  
c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;  
d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;  
e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;  
b) Lutte contre la pollution de l'air ;  
c) Lutte contre les nuisances sonores ;  
d) Contribution à la transition énergétique ;  
e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;  
f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;  
g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;  
h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;  
i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;  
j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du



comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Le Tholonet** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence .
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Le Tholonet** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 154-3173/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Trets transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6010/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi

n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions

prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Trets** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Trets** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 155-3174/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Vauvenargues transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6011/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de

modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code

de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Vauvenargues** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Vauvenargues** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 156-3175/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Venelles transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6012/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en

tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Venelles** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Venelles** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 157-3176/17/CM**

■ **Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Ventabren transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**  
**MET 17/6013/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences

prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;



- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Ventabren** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Ventabren** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 158-3177/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Vitrolles transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6014/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine

naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

### 3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

### 4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Vitrolles** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Vitrolles** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 159-3178/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Salon-de-Provence transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5906/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Salon-de-Provence**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Salon-de-Provence** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 160-3179/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Alleins transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5886/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et

d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune d'**Alleins**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les

modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'**Alleins** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



**FAG 161-3180/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Aurons transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5890/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences

transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune d'**Aurons**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'**Aurons** telles qu'annexées à la présente.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 162-3181/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de La Barben transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5892/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
  - b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
  - c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
  - d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
  - e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;
- 2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :
- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
  - b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
  - c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
  - d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
  - e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet

de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **La Barben**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire pays Salonais du 11 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **La Barben** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 163-3182/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Berre l'Etang transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5894/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités

territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou

hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Berre l'Etang**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, Aménagement et gestion de Zones d'Activités Portuaires

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Berre l'Etang** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 164-3183/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Charleval transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5895/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir



disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Charleval, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale
- compétence Planification Urbaine

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'avis du Conseil de Territoire Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Charleval** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires ont été inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 165-3184/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Eygüières transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5898/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombant à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune d'**Eyguières**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence .
- L'avis du Conseil de Territoire Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'**Eyguières** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 166-3185/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de La-Fare-Les-Oliviers transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5899/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **La-Fare-Les-Oliviers**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire Pays Salonais.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **La-Fare-Les-Oliviers** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 167-3186/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Lamanon transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5900/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en

tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Lamanon**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence .
- L'avis du Conseil de Territoire Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Lamanon** telles qu'annexées à la présente.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 168-3187/17/CM**

### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Lançon-Provence transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5901/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :



- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Lançon-Provence**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence .
- L'avis du Conseil de Territoire Pays Salonais du 11 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Lançon-Provence** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 169-3188/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Mallemort transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5902/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Mallemort**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une

prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire Pays Salonais.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Mallemort** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 170-3189/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Péliganne transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5903/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

### 3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

### 4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur

confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Pélissanne**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Pélissanne** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 171-3190/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Rognac transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5904/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Rognac**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Rognac** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 172-3191/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Saint-Chamas transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5905/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par



l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou

hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Saint-Chamas**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la

progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays Salonais du 11 décembre 2017.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Saint-Chamas** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 173-3192/17/CM**

■ **Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Sénas transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**  
**MET 17/5907/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine

naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Sénas**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Sénas** telles qu'annexées à la présente.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 174-3193/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Velaux transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5908/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Velaux**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire Pays Salonais.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Velaux** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 175-3194/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Vernègues transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5909/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

### 3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

### 4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Vernègues**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les



modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays Salonais du 11 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Vernègues** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 176-3195/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Aubagne au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6015/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences

transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune d'**Aubagne** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- Compétence Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'**Aubagne** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 177-3196/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Auriol transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6016/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social

; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune d'**Auriol** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la

progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'**Auriol** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 178-3197/17/CM**

■ **Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Belcodène transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**  
**MET 17/5959/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine

naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Belcodène des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Zone d'Activité Economique
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Belcodène** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 179-3198/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Cadolive transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/6017/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :



- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les

personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Cadolive** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Cadolive** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 180-3199/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Cuges-les-Pins transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6018/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Cuges-les-Pins** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Cuges-les-Pins** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 181-3200/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de La Bouilladisse transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6019/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

### 3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

### 4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **La Bouilladisse** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une

prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **La Bouilladisse** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 182-3201/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de La Destrousse transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5958/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences

transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de La Destrousse des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale
- compétence Gestion des Milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)
- compétence Planification Urbaine

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **La Destrousse** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 183-3202/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de La-Penne-sur-Huveaune transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/6020/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :



- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **La-Penne-sur-Huveaune** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence .

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **La-Penne-sur-Huveaune** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 184-3203/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Peypin transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6022/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Peypin** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle,

commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Peypin** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 185-3204/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Roquevaire transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/6024/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du

comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Roquevaire** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Roquevaire** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 186-3205/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Saint-Savournin transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6026/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi

n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions

prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Saint-Savournin** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**



- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Saint-Savournin** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 187-3206/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Saint-Zacharie transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6027/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Saint-Zacharie** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les

modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Saint-Zacharie** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 188-3207/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Istres transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5879/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficace des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences

transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune d'**Istres**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'**Istres** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 189-3208/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Cornillon-Confoux transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5876/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi

n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions

prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Cornillon-Confoux**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Cornillon-Confoux** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 190-3209/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Fos-sur-Mer transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5877/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et

d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code



de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Fos-sur-Mer**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Tourisme

- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Fos-sur-Mer** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 191-3210/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Grans transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5878/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les

personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de GRANS, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'avis du Conseil du Territoire Istres-Ouest Provence du 13 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Grans telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 192-3211/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Miramas transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5884/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi

n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions

prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Mirammas**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Miramas** telles qu'annexées à la présente.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 193-3212/17/CM**

### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5885/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération

intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et

aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;  
c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;  
d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;  
e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

### 3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;  
b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;  
c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;  
d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

### 4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;  
b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;  
c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;  
b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;  
c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;  
d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;  
e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;  
b) Lutte contre la pollution de l'air ;  
c) Lutte contre les nuisances sonores ;  
d) Contribution à la transition énergétique ;  
e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;  
g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;  
h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;  
i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;  
j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Port-Saint-Louis-du-Rhône**, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial

- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Port-Saint-Louis-du-Rhône** telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 194-3213/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Martigues transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/6029/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et



participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces

procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Martigues** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Politique de l'Habitat
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création et extension des crématoriums

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire Pays de Martigues.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Martigues** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 195-3214/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Port-de-Bouc transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/6030/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités

territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou

hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Port-de-Bouc** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la

progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Port-de-Bouc** telles qu'annexées à la présente.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 196-3215/17/CM**

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/6031/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine

naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de **Saint-Mitre-les-Remparts** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du Conseil de Territoire Pays de Martigues.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de **Saint-Mitre-les-Remparts** telles qu'annexées à la présente.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 197-3216/17/CM**

**■ Modalités de transfert des agents chargés de la mise en oeuvre de la compétence facultative en matière de "Loisirs, Enfance, Jeunesse" au SIVU "Collines Durance"**  
**MET 17/6046/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « *la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent Code* », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même Code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Au 31 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance dite « Agglopolo Provence » exerçait, et ce depuis 2001, une compétence facultative « Loisirs, Enfance, Jeunesse » issue de la dissolution de la Communauté de Communes Colline Durance (CCCD), réunissant les communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues, sur le territoire de ces cinq communes.

Le travail de recensement des attributions à caractère facultatif ou optionnel des six EPCI regroupés a révélé que la compétence « Loisirs, Enfance, Jeunesse » telle que décrite ci-avant n'était exhaustivement et exclusivement exercée par la Métropole que sur le territoire des cinq communes précitées, aucune autre commune extérieure à ce territoire n'ayant confié lesdites attributions à l'un des EPCI fusionnés.

C'est pourquoi, dans sa séance du 13 Juillet 2017, le Conseil de la Métropole s'est prononcé en faveur de

la restitution de la compétence « Loisirs, Enfance, Jeunesse » aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues à compter du 1er janvier 2018.

Depuis, les cinq communes ont fait connaître par délibérations concordantes, leur souhait de pouvoir exercer cette compétence dans le cadre d'un syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU). Elles ont d'ores et déjà approuvé les projets de statuts du futur « SIVU Collines Durance » dont la création ne pourra être officialisée que par arrêté du représentant de l'Etat dans le Département.

Ce dernier a émis des observations sur les statuts et demandé aux communes quelques modifications par mail du 5 décembre 2017. Pour autant, il a également précisé qu'un courrier officiel actant le principe de création du syndicat au 1<sup>er</sup> janvier 2018 serait envoyé dans les plus brefs délais.

Ceci étant, les agents concernés œuvrant dans ces structures font l'objet d'une attention toute particulière de la Métropole et des communes concernées, dans le respect des dispositions protectrices de l'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Sur les 12 postes concernés par ce transfert :

- 6 postes pourvus chacun par un équivalent temps plein sont à transférer à la structure d'accueil.
- 1 poste pourvu par 2 agents qui demandent à être transférés à la structure d'accueil pour la totalité de leurs fonctions en accord avec la Métropole Aix Marseille Provence.
- 4 postes sont vacants.

Or, les modalités du transfert des personnels sont soumises aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales suivantes.

L'article L 5111-7 du CGCT dispose que « I. - Dans tous les cas où des agents changent d'employeur en application d'une réorganisation prévue à la présente partie, ceux-ci conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Concernant les 2 agents chargés pour une partie de leurs fonctions de la mise en oeuvre de la compétence transférée, l'article L5111-4-1 IV bis 3° précise qu'ils reçoivent une affectation au sein de l'établissement public de coopération intercommunale correspondant à leur grade ou niveau de responsabilité. Une convention fixera les modalités de mise à disposition. Or ces derniers ont émis le souhait par courrier en date du 04/12/2017, d'intégrer le futur SIVU pour la totalité de leurs fonctions. Dans le cadre d'un transfert

de plein droit dans les mêmes conditions que les agents exerçant en totalité leurs fonctions dans le domaine de compétence transféré, en vertu des dispositions de l'article L5211-4-1 du CGCT, il convient de donner une suite favorable à cette requête.

Concernant les 6 agents exerçant la totalité de leurs fonctions sur la compétence transférée, l'article L. 5211-4-1 IV bis 2° du CGCT indique que la répartition des fonctionnaires et agents territoriaux non titulaires transférés par les communes en application du deuxième alinéa du I ou recrutés par l'établissement public de coopération intercommunale et qui sont chargés, pour la totalité de leurs fonctions, de la mise en œuvre de la compétence restituée est décidée d'un commun accord par convention conclue entre l'établissement public et ses communes membres. Cette convention est soumise pour avis aux comités techniques placés auprès de l'établissement public de coopération intercommunale et auprès des communes. Elle est notifiée aux agents non titulaires et aux fonctionnaires concernés, après avis, selon le cas, des commissions consultatives paritaires ou des commissions administratives paritaires compétentes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5218-1 et suivants, L5211-4-1 IV bis 2, L5211-17 et L5211-25-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 056-2312/17/CM du 13 juillet 2017 portant restitution de la compétence facultative en matière de "Loisirs, Enfance, Jeunesse" aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues ;
- Les délibérations concordantes des cinq communes sollicitant la création d'un syndicat intercommunal à vocation unique pour gérer la compétence restituée ;
- l'avis du comité technique de la Métropole de 5 décembre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que dans le cadre de la restitution de la compétence "Loisirs, Enfance, Jeunesse", il convient de décider de la répartition des agents qui sont liés, pour la totalité de leurs fonctions, à la compétence Loisirs, Enfance, Jeunesse.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le principe du transfert des huit agents en charge de la mise en œuvre de la compétence loisirs, enfance, jeunesse, pour la totalité de leurs fonctions au SIVU « Collines Durance » en cours de création, ou pour une partie de leurs fonctions, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, à la date de création de l'EPCI portée par l'arrêté du représentant de l'Etat dans le Département.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention portant sur les conditions de répartition des huit agents liés à la compétence loisirs, enfance, jeunesse, pour la totalité de leurs fonctions.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 198-3217/17/CM**

#### **■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences transférées aux communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts au 1er janvier 2018 MET 17/6066/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.



Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Néanmoins l'article L.5218-2 indique que, sans préjudice de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « [...] la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L5218-1 du présent code.[...] »

Toutefois, l'article L5211-41-3 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les compétences transférées à titre optionnel et celles transférées à titre supplémentaire par les communes aux établissements publics de coopération intercommunale existant avant la fusion sont exercées par la Métropole sur l'ensemble de son périmètre ou, si l'organe délibérant le décide, font l'objet d'une restitution aux communes dans un délai de deux ans lorsque cette restitution porte sur des compétences ni obligatoires, ni optionnelles.

A cet effet, il convient de se prononcer avant le 1er janvier 2018 de l'éventuelle restitution aux communes de tout ou partie des compétences facultatives que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce aujourd'hui de façon différenciée sur le territoire des anciens EPCI.

En ce qui concerne le Territoire du Pays de Martigues, il est proposé de rendre aux communes les compétences suivantes :

- Développement des espaces publics numériques
- En matière de santé :
  - Gestion d'un observatoire intercommunal de la Santé
  - Ingénierie de projets d'intérêt communautaire (l'analyse des besoins du territoire, l'élaboration de plans d'action et l'accompagnement de projets en matière d'accès aux soins et d'accès aux droits de la santé, d'offre de soins, et d'offre médico-sociale, de santé environnementale,
  - Organisation, soutien et participation aux réseaux de santé,
  - Animation des politiques contractuelles d'intérêt communautaire (l'Atelier Santé ville, le Contrat local de santé, le conseil local de santé mentale, le journal d'information aux professionnels de santé).

Le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences transférées aux communes et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet de l'approbation d'une convention de répartition des agents dans les

conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 IV bis du Code général des Collectivités Territoriales nécessitant, notamment, la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de restitution de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle les communes seront en mesure d'assurer le plein exercice des compétences restituées, il est donc nécessaire de prolonger l'exercice de ces compétences dites orphelines par convention, conformément à l'article L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- Convention de gestion entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence « santé »
- Convention de gestion entre la commune de Port-de-Bouc et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence « santé »
- Convention de gestion entre la commune de Saint-Mitre-les Remparts et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence « santé »
- Convention de gestion entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence « espace public numérique »
- Convention de gestion entre la commune de Port-de-Bouc et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence « espace public numérique »
- Convention de gestion entre la commune de Saint-Mitre-Les-Remparts et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence espace public numérique

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Métropole Aix Marseille Provence seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par les communes selon les modalités définies à l'article 5 des conventions de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de restitution aux communes des compétences données en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2012-151 du 25 octobre 2012 portant sur la modification des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues - Compétences facultatives développement des espaces publics numériques ;
- La délibération n°2013-188 du 19 décembre 2013 portant sur la modification des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues - Compétences facultatives santé ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de conclure avec la commune de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :
  - Convention de gestion entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence « santé »
  - Convention de gestion entre la commune de Port-de-Bouc et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence « santé »
  - Convention de gestion entre la commune de Saint-Mitre-les-Remparts et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence « santé »

- Convention de gestion entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence « espace public numérique »
- Convention de gestion entre la commune de Port-de-Bouc et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence « espace public numérique »
- Convention de gestion entre la commune de Saint-Mitre-les-Remparts et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence espace public numérique

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la restitution des compétences facultatives Santé et Développement des Espaces Numériques aux communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts à compter du 1er janvier 2018.

#### **Article 2 :**

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts telles qu'annexées à la présente.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 199-3218/17/CM**

#### **■ Budget Primitif 2018 - Approbation des Budgets Annexes Eau, Assainissement, Crématorium, Zones d'activité portuaire, Parcs de stationnement - Compétences transférées à partir de l'exercice 2018**

#### **MET 17/5881/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

A partir du 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille-Provence exercera toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par

les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Par délibération précédente et afin d'assurer la continuité du service public, le Conseil de la Métropole a approuvé la création de budgets annexes pour les activités de gestion de l'eau et l'assainissement, crématorium, zones d'activité portuaire et parcs de stationnement à intégrer au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le Budget Primitif de la Métropole Aix-Marseille-Provence est établi selon la nomenclature M49 pour les budgets annexes Eau et Assainissement et selon la nomenclature M4 pour les budgets annexes Crématorium, Zones d'activité portuaire et Parcs de stationnement.

Les travaux d'élaboration budgétaire ont été effectués à partir des informations qui ont pu être collectées auprès des communes. Des ajustements de crédits pourront être réalisés ultérieurement par décision budgétaire modificative.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les instructions budgétaires et comptables M4 et M49

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article unique :**

Le Budget Primitif 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes des services de l'Eau, de l'Assainissement, du Crématorium, des Zones d'activité portuaire et des Parcs de stationnement intégrés au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

**Concernant le Budget Eau en Régie Pays Aix et Aubagne :**

- Section d'Exploitation	18 852 000,00
euros	
- Section d'Investissement	7 868 000,00
euros	

**Concernant le Budget Eau en Délégation Pays Aix et Aubagne :**

- Section d'Exploitation	5 426 000,00
euros	
- Section d'Investissement	9 133 000,00
euros	

**Concernant le Budget Assainissement en Régie Pays Aix :**

- Section d'Exploitation	16 625 500,00
euros	
- Section d'Investissement	10 708 400,00
euros	

**Concernant le Budget Assainissement en Délégation Pays Aix :**

- Section d'Exploitation	7 319 350,00
euros	
- Section d'Investissement	11 900 800,00
euros	

**Concernant le Budget Crématorium Martigues :**

- Section d'Exploitation	530 000,00
euros	
- Section d'Investissement	110 000,00
euros	

**Concernant le Budget Ports Ouest Territoires :**

- Section d'Exploitation	1 575 000,00
euros	
- Section d'Investissement	813 000,00
euros	

**Concernant le Budget Parkings Métropole :**

- Section d'Exploitation	202 510,00
euros	
- Section d'Investissement	88 188,00
euros	

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 200-3219/17/CM**

**■ Compétences transférées : Création et modification de Budget Annexes Eau, Assainissement, Crématorium, Zones d'activité portuaire, Parcs de stationnement, Réseaux de chaleur**

**MET 17/5880/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

A partir du 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille Provence exercera toutes les compétences obligatoires

métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Certaines de ces activités de Service Public Industriel et Commercial sont financées par des redevances et intégrées dans des budgets annexes, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code Général des Impôts. Les services concernés sont la gestion de l'eau et de l'assainissement, de crématorium, de zones d'activité portuaire, de parcs de stationnement et de réseaux de chaleur.

Ces budgets annexes s'inscrivent dans une démarche de transparence des coûts du service. Ils retracent de manière distincte l'ensemble des recettes et des dépenses de l'activité et permettent ainsi d'afficher avec précision les coûts du service.

Dès lors, afin de rester en conformité avec les dispositions légales et d'assurer la continuité du service public au titre des compétences relevant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est proposé que soient créés ou modifiés des budgets annexes métropolitains à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour ces activités.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les instructions budgétaires et comptables M4 et M49 ;
- La délibération n°041-2699/17/CM du 19 octobre 2017 créant quatre budgets annexes pour le Territoire du Pays d'Aix ;
- la Délibération n°17-0214 du 26 février 2014 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile décidant la création d'un budget annexe « Réseau de chaleur urbain ».

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'à partir du 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille Provence exercera toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes,
- Qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service public au titre des nouvelles compétences relevant de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Que la Métropole souhaite rester en conformité avec les dispositions légales sur la gestion des activités de Service Public Industriel et Commercial,
- Que les budgets annexes favorisent la transparence budgétaire et permettent d'établir avec précision les coûts des services.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération n°041-2699/17/CM du 19 octobre 2017 créant des budgets annexes pour le Territoire du Pays d'Aix.

##### **Article 2 :**

#### **Service Public de l'eau**

Sont créés deux budgets annexes assujettis à la TVA pour la gestion de la compétence « Eau » à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 suivant les règles budgétaires et comptables applicables dans l'instruction M49 :

- Un Budget annexe dénommé EAU en DELEGATION - Pays d'Aix et d'Aubagne dont le mode de gestion est une délégation de service public sur le territoire des pays d'Aix et Aubagne ;  
Ce budget correspond aujourd'hui aux budgets communaux de l'eau d'Auriol, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Jouques, La Roque d'Anthéron, Lambesc, Meyrargues, Meyreuil, Les Pennes-Mirabeau, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Le Puy-Sainte Réparate, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Zacharie, Le Tholonet, Trets, Vauvenargues, Ventabren et Vitrolles.
- Un Budget annexe dénommé EAU en REGIE - Pays d'Aix et Aubagne dont le mode de gestion est en régie dotée de la seule autonomie financière sur le territoire des pays d'Aix et Aubagne ;  
Ce budget correspond aujourd'hui aux régies communales d'Aix-en-Provence, Gardanne, Roquevaire, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance et Saint-Estève-Janson.  
Ce budget annexe disposera d'un compte de trésorerie affecté. Une avance remboursable de trésorerie du budget général au budget

annexe d'un montant maximal de 5 000 000 € pourra être versée pour permettre d'honorer les factures.

Les recettes et les dépenses seront enregistrées sur les comptes budgétaires pour leur montant hors taxe, le compte TVA étant tenu par le Receveur des Finances.

### **Article 3 :**

#### **Service Public de l'Assainissement**

Sont créés deux budgets annexes assujettis à la TVA pour la gestion de la compétence « Assainissement » à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 suivant les règles budgétaires et comptables applicables dans l'instruction M49 :

- Un Budget annexe dénommé ASSAINISSEMENT en DELEGATION - Pays d'Aix dont le mode de gestion est une délégation de service public sur le territoire des pays d'Aix ;  
Ce budget correspond aujourd'hui aux budgets communaux de l'assainissement de Beaucueil, Bouc-bel-air, Cabriès, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Jouques, La Roque d'Anthéron, Lambesc, Meyrargues, Meyreuil, Les Pennes-Mirabeau, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puylobier, Le Puy-Sainte Réparate, Rognes, Rousset, Saint-Cannat, Le Tholonet, Trets, Vauvenargues, Ventabren et Vitrolles.
- Un Budget annexe dénommé ASSAINISSEMENT en REGIE - Pays d'Aix dont le mode de gestion est en régie dotée de la seule autonomie financière sur le territoire des pays d'Aix ;  
Ce budget correspond aujourd'hui aux régies communales d'Aix-en-Provence, Châteauneuf-le-Rouge, Gardanne, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance et Saint-Estève-Janson.  
Ce budget annexe disposera d'un compte de trésorerie affecté. Une avance remboursable de trésorerie du budget général au budget annexe d'un montant maximal de 4 000 000 € pourra être versée pour permettre d'honorer les factures.

Les recettes et les dépenses seront enregistrées sur les comptes budgétaires pour leur montant hors taxe, le compte TVA étant tenu par le Receveur des Finances.

### **Article 4 :**

#### **Crématorium**

Est créé un second budget annexe assujetti à la TVA pour la création, la gestion et l'extension de Crématorium sur le territoire métropolitain doté de la

seule autonomie financière à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 suivant les règles budgétaires et comptables applicables dans l'instruction M4.

Ce budget annexe dénommé CREMATORIUM METROPOLE correspond aujourd'hui la régie communale de Martigues.

Ce budget annexe disposera d'un compte de trésorerie affecté. Une avance remboursable de trésorerie du budget général au budget annexe d'un montant maximal de 200 000 € pourra être versée pour permettre d'honorer les factures.

Les recettes et les dépenses seront enregistrées sur les comptes budgétaires pour leur montant hors taxe, le compte TVA étant tenu par le Receveur des Finances.

### **Article 5 :**

#### **Zones d'activité portuaire – Ports de plaisance**

Est créé un budget annexe assujetti à la TVA pour la création, l'aménagement et la gestion de zones d'activité portuaire situées sur le secteur Ouest de la Métropole à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 suivant les règles budgétaires et comptables applicables dans l'instruction M4.

Ce budget annexe dénommé PORTS OUEST TERRITOIRES correspond aujourd'hui au profil de gestion des ports de plaisance situés sur les communes d'Istres, Berre-L'étang, Saint-Chamas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Il disposera d'un compte de trésorerie affecté. Une avance remboursable de trésorerie du budget général au budget annexe d'un montant maximal de 500 000 € pourra être versée pour permettre d'honorer les factures.

Les recettes et les dépenses seront enregistrées sur les comptes budgétaires pour leur montant hors taxe, le compte TVA étant tenu par le Receveur des Finances.

### **Article 6 :**

#### **Parcs de stationnement**

Est créé un budget annexe assujetti à la TVA pour la création, l'aménagement et l'entretien de parcs de stationnement sur le territoire métropolitain à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 suivant les règles budgétaires et comptables applicables dans l'instruction M4.

Ce budget annexe dénommé PARKINGS METROPOLE correspond aujourd'hui au profil de gestion des seuls parcs de stationnement métropolitains situés sur la commune d'Istres.

Il disposera d'un compte de trésorerie affecté. Une avance remboursable de trésorerie du budget général

au budget annexe d'un montant maximal de 400 000 € pourra être versée pour permettre d'honorer les factures.

Les recettes et les dépenses seront enregistrées sur les comptes budgétaires pour leur montant hors taxe, le compte TVA étant tenu par le Receveur des Finances.

#### **Article 7 :**

##### **Réseaux de chaleur**

**Modifie et remplace la Délibération n°17-0214 du 26 février 2014 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile décidant la création d'un budget annexe « Réseau de chaleur urbain »**

Est modifié le budget annexe du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur urbains.

A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018, ce budget verra son périmètre élargi à l'ensemble du territoire métropolitain. Il intégrera ainsi la gestion des équipements situés sur la commune de Coudoux.

Ce budget annexe métropolitain sera renommé RESEAUX DE CHALEUR METROPOLE.

Les règles budgétaires et comptables applicables relatives à l'instruction M4 restent inchangées.

#### **Article 8 :**

L'actif et le passif comptable de chaque budget annexe communal concerné par un transfert de compétence à la Métropole Aix-Marseille Provence fera l'objet d'un transfert vers le budget annexe métropolitain compétent, à la clôture de l'exercice 2017, sur la base de certificats administratifs établis conformément aux règles définies dans l'instruction budgétaire et comptable.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 201-3220/17/CM**

**■ Maintien des tarifs et redevances en vigueur sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Nouvelles compétences transférées au 1er janvier 2018  
MET 17/5882/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

A partir du 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole exercera toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Elles sont présentées selon l'ordre des « blocs de compétence » listés par le CGCT à son article L.5217-2, à savoir :

1. Développement et aménagement économique, social et culturel ;
2. Aménagement de l'espace métropolitain ;
3. Politique locale de l'habitat ;
4. Politique de la ville ;
5. Gestion des services d'intérêt collectif ;
6. Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie.

Dès lors, afin d'assurer la continuité du service public au titre des compétences relevant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et ce sans préjudice de l'obligation de mise en place d'une politique tarifaire harmonisée à l'échelle métropolitaine, il est proposé que soient maintenus dans un premier temps l'ensemble des tarifs fixés précédemment par les communes, y compris les tarifs et redevances de l'ensemble des budgets annexes, ainsi que tous les tarifs et redevances en vigueur dans les structures intercommunales intégrées (syndicats).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2015-50 du 23 janvier 2015 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 29 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M.57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'à partir du 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole exercera toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes,
- Qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service public au titre des nouvelles compétences relevant de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est maintenu l'ensemble des tarifs fixés précédemment par les communes, y compris les tarifs et redevances de l'ensemble des budgets annexes, ainsi que tous les tarifs et redevances en vigueur dans les structures intercommunales intégrées.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**FAG 202-3221/17/CM**

**■ Approbation de remises gracieuses au bénéfice d'ayants droit d'agents décédés  
MET 17/6067/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les délais de mandatement de la paie des agents auprès du comptable public ne permettent pas de traiter instantanément la proratisation des salaires en cas de décès d'un agent en cours du mois.

Cette contrainte de gestion induit un « trop perçu » de rémunération, dont la dette se reporte à l'encontre des héritiers de l'agent décédé.

C'est pourquoi, en tenant compte de la situation moralement et socialement douloureuse vécue par les familles touchées par un deuil, il est proposé à titre exceptionnel de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole la réduction totale des dettes suivantes :

- au titre du décès de Madame Sophie TESSIER épouse JUNG survenu le 6

août 2017, dette d'un montant de 2 581,54 €

- au titre du décès de Madame Sylvie BORELLO épouse LEVY survenu le 8 juillet 2017, dette d'un montant de 2 370,55 €
- au titre du décès de Monsieur Alain CARVIN survenu le 5 juillet 2017, dette d'un montant de 1 568,11 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil de Métropole en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le calendrier de mandatement de la paie ne permet pas de proratiser le versement de la paie en tenant compte de tous les événements de gestion survenus en cours de mois ;
- Que le report d'une dette à l'encontre des héritiers d'agents décédés a pour effet d'accabler davantage encore les familles endeuillées ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les remises gracieuses des dettes suivantes :

- Madame Sophie JUNG : 2 581,54 €
- Madame Sylvie BORELLO LEVY : 2 370,55 €
- Monsieur Alain CARVIN : 1 568,11 €

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal et aux Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 203-3222/17/CM**

#### **■ Approbation de conventions de mise à disposition partielle de deux agents des communes de Cornillon-Confoux, et Septèmes-Vallons auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion des espaces forestiers MET 17/6080/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a décidé de généraliser et d'harmoniser l'exercice de la compétence forêt pour l'ensemble du territoire métropolitain à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Les EPCI fusionnés au 1<sup>er</sup> janvier 2016 devenus conseils de territoires exercent en effet à ce jour la compétence de façon différenciée, voire ne l'exercent pas avec comme corollaire la subsistance de plusieurs syndicats mixtes (composition : métropole / communes) en charge de la gestion de massifs : Pont de Rhaud, Etoile, Garlaban, Marcouline et Côte Bleue.

Ces syndicats mixtes seront dissous au 1<sup>er</sup> janvier 2018 en application du Schéma Départemental de Coopération intercommunale (SDCI) adopté fin 2016 traduit dans la décision du Conseil de la Métropole d'octobre.

A cet état des lieux initial est venu s'ajouter courant 2017 l'approbation du PIDAF des Calanques que la Métropole va donc devoir gérer puisque le Parc National n'a pas la compétence, ainsi que la décision prise d'entrer en animation Natura 2000 de deux massifs "orphelins" : Etoile Garlaban et Côte Bleue-Falaises de Niolon.

Il s'agit avec cette action importante qui concerne plus de 60% du territoire métropolitain de rendre cohérent l'ensemble des actions à engager sur les espaces naturels et forestiers –menacés- de la Métropole. Son principe général correspond à la protection et la mise en valeur des espaces permettant également la poursuite des activités sociales et le développement d'activités économiques.

A terme, ces espaces doivent donner à la Métropole et à ses habitants, une dimension identitaire forte marquée par la place d'un environnement naturel très présent. La gestion, l'entretien, la protection et la

restauration des espaces forestiers métropolitains apparaissent notamment et à ce titre comme une des composantes du projet de territoire. Facteur d'équilibre de desserrement et de mise en valeur des espaces urbains, la forêt constitue pour la métropole une richesse patrimoniale et un facteur d'attractivité. Plusieurs thématiques composent la compétence : développement de la gestion forestière et la structuration de la filière bois défense des forêts contre l'incendie (DFCI), sylvopastoralisme, reconquête des friches agricoles d'interfaces et l'harmonisation du multi usages en milieu forestier.

Les forêts communales resteront de gestion communale. Toutefois et afin de pérenniser les actions nées du transfert de compétence aux EPCI, il est proposé, que les communes qui le souhaitent sollicitent de la Métropole une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion et la préservation de leur patrimoine forestier, dans le cadre de conventionnements à mettre en place.

Le Conseil de la Métropole a décidé, dans une logique de proximité, de la création de comités de gestion, par massifs composés d'élus des communes et de la métropole, des techniciens et des partenaires et acteurs locaux de la forêt. Ces comités de gestion auront pour mission de définir les besoins s'agissant des programmes et prévisions d'études, d'actions et de travaux qui seront suivis par la DGA s'appuyant notamment sur les compétences existantes des conseils de territoire.

Au-delà de l'organisation métropolitaine, en tant que de besoin et afin d'assurer une continuité opérationnelle basée sur la connaissance des massifs, des conventions de mise à disposition ont été négociées entre la Métropole et certaines communes. Fondée sur un fort principe d'efficacité lié à la mobilisation de techniciens disposant à la fois de l'expertise et de la parfaite connaissance du terrain, ces conventions de mise à disposition ont vocation à définir et organiser les modalités de contribution des structures communales à l'exercice de la compétence.

Soumises à l'information des conseils municipaux et du conseil de la Métropole, ces conventions organiseront les relations entre les collectivités co-contractantes s'agissant des aspects administratifs, techniques et opérationnels liés à la mise en œuvre des actions et programmes, et organiseront les relations financières qui en découlent, y compris en déclinaison des décisions issues de la CLECT.

Ces conventions de mise à disposition pour deux agents aujourd'hui en charge de dossiers en lien avec la gestion des espaces naturels et particulièrement ceux exposés aux risques d'incendie : massifs du Pont de Rhaud, de Sulauze et ceux concernés par la préservation de la biodiversité tel le massif de la Chaîne de l'Etoile et du Garlaban.



Pour ce faire, les communes de Cornillon Confoux et Septèmes-les-Vallons, mettront chacune à disposition un de leurs agents dans les conditions suivantes :

Catégorie	Filière	Commune	Fonction	Massif (Métropole)	Nombre de postes	Quotité
B	Administrative	Cornillon Confoux	Responsable service administratif	Pont de Rhau	1	30%
A	Technique	Septèmes les Vallons	Chef du service du service aménagement de l'espace environnement écologie	Etoile Garlaban (N2000) (poste financé à 100% par la DREAL)	1	50%

En effet, conformément aux articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et au décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition d'agents est possible auprès des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. La mise à disposition donne lieu à remboursement.

La mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir.

En application des dispositions réglementaires précitées, la durée maximale de la mise à disposition est de trois ans, et peut être renouvelée par périodes ne pouvant excéder cette durée. Aucune disposition ne limite le nombre de renouvellements. Elle peut prendre fin, avant l'expiration de sa durée, à la demande du fonctionnaire, de l'administration d'origine ou de l'administration d'accueil.

A ce titre, il convient donc de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole les conventions de mise à disposition auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence des deux agents concernés, pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, renouvelable par reconduction expresse pour des périodes de trois ans maximum.

La mise à disposition donnera lieu à remboursement, par la Métropole, de la partie de la rémunération et des cotisations sociales et contributions afférentes, des personnels mis à disposition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ENV001\_2808/17/CM du 19/10/2017 relative à la généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de mise à disposition ci-annexée, à conclure entre le Ville de Cornillon Confoux et la métropole, concernant la mise à disposition partielle auprès de cette dernière d'un agent de la Ville de Cornillon Confoux.

## **Article 2 :**

Est approuvée la convention de mise à disposition ci-annexée, à conclure entre le Ville de Septèmes-les-Vallons et la métropole, concernant la mise à disposition partielle auprès de cette dernière d'un agent de la Ville de Septèmes-les-Vallons.

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

## **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur la nature budgétaire 6218, du chapitre 012 – Charges de Personnels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 204-3223/17/CM**

#### **■ Approbation du montant des tarifs du Crématorium de Martigues pour l'année 2018 MET 17/6064/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation de la République (NOTRe).

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est énoncé que « *la métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code* », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, notamment, les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres

aux EPCI fusionnés, en particulier sur la base des définitions adoptées par ces EPCI lorsque les compétences en cause étaient soumises à déclaration d'intérêt communautaire.

Par ailleurs, le même article précise que les communes continuent d'exercer les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux EPCI fusionnés jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à l'exception de deux compétences.

Dès lors, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exercera les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la « création, gestion, extension des crématoriums ». Elle aura ainsi en charge la gestion de quatre crématoriums, à savoir ceux de saint-pierre à Marseille, de Martigues, d'Aix-en-Provence et d'Aubagne.

Dans ce cadre, il lui appartient de fixer les tarifs du Crématorium de Martigues pour l'année 2018.

Il est proposé pour l'année 2018 une revalorisation des anciens tarifs de 1% afin de tenir compte de l'inflation et de l'évolution probable des différents indices intervenant dans le coût du service. La liste de ces tarifs est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie du Crématorium de Martigues rendu le 21 novembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il appartient au Conseil de Métropole de fixer les tarifs du Crématorium de Martigues

susceptibles d'être perçus à l'occasion du fonctionnement des services métropolitains.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le montant des tarifs du Crématorium de Martigues applicables à compter du 1er janvier 2018 dont la liste figure en annexe.

### **Article 2 :**

Les recettes seront constatées au Budget Annexe du Crématorium de Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 205-3224/17/CM**

### **■ Compétences transférées : Création de Budgets Annexes pour la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement - Secteur du Bassin Minier en Pays d'Aix et d'Aubagne MET 17/6085/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

A partir du 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille Provence exercera les compétences obligatoires de gestion du service public de l'eau et de l'assainissement qui étaient jusqu'alors exercées par les communes.

Sur le secteur du Bassin Minier partagé entre le territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, ces compétences sont exercées aujourd'hui par le Syndicat Intercommunal du Bassin Minier dit « SIBAM », dont le siège est situé à Peypin.

Les communes membres de ce syndicat sont :

- Pour le Pays d'Aix : Gréasque, Mimet et Simiane-collongue,
- Pour le Pays d'Aubagne et de l'Etoile : Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin et Saint-Savournin.

Cet établissement dont le périmètre est inclus dans celui de la Métropole sera dissout au 31 décembre 2017 par arrêté du Préfet. L'ensemble de ses biens, droits et obligations seront intégrés.

Par délibération de ce jour, il est proposé au Conseil de la Métropole de créer une Régie autonome métropolitaine à personnalité juridique au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour exercer les compétences eau et assainissement sur ce même secteur.

Cette Régie disposera de ses propres budgets et comptes de trésorerie.

Cependant, une fois actée la décision de création de ce nouvel établissement public, sa mise en œuvre

opérationnelle demande une période de plusieurs semaines afin de répondre aux obligations institutionnelles et administratives.

Aussi, la Métropole se doit d'assurer la continuité du service public pendant cette période de transition. A cet effet, il convient de créer de façon temporaire deux budgets annexes pour les compétences eau et assainissement afin de poursuivre la gestion du service jusqu'à ce que la régie soit en capacité de les exercer en pleine opérationnalité.

Il est précisé qu'en tant que service public industriel et commercial, les activités de gestion de l'eau et de l'assainissement doivent faire l'objet d'une individualisation au sein de budgets annexes conformément aux dispositions légales du CGCT et Code Général des Impôts.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5217-2 ;
- Le Code Général des Impôts ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'instruction budgétaire et comptable M49 ;
- La délibération de ce 14 décembre 2017 de création d'une régie autonome à personnalité juridique pour la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement sur le secteur du Bassin Minier.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'à partir du 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille Provence exercera les compétences obligatoires du service public de l'eau et de l'assainissement qui étaient jusqu'alors exercées par les communes,
- Qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service public au titre des nouvelles

compétences relevant de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Que la création de budgets annexes permet de répondre aux dispositions légales sur la gestion des activités de service public industriel et commercial dont relèvent la compétence eau et assainissement,

## **Délibère**

### **Article 1 :**

#### **Service Public de l'Eau**

Est créé un budget annexe pour la gestion de la compétence « Eau » à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 suivant les règles budgétaires et comptables applicables dans l'instruction M49.

Ce Budget annexe métropolitain sera dénommé EAU - REGIE DU BASSIN MINIER.

Ce budget correspond au périmètre de la gestion exercée précédemment par le Syndicat Intercommunal du Bassin Minier. Il comprend les communes de Gréasque, Mimet, Simiane-collongue, Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin et Saint-Savournin pour la compétence de gestion du service public de l'eau.

Ce budget annexe disposera d'un compte de trésorerie affecté. Une avance remboursable de trésorerie du budget général au budget annexe d'un montant maximal de 500 000 € pourra être versée pour permettre d'honorer les premières factures.

Les recettes et les dépenses seront enregistrées sur les comptes budgétaires pour leur montant hors taxe, le compte TVA étant tenu par le Receveur des Finances.

### **Article 2 :**

#### **Service Public de l'Assainissement**

Est créé un budget annexe pour la gestion de la compétence « Assainissement » à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 suivant les règles budgétaires et comptables applicables dans l'instruction M49.

Ce Budget annexe métropolitain sera dénommé ASSAINISSEMENT - REGIE DU BASSIN MINIER.

Ce budget correspond au périmètre de la gestion exercée précédemment par le Syndicat Intercommunal du Bassin Minier. Il comprend les communes de Gréasque, Mimet et Simiane-collongue pour la compétence du service public de l'assainissement.

Ce budget annexe disposera d'un compte de trésorerie affecté. Une avance remboursable de trésorerie du budget général au budget annexe d'un montant maximal de 250 000 € pourra être versée pour permettre d'honorer les premières factures.

Les recettes et les dépenses seront enregistrées sur les comptes budgétaires pour leur montant hors taxe, le compte TVA étant tenu par le Receveur des Finances.

### **Article 3 :**

L'actif et le passif comptable de chaque budget annexe du Syndicat Intercommunal du Bassin Minier (SIBAM) dissout fera l'objet d'un transfert vers le budget annexe métropolitain compétent, à la clôture de l'exercice 2017, sur la base de certificats administratifs établis conformément aux règles définies dans l'instruction budgétaire et comptable.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 206-3225/17/CM**

■ **Budget Primitif 2018 - Approbation des Budgets Annexes Eau et Assainissement - Régie du Bassin Minier en Pays d'Aix et d'Aubagne. Compétences transférées à partir de l'exercice 2018**

### **MET 17/6094/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille Provence exercera les compétences obligatoires de gestion du service public de l'eau et de l'assainissement qui étaient jusqu'alors exercées par les communes.

Par délibération précédente et afin d'assurer la continuité du service public, le Conseil de la Métropole a approuvé la création de deux budgets annexes pour les activités de gestion de l'eau et de l'assainissement sur le secteur du Bassin Minier en Pays d'Aix et d'Aubagne.

Ces budgets sont établis selon la nomenclature M49.

Les travaux d'élaboration budgétaire ont été effectués à partir des documents de prévision relatifs à l'exercice 2017 et portant sur la gestion du Syndicat Intercommunal du Bassin Minier (SIBAM) qui sera dissout au 31 décembre 2017. Des ajustements de crédits pourront être réalisés ultérieurement par décision budgétaire modificative si nécessaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'instruction budgétaire et comptable M49 ;
- La délibération du Conseil de Métropole de ce 14 décembre de création de deux budgets annexes pour la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement sur le secteur du Bassin Minier en Pays d'Aix et d'Aubagne ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique:**

Le Budget Primitif 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement intégrés au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

**Concernant le Budget Eau en Régie du Bassin Minier :**

- Section d'Exploitation	5 682 817,60 euros
- Section d'Investissement	2 070 824,73 euros

**Concernant le Budget Assainissement en Régie du Bassin Minier :**

- Section d'Exploitation	2 720 044,90 euros
- Section d'Investissement	2 652 562,01 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Economie,  
 Nouvelles Technologies,  
 Enseignement Supérieur"**  
 \*\*\*\*\*

**ECO 001-3226/17/CM**

**■ Engagement financier pour le Projet SMART WASTE PACA dans le cadre du Programme européen LIFE  
 MET 17/5320/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le programme européen LIFE 2014-2020 est l'instrument financier de la Commission européenne de soutien aux projets dans les domaines de l'environnement et du climat. Il est régi par le règlement 1293/2013 relatif à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) et ses modalités de fonctionnement sont définies, pour la période 2014-2017, dans le programme de travail pluriannuel 2014-2017 adopté le 19 mars 2014. Pour la période 2014-2020, le budget du programme LIFE s'élève à plus de trois milliards d'euros (3 456 655 000 €), réparti en deux sous-programmes distincts : le sous-programme « Environnement » et le sous-programme « Actions pour le Climat ». Le programme LIFE finance des projets à travers des subventions à l'action. Il se compose :

- d'appels à projets traditionnels
- d'appels à projets intégrés

Les projets intégrés pourront mettre en œuvre des actions de meilleures pratiques, de démonstration ou pilote. Ils devront impérativement prévoir des actions de renforcement des capacités afin de permettre une mise en œuvre efficace et coordonnée des plans ou des stratégies éligibles, comme celle de la mise en œuvre des plans de gestion des déchets ou plan de prévention des déchets (directive cadre déchets 2008/98).

Au travers de la délibération du Conseil métropolitain n°FAG 009-1012/16/CM du 17 octobre 2016, la proposition suivante a été adoptée : « est approuvée la faculté pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de répondre aux appels à projets du programme européen LIFE, en tant que chef de file ou partenaire, pendant toute la période de programmation 2014-2020. ».

Dans le cadre de l'appel à projets du 19 mai 2016 publié par la Commission européenne, la Métropole AMP a adhéré en tant que partenaire et bénéficiaire des co-financements européens à la candidature du Projet *LIFE-IP SMART WASTE PACA - Towards a Circular Economy in the Provence-Alpes-Côte d'Azur Region: Implementing Waste Management Plans* -

porté par le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (ci-après « Région PACA ») en tant que Chef de file.

La finalité du projet intégré LIFE « SMART WASTE PACA » est celle de l'élaboration du Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) engagée en avril 2016 par la Région PACA – adoption planifiée pour janvier 2019. Il concerne tout le territoire régional et toutes les catégories de déchets. Le plan d'action du projet répond aux quatre objectifs suivants :

1. Accompagner le développement économique et l'innovation du secteur de la prévention et de la gestion des déchets
2. Réduire l'impact des déchets sur le patrimoine naturel régional (dispersion, stockage, incinération)
3. Favoriser le développement des compétences et la création d'emplois qualifiés dans la prévention des déchets
4. Mettre en place une gouvernance permettant l'implication des acteurs publics et privés et de la population

Ce projet fixe un plan d'action adossé à un outil de mobilisation des financements. Cette dynamique permettra de renforcer les expertises et de mutualiser les efforts aux niveaux décisionnels comme opérationnels. Lancée dès 2018, elle accompagnera parfaitement les ambitions des plans départementaux puis du futur plan régional et de la stratégie régionale d'action de l'Etat.

Le projet intégré LIFE « SMART WASTE PACA » a fait l'objet du relevé de décisions du GT n°6-Gestion des déchets de la Métropole, lors de la séance du 21 mars 2017 présidée par le DGA métropolitain Eau, Assainissement, Propreté et Déchets. Tous les territoires de la Métropole sont concernés par ce projet, relativement aux actions suivantes :

N°	Territoire	Action	Cofinancement LIFE	Autres cofinancements	Autofinancement Métropole	Montant éligible
1	Métropole AMP	Déploiement d'un dispositif de valorisation du geste de tri du verre	594 300,00 €	198 100,00 €	1 188 600,00 €	1 981 000,00 €
2	Métropole AMP	Etude pour la mise en œuvre/faisabilité de plateformes de compostage des biodéchets et déchets verts	15 000,00 €	90 000,00 €	45 000,00 €	150 000,00 €
3	Métropole AMP	Etude de faisabilité d'un centre de tri métropolitain	10 000,00 €	60 000,00 €	30 000,00 €	100 000,00 €
4	Métropole AMP	Etude pour la mise en œuvre du tri à la source des biodéchets et déchets verts (administrés, collectivités, gros producteurs)	15 000,00 €	90 000,00 €	45 000,00 €	150 000,00 €
5	1- Marseille Provence	Démarche collective pour la promotion du réemploi	19 500,00 €	19 500,00 €	26 000,00 €	65 000,00 €
6	1- Marseille Provence	Compostage individuel & collectif	105 000,00 €	105 000,00 €	140 000,00 €	350 000,00 €
7	1- Marseille Provence	Densification colonnes de tri du papier et des emballages	39 600,00 €	0,00 €	92 400,00 €	132 000,00 €
8	1- Marseille Provence	Densification colonnes de tri du Verre	32 400,00 €	0,00 €	75 600,00 €	108 000,00 €
9	1- Marseille Provence	Lutte contre le gaspillage alimentaire en restauration scolaire	22 500,00 €	30 000,00 €	22 500,00 €	75 000,00 €
10	1- Marseille Provence	Formation des ambassadeurs de la réduction et du tri	3 000,00 €	4 000,00 €	3 000,00 €	10 000,00 €
11	1- Marseille Provence	Campagne de sensibilisation aux bons gestes auprès des habitants en lien avec la démarche Zéro Déchet Zéro Gaspillage.	30 000,00 €	40 000,00 €	30 000,00 €	100 000,00 €

N°	Territoire	Action	Cofinancement LIFE	Autres cofinancements	Autofinancement Métropole	Montant éligible
12	2- Pays d'Aix	Mise en place d'un système de contrôle d'accès et de gestion des données des 18 déchèteries du Pays d'Aix	120 000,00 €	48 000,00 €	312 000,00 €	480 000,00 €
13	2- Pays d'Aix	Ressourceries d'Aix/NOuest/Sest	54 000,00 €	54 000,00 €	72 000,00 €	180 000,00 €
14	2- Pays d'Aix	Compostage de proximité	24 000,00 €	24 000,00 €	32 000,00 €	80 000,00 €
15	2- Pays d'Aix	Acquisition de 90 colonnes de Verre	42 000,00 €	0,00 €	98 000,00 €	140 000,00 €
16	2- Pays d'Aix	Acquisition de 150 colonnes papiers	42 000,00 €	0,00 €	98 000,00 €	140 000,00 €
17	2- Pays d'Aix	Extension de la collecte sélective aux commerces de proximité (imbriqués dans l'habitat-centre ville)	18 000,00 €	0,00 €	42 000,00 €	60 000,00 €
18	2- Pays d'Aix	Développement de l'extension des consignes de tri d'une population de 20 000 habitants à tout le territoire (400 000 habitants)	300 000,00 €	0,00 €	700 000,00 €	1 000 000,00 €
19	2- Pays d'Aix	Mise en valeur des plateformes AV pour amélioration des performances de tri pour les ménages	144 000,00 €	0,00 €	336 000,00 €	480 000,00 €
20	2- Pays d'Aix	Définition d'un plan d'action de lutte contre le Gaspillage Alimentaire	5 100,00 €	6 800,00 €	5 100,00 €	17 000,00 €
21	2- Pays d'Aix	Construction de plateformes de proximité pour les déchets verts à Rousset	72 000,00 €	72 000,00 €	96 000,00 €	240 000,00 €
22	2- Pays d'Aix	Assistance des entreprises et administrations (producteurs de DAE) dans la gestion de leurs déchets	75 000,00 €	75 000,00 €	100 000,00 €	250 000,00 €
23	2- Pays d'Aix	Etudes pour la création de 3 déchèteries professionnelles	3 500,00 €	21 000,00 €	10 500,00 €	35 000,00 €
24	2- Pays d'Aix	Collecte : réflexion / étude sur la concomitance de la collecte en PAP et PAV sur un même territoire	3 500,00 €	21 000,00 €	10 500,00 €	35 000,00 €
25	2- Pays d'Aix	Étude d'accompagnement pour la mise en place de la Redevance Spéciale	6 600,00 €	39 600,00 €	19 800,00 €	66 000,00 €
26	3- Pays salonnais	Etude d'évaluation technico-économique sur la collecte sélective des biodéchets	1 500,00 €	9 000,00 €	4 500,00 €	15 000,00 €
27	3- Pays salonnais	Campagne de communication sur l'extension des consignes	15 000,00 €	20 000,00 €	15 000,00 €	50 000,00 €



		de tri des plastiques sur le territoire du Pays Salonais				
28	3- Pays salonais	Etude d'évaluation technico-économique sur l'extension des consignes de tri sur le territoire du Pays Salonais	1 500,00 €	9 000,00 €	4 500,00 €	15 000,00 €
29	3- Pays salonais	Etude d'évaluation technico-économique sur la séparation des flux fibreux/non fibreux	1 500,00 €	9 000,00 €	4 500,00 €	15 000,00 €
30	3- Pays salonais	Interventions en milieu scolaire sur le territoire du Pays Salonais	75 600,00 €	100 800,00 €	75 600,00 €	252 000,00 €
31	3- Pays salonais	Création et installation de panneaux "info-recyclage" sur le territoire du Pays Salonais	6 000,00 €	8 000,00 €	6 000,00 €	20 000,00 €

N°	Territoire	Action	Cofinancement LIFE	Autres cofinancements	Autofinancement Métropole	Montant éligible
32	4- Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Mise en place de conteneurs enterrés pour optimiser la récupération des recyclables secs ménagers	149 986,80 €	0,00 €	349 969,20 €	499 956,00 €
33	4- Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Création de trois postes d'ambassadeurs de tri/ Renforcer les compétences par de la formation	45 018,00 €	60 024,00 €	45 018,00 €	150 060,00 €
34	5- Istres-Ouest Provence	Action d'évitement	15 000,00 €	15 000,00 €	20 000,00 €	50 000,00 €
35	5- Istres-Ouest Provence	Distribution de composteurs, communication et création d'un poste de maître composteur	120 000,00 €	120 000,00 €	160 000,00 €	400 000,00 €
36	5- Istres-Ouest Provence	Action éco-exemplarité : Collecte du papier et du tri dans les bureaux - prestation insertion	45 000,00 €	45 000,00 €	60 000,00 €	150 000,00 €
37	5- Istres-Ouest Provence	Déchèterie d'Istres	15 000,00 €	90 000,00 €	45 000,00 €	150 000,00 €
38	5- Istres-Ouest Provence	Action / entreprises	20 000,00 €	120 000,00 €	60 000,00 €	200 000,00 €
39	6- Pays de Martigues	Extension des points d'apport volontaire en colonnes semi-enterrées en habitat vertical	140 700,00 €	0,00 €	328 300,00 €	469 000,00 €
<b>TOTAUX</b>			<b>2 447 804,80 €</b>	<b>1 603 824,00 €</b>	<b>4 808 387,20 €</b>	<b>8 860 016,00 €</b>

Les activités du projet LIFE-IP SMART WASTE PACA, dans le cas où ce dernier est retenu,

débuteront à partir du mois de janvier 2018, pour une durée de 6 ans jusqu'au mois de décembre 2023.

A la suite de la signature de la déclaration de bénéficiaire associé par le Président de la Métropole en date du 12 avril 2017, le formulaire de candidature complet a été déposé par la Région PACA à la Commission européenne le 24 avril 2017. Suite à la demande de révision du dossier du 4 septembre 2017, la Région PACA a transmis la proposition définitive du projet le 27 septembre 2017, qui devrait définitivement être accepté à la fin du mois d'octobre.

En cas d'adoption définitive du projet, une Convention de partenariat sera signée entre le Chef de file et tous les partenaires impliqués. Celle-ci formalise l'organisation du partenariat et définit les responsabilités de chaque partenaire dans la mise en œuvre du projet conformément au formulaire de candidature consolidée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement UE 1293/2013 relatif à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) ;
- L'appel à projets du programme européen LIFE du 19 mai 2016 publié par la Commission européenne ;
- La délibération du Conseil métropolitain n° FAG 009-1012/16/CM du 17 octobre 2016, approuvant la possibilité pour la Métropole de répondre aux appels à projets du Programme européen LIFE ;
- La déclaration de partenaire associé signée par le Président de la Métropole du 12 avril 2017 ;
- Le formulaire de candidature du projet LIFE-IP SMART WASTE PACA déposé par la Région PACA, en tant que Chef de file, à la Commission européenne le 24 avril 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les domaines prioritaires, les plans et les stratégies éligibles au programme européen LIFE, représentent un enjeu pertinent et stratégique pour la Métropole ;
- Que les objectifs généraux du programme d'actions du projet intégré LIFE « SMART WASTE PACA » sont pertinents et conformes au schéma métropolitain de prévention et de gestion des déchets ;
- Que les opérations ciblées dans le projet « SMART WASTE PACA » sont déjà programmées et que leurs financements par le programme européen LIFE constituent une clé de réussite supplémentaire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille Provence pour la mise en œuvre des actions du projet LIFE-IP SMART WASTE PACA dans le cadre du formulaire de candidature déposé par le Chef de file.

**Article 2 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation des dépenses à hauteur de 8 860 016 Euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue de l'obtention des cofinancements européens LIFE.

**Article 3 :**

Est approuvée la sollicitation des cofinancements supplémentaires, au-delà de ceux accordés dans le programme européen LIFE, auprès d'autres partenaires (Région PACA, ADEME, Conseil Départemental, Eco-organismes,...).

**Article 4 :**

Les recettes correspondantes (co-financements LIFE et supplémentaires) seront constatées au Budget de la Métropole et/ou les budgets annexes des différents territoires, le cas échéant, en fonction des modalités prévues dans la Convention de partenariat et de l'avancement des actions du projet LIFE-IP SMART WASTE PACA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 002-3227/17/CM**

**■ Engagement financier pour le Projet Coasting dans le cadre du Programme européen de coopération territoriale Interreg Med 2014-2020 MET 17/5322/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Programme européen de coopération transnationale INTERREG MED 2014-2020 (ci-après « INTERREG MED ») soutient le partage d'expériences, de connaissances et l'amélioration des politiques publiques entre les autorités locales des régions éligibles de l'espace européen en Méditerranée. Il comprend cinquante-sept régions, dont la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (ci-après « Région PACA »), de dix pays membres. INTERREG MED est cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional (ci-après « FEDER ») avec un budget total de 224.322.525,00 Euros pour la période 2014-2020. Son but principal est de contribuer au développement à long terme de l'espace Méditerranéen et de renforcer la coopération transnationale entre les collectivités territoriales participantes.

Au travers de la délibération du Conseil métropolitain n°ECO 001-1365/16/CM du 15 décembre 2016, la proposition suivante a été adoptée : « est approuvée la possibilité pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (ci-après « Métropole ») de répondre aux appels à projets du programme européen de coopération territoriale INTERREG MED, en tant que chef de file ou partenaire, pendant toute la période de programmation 2014-2020 ».

Dans le cadre du deuxième appel à projets, publié du 30 janvier au 31 mars 2017 par la Région PACA en tant qu'Autorité de gestion INTERREG MED, la Métropole AMP a adhéré en tant que partenaire à la candidature du Projet COASTING - *Coastal Integrated Governance for Sustainable Tourism* – porté par la Fédération des Villes et Départements d'Andalousie (Espagne) en tant que Chef de file.

Le Projet COASTING s'inscrit dans l'axe thématique INTERREG MED suivant :

- **AXE PRIORITAIRE 3: 'MED RESOURCES'**

Titre : Protéger et promouvoir les ressources naturelles et culturelles de la Méditerranée

Description : Cet axe vise à réduire l'impact des activités humaines sur le patrimoine environnemental et culturel et assurer une meilleure protection des ressources naturelles. Il accorde une attention particulière aux zones maritimes, côtières et humides ainsi qu'à la gestion de l'eau qui représentent des défis clés au sein des régions méditerranéennes. Le domaine d'intervention représente également un potentiel de création d'emplois pour le futur.

Objectif spécifique 3.1 : Améliorer le développement d'un tourisme côtier et maritime durable et responsable dans l'espace MED

Budget : 76 millions € de FEDER

Mots clés thématiques : Aires protégées, protection de la biodiversité et des écosystèmes, forte attractivité des zones côtières, pression environnementale liée à l'urbanisation, contraintes géographiques (zones

côtières, îles, montagnes) et conséquences environnementales du changement climatique, potentiel de création d'emplois pour le futur.

Types d'actions : Analyses, études, développement de stratégies et de plans d'action, partage des bonnes pratiques et des mesures d'exécution de politiques

Les six autres partenaires publics du projet sont les suivants : 2. Conseil Régional du Latium (Rome, Italie) ; 3. Université de Rome « La Sapienza » (Italie) ; 4. Conseil Régional de Murcie (Espagne) ; 5. Agence de développement de l'île de Gozo (Malte) ; 6. Agence de développement de Dalmatie (Croatie) ; 7. Ministère du Développement Durable et du Tourisme du Monténégro.

Le Projet COASTING entend s'appuyer sur les résultats obtenus par les partenaires impliqués dans le cadre d'outils de gouvernance du paysage, en les transférant à la gestion des zones côtières. Dans le cadre proposé, la gestion des zones côtières est donc considérée comme le principal pivot des politiques de tourisme durable à long terme.

Le Projet vise à capitaliser sur un ensemble d'expériences spécifiques et transnationales développées dans le cadre de la Convention européenne du paysage (ELC) et des outils/initiatives de planification régionale tels que :

- les instruments de gouvernance multi-niveaux comme le « Contrat de Baie » (Marseille) ;
- les lois régionales « Contrat de rivières » en Italie, définissant les conditions préalables essentielles à un développement durable.

L'objectif de la proposition est d'appliquer ces stratégies et outils de gestion à la gestion des zones côtières en :

- systématisant les connaissances produites dans ces expériences ;
- intégrant leurs résultats dans les politiques régionales ;
- préconisant les résultats obtenus dans le cadre du projet.

Les actions du Projet COASTING sont les suivantes :

1. Systématisation des connaissances

- Un observatoire (« wikisource ») constituera la base de données commune à partir duquel télécharger les expériences les plus pertinentes dans lesquelles les partenaires sont impliqués afin de faciliter la diffusion des connaissances et des résultats individuels entre eux.

- Méthodologie de mise en œuvre des Contrats de baie dans les régions méditerranéennes, développée conjointement par le partenariat, visant à systématiser les connaissances, notamment en terme d'indicateurs environnementaux (qualité de l'eau, faune et flore, air,...) et les résultats obtenus par les partenaires pour la gestion durable des zones côtières.

2. Transfert de connaissances, de savoir-faire, d'expertise, de systèmes ou de processus

Atelier de formation de 3 jours configuré en tant qu'événement technique où les partenaires partageront leurs outils, indicateurs d'évaluation et

expériences, avec des aperçus dans les applications en cours. Possibilité de mise en réseau et de coordination pour la participation des partenaires du projet horizontal.

### 3. Intégration des résultats

Intégrer les activités pour favoriser l'adoption institutionnelle des résultats, principalement par l'intégration dans les politiques et les règlements régionaux et métropolitains. En fonction du caractère institutionnel du partenaire, chacun contribuera à produire un plan d'action, un document d'orientation ou un acte juridique visant à incorporer l'outil contractuel côtier dans les réglementations ou législations régionales.

### 4. Lobbying

Activation des réseaux pour conseiller les instances institutionnelles nationales et européennes sur les initiatives en cours pour une gouvernance côtière durable.

Pour sa participation au Projet COASTING, la Métropole dispose d'un budget dédié de 128 550,00 Euros cofinancé à hauteur de 85 % par le FEDER pour un montant de 109 267,50 Euros. Le cofinancement à la charge de la Métropole, à hauteur de 15 % du budget pour un montant de 19 282,50 Euros, sera assuré par la présentation de coûts de personnel et de frais administratifs déjà couverts par la Métropole.

La répartition du budget par lignes de dépenses est la suivante :

- Coûts du personnel : 63.000,00 Euros, dont 53 167,50 Euros de cofinancement FEDER ;
- Frais administratifs : 9 450,00 Euros, sans cofinancement FEDER ;
- Déplacements : 9 100,00 Euros de financement FEDER ;
- Prestations/expertise externe : 47.000,00 Euros de financement FEDER.

Les activités du Projet COASTING, dans le cas où ce dernier est retenu, débiteront à partir du mois de février 2018, pour une durée de 18 mois jusqu'au mois de juin 2019.

Le Projet COASTING a été déclaré recevable par la Région PACA à l'issue du contrôle d'éligibilité du 20 juin 2017 et, également, de la première phase d'évaluation du 3 octobre 2017. La seconde phase d'évaluation prendra fin au mois de janvier 2018.

En cas de résultat favorable, une Convention interpartenaire sera signée entre le Chef de file et tous les partenaires impliqués dans le projet. Celle-ci formalise l'organisation du partenariat et définit les responsabilités de chaque partenaire dans la mise en œuvre du projet conformément au formulaire de candidature consolidée.

La Convention interpartenaire reprend clairement le « principe de Chef de File » pour la gestion opérationnelle et la coordination du projet. Elle permet également au Chef de file d'étendre les dispositions

du Contrat de subvention, signé avec la Région PACA, au niveau de chaque partenaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (EU) n°1299/2013 sur la Coopération Territoriale Européenne ;
- Le règlement (UE) n°1303/2013 sur les 11 objectifs thématiques du Programme INTERREG MED ;
- Le programme opérationnel INTERREG V - B Méditerranée (MED) 2014-2020 ;
- Les appels à projets de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en tant qu'Autorité de gestion du Programme INTERREG MED ;
- La candidature du 29 octobre 2015 de la Communauté urbaine MPM au premier appel à projets du Programme INTERREG MED ;
- La délibération du Conseil métropolitain n°ECO 001-1365/16/CM du 15 décembre 2016, approuvant la possibilité pour la Métropole AMP de répondre aux appels à projets du Programme INTERREG MED ;
- Le formulaire de candidature du Projet COASTING déposé par le Chef de file à l'Autorité de gestion du Programme INTERREG MED le 31 mars 2017 ;
- La Déclaration de partenaire FEDER signée par le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence du 7 avril 2017 ;
- Le contrôle d'éligibilité du Programme INTERREG MED du 20 juin 2017 ;
- La première phase d'évaluation du Programme INTERREG MED du 3 octobre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les axes prioritaires et les objectifs spécifiques du Programme INTERREG MED 2014-2020 représentent un enjeu important pour la Métropole Aix-Marseille Provence non seulement en matière d'amélioration de la compétitivité du territoire que du renforcement de l'attractivité ;
- Que la présence de la Métropole dans les programmes de coopération territoriale européenne est un outil de prospective et de stratégie territoriale qui contribue à la qualité et la mise à jour des politiques métropolitaines à travers l'échange d'expérience et la mise en œuvre de projets pilotes ;
- Que le positionnement dans des réseaux et projets de coopération territoriale européenne permet de mobiliser des ressources financières mais aussi partenariales en vue d'étudier les bonnes pratiques mises en œuvre dans d'autres territoires sur des thématiques et des compétences métropolitaines, d'expérimenter (à travers des dispositifs pilotes) des innovations issues de la recherche académique ou des échanges de bonnes pratiques, et de mettre en visibilité et capitaliser au niveau européen les bonnes pratiques mises en œuvre sur le territoire de la Métropole ;
- Que la participation de la Métropole à un projet Interreg représente une opportunité de financement supplémentaire pour des études et projets pilotes des services opérationnels dont les activités ont un rapport avec l'axe thématique du Programme mentionné ci-dessus ;
- Que l'objectif d'un projet Interreg est le développement et le renforcement des activités en cours de réalisation, tout en les insérant dans une perspective européenne (utilisation d'indicateurs techniques européens, complémentarités avec les territoires partenaires,...) ;
- Que les enjeux du Livret bleu métropolitain, notamment en termes d'organisation de la gouvernance littorale et de renforcement du rayonnement touristique et culturel, coïncident avec les objectifs du Projet COASTING ;
- Que la démarche du Contrat de Baie de la Métropole correspond aux attentes d'échanges d'expériences du Projet COASTING.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des

activités du Projet COASTING dans le cadre du formulaire de candidature déposé par le Chef de file.

### **Article 2 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses de personnel à hauteur de 63.000,00 Euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement de 53 167,50 Euros de cofinancement FEDER.

### **Article 3 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses de déplacements à hauteur de 9 100,00 Euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement intégral du montant, en tant que financement FEDER.

### **Article 4 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses de prestations externes à hauteur de 47 000,00 Euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement intégral du montant, en tant que financement FEDER.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 003-3228/17/CM**

### **■ Engagement financier pour le Projet Smartup dans le cadre du Programme européen de coopération territoriale Interreg Med 2014-2020 MET 17/5323/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Programme européen de coopération transnationale INTERREG MED 2014-2020 (ci-après « INTERREG MED ») soutient le partage d'expériences, de connaissances et l'amélioration des politiques publiques entre les autorités locales des régions éligibles de l'espace européen en Méditerranée. Il comprend cinquante-sept régions, dont la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (ci-après « Région PACA »), de dix pays membres. INTERREG MED est cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional (ci-après « FEDER ») avec un budget total de 224.322.525,00 Euros pour la période 2014-2020. Son but principal est de contribuer au développement à long terme de l'espace Méditerranéen et de renforcer la coopération transnationale entre les collectivités territoriales participantes.

Au travers de la délibération du Conseil métropolitain n°ECO 001-1365/16/CM du 15 décembre 2016, la

proposition suivante a été adoptée : « est approuvée la possibilité pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (ci-après « Métropole ») de répondre aux appels à projets du programme européen de coopération territoriale INTERREG MED, en tant que chef de file ou partenaire, pendant toute la période de programmation 2014-2020 ».

Dans le cadre du deuxième appel à projets, publié du 30 janvier au 31 mars 2017 par la Région PACA en tant qu'Autorité de gestion INTERREG MED, la Métropole a adhéré en tant que partenaire à la candidature du Projet SMARTUP - *Green Gaming clusters for smart communities* - porté par l'Université de Camerino (Italie) en tant que Chef de file.

Le Projet SMARTUP s'inscrit dans l'axe thématique et l'objectif spécifique INTERREG MED suivants :

**AXE PRIORITAIRE 1 : 'SMART MED'**

Titre : Promouvoir les capacités d'innovation des régions MED pour une croissance intelligente et durable.

Description : L'innovation et la compétitivité sont mises en exergue dans la Stratégie Europe 2020. C'est un défi de poids pour les régions MED confrontées à la compétition internationale et permettrait de surmonter la crise économique. Dans cette espace de coopération, une attention spécifique doit être accordée aux domaines de la croissance bleue et verte qui représentent des perspectives de développement significatives.

Objectif Spécifique 1.1 : Accroître l'activité transnationale des clusters et réseaux innovants des secteurs clés de l'espace MED

Budget: 72 millions € de FEDER

Mots clés thématiques : Croissance bleue et verte, industries culturelles et créatives, innovation sociale

Types d'actions : Développement de clusters et réseaux, développement de modèles et d'outils, partage de connaissance, campagnes de sensibilisation et activités de capitalisation

Les cinq autres partenaires publics du projet sont les suivants : 2. Agence régionale de l'innovation de la Région Latium (Rome, Italie) ; 3. Agence de développement de l'agglomération de Thessalonique (Grèce) ; 4. Centre européen d'Entreprises Innovantes de Valence (CCI de Valence, Espagne) ; 5. Agence publique de Management d'Energie Intelligente de Malte (Malte) ; 6. Agence de développement départementale de Zadra Nova (Croatie).

En renforçant les passerelles entre la recherche, l'innovation et les entreprises, le Projet SMARTUP encouragera le développement de systèmes innovants pour la gouvernance environnementale, par l'échange d'expériences, le partage des connaissances, et le rapprochement des entrepreneurs dans le domaine de l'environnement durable et de l'innovation sociale.

Le Projet soutiendra la création de *start-up* innovantes dans le secteur des «technologies vertes» afin de

créer de nouveaux outils et produits pour les *smart cities*.

Le principal produit du Projet SMARTUP sera une plate-forme transnationale qui gère un réseau d'incubateurs d'entreprises, où des organismes publics, des instituts de recherche, des entreprises du secteur et des investisseurs partageront leurs savoir-faire et soutiendront financièrement de nouvelles *start-up* et *spin-off* dans le domaine de l'innovation verte.

Les activités pilotes seront réalisées dans trois domaines principaux: la mobilité durable, l'économie d'énergie, l'exploitation des ressources naturelles. SMARTUP financera les PME afin de développer un produit intelligent pour l'engagement civique sur les trois thèmes susmentionnés. Le financement sera par la suite financé par les Fonds structurels européens, ce qui générera de nouvelles opportunités et donnera des conseils sur la création de start-ups innovantes.

Pour sa participation au Projet SMARTUP, la Métropole dispose d'un budget dédié de 188 750,00 Euros cofinancé à hauteur de 85 % par le FEDER pour un montant de 160 437,50 Euros. Le cofinancement à la charge de la Métropole, à hauteur de 15 % du budget pour un montant de 28 312,50 Euros, sera assuré par la présentation de coûts de personnel et de frais administratifs déjà couverts par la Métropole.

La répartition du budget par lignes de dépenses est la suivante :

- Coûts du personnel : 109 000,00 Euros, dont 97 337,50 Euros de cofinancement FEDER ;
- Frais administratifs : 16 350,00 Euros, sans cofinancement FEDER ;
- Déplacements : 11 400,00 Euros de financement FEDER ;
- Prestations/expertise externe : 52 000,00 Euros de financement FEDER.

Les activités du Projet SMARTUP, dans le cas où ce dernier est retenu, débiteront à partir du mois de février 2018, pour une durée de 30 mois jusqu'en juin 2020.

Le Projet SMARTUP a été déclaré recevable par la Région PACA à l'issue du contrôle d'éligibilité du 20 juin 2017 et, également, de la première phase d'évaluation du 3 octobre 2017. La seconde phase d'évaluation prendra fin au mois de janvier 2018.

En cas de résultat favorable, une Convention interpartenariale sera signée entre le Chef de file et tous les partenaires impliqués dans le projet. Celle-ci formalise l'organisation du partenariat et définit les responsabilités de chaque partenaire dans la mise en œuvre du projet conformément au formulaire de candidature consolidé.

La Convention interpartenariale reprend clairement le « principe de Chef de File » pour la gestion opérationnelle et la coordination du projet. Elle permet également au Chef de file d'étendre les dispositions du Contrat de subvention, signé avec la Région PACA, au niveau de chaque partenaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (EU) n°1299/2013 sur la Coopération Territoriale Européenne ;
- Le règlement (UE) n°1303/2013 sur les 11 objectifs thématiques du Programme INTERREG MED ;
- Le programme opérationnel INTERREG V - B Méditerranée (MED) 2014-2020 ;
- Les appels à projets de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en tant qu'Autorité de gestion du Programme INTERREG MED ;
- La candidature du 29 octobre 2015 de la Communauté urbaine MPM au premier appel à projets du Programme INTERREG MED ;
- La délibération du Conseil métropolitain n°ECO 001-1365/16/CM du 15 décembre 2016, approuvant la possibilité pour la Métropole AMP de répondre aux appels à projets du Programme INTERREG MED ;
- Le formulaire de candidature du Projet SMARTUP déposé par le Chef de file à l'Autorité de gestion du Programme INTERREG MED le 31 mars 2017 ;
- La Déclaration de partenaire FEDER signée par le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence du 5 avril 2017 ;
- Le contrôle d'éligibilité du Programme INTERREG MED du 20 juin 2017 ;
- La première phase d'évaluation du Programme INTERREG MED du 3 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'objectif spécifique n°1.1 - Accroître l'activité transnationale des clusters et réseaux innovants des secteurs clés de

l'espace MED - du Programme INTERREG MED représente un enjeu important pour la Métropole non seulement en matière d'amélioration de la compétitivité du territoire que du renforcement de l'attractivité ;

- Que la présence de la Métropole dans les programmes de coopération territoriale européenne est un outil de prospective et de stratégie territoriale qui contribue à la qualité et la mise à jour des politiques métropolitaines à travers l'échange d'expérience et la mise en œuvre de projets pilotes ;
- Que le positionnement dans des réseaux et projets de coopération territoriale européenne permet de mobiliser des ressources financières mais aussi partenariales en vue d'étudier les bonnes pratiques mises en œuvre dans d'autres territoires sur des thématiques et des compétences métropolitaines, d'expérimenter (à travers des dispositifs pilotes) des innovations issues de la recherche académique ou des échanges de bonnes pratiques, et de mettre en visibilité et capitaliser au niveau européen les bonnes pratiques mises en œuvre sur le territoire de la Métropole ;
- Que l'objectif d'un projet INTERREG est celui de développer et de renforcer les activités en cours de réalisation, tout en les insérant dans une perspective européenne (utilisation d'indicateurs techniques européens, complémentarités avec les territoires partenaires,...) ;
- Que la stratégie de développement économique de la Métropole définie dans l'Agenda métropolitain du développement économique, notamment par la filière d'excellence Environnement & Energie, coïncide avec les résultats attendus du Projet SMARTUP.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des activités du Projet SMARTUP dans le cadre du formulaire de candidature déposé par le Chef de file.

**Article 2 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses de personnel à hauteur de 109 000,00 Euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement de 97 337,50 Euros de cofinancement FEDER.

### **Article 3 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses de déplacements à hauteur de 11 400,00 Euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement intégral du montant, en tant que financement FEDER.

### **Article 4 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses de prestations externes à hauteur de 52 000,00 Euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement intégral du montant, en tant que financement FEDER.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 004-3229/17/CM**

#### **■ Engagement financier pour le Projet DOMUSinMED dans le cadre du Programme européen de coopération territoriale Interreg Med 2014-2020 MET 17/5325/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Programme européen de coopération transnationale INTERREG MED 2014-2020 (ci-après « INTERREG MED ») soutient le partage d'expériences, de connaissances et l'amélioration des politiques publiques entre les autorités locales des régions éligibles de l'espace européen en Méditerranée. Il comprend cinquante-sept régions, dont le territoire du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (ci-après « Région PACA »), de dix pays membres. INTERREG MED est cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional (ci-après « FEDER ») avec un budget total de 224.322.525,00 Euros pour la période 2014-2020. Son but principal est de contribuer au développement à long terme de l'espace Méditerranéen et de renforcer la coopération transnationale entre les collectivités territoriales participantes.

Au travers de la délibération du Conseil métropolitain n°ECO 001-1365/16/CM du 15 décembre 2016, la proposition suivante a été adoptée : « est approuvée la possibilité pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (ci-après « Métropole ») de répondre aux appels à projets du programme européen de coopération territoriale INTERREG MED, en tant que chef de file ou partenaire, pendant toute la période de programmation 2014-2020 ».

Dans le cadre du deuxième appel à projets, publié du 30 janvier au 31 mars 2017 par la Région PACA en tant qu'Autorité de gestion INTERREG MED, la

Métropole a adhéré en tant que partenaire à la candidature du projet DOMUSinMED - *Decarbonising and optimising mobility management in MED Urban areas with SUMP (new integrated version)* - porté par la Région Piémont (Italie) en tant que Chef de file.

Le projet DOMUSinMED s'inscrit dans l'axe thématique et l'objectif spécifique INTERREG MED suivants :

#### **AXE PRIORITAIRE 2 : 'LOW CARBON'**

Titre : Favoriser les stratégies à faibles émissions de carbone et l'efficacité énergétique dans les territoires MED : villes, îles et espaces isolés.

Description : L'économie à faible émission de carbone est une problématique clé du développement territorial durable et des objectifs européens. Dans l'espace MED, le défi est de développer des solutions adaptées aux contextes régionaux divers (des zones densément peuplées bénéficiant de réseaux de transport denses aux régions reculées et aux îles ayant un accès limité aux ressources énergétiques). Cet axe comprend trois domaines d'activité distincts: l'efficacité énergétique, la production et l'utilisation d'énergies renouvelables et une mobilité faible en carbone.

Objectif Spécifique 2.3 : Accroître la capacité d'utilisation des systèmes de transport à faibles émissions de carbone existants ainsi que les connexions multimodales entre eux

Budget : 45 millions € de FEDER

Mots clés thématiques : Réduction des émissions de gaz à effet de serre, renforcement de l'efficacité énergétique et promotion des énergies renouvelables

Types d'actions : Campagnes de sensibilisation, formations, études de faisabilité et analyses, plans d'action, développement de services et d'outils, possibilité pour des investissements à petite échelle et pour des projets pilotes

Les quatorze autres partenaires publics du projet sont les suivants : 2. Conseil National de la Recherche (Turin, Italie) ; 3. Université de Venise (Italie) ; 4. Mairie de Murcie (Espagne) ; 5. Agence de développement de la Région de Murcie (Espagne) ; 6. Agence de développement de la Mairie de Dubrovnik (Croatie) ; 7. Institut d'Urbanisme de la République de Slovénie ; 8. AVITEM (Marseille, France) ; 9. Ministère italien des Infrastructures et des Transports (Rome, Italie) ; 10. Université de Thessalonique (Grèce) ; 11. Aire métropolitaine de Lisbonne (Portugal) ; 12. Commission de développement régional et de coordination de l'Alentejo (Portugal) ; 13. Région de l'Attique (Grèce) ; 14. Ministère bosniaque des Communications et des Transports (Sarajevo, Bosnie-Herzégovine).

Le projet DOMUSinMED a comme objectifs l'harmonisation et l'adaptation des processus et des mesures de mise en œuvre des PMUD (Plan de Mobilité Urbaine Durable) dans les régions de l'espace euro-méditerranéen. A l'instar des plans de déplacements urbains développés en France, ils ont pour objectif la réduction des disparités entre les



approches de transition vers une mobilité urbaine bas carbone. Le projet fera émerger des pratiques participatives tout en soulignant les carences en matière d'harmonisation des PMUD dans les régions euro-méditerranéennes. Ces pratiques seront identifiées et accompagnées par les autorités institutionnelles locales et intégreront au projet, les acteurs et décideurs à l'échelle nationale et locale. Une stratégie commune sera ensuite définie en lien avec les bonnes pratiques européennes. Un outil de mise en œuvre des PMUD sera développé et testé dans 3 aires urbaines pilotes : Aix-Marseille Provence, Murcie (Espagne) et Dubrovnik (Croatie). Les résultats capitalisés seront ensuite disséminés dans les régions euro-méditerranéennes.

Résultats attendus :

- a) une méthodologie intégrée pour répondre aux défis communs de mise en œuvre des PMUD, fournissant des recommandations aux autorités régionales et nationales pour accélérer l'intégration des pratiques innovantes de réduction d'émission de carbone dans les PMUD ;
- b) une boîte à outils pour la réalisation d'une stratégie commune PMUD et son évaluation au regard d'un benchmark basé sur une série d'indicateurs ;
- c) le développement d'une stratégie de capitalisation s'appuyant sur une méthodologie qui vise la participation active des usagers finaux et leurs besoins pratiques.

Pour sa participation au projet DOMUSinMED, la Métropole dispose d'un budget dédié de 372 000,00 Euros cofinancé à hauteur de 85 % par le FEDER pour un montant de 316 200,00 Euros. Le cofinancement à la charge de la Métropole, à hauteur de 15 % du budget pour un montant de 55 800,00 Euros, sera assuré par la présentation de coûts de personnel et de frais administratifs déjà couverts par la Métropole. La répartition du budget par lignes de dépenses est la suivante :

- Coûts du personnel : 258 348,00 Euros, dont 243 300,00 Euros de cofinancement FEDER ;
- Frais administratifs : 38 752,00 Euros, sans cofinancement FEDER ;
- Déplacements : 22 900,00 Euros de financement FEDER ;
- Prestations/expertise externe : 50 000,00 Euros de financement FEDER.

Le projet DOMUSinMED, déposé dans sa première version le 31 mars 2017, a été déclaré recevable par la Région PACA à l'issue de l'évaluation de la phase de pré-candidature du 21 juin 2017. Successivement, une seconde version détaillée et définitive du projet a été élaborée conjointement par le Chef de file et les différents partenaires, puis transmise à la Région PACA le 13 octobre 2017. La seconde phase d'évaluation prendra fin au mois de janvier 2018.

Les activités du projet DOMUSinMED, dans la situation où ce dernier est retenu, débiteront à partir

du mois de février 2018, pour une durée de 4 ans jusqu'en janvier 2022.

En cas de résultat favorable, une Convention interpartenariale sera signée entre le Chef de file et tous les partenaires impliqués dans le projet. Celle-ci formalise l'organisation du partenariat et définit les responsabilités de chaque partenaire dans la mise en œuvre du projet conformément au formulaire de candidature consolidé. La Convention interpartenariale reprend clairement le « principe de Chef de File » pour la gestion opérationnelle et la coordination du projet. Elle permet également au Chef de file d'étendre les dispositions du Contrat de subvention, signé avec la Région PACA, au niveau de chaque partenaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La participation de la Métropole en tant que partenaire au projet CITYMOBILNET du Programme européen de coopération territoriale URBACT III ;
- Le règlement (EU) n°1299/2013 sur la Coopération Territoriale Européenne ;
- Le règlement (UE) n°1303/2013 sur les 11 objectifs thématiques du Programme INTERREG MED (ci-après INTERREG MED) ;
- Le programme opérationnel INTERREG V - B Méditerranée (MED) 2014-2020 ;
- La délibération métropolitaine n°ECO 001-1365/16/CM du 15 décembre 2016, approuvant la possibilité pour la Métropole de répondre aux appels à projets INTERREG MED ;
- Le deuxième appel à projets INTERREG MED du 31 mars 2017 ;
- La déclaration d'intérêt de la Métropole en tant que partenaire du projet DOMUSinMED du 15 mars 2017 ;
- Le formulaire de candidature du projet DOMUSinMED déposé par le Chef de file à l'Autorité de gestion INTERREG MED le 31 mars 2017 ;

- L'évaluation par l'Autorité de gestion de la phase de pré-candidature du 21 juin 2017 ;
- Le formulaire de candidature consolidé du projet déposé le 13 octobre 2017 ;
- La déclaration de partenaire FEDER signée par le Président de la Métropole du 18 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que l'objectif spécifique n°2.3 - Accroître la capacité d'utilisation des systèmes de transport à faibles émissions de carbone existants ainsi que les connexions multimodales entre eux - du Programme INTERREG MED représente un enjeu important pour la Métropole non seulement en matière d'amélioration de la compétitivité du territoire que du renforcement de l'attractivité ;
- Que la présence de la Métropole dans les programmes de coopération territoriale européenne est un outil de prospective et de stratégie territoriale qui contribue à la qualité et la mise à jour des politiques métropolitaines à travers l'échange d'expérience et la mise en œuvre de projets pilotes ;
- Que le positionnement dans des réseaux et projets de coopération territoriale européenne permet de mobiliser des ressources financières mais aussi partenariales en vue d'étudier les bonnes pratiques mises en œuvre dans d'autres territoires sur des thématiques et des compétences métropolitaines, d'expérimenter (à travers des dispositifs pilotes) des innovations issues de la recherche académique ou des échanges de bonnes pratiques, et de mettre en visibilité et capitaliser au niveau européen les bonnes pratiques mises en œuvre sur le territoire de la Métropole ;
- Que l'objectif d'un projet INTERREG est celui de développer et de renforcer les activités en cours de réalisation, tout en les insérant dans une perspective européenne (utilisation d'indicateurs techniques européens, complémentarités avec les territoires partenaires,...) ;
- Que les résultats attendus du projet DOMUSinMED coïncident avec les principaux axes de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine, notamment la construction d'un système de mobilité interconnecté

métropolitain et urbain, associé aux infrastructures nécessaires, une stratégie de financement des transports dans l'objectif d'améliorer la qualité du cadre de vie et de l'environnement ;

- Que la Métropole engage le lancement du Plan de Déplacements Urbains Métropolitain.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des activités du projet DOMUSinMED dans le cadre du formulaire de candidature déposé par le Chef de file.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses de personnel à hauteur de 258 348,00 Euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement de 243 300,00 Euros de cofinancement FEDER.

#### **Article 3 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses de déplacements à hauteur de 22 900,00 Euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement intégral du montant, en tant que financement FEDER.

#### **Article 4 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses de prestations externes à hauteur de 50 000,00 Euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement intégral du montant, en tant que financement FEDER.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 005-3230/17/CM**

**■ Avis sur les dérogations exceptionnelles au repos dominical accordés par les maires au titre de l'année 2018 pour les branches des commerces de détail et la branche automobile  
MET 17/5625/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, a été promulguée le 6 août 2015. L'objectif de ce texte

est de répondre aux enjeux du développement du territoire dans les zones disposant d'une attractivité économique et touristique mais également de réduire les distorsions entre les commerces et d'améliorer la compensation pour les salariés volontaires.

Dans ce cadre, elle instaure notamment des dispositions quant aux possibilités de dérogation au principe de repos dominical dans les commerces de détail, par décision du Maire.

Ainsi l'article L3132-26 du Code du Travail établit que, dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du Maire prise après avis du Conseil municipal.

Le nombre de ces dimanches ne peut excéder 12 par an. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée, en cours d'année, selon les mêmes formes, dans un délai de deux mois avant le 1<sup>er</sup> dimanche concerné par cette modification.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du Maire doit être prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Par conséquent, il est proposé au conseil de la Métropole de se prononcer sur les dérogations envisagées par les communes du territoire qui ont fait part de leur intention de délibérer sur plus de cinq dimanches :

- Territoire de Marseille Provence : Allauch, Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Marignane, Marseille, Saint-Victoret,
- Territoire du Pays d'Aix : Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Fuveau, Les Pennes-Mirabeau, Pertuis, Venelles, Vitrolles,
- Territoire du Pays Salonais : Rognac, Salon-de-Provence, Sénas,
- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : Aubagne, Auriol,
- Territoire d'Istres Ouest Provence : Fos, Miramas,
- Territoire du Pays de Martigues : Martigues, Saint-Mitre-les-Remparts.

Ces ouvertures dominicales exceptionnelles contribueront à la vitalité et au dynamisme commercial des communes concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L3132-26 du Code du Travail modifié par la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que ces ouvertures dominicales contribueront à la vitalité et au dynamisme commercial des communes concernées.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée pour les communes figurant en annexe et sur la base de leur saisine la liste des dimanches permettant aux commerces de détail considérés de déroger au repos dominical.

#### **Article 2 :**

Est approuvée pour les communes figurant en annexe et sur la base de leur saisine la liste des dimanches permettant aux commerces de l'automobile considérés de déroger au repos dominical.

#### **Article 3 :**

La liste des dimanches établie par commune donnera lieu à un arrêté du maire conformément aux dispositions du Code du Travail.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## ECO 006-3231/17/CM

### ■ Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative aux travaux d'immobiliers d'entreprises et de son affectation MET 17/5330/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'investissement n°2011111700 relative aux travaux d'immobiliers d'entreprises d'un montant de 500 000 € HT inscrite au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être révisée pour un montant de 1 500 000 € HT.

La Métropole en qualité de propriétaire d'immobiliers d'entreprises est tenue d'entretenir ses bâtiments répartis sur 5 sites du CT1 :

- Hôtel d'entreprises de Luminy Biotech (7 700 m²),
- Bâtiment ex-BRGM (plateforme technologique MI-mAbs) à Luminy (1 534 m²),
- Village d'activités de St-Henri (3 790 m²),
- Hôtel Technologique (3 360 m²), Maison du Développement Industriel (1 315 m²) et Hôtel Technoptic (3 200 m²) sur le Technopole de Château-Gombert,
- Pôle de création d'entreprises de la Cabucelle, le Carburateur, (1 749 m²),
- Bâtiment ex-Fralib à Aubagne.

Ces bâtiments dont certains sont vieillissants nécessitent régulièrement des interventions techniques et des travaux divers (réparation toitures, travaux d'étanchéité, installation de climatisation, PAC chaudières...).

Ces immobiliers qui représentent une surface globale d'environ 33 000 m², accueillent une soixantaine d'entreprises locataires (bureaux, ateliers et laboratoires de recherche) et 3 pépinières d'entreprises innovantes, acteurs du développement économique et générateurs d'emplois dans la région, elles même hébergeant près de 70 startups).

Le coût en travaux est évalué à 350 000 € par an en moyenne.

Les recettes de loyers issues de ces immeubles s'élèvent à environ 1 500 000€ TTC par an.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2011111700 de 500 000 € HT à 2 000 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

#### Où le rapport ci-dessus,

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 1 500 000 € HT de l'opération d'investissement, soit une AP totale de 2 000 000 € HT afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant de 1 500 000 € H.T de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

#### Délibère

#### Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2011111700 relative aux travaux d'immobiliers d'entreprises pour un montant de 1 500 000 € HT, portant le montant total de l'opération à 2 000 000€ HT.

#### Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits aux budgets EST du CT1 2017 et suivants, service 900000 – Natures 2031 et 231352 – fonction 515

Suite à la révision, l'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

Mandaté	antérieur :	240	922€	HT
CP	2017 :	430	000€	H.T.
CP	2018 :	350	000€	H.T.
CP	2019 :	400	000€	H.T.
CP	2020 :	350	000€	H.T.
CP exercices suivants : 229 078€ H.T.				

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 007-3232/17/CM**

#### **■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement, relative à la Concession d'aménagement la Barasse à Marseille et de son affectation MET 17/5278/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La concession d'aménagement « La Barasse » est une concession ancienne passée en 1998. Un premier lotissement d'activités a été livré, en 2007, en partie Est du terrain. La partie Ouest, d'environ 5 hectares doit accueillir notamment un pôle d'échange multimodal. Il y a une forte volonté de développer sur ce site un projet d'aménagement dans un secteur Valentine-Barasse identifié comme centralité métropolitaine dans le SCOT.

La concession devait être clôturée en fin d'année 2017 (le 9 décembre). Toutefois, le projet d'aménagement a été mis en suspens depuis le débat LGV PCA, avec 2 familles de tracés dans le secteur de la Barasse, l'aménagement est donc dans l'attente du choix définitif. Il a donc été décidé de proroger de deux années la durée de la concession d'aménagement pour permettre à la SOLEAM d'accompagner la Métropole Aix-Marseille Provence dans la réflexion sur l'aménagement du pôle multimodal et l'achèvement du développement immobilier du site de la Barasse.

La concession d'aménagement n°98/432 prévoyait lors de l'approbation Compte Rendu Annuel à la Collectivité, arrêté au 31 décembre 2015, une participation du concédant à l'opération qui s'élevait à 1 749 632 € TTC, sur ce montant seulement 1 541 042 € TTC ont été versés puisque la concession devait être clôturée en décembre 2017, et une avance de 900 000 € TTC devait être reversée à la Métropole.

Toutefois, la convention a été prorogée d'une durée de deux ans afin de permettre à la SOLEAM d'accompagner la Métropole dans la réflexion sur

l'aménagement du pôle multimodal et l'achèvement du développement immobilier du site de la Barasse, et le montant de la participation d'équilibre à verser par la Métropole passe de 1 749 632 € TTC à 1 772 452 € TTC, compte tenu de la prorogation de la concession.

Par conséquent, il convient de verser à la SOLEAM le montant de la participation, approuvé par la Métropole lors des précédents CRAC mais qui n'a pas été réglé, puisque l'opération devait être clôturée, ainsi que l'augmentation du montant de la participation d'équilibre, selon le CRAC arrêté au 31/12/2016 et d'un montant de 22 820 € TTC, soit :

-Solde du montant de la participation de la Métropole, prévu au CRAC arrêté au 31/12/2015 et approuvé par délibération ECO 006-1370/16/CM = 208 590 € TTC

-Augmentation du montant de la participation d'équilibre à verser par la Métropole, selon le CRAC arrêté au 31/12/2016 = 22 820 € TTC

L'opération d'investissement numéro 2003138400, concession d'aménagement n°98/432 inscrite au budget de la Métropole doit être révisée pour un montant de 231 410 € TTC .

Cette révision porte le montant de l'opération numéro 2003138400 de 900 000 € TTC à 1 131 410€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 231 410 € T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 231 410 € TTC de l'opération d'investissement ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement numéro 2003138400 « concession d'aménagement n°98/432 La Barasse à Marseille 11ème pour un montant de 231 410 € TTC .

### **Article 2 :**

Les crédits sont inscrits aux budgets EST du CT1 2018 et suivants sous-politique B 320 – Nature 204182 – fonction 61

Suite à la révision, l'échéancier prévisionnel des Crédits de l'opération s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 900 000 € TTC

CP 2018: 220 000 € TTC

CP 2019: 11 410 € TTC

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 008-3233/17/CM**

### **■ Approbation de la révision de l'opération d'investissement, relative aux acquisitions foncières, études et travaux de voirie sur le secteur du Brégadan à Cassis en vue de la réalisation d'une zone d'activités artisanales, et de son affectation MET 17/5285/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : L'opération d'investissement relative aux acquisitions foncières, études et travaux de voirie sur le secteur du Brégadan à Cassis en vue de la réalisation d'une zone d'activités artisanales, d'un montant de 1 300 000 € T.T.C inscrite au budget de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole enregistrée dans l'autorisation de programme

2013107500 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 370 000 € T.T.C.

En effet, l'estimation du coût des travaux, à l'issue de la phase AVP, se révèle plus importante, du fait notamment de la topographie du secteur qui implique la réalisation de bassins de rétention en cascade et de la nécessaire création d'un carrefour giratoire adapté aux gros gabarits qui permettra de sécuriser les différents accès aux entreprises existantes au sud de l'opération.

Par ailleurs, une régularisation des emprises foncières est à engager notamment au droit du giratoire où la voie existante et le projet de voirie requalifiée empiètent sur des parcelles privatives (en sus de l'acquisition de l'assiette foncière de la zone artisanale pour un montant de 235 000 €).

Enfin, des études complémentaires (géomètre, diagnostic amiante et structure de chaussée, ...) sont nécessaires dans le cadre de la mission de Maîtrise d'œuvre.

Cette révision porte le montant de l'opération 2013107500 de 1 300 000 € T.T.C avant révision à 1 670 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEV 003-147/13/CC du 22 mars 2013 approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative aux acquisitions foncières, études et travaux sur le secteur du Brégadan à Cassis pour la réalisation d'une zone artisanale ;
- La délibération n° DEV 006-037/14/BC du 21 février 2014 approuvant l'acquisition à titre onéreux auprès de la société Lafarge Granulats Sud de terrains pour la réalisation d'une zone d'activités artisanales à Cassis.
- La délibération n° DEV 003-1173/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la revalorisation et

l'affectation des crédits de l'opération d'investissement relatifs aux acquisitions foncières, études et travaux de voirie sur le secteur du Brégadan à Cassis en vue de la réalisation d'une zone d'activités artisanales ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 370 000 € T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 370 000 € T.T.C;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2013107500 relative aux acquisitions foncières, études et travaux de voirie sur le secteur du Brégadan à Cassis en vue de la réalisation d'une zone d'activités artisanales, pour un montant de 370 0000 € T.T.C

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 EST du CT1 et suivants, sous-politique B320 - Natures 2031, 2111, 23152 – Fonction 515.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit : Mandat antérieur : 8 910,00 € T.T.C

CP 2017 : 300 000 € T.T.C

CP 2018 : 80 000,00 € T.T.C

CP 2019 : 1 200 000,00 € T.T.C

CP 2020 : 81 090 € T.T.C

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible

d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 009-3234/17/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Réhabilitation des bâches des bassins de décantation" sur le site de CLESUD**

**MET 17/5574/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Sur l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence, il a été décidé de réaliser une plate-forme logistique multimodale CLESUD associée à un chantier de transbordement pour le transport combiné rail-route, sur les communes de Grans et Miramas. Pour mener à bien cette opération, un Syndicat Mixte d'Equipement associant le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord-Ouest de l'Etang de Berre, le Conseil Général des Bouches-du-Rhône, la Commune de Grans et la CCI Marseille Provence a été créé.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 mars 1997.

Par arrêté préfectoral du 21 juillet 2016, il a été mis fin à l'exercice du Syndicat Mixte d'Equipement (SME euro-Alpilles) à compter du 31 août 2016.

L'ensemble des biens, droits et obligations du SME Euro-Alpilles a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016 qui, en application de l'article L5215-21 du CGCT, est substituée de plein droit au SME Euro-Alpilles.

Le traitement des eaux du site que ce soit les eaux des plates-formes de tous les entrepôts de CLESUD ainsi que les eaux de voiries sont renvoyées vers les bassins de décantation qui servent également de protection en cas de pollution accidentelle aux hydrocarbures. En cas de constatation de pollution, les eaux polluées sont évacuées. En cas d'absence de pollution, les vannes sont ouvertes et les eaux stockées sont envoyées vers les bassins d'infiltration. Il s'agit donc de la mise en sécurité de la ressource en eau.

Compte tenu de leur détérioration, il est aujourd'hui nécessaire de faire procéder à la réhabilitation des bâches des bassins de décantation.

Il est nécessaire de créer et d'affecter l'opération d'investissement n° 2018500200, « Réhabilitation des bâches des bassins de décantation CLESUD » d'un montant de 2 000 000 € TTC inscrite au budget principal, enregistrée dans l'autorisation de

programme n° 17503 A BP du programme Actions de Développement Economique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**  
**Considérant**

- L'intérêt de préserver la ressource en eau sur le site de CLESUD.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la « Réhabilitation des baches des bassins de décantation CLESUD », sur le budget principal d'un montant total de 2 000 000 € TTC.

**Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence chapitre 2018500200, nature 21318.

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2018 : 2 000 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 010-3235/17/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour un programme de renouvellement et d'entretien des zones d'activités économiques du Territoire du Pays Salonais**  
**MÉT 17/5740/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération porte sur un programme de travaux de renouvellement et de gros entretien des voiries et réseaux divers dans les périmètres des zones d'activités économiques du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Ces travaux sont principalement des renouvellements des couches de roulement des structures de chaussées, des purges partielles, des reprises ou des réparations rendues nécessaires pour la conservation de la viabilité des voies et espaces publics dans les 31 zones d'activités du territoire.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 3 - Economie spécifique à cette opération pour un montant de 1 050 000 euros TTC sur trois ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 050 000 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;



## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2018301400 sur le Budget Principal pour un montant de 1 050 000 euros T.T.C pour procéder aux travaux de renouvellement et d'entretien des zones d'activités économiques rattachés au programme 3 Economie Code AP 183030BP.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2018: 350 000 euros T.T.C.

CP 2019: 350 000 euros T.T.C.

CP 2020: 350 000 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 011-3236/17/CM**

### **■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour l'acquisition d'un terrain, situé rue Barbaroux à châteauneuf-les-Martigues MET 17/5248/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain et de Développement Economique, a engagé la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

Dans ce cadre, un terrain d'une superficie d'environ 2 hectares a été identifié, situé sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues, qui pourrait accueillir un programme immobilier destiné à l'accueil d'entreprises artisanales et petites industries.

Ce terrain situé rue Barbaroux, sur la commune de Châteauneuf les Martigues s'avérant très bien desservi puisqu'accessible directement par la rue Barbaroux et classé au PLU actuel en zonage UD2, permet la réalisation d'activités économiques.

L'accueil de locaux d'activités économiques pour des PME-PMI pourrait avoir un effet de levier très favorable pour la revitalisation de l'actuelle petite zone d'activité.

En accord avec le Maire de Châteauneuf les Martigues, l'opération visée, qui pourrait prendre la forme d'un « Village d'entreprises », s'inscrit dans

l'agenda du développement économique de la métropole.

En outre dans le contexte du CVDES (Convention Volontaire de Développement Economique et Social) elle appuierait la volonté de Total de créer un développement économique en permettant la réalisation de ce « Village d'entreprises ».

Ledit terrain est actuellement la propriété de la société TOTAL, qui serait prête à le céder au prix de 60 € le m2 soit un prix global de 1 200 000 €.

Des études et sondages de sols sont en cours. La dépollution éventuelle sera à la charge de la société TOTAL.

La Métropole Aix-Marseille désignera par la suite un opérateur qui sera chargé de réaliser un programme immobilier destiné à l'accueil de ces entreprises.

Il est en conséquence proposé la création et l'affectation d'une opération pour l'acquisition de ce terrain, situé rue Barbaroux, pour un montant de 1 200 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget Principal pour procéder à l'acquisition du terrain situé rue Barbaroux, sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues.

## **Délibère**

## **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement au budget principal de la Métropole d'un montant total de 1 200 000 € HT en vue de l'acquisition d'un terrain, situé rue Barbaroux, sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget EST du CT1 de la Métropole – Nature 2111- Fonction 515.

L'échéancier des crédits des paiements s'établit comme suit :

**Année 2018 :** 1 200 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 012-3237/17/CM**

**■ Approbation des tarifs 2018 relatifs aux montants des loyers et provisions sur charges, aux participations aux frais de gestion du Forum et aux redevances d'occupation du domaine public pour le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée  
MET 17/5250/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés.

Le Technopôle ayant intégré la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 avec un rattachement au Territoire du Pays d'Aix, il convient de reconduire cette grille tarifaire par délibération.

Cela concerne :

#### **-1/ Le montant des nouveaux loyers :**

Etant précisé que ne sont pas concernés les baux en cours qui disposent d'une clause d'indexation contractuelle ainsi que les bâtiments occupés par Aix-Marseille Université qui ne paie aucun loyer pour l'ensemble de son occupation.

#### **-2/ Les provisions sur charges :**

Des provisions au m<sup>2</sup> occupé sont appelées avec le loyer, puis liquidées au regard des dépenses réelles de l'année précédente.

Un tableau récapitulatif des dépenses est réalisé en fin d'exercice, et un prix réel au m<sup>2</sup> est établi.

En fonction des dépenses de l'année N-1 il convient d'ajuster l'ensemble de ces charges.

#### **-3/ Les participations aux frais de gestion de l'espace de conférence dit « Le forum » :**

Outil de promotion du Technopôle, le Forum est un espace dédié à l'animation permettant aux structures technopolitaines et extérieures de réaliser leurs manifestations (colloques ou séminaires...)

#### **-4/ Les redevances d'occupation de l'espace public :**

Ces redevances sont de plusieurs ordres :

##### **-Mise à disposition de terrains nus :**

Généralement de façon provisoire, certaines entreprises peuvent avoir besoin de la mise à disposition d'un terrain nu notamment aux fins de stockage ou d'expérimentation.

##### **-Droits de place pour les camions de type « Food Truck » :**

Afin de diversifier l'offre de restauration au sein du Technopôle, deux Food Truck viennent quotidiennement à l'heure du déjeuner.

-Mise à disposition d'espaces dans les parties communes des immeubles pour l'installation de distributeurs automatiques de produits alimentaires.

-Mise à disposition d'espaces dans les parties communes des immeubles pour y installer des containers, récupérateurs de piles usagées, toners d'imprimante ou tout autre service permettant le recyclage de produits usagés, ou d'aide aux structures technopolitaines.

##### **-Mise à disposition d'espaces dans le cadre de tournage de film :**

Au regard des caractéristiques propres du site et de la place disponible nécessaire pour le stationnement des véhicules et matériels, le Technopôle peut accueillir ce type d'activité.

##### **-Mise à disposition d'espaces dédiés à des activités de développement personnel et de bien-être :**

Ce service donne lieu à la mise à disposition de salle entre 12h et 14h et concerne des associations ou personnes exerçant en nom propre pour y dispenser des cours (Yoga, sophrologie, ...)

Les reconductions tarifaires proposées sont les suivantes :

#### **1/ Les loyers :**

Chaque bâtiment se voit attribuer un prix de location en fonction de ses caractéristiques. Pour être maintenue, l'attractivité du Technopôle doit tenir compte du prix de bureau médian en Pays d'Aix qui est de 130€ m<sup>2</sup>/an.

L'offre du Technopôle est comprise entre 110 € m<sup>2</sup>/ à 160 € m<sup>2</sup>/an.

Il est proposé de maintenir l'ensemble du parc locatif aux prix déjà délibérés en 2017.

## 2/ Les provisions sur charges locatives :

Les provisions sur charges sont ajustées chaque année en fonction de la réalité des dépenses effectuées au cours de l'année précédente.

Elles se divisent en trois sous-sections.

### -1/ Les charges liées au fonctionnement de la ZAC dans son ensemble :

Sont principalement concernés le gardiennage, l'entretien des espaces verts, l'entretien de la voirie et les consommations des fluides divers (éclairage public, consommation d'eau, fonctionnement des brumisateurs de sécurité incendie)

Il est proposé de maintenir le prix déjà délibéré en 2017.

L'un des bâtiment occupé par Aix-Marseille Université, le Pasteur, est doté d'un logement de fonction afin d'y héberger un gardien.

A ce titre, et sur ce seul bâtiment, les charges propres liées au gardiennage sont exclues.

### -2/ Les charges propres au fonctionnement de chaque bâtiment :

Sont principalement concernés le ménage des parties communes, les différents abonnements (eau, EDF, ascenseur) et l'entretien courant.

La répartition de ces charges se fait au prorata de la surface louée et reste spécifique à chaque bâtiment.

Il est proposé le maintien du montant des charges existantes au tarif déjà délibéré en 2017.

### - 3/ Les charges liées à la politique du tri sélectif :

La répartition de ces charges est calculée sur le nombre de salariés travaillant dans les locaux loués.

Il est proposé le maintien du montant des charges existantes au tarif déjà délibéré en 2017.

## 3/ Les participations aux frais de gestion de l'Espace de conférence dit « Le forum » :

Il est proposé de les maintenir à l'identique en tenant compte du fait que les structures extérieures paient un tarif plus important que les structures technopolitaines.

## 4/ Les redevances d'occupation de l'espace public :

Il est proposé de maintenir l'ensemble des redevances à l'identique.

L'ensemble des tarifs 2018 est détaillé dans l'annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

### Où le rapport ci-dessus,

### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de fixer les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au Technopôle - cf délibération Eco 009-1783/17/CM.

### Délibère

### Article unique :

Sont appliqués les tarifs ci-annexés relatifs aux loyers, charges, participations aux frais de gestion du Forum et redevance d'occupation du domaine public du Technopôle de l'Arbois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 013-3238/17/CM**

### **■ Définition des objectifs poursuivis et adaptation des modalités de la concertation préalable pour la Zone d'Aménagement Concerté du Tourillon MET 17/5251/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

### **1. Contexte de l'opération :**

Situé sur la commune d'Aix-en-Provence, le « Domaine du Tourillon » s'étend sur 60 ha à proximité immédiate du Petit Arbois, limitrophe de la RD 65 au Nord et de la RD 543 à l'Est. Il est intégré dans un important pôle économique au sud de l'agglomération aixoise, dans lequel le Technopôle de l'Arbois occupe

une place prépondérante. Le Syndicat Mixte de l'Arbois, avant sa dissolution et son intégration à la Métropole Aix-Marseille-Provence, avait lancé des études urbaines, paysagères et environnementales en vue de la création d'une opération d'aménagement d'ensemble sur cet espace.

Le Syndicat Mixte de l'Arbois a été dissous par arrêté Préfectoral du 29 mai 2017, faisant suite à l'arrêté Préfectoral du 17 octobre 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte. Le Technopôle a donc été intégré au 1<sup>er</sup> janvier 2017 au sein de la Métropole (rattaché au Conseil de Territoire du Pays d'Aix), et celle-ci doit désormais assurer la poursuite de l'opération.

## **2. Objectifs**

Le Tourillon représente une opportunité majeure dans l'accueil d'entreprises innovantes, dans les filières environnementales, avec une offre immobilière unique et très ciblée. Complémentaire au développement du Technopôle et dans la continuité des activités déjà existantes sur le secteur du Petit Arbois, ce futur « parc technologique » s'adaptera aux nouveaux besoins des start-up créatrices d'emplois, et attirera de nouvelles entreprises de l'économie verte. Enfin, il participera au rayonnement et à l'attractivité du territoire métropolitain, en proposant des aménagements exemplaires, des services pertinents et une nouvelle façon de penser un espace d'activités.

Les objectifs du futur parc d'activités du Tourillon sont donc les suivants :

- Renforcer et affirmer le savoir-faire et les spécificités du Technopôle de l'Arbois et de la Métropole autour des métiers liés à l'environnement ;
- Attirer de nouvelles entreprises de la filière environnement, selon des thématiques clés : surveillance environnementale et gestion des risques, énergies renouvelables et écoconstructions, gestion de l'eau et des déchets,... ;
- Permettre l'implantation d'unités de petite production et d'assemblage, notamment pour les entreprises qui doivent passer d'un projet de recherche et de développement ou d'ingénierie à une phase de production, afin de répondre aux besoins de la filière ;
- Accueillir des entreprises souhaitant profiter de la proximité des pôles universitaires, de recherche et de compétitivité situés sur le Petit Arbois ;
- Proposer aux entreprises une qualité d'aménagement et de services (restauration, services de proximité, parkings mutualisés, circulation apaisée, mobilité douce...) ;
- Aider les entreprises à intégrer les aspects environnementaux dans l'aménagement de leurs

parcelles et de leurs bâtiments, en développant une nouvelle génération de locaux d'activités.

Les études urbaines, paysagères et environnementales ont permis d'affiner le projet de parc d'activités, qui porte aujourd'hui sur un périmètre d'environ 18 hectares aménageables, pour un potentiel constructible de 60 000m<sup>2</sup> de locaux mixtes ateliers/bureaux/laboratoires s'articulant autour de « The Camp ». Il est prévu une urbanisation par poche, en deux phases distinctes, en rapport avec l'accessibilité routière du site. La maîtrise foncière est assurée à 75%, le reste appartenant à la Ville d'Aix-en-Provence ou à un propriétaire privé.

La procédure de Zone d'Aménagement Concertée sera engagée pour mettre en œuvre ce projet.

Par délibération n°2016-006 du Syndicat Mixte de l'Arbois du 23 février 2016, une concession d'aménagement a été conclue avec la SPLA « Pays d'Aix Territoire ».

## **3. Les modalités de la concertation du public :**

Étant donné la nature et l'importance de cette opération, l'ex Syndicat Mixte de l'Arbois avait défini les modalités de la concertation préalable par délibération n°2013-0101 du 16 décembre 2013 en application des dispositions en vigueur à cette date. Une première phase de concertation avait été réalisée en octobre/novembre 2015 avec notamment :

- Une exposition présentant l'opération, accompagnée de registres visant à recueillir les observations du public ;
- Des publications d'annonces légales et d'articles de présentation dans la presse locale ;
- Une réunion publique afin de présenter le projet et ses objectifs et de recueillir les remarques du public ;
- Une page spécifique au projet d'aménagement sur le site internet du Technopôle, visant à présenter l'opération et permettant d'envoyer des commentaires à une adresse mail dédiée.

Le bilan de la concertation n'a pas encore été réalisé et présenté. De plus, au regard des évolutions du projet et des évolutions institutionnelles récentes, il convient aujourd'hui d'actualiser les modalités de la concertation préalablement définies.

Ainsi, en application des dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme (ancien article L.300-2 du Code de l'Urbanisme), il est proposé de poursuivre la concertation sur le projet de parc d'activités sur le Domaine du Tourillon suivant les modalités suivantes :

- Organisation d'une 2ème réunion publique ;
- Mise en place d'une exposition permanente en Mairie d'Aix-en-

Provence et dans les locaux du Technopôle à l'Arbois, accompagnée d'un registre permettant à la population d'y consigner ses observations ou ses propositions pendant toute la durée de la procédure de concertation ;

- Information du public par voie de presse, via la publication d'articles dans les magazines de la Commune, pour informer la population de l'état d'avancement du projet ainsi que des différentes manifestations liées au projet ;
- Publications d'articles sur le site internet du Technopôle ([www.arbois-med.com](http://www.arbois-med.com)) et du Territoire du Pays d'Aix ([www.agglo-paysdaix.fr](http://www.agglo-paysdaix.fr)).

L'information de la population précisant toutes les dates, les lieux et heures de réception du public se fera par voie de presse et d'affichage.

Cette deuxième phase permettra de présenter le projet de ZAC et de recueillir l'avis des habitants, des associations locales et des autres personnes concernées.

A l'issue de l'ensemble de cette démarche, un bilan de la concertation sera présenté devant le Conseil de la Métropole qui décidera de son adoption. Ce bilan sera ensuite tenu à la disposition du public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.103-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013-0101 du Syndicat Mixte de l'Arbois du 16 décembre 2013 approuvant les modalités de concertation ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Le projet d'aménagement du parc d'activités du Tourillon, visant à accueillir des bâtiments mixtes ateliers/bureaux/laboratoires au sein d'aménagements exemplaires pour les entreprises de la filière environnement.
- La 1ère phase de concertation préalable du public, conduite en 2015.
- Qu'il convient de poursuivre la concertation déjà engagée et d'en actualiser les modalités.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les objectifs du parc d'activités du Tourillon, tels que définis dans l'exposé qui précède.

**Article 2 :**

Est approuvée la poursuite de la concertation préalable relative à l'opération d'aménagement du Tourillon.

**Article 3 :**

Est approuvée l'actualisation des modalités de cette concertation suivant l'énoncé ci-dessus en complément de la délibération 2013-0101 du 16 décembre 2013 de l'ex-Syndicat Mixte de l'Arbois.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à effectuer toutes les démarches et signer tous les documents afférents à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Transports,  
Déplacements et Accessibilité"**  
\*\*\*\*\*

**TRA 001-3239/17/CM**

**■ Approbation de l'engagement de l'Élaboration  
du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5309/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la Mobilité sur le territoire métropolitain.

#### Le cadre législatif

La loi d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI) n°82-1153 du 30 décembre 1982 confiait aux Autorités Organisatrices de Transports Urbains (AOTU) la mission de réaliser un Plan de Déplacements Urbains (PDU).

La loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) n°96-1296 du 30 décembre 1996 a renforcé les objectifs de la LOTI et relancé l'élaboration des PDU pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants avant le 30 juin 2000.

La loi Solidarité et Renouvellement urbain (SRU) n° 2000-1208 du 13 décembre 2010 a introduit de nouvelles obligations en matière de développement durable dont le renforcement des obligations de cohérence entre urbanisme et déplacements. Désormais les PDU prônent l'équilibre durable des besoins en mobilité et accessibilité, la protection de l'environnement et la préservation de la santé. Le projet d'aménagement et de développement durable du SCOT fixe les objectifs de politiques publiques d'urbanisme en matière d'habitat de développement économique et de loisirs, mais aussi en matière de déplacements de personnes et de marchandises, de stationnement des véhicules et de régulation de trafic automobile. Le PDU doit être compatible avec le SCOT ; les PLU doivent être compatibles avec le PDU.

La mobilité est un enjeu majeur pour tous, tant du point de vue de la qualité des déplacements, de l'attractivité du territoire, que de l'environnement et la santé des habitants de la métropole.

#### Le contexte métropolitain

Les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et le Département des Bouches-du-Rhône qui ont précédé la Métropole, en tant qu'Autorité Organisatrice de Transports sur le territoire métropolitain, ont tous été actifs dans le domaine de la mobilité et peuvent se prévaloir de résultats encourageants. En effet il est constaté une augmentation des fréquentations des lignes de transports développées sur les différents territoires ainsi qu'entre les pôles urbains et économiques de la Métropole. L'addition des politiques publiques menées en matière de mobilité n'a pas produit les effets escomptés. Les efforts doivent être poursuivis, amplifiés et surtout coordonnés pour se mettre à la hauteur des enjeux, articulés autour des questions :

- Environnementale, à travers la réduction urgente des nuisances générées par les déplacements,

- Territoriale, pour agir sur la cohérence du développement urbain et de l'organisation des transports,
- Sociale et sociétale autour du changement des comportements individuels et collectifs.

Ainsi, la congestion tend à s'aggraver alors que les modes alternatifs peinent à décoller. En effet, 94% des déplacements de plus de 7 km au sein de la métropole sont réalisés en voiture.

Au vu de ce constat globalement complexe, le Conseil de la Métropole a souhaité marquer son engagement en faveur d'une politique volontariste en matière de déplacement à travers l'approbation le 15 décembre 2016 d'un Agenda de la Mobilité Métropolitaine. Il s'agit d'un document stratégique, une expression politique forte traduisant le passage à l'échelle métropolitaine. Il est le guide de l'action de la Métropole et a vocation à le rester. Il marque le commencement de la mise en œuvre de cette politique ambitieuse. Ainsi, il se donne pour objectif : *« de disposer d'ici 2025 d'un système de mobilité complet, répondant aux attentes des habitants et des entreprises pour chacun de leurs déplacements, constituant une véritable alternative à l'usage systématique, voire à la possession généralisée de la voiture »*. C'est un programme d'investissement et de services ambitieux, qui porte une attention particulière aux solutions de transport décarbonnées. L'Agenda décrit l'organisation et les moyens financiers nécessaires pour atteindre cet objectif. Il est cependant dépourvu d'effets juridiques et n'est pas opposable aux documents d'urbanisme ni dans les procédures d'instruction de l'Etat et de l'Union Européenne. Il est donc nécessaire, comme le prévoit la loi, de donner à ses orientations une traduction formelle sous la forme d'un Plan de Déplacements Urbains (PDU), ce qui donnera également l'opportunité de préciser l'Agenda de la mobilité sur certains points.

Le PDU fait partie des documents de planification qui doivent être compatibles avec le SCOT. De plus, les PLU et les PLUi doivent être compatibles avec le PDU. Ainsi, les mesures en faveur de la réduction de la part modale de la voiture inscrite dans l'Agenda, pourront trouver leur traduction dans les plans locaux d'urbanisme, à travers notamment la nécessité à rechercher une cohérence entre la politique de déplacement et le développement urbain.

Situé dans le prolongement et la philosophie de l'Agenda de la mobilité, le Plan de Déplacements Urbains de la Métropole (PDU) a pour objet de définir l'organisation des déplacements des personnes et des marchandises, sur une période de 10 ans. C'est une démarche de planification imposant une coordination entre les acteurs institutionnels associant l'Etat, la Région, le Département, les communes. Son élaboration s'inscrit dans la démarche stratégique du projet Métropolitain et permet notamment de préciser le contenu de certains chapitres de l'Agenda. En effet,

selon les dispositions de l'article L1214-1 du Code des Transports, le PDU « détermine les principes régissant l'organisation du transport de personnes et de marchandises, la circulation et le stationnement dans le ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité. »

Le Code des Transports précise les objectifs généraux attendus dans un plan de déplacements urbains :

1° L'équilibre durable entre les besoins en matière de mobilité et de facilités d'accès, d'une part, et la protection de l'environnement et de la santé, d'autre part ;

2° Le renforcement de la cohésion sociale et urbaine, notamment l'amélioration de l'accès aux réseaux de transports publics des personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite, ainsi que des personnes âgées ;

3° L'amélioration de la sécurité de tous les déplacements, en opérant, pour chacune des catégories d'usagers, un partage de la voirie équilibré entre les différents modes de transport et en effectuant le suivi des accidents impliquant au moins un piéton ou un cycliste ;

4° La diminution du trafic automobile ;

5° Le développement des transports collectifs et des moyens de déplacement les moins consommateurs d'énergie et les moins polluants, notamment l'usage de la bicyclette et la marche à pied ;

6° L'amélioration de l'usage du réseau principal de voirie dans l'agglomération, y compris les infrastructures routières nationales et départementales, par une répartition de son affectation entre les différents modes de transport et des mesures d'information sur la circulation ;

7° L'organisation du stationnement sur la voirie et dans les parcs publics de stationnement, notamment en définissant les zones où la durée maximale de stationnement est réglementée, les zones de stationnement payant, les emplacements réservés aux personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite, la politique de tarification des stationnements sur la voirie et dans les parcs publics corrélée à la politique de l'usage de la voirie, la localisation des parcs de rabattement à proximité des gares ou aux entrées de villes, les modalités particulières de stationnement et d'arrêt des véhicules de transport public, des taxis et des véhicules de livraison de marchandises, les mesures spécifiques susceptibles d'être prises pour certaines catégories d'usagers, notamment tendant à favoriser le stationnement des résidents et des véhicules bénéficiant du label "autopartage" tel que défini par voie réglementaire ;

8° L'organisation des conditions d'approvisionnement de l'agglomération nécessaires aux activités commerciales et artisanales, en mettant en cohérence les horaires de livraison et les poids et dimensions des véhicules de livraison dans le ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité, en prenant en compte les besoins en surfaces nécessaires aux livraisons pour limiter la congestion des voies et aires de stationnement, en améliorant l'utilisation des infrastructures logistiques existantes, notamment celles situées sur les voies de pénétration autres que routières, et en précisant la localisation des infrastructures à venir, dans une perspective multimodale ;

9° L'amélioration du transport des personnels des entreprises et des collectivités publiques en incitant ces dernières à prévoir un plan de mobilité et à encourager l'utilisation par leur personnel des transports en commun et le recours au covoiturage ;

10° L'organisation d'une tarification et d'une billettique intégrées pour l'ensemble des déplacements, incluant sur option le stationnement en périphérie et favorisant l'utilisation des transports collectifs par les familles et les groupes ;

11° La réalisation, la configuration et la localisation d'infrastructures de charge destinées à favoriser l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Par ailleurs, Le Plan de Déplacements Urbains de la Métropole doit être compatible avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Provence Alpes Côtes d'Azur, le Plan de Prévention de l'Atmosphère des Bouches-du-Rhône (PPA), le Schéma de Cohérence Territoriale Métropolitain (SCOT), le Plan Climat, Air, Énergie de la Métropole (PCAEM).

Le PDU de la Métropole s'inscrit dans la continuité des PDU précédents (Pays d'Aix 2015-2020, Marseille Provence 2013-2023, Pays Salonais 2009-2019, projet de PDU Ouest Etang de Berre (déc. 2015), Pays d'Aubagne et de l'Etoile 2005-2015) et de l'Agenda de la Mobilité, qui constitue sa feuille de route et a défini les objectifs à atteindre d'ici 2025 (par rapport aux données 2009) :

- Une diminution des déplacements individuels motorisés (voiture et moto) de 8 % en dépit d'une hausse de 8 % du nombre total des déplacements pendant la même période ;
- Une hausse de 25 % de déplacements avec des modes actifs alternatifs au véhicule particulier (marche et vélo) ;
- Une hausse de 40% de l'usage des transports collectifs urbains et de 140% pour les déplacements interurbains ;

- Une diminution de la pollution d'au moins 5 % le long des principaux axes autoroutiers et dans les centres-villes ;

Ils sont complétés par les objectifs suivants :

- Articuler le développement d'un réseau de transport d'échelle métropolitaine avec la desserte des bassins de mobilité, et notamment les réseaux de transports urbains, en facilitant leurs interconnexions dans des pôles d'échanges multimodaux adaptés à la diversité des territoires ;
- Investir et soutenir le développement des modes actifs bénéfiques pour la santé et l'environnement. Promouvoir la mobilité durable, multimodale et connectée, privilégier la complémentarité des modes ;
- Requalifier et hiérarchiser le réseau de voirie, imaginer la route et le stationnement du futur, accompagner le développement des véhicules propres et intelligents, développer un réseau de logistique durable ;
- Mettre en perspective les enjeux de cohérence urbanisme/transport, au regard du système multipolaire du développement urbain et économique de la Métropole, en renforçant les centralités ;
- Intégrer les échelles de la mobilité, de la grande accessibilité à la proximité dans les stratégies d'aménagement urbain et de développement économique.

Le Plan de Déplacements Urbains de la Métropole sera conduit en démarche projet de façon transversale et inclusive. Il s'appuie sur l'expertise des agences d'urbanisme, de l'association Air PACA et des directions de la Métropole. Les ateliers et groupes de travail organisés pour son élaboration seront l'occasion de partager les avancées du plan d'action de l'Agenda de la Mobilité et de les décliner dans une programmation opérationnelle, en cohérence avec des actions de proximité qui tiendront compte des logiques de bassins de mobilité et des ressources financières mobilisables.

#### Un dispositif de concertation

Au-delà de la concertation prévue par les textes, il importe de mettre en place une démarche partenariale permettant d'aboutir à un PDU partagé avec les acteurs en charge de la mobilité. Elle s'organisera notamment autour des instances suivantes :

- Un comité de pilotage, qui assure la validation politique aux différentes étapes de la démarche du PDU, en y

associant les principaux partenaires ; composé d'élus métropolitains en charge des politiques intéressant le plan de déplacements urbains, il sera présidé par le Président de la Métropole ou le Vice-Président délégué à la Mobilité, aux Déplacements et aux Transports

- Un comité technique, qui assure le suivi technique partenarial, valide le contenu des différentes études et prépare les décisions soumises au comité de pilotage ; il est composé des services techniques en charge de la mobilité, du développement urbain, du développement économique et de l'environnement auxquels seront associés des représentants de différentes institutions locales (chambres consulaires, associations, collectivités, universités, etc.)

La démarche de travail s'appuiera sur des modalités d'information et de concertation qui permettront de partager le projet, de s'articuler avec les démarches de planification connexes mises en œuvre par la Métropole tels que le SCOT, le PCAEM. À cette fin, différents outils de concertation seront mis en place à travers notamment, la constitution de groupes de concertation thématiques, représentatifs, ancrés territorialement, l'organisation de réunions publiques. Différents moyens de communication innovants (tels que des outils dématérialisés, à travers par exemple un site ou une page internet dédiée permettant une interaction avec les publics, tout au long du processus d'élaboration) seront mis en œuvre dans le but de diffuser, sensibiliser, et mobiliser les publics.

#### Un dispositif d'élaboration

La démarche sera conduite par les services de la Métropole assistés de l'expertise des agences d'urbanisme métropolitaines, ainsi que d'experts extérieurs.

A cette fin, une consultation sera lancée dans le but de choisir une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour participer à l'élaboration du PDU composée de bureaux d'experts (élaborations d'études, préparation de la concertation, communication assistance juridique, management de projet).

#### Le calendrier prévisionnel d'élaboration du PDU :

- Lancement de la démarche du PDU, janvier 2018
- Elaboration du projet de PDU, Concertation, 2018, 1<sup>er</sup> semestre 2019
- Enquête publique, 2<sup>ème</sup> semestre 2019



- Approbation du PDU, 1<sup>er</sup> semestre 2020

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles, L5217-2 et L5218-7 ;
- Le Code des Transports, notamment les articles L1214-1 et suivants ;
- La loi d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI) n°82-1153 du 30 décembre 1982
- La loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) n°96-1296 du 30 décembre 1996
- La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) n° 2000-1208 du 13 décembre 2010
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n°2015-1085 en date du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral, portant mise en œuvre des mesures de police générales du plan de protection de l'atmosphère révisé pour le département des Bouches-du-Rhône en date du mai 2014 ;
- La délibération du conseil métropolitain du 15 décembre 2016 relative à l'adoption de l'Agenda de la mobilité métropolitaine.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorité organisatrice de la mobilité sur son ressort territorial ;
- Que selon l'article L.1214-3 du Code des Transports l'établissement d'un plan de déplacements urbains est obligatoire dans les ressorts territoriaux des autorités

organisatrices de la mobilité inclus dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants ;

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'engagement de l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole ;

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter les soutiens financiers les plus larges possibles, à engager l'ensemble des démarches et procédures administratives nécessaires, à lancer les procédures de marchés publics requises.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transports Nature 2031 C210 de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre des exercices 2018 et suivants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 002-3240/17/CM**

#### **■ Transition énergétique du parc de bus et cars de la Métropole - enjeux et perspectives pour le territoire métropolitain MET 17/5566/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité, adopté le 16 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, se fixe comme objectif ambitieux de sortir progressivement du diesel dans les transports en commun.

Cette démarche volontaire de la Métropole renforce les obligations légales de la loi de Transition énergétique pour la croissance verte, en les appliquant aussi aux flottes de cars de notre réseau de transports publics. Les lignes de bus et de cars express seront ainsi support d'exemplarité de la Métropole pour l'amélioration de la qualité de l'air et équipées en priorité par des véhicules non polluants et décarbonés.

Deux énergies sont déjà retenues pour le futur « mix énergétique de la Métropole » : l'électricité, en priorité pour les zones urbaines les plus denses, et le gaz GNV (Gaz Naturel pour Véhicule). Ces motorisations permettent une baisse des émissions de gaz polluants (quasi-disparition des particules fines, diminution des oxydes d'azote ou NOx..) et une amélioration du

confort et du bruit, pour les passagers et les conducteurs, mais également pour les riverains et passants.

En parallèle, la Métropole sera attentive aux nouvelles énergies à faibles émissions qui apparaissent sur le marché et particulièrement le bio-carburant HVO (Huile Végétale Hydro-traitée) et l'hydrogène.

## I. Les enjeux

### A. La forte pollution chronique de l'air sur le territoire de la Métropole

Les enjeux liés à la qualité de l'air au niveau national et local sont sanitaires, économiques, et réglementaires. Selon « Santé Publique France », 48 000 décès prématurés par an étaient directement liés à la pollution atmosphérique en France en 2016 et le coût de la pollution atmosphérique est évalué entre 68 et 97 milliards d'euros selon le rapport du Sénateur Husson de 2015.

**Cette exposition chronique aux polluants présents dans l'air – l'ozone, les particules fines et l'oxyde d'azote principalement – est particulièrement importante pour les habitants de nos centres urbains et a des effets à long terme sur la santé des habitants de la Métropole Aix-Marseille-Provence estimés à sept mois d'espérance de vie en moins.**

Une part très importante des habitants du département est ainsi soumise en permanence à des niveaux de pollution chronique supérieurs aux seuils sanitaires recommandés par l'Organisation Mondiale de la Santé. Cela est particulièrement le cas pour les pollutions à l'ozone (100 % des habitants), aux particules en suspension (58 %) et dans une moindre mesure aux oxydes d'azote (4 %).

**Les habitants des centres urbains de notre territoire sont particulièrement exposés par cette pollution chronique avec 220 000 personnes exposées pour le centre urbain de Marseille, et 7000 personnes dans les quartiers sud-ouest d'Aix en Provence. Les bordures des autoroutes et grands axes de la Métropole sont aussi particulièrement affectés par la pollution.**

En plus de la pollution chronique, le territoire est également concerné par des pics de pollution qui se caractérisent par une augmentation temporaire et conséquente de la concentration de polluants dans l'air pour atteindre des seuils reconnus par les autorités sanitaires comme des limites à ne pas dépasser au risque de préjudices pour la santé humaine.

Les mesures d'urgence mis en place lors des pics de pollution sont gérées dans le cadre d'un dispositif préfectoral mis en place par les arrêtés préfectoraux du 20 et 21 juin 2017 pour la Région PACA et le Département des Bouches-du-Rhône.

### B. Une obligation d'achat ou renouvellement des flottes de bus et de cars par des véhicules à faibles émissions : 50% dès 2020 puis 100% en 2025

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) a pour ambition un changement de paradigme énergétique en France, tous secteurs confondus, et révisé pour cela les objectifs de la politique énergétique nationale. Il s'agit de favoriser l'émergence d'une économie compétitive et « verte », assurer la sécurité d'approvisionnement, maintenir un prix de l'énergie compétitif, préserver la santé humaine et l'environnement et lutter contre la précarité énergétique. L'Etat et les collectivités doivent notamment veiller à maîtriser la demande d'énergie, diversifier les sources d'énergie et réduire le recours aux énergies fossiles.

Les dispositions de la loi relatives au secteur des transports fixent un ensemble d'orientations qui visent à transformer ce secteur, et qui sont ensuite déclinées en mesures concrètes. Parmi celles-ci, figurent notamment la priorité donnée au développement des transports en commun à faibles émissions de gaz à effet de serre (GES) et de polluants atmosphériques. Selon l'article 37 de la loi TECV (Art. L. 224-8 du code de l'environnement) :

« L'Etat, ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements, le Syndicat des transports d'Ile-de-France et la métropole de Lyon, lorsqu'ils gèrent directement ou indirectement un parc de plus de vingt autobus et autocars pour assurer des services de transport public de personnes réguliers ou à la demande, acquièrent ou utilisent **lors du renouvellement du parc, dans la proportion minimale de 50 % de ce renouvellement à partir du 1er janvier 2020 puis en totalité à partir du 1er janvier 2025, des autobus et des autocars à faibles émissions** définis en référence à des critères fixés par décret selon les usages desdits véhicules, les territoires dans lesquels ils circulent et les capacités locales d'approvisionnement en sources d'énergie. »

Le décret no 2017-23 du 11 janvier 2017 pris pour l'application de l'article L. 224-8 du code de l'environnement définit les critères caractérisant les autobus et autocars à faibles émissions prévus par l'article 37 de la loi TECV. Ce décret précise les critères à respecter par ces véhicules à faibles émissions selon les usages et les territoires dans lesquels ils circulent et définit deux groupes de véhicules :

- ✓ Groupe 1 : Véhicules dont la motorisation est électrique, y compris les véhicules alimentés par une pile à combustible à hydrogène, ou utilise un carburant gazeux si une fraction du gaz consommé est d'origine renouvelable. Cette fraction de gaz renouvelable est au minimum de 20 % à partir du 1er janvier 2020 et de 30 % à partir du 1er janvier 2025.

- ✓ Groupe 2 : Véhicules dont la motorisation est électrique-hybride, ou utilise un carburant gazeux ou les véhicules dont les moteurs sont conçus pour ne fonctionner qu'avec des carburants très majoritairement d'origine renouvelable.
- ✓ Et pour le reste les véhicules au moins norme euro 6.

Pour les véhicules non urbains et donc tous les autocars, les véhicules à faibles émissions sont à minima des véhicules de la norme euros 6.

Les flottes de bus urbains, circulant sur les territoires des communes se trouvant dans une agglomération de plus de 250 000 habitants au sens de la qualité de l'Air ont une obligation de renouvellement à minima parmi les véhicules des groupes 1 et 2.

**Selon l'arrêté du 28 juin 2016, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, la majorité des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'exception du Territoire du Pays Salonais ont donc une obligation de renouvellement parmi les véhicules des groupes 1 et 2. (Voir la carte fournie en annexe 1).**

De plus, d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2020, un arrêté préfectoral, établit après concertation des AOTU et en lien avec la qualité de l'Air, devra préciser les territoires du département pour lesquelles seuls les bus du groupe 1 seront considérés comme des véhicules à faibles émissions. Sur ces territoires, les autobus GNV devront consommer **un pourcentage obligatoire de méthane d'origine renouvelable**. Produit à partir de déchets issus de l'industrie agro-alimentaire, de la restauration collective, de déchets agricoles et ménagers, ou des résidus des stations d'épuration, le biométhane est un biogaz épuré qui respecte à 100% les propriétés du gaz naturel.

Aujourd'hui, ce biométhane est injecté directement dans l'infrastructure gazière en échange de certificat appelé « garantie d'origine » à un tarif d'injection réglementé préférentiel. **Ces « garanties d'origine » sont ensuite vendues aux clients des fournisseurs de gaz souhaitant consommer du méthane d'origine renouvelable. Cette contrainte impose donc pour l'instant un surcoût à l'achat du carburant GNV.**

Plusieurs projets de méthanisation sur le traitement des boues des stations d'épuration sont actuellement à l'étude par la Métropole. Le 13 juillet 2017, le Conseil Métropolitain a ainsi approuvé par la délibération DEA 003-2406/17/CM l'avenant n°4 au contrat de DSP de l'assainissement de zone centre, pour une valorisation en biométhane de l'usine de traitement des boues d'épuration de Marseille. Cet avenant prévoit un contrat de vente selon le tarif réglementé avec une injection du biométhane et la création de garantie d'origine pour le fournisseur achetant le gaz.

Pour l'instant, la loi ne semble pas avoir prévu de système pour que la collectivité reste propriétaire des garanties d'origine et il semble peu approprié d'installer un dépôt à côté de la station d'épuration pour consommer directement le gaz.

Néanmoins, ce programme prévoit une production de 290 Nm3/h de méthane renouvelable dès 2019. Cette production correspondant à la consommation de 150 bus roulant au GNV est une première étape vers une autonomie énergétique du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **C. les risques en cas de non-respect de ces obligations**

La loi sur la transition énergétique et la croissance verte ne prévoit pour l'instant pas de sanction en cas de non-respect de l'obligation concernant les achats ou le renouvellement du parc de bus et cars.

Néanmoins, le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est concerné par deux procédures précontentieuses Européennes, qui visent la France, relatives au non-respect de la directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.

#### Un précontentieux relatif aux particules fines

De 2009 à 2011, la France a reçu plusieurs avertissements de la Commission européenne (mise en demeure, avis motivé, saisine de la Cour de justice de l'Union européenne) pour le non-respect des normes sanitaires de qualité de l'air fixées pour les PM<sub>10</sub>. En février 2013, la Commission européenne a adressé à la France une mise en demeure complémentaire et a élargi ses griefs contre elle. Il est reproché à la France de ne pas se conformer aux niveaux réglementaires de concentrations de particules dans l'air et de ne pas mettre en place des plans d'action répondant aux ambitions de la directive. La France a reçu un avis motivé en avril 2015 pour 10 zones : Douai-Béthune-Valenciennes, Grenoble, Lyon, Marseille, la Martinique, Nice, Paris, Toulon, la zone urbaine régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur et la zone urbaine régionale de Rhône-Alpes.

#### Un précontentieux relatif aux oxydes d'azote

Par ailleurs, les normes sanitaires européennes de qualité de l'air concernant le NO<sub>2</sub> entrées en vigueur en 2010 sont dépassées chaque année dans plusieurs agglomérations.

La Commission européenne a envoyé le 15 février 2017 un avis motivé relatifs aux dépassements des normes sanitaires en matière de concentration du NO<sub>2</sub> et insuffisance des plans d'action en visant 13 zones et agglomérations : Paris, Lyon, Grenoble, Vallée de l'Arve, Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, Marseille, Toulon, Nice, Strasbourg, Toulouse, Montpellier, Reims.

Dans ces deux précontentieux, il est reproché à la France de ne pas mettre en place des actions suffisantes pour restreindre la pollution. Depuis la

France a prévu un dispositif pour déclencher des mesures contraignantes en cas de pic de pollution et des contraintes légales pour diminuer la pollution chronique en imposant notamment des obligations sur le renouvellement des véhicules des collectivités dont le parc des autobus et autocars des réseaux de transport public.

En cas de condamnation financière de la France, l'Etat pourrait se retourner contre les Métropoles n'ayant pas respecté leurs obligations légales.

## **II. L'état de l'art des véhicules à faibles émissions**

La Centrale d'Achat du Transport Public (CATP) a publié en septembre 2017 une étude comparative sur les différentes motorisations de bus avec des données récentes pour comparer, sur des critères objectifs, les coûts de possession des véhicules à motorisations alternatives au diesel.

L'objectif de cette étude est d'accompagner les acheteurs publics dans des achats performants, au meilleur coût et notamment de faciliter leur arbitrage vers l'énergie la plus adaptée pour leur réseau à partir de critères environnementaux, techniques et économiques. Pour la réaliser, la CATP s'est principalement appuyée sur les données des constructeurs, obtenues dans le cadre des consultations de marchés publics qu'elle a menée depuis 2013 avec plus de 1 500 véhicules vendus, ainsi que sur les retours des techniciens qui exploitent et entretiennent les véhicules. Enfin, elle a pris en compte diverses études et documents (ADEME, Cetim, etc.).

Cette étude a ainsi permis de dégager les tendances suivantes :

□ Le GNV, offre un coût de possession proche du véhicule Diesel Euro 6 (surcoût de +3% ; +7% avec installation). Les installations fixes nécessaires à son usage, notamment dans les ateliers, constituent cependant un budget conséquent à prendre en compte. Le GNV présente un intérêt écologique réel, même si à faible vitesse, les émissions de CO et CO<sub>2</sub> posent problème.

□ Les nouveaux carburants substituables au diesel, tel que le HVO, permettent une alternative de transition qu'il convient de suivre avec attention.

□ La filière électrique progresse rapidement à la fois d'un point de vue technique et au niveau de son industrialisation. Pour autant, les retours d'expérience restent limités et les coûts sont encore très élevés. Il faudra encore quelques années pour voir cette filière prometteuse être réellement opérationnelle à grande échelle.

□ La pile à combustible (véhicule à hydrogène), qui connaît actuellement un regain d'intérêt, constitue une technologie complémentaire de la filière

électrique avec une transformation en filière industrielle à vérifier.

L'étude complète est disponible en annexe 2 de cette délibération. Elle présente de façon détaillée, pour chaque type de carburant, les principes de base, les coûts d'acquisition, d'exploitation, des carburants ainsi que les polluants et les gaz à effets de serre émis.

## **III. L'objectif ambitieux d'une sortie progressive du diesel**

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine présente une gamme d'initiatives et d'investissements qui convergent vers un seul but : favoriser les déplacements en associant avec fluidité plusieurs modes. Toutes les actions de l'Agenda concourent à proposer une alternative crédible et, ainsi, diminuer la congestion et la pollution chronique.

La Métropole se fixe comme objectif de sortir progressivement du diesel dans les transports en commun conformément aux obligations légales et réglementaires tout en maîtrisant les coûts d'exploitation de ses réseaux.

Deux énergies sont déjà retenues : l'énergie électrique destinée en priorité pour les zones urbaines les plus denses, et le gaz GNV (Gaz Naturel pour Véhicule). En parallèle, la Métropole sera attentive aux nouvelles énergies à faible émissions qui apparaissent sur le marché et particulièrement au bio-carburant HVO (Huile Végétale Hydro-traitée) et la pile à combustible (véhicule à hydrogène).

Cette transition énergétique est un défi majeur qu'entend relever la Métropole, pour le parc de véhicules, mais aussi pour les nombreux dépôts à équiper en stations de recharge gaz ou électrique.

L'aménagement de stations GNV publiques accolées aux dépôts de transports en commun pourrait contribuer au développement de cette énergie dans les flottes de véhicules spécifiques des collectivités (camion benne, bennes à ordures ménagères...), mais aussi pour l'activité logistique.

### **A. Le parc de bus et de cars de la Métropole**

La loi sur la transition énergétique fait référence au « renouvellement du parc » de l'EPCI et non à chaque renouvellement de véhicules composant ce parc, on peut donc considérer qu'il suffit d'additionner tous les renouvellements intervenus sur la période 2020-2025 pour vérifier le respect du seuil de 50%. La notion de parc permettra ainsi d'opérer une compensation entre

les différents renouvellements, quel que soit le mode de gestion (régie, marché, DSP), sous réserve d'atteindre le seuil de 50% pour l'ensemble du parc de la Métropole à l'issue de la période de 5 ans.

Ce parc de cars et de bus des réseaux de transports publics métropolitains représente actuellement

environ 2000 véhicules dont 900 véhicules sont des bus urbains soumis à une obligation contraignante de renouvellement.

**Parc de bus et cars du réseau de la Métropole - Novembre 2016**

Réseaux de transport public métropolitains	Nombre total de véhicules Urbains et non urbains	Dont Bus urbains
<b><u>Transmétropole</u></b>		
Réseau RTM Marseille, Allauch, Plan de Cuques, Septèmes	<b>612</b>	<b>609</b>
Réseau Ciotabus		
Réseau Bus des Cigales		
Réseau Bus de la Côte Bleue	<b>72</b>	<b>11</b>
Réseau Bus de la Marcouline		
Réseau Bus des Collines		
<b><u>Pays d'Aix</u></b>		
Réseau Aix en Bus (urbain)	<b>111</b>	<b>111</b>
Réseau Pays d'Aix Mobilité (interurbain)	<b>374</b>	
<b><u>Pays Salonais</u></b>		
Réseau Libébus	<b>47</b>	<b>23</b>
<b><u>Pays d'Aubagne et de l'Etoile</u></b>		
Réseau Lignes de l'Agglo	<b>76</b>	<b>32</b>
<b><u>Istres Ouest Provence/Pays de Martigues</u></b>		
Réseau Ulysse	<b>200</b>	<b>60</b>
<b><u>Est Etang de Berre</u></b>		
Réseau Bus de l'Etang	<b>111</b>	<b>54</b>
<b><u>Lignes départementales</u></b>		
Réseau Carteize de la RDT13	<b>393</b>	
<b><u>TOTAUX</u></b>	<b>1996</b>	<b>900</b>

**B. Les expérimentations déjà menées par la Métropole**

**1. Les expérimentations électriques**

- Trois mini-lignes électriques avec les diablins (Aix en bus)

A partir de 2003, la première mini-ligne électrique dans le cœur d'Aix-en-Provence a été assurée par une diablino. Il s'agit d'un mini-bus avec un plancher bas et un pavillon haut ne pouvant rouler qu'à faible vitesse. Ce véhicule peut transporter de 6 à 8 personnes et circuler dans les rues étroites et semi-piétonnes du centre-ville aixois. Ce service comprend désormais trois circuits d'environ 3 km. 18 véhicules sont en service avec arrêt sur demande sur les trajets des circuits. 250 000 personnes sont transportées annuellement.

La Métropole étudie actuellement les possibilités d'extension du service autour de l'hypercentre. Pour cela, il serait nécessaire d'utiliser des véhicules pouvant atteindre une vitesse plus élevée qui leur permettraient de s'insérer dans la circulation. Des véhicules accessibles aux PMR sont recherchés.

- La ligne de bus 82 à Marseille (RTM)

Depuis juin 2016, la ligne 82, emblématique à Marseille qui dessert le Pharo, le Vieux-Port, le MuCEM et le nouveau quartier d'affaires Euroméditerranée - est équipée de 6 bus entièrement électriques.

Ces véhicules de 12 mètres sont équipés de batteries dans le toit, qui leur confèrent une autonomie de 12 à 16 heures pour 240 km d'autonomie en site urbain. Le temps de charge est de 5 à 7 heures, ce qui permet de les utiliser en exploitation en les rechargeant la nuit.

Six stations de charge de 100 kW branchées sur 2 transformateurs de 200 kVA ont été installées au dépôt d'Arenc pour permettre une recharge pendant la nuit. De plus un équilibreur de charge entre les six stations gère la cohérence des besoins en fonction de la puissance disponible.

L'exploitation de ces bus a permis d'identifier les spécificités d'exploitation et de charge des bus éclectiques. Les premiers résultats ont montré une disponibilité, une fiabilité et une autonomie satisfaisantes. Le niveau de charge restante constatée pendant la période estivale était en moyenne de l'ordre de 20% (surconsommation due à la climatisation) et de 35% en période normale. Les premiers résultats de consommation sont intéressants mais nécessitent d'être confirmés dans les prochains mois.

L'ensemble des acteurs (conducteurs, passagers, passants et voisins du dépôt) mettent en avant le silence de ces bus qui contribuent à la quiétude des déplacements urbains. De plus, 99% des passagers interrogés se déclarent satisfaits ou très satisfaits de ces bus électriques qui sont perçus comme plus agréables que les bus standards. Les conducteurs apprécient particulièrement le confort de la conduite de ces nouveaux bus et une relation à la clientèle différente due au « capital image » du véhicule.

Par ailleurs, deux autres modèles de bus électriques sont en test sur la ligne.

## 2. Les expérimentations GNV

Plusieurs expérimentations ont été réalisées avec différents constructeurs en condition réelles de circulation. L'objectif essentiel de ces tests était de vérifier les conditions d'exploitation des cars GNV sur leurs caractéristiques techniques (performances, autonomie), et de recueillir l'avis des voyageurs et des conducteurs.

- Expérimentation d'un autre autocar GNV sur le trajet Aix Marseille - janvier 2017

La RDT13 a mené une expérimentation en service commercial sur la liaison Aix-Marseille avec un car GNV pendant quatre jours.

Cette expérimentation en service commercial a permis :

- ✓ De valider un parcours de 400 km/jour sans aucun problème d'autonomie.
  - ✓ De constater des gains de consommation de carburant avec une moyenne de 24kg de GNV au 100km contre 33 litres de diesel. A noter 1 litre de Gazole = 1 kg de GNV.
  - ✓ De constater une forte diminution sonore pour les voyageurs et les riverains.
  - ✓ De constater une diminution des bruits et vibrations permettant une conduite plus agréable pour le conducteur du car mais aussi un moteur manquant de puissance.
  - ✓ D'identifier l'importance d'utiliser une station d'avitaillement adaptée à ce type de véhicule.
- Expérimentation d'un autocar GNV (octobre - décembre 2017)

Un autocar GNV va être testé en service commercial sur deux lignes scolaires et trois lignes interurbaines (la 49 entre Aix en Provence et Marseille, la 72 entre La Ciotat et Aix en Provence, et la ligne 34 entre Martigues et Marseille) pendant deux mois fin 2017. Il s'agit d'évaluer le véhicule dans plusieurs conditions de circulation et d'exploitation. Cinq opérateurs de la Métropole AMP participent à l'opération : RDT 13, Transdev, Kéolis, Burle et Trans Azur.

## **C. La mise en place d'un laboratoire de transition énergétique**

Au-delà des premières expérimentations réalisées, la Métropole se propose, en lien avec ses exploitants (au premier rang desquels la régie RTM et la régie RDT13), les constructeurs de matériels roulants et les entreprises spécialisées dans l'électricité et les nouvelles énergies, de mettre en place un véritable laboratoire pour la transition énergétique de ses réseaux de transport. Ce laboratoire de Transition Énergétique devra permettre à la Métropole et aux différents industriels de mesurer, partager et analyser des données réelles d'exploitation permettant de fiabiliser des modèles énergétiques qui pourront ensuite être répliqués.

La Métropole et ses régies RTM et RDT13 échangent régulièrement avec les exploitants des autres grandes collectivités sur les expérimentations menées dans le cadre de la transition énergétique établissant ainsi un benchmark des solutions existantes. La RTM se tient particulièrement au courant des nouveaux projets et marchés de la RATP, qui envisagent aussi une transition rapide vers des bus 100% électriques.

Dans ce cadre, les premières opérations prévues sont :

1. exploiter le BHNS d'Aix avec des bus 100% électriques rechargés avec un dispositif de recharge rapide en terminus de la ligne et sur le dépôt.
2. réaliser une "brique élémentaire" de recharge des bus et cars électriques, permettant de tester différents modes de recharge sur le réseau de la RTM, avec des bus électriques ou multi-hybrides de différents constructeurs
3. construire dans le cadre d'une DSP, une station GNV à Vitrolles pour la flotte des Bus de l'Etang (délibération du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017)
4. Expérimenter un biocarburant sur car interurbain en ajustant en temps réel les réglages du moteur grâce à l'utilisation d'un capteur de nouvelle génération (RDT13)
5. Mener des expérimentations novatrices : route scolaire, station-service à hydrogène, navette autonome...
6. Réaliser un bilan de ces opérations et de celles menées dans d'autres agglomérations françaises et européennes grâce à la participation à des groupes de travail nationaux.

Toutes ces opérations font l'objet d'une démarche partenariale en matière de cofinancement avec l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et ADEME. L'Etat a notamment retenu les expérimentations portées par la RTM et la RDT13 dans le cadre du récent pacte Etat-Métropole. Les étapes ont été intégrées à la candidature de la Métropole à l'appel à projet « Territoire d'Innovation de Grandes Ambitions », financées dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA3).

#### 1 Exploitation du BHNS d'Aix avec des bus électrique et de la recharge rapide en terminus

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé par délibération n°2015\_A204 du 8 octobre 2015 le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.

Cette ligne de 7.2km reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais, desservira les grands quartiers d'habitat social d'Aix-en-Provence, le centre-ville et les facultés. Les travaux de réalisation débuteront en 2017 pour une mise en service prévue en septembre 2019.

Afin d'exploiter cette ligne au moyen d'une flotte de véhicules propres, réduisant les émissions polluantes et autres nuisances, tout en garantissant un niveau élevé de performance énergétique, le Conseil Métropolitain du 30 mars 2017 a approuvé par la délibération TRA 010-1798/17/CM le programme suivant :

- ✓ L'acquisition de 15 autobus 100% électrique de 12m.
- ✓ La mise en place d'un dispositif de recharge pour le remisage (dépôt du Pont de l'Arc de la régie RDT13).
- ✓ La mise en place d'un dispositif de recharge rapide dit d'opportunité sur les deux terminus de la ligne
- ✓ Des travaux d'intégration sur le Centre de Maintenance.

Ces acquisitions et travaux ont été confiés à la Régie RDT13 par approbation de l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT13 avec la Métropole lors du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 par délibération TRA 010-19/10/17.

Ce programme permettra de tester l'exploitation de bus éclectiques avec une recharge en terminus et de comparer ainsi les coûts, avantages et contraintes de cette solution avec les dispositifs de charge de la RTM.

Le kilométrage annuel de cette ligne devrait être d'environ 700 000 km.

Le budget prévisionnel de cet investissement est de 15 millions d'euros HT.

#### 2. Réalisation d'une brique élémentaire de recharge électrique par la régie RTM

Dans la continuité de la première ligne de bus électrique mis en service à Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage le basculement en électrique des flottes de bus de son territoire dans les zones très urbaines et particulièrement de la flotte du réseau Marseillais de la RTM. Néanmoins, la Métropole et la RTM souhaitent garder la possibilité de mettre en concurrence plusieurs fournisseurs en évitant les systèmes « propriétaire ».

En effet, le renouvellement partiel et continu du parc de la RTM suppose que les différentes solutions qui seront successivement retenues soient interoperables. Enfin, le système global (véhicules et dispositifs de rechargement) devra être évolutif pour bénéficier des avancées technologiques au fil du temps.

Dans cette optique, la RTM a proposé à la Métropole de tester et mettre au point une brique élémentaire de recharge électrique qui deviendra l'élément à dupliquer pour électrifier l'ensemble de la flotte par étapes en rajoutant des briques au fur et à mesure des besoins.

Cette première brique comprendra les éléments suivants :

- ✓ **L'acquisition de 15 autobus 100% électrique** auprès de 3 à 5 constructeurs différents. Ces véhicules seront exploités principalement sur une même ligne sur le périmètre RTM.
- ✓ La conception et la réalisation d'une **infrastructure de recharge dans un dépôt** de la RTM. Cette infrastructure se composera d'une sous-station électrique d'environ 2 Méga Watt, de son TGBT, d'une vingtaine de stations de charge. Elle doit permettre la recharge des véhicules des différents constructeurs avec système de bascule et de gestion des modes dégradés, l'analyse comparée de différents systèmes de branchement des véhicules (pantographe, prise sol, prise aérienne), une modélisation à l'échelle d'un dépôt, ainsi que l'étude de faisabilité et d'opportunité d'un raccordement de ces installations au réseau de distribution électrique du
- ✓ La conception et le déploiement des **systèmes de supervision** et d'administration du réseau de distribution électrique du dépôt, des stations de charge et de la performance des opérations de recharge des véhicules ainsi que des modes dégradés

La mise au point de cette brique permettra d'identifier :

- ✓ les conditions permettant de garantir l'interopérabilité des différents matériels roulant.
- ✓ le modèle d'exploitation correspondant aux besoins de réseaux de transport urbain (dimensionnement des packs batteries et répartition des points de rechargement complémentaires si besoin) et les limites des différentes technologies.
- ✓ les spécifications de conception de l'infrastructure électrique permettant de garantir l'interopérabilité du système.
- ✓ l'architecture de la distribution électrique pour garantir le meilleur taux de disponibilité du système et la supervision des modes dégradés et des performances.

- ✓ les conditions permettant de garantir l'optimisation des temps de recharge et la supervision nécessaire.
- ✓ les gains potentiels par la connexion au réseau métro et l'utilisation de la récupération de l'énergie de freinage pour recharger les batteries.
- ✓ les gains potentiels issus de la revente de l'énergie stockée aux heures de pointe au réseau électrique Enedis.

De plus, parmi les nouveaux véhicules électriques qui seront intégrés à cette brique élémentaire, la RTM testera aussi un bus multi-hybride de 12m associant motorisation hydraulique, thermique et électrique dans des conditions d'exploitation. Le véhicule combine ainsi un moteur diesel de 3 cylindres de 60 KW à moteur hydraulique de 110 cm3 et à deux moteurs électriques de 103KW. Au cumul, le groupe motopropulseur est capable de délivrer jusqu'à 280 chevaux de puissance.

En fonctionnement, le bus maximisera l'utilisation du mode électrique, assisté par la motorisation hydraulique selon les besoins. De faible cylindrée, le moteur thermique agit quant à lui comme un prolongateur d'autonomie.

Avec cette expérimentation, la RTM pourra étudier les facteurs externes (température extérieure, charge du véhicule, dénivelé, comportement de conduite, ...) impactant l'autonomie des bus électriques en condition commerciale sans risque de panne grâce à la motorisation thermique qui pourra prendre le relais.

Le coût prévisionnel de cette opération est d'environ 12 millions d'euros HT sur deux ans et relève des investissements propres de la RTM.

L'objectif principal de cette opération est d'identifier les conditions d'exécution qui permettront à la Métropole de garantir la pérennité des solutions que la RTM pourrait être amenée à déployer pour électrification de l'ensemble de ses bus urbains.

### 3. Construction d'une station GNV pour la flotte des Bus de l'Etang

Dans le cadre de la construction du dépôt des Bus de l'Etang à l'Anjoly sur Vitrolles, une délibération a été prise en Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 pour permettre la construction et l'exploitation d'une station d'avitaillement GNV accolée au futur dépôt. Une procédure d'appel d'offre va être engagée fin 2017 par la Métropole pour aboutir à une convention de délégation de service public pour la construction, la maintenance et l'exploitation de la station d'avitaillement GNV de l'Anjoly.

**Cette station aura deux vocations : avitailler en charge lente les besoins du futur dépôt des Bus de l'Etang et fonctionner comme une station publique en charge rapide.** Elle permettra ainsi d'avitailer d'autres véhicules de la Métropole comme les autres bus du réseau des Bus de l'Etang ainsi que



les autocars des futures lignes express métropolitaines. Elle contribuera aussi à encourager les autres transporteurs et les entreprises logistiques à faire évoluer leurs flottes vers une motorisation plus propre.

La station devrait être mise en service avant fin 2020 et permettre ainsi, à l'échéance de la DSP d'exploitation et de la gestion du service public de transport urbain des Bus de l'Etang, de renouveler progressivement en GNV les 120 autobus du réseau.

La construction de la station sera réalisée sur un terrain mis à la disposition du délégataire de la DSP. Ce terrain classé au domaine public communal fera l'objet d'un transfert à la Métropole le 1er janvier 2018, au titre du transfert de la compétence des Zones d'activités.

#### 4. Expérimentation d'un nouveau biocarburant par la régie RDT13

Commercialisés depuis 2012 dans les pays du Nord de l'Europe et en Californie, le marché des biocarburants se développe pour l'instant sur des flottes captives des municipalités ou des services de l'Etat. Le facteur limitant provient du fait que le véhicule ne peut fonctionner que sur un mode unique prédéfini et non adaptable, ce qui est très pénalisant et nécessite l'usage de stations-service dédiées avec pompes privées « biocarburant ». La généralisation de l'usage des biocarburants au-delà des flottes captives passent nécessairement par la reconnaissance automatique du type de biocarburant et de la teneur en biocarburant (entre 0% et 100%). Une société locale (SP3H) a développé la brique manquante, « la fuelbox », permettant de finaliser l'automatisation et la gestion autonome du processus par les véhicules et les rendre ainsi intelligents et auto-adaptables.

Dans le cadre d'un partenariat avec SP3H, la RDT13 va tester l'intégratif de la fuelbox sur un car de la RDT13. Une première phase est prévue fin 2017. En accord avec le constructeur, la RDT13 va mettre à disposition un de ces cars pour tester l'intégration du module SP3H avec l'ajustement en temps réel des réglages du moteur en utilisant le diesel comme carburant. L'autocar circulera à vide mais en situation réelle et sera équipé de capteurs permettant de mesurer les émissions réelles de polluants. Cette 1ère phase doit permettre de valider l'intégration du capteur et de l'autocar.

En fonction des résultats de la première phase et des homologations nécessaires, une deuxième phase prévoit une expérimentation avec le capteur de SP3H et du biodiesel de type HVO (Huile Végétale Hydrotraitée) qui sera produit en 2018 à la nouvelle bio raffinerie de la Mède de TOTAL à partir d'huiles végétales, d'huiles alimentaires usagées et d'huiles résiduelles. Il s'agira de combiner l'effet d'un nouveau carburant « bio » conforme aux Directives RED et

FQD en matière de carburant renouvelable, avec l'ajustement en temps réel des réglages du moteur.

Par la suite une expérimentation sur une ligne commerciale pourrait être envisagée.

Les objectifs de ce processus d'expérimentations vise à :

- ✓ Démontrer qu'il est possible d'atteindre une réduction de 10% de la consommation réelle de carburant et donc de l'émission de CO<sub>2</sub>.
- ✓ Démontrer qu'il est possible d'atteindre une réduction des émissions polluantes de 40% pour les particules et jusqu'à 20% pour les NOx.
- ✓ Disposer de l'ensemble des éléments de prix de retrofit des véhicules incluant le prix du capteur, de la connectique et de la télémétrie et des services associés.
- ✓ Calculer le retour sur investissements et démontrer la viabilité économique de la solution.
- ✓ Identifier les conditions d'exploitation pour un déploiement de cette solution.

#### 5. Proposition d'expérimentations novatrices au titre du PIA3 - Programme d'Investissement d'Avenir 3 (Territoire d'Innovation de Grande Ambition)

Plusieurs autres projets très innovants ont aussi été proposés au titre du PIA3 par la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses exploitants. Ces projets nécessitent encore d'être approfondis et toutes les technologies ne sont pas encore mûres. Des études d'ingénierie en première phase permettront de préciser les conditions de réalisation et les coûts. Des études de simulation, de consommations énergétiques et des études juridiques devront aussi être réalisées avant la mise en œuvre des projets suivants :

- Navette modulaire à énergie propre autonome : projet de navette autonome et modulaire à énergie propre, adaptable à une variété d'usages typiques d'un territoire à vocation mixte (zone d'activité, résidentielle et commerciale). Elle reliera dans un premier temps la gare Aix TGV avec le secteur du Petit Arbois. A terme elle desservira plus largement le Pôle d'Aix-en-Provence (zone mixte avec plus de 26000 employés sur le site)
- Route à énergie positive : expérimentation d'une voie de bus électrique sur le tronçon terminal de l'autoroute A7 en entrée de Marseille avec recharge des véhicules en mouvement par de l'électricité produite sur la route elle-même (revêtement photovoltaïque). La combinaison des deux

fonctions n'a jamais été testée sur la même infrastructure.

- Projet pilote de station-service à hydrogène avec un vecteur d'hydrogène liquide facile à stocker et à transporter à la gare TGV d'Aix en Provence. Ce projet pilote, extrêmement innovant, s'inscrira dans un second temps de l'action à 10 ans. L'objectif étant de développer une station-service pour la recharge de tous les véhicules alimentés en hydrogène (bus, voiture, bateaux).

#### **D. Présentation d'un bilan d'étape aux élus**

L'ensemble des programmes et des expérimentations réalisés dans le cadre du laboratoire permettra à la Métropole de préparer la transition énergétique de son parc de bus et de cars. Les retours d'exploitation avec des véhicules de différentes motorisations fourniront les éléments nécessaires pour finaliser les choix technologiques à l'horizon 2020.

Une présentation du bilan de ces opérations sera organisée auprès des élus pour rendre compte de ces retours d'expériences. Un ou plusieurs scénarios de transition seront proposés en fonction des coûts réels d'investissement, de maintenance et d'exploitation des différentes solutions. Les élus pourront ainsi statuer sur la transition énergétique des différentes flottes de bus et de cars du réseau de transport en commun de la Métropole.

Les mesures mises en place devront permettre de garantir pendant la phase de transition de 2020 à 2025 le respect des contraintes légales imposées par l'Etat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte – article L224-8 ;
- Le décret n° 2017-23 du 11 janvier 2017 pris pour l'application de l'article L. 224-8 du code de l'environnement définissant les critères caractérisant les autobus et autocars à faibles émissions ;
- Arrêté du 28 juin 2016 établissant les listes d'agglomérations de plus de 100 000 et 250 000 habitants conformément à l'article R. 221-2 du Code de l'Environnement ;
- Arrêté préfectoral du 20 juin 2017 portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur les départements des Régions Occitanie et Provence-Alpes-Côte-D'azur ;
- Arrêté préfectoral du 21 juin 2017 portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°16/2355/CM du 15 décembre 2016 portant approbation de l'Agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération du Conseil Métropolitain TRA 010-1798/17/CM du 30 mars 2017 portant approbation du programme d'investissement de 15 bus électriques pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) d'Aix-en-Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain DEA 003-2406/17/CM du 13 juillet 2017 portant approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Centre relatif au projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017 portant approbation de l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT13 avec la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017 concernant la construction et l'exploitation d'une station d'avitaillement GNV à l'Anjoly (Vitrolles) pour les besoins du dépôt des Bus de l'Etang et ouverte aux professionnels du transport ;
- L'information des Conseils de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article unique**

Il est pris acte des enjeux et des perspectives de la transition énergétique du parc de bus et de cars du réseau de transport en commun de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 003-3241/17/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour des études structurantes de la mobilité métropolitaine MET 17/5522/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé lors de son Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016, son Agenda de la Mobilité Métropolitaine qui constitue le premier acte de construction du projet métropolitain relatif à la mobilité.

Dans cette perspective, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse définir des orientations stratégiques en matière de mobilité.

A ce titre, il convient, tout d'abord, de réaliser les études structurantes et schémas directeurs concernant :

- L'élaboration du Plan de Déplacements Urbains métropolitain: prestations AMO (management de projet, concertation, communication, juridique, voirie accessibilité, publicité procédure, enquête publique) et conventions partenariales (convention AirPACA) ;
- Les schémas directeurs nécessaires à l'élaboration du PDU (transports collectifs en site propre, modes actifs, stationnement, voirie, logistique urbaine, ...) et autres études mobilité propres aux quartiers en NPNRU.

Par ailleurs, il est indispensable de mettre en place les outils nécessaires à l'observatoire de la mobilité métropolitaine.

Dans ce contexte, seront menées des actions pour l'acquisition de données ou l'expérimentation d'outils de type analyse de données mobilité (flux, trafic, potentiel de covoiturage,), ainsi que l'élaboration d'un modèle multimodal de déplacements sur le territoire métropolitain marseillais, permettant de répondre aussi bien à des problématiques de niveau stratégique que de niveau pré-opérationnel;

L'opération d'investissement n°2018103600, Etudes structurantes relatives à la stratégie de mobilité

métropolitaine, d'un montant de 3 180 000 HT, inscrite au Budget annexe Transport dans l'autorisation de programme n°07 du programme transports urbains de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information des Conseils de Territoire.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour mener à bien l'ensemble des études structurantes liées à la stratégie de mobilité au sein de la Métropole ;

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018103600 Etudes structurantes relatives à la stratégie de mobilité métropolitaine pour un montant de 3 180 000HT rattachée au programme n°07 code AP 181070TP.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires à l'opération Etudes structurantes relatives à la stratégie de mobilité Métropolitaine sont inscrits au budget annexe transport 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique C A420 – Nature 2031.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2018 :	310 000€ HT
CP 2019 :	750 000€ HT
CP 2020 :	800 000€ HT
CP 2021 :	700 000€ HT
CP 2022 :	620 000€ HT

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires à l'opération Etudes structurantes sont inscrits au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 1311 – 1312 – 1313 – 1317 – Sous politique : A420

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 004-3242/17/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour des études d'opportunité et de faisabilité en matière de mobilité**

#### **MET 17/5531/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé lors de son Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016, son Agenda de la Mobilité Métropolitaine qui constitue le premier acte de construction du projet métropolitain relatif à la mobilité.

Dans cette perspective, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse définir des orientations stratégiques en matière de mobilité.

A ce titre, il convient, tout d'abord, de réaliser les études d'opportunité et de faisabilité dans le cadre des opérations de l'Agenda de la Mobilité, dont Métroexpress, ou autres, relatives :

- aux réseaux de transports en commun (restructurations notamment) et réseaux ferroviaires;
- aux Pôles d'échanges Multimodaux et parkings relais sur le territoire de la Métropole;
- à des infrastructures de transport favorisant la circulation des bus et cars: couloirs de bus, shunts, carrefours à feux, infrastructures de BHNS, CHNS, tramway...;

ainsi que des expérimentations innovantes comme le projet de R&D retenu dans le cadre du Pacte Innovation Etat/Métropole, mené dans le cadre de la convention de partenariat avec Thecamp. Ce projet

concerne la mise en place d'un service de navette électrique en direction des salariés pour des déplacements professionnels du secteur de l'Arbois, et des habitants de la Duranne. Ce service fera l'objet de développements technologiques et cas d'usage avec services innovants associés, durant sa phase d'exploitation.

L'opération d'investissement n°2018103700, Etudes d'opportunité et de faisabilité en matière de mobilité, d'un montant de 7 500 000 HT, inscrite au Budget annexe Transport dans l'autorisation de programme n°07 du programme transports urbains de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n ° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information des Conseils de Territoire.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour mener à bien l'ensemble des études d'opportunité et de faisabilité en matière de mobilité au sein de la Métropole ;

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018103700 Etudes d'opportunité et de faisabilité en matière de mobilité pour un montant de 7 500 000 HT rattachée au programme n°07 code AP 181070TP.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires à l'opération Etudes d'opportunité et de faisabilité en matière de mobilité sont inscrits au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence. – Sous Politique A420 – Nature 2031.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2018 :	660 000 € HT
CP 2019 :	2 650 000 € HT
CP exercices suivants:	4 190 000€ HT

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires à l'opération Etudes d'opportunité sont inscrits au budget annexe transport de la métropole Aix-Marseille-Provence nature 1311 – 1312 – 1313 – 1317 – Sous politique : A420.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 005-3243/17/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour des études et travaux d'aménagement sur des lignes de transports du réseau RTM MET 17/5618/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a approuvé lors de son conseil métropolitain du 15 décembre 2016, son Agenda de la Mobilité Métropolitaine qui constitue le premier acte de construction du projet métropolitain relatif à la mobilité.

Afin d'améliorer cette offre de transport sur le réseau exploité par la RTM pour le compte de la Métropole, des études suivies de travaux d'aménagement doivent être engagés sur les années à venir pour améliorer la vitesse commerciale de lignes dites « structurantes » car les plus fréquentées du réseau.

Les travaux porteront sur des restructurations de carrefour, le déplacement de certains points d'arrêt, des équipements de priorité aux feux, des aménagements ponctuels de couloir de bus ou de protection contre le stationnement illicite : tout moyen susceptible de faciliter et de fluidifier le trafic des bus dans la circulation générale.

La mise en accessibilité des points d'arrêt de ces lignes est prévue d'être faite à cette même occasion.

Ces opérations seront réalisées en suivant la chronologie décrite dans l'agenda de mise en accessibilité des transports (Ad'Ap), dans lequel les

lignes structurantes sont les premières lignes traitées : les travaux de fluidification du trafic de ces lignes devant se faire de manière concomitante.

L'opération d'investissement n°2018103900, Etudes et travaux d'aménagement sur les lignes de transport et accessibilité des arrêts du réseau RTM d'un montant de 38 000 000 HT, inscrite au Budget annexe Transport dans l'autorisation de programme n°07 du programme transports urbains de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour mener à bien l'ensemble des études et travaux d'aménagement sur les lignes et accessibilité des arrêts sur le réseau RTM

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018103900 Etudes et travaux d'aménagement sur les lignes de transport et accessibilité des arrêts du réseau RTM pour un montant de 38 000 000 HT rattachée au programme n° 07 code AP 181070TP.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires à l'opération Etudes et travaux d'aménagement sur les lignes de transport et accessibilité des arrêts du réseau RTM sont inscrits au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous politique A120 - Nature 2031.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2018 :	200 000 € HT
CP 2019 :	4 000 000 € HT
CP 2020 :	4 000 000 € HT
CP 2021 :	4 000 000 € HT
CP exercices suivants:	25 800 000 € HT

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires à l'opération Etudes d'opportunité sont inscrits au budget annexe transport de la métropole Aix-Marseille-Provence nature 1311 – 1312 – 1313 – 1317 – Sous politique : A420

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 006-3244/17/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative au projet ICAR MET 17/5402/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a approuvé lors de son conseil métropolitain du 15 décembre 2016, son Agenda de la Mobilité Métropolitaine qui constitue le premier acte de construction du projet métropolitain relatif à la mobilité.

Ce dernier prévoit la réalisation en une vingtaine d'année d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transport au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Issu d'un travail collaboratif entre plusieurs directions de la Métropole, le programme ICAR est la réponse numérique aux objectifs d'innovation inscrits dans l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

Le programme ICAR est un ensemble ambitieux de projets visant à doter la Métropole à échéance 2020 :

- De systèmes d'information transport herbronisés, billettiques, système d'aide à l'exploitation, information voyageurs, site de vente.

- d'outils numériques d'information et de vente autour de la mobilité : application smartphone et site web Le pilote modernisé
- de partenariats publics et privés permettant de compléter l'offre de transport en commun pour obtenir plus de solutions de mobilité
- de concentrateurs de données (HUB) favorisant la création d'un écosystème open data autour de la mobilité

Ce programme, amplement partagé avec les nombreux partenaires institutionnels de la Métropole est susceptible d'être subventionné à plusieurs titres : par l'Etat, dans le cadre du Pacte d'Innovation conclu entre l'Etat et la Métropole, par le Département des Bouches-du-Rhône, sur le fondement du Plan Transport et grâce aux dispositifs FEDER.

Il est en conséquence proposé de créer et d'affecter une opération d'investissement n°2018103800 d'un montant de 28 000 000 HT, inscrite au Budget annexe Transport dans l'autorisation de programme 07 du programme transports urbains de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

#### **Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour mener à bien l'ensemble des projets numériques liés à la mobilité au sein de la Métropole ;

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération n°2018103800 ICAR d'un montant de 28 000 000 HT ; rattachée au programme n° 07 code AP 181070TP.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires à l'opération ICAR – sont inscrits au budget annexe transport de la métropole Aix-Marseille-Provence Nature 2153 – Sous politique : C210

Les recettes nécessaires à l'opération ICAR sont inscrites au budget annexe transport de la métropole Aix-Marseille-Provence Nature 1311- 1312-1313-1317– Sous politique : C210

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2018 :	3 000 000 € HT
Année 2019 :	11 000 000 € HT
Année 2020 :	11 000 000 € HT
Suivantes :	3 000 000 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 007-3245/17/CM**

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre (6ème et 7ème arrondissements)**  
**MET 17/5556/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'extension du réseau de tramway de Marseille vers la place du Quatre Septembre faisait partie du projet global de modernisation et d'extension du réseau de tramway de Marseille comprenant trois lignes Noailles-Les Caillols, Quatre Septembre-Blancarde et Bougainville-Castellane, déclaré d'utilité publique en juin 2004.

La Communauté urbaine a pris la décision de phaser la réalisation de ce projet, ce qui a conduit à la mise en service à ce jour des lignes T1 : Noailles – Les Caillols et T2 : Blancarde – Euroméditerranée Arenc.

L'opportunité de ce tronçon a de nouveau été analysée en 2013 dans le cadre du Schéma Directeur des TCSP mené par la Communauté urbaine MPM. Depuis la création de la Métropole, cette dernière a défini ses objectifs en terme de transport avec l'adoption de l'Agenda Mobilité. Ce projet figure parmi les objectifs à l'horizon 2025 du programme d'investissements en Transports en Commun en Commun en Site Propre de l'Agenda Mobilité métropolitain approuvé par le Conseil de la Métropole en décembre 2016.

Le projet comprend une extension de 2,1 km, allant du croisement de la rue de Rome depuis la rue de Rome/Préfecture vers le boulevard Peytral, puis le cours Pierre Puget, rejoignant le boulevard de la Corderie et l'avenue de la Corse jusqu'à la place du Quatre Septembre. Selon le schéma d'exploitation programmé, cette extension ne nécessite pas l'acquisition de matériel roulant supplémentaire.

Ce projet permettra de combler le déficit de transport en commun dans les quartiers du 7ème arrondissement dans lesquels la densité de population est importante.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi décidé de relancer les études arrêtées au niveau Avant-Projet en 2003 et d'établir un programme en vue de la désignation d'un maître d'œuvre.

Il a donc été proposé au budget 2018 la création d'une opération pour la réalisation de l'Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre pour un montant total évalué à 75 000 000 d'euros hors taxes.

L'opération d'investissement n°2018104200 relative à l'Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre inscrite au budget annexe Transports enregistrée dans l'autorisation de programme 181432TP du programme n° 43 de la Métropole doit être affectée.

Cette opération est affectée partiellement à hauteur de 1 800 000 euros hors taxes pour permettre le lancement des études jusqu'à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique. Ce montant comprend les études de maîtrise d'œuvre au niveau Avant-Projet, les études techniques préalables (sondages, reconnaissances, topographie, études environnementales), les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'assistance des bureaux de contrôle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 01- 003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection du Président de la Métropole
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation partielle pour un montant total de 1 800 000 euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2018104200 - Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre afin de permettre la réalisation des études ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2018104200 - Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre pour

un montant de 1 800 000 euros hors taxes rattachée au programme n° 43 - autorisation de programme n° 181432TP.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le Budget 2018 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée et établi comme suit :

CP 2018 : 150 000 euros hors taxes

CP 2019 : 250 000 euros hors taxes

CP 2020 : 1 400 000 euros hors taxes

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 008-3246/17/CM**

**■ Approbation de la révision de l'affectation de l'opération d'investissement relative au pôle d'échanges multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste  
MET 17/5241/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 25 mars 2010, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 1 000 000 € TTC pour la création d'un parc de stationnement relais en gare de La Ciotat-Ceyreste.

Par délibération du 22 mars 2013, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait approuvé la revalorisation de cette autorisation de programme pour la porter à un montant total de 4 150 000 M€ TTC., soit 3 469 899,67 € HT (taux de TVA de 19,6 % en vigueur à l'époque).

Les études préliminaires menées ont permis d'aboutir aujourd'hui à un montant total de l'opération de 10 560 000,00 € HT, décomposé comme suit :



Poste	Montant HT
Acquisition foncière	1 000 000,00
AMO - MOE	560 000,00
Travaux libération ferroviaire	500 000,00
Travaux aménagement	8 000 000,00
Divers - Aléas	500 000,00
<b>Total</b>	<b>10 560 000,00</b>

Le montant de l'opération d'investissement disponible à ce jour permet l'engagement du marché de maîtrise d'œuvre pour la première phase (création du parking semi-enterré).

L'opération d'investissement n°2010101700 Parc Relais Gare de la Ciotat-Ceyreste, d'un montant de 3 443 156,28 € HT inscrite au budget annexe transport enregistrée dans l'autorisation de programme n°141080 TP du programme 08 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 7 116 843,72 € HT.

Cette révision porte le montant de l'opération n°2010101700 de 3 443 196,28 € HT à 10 560 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 001-1886/10/CC du 25 mars 2010 approuvant la création d'une autorisation de programme pour la création d'un parc de stationnement relais à la gare de La Ciotat-Ceyreste ;
- La délibération VOI 003-156/13/CC du 22 mars 2013 approuvant la revalorisation de l'autorisation de programme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 7 116 843,72 € HT de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qui convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 7 116 843,72 € HT de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2010101700 Parc Relais Gare de la Ciotat-Ceyreste, pour un montant de 7 116 843,72 € HT rattachée à l'autorisation de programme n°141080 TP du programme 08 de la Métropole.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Général des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'ADEME, l'Agence de l'Eau ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018.

Suite à la révision, l'échéancier prévisionnel des crédits s'est établi comme suit :

Mandaté antérieur : 1 062 165,39 € HT

CP 2018 : 215 000,00 € HT

CP 2019 : 4 115 000,00 € HT

CP 2020 : 2 620 000,00 € HT

CP 2021 : 2 547 834,61 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 009-3247/17/CM**

#### **■ Création de nouveaux tarifs et approbation du règlement intérieur - Infrastructure de Recharge des Véhicules Electriques (IRVE)**

### **MET 17/5548/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis l'adoption de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la compétence IRVE "Création et entretien des infrastructures de charge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables" est assurée de plein droit par les communautés urbaines. Cette compétence est aujourd'hui assurée par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence.

La communauté urbaine Marseille Provence Métropole puis la Métropole Aix-Marseille-Provence ont déployé sur le territoire de Marseille Provence les bornes de recharge du réseau STATION Electra. Il s'agit de 42 bornes DBT (leader européen des bornes de recharge pour véhicules électriques) permettant une « recharge normale » avec deux points de charge d'une puissance électrique de 3KVA chacun. Ces bornes permettent en moyenne la recharge d'une voiture électrique en huit heures.

L'accès aux bornes Electra nécessite de s'abonner en transmettant une copie de carte grise d'un véhicule électrique. L'abonnement est gratuit.

Pour les autres territoires de la Métropole, la compétence est exercée par les communes.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, selon l'article L. 5217-2 Partie I – 6° i du CGCT, cette compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » sera exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes.

La commune d'Istres a récemment déployé le réseau Emouv' composé de 28 bornes ATOMELEC

permettant une « recharge accélérée » avec deux points de charge d'une puissance électrique pouvant aller jusqu'à 22KVA. Ces bornes permettent une recharge d'un véhicule en moyenne en une heure et trente minutes.

Ce réseau a été mis en service par la Ville d'Istres le 1er février 2017 et comporte deux formules :

- Une formule « Abonné » à 15 € TTC par mois avec recharge illimitée.
- Une formule « Non-abonné » à 1,50 € TTC par charge.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'ajouter au réseau Emouv' les tarifications suivantes :

- Une formule « Abonné AMP » gratuite permettant une recharge illimitée pour les véhicules de service de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Une formule « Abonné Autopartage » gratuite permettant une recharge illimitée pour les voitures électriques labellisées autopartage par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En surplus, il est proposé d'adopter le règlement intérieur du réseau Emouv.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°16/2355/CM du 15 décembre 2016 portant approbation de l'Agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°17/2884/CM du 30 mars 2017 portant sur l'approbation de la Charte du Label Autopartage de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 13 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est modifiée la gamme tarifaire de la Métropole pour créer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 les tarifs IRVE suivants :

- Une formule « Abonné Emouv' » à 15 € TTC par mois avec recharges illimitées, pour les bornes de recharge accélérée du réseau Emouv'.
- Une formule « Abonné Emouv - AMP » gratuite permettant une recharge illimitée pour les véhicules de service de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Une formule « Abonné Emouv - Autopartage » gratuite permettant une recharge illimitée pour les voitures électriques labellisées autopartage par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Une formule « Non-abonné Emouv' » à 1,50 € TTC par une charge, pour les bornes de recharge accélérée du réseau Emouv'.
- Une formule « Abonné STATION Electra » gratuit, avec recharges illimitées, pour les bornes de recharge normale et les équipements de stationnement sécurisé pour vélos du réseau STATION Electra.

**Article 2 :**

Est approuvé le règlement intérieur des bornes de recharge accélérée du réseau Emouv' - Annexe 1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 010-3248/17/CM**

**■ Approbation des nouveaux tarifs de transport en commun sur les Pass XL du Conseil de Territoire Marseille Provence  
MET 17/5459/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire.

A ce titre, il lui incombe de définir les tarifs applicables sur ses réseaux de transports publics.

Depuis 2013, aucune évolution de tarif n'a été mise en œuvre sur le réseau RTM en dehors de la répercussion de la hausse du taux de TVA pour le transport de voyageurs, appliquée à l'ensemble des titres à l'exception des billets unitaires.

Parallèlement sur la même période, les coûts d'exploitation ont augmenté plus vite que les recettes sous l'effet de l'inflation et des évolutions d'offres de service (3<sup>ème</sup> ligne de tramway entre Arenç et Castellane, ouverture du métro en soirée, développement du BHNS).

Aussi, à l'instar d'autres réseaux de transports comme Paris, Lyon ou Nantes qui augmentent chaque année leur tarif pour tenir compte de la hausse des dépenses d'exploitation, la Métropole appliquera en 2018 une hausse des tarifs utilisés sur le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Ainsi les tarifs suivants et leurs déclinaisons évoluent :

- Tarif normal (à la validation sur carte personnelle) de 1,36 € à 1,40 €.
- Tarif Solo de 1,60 € à 1,70€ et de 1,70 € à 1,80 € au 1<sup>er</sup> achat sur billet rechargeable.
- Hebdo de 13,7 € à 14,5 € soit + 0,8 € par semaine soit en moyenne 0,05 € par voyage.
- Mensuels de 46 € à 48,5 € soit + 2,5 € par mois soit en moyenne 0,05 € par voyage
- Annuel de 446 € à 468 € soit + 22 € par an soit en moyenne 0,04 € par voyage
- Annuel mensualisé de 37,1 € à 39 € soit + 1,9 € par mois soit en moyenne 0,05 € par voyage.

Ces nouveaux tarifs augmenteront les recettes de 1,9 million d'euros par an.

Ces nouveaux tarifs ci-annexés entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> février 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'obligation de service public pour

l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;

- La délibération DTM 009-1657/15/CC du 18 juillet 2014 relative aux nouveaux tarifs de transport en commun sur le territoire de Marseille Provence Métropole consécutifs à l'augmentation du taux de TVA pour le transport de voyageurs ;
- La délibération DTM 009-1657/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'avenant 8 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que depuis 2013, aucune évolution de tarif n'a été mise en œuvre sur le réseau RTM en dehors de la répercussion de la hausse du taux de TVA pour le transport de voyageurs, appliquée à l'ensemble des titres à l'exception des billets unitaires RTM ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'appliquer en 2018 une hausse des tarifs.

**Délibère**

**Article unique :**

Sont approuvés les nouveaux tarifs des titres de transport ci-annexés valables sur le réseau exploité par la RTM. Ces derniers seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> février 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 011-3249/17/CM**

**■ Approbation du principe d'une délégation de service public pour le renouvellement du contrat d'exploitation du réseau de transport " Aix en Bus"**

**MET 17/5420/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, la compétence en matière d'organisation de la Mobilité et est à ce titre Autorité organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

Le réseau « Aix en Bus » est exploité aujourd'hui par la société Keolis Pays d'Aix dans le cadre d'une convention de délégation de service public conclue pour une durée de huit ans dont le terme est fixé au 31 décembre 2019.

Compte tenu de l'échéance du 31 décembre 2019 de la convention de délégation de service public, il appartient à la Métropole de :

- décider du futur mode de gestion du service public de transport urbain sur le périmètre de la Commune d'Aix en Provence et le cas échéant des communes limitrophes situées en continuité urbaine comme c'est le cas aujourd'hui pour les communes de Saint Marc Jaumegarde, du Tholonet et de Venelles,
- de convoquer et réunir les instances décisionnelles pour que la nouvelle exploitation de ce service soit opérationnelle au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2020,

Le présent rapport reprend les orientations prises pour l'exploitation du service telles qu'elles résultent de la démarche d'analyse des différentes options et scénarii de gestion envisageables pour le réseau Aix en bus. Cette démarche d'analyse s'est appuyée d'une part sur :

- Les études préalables menées en vu de la mise en exploitation au cœur de l'actuel réseau, de « l'Aixpress », nouveau transport en commun en site propre de type BHNS
- L'enquête Origine Destination réalisée en 2017.

Et d'autre part sur :

- La démarche de concertation engagée auprès des usagers, en parallèle des études de programmation d'un réseau mieux intégré au territoire Métropolitain.

Le présent rapport présente les données suivantes :

1/ Principales caractéristiques de l'actuel réseau de transport

2/ Etudes des modalités d'organisation et modes de gestion retenus

3/ Consistance des services attendus et orientations posées par la Métropole

4/ Caractéristiques principales du contrat d'exploitation à passer

5/ Principales modalités de consultation

## **1/ Principales caractéristiques de l'actuel réseau de transport « Aix en Bus »**

Le réseau de transport qui s'étend sur 240 km<sup>2</sup> et dessert 157 000 habitants, transporte en moyenne 12 millions de voyageurs par an et pour cela produit à ce jour 7,290 Millions de kms y compris le haut le pied qui couvre un taux d'environ 17%.

Tel qu'il a été dit, il est exploité aujourd'hui par la société Keolis Pays d'Aix dans le cadre d'une convention de délégation de service public conclue pour une durée de huit ans dont le terme est fixé au 31 décembre 2019.

Le service de transport urbain de voyageurs Aix en Bus est aujourd'hui composé de différents services qui assurent une complémentarité favorisant les déplacements des usagers en tous points du territoire desservi :

Le réseau de transport urbain est composé de 24 lignes régulières dont 8 incluant la desserte des établissements scolaires, 3 services de navettes électriques en hyper-centre, 4 mini lignes dites de proximité, 3 parkings relais, un service de transport à la demande sauf personnes à mobilité réduite sur 7 secteurs, un service de bus de nuit à la demande les week-ends sur 2 zones d'Aix en Provence, la desserte d'équipements spécifiques tels que l'Arena du Pays d'Aix ou de certains sites touristiques.

Le périmètre géographique considéré recouvre celui de la Commune d'Aix en Provence et comprend quelques interconnexions avec les communes limitrophes de Saint-Marc-Jaumegarde, Venelles et Le Tholonet.

Afin d'assurer l'ensemble des services, l'exploitant dispose à fin 2016 d'un parc de 164 matériels roulants composé de 95 bus standards, de 12 midibus, de 28 minibus et de 19 navettes électriques.

A l'échéance de l'actuel contrat de délégation de service public, le patrimoine de la Métropole comptera un dépôt complet constitué d'une aire de stationnement des bus, d'un atelier de réparation-maintenance, d'une station service et des locaux abritant le personnel administratif. Fin 2016 les effectifs totaux affectés au service délégué compte 454 équivalents temps plein y compris la sous-traitance.

Les objectifs de la politique tarifaire générale menée par la Métropole visent à fidéliser l'utilisateur des transports en commun, développer l'intermodalité, simplifier la grille tarifaire pour une meilleure lisibilité par les usagers. A ce jour sur le réseau Aix en bus, la gamme tarifaire proposée se décline selon cinq catégories d'utilisateurs : Tout public, jeunes d'âge scolaire, jeunes de moins de 26 ans dits « jeunes plus », seniors avec un pass gratuit, salariés avec un abonnement 40 voyages. Certaines catégories d'utilisateurs peuvent bénéficier de mesures tarifaires sociales avec des tarifs réduits ou gratuits (bénéficiaires de l'assurance chômage, bénéficiaires de la CMUC ou du RSA, PMR accompagnant ou non accompagnant et titulaires de la carte de grand invalide civil et accident du travail).

Les modalités de ce volet social au sein des réseaux de transport sont à l'étude par la Métropole en vue de leur harmonisation.

### **Conclusion :**

Le réseau Aix en Bus s'inscrit dans une volonté constante de la Métropole de promouvoir l'intermodalité sur l'ensemble de son ressort territorial, en tenant compte des spécificités de celui-ci, de son organisation et des nouveaux besoins des habitants qu'il dessert ainsi que de l'évolution des équipements et des rythmes de déplacements induits.

La conjugaison et l'organisation des différents modes de déplacement (bus, BHNS, navettes électriques, midi et minibus, vélos) permettent d'articuler efficacement ces derniers afin de proposer une alternative au « tout voiture » tout en s'inscrivant, de manière pérenne, au centre de la stratégie de « transition énergétique » de la Métropole.

La gestion des différentes composantes du réseau ci-dessus décrites doit être regardée en terme de complémentarités nécessaires au bon fonctionnement d'un réseau efficient.

## **2/ Etudes des modalités d'organisation et modes de gestion retenus**

L'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable est libre de décider du mode de gestion qu'elle estime le plus approprié pour la gestion du service public de transports urbains. Le mode de gestion choisi doit permettre d'assurer notamment un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, l'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des usagers en matière de services publics

Plusieurs types de modes de gestion peuvent être envisagés :

- **La gestion en régie** qui peut prendre 3 formes :

- a) **La régie directe** n'ayant aucune autonomie financière, ni d'organe de gestion, ni de

personnalité juridique propre, a été écartée dès lors qu'elle n'est pas possible s'agissant d'un service public industriel et commercial (article L 1412- du CGCT).

- b) - **la régie dotée de la seule autonomie financière**, par laquelle la collectivité gère directement le service et au sein de laquelle les personnels sont soumis au droit administratif. Un budget annexe doit être institué ainsi qu'un conseil d'exploitation.

Ce mode de gestion a été écarté, l'avantage de maîtriser le service s'effaçant devant les inconvénients liés au poids d'une gestion entièrement publique.

Cependant, a été examiné ci-après l'avantage que présenterait le recours à une régie dite « personnalisée » compte tenu de l'intérêt pour l'Autorité Organisatrice d'obtenir le retour sur investissement d'une technicité interne développée dans l'exercice d'une production kilométrique du BHNS à l'aide de matériels roulants à la technologie électrique innovante et en nombre relativement limité (15 véhicules)

- c) - **la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière** qui se voit confier tout ou partie des missions de contrôle et/ou d'exploitation du service public (établissement public industriel et commercial, EPIC, juridiquement distinct de l'autorité Organisatrice au sein duquel le personnel à l'exception du directeur et du comptable public sont soumis au droit privé). Bien que soumis au droit privé, l'EPIC a l'obligation de passer des marchés pour ses besoins propres et bien que son budget soit indépendant de celui de la Métropole, il applique les règles de la comptabilité publique.

En principe, la régie à personnalité morale et à autonomie financière impose la création d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), auquel les prérogatives d'autorité organisatrice et le pouvoir décisionnel sont généralement largement transférées y compris en terme de fixation des tarifs.

Or depuis le transfert des compétences transport du département vers d'autres collectivités, la Métropole en tant qu'organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial, devient l'Autorité de rattachement de la RDT13. Cet EPIC chargé d'exploiter les services de transport public de personnes du Département des Bouches du Rhône dispose également d'un dépôt à l'intérieur du réseau Aix en Bus et d'un effectif affecté pour 10% au réseau Aix en bus actuel.

Par la composition de son Conseil d'Administration renouvelé en décembre 2016, présidé notamment par l'élu Métropolitain à la Mobilité aux déplacements et aux Transports, la Métropole compétente pour organiser le Réseau de transport urbain Aix en Bus exerce sur la

RDT13, entité juridique distincte, un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services. Devenant ainsi « opérateur interne », la RDT13 permet à la Métropole de conserver, tout son pouvoir décisionnel.

En outre, il convient de rappeler que le Règlement européen sur les Obligations de Service Public (ROSP 2007 - article 7) encadre les conditions dans lesquelles l'Autorité Organisatrice doit contrôler son opérateur interne. Ce cadre est apparu particulièrement opportun pour la prestation de roulage de la ligne du BHNS qui fera l'objet d'un rapport annuel spécifique.

Pour la maîtrise des financements, de la programmation des besoins ainsi que pour leur suivi, ce mode de gestion est apparu particulièrement adapté aux spécificités de cette ligne du BHNS dissociée mais complémentaire de l'exploitation des lignes régulières et des services exploités ce jour sur le réseau

- **La gestion externalisée** qui est un acte statutaire ou contractuel par lequel l'Autorité Organisatrice de la Mobilité confie la gestion du service public.

- a) **Gestion externalisée statutaire** : Il s'agit d'une société à capital majoritairement public (SEML), ou totalement public comme la SPL (Société Publique Locale) dont les interventions respectivement énumérées par les articles L.1521-1 et L. 1531-1 du code général des collectivités territoriales recouvrent notamment l'exploitation des services publics à caractère industriel et commercial. Enfin la SEMOP (Société d'économie mixte à opération unique, qui est une nouvelle forme de partenariat public-privé créé par la Loi n° 2017-744 du 1er juillet 2014 peut également être créée pour la conclusion et l'exécution d'un contrat dont l'objet est la gestion d'un service public pouvant inclure la construction ou l'acquisition des biens nécessaires au service.

La création d'une SEML qui doit être mise en concurrence ne garantissant par l'obtention du contrat d'exploitation du service public, l'intérêt de recourir à ce type de structure a dans le cas d'espèce été écarté.

La SEMOP constitue un dispositif nouveau dont la mise en œuvre est méconnue a été écartée pour cette raison.

Enfin, la création d'une SPL n'est pas apparue opportune compte tenu des formalités nécessaires à sa création et à l'existence d'un opérateur interne, la RDT13, sur lequel la Métropole exerce déjà, seule, un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services.

- b) **Gestion externalisée contractuelle** : Il s'agit d'un opérateur privé (autres que les entreprises

publiques ci-dessus) qui *via* la conclusion d'une convention se voit confier la gestion du service de transport. Ce contrat peut prendre la forme d'un marché public de services ou d'un contrat de concession, en l'occurrence d'une convention de délégation de service public.

- c) **Le marché public** : la Métropole peut conclure, avec un ou plusieurs opérateurs économiques, un marché public ayant pour objet l'exécution des prestations du service public de transport. Le titulaire ne tire pas sa rémunération du droit d'exploiter le service mais du versement, par la collectivité, d'un prix, habituellement forfaitaire dans le cadre des marchés publics de transport (coût kilométrique par exemple), qui couvre les charges d'exploitation de l'entreprise sur la base d'une offre de service donnée et ce, sans aucun lien en théorie avec les résultats commerciaux fonction de la fréquentation. Quels que soient les résultats de son activité, le prestataire n'en subira donc pas les conséquences financières et sera rémunéré à hauteur du prix contractuellement défini dans l'acte d'engagement.

Ce mode de gestion a été écarté principalement parce qu'il suppose que la collectivité dispose des finances suffisantes pour assumer intégralement la prise en charge de l'ensemble des frais d'établissement du service et d'acquisition des biens nécessaires à leur-exploitation. De même, il fait peser sur l'Autorité Organisatrice, le risque d'exploitation, notamment commercial, du service.

- d) **La délégation de service public** : le titulaire se voit confier à ses risques et périls l'exploitation du service de transport. Dans le cadre de cette délégation le concessionnaire peut être chargé ou non de construire un ouvrage et/ou d'acquérir des biens nécessaires au service.

La délégation de service public qui au terme de l'article L1411-1 du CGCT est un contrat de concession au sens de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, conclu par écrit, par lequel une autorité délégante confie la gestion d'un service public à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La part de risque transférée au délégataire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le délégataire ne doit pas être purement nominale ou négligeable. Le délégataire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation du service.

Le poids financier et les contraintes d'entretien et de maintenance d'un parc de matériels roulants conséquent (164 véhicules) induit des charges importantes que la Métropole souhaite externaliser à un opérateur privé spécialisé.

En effet, si en gestion déléguée le coût du service payé par l'Autorité Délégante comporte des frais de structure spécifiques tels que l'assistance technique du groupe ou la politique de rémunération du personnel, ce coût est également construit sur des économies d'échelle et sur du retour sur investissements auxquels l'Autorité Organisatrice ne pourrait accéder seule. De ce point de vue, la mise en concurrence du service à exploiter sur le marché offre à l'Autorité Organisatrice l'opportunité d'accéder via une société dédiée à des coûts de revient avantageux qui peuvent être ceux de grands groupes opérant également à l'International. Ces avantages concernent les charges d'exploitation comme le carburant ou les pneumatiques qui grâce à des effets de seuils obtenus par l'opérateur privé sur ses achats mutualisés bénéficie indirectement à l'Autorité Organisatrice même si le délégataire répercute dans sa rémunération répercuté le risque porté par lui dans l'exploitation du réseau qui lui est confiée.

Certains avantages fiscaux tels que les aides à la formation des personnels roulants ou le remboursement d'une part de la taxe sur les carburants permettent également à l'autorité délégante de bénéficier indirectement d'avantages accordés aux opérateurs de transport.

Enfin concernant les véhicules nécessaires et recherchant les meilleures réponses aux obligations tirées de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte qui dès 2020 exigent que le parc en renouvellement présente 50% de matériels à faibles émissions il a été considéré qu'une mise en concurrence suivie d'une négociation devrait permettre d'accéder à un plan pluriannuel d'investissement optimisé.

Au vu des éléments qui précèdent, il est apparu que ce mode de gestion présentait plus d'avantages que d'inconvénients.

**Deux modes gestion, ont donc été étudiés à partir de 4 critères : technico-économique, savoir-faire commercial, financier et transfert de risque : La délégation de service public de type concessif d'une part et la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière d'autre part.**

- **Critère technico-économique** :

Eu égard aux objectifs temporels concernant l'attractivité du réseau (les usagers se révèlent très sensibles à l'impact des transports urbains sur leur

qualité de vie et attendent que le service soit sans délai à la hauteur du prix payé) la Métropole a recherché dans les modes de gestion pressentis la mise en œuvre de deux leviers :

L'innovation : Des moyens de transport qui permettent aux usagers d'accéder aux dernières innovations est une garantie d'une meilleure qualité de vie grâce à des moyens de déplacement propres. Il est ainsi attendu du nouvel exploitant des innovations pour satisfaire à l'objectif d'accroissement de l'attractivité du réseau. Eu égard aux exigences techniques que ces innovations induisent, la Métropole confiant le roulage du BHNS à son opérateur interne pourra mieux maîtriser les conditions de démarrage de l'ensemble du réseau coordonné par le délégataire intéressé au bon fonctionnement global.

En outre la Métropole, avec un opérateur interne qui dispose de son propre outil de production, accède une culture métier spécifique, qui va être nécessaire au contrôle des prestations à court comme à moyen terme. La maîtrise des aspects techniques de lignes régulières qui demain seront exploitées également avec des matériels à faible émissions, probablement hybrides ou électriques, représente en effet un enjeu qu'il convenait de prendre en considération dans le choix du mode de gestion.

L'anticipation des coûts : La réduction des coûts au kilomètre ne peut se limiter à la seule question du coût d'exploitation, la maintenance notamment peut représenter jusqu'à 50% du roulage, de même l'achat ou le remplacement d'un matériel roulant n'induit pas que des coûts directs. L'organisation du service exploité suppose donc des coûts indirects qu'il convient de limiter, de ce point de vue la délégation de service public est apparue la plus efficiente, car la contractualisation va permettre à la Métropole de mettre en concurrence et de négocier des coûts de possession (coût d'acquisition, coût énergétique, coût moyen de maintenance préventive) qui en gestion directe sont incompressibles et pèsent sur le coût final du service pour une durée de vie d'un matériel généralement estimée à 15 ans.

- **Critère du savoir-faire commercial** :

Gérer un réseau de transport urbain est une activité commerciale tournée au quotidien vers la recherche de nouveaux usagers et la satisfaction de leurs besoins. C'est une activité qui s'inscrit dans un vaste mouvement d'ouverture à la concurrence qui dépasse le cadre Métropolitain et qui se faisant touche l'attractivité même du territoire.

L'exercice de cette activité dans le champ concurrentiel ne fait aujourd'hui plus débat, d'autant qu'avec le développement des modes de déplacements alternatifs et les grands chantiers de

modernisation des infrastructures l'usager n'est pas captif.

Le savoir-faire commercial est donc primordial. Au-delà d'une exploitation performante des lignes, l'équilibre du service dépendra également de la capacité du gestionnaire à optimiser l'exploitation du réseau ; en effet, plus nombreux sont les usagers empruntant le réseau de transport, plus la charge d'amortissement du réseau est répartie, donc faible rapportée à l'usager. Cette activité de commercialisation et de promotion du réseau présente donc pour l'exploitant un part non négligeable d'un risque industriel et commercial que la Métropole ne souhaite pas assumer compte tenu notamment de l'impératif d'efficacité du service public.

En conséquence, au regard du critère relatif au savoir-faire commercial, il est apparu opportun de confier à un délégataire mis en concurrence la commercialisation de l'ensemble du réseau lignes de BHNS incluses.

- **Critère financier** :

L'objectif poursuivi sur ce périmètre est de parvenir à une gestion efficace consistant à produire le meilleur service au moindre coût".

La gestion d'un réseau de transport repose sur deux variables principales nécessaires à la production kilométrique: Le personnel de conduite et les matériels roulants.

Or il est à noter que cette seconde variable pourrait peser demain de manière plus importante dans la production kilométrique pour répondre aux exigences de la Loi de transition énergétique qui impose à l'autorité organisatrice, en cas de renouvellement de son parc d'autobus et d'autocars, d'acquiescer ou d'utiliser dans la proportion de 50% du renouvellement en 2020 puis de 100% en 2025, des véhicules à faibles émissions : véhicules électriques ou électriques-hybrides ou roulant au gaz avec 20% de biogaz.

De surcroît, il est à noter que la modernisation des matériels roulants affectés à l'exploitation du réseau de transport urbain « Aix en Bus » est également une condition sine qua non de l'efficacité des infrastructures déployées (parkings relais, pistes cyclables, couloirs de bus) et d'un véritable retour sur investissement dont la Métropole Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable ne saurait se priver, sans compter que cette modernisation est un élément incitatif majeur pour l'usager des transports en commun.

Une gestion par un contrat permettant de préserver de manière suffisante la capacité d'emprunt de la Métropole a donc été recherchée.

Au regard du critère financier, la gestion déléguée sous forme concessive est apparue la plus opportune, également parce les opérateurs privés de ce secteur d'activité bénéficient de tarifs de location ou



d'acquisition des véhicules auxquels seuls les professionnels du secteur accèdent. L'optimisation de ces charges répercutées ainsi de manière indirecte sur le versement effectué par l'Autorité délégante est apparue comme un avantage qui ne pourrait être obtenu si la Métropole procédait elle-même aux investissements nécessaires à l'exécution du service.

Sur ce critère et notamment sur la base de cette composante essentielle des coûts qu'est le matériel roulant il est apparu que la gestion déléguée mettant à la charge du délégataire la constitution du parc de matériels roulants, était le mode de gestion le plus pertinent pour le réseau « Réseau Aix en Bus » hors BHNS.

- **Critère du transfert de risque :**

En ce qui concerne le service du Bus à Haut Niveau de Service la Métropole a souhaité initier une motorisation entièrement électrique dont le coût final d'acquisition est connu. Le coût de possession qui comprend le coût d'exploitation engendre cependant une incertitude compte tenu du caractère innovant de la technologie choisie.

Dans le cadre d'une négociation de cette partie du prix avec un opérateur privé il existerait une asymétrie dans la connaissance des données qui va s'exercer au détriment de l'Autorité délégante et rendre particulièrement délicats le contrôle et le suivi du contrat par l'Autorité Délégante.

C'est notamment parce que ce risque disparaît dès lors que l'Autorité Délégante recourt à son opérateur interne que la prestation de roulage de ce service spécifique a été écartée de la mise en concurrence.

Par ailleurs, il est à noter que le service exploité actuellement représente, sous traitants inclus un effectif global de 454 équivalents temps plein dont 376 conducteurs. Compte tenu de l'article L.1224-1 du Code du Travail si l'opérateur interne devait reprendre ce personnel son bilan social serait considérablement alourdi et donc déséquilibré car actuellement composé notamment de 329 agents de conduite.

En outre, en confiant l'ensemble de la commercialisation de toutes les lignes et services du réseau au délégataire la Métropole écarte d'une part une gestion complexe d'interfaces entre recettes publiques, collectées par l'opérateur interne et recettes privées collectées par le délégataire et d'autre part le risque juridique qu'induirait une éventuelle confusion des caisses.

- **Conclusion :**

En conclusion, au regard des 4 critères développés ci-dessus la Métropole propose de recourir :

- A une gestion déléguée qui confie au délégataire l'acquisition du parc de véhicules

nécessaire à l'exploitation des lignes régulières et des différents services de transport y compris à la demande du réseau Aix en Bus ;

- Et à une gestion « in house » avec la RDT13 pour la prestation de roulage du nouveau service de BHNS opéré à l'aide de matériels roulants à motorisation entièrement électrique.

Ce choix est apparu après analyse le plus opportun pour assurer notamment un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, l'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des usagers en matière de service de transport public de voyageurs.

En s'inspirant des meilleures pratiques du secteur privé, après avoir identifié le bon périmètre interne/externe et implémenter les actions essentielles à la performance du réseau, la Métropole fait le choix d'un modèle de gestion adapté qui permet également de rééquilibrer le rapport de force existant entre Autorité Organisatrice et exploitant grâce à un pilotage de la convention qui ne se limitera plus aux seuls moments des échéances contractuelles via les bilans d'exploitation et les rapports d'activité annuels, mais qui plus fréquent et plus interactif sera plus attentif au coût et à la qualité du service rendu sur le long terme.

### **3/ Consistance des services attendus et orientations données par la Métropole**

L'objectif de la Métropole en confiant à un délégataire l'exploitation technique et commerciale du service de transport urbain de voyageurs « Aix en Bus » est de proposer aux usagers des transports en commun un service moderne et attractif. L'exploitant répondra au programme de la Métropole dans un objectif d'amélioration constante et d'harmonisation de la qualité de service avec la garantie de la continuité du service public.

#### **Objet et description de la mission d'exploitation :**

La mission d'exploitation vise les services de transport urbains sur la commune d'Aix en Provence et sur les communes en continuité urbaine et dont les services de transport à opérer présentent des caractéristiques complémentaires, c'est-à-dire :

- Saint Marc Jaumegarde
- Le Tholonet
- Venelles
- Eguilles

L'exploitant sera responsable de la bonne gestion du service qu'il assure seul. La mission d'exploitation du

réseau que lui confie l'Autorité Organisatrice met à la charge de l'exploitant :

- La responsabilité des opérations de transport des voyageurs,
- La gestion du personnel,
- La relation commerciale et contractuelle avec les usagers,
- La gestion et la rémunération des dépositaires du réseau
- Les obligations dues au titre de l'activité de transport urbain de voyageurs, aux administrations fiscales et sociales, ainsi qu'aux organismes spécialement dédiés aux différents contrôles de cette activité,
- La garde du matériel et la surveillance de l'état des biens,
- L'entretien, la maintenance et les travaux incombant notamment au locataire pour tous les poteaux d'arrêt et les abribus non publicitaires mis à disposition,
- L'entretien, la maintenance, les grosses réparations des installations et équipements nécessaires à l'exploitation et mis à la disposition par l'autorité délégante,
- L'entretien et la maintenance du dépôt et des bâtiments annexes mis à disposition par l'autorité délégante à l'exception des travaux de grosses réparations et de gros entretien qui permettent de prolonger la durée de vie de ces biens immobiliers relevant du propriétaire,
- La gestion des espaces à usage commercial à l'exception de ceux qui sont situés dans gare routière d'Aix centre,
- L'application du plan de maintenance des matériels roulants qu'il est chargé de fournir, à l'exception des matériels roulants du BHNS B,
- Le conseil technique et toute action de formation pour aider ou parfaire la maîtrise des services confiés,

• **Objet et consistance des services attendus:**

Dans l'objectif d'amélioration et d'optimisation du service l'Autorité Organisatrice structure son réseau afin de faciliter l'intermodalité aux usagers et d'inciter à l'usage des transports en commun. L'exploitant organise et propose des conditions de mise en œuvre des services de transport pour atteindre ces objectifs.

Les services de transport de voyageurs confiés sont notamment les suivants :

- Exploitation\*, commercialisation et promotion des lignes régulières de transport urbain du réseau, internes au périmètre géographique à l'exception de la prestation de roulage de la ligne du BHNS B dite l'Aixpress.
- Exploitation, commercialisation et promotion de la prestation de transport des scolaires internes au périmètre géographique du réseau,
- Exploitation, commercialisation et promotion de la prestation de transport à la demande y compris en soirée en fin de semaine, à l'exception de la gestion de la centrale de réservation et des services de transport dédiés aux Personnes à Mobilité Réduite.

\*Exploitation : Gestion technique et commerciale du service de transports urbains

La mise en service de la ligne de BHNS l'Aixpress constituera un événement sans précédent pour le réseau Aix en Bus lui conférant un niveau de service et d'attractivité de premier ordre. Elle formera l'évolution majeure, si ce n'est unique, du réseau Aix en Bus au démarrage et pour les premières années de la concession. En effet, l'autorité organisatrice ne souhaite pas bouleverser la physionomie générale du réseau Aix en Bus au démarrage de la concession de façon à laisser le temps aux usagers de s'approprier la ligne de BHNS.

L'autorité organisatrice attend toutefois que les lignes de bus situées en grande partie sur l'itinéraire de la ligne BHNS soient adaptées au moment de la mise en service de celle-ci. Ces adaptations concernent une dizaine de lignes régulières.

Par ailleurs, la desserte de la commune d'Eguilles sera intégrée au réseau dans un double objectif d'amélioration du service rendu aux usagers et d'optimisation des moyens.

Le kilométrage prévisionnel du réseau délégué au démarrage de la convention est estimé environ 6 415 000 km/an en tenant compte de l'extension du périmètre géographique de la délégation à la commune d'Eguilles et de l'intégration de certains services de transport actuellement exploités au travers de marchés extérieurs.

Au-delà de ces premières évolutions du réseau Aix en Bus programmées au démarrage de la concession, l'autorité organisatrice ambitionne de développer progressivement le réseau Aix en Bus selon les principes d'organisation suivants :

- Limiter les superpositions de lignes
- Assurer des dessertes plus rapides : trajets plus directs vers le centre
- Développer des transports de proximité « innovants et interactifs »
- Proposer un transport à la demande plus performant pour les secteurs peu denses

- Offrir une desserte adaptée vers les zones d'emplois
- Organiser une desserte depuis les quartiers d'habitat en direct ou via le BHNS vers les grands pôles générateurs de déplacement
- Organiser une liaison directe du tour de ville depuis chaque quartier
- Privilégier les lignes régulières pour le transport des scolaires
- Promouvoir un réseau respectueux de l'environnement (développement de bus électriques...)

L'ensemble de ces modifications ultérieures du réseau délégué et leurs conséquences financières et contractuelles seront gérées au travers des clauses de réexamen prévues à cet effet dans le projet de convention

L'exploitation du réseau étant concomitante au démarrage de la ligne BHNS B dite l'Aixpress, dont il a été fait le choix de confier la prestation de roulage à l'EPIC RDT 13, opérateur interne de la Métropole, l'exploitant du réseau se voit en outre, confier une mission spécifique visant le bon fonctionnement de la prestation de roulage de la ligne BHNS B avec l'ensemble du réseau. Dans ce cadre l'exploitant assure une mission de :

- Coordination et une obligation d'alerte de l'Autorité délégante sur la prestation de roulage du BHNS B,

Grâce à cette organisation la Métropole entend renforcer le pilotage de la performance économique de son réseau par la mise en œuvre d'un ajustement continu du service. Le service du BHNS imposant sa cadence aux lignes structurantes du réseau, à charge pour l'exploitant seul détenteur du risque commercial, de veiller à la continuité des flux en limitant retards, pannes et accidentologie sur son réseau. Ainsi le délégataire aura la charge de la commercialisation de l'ensemble des lignes et services du réseau y compris la ou les lignes de BHNS.

En tant qu'Autorité Organisatrice de plusieurs réseaux de transport, la Métropole privilégie une approche systémique de la mobilité sur son territoire qui permet la mutualisation des outils existants comme le SAEIV (Système d'Exploitation et d'Information Voyageurs) ou le système billettique qu'elle met à disposition de l'exploitant. Dans ce cadre les missions de l'exploitant sont les suivantes :

- Réalisation des opérations d'installation et de câblage des systèmes embarqués mis à disposition,
- Entretien et maintenance de premier niveau des systèmes billettiques, d'exploitation et d'information des voyageurs mis à disposition,

- Contrôle des flux de fréquentation à l'aide de ces systèmes et mise en œuvre de l'interopérabilité avec son propre système d'exploitation pour la réalisation des interfaces nécessaires au transfert de l'ensemble de la topologie du réseau,

L'Autorité Organisatrice en confiant la maîtrise technologique du BHNS B à son opérateur interne entend bénéficier des avantages techniques et économiques que présente l'opportunité de remisage, de recharge et de maintenance des matériels roulants électriques, du dépôt RDT13 idéalement situé en terminus de la ligne l'Aixpress.

De son côté, hormis pour les matériels roulants et les équipements de la ligne BHNS B le délégataire prend à sa charge les missions suivantes :

- Financement, fourniture, entretien et maintenance des véhicules de transport public et élaboration d'un plan pluriannuel d'investissement conforme aux dispositions de l'article 37 de la Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et du décret 2017-23 du 11 janvier 2017,

Le nombre de véhicules nécessaires à l'exploitation du réseau délégué au démarrage de la concession est estimé à environ 190 véhicules (hors véhicules de réserve).

Tel qu'il a été dit, l'entretien, la maintenance, les grosses réparations des installations et équipements nécessaires à l'exploitation et mis à disposition par l'autorité délégante en ce compris, le dépôt.

Dans une logique de cohérence technique et fonctionnelle, des prestations connexes sont confiées à l'exploitant. Elles sont les suivantes :

- Gestion, entretien et maintenance (hors gros entretien et remplacement) des parkings relais et pôles d'échange situés sur le périmètre géographique du réseau défini ci-dessus soit :
  - Parking relais et pôle d'échange en surface Plan d'Aillane 300 places
  - Parkings relais en surface Route des Alpes et Hauts de Brunet, 200 et 366 places
  - Parking relais et pôle d'échanges en surface Arena Sud Aix, 210 places
  - Parking relais en ouvrage Malacrida 242 places
  - Parking relais en ouvrage et pôle d'échanges le Krypton, 900 places
  - Parking relais souterrain Colonel Jean Pierre, 600 places

Et dans le cadre d'une clause de réexamen, cette mission pourra être étendue à des parkings relais

supplémentaires dans des conditions financières établies sur le fondement d'un bordereau des coûts unitaires contractuel adapté aux différents types de parkings relais.

- Gestion, entretien et maintenance y compris gros entretien et remplacement des pièces du Sas Bus RD9 qui est un dispositif permettant au bus qui empruntent un itinéraire de dégagement parallèle à la RD9 de se réinsérer de manière exclusive dans la circulation de la RD9 évitant ainsi une portion très encombrée de cette voie. Ce dispositif dont le PC est situé dans les locaux du P+R Plan d'Aillane est constitué d'une barrière dotée de matériels de détection, de comptages, de contrôle d'accès avec interphonie et vidéo surveillance.
- Information des voyageurs sur supports numériques et physiques (aux points d'arrêt, dans les abri-bus publicitaires et non publicitaires) soit la conception et la distribution des supports hors information multimodale relevant de la Métropole.
- Entretien et maintenance (hors gros entretien et remplacement) des points d'arrêts et abri-bus non publicitaires
- Le délégataire aura la charge d'animer et rémunérer un réseau de dépositaires ainsi qu'une ou des agences commerciales mise(s) à disposition par la Métropole et un réseau de prescripteurs du transport urbain (acteurs publics et associatifs tels que le centre hospitalier, les associations sportives ou culturelles...)

Des services connexes présentés par l'exploitant seront développées selon un plan d'action établi sur la durée du contrat :

- Le délégataire répondra aux objectifs multimodaux de l'Autorité Organisatrice en développant progressivement sur le réseau les objets connexes innovants retenus, tels que : Les véhicules en libre service, le co-voiturage organisé, le vélo en libre service et un Transport à la demande innovant.

Une clause de réexamen encadrera les conditions financières de la mise en œuvre de ces services connexes sur le fondement de cadres de coûts individualisés pour lesquels toutes les composantes seront déterminées à l'exception des quantités.

La Métropole dans son rôle de facilitateur des déplacements et de promoteur du transport en commun autorise l'exploitant, après accord exprès, à développer des activités annexes et accessoires dont la liste comprendra notamment : le transport en commun des usagers lors des manifestations et événementiels organisées par les opérateurs public ou privés en charge de l'animation des pôles culturels,

sportifs ou touristiques implantés sur le périmètre géographique du réseau délégué.

D'une manière générale, l'exploitant sera tenu d'assurer la continuité du service public de transports urbains, sauf en cas de force majeure. Il contribuera également aux objectifs de développement durable poursuivis par la Métropole.

#### **4/ Principales caractéristiques du contrat à passer**

En application de l'article L1411-4 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Métropolitain statue sur le choix de la délégation de service public au vu d'un rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

L'objet du contrat vise d'une manière générale l'exploitation des services publics de transport public urbains de voyageurs des communes d'Aix-en-Provence, de Venelles, du Tholonet, d'Eguilles et de Saint-Marc-Jaumegarde dans le respect des principes d'égalité de traitement des usagers et de continuité du service public de transports urbains sur le périmètre géographique visé.

Afin de répondre de manière efficiente aux besoins des usagers, le contrat d'exploitation qui sera passé avec le futur délégataire comporte un objectif d'optimisation du pilotage économique et de l'ajustement du service de transport urbain en continu. Pour ce faire le contrat comportera des clauses mettant en œuvre un plan de progrès par lequel le Délégataire et l'Autorité Délégante poursuivent cet objectif commun.

Le contrat permettra de faire progresser les services délégués au fil des besoins et sur la durée du contrat grâce à des clauses de réexamen claires précises et non équivoques décrivant selon les services pressentis l'encadrement de leur rémunération sur le fondement exclusif des coûts et sous détails de prix définis initialement au contrat.

Pour atteindre les objectifs fixés par le contrat, l'exploitant conservant son autonomie de gestion aura toute latitude pour définir et mettre en œuvre à ses risques et périls les moyens appropriés, il contracte à cet égard une obligation de résultat doublée d'une obligation d'information et d'un devoir d'alerte vis-à-vis de l'Autorité délégante.

Pour contrôler cette obligation de résultat et préserver une relation partenariale, le contrat prévoira un système de mesure factuel de la performance selon des plans d'action établis dans une démarche globale « gagnant-gagnant ».

En particulier, et dans cet esprit, le contrat d'exploitation définira les mécanismes contractuels encadrant la mission du délégataire, de coordonner, d'une part, les prestations mises à sa charge et,

d'autre part, la prestation le roulage du BHNS confié à l'opérateur interne.

- **Durée du contrat d'exploitation :**

La durée, eu égard aux investissements mis à la charge de l'exploitant est de 9 ans, à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat. Une clause de réexamen spécifique prévoira les conditions dans lesquelles le contrat pourra se poursuivre au-delà de 9 ans dans la limite d'une année complémentaire.

- **Conditions financières et rémunération du délégataire :**

Le délégataire se verra transférer le risque lié à l'exploitation du service.

Sa rémunération prendra principalement la forme d'un versement de l'autorité organisatrice :

- Tenant compte des obligations de service public qui lui sont imposées ;
- Basé sur un engagement ab initio de charges qui constituera le risque industriel supporté par le délégataire ;
- Minoré d'un engagement de recettes acquittées par les usagers sur lequel sera basé son risque commercial.

La délégataire s'engagera également sur les recettes annexes (amendes, publicité etc...).

La convention pourra prévoir des modalités de reversement des recettes à l'autorité organisatrice dans le cas où ces dernières dépasseraient les prévisions définies dans la convention, au-dessus d'un seuil et selon un taux définis contractuellement.

Elle pourra également prévoir un mécanisme d'intéressement basé sur la qualité du service et la fréquentation.

Les tarifs ainsi que les conditions d'évolution de ces tarifs seront fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- Respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,
- Harmonisation Métropolitaine progressive
- TVA à taux intermédiaire à la mise en service du contrat
- Compensation des tarifs sociaux

La valeur de la concession est estimée à environ 427 376 000 euros (valeur 2017) sur 10 ans correspondant à la durée de la convention, prolongation maximale comprise, à partir des charges

du futur délégataire, évaluées sur la base des contrats en cours pour les services correspondants (délégation de service public et marchés), ajustés des évolutions de services envisagées.

Les charges sont majorées de la valeur des biens mis à disposition ainsi que des contrats de gestion associés le cas échéant.

Par ailleurs, il est précisé que l'utilisation de véhicules électriques sur les lignes Mini du centre historique n'entre pas dans ce chiffrage.

- **Clauses de réexamen**

La convention comprendra plusieurs clauses de réexamen permettant de faire évoluer au cours de la concession les caractéristiques des prestations à assurer ou les conditions d'exécution de la convention.

En première approche, il est prévu des clauses de réexamen portant sur :

- La prolongation d'un an de la durée de la convention
- L'évolution des tarifs dans le cadre de l'harmonisation des tarifs des réseaux de transports gérés par la Métropole non encore définie
- L'évolution du réseau délégué selon des principes préétablis et les propositions esquissées à la suite du travail de concertation engagée par la Métropole, auprès des usagers et des comités d'intérêt de quartiers, au second semestre 2017
- L'évolution de la composition du parc de véhicules, pour permettre l'utilisation de véhicules de type hybride, électrique, fonctionnant au gaz naturel et non affectés au départ dans la délégation
- L'exploitation de nouveaux parkings-relais
- La mise en œuvre expérimentale ou pérenne de services connexes et innovants tels que le covoiturage intégré, l'autopartage, des véhicules en libres services et des navettes autonomes

Ces clauses seront claires, précises et sans équivoque et seront encadrées financièrement pour permettre leur mise en œuvre effective dans un cadre financier préétabli.

- **Conditions d'exécution du service :**

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités dont il a la charge au regard des missions qui lui seront confiées et en produira copie à la Métropole.

La Métropole remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera préalablement communiqué aux candidats puis revu de façon contradictoire avec l'attributaire de la délégation. Cet inventaire mis à jour annuellement, comportera notamment :

- Le dépôt situé 100 rue Richard Trévithick 13594 Aix en Provence, ainsi que ses équipements indissociables tels que les équipements lourds de l'atelier de maintenance (ponts élévateurs, banc de freinage, plaque à jeu, Station carburant, station lavage, recyclage, extracteur gaz d'échappement...),
- Le matériel billettique, logiciels et équipements embarqués, terminaux de travail et ordinateur,
- Le SAEIV, logiciels, équipements embarqués et ordinateurs,
- Les sanitaires au terminus des lignes,
- Les points d'arrêts, les abri-bus non publicitaires,
- Les parkings relais et leurs pôles d'échanges
- Le sas de contrôle d'accès de la RD9

Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui sont confiées et notamment du matériel roulant hors BHNS.

Il devra également financer et aménager un lieu de remisage, en sus du dépôt mis à sa disposition par la Métropole.

Le délégataire fera son affaire de l'éventuelle reprise du personnel actuellement affecté à l'exploitation du service selon les dispositions légales applicables. Il devra par ailleurs s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui sont confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris du précédent exploitant ou issu de nouveaux recrutements.

- **Relations avec les usagers :**

Les relations entre les usagers et le délégataire seront définies dans le règlement de transport urbain qui sera approuvé par la Métropole et en cohérence avec le règlement Métropolitain édicté pour les services analogues faisant notamment l'objet d'une gestion internalisée.

Il sera contractuellement prévu des dispositifs d'information en direction des usagers.

Afin de permettre le contrôle des comptes de la délégation de service public l'exploitant retenu constituera une société dédiée au service public délégué avant la signature du contrat d'exploitation.

- **Rôle de la Métropole :**

La Métropole en sa qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial au sens des articles L.1231-1, L.1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports et en application de l'article 18 de la NOTRe décide de confier par voie de concession, le service public de transport urbain du réseau Aix en BUS à un ou des opérateurs privé(s) après publicité et mise en concurrence conformément à l'ordonnance 2016-65 et au décret n° 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 pris pour son application.

Conformément aux articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole conservera un droit d'information et de contrôle permanent du service concédé, qui s'exercera notamment au travers du rapport prévu à l'article 52 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 .

Des sanctions (pénalités, résiliation, mise en régie) seront prévues par le contrat pour assurer le respect des obligations du délégataire.

Conformément à l'article 52 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016, le délégataire produira chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Le contrat de concession à passer prendra toutes dispositions pour que ce rapport permette en outre d'apprécier les conditions d'exécution du service tant en quantité qu'en qualité.

Dans un souci constant de la continuité du service de transports publics de voyageurs, quelles que soient les circonstances (grèves, manifestations, pics de pollution...) la Métropole dans son rôle d'Autorité Organisatrice veillera à ce qu'une offre de transport soit mise en place le cas échéant aux frais et risques de l'exploitant défaillant.

A l'impératif de continuité du service public s'ajoute celui de son efficacité, de son efficience et de sa qualité.

Ainsi, la collectivité s'est dotée des moyens d'assurer un suivi financier et technique lui permettant de procéder à des contrôles directs, grâce auxquels les deniers publics seront mieux gérés et les besoins des usagers satisfaits de manière plus efficiente. La Métropole suivra les indicateurs techniques et financiers, via des agents dûment mandatés par ses soins ou par un organisme tiers.

La délégation de l'exploitation du service de transport public permettra également à la Métropole de développer des démarches répondant aux exigences du développement durable notamment sur la dimension économique (préservation des petites et moyennes entreprises, justification des dépenses, raisonnement en coût global...) et environnementale (limitation des émissions de gaz à effet de serre...).

Pour ce faire, la Métropole sensible aux innovations entend apporter sa contribution notamment au travers d'expérimentations que le contrat à passer prévoira d'opérer, comme la desserte du 1<sup>er</sup> ou dernier

kilomètre le cas échéant via des véhicules autonomes...

## **5/ Principales modalités de consultation**

La procédure de consultation sera organisée dans le cadre des dispositions de l'ordonnance et du décret de 2016 sus visés.

La procédure retenue sera une procédure restreinte, impliquant que les candidats déposent dans un premier temps leurs candidatures puis leurs offres.

Cette consultation fera l'objet de l'insertion d'un avis d'appel public à la candidature dans les publications suivantes :

- Journal officiel de l'Union européenne (JOUE),
- Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP),
- et une revue spécialisée dans les services de transport urbains

Les entreprises intéressées seront invitées à retirer un dossier de candidature qui comprendra principalement un règlement de candidatures.

Les candidats retenus, invités à déposer une offre se verront remettre :

- un projet de contrat et ses annexes décrivant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations ainsi que les exigences de la future délégation.
- un document programme.

Les données de base de la consultation seront celles définies au projet de contrat et, en particulier, les prestations et conditions de tarification qui y seront spécifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 29 novembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le principe de l'exploitation du service de transports urbains « Aix en Bus » dans le cadre d'une délégation de service public

### **Article 2 :**

Est approuvé le principe de la dévolution de la prestation de roulage du BHNS l'Aixpress à la RDT13, opérateur interne de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre du contrat d'obligation de service public dont elle est titulaire.

### **Article 3 :**

Est approuvé le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le nouvel exploitant du réseau, telles qu'elles sont définies dans l'exposé du mode de gestion contenu dans le rapport ci-dessus, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au Président d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales régissant la délégation de service public.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président est autorisé à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence et de passation de la Délégation de Service Public pour l'exploitation du Réseau Aix en Bus.

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 012-3250/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n° 3 relatif au contrat d'exploitation de service de la Régie des Transports (RDT) avec la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**MET 17/5623/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur:

Lors du Conseil de décembre 2015 du Contrat d'Obligation de Service Public (COSP) de la Régie des Transport a été approuvé.

Dans le cadre de ce COSP établi en application des dispositions du Règlement CE n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, la Régie Des Transports en sa qualité d'opérateur interne, a pour objet de réaliser toute prestation de service pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence relevant de cette réglementation à titre principal, complémentaire ou connexe.

Le COSP pour l'exploitation de services de transport public prévoit qu'un avenant soit réalisé à la fin de chaque année pour récapituler les évolutions apportées par ordre de service au Réseau et aux autres missions d'exploitation confiées à la Régie.

L'offre de référence du réseau est ainsi mise à jour au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ainsi, il convient d'ajuster pour 2018, le montant des charges d'exploitation du réseau :

- Actualisation des coûts unitaires du transport régulier et scolaires
- Actualisation des coûts unitaires des prestations Ferroviaires
- Pérennisation de l'échéancier annuel pour les coûts d'exploitation avec une facture définitive
- Modification de l'offre de service 2017
- Mise à jour des fiches de lignes et des annexes
- Projection sur l'offre de service 2018
- Constat des recettes

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver le présent avenant n°3 qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération TRA 011-1386/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports;
- La délibération TRA 013-2069/17/CM du 18 mai 2017 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports;
- La délibération DTUP 007-883/11/CC du 9 décembre 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°2 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**



- Que contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports prévoit qu'un avenant soit réalisé à la fin de chaque année pour récapituler l'ensemble des évolutions apportées au réseau en cours d'année ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Des Transports ainsi que ses annexes.

### **Article 2:**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C 210 - Nature 611 - Chapitre 011

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 013-3251/17/CM**

### **■ Approbation de l'avenant n° 12 relatif au contrat d'exploitation de service de transport public urbain avec la Régie des Transports Métropolitains (RTM) et la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5432/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé à son Conseil Communautaire du 18 décembre 2010 le nouveau contrat de service public pour l'exploitation des services de transport urbain avec la Régie des Transports de Marseille.

L'article 2.3.3 du Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation de services de transport public urbain prévoit qu'un avenant soit réalisé à la fin de chaque année pour récapituler les évolutions apportées par ordre de service au Réseau et aux autres missions d'exploitation confiées à la Régie.

L'offre de référence du réseau est ainsi mise à jour au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Concernant les missions complémentaires d'exploitation, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la RTM ont décidé de :

- Figer l'objectif du nombre de voyages du transport des personnes à mobilité réduite à 150 000 en 2017 ;
- Régulariser la mission relative au transport d'élèves et étudiants handicapés pour l'année scolaire 2018/2019 ;
- Exploiter en 2018 le service de navettes maritimes Vieux-Port/Pointe Rouge et Vieux-Port/ Estaque sur cinq mois à compter du 28 avril jusqu'au 30 septembre 2018 et de reconduire la desserte entre la Pointe Rouge et les Goudes sur 3 mois.

L'offre de référence des réseaux Ciotabus et Bus des Cigales (réseau de Gémenos), Ulysse (Réseau de Martigues) et Bus des collines (Réseau d'Allauch, Ensues et le Rove) est de même mise à jour au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ainsi, il convient d'ajuster pour 2018, le montant des charges d'exploitation du réseau :

- La rémunération annuelle R1 relative à l'exploitation du réseau Métro-Bus-Tramway et portée à 260.4 millions d'euros HT (CE 2010) pour l'année 2018 ;
- Le montant indicatif de la compensation financière relative aux amortissements et frais financiers R2 est porté à 41.4 millions d'euros HT en 2018 pour tenir compte de l'exécution 2017 et de l'intégration du réseau Ulysse (R2 Ulysse 1.5M€) ;
- La rémunération annuelle C1 relative au transport des personnes handicapées à mobilité réduite reste inchangée à 6.30 millions d'euros HT (CE 2010) ;
- La rémunération annuelle C2 relative à l'Administration du système billettique est portée à 494 000 euros HT (CE 2010) ;
- la rémunération annuelle C4 relative à la gestion de la gare Saint-Charles reste inchangée à 1.135 millions d'euros HT (CE 2012) ;
- La rémunération annuelle C5 relative au service de navettes maritimes reste inchangée à 3.45 millions d'euros HT (CE 2016) au titre de l'exploitation sur 5 mois des deux liaisons Vieux-Port/ Pointe-Rouge et Vieux-Port/ Estaque et de l'exploitation sur 3 mois de la liaison Pointe Rouge/les Goudes ;
- La rémunération annuelle C7 relative à l'exploitation du réseau Ciotabus reste inchangée à 3.5 millions d'euros HT (CE 2012) ;
- La rémunération annuelle C8 relative à l'exploitation du réseau Gémenos augmente de 2 000€ pour un montant total de 187 000 euros HT CE 2015 ;

- La rémunération C9 relative à l'exploitation du ferry-boat reste inchangée à 0.57 million euros HT (CE 2016)
- Création de la rémunération C10 relative au transport des élèves et étudiants handicapés pour un montant de 225 000 HT
- La rémunération C11 relative à l'exploitation du réseau Ulysse est fixée pour la première année pleine d'exploitation à 9 794 668 euros HT (CE 2017)
- La rémunération C12 relative à l'exploitation du réseau du Bus des Collines est fixée à 890 883,00 euros HT (CE 2017)

Le Plan Prévisionnel des Investissements (PPI) est également actualisé pour tenir compte des réajustements du programme des investissements convenus entre l'Autorité Organisatrice et la Régie.

Pour la première fois depuis 2013 (hors modification du taux de TVA), le montant des abonnements hebdomadaires, mensuels, annuels et annuels mensualisés est augmenté afin de compenser une partie de la hausse des coûts d'exploitation.

Les titres unité tarif normal (sur carte personnelle à la validation) et solo sont également augmentés respectivement de 3% et 6.3% pour passer ainsi de 1.36€ à 1.40€ et de 1.60€ à 1.70€.

Par ailleurs, le montant des redevances transporteurs pour les lignes utilisant la gare routière Marseille St Charles, qui n'ont pas été modifiées depuis 2016, sont augmentées de 2% au 1er janvier 2018. Un mécanisme d'indexation est mis en place à partir de janvier 2019.

Enfin, conformément aux articles 4.23 et 4.24 du Contrat, l'Objectif de Recettes est amené à varier en fonction de l'Offre Kilométrique et des modifications tarifaires. Pour l'année 2018, le nouvel objectif de recette sera défini par Ordre de Service à l'issue de la Conférence Budgétaire en date du 28 novembre 2017.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver le présent avenant n° 12 qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 001-041/11/CC du 11 février 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille (détails des prestations de transports des personnes handicapées à mobilité réduite) ;
- La délibération DTUP 007-883/11/CC du 9 décembre 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°2 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-451/12/CC du 29 juin 2012 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-779/12/CC du 14 décembre 2012 relative à l'approbation de l'avenant n°4 annuel de fin d'année au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-126/13/CC du 22 mars 2013 relative à l'avenant n°5 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 017-858/13/CC du 13 décembre 2013 relative à l'approbation de l'avenant n°6 annuel de fin d'année au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence

Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;

- La délibération DTM 008-582/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'approbation de l'avenant n°7 annuel de fin d'année au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTM 009-1657/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'avenant n°8 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération TRA 025-1078/16/CM du 17 octobre 2016 relative à l'avenant n°9 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération TRA 013-1388/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'avenant n°10 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération TRA 009-2333/17/CM du 13 juillet 2017 relative à l'avenant n°11 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'article 2.3.3 du Contrat d'Obligation de Service Public (OSP) pour l'exploitation des services de transport urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports Métropolitains prévoit qu'un avenant soit réalisé à la fin de chaque année pour récapituler l'ensemble des évolutions apportées au réseau en cours d'année ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°12 ci-annexé au Contrat avec la Régie des Transports Métropolitains pour l'exploitation de services de transport public urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que ses annexes.

#### **Article 2:**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2018 de la Métropole Aix Marseille Provence : Sous-Politique C 210 - Nature 611 - Chapitre 011.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 014-3252/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 au Contrat d'Obligation de Service Public de Façonéo pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport public de voyageurs du Pays d'Aubagne et de l'Etoile  
MET 17/5430/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N° TRA 008-2332/17/CM du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié l'exploitation du réseau Lignes de l'agglomération au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains, dont le mandataire est la SPL Façonéo.

La consistance des services attribués au groupement et les modalités d'exécution de ces services sont précisés dans un Contrat d'Obligation de Service Public, signé entre les parties. L'article 21.2.3. du contrat prévoit que toute évolution non ponctuelle du réseau donne lieu à l'émission par l'Autorité Organisatrice d'un ordre de service comprenant la nouvelle fiche de ligne et les incidences financières de l'évolution. L'ensemble de ces ordres de service sont régularisés par avenant en fin d'année.

Depuis la signature du contrat, des modifications ont dû être apportées, par ordre de service, pour tenir compte de l'évolution de la fréquentation de lignes ou circuits scolaires, de l'évolution des temps de parcours et de la réforme des rythmes scolaires sur 4 jours. Il convient d'intégrer ces modifications par voie d'avenant au contrat OSP.

La consistance de l'offre après ces modifications est décrite dans l'annexe 1, modifiée en conséquence.

L'impact financier de ces ordres de services entraîne une réduction des dépenses d'exploitation de 34 175€ HT par an valeur 2016. Ces dépenses sont récapitulées dans l'annexe 10 bis ajoutées au Contrat.

Les modifications suivantes doivent également être apportées au contrat :

- Modification du parc de matériel roulant :

Pour répondre soit à des exigences réglementaires, soit à des besoins d'ajustement de capacité des véhicules, le parc de matériel roulant mis à disposition par l'Opérateur pour la réalisation du service a été modifié.

Actualisation des Biens mis à disposition par l'Autorité organisatrice :

D'une part la Métropole poursuivant le déploiement de son Système d'Aide à l'Exploitation et à l'Information des Voyageurs, doit d'ajuster la liste des équipements mis à disposition de l'opérateur interne.

D'autre part, elle met à disposition un nouveau local pour les conducteurs, à compter de la fin du mois de novembre 2017, en lieu et place de celui situé au Point Accueil de la gare d'Aubagne qui a vocation à être prochainement démoli. Le nouveau local est situé en extrémité Est de la Gare SNCF.

Les annexes 2 inventaire A et 2 bis A sont mises à jour en conséquences.

L'Opérateur aura la charge de la gestion et de l'entretien de ce local.

Les coûts de fonctionnement liés à la gestion de ce local s'élèvent à 24 794 €HT par an (€2016). Ils sont intégrés à l'engagement sur dépenses et récapitulés dans l'annexe 10 bis.

Enfin, comme prévu au contrat initial, des compléments doivent être apportés aux annexes du contrat pour préciser les conditions d'exploitation réellement mises en œuvre par l'Opérateur au 27 août 2017 : annexe 2 « inventaire C biens de l'opérateur interne » et annexe 9 « liste des services confiés à des tiers ».

Au regard de ces différentes modifications du Contrat depuis sa signature, il convient de réajuster les charges d'exploitation du réseau. L'engagement annuel de dépenses est porté à 14 839 646€ HT valeur 2016.

L'engagement de fréquentation reste inchangé.

La Contribution Financière Forfaitaire est donc portée à 12 862 446 €HT 2016, soit une baisse de 9 381€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° TRA 008-2332/17/CM du 13 juillet 2017 approuvant la signature du contrat d'obligation de service pour l'exploitation du réseau Lignes de l'agglomération au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains, dont le mandataire sera la SPL Façonéo et ce, dans le cadre d'un contrat d'obligation de service public ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'article 21.2.3. du Contrat prévoit qu'un avenant soit réalisé pour acter l'ensemble des modifications d'offre de service apportées sur le réseau.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé, au Contrat d'Obligation de Service Public (COSP) pour l'exploitation du réseau de transport les Lignes de l'agglomération, signé entre la Métropole et le groupement constitué par la SPL Façonéo et la Régie des Transports Métropolitains, et ses annexes.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 du

contrat d'Obligation de Service Public (COSP) pour l'exploitation du réseau de transport les Lignes de l'agglomération, confié à la SPL Façoné, associée à la Régie des Transports Métropolitains - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C210, nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 015-3253/17/CM**

■ **Approbation de l'avenant 1 à la convention de délégation de coopération et de délégation avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et les Communautés d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence relative à l'exploitation du système d'Information transports départemental 13**  
**MET 17/5569/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

Le système d'information transport départemental, actuellement sous autorité exclusive du Conseil Départemental, a vocation à être transféré, non seulement à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur mais aussi aux Communautés d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence, également Autorités Organisatrices de la Mobilité sur leur ressort territorial.

A ce stade, compte tenu de l'imbrication entre les systèmes d'information départementaux centraux et ceux dédiés aux transports, il n'est techniquement pas possible ni de procéder à l'évaluation du transfert des charges ni de procéder au transfert physique des systèmes.

La convention n° 17-044 délibérée au Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 pour une durée de 1 an a pour objectif :

- de maintenir la continuité du système d'information transports départemental pendant une phase transitoire. A ce titre, la convention définit l'organisation technique de l'exploitation du système d'information transports (modalités de mise en œuvre du système, de mise à jour et d'échanges de données, de missions du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de leurs exploitants, missions des autres partenaires...), ainsi que les mesures contribuant au transfert et à l'interopérabilité du système d'information existant.

Malgré une forte implication de tous les acteurs au sein de l'ensemble des collectivités et établissements publics concernés, il n'a pas été possible de réaliser ce transfert durant l'année 2017. Il est donc proposé de prolonger la convention d'un an jusqu'au 31 décembre 2018. Le Conseil Départemental se désengagera de celle-ci au fur et à mesure du transfert des systèmes à la Métropole qui assurera la gestion de ceux-ci pour le compte des autres signataires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 007-1382/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la convention n° 17/0244 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 13 décembre 2017 ;

- L'avis du Conseil de Territoire Pays de Martigues du 7 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prolonger la convention de délégation de coopération et de délégation entre le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Provence Alpes Côte-d'Azur, la Métropole Aix-Marseille Provence, les Communautés d'Agglomération d'Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence relative au système d'information transports départemental, à compter du 1er janvier 2018 ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention relative au système d'information transports départemental, à compter du 1er janvier 2017 avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Provence Alpes Côte-d'Azur, et les Communauté d'Agglomération d'Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Le Département des Bouches-du-Rhône s'engage à réaliser le maintien en condition opérationnelles du système d'information transport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 016-3254/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant 1 à la convention de coopération avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour des activités connexes à la compétence transport transférée**

**MET 17/5396/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-

991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille Provence et à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur:

Certaines activités, connexes aux services de transport, assurées par le Département des Bouches-du-Rhône n'ont pas été transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence et demeurent de la compétence du Département.

Il s'agit :

- du transport d'échantillons pour le Laboratoire Départemental d'Analyses (« LDA13 ») ;
- de l'exploitation de cars podium et de camions de médecine préventive et de radiologie ;
- des prestations logistiques consistant à transporter du mobilier et du matériel, à les stocker et en faire l'inventaire et l'étiquetage.

Le Département et la Métropole poursuivent l'intérêt commun de garantir la continuité de ces services, connexes à l'activité transport transférée.

Aussi, la convention n°17-0079 est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour une durée de 1 an, l'article 3.3 de la convention prévoit une reconduction expresse de 6 mois.

Il apparaît nécessaire de prolonger cette période de transition, afin que la Métropole mette à disposition du Département des Bouches-du-Rhône son expérience de gestion opérationnelle de ces services.

Le Département continuera à rembourser à l'euro l'euro, l'ensemble des charges financières assumées par la Métropole pour son compte.

A titre d'information, sur l'exercice 2015, ces charges se sont élevées à 180.000 € HT pour le transport d'échantillons pour le « LDA13 », à 286 000 € HT pour l'exploitation de cars podium et de camions de médecine préventive et de radiologie et à 290 000 € HT pour les prestations de logistique.

C'est dans cette perspective que le Conseil de la Métropole est invité, par la présente délibération, à prolonger la convention de coopération provisoire entre la Métropole Aix-Marseille Provence et le Département des Bouches-du-Rhône, pour des activités connexes à la compétence transport transférée, à compter du 1er janvier 2018 pour 6 mois.

Ainsi il est proposé de reconduire cette convention jusqu'au 30 juin 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016, relative aux contrats de concession, notamment son article 17 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 005-1380/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la convention n° 17/0079.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prolonger la convention de coopération entre la Métropole Aix-Marseille Provence et le Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1er janvier 2018.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé relatif à la reconduction de la convention de coopération entre la Métropole Aix-Marseille Provence et le Département des Bouches-du-Rhône, pour une durée de six mois.

### **Article 2 :**

Le Département des Bouches-du-Rhône rembourse à l'euro, l'ensemble des charges financières assumées par la Métropole pour son compte.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 et suivants de la Métropole : Nature 611 – Sous-Politique C260

Les recettes sont constatées au budget annexe des Transports 2017 et suivants de la Métropole : Nature 7473 – Sous-Politique C260.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 017-3255/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant 1 à la convention de délégation de compétence avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour les services de transport routier des élèves et étudiants handicapés exploités par la Régie Des Transports  
MET 17/5391/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille Provence et à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.:

Cependant le Département des Bouches-du-Rhône a conservé sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Par ailleurs, le principe du transfert de la Régie Des Transports vers la Métropole Aix-Marseille-Provence a été adopté en Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016. Pour des motifs tenant à la continuité des services et à leur amélioration, et également, de considérations techniques, économiques et sociales, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille Provence ont souhaité maintenir l'unité organique et fonctionnelle de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Régie Des Transports, c'est-à-dire conserver l'établissement public en tant que personne morale ainsi que le périmètre de ses activités actuelles.

C'est dans cette perspective que le Conseil Métropolitain a approuvé le 15 décembre 2016 la convention de délégation de compétence des services de transport routier des élèves et étudiants handicapés exploités par la RDT 13, entre la Métropole Aix-Marseille Provence et le Conseil

Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole exerce la compétence déléguée au nom et pour le compte du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Depuis cette date d'entrée en vigueur de la convention, la Métropole est responsable de l'organisation et du fonctionnement des services de transport pour lesquels le Département lui délègue sa compétence.

A ce titre, la Métropole :

- définit la politique générale des transports relevant de sa compétence déléguée, les orientations et l'organisation de ces transports publics et fixe les grandes orientations, y compris en matière de qualité de service et de sûreté ;
- est seule responsable des relations avec les usagers.

La présente convention n'emporte pas transfert de compétence au bénéfice de la Métropole. Au terme de la convention, le Département reprend la responsabilité de la compétence déléguée.

Cette convention a une durée d'un an, renouvelable par reconduction expresse

Le Département rembourse à l'euro l'euro, l'ensemble des charges financières assumées par la Métropole pour l'exécution des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

L'année 2017 a confirmé la bonne gestion de cette délégation par la Métropole et le souhait du Conseil Départemental de poursuivre celle-ci.

Ainsi il est proposé de reconduire cette convention jusqu'au 31 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 004-1379/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la convention - n° 17-0078 entre la Métropole et le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ;

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de reconduire la convention de délégation de compétence des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé relatif à la reconduction de la convention de délégation de compétence des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Le Département rembourse à l'euro l'euro, l'ensemble des charges financières assumées par la Métropole pour l'exécution des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

A titre d'information, ces charges se sont élevées à 307 135€ HT sur l'exercice 2016.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 et suivants de la Métropole : Nature 611 – Sous-Politique C260  
Les recettes sont constatées au budget annexe des Transports 2018 et suivants de la Métropole : Nature 7473 – Sous-Politique C260

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



TRA 018-3256/17/CM

■ **Approbation de l'avenant n°10 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de la ligne de transport de voyageurs Marseille - Saint Charles / Aéroport de Marseille par autoroute**  
**MET 17/5530/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Ce contrat qui a fait l'objet de 9 avenants est, à compter du 1er janvier 2017, transféré de droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence, laquelle s'est substituée au Département dans les droits et prérogatives d'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

**1/ Le périmètre des prestations confiées au délégataire :**

Aux termes de la convention, le groupement délégataire exploitant de la ligne dite n° 91 ou navette Marseille Aéroport, est responsable de la production et de la commercialisation du service de transport public délégué, à raison d'une amplitude minimum de 4H30 à 00H10 aller-retour, d'un nombre minimum de 132 trajets aller-retour pour un kilométrage commercial contractuel par an de 1,320M en moyenne et environ 1,430M kms totaux annuels (soit 112 000kms par an Haut le pied).

Le service délégué a pour spécificité une forte fréquence ainsi qu'une haute qualité de service avec la mise à disposition par el délégataire de 10 autocars de tourisme haut de gamme.

Au titre des prestations connexes le délégataire assure également un service bagagiste en tenue à Marseille Saint Charles tous les jours de 7H00 à 17H00 et à l'aéroport de 8 H 30 à 19 H 00. En dehors de ces horaires les conducteurs de la ligne assurent ce service.

Le délégataire est dépositaire des titres de transport et à ce titre il assure la vente des titres de la navette ainsi que ceux du réseau Carreze, au guichet de la Gare Saint Charles de 5 H 20 à 21 h 30 d'une part et via deux hôtesses en tenue, aux deux guichets de l'aéroport de 6H05 à 22H10 d'autre part.

**2/ Modalités de la rémunération du délégataire :**

Le délégataire perçoit et conserve les recettes des titres auprès des usagers du service de transport public objet de la délégation de service public.

Le délégataire perçoit également toutes les recettes annexes (indemnités forfaitaires, produits des amendes, frais de dossier, commissions des dépositaires, vente d'objets promotionnels ...)

En contrepartie de l'utilisation effective de l'offre de service objet de la DSP, les recettes de trafic du

délégataire sont diminuées d'un "intéressement" versé à l'Autorité délégante qui résulte de la différence entre Dépenses Forfaitaires (DF) moins Recettes Forfaitaires (RF : hors recettes annexes) = IF (Intéressement forfaitaire).

La convention prévoit un mécanisme de recalage par tranche des recettes au réel (RR) **pour conserver le risque du délégataire tel qu'il résulte de l'IF ci-dessus** si  $RR > RF$ .

A contrario la convention prévoit un mécanisme destiné à compenser la corrélation du service délégué avec l'activité aéroportuaire dans l'hypothèse où  $RR < FR$ .

**3/ Modifications intervenues au contrat :**

- L'avenant n°1 à cette DSP, signé le 22 mai 2012, tirait les conséquences de l'impact du changement du taux de TVA au 1<sup>er</sup> janvier 2012 (passage du taux réduit applicable aux transports de 5,5 % à 7%),

L'incidence financière de l'avenant était de **-3,98%** sur l'IF versé par le délégataire à l'Autorité délégante, résultant de la différence entre le Forfait Dépenses et Recettes prévisionnels ( $DF - RF$ ) = IF, l'incidence financière sur les Recettes Forfaitaires du délégataire étant de -1,20%

- L'avenant n°2 signé le 16 octobre 2012, a introduit un échéancier imposant au délégataire la production périodique des données relatives à la qualité ainsi qu'un délai de réponse aux observations de l'autorité délégante, cet avenant a également validé les modifications non pérennes de la gamme tarifaire prises uniquement dans le cadre de Marseille Capitale Européenne de la Culture 2013.

L'avenant n° 2 a été conclu sans incidence financière.

- L'avenant n°3, signé le 29 mai 2013, valide la modification de la gamme tarifaire à compter du 1er juillet 2013 via l'introduction d'un PASS MP2013, induisant également le principe d'une compensation de l'Autorité délégante sur la base d'un état liquidatif des Pass MP 2013 + navette Aéroport délivré dans le cadre de Marseille Provence Capitale Européenne de la Culture 2013,

L'avenant n° 3 a été conclu sans incidence financière.

- L'avenant n°4, signé le 15 janvier 2014, valide les incidences sur la gamme tarifaire de la prise en compte de l'évolution du taux de TVA à 10%, cet avenant prend également acte du résultat de la formule d'indexation sur l'I.F.

L'incidence financière de l'avenant 4 était de -0,30% sur l'IF versé par le délégataire à l'Autorité délégante, résultant de la différence entre le Forfait Dépenses et Recettes prévisionnels issu de l'avenant 1 soit un taux cumulé de -4,28% par rapport au montant de la convention initiale. L'incidence financière sur les Recettes Forfaitaires du délégataire étant de -0,08%, l'impact cumulé sur les recettes initiales est de -1,28%.

- L'avenant n°5, signé le 11 décembre 2014, actant de l'impact du rayonnement de l'évènement Marseille Provence 2013 sur l'activité de l'aéroport Marseille Provence, il est décidé d'adapter le service délégué à cette affluence nouvelle induisant une hausse significative de la fréquentation de la Navette Marseille Aéroport. Les services connexes bagages et hôtesses sont renforcés et deux nouveaux horaires sont créés. Les incidences de quelques modifications tarifaires sont également prises en compte.

L'incidence financière de l'avenant 5 était de -0,74% sur l'IF versé par le délégataire à l'Autorité délégante, résultant de la différence entre le Forfait Dépenses et Recettes prévisionnels issu de l'avenant 1 soit un taux cumulé de -5,02% par rapport au montant de la convention initiale. L'incidence financière sur les Recettes Forfaitaires du délégataire étant de +0,19%, l'impact cumulé sur les recettes initiales est de -1,09%.

- L'avenant n°6, signé le 30 juillet 2015, est un avenant de cession partielle compte-tenu d'un changement de filiale (SCAC vers SAP) au sein de la Société Mère KEOLIS partie via sa filiale au groupement momentané d'entreprise titulaire de la délégation de services public.

L'avenant n°6 a été conclu sans incidence financière.

- L'avenant n°7, signé le 26 Février 2016, valide les incidences financières d'une augmentation tarifaire ainsi que de

sujétions techniques induites par la modernisation des moyens de commercialisation ( borne de distribution de titres y compris maintenance et gestion de projet liées)

L'incidence financière de l'avenant 7 était de +1,85% sur l'IF versé par le délégataire à l'Autorité délégante, résultant de la différence entre le Forfait Dépenses et Recettes prévisionnels issu de l'avenant 1 soit un taux cumulé de -3,17% par rapport au montant de la convention initiale. L'incidence financière sur les Recettes Forfaitaires du délégataire étant de +0,45%, l'impact cumulé sur les recettes initiales est de -0,65%.

- L'avenant n°8, signé le 26 Février 2016, valide les incidences financières d'une augmentation tarifaire ainsi que de sujétions techniques induites par la modernisation des moyens de commercialisation ( borne de distribution de titres y compris maintenance et gestion de projet liées)

L'avenant n°8 a été conclu sans incidence financière.

- L'avenant n°9, approuvé par le Conseil Communautaire du 13 juillet 2017 et signé le 8 Septembre 2017 valide les incidences financières d'un fréquentation en hausse significative ( +10% relevés entre 2016 et 2017 pour les 5 mois de l'année) et la nécessité d'adapter le service à cette situation liée au développement du trafic aérien de l'Aéroport Marseille Provence. Cet avenant prend en compte les incidences financières tant en dépenses qu'en recettes d'un cadencement plus important des services le matin et le soir soit 8 courses supplémentaires par jour 7 jour sur 7; la mise en service d'une nouvelle gare routière livrée en juin 2017 a induit également de frais de déménagement à compenser au délégataire tandis que la mise à disposition des nouveaux locaux induisait la mise en place d'une redevance due par délégataire.

L'incidence financière de l'avenant 9 était de -0,25% sur l'IF versé par le délégataire à l'Autorité délégante, résultant de la différence entre le Forfait Dépenses et Recettes prévisionnels issu de l'avenant 1 soit un taux cumulé de -3,42% par rapport au montant de la convention initiale. L'incidence financière sur les

Recettes Forfaitaires du délégataire étant de +0,27%, l'impact cumulé sur les recettes initiales est de - 0,38%.

#### **4/ Prolongation de trois mois du contrat initial de DSP :**

Ce contrat transféré de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, prend fin le 31 décembre 2017. Au-delà de cette date et pour permettre la réalisation de la prestation de service public assurée par la DSP actuelle, deux nouveaux marchés publics sont en cours de passation par la Métropole Aix Marseille Provence.

De plus, il apparaît obligatoire au regard du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de séparer les différents métiers et de constituer des entités économiques propres ; il a donc été décidé de scinder la prestation de service assurée par la DSP actuelle en deux marchés de prestations distinctes, transports de voyageurs d'une part et gestion de la gare routière et vente de billetterie d'autre part. Pour permettre la continuité du Service Public, les deux nouvelles consultations précitées ont donc été lancées par la Métropole Aix Marseille Provence, le 2 août 2017 pour le marché de transport de voyageurs et le 29 septembre 2017 pour le marché de gestion de la gare routière et vente de billetterie.

En raison des délais liés aux procédures d'attribution de ces marchés, la Métropole Aix Marseille Provence souhaite prolonger de 3 mois le contrat de DSP pour des motifs d'intérêt général afin d'assurer la continuité du service public.

Le présent avenant intègre donc les impacts liés à cette prolongation.

#### **Article 1. – Prolongation du contrat**

En application des dispositions prévues à l'article 4 de la convention de DSP du 1<sup>er</sup> janvier 2012, le présent avenant acte la prolongation du contrat pour une durée de 3 mois, du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 mars 2018.

La convention de délégation de service public qui recouvre notamment ces prestations prenant fin au 31 décembre 2017, elle doit donc être prolongée pour permettre un délai strictement nécessaire pour assurer la continuité du service public.

En conséquence et en vertu du principe de continuité du service public et conformément aux dispositions du 6° de l'article 36 du décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 qui permet la modification du contrat dès lors que le montant de la modification est inférieur au seuil de

5,225 M/€ et à 10% du montant initial du contrat, le présent avenant 10 vous est présenté en vue de poursuivre la délégation de service public pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 mars 2018.

En outre, le II de l'article 37 du décret sus visé précisant que "Pour le calcul du montant des modifications mentionnées au 6° de l'article 36 et au I, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation » et que « Lorsque plusieurs modifications successives relevant du 6° de l'article 36 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé", les éléments financiers vous sont exposés ci-après.

Compte –tenu des éléments qui précèdent l'article 4 suivant établit la justification du recours à un avenant n° 10 à la convention de délégation de service public notifiée le 21 décembre 2011.

#### **5/ Impact financier global de l'avenant n°10 pour la collectivité**

Au total, l'avenant n°10 est valorisé à 355 846 €/HT (valeur décembre 2010), intéressement à percevoir par la collectivité. Les évolutions depuis le début du contrat en 2012 sont résumées dans le tableau ci-après. L'impact financier du présent avenant est défini pour la période de prolongation de 3 mois par (valeur décembre 2010) :

- Un coût d'exploitation correspondant au prorata des dépenses engagées pour 3 mois soit un total de 882 388 €/HT
- Des recettes commerciales évaluées à 1 238 234 €/HT.

La grille de calcul de l'intéressement versé à la Collectivité délégante figurant à l'article 26 de la convention est donc modifiée comme suit :

<b>Année/ données en euros HT valeur décembre 2010</b>	<b>Df</b>	<b>Rf</b>	<b>If</b>
Exercice 1 du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012	3 426 146	4 337 211	911 064
Exercice 2 du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013	3 420 834	4 692 074	1 271 240
Exercice 3 du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014	3 463 666	4 764 801	1 301 136
Exercice 4 du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015	3 460 319	4 923 302	1 462 983
Exercice 5 du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016	3 488 827	5 289 396	1 800 569
Exercice 6 du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017	3 578 574	5 388 952	1 810 378
Exercice 7 du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars 2018	882 388	1 238 234	355 846
Total (incluant avenant 10)	21 720 754	30 633 970	8 913 216
% variation / convention	5,21	3,82	0,56
Valeur variation / convention	1 076 532	1 125 845	49 313

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le projet d'avenant n°10 à la convention de délégation de service public du 21 décembre 2011 annexé au rapport,
- La nécessaire continuité du service public et l'intérêt commercial majeur de la ligne Marseille - Saint Charles / Aéroport de Marseille et des aménagements au sein de l'Aéroport qui lui sont liés,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°10 à la convention de délégation de service public du 21 décembre 2011

relative à l'exploitation de la ligne de transport de voyageurs Marseille - Saint Charles / Aéroport de Marseille par autoroute.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 019-3257/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant 1 à la convention relative à l'organisation des transports scolaires avec la Communauté d'Agglomération Terre de Provence pour les services exploités par la Régie Des Transports MET 17/5384/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille Provence.

La Communauté d'Agglomération Terre de Provence est compétente en matière de transports scolaires sur le fondement de l'article L3111-7 du Code des Transports.

La Communauté d'Agglomération Terre de Provence et la Métropole Aix-Marseille Provence se sont rapprochées et ont convenu d'une convention relative à l'organisation des transports scolaires sur le fondement de l'article L.3111-9 du Code de Transports approuvé au Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016, selon les conditions et modalités suivantes.

La Métropole exerce la compétence déléguée au nom et pour le compte de Terre de Provence.

Ainsi, la Métropole est responsable de l'organisation et du fonctionnement des services de transport pour lesquels Terre de Provence lui délègue sa compétence.

A ce titre, la Métropole :

- définit la politique générale des transports relevant de sa compétence déléguée, les orientations et l'organisation de ces transports publics et fixe les grandes orientations, y compris en matière de qualité de service et de sûreté ;
- est seule responsable des relations avec les usagers.

La présente convention n'emporte pas de transfert de compétence au bénéfice de la Métropole. Au terme de la convention, Terre de Provence reprend la responsabilité de la compétence déléguée. Cette convention a une durée de 1 an renouvelée par reconduction expresse.

L'année 2017 a confirmé la bonne gestion de cette délégation par la Métropole et le souhait de la Communauté d'Agglomération Terre de Provence de poursuivre celle-ci.

Ainsi il est proposé de reconduire, pour une durée de 19 mois, soit jusqu'au 31 juillet 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1111-8, L. 5217-2 ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 008-1383/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Communauté d'agglomération Terre de Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Qu'il est nécessaire de renouveler la convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Communauté d'Agglomération Terre de Provence pour les services exploités par la Régie Des Transports, à compter du 1er janvier 2018.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé relatif à la reconduction de la convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Communauté d'Agglomération Terre de Provence pour les services exploités par la Régie Des Transports, à compter du 1er janvier 2018.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

La Communauté d'Agglomération Terre de Provence rembourse à l'euro, l'ensemble des charges financières assumées par la Métropole pour l'exécution des services de transport scolaires. A titre d'information, ces charges se sont élevées à 1 144 751 € HT sur l'exercice 2016.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 et suivants de la Métropole : Nature 611 – Sous-Politique C260  
Les recettes sont constatées au budget annexe des Transports 2018 et suivants de la Métropole : Nature 7474 – Sous-Politique C260.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 020-3258/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°3 au contrat de concession concernant la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Fort Saint-Jean à Marseille 2ème arrondissement  
MET 17/4690/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exercice des compétences liées à la réalisation et à la gestion des parcs de stationnement, sur l'ensemble de son territoire, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé par délibération TRA 1/683/CC du 29 juin 2007, le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2ème arrondissement).

Aux termes de la procédure de consultation le Conseil de Communauté a approuvé par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le choix de la Société Vinci Park France en tant que concessionnaire, pour la construction et l'exploitation de ce parc de stationnement.

La convention de concession a été notifiée le 5 novembre 2009 sous le N°09-149. La capacité de cet ouvrage souterrain est de 700 places réparties sur 4 niveaux en sous-sol.

Dans ce cadre contractuel, le parc de stationnement devenu «Vieux-Port/Fort Saint Jean» en lieu et place du «parking J4», était géré par VINCI Park France, devenue société Indigo Infra France en 2015. La présente délégation de service public s'achèvera le 4 novembre 2049.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en application des transferts de compétences, le 1er janvier 2016, date de sa création et de la dissolution, à la même date, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Par conséquent, la Métropole est devenue l'autorité délégante au titre de la convention de concession précitée.

Par délibération DTUP 009-786/12/CC du 14 décembre 2012, a été approuvé l'avenant n°1 au contrat de concession n°09/149 intégrant notamment de nouvelles dispositions constructives et modifiant le montant de subvention d'investissement à verser par le délégataire.

Par délibération DTM 013-1156/15/CC du 3 juillet 2015, a été approuvé l'avenant n°2 au contrat de concession permettant à l'autorité délégante de faire adopter au motif d'intérêt général, les nouvelles grilles des parcs de stationnement délégués, en procédant à la traduction au quart d'heure, des grilles tarifaires en vigueur au 1er juillet 2015.

La création de cet équipement a été décidée par l'autorité délégante pour répondre aux besoins en stationnement engendrés par la réalisation d'un ensemble d'équipements majeurs à vocation culturelle

ou de loisirs que sont le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM), le Centre Régional de la Méditerranée (CRM) dénommé aujourd'hui Villa Méditerranée et propriété de la Région et le Centre de la Mer.

Le parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint-Jean a été mis en service le 15 octobre 2012.

L'ouverture au public du MuCEM est intervenue le 7 juin 2013 et celle de la Villa Méditerranée, le 15 mars 2013.

L'autorité délégante a réalisé par ailleurs, en maîtrise d'ouvrage directe, l'ouvrage d'intercommunication du 1er niveau du parc de stationnement avec les sous-sols des équipements culturels susvisés, dénommé le «rameau de liaison», destiné à permettre notamment, la livraison des pièces et œuvres desdits équipements. Cette liaison souterraine a pour finalité une meilleure intégration dans ce site prestigieux des usages relatifs aux besoins de livraison du MuCEM et de la Villa Méditerranée.

Conformément aux dispositions du contrat de concession, le concessionnaire a pris en compte pour la conception, la réalisation et l'exploitation de l'ouvrage concédé l'accès des camions de livraison des pièces et œuvres du MuCEM et de la Villa Méditerranée au 1er niveau du parking, cet accès devant impérativement se faire dans les conditions de hauteur libre et de sécurité requises et sans perturbation de l'exploitation normale du service public concédé.

Cette contrainte particulière d'accès des camions de livraison des deux équipements culturels au 1er niveau du parking, a donné lieu à l'édiction de prescriptions dans le procès-verbal de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public en date du 28 septembre 2012, aux termes duquel a été rendu l'avis favorable à l'ouverture du parc de stationnement.

La sous-commission départementale précitée a conditionné son avis favorable à la passation d'un protocole de gestion dudit rameau définissant avec précision les modalités de fonctionnement à respecter pour son utilisation et le rôle des différents propriétaires/exploitants des trois ERP concernés.

Ce protocole conclu initialement à titre expérimental entre la Communauté urbaine, le concessionnaire, le MuCEM et la Villa Méditerranée a permis d'une part, d'assurer jusqu'à ce jour un fonctionnement correct de cette interconnexion, et d'autre part, de procéder à une évaluation plus aboutie des charges afférentes à la gestion de cet ouvrage, qui jusqu'ici pesaient sur le seul concessionnaire, alors qu'ils devaient être pris en charge par les usagers du rameau, l'interconnexion ayant été créée uniquement pour répondre à leurs besoins.

Compte tenu de l'absence d'autonomie fonctionnelle des ouvrages, l'autorité délégante a constaté la nécessité d'intégrer l'ouvrage du «rameau de liaison» dans le périmètre concédé à Indigo Infra France et par voie de conséquence, de confier au concessionnaire la gestion de ce rameau.

L'intégration de cet ouvrage de liaison aux fins de sa gestion par le concessionnaire implique outre l'extension du périmètre concédé à l'emprise et au volume du rameau, la poursuite de la mise en place par celui-ci d'un dispositif d'exploitation spécifique, nécessaire notamment au contrôle d'accès et à la gestion des livraisons, correspondant à des frais de fonctionnement non prévus et devant incomber aux usagers pour lesquels il a été créé.

L'avenant n°3 a donc pour objet :

- d'intégrer le rameau d'accès dans le périmètre de la concession ;
- de définir les travaux complémentaires d'automatisation des barrières d'accès au rameau de liaison et des modalités financières de prise en charge du coût de ces travaux à hauteur de 23 445.30 € HT (28 134.36 € TTC) pris en charge par la Métropole ;
- de confier à Indigo Infra France la gestion de ce rameau d'accès dans le cadre des modalités définies en coordination avec les organismes en charge de la sécurité technique et de prévention des incendies
- de préciser les modalités de prise en charge, par les usagers, des coûts de fonctionnement du Rameau de liaison.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le projet d'avenant n° 3 à la convention de concession n° 09-149 a été soumis pour avis, à la Commission de délégation de service public.

Par ailleurs, lors d'un prochain Conseil Métropolitain, la prise en charge financière des coûts de fonctionnement du rameau par les usagers (Villa Méditerranée et Mucem) dans une convention multipartite sera soumise à son approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 1/683/CC du 29 juin 2007 ;
- La délibération DTUP 008-1544/091/CC du 2 octobre 2009, du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'une concession au bénéfice de la société Vinci Park France, pour la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean, situé sur l'esplanade du J4 à Marseille (2<sup>ème</sup> arrondissement) ;
- La convention de concession n° 09/149, passée entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la société Vinci Park France, dans le cadre de la délibération susvisée et notifiée au délégataire le 5 novembre 2009 ;
- La délibération DTUP 009-786/12/CC du 14 décembre 2012, portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention de concession n° 09/149 ;
- La délibération DTM 013-1156/15/CC du 3 juillet 2015 portant approbation de l'avenant n° 2 à la convention de concession n° 09-149 ;
- La modification de dénomination de la société Vinci Park France, devenue Indigo Infra France en 2015 ;
- La délibération prise par le Conseil de Territoire de Marseille Provence le 13 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'intégrer le rameau de liaison dans le périmètre de la concession n°09-149 du parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean en raison de l'absence d'autonomie fonctionnelle des ouvrages concernés (parc de stationnement et rameau

de liaison) et d'en confier la gestion à Indigo Infra France;

- Qu'il y a lieu de réaliser des travaux d'automatisation des barrières d'accès au rameau de liaison, pour minimiser les risques de dégradation des portes coupe-feu des accès au rameau de liaison et ce pour un montant de 23 445.30 € HT (28 134.36 € TTC) ;
- Qu'il convient de préciser les modalités de prise en charge des coûts d'exploitation du rameau de liaison par ses usagers (MuCEM et occupant de la Villa Méditerranée) puisque la réalisation de cet ouvrage ne répond qu'à leurs seuls besoins.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention de concession du parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean n° 09-149, ci-annexé.

### **Article 2 :**

L'incidence financière de cet avenant est de 23 445.30 € HT (soit, 28 134.36 € TTC) au titre des travaux complémentaires d'équipements nécessaires, relatifs à l'automatisation des barrières d'accès au rameau de liaison.

La Métropole fera par ailleurs l'avance du remboursement des frais d'exploitation du rameau de liaison pour la période de 2013 à 2016 inclus soit 195 554 € HT auprès d'Indigo Infra France, puis se fera rembourser à parts égales, par les usagers du rameau dans les conditions prévues par la convention multipartite d'exploitation qui sera passée à cet effet.

La Métropole fera par ailleurs l'avance du remboursement des frais d'exploitation du rameau de liaison pour l'exercice 2017, soit 46 695 € HT (56 034 TTC) auprès d'Indigo infra France, puis se fera rembourser à parts égales, par les usagers du rameau dans les conditions prévues par la convention multipartite d'exploitation qui sera passée à cet effet.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 021-3259/17/CM**

### **■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour la desserte maritime de l'Archipel du Frioul MET 17/4678/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA/1/419/CC, le Conseil de Communauté du 22 mai 2006 a approuvé le choix de l'entreprise Frioul If Express, le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes, relatifs à l'exploitation du service public de transport maritime de l'archipel du Frioul à Marseille pour une durée de douze ans.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2016 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°1/419/CC du Conseil de Communauté du 22 avril 2006 approuvant le choix de l'entreprise Frioul If Express, le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération TRA 5/1079/CC du 18 décembre 2006 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération TRA 07/095/CC du 26 mars 2007 approuvant l'avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes



relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;

- La délibération TRA 07/317/CC du 29 juin 2007 approuvant l'avenant n°3 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération DTUP 08/929/CC du 19 décembre 2008 approuvant l'avenant n°4 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération 003-1409/09/CC du 22 juin 2009 approuvant l'avenant n°5 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération DTUP 010-2292/10/CC du 1<sup>er</sup> octobre 2010 approuvant l'avenant n°6 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération DTUP 005-252/12/CC du 26 mars 2012 approuvant l'avenant n°7 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération DTUP 011-366/13/CC du 28 juin 2013 approuvant l'avenant n°8 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération N°004-1147/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°9 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération N° TRA 005-856/16/CM du 19 septembre 2016 approuvant l'avenant n°10 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe ;
- Le Procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par la Société Frioul If Express

## **Délibère**

### **Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2016, remis par la Société Frioul If Express.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 022-3260/17/CM**

### **■ Présentation du rapport d'activité 2016 du Délégataire de Service Public pour le parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean à Marseille 2<sup>ème</sup> arrondissements MET 17/5205/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerce la compétence réalisation et gestion des parcs de stationnement, sur l'ensemble de son territoire.

A ce titre, par délibération TRA 1/683/C du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté avait approuvé le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2<sup>ème</sup> arrondissement).

Par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le Conseil de Communauté avait approuvé le choix de la Société Vinci Park France en tant que délégataire de service public, pour la réalisation et l'exploitation, dans le cadre d'une concession, du parc de stationnement souterrain située sous l'esplanade du J4 à Marseille (2<sup>ème</sup> arrondissement).

Le parc Vieux-Port-Fort Saint Jean est un ouvrage en superstructures de 700 places réparties sur quatre niveaux de sous-sol, 60 places aux niveaux -1 et -2 sont réservées à la Direction de la Propreté Urbaine du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

La société délégataire a pris le nom de société INDIGO INFRA FRANCE, le 5 novembre 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en application des transferts de compétences, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de sa création et de la dissolution, à la même date, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole : elle devient l'autorité délégante dans le cadre du

contrat de concession n° 09/149 relatif au parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean.

Conformément à l'article L.1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1<sup>er</sup> juin un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public, et dont le contenu est précisé à l'article R.1411-7 du même code et au chapitre 6 (articles 6.1 à 6.4) du contrat de Délégation de Service Public.

Le rapport annuel du délégataire au titre de 2016, a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Ce rapport annuel contient l'essentiel des informations exigées par le contrat de concession de service public et par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- délibération TRA 1/683/C du 29 juin 2007,
- La délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009 du Conseil de Communauté, autorisant le Président de la Communauté urbaine à signer le contrat de concession de service public et ses annexes du parking Vieux-Port-Fort Saint Jean ;
- Le contrat de concession n°09/149 du 29 octobre 2009 dont est le titulaire, à ce jour, la Société INDIGO ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2016, produit par la Société INDIGO INFRA FRANCE, concessionnaire ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence le 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel d'activité 2016 a été remis par le concessionnaire, la Société INDIGO INFRA FRANCE, dans les délais impartis.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 remis par la Société INDIGO INFRA FRANCE, relatif à la concession n° 09/149 du parking Vieux-Port - Fort Saint Jean.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 023-3261/17/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vallier à Marseille  
MET 17/5328/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 5/423/CC du 22 mai 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du groupement Fayat SA/Bec de Construction Provence/Jean Michel Battesti Architectes et Associés/Beterem Ingénierie, en tant que délégataire de Service Public, pour la réalisation et l'exploitation dans le cadre d'une concession, du Parking Vallier. Conformément à l'article 10.1 du contrat de concession, le groupement concessionnaire pour mener à bien la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement, a créé une société dédiée, dénommée la Société du Park Vallier.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel

présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire TRA 5/423/CC du 22 mai 2006, approuvant le choix du délégataire et du contrat de concession permettant la réalisation et l'exploitation du Parking Vallier ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 016-1159/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession concernant l'exploitation du parc de stationnement Vallier à Marseille-Société Park Vallier ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 010-1658/5/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession concernant l'exploitation du parc de stationnement Vallier à Marseille-Société Park Vallier ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire concernant le parking Vallier pour l'année 2016, a été remis par la Société du Park Vallier.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant le parking Vallier pour l'année 2016, remis par la Société du Park Vallier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 024-3262/17/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour le parc de stationnement République à Marseille  
MET 17/5337/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille Provence, exerce la compétence la réalisation et la gestion des parcs de stationnement sur l'ensemble de son territoire.

Le parc de stationnement République est un ouvrage situé sous la rue de la République, comprenant, sur cinq niveaux enterrés, environ 800 places de stationnement pour les véhicules. Ce parc de stationnement a été réalisé par la Communauté Urbaine dans le cadre général de la requalification urbaine du quartier, initié par les collectivités locales, en cohérence avec le projet Euroméditerranée et en préalable à la réalisation du Tramway dans le secteur de la rue de la République à Marseille (2ème arrondissement).

Par délibération, TRA 3/685/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix de la Société Vinci Park France devenue Indigo en 2015, en tant que Délégataire de Service Public, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage du parking République. Le contrat, d'une durée de douze ans, a démarré le 9 octobre 2007.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les

données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTUP 008-631/11/CC du 21 octobre 2011 approuvant l'avenant n°1 au contrat d'affermage ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 014-1157/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public, concernant l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille Vinci Park France ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire concernant le parking République pour

l'année 2016, a été remis par la Société Indigo.

**Délibère**

**Article unique**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant le parking République pour l'année 2016, remis par la Société Indigo

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 025-3263/17/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité 2016 du Délégataire de Service Public pour le parc de stationnement Blancarde à Marseille  
MET 17/5340/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 4/1078/CC du 18 décembre 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et du contrat d'affermage de la convention de Délégation de Service Public et ses annexes n°07/180 relatifs à l'exploitation du parking Blancarde à Marseille. Ainsi, le contrat d'une durée de douze ans a démarré en 2007 et s'achèvera en janvier 2020

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire TRA 04/1078/CC du 18 décembre 2006 par laquelle le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et du contrat d'affermage de la convention de délégation de service public et ses annexes n°07/180 relatifs à l'exploitation du parking Blancarde à Marseille ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTUP 008-630/11/CC du 21 octobre 2011 au Conseil communautaire approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération DTM 011-1154/15/CC approuvant l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public, concernant l'exploitation du parc de stationnement de la Blancarde à Marseille
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire concernant le parking de la Blancarde pour l'année 2016 a été remis par la Société Indigo

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant le parking de la Blancarde pour l'année 2016, remis par la Société Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 026-3264/17/CM**

#### **■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement de Gaulle et Jean-Jaurès à Marseille MET 17/5344/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Charles De Gaulle et Jean Jaurès ont été transférés à Marseille Provence Métropole. La Sogeparc devenue Vinci Park depuis juillet 2006, puis Indigo depuis 2015, est délégataire de ces parkings souterrains pour une durée de 50 ans. Son contrat s'achèvera le 15 décembre 2043.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal approuvant le contrat de Concession n° 91/343 du 21 octobre 1991 des parcs de stationnement Jean Jaurès et Charles de Gaulle ;
- La délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille transférant les parkings de stationnement à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole relative au transfert des parcs de stationnement ;
- La délibération n°93/107E du 15 mars 1993 au Conseil Municipal approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession ;
- La délibération n°94/482/E du 30 septembre 1994 au Conseil Municipal approuvant l'avenant n°2 au contrat de Concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire FAG 16/529/CC du 21 décembre 2001 approuvant l'avenant n°3 au contrat de Concession ;
- La délibération n° DTM 012-1155/15/CC du 3 juillet 2015 – Approuvant l'avenant n° 4 au contrat de DSP n°91/343 relative à la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Général de Gaulle et Jaurès (INDIGO) ;
- La délibération n° DTM 015-1663/15/CC du 21 décembre 2015 – Approuvant l'avenant n° 5 au contrat de DSP n°91/343 relative à la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Général de Gaulle et Jaurès (INDIGO) ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parkings Jean-Jaurès et De

Gaulle pour l'année 2016, a été remis par la Société Indigo.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant les parkings Jean-Jaurès et De Gaulle pour l'année 2016, remis par la Société Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 027-3265/17/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille MET 17/5348/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Castellane et Préfecture ont été transférés à Marseille Provence Métropole.

La Société Méditerranéenne de Stationnement (SMS), concessionnaire de ces parkings souterrains pour une durée de cinquante ans, dont la gestion est assurée par la Société Vinci Park Services, appartient au groupe Vinci Park devenu Indigo depuis 2015. Ce contrat de concession s'achèvera en 2043.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille transférant les parkings de stationnement à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole relative au transfert des parcs de stationnement ;
- Le contrat de concession des parkings souterrains Préfecture et Castellane n°91/132 du 14 octobre 1991 ;
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°91/132 du 14 décembre 1992 de la Ville de Marseille relatif à la création de la société Méditerranéenne de stationnement qui se substituait au groupement CSES-SOGEA ;
- L'avenant n°2 du 27 janvier 1995 au contrat de concession n°91/342 relatif à l'aménagement des surfaces du parking de la préfecture ;
- L'avenant n°3 du 10 mai 1995 n°91/132 relatif aux préjudices et dédommagement du concessionnaire pour le retard d'obtention du permis de construire du parking Préfecture ;
- L'avenant n°4 du 22 janvier 2002 au contrat de concession n°90/342 relatif à la modification de la clause d'indexation des tarifs ;
- L'avenant n°5 du Conseil Communautaire du 3 juillet 2015 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 014- 1157/15/CC du 3 juillet 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°5 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement Castellane Préfecture à Marseille ;

- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parkings Castellane et Préfecture pour l'année 2016 a été remis par la Société Indigo.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant les parkings Castellane et Préfecture pour l'année 2016, remis par la Société Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 028-3266/17/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille  
MET 17/5350/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

Par délibération DTUP 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 13/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le parc de stationnement Estienne D'Orves a été transféré à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La société Gagneraud Père et Fils, délégataire de ce parking souterrain depuis le 23 février 1987 pour une durée de trente ans a transféré le contrat de concession n° 87/042 à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park par avenant n°5 du 9 octobre 2009.

Le 16 juin 2016, la Société dédiée QPark s'est substituée dans les droits et obligations, à la Société Massilia Park pour la gestion de ce contrat de concession.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avenant n°1 du 22 juillet 1991 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au financement du parking, à la révision de la grille tarifaire, au réexamen des conditions financières et jalonnement dynamique ;
- L'avenant n°2 du 25 janvier 1993 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au calcul de la redevance due par le concessionnaire et à la révision de la grille tarifaire ;
- L'avenant n°3 du 27 octobre 1997 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au fonctionnement du parking, à la tarification et à la révision du calcul de la redevance due par le concessionnaire ;
- L'avenant n°4 du 20 mars 2001 au contrat de concession n°87/042 passée entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Société Gagneraud Père et Fils relatif à la réalisation d'une trémie

supplémentaire, l'évolution de la grille tarifaire, la prolongation conditionnée de la durée du contrat de un an et demi ;

- L'avenant n°5 du 9 octobre 2009 au contrat de concession n°87/042 transférant le dit contrat de la Société Gagneraud Père et Fils à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 010-1153/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 au contrat de concession l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille à la Société Massilia Park ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération TRA 025 - 1400/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°7 concernant le transfert du contrat de concession n°87/042 du 23 février 1987 relatif à l'exploitation du parking Estienne d'Oves à Marseille au sein de la Société Q-Park France ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire concernant le parking Estienne d'Orves pour l'année 2016, a été remis par la Société QPark France.

##### **Délibère**

##### **Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant le parking Estienne d'Orves pour l'année 2016, remis par la Société QPark France.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



## **TRA 029-3267/17/CM**

### **■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Espercieux et Arvieux à Marseille MET 17/5351/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

Par délibération TRA 2/684/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du Groupement QPark France/Gagneraud Construction en tant que Délégataire de Service Public, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage des parkings Espercieux et Arvieux. Pour une durée de douze ans. La Société dédiée « Société Marseillaise de Stationnement » a été constituée pour porter ce contrat.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil TRA 2/684/CC du 29 juin 2007, portant approbation du choix du délégataire et du contrat d'affermage permettant l'exploitation des parkings Espercieux et Arvieux ;

- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération DTM 015-1158 du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public concernant l'exploitation des parcs de stationnement Arvieux et Espercieux à Marseille ;
- L'avis de la CCSPL en date du 12 décembre 2017 ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parkings Arvieux et Espercieux pour l'année 2016 a été remis par la Société Marseillaise de stationnement (QPark).

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant les parkings Arvieux et Espercieux pour l'année 2016, remis par la Société Marseillaise de stationnement (QPark).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 030-3268/17/CM**

### **■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille MET 17/5353/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

Par délibération DTUP 015/-856/13CC du 13 décembre 2013, le Conseil de communauté à approuvé le choix de la société QPark en tant que délégataire de service public, pour l'exploitation dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 6 ans, du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille.

En date du 28 janvier 2015, la Société dédiée QPark Marseille Hôtel de Ville, s'est substituée dans les droits et obligations, à la Société QPark, pour la gestion de ce contrat d'affermage.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 015-856/13/CC, portant approbation du choix du délégataire et du contrat d'affermage permettant l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération DTM 017-1160/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public concernant l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à

Marseille – Société QPark Marseille Hôtel de Ville ;

- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire concernant le parking Vieux-Port Hôtel de Ville pour l'année 2016, a été remis par la Société Vieux-Port Hôtel de Ville (QPark).

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant le parking Vieux-Port Hôtel de Ville pour l'année 2016, remis par la Société Vieux-Port Hôtel de Ville (QPark).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 031-3269/17/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Baret-Saint Ferréol, Corderie, Cours Julien, Gambetta, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille**  
**MET 17/5357/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02-749-DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone ont été transférés à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

La Ville de Marseille avait, en 1973, confié à la société d'économie mixte Marseille Parc Auto, la concession de ces sept parkings. Dans le cadre d'une politique de valorisation du stationnement, la Ville de Marseille a confié le 2 décembre 1991 cette concession à la Société Scetauparc devenue la Société Provençale de Stationnement (SPS). La Société Provençale de Stationnement a été rachetée par le groupe Epolia en 2006 et par QPark en juin 2008. Ce contrat de concession s'achèvera en décembre 2021.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 009-1152/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°3 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille ;
- La délibération DTM 003-854/16/CM du 19 septembre 2016 approuvant l'avenant n°4 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement

Baret, St Ferréol, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille ;

- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parcs de stationnement Baret, St Ferréol, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone pour l'année 2016 a été remis par la Société QPark

##### **Délibère**

##### **Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2016, remis par la Société QPark titulaire du contrat de concession n°91/354 relatif à l'exploitation des parkings Baret, St Ferréol, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

##### **TRA 032-3270/17/CM**

##### **■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour les parcs en enclos de Marseille MET 17/5335/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération DTM 001-1317/15/CC du 25 septembre 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et la convention de délégation de service public sous la forme d'un affermage n° 15/1623, pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille des plages (7 parcs) et des parcs Providence, Tilleuls et Beugeard, confiée à la Société Effia Stationnement pour une durée de 7 ans.

En janvier 2015 la Société dédiée Effia Stationnement Marseille est substituée dans les droits et obligations de la Société Effia Stationnement pour la gestion de ce contrat d'affermage

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 001-1317/15/CC du 25 septembre 2015, par laquelle la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le choix du délégataire et de la convention de délégation de service public sous la forme d'un affermage n° 15/1623, pour l'exploitation des parcs en enclos des plages de Marseille (7 parcs), Providence, Tilleuls et Beaugeard, confiée à la Société Effia Stationnement ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parcs en enclos de Marseille pour l'année 2016, a été remis par la Société Effia Stationnement Marseille.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2016, remis par la Société Effia Stationnement Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 033-3271/17/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Centre et Vieux Port à La Ciotat MET 17/5352/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 6/424/CC du 22 mai 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix de la Société Sogeparc France en tant que Délégataire de Service Public, pour la réalisation et l'exploitation dans le cadre d'une concession, de deux parcs de stationnement souterrains à La Ciotat, Source du Pré et Jardin de la Ville. La Société « Sogeparc », titulaire du contrat de concession, est une filiale du groupe « Vinci Park » devenu Indigo depuis 2015. Afin d'améliorer l'attractivité et la visibilité, les deux parkings ont été renommés parking du Centre et parking Vieux-Port. Le parking du Centre (427 places) et le parking Vieux-Port (579 places) ont respectivement été mis en service le 1er août 2008 et le 15 mai 2009.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire TRA 06/424/CC du 22 mai 2006 portant approbation du choix de délégataire et du contrat de concession permettant la réalisation et l'exploitation des deux parcs de stationnement souterrains à la Ciotat, parking Centre et parking du Vieux-Port ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTUP 007-2003/10/CC du 25 février 2010 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession relatif aux parcs de stationnement Source du Pré et Jardin de la Ville à la Ciotat ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 018-1161/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession concernant l'exploitation des parkings du Centre et du Vieux-Port ;
- La délibération 016 – 1664/15/CC du Conseil Communautaire du 21 décembre 2015 approuvant l'avenant n°3 au contrat de concession concernant l'exploitation de deux parcs de stationnement souterrains à la Ciotat Centre et Vieux Port ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parkings Centre-Ville et Vieux Port à la Ciotat pour l'année 2016, a été remis par la Société Indigo.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant les parkings Centre-Ville et Vieux Port à La Ciotat pour l'année 2016, remis par la Société Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 034-3272/17/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement en ouvrage Viguerie et Mimosas et enclos Madie, Daudet et Bestouan à Cassis  
MET 17/5333/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération DTUP 001/047/14/CC du 21 février 2014, le Conseil Communautaire a approuvé le choix de la Société Effia Stationnement en tant que délégataire de service public pour l'exploitation, dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 10 ans, des parkings en ouvrage Viguerie, Mimosas et des parcs en enclos Madie, Bestouan et Daudet à Cassis.

Le 30 mars 2014, la Société dédiée Effia Stationnement Cassis s'est substituée dans les droits et obligations à la Société Effia Stationnement, pour la gestion de ce contrat d'affermage.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 001-047/14/CC du 21 février 2014 portant approbation du choix du délégataire et du contrat d'affermage pour l'exploitation de parkings en ouvrage Viguerie, Mimosas et enclos, Madie, Bestouan et Daudet ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération DTM 019-1162/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public concernant l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage Viguerie, Mimosas et enclos, Madie, Bestouan et Daudet à Cassis - Société Effia Stationnement à Cassis ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parkings en ouvrage Viguerie, Mimosas et les parcs en enclos Madie, Bestouan et Daudet à Cassis pour l'année 2016, a été remis par la Société Effia Stationnement Cassis.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant des parkings en ouvrage Viguerie, Mimosas et des parcs en enclos Madie, Bestouan et Daudet à Cassis pour l'année 2016, remis par la Société Effia Stationnement Cassis

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 035-3273/17/CM**

**■ Lancement d'un Appel à Projets pour stimuler l'innovation en faveur des mobilités vers les entreprises**

**MET 17/5846/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté le 15 décembre 2016 son Agenda de la Mobilité métropolitaine, acte fondateur et outil stratégique de planification des actions en faveur de la mobilité sur son territoire pour les années à venir.

Entre autres outils à l'appui de ce plan d'actions ambitieux, figure l'innovation, qui constitue un des leviers pour valoriser les mobilités alternatives, les reports modaux, et favoriser l'émergence de nouvelles solutions répondant aux enjeux d'une mobilité durable et efficiente.

La politique en faveur de l'innovation et la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de promouvoir de nouvelles solutions, visent à une conduite du changement des comportements et se traduit par la recherche et le soutien de projets faisant participer les habitants et acteurs économiques du territoire, particulièrement pour les besoins en mobilités liés aux activités des entreprises et vers les zones d'emploi.

L'enjeu est d'apporter des réponses adaptées en réduisant le recours à un véhicule personnel, particulièrement en usage solo.

Afin de favoriser l'émergence de solutions innovantes et soutenir des projets capables d'apporter ces réponses, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite lancer un appel à projets, doté d'une enveloppe globale d'aide de 400 000,00 €, à répartir sur un maximum de 5 projets.

Le Projet de règlement de cet Appel À Projets, est joint à la présente délibération.

Le premier des objectifs de cet AAP, est d'accélérer les mutations technologiques et comportementales en matière de mobilité en soutenant des projets à la fois exemplaires et reproductibles sur différents points du territoire.

Il s'agit de tester en conditions réelles des produits, des services, ou des procédés de mobilités innovants, favorisant le report modal, permettant de faciliter l'accès aux nouvelles mobilités, et de réduire l'impact environnemental des déplacements.

L'objectif est également de développer de manière mesurable l'usage des modes actifs, des véhicules partagés et des transports en commun, de mettre en avant des technologies permettant de renforcer l'usage de maillages déjà existants et celui de dessertes d'activités économiques sous utilisées.

Il s'agit enfin d'expérimenter de nouvelles approches de la mobilité dans les milieux liés à l'emploi et à l'activité économique.

Les projets pourront porter sur :

- Des solutions technologiques
  - des modes de déplacement inédits
  - des utilisations partagées de mobilités de proximité
  - des chaînes de mobilité complémentaires vers l'emploi
  - l'innovation sur un concept
  - l'innovation sur une zone d'emploi déterminée
  - la stimulation et promotion d'initiatives d'engagements employé/employeur au-delà de la seule réglementation en vigueur
  - l'organisation d'écosystèmes locaux de mobilité alternative
  - l'optimisation d'utilisation des moyens et dessertes existants
- cette liste n'étant pas exhaustive.

Pour être éligibles, les projets devront être multi partenariaux, et réunir plusieurs partenaires privés provenant du monde économique associés entre eux : entreprises, start-ups, associations, dont associations d'usagers et inter-entreprises.

Ils devront être réalisés exclusivement au sein de l'espace territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence et être conçus pour une durée opérationnelle comprise entre 6 et 24 mois.

Ils devront afficher des objectifs mesurables visant, de manière cumulative à :

- Être plus proche des usagers pour aider au changement par la proximité,
- lever les freins à la pratique des transports en commun ou des mobilités alternatives au quotidien,
- toucher de nouveaux publics,
- pratiquer le report modal.

Ils devront viser un public cible d'au minimum 500 emplois.

Ils devront permettre de préfigurer un modèle économique susceptible de s'inscrire dans la durée et permettant d'envisager un déploiement à grande échelle. Pour ce faire l'ensemble des étapes du projet et particulièrement ses résultats et le constat des différents impacts devront être mesurables et évalués.

Le taux d'intervention maximal correspondrait à 50 % du montant H.T. des dépenses éligibles, le montant des dépenses liées à la seule communication devant rester inférieur à 30 % des dépenses éligibles.

Le montant cumulé de toutes les aides publiques ne pourra pas dépasser plus de 70% du coût global du projet.

La procédure de candidature envisagée selon un calendrier précis; prévoit une phase de lancement, une date limite d'inscription et une date limite de dépôt d'un dossier complet de candidature.

L'évaluation des candidatures implique la formation d'un comité technique, ainsi que d'une commission d'Appel à Projets chargée de déterminer la liste des projets retenus et soumettre au vote les lauréats.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM, portant sur l'approbation de l'Agenda de la Mobilité métropolitaine ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que cet appel à projets répond aux enjeux de la mobilité sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence en général, et aux

priorités de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en particulier ;

- Que la stimulation et l'expérimentation de solutions innovantes est pertinente au regard des besoins des entreprises et des bassins d'emploi sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le principe et la forme de l'Appel à Projets ci-annexé,

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2018 du budget annexe transports Métropolitain en section de fonctionnement sous politique A710 nature 611 et 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 036-3274/17/CM**

### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Acquisition du bâtiment D de l'ensemble immobilier "Les carrés de Lenfant"**

#### **MET 17/6059/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La DGA mobilité et infrastructures de transport du Territoire du Pays d'Aix occupe actuellement des locaux d'une superficie de 762 m<sup>2</sup> et 100 m<sup>2</sup> de bâtiment modulable avec 77 emplacements de parking, sis Zac de la Robole, 25 rue Paul Langevin à Aix-en-Provence. Le bail prendra fin au 31 janvier 2019 et le propriétaire ne souhaitant pas renouveler le bail pour réaliser des travaux, le Territoire du Pays d'Aix a entrepris des recherches de locaux tant à la location qu'à la vente.

Dans le cadre de ces recherches, un bâtiment de 1641 m<sup>2</sup> a été identifié tant à la location qu'à la vente aux Carrés de Lenfant, 140 avenue du 12 juillet 1998, 13290 Aix-en-Provence. Cet immeuble se situe à l'entrée du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, le long de la RD9, en connexion immédiate avec l'échangeur de l'autoroute en direction d'Aix-Marseille. Proposé à la vente au prix de 4.665.000 € HT directement emménagés et utilisables par les services de la

Métropole, le prix comprend 3.850.000 € HT pour l'immeuble proposant 70 à 82 postes selon les aménagements avec salle(s) de réunion, 315.000 € HT pour les 25 emplacements de parkings en sous-sol et les 3 places extérieures de directions, soit un total de 4.165.000 € HT hors droits de mutation, auquel s'ajoute le coût des aménagements intérieurs pour un montant de 500.000 € HT.

Lors de sa séance du 19 octobre 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé l'acquisition de ce bien.

L'opération d'investissement n°2017269500 - Acquisition du Bâtiment D de l'ensemble immobilier Les Carrés de Lenfant - d'un montant de 5 000 000 € HT, enregistrée dans l'autorisation de programme 172073TP du programme 07 doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n°FAG 009-2431/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant l'acquisition du Bâtiment D de l'ensemble immobilier Les Carrés de Lenfant.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 5 000 000 €HT de l'opération d'investissement Acquisition du Bâtiment D de l'ensemble immobilier Les Carrés de Lenfant afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

## **Délibère**



### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération 2017269500 - Acquisition du Bâtiment D de l'ensemble immobilier Les Carrés de Lenfant - d'un montant de 5 000 000 HT rattachée au programme 07 code AP 172073TP;

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires à l'opération 2017269500 – Acquisition du Bâtiment D de l'ensemble immobilier Les Carrés de Lenfant – sont inscrits au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence Nature 2131 et 2135 – Sous politique : C240

### **Article 3 :**

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 :	4 900 000 € HT
Année 2018 :	100 000 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## ***Commission "Urbanisme et Aménagement"***

\*\*\*\*\*

**URB 001-3275/17/CM**

■ **Présentation du rapport d'activité 2016 du Déléataire de Service Public du Marché d'Intérêt National - site des Arnavaux à Marseille  
MET 17/5200/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 42 de la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles les compétences en matière de marchés d'intérêt national précise que la Métropole Aix-Marseille Provence exerce de plein droit les compétences en matière de Marchés d'intérêt National (MIN).

Les MIN sont régis notamment par l'ordonnance n°67-808 du 22 septembre 1967 qui indique dans son article 2 que la gestion des marchés d'intérêt national peut être assurée soit en régie par une collectivité locale ou un groupement, soit par une société d'économie mixte.

La SOMIMAR est une société d'économie mixte qui gère le MIN des Arnavaux à Marseille.

Par délibération du 16 décembre 2002 la Ville de Marseille a transféré à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole les biens droits et obligations nécessaires à l'exercice de la compétence Marché d'Intérêt National.

Le Marché d'Intérêt National de Marseille, est aujourd'hui constitué de deux sites distincts :

- Les Arnavaux, site dédié au marché des fruits et légumes géré, par la SOMIMAR, par convention de concession n°73/53 du 18 décembre 1972.  
Par avenant n° 6, à ladite convention, la durée de la mission a été prorogée jusqu'au 4 avril 2037.

- Saumaty, site dédié au marché des produits de la mer géré directement par la Communauté Urbaine.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services communautaires dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°67-808 du 22 septembre 1967 portant modification et codification des règles relatives aux marchés d'intérêt national et notamment son article 2 ;
- L'article 42 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par la Société Somimar.

## Délibère

### Article 1 :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour 2016, remis par la société Somimar relatif à l'exercice de la compétence Marché d'Intérêt National pour le site des Arnavaux.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 002-3276/17/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement "Grand Centre Ville" à Marseille - Approbation de l'avenant 8 à la concession - Approbation de l'avenant 1 à la convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille  
MET 17/5450/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Par concession d'aménagement notifiée le 20 janvier 2011, l'opération « Grand Centre Ville » a été confiée à la SOLEAM pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité

résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. Ce transfert a été constaté par l'avenant 6 à la concession, exécutoire le 23 juin 2016, à l'occasion duquel le contrat s'est vu attribuer le numéro T1600914CO pour son suivi administratif et comptable (remplaçant le numéro de contrat municipal 11/0136).

Depuis le début de l'opération, les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) ont été régulièrement approuvés par les assemblées délibérantes successivement compétentes :

- par délibérations du Conseil Municipal de Marseille pour les exercices 2011, 2012, 2013,
- par délibération du Conseil Communautaire Marseille Provence Métropole pour l'exercice 2014,
- par délibération URB 020-1424/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 pour l'exercice 2015 ; à cette occasion a été approuvé l'avenant n°7 à la concession d'aménagement T1600914CO.

Cet avenant a repris les objectifs ajustés sur 25 pôles de projet, visant à échéance de l'opération :

- la production de 1 400 logements nouveaux ou restructurés locatifs et en accession à la propriété,
- la production de 11 600 m2 locaux d'activité ou commerce et 9 000 m2 d'équipements,
- l'amélioration 2 000 logements par les propriétaires grâce à un système incitatif d'aides aux travaux,
- le ravalement de 1 000 immeubles le long des axes emblématiques du centre ville,
- la création et l'amélioration de 47 000m2 de voiries et d'espace public pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle et commerciale des quartiers centraux.

L'échéance contractuelle est aujourd'hui fixée au 19 janvier 2021. Toutefois l'article 4 du traité de concession prévoit un bilan d'étape à échéance du 31 décembre 2017 pour permettre d'adapter le contrat aux évolutions de contexte.

Compte tenu des opérations engagées, du délais des procédures d'urbanisme nécessaires à leur mise en œuvre, notamment les Déclarations d'Utilité Publiques, il est proposé de proroger de 5 ans la concession d'aménagement dont le terme est ainsi portée au 31 décembre 2025.

C'est dans cette perspective qu'est examiné le Compte Rendu Annuel de l'opération au 31 décembre 2016, notamment pour la partie prévisionnelle.

Il est en particulier prévu à cette occasion de consolider le sous-bilan financier prévisionnel du pôle Flammarion après que le projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Flammarion ait été soumis à concertation publique du 21 juin au 21 juillet 2017 dont le bilan a été approuvé par délibération métropolitaine du 19 octobre 2017.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de Métropole :

-le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement « Grand Centre Ville » présentant le bilan de l'exercice écoulé, et les prévisions sur les exercices à venir jusqu'à la nouvelle échéance en fonction de la consolidation des sous-bilans par pôle,

-l'avenant 8 à la dite concession prorogeant l'opération jusqu'au 31 décembre 2025 et actualisant l'échéancier de versement des participations,

-l'avenant 1 à la convention tripartite entre la Métropole, la SOLEAM et la ville de Marseille pour le financement d'investissements municipaux, actualisant le programme et fixant l'échéancier de versement de la participation municipale.

La prorogation est proposée sans modification substantielle des équilibres financiers de l'opération :

- Le montant total des dépenses de 235 289 135 euros est inchangé.

- Le montant total des recettes passe de 103 381 179 euros à 102 750 782 euros

Les participations publiques à l'équilibre de l'opération évoluent de manière suivante :

- la participation d'équilibre passe de 73 519 208 euros à 60 700 747 euros dont 45 560 747 euros à la charge de la Métropole et 15 140 000 euros déjà acquittés par la ville de Marseille,

- la participation aux aménagements métropolitains passe de 34 733 974 euros à 47 552 435 euros sur laquelle la TVA est récupérable,

- la participation aux équipements municipaux passe pour la ville de Marseille de 19 192 824 euros à 20 541 671 euros.

- l'apport de foncier en nature passe de 4 426 835 euros à 3 743 500 euros, le différentiel de 683 350 euros correspond au foncier qui restait à apporter à la concession par la ville de Marseille au moment où la Métropole est devenue concessionnaire ; l'apport foncier sera réévalué à due concurrence du foncier que la ville de Marseille aura pu transférer gratuitement à la Métropole concessionnaire.

Le Compte Rendu Annuel pour l'exercice 2016 affiche les résultats suivants :

#### DEPENSES :

##### \*Etudes :

Pour 2016 il était prévu 410 356 euros de dépense sur ce poste. Il a été versé 310 139 euros TTC. Il s'est notamment agit :

.de conduire les diagnostics techniques nécessaires aux campagnes de ravalement,

.de conduire les études techniques concernant le projet de requalification de la place Jean-Jaurès,

.d'engager des études de programmation et de faisabilité pour la restructuration de l'îlot Nationale et la requalification de la place de la Providence,

.de réaliser les études de marché et de programmation urbaine pour définir les grands objectifs une sur l'îlot Flammarion.

Globalement ce poste passe de 2 703 150 euros à 3 989 269 euros TTC pour tenir compte du besoin d'études à conduire sur la période 2020 à 2023.

Il est prévu un budget de 424 310 euros pour l'exercice 2017.

##### \*Acquisitions foncières, gestion et relogements :

Pour 2016 il était prévu 3 314 870 euros de dépenses, relogements et gestion compris. Ont été constatés en dépenses 839 191 euros dont 684 031 euros d'acquisitions foncières, l'écart est dû essentiellement au différé d'acquisition d'un tènement de 2 millions d'euros à l'Etablissement Public Foncier.

La dépense cumulée depuis le début de l'opération est de 9,5 millions d'euros. Ils correspondent :

.13 152 m<sup>2</sup> d'immeuble sur un objectif porté de 47 000 m<sup>2</sup> à 51 000 m<sup>2</sup>,

.1 343 m<sup>2</sup> de logements diffus sur un objectif ramené de 9 100 m<sup>2</sup> à 5 640 m<sup>2</sup>,

.3 760 m<sup>2</sup> de locaux sur un objectif porté de 6 700 m<sup>2</sup> à 20 539 m<sup>2</sup> pour inclure de grands tènements à maîtriser sur le pôle Flammarion,

.433 m<sup>2</sup> de terrains sur un objectif ramené de 20 000 m<sup>2</sup> à 8 610 m<sup>2</sup>, compte tenu de la rareté des tènements libres en tissu dense ancien.

Globalement, sur la durée de la concession prorogée, le poste diminue légèrement de 106 469 996 euros à 102 104 374 euros essentiellement par une révision des évictions commerciales et du coût de gestion du patrimoine.

Il est prévu un budget de 10 475 167 euros pour l'exercice 2017, dont 6,2 millions d'euros d'acquisition ferme de locaux sur le pôle Flammarion auprès de l'Etablissement Public Foncier.

#### \*Travaux :

Ces dépenses comprennent à la fois les travaux conservatoires et préparatoires sur le foncier acquis, y compris démolitions, mais aussi les travaux de réalisation des programmes d'habitat, d'équipements et d'aménagement des espaces publics dont la SOLEAM s'est vue confier la maîtrise d'ouvrage.

En 2016 était prévu un budget de 1 826 458 euros TTC honoraires compris, il a été dépensé 512 627 euros du fait d'un démarrage plus tardif des travaux d'aménagement de la la Place Fare-Petites Maries et d'un coût à la baisse des honoraires de maîtrise d'œuvre initialement prévus pour la place Jean Jaurès.

La dépense cumulée depuis le début de l'opération est de 4,6 Millions d'euros comprenant les démolitions des immeubles insalubres Fonderie-Vieille, les démolitions et le confortement de l'îlot Korsec, l'aménagement sur les terrains libérés d'un city-stade, la restauration complète des immeubles 23, rue de Rome et 23, rue Sénac de Meilhan, l'aménagement des locaux 6, rue de Pressensé pour le relogement d'un commerçant, le démarrage des travaux d'aménagement de la place Fare-Petites Maries.

Il est prévu un budget de 2 673 896 euros pour l'exercice 2017.

Globalement, sur la durée de la concession, ce poste passe de 78 107 557 euros à 75 464 410 euros. Cette baisse de 2,6 millions d'euros s'explique essentiellement par la diminution du poste de réhabilitation complète de logements et de locaux,

suite à la diminution de moitié du volume d'acquisition de logements diffus en mauvais état et de l'option de privilégier la cession de foncier à réhabiliter avec cahier des charges.

#### \*TVA reversée :

Le montant total de la TVA reversée passe globalement de 3 293 777 euros à 8 076 658 euros, soit une augmentation de près de 4,8 millions d'euros. Cette variation s'explique par une augmentation substantielle de TVA collectée en recettes passant de 20,4 à 24 millions d'euros.

#### RECETTES :

##### \*Cessions foncières :

Il était prévu 144 084 euros de recettes foncières en 2016. Ce sont 26 483 euros qui ont été encaissés du fait du décalage de la recette prévue sur l'îlot Korsec.

Globalement, sur la durée prorogée de la concession, ce poste passe de 85 588 454 euros à 84 531 266 euros par ajustement des prix de commercialisation.

Il correspond à un objectif total actualisé de cession de :

.76 534 m<sup>2</sup> de logements, soit environ 1 400 logements ;

.7 234 m<sup>2</sup> de locaux d'activité ou commerces, au lieu des 11 600 précédemment prévus, du fait de l'augmentation des surfaces d'équipement programmées ;

.250 places de stationnement.

Une recette foncière de 4 569 930 euros est prévue pour l'exercice 2017 dont 2 650 000 euros fermes issus de la vente des cinq immeubles de l'îlot Canebière-Feuillants à AGIR Promotion pour la réalisation d'un hôtel et d'une brasserie sur la Canebière ; signée le 2 décembre 2015, l'acte prévoyait un différé de versement de 18 mois. Le complément de recettes escompté correspond au projet de cession en bloc à un bailleur de trois biens réhabilités ayant servi aux relogements nécessaires à l'opération du pôle Canebière-Feuillants.

##### \*Recettes locatives :

La recette locative prévisionnelle pour 2016 était de 67 853 euros ; une recette de 54 190 euros a été encaissée.

Globalement, sur la nouvelle durée de la concession, le poste est revu à la hausse ; il passe de 1 867 852 euros à 2 429 361 euros du fait de la durée plus longue de portage des locaux loués.

Il est prévu une recette de 108 856 euros sur l'exercice 2017.

#### Subventions et participations aux investissements :

Dans le cadre de ses missions la SOLEAM est appelée à être maître d'ouvrage d'opérations subventionnées. Il s'agit essentiellement des subventions mobilisées auprès de l'ANRU dans le cadre des projets de renouvellement urbain déjà contractualisés entre les collectivités, l'État et l'Agence. La SOLEAM est subventionnée principalement pour :

- .le déficit d'Ilot Abadie, dans le quartier du Panier,
- .le déficit d'Ilot Korsec dans le quartier Belsunce,
- .l'aménagement de la place Fare Petites Maries, mitoyenne de l'opération précédente.

La SOLEAM a encaissé 213 668 euros en 2016.

Globalement le montant des subventions est révisé de 2 924 541 Euros à 5 632 158 Euros pour tenir compte de subventions nouvelles mobilisées auprès de l'ANRU dans le cadre du comité d'engagement de décembre 2016 pour le nouveau programme national de rénovation urbaine (NPNRU).

Le montant prévisionnel d'encaissement est de 663 314 euros en 2017.

Les participations publiques au bilan de concession se répartissent comme suit :

\*Participation aux équipements publics métropolitains :

Le programme actualisé des aménagements publics métropolitains concédés dans le cadre de cette opération de renouvellement urbain concerne :

- pôle Mazagran : requalification des rues du Théâtre & Mazagran - Place du Lycée,
- pôle Korsec : aménagement de la Place Fare Petites Maries,
- pôle Flammarion : réalisation d'une trame viaire pour désenclaver des friches mutables.
- pôles Trois Rois / Curiol / Olivier / Nau : requalification de la place Jean Jaurès,
- pôle Nationale-Providence : aménagement de la Place de la Providence,
- pôles Noailles : piétonisation.

Ce programme, détaillé en annexe, correspond à une surface créée ou requalifiée passant de 47 000 m<sup>2</sup> à 56 500 m<sup>2</sup> du fait de l'ajustement du programme de voirie du projet de ZAC Flammarion

et de l'extension des emprises requalifiées autour de la place Jean Jaurès.

L'aménagement de l'impasse Fonderie Vieille du pôle Fonderie Vielle est retiré du champ de la concession ; il sera réalisé directement par la Métropole.

Le budget passe de 34 733 974 euros TTC à 47 552 435 euros TTC. Cette évolution est notamment liée :

.à l'introduction des travaux de piétonisation de la rue d'Aubagne à Noailles,

.à la prise en compte de toutes les dépenses subventionnables liées à ces aménagements pour lesquelles la TVA est récupérable.

L'augmentation globale de 12,8 millions euros est compensée par la diminution à due concurrence de la participation métropolitaine à l'équilibre du bilan global.

Des versements à hauteur de 261 365,19 euros ont été effectués en 2016, encaissés en 2017 par la SOLEAM. Le versement de participation prévu pour l'année 2017 est de 1 842 533 euros.

\*Participation numéraire du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation d'équilibre passe de 73 519 208 euros à 60 700 747 euros

La Ville concédante jusqu'au 31 décembre 2015 a versé 15 140 000 euros – dont un solde de 640 000 euros perçu par la SOLEAM sur l'exercice 2016.

45 560 747 euros sont à la charge de la Métropole concédante à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La Métropole a versé 6 500 000 euros pour 2016.

Il est prévu un versement de 8 000 000 euros pour 2017.

\*Participation aux équipements municipaux :

Le programme actualisé des équipements municipaux et prestations réalisés dans le cadre de l'opération, objet d'une convention tripartite associée, concerne :

- pôle Korsec : city-stade Korsec et parvis du 3 rue Maurice Korsec auquel s'ajoute les équipements 5 rue Maurice Korsec,
- pôles Noailles : équipement socio-culturel intergénérationnel Domaine Ventre ; équipement jeunesse 44, rue d'Aubagne,
- pôle Nationale-Providence : équipement périscolaire (hors achat coque et aménagements),

- pôle Nadar-Pouillon : Jardin des Récollettes – création passage vers le cœur d'îlot ; requalification légère du cœur d'îlot ; mise en sécurité et confortement du 15, rue Thubaneau,

- pôle Folies Bergères : requalification du passage des Folies Bergères,

- pôle Flammarion : réalisation d'un groupe scolaire 8 classes (hors aménagements intérieurs ; sans charge foncière) et provision pour un équipement de proximité,

- pôle Opéra : réalisation de locaux à usage de l'Opéra Municipal.

Ce programme, détaillé en annexe, correspond à une surface d'équipement passant de 9 000 m<sup>2</sup> à 9 935 m<sup>2</sup> lié notamment à l'introduction du traitement des immeubles 3-5, rue Molière dans le pôle Opéra.

Les prestations concernant la mission d'aide aux ravalements de façades et travaux d'office liés seront prises en charge à compter de 2018 par la convention de mandat spécifique entre la ville de Marseille et la SOLEAM mise en place par délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2016, ce qui conduit à réduire l'enveloppe prévue au réalisé à fin 2017.

Le budget passe de 19 192 824 euros TTC à 20 541 671 euros TTC. Cette évolution est notamment liée :

.à la réduction du coût de la mission ravalements de façades sortie du champ de la concession,

.à la restauration des vestiges du 5, rue Maurice Korsek, suite à l'abandon du projet immobilier privé,

.à l'introduction d'une enveloppe prévisionnelle pour la réalisation d'un équipement de proximité dans le pôle Flammarion, actuellement à l'étude,

.à l'introduction de la réalisation des locaux à usage de l'Opéra Municipal dans le cadre de la concession.

Les évolutions de ce programme font l'objet d'un avenant n°1 à la convention de financement tripartite des investissements municipaux.

Un versement de 953 946 euros a été effectué en 2016, encaissé par la SOLEAM en 2017. Le versement de participation prévu pour l'année 2017 est de 1 498 288 euros.

\*Apport en nature :

Les apports en nature transférés à la concession par la ville de Marseille sont valorisés à hauteur de 3 743 500 euros détaillé en annexe.

Le différentiel de 683 350 euros restant à apporter par rapport 4 426 835 euros approuvés au

précédent compte rendu sera consolidé lors du prochain compte rendu annuel à hauteur du foncier effectivement transféré par la Ville à la Métropole.

Concernant la trésorerie de l'opération, un emprunt de 2 000 000 euros a été contracté sur l'exercice 2012. Au 31 décembre 2016 cet emprunt est remboursé à hauteur de 1 700 000 euros

Le remboursement de l'avance de 2 000 000 euros est reporté à la nouvelle échéance de fin de la concession.

Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2016 est de +2 779 430 Euros. Un solde positif équivalent est projeté pour 2017. Toutefois compte tenu du lissage dans le temps des participations publiques, la SOLEAM envisage de contracter un emprunt de 10 000 000 euros en 2018 remboursé sur 6 ans pour faire face au pic de dépenses de travaux notamment sur les exercices 2019-2020.

Dans le cadre de ses missions d'assistance de la ville de Marseille pour les campagnes de ravalement de façades, la SOLEAM fait état du bilan suivant :

En 2016, des injonctions de façade ont été envoyées sur 52 immeubles (axe rue St Ferréol) portant à 503 le nombre total d'immeubles soumis à l'obligation de ravalement.

133 immeubles sont aujourd'hui ravalés.

A compter de 2018 les missions d'aide au ravalement de façade seront assurées par la SOLEAM dans le cadre d'une convention spécifique passée avec la ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Impôts ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal 09/028/DEVD du 9 février 2009 ;
- La délibération du Conseil Communautaire FCT 008-1929/02CC du 19 février 2009 ;
- La délibération du Conseil Municipal 10/1142/SOSP du 6 décembre 2010 ;
- La délibération du Conseil Municipal 11/0288/SOSP du 4 avril 2011 ;
- La délibération du Conseil Municipal 15/1212/UAGP du 16 décembre 2015 ;
- La délibération du Conseil Communautaire FCT 010-1565/15/CC du 21 décembre 2015 ;
- L'arrêté Préfectoral du 28 décembre 2015 ;
- La délibération du Conseil de Métropole URB 020-1424/16/CM du 15 décembre 2016 ;
- La délibération du Conseil de Métropole URB 009-1413/16/CM du 15 décembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'avenant 7 entre la Métropole, la ville de Marseille et la SOLEAM à la convention d'aménagement numéro T1600914CO transférant la convention n°11/0136 entre la ville de Marseille et la SOLEAM et ses avenants 1, 2, 3, 4, 5 et 6 ;
- La convention d'avance numéro n°11/0674 entre la ville de Marseille et la SOLEAM notifiée le 8 juin 2011 et transféré à la Métropole par avenant n°1 et notifiée sous le n°2017-0674 ;
- La convention tripartite de financement des investissements municipaux signée entre la Métropole, la ville de Marseille et la SOLEAM dûment notifiée sous le n°2017-81192.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, ci-annexé relatif la concession d'aménagement « Grand Centre Ville » numéro T1600914CO, établi au 31 décembre 2016 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la prorogation de la concession d'aménagement « Grand Centre Ville » jusqu'au 31 décembre 2025.

#### **Article 3 :**

Est approuvé l'avenant n°8 à ladite concession d'aménagement T1600914CO (ci-annexé).

#### **Article 4 :**

Sont approuvées les participations de la Métropole :

- à l'équilibre du bilan pour un montant de 45 560 747 euros dont 39 060 747 euros restent à verser au 31 décembre 2016 selon l'échéancier prévisionnel suivant :

2017 : 8 000 000 euros

2018 : 1 330 145 euros

2019 : 5 043 091 euros

Le versement du solde tel qu'inscrit au plan de trésorerie prévisionnel fera l'objet d'un ajustement annuel et d'un lissage en fonction des besoins actualisés.

- aux aménagements publics métropolitains d'un montant de 47 552 435 euros TTC au 31 décembre 2016 à encaisser selon l'échéancier prévisionnel suivant :

2017 : 1 842 533 euros

2018 : 6 950 524 euros

2019 : 8 117 991 euros

Le versement du solde tel qu'inscrit au plan de trésorerie prévisionnel fera l'objet d'un ajustement annuel et d'un lissage en fonction des besoins actualisés.

#### **Article 5 :**

Est approuvé l'avenant 1 à la convention tripartite n°2017-81192 entre la Métropole, la ville de Marseille et la SOLEAM actualisant la participation de la ville de Marseille à la concession d'aménagement « Grand Centre Ville » T1600914CO pour un montant de 20 541 671 euros TTC et l'échéancier de versement (ci-annexé).

A titre indicatif les versements prévus par la ville de Marseille sont les suivants :

2017 : 1 498 288 euros

2018 : 1 816 346 euros

2019 : 6 792 276 euros

#### **Article 6 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 003-3277/17/CM**

#### **■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la Valentine à Marseille 11ème arrondissement - Approbation de l'avenant 18 à la convention de concession MET 17/5460/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Valentine a été créée, à l'initiative de la Ville de Marseille, par arrêté préfectoral du 12 mars 1974.

Son dossier de réalisation a été adopté par délibération du Conseil Municipal n° 78/261/U du 19 mai 1978.

Son PAZ (Plan d'Aménagement de Zone) a été approuvé par arrêté préfectoral du 30 juin 1980.

Son programme des équipements publics a été approuvé par arrêté préfectoral du 26 mai 1981.

Par convention de concession d'aménagement adoptée par délibération du Conseil Municipal 79/645/U du 28 janvier 1980 et approuvée par arrêté préfectoral du 24 juin 1981, la Ville de Marseille a confié à la SOMICA (Société Mixte Communale d'Aménagement et d'équipement), devenue par la suite Marseille Aménagement puis SOLEAM, la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Valentine.

L'avenant n°14 à cette convention notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession d'aménagement de la ZAC de la Valentine à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015

(FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la pour la suite de l'opération. Dans ce cadre un avenant à la convention de concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de la Valentine qui s'étend sur 229 ha dans les quartiers Est de Marseille (11ème arrdt.) avait pour objectif de créer une zone d'accueil d'activités économiques d'envergure afin de proposer une offre d'emplois conséquente dans un secteur géographique où celle-ci était peu développée. Le choix de cette zone a été guidé par la qualité de la desserte viaire, dans un couloir entre Marseille et Aubagne. Sa vocation était initialement à dominante industrielle et artisanale. Elle a ensuite été diversifiée en s'ouvrant aux commerces et aux bureaux.

Les objectifs en terme de production de surfaces de locaux à vocations diverses ayant été atteints, le programme de travaux quasi réalisé et les terrains propriété de l'Aménageur totalement commercialisés ou pré-commercialisés, la ZAC de la Valentine a été supprimée par délibération du conseil de Métropole du 17 octobre 2016 n°URB 019-1099/16/CM. Cette suppression est entrée en vigueur le 6 décembre 2016 à l'issue des formalités légales de publicité et d'affichage.

L'opération d'aménagement de la Valentine est quant à elle maintenue pour permettre de compléter le programme initialement fixé dans la ZAC. Sa réalisation est poursuivie par le Concessionnaire en ayant recours aux procédures de droit commun prévues dans le Code de l'Urbanisme. Un avenant 17 à la convention de concession d'aménagement en date du 22 mars 2017 est venu prendre en compte les modifications intervenues et préciser les missions d'aménagement à poursuivre par SOLEAM, à savoir :

- mener à leur terme les remises d'ouvrages des équipements publics et cessions foncières correspondantes aux collectivités compétentes,
- achever les aménagements en cours,
- finaliser les commercialisations engagées (signatures d'actes authentiques),
- percevoir les recettes encore dues, notamment au titre des conventions de participations constructeurs déjà signées,
- poursuivre les études engagées (étude de déplacement/trafic/circulation) et réaliser les études et travaux d'aménagement nécessaires à l'amélioration et au maillage de la trame viaire du secteur :



- Secteur UEa7 - Parc de la Valentine 1 : requalification de la voie de desserte du parc d'activité
- Desserte UEa7 - Saint Antoine et travaux divers : desserte du secteur du château Saint Antoine, ouvrage de franchissement de l'Huveaune
- Desserte UEa11 - La Buzine : liaison douce Chemin de Saint Menet aux Accates
- Réseaux extérieurs divers
- Secteur UE7 – aménagement du solde du secteur Valentine Vallée Verte : maillage Est de la montée du commandant de Robien.

#### AVANCEMENT DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DE LA VALENTINE :

##### - Maîtrise foncière :

Les emprises foncières appartenant encore à l'aménageur correspondent principalement :

- aux terrains d'assiette des voies publiques qui ont été aménagées par la SOLEAM dans le cadre du programme des équipements publics de la ZAC mais n'ont pas encore été rétrocédés à la Métropole.

- aux terrains que la SOLEAM a acquis pour l'aménagement des derniers ouvrages d'infrastructure (voies publiques et modes de déplacement doux) nécessaires au maillage viaire et au désenclavement du secteur.

##### - Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Tous les terrains constructibles et valorisables de la SOLEAM ont été commercialisés ou ont fait l'objet de compromis de vente pour une SDP autorisée d'environ 70 000 m<sup>2</sup> exclusivement dédiée à l'Activité.

Plus de 80% (la majorité) des programmes immobiliers (Activité et Logement confondus) sont issus d'initiatives privées, sur du foncier non maîtrisé par l'Aménageur.

Le cumul des commercialisations engagées (surfaces de planchers autorisées dans le cadre des cessions et des conventions de participations constructeurs) représente environ 378 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

##### - Aménagement des équipements publics :

Quasiment toutes les voies publiques (y compris les réseaux) nécessaires à la desserte de la ZAC ont été aménagées et sont ouvertes à la circulation publique:

Parmi les dernières réalisations figurent la voie de desserte du "château St Antoine" et du parc d'activité "Redman" mitoyen qui a été réalisée en 2016 ainsi que la dernière phase des travaux de prolongement Est de la Montée du Commandant de Robien jusqu'à la rue de la Vallée Verte qui sera terminée en 2017.

Il reste également à réaliser des travaux ponctuels de requalification d'ouvrages existants ne répondant plus aux critères qualitatifs actuels de l'espace public et à lancer les études et travaux d'aménagement de dernières voies devant contribuer à l'amélioration et au maillage de la trame viaire du secteur.

##### -Réflexions en cours :

La SOLEAM a lancé une étude de déplacement / trafic / circulation, confiée à la société SCE, portant sur le périmètre de la ZAC de la Valentine élargi aux axes routiers (voies primaires) traversant ou jouxtant la ZAC et aux connexions avec les échangeurs les plus proches de l'autoroute A50. Cette étude devrait permettre de déboucher sur un programme d'interventions pour améliorer la trame viaire existante et ses connexions avec les axes de communication les plus proches. Les modalités de réalisation de ces travaux (concession d'aménagement actuelle, nouvelle opération, maîtrise d'ouvrage Métropole), seront précisées selon le calendrier des interventions restant à valider par la Métropole.

Pour mémoire, cette étude de déplacement / trafic / circulation a été engagée pour compléter et nourrir une étude urbaine et paysagère qui avait été réalisée en 2013 par le groupement NSL Architectes / Atelier Lefevre Petrini, pour la SOLEAM. Cette première étude avait débouché sur un diagnostic du secteur de la Valentine, mis en évidence ses dysfonctionnements et préconisé des aménagements de l'espace public qui n'avaient pu être validés à l'époque faute d'une connaissance suffisante du trafic traversant la ZAC.

Le dernier CRAC (Compte Rendu Annuel à la Collectivité) approuvé par le Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 est celui arrêté au 31 décembre 2015.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 et l'avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement passée avec la société SOLEAM.

#### ACTIVITÉ DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ÉCOULÉ :

##### - Maîtrise foncière :

L'aménageur a acquis à l'euro symbolique le foncier d'assiette de voiries réalisées pour la desserte de Valentine Vallée Verte (phases 1 et 2 : jonction entre l'avenue de St-Menet et l'avenue de la Gare).

##### - Commercialisation des terrains :

En 2016, l'aménageur a signé les actes authentiques pour la cession d'une partie du site du château St-Antoine, pré-commercialisé dans son ensemble en 2015, et correspondant à :

- 17 000 m<sup>2</sup> de terrains occupés par le bâtiment délabré du Château St Antoine et une partie de son ancien parc, et cédés à la Grande Loge de France pour une SDP autorisée de 4 800 m<sup>2</sup> comprenant notamment la restauration du bâtiment du château St Antoine et son extension dans le cadre d'un programme de locaux associatifs (temples),

- 13 387 m<sup>2</sup> de terrain cédés à Redman Méditerranée pour une SDP autorisée de 3 032 m<sup>2</sup> de locaux d'activités et bureaux (lot A).

- Études :

Marchés de maîtrise d'œuvre pour la conception des travaux d'aménagement de la voie de desserte du secteur du Château St Antoine (phase 1) et de la voie devant prolonger la Montée du Commandant de Robien jusqu'à la rue de la Vallée Verte (phase 3).

Études de géomètre et études géotechniques réalisées préalablement à la réalisation de ces mêmes voies.

Études de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de l'espace public aux abords du projet de Décathlon.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

Achèvement de la phase 1 des travaux de desserte du château St-Antoine et du parc d'activité St-Antoine (bd Jules Sébastienelli).

- Permis de Construire :

6 autorisations d'urbanisme ont été délivrées en 2016 représentant une SDP totale de 1 887 m<sup>2</sup> :

- PC n° 16 00123 portant sur la réhabilitation et l'extension du château St Antoine par la Grande Loge de France, soit 1040 m<sup>2</sup> SDP de locaux associatifs, dont le PC a été délivré le 29/07/2016.

- PC n°150044M1 déposé en 2015 par l'Immobilière Casino pour la construction de 45 m<sup>2</sup> SDP de locaux commerciaux, délivré le 26/07/2016.

- PC n°16 00047 portant sur la transformation du restaurant "Le Chalet Suisse" en enseigne "les 3 Brasseurs, avec la création de 287 m<sup>2</sup> SDP supplémentaires, délivré le 31/05/2016.

- PC n°15\*00014 portant sur la réhabilitation de locaux d'activités existants du site de Valentine Vallée Verte transformés en bureaux d'une SDP de 275 m<sup>2</sup>, délivré le 7/11/2016.

- DP n°16 00009 portant sur la création de 200 m<sup>2</sup> de commerce par changement de destination partiel de locaux du bâtiment le Bourbon sur le site Valentine Vallée Verte, délivré le 13/09/2016.

- PC n°16 00293 portant sur le changement d'enseigne de Quick en Burger King incluant la

création de 40 m<sup>2</sup> locaux commerciaux supplémentaires, délivré le 15/11/2016.

Les principaux programmes immobiliers en cours de construction en 2016 portant sur des terrains non bâtis ont concerné les magasins Décathlon et les bâtiments du parc d'activités du Château St-Antoine.

Programmes immobiliers significatifs livrés en 2016 : magasins Electro Dépot et Carter Cash dans le secteur de Valentine Vallée Verte.

ACTIVITÉ DE LA CONCESSION PRÉVUE SUR LES PROCHAINES ANNÉES:

- Maîtrise foncière :

Les acquisitions envisagées en 2016 sont reportées à 2017

En 2017, acquisition auprès de "Valentine Vallée Verte", à l'euro symbolique, des terrains d'assiette du dernier tronçon de la voie de bouclage de la Montée du Commandant de Robien (phase 3)

En 2017, acquisition auprès du Ministère de la Justice (Etablissement Pénitencier pour Mineurs) de 688 m<sup>2</sup> de terrain nécessaires à l'élargissement du bd Jules Sébastienelli dans le cadre de la 1ère phase d'aménagement de la voie de desserte du secteur du château St Antoine .

A noter qu'il n'est plus nécessaire d'acquérir du foncier pour la requalification du chemin de St Menet aux Accates entre la route des Camoins et la traverse de la Buzine compte tenu de la décision validée par la Métropole de réaliser un bouclage uniquement mode doux en requalifiant les emprises existantes.

- Commercialisation de terrains :

La commercialisation du foncier avec autorisations de SDP ayant été achevée en 2015, aucune nouvelle commercialisation n'est programmée jusqu'à la clôture de la concession d'aménagement.

La cession à Valentine Vallée Verte des emprises et des ouvrages de la voie "Ouest" aménagée par la SOLEAM mais qui n'a plus vocation à être intégrée au domaine public routier de la Métropole, suite à l'évolution du tracé de la voie de bouclage de la Montée du Commandant de Robien est décalée à 2017.

Comme la cession à la SNCF des emprises foncières utilisées pour la réalisation de la 3ème voie de la ligne Marseille-Aubagne.

En 2017 est prévue la cession du lot F du plan de division du parc d'activité du château St-Antoine correspondant à l'accès au site réalisé par Soleam en continuité de la voie publique Jules Sébastienelli.

- Etudes :

En 2017-2018, poursuite de l'étude de Déplacement – Trafic - Circulation (SCE) en vue d'identifier les voies et aménagements devant favoriser le désengorgement du secteur et le développement de modes de déplacements alternatifs.

Jusqu'en 2020, poursuite des missions de maîtrise d'œuvre en cours et engagement des études de maîtrise d'œuvre préalables à l'aménagement des dernières voies publiques déjà provisionnées au CRAC au 31 décembre 2015 et dont le détail est donné dans le paragraphe suivant

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

En 2017 achèvement du bouclage de la Montée du Commandant de Robien avec la rue de la Vallée Verte (finalisation de la desserte du parc d'activité "Valentine Vallée Verte").

En 2017 réaménagement de l'espace public au droit de Décathlon, en bordure de la RD2d (Av de St Menet).

En 2018 requalification du chemin de St Menet aux Accates entre la route des Camoins et la traverse de la Buzine, sans maillage viaire (tronçon central aménagé en liaison dédiée aux modes de déplacements doux).

A l'horizon 2019-2020, en fonction de la décision de la Métropole et du calendrier retenu, prolongement Sud de la voie de desserte du secteur du château St Antoine jusqu'à la rive droite de l'Huveaune et aménagement d'un ouvrage de franchissement de l'Huveaune entre le parc d'activités de la Valentine et le secteur du château St-Antoine.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 est analysé ci après, les CRAC au 31/12/2015 et au 31/12/2016 n'ayant pas été établis à l'aide du même logiciel, tous les postes portant un libellé identique ne peuvent pas systématiquement être comparés entre ces deux CRAC.

DEPENSES :

• sur l'exercice 2016 écoulé :

Les dépenses réalisées s'élèvent à 2 021 570 euros, soit une augmentation de 37 798 euros par rapport aux prévisions.

• état d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Le montant total des dépenses s'élève à 42 583 973 euros hors coût de la TVA résiduelle, soit un taux d'avancement de 87 % par rapport au budget prévisionnel actualisé.

Les dépenses réalisées se répartissent de la manière suivante :

- dépenses foncières : 10 252 526 euros, soit 99,9 % du budget foncier à terme.

- études : 1 751 052 euros soit 96 % du budget à terme

- dépenses de travaux d'aménagement : 22 671 248 euros, soit 81 % du budget travaux à terme.

- dépenses annexes : 1 981 761 euros, soit 92 % du budget à terme.

- rémunération de l'aménageur : 2 980 885 euros, soit 86% de réalisation par rapport au budget à terme.

- frais financiers à court et long termes : 2 946 501 euros, soit 100 % du budget Frais Financiers à terme. Pour mémoire, l'intégralité des emprunts à long terme est à ce jour remboursée.

• Au terme de l'opération :

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 48 719 997 euros TTC hors coût de la TVA résiduelle dont le montant prévisionnel s'élève à 1 694 185 euros.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Foncier : 10 265 848 euros, soit 21% du coût de l'opération

- Études : 1 812 307 euros, soit 4% du coût de l'opération

- Travaux : 28 068 188 euros, soit 58% du coût de l'opération

- Dépenses annexes : 2 159 173 euros, soit 4% du coût de l'opération

- Rémunérations : 3 467 980 euros, soit 7% du coût de l'opération

- Frais financiers : 2 946 501 euros, soit 6% du coût de l'opération

Le montant total des dépenses à terme est en augmentation de 394 821 euros HT. Ce écart se justifie par :

- une augmentation de 11 583 euros du budget foncier liée à la réévaluation des frais de notaire sur les cessions de terrain à l'euro symbolique de Valentine Vallée Verte calculé sur la valeur vénale et non le prix de cession réel.

- une augmentation de 22 945 euros du budget études s'expliquant principalement par des provisions d'études de géomètre.

- une diminution de 541 702 euros du budget de l'ensemble des travaux comprenant une augmentation des travaux de requalification de la voie du parc de la Valentine compensée par une diminution des prévisions pour aléas et une diminution des travaux de la phase 2 de desserte du château St-Antoine (voie et ouvrage de franchissement de l'Huveaune) en l'attente des résultats des études de maîtrise d'œuvre. Cette enveloppe sera réévaluée à la hausse si la décision est prise de réaliser un ouvrage d'art pour le franchissement de l'Huveaune dans la temporalité de la concession.

Il convient de préciser que le budget travaux a fait l'objet d'une restructuration de sa présentation avec la création de plusieurs sous-totaux et l'introduction de nouvelles lignes budgétaires permettant de mieux détailler les dépenses.

- une augmentation des dépenses annexes de 150 000 euros, réévaluées sur la base des dépenses des dernières années et compte tenu de la prolongation de l'opération,

- une augmentation de 2 513 euros de rémunérations de l'aménageur,

- une baisse de 40 161 euros de frais financiers court terme compte tenu de la trésorerie plus favorable de l'opération.

#### RECETTES:

##### • Sur l'exercice 2016 écoulé :

Le montant des recettes perçues s'élève à 2 636 985 euros, en augmentation de 990 818 euros. Cet écart s'explique principalement par la cession du château St-Antoine à la Grande Loge de France avec un exercice d'avance par rapport aux prévisions (en 2016 au lieu de 2017) pour un montant de 1 008 000 euros

##### • Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2015 :

Le montant cumulé des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 41 944 146 euros, soit 98 % du montant des recettes figurant au bilan prévisionnel de l'opération. Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- 20 927 176 euros de cessions de terrains, soit 96 % du budget prévisionnel à terme.

- 18 919 100 euros de participations constructeurs, soit 99,9% du budget prévisionnel à terme.

- 2 097 870 euros de produits financiers et recettes diverses soit 95% du budget prévisionnel à terme.

##### • Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 42 965 727 euros.

Il se répartit principalement entre participations constructeurs (soit 44%), cessions de foncier (51%) et le cumul de divers postes tels que produits financiers, produits et remboursements divers (5%).

Le montant prévisionnel total des recettes connaît une baisse de 394 696 euros par rapport au bilan prévisionnel arrêté au 31 décembre 2015. Cette diminution des recettes s'explique par :

- la suppression des participations attendues pour l'extension du centre commercial Géant Casino et pour l'extension des locaux de Renault (soit 461 722 euros).

- la réalisation d'une cession non prévue auprès de la SNCF dans le cadre du projet de 3ème ligne nouvelle ferroviaire (soit 10 668 euros).

- l'augmentation du prix de cession de l'ouvrage de voirie correspondant au lot F pour l'accès au parc d'activité du château St-Antoine (55 744 euros).

- l'augmentation de produits financiers (614 euros).

#### PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS

La suppression de la ZAC par délibération du 17 octobre 2016 a pour effet la suppression du régime de participations constructeurs et le rétablissement de la taxe d'aménagement. D'où la suppression des participations initialement prévues pour le centre commercial Géant Casino et pour l'extension des locaux de Renault.

Les dernières conventions de participations signées en 2016, avant la suppression de la ZAC font l'objet d'un solde de paiement en 2017 de 24 234 euros. Ces participations correspondent aux projets d'extension de 45 m² de Casino et d'installation de l'enseigne Burger King.

#### PARTICIPATION A L'ÉQUILIBRE DE L'OPÉRATION

:

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme est inchangée en regard du bilan précédent, soit 7 448 455 euros.

5 440 297 euros ayant déjà été versés par la Ville de Marseille, précédent concédant, le solde de participation de 2 008 158 euros sera versé par la Métropole à la SOLEAM en 2019 et 2020.

#### AVANCE :

L'opération n'a pas fait l'objet d'une convention d'avance.

## SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2016, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 2 138 962 euros.

## EMPRUNTS :

4 573 471 euros d'emprunts ont été contractés pour financer la ZAC. Ces emprunts ont été intégralement remboursés.

## AVENANT A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT:

L'avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement permettra d'acter la modification de l'échéancier de versement du solde de la participation, programmé en 2 versements de 1 500 000 euros et 508 158 euros, respectivement en 2019 et 2020 (au lieu d'un seul versement en 2021).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 et l'avenant n° 18 à la convention de

concession d'aménagement passée avec la Soleam.

**Délibère**

## Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (ci-annexé) relatif à l'opération d'aménagement de la Valentine établi au 31 décembre 2016 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel avec une participation d'équilibre inchangée au regard du CRAC précédent et s'élevant à 7 448 455 euros.

## Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement n°86/229 (ci-annexé) ayant pour objet d'acter le nouvel échéancier de versement du solde de la participation par la Métropole : 1 500 000 euros en 2019, 508 158 euros en 2020.

## Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 004-3278/17/CM**

**■ Approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession de la Zone d'Aménagement Concerté du Garoutier à La Ciotat  
MET 17/5186/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°14 du 14 mai 2009, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a approuvé l'initiative de la création de la ZAC du Garoutier, sise Chemin des Séveriers et Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat et engagé la concertation préalable avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées pendant la durée d'élaboration du projet en recueillant leurs avis sur les études préalables.

Par délibération n°21 du 5 juillet 2010, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a tiré le bilan de la concertation préalable et arrêté le projet de ZAC du Garoutier sise au Nord Est de la Commune de La Ciotat.

Par délibération n°23 du 5 juillet 2010, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a décidé de créer une Zone d'Aménagement Concerté dénommée « ZAC du Garoutier » en tant qu'éco quartier résidentiel.

Par délibération n°20 du 9 juillet 2012, et à l'issue d'une mise en concurrence, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a désigné la Société OGIC SA comme concessionnaire de la ZAC du Garoutier.

Par délibération du 31 octobre 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a émis un avis favorable sur les équipements publics de la ZAC du Garoutier relevant de sa compétence.

Par délibération n°10 du 25 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC du Garoutier, du programme des équipements publics ainsi que l'avenant n°1 à la concession d'aménagement.

Par arrêté municipal n°116 du 11 mars 2014, le Maire de la Commune de La Ciotat a approuvé le cahier des charges de cession de terrains ainsi que ses annexes.

Conformément à l'article 24 de la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC du Garoutier signée le 6 août 2012, la Société OGIC SA, par courrier du 6 octobre 2015, a demandé à substituer dans ses droits et obligations découlant de la concession d'aménagement, la SAS La Ciotat Garoutier Aménagement, filiale à 100% de la Société OGIC SA.

Par délibération du 16 novembre 2015, le Conseil municipal de la Commune de La Ciotat a approuvé l'avenant n°2 à la concession d'aménagement afin de prendre en compte la substitution du concessionnaire par la SAS La Ciotat Garoutier Aménagement.

Conformément aux délibérations FAG 5-519/CC du 26 juin 2006 et FCT 008-23/10/15 CC du 23 octobre 2015 définissant l'intérêt communautaire, sont considérées d'intérêt communautaire les opérations d'aménagement dont l'objet consiste à titre principal en la mise en œuvre des compétences communautaires en matière de politique de la ville et ou d'équilibre social en matière d'habitat sur le territoire communautaire.

En conséquence, 22 opérations d'aménagement répondant aux critères ont été transférées par délibération FCT 030-1585/15/CC à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, parmi lesquelles la ZAC du Garoutier à La Ciotat.

L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prend acte de ces transferts.

La Métropole Aix Marseille Provence, qui se substitue en droits et obligations de Marseille Provence métropole, est devenue depuis le 1er janvier 2016 le concédant de l'opération.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'assemblée délibérante le compte rendu annuel au 31 décembre 2016 fourni par le concessionnaire.

La ZAC du Garoutier, qui s'étend sur 22 ha, a pour objectif d'accueillir 579 logements dont des logements sociaux et des logements à coûts maîtrisés.

L'aménageur maîtrise à ce jour plus de la moitié du foncier sur lequel il construit un quota de logements en tant que constructeur sur le secteur.

En ce qui concerne le foncier non maîtrisé par le concessionnaire, il fera l'objet de conventions de participation financière au programme des équipements publics de la ZAC développé par le concessionnaire avec les titulaires d'autorisation d'urbanisme.

Le contrat de concession initial présentait un bilan équilibré.

Entre temps, l'Architecte des Bâtiments de France a procédé à l'inscription au titre des monuments historiques de la « Bastide Marin », située hors du périmètre de la ZAC mais à proximité immédiate de celle-ci. Dans ce contexte, l'architecte a émis des avis négatifs sur certains permis situés en partie basse de la ZAC.

La commune de La Ciotat a lancé des études paysagères afin de trouver un consensus entre l'urbanisation du secteur telle que prévue initialement, et la protection du site de la « Bastide Marin ».

Dans l'attente des résultats de cette étude, et afin de poursuivre la réalisation de la ZAC, la SAS La Ciotat Garoutier Aménagement a opéré des modifications dans son programme de travaux :

La répartition des logements sociaux au sein de la ZAC a été revue, afin de reprendre les permis ayant fait l'objet d'avis négatifs de la part de l'ABF, les accords fonciers concernant les parties gelées par l'ABF ont été renégociés, et la réalisation du réseau viaire a été modifiée, conformément à l'avenant 3 de la concession d'aménagement, délibéré par le Conseil Métropolitain dans sa séance du 15 décembre 2016.

Le bilan prévisionnel actualisé en tenant compte de ces éléments comprend :

- Dépenses : 23 945 K€, soit un résultat identique à 2015.
- Recettes 21 189K€, soit un montant supérieur à celui présenté en 2015. Cette différence s'explique par la prise en compte de perception de participations pour la réalisation d'équipements auprès des constructeurs titulaires d'autorisation d'urbanisme sur la ZAC.

Le résultat du bilan prévisionnel 2016 est de – 2 756K€. Il prend en compte l'hypothèse de non constructivité de la partie basse de la ZAC. Néanmoins après résultat des études paysagères que l'on connaît à ce jour, la constructivité de la zone Sud est approuvée par l'architecte des Bâtiments de France, et le résultat devrait être à l'équilibre comme initialement.

Il convient que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence approuve le compte rendu annuel à la collectivité ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prenant acte des transferts des opérations d'aménagements ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/05/CC du 21 décembre 2015 concernant le transfert à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de la Ciotat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre l'opération d'aménagement de la ZAC du Garoutier sur la commune de La Ciotat.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le compte rendu annuel 2016 à la collectivité ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 005-3279/17/CM**

**■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à l'élaboration du SCOT et du PLUi  
MET 17/5329/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Une autorisation de programme a été votée en 2013 pour réaliser les études nécessaires à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

En 2018, l'ensemble des travaux prévus seront engagés. Si certains aboutiront (évaluation environnementale, études urbaines lancées dans le cadre des Orientations d'Aménagement et de Programmation, étude sur les boisements...), d'autres marchés seront fortement sollicités (assistance juridique, formation des instructeurs...) au regard des étapes de procédures et du calendrier retenu par les élus.

L'année 2018 verra également le lancement opérationnel de l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal.

Sa mise en œuvre dans un calendrier contraint va nécessiter une forte mobilisation du prestataire retenu notamment sur la construction du rapport de présentation mobilisant l'ensemble des 18 communes du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Afin de permettre la réalisation de l'ensemble de ces études, l'opération d'investissement n°2013107800 inscrite au budget pour un montant initial de 4 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 141064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 2 500 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 6 500 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AEC 003-136/13/CC du 22 mars 2013 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'élaboration du SCOT et du PLUi.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 2 500 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée dans l'autorisation de programme 141064BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2013107800 « Elaboration du SCOT et du PLUi » pour un montant de 2 500 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 6 500 000 euros TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2018 :	1 500 000 euros TTC
Année 2019 :	2 000 000 euros TTC
Années suivantes :	716 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 006-3280/17/CM**

**■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à l'étude urbaine et de planification  
MET 17/5334/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La mise en œuvre du Schéma de Cohérence Territoriale approuvé en 2012 sur le périmètre de l'ancienne Communauté urbaine Marseille Provence Métropole se poursuit, ce document d'urbanisme étant juridiquement toujours en vigueur.

En lien avec les premières orientations métropolitaines, plusieurs réflexions et études doivent être engagées à l'image du Schéma de Référence de la Vallée de l'Huveaune.

Ainsi, les franges nord de l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée doivent être étudiées tout comme le secteur de la zone aéroportuaire de Marignane.

La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la mise en œuvre de nombreuses politiques publiques (habitat, déplacement, économie ...) vont nécessiter le lancement de nouvelles réflexions.

Afin de permettre la réalisation de l'ensemble de ces études, l'opération d'investissement n°2015110300 « Etude urbaine et de planification » inscrite au budget pour un montant initial de 1 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 2 000 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 3 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;



- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AEC 003-789/15/CC du 19 février 2015 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux études urbaines et de planification ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 2 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée, dans l'autorisation de programme 151064BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015110300 « Etude urbaine et de planification » pour un montant de 2 000 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 3 000 000 euros TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2018 :	300 000 euros TTC
Année 2019 :	350 000 euros TTC
Année 2020 :	400 000 euros TTC
Années suivantes :	1 800 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 007-3281/17/CM**

**■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à l'aire d'accueil des gens du voyage Gignac  
MET 17/5336/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a transmis aux communautés urbaines la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ».

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce désormais cette compétence.

L'opération d'investissement n°2014103100 « Aire d'accueil des gens du voyage Gignac » a été créée en 2014, et entre désormais dans une phase opérationnelle.

Le cahier des charges pour la désignation de la maîtrise d'œuvre est prêt et l'appel d'offres sera lancé d'ici la fin de l'année 2017.

Concomitamment à la Déclaration d'Utilité Publique dont le dépôt est prévu en décembre 2017, se dérouleront en 2018 les études de maîtrise d'œuvre jusqu'au projet et des études d'accompagnement (sol, pollution ...) si l'accord foncier est obtenu.

Afin de permettre la réalisation de l'ensemble de ces études et travaux, l'opération d'investissement n°2014103100 « Aire d'accueil des gens du voyage Gignac » inscrite au budget pour un montant initial de 80 000 euros HT et enregistrée dans l'autorisation de programme 141093BP du programme 09, doit être affectée d'une revalorisation de 150 000 euros HT, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 230 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EPPS 001-487/14/CC du 9 octobre 2014.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 150 000 euros HT de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée dans l'autorisation de programme 141093BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2014103100 « Aire d'accueil des gens du voyage Gignac » pour un montant de 150 000 euros HT portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 230 000 euros HT.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2018 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de l'opération s'établit comme suit :

CP 2018 : 200 000 euros HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 008-3282/17/CM**

**■ Approbation de création et d'affectation de l'opération d'investissement "Projet de renouvellement urbain quartier la Maille 1" sur la commune de Miramas dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine  
MET 17/5590/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a par délibération n° DEVT 009-877/16/CM du 19 septembre 2016 approuvé le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) du quartier de la Maille 1 Mercure situé sur la commune de Miramas.

Depuis la loi n° 2014-173 du 21 février 2014, ce protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain, signé en amont de la future convention, constitue une annexe au contrat de ville.

L'objet de ce protocole est de préciser l'ambition du programme, les études à mener, les actions à lancer. Il permet la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation.

De plus, le Conseil d'Administration de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) du 15 décembre 2014 a adopté la liste des quartiers du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine.

Pour le territoire Istres-Ouest Provence, le quartier la Maille 1 Mercure, situé sur la commune de Miramas, a été retenu comme projet national.

En effet, ce quartier édifié au cours des années 70, cumule un grand nombre de difficultés, tant au niveau de sa population (revenu médian très inférieur au seuil de pauvreté, 61 % des ménages non imposés, 50 % de non diplômés, etc.), que de sa configuration urbaine (quartier enclavé, 86 % de logements sociaux, etc.).

Le protocole précité s'appuie sur l'expérience acquise lors du Programme de Rénovation Urbaine de la Maille II pour définir le projet urbain de la Maille I Mercure et les orientations stratégiques ainsi déclinées :

- Maintenir et développer les dynamiques économiques du quartier et favoriser la mixité fonctionnelle,
- Rendre le quartier efficient sur le plan environnemental pour améliorer durablement les conditions de vie,
- Favoriser la mixité sociale,
- Désenclaver le quartier et favoriser la mobilité des personnes.

Il met en œuvre les moyens humains, techniques et financiers qui permettront d'aboutir au final à l'écriture de la convention partenariale de rénovation urbaine.

Dans ce cadre, il est nécessaire de créer et d'affecter l'opération d'investissement n° 2018500100, Projet de renouvellement urbain quartier la Maille I d'un montant de 1 967 820,00 TTC inscrite au budget Principal, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175240BP du programme ANRU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 009-877/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt du Protocole de Préfiguration dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine pour le territoire Istres-Ouest Provence ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la « Rénovation urbaine Quartier Maille I », sur le budget principal d'un montant total de 1 967 820 € TTC.

**Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence chapitre 2018500100, nature 2031. L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2018 : 300 000 € TTC  
CP 2019 : 1 367 820 € TTC  
CP 2020 : 300 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 009-3283/17/CM**

**■ Délégation de l'exercice du droit de délaissement au Président de la Métropole d'un bien situé 135 boulevard Camille Flammarion à Marseille 1er arrondissement  
MET 17/5354/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L 152-2 du Code de l'Urbanisme dispose que « le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un plan local d'urbanisme en application de l'article L.151-41 peut, dès que ce plan est opposable aux tiers, et même si une décision de sursis à statuer qui lui a été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L.230-1 et suivants ».

L'article L 230-3 dispose que « l'acquisition du terrain situé en emplacement réservé peut, avec l'accord de la personne publique au bénéfice de laquelle la réserve est inscrite au plan, être réalisée par une autre personne publique ou titulaire d'une concession d'aménagement, la destination de l'emplacement réservé restant inchangée ».

La Ville de Marseille a transmis une mise en demeure d'acquiescer relative à la parcelle 817 E 62 située boulevard Camille Flammarion à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement à la métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce bien entre dans le cadre de l'opération Grand Centre Ville de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM ; cette opération vise le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements diversifiés, neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m<sup>2</sup> de locaux d'activité et d'équipements.

C'est pourquoi, conformément à l'article L 230-3 du Code de l'Urbanisme la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de déléguer ce droit au titulaire de la concession d'aménagement.

Pour ce faire, il est nécessaire que le Conseil de Métropole autorise le Président à déléguer le droit de délaissement relatif au bien ci-dessus cité, à la SOLEAM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L 152-2 et L 230-1 et suivant ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° 001-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence procédant à l’élection du Président ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la délégation de l'exercice du droit de délaissement du Conseil au Président permettra au Président de confier l'acquisition de l'immeuble situé 135 boulevard Camille Flammarion à la SOLEAM.

**Délibère**

**Article unique :**

Le Président reçoit autorisation du Conseil de la Métropole de déléguer, en application de l'article L 230-3 du Code de l'Urbanisme, au nom de la Métropole, le droit de délaissement à la SOLEAM pour l'immeuble situé 135 boulevard Camille Flammarion à Marseille 13001 cadastré sous le n° 817 E 62.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 010-3284/17/CM**

**■ Délégation de l'exercice du droit de délaissement au Président de la Métropole d'un bien sis avenue des Platanes à Marseille 10ème arrondissement  
MET 17/5376/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L 152-2 du Code de l'Urbanisme dispose que « le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un plan local d'urbanisme en application de l'article L.151-41 peut, dès que ce plan est opposable aux tiers, et même si une décision de sursis à statuer qui lui a été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L.230-1 et suivants ».

L'article L 230-3 dispose que « l'acquisition du terrain situé en emplacement réservé peut, avec l'accord de la personne publique au bénéfice de laquelle la réserve est inscrite au plan, être réalisée par une autre personne publique ou titulaire d'une concession d'aménagement, la destination de l'emplacement réservé restant inchangée ».

La Ville de Marseille a transmis une mise en demeure d'acquiescer relative aux parcelles 855 L n° 72 – 73 – 74 situées avenue des Platanes à Marseille 10ème arrondissement à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce bien entre dans le cadre de l'opération de convention publique d'aménagement ZAC Capelette de compétence métropolitaine gérée par la SOLEAM.

Ainsi, conformément à l'article L 230-3 du Code de l'Urbanisme la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de déléguer ce droit au titulaire de la convention d'aménagement.

Pour ce faire, il est nécessaire que le Conseil de Métropole autorise le Président à déléguer le droit de délaissement relatif au bien ci-dessus cité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 152-2 et L 230-1 et suivants ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° 001-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence procédant à l’élection du Président ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de Métropole donnant délégation au Président ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la délégation de l'exercice du droit de délaissement du Conseil au Président permettra au Président de confier l'acquisition des emprises concernant l'élargissement de l'avenue des Platanes sur les parcelles 855 L n° 72 – 73 – 74 à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement, à la SOLEAM.

**Délibère**

**Article unique :**

Monsieur le Président reçoit autorisation du Conseil de la Métropole de déléguer, en application de l'article L 230-3 du Code de l'Urbanisme, au nom de la Métropole, le droit de délaissement à la SOLEAM pour les emprises situées avenue des Platanes à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement cadastrées sous les numéros 855 L 72 – 73 – 74.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 011-3285/17/CM**

**■ Approbation des modalités de concertations publiques pour le projet de requalification des espaces publics situés dans le pôle Mazagran à Marseille 1er arrondissement dans le cadre de l'Opération Grand Centre Ville concédée à la SOLEAM  
MET 17/5518/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération « Grand Centre Ville » pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette,
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement de l'espace public existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Cette opération d'aménagement a été concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, cette concession a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. La concession porte désormais le n°T1600914CO (ex-n°11/0136).

Le mode opératoire de l'Opération « Grand Centre Ville » prévoit des concertations spécifiques par pôle, au fur et à mesure de la définition des projets.

Par délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016, le nouveau concédant a pris acte des dispositions relatives aux concertations prévues pour l'opération « Grand Centre Ville ».

Aujourd'hui, il est proposé de poursuivre le processus de consultation par l'organisation de concertation pour le projet de requalification des espaces publics du pôle Mazagran. Cette requalification concerne la rue du théâtre Français, la rue Mazagran, la rue Guy Mocquet et la place du Lycée en vue de limiter la place de la voiture et redonner de l'amplitude aux piétons et modes doux de déplacement.

Les modalités de concertation adoptées consisteront en :

- une exposition publique des documents explicitant le projet pendant un mois, dans un lieu public.
- des registres mis à disposition du public, permettant de consigner les remarques, questions et observations des habitants et usagers.
- une permanence technique, dont le calendrier sera précisé dans l'avis public, permettant d'apporter des explications et répondre aux questions.

Les dates et lieux de l'exposition seront portés à la connaissance du public par un avis qui sera publié dans deux journaux locaux, affiché en mairie de Marseille et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et mis en ligne sur les sites internet des collectivités concernées.

A l'issue de cette concertation, un bilan sera soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante compétente. Une synthèse du bilan de la concertation sera consultable en ligne sur le site internet indiqué par les collectivités concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016 concernant les dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l'Opération Grand Centre Ville concédée à la SOLEAM ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre Ville » concédée à la SOLEAM et transférée à la Métropole à compter du 1er janvier 2016 relève d'une logique de renouvellement urbain ;
- Qu'il convient de poursuivre le processus de communication et d'échange par des concertations par pôle ou groupes de pôles pour les projets entrant dans le champ de cette opération, au fur et à mesure de leur définition préalablement à leur mise en œuvre ;
- Que certains projets ont vu leur programme affiné conformément aux modalités opératoires de cette opération, et sont prêts à être soumis à une concertation publique dont il convient de fixer les modalités.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les modalités de concertation publique précisées par le présent rapport pour l'opération conduite par la SOLEAM dans le cadre de l'Opération « Grand Centre Ville » sur le pôle Mazagran en vue de la requalification des voiries.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer toute pièce ou document relatif à la mise en œuvre de ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 012-3286/17/CM**

#### **■ Approbation des modalités de la concertation publique pour l'opération de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites centre ville - 1er et 2ème arrondissements MET 17/5541/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Par concession d'aménagement notifiée le 20 janvier 2011, l'opération « Grand Centre Ville » a été confiée à la SOLEAM pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonnisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. Ce transfert a été constaté par l'avenant 6 à la concession, exécutoire le 23 juin 2016, à l'occasion duquel le contrat s'est vu attribuer le numéro T1600914CO pour son suivi administratif et comptable (remplaçant le numéro de contrat municipal 11/0136).

Pour répondre à l'objectif d'améliorer 2 000 logements privés pendant la durée de la concession par une incitation des propriétaires à réaliser des travaux d'amélioration des immeubles et des parties communes de copropriétés, ou de mise aux normes des logements, en particulier ceux voués à la location, la SOLEAM a conduit une étude pour cibler une première tranche opérationnelle.

Elle a abouti à la mise en place de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multisites à volet copropriétés dégradées « Grand Centre-Ville » approuvée par délibération du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole n°HPV 007-1273/15/CC du 25 septembre 2015 ainsi que la convention afférente dûment notifiées à l'ensemble des partenaires signataires et exécutoire à compter du 25 janvier 2016.

Cette convention met en place pour 5 ans des dispositifs d'accompagnement financier et technique permettant de favoriser les projets privés de réhabilitation de l'habitat en complément des opérations de renouvellement urbain sous maîtrise d'ouvrage publique ou institutionnelle.

L'OPAH-RU multisites porte sur cinq pôles de la concession « Grand Centre Ville » situés en hypercentre : Opéra, Mazagran, Coutellerie, Fonderie Vieille, Korsec-Velten tels que délimités sur le plan annexé.

Ils ont été retenus pour leur localisation stratégique et pour l'enjeu que représente la requalification des immeubles d'habitation privés qui les constituent : il s'agit d'un patrimoine vétuste ou dégradé, souffrant d'un déficit d'entretien patent malgré sa qualité architecturale ou historique, et présentant de graves dysfonctionnements sous le régime de la copropriété, une exploitation indélicate ou une vacance structurelle.

Le volet copropriétés dégradées de l'OPAH vise le redressement juridique, financier et physique pérenne d'une vingtaine de copropriétés diagnostiquées sur site.

Le volet renouvellement urbain, permet d'identifier les « durestés » et de préparer les procédures de droit qui permettront d'imposer des travaux et, le cas échéant, de recourir à la maîtrise foncière d'utilité publique (carence, loi Vivien, Restauration Immobilière).

L'ensemble des cinq pôles regroupe 1 700 logements privés.

Sur les cinq ans, ce sont quelques 700 logements qui sont visés par l'opération :

- 83 immeubles réhabilités en parties communes, soit 600 logements concernés par des améliorations, dont 20 copropriétés dégradées redressées représentant 160 logements,

- 132 logements réhabilités dont 80 % de logements locatifs ou sortis de vacance.

Ainsi cette opération doit permettre d'atteindre 35 % de l'objectif global de 2 000 logements améliorés visés par l'opération Grand Centre Ville.

Cette opération, de par les caractéristiques des immeubles, le profil des propriétaires et la fragilité des occupants, est inscrite dans le troisième protocole de lutte contre l'habitat indigne à signer avec l'État, délibéré par le Métropole le 18 mai 2017.

La convention d'OPAH-RU multisites dispose :

*« Au volet incitatif des aides financières et du conseil gratuit sera adjoint le volet contraignant de l'utilité publique de restauration, et des actes contre l'insalubrité, le péril ou la carence.*

*L'expérience acquise par la Ville de Marseille depuis 2008 en matière d'Éradication de l'Habitat Indigne montre que la Restauration Immobilière est susceptible d'imposer des travaux plus complets et pérennes sur des immeubles dégradés que ne le font les actes contre l'insalubrité et le péril qui visent essentiellement à faire cesser la dangerosité ou le risque pour les personnes.*

*La SOLEAM assurera – en tant que concessionnaire de l'opération d'aménagement – la maîtrise des lots ou des immeubles auprès des propriétaires privés détaillants afin d'aboutir à la réhabilitation de ces biens.*

*Compte tenu de l'avancée des projets de renouvellement qui concernent 5 pôles de l'hypercentre, ou des opérations structurantes qui les bordent, un premier secteur à enjeu a été identifié qui est aujourd'hui mûr pour une démarche de requalification de l'habitat par les propriétaires privés. Ce secteur est entièrement inclus en Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP). » (page 10).*

Depuis le 25 janvier 2016, date d'entrée en vigueur de la convention d'OPAH-RU, l'équipe dédiée mise en place par la SOLEAM concessionnaire, est animateur du dispositif d'OPAH-RU.

Durant les 18 mois écoulés l'équipe opérationnelle a communiqué autour de l'opération auprès des propriétaires et des professionnels de l'immobilier. Elle a procédé à des investigations de terrain et des visites d'immeubles et de logements ; elle a rencontré des syndicats et des propriétaires afin de les inciter à engager des travaux d'amélioration, elle a participé à des assemblées générales de copropriété pour expliquer les avantages de la démarche publique.

A l'issue de cette période seulement deux dossiers de demande de subvention ont pu être engagés pour des travaux partiels et sur deux immeubles qui ne sont pas parmi les plus dégradés.

Il est ainsi confirmé que le volet incitatif de l'OPAH-RU ne saurait suffire à obtenir la réhabilitation des immeubles privés qui en sont la cible.

Afin d'obtenir la réhabilitation des immeubles privés le nécessitant, il est donc proposé de recourir à la restauration immobilière prévue aux articles L.313.4 et suivants du Code de l'Urbanisme au sein du périmètre de l'OPAH-RU multisites à volet copropriétés dégradées « Grand Centre-Ville » joint en annexe.

La procédure prévoit de déclarer d'utilité publique le programme général des travaux de restauration des immeubles d'habitation concernant les parties communes – y compris structurelles –, ainsi que la mise aux normes et l'amélioration de l'habitabilité des logements.

Après la déclaration d'utilité publique, le programme détaillé des travaux sera précisé. A cet effet il pourra être fait appel à l'Homme de l'Art prévu à l'article R. 313-36 du Code de l'Urbanisme pour visiter les immeubles et les logements.

À partir de l'enquête parcellaire, le programme détaillé des travaux sera notifié individuellement aux propriétaires et copropriétaires qui disposeront d'un délai fixé pour le réaliser, délai tenant compte de l'importance du programme de restauration à mettre en œuvre.

Les propriétaires et copropriétaires bénéficieront des subventions mises en place dans le cadre de l'OPAH-RU pour les aider à mener à bien la restauration de leur patrimoine.

A défaut d'engagement à réaliser les travaux au moment de l'enquête parcellaire, ou de les avoir achevés à l'issue du délai imposé, les propriétaires carents s'exposeront à l'expropriation de leur bien au profit de la puissance publique ou de son représentant, la SOLEAM en tant que concessionnaire de l'opération de renouvellement urbain « Grand Centre Ville ».

Par délibération du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016, le nouveau concédant a pris acte des dispositions relatives aux concertations prévues pour l'opération « Grand Centre Ville ».

Monsieur le Président de la Métropole est habilité à lancer la concertation publique concernant l'opération de restauration immobilière (ORI) visant des immeubles de l'OPAH-RU multisites à volet copropriétés dégradées « Grand Centre-Ville ».

Les modalités de concertation adoptées consisteront en :

- une exposition dans un lieu public pendant un mois des documents rappelant le dispositif d'OPAH-RU et



présentant la procédure de Restauration Immobilière dans ses phases administratives et judiciaires.

- des registres mis à disposition du public, permettant de consigner les remarques, questions et observations des habitants et usagers.

- une permanence technique, dont le calendrier sera précisé dans l'avis public, permettant d'apporter des explications et répondre aux questions.

Les dates et lieux de l'exposition seront portés à la connaissance du public par un avis qui sera publié dans deux journaux locaux, affiché en mairie de Marseille et au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et mis en ligne sur les sites internet des collectivités concernées.

A l'issue la concertation, un bilan sera soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante compétente. Une synthèse du bilan de la concertation, apportant les réponses aux questions soulevées le cas échéant par le projet, sera consultable en ligne sur le site internet indiqué par les collectivités concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Impôts ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal 09/028/DEVD du 9 février 2009 ;
- La délibération du Conseil Communautaire FCT 008-1929/02CC du 19 février 2009 ;
- La délibération du Conseil Municipal 10/1142/SOSP du 6 décembre 2010 ;
- La délibération du Conseil Municipal 11/0288/SOSP du 4 avril 2011 ;

- La délibération du Conseil Communautaire HPV 007-1273/15/CC du 25 septembre 2015 ;
- La délibération du Conseil Municipal 15/1212/UAGP du 16 décembre 2015 ;
- La délibération du Conseil Communautaire FCT 010-1565/15/CC du 21 décembre 2015 ;
- L'arrêté Préfectoral du 28 décembre 2015 ;
- La convention d'OPAH-RU multisites à volet copropriétés dégradées « Grand Centre-Ville » notifiée le 25 janvier 2016 sous le n°2016-80171 ;
- La délibération URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016 concernant les dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l'Opération Grand Centre Ville concédée à la SOLEAM ;
- La délibération du Conseil de Métropole URB 020-1424/16/CM du 15 décembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre Ville » concédée à la SOLEAM et transférée à la Métropole à compter du 1er janvier 2016 relève d'une logique de renouvellement urbain ;
- Qu'il convient de poursuivre le processus de communication et d'échange par des concertations par pôle ou groupes de pôles pour les projets entrant dans le champ de cette opération, au fur et à mesure de leur définition préalablement à leur mise en œuvre ;
- Que le recours à la procédure de restauration immobilière est nécessaire pour atteindre les objectifs de l'OPAH Renouvellement Urbain multisites Grand Centre Ville couvrant cinq pôles de l'opération, et appelle une concertation publique dont il convient de fixer les modalités.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les modalités de concertation publique précisées par le présent rapport pour l'Opération de Restauration Immobilisée prévue sur

des immeubles du périmètre d'OPAH-RU multisites « Grand Centre Ville ».

## **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer toute pièce ou document relatif à la mise en œuvre de ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 013-3287/17/CM**

#### **■ Approbation de l'avenant 6 au contrat de concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement et approbation de la participation financière de la Métropole MET 17/5580/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La convention pluriannuelle n°755 de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) de la Savine dans le 15ème arrondissement a été signée le 30 mars 2009 par l'ANRU, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine MPM et les partenaires locaux.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements, l'ensemble des partenaires ont validé un nouveau projet en 2015 et signé l'avenant n°3 à la convention pluriannuelle n°755 avec l'ANRU pour mobiliser les financements de la première phase de réalisation du projet.

Pour mener à bien l'opération en phase 1 la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site bas de la Savine à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°11/1342 d'une durée de sept ans qui a été prorogée de deux années par avenant n°2 portant son échéance au 15 décembre 2020.

Cette opération relevant de la compétence de la Métropole créée au 1<sup>er</sup> janvier 2016, un avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement notifié le 3 juin 2016 à la Soléam a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Cette phase 1 à échéance de 2020 vise à assurer le relogement des habitants et à amorcer la transformation urbaine du territoire en créant une centralité au bas du Vallon des Tuves, en améliorant la desserte viaire entre le Vallon et la lisière haute du futur Parc du Canal qui accueille d'ores et déjà les premières opérations d'habitat du site haut de la Savine (145 logements sociaux livrés en 2017).

La seconde phase permettra, dans le cadre du NPNRU, de renforcer et de diversifier l'offre en

logements sur un périmètre élargi au plateau de la Savine et le long du boulevard du Bosphore.

Le protocole de préfiguration du NPNRU en cours de finalisation entre l'ANRU et les collectivités, prévoit la cession aux collectivités par LOGIREM, des terrains libres d'occupation et la mise en place de leur gestion transitoire par les collectivités.

Un protocole d'accord foncier définira les modalités de ces cessions qui englobent, des emprises nécessaires aux aménagements en phase 1 (le parc du canal, le boulevard circulaire Sud et la nouvelle voie de liaison avec le Vallon des Tuves), les terrains à aménager dans le cadre du NPNRU et des espaces de colline non destinés à la construction.

Les terrains destinés à recevoir des aménagements concédés seront acquis et aménagés par la SOLEAM puis rétrocédés aux collectivités, Ville de Marseille ou Métropole en fonction de la destination qui leur aura été donnée. Les terrains ne supportant pas d'aménagement concédés à SOLEAM pourront être acquis directement par les collectivités.

Pour permettre les acquisitions par SOLEAM, il est nécessaire d'étendre le périmètre de la concession, de proroger sa durée de deux années soit jusqu'au 15 décembre 2022 et de mettre en place le budget correspondant aux nouvelles interventions de l'aménageur en actualisant (au 31 octobre 2017) le bilan prévisionnel de l'opération d'aménagement :

### **Les dépenses**

le montant prévisionnel des dépenses augmente de 28 415 380 euros TTC à 30 427 003 euros TTC soit une hausse de 2 011 623 euros TTC liée à l'acquisition des terrains de LOGIREM estimés au montant prévisionnel de 1 740 000 euros et aux dépenses annexes (frais de notaires, rémunération supplémentaire de la Soléam et frais divers) pour un montant de 271 623 euros TTC.

### **Les recettes**

Le montant global prévisionnel des recettes hors participations du concédant (cessions aux constructeurs, cession des biens de retour à la Métropole, subventions ANRU et collectivités partenaires, produits divers) augmente de 19 645 051 euros TTC à 19 862 902 euros TTC. Cette hausse de 217 851 euros TTC correspond à des recettes supplémentaires (1 200 000 euros de cession des biens de retour et 1961 euros de produits divers), compensées par une baisse du crédit de TVA au bénéfice de l'opération de 984 109 euros (le crédit de TVA est ramené de 2 555 278 euros à 1 271 168 euros).

L'écart entre les dépenses et les recettes conduit à une participation du concédant de 10 564 101 euros en hausse de 1 793 773 euros.

La Ville de Marseille autorité concédante de cette opération jusqu'au 31 décembre 2015 a versé à l'opération un montant de 500 000 euros au titre de la participation à l'équilibre du bilan.

La participation prévisionnelle de la Métropole à l'opération est ainsi ramenée à 10 064 101 euros.

A ce jour, le poste de recettes sur les biens de retour représente le rachat par la Métropole, au terme de la concession, des terrains acquis par l'aménageur dont la vocation n'est pas arrêtée à l'heure de l'établissement du bilan de l'opération.

En fonction de leur destination finale, liée au programme du NPNRU restant à finaliser (équipement public ou terrains à céder à un constructeur), ces terrains pourront soit constituer définitivement une charge pour la concession, soit dégager des recettes.

En l'attente, l'acquisition de ces biens par la Métropole n'est pas budgétisée.

### **La participation de la Métropole**

Au CRAC établi au 31 décembre 2016 la participation globale de la Métropole s'élevait à 8 270 328 euros TTC dont 3 000 000 euros au titre des équipements publics prévus au conventionnement ANRU, 4 852 051 euros au titre de la participation à l'équilibre du bilan et 418 277 euros d'apport foncier en nature.

Le nouveau bilan actualisé au 31 octobre 2017 prévoit de répartir la participation prévisionnelle de la Métropole d'un montant de 10 064 100 euros TTC, en hausse de 1 793 772 euros par rapport au CRAC du 31 décembre 2016, de la manière suivante :

9 056 109 euros TTC au titre des équipements AMP, correspondant au prix de revient des voies nouvelles (voies de maillage et circulaire Sud),

589 714 euros TTC au titre de la participation à l'équilibre du bilan,

418 277 euros TTC d'apport foncier en nature, inchangé par rapport au CRAC du 31 décembre 2016.

L'échéancier prévisionnel de versement de la participation de la Métropole prévu au bilan actualisé est le suivant :

- la participation aux équipements publics de 9 056 109 euros TTC dont 2 400 000 euros déjà versés et 6 656 109 euros restant à verser en

2018 : 600 000 euros,

2019 : 3 538 231 euros,

2020 : 2 517 878 euros,

- la participation à l'équilibre du bilan de 589 714 euros en 2019,

- et la participation par apport foncier en nature de 418 277 euros en 2018.

En conséquence, Il est soumis à l'approbation de notre assemblée l'avenant n°6 à la concession d'aménagement qui a pour objet :

- l'extension du périmètre de la concession de la Savine, en englobant les parcelles du site haut de la Savine concernées par la phase 2 du PRU de la Savine, suivant le plan annexé à l'avenant,

- de modifier le libellé de la concession d'aménagement, désormais dénommée « Concession de la savine »,

- de proroger de deux années la durée de la concession portant son échéance au 15 décembre 2022,

- de prendre en compte la modification de la participation de la Métropole concédante de l'opération et de son échéancier prévisionnel des versements suivant le bilan prévisionnel actualisé annexé à l'avenant,

- d'acter la rémunération forfaitaire qui sera versée à la SOLEAM pendant la période prorogée de l'opération de 50 000 euros par an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver l'extension du périmètre de la concession d'aménagement de la Savine confiée à la SOLÉAM et de mettre en place le budget correspondant aux nouvelles interventions de la Soléam.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le nouveau périmètre de la concession d'aménagement de la Savine confiée à la SOLEAM désormais nommée concession Savine.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant 6 à la convention d'aménagement T1600909CO accompagné d'un bilan financier actualisé et ayant pour objet l'extension du périmètre de la concession, la nouvelle nomination de l'opération désormais « concession Savine », la prorogation de la durée de la concession de 2 ans portant son échéance au 15 décembre 2022, l'actualisation du bilan financier, la rémunération forfaitaire qui sera versée à la Soléam pendant la période prorogée de l'opération.

**Article 3 :**

Est approuvée la participation de la Métropole d'un montant prévisionnel de 10 064 100 euros TTC et l'échéancier des versements à la Soléam suivant :

- la participation aux équipements publics de 9 056 109 euros TTC dont :

déjà versé : 2 400 000 euros

2018 : 600 000 euros

2019 : 3 538 231 euros

2020 : 2 517 879 euros

- la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan de 589 714 euros en 2019,

- et la participation par apport foncier en nature de 418 277 euros en 2018.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 014-3288/17/CM**

**■ Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain Type pour la Zone d'Aménagement Concerté de la Roque d'Anthéron 2  
MET 17/5231/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet d'extension de la zone d'activités économiques de la Roque d'Anthéron, portant sur une surface de 13 ha, a été déclaré d'intérêt communautaire le 15 janvier 2014 par le Pays d'Aix, et la Zone d'Aménagement Concerté a été créée en mars 2017 par le Conseil de la Métropole. Suite à l'adoption du Dossier de Réalisation et du Programme des Équipements Publics en mai 2017, le projet est rentré dans la phase de maîtrise d'œuvre préalable au démarrage des travaux prévus pour début 2018.

L'opération étant réalisée en régie, la Métropole et l'architecte urbaniste de la ZAC ont élaboré le cahier des charges de cession de terrain (CCCT) qui définit dans le cadre de la commercialisation les modalités de cession des terrains. Le CCCT permet également d'imposer aux acquéreurs certaines prescriptions en matière d'aménagement plus contraignantes que le PLU afin d'assurer la cohérence architecturale, paysagère et urbaine de l'opération et la pérennité des ouvrages créés.

Ce document est composé de trois titres :

- Le titre 1 vise à déterminer les prescriptions réglementaires imposées aux acquéreurs des terrains en précisant l'objet de la cession ou de la location (surface de plancher et destination) et les conditions dans lesquelles elle est consentie, résolue ou résiliée en cas d'inexécution de ces prescriptions. En effet, des sanctions sont en outre prévues en cas de non-respect des délais de dépôt de permis de construire ou de non réalisation de travaux dans les délais prévus. Un contrôle des reventes ou locations pendant la durée de la ZAC est également prévu.

- Le titre 2 définit les droits et obligations du vendeur et de l'acquéreur pendant la durée des travaux et de construction des bâtiments. Il informe sur les limites des prestations techniques réalisées par l'aménageur et fixe les prescriptions techniques imposées aux constructeurs pour le raccordement aux réseaux. Des prescriptions pour l'aménagement des lots (espaces verts, clôtures, gestion des déchets...) et l'implantation des constructions sont notamment édictées afin de garantir une qualité et une unité architecturale de la zone.

- Le titre 3 fixe les règles et servitudes de droit privé imposées aux acquéreurs ou locataires. Elles s'imposent à tous les propriétaires anciens et nouveaux et plus généralement à tous utilisateurs et constructeurs.

Les Titres 1 et 2 sont caducs à la suppression de la ZAC. Le Titre 3 s'impose sans limitation de durée.

Ainsi, le CCCT permet d'encadrer la destination des bâtiments et le processus de construction par un travail de concertation et de validation des programmes avec l'architecte urbaniste de la ZAC avant le dépôt du Permis de Construire.

Par ailleurs, lors de chaque cession de lot, un cahier des charges propre au lot sera annexé à l'acte de vente et signé par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à l'article L311-6 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.311-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 créant la ZAC ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC, son programme des équipements publics et déterminant les participations aux équipements publics de la ZAC ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que dans le cadre du lancement de la commercialisation, il est nécessaire d'approuver le Cahier des Charges de

Cession de Terrain Type conformément à l'article L311-6 du Code de l'Urbanisme.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain type, et ses annexes, de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 015-3289/17/CM**

**■ Clôture de l'opération d'aménagement "Bedelin" à Peypin  
MET 17/5528/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°11-1209 du 14 décembre 2009, l'ex Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié à la Saempa devenue Sem Façoneo, une concession d'aménagement pour l'opération dit « Bedelin » à Peypin.

Le programme de construction prévoyait la construction de 154 logements répartis en logements collectifs et individuels, locatifs sociaux, et accession libre et 1600 m² de commerces et services de proximité ainsi que tous les espaces publics d'accompagnement.

Le programme des équipements publics comprenait la réalisation des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futures habitants ou usagers à l'intérieur de l'opération.

La Sem Façoneo a acquis les terrains et immeubles nécessaires, exécuté les travaux définis au programme des équipements publics et procédé à la vente des lots. Les ouvrages ont été remis en gestion aux collectivités compétentes et les emprises foncières des équipements publics ont été cédées à la commune.

L'opération d'aménagement étant terminée, il convient donc d'en réaliser la clôture.

A cet effet, il a été établi un arrêté des comptes au 10 septembre 2017 tel qu'il résulte des dispositions juridiques et financières sur l'expiration du contrat de concession.

De cet arrêté des comptes, il ressort les éléments suivants :

- Le montant des dépenses constatées à la clôture de l'opération s'élève à deux

millions huit cent soixante-cinq mille neuf cent trente-six euros soixante-seize centimes,

- Le montant des recettes constatées à la clôture de l'opération s'élève à trois millions sept cent cinquante-deux mille deux cent soixante-six euros quinze centimes.

Compte tenu de ces éléments, il ressort que le solde d'exploitation de l'opération s'élève à un montant de 886 330,08 € (huit cent quatre-vingt-six mille trois cent trente euros huit centimes). Ce boni est à reverser au concédant pour 90% conformément à l'article 24.5 du traité de concession soit 767 697,07 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les dispositions du traité de concession confié à la SEM Façonéo par délibération n°11-1209 en date du 14 décembre 2009 ;
- Le dossier de clôture de l'opération présenté par l'aménageur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'opération a été menée à son terme, dans les conditions fixées par le traité de concession d'aménagement ;
- Que le programme de construction et le programme des équipements publics ont été réalisés.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés les comptes de clôture de l'opération présentés par la Sem Façonéo pour l'opération d'aménagement « Bedelin » à Peypin.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le paiement par la Sem Façonéo au concédant d'un montant de 767 697,07€. La recette correspondante sera perçue sur la section d'investissement en recettes sur le chapitre 13 nature 1388.

#### **Article 3 :**

L'opération d'aménagement « Bedelin » est clôturée.

#### **Article 4 :**

Est donné quitus définitif de sa gestion à la Sem Façonéo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 016-3290/17/CM**

##### **■ Approbation du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Velaux MET 17/5637/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose qu'il appartient aux communes ou leurs établissements publics de coopération intercommunale, de délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif des eaux usées où le raccordement à l'égout est obligatoire, et les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des installations autonomes par un SPANC (service public d'assainissement non collectif).

Sur le territoire de la commune de Velaux, la compétence assainissement des eaux usées est exercée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, se substituant de plein droit à la Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence.

Conformément aux prescriptions du CGCT, le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Velaux a fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 28 juin 2017 au 28 juillet 2017, conjointement avec celle relative au zonage d'assainissement des eaux pluviales portée par la Commune.

Le commissaire-enquêteur a remis son rapport définitif le 8 août 2017, en émettant un avis favorable assorti d'une recommandation ainsi formulée : «

J'émetts un avis favorable au zonage d'assainissement des eaux usées. Je recommande d'améliorer la lisibilité des documents graphiques, spécialement de la carte de zonage d'assainissement. »

En conséquence, la carte de zonage relative à l'assainissement des eaux usées a été rectifiée pour en améliorer la lisibilité.

Le zonage d'assainissement des eaux usées sera annexé au PLU de la commune de Velaux.

Le plan de zonage sera mis à disposition du public au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais – 281 Boulevard Maréchal Foch – 13300 Salon-de-Provence, aux heures d'ouvertures habituelles au public et respectera les mesures de publicité nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2224-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi 92-3 du 3 janvier 1992 dite «loi sur l'eau»;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L123-1 et L123-6 ;
- L'enquête publique qui s'est déroulée du 28 juin au 28 juillet 2017 ;
- Les conclusions du commissaire enquêteur en date du 8 août 2017 portant un avis favorable ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'approbation du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Velaux.

**Délibère**

**Article Unique :**

Est approuvé le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune Velaux, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 017-3291/17/CM**

**■ Approbation du zonage d'assainissement des eaux usées annexé au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac  
MET 17/5642/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose qu'il appartient aux communes ou leurs établissements publics de coopération intercommunale, de délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif des eaux usées où le raccordement à l'égout est obligatoire, et les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des installations autonomes par un SPANC (service public d'assainissement non collectif).

Sur le territoire de la commune de Rognac, la compétence assainissement des eaux usées est exercée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, se substituant de plein droit à la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence.

Par délibération du 16 décembre 2013, le Conseil Communautaire de l'ex Agglopolo Provence a décidé de déléguer aux communes l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique de zonage d'assainissement des eaux usées afin qu'elle soit réalisée en même temps que la procédure d'enquête publique d'élaboration ou de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En effet, la carte du zonage d'assainissement est une composante technique du dossier de PLU.

Conformément aux prescriptions du CGCT, le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Rognac a fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 31 mars 2017, conjointement avec celle relative au zonage d'assainissement des eaux pluviales portée par la Commune.

Le commissaire-enquêteur a remis son rapport définitif le 28 avril 2017, en émettant un avis favorable.

Le zonage d'assainissement des eaux usées est annexé au PLU de la commune de Rognac approuvé par le Conseil Municipal le 23 juin 2017.

Le plan de zonage sera mis à disposition du public au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais – 281 Boulevard Maréchal Foch – 13300 Salon-de-Provence, aux heures d'ouvertures habituelles au public et respectera les mesures de publicité nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2224-10 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L123-1 et L123-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi 92-3 du 3 janvier 1992 dite «loi sur l'eau» ;
- La délibération n°181/13 du 16 décembre 2013 de l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence déléguant aux communes l'ouverture et l'organisation de la procédure d'enquête publique des zonages d'assainissement des eaux usées ;
- L'enquête publique qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 31 mars 2017 ;
- Les conclusions du commissaire enquêteur en date du 28 avril 2017 portant un avis favorable ;
- La délibération n°17048 du Conseil Municipal de la commune de Rognac intitulée « Approbation du plan local d'urbanisme de la commune de Rognac » ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'approbation du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Rognac

**Délibère**

**Article Unique :**

Est approuvé le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Rognac, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 018-3292/17/CM**

**■ Approbation du zonage d'assainissement des eaux usées annexé au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mallemort  
MET 17/5644/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose qu'il appartient aux communes ou leurs établissements publics de coopération intercommunale, de délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif des eaux usées où le raccordement à l'égout est obligatoire, et les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des installations autonomes par un SPANC (service public d'assainissement non collectif).

Sur le territoire de la commune de Mallemort, la compétence assainissement des eaux usées est exercée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, se substituant de plein droit à la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence. Par délibération en date du 16 décembre 2013, le Conseil Communautaire de l'ex Agglopolo Provence a décidé de déléguer aux communes l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique de zonage d'assainissement des eaux usées afin qu'elle soit réalisée en même temps que la procédure d'enquête publique d'élaboration ou de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En effet, la carte du zonage d'assainissement est une composante technique du dossier de PLU.

Conformément aux prescriptions du CGCT, le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Mallemort a fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 15 mai au 19 juin 2017, conjointement avec celle relative au zonage d'assainissement des eaux pluviales portée par la Commune.



Le commissaire-enquêteur a remis son rapport définitif le 17 juillet 2017, en émettant un avis favorable à condition que la réserve soit levée. La réserve est émise comme suit : « Mettre à jour le zonage de l'ensemble des réseaux et stations d'épuration en particulier Pont Royal et Bramejean ». Or le zonage présenté correspond à la réalité des réseaux et équipements publics actuels. En effet, les réseaux et la station d'épuration du Domaine de Pont Royal et du secteur de Bramejean n'appartiennent pas au domaine public. Si la situation administrative de ces ouvrages venait à être modifiée, le zonage d'assainissement des eaux usées sera mis à jour.

Le zonage d'assainissement des eaux usées est annexé au PLU de la commune de Mallemort approuvé par le Conseil Municipal le 11 octobre 2017.

Le plan de zonage sera mis à disposition du public au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais – 281 Boulevard Maréchal Foch – 13300 Salon-de-Provence, aux heures d'ouvertures habituelles au public et respectera les mesures de publicité nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2224-10 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L123-1 et L123-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi 92-3 du 3 janvier 1992 dite «loi sur l'eau» ;
- La délibération n°181/13 du 16 décembre 2013 de l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence déléguant aux communes l'ouverture et l'organisation de la procédure d'enquête publique des zonages d'assainissement des eaux usées ;
- L'enquête publique qui s'est déroulée du 15 mai au 19 juin 2017 ;

- Les conclusions du commissaire enquêteur en date du 17 juillet 2017 portant un avis favorable ;
- La délibération n°2017-81-SG du Conseil Municipal de la commune de Mallemort intitulée « Approbation de la révision générale du Plan d'Occupation des Sols (POS) valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme » ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'approbation du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Mallemort.

**Délibère**

**Article Unique :**

Est approuvé le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Mallemort, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 019-3293/17/CM**

**■ Approbation du Contrat Régional d'Equilibre Territorial  
MET 17/5730/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivants :

Le dessein d'Aix-Marseille Métropole s'inscrit pleinement dans la réalité d'un territoire métropolitain équilibré et de ses spécificités. Il s'agit de passer d'une logique propre à chaque territoire qui la compose à une logique pleinement métropolitaine, guidée à la fois par l'amélioration du fonctionnement d'ensemble et la valorisation des diversités.

Presque deux ans après sa création, la métropole a déjà répondu aux urgences du territoire en réalisant des « agendas » de la mobilité et du développement

économique. Elle s'est engagée par ailleurs dans la formalisation de son Projet métropolitain et diverses politiques sectorielles : Programme Local de l'Habitat, Plan Climat Air Energie, Schéma de Cohérence Territoriale, Plans locaux d'Urbanisme, Livre Bleu et Projet Alimentaire Territorial sont en cours d'élaboration.

Le Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET) conclu entre la Métropole Aix Marseille Provence et la Région a vocation à constituer une déclinaison opérationnelle des principaux schémas prospectifs et stratégiques métropolitains tout en tenant compte des problématiques spécifiques de chacune des entités qui la compose.

A travers le Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET), la Région entend accompagner la Métropole dans sa stratégie d'aménagement et de développement ainsi organiser au mieux la rencontre entre priorités locales et régionales. Le CRET permettra de mieux articuler les politiques régionales et métropolitaines, en les mobilisant sur les actions structurantes en favorisant les effets leviers de l'intervention régionale sur les projets métropolitains.

La dynamique métropolitaine est donc essentielle pour le développement, le rayonnement et l'attractivité du territoire régional, et les enjeux métropolitains sont à la mesure de son poids démographique et économique.

A ce titre, Les Conseils de la Région et de la Métropole ont délibéré respectivement le 7 Juillet et le 13 juillet 2017 afin approuver le lancement de la démarche pour l'élaboration de ce contrat.

Ce dispositif contractuel entre les institutions va permettre d'avancer de concert sur les grands projets structurants du territoire métropolitain, il sera l'un des cadres d'une cohérence porteur d'ambitions et de partage d'objectifs communs.

Ce nouveau partenariat entre la Région et la Métropole s'est inscrit dans une collaboration et une co-construction avec les Conseils de territoire afin de garantir une grande équité entre tous les échelons territoriaux.

Jusqu'à 120 millions d'euros vont ainsi être alloués au financement des projets structurants et décisifs dans les domaines de l'aménagement, de la transition énergétique, du développement économique et de la mobilité sur le territoire métropolitain. Dans la continuité des Accords de Paris, signés en décembre 2015, la transition écologique et le développement énergétique seront le principe directeur de ce CRET métropolitain.

A ce titre, la Métropole Marseille Provence et la Région ont décidé de retenir dans la contractualisation proposée des projets qui présenteront une dimension environnementale avérée et une amélioration de la performance énergétique, notamment pour les opérations d'aménagement et d'habitat.

L'environnement est en effet un enjeu majeur pour la qualité de vie des habitants (eau, énergie, biodiversité, risques naturels, mer) et la Métropole, tout comme la Région, souhaitent faire du territoire un lieu d'expérimentation déterminant sur ces questions.

Dans le cadre de son **Plan Climat-Air-Energie**, la métropole mettra en œuvre de façon opérationnelle la transition énergétique sur son territoire, afin de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, développer la part de production des énergies renouvelables, réduire la consommation d'énergie et diminuer les émissions et l'exposition des populations aux polluants atmosphériques. Par ailleurs, un plan d'adaptation aux changements climatiques sera produit pour permettre au territoire de se préparer et affronter les bouleversements à venir. La métropole a souhaité intégrer la problématique des nuisances sonores par souci de cohérence.

Pour que le Plan Climat soit ambitieux, concret, efficace et pérenne, sa conduite doit prendre en compte les deux échelles territoriales complémentaires qui composent la Métropole : au niveau central métropolitain pour les enjeux stratégiques, et au niveau de ses conseils de territoires pour l'opérationnalité des actions.

Il est à noter que 5 Plans climat territoriaux sont en cours actuellement dans l'attente du Plan climat métropolitain, et leurs actions (près de 400 recensées) suivent leur progression. Ainsi, la dynamique de lutte contre l'effet de serre est bien active sur le territoire métropolitain.

Par ailleurs, l'adoption d'un **Agenda Mobilité**, lors de son Conseil métropolitain le 15 décembre 2016, a fixé l'ambition d'une amélioration significative et durable de l'offre de mobilité, en réponse à l'enjeu des déplacements sur ce grand territoire. Engageant une réelle rupture dans la stratégie publique à l'égard de la mobilité, il porte un projet ambitieux et pragmatique : doubler l'usage des transports en commun en réalisant progressivement un système de transport métropolitain intégré, tenant compte des spécificités d'Aix-Marseille-Provence (étendue et faible densité).

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Ce document stratégique prévoit une série d'opérations de nature technique très variées permettant d'améliorer toutes les composantes du système de mobilité depuis les outils numériques du système d'information voyageurs aux infrastructures de transports et Pôles d'échanges.

Une première phase de l'Agenda porte sur la période 2017-2025 dans laquelle il est prévu de développer l'un des plus vastes réseau d'Europe de cars premium sur autoroute, créer de nouveaux pôles d'échanges, développer de nouveaux projets urbains de tram/bus à haut niveau de service, renouveler les rames de métro de Marseille et encourager l'innovation.

La seconde phase porte sur la période 2025-2035 pour développer les extensions du réseau de métro de Marseille, intégrer de nouvelles dessertes ferrées et réaliser le plateau sous terrain en gare Saint Charles.

Le réseau MétroExpress, réseau premium d'échelle métropolitaine, intégrera les modes routiers (cars rapides sur autoroute) et ferré (TER). Il sera conçu pour favoriser des correspondances entre eux et organiser des échanges optimisés avec les parcs relais attenants et les lignes urbaines.

Au total, l'enveloppe financière de l'Agenda représente près de 13 milliards d'euros.

Au regard des moyens financiers à mobiliser et des enjeux pour le territoire, l'Agenda Mobilité appelle un soutien des partenaires.

La Région s'est déjà engagée sur le territoire Métropolitain à travers le Contrat de Plan Etat Région qui finance une partie des priorités de l'Agenda Mobilité.

Le CRET 2018-2020 prévoit l'inscription de plusieurs opérations de la 1<sup>ère</sup> phase de l'Agenda Mobilité notamment :

- Des Bus à Haut Niveau de Service sur le territoire de la Métropole (BHNS d'Aix, BHNS Istres, BHNS Miramas, BHNS Martigues-Port de Bouc, BHNS Zenibus Plan de Campagne) ainsi que le projet du ValTram à Aubagne ;
- Une dizaine de pôles d'échanges et parc relais répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain favorisant les correspondances entre les réseaux de transport ;
- Un volet d'études pour des projets d'infrastructure en préfiguration des phases travaux débutant après 2020 (Tramway Nord Sud à Marseille, les lignes de bus structurantes, le BHNS B4 Gèze - la Fourragère, le BHNS Chronobus à Aubagne) et les études structurantes à lancer par la Métropole d'ici 2020 (PDU ...) ;
- Des projets de grande voirie et de pistes cyclables donnant une place importante aux modes doux de déplacement et aux transports en commun avec en premier lieu le Boulevard Urbain Sud qui permettra de désenclaver les quartiers sud de Marseille et d'améliorer l'accessibilité aux transports en

communs. Prévu pour être un axe multimodal, le BUS intégrera des cheminements piétons et des pistes cyclables sur l'ensemble de son linéaire. Les projets de requalification du Jarret et du cours Lieutaud, la piste cyclable sur la Corniche Kennedy sont également inscrits au CRET ;

- Le programme d'innovation numérique ICAR visant à doter la Métropole d'outils numériques d'information et de vente autour de la mobilité (calcul d'itinéraire multimodal prédictif, vente dématérialisée)

Dotée de compétences très étendues en matière de développement économique, en lien avec la Région, la Métropole s'est attelée à définir les axes stratégiques de son projet, avec l'affirmation d'objectifs prioritaires clairs et l'établissement des partenariats qui l'accompagnent.

En partant d'un constat étayé des nombreuses études et rapports de diagnostic établis au cours de ces dernières années, la Métropole Aix Marseille Provence a ainsi adopté le 30 mars 2017 son **Agenda du Développement économique Métropolitain** reposant notamment sur la définition des priorités et l'élaboration d'un plan d'actions.

Le diagnostic présenté, recensant les principales forces, faiblesses et grands enjeux métropolitains, démontre que la Métropole Aix-Marseille-Provence possède de réels atouts économiques sur lesquels capitaliser. Il conforte la volonté politique d'engager une stratégie plus ambitieuse au service d'un objectif prioritaire, l'emploi pour tous, et d'avancer en partenariat avec l'ensemble des parties prenantes du développement métropolitain.

Il en ressort que l'Agenda du Développement économique s'attache à répondre aux grands enjeux communs qui attendent la Métropole :

- La création d'emplois sur le territoire métropolitain,
- Le renforcement de l'attractivité du territoire, en particulier pour les investisseurs et talents internationaux,
- Le développement de l'entrepreneuriat innovant en favorisant davantage l'innovation ouverte et collaborative, l'expérimentation et les opportunités d'affaires,
- Le déploiement d'une politique volontariste de reconquête du foncier en faveur du développement économique
- Le soutien d'un développement économique plus équilibré.

Pour relever ces grands défis, la métropole a construit un plan d'actions opérationnel, articulé autour de 5 orientations stratégiques, 10 objectifs et plus d'une centaine d'actions, en s'attachant à poursuivre les actions qui ont fait leur preuve tout en impulsant de nouvelles dynamiques dans certains domaines.

Concomitamment, elle s'est attachée à faire converger en toute cohérence sa stratégie de développement économique et les priorités régionales.

A l'instar, les enjeux métropolitains ont été également pris en compte dans le cadre du Schéma Régional de Développement économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) défini et approuvé par la Région le 17 mars dernier, dont la concentration de moyens sur les filières stratégiques et segments différenciant, avec les 12 Opérations d'Intérêt Régional comme bras armé, en constitue un axe majeur.

C'est dans ce droit fil que s'est opérée la sélection des projets économiques de dimension métropolitaine susceptibles d'être financés dans le cadre du Contrat d'Equilibre Territorial (CRET), et selon les partis pris fondateurs qui guident la politique économique métropolitaine, en particulier la volonté de prioriser l'action et cibler les investissements sur des domaines d'activités prioritaires afin de conforter ou développer leur masse critique, concentrer les investissements et optimiser la création d'emplois induite.

Etre dans l'action signifiant bien qu'il s'agit de concrétiser la mise en œuvre des plans d'actions opérationnels et pour ce faire d'en mobiliser les moyens, ce sont donc au total une quinzaine de projets de court/moyen terme pour lesquels la participation financière de la Région est sollicitée au titre du CRET.

Enfin, la qualité du cadre de vie est un élément fort de l'attractivité du territoire. Elle peut être préservée par la maîtrise de l'urbanisation et les choix d'aménagement et de développement cohérents à l'échelle du territoire métropolitain. La métropole multipolaire est ici un grand atout, avec 92 centres de villes et de villages, dont chacun offre une identité, une ambiance, un cadre de vie ou de travail spécifiques.

La gestion des espaces représente un défi pour l'entité métropolitaine. Elle nécessite une bonne articulation entre différentes politiques sectorielles ainsi qu'une bonne connaissance et maîtrise de l'usage et de l'évolution des sols pour promouvoir un développement territorial intégré et une gestion économe de l'espace. Les démarches d'éco-quartiers / éco-cités et/ou d'habitat participatif, ont vocation à être soutenus.

A ce titre, la Métropole Marseille Provence et la Région ont décidé de retenir dans la contractualisation proposée des projets qui présenteront une dimension

environnementale avérée et une amélioration de la performance énergétique, notamment pour les opérations d'aménagement et d'habitat.

Pour relever les défis de l'attractivité et du fonctionnement du territoire, la métropole doit poursuivre ses efforts de production de logements et « recentrer son développement ». Il s'agit de miser sur les centres urbains, qui peuvent constituer une « clef de voûte » du territoire à renforcer.

**Le Programme Local de l'Habitat**, qui sera approuvé fin 2019, va définir la politique de l'habitat de la Métropole, incarnée dans un programme territorialisé de production de logements, en réponse aux besoins des habitants, et tenant compte des enjeux transversaux de déplacements et de transition énergétique.

Des équipements structurants dans les domaines culturel et sportif ainsi que des projets d'aménagements d'espaces publics seront soutenus dans le cadre de ce contrat.

L'élaboration du Schéma de cohérence territoriale métropolitain, la métropole d'Aix Marseille Provence se donne comme objectif de définir son projet stratégique de territoire, pour construire un avenir durable et partagé jusqu'en 2040. Pour cela 3 grands objectifs sont poursuivis :

- Affirmer le positionnement du territoire métropolitain et garantir son rayonnement,
- Structurer le développement et limiter la consommation d'espace,
- Privilégier la qualité et le cadre de vie, et préserver les spécificités et identités des territoires.

L'enveloppe contractualisée proposée au titre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial est de 120 millions d'euros sur trois ans et sera prioritairement orientée sur le programme pluriannuel d'investissement de la Métropole. Il prévoit une clause de revoyure à mi-parcours et peut faire l'objet d'avenants afin de revoir la programmation, de la réorienter en fonction de la maturité des projets ou d'intégrer de nouvelles opérations.

Ce bilan à mi-parcours sera pour la Région et la Métropole l'occasion d'ajuster ses engagements au regard de l'évolution de ses dispositifs et de ses politiques. Ces éléments seront transmis au Comité de pilotage sur proposition de la Métropole, avec l'appui des services régionaux.

En conséquence, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- délibération n°15-2 du 20 février 2015 du Conseil régional, délibération cadre sur la nouvelle politique contractuelle avec les territoires - Création du Contrat Régional d'Equilibre Territorial ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n°16-847 du 3 novembre 2016 portant sur la convention d'application du Contrat de plan Etat Région sur le territoire de la Métropole,
- La délibération n°16/2355/CM du 15 décembre 2016 approuvant l'Agenda de la Mobilité métropolitaine,
- La délibération du 30 mars 2017 n°ECO 001-1775/17/CM qui approuve l'agenda du développement économique métropolitain,
- la délibération n°17-443 du 7 juillet 2017 du Conseil régional décidant du lancement de l'élaboration du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 043-2424/17/CM de la Métropole du 13 juillet approuvant le lancement de l'élaboration du Contrat Régional d'Equilibre Territorial avec la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis des six Conseils de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence représente 37% de la population régional et contribue à hauteur de 40% de son produit

intérieur brut ;

- Que la dynamique métropolitaine est donc essentielle pour le développement, le rayonnement et l'attractivité du territoire régional ;
- Que les enjeux de ce territoire sont néanmoins considérables et à la hauteur de son poids économique et démographique ;
- Qu'il convient en conséquence de compléter ces partenariats par une intervention spécifique de la Région dans le cadre des Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial (CRET) ;
- Qu'ils sont fondés sur un projet stratégique du territoire qui s'articule avec les priorités régionales telles qu'elles sont notamment affirmées dans les schémas régionaux ;
- Qu'ils sont conclus pour une durée de 3 ans et font l'objet d'une programmation recentrée sur des projets d'investissement structurants, présentant une envergure métropolitaine ;
- Que chaque contrat bénéficie d'une enveloppe financière régionale destinée à mettre en œuvre cette programmation et prévoit une clause de revoyure au bout de 18 mois ;
- Que l'architecture du programme d'actions sera organisée autour des quatre orientations stratégiques qui sont au cœur des compétences régionales : le développement économique, la mobilité, l'aménagement, la transition écologique et énergétique ;
- Que le Contrat Régional d'Equilibre Territorial aura également pour principe directeur le développement durable, dimension qui sera portée dans chacun des projets programmés et qui aura été intégrée dès la phase de la conception, et entend constituer une déclinaison territoriale des accords de Paris ;
- Que, dans cette perspective, le CRET de la métropole a vocation à être l'une des déclinaisons opérationnelles des schémas prospectifs et stratégiques métropolitains tout en tenant compte des problématiques spécifiques de chacune des entités qui la compose.
- Qu'à ce titre, la Métropole Marseille Provence et la Région ont décidé de retenir dans la contractualisation proposée des projets qui présenteront une dimension environnementale avérée et visant une amélioration de la performance énergétique, notamment dans les opérations d'aménagement et d'habitat ;
- Que la gestion de l'espace est un également enjeu majeur, qu'elle nécessite une bonne articulation entre différentes politiques sectorielles ainsi qu'une bonne connaissance et maîtrise de l'usage et de l'évolution des

sols pour promouvoir un développement territorial intégré et une gestion économe de l'espace. Les démarches d'éco-quartiers / éco-cités et/ou d'habitat participatif, ont vocation à être soutenus ;

- Que le Contrat Régional d'Equilibre Territorial permettra la mise en œuvre de projets de mobilité fondamentaux pour le territoire métropolitain tels que le Boulevard Urbain Sud à Marseille, les lignes Aixpress ou encore la construction de Pôles d'Echanges Multimodaux et de Parcs relais sur différents sites ;
- Que les mobilités douces seront également développées ;
- Que compte tenu des compétences étendues de la Métropole en termes de développement économique, un effort financier particulier sera fait sur les projets de développement des technopôles métropolitains, en lien avec les filières économiques régionales d'excellences ;
- Que la spécificité des Conseils de territoire doit être prise en considération au titre de la notion d'équilibre territorial portée par la politique contractuelle de la Région : exerçant jusqu'en 2020, dans une période transitoire, d'importantes compétences déléguées par la métropole, les Conseils de territoire ont été en conséquence associés aux différents stades du processus, de la proposition des projets à leur mise en œuvre. Cette association intervient dans le cadre du schéma d'ensemble adopté par le conseil de la métropole et d'une coordination conduite par le président de la métropole.
- Que l'enveloppe proposée au titre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial est de 120 millions d'euros

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence fondé sur 4 axes principaux à savoir l'impulsion et l'accompagnement dans la transition énergétique ; l'aménagement durable du territoire; le confortement des activités économiques et la participation aux enjeux liés à la mobilité.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le Contrat Régional d'Equilibre territorial et toutes les pièces y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## \*\*\*\*\* **Commission "Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville"** \*\*\*\*\*

**DEVT 001-3294/17/CM**

**■ Approbation du Règlement Intérieur  
métropolitain du Fonds de Solidarité pour le  
Logement (FSL)  
MET 17/5612/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement permet d'attribuer des aides financières aux ménages en difficulté afin d'accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir, et y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Ce dispositif s'inscrit dans la loi du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui en a attribué la compétence aux Départements.

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour le Logement, le règlement intérieur du FSL précise les conditions de mise en œuvre des aides financières attribuées.

Toutefois, en application des dispositions des lois MAPTAM du 27 janvier 2014 et NOTRe du 7 août 2015, le Fonds de Solidarité pour le Logement a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 par les trois départements intervenant sur le territoire de la Métropole, à savoir les départements des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et du Vaucluse (commune de Pertuis).

Les modalités de fonctionnement de ce dispositif étaient jusqu'à présent définies par le Règlement Intérieur adopté par chacun des trois Départements précités.

Toutefois, son transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence a rendu nécessaire la rédaction d'un nouveau Règlement Intérieur métropolitain qu'il convient désormais d'approuver.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour le Logement ;
- Le décret n° 2015-1085 du 7 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité d'adopter le Règlement Intérieur métropolitain du Fonds de Solidarité pour le Logement ;

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le Règlement Intérieur métropolitain du Fonds de Solidarité pour le Logement annexé à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 002-3295/17/CM**

**■ Approbation du Règlement Intérieur métropolitain du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)  
MET 17/5621/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 a créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) qui est destiné aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, français ou étrangers, en situation de séjour régulier en France, qui connaissent de graves difficultés d'insertion sociale et professionnelle et qui ont besoin d'une aide financière assortie, ou non, d'un

accompagnement social. La priorité doit être donnée à ceux qui cumulent les handicaps (notamment ceux qui n'ont aucun soutien familial) et à ceux ne pouvant être pris à courte échéance dans le cadre de dispositifs d'insertion de droit commun.

Il s'agit d'un dispositif dont l'objectif est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 18 à 25 ans en difficulté en leur accordant des aides financières ponctuelles et subsidiaires.

Conformément aux dispositions de l'article L263-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le règlement intérieur « détermine les conditions et les modalités d'attribution des aides, notamment en cas d'urgence, et les conditions de mise en œuvre des mesures d'accompagnement ».

De compétence départementale jusqu'au 31 décembre 2016, le Fonds d'Aide aux Jeunes a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 par les trois départements intervenant sur le territoire de la Métropole, à savoir les départements des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et du Vaucluse (commune de Pertuis). Ce transfert de compétence est intervenu en application des dispositions des lois MAPTAM du 27 janvier 2014 et NOTRE du 7 août 2015.

Les modalités de fonctionnement de ce dispositif étaient jusqu'à présent définies par le Règlement Intérieur adopté par chacun des trois Départements précités.

Toutefois, son transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence a rendu nécessaire la rédaction d'un nouveau Règlement Intérieur métropolitain qu'il convient désormais d'approuver.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 7 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité d'adopter le Règlement Intérieur métropolitain du Fonds d'Aide aux Jeunes ;

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le Règlement Intérieur métropolitain du Fonds d'Aide aux Jeunes annexé à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 003-3296/17/CM**

**■ Approbation d'un avenant de prolongation de la convention de délégation de service public pour la gestion et l'animation des Aires d'Accueil des Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix MET 17/5302/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) était compétente sur la totalité de son territoire en matière de création, aménagement et gestion des Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage.

Par délibération du 25 juin 2004 et du 11 décembre 2009, le Conseil communautaire s'était prononcé favorablement sur le principe de la gestion déléguée des Aires d'Accueil des Gens du Voyage et avait autorisé Madame le Président à lancer la procédure de sélection du Délégué, celle-ci ayant été conduite conformément aux dispositions des articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'attribution d'une Délégation de Service public relevait alors de la procédure prévue par la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 dite « Loi Sapin » relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

Dans ce cadre juridique, par décision du 10 décembre 2010, faisant suite à une procédure de mise en concurrence, le Conseil communautaire de la CPA a

décidé de déléguer la gestion et l'animation de ces équipements publics communautaires à l'Association ALOTRA par l'établissement d'une Convention de Délégation de Service Public.

Son objet a trait à la gestion, à l'organisation ainsi qu'à la mise en œuvre de l'animation et des actions socio-éducatives des Aires d'Accueil des Gens du Voyage Communautaires. Par Avenant délibéré en séance du 3 juillet 2014, ce document contractuel concerna également la gestion du Terrain de Grands Passages, qui depuis a été fermé par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1<sup>er</sup> janvier 2016. En application des articles L.5217-2 et L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, celle-ci est devenue compétente en matière d'aménagement, entretien et gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage et des Terrains Familiaux Locatifs définis au 1<sup>er</sup> et 3<sup>o</sup> du II de l'article 1<sup>er</sup> de la Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des Gens du Voyage, et à l'article 148 de la Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté.

Depuis cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Délégante au titre de la Convention de Délégation de Service Public, précédemment citée, régie dans le cadre d'une convention d'affermage d'une durée de 7 ans qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et qui arrive à échéance le 31 décembre 2017.

Une procédure de mise en concurrence doit donc être engagée afin de conclure une nouvelle convention qui devrait prendre effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Néanmoins, ce délai est particulièrement contraint dans le contexte du transfert et du renforcement de la compétence idoine incombant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

De ce fait, il est proposé de prolonger d'un an la convention actuelle, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

Cette prolongation constitue notamment la période nécessaire pour :

- Poursuivre le recensement et l'achèvement de l'état des lieux des structures d'Aires d'Accueil existantes sur la Métropole dans le cadre des groupes de travail en cours de constitution ;

- Définir les besoins idoines et finaliser les orientations de cette politique publique à l'échelle de la Métropole, tant dans le domaine de la construction et l'aménagement des Equipements Publics que dans le cadre de leur gestion ;

- Conduire globalement la réflexion en vue de déterminer la cohérence et identifier les harmonisations nécessaires à l'échelon métropolitain à inclure dans la future Convention de gestion en DSP ;



- Disposer du délai nécessaire au retour d'expérience de la gestion des deux aires d'accueil récemment intégrées dans le périmètre de l'actuelle DSP et ouvertes au public seulement en décembre 2016 et juillet 2017, dans la perspective de recueillir l'ensemble des éléments chiffrés, fiables et significatifs destinés à alimenter les candidats potentiels dans le cadre des DCE qui leur seront remis lors de la consultation.

Les trois Aires d'Accueil existantes sur le Territoire du Pays d'Aix concernées par cette prolongation sont : Rives Hautes (23 places) ouverte le 10 avril 2013 à Fuveau/Meyreuil, La Malle (30 places) ouverte le 26 septembre 2016 à Bouc-Bel-Air/Simiane-Collongue et le Réaltor (80 places) ouverte le 22 mars 2017 à Aix-en-Provence.

Néanmoins, cette prolongation ne doit pas constituer une modification substantielle du contrat au regard de l'article 36 du décret concession qui liste les cas de modifications possibles.

En substance, si l'on cumule l'ensemble des recettes perçues par le délégataire (toutes recettes confondues) depuis la prise d'effet de la Convention jusqu'à sa date normale d'échéance, c'est-à-dire au 31 décembre 2017, le délégataire aura perçu la somme totale de 2.883.223 € TTC.

L'avenant aurait pour effet de faire percevoir au délégataire entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2018 la somme supplémentaire de 628.293 € TTC.

Si cette augmentation de 21,79 % peut apparaître élevée, elle doit être relativisée au regard des éléments qui suivent et qui tendent à montrer que l'économie générale de la convention ne s'en trouve pas affectée.

1° – D'une part, cette augmentation résulte du fait que sur 2016 et 2017, et comme cela était prévu au contrat, deux nouvelles aires ont été intégrées au périmètre d'exploitation.

Celles-ci, La Malle 30 places de Bouc-Bel-Air / Simiane-Collongue et Le Réaltor 80 places d'Aix-en-Provence, de par leurs caractéristiques techniques produisent un effet mécanique induit qui a pour conséquence une augmentation amplifiée du chiffre d'affaires du délégataire. En effet, les 110 places supplémentaires créées peuvent désormais accueillir 220 caravanes qui généreront des financements plus importants de la part des services de l'État et de la CAF notamment, puisque depuis la récente réforme, leurs financements se déterminent selon le nombre de caravanes accueillies et non selon le nombre de places existantes.

Le montant de cette subvention d'Aide à la Gestion des Aires d'Accueil (AGAA) se fixe à 132,45 € par caravane accueillie et par mois.

Ainsi, la somme de 628 293€, perçue par le délégataire au titre de l'année supplémentaire peut être analysée de la manière suivante et permet de relativiser l'impact du pourcentage global d'augmentation :

- Part contractuelle correspondant à l'effet induit par l'intégration des deux nouvelles Aires d'Accueil : 349 668 €, représentant 12,13 % du volume financier de la convention initiale.
- Part factuelle inhérente à l'accroissement d'un an de la durée de gestion : 278 625 €, soit une augmentation de 9,66 % du volume financier de la convention initiale.

2° – D'autre part, via le jeu des aides supplémentaires de l'État (AGAA) dont les mécanismes de calcul ont été cités ci-avant et les subventions de la CAF accordées dans le cadre de l'agrément social, la contribution financière de la Métropole va baisser substantiellement sur l'exercice 2018 pour atteindre le chiffre de 40.912 € TTC alors qu'elle se fixe à plus de 141.000 € TTC pour l'année 2017.

3° – Ensuite, aucune prestation nouvelle ne sera demandée au délégataire, notamment aucun nouvel équipement public ne sera intégré au périmètre de la convention sur l'exercice 2018.

4° – Enfin, à périmètre technique constant, l'avenant a pour effet de limiter seulement à une année la prolongation de la Convention d'une durée de 7 années.

De surcroît, la part prévisionnelle du risque supporté par le délégataire, qui se traduit par le rapport des recettes provenant des usagers sur les dépenses totales d'exploitation, est bien maintenue. En effet, pour 2018 celle-ci se fixe à 26,64 % soit en progression de près de 3 % par rapport à l'année 2017.

En conséquence, compte tenu de ce qui précède et conformément aux conclusions juridiques du Cabinet Ernst et Young, Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, la prolongation d'un an envisagée ne générera pas de modifications substantielles du Contrat initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- La loi 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;
- La loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La délibération n°2009\_A236 du Conseil communautaire de la CPA du 11 Décembre 2009 relative à l'adoption du principe de DSP ;
- La délibération n°2010\_A196 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du délégataire ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 23 novembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Le délai contraint à l'échéance de la Convention actuellement en vigueur.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3, ci-annexé, à la convention de délégation de service public des Aires d'Accueil des Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Monsieur Le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 004-3297/17/CM**

**■ Approbation du principe d'une délégation de service public pour l'animation et de Gestion des Aires d'Accueil et des Terrains de Grand Passage des Gens du Voyage - Approbation du Document-Programme  
MET 17/5615/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) est titulaire de la compétence Aménagement, Entretien et Gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage.

L'ensemble des aires d'accueil comprises sur le territoire de la Métropole est régi par le schéma départemental d'accueil des Gens du voyage des Bouches-du-Rhône du 10 janvier 2012 révisé et son avenant du 14 octobre 2016 établi par la préfecture et le département. Un premier schéma départemental d'accueil des Gens du Voyage avait été adopté en mars 2002. Si, aujourd'hui, deux communes situées sur le territoire de la Métropole (Pertuis et Saint-Zacharie) relèvent respectivement du schéma département de Vaucluse et de celui du Var, le futur schéma départemental révisé des Bouches-du-Rhône pourrait les intégrer dans son périmètre.

Avant la création de la Métropole et à ce jour, les aires d'accueil comprises sur les différents territoires sont gérées de la façon suivante :

- Aire d'accueil Vallon des Vaux : marché négocié conclu entre la Commune d'Aubagne et la Varappe pour une durée de 5 ans à compter de 2015 ;
- Aire d'accueil de Saint Menet : délégation de service public conclue entre la Ville de Marseille et la société VAGO pour une durée de six ans et un mois à compter de 2013 et jusqu'en 2019 ;
- Aire d'accueil Les Molières : régie de la Commune de Miramas ;
- Aire d'accueil La Garenne : délégation de service public conclue entre le SIVU de Salon de Provence-Pélissane-Lançon de Provence pour l'accueil des Gens du Voyage et ALOTRA pour une durée de 5 ans à compter de 2014 et jusqu'en 2018 ;
- Aire d'accueil Le Bargemont : gestion confiée à ALOTRA sur le territoire de la commune de Martigues pour une durée de 4 ans à compter de 2014 et expirant en 2017. Un avis de publicité vient d'être lancé par la commune pour la gestion et l'animation de cette aire de 2018 à 2021 ;
- Aires d'accueil Le Realtor, La Malle, Rives Hautes : délégation de service public confiée par le Territoire du Pays d'Aix à ALOTRA pour une durée de 7 ans à compter de 2011 jusqu'en 2017 puis prolongée d'un an jusqu'au 31 décembre 2018.

Dans la mesure où la délégation de service public conclue entre le Territoire du Pays d'Aix (ex CPA) et

ALOTRA arrive à expiration au 31 décembre 2018, une nouvelle convention doit être conclue. Par ailleurs, les autres contrats conclus par les différentes collectivités et EPCI ont également vocation à arriver à expiration dans les 4 années à venir.

De ce fait, il convient donc dès maintenant non seulement de s'interroger sur le renouvellement de la Délégation de Service Public afférente aux aires qui sont situées sur le Territoire du Pays d'Aix, mais également de prévoir la possibilité d'intégrer les différentes aires d'accueil existantes et à réaliser sur

le périmètre métropolitain, au titre du schéma départemental dans le champ d'exécution du nouveau contrat.

### 1 – Caractéristiques des Aires d'Accueil existantes sur la Métropole

Secteurs concernés	Aire	Capacité	Date d'intégration envisagée
Aix en Provence	Le Réaltor	80 places	Intégration immédiate
Bouc-Bel-Air/ Simiane-collongue	La Malle	30 places	Intégration immédiate
Fuveau/ Meyreuil	Rives Hautes	23 places	Intégration immédiate
Aubagne / Auriol / La Bouilladisse / La Penne sur Huveaune / Peypin / Roquevaire	Vallon des Vaux	25 places	Intégration potentielle en 2021
Marseille / Allauch / Plan-de- Cuques	Saint Menet	48 places	Intégration potentielle en 2020
Martigues	Le Bargemont	14 places	Intégration potentielle en 2022
Miramas / Saint-Chamas	Les Molières	38 places	Intégration potentielle en 2019
Salon de Provence / Lançon-Provence Pelissanne	La Garenne	50 places	Intégration potentielle en 2019

Le périmètre de la concession comprendra, lors de sa prise d'effet, la gestion, l'entretien et l'animation des aires « Le Réaltor », « La Malle » et « Rives Hautes », actuellement opérationnelles, qui ont une capacité totale cumulée de 133 places permanentes.

Dans la perspective de l'unification du mode de gestion de ce service public à terme, la Métropole pose comme principe que, sauf exception, les aires faisant actuellement l'objet de modes de gestion différents, ainsi que celles qui seront réalisées avant le terme de la convention, pourraient intégrer le périmètre de cette dernière.

A ce jour, les 5 autres aires déjà réalisées et susceptibles d'intégrer le périmètre de la concession lors de la levée des options y afférentes représentent

une capacité cumulée totale de 175 places permanentes (Vallon des Vaux, Saint Menet, Le Bargemont, Les Molières et La Garenne).

S'agissant des 10 aires en cours de projet en phase pré-opérationnelle, elles représentent à ce jour, à titre indicatif, une capacité totale cumulée de 350 places permanentes.

Les deux terrains de grand passage non réalisés à ce jour et le terrain de grand passage situé à Istres sont eux aussi susceptibles d'intégrer le périmètre de la convention au cours de son exécution.

En tout état de cause, à terme, le périmètre de la concession pourra comprendre l'ensemble des aires d'accueil et terrains de grand passage décrits dans les Schémas départementaux d'accueil des gens du voyage dont relèvent les communes situées sur le

territoire de la Métropole, tels que rédigés dans leur version actuelle ou dans leur version modifiée ou révisée pendant la durée de la concession.

Le futur Déléataire sera chargé d'incorporer les aires, au fur et à mesure de la levée des options, dans le périmètre de la Concession, dans les conditions prévues par le Document Programme.

## 2 – Les modes de gestion envisageables

Les modes de gestion envisageables sont la Régie, le Marché Public et la Délégation de Service Public :

- La régie :

L'exploitation en régie est le mode de gestion par lequel la collectivité publique assure seule, à ses risques et périls, la gestion du service public. Elle prend directement en charge le financement des travaux, l'organisation et le fonctionnement du service. Ce mode d'exploitation suppose que la collectivité dispose des ressources et des compétences techniques pour organiser et gérer directement le service.

Dans le cas présent, la Métropole ne dispose pas des moyens pour exploiter ce service public sous ce mode de gestion, étant précisé qu'à date, la plupart des aires actuellement existantes sur le territoire de la Métropole sont gérées via des marchés publics ou des délégations de service public.

Ces motifs ont conduit la Métropole à ne pas retenir le mode de gestion en régie.

- Le marché public

Il est toujours possible d'envisager le choix d'un marché public « classique » de services, en vue d'assurer la gestion d'aires d'accueil des Gens du Voyage. Le mode de passation de ces marchés est prévu par l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession. Le recours à un tel cadre contractuel n'apparaît toutefois pas opportun, pour plusieurs motifs.

En premier lieu, le cadre du marché public apparaît quelque peu contraignant pour la gestion d'un équipement de cette nature, et entraînerait des rigidités de gestion entre la Métropole et le prestataire.

En second lieu, les prestations demandées au futur prestataire s'intègrent certes dans un cadre contrôlé par la Métropole, mais nécessitent une fluidité de gestion difficilement compatible avec les marchés publics par rapport à la délégation de service public.

Ce mode de gestion semble donc inadapté dans le cas présent, et doit donc être écarté.

- La délégation de service public

Les conventions de délégation de service public sont réglementées par les articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Leur régime juridique est aujourd'hui fixé par ces dispositions ainsi que par celles de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession.

La convention de délégation de service public se définit, aux termes de l'article L.1411-1 dudit Code, de la manière suivante :

*« Une délégation de service public est un contrat de concession au sens de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, conclu par écrit, par lequel une autorité délégante confie la gestion d'un service public à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.*

*La part de risque transférée au délégataire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le délégataire ne doit pas être purement nominale ou négligeable. Le délégataire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation du service.*

*Le délégataire peut être chargé de construire des ouvrages, de réaliser des travaux ou d'acquérir des biens nécessaires au service public ».*

La gestion déléguée consiste donc à confier à un délégataire la gestion du service à ses risques et périls. Le délégataire est responsable de la continuité du service et de l'égalité des usagers. Ce mode de gestion permet une collaboration entre le prestataire et la collectivité. Cette collaboration peut même s'avérer indispensable pour assurer l'adaptation du service public.

Le pouvoir de contrôle de la collectivité sur la délégation constitue un droit et une obligation pour cette dernière. Il s'exerce au travers des dispositions contractuelles (remise de documents de gestion, accès de la collectivité aux informations,...) et légales (notamment obligation de remise d'un rapport annuel d'activités en vertu des dispositions de l'article R. 1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,...).

La logique de service public étant omniprésente dans ce mode de gestion, la fixation des tarifs du service est encadrée par l'autorité publique afin de respecter le principe d'égalité entre les usagers.

Ce mode de gestion permet de confier l'exploitation du service à un tiers, expérimenté dans la matière déléguée.

Enfin, et dans le cadre de la liberté relative de gestion dont dispose le délégataire (obligation de respecter le contrat de délégation de service public, obligation de respecter les principes du service public, contrôle de la collectivité délégante), celui-ci peut optimiser les coûts de gestion et développer une politique attractive de nature à inciter les usagers à utiliser ces équipements.

Par expérience, il est désormais avéré que le mode de Gestion Déléguée de ce service, de par sa souplesse, constitue une solution adaptée et satisfaisante conformément aux dispositions de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 et ses décrets d'application. L'article 2 de ladite loi autorise d'ailleurs expressément le principe de la gestion déléguée pour cette catégorie d'équipements publics.

Ainsi la délégation de service public présente l'avantage de permettre à la collectivité gestionnaire de garder la maîtrise des évolutions du service tout en transférant au délégataire les risques techniques, juridiques et financiers de l'exploitation du service. Ce mode de gestion présente un équilibre entre les intérêts de la collectivité et des usagers et la délégation à une entreprise spécialisée à même de procéder à une gestion permettant une amélioration permanente de la qualité.

### **3 - Mode de gestion retenu dans le présent cas**

Le contrat serait une convention « d'affermage », impliquant la gestion et l'entretien courant des installations par le Délégataire du service, à l'exclusion de tout premier investissement immobilier.

Par ailleurs, un risque financier sera bien supporté par le délégataire en raison de l'aléa lié au degré d'occupation incertain des différents sites dont il assurera la gestion, aléa confirmé notamment par une étude sur la sédentarisation des gens du voyage dans le département des Bouches-du-Rhône du 22 avril 2015, ainsi que par l'analyse des données d'exploitation à disposition de la Métropole sur les aires figurant dans le périmètre de la convention antérieurement conclue par la CPA et transférée à la Métropole le 1er janvier 2016.

C'est pourquoi, il est proposé d'adopter le principe de la Gestion Déléguée des aires d'accueil des Gens du Voyage qui figurent dans le contrat de la CPA transféré à la Métropole le 1er janvier 2016, de prévoir la possibilité d'intégrer au périmètre d'exploitation du futur contrat les aires des autres Territoires déjà réalisées faisant actuellement l'objet d'un autre mode de gestion, une fois que celui-ci sera expiré ainsi que celles qui ont vocation à être réalisées au titre du ou des schémas départementaux applicables à la

Métropole pendant la durée d'exécution de la future convention.

## **4 – Les principales caractéristiques de la DSP**

### **4 – 1 – Contenu de la DSP**

L'intégration des futures aires s'effectuera sur la base des principes suivants :

Objectif d'unicité tarifaire de ce service public à terme ;

Unicité de Règlement Intérieur ;

Prise en compte, sur les tarifs du service rendu et sur le montant de la Contribution forfaitaire de la Métropole, des économies d'échelles qui pourraient être réalisées par le Délégataire du fait d'une gestion unifiée de plusieurs aires (mutualisation de moyens, de personnel, etc.).

Le Comité technique métropolitain sera saisi pour avis préalablement à la levée des options, c'est à dire préalablement à l'intégration de toute nouvelle aire dans le périmètre du contrat de délégation de service public.

### **4 -2 – La durée de la DSP**

Une durée de 7 ans est proposée.

Au-delà d'une durée de 5 ans, la durée d'une DSP ne doit pas excéder le temps raisonnablement escompté par le délégataire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat.

La notion d'investissement comprend notamment (hors cas de la concession de travaux) les dépenses liées à la logistique, au recrutement et à la formation du personnel. La doctrine retient que l'adverbe notamment permet également d'y inclure par exemple les investissements matériels (locaux, outils, véhicules, fichiers, etc...). Il s'agit aussi bien des investissements initiaux que des investissements prévus en cours d'exécution du contrat. La durée de la DSP doit donc être calculée de manière à permettre au délégataire d'équilibrer ses charges et de réaliser un bénéfice raisonnable.

La durée du contrat doit également tenir compte du risque opérationnel supporté par le concessionnaire et des tarifs payés par les usagers.

A titre d'exemple sur d'autres aires d'accueil, on constate que la durée de DSP varie de 3 à 5 ans pour la gestion d'une à trois aires d'accueil.

Or, le périmètre de la DSP faisant l'objet de la présente délibération de principe comprendra a minima trois aires d'accueil et, au vu de l'état des

projets en cours et de la durée des contrats portant sur les aires réalisées hors du territoire du Pays d'Aix, en comprendra vraisemblablement à titre prévisionnel une dizaine d'ici le terme de la future DSP, dans un délai inférieur à 5 ans pour la plupart. Pour rappel, si l'ensemble des aires répondant aux obligations prescrites par les schémas départementaux sont réalisées, le périmètre de la DSP pourra s'étendre jusqu'à la gestion de 27 aires d'accueil auxquelles pourraient s'ajouter 3 terrains de grand passage.

Par ailleurs, l'extension progressive du périmètre de la DSP impliquera d'importants investissements pour le délégataire en matière de recrutement et de formation du personnel afin de se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives au personnel affecté à chacune des aires, ainsi qu'en matière d'achat de véhicules, locaux, matériel et outils logistiques nécessaires à l'exécution de ses prestations.

La durée d'amortissement de ces investissements est en outre affectée par le risque financier supporté par le délégataire, lié au degré d'occupation fluctuant et incertain des aires.

Enfin, une durée de 7 ans apparaît être une durée qui permettrait de répondre à l'objectif d'unification des modes de gestion des aires d'accueil sur le territoire de la Métropole.

#### 4 – 3 – Les missions confiées au Délégataire

Ainsi qu'il est décrit dans le Document-Programme annexé au présent rapport, les missions principales qui seront confiées au Délégataire qu'il pourrait néanmoins subdéléguer en partie, pour une durée fixée à 7 ans, seront les suivantes :

- Gestion et organisation des aires d'accueil métropolitaines et des terrains de grand passage.
- Animations et actions socio-éducatives idoines des aires d'accueil.

#### 4 – 4 – Le régime des Biens et redevance

La Métropole Aix-Marseille-Provence met à la disposition du Délégataire les aires d'accueil, ainsi que les aménagements et équipements afférents. A cet égard, la convention de Délégation de Service Public vaudra titre d'occupation au sens de l'article L.2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Le Délégataire aura à charge de fournir le matériel de bureau, ainsi que les téléphones, photocopieurs, fax...

Le Délégataire aura également à charge de fournir le matériel d'entretien nécessaire aux obligations qui lui incombent dans le cadre du contrat.

Le Délégataire devra verser à la Métropole Aix-Marseille-Provence une redevance d'occupation du domaine public, calculée, d'une part, sur la part fixe correspondant à la valeur locative des terrains mis à disposition, et d'autre part sur la part variable à négocier avec les soumissionnaires, correspondant à un pourcentage du chiffre d'exploitation du Délégataire. La redevance d'occupation sera calculée conformément à l'article L.2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques aux termes de laquelle celle-ci tient compte des avantages de toute nature procurés au délégataire.

#### 4 – 5 – Les conditions financières

Le Délégataire exploitera le service public à ses risques et périls, et sera rémunéré par les résultats financiers de son exploitation.

Il supportera les dépenses liées à la gestion et à l'entretien de l'aire, notamment les dépenses suivantes : nettoyage et entretien courant, fluides, téléphone, salaires...

Le Délégataire sera rémunéré par les résultats financiers de l'exploitation et percevra les aides afférentes à ce type de service. Elles se composent principalement :

- ✓ D'une subvention de fonctionnement versée par l'Etat sous forme d'Allocation pour Logement Temporaire (ALT) dans le cadre d'une convention pour l'Aide à la Gestion des Aires d'Accueil (AGAA) ;
- D'une subvention de fonctionnement au titre des actions d'animations et socio-éducatives versée par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) sous réserve de l'obtention de l'agrément « Centre Social » par les organismes compétents ;
- D'une subvention versée par le Conseil Départemental au titre du fonctionnement, dans le cadre de projets spécifiques.

Par ailleurs, compte-tenu des sujétions particulières de service public, le Délégataire percevra également une contribution financière forfaitaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cependant, afin de maîtriser la dépense publique et de ne pas ôter à la convention de Délégation de Service Public le risque financier qui la caractérise, cette contribution financière forfaitaire annuelle sera calculée et plafonnée contractuellement.

Au regard de ce montant plafonné, le Délégataire devra donc s'engager, pour toute la durée du contrat sur des Recettes et des Dépenses, la Métropole s'engageant sur le montant de la Contribution financière forfaitaire annuelle. Ainsi qu'indiqué supra, le montant de cette Contribution forfaitaire pourra être révisé en cas d'augmentation de la marge bénéficiaire

du Déléataire résultant de la réalisation d'économies d'échelles générées par la gestion de plusieurs aires.

Conformément au Document-Programme annexé à la présente délibération, dans l'hypothèse où les recettes réelles perçues par le Déléataire seraient supérieures à celles prévues au contrat, un mécanisme de partage des suppléments de recettes entre le Déléataire et la Métropole serait alors mis en œuvre.

## 5 – Les modalités de la procédure

Le montant global de la DSP n'est pas déterminable à ce jour mais dépassera vraisemblablement le seuil européen de 5 225 000 € HT sur la durée totale du contrat compte-tenu de l'intégration d'autres équipements. La procédure d'attribution applicable à la DSP est donc la procédure d'attribution ordinaire.

La procédure de Délégation de Service Public suppose l'accomplissement des étapes suivantes, étant précisé que le Comité Technique et la Commission Consultative des Services Publics Locaux, consultés, ont émis un avis favorable respectivement les 30 novembre et 29 novembre 2017.

- Il convient d'abord de publier au Journal Officiel de l'Union Européenne, ainsi que dans une publication spécialisée, un Avis de concession conforme au modèle fixé par le règlement d'exécution 2015/1986 de la Commission du 11 novembre 2015 comportant notamment une description de la concession et des conditions de participation à la procédure de passation.
- Il appartient ensuite à la Commission de Délégation de Service Public de la Métropole de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre. Cette liste s'établit après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du Travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public ;
- Le Dossier de consultation sera ensuite adressé aux candidats retenus. Les critères de sélection des offres et leur description sont indiqués dans l'avis de concession, dans l'invitation à présenter une offre ou dans tout autre document de la consultation ;
- L'ouverture des offres est effectuée par la Commission de Délégation de Service Public, laquelle rendra un avis sur les offres analysées ;

- Au vu de cet avis, Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant élimine les offres inappropriées ou qui ne respectent pas les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation et engage librement les négociations avec le ou les candidats de son choix ;
- A l'issue de ces négociations, le Conseil métropolitain est saisi du choix du candidat pressenti et des termes définitifs du contrat. Le Président de la Métropole lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat. Le Conseil métropolitain se prononce ainsi sur le choix du Déléataire et sur le contrat de Délégation de Service Public.
- La Métropole notifie à tous les autres candidats et soumissionnaires le rejet de leur candidature ou de leur offre. Cette notification précise les motifs de ce rejet et, pour les soumissionnaires, le nom du ou des attributaires ainsi que les motifs qui ont conduit au choix de l'offre. Un délai d'au moins seize jours est respecté entre la date d'envoi de la notification et la date de conclusion du contrat de concession. Ce délai est réduit à au moins onze jours en cas de transmission électronique de cette notification à l'ensemble des candidats et soumissionnaires intéressés. La notification de l'attribution du contrat de concession comporte l'indication de la durée du délai de suspension.
- A l'issue du délai de suspension, la Métropole conclut le contrat de concession avec son attributaire.
- La Métropole publie un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 2000-614 du 5 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et son décret d'application n° 2016-86 du 1er février 2016 ;
- L'avis du Comité Technique en date du 30 novembre 2017 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 29 novembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de programmer une gestion globale de ces Équipements Publics à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le principe de la Gestion Déléguée du Service Public d'animation et de gestion des Aires d'Accueil Métropolitaines des Gens du Voyage et des terrains de grand passage conformément aux principes figurant dans le Document-Programme annexé au présent Rapport.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à lancer la procédure de consultation inhérente à la Délégation de Service Public visant à sélectionner le futur Déléataire, Gestionnaire des Aires Métropolitaines et des Terrains de grand passage, lequel devra exploiter le service conformément aux principes retenus dans le Document-Programme annexé à la présente délibération, la procédure de consultation devant être conduite conformément aux articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Article 3 :**

Est approuvé le contenu du Document-Programme de la consultation, ci annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 005-3298/17/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative au NPNRU Préfiguration  
MET 17/5343/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, de février 2014, pose le cadre et fixe les objectifs et les moyens du NPNRU.

Un investissement de 5 milliards d'euros de l'ANRU, financé avec le concours d'Action Logement, sera réparti comme suit: 83% pour les sites d'intérêt national (200 QPV), et 17% pour les sites d'intérêt régional (200 QPV), dans le cadre des Contrats de plan État-région (CPER).

Pour ce nouveau programme, le porteur et ses partenaires dispose d'une phase de préfiguration/conception qui doit permettre de mener collectivement l'ensemble des études nécessaires à la définition des objectifs d'intervention et de renouvellement urbain que la Métropole souhaite mettre en œuvre. Ce qui se contractualisera dans un second temps par le conventionnement avec l'Agence des futurs projets de Renouvellement Urbain sur les 21 Quartiers Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans cet objectif, la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec l'ANRU sur 5 Protocoles de Préfiguration, dont Marseille Provence qui couvre 9 quartiers d'intérêt National et 5 quartiers d'intérêt Régional (Marseille).

Sur Marseille, les 9 quartiers d'intérêt national (Centre Nord / Saint-Mauront, Air Bel, Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers, Frais Vallon / La Rose, Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert, Saint-Antoine / Bricarde / Castellane, Solidarité / Kallisté, La Savine et La Cabucelle / Les Crottes) et 5 quartiers d'intérêt régional (Consolat / Ruisseau Mirabeau, Campagne Levêque, Résidence les Aygalades, La Maurelette et Bassens / Visitation) sont donc étudiés dans le cadre de ce protocole NPNRU.

Pour rationaliser et organiser ce travail, 4 grands secteurs ont été définis pour leurs cohérences territoriales et d'enjeux (Grand centre-ville GPM, Sud Vallée Huveaune, Nord Est L2 et Hôpital Nord Saint-Antoine Mourepiane).

Pour cette phase de préfiguration de trois ans, ont été programmées 61 études réparties sur 9 maîtres



d'ouvrages, classées en deux grands groupes principaux.

Le premier regroupe les études transversales et stratégiques qui devront à la fois, permettre de mieux définir les modes d'actions et les modes de faire sur ces quartiers, mais aussi permettre d'alimenter les études sectorisées.

Ce deuxième groupe qui correspond aux études sectorisées (études CA, CB, CC et CD) doit permettre de définir les projets de territoire et de construire les futures conventions que seront contractualisées avec l'ANRU.

Afin de permettre la réalisation de ces études, l'opération d'investissement DHACS 18/02, « NPNRU - Préfiguration », d'un montant de 10 000 000 euros TTC, inscrite au budget, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 10 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement DHACS 18/02 « NPNRU - Préfiguration » pour un montant de 10 000 000 euros TTC.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets Etat Spécial du Territoire 2018 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2018 :	1 765 000 euros TTC
Années suivantes :	8 235 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 006-3299/17/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'amélioration de l'habitat ancien, Phase 1, 2018-2022**

#### **MET 17/5338/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au sein du territoire Marseille Provence, plusieurs communes présentent d'importants signes de dégradation et de déqualification de leurs centres anciens.

Tel est le cas de Marseille, Marignane et La Ciotat qui ont engagé depuis plusieurs années, avec le soutien de l'ANAH et/ou de l'ANRU, des actions visant à recréer une attractivité résidentielle de leur centre.

A Marignane, la ville a adhéré, dans le cadre d'un Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés.

A Marseille, deux conventions ont été signées avec l'ANRU pour intervenir dans les ex-ZUS Centre Nord et Saint-Mauront Bellevue.

A La Ciotat, un important programme de requalification des espaces publics a été engagé.

L'intervention sur l'habitat privé dégradé doit se poursuivre pour retrouver progressivement un bon niveau de confort d'habitation et mettre un terme aux différentes situations d'habitat vétuste ou indigne.

Cette intervention commence par une connaissance fine de la situation de l'habitat dans ces secteurs qui s'obtient par la réalisation d'études pré-opérationnelles permettant de cerner les principales caractéristiques du parc : structure foncière, état d'occupation, état du bâti, état de la gestion courante, stratégies et intervention des propriétaires.

Ces études permettent de repérer les immeubles ou îlots où se concentrent les logements indignes et de vérifier les capacités d'accompagnement par l'ANAH d'opérations de résorption de l'habitat insalubre (RHI), de traitement de l'habitat insalubre rémissible (THIR) ou d'opérations de restauration immobilière (ORI) visant à rétablir un niveau de confort d'usage des logements.

Couplées à des interventions de requalification des espaces publics, de redynamisation commerciale et d'accompagnement social, ces actions permettent de lutter contre la dégradation des centres anciens.

Les propriétaires les plus désireux de réhabiliter leur logement peuvent bénéficier de subventions pour la réalisation de travaux et d'assistance pour le montage et le suivi de leurs dossiers de demandes de financement dans le cadre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) ou de programme d'intérêt général (PIG).

Des interventions sont d'ores et déjà projetées à Marignane, la Ciotat et Marseille qui vient de s'engager dans un troisième protocole de lutte contre l'habitat indigne.

Cette opération permettra également de mobiliser les moyens nécessaires pour accompagner la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la conduite d'actions coercitives à l'encontre des propriétaires qui ne se mobiliseront pas pour réhabiliter leur bien.

Cette opération sera conduite sur une durée minimale de 15 années.

Une première phase couvre les années 2018-2022.

L'opération d'investissement DHACS 18/01, « Amélioration de l'habitat ancien – Phase 1 – 2018-2022 », d'un montant de 10 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 09, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 10 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement DHACS 18/01 « Amélioration de l'habitat ancien – Phase 1 – 2018-2022 » pour un montant de 10 000 000 euros TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets Etat Spécial du Territoire 2018 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2018 :	1 350 000 euros TTC
Année 2019 :	2 700 000 euros TTC
Année 2020 :	3 200 000 euros TTC
Années suivantes :	2 750 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

***Commission "Environnement,  
Développement Durable,  
Agriculture et Forêt"***

\*\*\*\*\*

**ENV 001-3300/17/CM**

**■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative au programme Sirius Frais Vallon à Marseille  
MET 17/5339/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Ce projet porté par le Conseil de Territoire Marseille Provence (lancé par l'ancienne Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en septembre 2015) est lauréat de l'AMI, l'action "Ville durable et solidaire" pilotée par l'ANRU avec des fonds du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA "Ville et Territoires Durables).

Le projet Sirius, pour Stratégie d'Innovation par les Réseaux d'Intelligence Urbaine (REI) et de Services" comporte 3 volets:

- Energie : il s'agira notamment d'expérimenter sur ce quartier le concept en émergence "d'autoproduction - autoconsommation" photovoltaïque
- Nudges : développement du concept de l'économie comportementale appelée NUDGE articulée avec des dispositifs de participation citoyenne
- Nouveaux Services Urbains : il s'agira de mettre en place de nouveaux services urbains au service des habitants pour optimiser le bien-être dans le quartier et réduire l'empreinte carbone

Afin de permettre la réalisation de ces études, l'opération d'investissement n°2017107000 « Programme Sirius – Frais Vallon » inscrite au budget pour un montant initial de 300 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 171180BP du programme 18, doit être affectée d'une revalorisation de 335 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 635 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 335 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée dans l'autorisation de programme 171180BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2017107000 « Programme Sirius – Frais Vallon » pour un montant de 335 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 635 000 euros TTC.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2018 :	130 000 euros TTC
Année 2019 :	200 000 euros TTC
Années suivantes :	155 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ENV 002-3301/17/CM**

### **■ Approbation de la participation de la Métropole au Programme Européen Nature 4 City Life - Désignation de représentants MET 17/5449/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le programme européen LIFE 2014-2020 est l'instrument financier de la Commission Européenne de soutien aux projets dans les domaines de l'environnement et du climat. Il est régi par le règlement 1293/2013 relatif à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE), et ses modalités de fonctionnement sont définies, pour la période 2014-2017 dans le programme de travail pluriannuel 2014-2017 adopté le 19 mars 2014.

Pour la période 2014-2020, le budget du programme LIFE s'élève à 3.456.655.000 euros, réparti en deux sous-programmes : « Environnement » et « Actions pour le Climat ».

Dans le cadre du sous-programme « Action pour le Climat », trois axes prioritaires sont déterminés :

- atténuation du changement climatique,
- adaptation au changement climatique,
- gouvernance et information en matière de climat.

Le projet NATURE 4 CITY LIFE, qui s'intègre dans le sous-programme « Action pour le Climat », vise à développer et renforcer l'intégration des Infrastructures Vertes et Bleues Urbaines (IVB), dans les projets d'aménagement, en s'appuyant sur une gouvernance intégrée, afin de développer la résilience urbaine face au changement climatique. Le projet se traduit par deux objectifs opérationnels :

- Informer et sensibiliser sur la multifonctionnalité des IVB en se basant sur des sites de démonstration situés en milieux urbains ;
- Mettre en place des outils, en s'appuyant sur la gouvernance auprès des différents publics et acteurs territoriaux, afin de renforcer l'intégration des IVB dans les projets d'aménagements urbains.

Le plan d'actions proposé se déroulera sur une durée de cinq ans (2017-2022).

Le budget total de l'opération est de 3.715.626 €, dont 1.990.000 € (53,6 %) de subventions LIFE. Le projet finance principalement, pour chaque partenaire, les salaires et charges des personnels permanents ou recrutés à cet effet.

Nature 4 City Life se traduit par 10 actions :

- Développement d'un monitoring urbain "nature en ville et climat" : mesures climatiques et enquêtes socio-économiques des services rendus par la nature en ville ;
- Développement d'une itinérance "nature en ville et climat" : utilisation des sentiers de randonnées urbains comme support de communication et mise en place d'une exposition itinérante sur la nature en ville et les changements climatiques ;
- Formation des concepteurs de la ville, élus, techniciens et aménageurs des collectivités : organisation de formations innovantes, ateliers pratiques de travail sur PLU, PLUi, SCOT, PCAEM, etc ;
- Mobilisation des citoyens sur les projets d'urbanisme : organisation d'ateliers de concertation innovants sur 5 à 10 projets d'aménagement urbain, programmés ou en projet ;
- Forums et séminaires : organisation de 2 forums citoyens (environ 100 personnes), d'un forum européen (environ 200 participants) et d'un séminaire de clôture du LIFE (150-200 personnes) ;

- Suivis et tableaux de bord des actions (monitoring du projet) ;
- Outils d'information, de sensibilisation et de diffusion : site internet, plaquettes, rapports, guides, etc ;
- Réseautage : inscription du projet dans des réseaux Européens (AVITEM, Mayor's Adapt, Eurocities....), liens avec 3 autres projets LIFE en Europe et avec un INTERREG ;
- Gestion et coordination technique, administrative et financière du projet ;
- Plan après-LIFE : plan d'actions pour les 5 années suivant la fin du projet (2022-2027).

Il s'agit, de favoriser le retour de la nature en ville, notamment au travers de chemins de randonnée en zone urbaine, de créations de parcs liées à la désimperméabilisation des sols, d'aménagements urbains intégrant les Infrastructures Vertes et Bleues. Les attendus sont : l'agrément du cadre de vie pour les résidents et visiteurs, l'amélioration d'un environnement plus favorable à la santé, le développement de pratiques de plein air, le renforcement de la cohésion sociale par l'animation de quartier.

La région PACA, dans sa logique de Chef de file de la loi NOTRe, sur les compétences Protection de la Biodiversité, Climat et Qualité de l'Air, Énergie et Aménagement Durable des Territoires, pilote et coordonne ce programme qui associe les trois métropoles régionales : Métropole Aix-Marseille-Provence, Toulon-Provence-Méditerranée, Métropole Nice-Côte-d'Azur. Les autres partenaires associés sont : le réseau de surveillance de la qualité de l'air AIR PACA, Aix-Marseille Université, le Bureau des Guides GR 2013 et la Ville de Marseille, qui est à la fois partenaire, associée et site d'expérimentation.

Ce projet s'inscrit également dans le cadre du Schéma Régional de Cohérence Ecologique SRCE, dans la perspective de sa mise en œuvre.

Six sites d'expérimentation ont été déterminés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Marseille : ZAC Sainte Marthe et Centre-ville « Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine » (AVAP)
- Aix-en-Provence : Encagnane
- La Fare-les-Oliviers : Saint-Exupéry
- Port-de-Bouc : Quartier PNRU
- Miramas : Zac de la Péronne.

Les villes concernées sont étroitement associées au projet et participent activement en engageant, à la fois, leurs élus et leurs techniciens pour l'animation et le suivi des actions du programme.

Le budget du programme consacré à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'établit sur un coût éligible total de 59.850 €. La contribution européenne s'élève pour sa part à 32.000 €. La contribution nette de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de 27.850 €, qui se traduira uniquement par la mobilisation de ses effectifs désignés pour assurer le suivi du programme et de ses actions.

La Commission Européenne a terminé l'instruction du projet le 31 mars 2017, et l'ensemble des modifications du projet demandées par la Commission a été validé. A la fin du mois de juin 2017, la Commission a fixé le montant définitif de sa subvention et la convention générale (« grant agreement ») a été signée par les partenaires.

La Région a organisé des réunions de travail préparatoires avec chaque partenaire pour fixer le calendrier précis de travail de chacun et une réunion technique de l'ensemble des partenaires a été organisée le 3 juillet 2017.

Le projet a démarré le 1<sup>er</sup> septembre 2017. Un premier Comité de pilotage du projet, avec les représentants élus de chaque structure partenaire, est prévu le 15 décembre 2017, pour le lancement officiel du projet.

A cet effet, il est nécessaire de désigner deux élus qui assurent la représentation de la Métropole au sein du comité de pilotage et qui auront délégation pour signer tout document afférant à la bonne marche du programme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- La délibération N°FAG 009-1012/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016, portant candidature aux appels à projets du programme LIFE 2014-2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le programme NATURE 4 CITY LIFE présente un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'aménagement, de concertation et d'environnement.
- Qu'il est demandé à la collectivité d'acter son engagement dans le programme NATURE 4 CITY LIFE.
- Qu'il convient de désigner deux élus référents pour représenter la Métropole.
- Qu'il convient d'autoriser les élus à signer les documents afférents.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la participation de la Métropole au programme NATURE 4 CITY LIFE, au travers de l'animation de ses actions, de la représentation de ses élus et enfin de l'intervention de ses moyens humains désignés pour le suivi des actions.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'engagement de la Métropole dans ce programme qui débutera à compter du quatrième trimestre 2017 et se déroulera jusqu'au quatrième trimestre 2022.

#### **Article 3 :**

Sont désignés pour représenter la Métropole dans le cadre de ce programme :

- Monsieur Richard MALLIÉ
- Monsieur Alexandre GALLESE

#### **Article 4 :**

Les crédits dispensés par le programme européen LIFE seront inscrits au Budget Central de la Métropole DGA Environnement-Culture-Sports chapitre 74, nature 7472.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 003-3302/17/CM**

#### **■ Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille 2016 MET 17/5452/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994, la Ville de Marseille a approuvé la convention de

concession sur la distribution d'électricité passée avec Electricité de France le 21 novembre 1994 pour une durée de 30 ans. Cette convention a ensuite été transférée à Electricité Réseau Distribution France en 2008, conformément aux directives européennes.

Par délibération n° 08/0406/FEAM du 30 juin 2008 et en réponse aux exigences européennes ayant conduit EDF à créer une filiale en charge de la gestion de la distribution d'électricité, la Ville de Marseille a acté le transfert de plein droit de la partie distribution du contrat de concession à cette nouvelle société ErDF. La société ErDF a changé son nom au 1<sup>er</sup> juin 2016 et s'appelle désormais Enedis.

La mission d'autorité concédante du réseau de distribution publique d'électricité comprend également certaines attributions relatives à la fourniture d'électricité, en vertu des articles L.121-5 du Code de l'Energie et L.2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales. Dans le cadre du contrat de concession de la Ville de Marseille, le concessionnaire de fourniture est la Société Electricité de France (EDF).

La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 23 septembre 2015 a approuvé l'avenant de transfert de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique d'électricité sur le périmètre de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service et ce, avant le 30 juin.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour l'année 2016 a été transmis dans les délais par ENEDIS et EDF.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 ;

- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994 ;
- La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant le transfert de plein droit du contrat de concession de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n°ENV 007-1449/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le transfert de plein droit du contrat de concession de la ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Compte Rendu-d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour l'année 2016 a été remis dans les délais prévus par la loi, par ENEDIS et EDF, titulaires du contrat de Concession de distribution publique d'électricité.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique d'électricité pour l'année 2016 sur la Commune de Marseille, remis par ENEDIS et EDF en charge de la distribution publique d'électricité.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 004-3303/17/CM**

##### **■ Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marseille 2016 MET 17/5453/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 11/0024/FEAM du 7 février 2011, la Ville de Marseille a approuvé le traité de concession pour la distribution publique de gaz naturel passé avec GRDF le 4 avril 2012 pour une durée de 30 ans.

La délibération n° FCT 012-1248/15/CC du 23 septembre 2015 a approuvé l'avenant de transfert de plein droit du traité de concession de la Ville de Marseille conclu avec GRDF et la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur le périmètre de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz sur la Commune de Marseille pour l'année 2016 a été transmis dans les délais par GRDF.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 11/0024/FEAM du 7 février 2011 portant approbation du traité de concession entre GRDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique de gaz naturel pour une durée de 30 ans à compter du 4 avril 2012 ;
- La délibération n° FCT 012-1248/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant le transfert de plein droit du traité de concession de la Ville de Marseille conclu avec GRDF et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° ENV 010-1452/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le transfert de plein droit du traité de concession de la ville de Marseille conclu avec GRDF à la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz naturel sur la Commune de Marseille pour l'année 2016 a été remis dans les délais par GRDF, titulaire du traité de Concession de distribution publique de gaz naturel.

**Délibère**

#### **Article unique:**

Est pris acte du Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz naturel pour l'année 2016 sur la Commune de Marseille, remis par GRDF en charge de la distribution publique de gaz naturel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 005-3304/17/CM**

##### **■ Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville d'Ensuès-la-Redonne 2016 MET 17/5456/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Ensuès-la-Redonne et GRDF ont signé le 18 novembre 2014, pour une durée de 30 ans, un traité de concession pour la distribution publique de gaz sur l'ensemble du territoire communal, entrant en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

La communauté urbaine Marseille Provence Métropole a pris sur son territoire, à titre obligatoire, la compétence de concession de la distribution publique de gaz, conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) à l'entrée en vigueur de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. La substitution de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole à la commune d'Ensuès-la-Redonne pour la convention de concession n'a pas été formalisée par un avenant.

A sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur le périmètre de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz sur la Commune d'Ensuès-la-Redonne pour l'année 2016 a été transmis par GrDF dans les délais prévus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2016/10/71 du 2 octobre 2014 de la commune d'Ensuès-la-Redonne d'approbation du traité de concession entre GRDF et la commune d'Ensuès-la-Redonne pour la distribution publique de gaz naturel ;
- La délibération n° ENV 008-1450/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le transfert de plein droit de la convention de concession de la commune d'Ensuès-la-Redonne conclu avec GRDF à la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz naturel sur la Commune d'Ensuès-la-Redonne pour l'année 2016 a été remis dans les délais par GRDF, titulaire de la convention de Concession de distribution publique de gaz naturel.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz naturel pour l'année 2016 sur la Commune d'Ensuès-la-Redonne, remis par GRDF en charge de la distribution publique de gaz naturel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 006-3305/17/CM**

**■ Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marignane 2016  
MET 17/5454/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Marignane et GRDF ont signé le 15 septembre 1998, avec prise d'effet au 6 octobre 1998, pour une durée de 30 ans, une convention de concession pour la distribution publique de gaz sur l'ensemble du territoire communal.



La communauté urbaine Marseille Provence Métropole a pris sur son territoire, à titre obligatoire, la compétence de concession de la distribution publique de gaz, conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) à l'entrée en vigueur de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. La substitution de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole à la commune de Marignane pour la convention de concession n'a pas été formalisée par un avenant.

A sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur le périmètre de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz sur la Commune de Marignane pour l'année 2016 a été transmis dans les délais par GRDF.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 312 du 15 septembre 1998 de la commune de Marignane d'approbation de la convention de concession entre GRDF

et la commune Marignane pour la distribution publique de gaz naturel ;

- La délibération n°ENV 009-1451/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le transfert de plein droit de la convention de concession de la commune de Marignane conclu avec GRDF à la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz naturel sur la Commune de Marignane pour l'année 2016 a été remis dans les délais par GRDF, titulaire de la convention de Concession de distribution publique de gaz naturel.

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris acte du Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz naturel pour l'année 2016 sur la Commune de Marignane, remis par GRDF en charge de la distribution publique de gaz naturel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 007-3306/17/CM**

#### **■ Modalités d'exercice de la compétence «Valorisation des paysages » pour l'ensemble du territoire métropolitain MET 17/5787/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En France, la gestion des paysages s'organise à partir de la loi Paysage (loi 93-24 du 8 janvier 1993), de la Convention Européenne du Paysage du 20 octobre 2000 et de la loi « Biodiversité » (loi 2016-1087 du 8 août 2016), intégrés au Code de l'Environnement (articles L350-1A à L350-3) et au Code du Patrimoine pour les sites patrimoniaux remarquables (article L 630 et suivants).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, à la suite de fusion des 6 EPCI, la prise en compte des problématiques paysagères était différenciée selon les territoires, trouvant une traduction à travers des actions ponctuelles de

traitement et de reconquête, la mise en place d'analyses ou la définition de principes de gestion des espaces dans les SCoT ou les PLUi.

Aux termes de l'article L 5217-2 du CGCT, la Métropole exerce de plein droit les compétences relatives aux actions de valorisation du patrimoine paysager..

Il est proposé de définir plus précisément les modalités d'exercice de cette thématique et des actions qui en résultent.

L'objectif de cette définition vise à rendre cohérentes les actions à engager en faveur des paysages métropolitains. Son principe général correspond à la protection, la mise en valeur et la restauration des paysages, en permettant la poursuite des activités sociales et le développement d'activités économiques. À terme, ces espaces doivent donner à la Métropole et à ses habitants, une dimension identitaire forte marquée par la place d'un environnement naturel très présent.

En effet, la protection, la mise en valeur et la restauration des paysages métropolitains apparaissent clairement comme une des composantes du projet de territoire. Facteur d'équilibre de desserrement et de mise en valeur des espaces urbains, les paysages constituent en effet pour la Métropole une richesse patrimoniale et un facteur d'attractivité.

Cette compétence métropolitaine se situe à l'interface et se veut complémentaire des compétences paysagères supra territoriales (échelon national, régional et départemental) et locales (communales notamment). Elle constituera donc une aide et un accompagnement pour toutes les initiatives ou politiques paysagères portées par les communes, les conseils de territoires ou les sites et espaces naturels protégés (parc national des Calanques, parcs naturels régionaux, grand site Sainte Victoire, etc.).

Plusieurs thématiques composent la compétence à l'échelle métropolitaine. Leurs objectifs sont :

- L'observation et la définition des paysages à travers une déclinaison de l'atlas départemental des paysages, notamment en termes de typologie des paysages (naturel, agricole, périurbain, économique, industriel, etc.) et la mise en place d'un observatoire photographique des paysages.
- L'élaboration d'un diagnostic et d'une politique du paysage, permettant d'apporter une contribution au volet paysager des SCOT, PLUI et dans les grands programmes d'aménagement.
- La mise en œuvre de plan de paysage, permettant d'agir en faveur de la qualité des paysages, en particulier pour la protection des paysages emblématiques et pour la restauration de paysages dégradés (réglementation des panneaux et publicité, espèces exotiques envahissantes, décharges

illégales, etc.).

La démarche « paysage » sera conduite par un comité de pilotage qui validera les études et les plans d'actions proposés par un comité technique.

Le comité de pilotage sera composé :

- des Vice-présidents de la Métropole dont la délégation est en lien avec la compétence paysage : délégations relatives à l'agriculture, à la forêt, aux paysages, aux parcs naturels, à la mer, au littoral, à l'environnement, au plan climat et à la prévention des risques
- des Vice-présidents des six conseils de territoire, dont la délégation est en lien avec la compétence paysages.
- des élus des communes, collectivités et établissements publics concernés.
- en tant que de besoin de techniciens ou d'experts du domaine.

Le comité de pilotage sera présidé par l'élu métropolitain délégué à l'Agriculture, Forêts et Paysages.

Le comité technique sera composé :

- des techniciens de la mission « Paysage » métropolitaine et des agences d'urbanisme (AGAM et AUPA) conventionnées sur ce domaine.
- des représentants des services de l'État (DREAL et/ou DDTM), du Conseil Régional et du Conseil Départemental.- de personnes associées au titre de leurs compétences et expertise (école nationale supérieure du paysage, universités, associations, etc.).

Les comités de pilotage ont pour mission de définir les besoins s'agissant des programmes et prévisions d'études, d'actions et de travaux ainsi que la définition des niveaux de financement nécessaires à leur réalisation. Ils assurent également le suivi des actions.

Le Président convoquera les comités de pilotage et gèrera les ordres du jour. La mission « Paysage » métropolitaine sera chargée de l'organisation pratique des comités.

Ces comités se réuniront à la demande des élus autant de fois que de besoin.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5217-2 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt qui s'attache à la définition de la compétence « valorisation des paysages » ainsi qu'à la définition des modalités de conduite des actions qui y sont rattachées,

**Délibère**

**Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence définit la compétence valorisation des paysages métropolitains comme concernant les champs suivants :

- L'observation et la définition des paysages à travers une déclinaison typologique de l'atlas départemental des paysages et la mise en place d'un observatoire photographique des paysages.
- L'élaboration d'un diagnostic et d'une politique du paysage, permettant d'apporter une contribution aux volets paysages des SCOT, PLUI et dans le cadre des grands programmes d'aménagement.
- La mise en œuvre de plan de paysage, permettant d'agir en faveur de la qualité des paysages, en particulier pour la protection des paysages emblématiques et pour la restauration de paysages dégradés.

**Article 2 :**

Sont approuvées la constitution et les modalités d'intervention des instances de gouvernance (comité de pilotage et comité technique) telles qu'exposées ci-dessus.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à engager toutes les démarches relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 009-3307/17/CM**

**■ Réponse à l'appel à projets de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur concernant les Projets Alimentaires Territoriaux  
MET 17/5463/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreux projets au sein de son territoire. Certains projets qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le 17 octobre 2016, le Conseil de Métropole a voté à l'unanimité le principe d'engager l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT) en collaboration avec le Pays d'Arles et le Département.

L'élaboration de ce PAT a en effet pour ambition d'apporter une contribution majeure à l'organisation et au devenir d'un territoire fort de 2 millions d'habitants et de 150 000 hectares de Surface Agricole Utile. La stratégie alimentaire globale envisagée, sera au service de la plus grande métropole française aux enjeux locaux, nationaux et euro-méditerranéens, et de son territoire voisin, le Pays d'Arles.

Cette stratégie alimentaire s'appuiera sur l'organisation d'une agriculture de proximité, mettra en valeur la mosaïque territoriale et ses terroirs multiples, et participera à réduire les inégalités et fractures territoriales.

Elle devra répondre à de multiples enjeux d'importance, liés entre eux :

- L'enjeu économique et de l'emploi,
- Celui de la nutrition santé et de l'accessibilité sociale à une alimentation de qualité,
- Les questions d'urbanisme et d'aménagement et d'une action foncière adaptée,
- L'enjeu environnemental,
- Et enfin celui ayant trait au rôle culturel, touristique et patrimonial de l'alimentation.

Le dossier de candidature présentant le *Projet Alimentaire Territorial* : "un territoire d'exception, au service d'une alimentation locale, durable et de qualité, accessible à tous" porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que chef de file, co-piloté par le Syndicat Mixte du Pays d'Arles et soutenu par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi que la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône a été retenu par la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)

le 1<sup>er</sup> mars 2017 en vue de son élaboration et de sa labellisation future.

La Région PACA, en tant que chef de file pour l'Agriculture, souhaite accompagner les porteurs de Projets Alimentaires Territoriaux sur l'ensemble de son territoire. Pour cela, elle lance un appel à projets d'accompagnement aux PAT durant le 4<sup>e</sup> trimestre 2017.

La Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que chef de file du PAT des Bouches-du-Rhône souhaite donc candidater à cet Appel à Projets – PAT ouvert par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole ENV 003-1134/16/CM du 17 octobre 2016 ;
- La délibération du Bureau de la Métropole ENV 002-1581/17/BM du 9 février 2017 ;
- La délibération du Bureau de la Métropole ENV 003-1966/17/BM du 18 mai 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à faire acte de candidature auprès de l'Appel à Projets – PAT de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette démarche entre pleinement dans le processus du PAT Bouches-du-Rhône porté par la Métropole, co-piloté par le Pays d'Arles et soutenu par le Conseil Départemental.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document et

acte nécessaire à la réalisation et au suivi de ce projet.

#### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole en section de fonctionnement au chapitre 74 sur la nature 7472.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 010-3308/17/CM**

#### **■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention de mise en place d'un projet de Zone Agricole Protégée sur la commune de Saint-Zacharie avec la chambre d'agriculture du Var MET 17/5704/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En 2014, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, la commune de Saint-Zacharie et la chambre d'agriculture du Var ont souhaité unir leurs compétences et leurs moyens pour développer des actions de préservation, de gestion durable des espaces agricoles et de développement des activités agricoles sur la commune de Saint-Zacharie.

C'est à travers la mise en place d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) que ce projet doit être concrétisé. La ZAP constitue une servitude d'utilité publique ; à l'intérieur de cette zone, tout changement d'affectation qui altère durablement le potentiel agronomique biologique ou économique doit être soumis à l'avis de la chambre d'agriculture et de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles.

Dans ce cadre, il a été conclu avec la chambre d'agriculture du Var une convention visant à mettre en œuvre cette démarche. Une méthodologie a été définie pour mener à bien ce projet.

Elle s'articule en 3 phases :

- Compléments d'étude/diagnostic du territoire,
- Propositions d'intervention foncière et de développement économique,
- Accompagnement à la mise en œuvre de la stratégie foncière communale.

En décembre 2015, un premier avenant a été signé entre la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et la chambre d'agriculture du Var. Cet avenant avait pour objectif de fixer les modalités financières de réalisation de la phase 3.

Un certain nombre de contraintes techniques ont retardé les missions de la chambre d'agriculture du Var. Il s'agit donc de signer un avenant n° 2 permettant de prolonger le délai de réalisation décrite dans l'avenant n° 1. Cet avenant n'a aucune incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- 2017 ;
- La délibération n° 17-0614 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 30 juin 2014 ;
- La délibération n°23/0915 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 30 septembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il y a lieu de signer l'avenant n° 2 compte tenu de ce qui précède.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 2 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la chambre d'agriculture du Var afin de permettre à cette dernière de mener à bien sa mission sur la commune de Saint-Zacharie.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

***Commission "Cadre de vie,  
traitement des déchets, eau et  
assainissement"***

\*\*\*\*\*

**DEA 001-3309/17/CM**

**■ Actualisation des conditions de prise en charge par la Métropole des déchets du Marché d'Intérêt National des Arnavaux pour les années 2018, 2019 et 2020**

**MET 17/5628/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La délibération DEA 034-1487/16/CM du 15 décembre 2016 a autorisé, pour 2017, la prise en charge au Centre de transfert Nord (CTN) par le Conseil de territoire Marseille Provence des tonnages de déchets issus du Marché d'Intérêt National des Arnavaux dans la limite dans la limite de 80 % du maximum des tonnages de déchets accueillis pour l'année 2016.

Cette prise en charge a été décidée du fait l'importance des apports de déchets par les acheteurs usagers du MIN et ce afin que la SOMIMAR, délégataire de service public de la Métropole, ne supporte pas seule la charge de ces apports extérieurs.

Pour pallier cette situation, une tarification de ces déchets non ménagers a été proposée par la SOMIMAR, gestionnaire du MIN. Cette tarification a eu pour effet de diminuer, dès cette étape transitoire, l'importance des apports extérieurs parallèlement à l'amélioration des résultats du tri des déchets, celle de leur valorisation et celle de la propreté du site.

Afin d'intensifier le tri des déchets du MIN et ainsi diminuer la fraction de déchets ultimes, la SOMIMAR a conclu avec son nouveau prestataire de services un engagement de valorisation matière de 75 % en 2018 et de 85 % pour les exercices 2019 et 2020.

Afin d'accompagner les engagements pris par la SOMIMAR pour diminuer la production de déchets et en améliorer la valorisation, il est proposé que la Métropole prenne en charge les déchets ultimes récupérés sur le MIN, soit 25 % de l'ensemble des flux en 2018 et 15 % en 2019 et 2020. A cette fin, la SOMIMAR s'engage à transmettre à la Métropole le suivi à M+1 des flux de déchets du MIN (DND, cartons, bois, plastiques, biodéchets, ferrailles).

En tout état de cause, la Métropole ne prendra pas en charge plus de 2000 tonnes par an de déchets provenant du MIN.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 034-1437/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'actualisation des conditions de prise en charge par la Métropole des déchets du Marché d'Intérêt National des Arnavaux pour l'année 2017 ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'actualiser les quantités de déchets assimilés aux ordures ménagères pouvant être amenées en 2018, 2019 et 2020 par la SOMIMAR sur le Centre de Transfert Nord de Marseille pour prise en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

### **Article unique :**

Est approuvée l'actualisation des quantités de déchets assimilés aux ordures ménagères pouvant être amenées en 2018, 2019 et 2020 par la SOMIMAR sur le Centre de Transfert Nord de Marseille pour prise en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 002-3310/17/CM**

**■ Approbation des tarifs 2018 du centre de traitement des déchets du vallon du fou sur le territoire du Pays de Martigues  
MET 17/5598/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le centre de traitement des déchets du Vallon du Fou reçoit des déchets provenant des sociétés situées sur le territoire du Pays de Martigues.

Il convient de définir les tarifs applicables, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, pour les mises en dépôts dans ce centre de traitement, à savoir :

- Terres : 10 euros H.T.
- Déchets de démolition (en mélange) : 65 euros H.T.
- Déchets municipaux (en mélange) : 65 euros H.T.
- Déchets de voirie : 75 euros H.T.
- Déchets verts non compostables : 75 euros H.T.
- Déchets verts compostables : 25 euros H.T.
- Déchets urbains : 75 euros H.T.
- Déchets industriels banals (en mélange) : 75 euros H.T.

Ces tarifs n'incluent pas la Taxe Générale sur les Activités Polluantes TGAP venant en sus, sauf en ce qui concerne les déchets verts compostables.

La plateforme de compostage des déchets verts produit un compost vert normé NFU 44-095 dont le stock disponible peut être vendu aux sociétés, à savoir :

- Compost vert : 20 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver les tarifs du centre de traitement des déchets du Vallon du Fou sur le territoire du Pays de Martigues pour l'année 2018.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvés les tarifs 2018 des mise en dépôt au centre de traitement des déchets du Vallon du Fou sur le territoire du Pays de Martigues, ci-annexés.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées sur le Budget Principal (Sous-Politique : G110 –Nature : 70388 – Fonction : 7213)

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 003-3311/17/CM**

### **■ Approbation des contrats avec l'Eco-organisme CITEO pour les contrats relatifs à la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) pour les emballages ménagers ainsi que pour les papiers graphiques pour la période de 2018 à 2022 MET 17/5597/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

### **Exposé des motifs :**

#### **1 - Rappel du contexte**

En application de la responsabilité élargie des producteurs (REP), la gestion des déchets ménagers valorisables qui proviennent de produits commercialisés doit être assurée par les producteurs, importateurs ou toute personne responsable de la première mise sur le marché de ces produits.

Ces derniers peuvent transférer leurs obligations à un éco organisme agréé. Ce dernier perçoit alors des contributions de ses adhérents qui lui permettent de financer les collectivités territoriales qui assurent la collecte et le traitement de ces déchets ménagers.

A l'échelle de la Métropole, tous les Territoires ont déjà conclu des contrats avec les éco-organismes agréés pour la REP emballages ménagers (ex Eco Emballages) et pour la REP papiers graphiques/imprimés (ex Eco Folio).

Suite à la création de la Métropole en 2016, les contrats existants ont été regroupés en contrat unique respectivement avec Eco-Emballages et Eco-Folio en maintenant l'ensemble des engagements existants notamment en termes de contrats de reprise des matériaux d'emballages (verre, aluminium, acier, plastiques, cartons et briques alimentaires).

L'échéance de ces contrats uniques arrive à terme au 31 décembre 2017.

## **2 - Objet de rapport**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 rentre en application le cahier des charges du nouvel agrément relatif à la filière des emballages ménagers et à la filière des papiers graphiques.

Pour la REP emballages, l'État a agréé en mai 2017 deux éco-organismes Citeo (ex Eco-Emballages/Adelphe regroupé avec ex Eco Folio) et Leko (nouvel entrant) pour la période 2018 à 2022. L'actualité récente a confirmé que la société Leko se retirait de la concurrence car il n'était pas en mesure de proposer aux metteurs sur le marché, aux collectivités et à l'ensemble des parties prenantes une alternative en tant qu'éco-organisme de la REP Emballages.

Les enjeux du nouvel agrément s'inscrivent dans la continuité de Loi de Transition Énergétique (LTE) et de ses objectifs nationaux, en particulier la valorisation de 75 % du taux de recyclage des emballages et de 65 % de recyclage des déchets de papiers.

C'est dans ce cadre que la Métropole Aix-Marseille-Provence a choisi de contractualiser avec l'éco-organisme agréé CITEO au travers de deux contrats : un contrat relatif aux emballages ménagers et l'autre relatif aux papiers graphiques.

Ces contrats apporteront à la Métropole Aix-Marseille-Provence des soutiens financiers liés notamment aux performances en matière de collecte sélective.

En s'engageant avec l'éco-organisme CITEO, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pour les emballages ménagers mais également pour la reprise des matériaux triés. Dans le contrat, la reprise des matériaux en option filière est proposée par l'éco-organisme assurant ainsi la garantie l'enlèvement et de recyclage ainsi qu'un prix de reprise nul ou positif départ centre de tri pour tous les matériaux : verre, aluminium, acier, plastiques (standards et issus de l'extension des consignes de tri ECT), cartons et briques alimentaires. Cependant, un article dérogatoire au Contrat pour l'Action et la Performance (CAP 2022) permettra si nécessaire la reprise des matériaux issus des déchèteries en option fédération.

Ces engagements couvrent la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement notamment les articles L.541-10 et R.543 à R.543-65 ;
- La loi de Transition Energétique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 2 novembre 2016 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les papiers graphiques ;
- L'arrêté du 5 mai 2017 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages ménagers ;
- L'arrêté du 23 décembre 2016 et l'arrêté du 23 août portant agrément de CITEO ;
- L'information des Conseils de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les faits exposés ci-dessus,

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvés les contrats ci-annexés pour la période 2018 à 2022 conclus avec l'éco-organisme agréé CITEO :

- le Contrat pour l'Action et la Performance CAP 2022 pour la filière des emballages ménagers ainsi que les contrats de reprise de matériaux option Filière.
- le contrat d'adhésion relatif à la collecte et au traitement des déchets papiers pour la filière des papiers graphiques.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces contrats par voie dématérialisée ou électroniquement et toutes les pièces relatives à ces dossiers.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées sur les budgets aux comptes correspondants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 004-3312/17/CM**

#### **■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération "Equipements GPS du parc de véhicules régie DPU-DTD"**

### **MET 17/5633/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Territoire Marseille Provence dispose sur son territoire de moyens de localisation et de suivi de ses véhicules de collecte et de nettoyage. Ces moyens comprennent l'équipement en balises GPS du parc de véhicules en régie, la collecte, la transmission et le traitement du positionnement GPS ainsi que les données techniques issus de boîtiers GPS embarqués sur les véhicules.

Le territoire Marseille Provence a accès à ces informations, via une connexion Internet à un serveur hébergé par le prestataire, serveur qui permet l'affichage des informations sur un fond cartographique.

Le marché GPS se présente sous forme d'un marché de maintenance de la solution existante de suivi GPS et du renouvellement du matériel.

Les directions opérationnelles souhaitent élargir les possibilités de la fonction exploitation de données, et notamment de procéder aux évolutions logicielles et matérielles, de renouveler les matériels défectueux, de mettre à disposition une solution mobile pour Smartphones et tablettes, ainsi que de procéder à de nombreuses évolutions techniques au sein de l'application de suivi, mais aussi sur les procédures d'intervention « terrain ». Des passerelles relationnelles vers d'autres bases de données métier liées au domaine de la propreté sont à organiser également.

Il a donc été décidé de distinguer la fonction géo localisation de la fonction exploitation des données.

Afin d'assurer la fonction géo localisation durant les prochaines années, il apparaît nécessaire de réviser l'opération pluriannuelle d'autorisation de programme et permettre ainsi de poursuivre les opérations suivantes :

- La maintenance des équipements actuels qui seront reprogrammés,
- Le remplacement des trackers GPS en fin de vie,



- Le déploiement de nouveaux matériels (balises GPS, nomades, écrans embarqués...)
- Une fonction apte à ramener les données horodatées sur l'infrastructure informatique de la Métropole au travers de son interface et selon ses spécificités et ses préconisations.

Il est donc nécessaire de revaloriser et affecter l'opération d'investissement de 150 000 euros TTC portant le montant de l'opération de 186 000 euros TTC à 336 000 euros TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 003-295/14/CC portant création d'une opération et affectation d'une autorisation de programme pour les équipements GPS, localisation et suivi du parc véhicules régie.
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de revaloriser et d'affecter l'opération d'investissement afin de poursuivre la politique de suivi et d'équipements en GPS du parc de véhicules de la régie.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération 2014101300 « Equipements GPS du parc

de véhicules régie DPU-DTD » dans l'autorisation de programme 141160BP du programme DECHETS pour un montant de 150 000 euros TTC portant le montant de l'opération de 186 000 euros à 336 000 euros TTC, rattachée au programme Déchets Code AP 141160BP.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de l'état spécial du Territoire Marseille Provence 2017 et suivants sur les imputations budgétaires suivantes : opération d'investissement 2014101300 - Nature : 4581141013 - Fonction : 7222 - Sous-politique : G120.

Le rééchelonnement prévisionnel des crédits de paiement budgétaire s'établit comme suit :

- CP 2018 : 40 000 € TTC.
- CP 2019 : 80 000 € TTC.
- CP 2020 : 40 000 € TTC.
- CP 2021 : 33 766,40 € TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 005-3313/17/CM**

#### **■ Réforme de véhicules légers, poids lourds, utilitaires, du service de la collecte du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 17/5461/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dispose d'un parc de véhicules légers, poids lourds et utilitaires, lui permettant d'exercer ses compétences.

Compte tenu de l'ancienneté (au-delà de 10 ans) ou du kilométrage (+100 000 km) de certains véhicules, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et de procéder à leur réforme.

La plupart de ces véhicules feront l'objet d'une vente confiée à une plateforme de vente aux enchères en ligne de biens immobiliers et matériels devenus obsolètes.

Par ailleurs, les véhicules qui figurent dans l'annexe 1, PARC 5141, 5151, 5180, seront repris par la société SAUVI (Renault Truck) conformément à l'annexe 1, article 3, du marché N° 2014AGGLO26B – Fourniture et livraison de châssis et bennes à ordures ménagères et autres véhicules affectés à la collecte des déchets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des véhicules légers, poids lourds, et utilitaires, dont la liste est jointe en annexe 1, compte-tenu de leur ancienneté et/ou de leur kilométrage important, ou de sinistres, les ayant réduits à l'état d'épave.

**Délibère**

**Article 1 :**

Seront retirés de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence les véhicules figurant sur la liste ci-annexée.

**Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous Politique A110, Fonction 020, Nature 7788, 6DPL.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 006-3324/17/CM**

**■ Présentation du rapport annuel technique et financier 2016 du Déléataire de la Délégation de Service Public portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le CSD de la CRAU  
MET 17/5565/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération AGER n° 004-862/11/CC du 9 décembre 2011, la Métropole a délégué, par contrat

de concession, la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets (CSD) de la Crau, y compris l'entretien et le réglage du biogaz et le traitement des lixiviats, au groupement solidaire d'entreprises constitué des sociétés VERDESIS France devenue DALKIA Biogaz et GRS VALTECH. Conclu pour une durée de 17 ans, ce contrat a pris effet le 13 février 2012.

Conformément à l'article 27 du Contrat de Délégation de Service Public (DSP), la société LA CRAU ENERGIES VERTES s'est substituée de plein droit au groupement solidaire d'entreprises susvisé, à la date de son immatriculation, soit à compter du 2 mai 2012.

Conformément à l'article L.1411-3 du CGCT, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont une synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AGER n° 004-862/11/CC du 9 décembre 2011 relative au contrat de concession concernant la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets (CSD) de la Crau ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- L'information du Conseil de territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2016 a été remis par la société LA CRAU ENERGIES VERTES conformément à l'article 19 de la convention N°12/024.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2016, remis par la société LA CRAU ENERGIES VERTES relatif au contrat de DSP n°12/024 portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets de La Crau, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 007-3315/17/CM**

**■ Présentation du rapport annuel 2016 du délégataire de service public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer  
MET 17/5311/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « élimination et valorisation des déchets des ménages et assimilés ». Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant.

L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.  
Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2000-404 du 11 mai 2000 relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité du service
- public d'élimination des déchets ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 12 janvier 2006 portant autorisation pour la société Evere SAS d'exploitation d'un centre de traitement multifilières de déchets ménagers avec valorisation énergétique, sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer ;
- Le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes administratives, techniques et financières du 4 juillet 2005 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par la société EveRé SAS conformément à l'article 37.2.2 de la convention de Délégation de Service Public n°05/1130

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2016, remis par la société EveRé SAS relatif au contrat de Délégation de Service Public n°05/1130 portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer, annexé au présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 008-3316/17/CM**

**■ Présentation du rapport annuel 2016 de la SMA Vautubière, délégataire du service public de traitement des déchets ménagers et assimilés par enfouissement et stockage, pour le Territoire du Pays Salonais  
MET 17/4605/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

La SMA Vautubière, titulaire du contrat de délégation du service public de traitement des déchets ménagers et assimilés du Territoire du Pays Salonais par enfouissement et stockage a remis son rapport annuel pour l'exercice 2016.

Ce rapport a pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par le délégataire ainsi que les résultats financiers relatifs au contrat de délégation. Il détaille les indicateurs d'activité du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 1411-3 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°260/05 du 14 décembre 2005 portant attribution de la Délégation de Service Public de traitement des déchets ménagers et assimilés par enfouissement et stockage ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 en date du 1<sup>er</sup> février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les activités des délégataires des services publics doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole ;

**Délibère**

**Article Unique :**

Est pris acte du Rapport Annuel 2016 de la SMA Vautubière, délégataire du service public de traitement des déchets ménagers et assimilés par enfouissement et stockage pour le Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 009-3317/17/CM**

**■ Budget Principal - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour la création d'un centre de transfert de déchets sur le site de la Vautubière  
MET 17/5746/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le centre d'enfouissement de déchets de La Vautubière, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence et exploité dans le cadre d'une délégation de service public est régi par un arrêté préfectoral qui fixe un terme pour l'accueil de déchets en septembre 2022. Contractuellement, ce site accueille en particulier et prioritairement les déchets résiduels (ordures ménagères et encombrants non valorisables) de l'ex-Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence (65 000 tonnes de déchets annuellement).

Si la poursuite de l'accueil des déchets au-delà de cette date fait partie des scénarios identifiés, tout comme l'est également la fermeture et simple du site, et est envisagée par le Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets, cette perspective est conditionnée non seulement par une autorisation préfectorale préalable qui n'est à ce jour pas acquise mais posera également la question contractuelle de la période post-exploitation encadrée par l'actuel contrat de DSP.

Dans ce contexte incertain et à supposer que l'accueil de déchets au-delà de septembre 2002 ne soit plus possible, il relève du principe de prudence de prévoir la création d'un équipement permettant de procéder à une rupture de charge pour les ordures ménagères et encombrants non valorisables du Territoire du Pays Salonais afin de limiter les coûts de transport de ces déchets vers un site de traitement alternatif.

L'opération a donc pour but, s'il n'est pas possible de poursuivre l'enfouissement des déchets sur le site de La Vautubière au-delà de septembre 2022, de créer un centre de transfert sur ce même site et qui devra être opérationnel à compter de la fermeture administrative du site.

Ce centre de transfert permettrait alors aux déchets d'être massifiés avant d'être transférés vers le nouvel exutoire désigné.

Ainsi, la construction de ce centre de transfert permettrait d'éviter des coûts de transport non optimisés à compter de 2022.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 16 - Gestion des déchets spécifique à cette opération pour un montant de 1 377 336 euros TTC sur quatre ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 377 336 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2018301300 sur le Budget Principal pour un montant de 1 377 336 euros T.T.C pour procéder, sous réserve de décisions à venir, aux études puis à la création d'un centre de transfert des déchets sur le site de la Vautubière rattaché au programme 16- Gestion des déchets, Code AP 183160BP.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal. L'échéancier prévisionnel des crédits de s'établit comme suit :

CP 2018 : 10 716 euros T.T.C.  
CP 2019 : 285 120 euros T.T.C.  
CP 2020 : 558 500 euros T.T.C.  
CP 2021 : 523 000 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 010-3318/17/CM**

**■ Budget Principal - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour la réalisation d'un Schéma Directeur Métropolitain des Eaux Pluviales  
MET 17/5347/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, par l'article 42 de la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), modifiant l'article L.5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle rassemble les communes membres des anciens établissements publics de coopération intercommunale suivants : Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Au titre de l'alinéa 5 a du I de l'article L.5217-2 et du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Exerce d'ores et déjà la compétence « des eaux pluviales » sur le Territoire Marseille Provence, par arrêt n°349614 du 4 décembre 2013 du Conseil d'Etat qui a considéré qu'au titre de l'article L.5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence relative à la gestion des eaux pluviales relevait de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole;
- Exercera, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la compétence «des eaux pluviales » sur le Territoire du Pays d'Aix, le Territoire du Pays Salonais, le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Territoire Istres-Ouest Provence, le Territoire du Pays de Martigues (la compétence restant communale jusqu'à cette date).

Sur l'ensemble du périmètre sur lequel elle sera compétente à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole doit garantir une bonne gestion des eaux pluviales tout en maîtrisant le coût du service.

A ce titre, il est nécessaire d'élaborer une réflexion poussée de la gestion globale des eaux pluviales pour apprécier l'adéquation entre le dimensionnement du réseau et les évolutions urbaines et de proposer des solutions réglementaires et des aménagements adaptés.

Cette démarche nécessite une cartographie précise du réseau pluvial, rendu obligatoire par la mise en œuvre de la réforme de prévention des endommagements de réseau (loi Grenelle 2) ainsi qu'une bonne connaissance de son fonctionnement hydraulique et des phénomènes météorologiques.

En tenant compte de leur degré d'urgence et des capacités financières de la collectivité, le schéma directeur des eaux pluviales est un outil d'aide à la décision qui permet de proposer des actions hiérarchisées et planifiées permettant de garantir à la population une gestion des eaux pluviales satisfaisante, limitant au mieux le ruissellement et les débordements.

Ce schéma directeur a pour objectif :

- De cartographier et décrire précisément l'ensemble du réseau hydrographique sur tout le territoire et d'identifier les axes d'écoulement,
- De mettre en évidence les dysfonctionnements existants,
- De réaliser un diagnostic du fonctionnement actuel du système de gestion des eaux pluviales et identifier les évolutions urbaines à venir,
- D'élaborer un zonage pluvial, en lien avec les documents d'urbanisme et de donner des prescriptions techniques afin de dimensionner et d'optimiser les aménagements en fonction de leur contexte,

- D'élaborer une programmation pluriannuelle de travaux d'amélioration et d'extension du réseau pluvial.

Le schéma directeur devra être :

- Un outil de programmation et de gestion pour la collectivité lui permettant d'avoir une vision globale des besoins et des solutions envisageables à l'échelle métropolitaine
- Un outil préalable indispensable à la réalisation de travaux structurants et au développement économique et urbain (la cohérence avec les documents d'urbanisme en cours ou projetés devant être assurée)
- Un outil permettant la gestion des problèmes à l'échelle de la métropole
- Un outil adaptable en fonction de l'évolution de la situation et des choix stratégiques de la collectivité.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 3 600 000 €H.T. soit 4 320 000 M€ TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêt n°349614 du 4 décembre 2013 du Conseil de Métropole ;
- L'information des Conseil de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence se dote d'un schéma directeur métropolitain des eaux pluviales ;

- Qu'il est nécessaire d'engager dans les meilleurs délais les études et investigations relatives d'élaboration de ce schéma directeur ;
- Qu'il convient de créer une autorisation de programme spécifique pour cette opération.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la création de l'opération d'investissement pour la réalisation des études et investigations nécessaires à l'élaboration d'un schéma directeur métropolitain des eaux pluviales, d'un montant de 3,6 millions d'euros HT. Soit 4 320 000 M€ TTC.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal - sous politique F180 – nature 2031. L'échéancier prévisionnelles des Crédits s'établit comme suit :

- Année 2018 : 480 000 €TTC ;
- Année 2019 : 720 000 €TTC ;
- Année 2020 : 960 000 €TTC ;
- Année 2021 : 1 200 000 €TTC ;
- Année 2022 : 960 000 €TTC ;

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 011-3319/17/CM**

### **■ Budget Principal - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour la dilatation du réseau pluvial avenue du Général Leclerc à Plan-de-Cuques MET 17/5139/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Des inondations sont régulièrement observées en cas d'orage, au niveau de l'avenue du Général Leclerc (soulèvement de tampons, hauteur d'eau importante) ainsi qu'au croisement entre l'avenue Frédéric Cheillon et l'avenue du Général Leclerc sur la

commune de Plan-de-Cuques (zone de stockage des eaux de pluie, arrivée d'eau superficielle en provenance de l'avenue Pasteur).

Une précédente étude hydraulique a montré que la totalité du réseau de l'avenue du Général Leclerc (jusqu'au rejet dans le ruisseau du Jarret) était incapable de transiter le débit décennal et seuls deux tronçons étaient capables de transiter le débit de période de retour 2 ans.

Afin de réduire les risques de débordement dans ce secteur, il est donc nécessaire de procéder à la dilatation du réseau pluvial existant.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 666 666,66 € HT. soit 800 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- La nécessité de résoudre les problèmes d'inondation récurrents avenue du Général Leclerc à Plan-de-Cuques.
- Que l'autorisation de programme de cette nouvelle opération doit être créée et affectée.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement, portant sur la réalisation de la dilatation du réseau pluvial avenue du Général Leclerc à Plan-de-Cuques, d'un montant de

666 666,66 € H.T. soit 800 000 € T.T.C.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Principal - sous politique F180 – natures 2031 et 2315.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

- CP 2018 : 80 000 € TTC
- CP 2019 : 120 000 € TTC
- CP 2020 : 600 000 € TTC

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 012-3320/17/CM**

#### **■ Budget Eau - Approbation de création et d'affectation d'une opération d'investissement pour la réalisation d'un Schéma Directeur Métropolitain de l'Eau Potable MET 17/5562/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, par l'article 42 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), modifiant l'article L.5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle rassemble les communes membres des anciens établissements publics de coopération intercommunale suivants : Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Au titre de l'alinéa 5 a du I de l'article L.5217-2 et du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Exerce d'ores et déjà la compétence « Eau » sur le Territoire Marseille-Provence, le Territoire du Pays Salonais, le Territoire

Istres-Ouest Provence et le Territoire du Pays de Martigues ;

- Exercera, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la compétence « Eau » sur le Territoire du Pays d'Aix et le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (la compétence restant communale jusqu'à cette date).

A ce titre, la Métropole doit garantir, pour l'ensemble du périmètre sur lequel elle sera compétente à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, une alimentation en eau potable pérenne et toujours de très bonne qualité, dans le respect de la réglementation, tout en maîtrisant le coût du service et l'équilibre du budget annexe de l'eau.

Ainsi, il est désormais nécessaire d'identifier et de recenser l'ensemble des problématiques et des enjeux liés à l'alimentation en eau potable du territoire métropolitain et d'élaborer des réponses adaptées soit au moyen de mesures réglementaires, notamment dans le cadre des Plans Locaux d'Urbanismes ou grâce à l'instauration de périmètres réglementaires de protection des ressources, soit grâce à des aménagements structurants. Ces opérations en question doivent être hiérarchisées en tenant compte de leur degré d'urgence et des capacités financières de la Collectivité.

Le principal outil permettant d'atteindre ces objectifs est la réalisation d'un schéma directeur de l'eau potable à l'échelle du territoire métropolitain.

Ce schéma directeur a pour objectif :

- De faire un état des lieux sur les conditions réglementaires, techniques et financières de l'alimentation en eau potable des différents secteurs de la Métropole ;
- De mettre en évidence les problèmes existants (réglementaires ou techniques, quantitatifs ou qualitatifs, concernant la ressource ou bien les systèmes de production et de distribution)
- D'estimer les besoins futurs et de les comparer avec les ressources et les capacités de production et de distribution disponibles ;
- D'élaborer un programme de travaux sur le court, moyen et long terme adapté aux besoins de la Collectivité et à ses moyens techniques et financiers (en lien avec le prix de l'eau) ;
- Et, le cas échéant, un programme d'actions permettant de gérer la phase transitoire pendant laquelle des études complémentaires sont menées pour définir les scénarios qui seront soumis aux organes délibérants de la Collectivité.

Le schéma directeur d'alimentation en eau potable devra être :

- Un outil de programmation et de gestion pour la Collectivité lui permettant d'avoir une vision globale des besoins et des solutions



envisageables à l'échelle métropolitaine afin de garantir la continuité et la pérennité de l'alimentation en eau potable ;

- Un outil préalable indispensable à la réalisation de travaux structurants et au développement économique et urbain (la cohérence avec les documents d'urbanisme en cours ou projetés devant être assurée) ;
- Un outil permettant la gestion des problèmes de dessertes locales à l'échelle des Conseils de Territoires ;
- Un outil adaptable en fonction de l'évolution de la situation et des choix stratégiques de la Collectivité.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 5 000 000,00 €HT. La dépense initiale sera faite sur la section d'investissement du Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence. La participation des autres Territoires, sous forme de remboursement, sera faite selon la clef de répartition proportionnelle à la population de chacun d'eux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'information des Conseils de Territoire.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire que la Métropole se dote d'un Schéma Directeur Métropolitain de l'Eau Potable,
- Qu'il est nécessaire d'engager dans les meilleurs délais les études et investigations relatives à l'élaboration de ce schéma directeur ;

- Qu'il convient de créer une l'opération d'investissement spécifique.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la création de l'opération d'investissement pour la réalisation des études et investigations nécessaires à l'élaboration d'un Schéma Directeur Métropolitain de l'Eau Potable, d'un montant de 5 millions d'euros HT.

##### **Article 2 :**

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget annexe de l'Eau du Territoire Marseille-Provence - sous politique F170 - nature 2031 et 2315.

Les dépenses prévisionnelles seront les suivantes :

- CP 2018 : 290 000 €HT ;
- CP 2019 : 100 000 €HT ;
- CP 2020 : 1 000 000 €HT ;
- CP 2021 : 1 000 000 €HT ;
- CP 2022 et suivantes : 2 610 000 €HT

La participation des autres Territoires se fera, par remboursement, selon la clef de répartition proportionnelle à la population de chacun d'eux.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

##### **DEA 013-3321/17/CM**

**■ Budget Eau - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour le traitement de points noirs sur le réseau par des aménagements structurels locaux identifiés lors de l'étude du Schéma Modernisation du Réseau Unitaire II de Marseille MET 17/5356/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Contrat d'Agglomération 14/1453 « Actions majeures pour l'amélioration du fonctionnement du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille et de la qualité de ses milieux aquatiques », signé le 10 juillet 2014 avec

l'Etat et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, la Collectivité a engagé une étude d'actualisation du Schéma de Modernisation du Réseau Unitaire I de Marseille réalisée en 1995.

L'un des résultats de cette étude consiste en l'identification d'aménagements structurels locaux sur le réseau unitaire permettant potentiellement la résorption ou la diminution de certains dysfonctionnements ponctuels dudit réseau :

- Installation d'une vanne de type « Déomatic » sur le Déversoir Blancarde : 50 000 € ;
- Installation d'une vanne de type Déomatic sur le Déversoir Jeanne D'Arc : 50 000 € HT ;
- Modification du Déversoir Brosollette : 400 000 € HT ;
- Modification du Déversoir Lazer : 200 000 € HT ;
- Doublement du Siphon Quinet : 1 100 000 € HT ;
- Modification du Déversoir Casanova : 400 000 € HT ;
- Modification du Déversoir Caravelle : 200 000 € HT ;
- Modification du Déversoir De Gaulle : 500 000 € HT ;
- Création du Déversoir Corderie : 1 700 000 € HT ;
- Déconnexion d'une antenne pluviale sur le Collecteur 19 : 200 000 € HT ;
- Installation d'un jeu de vannes sur le Collecteur 13 Place des Capucines : 400 000 € HT ;
- Passage en séparatif de l'enclave unitaire de Beauvallon : 2 800 000 € HT.

Il convient désormais de confirmer l'opportunité (amélioration des dysfonctionnements considérés et non-aggravation d'autres dysfonctionnements) ainsi que la faisabilité des aménagements proposés puis d'engager les travaux correspondants.

Il s'agira notamment :

- Vérifier par la modélisation mais aussi par des contrôles sur le terrain que ces aménagements n'engendrent pas d'autres dysfonctionnements notamment chez les particuliers ;
- Vérifier que ses opérations peuvent effectivement être conduites (interfaces avec la circulation, l'activité économique et sociale, les ouvrages et les réseaux existants) ;
- Vérifier les gains attendus par ses opérations ;
- Optimiser les travaux prévus en fonction des investigations réalisées ;
- Réaliser travaux optimisés.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 8 000 000 € H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 17 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub> ;
- L'arrêté préfectoral n°2003-345 du 13 octobre 2003, fixant les objectifs de réduction des flux de substances polluantes de l'agglomération de Marseille et modifiant l'Arrêté Préfectoral du 6 avril 1996 délimitant les agglomérations d'assainissement au titre du Décret n°94-496 du 3 juin 1994 ;
- L'arrêté préfectoral n°48-2006-E-A du 7 juillet 2006, modifiant l'Arrêté Préfectoral du 16 janvier 2004, autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;
- L'arrêté préfectoral n°2003-355/26-2002-EA du 16 janvier 2004 autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;
- L'arrêté préfectoral n°98-2014 PC du 29 octobre 2014, portant autorisation, au titre de la police de l'eau pour la réalisation du bassin de rétention Ganay et portant modification de l'arrêté préfectoral n°2003-255/26-2002-EA du 16 janvier 2004 autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire que la Métropole engage les études et travaux structurels locaux permettant la résorption ou la diminution de dysfonctionnements locaux identifiés sur le réseau unitaire,
- Qu'il convient de créer une autorisation de programme spécifique pour cette opération.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la création de l'autorisation de programme pour la réalisation des études et travaux d'aménagements structurels locaux identifiés lors de l'étude de schéma de modernisation du réseau unitaire II, d'un montant total de 8 000 000,00 € HT.

**Article 2 :**

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget Eau - sous politique F110 – nature 2031 et 2315.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

- Année 2018 : 150 000 €HT ;
- Année 2019 : 650 000 €HT ;
- Année 2020 : 720 000 €HT ;
- Année 2021 : 3 000 000 €HT ;
- Année 2022 : 1 480 000 €HT ;
- Année 2023 : 2 000 000 €HT.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 014-3322/17/CM**

**■ Budget Eau - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour la pose d'un feeder sous le Boulevard Urbain Sud (BUS) de Marseille  
MET 17/5271/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation du Boulevard Urbain Sud entre le carrefour Florian (autoroute A50) et la traverse

Paragon est l'opportunité d'accroître la sécurité du réseau de distribution d'eau potable. Le tracé de cette voie nouvelle intercepte des réseaux en antenne qui pourraient être maillés par la pose d'un feeder. Les cinq maillages envisagés concernent les raccordements suivants :

- DN 600 mm du Carrefour Florian (A50)
- DN 400 mm du boulevard Sainte-Marguerite
- DN 600 mm de l'avenue De Lattre De Tassigny
- DN 600 mm du chemin du Roi d'Espagne
- DN 600 mm de la traverse Paragon

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 5 000 000 € HT, soit 6 000 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2015 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'opportunité de mailler les réseaux de distribution en vue de sécuriser l'alimentation en eau de la Ville de Marseille ;
- Que cette nouvelle opération d'investissement doit être créée et affectée.

**Délibère**

## **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement, portant sur la pose d'un feeder sous le boulevard urbain sud à Marseille, d'un montant de 5 000 000 € H.T. soit 6 000 000 € T.T.C.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe de l'eau - sous politique F160 – natures 2031 et 2315.

L'échéancier prévisionnel s'établit comme suit :

- CP 2018 : 70 000 € HT
- CP 2019 : 35 000 € HT
- CP 2020 : 1 971 000 € HT
- CP 2021 : 2 924 000 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 015-3323/17/CM**

#### **■ Budget Eau - Approbation de création et d'affectation d'une opération d'investissement pour la réalisation d'études complémentaires relatives à la mise en œuvre du Schéma Modernisation du Réseau unitaire II de Marseille MET 17/5567/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Contrat d'Agglomération 14/1453 « Actions majeures pour l'amélioration du fonctionnement du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille et de la qualité de ses milieux aquatiques », signé le 10 juillet 2014 avec l'Etat et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, la Collectivité a engagé une étude d'actualisation du Schéma de Modernisation du Réseau Unitaire I de Marseille réalisée en 1995. Après l'analyse de plusieurs scénarii visant à réduire les phénomènes de débordements du réseau unitaire sur voiries (notamment le secteur Canebière – Vieux Port et le secteur Arenc) et de déversement d'effluents aux milieux récepteurs (dont le Parc Balnéaire du Prado et la plage des Catalans), le Schéma de Modernisation du Réseau Unitaire II préconise la réalisation d'un tunnel de stockage entre la station d'épuration et le secteur Arenc – Bougainville, ainsi que la réalisation de bassins de rétention unitaires complémentaires. Le tunnel de stockage serait relié au réseau unitaire (Emissaire 1 ou principaux collecteurs), grâce à des puits d'alimentation ou à des conduites spécifiques de dérivation.

Un dispositif de ventilation spécifique sera nécessaire pour permettre le renouvellement de l'air à l'intérieur de l'ouvrage et éviter les risques pour les agents d'exploitation et les nuisances olfactives pour les riverains.

Des dispositifs d'exploitation spécifiques devront également être mis en œuvre afin d'assurer l'entretien régulier des ouvrages d'assainissement dans des conditions garantissant la sécurité des agents d'exploitation.

Néanmoins, le tunnel de stockage et ses ouvrages annexes seraient réalisés dans un tissu urbain dense avec de nombreux bâtiments et leurs tracés passeraient à proximité de plusieurs infrastructures existantes ou projetées (métro, tramway, tunnels routiers, parkings, nouvelle Gare Saint Charles). Il convient par conséquent de s'assurer de la compatibilité du tunnel de stockage envisagé, et de ses annexes, avec les ouvrages et bâtiments existants ou projetés.

Ces investigations doivent permettre d'affiner et d'optimiser le tracé du tunnel de stockage et des conduites secondaires. Elles doivent également permettre d'optimiser la conception des différents organes du tunnel ainsi que les bassins complémentaires.

Elles devront enfin examiner la possibilité de valoriser les ouvrages de rétention projetés pour d'autres fonctionnalités telles que la production d'énergie ou la résorption des nuisances olfactives liées au réseau unitaire (notamment sur le Prado, le Rond-Point du Prado, le Boulevard Rabatau, la rue Paradis).

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 500 000 €HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté préfectoral n°2003-345 du 13 octobre 2003, fixant les objectifs de réduction des flux de substances polluantes de l'agglomération de Marseille et modifiant l'Arrêté Préfectoral du 6 avril 1996 délimitant les agglomérations d'assainissement au titre du Décret n°94-496 du 3 juin 1994 ;

- L'arrêté préfectoral n°2003-355/26-2002-EA du 16 janvier 2004 autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;
- L'arrêté préfectoral n°48-2006-E-A du 7 juillet 2006, modifiant l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004, autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;
- L'arrêté préfectoral n°98-2014 PC du 29 octobre 2014, portant autorisation, au titre de la police de l'eau pour la réalisation du bassin de rétention Ganay et portant modification de l'arrêté préfectoral n°2003-255/26-2002-EA du 16 janvier 2004 autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;
- L'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire que la Métropole engage les études complémentaires relatives à la mise en œuvre du Schéma de Modernisation du Réseau Unitaire II,
- Qu'il convient de créer une opération d'investissement spécifique.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la création de l'opération d'investissement pour la réalisation des études complémentaires au schéma de modernisation du réseau unitaire II, d'un montant total de 500 000 euros HT.

#### **Article 2 :**

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget Eau - sous politique F110 – nature 2031 et 2315.  
L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 100 000 €HT ;  
CP 2021 : 400 000 €HT ;

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 016-3324/17/CM**

**■ Budget Eau - Approbation de création et d'affectation d'une opération d'investissement pour la déconstruction de l'usine d'eau potable des Ambrosis, à Plan-de-Cuques  
MET 17/4724/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En 2012, une canalisation de diamètre 300mm entre le réseau d'eau potable de Marseille et celui de Plan-de-Cuques a été réalisée par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et raccordé à la station de pompage des Ambrosis afin d'alimenter la commune.

Ce feeder a été dimensionné pour répondre à la totalité des besoins en eau de la commune.

Ainsi la station de potabilisation des Ambrosis est devenue potentiellement inutile. Elle est par ailleurs très ancienne et d'entretien onéreux.

Dans un avenir très proche, une alimentation de secours (un feeder en DN 400 mm), provenant du réseau d'Allauch, doit être mise en place par la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le chemin des Rascous. Les études de conception sont en cours.

Ainsi les équipements et bâtis de la station n'ont plus lieu d'être. Celle-ci cessera de fonctionner en 2017.

Il est donc envisagé de déconstruire et démonter les bâtis et équipements devenus inutiles et de restituer l'emprise à la commune de Plan-de-Cuques.

Les travaux consistent à :

- Déconstruire les bâtis devenus inutiles (bassins décanteurs, locaux d'exploitation, filtres à sables...),
- Démonter et évacuer les équipements obsolètes (pompes, compresseurs d'air, canalisations et tuyauteries diverses, cellules électriques, armoires électriques...),
- Remettre en état le terrain (enlèvement de canalisations obsolètes, apport de terre végétale...)

- Clôre et sécuriser les lieux.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 700 000 €HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'usine de production d'eau potable des Ambrosis est devenue inutile,
- Que ces bâtiments doivent faire l'objet d'une déconstruction totale,
- La nécessité de restituer à la commune de Plan-de-Cuques les emprises foncières occupées ce jour par des bâtiments d'exploitation voués à la désaffectation,
- Que ladite opération d'investissement doit être créée et affectée.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement portant sur la déconstruction totale de la station d'eau potable des Ambrosis, d'un montant de 700 000 € HT.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Eau - sous politique F150 – natures 2031 et 2315. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

- CP 2018 : 20 000 €HT
- CP 2019 : 80 000 €HT
- CP 2020 : 600 000 €HT

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 017-3325/17/CM**

**■ Budget Eau - Approbation de la création et l'affectation d'une opération d'investissement pour la déconstruction partielle de l'usine d'eau potable de La Pounche à Allauch  
MET 17/4727/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le centre de production d'eau potable de La Pounche construit dans les années 50 était devenu obsolète dans son process mais aussi au regard de sa capacité de production.

A la fin des années 90, une alimentation complémentaire et une alimentation de secours depuis le réseau de Marseille ont été mises en place. Enfin en 2007 et 2012 un secours complet de la commune et une seconde alimentation ont été installés.

A ce jour sur l'ancien site, seules les installations de pompage en ligne permettant une alimentation complète et fiable de la commune d'Allauch, sont utilisées.

Ainsi les installations et équipements des années antérieures sont devenus totalement obsolètes.

Il est donc envisagé de déconstruire et démonter les bâtis et équipements devenus inutiles.

Les travaux consistent à :

- Déconstruire les bâtis devenus inutiles (décanteur lamellaire, petits locaux d'exploitation, lits de filtres à sables...),
- Démonter et évacuer les équipements obsolètes (pompes, canalisations et tuyauteries diverses, armoires électriques...),
- Remettre en état le terrain (enlèvement de canalisations obsolètes, apport de terre végétale...)
- Clôre et sécuriser les lieux.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 360 000 €HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'usine de production d'eau potable de La Pounche est devenue inutile,
- Que ces bâtiments doivent faire l'objet d'une déconstruction partielle,
- La nécessité de restituer à la commune d'Allauch les emprises foncières occupées ce jour par des bâtis d'exploitation voués à la désaffectation,
- Que ladite autorisation de programme doit être créée et affectée.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement, portant sur la déconstruction partielle de la station d'eau potable de La Pounche, d'un montant de 360 000 €HT.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Eau - sous politique F150 – natures 2031 et 2315.

Les dépenses prévisionnelles seront les suivantes :

- Année 2018 : 360 000 €

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 018-3326/17/CM**

**■ Budget Eau - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à l'extension du réseau de distribution en eau potable du Chemin du Vallon de l'Oule à Allauch**

**MET 17/5083/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Chemin du Vallon de l'Oule à Allauch se situe au fond d'un vallon encaissé et étroit et ne dispose pas d'un réseau de distribution en eau potable sur la totalité de son linéaire. Les personnes résidant au fond du Vallon n'ont aucune possibilité de se raccorder au réseau qui se situe à 600m en amont de leur résidence. Le 11 février 2014, 3 d'entre eux ont écrit à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour demander leur raccordement. Cette nouvelle canalisation devra également être en mesure d'alimenter plusieurs poteaux incendie, le projet se situant au sein du massif forestier du Garlaban. Par délibération DEA 010-1463/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la réalisation de l'extension du réseau de distribution en eau potable du Vallon de l'Oule dont l'autorisation de programme est de 300 000.00 euros HT. Celle-ci avait été établie sur la base de conditions de terrassement favorables. Or, au regard des éléments issus des études, le projet se situe sur un terrain rocheux entraînant une plus-value au niveau des postes de déblais et de remblais. Par ailleurs, la faible accessibilité du site complique la réalisation des travaux et entraîne également une plus-value sur l'ensemble des postes. Il est nécessaire de porter cette enveloppe à 380 000.00 euros HT.

L'opération d'investissement n° 2017102800 inscrite au budget pour un montant initial de 300 000 euros, doit être revalorisée de 80 000 euros, portant ainsi le montant de l'opération à 380 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La Loi n°2014-58 du 27 janvier 2015 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 010-1463/16/CM du 15 décembre 2016 portant sur l'affectation d'autorisation de programme de l'opération d'extension du réseau de distribution en eau potable Chemin du Vallon de l'Oule à Allauch ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de revaloriser l'opération d'investissement 2017102800 portant sur l'extension du réseau de distribution en eau potable Chemin du Vallon de l'Oule à Allauch ;
- Que ladite opération d'investissement doit être affectée.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement 2017102800, portant sur l'extension du réseau de distribution en eau potable Chemin du Vallon de l'Oule à Allauch. L'opération d'investissement passe de 300 000 € HT à 380 000 € HT.

**Article 2 :**

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget Eau - sous politique F170 – nature 2031 et 2315.

L'échéancier prévisionnel de Crédits s'établit comme suit :

- CP 2018 : 60 000 € HT
- CP 2019 : 315 000 € HT

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 019-3327/17/CM**

**■ Budget Eau - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour la sécurisation du Canal de Marseille au niveau des Rascous - Communes d'Allauch et Plan-de-Cuques  
MET 17/5275/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le secteur du quartier des Rascous à Allauch et du quartier St Euphémie à Plan-de-Cuques, le Canal de Marseille est implanté sur la limite intercommunale. Sa construction remonte à la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le Canal de Marseille est constitué, dans cette zone, d'un remblai d'environ 4 m de hauteur par rapport au terrain naturel environnant, créant une plateforme de 6 à 7 m de largeur sur laquelle est assis l'ouvrage en maçonneries, de section rectangulaire (4 m de largeur et 1,70 m de profondeur).

Le canal franchit perpendiculairement le vallon des Rascous, ruisseau de type méditerranéen (sec en temps normal devenant productif en temps de pluie), dont le bassin versant a une surface de plus de 500 hectares. Les eaux pluviales transitent sous le remblai du Canal de Marseille via une buse en maçonnerie de capacité hydraulique limitée. Cette buse n'est plus adaptée à l'importance du ruissellement actuel en provenance du bassin versant amont, qui s'est fortement urbanisé depuis l'époque de construction du canal.



La Mairie de Plan-de-Cuques a fait réaliser de nombreuses études techniques (hydrologie, hydraulique, géotechnique, ...) mettant en évidence que, lors de crues exceptionnelles du vallon des Rascous, le remblai du Canal de Marseille entraîne l'apparition d'une zone de rétention des eaux pluviales en amont du remblai, inondant 3 habitations privées construites à proximité du canal et dont le volume peut atteindre 9 000 m<sup>3</sup>.

Par ailleurs, en cas de mise en charge extrême par l'amont, la surverse des eaux de pluies par-dessus le remblai du Canal présente un risque pour la stabilité de ce dernier.

Aujourd'hui, au titre de sa compétence « eau », la Métropole Aix-Marseille Provence doit étudier et mettre en œuvre une solution technique visant à sécuriser le Canal de Marseille au droit du vallon des Rascous, autant pour protéger le quartier St Euphémie, que pour empêcher la coupure de l'alimentation en eau brute de l'agglomération marseillaise.

Le projet consiste à :

- Couvrir localement le Canal de Marseille par une dalle béton permettant de canaliser la surverse des eaux pluviales par-dessus le canal en cas de crue exceptionnelle ;
- Protéger les talus amont et aval du remblai du canal contre la submersion ;
- Aménager un ouvrage de dissipation en pied aval du remblai du canal pour dissiper l'énergie des eaux surversantes et canalisant les écoulements vers le ruisseau des Rascous en aval.

Le montant prévisionnel de cette opération est estimé à 2 000 000 € HT, soit 2 400 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2015 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1805 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de sécuriser le Canal de Marseille dans le secteur des Rascous, pour éviter la rupture du canal par submersion en cas de crue exceptionnelle ;
- Que l'autorisation de programme de cette nouvelle opération doit être créée et affectée,

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement portant sur la sécurisation du Canal de Marseille au droit du vallon des Rascous sur les communes d'Allauch et Plan-de-Cuques, pour un montant de 2 000 000 € H.T., soit 2 400 000 € T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Principal - sous politique F160 – natures 2031 et 2315 selon l'échéancier prévisionnel suivant :

CP 2018 = 85 000 € HT soit 102 000 € TTC  
CP 2019 = 602 100 € HT soit 722 520 € TTC  
CP 2020 = 1 312 900 € HT soit 1 575 480 € TTC

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 020-3328/17/CM**

**■ Budget Eau - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement - Sécurisation de l'alimentation en eau potable de Plan de Cuques à partir du réservoir des Rascous, communes de Plan de Cuques et d'Allauch  
MET 17/5095/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'alimentation en eau potable de la commune de Plan de Cuques est assurée par le centre de production des Ambrosis. Cette usine vétuste présente de nombreux risques de dysfonctionnement.

En cas d'arrêt de l'usine de production d'eau potable ou d'incident sur les équipements de pompage vers les réservoirs, la commune ne dispose que d'une autonomie réduite d'environ 9 heures en période de consommation de pointe.

La mise en place d'une conduite de liaison entre l'usine des Ambrosis et la conduite d'alimentation du réservoir des Rascous à Allauch, permettra de secourir la distribution d'eau potable pour l'ensemble de la commune de Plan de Cuques, à partir du réseau de distribution de Marseille, sans recours à un pompage intermédiaire, au niveau de l'usine des Ambrosis.

Les travaux projetés consistent en la pose de 1 900 mètres de canalisations de diamètre 400 mm depuis la canalisation DN 600 mm d'adduction du réservoir des Rascous à Allauch, jusqu'à l'avenue Pasteur à Plan de Cuques.

Par délibération DEA 003-1456/16/CM du 15 décembre 2016 cette opération d'investissement a été créée.

Les études complémentaires de géotechniques ont mis en évidence la nécessité de franchir plusieurs réseaux enterrés. De plus, il convient de prévoir un système de maillage avec les canalisations existantes permettant de garantir la continuité du service public.

Afin de financer cette opération, il est nécessaire d'augmenter l'opération d'investissement 2017102900 de 1 413 043,48 € HT et de porter le montant de l'opération à 2 500 000 € HT, soit 3 000 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération DEA 003-1456/16/CM du 15 décembre 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur la sécurisation de l'alimentation en eau potable de Plan de Cuques à partir du réservoir des Rascous, communes de Plan de Cuques et d'Allauch ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de revaloriser l'opération d'investissement 2017102900 portant sur la sécurisation de l'alimentation en eau potable de Plan de Cuques à partir du réservoir des Rascous situé communes de Plan de Cuques et d'Allauch ;
- Que ladite opération d'investissement doit être revalorisée.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation d'un montant de 1,4 M€ HT relative à l'opération d'investissement 2017102900, portant sur la sécurisation de l'alimentation en eau potable de Plan de Cuques à partir du réservoir des Rascous. Communes de Plan de Cuques et d'Allauch. L'opération d'investissement passe à 2 500 000 € HT.

**Article 2 :**

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget Eau - sous politique F170 – nature 2315 et 2031.

L'échéancier prévisionnel de Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 20 000 € HT  
CP 2019 : 1 300 000 € HT  
CP 2020 : 1 180 000 € HT

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 021-3329/17/CM**

#### **■ Budget Eau - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Renforcement du réseau de distribution d'eau potable Val de Ricard/Lombardi - Communes de Ensues La Redonne et de Carry Le Rouet MET 17/5099/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les conduites existantes de diamètre 250 et 200mm, qui alimentent en eau potable les communes de Carry le Rouet et de Sausset les Pins à partir du réseau d'Ensues la Redonne, sont vétustes et sous dimensionnées.

Leurs capacités sont à peine suffisantes en période de pointe de consommation.

Il est donc nécessaire de les remplacer par une conduite en fonte de diamètre 400 mm sur une longueur d'environ 4 000 mètres, entre le quartier de Val de Ricard (Ensues la Redonne) et le réservoir de l'avenue Lombardi (Carry le Rouet).

Par délibération AGER 030-1221/09/CC du 26 mars 2009 cette opération d'investissement a été créée.

Les études ont démontré que le diamètre de la canalisation initialement prévue en 400 mm était insuffisant. Afin de pérenniser l'alimentation en eau potable des communes de Carry Le Rouet et de Sausset Les Pins, le diamètre de la canalisation projetée a été rehaussé à 600 mm.

Pour financer cette opération, il est nécessaire d'augmenter l'opération d'investissement 2009104800 de 1 726 086,96 € HT, portant ainsi le montant de l'opération à 3 900 000 € HT, soit 4 680 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AGER 030-1221/09/CC du 26 mars 2009 de Marseille Provence Métropole portant sur le renforcement du réseau d'eau potable Val de Ricard / Lombardi – Communes de Ensues La Redonne et de Carry Le Rouet,
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de revaloriser l'opération d'investissement 2009104800 portant sur le renforcement du réseau d'eau potable Val de Ricard / Lombardi – Communes de Ensues La Redonne et de Carry ;
- Que ladite opération d'investissement doit être revalorisée.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation d'un montant de 1 726 086 M € HT d'investissement 2009104800, portant sur le renforcement du réseau d'eau potable Val de Ricard / Lombardi – Communes de Ensues La Redonne et de Carry. L'opération d'investissement passe à 3 900 000 € HT.

#### **Article 2 :**

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget Eau - sous politique F170 – nature 2315 et 2031.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

- CP 2018 : 320 000 € HT
- CP 2019 : 3 500 000 € HT

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son

représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 022-3330/17/CM**

#### **■ Budget Eau - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Construction d'un réservoir d'eau potable à Port Miou à Cassis MET 17/5100/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le réservoir d'eau potable du Cimetière sur la commune de Cassis assure une autonomie d'alimentation jugée insuffisante de 12h les jours de pointe.

En cas d'anomalie sur l'usine de production d'eau potable ou sur la principale canalisation d'amenée, le centre ville de Cassis et le quartier de Port Miou seraient rapidement privés d'eau.

Pour garantir la continuité de la desserte en eau de la commune de Cassis ainsi que la défense incendie du secteur, il est apparu nécessaire de prévoir la réalisation d'un réservoir d'extrémité de 1 500 m<sup>3</sup>.

Compte tenu des contraintes altimétriques du projet, l'implantation optimum du réservoir serait située dans le site protégé des calanques et nécessite donc une intégration soignée et des mesures d'accompagnement à la demande de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, la solution retenue, consiste à enterrer totalement le réservoir.

Par délibération AGER 026-1217/09/CC du 26 mars 2009 cette opération d'investissement a été créée et par délibération AGER 003-168/11/CC du 28 mars 2011 cette opération d'investissement a été revalorisée.

Les études complémentaires de géotechniques ont mis en évidence la nécessité de stabiliser le chemin d'accès et conforter en partie la falaise. De plus, il est nécessaire de dilater environ 2 000 mètres linéaires de canalisations existantes pour limiter les pertes de charges et permettre ainsi le remplissage du réservoir à créer. Ces prestations n'étaient pas intégrées dans le chiffrage initial de l'opération.

Afin de financer cette opération, il est nécessaire d'augmenter l'opération d'investissement 2009102000

de 2 645 819,40 € HT et de porter le montant de l'opération à 3 900 000 € HT, soit 4 680 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AGER 026-1217/09/CC du 26 mars 2009 de Marseille Provence Métropole portant sur la Construction d'un réservoir d'eau potable à Port Miou à Cassis ;
- La délibération AGER 003-168/11/CC du 28 mars 2011 de Marseille Provence Métropole portant sur l'augmentation de l'autorisation de programme pour la Construction d'un réservoir d'eau potable à Port Miou à Cassis ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de revaloriser l'opération d'investissement 2009102000 portant sur la Construction d'un réservoir d'eau potable à Port Miou à Cassis ;
- Que ladite opération d'investissement doit être revalorisée.

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation d'un montant de 2 645 819 € HT d'investissement 2009102000, portant sur la Construction d'un réservoir d'eau potable à Port Miou à Cassis. L'opération d'investissement passe à 3 900 000 € HT.

### **Article 2 :**

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget Eau - sous politique F170 – nature 2315 et 2031, pour les années 2018 et 2019.

- CP 2018 : 1 000 000,00 € HT
- CP 2019 : 500 000,00 € HT
- CP 2020 : 3 000 000,00 € HT
- CP 2021 : 300 000,00 € HT

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 023-3331/17/CM**

#### **■ Budget Eau - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de Cassis MET 17/5137/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° DEA 005-1458/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil Métropolitain a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de Cassis.

Le projet initial prévoyait de :

- renouveler les conduites, vannes et équipements connexes aux filtres ;
- automatiser le process de production ;
- réhabiliter les structures génie civil.

L'avant-projet a montré que :

- la configuration des ouvrages était obsolète ;
- elle ne permettait pas, en outre, l'automatisation du process de production ;

En conséquence, il convient de remplacer les filtres existants par des ouvrages d'une conception adaptée, et notamment, d'une hauteur de filtration plus importante.

Il est donc nécessaire de revaloriser l'autorisation de programme de 450 000 € HT portant ainsi le montant à 700 000 € HT à 1 150 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 005-1458/16/CM du 15 décembre 2016, relative à l'affectation d'une autorisation de programme pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de Cassis ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

#### **Où il le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de revaloriser l'autorisation de programme 2017103000 pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de Cassis.
- Que ladite autorisation de programme doit être affectée.

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'autorisation de programme 2017103000 portant sur réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de Cassis.

L'opération d'investissement passe de 700 000 € H.T à 1 150 000 € HT.

#### **Article 2 :**

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget Eau - sous politique F150 – natures 2031, 2313 et 2315.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2018 :	320 000	€ H.T.
CP 2019 :	510 000	€ H.T.
CP 2020 :	307 500	€ H.T.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 024-3332/17/CM**

#### **■ Budget Eau - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau MET 17/4921/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° PEDD 063-747/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de Communauté a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau.

Le projet initial prévoyait :

- Une augmentation de la capacité de production du complexe de potabilisation ;
- La réhabilitation des filières de production les plus anciennes (Accelator® et Pulsator®) ;
- Adaptation et/ou mise en conformité des ouvrages annexes aux filières de traitement ;
- L'automatisation complète de la conduite et de la surveillance du process de production ;
- Le traitement des eaux de lavage des filtres avant rejet au milieu naturel.

L'étude de faisabilité a mis en évidence la nécessité de :

- Abandonner et démolir les filières de production obsolètes
- Doubler la capacité de production de la filière existante en rive gauche du canal de Marseille (Densadeg®) ;
- Traiter les eaux de lavage des filtres avant recyclage ;
- Construire un réservoir de 9 000 m3 (prévu au Schéma Directeur D'alimentation en Eau Potable) afin d'optimiser la régulation de l'usine.

En conséquence, il est nécessaire de revaloriser l'autorisation de programme de 3,3 M € HT qui passe de 10 200 000 € H.T à 13 500 000 € H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n° PEDD 063-747/15/CC du 19 février 2015, relative à l'affectation d'une autorisation de programme pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau.
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de revaloriser l'autorisation de programme 2015101000 pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau
- Que ladite autorisation de programme doit être affectée.

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la revalorisation de l'opération DEA 2015101000 portant sur la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau.

L'opération d'investissement passe de 10 200 0000 € H.T à 13 500 000 € H.T. soit une augmentation de 3,3 M€ HT.

### **Article 2 :**

Est approuvée l'affectation de la revalorisation de 3 300 000 € H.T. portant l'opération DEA 201510100 à 13 500 000 € HT.

### **Article 3 :**

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget Eau - sous politique F150 – natures 2031, 2313 et 2315.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2018 :	160 000 € H.T.
CP 2019 :	140 000 € H.T.
CP 2020 :	2 800 000 € H.T.
CP 2021 :	7 000 000 € H.T.
CP 2022 :	2 400 000 € H.T.
CP 2023 :	1 000 000 € H.T.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 025-3333/17/CM**

#### **■ Budget Eau - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement pour l'Exhaussement du Canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet - Commune d'Aubagne, Cassis et Carnoux en Provence MET 17/5274/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le souterrain du Mussuguet fait partie de la Dérivation de la Ciotat, par laquelle le Canal de Marseille approvisionne en eau brute les usines de production

d'eau potable de Cassis et la Ciotat, qui desservent les communes de Cassis, Roquefort-la-Bédoule, La Ciotat et Ceyreste.

Le souterrain a été construit entre 1880 et 1883, sur une longueur de 3400 ml, sur le territoire des communes d'Aubagne, Carnoux-en-Provence et Cassis. Il n'est pas revêtu en partie haute et sa hauteur est variable entre 1,70 m et 3,00 m, des failles et cavités élargissant localement la section. Sa partie basse est aménagée en canal (cuvelage béton) de largeur 0,65 m et de hauteur 1,10 m environ.

En termes de capacité hydraulique, le souterrain du Mussuguet constitue le tronçon limitant de la Dérivation de la Ciotat. A pleine capacité en saison estivale, le souterrain peut transiter un débit maximum de 480 l/s. Au-delà de ce débit, la section cuvelée existante déborde, entraînant des pertes d'eau dans le sous-sol faillé environnant le souterrain.

Pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable de ces communes, en utilisant pleinement la capacité de production des usines de Cassis et de La Ciotat, il est nécessaire d'augmenter la capacité hydraulique du souterrain à 600 l/s (+120 l/s).

Le projet consiste à :

- agrandir et sécuriser les 2 regards d'accès aux extrémités du souterrain,
- exhausser d'environ 0,40 m les piédroits gauche et droit du canal intérieur au souterrain, sur toute sa longueur.

Les travaux nécessitent la mise à sec préalable du souterrain (mise en chômage). C'est pourquoi, les travaux sont prévus d'être réalisés sur 2 années, sur six mois (d'octobre à mars), avec une succession de chômages de 3 jours (pour travaux) et de remises en eau de 4 à 11 jours (pour reconstituer les réserves des usines de potabilisation en aval). En période « estivale », d'avril à septembre inclus, la demande en eau est telle qu'il n'est pas possible de procéder aux chômages nécessaires aux travaux.

Par délibération DEA 008-1461/16/CM du 15 Décembre 2016, une opération d'investissement a été créée avec une autorisation de programme de 1 000 000 € HT (N°2017102500).

Au vu des résultats de l'étude d'avant-projet réalisée courant 2017, il s'avère que le montant prévisionnel des travaux doit être réévalué à la hausse, pour un montant global de 2 500 000 € HT.

Afin de financer ces travaux, il est nécessaire d'augmenter l'Autorisation de Programme de l'opération de 1 500 000 € HT et de la porter à 2 500 000 € HT, soit 3 000 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 008-1461/16/CM du 15 Décembre 2016 du Conseil de Métropole portant sur l'affectation d'autorisation de programme de l'opération N° 2017102500 pour l'exhaussement du Canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet, avec une autorisation de programme de 1 000 000 € HT.
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de revaloriser l'opération d'investissement N° 2017102500 portant sur l'exhaussement du Canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet, sur les communes d'Aubagne, Carnoux-en-Provence et Cassis ;
- Qu'il est nécessaire d'affecter la revalorisation de l'opération d'investissement 201702500 : Exhaussement du Canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet – Communes d'Aubagne, Cassis, Carnoux-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2017102500 Exhaussement du Canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet, sur les communes d'Aubagne, Carnoux-en-Provence et Cassis.

L'opération d'investissement n°2017102500 passe de 1 000 000 € HT à 2 500 000 € HT.

**Article 2 :**

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget Eau - sous politique F160 – nature 2315 et 2031.

L'échéancier prévisionnel s'établit comme suit :

CP 2017 : 50 000 € HT  
CP 2018 : 612 000 € HT  
CP 2019 : 1 225 000 € HT  
CP 2020 : 612 500 € HT

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 026-3334/17/CM**

**■ Budget Eau - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement pour le Busage du Canal de Marseille - Dérivation Camoins/Aubagne - Tronçon Fabres/Vidale MET 17/5300/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La dérivation de Camoins-Aubagne du canal de Marseille, achemine l'eau brute de la Durance sur 13,4 km, depuis le bassin de partage de la Marianne jusqu'au quartier de la Demande à Aubagne. Elle alimente ensuite les dérivations de Gémenos et la dérivation de La Ciotat.

La dérivation Camoins-Aubagne se présente sous la forme d'un canal en maçonnerie, à section quasi rectangulaire, revêtu d'un enduit. Sur le tronçon de 550 ml compris entre les souterrains des Fabres et de la Vidale, sa largeur moyenne est de 2,40m pour une hauteur de 1,40m. Son tracé cheminant à flanc de colline est très sinueux et difficilement accessible aux engins de chantier. Il présente un talus en rive droite de près de 10m de hauteur, surplombant une zone densément urbanisée en contrebas (lotissement du Clos des Cigales).

Le tronçon Fabres-Vidale de la dérivation Camoins-Aubagne est fondé sur des sols d'assise argileux, de mauvaise tenue et sensible à l'eau. De nombreux désordres sont ainsi observés sur l'ouvrage :



fissurations des piédroits et du radier. En rive gauche on observe une tendance au basculement du piédroit dans le canal et en rive droite au déversement du piédroit dans le vide.

Le tronçon Fabres-Vidale a déjà fait l'objet de travaux de réparation ponctuels (1958, 1986, 2006). Aujourd'hui il est nécessaire de réaliser des travaux de mise en sécurité définitifs sur ce tronçon, afin de mettre à l'abri les zones urbanisées denses existantes en contrebas du canal.

Les travaux consisteront en un busage du canal sur 550ml par une conduite DN1500 autoporteuse, fondée sur des pieux. Compte tenu de la topographie et de la faible portance des piédroits du canal, les solutions initialement prévues ont dû être abandonnées (plâlage provisoire en appui sur le canal). La création d'une piste pour accéder au canal ainsi qu'un accès par le collège Saint Eugène de Mazenod et l'école Louise de Marillac sont privilégiés.

Par délibération du 21 décembre 2015 une opération d'investissement a été créée en vue de sécuriser le canal de Marseille afin d'assurer la continuité de l'alimentation en eau potable de sécuriser les habitations en contrebas du canal.

Afin de réaliser les travaux, il est nécessaire d'augmenter l'opération d'investissement 2015118700 de 700 000 € HT et de la porter à 2 700 000 € HT, soit 3 240 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 010-1635/15/CC du 19 février 2015 de Marseille Provence Métropole portant sur le busage du canal de Marseille dérivation Camoins/Aubagne tronçon Fabres/Vidale ;

- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de revaloriser l'opération d'investissement 2015118700 portant sur le busage du canal de Marseille, dérivation Camoins/Aubagne tronçon Fabres/Vidale sur la commune de Marseille ;
- Que ladite opération d'investissement doit être affectée.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement 2015118700, portant sur le busage du canal de Marseille de la dérivation Camoins/Aubagne, tronçon Fabres/Vidale portant le montant total de l'opération à 2 700 000 € HT.

**Article 2 :**

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget Eau - sous politique F160 – nature 2315 et 2031.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2018	60 000 euros HT
CP 2019	500 000 euros HT
CP 2020	2 140 000 euros HT

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 027-3335/17/CM**

**■ Budget Assainissement - Approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour la réalisation d'un Schéma Directeur Métropolitain de l'Assainissement MET 17/5399/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, par l'article 42 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), modifiant l'article L.5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle rassemble les communes membres des anciens établissements publics de coopération intercommunale suivants : Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Au titre de l'alinéa 5 a du I de l'article L.5217-2 et du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Exerce d'ores et déjà la compétence « Assainissement » sur le Territoire Marseille Provence, le Territoire du Pays Salonais, le Territoire Istres-Ouest Provence le Territoire du Pays de Martigues, et le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Exercera, à compter du 1er janvier 2018, la compétence « Assainissement » sur le Territoire du Pays d'Aix (la compétence étant communale jusqu'à cette date).

A ce titre, la Métropole doit garantir, pour l'ensemble du périmètre sur lequel elle sera compétente au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la conformité des systèmes d'assainissement ainsi que la reconquête et sauvegarde des milieux naturels, dans le respect de la réglementation, tout en maîtrisant le coût du service et l'équilibre du budget annexe de l'assainissement. Le principal outil permettant d'atteindre ces objectifs est la réalisation d'un Schéma Directeur de l'Assainissement à l'échelle du territoire métropolitain.

Toutefois, il est préalablement nécessaire d'identifier et de recenser l'ensemble des problématiques et des enjeux liés à l'assainissement.

A cet effet et afin d'optimiser les coûts d'investissement, un assistant à Maîtrise d'Ouvrage sera désigné pour conduire le Schéma Directeur de l'Assainissement. Il devra réaliser un pré-cadrage afin de s'assurer d'un bon déroulement de l'étude. Il aura notamment pour missions de :

- recenser, analyser et capitaliser les données disponibles ;
- mener une expertise des données pertinentes recueillies afin de bien identifier les problèmes, les risques et les enjeux ;
- formaliser les objectifs du Schéma Directeur de l'Assainissement ;

- préciser les moyens nécessaires pour répondre aux objectifs ;
- définir le programme d'étude afin de répondre aux besoins et aux différentes exigences de la collectivité ;
- rédiger le cahier des charges pour l'élaboration d'un Schéma Directeur directif et précis.

Par la suite, le Schéma Directeur de l'Assainissement aura pour objectif de :

- évaluer le fonctionnement des différents systèmes d'assainissement des eaux usées de la Collectivité afin d'en recenser les anomalies, de quantifier la pollution rejetée ainsi que l'impact sur les milieux récepteurs ;
- analyser les enjeux, les problématiques et les risques ;
- redéfinir les orientations fondamentales des aménagements à court, moyen et long termes tout en visant une gestion patrimoniale des systèmes d'assainissement ;
- prendre en compte les évolutions du périmètre de la Métropole et d'envisager la mutualisation d'infrastructures existantes ;
- répondre aux évolutions réglementaires.

La mise en œuvre du Schéma Directeur de l'Assainissement par la réalisation des travaux prévus au programme pourrait permettre d'atteindre le potentiel maximal de prime versé par l'Agence de l'Eau sur le territoire métropolitain, représentant actuellement 15,3 millions d'euros.

Le Schéma Directeur de l'Assainissement devra être :

- Un outil de programmation et de gestion pour la collectivité lui permettant d'avoir une vision globale des besoins et des solutions envisageables à l'échelle métropolitaine afin de garantir la continuité et la pérennité des services de l'assainissement ;
- Un outil préalable indispensable à la réalisation de travaux structurants et au développement économique et urbain (la cohérence avec les documents d'urbanisme en cours ou projetés devant être assurée) ;
- Un outil adaptable en fonction de l'évolution de la situation et des choix stratégiques de la collectivité.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 5 000 000,00 €HT. La dépense initiale sera faite sur la section d'investissement du Budget Annexe Assainissement du Territoire Marseille-Provence. La participation des autres Territoires, sous forme de remboursement, sera faite selon la clef de répartition proportionnelle à la population de chacun d'eux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information des Conseils de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire que la Métropole se dote d'un Schéma Directeur Métropolitain de l'Assainissement ;
- Qu'il est nécessaire d'engager dans les meilleurs délais les études et investigations relatives d'élaboration de ce schéma directeur ;
- Qu'il convient de créer une autorisation de programme spécifique pour cette opération.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la création de l'autorisation de programme pour la réalisation des études et investigations nécessaires à l'élaboration d'un Schéma Directeur Métropolitain de l'Assainissement, d'un montant de 5 millions d'euros HT.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Assainissement du Territoire Marseille-Provence - sous politiques F130 – nature 2031 et 2315.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 700 000 €HT ;  
CP 2019 : 1 300 000 €HT ;

CP 2020 : 1 000 000 €HT ;  
CP 2021 : 1 000 000 €HT ;  
CP 2022 : 1 000 000 €HT ;

La participation des autres Territoires se fera, par remboursement, selon la clef de répartition proportionnelle à la population de chacun d'eux.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 028-3336/17/CM**

**■ Budget Assainissement - Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la Desserte sanitaire de l'avenue des Peintres Roux - RD4 à Marseille 12ème arrondissement  
MET 17/5066/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération AGER 003-137/13/CC du 15 février 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la réalisation de la desserte sanitaire de l'avenue des peintres Roux – RD4 à Marseille 13012 dont l'autorisation de programme est de 1 000 000 euros TTC (soit 836 120 euros HT).

L'avenue des Peintres Roux est une voie départementale formant un thalweg. Afin d'assainir l'ensemble des propriétés situées dans le bassin versant compris entre le rond-point Gérard Toulon et le carrefour des 3 Lucs, il est nécessaire d'implanter une canalisation sanitaire de chaque côté de cette voie départementale afin de raccorder les propriétés riveraines et en particulier la traverse du Roi de Pique et certaines habitations de la traverse du Grand Valla. Ces travaux sont intégrés dans le projet de réaménagement de la RD4 établi par la Direction des Routes du Conseil Départemental et financés par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention.

L'aménagement de la Route Départementale 4 par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône est programmé en 2018.

Il est donc nécessaire d'affecter l'autorisation de programme de la desserte sanitaire de l'avenue des Peintres Roux – RD4 à Marseille 13012 d'un montant

de 836 120 euros HT anciennement identifiée sous le numéro 2012/000109.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de poursuivre la desserte sanitaire du quartier des Trois Lucs à Marseille et notamment le raccordement de la Traverse du roi de Pique ;
- Que l'autorisation de programme de cette nouvelle opération doit être affectée.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'opération d'investissement de programme relative à la desserte sanitaire de l'avenue des Peintres Roux – RD4 à Marseille 13012.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'Assainissement - sous politique F110 – natures 2031 et 2315, selon l'échéancier prévisionnel :

CP 2018 : 50 000 €HT  
CP 2019 : 786 120 €HT

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 029-3337/17/CM**

**■ Budget Assainissement - Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à la dilatation du réseau d'eaux usées avenue du 8 mai 1945 à Marignane  
MET 17/5065/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération PEDD 011-1636/15/CC du 21 décembre 2015, le Conseil de Communauté a approuvé la réalisation de la Dilatation du réseau d'eaux usées de l'avenue du 8 mai 1945 à Marignane et a affecté une autorisation de programme de 600 000 €HT à cette opération (n°2015114200).

A l'issue des études d'avant-projet, l'opération s'avère plus onéreuse que prévue. En effet, les travaux nécessiteront de déposer une conduite amiantée pour un remplacement place pour place avec le pompage des effluents pendant toutes la durée du chantier prévu sur 6 mois.

La prise en compte de ces prestations dans le programme de travaux rend nécessaire l'ajustement financier de l'opération.

Il convient que les crédits nécessaires soient revalorisés sur l'autorisation de programme de l'opération 2015114200 « Dilatation du réseau d'eaux usées de l'avenue du 8 mai 1945 à Marignane ». Il s'agit par conséquent de revaloriser son montant de 200 000€HT, portant ainsi le coût de l'opération à 800 000€HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 011-1636/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'autorisation de programme pour la réalisation de la dilatation du réseau d'eaux usées de l'avenue du 8 mai 1945 à Marignane ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de résoudre les problèmes de rejet des eaux usées de l'avenue du 8 mai 1945 à Marignane dans le milieu naturel, au niveau du Pont du ruisseau de la Cadière,
- Que l'autorisation de programme de cette nouvelle opération doit être revalorisée après constat de la présence de canalisation en amiante.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la revalorisation de l'opération d'investissement portant sur la dilatation du réseau d'eaux usées de l'avenue du 8 mai 1945 à Marignane.

- AP initiale : 600 000€HT
- Augmentation d'AP : 200 000€HT
- AP globale : 800 000,00€HT soit 960 000€TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'Assainissement - sous politique F110 – natures 2031 et 2315, opération 2015114200 selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- Crédits de paiement déjà engagés : 90 000 € HT
- CP 2018 : 10 000€HT
- CP 2019 : 700 000€HT

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 030-3338/17/CM**

**■ Budget Assainissement - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour l'agrandissement de la station d'épuration des Entrages à Salon de Provence  
MET 17/5745/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération a pour but d'agrandir la station d'épuration des Entrages située à Salon de Provence.

La Station d'Épuration de Salon de Provence (65 000 EH) est une usine mutualisée qui traite les effluents de la Commune mais également ceux de Pélissanne, Aurons et La Barben.

Pour tenir compte des opérations d'urbanisation prévues par les différents PLU des communes, il y lieu d'accroître la capacité de traitement de cet équipement.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 11 - Assainissement spécifique à cette opération pour un montant de 9 116 000 euros H.T. sur cinq ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 9 116 000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2018301104 sur le Budget Annexe Assainissement pour un montant de 9 116 000 euros H.T. pour procéder à l'agrandissement de la station d'épuration des Entrages située à Salon de Provence rattachée au programme 11 Assainissement Code AP 183110AS.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal. L'échéancier prévisionnel des crédits de s'établit comme suit :

CP 2018: 1 500 euros H.T.  
 CP 2019: 113 000 euros H.T.  
 CP 2020 : 2 501 500 euros H.T.  
 CP 2021 : 4 500 000 euros H.T.  
 CP 2022 : 2 000 000 euros H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 031-3339/17/CM**

**■ Budget Assainissement - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour la réhabilitation de la station d'épuration située à Berre l'Etang  
 MET 17/5743/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération a pour but de réhabiliter la station d'épuration située à Berre l'Etang.

Les travaux devront réhabiliter des ouvrages d'assainissement et des installations de la station

d'épuration qui présentent des signes importants de dégradation par l'H2S.

Cette opération permettra de fiabiliser le traitement des effluents, de réduire le risque de pannes ou de casses mais également de rester en conformité au regard des normes environnementales et de la sécurité des installations d'assainissement des eaux usées.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 11 - Assainissement spécifique à cette opération pour un montant de 801 500 euros H.T. sur deux ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 801 500 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2018301106 sur le Budget Annexe Assainissement pour un montant de 801 500 euros H.T. pour procéder à la réhabilitation de la

station d'épuration située à Berre l'Etang, rattachée au programme 11 Assainissement Code 183110AS.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal. L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2018: 201 500 euros H.T.  
CP 2019: 600 000 euros H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 032-3340/17/CM**

### **■ Budget Assainissement - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour l'amélioration du fonctionnement de la station d'épuration à Charleval MET 17/5744/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération a pour but d'améliorer le fonctionnement de la station d'épuration située à Charleval.

La lagune de Charleval, mise en service en 1992, présente des signes de vieillissement et de saturation, ainsi que des problèmes de conformité du rejet depuis plusieurs années.

L'opération consiste à mener des études globales d'amélioration du système d'assainissement, afin que celui-ci atteigne les performances épuratoires requises par la réglementation.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 11 - Assainissement spécifique à cette opération pour un montant de 1 073 500 euros H.T. sur cinq ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 073 500 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

## **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2018301105 sur le Budget Annexe Assainissement pour un montant de 1 073 500 euros H.T. pour procéder à l'amélioration de la station d'épuration située à Charleval rattachée au programme 11 Assainissement Code AP 183110AS.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal. L'échéancier prévisionnel des Crédits de s'établit comme suit :

CP 2018: 22 000 euros H.T.  
CP 2019: 21 500 euros H.T.  
CP 2020: 500 000 euros H.T.  
CP 2021: 500 000 euros H.T.  
CP 2022: 30 000 euros H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 033-3341/17/CM**

### **■ Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement destinée aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence MET 17/5537/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence gère et exploite directement les réseaux pluviaux sur l'ensemble des communes membres du territoire Marseille Provence, hors Marseille. Sur cette dernière commune, ces prestations sont incluses dans le contrat de délégation du service public de

l'assainissement, dont le SERAMM est le titulaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

L'exercice de la compétence pluviale inclut la réalisation de travaux d'interventions urgentes pour le maintien en bon état des émergences en fonte, nécessaires au bon fonctionnement hydraulique des ouvrages :

- Remplacement ou rescelllement et mise à la côte d'ensembles cadres-tampons de regards de visite ;
- Remplacement ou rescelllement et mise à la côte d'avaloirs, de grilles...

La principale difficulté est d'estimer, en début d'année et pour chaque commune, le nombre et l'importance des interventions urgentes qui seront à réaliser sur les équipements du réseau sur l'ensemble des communes du Conseil de Territoire Marseille Provence (hormis la commune de Marseille).

Cette opération permettra de répondre aux urgences et sollicitations diverses, notamment celles liées à la sécurité du public par rapport à des équipements qui s'avèreraient défectueux.

En outre, ladite opération permettra aussi une plus grande réactivité pour la réalisation de ces travaux sur les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons.

Le montant prévisionnel de cette opération est estimé à 450 000 € TTC.

Il est donc proposé d'inscrire une nouvelle autorisation de programme d'investissement d'un montant total de 450 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de prendre en charge les travaux pluviaux urgents sur les communes du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Que ladite opération doit être créée et affectée.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement pour un montant de 450 000 € TTC ainsi que le positionnement des crédits de paiement correspondants.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2018 et suivants de l'Etat Spécial de Territoire : Budget Principal: Nature 2315 – Sous-Politique F180 et sont échancés de la manière suivante :

- CP 2018 : 150 000 € TTC
- CP 2019 : 150 000 € TTC
- CP 2020 : 150 000 € TTC

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 034-3342/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°5 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Centre relatif à la mise en cohérence de la filière d'élimination des boues de Marseille, à l'adaptation et à la clarification de divers engagements du délégataire**

**MET 17/5587/CM**



Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public, la Métropole a confié la gestion de son service assainissement pour la zone Centre à SERAMM.

En vertu de l'article 33.2 du contrat initial, les boues séchées issues de l'usine de Marseille sont traitées par l'incinérateur communautaire d'Evere, délégataire de la Métropole pour l'exploitation du site de Fos sur Mer. Un sinistre a cependant touché le four d'Evere et compte tenu des difficultés de reprise de son exploitation, cette filière unique s'est révélée fragile et inopérante, au point de ne plus être utilisée que de façon marginale depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Alors qu'un schéma alternatif se mettait progressivement en place, la casse du sécheur n°1 en août 2016, qui a entraîné l'arrêt complet de l'atelier de séchage de l'usine des boues de Marseille, a entraîné l'ajournement de la valorisation thermique des boues. Cet incident, dont les conséquences font par ailleurs l'objet d'un référé expertise en cours, a conduit le délégataire à se tourner vers des sites de compostage pour une valorisation agricole.

Des scénarios sont à l'étude afin de déterminer les filières d'élimination des boues les plus adaptées, dans une vision à la fois territoriale et métropolitaine.

Dans l'attente des résultats d'études et du référé expertise en cours, il est nécessaire de contractualiser la filière de compostage mise en place par SERAMM et d'en préciser les conséquences financières.

Dans ce cadre, il est proposé de faire évoluer la rémunération du délégataire et la composition des formules d'indexation en vertu de l'article 89 « Principes d'évolution » du contrat de délégation, eu égard aux modifications substantielles de la filière d'élimination des boues.

Le surcoût de la filière en place s'établit à environ 1 600 000 €HT, incluant une économie de 285 000 € par an découlant de l'arrêt du séchage. Ce surcoût s'explique essentiellement par l'accroissement considérable du tonnage de boues en sortie de l'usine, les boues n'étant plus séchées.

La nouvelle formule d'indexation a une incidence sur le prix de l'eau de l'ordre de 2,7 centimes d'euro par mètre cube d'eau, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2018, date à laquelle le sinistre ne sera plus pris en charge par les assurances du délégataire, en application des limites de garantie afférentes aux frais supplémentaires d'exploitation.

Au terme du litige sur l'atelier de séchage, les parties procéderont conjointement à un réexamen de l'économie du contrat, en tenant compte des responsabilités établies dans la cause du litige.

D'autres modifications, sans incidence financière, sont apportées au contrat en vue d'adaptation et de clarification d'engagements du délégataire :

- Modification du bordereau de prix unitaires (annexe 2.4.1 BPU du contrat de délégation) en vue de la clarification des modalités d'établissement des devis de branchement
- Evolution d'indicateurs :
  - o Indicateurs de traitement des effluents en vue de la clarification du lien entre performance et sanction afférente
  - o Fourniture d'un rapport d'analyse fixant la composition, les méthodes et les objectifs d'un nouvel indicateur « tonnage de sables extraits » et d'un rapport d'étude de faisabilité de la valorisation des sables
  - o Evolution corrélative des indicateurs d'inspection télévisée et d'inspection vidéopériscopique
  - o Indicateur d'émissions de gaz à effet de serre (GES) : adaptation de la fréquence du suivi de cet indicateur au bilan carbone de la Métropole
  - o Indicateurs d'enquêtes de conformité IP15.2 : précision sur le contenu des enquêtes.
- Retrait de l'article 10 de l'avenant 3 relatif à l'instauration d'une obligation de contrôle de conformité du branchement en cas de cession immobilière.
- Modalités de modification des rapports d'activité mensuelle et trimestrielle
- Précision sur la prise en charge du renseignement de la base de données de l'Agence Française de la Biodiversité
- Renforcement des instances de gouvernance
- Précisions relatives aux modalités de révision tarifaire et de reversement produits (nombre de décimales, dates d'information, délai de procédure, propriétaires non occupants)
- Clarification sur le déclenchement des sanctions de retard sur mise en demeure
- Suppression de l'allongement du délai de détournement avant pénalité la nuit ou le weekend, pendant l'été
- Prise en charge par le délégataire des outils de monitoring météo et d'alertes METEO
- Correction de diverses coquilles.

L'avenant proposé a pour objet de :

- Mettre en cohérence la filière d'élimination des boues de Marseille et les conditions de rémunération du délégataire,
- Adapter et clarifier les engagements précités du délégataire.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, il est nécessaire d'approuver le projet d'avenant n°5 au contrat de délégation.

L'ensemble de ces modifications ne bouleverse pas l'économie du contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Centre, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 001-419/141/CC et n° PEDD 009-25/09/15/CC du 9 octobre 2014, la délibération n° PEDD 013/569/CC du 19 décembre 2014, la délibération n° PEDD 009-1296/15/CC du 25 septembre 2015 et la délibération N° DEA 003-2406/17/CM du 13 juillet 2017, approuvant les avenants n°1, 2, 3 et 4 audit contrat ;
- Le contrat n° 13/219 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Centre et ses avenants ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017 ;
- L'avis de la Commission de délégation de Service Public.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- D'une part, la nécessité d'adapter le contrat de délégation de service public n°13/219, à la réalité de la filière d'élimination des boues ;
- Et d'autre part la nécessité d'adapter et de clarifier un certain nombre d'engagements du délégataire ;
- Que ces dispositions proposées nécessitent un avenant au contrat de délégation,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°5 ci-annexé au contrat n°13/219 de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Centre.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les recettes seront constatées au budget annexe Assainissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 035-3343/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°6 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public d'assainissement Zone Centre, relatif à la modification du règlement de service MET 17/5611/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin d'améliorer la gestion et le contrôle des conventions spéciales de déversement ainsi que le service à l'usager, il apparaît nécessaire de modifier le règlement de service de l'assainissement collectif sur le territoire Marseille Provence, sur les sujets suivants :

- Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques,
- Introduction d'un coefficient de pollution « plancher » égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté,
- Ajout de sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement non domestique au titre de la convention de déversement,

- Ajout en annexe au règlement de service d'une convention et d'un arrêté types de déversement,
  - Nouvelles dispositions relatives aux obligations de séparativité des branchements
  - Nouvelle disposition pour les raccordables.
- 1) Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques :

Le Conseil de Communauté réuni le 25 septembre 2015 a approuvé l'avenant n°3 au contrat de Délégation de Service Public de l'assainissement de la zone Centre.

Cet avenant stipule notamment :

« A compter de la date de délibération de MPM, pour toutes les nouvelles conventions spéciales de déversement et pour toutes les conventions renouvelées, le montant de la redevance se fera sans application d'un coefficient de dégressivité sur la part collectivité et sur la part « collecte et transport » du délégataire, tel que défini dans l'annexe 2 dudit avenant.

Pour les établissements déjà conventionnés (liste en annexe 3 dudit avenant), les conventions seront renouvelées à leur date d'échéance en appliquant ce nouveau mode de calcul de la redevance. Toutefois, afin de lisser l'effet de cette évolution du tarif, il est convenu que l'augmentation spécifiquement liée à l'abandon du coefficient de dégressivité des montants de la part collectivité et de la part « collecte et transport » du délégataire des redevances perçues, sera affectée d'un coefficient d'abattement annuel et d'une durée de lissage fixés dans la convention renouvelée, à compter de l'année d'entrée en vigueur de ladite convention. »

La suppression de ce coefficient est justifiée par le principe de l'égalité des usagers et une incitation à réduire les volumes d'eaux consommées, pour une épuration facilitée et pour la préservation de la ressource. Plusieurs collectivités ont déjà engagé la suppression progressive de ce coefficient.

Conformément à l'avenant n° 3 zone Centre, le chiffre d'affaire supplémentaire résultant de l'abandon de la dégressivité des volumes sur la part « collecte et transport » du délégataire, sera intégralement réinvesti dans des actions de lutte contre les pollutions non domestiques, dont le recrutement par le délégataire d'un technicien « rejets non domestiques », conformément au contrat de baie.

Cette nouvelle disposition génère une recette supplémentaire dont l'incidence financière a été présentée en Commission DSP dans le cadre de l'avenant n° 3.

Les montants s'élèvent à 250 000 € par an pour le délégataire et 106 000 € par an pour la Métropole.

- 2) Introduction d'un coefficient de pollution « plancher » égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté :

Il est proposé d'ajouter une disposition concernant les modalités de calcul du coefficient de pollution dans la formule de la redevance part délégataire. Le coefficient de pollution tient compte de la composition des effluents, de leur degré de pollution et de l'impact de ce dernier sur le service d'assainissement. La disposition proposée consiste à introduire un coefficient plancher égal à 1 pour les établissements ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté.

- 3) Ajout de sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement non domestique au titre de la convention de déversement :

Il est proposé d'ajouter des sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement au titre de la convention de déversement. Ces engagements visent la transmission de documents et le droit de contrôle du service, la réalisation des travaux de mise en conformité, les signalements de désordres ou de déversements non autorisés.

- 4) Ajout en annexe au règlement de service d'une convention et d'un arrêté types de déversement :

Il est proposé d'annexer au nouveau règlement de service une convention type de déversement et un arrêté type pour les établissements concernés, regroupant l'ensemble des dispositions précédentes.

- 5) Séparativité des eaux usées et des eaux pluviales en cas de réseau unitaire :

Les annexes 1 et 2 du règlement de service stipulent que les eaux usées et eaux pluviales doivent faire l'objet de branchements totalement indépendants, depuis la construction jusqu'au collecteur public, en cas de réseau public unitaire.

Par son caractère très général, cette obligation ne présente pas d'intérêt dans la plupart des cas de constructions desservies par un réseau unitaire. La priorité du service vise davantage la conformité des branchements raccordés au réseau public séparatif.

Il est proposé de ne réserver cette obligation qu'aux trois cas suivants :

- Constructions neuves
- Constructions existantes nouvellement desservies par un réseau unitaire devenu séparatif,
- Constructions présentant un risque sanitaire du fait de l'absence de branchements d'eaux usées et d'eau pluviales indépendants.

6) Nouvelle disposition pour les raccordables :

Il convient d'octroyer un délai de deux ans aux habitations susceptibles de devenir raccordables en raison d'une précédente évolution du règlement de service sur la notion d'habitation « difficilement raccordable ». Ce délai courra à réception par le propriétaire d'un courrier l'informant de ces modalités.

L'ensemble de ces propositions rend nécessaire la modification du règlement de service. Cette modification doit se faire par voie d'avenant au contrat de délégation du service public de l'assainissement zone CENTRE.

La présente délibération a pour objet d'approuver par voie d'avenant au contrat de délégation de service public, la modification du règlement de service de l'assainissement collectif.

Ces dispositions ne bouleversent pas l'économie du contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Centre, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 001-419/141/CC, PEDD 009-25/09/15/CC du 9 octobre 2014, la délibération n° PEDD 013-569/14/CC du 19 décembre 2014, la délibération n° PEDD 009-1296/15/CC du 25 septembre 2015 et la délibération n° DEA 003-2406/17/CM du 13 juillet 2017, approuvant les avenants n° 1, 2, 3 et 4 audit contrat ;

- Le contrat n° 13/219 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Centre et ses avenants ;
- Le règlement de service l'assainissement collectif en vigueur ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Public Locaux sur le règlement de service de l'assainissement collectif ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017 ;
- L'information de la Commission de Délégation de Service Public.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'une modification du règlement de service de l'assainissement collectif est nécessaire pour :
  - a. Apporter une amélioration du contrôle des conventions spéciales de déversement par les établissements industriels concernés,
  - b. Préciser la gestion des priorités du service concernant la mise en conformité des branchements,
  - c. Créer une nouvelle disposition pour les usagers susceptibles de devenir raccordables.
- Que cette modification nécessite un avenant au contrat de délégation.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 6 ci-annexé au contrat de délégation de service public n° 13/219 conclu avec le SERAMM.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toute disposition y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 036-3344/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif de la zone Ouest relatif à l'adaptation et à la clarification de divers engagements du délégataire  
MET 17/5593/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public, la Métropole a confié la gestion de son service assainissement pour la zone Ouest au Service d'Assainissement Ouest Métropole (SAOM).

Le retour d'expérience des exercices passés a montré la nécessité de procéder à un certain nombre de clarifications et d'adaptations du contrat de délégation.

1) Précisions et clarifications nécessaires portent sur les aspects suivants :

- Conditions d'élaboration, de transmission et de gestion de la version consolidée du contrat
- Limite de la prestation et les responsabilités du délégataire concernant l'entretien des branchements
- Règles sur les prestations de renouvellement des cadres, tampons et regards selon le type de prestation
- Répartition des catégories de prestations entre délégataire et délégant
- Modalités de révision et de reversement des recettes
- Conditions d'accès aux données natives servant notamment au calcul des indicateurs de performance
- Transmission du fichier des abonnés

2) Adaptations nécessaires portent sur les aspects suivants :

- Procédure d'agrément des sous-traitants du délégataire
- Prestations mutualisées avec la SEM et la SEMM, délégataire de l'eau
- Obligation de mise en concurrence
- Procédure d'agrément des prestations accessoires
- Données techniques nécessaires à la gestion du foncier et les modalités de transmission de ces données
- Critères et objectifs d'insertion sociale
- Responsabilité du délégataire sur la continuité de l'écoulement sur les travaux réalisés par la Métropole
- Horaires de l'accueil physique
- Nouveaux engagements en adéquation avec OSIS
- Mode de comptage des branchements renouvelés
- Indicateurs et sanctions

- Ajout d'un prix au bordereau des prix
- Modalités de reversement de la PAC
- Fusion des comptes de renouvellement « collecte » et « transport-traitement »
- Modalités d'évolution du contenu et de la transmission des rapports d'activité
- Renforcement de la gouvernance
- Evolution des projets de développement durable.

3) Correction d'erreurs matérielles

L'ensemble de ces modifications ne bouleverse pas l'économie du contrat.

L'avenant proposé a pour objet de contractualiser ces précisions, clarifications et adaptations.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, il est nécessaire d'approuver le projet d'avenant n°3 au contrat de délégation susmentionné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 003-609/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Ouest, le contrat de délégation et ses annexes ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

- Les délibérations n° PEDD 003-421/14/CC du 9 octobre 2014, et la délibération n° PEDD 012-568/14/CC du 19 décembre 2014, approuvant les avenants n°1 et 2 audit contrat ;
- Le contrat n° 13/220 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Ouest et ses avenants ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017 ;
- L'information de la Commission de délégation de Service Public du 7 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité d'adapter et de clarifier un certain nombre d'engagements du délégataire titulaire du contrat de délégation de service public n°13/220,
- Que ces dispositions proposées nécessitent un avenant au contrat de délégation.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé au contrat n°13/220 de délégation de service public de l'assainissement collectif de la zone Ouest.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 037-3345/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation de Service Public pour l'exploitation du service public d'assainissement Zone Ouest, relatif à la modification du règlement de service MET 17/5614/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public, la Métropole a confié la gestion de son service assainissement pour la zone Ouest à Service d'Assainissement Ouest Métropole.

Afin d'améliorer la gestion et le contrôle des conventions spéciales de déversement ainsi que le service à l'utilisateur, il apparaît nécessaire de modifier le règlement de service de l'assainissement collectif sur le territoire Marseille Provence, sur les sujets suivants :

- Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques,
- Introduction d'un coefficient de pollution plancher égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté,
- Ajout de sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement non domestique au titre de la convention de déversement,
- Ajout en annexe au règlement de service d'une convention et d'un arrêté types de déversement,
- Nouvelles dispositions relatives aux obligations de séparativité des branchements
- Nouvelle disposition pour les raccordables.

- 1) Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques :

La suppression de ce coefficient est justifiée par le principe de l'égalité des usagers et une incitation à réduire les volumes d'eaux consommées, pour une épuration facilitée et pour la préservation de la ressource. Plusieurs collectivités ont déjà engagé la suppression progressive de ce coefficient.

- 2) Introduction d'un coefficient de pollution plancher égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté :

Il est proposé d'ajouter une disposition concernant les modalités de calcul du coefficient de pollution dans la formule de la redevance part délégataire. Le coefficient de pollution tient compte de la composition des effluents, de leur degré de pollution et de l'impact de ce dernier sur le service d'assainissement. La disposition proposée consiste à introduire un coefficient plancher égal à 1 pour les établissements ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté.

- 3) Ajout de sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement non domestique au titre de la convention de déversement :

Il est proposé d'ajouter des sanctions en cas de non-respect des engagements pris par l'établissement au titre de la convention de

déversement. Ces engagements visent la transmission de documents et le droit de contrôle du service, la réalisation des travaux de mise en conformité, les signalements de désordres ou de déversements non autorisés.

- 4) Ajout en annexe au règlement de service d'une convention et d'un arrêté types de déversement :

Il est proposé d'annexer au nouveau règlement de service une convention type de déversement et un arrêté type pour les établissements concernés, regroupant l'ensemble des dispositions précédentes.

- 5) Séparativité des eaux usées et des eaux pluviales en cas de réseau unitaire :

Les annexes 1 et 2 du règlement de service stipulent que les eaux usées et eaux pluviales doivent faire l'objet de branchements totalement indépendants, depuis la construction jusqu'au collecteur public, en cas de réseau public unitaire.

Par son caractère très général, cette obligation ne présente pas d'intérêt dans la plupart des cas de constructions desservies par un réseau unitaire. La priorité du service vise davantage la conformité des branchements raccordés au réseau public séparatif.

Il est proposé de ne réserver cette obligation qu'aux trois cas suivants :

- Constructions neuves
  - Constructions existantes nouvellement desservies par un réseau unitaire devenu séparatif,
  - Constructions présentant un risque sanitaire du fait de l'absence de branchements d'eaux usées et d'eau pluviales indépendants.
- 6) Nouvelle disposition pour les raccordables :  
Il convient d'octroyer un délai de deux ans aux habitations susceptibles de devenir raccordables en raison d'une précédente évolution du règlement de service sur la notion d'habitation « difficilement raccordable ». Ce délai courra à réception par le propriétaire d'un courrier l'informant de ces modalités.

L'ensemble de ces propositions rend nécessaire la modification du règlement de service. Cette modification doit se faire par voie d'avenant au contrat de délégation du service public de l'assainissement.

Elle concernera également le périmètre des actuelles régies.

La présente délibération a pour objet d'approuver par voie d'avenant au contrat de délégation de service public, la modification du règlement de service de l'assainissement collectif.

L'ensemble de ces modifications ne bouleverse pas l'économie du contrat

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 003-609/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Ouest, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 003-421/14/CC du 9 octobre 2014, et la délibération n° PEDD 012-568/14/CC du 19 décembre 2014, approuvant les avenants n°1 et 2 audit contrat ;
- Le contrat n°13/220 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Ouest et ses avenants ;
- Le règlement de service l'assainissement collectif ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Public Locaux sur le règlement de service de l'assainissement collectif ;
- L'information de la Commission de Délégation de Service Public du 7 décembre 2017 ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'une modification du règlement de service de l'assainissement collectif est nécessaire pour :
  - a. Apporter une amélioration du contrôle des conventions spéciales de déversement par les établissements industriels concernés,
  - b. Préciser la gestion des priorités du service concernant la mise en conformité des branchements,
  - c. Créer une nouvelle disposition pour les usagers susceptibles de devenir raccordables.
- Que cette modification nécessite un avenant au contrat de délégation.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 4 ci-annexé au contrat n° 13/220 de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Ouest.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 038-3346/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif de la zone Est relatif à l'adaptation et à la clarification de divers engagements du délégataire MET 17/5595/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public, la Métropole a confié la gestion de son service assainissement pour la zone Est au Service d'Assainissement Est Métropole (SAEM).

Le retour d'expérience des exercices passés a montré la nécessité de procéder à un certain nombre de clarifications et d'adaptations du contrat de délégation.

1) Précisions et clarifications nécessaires portent sur les aspects suivants :

- Conditions d'élaboration, de transmission et de gestion de la version consolidée du contrat
- Limite de la prestation et les responsabilités du délégataire concernant l'entretien des branchements
- Règles sur les prestations de renouvellement des cadres, tampons et regards selon le type de prestation
- Répartition des catégories de prestations entre délégataire et délégant
- Modalités de révision et de reversement des recettes
- Conditions d'accès aux données natives servant notamment au calcul des indicateurs de performance
- Transmission du fichier des abonnés

2) Adaptations nécessaires portent sur les aspects suivants :

- Procédure d'agrément des sous-traitants du délégataire
- Prestations mutualisées avec la SEM et la SEMM, délégataire de l'eau
- Obligation de mise en concurrence
- Procédure d'agrément des prestations accessoires
- Données techniques nécessaires à la gestion du foncier et les modalités de transmission de ces données
- Critères et objectifs d'insertion sociale
- Responsabilité du délégataire sur la continuité de l'écoulement sur les travaux réalisés par la Métropole
- Horaires de l'accueil physique
- Nouveaux engagements en adéquation avec OSIS
- Mode de comptage des branchements renouvelés
- Indicateurs et sanctions
- Ajout d'un prix au bordereau des prix
- Modalités de reversement de la PAC pour les raccordables avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- Fusion des comptes de renouvellement « collecte » et « transport-traitement »
- Modalités d'évolution du contenu et de la transmission des rapports d'activité
- Renforcement de la gouvernance
- Evolution des projets de développement durable
- Programme de travaux neufs.

3) Correction d'erreurs matérielles :

L'ensemble de ces modifications ne bouleverse pas l'économie du contrat.

L'avenant proposé a pour objet de contractualiser ces précisions, clarifications et adaptations.



Afin de permettre la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, il est nécessaire d'approuver l'avenant n° 3 au contrat de délégation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 004-610/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Est, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 002-420/14/CC du 9 octobre 2014 et la délibération n° PEDD 011-567/14/CC du 19 décembre 2014, approuvant les avenants n°1 et 2 audit contrat ;
- Le contrat n° 13/221 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Est et ses avenants ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017 ;
- L'information de la Commission de Délégation de Service public du 7 décembre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité d'adapter et de clarifier un certain nombre d'engagements du

délégataire titulaire du contrat de délégation de service public n°13/221,

- Que ces dispositions proposées nécessitent un avenant au contrat de délégation susvisé.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 3 ci-annexé au contrat n° 13/221 de délégation de service public de l'assainissement collectif de la zone Est.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 039-3347/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation de Service Public pour l'exploitation du service public d'assainissement Zone Est, relatif à la modification du règlement de service MET 17/5613/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 31 octobre 2013 (AGER 004-610/13/CC), la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole a approuvé le choix de la Société d'assainissement Est Métropole en qualité de délégataire en service public pour l'exploitation du service public d'assainissement de la zone Est.

Afin d'améliorer la gestion et le contrôle des conventions spéciales de déversement ainsi que le service à l'utilisateur, il apparaît nécessaire de modifier le règlement de service de l'assainissement collectif sur le territoire Marseille Provence, sur les sujets suivants :

- Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques,
- Introduction d'un coefficient de pollution plancher égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté,
- Ajout de sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement non domestique au titre de la convention de déversement,
- Ajout en annexe au règlement de service d'une convention et d'un arrêté types de déversement,

- Nouvelles dispositions relatives aux obligations de séparativité des branchements,
- Nouvelle disposition pour les raccordables.

- 7) Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques :

La suppression de ce coefficient est justifiée par le principe de l'égalité des usagers et une incitation à réduire les volumes d'eaux consommées, pour une épuration facilitée et pour la préservation de la ressource. Plusieurs collectivités ont déjà engagé la suppression progressive de ce coefficient.

- 8) Introduction d'un coefficient de pollution plancher égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté :

Il est proposé d'ajouter une disposition concernant les modalités de calcul du coefficient de pollution dans la formule de la redevance part délégataire. Le coefficient de pollution tient compte de la composition des effluents, de leur degré de pollution et de l'impact de ce dernier sur le service d'assainissement. La disposition proposée consiste à introduire un coefficient plancher égal à 1 pour les établissements ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté.

- 9) Ajout de sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement non domestique au titre de la convention de déversement :

Il est proposé d'ajouter des sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement au titre de la convention de déversement. Ces engagements visent la transmission de documents et le droit de contrôle du service, la réalisation des travaux de mise en conformité, les signalements de désordres ou de déversements non autorisés. Les pénalités encourues par le fait de ces infractions seront réparties en montant entre le délégataire (75%) et la Métropole (25%) au prorata arrondi de leurs parts respectives de redevance.

- 10) Ajout en annexe au règlement de service d'une convention et d'un arrêté types de déversement :

Il est proposé d'annexer au nouveau règlement de service une convention type de déversement et un arrêté type pour les établissements concernés, regroupant l'ensemble des dispositions précédentes.

- 11) Séparativité des eaux usées et des eaux pluviales en cas de réseau unitaire :

Les annexes 1 et 2 du règlement de service stipulent que les eaux usées et eaux pluviales doivent faire l'objet de branchements totalement indépendants, depuis la construction jusqu'au collecteur public, en cas de réseau public unitaire. Par son caractère très général, cette obligation ne présente pas d'intérêt dans la plupart des cas de constructions desservies par un réseau unitaire. La priorité du service vise davantage la conformité des branchements raccordés au réseau public séparatif.

Il est proposé de ne réserver cette obligation qu'aux trois cas suivants :

- Constructions neuves
- Constructions existantes nouvellement desservies par un réseau unitaire devenu séparatif,
- Constructions présentant un risque sanitaire du fait de l'absence de branchements d'eaux usées et d'eau pluviales indépendants.

- 12) Nouvelle disposition pour les raccordables :

Il convient d'octroyer un délai de deux ans aux habitations susceptibles de devenir raccordables en raison d'une précédente évolution du règlement de service sur la notion d'habitation « difficilement raccordable ». Ce délai courra à réception par le propriétaire d'un courrier l'informant de ces modalités.

L'ensemble de ces propositions rend nécessaire la modification du règlement de service. Cette modification doit se faire par voie d'avenant au contrat de délégation du service public de l'assainissement. Elle concernera également le périmètre des actuelles régies.

La présente délibération a pour objet d'approuver par voie d'avenant au contrat de délégation de service public, la modification du règlement de service de l'assainissement collectif.

Cet avenant n'a pas d'incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 004-610/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Est, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 002-420/14/CC du 9 octobre 2014 et la délibération n° PEDD 011-567/14/CC du 19 décembre 2014, approuvant les avenants n°1 et 2 audit contrat ;
- Le contrat n°13/221 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Est et ses avenants ;
- Le règlement de service l'assainissement collectif ;
- Le projet d'avenant n°3 au contrat de délégation service de l'assainissement collectif zone Centre et ses annexes, présenté dans la même séance ;
- Le projet d'avenant n°4 au contrat de délégation service de l'assainissement collectif zone Centre et ses annexes,
- L'avis de la Commission Consultative des Services Public Locaux sur le règlement de service de l'assainissement collectif ;
- L'information de la Commission de Délégation de Service Public du 7 décembre 2017 ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'une modification du règlement de service de l'assainissement collectif est nécessaire pour :
  - a. Apporter une amélioration du contrôle des conventions spéciales de déversement par les établissements industriels concernés,
  - b. Préciser la gestion des priorités du service concernant la mise en conformité des branchements,
  - c. Créer une nouvelle disposition pour les usagers susceptibles de devenir raccordables.
- Que cette modification nécessite un avenant au contrat de délégation,

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé au contrat de délégation de service public n°13/221 conclu avec la Société SAEM.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 040-3348/17/CM**

#### **■ Approbation de la modification du règlement de service de l'assainissement collectif sur le Territoire Marseille Provence MET 17/5643/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin d'améliorer la gestion et le contrôle des conventions spéciales de déversement ainsi que le service à l'utilisateur, il apparaît nécessaire de modifier le règlement de service de l'assainissement collectif sur le territoire Marseille Provence, sur les sujets suivants :

- Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques,
- Introduction d'un coefficient de pollution plancher égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté,
- Ajout de sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement non domestique au titre de la convention de déversement,

- Ajout en annexe au règlement de service d'une convention et d'un arrêté types de déversement,
- Nouvelles dispositions relatives aux obligations de séparativité des branchements
- Nouvelle disposition pour les raccordables.

13) Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques :

Cet avenant stipule notamment :

La suppression de ce coefficient est justifiée par le principe de l'égalité des usagers et une incitation à réduire les volumes d'eaux consommées, pour une épuration facilitée et pour la préservation de la ressource. Plusieurs collectivités ont déjà engagé la suppression progressive de ce coefficient.

Conformément à l'avenant n°3 zone Centre, le chiffre d'affaire supplémentaire résultant de l'abandon de la dégressivité des volumes sur la part « collecte et transport » du délégataire, sera intégralement réinvesti dans des actions de lutte contre les pollutions non domestiques, dont le recrutement par le délégataire d'un technicien « rejets non domestiques », conformément au contrat de baie.

14) Introduction d'un coefficient de pollution plancher égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté :

Il est proposé d'ajouter une disposition concernant les modalités de calcul du coefficient de pollution dans la formule de la redevance part délégataire. Le coefficient de pollution tient compte de la composition des effluents, de leur degré de pollution et de l'impact de ce dernier sur le service d'assainissement. La disposition proposée consiste à introduire un coefficient plancher égal à 1 pour les établissements ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté.

15) Ajout de sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement non domestique au titre de la convention de déversement :

Il est proposé d'ajouter des sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement au titre de la convention de déversement. Ces engagements visent la transmission de documents et le droit de contrôle du service, la réalisation des travaux de mise en conformité, les signalements de désordres ou de déversements non autorisés. Les pénalités encourues par le fait de ces infractions seront réparties en montant entre le délégataire (75%) et la Métropole (25%) au prorata arrondi de leurs parts respectives de redevance.

16) Ajout en annexe au règlement de service d'une convention et d'un arrêté types de déversement :

Il est proposé d'annexer au nouveau règlement de service une convention type de déversement et un arrêté type pour les établissements concernés, regroupant l'ensemble des dispositions précédentes.

17) Séparativité des eaux usées et des eaux pluviales en cas de réseau unitaire :

Les annexes 1 et 2 du règlement de service stipulent que les eaux usées et eaux pluviales doivent faire l'objet de branchements totalement indépendants, depuis la construction jusqu'au collecteur public, en cas de réseau public unitaire.

Par son caractère très général, cette obligation ne présente pas d'intérêt dans la plupart des cas de constructions desservies par un réseau unitaire. La priorité du service vise davantage la conformité des branchements raccordés au réseau public séparatif.

Il est proposé de ne réserver cette obligation qu'aux trois cas suivants :

- Constructions neuves
- Constructions existantes nouvellement desservies par un réseau unitaire devenu séparatif,
- Constructions présentant un risque sanitaire du fait de l'absence de branchements d'eaux usées et d'eau pluviales indépendants.

18) Nouvelle disposition pour les raccordables :

Il convient d'octroyer un délai de deux ans aux habitations susceptibles de devenir raccordables en raison d'une précédente évolution du règlement de service sur la notion d'habitation « difficilement raccordable ». Ce délai courra à réception par le propriétaire d'un courrier l'informant de ces modalités.

L'ensemble de ces propositions rend nécessaire la modification du règlement de service. Cette modification doit se faire par voie d'avenant aux trois contrats de délégation du service public de l'assainissement. Elle concernera également le périmètre des actuelles régies.

La présente délibération a pour objet d'approuver la modification du règlement de service de l'assainissement collectif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Public Locaux sur le règlement de service de l'assainissement collectif ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'une modification du règlement de service de l'assainissement collectif est nécessaire pour :
  - a. Apporter une amélioration du contrôle des conventions spéciales de déversement par les établissements industriels concernés,
  - b. Préciser la gestion des priorités du service concernant la mise en conformité des branchements,
  - c. Créer une nouvelle disposition pour les usagers susceptibles de devenir raccordables.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le nouveau règlement de service de l'assainissement collectif ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 041-3349/17/CM**

**■ Actualisation des tarifs 2018 de l'eau sur le Territoire de Marseille Provence  
MET 17/5683/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013, la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de l'eau a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC. Cette nouvelle convention de Délégation de Service Public est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ce contrat a imposé la substitution à la Société des Eaux de Marseille (SEM) d'une structure juridique dédiée, la « Société Eau de Marseille Métropole », désignée ci-après par le terme

« SEMM », en qualité de délégataire du service public de l'eau.

Parallèlement au tarif délégataire découlant de ce nouveau contrat, la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice du service public de l'eau sur le Territoire de Marseille Provence, doit disposer de ressources propres nécessaires pour assurer son fonctionnement ainsi que les nombreux investissements non intégrés au contrat de délégation qu'elle réalise sur son territoire.

Afin de maintenir la capacité d'investissement, nécessaire pour financer les équipements en cours et projetés, il est proposé, pour l'année 2018, d'actualiser les tarifs de toutes les communes du périmètre de la délégation à hauteur de +2%.

L'actualisation proposée ne porte que sur les tarifs et surtaxes du Territoire de Marseille Provence correspondant au périmètre des services délégués. L'évolution des tarifs des délégataires issue de leur contrat et les redevances de l'Agence de l'Eau ne sont pas concernés par le présent rapport. De même, l'évolution des tarifs des régies fait l'objet de délibérations distinctes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération n° AGER 002-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La délibération n° PEDD 001-1288/15/CC relative à l'actualisation des tarifs communautaires de l'eau au 1er janvier 2016 ;

- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que pour assurer la continuité du service public et le financement des investissements nécessaires au service de l'eau, il convient d'actualiser la grille tarifaire relevant du périmètre d'intervention du Territoire de Marseille Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les nouveaux tarifs et surtaxes eau (hors Plan-de-Cuques et Gémenos village) au 1<sup>er</sup> janvier 2018 hors TVA précisés dans l'annexe 1, ci annexée.

**Article 2:**

Les recettes seront constatées sur le budget annexe de l'Eau, sous-politique F170 et F160, nature 70128, code gestionnaire 3DEAE. La TVA sera celle au taux légal en vigueur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 042-3350/17/CM**

**■ Actualisation des tarifs 2018 de l'eau et de l'assainissement de la Régie de Gémenos  
MET 17/5697/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière de gestion des services d'intérêt collectif, notamment l'eau et l'assainissement.

Chaque année, une délibération d'actualisation des tarifs doit être prise afin de maintenir la capacité d'investissement nécessaire pour financer les équipements en cours et projetés.

L'actualisation proposée ne porte que sur les tarifs de la commune de Gémenos pour sa partie villageoise. Les redevances de l'Agence de l'Eau collectées et reversées par MPM à l'Agence de l'Eau ne sont pas concernées par le présent rapport.

Une augmentation de 3 centimes est proposée sur les tarifs 2018 de l'eau par rapport aux tarifs appliqués pour l'année 2016.

En effet, par délibération PEDD 004-1291/15/CC du 25 septembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait délibéré pour que la relève des compteurs sur la commune de Gémenos et la facturation soient effectuées deux fois par an et non plus une fois comme précédemment afin que les usagers puissent suivre plus facilement leur consommation d'eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1805 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° PEDD 004-1291/15/CC du 25 septembre 2015 portant sur le passage à deux relèves et deux facturations annuelles sur la commune de Gémenos ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que pour assurer la continuité du service public et le financement des investissements nécessaires au service de l'eau et de l'assainissement, il convient d'en actualiser les tarifs relevant de la commune de Gémenos, pour sa partie villageoise.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les tarifs et surtaxes eau de la commune de Gémenos partie villageoise, pour

l'exercice 2018, avec effet au 1er janvier 2018, hors TVA précisés dans l'annexe 1, ci-annexés.

## **Article 2 :**

Les recettes seront constatées sur le budget annexe de l'Eau, sous-politique F170, nature 70111, code gestionnaire 3DEAEG. La TVA sera celle au taux légal en vigueur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 043-3351/17/CM**

#### **■ Tarification du Service Public d'Assainissement Non Collectif du Territoire du Pays d'Aix MET 17/5310/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les prestations de contrôle réalisées par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) donnent lieu au paiement de redevances par les usagers concernés.

La tarification actuellement en vigueur a été décidée par le Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013.

Compte tenu des nouvelles dispositions réglementaires relatives au contrôle des installations d'assainissement non collectives recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 20 équivalent-habitants et de la spécificité de leur contrôle, une réévaluation de la redevance de contrôle est nécessaire.

La modification du montant des redevances porte uniquement sur les installations qui reçoivent une pollution supérieure à 20 équivalent-habitants et qui représentent moins de 1 % du parc de l'assainissement non collectif sur le Pays d'Aix. Les montants des autres redevances restent inchangés.

Les différentes redevances et sanctions ainsi que leurs modalités de perception sont explicitées ci-après :

### **A-Les redevances**

#### **1- Contrôle des installations d'assainissement non collectif neuves ou à réhabiliter**

Les redevances qui portent sur l'examen préalable de la conception et la vérification de l'exécution des travaux sont facturées au propriétaire. Elles sont décrites ci-après :

- La redevance pour le contrôle des installations neuves ou réhabilitées :

Cette redevance se subdivise en deux parties :

- la part correspondant à l'examen préalable de la conception du projet d'assainissement

- la part correspondant à la vérification de l'exécution des travaux réalisés

Il est proposé de maintenir le montant de base de cette redevance à 320 € (installations réhabilitées) et à 410 € (installations neuves) par projet d'assainissement inférieur ou égal à 20 équivalent-habitants (EH). Elle est ensuite adaptée selon la taille du projet qui détermine l'importance de la prestation.

En cas de non réalisation des travaux dûment justifiée (refus du permis de construire par exemple), la part correspondant à la vérification des travaux sera remboursée au pétitionnaire.

- La redevance pour une visite supplémentaire au-delà de deux visites réalisées pour établir le rapport de vérification de l'exécution des travaux.

Cette disposition vise à limiter des déplacements trop nombreux du SPANC pour contrôler un même chantier. Son montant est inchangé soit 80 €.

- La redevance pour une contre-visite suite aux travaux de mise en conformité demandés dans le rapport de vérification de l'exécution des travaux. Son montant est inchangé soit 100 €.

#### **2- Contrôle des installations d'assainissement non collectif existantes**

Les redevances qui portent sur le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes encore appelé diagnostic sont facturées au propriétaire.

On distingue :

- La redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement (diagnostic) **sur initiative du SPANC.**

Il est proposé de maintenir le montant de base de cette redevance à 110 € pour les installations qui reçoivent une charge brute de pollution inférieure ou égale à 20 équivalent-habitants et de le porter à 260 € pour les autres installations.

- La redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement (diagnostic) **à la demande du propriétaire** (ventes ou demandes d'urbanisme...),

Il est proposé de maintenir le montant de base de cette redevance à 160 € pour les installations qui reçoivent une charge brute de pollution inférieure ou égale à 20 équivalent-habitants et de le porter à 260 € pour les autres installations.

- La redevance pour une contre-visite suite à des travaux demandés dans le rapport de visite et ne nécessitant pas d'examen préalable de conception. Son montant est inchangé soit 100 €.

#### **Cas particuliers :**

Le principe général est que chaque installation d'assainissement non collectif correspondant à un logement fait l'objet d'un contrôle périodique, d'un rapport de visite, et d'une redevance.

S'il y a deux installations pour un même logement, un seul contrôle et rapport de visite sont faits correspondant à une seule redevance.

Dans l'hypothèse d'une installation d'assainissement non collectif commune à plusieurs usagers, si c'est le cas d'une copropriété, la redevance est facturée à la copropriété, sinon elle est partagée entre les différents propriétaires.

Dans l'hypothèse où le même propriétaire dispose de plusieurs logements dans son immeuble correspondant à plusieurs installations identifiées, chaque installation fait l'objet d'un contrôle, d'un rapport de visite et d'une redevance facturée au propriétaire.

Les tarifs applicables sont synthétisés dans le tableau annexé au rapport.

#### **B- Les sanctions financières prévues dans le règlement de service**

L'article 1331-8 du Code de la Santé Publique, stipule que « *Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 %* »

Les différents cas de figure correspondant aux sanctions financières sont décrits dans le règlement de service.

Les sommes dues sont recouvrées comme des contributions directes.

*Extrait du règlement de service du SPANC du Territoire du Pays d'Aix (art. 20 et 21) :*

#### **Article 20 : Sanction financière pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC**

*En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC, le propriétaire est astreint au paiement de la somme définie par le code de la santé publique (L.1331-11 du code de la santé publique). Il s'agit à minima du montant de la redevance de contrôle périodique pouvant être majorée.*

L'article 20 du règlement définit précisément les conditions qui permettent de dire qu'il y a « obstacle à l'accomplissement des missions du SPANC ».

Il est proposé d'appliquer une sanction financière équivalente à la redevance applicable majorée de 50 %.

#### **Article 21 : Sanction financière en cas de non réalisation des travaux prescrits par le SPANC**

*En cas de non réalisation, dans un délai de 4 ans dans le cas général, des travaux prescrits dans les rapports de visite du SPANC établis à l'issue du contrôle, le propriétaire est astreint au paiement d'une somme dont le montant est équivalent à la redevance de contrôle majorée.*

L'article 21 du règlement définit les conditions qui permettent d'appliquer cette sanction.

Il est proposé d'appliquer une sanction financière équivalente à la redevance applicable majorée de 100 %.

Les sanctions applicables sont synthétisées dans le tableau annexé au rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2224-8, R. 2224-17 et R. 2224-19-9 sur les installations d'assainissement non collectif ;
- Le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-1-1, L. 1331-8, L. 1331-11 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007 relatif aux redevances d'assainissement et au régime exceptionnel de tarification forfaitaire de l'eau et modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;

**Où le rapport ci-dessus,**



**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la tarification du Service Public d'Assainissement Non Collectif du Territoire Pays d'Aix applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, ci-annexée.

**Article 2 :**

Les recettes sont constatées au budget annexe de l'Assainissement Non Collectif du CT2 - Nature : 7062.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 044-3352/17/CM**

**■ Approbation des tarifs 2018 de la Régie de l'eau et de l'assainissement pour le Territoire du Pays de Martigues  
MET 17/5564/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les Services d'eau et d'assainissement desservant les villes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts sont exploités sous la forme d'une régie publique avec autonomie financière et sans responsabilité morale.

A ce titre, et comme chaque année, il convient de fixer les tarifs des différentes prestations proposées par la Régie des Eaux et Assainissement du Territoire du Pays de Martigues.

Concernant la fourniture de l'eau potable, ces tarifs comprennent une redevance d'abonnement par logement desservi pour tenir compte des charges fixes du service, ce qui représente pour l'usager, la garantie de pouvoir bénéficier à tout moment, d'un service public. Cette redevance d'abonnement est calculée en fonction du nombre de jours exacts d'abonnement. La facturation est semestrielle avec une tarification progressive sur trois tranches et calculée sur les volumes consommés.

Pour le traitement des eaux usées les tarifs assainissement se décomposent en deux parties :

- l'assainissement collectif qui fonctionne sur les mêmes bases que l'eau potable avec une partie redevance abonnement fixe et une partie consommation qui est variable et progressive sur deux tranches en fonction des volumes traités
- l'assainissement non-collectif pour lequel chaque abonné utilisateur d'un système d'assainissement non collectif doit acquitter

une redevance de contrôle de fonctionnement par jour d'abonnement.

Certains tarifs peuvent être différenciés en fonction du type d'usager : domestique, administration ou industriel.

A ces tarifs s'ajoute le montant des taxes instaurées par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour financer notamment, via un système d'aides, la mise aux normes des stations d'épuration, le renouvellement des réseaux d'eau potable, la protection des captages:

- Pour l'eau, les redevances pollution domestique et préservation des ressources
- Pour l'assainissement la redevance modernisation des réseaux de collectes

La régie des eaux et d'assainissement du Pays de Martigues propose également à ses abonnés divers services pour lesquels il convient de fixer les tarifs pour l'année 2018 :

- prestations de services diverses (vidanges de fosses, interventions sur réseaux privatifs, travaux de branchements, ...)
- participations dues pour l'extension des réseaux publics de distribution,
- vente de compteurs et matériels de branchement,
- redevances de diagnostic et de contrôle pour l'assainissement public non collectif

Le détail de ces prestations est listé dans le bordereau de prix établi par la Régie des eaux et assainissement du Pays de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'instruction budgétaire et comptable M49 relative aux services publics d'assainissement et de distribution d'eau potable ;
- La circulaire interministérielle n°86.332 du 17 novembre 1986 en matière de libéralisation des tarifs publics locaux à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1987 ;

- L'article 13, paragraphe II de la loi sur l'eau n°92.3 du 3 janvier 1992 précisant que toute facture doit comprendre un montant calculé en fonction de volume réellement consommé par l'abonné et pourra en outre comprendre un montant calculé indépendamment de ce volume, compte tenu des charges fixes du service ;
- Les délibérations n°2005-136 et 2005-137 du Conseil Communautaire de l'ex-Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues du 15 décembre 2005 instaurant la création d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), ainsi que la mise en place d'une redevance de contrôle - conception et d'une redevance de fonctionnement ;
- La délibération n°2012-079 du Conseil Communautaire de l'ex-Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues du 31 mai 2012 instituant la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) en remplacement de la Participation pour Raccordement à l'Egoût (PRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 033-2691/17/CM approuvant le Rapport d'Orientation Budgétaire 2018,
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux et Assainissement du Territoire du Pays de Martigues, du 5 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés les tarifs de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2018 du Territoire du Pays de Martigues comme listés dans les documents tarifaires annexés.

#### **Article 2 :**

Les recettes seront constatées sur les Budgets Annexes de l'Eau et de l'Assainissement du Territoire du Pays de Martigues en section d'exploitation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 045-3353/17/CM**

**■ Approbation des modalités de facturation de la surtaxe sur la base de tranches progressives de consommation pour les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône et des nouveaux montants de surtaxe pour chaque commune du Territoire Istres-Ouest Provence MET 17/5646/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre le financement du renouvellement des ouvrages, la mise en conformité due à l'évolution réglementaire et toutes les obligations sur les réseaux du Territoire Istres-Ouest Provence, ont été approuvés, par délibération n° DEA 021-1474/16/CM du 15 décembre 2016, les nouveaux montants de surtaxe à appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, sur les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement des six communes du Territoire Istres-Ouest Provence. Il convient de faire évoluer les montants de surtaxe à appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Par ailleurs, sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône, il est proposé de calculer la surtaxe sur la base de tranches progressives de consommation. Ce mode de calcul permettrait ainsi de répartir cette augmentation de manière cohérente et sans impacter trop fortement les usagers de la tranche 1 au détriment des consommateurs importants. La mise en place de tranches progressives permettrait également d'inciter les gros consommateurs à réduire leurs consommations dans un souci de préservation de la ressource et d'annuler la dégressivité tarifaire en place sur ces communes.

Aussi, il est proposé de faire évoluer les montants de surtaxe à appliquer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement comme suit :

Communes	Budget de l'eau potable (€/m <sup>3</sup> )				Budget de l'assainissement (€/m <sup>3</sup> )			
	Tranches de consommation annuelle		Ancienne surtaxe	Nouvelle surtaxe	Tranches de consommation annuelle		Ancienne surtaxe	Nouvelle surtaxe
Cornillon-Confoux	unique		0,2600	0,3500	unique		0,4800	0,7200
Fos-sur-Mer	T1	0 à 120	0,3800	0,4700	T1	0 à 120	0,5600	0,7620
	T2	121 à 3000	0,3800	0,5264	T2	> 120	0,5600	1,4097
	T3	> 3000	0,3800	0,6317				
Grans	unique		0,2600	0,3500	unique		0,4800	0,7200
Istres	T1	0 à 120	0,4800	0,5500	T1	0 à 120	0,8100	1,008
	T2	121 à 6000	0,4800	0,7150	T2	> 120	0,8100	1,4879
	T3	> 6000	0,4800	0,7436				
Miramas	T1	0 à 120	0,4800	0,5500	T1	0 à 120	0,8100	1,008
	T2	121 à 6000	0,4800	0,7150	T2	> 120	0,8100	1,4879
	T3	> 6000	0,4800	0,7436				
Port-Saint-Louis-du-Rhône	T1*	0 à 60*	0,3300*	0,4100*	T1	0 à 120	0,2800	0,1000
	T2*	> 60*	0,3300*	0,6724*	T2	> 120	0,2800	0,9200

Les tranches de consommation T1 et T2 du budget de l'eau potable pour Port-Saint-Louis-du-Rhône sont des tranches de consommation semestrielle et correspondent dans le tableau ci-dessus aux cases avec un astérisque.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient d'approuver les modalités de facturation de la surtaxe sur la base de tranches progressives de consommation, à appliquer sur les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement pour les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- Qu'il convient d'approuver les nouveaux montants de surtaxe à appliquer sur les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement pour chaque commune du Territoire Istres-Ouest Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les modalités de facturation de la surtaxe sur la base de tranches progressives de consommation, à appliquer sur les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement pour les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

**Article 2 :**

Sont approuvés les nouveaux montants de surtaxe à appliquer sur les budgets annexes de l'eau potable et

de l'assainissement pour chaque commune du Territoire Istres-Ouest Provence.

### **Article 3 :**

Ces nouveaux montants seront appliqués à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 046-3354/17/CM**

#### **■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de vente d'eau potable entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la régie de Plan-de-Cuques MET 17/5536/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération PEDD 005-191/14/CC du 26 juin 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en tant que délégant du service public de l'eau, a approuvé les conventions types de vente d'eau brute et d'eau potable. Ces conventions ont permis de définir les modalités de fourniture d'eau brute et d'eau potable, les règles applicables aux souscriptions, les conditions de mise à disposition de l'eau, des branchements et des compteurs, mais aussi, la détermination des dotations, les conditions de facturation et de règlement des redevances et enfin, leur durée.

Dans ce cadre, la convention de vente d'eau potable (eau brute + eau filtrée) n° 14/1758 a été conclue le 1<sup>er</sup> décembre 2014 entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des eaux de Plan-de-Cuques dans les conditions de dotations suivantes :

- Eau brute : 60l/s pour la dotation normale dont 18 l/s pour la dotation normale avant 1956 et 13.33 l/s pour la dotation normale après 1956.
- Eau filtrée : 25 l/s.

Or, fin 2017, la production d'eau filtrée de l'usine des Ambrosis qui permet l'alimentation en eau potable de la ville de Plan-de-Cuques sera arrêtée.

Cette disposition a reçu un avis favorable du Comité Technique du 9 octobre 2017.

L'alimentation en eau de la ville de Plan-de-Cuques se fera, à compter du 1er janvier 2018, exclusivement en eau potable via le feeder de la Croix Rouge.

Le présent avenant a donc pour objet de déterminer le nouveau niveau de dotation en eau filtrée qui sera en adéquation avec la dotation d'eau brute.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation du contrat de Délégation de Service Public de l'eau et de ses annexes ;
- La délibération PEDD 005-191/14/CC du 26 juin 2014 portant sur l'approbation des conventions type de vente d'eau brute et de vente d'eau potable ;
- La convention n° 14/1758 du 1<sup>er</sup> décembre 2014, de vente d'eau potable entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la commune de Plan-de-Cuques ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de modifier le niveau de dotation d'eau potable de la régie de Plan-de-Cuques, suite à l'arrêt de l'usine de production d'eau des Ambrosis.

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de vente d'eau potable de la Régie des eaux de Plan-de-Cuques ci-annexé.

## **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à leur bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 047-3355/17/CM**

#### **■ Mise à jour du plan d'actions pour l'amélioration du rendement des réseaux de distribution d'eau potable de Fos-sur-Mer MET 17/5636/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les fuites sur les réseaux publics d'eau potable constituent une perte économique et nuisent à la qualité du service rendu. Il en ressort que la connaissance du patrimoine est le préalable indispensable à la mise en œuvre d'une gestion durable des services d'eau, qui permet d'optimiser les coûts d'exploitation, d'améliorer la fiabilité des infrastructures et de maintenir un niveau de performance.

Afin d'enrayer le gaspillage de la ressource en eau et d'améliorer le rendement des réseaux de distribution, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « Grenelle 2 », a imposé de nouvelles obligations aux collectivités organisatrices des services d'eau potable.

L'article L. 2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi modifié par la loi « Grenelle 2 », prévoit que les collectivités compétentes en matière de distribution d'eau potable doivent établir un plan d'actions en cas de rendement du réseau de distribution d'eau potable inférieur aux seuils fixés par décret.

Ces seuils, dits « objectifs de performance », sont fixés selon les caractéristiques du service et de la ressource par l'article D. 213-48-14-1 du Code de

l'Environnement, créé par le décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable.

Lorsque le taux de perte en eau s'avère supérieur au taux ainsi fixé, le plan d'actions, comprenant s'il y a lieu un programme pluriannuel de travaux d'amélioration du réseau, doit être établi au plus tard avant la fin du second exercice suivant l'exercice pour lequel le dépassement a été constaté.

Pour inciter les services de l'eau au respect de leurs obligations, le dispositif réglementaire prévoit une sanction en cas de non-respect des délais prescrits. Cette sanction prend la forme d'un doublement du taux de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau pour l'usage « alimentation en eau potable », perçue par les agences de l'eau conformément à l'article L.213-10-9 du Code de l'Environnement.

Le calendrier d'application de ce dispositif, initialement prévu au 31 décembre 2013, a été reporté d'un an par l'article 36 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, comme le rappelle l'instruction ministérielle du 16 juin 2015 relative au doublement du taux de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau pour l'usage « alimentation en eau potable ».

Sur le Territoire Istres-Ouest Provence, le plan d'actions 2016 de la commune de Fos-sur-Mer a été approuvé par délibération n° DEA 020-1473/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016.

Toutefois, malgré ce plan d'actions 2016, le rendement des réseaux d'eau potable de la commune de Fos-sur-Mer n'est toujours pas conforme aux objectifs de performance fixés réglementairement pour cet exercice.

En effet, sur cette commune, le rendement du réseau est le suivant :

<b>Année</b>	<b>2015</b>		<b>2016</b>	
<b>Communes</b>	Objectif de performance Grenelle 2	Rendement du réseau	Objectif de performance Grenelle 2	Rendement du réseau
Fos-sur-Mer	72,4	<b>62,9</b>	72,3	<b>67,7</b>

Dans ces circonstances, et en application des dispositions de l'article L.2224-7-1 du CGCT précité, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit établir et approuver, avant le 31 décembre 2017, un plan d'actions actualisé pour améliorer le rendement du

réseau de distribution de l'eau potable sur le territoire de cette commune.

Le plan d'actions actualisé permet de prendre en compte les efforts déjà consentis ainsi que les opportunités et actions à mettre à œuvre. Il comporte :

- des actions tendant à l'amélioration de la connaissance du patrimoine, du fonctionnement du réseau et des secteurs les plus fuyards ;
- des actions de réduction des pertes en eau, avec la mise en œuvre de campagnes de recherche et de réparation de fuites, de gestion des pressions, de sectorisation, de rénovation ou de remplacement de canalisations.

Le plan d'actions précise également le calendrier de mise en œuvre de ces actions ainsi que les modalités de suivi annuel du rendement des réseaux de distribution d'eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 020-1473/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le plan d'actions 2016 pour la réduction des pertes en eau de la commune de Fos-sur-Mer, a été approuvé par délibération n° DEA 020-1473/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 ;
- Que le rendement des réseaux d'eau potable de la commune de Fos-sur-Mer n'est,

toutefois, toujours pas conforme aux objectifs de performance fixés réglementairement pour l'exercice 2016 ;

- Que dans ces circonstances, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit établir et approuver, avant le 31 décembre 2017, un plan d'actions 2017 actualisé pour améliorer le rendement du réseau de distribution de l'eau potable sur le territoire de cette commune ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le plan d'actions 2017 pour la réduction des pertes en eau de la commune de Fos-sur-Mer actualisé, joint en annexe, définissant le programme à mettre en œuvre pour améliorer le rendement des réseaux de distribution d'eau potable de Fos-sur-Mer.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau potable du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, au chapitre 21, nature 21 531.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 048-3356/17/CM**

**■ Approbation du principe de substitution de la Métropole à la commune de Pertuis dans le Syndicat Durance-Lubéron au 1er janvier 2018  
MET 17/5896/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation de la République (NOTRe).

Aux termes du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est énoncé que « *la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L.5218-1 du présent code* », et ce, sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L.5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L.5217-2 et à l'article L.2124-4 du Code Général de la

Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, le même article précise que les communes continuent d'exercer les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux EPCI fusionnés jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à l'exception de deux compétences.

Dès lors, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exercera les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et Eau ».

A cet effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera à la commune de Pertuis dans le Syndicat Durance-Lubéron au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Il reviendra donc au Conseil de la Métropole de désigner les 25 membres métropolitains sur les 42 membres du Conseil Syndical, sur proposition du Président de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient, que la Métropole Aix-Marseille-Provence se substitue à la commune de Pertuis dans le Syndicat Durance-Lubéron au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Qu'il convient de désigner les 25 membres

métropolitains au sein du Conseil Syndical.

#### **Délibère**

##### **Article unique :**

Sont désignés, les 25 membres suivants au sein du Conseil Syndical :

- Roger PELLENC
- Roland GIBERTI
- Jules SUSINI
- Henri LAFON
- Marie-Ange CONTE
- Jacques BARONE
- Annie AMAROUCHE
- Stéphane SAUVAGEON
- Martine FROMONT
- Lucien GALLAND
- Katia GERRO
- Michel FOURNIER
- Jean-Michel APPLANAT
- Michel AUTRAN
- Valérie BARDISA
- Anne-Priscille BAZELAIRE
- Nathalie BRAMIN
- Jean-Jacques DIAS
- Thierry DUBOIS
- Corinne DUPAQUIER
- Jean-Marie FRAISSET
- Bernard FRAYSSINET
- Michèle GAMET
- Pierre GENIN
- Yves GUEDJ

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 049-3357/17/CM**

**■ Création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban**

#### **MET 17/5848/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi n°

2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation de la République (NOTRe).

Aux termes du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est énoncé que « *la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L.5218-1 du présent code* », et ce, sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L.5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L.5217-2 et à l'article L.2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, le même article précise que les communes continuent d'exercer les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux EPCI fusionnés jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à l'exception de deux compétences.

Dès lors, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exercera les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et eau », ce qui a notamment motivé l'arrêté préfectoral de fin d'exercice des compétences du syndicat intercommunal du Bassin minier, dit SIBAM.

Compte tenu de cette échéance, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite créer une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban », dont le siège est fixé à l'adresse suivante : Quartier Bédelin, Auberge neuve, 13 124 PEYPIN.

La Régie a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur le périmètre métropolitain défini comme suite au jour de sa création :

- Gréasque,
- Mimet,
- St Sournin,
- Cadolive,
- Peypin,
- La Destrousse,
- La Bouilladisse,
- Belcodène,
- Simiane-Collongue

Elle a également pour mission d'assurer le service de l'assainissement sur le périmètre métropolitain défini

comme suit au jour de sa création :

- Gréasque,
- Mimet,
- Simiane-Collongue

La régie exercera ses missions dans le cadre et en stricte conformité avec les schémas directeurs de l'eau et l'assainissement métropolitains. La politique tarifaire et patrimoniale de la régie devra également s'inscrire dans ce cadre et être discutée avec la Métropole avant toute mise en œuvre.

En application de l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article 33 de la loi du 26 janvier 1984, la Commission Consultative des Services Publics Locaux et le Comité Technique ont été consultés respectivement le 29 novembre 2017 et le 4 décembre 2017 pour avis sur le projet de création de cette régie.

La présente délibération a également pour objet de fixer les statuts et le montant de la dotation initiale de la Régie.

Les statuts de la Régie ci-annexés sont rédigés dans le respect des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial (articles L.2221-1 à L.2221-10, R.2221-1 à R.2221-52).

La dotation initiale en numéraire comprend un montant de un million cinq cent mille euros, destiné à faire face aux dépenses de début d'activité de la Régie.

Par ailleurs, conformément à l'article L 2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président propose de désigner Monsieur Xavier MOTTET au poste de Directeur de la Régie par intérim à partir du 1er janvier 2018.

Enfin, il revient également au Conseil de la Métropole de désigner les membres du Conseil d'Administration de la Régie, sur proposition du Président de la Métropole.

Le Conseil d'administration est composé de 19 membres, répartis de la manière suivante :

- Représentants de la Métropole : 10 représentants
  - Personnalités qualifiées : 9 représentants des communes sur le territoire d'intervention de la Régie.
- Il peut être procédé à la désignation dans les mêmes conditions d'un nombre égal de délégués suppléants des personnalités qualifiées, appelés à siéger en lieu et place d'un titulaire absent ou empêché.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :



**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission consultative des services publics locaux du 29 novembre 2017 ;
- L'avis du Comité Technique.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient, afin d'assurer le service public de la distribution d'eau potable et d'assainissement sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en lieu et place du syndicat mixte SIBAM, de créer une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » ;
- Qu'il convient d'approuver les statuts de la Régie ci-annexés ;
- Qu'il convient de fixer le montant de la dotation initiale ;
- Qu'il convient de désigner, sur proposition du Président de la Métropole, le directeur de la Régie ;
- Qu'il convient de désigner les membres du Conseil d'administration de la Régie.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la création d'une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie

des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban ».

**Article 2 :**

Sont approuvés les statuts de la Régie ci-annexés.

**Article 3 :**

Est approuvé le montant de la dotation initiale en numéraire, fixé à un million cinq cent mille euros.

**Article 4 :**

Est désigné Monsieur Xavier MOTTET en tant que Directeur de la Régie par intérim à compter du 1er janvier 2018.

**Article 5 :**

Sont désignés les membres du Conseil d'administration de la Régie comme suit :  
- pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Titulaires : Sylvia BARTHELEMY  
Titulaires : Jean-Pierre BERTRAND  
Titulaires : Roland BLUM  
Titulaires : Nathalie LAINÉ  
Titulaires : Gérard GAZAY  
Titulaires : Roland GIBERTI  
Titulaires : Philippe GINOUX  
Titulaires : Richard MALLIÉ  
Titulaires : Carine ROGER  
Titulaires : Jules SUSINI

- en qualité de personnalités qualifiées :

Titulaires : Patrick PIN  
Suppléants : Jean-Robert DAGORNE ( Belcodene )  
Titulaires : Serge PEROTTINO  
Suppléants : Annie MOULIN ( Cadolive )  
Titulaires : Michel RUIZ  
Suppléants : Bruno AMALBERT ( Gréasque )  
Titulaires : André JULLIEN  
Suppléants : Fabrice BERARDI ( La Bouilladisse )  
Titulaires : Michel LAN  
Suppléants : Arthur TAHMISIAN ( La Destrousse )  
Titulaires : Georges CRISTIANI  
Suppléants : Bernard MONTAGNA ( Mimet )  
Titulaires : Jean-Marie LEONARDIS  
Suppléants : Jean-Pierre EQUINE ( Peypin )  
Titulaires : Rémy MARCENGO  
Suppléants : Roger PELLEGRINO ( Saint Savourin )  
Titulaires : Philippe ARDHUIN  
Suppléants : Anna GAGLIARDI ( Simiane Collongue )

**Article 6 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 050-3358/17/CM**

**■ Approbation du principe de transfert de la Régie des Eaux de Venelles dite REVE à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/5893/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière d'eau et d'assainissement, ayant pour conséquence un transfert des compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018.

La Régie des Eaux de Venelles, créée par délibération n° 230/2006 du Conseil Municipal de Venelles en date du 12 décembre 2006, est un établissement public local doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2221-1 à 10, R.2221-1 à 52.

Cette régie, créée pour exploiter les services publics industriels et commerciaux de l'eau et de l'assainissement a pour compétence, conformément à l'article 2 de ses statuts :

- la production, le transport et la distribution de l'eau potable et éventuellement d'énergies ;
  - La collecte, le transport et l'épuration des eaux usées de toutes natures, ainsi que l'élimination des sous-produits issus de ces opérations ;
  - La réalisation des travaux et de contrôles techniques rendus nécessaires par ses interventions dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement ;
  - Toutes les tâches liées à la gestion des abonnés des services d'eau potable et d'assainissement, à l'exception du recouvrement des sommes dues, assuré conformément à l'Article 13 ;
  - Les études relatives à la gestion de l'eau potable et de l'assainissement.
- En tant que régie métropolitaine, la Régie des Eaux de Venelles sera donc amenée à intervenir pour le compte de sa collectivité de rattachement, la Métropole Aix-Marseille-Provence dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Pour des motifs tenant à la continuité des services et à leur amélioration, et également, de considérations

techniques, économiques et sociales, la commune de Venelles et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent maintenir l'unité organique et fonctionnelle de l'EPIC Régie des Eaux de Venelles, c'est-à-dire conserver l'établissement public en tant que personne morale ainsi que le périmètre de ses activités actuelles.

Dans ce contexte, le Conseil Métropolitain est invité, par la présente délibération, à adopter dans son principe le transfert de la Régie des Eaux de Venelles vers la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1er janvier 2018. Ce transfert fera également l'objet de délibérations d'approbation de principe de la commune et du Conseil d'administration de la Régie des Eaux de Venelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'adopter dans son principe, le transfert de la Régie des Eaux de Venelles, dite REVE, vers la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le principe du transfert de la Régie des Eaux de Venelles, dite REVE, vers la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018

## **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toute mesure utile à ce transfert organisant une continuité des missions confiées à la Régie des Eaux de Venelles.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 051-3359/17/CM**

#### **■ Approbation des statuts et désignation des membres du Conseil d'Administration de la Régie des Eaux de Venelles dite REVE MET 17/5887/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière d'eau et d'assainissement, ayant pour conséquence un transfert des compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018.

La Régie des Eaux de Venelles, créée par délibération n° 230/2006 du Conseil Municipal de Venelles en date du 12 décembre 2006, est un établissement public local doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2221-1 à 10, R.2221-1 à 52.

La commune exerce les compétences qui doivent être transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence selon la modalité suivante :

- en régie directe avec la passation de marchés,

La Métropole, bénéficiaire du transfert des services des eaux est appelée à succéder à la commune dans l'ensemble de ses droits et obligations et en particulier, dans les actes juridiques ou contrats existants liés à l'exercice de cette compétence.

Dès lors que l'activité de la Régie des Eaux de Venelles relèvera au 1<sup>er</sup> janvier 2018 de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, cette dernière a vocation à devenir l'autorité de rattachement de la Régie des Eaux de Venelles.

Il est précisé ici que la régie des Eaux de Venelles dite REVE est un établissement public à caractère industriel et commercial chargée d'exploiter les

services de l'eau et de l'assainissement de la commune de Venelles.

A ce titre, il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver les nouveaux statuts de la Régie des Eaux de Venelles.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, la régie des Eaux de Venelles est administrée par un Conseil d'Administration qui élit en son sein son président et un ou plusieurs vice-présidents.

Le Conseil d'Administration de la Régie des Eaux de Venelles est composé de 7 membres désignés par l'assemblée délibérante de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition de son Président.

Il comprend :

- 4 membres de l'organe délibérant de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- 3 membres choisis comme personnes qualifiées.

Le nombre d'administrateurs pourra évoluer pour y intégrer des représentants d'autres institutions publiques.

La durée du mandat des membres du Conseil d'administration ne peut excéder celle du mandat des membres du conseil métropolitain.

Le Conseil de la Métropole est donc appelé à désigner les membres du Conseil d'Administration.

Par ailleurs, conformément à l'article L 2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président propose de désigner Monsieur Dominique GIORDANO au poste de Directeur de la Régie par intérim pour une durée de 6 mois à partir du 1er janvier 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'adopter les statuts de la Régie des Eaux de Venelles, dite REVE,
- Qu'il est nécessaire de désigner les membres du Conseil d'Administration de la Régie des Eaux de Venelles, dite REVE.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les statuts de la Régie des Eaux de Venelles, dite REVE, ci-annexés.

**Article 2 :**

Sont désignés les membres du Conseil d'Administration de la Régie comme suit :

4 membres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence, issus du Conseil Métropolitain :

Titulaires :

Arnaud MERCIER	Représentant MAMP
Roland GIBERTI	Représentant MAMP
Jules SUSINI	Représentant MAMP
Roger MEÏ	Représentant MAMP

3 membres choisis comme personnes qualifiées :

Titulaires :

Alain QUARANTA	Personnalité qualifiée
Françoise WELLER	Personnalité qualifiée
Martine HÉNON	Personnalité qualifiée

**Article 3 :**

Est désigné Monsieur Dominique GIORDANO au poste de Directeur de la Régie par intérim pour une durée de 6 mois à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 052-3360/17/CM**

**■ Exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain  
MET 17/5498/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée, le rapport portant abrogation des dispositions relatives à l'exercice de la compétence GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), conformément au j du 6° du I de l'article L. 5217-2, délégué aux Conseils de Territoires par les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016.

**A- Pour rappel : GEMAPI une compétence prévue par la loi**

*La compétence GEstion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations – GEMAPI - fait partie des nouvelles compétences que doit exercer la Métropole Aix-Marseille-Provence.*

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé une compétence nouvelle, la GEMAPI (GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), au profit du « bloc communal ». La GEMAPI est une compétence obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et exclusive au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Cette compétence est automatiquement transférée des communes aux EPCI à fiscalité propre au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Elle est à présent exercée de façon facultative et partielle par les collectivités qui ont parfois confié leur exercice à un Syndicat aux côtés d'autres missions complémentaires à la GEMAPI.

Cette nouvelle compétence est définie par 4 missions inscrites à l'article L.211-7.1° du Code de l'Environnement au travers de 4 alinéas :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (ou bassin versant).
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer.
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

La compétence GEMAPI n'est pas une compétence *confiscatoire* ou *exclusive* de la Métropole dans la mesure où il n'est pas transféré à la Métropole la responsabilité de tous les cours d'eau, zones humides, plans d'eau ou autres milieux aquatiques présents sur son territoire. Ces derniers restent placés sous l'autorité de leur propriétaire et/ou de leur exploitant. La Métropole exerce la compétence GEMAPI, sans préjudice des obligations des propriétaires (entretien régulier du cours d'eau, etc.) et des exploitants des ouvrages hydrauliques.

Le Préfet a arrêté le 20 mars 2017 un **schéma directeur de coopération intercommunale** (SDCI) des Bouches-du-Rhône précisant l'importance d'envisager l'évolution des Syndicats GEMAPI dans une logique de territorialité par bassin versant. Il précise que si les bassins versants sont à cheval sur plusieurs EPCI à fiscalité propre, le maintien du syndicat ou la possibilité de conventionnement entre EPCI peut permettre de conserver cette logique.

## **B- L'engagement d'une démarche SOCLE par la Métropole**

La Métropole a engagé en décembre 2016 (délibération du 15 décembre 2016) une démarche de – Stratégie/Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau - SOCLE - afin d'affiner le travail réalisé par les services de l'Etat et d'être en mesure de proposer une organisation de la compétence GEMAPI.

A cette fin, elle a constitué un groupe de travail associant tous les maires de son territoire dont elle a confié le pilotage au 8<sup>ème</sup> Vice-Président de la Métropole, membre du bureau, délégué à l'eau, l'assainissement et la GEMAPI, désigné à cet effet.

Les travaux du groupe de travail des Maires et du groupe de travail technique associé, ont souligné :

- la nécessité de maintenir une **vision par bassin versant**, associée à une hétérogénéité actuelle des approches et actions menées selon ces bassins,
- la mise en place de la compétence GEMAPI, **à l'échelle de la Métropole**, comme une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, et notamment la préservation de la qualité des milieux et de la ressource souterraine et superficielle en eau, la gestion quantitative et qualitative de la ressource, les risques liés aux ruissellements, l'animation de démarches partenariales et la concertation des acteurs permettant une **vision intégrée** de ces **divers enjeux**,
- les attentes des structures gestionnaires pour que la mise en place de la compétence GEMAPI permette une **mutualisation des moyens** et un développement des partenariats à l'échelle métropolitaine ainsi qu'une pérennisation des « missions

associées » hors GEMAPI, dépendantes des compétences de droit commun de la Métropole et considérées comme complémentaires **au niveau de chaque unité hydrographique**.

## **C- Une proposition de schéma d'organisation de la compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2018 voté en Conseil de Métropole le 19 octobre 2017**

Par application de la loi NOTRE, le Conseil de Métropole, par délibération du 28 avril 2016, a délégué l'ensemble des compétences transférables aux Conseils de Territoire, dont la GEMAPI.

Or, la loi indique par ailleurs que la GEMAPI doit être appréhendée par bassins versants homogènes (approche confirmée par un courrier du Préfet daté du 20 juillet 2016).

Etant donné que la majorité des élus métropolitains semble aujourd'hui admettre, comme en a témoigné la Conférence des Maires tenue à Gémenos le 12 juillet 2017, que l'exercice de la compétence GEMAPI serait plus pertinent à l'échelle métropolitaine qu'à celle des territoires, il est proposé, dans la présente délibération, de conserver l'exercice de cette compétence au niveau métropolitain.

Cet exercice à l'échelle métropolitaine se déclinera toutefois par unité hydrographique (bassin versant).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- Les statuts des structures syndicales visées dans le rapport de délibération ;
- La délibération du 23 janvier 2017 actant par le SIBVH un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et sa participation à la démarche SOCLE de la Métropole ;
- La délibération du 7 février 2017 actant par le SABA un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et la proposition du CA de dissolution du syndicat ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- L'information des Conseils de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de reconnaître la nécessité d'une gestion intégrée par bassin versant du grand cycle de l'eau pour contribuer à l'aménagement durable du territoire
- Qu'il convient de reconnaître que l'exercice de la compétence GEMAPI est plus pertinent à l'échelle métropolitaine qu'à celle des Conseils Territoires

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le principe de l'exercice à l'échelle métropolitaine de la compétence relative à la GEMAPI.

**Article 2 :**

Sont abrogés les alinéas h du 6° des articles 2 des délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 053-3361/17/CM**

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Réseau Régional des Gestionnaires de Milieux Aquatiques (RRGMA)  
MET 17/5511/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Réseau Régional des Gestionnaires de Milieux Aquatiques (RRGMA) rassemble les organismes publics ou privés qui sont engagés dans une politique active de gestion, d'aménagement et de restauration des milieux aquatiques.

A ce titre, il réunit, aux côtés de ses membres institutionnels fondateurs (la DREAL, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'ONEMA et les six Conseils départementaux de la région), les structures publiques ou privées qui ont en charge la gestion d'un milieu aquatique (bassin, zone humide, nappe, rivière, lac...) et qui se sont engagées à préserver et valoriser les milieux naturels liés à l'eau et à y développer une gestion globale et concertée.

Son animation et son fonctionnement sont portés par l'Agence Régionale Pour l'Environnement et l'Ecodéveloppement (ARPE PACA).

Le RRGMA a pour vocation d'améliorer et de renforcer la gestion et la protection des patrimoines naturels liés à l'eau et d'assurer le développement intégré des usages et des activités humaines dans une perspective de développement durable.

Pour atteindre ses objectifs, il propose notamment :

- de développer les échanges et transferts d'expériences entre ses membres ;
- de mettre en commun les diverses compétences et savoir-faire ;
- de contribuer à mieux connaître et faire reconnaître au niveau national et européen la spécificité méditerranéenne des milieux aquatiques de

Provence-Alpes-Côte d'Azur et de leur fonctionnement ;

- d'améliorer la formation des techniciens et des membres du réseau sur les procédures réglementaires, les nouvelles techniques d'aménagement, de restauration et d'entretien, les droits et les responsabilités dans le domaine de l'eau... ;

- de contribuer au développement d'actions d'éducation à l'environnement, de sensibilisation et d'information des élus, des usagers de l'eau et du grand public.

Une Charte du Réseau, annexée à la présente délibération, détaille son objet, ses orientations, sa composition, ses actions ainsi que son fonctionnement et les conditions d'adhésion au Réseau.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite ainsi adhérer au RRGMA pour :

- accéder à une expertise et des outils qui l'aideront à définir et mettre en œuvre sa stratégie GEMAPI ;
- contribuer à la constitution d'un réseau de connaissances sur le fonctionnement des milieux aquatiques méditerranéens ;
- faire reconnaître au niveau national et européen la spécificité des milieux aquatiques de la Métropole et de leur fonctionnement ;
- communiquer les réflexions sur les politiques et actions métropolitaines engagées auprès des instances nationales et de bassins.

Enfin, la Charte du Réseau Régional des Gestionnaires de Milieux Aquatiques, ci-annexée, dont l'approbation conditionne l'adhésion au RRGMA, porte des valeurs dans lesquelles la Métropole s'inscrit. Elle pose en effet un ensemble d'engagements environnementaux mais également économiques, sociaux et démocratiques de la gestion de l'eau, à savoir :

- Développer une approche locale, globale et concertée de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques conformément aux orientations et aux préconisations du SDAGE Rhône Méditerranée, et aux principes du développement durable ;
- Restaurer, préserver et gérer les milieux naturels liés à l'eau et leurs paysages, dans le cadre des objectifs environnementaux fixés pour ces milieux, et en prenant en compte les connaissances actuelles concernant le changement climatique et ses conséquences certaines.

Aussi, il est proposé d'approuver l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Réseau Régional des Gestionnaires de Milieux Aquatiques (RRGMA) et, en cela, d'approuver la Charte du Réseau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- La délibération n°MER 008-1502/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche de Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE) ;
- La délibération n°DEA 014-2832/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 actant la proposition d'organisation de la compétence GEMAPI au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de construire progressivement une stratégie métropolitaine de la Gestion de Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations (GEMAPI) ;
- Qu'il convient une gestion intégrée par bassin versant du grand cycle de l'eau au-delà de la distinction GEMAPI / hors GEMAPI pour contribuer à l'aménagement durable du territoire ;
- Que le RRGMA rassemble les organismes publics ou privés qui sont engagés dans une politique active de gestion, d'aménagement et de restauration des milieux aquatiques ;
- Que la dynamique de réseau, telle que proposée par le RRGMA, présente un intérêt

certain en termes de mutualisation des savoirs et des savoir-faire, et appui technique, réglementaire et méthodologique dans son domaine de compétence ;

- Qu'en adhérant au RRGMA, la Métropole pourra bénéficier de retours d'expérience et d'outils méthodologiques pour appuyer ses équipes dans la mise en œuvre de sa stratégie métropolitaine de la GEMAPI.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la charte du Réseau Régional des Gestionnaires de Milieux Aquatiques (RRGMA), annexée à la présente délibération.

### **Article 2 :**

Est approuvée l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Réseau Régional des Gestionnaires de Milieux Aquatiques. Cette adhésion n'a pas d'incidence financière.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter l'adhésion au RRGMA et à signer la charte associée et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 054-3362/17/CM**

### **■ Approbation d'une convention de gestion avec la Ville de Marseille pour l'entretien des espaces verts d'accompagnement de voirie sur le périmètre de la Commune de Marseille MET 17/5874/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 et complétée par la loi NOTRE n°2015-991 du 7 août 2015, exerce de plein droit, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de la Communauté Urbaine, la compétence relative à la création et à l'entretien de la voirie. Cette compétence a été transférée à la Métropole à compter de sa création en tant que compétence obligatoire déléguée au Conseil de Territoire Marseille Provence.

A ce titre, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2016, le Conseil de Territoire Marseille Provence assure l'entretien des arbres d'alignement à l'exception des espaces verts d'accompagnement de voirie.

Cependant, l'article L 5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales stipule qu'au premier janvier

2018, toutes les compétences qui relèvent de la Métropole devront lui être transférées par les communes, qui les avaient exercées jusqu'alors. Il en est ainsi des espaces verts d'accompagnement de voirie.

La Métropole qui ne possède pas de structure propre susceptible d'assurer cette compétence sur le périmètre de la Commune de Marseille, souhaite en confier l'exécution à la Ville de Marseille. Cette dernière dispose en effet, au sein de la Direction des Parcs et Jardins d'une part du savoir faire nécessaire et d'autre part de moyens humains et matériels partiellement mutualisables permettant d'optimiser les charges et le service rendu aux usagers.

La présente délibération a donc pour objet d'approuver la convention de gestion afférente et notamment d'en préciser les modalités techniques et financières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 12 décembre 2017.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- La nécessité pour la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence de conventionner pour définir les modalités techniques et financières de la gestion par la Ville de Marseille pour le compte de la Métropole AMP de la compétence relative à l'entretien des espaces verts d'accompagnement de voirie sur le périmètre de la Commune de Marseille.



## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion avec la Ville de Marseille ayant pour objet l'entretien des espaces verts d'accompagnements de voirie sur le périmètre de la Commune de Marseille, ci annexée.

### Article 2 :

Les missions et tâches objets de cette convention donne lieu à un remboursement par la Métropole des dépenses exposées par la Commune pour leur réalisation. Le montant de ces dépenses est fixé à 1 400 000 € en 2018.

Il est également précisé que l'évaluation définitive des charges transférées par la Commune, qui accompagne tout transfert de compétence, sera réalisée dans le cadre des prochains travaux de la CLECT en 2018 et sera déduite de son attribution de compensation pour 2018.

### Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal du territoire de Marseille Provence – sous politique G 120 - Nature 611/7222 3DPU.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

***Commission "Mer, Littoral et  
Ports, protection et mise en  
valeur des espaces maritimes et  
naturels"***

\*\*\*\*\*

#### **MER 001-3363/17/CM**

■ **Approbation de l'avenant n° 4 de prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1**  
**MET 17/5304/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016, gère 24 ports de plaisance représentant 8500

postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, la Communauté Urbaine avait décidé, par délibération du 13 mai 2005, de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces contrats ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence, n'ont pas permis le lancement en 2016 d'une procédure de mise en concurrence pour leur renouvellement ; aussi un avenant a permis de reporter le terme du contrat de 1 an, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Parallèlement, la Métropole a dû envisager les conséquences d'une éventuelle désignation de Paris comme ville organisatrice des Jeux Olympiques de 2024 associant la Ville de Marseille pour l'accueil des épreuves de voile. Le cahier des charges de la future délégation de service public a été adapté en ce sens.

Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'évènement dès 2020 ou 2021, et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du délégataire, le Conseil de la Métropole a, par délibération en date du 18 mai 2017, approuvé le principe du recours à une délégation de service public sous forme d'un affermage d'une durée de dix ans.

La procédure de mise en concurrence a été lancée en juin 2017 et les candidatures ont été ouvertes par la Commission de délégation de service public dans sa séance du 22 septembre 2017. Au mois de novembre suivant, la Commission de délégation de service public a procédé à l'analyse des candidatures et a ouvert les offres des candidats admis.

Compte tenu des délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence, la Métropole n'est pas en mesure d'attribuer le futur contrat de délégation de service public au 1er janvier 2018.

Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période de six mois, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis la Commission de délégation de service public

eu égard à son impact financier évalué à environ 6,5 % du total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR/1/431/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de périmètre 1 ;
- La délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement du périmètre 1 du Vieux-Port de Marseille ;
- La délibération POR 004-212/11/CC du 28 mars 2011 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération POR 004-833/12/CC du 14 décembre 2012 portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération MER 003-897/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation d'un avenant de prolongation de la délégation de service public de Gestion Portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1
- L'avis de la Commission de délégation de service public ;
- La lettre du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole est compétente pour la gestion des ports de plaisance ;
- Que le contrat de délégation de service public n°06/191 consenti au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon pour gérer le périmètre 1 du Vieux-Port de Marseille arrive à échéance le 31 décembre 2017 ;
- Que par délibération, en date du 18 mai 2017, a été de nouveau acté le principe de recourir à une délégation de service public pour la gestion du périmètre 1 du Vieux-Port ;
- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettent pas à la Métropole d'attribuer le futur contrat de délégation de service public au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Qu'il convient de prolonger ce contrat d'un semestre soit, jusqu'au 30 juin 2018.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 4, ci-annexé, portant prolongation du contrat de délégation de service public n°06/191 conclu avec le Cercle Nautique et Touristique du Lacydon sur le périmètre 1 du Vieux-Port de Marseille.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**MER 002-3364/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n° 3 de prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie à La Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2**

**MET 17/5305/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016, gère 24 ports de plaisance représentant 8500

postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, la Communauté Urbaine avait décidé, par délibération du 13 mai 2005, de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces contrats ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence, n'ont pas permis le lancement en 2016 d'une procédure de mise en concurrence pour leur renouvellement ; aussi un avenant a permis de reporter le terme du contrat de 1 an, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Parallèlement, la Métropole a dû envisager les conséquences d'une éventuelle désignation de Paris comme ville organisatrice des Jeux Olympiques de 2024 associant la Ville de Marseille pour l'accueil des épreuves de voile. Le cahier des charges de la future délégation de service public a été adapté en ce sens.

Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'évènement dès 2020 ou 2021, et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du délégataire, le Conseil de la Métropole a, par délibération du 18 mai 2017, approuvé le principe du recours à une délégation de service public sous forme d'un affermage d'une durée de dix ans.

La procédure de mise en concurrence a été lancée en juin 2017 et les candidatures ont été ouvertes par la Commission de délégation de service public dans sa séance du 22 septembre 2017. Au mois de novembre suivant, la Commission de délégation de service public a procédé à l'analyse des candidatures et a ouvert les offres des candidats admis.

Compte tenu des délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence, la Métropole n'est pas en mesure d'attribuer le futur contrat de délégation de service public au 1er janvier 2018.

Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période de six mois, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis de la Commission de délégation de service public eu égard à son impact financier évalué à

environ 5 % du total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR/2/432/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de périmètre 2 ;
- La délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement du périmètre 2 du Vieux-Port de Marseille ;
- La délibération POR 005-834/12/CC du 14 décembre 2012 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération MER 004-898/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation d'un avenant de prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie à la Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public .
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que la Métropole est compétente pour la gestion des ports de plaisance ;
- Que le contrat de délégation de service public n°06/190 consenti à la Société Nautique de Marseille pour gérer le périmètre 2 du Vieux-Port de Marseille arrive à échéance le 31 décembre 2017 ;
- Que par délibération, en date du 18 mai 2017, a été de nouveau acté le principe de recourir à une délégation de service public pour la gestion du périmètre 2 du Vieux-Port ;
- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettent pas à la Métropole d'attribuer le futur contrat de délégation de service public au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Qu'il convient de prolonger ce contrat d'un semestre soit, jusqu'au 30 juin 2018.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 3, ci-annexé, portant prolongation du contrat de délégation de service public n°06/190 conclu avec la Société Nautique de Marseille sur le périmètre 2 du Vieux-Port de Marseille.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **MER 003-3365/17/CM**

#### **■ Approbation de l'avenant n° 5 de prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) au sein du Port de la Pointe Rouge - Périmètre 3**

### **MET 17/5306/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016, gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, la Communauté Urbaine avait décidé, par délibération du 13 mai 2005, de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces contrats ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence, n'ont pas permis le lancement en 2016 d'une procédure de mise en concurrence pour leur renouvellement ; aussi un avenant a permis de reporter le terme du contrat de 1 an, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Parallèlement, la Métropole a dû envisager les conséquences d'une éventuelle désignation de Paris comme ville organisatrice des Jeux Olympiques de 2024 associant la Ville de Marseille pour l'accueil des épreuves de voile. Le cahier des charges de la future délégation de service public a été adapté en ce sens.

Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'évènement dès 2020 ou 2021, et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du délégataire, le Conseil de la Métropole a, par délibération du 18 mai 2017, approuvé le principe du recours à une délégation de service public sous forme d'un affermage d'une durée de dix ans.

La procédure de mise en concurrence a été lancée en juin 2017 et les candidatures ont été ouvertes par la Commission de délégation de service public dans sa séance du 22 septembre 2017. Au mois de novembre suivant, la Commission de délégation de service public a procédé à l'analyse des candidatures et a ouvert les offres des candidats admis.

Compte tenu des délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence, la Métropole n'est pas en mesure d'attribuer le futur contrat de délégation de service public au 1er janvier 2018.

Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période de six mois, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis de la Commission de délégation de service public eu égard à son impact financier évalué à environ 6% du total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR/3/433/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation d'une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge à Marseille ;
- La délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement d'une partie du port de la Pointe Rouge à Marseille ;
- La délibération POR 001-943/08/CC du 19 décembre 2008 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération POR 006-1252/09/CC du 26 mars 2009 portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération POR 004-471/13/CC du 28 juin 2013 portant approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération MER 005-899/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation d'un avenant de prolongation de la délégation de service public de gestion portuaire consentie au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de la Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole est compétente pour la gestion des ports de plaisance ;
- Que le contrat de Délégation de Service Public n°06/192 consenti au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) pour gérer le périmètre 3 du port de la Pointe-Rouge arrive à échéance le 31 décembre 2017 ;
- Que par délibération, en date du 18 mai 2017, a été de nouveau acté le principe de recourir à une délégation de service public pour la gestion du périmètre 3 du port de la Pointe-Rouge ;
- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettant pas à la Métropole d'attribuer le futur contrat de délégation de service public au 1er janvier 2018 ;
- Qu'il convient de prolonger ce contrat d'un semestre soit, jusqu'au 30 juin 2018.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°5, ci-annexé, portant prolongation du contrat de délégation de service public n°06/192 conclu avec le Yachting Club de la Pointe Rouge sur le périmètre 3 du port de la Pointe-Rouge.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**MER 004-3366/17/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux Port de Marseille - Périmètre 1**

**MET 17/5464/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 24 ports de plaisance

représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de Service Public n°06/191, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, association régie par la loi du 1er juillet 1901, « la gestion, l'animation et le développement du pôle : grande et moyenne plaisance, l'accueil des professionnels du nautisme ainsi que l'animation d'un pôle aviron » de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille identifiée sous la dénomination de « périmètre 1 ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2007.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public à la « gestion, l'animation et le développement du pôle grande et moyenne plaisance, motonautisme, accueil des professionnels du nautisme et animation d'un pôle aviron » « périmètre 1 » ;
- La délibération MER 003-897/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°3 de prolongation d'un an de

la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;

- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par le Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, titulaire de la convention de délégation de service public relative à « la gestion, l'animation et le développement du pôle : grande et moyenne plaisance, l'accueil des professionnels du nautisme ainsi que l'animation d'un pôle aviron » de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille identifiée sous la dénomination de « périmètre 1 », n° 06/191.

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris acte du rapport d'activité pour l'année 2016 remis par le Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public titulaire du contrat de DSP n° 06/191 relatif à « la gestion, l'animation et le développement du pôle : grande et moyenne plaisance, l'accueil des professionnels du nautisme ainsi que l'animation d'un pôle aviron » de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille identifiée sous la dénomination de « périmètre 1 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**MER 005-3367/17/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux Port de Marseille - Périmètre 2**  
**MET 17/5465/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de Service Public n° 06/190, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société Nautique de Marseille (SNM), association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terre pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public à la « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs

pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terre pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 ».

- La délibération MER 004-898/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie à La Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux Port de Marseille-Périmètre 2 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Service Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par La Société Nautique de Marseille titulaire de la convention de délégation de service public, relative à « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terre pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 », n° 06/190.

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris acte du rapport d'activité pour l'année 2016 remis par la Société Nautique de Marseille (SNM) titulaire du contrat de DSP n° 06/190 relatif à « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terre pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **MER 006-3368/17/CM**

■ **Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du port de la Pointe Rouge à Marseille - Périmètre 3**

**MET 17/5466/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de service public n°06/192, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR), association régie par la loi du 1er juillet 1901, la « gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse », sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge, à Marseille. Ce contrat a été conclu pour une période de dix ans à compter du 1er janvier 2007.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006 approuvant la convention de Délégation de Service Public relative à la « gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche

sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse », sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge ;

- La délibération MER 005-899/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°4 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de La Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par Le Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) titulaire de la convention de délégation de service public, relative à la « gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse », sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge à Marseille – Périmètre 3, n° 06/192.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2016, remis par le Yachting Club de la Pointe-Rouge, délégataire de service public titulaire du contrat de DSP n° 06/192 relatif à « la gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse » sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge à Marseille – périmètre 3.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**MER 007-3369/17/CM**

**■ Approbation des Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2018**  
**MET 17/5692/CM**



Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'occupation des terrains et plans d'eau situés sur le domaine public portuaire transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que les prestations annexes, donnent lieu au paiement de redevances par les usagers dont les montants sont fixés annuellement par cette dernière après consultation du Préfet et des Conseils Portuaires. Ces tarifs sont exprimés en euros hors taxes.

Ces redevances participent à hauteur de 80% au budget annexe des ports.

L'équilibre du budget annexe des ports est aujourd'hui déficitaire pour deux raisons : un niveau de redevances trop faible et une augmentation significative des taxes foncière (de 500.000€ en 2012 à 1.250.000€ aujourd'hui).

C'est pourquoi, depuis 2016, afin de combler ce déficit, une démarche de recherche d'économie et de recettes supplémentaires a été engagée. Malgré des économies substantielles réalisées (environ 1 000 000 €) sur le budget de fonctionnement (réorganisation du travail, redéploiement de personnel, non remplacement de certains départs à la retraite, etc....) et malgré la récupération de plusieurs recettes supplémentaires (suppression de gratuité, perception de recettes d'occupation supplémentaires, etc..), une augmentation substantielle des tarifs reste indispensable.

Cette situation est liée à une faiblesse des tarifs mise en avant par le dernier rapport de la chambre régionale des comptes, publié en Juin 2017 qui stipulait «... le budget annexe des ports se caractérise par un déséquilibre chronique en fonctionnement et par un besoin à la fin de chaque exercice d'une avance de trésorerie du budget principal. La nécessaire optimisation des ressources de ce budget annexe passe donc par une revalorisation des tarifs des redevances à des niveaux plus conformes à leur juste valeur ».

Afin d'équilibrer ce budget et d'absorber le coût de la taxe foncière en la répartissant au maximum sur tous les usagers, il est proposé d'augmenter le tarif des postes à flot des plaisanciers de 8 € par m2 pour tous les ports en régie. Ce travail de répercussion de la taxe foncière se poursuivra lors du renouvellement des contrats de DSP et des AOT des sociétés nautiques en 2018 et 2019.

Cette augmentation permettra dès 2018 d'obtenir des recettes supplémentaires d'environ 350 000 €. A la suite de cette première étape, une démarche de revalorisation de certains tarifs d'occupation sera mise en œuvre et une harmonisation des tarifs sera également poursuivie pour faire converger les prix des postes à flots dans tous les ports vers un « tarif cible ».

Les augmentations proposées pour l'année 2018 portent essentiellement sur :

- 1) Une augmentation de 8€ sur l'ensemble des postes à flot gérés en régie directe

	Pointe-Rouge (hors DSP3)	Frioul	La Ciotat	Carry le Rouet	Sausset-les-Pins Nouveau port	Sausset-les-Pins Ancien Port	Petits ports *	Petits ports saisonniers**
Tarif actuel	49,24 €	39,29 €	48,68 €	51,04 €	47,05 €	44,74 €	21.64 €	12.16 €
	57,24€	47,29€	56,68€	59,04€	55,05 €	52,74€	29,64€	20,16€

- 2) Terre-plein bâti et non bâti à caractère commercial ou associatif : + 4 %
- 3) Habitations : + 4 %
- 4) Autres redevances (carénage, manutentions, remorquage...) : + 4 %
- 5) Terrasses : + 4 %
- 6) Création de diverses pénalités liées aux surcoûts de gestion de dossiers

\* Petits ports : Neptune, Capucins, Saint-Jean (La Ciotat), Vallon des Auffes, Madrague de Montredon, UNG, La Rascasse des Goudes (Marseille).

\*\*Petits ports saisonniers : Grand Méjean, Petit Méjean, Figuières, Rouet plage, La Vesse (Côte Bleue), Ste Nautique Corniche, Goelands de Malmousque, Sormiou, Morgiou, Cap Croisette, Escalette, Callelongue (Marseille).

L'ensemble de ces redevances a été présenté lors des Conseils Portuaires des 8 et 11 décembre 2017 ; les observations émises ont été prises en compte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le CG3P ;
- Le Code des Ports Maritimes,
- Le Code des Transports ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1805 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'adopter les redevances d'occupation du domaine public portuaire relevant de la compétence de la Métropole Aix-Marseille Provence pour l'année 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est compétente de plein droit en matière de gestion des ports de plaisance ;
- Les avis émis par les Conseillers portuaires lors des instances des 08 et 11 décembre 2017 ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées pour l'année 2018, les redevances d'occupation du domaine public portuaire et prestations annexes applicables dans l'ensemble des ports métropolitains ci-annexées.

**Article 2 :**

Les recettes seront constatées au budget annexe des ports

Nature 7011-7012 : Vente de produits finis et intermédiaires

Nature 7062-7064-7065 : Prestations de service

Nature 70831-70833 : Locations diverses

Nature 70851 : Ports - Redevances d'occupation domaniale

Nature 70852 : Ports - Aire de carénage

Nature 70853 : Ports -- Stationnement de navires

Nature 70854 : Ports -- remorquage

Nature 7088 : Autres produits d'activités annexes

Nature 751 : Redevances, concessions, brevets, droits

Nature 757 : {redevances versées par les fermiers et concessionnaires

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Voirie, Espaces  
 Publics et Grands équipements  
 métropolitains"***  
 \*\*\*\*\*

**VOI 001-3370/17/CM**

**■ Approbation de la révision et de l'affectation des opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence  
 MET 17/5370/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire Marseille-Provence, comprenant les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre de son Budget Primitif 2018, sont inscrites dix-sept opérations d'investissement qui nécessitent une revalorisation de leurs autorisations de programme respectives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 14 519 934 euros TTC des opérations d'investissement visées ci-dessous, afin de permettre leur réalisation;

- Qu'il convient de procéder aux affectations des révisions pour un montant total de 14 119 934 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation des opérations d'investissement suivantes :

SOUS-POL.	N° D'OPE.	LIBELLE	Montant de l'AP existante	Montant de revalorisation demandée	Montant de l'AP revalorisée	MONTANT DES CREDITS DE PAIEMENT 2018
C310	2009114000	CARRY-LE-ROUET - AMENAGEMENT DE L'AVENUE BOCOUMAJOUR	200 000	+650 000	850 000	15 000
C360	2015114505	DNL - FOURNITURE MATERIEL EXPLOITATION TRAFIC	2 500 000	+1 200 000	3 700 000	110 000
C360	2015114506	DNL - GR ET MODERNISATION SIGNALISATION	4 500 000	+1 470 000	5 970 000	215 000
C360	2015114508	MARSEILLE- GESTION CENTRALISEE DU TRAFIC - EXTENSION DU RESEAU	1 200 000	+1 000 000	2 200 000	195 000
C360	2015114511	EVOLUTION DU POSTE CENTRAL DE REGULATION DES FEUX TRICOLORES LOGICIELS ET MURS D'IMAGES	200 000	+600 000	800 000	104 000
C310	2013100400	ENSUES-VOIE LIAISON SALLE FETES/ECOLE	585 712	+374 288	960 000	400 000
C310	2013100100	AMÉNAGEMENT ZONE PIETONNE CENTRE-VILLE DE LA CIOTAT	600 000	+90 000	690 000	290 000
C310	2011108700	MARSEILLE - QUARTIER NOAILLES / REAMENAGEMENT DE LA PLACE NOAILLES, DES HALLES CHARLES DELACROIX ET DE LA RUE CHÂTEAUREDON	830 000	+100 000	930 000	350 000
C310	2015116200	MARSEILLE - AMENAGEMENT DES ABORDS DU CENTRE BOURSE AU COURS BELSUNCE	3 000 000	+3 000 000	6 000 000	80 000
C310	2012113400	MARSEILLE - ETUDE DE STATIONNEMENT AVENUE DES CHUTES LAVIE DU N°1 JUSQU'À GUIGOU	2 030 000	+270 000	2 300 000	200 000
C310	2015117600	MARSEILLE - AMENAGEMENT DE LA PLACE PAUL LAPEYRE	650 000	+50 000	700 000	400 000

C360	2012115600	MARSEILLE MODERNISATION ET REMISE A NIVEAU DES EQUIPEMENTS DU TUNNEL DE LA MAJOR	500 000	+160 000	660 000	70 000
C360	2015114517	GR / ACQUISITIONS TUNNELS 2014-2017	705 000	+550 000	1 255 000	170 000
C310	2011110200	PLAN-DE-CUQUES AMENAGEMENT DE L'AVENUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY - DE L'IMPASSE PAUL FOUQUE DE L'AV JULES FERRY ET DE L'AVENUE DU GENERAL LECLERC	950 000	+550 000	1 500 000	-
C310	2011110300	PLAN-DE-CUQUES CREATION D'UNE VOIE DE LIAISON ENTRE L'AVENUE PASTEUR ET LA RUE DE LA REPUBLIQUE	14 354	+3 985 646	4 000 000	
C310	2011110800	ROQUEFORT-LA- BEDOULE REQUALIFICATION DU BOULEVARD EMILE ZOLA ( DE L'AVENUE ROGER SALENGRO A LA RUE JACQUES BREL)	650 000	+70 000	720 000	-
C310	2014104300	MARSEILLE AMENAGEMENT DE LA PLACE GUY DURAND	620 000	+ 400 000	1 020 000	-
<b>TOTAL DES REVISIONS</b>				+ 14 519 934		

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opérations 2009114000, 2013100400,  
2013100100, 2011108700, 2015116200,  
2012113400, 2015117600, 2011110200,  
2011/00103, 2011110800 – Programme 14 – Sous  
programme 14 1 - Nature 4581 – Fonction 844 –  
Sous-politique C310  
Opérations 2015114505, 2015114506,  
2015114508, 2015114511, 2012115600,  
2015114517 –Programme 14 – Sous-programme  
14 2 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique  
C360

Les recettes seront constatées aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opérations 20091140000, 2013100400,  
2013100100, 2011108700, 2015116200,  
2012113400, 2015117600, 2011110200,  
2011/00103, 2011110800 – Programme 14 - Nature  
4582 – Fonction  
844 – Sous-politique C310  
Opérations 2015114505, 2015114506,  
2015114508, 2015114511, 2012115600,  
2015114517 –Programme 14 – Sous-programme  
14 2 - Nature 4582 – Fonction 844 – Sous-politique  
C360

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 002-3371/17/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, "Intervention sur murs de soutènement" MET 17/5395/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les voies de la Métropole disposent de murs de soutènement qui doivent être remis en état, consolidés ou à construire durant les quatre prochaines années.

Cette opération permettra de répondre à ce besoin spécifique pour les années 2018 à 2021. Des études et des travaux pourront intervenir sur cette

période en fonction des événements qui surviendront et de l'état de ces derniers.

Elle vient en renouvellement d'une ancienne opération d'investissement, n°2013/00024.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018102400, « DNL - MPM - Interventions sur murs de soutènement 2017-2021 », pour un montant de 3 000 000 €, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

#### **Où il le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 3 000 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018102400, « DNL - MPM - Interventions sur murs de soutènement 2017-2021 » pour un montant de 3 000 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget principal.  
L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2018 : 150 000 € TTC  
CP 2019 : 350 000 € TTC  
CP 2020 : 350 000 € TTC  
CP sur exercices suivants : 2 150 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **VOI 003-3372/17/CM**

### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, "DNL - Aménagement des espaces rétrocédés au titre des Permis de Construire" MET 17/5538/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de l'accord d'un Permis de Construire ou lors d'une mise en demeure d'acquiescer, le pétitionnaire cède à la Métropole une partie de terrain impactée par une Emprise Réserve au PLU pour la réalisation d'un projet de voirie. Cette disposition laisse des zones non aménagées (délaisés) sur des portions de voie dans l'attente de l'acquisition de toutes les parcelles qui permettra de réaliser l'opération prévue au PLU.

Ce budget lui permettra de sécuriser ces espaces cédés, ces derniers seront traités à minima par le déplacement des réseaux aériens et la réalisation des revêtements de surface.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018102500, « DNL – Aménagement des espaces rétrocédés au titre des Permis de Construire », pour un montant de 2 000 000 €, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 2 000 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

## **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018102500, « DNL – Aménagement des espaces rétrocédés au titre des Permis de Construire » pour un montant de 2 000 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.  
L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 150 000 € TTC  
CP 2019 : 500 000 € TTC  
CP 2020 : 600 000 € TTC  
CP exercices suivants : 750 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **VOI 004-3373/17/CM**

### **■ Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement concernant la requalification des espaces publics du Centre-Ville de Marseille - Approbation du programme synthétique de la requalification des espaces publics MET 17/5238/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La dynamique de requalification du centre-ville de Marseille a véritablement été initiée avec le projet

Vieux-Port mis en œuvre à partir de 2012. Plusieurs axes commerciaux majeurs de l'hypercentre ont ensuite fait l'objet d'une profonde requalification : rue Saint-Ferréol, rue de Rome avec la mise en service de la ligne 3 du tramway, rue Francis Davso et la partie basse de la rue Paradis entre la Canebière et la Place Estrangin.

Dans la continuité des aménagements ainsi réalisés, l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-Ville » vise à poursuivre la requalification du centre-ville, afin d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

La Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent définir conjointement les orientations souhaitées pour la requalification du centre-ville dans une vision globale et hiérarchisée, ainsi qu'une méthode de travail.

Le périmètre opérationnel s'inscrit à l'intérieur d'un périmètre de réflexion défini pour l'AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine), avec l'objectif d'une première série de réalisations pour 2020.

La méthode envisagée consiste à désigner une équipe de maîtrise d'œuvre pluridisciplinaire (constituée de bureaux d'études techniques, d'architecte, de paysagiste et d'architecte du patrimoine), qui préalablement aux missions classiques de maîtrise d'œuvre, devra définir une trame circulaire cohérente, mettre au point une charte de qualité urbaine (typologie des matériaux et du mobilier urbain) et proposer une programmation des investissements.

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, une équipe projet placée sous l'autorité du Directeur général adjoint délégué aux grandes infrastructures sera constituée.

Il est précisé que la Métropole Aix-Marseille-Provence interviendra pour le compte de la Ville de Marseille dans le cadre d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique pour les compétences qui la concernent, à savoir vidéo protection, stationnement intelligent, fontaines et bancs.

Afin de mener à bien cet ambitieux projet, la création de l'opération d'investissement correspondante, d'un montant de 60 000 000 € TTC doit être approuvée au Conseil de ce jour, dans le cadre du vote du budget primitif 2018.

L'opération d'investissement n°2018102100 relative à la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille s'élevant à 60 000 000 € TTC inscrite au budget de l'état spécial du Territoire Marseille Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme 08 sous le code AP n°181080BP de la Métropole, doit être affectée dans sa totalité.

Dans le cadre de cette opération importante et afin de partager l'ambition du cœur de M

étropole, il sera proposé de mettre en place un partenariat ambitieux avec le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 13 décembre 2017.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le programme de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 60 000 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de requalification synthétique des espaces publics du centre-ville de Marseille, ci-annexé.

#### **Article 2 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018102100 relative à la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille pour un montant de 60 000 000 € TTC au budget de l'état spécial du territoire

Marseille Provence rattachée au programme 08 sous le Code AP n°181080BP.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2018 : 1 000 000 € TTC

CP 2019 : 26 000 000 € TTC

CP 2020 : 21 000 000 € TTC

CP 2021 : 12 000 000 € TTC ;

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 005-3374/17/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, "Rénovation des bornes marchés forains" MET 17/5398/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce de plein droit en lieu et place des communes membres, les compétences d'aménagement de l'espace métropolitain et notamment l'organisation de la mobilité et les aires de stationnement.

A ce titre, la Métropole a pris en charge le transfert de l'entretien des bornes électriques des marchés forains de la Ville de Marseille.

A cette occasion, il est nécessaire de créer une opération de rénovation des bornes électriques des marchés.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018102300, « Rénovation bornes marchés forains », pour un montant de 500 000 €, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 500 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018102300, « Rénovation bornes marchés forains » pour un montant de 500 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 50 000 € TTC

CP 2019 : 100 000 € TTC

CP 2020 : 100 000 € TTC

CP exercices suivants : 250 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



## **VOI 006-3375/17/CM**

### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, "Aménagement du Cours Gouffé" à Marseille MET 17/5527/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le projet de rénovation du Domaine Public Communautaire, au centre-ville de Marseille, il convient d'envisager la rénovation et la requalification du Cours Gouffé. L'état de cette voie sur certains de ses tronçons apparaît très dégradé. Il est ainsi prévu de réaménager ce Cours avec une organisation des circulations, des stationnements et des cheminements de piétons, et ce dans le cadre d'une sécurité accrue des usagers.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100800, « Marseille 6<sup>ème</sup> – Aménagement du cours Gouffé », pour un montant de 2 000 000 €, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 2 000 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018100800, « Marseille 6<sup>ème</sup> – Aménagement du cours Gouffé » pour un montant de 2 000 000 € TTC rattachées au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.  
L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 0 € TTC  
CP 2019 : 0 € TTC  
CP 2020 : 50 000€ TTC  
CP exercices suivants : 1 950 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **VOI 007-3376/17/CM**

### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Aménagement du Parking Bonne - Brise à Marseille MET 17/5401/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Situé Chemin de la Madrague de Montredon et Boulevard de Bonne Brise dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille, un terrain en friche est actuellement utilisé comme parking.

Ce terrain, d'une superficie de 4 600 m<sup>2</sup>, est propriété de la Ville de Marseille.

Afin d'améliorer la sécurité des usagers et des riverains, et de rationaliser le stationnement sur ce secteur, la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage l'aménagement d'un parking public réglementé sur cet espace, d'une contenance de 100 places environ.

Compte tenu de la localisation de ce site, l'aménagement nécessitera notamment la réalisation de murs de soutènement, de rampes d'accès, ainsi que d'un bassin de rétention enterré pour 4 600 m<sup>2</sup> de surfaces imperméabilisées en bordure de mer.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100100, « Aménagement du Parking Bonne – Brise, 13008 Marseille », pour un montant de 1 300 000 €, inscrite au budget principal enregistrée

dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 300 000 € T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018100100 « Aménagement du Parking Bonne – Brise, 13008 Marseille » pour un montant de 1 300 000 € T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.  
L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 0 €.

CP 2019 : 50 000 € T.T.C .

CP 2020 : 1 000 000 € T.T.C.

CP exercices suivants : 250 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 008-3377/17/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Aménagement du Chemin du Cap Janet à Marseille MET 17/5404/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La voie de liaison entre l'autoroute A55 et le chemin de la Madrague Ville, dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille, est aujourd'hui très dégradée.

Cette voie présente un enjeu de desserte important puisqu'elle permet l'accès notamment à plusieurs équipements scolaires ainsi qu'à l'IRFSS (Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale) Houphouët Boigny.

Aussi, considérant son état et sa fonction, et dans le cadre de la sécurité des usagers, la Métropole Aix-Marseille Provence envisage la rénovation de cette voie.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100300, « Aménagement du chemin du Cap Janet, 13015 Marseille », pour un montant de 850 000 €, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 850 000 € T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018100300 « Aménagement du chemin du Cap Janet, 13015 Marseille » pour un montant de 850 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 0 €

CP 2019 : 0 €

CP 2020 : 30 000 € T.T.C.

CP exercices suivants : 820 000 € T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 009-3378/17/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, "Aménagement de la voie des Capriers, à Marseille" MET 17/5407/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Un projet, situé quartier Saint Giniez sur la parcelle Cadastrée A0063, dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille, prévoit la construction de 650 logements, de bureaux ainsi que de commerces (dont le réaménagement des installations Renault).

Sur la parcelle assiette du projet est prévu au Plan Local d'Urbanisme, un emplacement réservé pour la création d'une voie reliant le Boulevard Barral et l'impasse des Capriers.

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage l'aménagement de cette voie, qui même si elle demeurera en impasse dans un premier temps,

permettra d'assurer la desserte des accès aux parkings sous-terrains des riverains et les activités commerciales de Renault.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100200, « Aménagement de la voie des Capriers, 13008 Marseille », pour un montant de 575 000 €, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 575 000 € T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018100200 « Aménagement de la voie des Capriers, 13008 Marseille » pour un montant de 575 000 € T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 0 €.

CP 2019 : 0 € T.T.C.

CP 2020 : 0 € T.T.C.

CP exercices suivants : 575 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **VOI 010-3379/17/CM**

### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, "Aménagement avenue des Chartreux" à Marseille MET 17/5421/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole souhaite effectuer la rénovation de l'avenue des Chartreux à Marseille 4<sup>e</sup> arrondissement. Cette voie de liaison entre le boulevard de la Libération, St Just et vers la Rose est située sur le domaine viaire de la Métropole, qui dessert aussi plusieurs noyaux villageois.

Cette rénovation implique aussi la requalification de cette voie avec une meilleure organisation des circulations, des stationnements et des cheminements piétonniers, dans le cadre d'un renforcement accru de la sécurité des usagers.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100500, « Marseille 4<sup>ème</sup> – Aménagement avenue des Chartreux », pour un montant de 2 700 000 €, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 2 700 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

**Délibère**

## **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018100500, « Marseille 4<sup>ème</sup> – Aménagement avenue des Chartreux » pour un montant de 2 700 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 0 €

CP 2019 : 50 000 € TTC

CP 2020 : 0 € TTC

CP exercices suivants : 2 650 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **VOI 011-3380/17/CM**

### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Aménagement parking Lafferage" à Marseille MET 17/5424/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage la création d'un parking de proximité dans le noyau villageois des Olives (13013). Ce parking, d'une capacité de 57 places, desservira l'école et les commerces alentours.

Il implique le transfert du foncier (1830m<sup>2</sup> de la Ville de Marseille à la Métropole).

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100600, « Marseille 13<sup>ème</sup> – Aménagement parking Lafferage », pour un montant de 450 000 €, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 450 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018100600, « Marseille 13<sup>ème</sup> – Aménagement parking Lafferage » pour un montant de 450 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.  
L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 50 000 €

CP 2019 : 400 000 €

CP 2020 : 0 €

CP exercices suivants : 0€

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 012-3381/17/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Aménagement avenue Langevin" à Marseille**

**MET 17/5426/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est envisagé d'effectuer la requalification de l'avenue Langevin. Cette voie, située au Pôle technologique ZAC de Château Gombert est du domaine viaire de la Métropole.

Dans le cadre d'un renforcement de la sécurité des usagers, la Métropole Aix-Marseille Provence envisage de rénover et requalifier cette voie avec une organisation des circulations, des stationnements et des modes doux : pistes cyclables et cheminements des piétons.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100700, « Marseille 13<sup>ème</sup> – Aménagement avenue Langevin », pour un montant de 1 500 000 €, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 500 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018100700, « Marseille 13<sup>ème</sup> – Aménagement avenue Langevin » pour un montant de 1 500 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.  
L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 0 €  
CP 2019 : 150 000 € TTC  
CP 2020 : 1 220 000 € TTC  
CP exercices suivants : 130 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 013-3382/17/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Aménagement de la place Maletterre" à Marseille  
MET 17/5428/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de rénover et requalifier de manière qualitative la place Maletterre avec une organisation des circulations, des stationnements et des cheminements piétonniers.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100900, « Marseille 16<sup>ème</sup> – Aménagement de la place Maletterre », pour un montant de 450 000 €, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 450 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018100900, « Marseille 16<sup>ème</sup> – Aménagement de la place Maletterre » pour un montant de 450 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.  
L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 0 €  
CP 2019 : 0 €  
CP 2020 : 15 000 € TTC  
CP exercices suivants : 435 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **VOI 014-3383/17/CM**

### **■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la participation ouvrages d'art ligne Marseille-Aubagne**

#### **MET 17/5235/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet ANRU et dans l'objectif de contribuer au désenclavement de la "Cité Air Bel", il a été proposé d'augmenter l'ouverture du pont-rail existant dit porte d'Air Bel en profitant des travaux de réalisation de la troisième voie ferrée sur la ligne Marseille-Aubagne-Toulon.

Les études Projet de l'opération d'élargissement du pont-rail d'Air Bel ont fait apparaître un surcoût de l'opération par rapport aux études préliminaires. Cette opération est entièrement financée par la Métropole et réalisée par la SNCF. Les travaux seront réalisés en 2018-2019.

Aussi, une convention n°11/054 de financement et un avenant n°1 ont été approuvés respectivement par délibération VOI 002/283/10/BC du 10 décembre 2010 et VOI 036/767/13/BC du 13 décembre 2013.

Au terme des études menées au niveau projet, le coût prévisionnel de l'opération, incluant toutes les phases (EP+AVP+PRO+REA) est estimé à 2 648 092 € H.T, (Valeur Janvier 2008), soit 3 122 649 € H.T, CE juin 2013. Ce coût représente le surcoût pour l'opération 3ème voie Marseille – Aubagne de l'élargissement du pont-rail sous les deux voies ferrées existantes. En tenant compte de ces hypothèses et du coût de l'opération estimé aux dernières conditions économique connues et transmises par SNCF (juin 2013), le besoin de financement est ainsi évalué à **3 510 372 € courants** HT (y compris les frais de maîtrise d'ouvrage SNCF), dont 198 700 € HT au titre du versement libératoire.

L'opération d'investissement n°2011109900 relative à la participation ouvrages d'art Ligne Marseille/Aubagne, de 3 200 000 € inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 14082BP du programme 08 Espace Public Infrastructures de la Métropole doit être révisée pour un montant de 400 000 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n°2011109900 de 3 200 000 € TTC à 3 600 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 400 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 400 000 € TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiements afférents.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2011109900 relative à la participation ouvrages d'art Ligne Marseille/Aubagne, pour un montant de 400 000 € TTC rattachée à l'autorisation de programme 14082BP du programme 08 Espace Public Infrastructures de la Métropole.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018.

Suite à la révision, l'échéancier prévisionnel des crédits s'est établi comme suit :

Mandaté antérieur : 275 000 € TTC

Année 2018 : 1 404 148,30 € TTC

Année 2019 : 1 669 295,40 € TTC

Année 2020 : 251 555,80 € TTC

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Général des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ADEME, Agence de l'Eau ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 015-3384/17/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'aménagement de l'avenue de Provence au droit du Domaine de Bagnol à Cassis MET 17/5037/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'avenue de Provence est dotée d'un trottoir pour les piétons, interrompu par un mur maçonné, à l'approche du Domaine du Bagnol. Les piétons doivent alors emprunter la route pour rejoindre le trottoir existant situé plus bas.

La réalisation du trottoir nécessite, d'une part, le déplacement du mur maçonné en pierre de cassis avec le portail marquant l'entrée du Domaine du Bagnol, et d'autre part, la mise en œuvre d'un mur de soutènement au droit du trottoir créé.

La réalisation de cet aménagement permettra d'assurer la continuité du cheminement piéton. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la sécurité de la circulation.

L'opération d'investissement 2017107500 relative au domaine de Bagnol à Cassis, s'élevant à 700 000 € TTC, inscrite au budget principal du Conseil de Territoire Marseille Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme n°171082 BP du programme 08 de la Métropole doit être affectée dans sa totalité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où il est rapporté ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 700 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2017107500, relative au Domaine de Bagnol à Cassis, pour un montant de 700 000 € TTC rattachée au programme 08 : sous le Code AP n°171082 BP.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

Année 2018 : 100 000 TTC

Année 2019 : 600 000 TTC

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



## **VOI 016-3385/17/CM**

### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, "Installation de panneaux de Jalonnements dynamiques sur la commune de La Ciotat"**

**MET 17/5400/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La rénovation du Port Vieux et de la semi piétonisation de centre ancien de la commune de La Ciotat sont projetées.

A cette occasion, un plan de déplacement est à l'étude afin de redéfinir de nouveaux itinéraires. Les panneaux de jalonnement vertical signalant les différents parkings vont devenir obsolètes du fait de ce nouveau plan de déplacement.

Par conséquent, il est proposé de remplacer ces derniers par des Panneaux à Message Variable ou Panneaux de Jalonnement Dynamique qui permettront d'indiquer la direction de ces parkings, mais également le nombre de places disponibles.

Une dizaine environ sont prévus d'être installés.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018102200, « La Ciotat : Création jalonnement dynamique », pour un montant de 180 000 €, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181142 du programme 14.2 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 180 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018102200, « La Ciotat : Création jalonnement dynamique » pour un montant de 180 000€ T.T.C rattachée au programme 14.2 Voirie Métropolitaine Code AP 181142

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget principal.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 80 000 € TTC

CP 2019 : 100 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **VOI 017-3386/17/CM**

### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement Boulevard Urbain Multimodal Dulac à La Ciotat MET 17/5419/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'avenue Guillaume Dulac est un axe structurant de la commune de La Ciotat permettant de relier le centre-ville aux quartiers Nord-Est et, plus loin, la commune de Ceyreste.

En outre, dans sa configuration définitive (une fois la tranche 2 achevée) la voie douce de La Ciotat franchit l'avenue Guillaume Dulac en lieu et place de l'actuelle voie ferrée.

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage la requalification de l'Avenue Guillaume Dulac en Boulevard Urbain Multimodal, en cohérence avec l'aspect stratégique de cet axe et sa vocation à être franchie et empruntée par des modes de déplacements doux.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100400, « La Ciotat – Aménagement Boulevard Urbain Multimodal Dulac », pour un montant de 5 000 000 €, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 5 000 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018100400, « La Ciotat – Aménagement Boulevard Urbain Multimodal Dulac » pour un montant de 5 000 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.  
L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 0 €

CP 2019 : 50 000 € TTC

CP 2020 : 50 000 € TTC

CP exercices suivants : 4 900 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 018-3387/17/CM**

**■ Approbation de création et d'affectation de l'opération d'investissement "Programme d'aménagement de voies" sur le territoire Istres-Ouest Provence  
MET 17/5599/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 143-274/16/CM le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence l'exercice de la compétence Aménagement de l'espace métropolitain et notamment la création, l'aménagement et l'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages nécessaires.

Dans ce cadre une programmation pluriannuelle de ces opérations a été élaborée en concertation avec les communes afin de répondre plus particulièrement aux besoins nouveaux générés par la mise en œuvre des PLU.

Ce programme était jusqu'à présent affecté par commune mais il est nécessaire aujourd'hui de globaliser l'ensemble sur une opération unique.

Il convient de créer et d'affecter l'opération d'investissement n° 2018500300, « Programme d'aménagement de voies sur le territoire Istres-Ouest Provence » d'un montant de 53 873 854,00 € TTC inscrite au budget principal, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175140 BP du programme Gestion de la voirie communautaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 53 873 854,00 € de l'opération d'investissement « Programme d'aménagement de voies sur le territoire Istres-Ouest Provence ».

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative au «Programme d'aménagement de voies sur le territoire Istres-Ouest Provence», sur le budget principal d'un montant total de 53 873 854,00 € TTC.

**Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits sur l'Etat spécial de territoire chapitre 4581 18 5 003, Opération 2018500300. L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2018 : 27 337 340,00 € TTC

CP 2019 : 26 536 514,00 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 019-3388/17/CM**

**■ Approbation des tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et définitive du domaine public métropolitain sur le Territoire Marseille-Provence pour l'année 2018  
MET 17/5314/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés.

Ainsi, la gestion de certains dispositifs installés sur le domaine public des communes membres de l'ancienne Communauté urbaine Marseille Provence

Métropole, a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

En application des articles L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et L.2331-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit des droits d'occupation et des droits de voirie correspondant à des occupations permanentes ou à des travaux sur son domaine.

La présente tarification rassemble pour l'année 2018, diverses tarifications mises en place sur le territoire Marseille-Provence et permet d'avoir une uniformité de gestion et de traitement au sein du présent Conseil de Territoire.

Compte tenu de la situation économique générale, il apparaît opportun d'augmenter de 2% l'ensemble de ces droits applicables au territoire de Marseille Provence, par rapport aux tarifs de l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°VOI 005-891/13/CC du 13 décembre 2013 portant sur les tarifs applicables à la fourniture de données de comptage et de badges d'accès aux zones piétonnes ;
- La délibération n°VOI 006-892/13/CC du 13 décembre 2013 portant approbation des tarifs 2014 et des modalités d'octroi de la gratuité pour la mise à disposition de barrières de police ;
- La délibération n°VOI 005-340/14/CC du 18 juillet 2014 portant approbation des tarifs applicables aux entrepreneurs, maître d'ouvrage ou propriétaires en cas de dégradation volontaire ou involontaire des voies publiques, de leurs équipements et de leurs accessoires ;
- La délibération n°VOI 003-1505/16/CM du 15 décembre 2016 portant approbation des tarifs applicables aux droits de voirie du Territoire Marseille Provence pour l'année 2017 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'actualiser les tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et définitive du domaine public métropolitain du territoire Marseille-Provence pour l'année 2018.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation du domaine public métropolitain du territoire Marseille-Provence pour l'année 2018 conformément au barème ci-annexé.

**Article 2 :**

La présente délibération abroge et remplace les délibérations suivantes :

- La délibération n°VOI 006-892/13/CC du 13 décembre 2013
- La délibération n°VOI 005-891/13/CC du 13 décembre 2013
- La délibération n°VOI 005-340/14/CC du 18 juillet 2014
- La délibération n°VOI 003-1505/16/CM du 15 décembre 2016

**Article 3 :**

Les recettes correspondantes sont constatées au budget général de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Sous-politique C 310 Fonction 020 Nature 7033, 70323, 70328, 7083.  
Sous-politique C 310 Fonction 822 Nature 70323, 70388, 704,70688.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 020-3389/17/CM**

**■ Redevance d'occupation du domaine public et d'occupation des infrastructures de génie civil sur le Territoire du Pays d'Aix pour 2018  
MET 17/5204/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 17 mars 2016, le Conseil de la Métropole maintenait les tarifications appliquées sur chaque territoire et ce jusqu'à harmonisation des tarifications au niveau de l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le travail d'harmonisation n'ayant pas été amorcé en 2016, le Conseil de la Métropole du 15 décembre a validé les tarifications 2017 pour le Territoire du Pays d'Aix. Les tarifs 2015 et 2016 ont donc été maintenus.

Dans l'attente de l'harmonisation, il est aujourd'hui nécessaire de délibérer pour la tarification 2018.

Les dispositions prévues pour appliquer les redevances sont les suivantes :

**I - Dispositions générales d'occupation du domaine public :**

Il existe différents types d'occupation du domaine public :

- les **occupations dites temporaires**, correspondant à la réalisation d'un chantier, qui ne sont perçues qu'une seule fois, au moment de la réalisation des travaux (type benne à gravats, clôture de chantier) ;

- les **occupations dites annuelles**, qui correspondent à l'occupation du domaine public par un ouvrage d'un concessionnaire que ce soit en surface (type borne, armoire) ou en sous-sol (type réseau enterré, conduite).

L'occupation temporaire n'est pas systématiquement autorisée par une permission de voirie, celle-ci n'étant nécessaire qu'à partir du moment où le pétitionnaire souhaite intervenir et modifier le domaine public.

En revanche, toute occupation annuelle est obligatoirement assortie d'une permission de voirie sollicitée auprès du gestionnaire de la voie concernée.

**1) Permission de voirie**

L'occupation du domaine public, par les divers dispositifs et équipements, donne lieu à l'établissement d'une permission de voirie qui doit être sollicitée par le maître d'ouvrage. Cette permission se fait sous forme d'un arrêté.

La permission de voirie peut entraîner la perception de droits de voirie obligatoirement à la charge du maître d'ouvrage et réglés par ce dernier.

**2) Modalités d'établissement du montant de la redevance**

Les droits de voirie, sous forme de redevance, sont établis conformément au barème joint en annexe et sont calculés sur la base des éléments constatés sur le terrain par les agents du Territoire du Pays d'Aix (surface, quantités et durée). Ces données feront l'objet d'un constat contradictoire avec un représentant de l'entreprise ou du maître d'ouvrage des travaux, sur convocation effectuée par le moyen que les agents du Territoire du Pays d'Aix jugeront le plus adapté (téléphone, fax, mail, courrier simple).

En l'absence du représentant de l'entreprise et/ou du maître d'ouvrage des travaux suite à la convocation susvisée, les éléments constatés sur le terrain par les agents du Territoire du Pays d'Aix feront foi et ne pourront être contestés.

En cas de risque de dépassement des dates indiquées dans la demande initiale, une autorisation complémentaire devra être sollicitée et les droits de voirie complémentaires réglés selon les mêmes conditions.

En cas d'occupation du domaine public sans autorisation de voirie préalable, les droits de voirie correspondants (surface, quantités et durée) feront l'objet d'un titre de recette émis à l'encontre du Maître d'Ouvrage. Ces droits seront calculés en fonction de la durée et de la surface constatées par les agents du Territoire du Pays d'Aix selon les mêmes conditions.

Les travaux effectués sous maîtrise d'ouvrage du Territoire du Pays d'Aix ou pour le compte propre des communes sont exonérés de la redevance.

### **3) Modalités de paiement de la redevance**

Les redevances sont dues pour l'année civile, sauf stipulations contraires prévues dans chaque cas dans l'arrêté d'autorisation. Toute période commencée (jour, mois, an) est due.

Les redevances sont exigibles dès la mise en recouvrement, elles sont payables d'avance et en une seule fois.

Les redevances sont dues à raison des ouvrages, installations ou objets existants au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et par la personne qui est ou était, à cette date, titulaire de l'autorisation.

Le redevable est le titulaire de la permission de voirie.

Tout changement survenu dans la propriété, l'installation ou l'ouvrage doit faire l'objet d'une déclaration écrite adressée au Territoire du Pays d'Aix.

Le paiement des redevances a lieu à la Trésorerie Principale de Marseille. Dès réception de l'avertissement exécutoire correspondant envoyé par le Territoire du Pays d'Aix.

## **II - Dispositions spécifiques d'occupation du domaine public pour les concessionnaires de réseaux :**

L'occupation du domaine public, en aérien, en surface ou en enterré est soumise à permission de voirie et redevance, y compris pour les occupants de droits. Pour ces derniers, l'arrêté de permission de voirie est remplacé par un accord technique du Territoire du Pays d'Aix rédigé dans les mêmes conditions.

La tarification est réglementée en fonction des différents concessionnaires.

### **1) Opérateur d'électricité**

Au titre de la redevance temporaire, le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixe les montants maxi :

- Pour les réseaux de transport, la redevance est un forfait annuel correspondant à :  
0,35 €HT / ml de réseaux posés, remplacés ou mis en service au cours de l'année N-1

- Pour les réseaux de distribution: la redevance est un forfait annuel correspondant à 1/10<sup>e</sup> de la redevance annuelle calculée pour la partie correspondant aux réseaux de distribution.

Au titre de la redevance annuelle, la redevance maxi est fixée par le décret 2002-409 du 26 mars 2002, et repris par l'article R.2333-105 du CGCT.

Ce décret fixe la redevance en fonction du nombre d'habitant de la commune. :

Pour une population inférieure ou égale à 2000 habitants la redevance est de 153€

Pour une population inférieure ou égale à 5000hab  
PR =0,183P-213 €

Pour une population inférieure ou égale à 20000hab  
PR =0,381P-1204 €

Pour une population inférieure ou égale à 100000hab  
PR =0,534P-4253 €

Pour une population supérieure à 100000hab  
PR =0,686P-19498 €

Sur la base de l'article R.2333-106 du CGCT, le calcul sera fait pour le Territoire du Pays d'Aix en prenant pour P la population INSEE du Territoire du Pays d'Aix avec la formule : PR =0,686P-19498 €.

Ce calcul doit être fait au prorata du linéaire de réseau posés sur les voiries gérées par le Territoire du Pays d'Aix par rapport au linéaire de réseaux posés sur les voiries des communes.

### **2) Opérateur de Gaz**

La loi du 1<sup>er</sup> août 1953 pose le principe du paiement d'une redevance pour le gaz et l'électricité au profit des communes et des départements.

Au titre de la redevance temporaire :

Le montant maximum des redevances pour les transports de gaz réalisant des travaux est fixé par le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 pour les

communes et les départements. Il est donc proposé de retenir le montant de la redevance à verser à la Métropole à :  
0,35 €HT / ml de réseaux posés ou remplacés au cours de l'année N-1

#### Au titre de la redevance annuelle :

Le montant maximal des redevances dues chaque année par les ouvrages de transport et de distribution de gaz est fixé pour les communes et les départements par décret n°2007-606 du 25 avril 2007. Sur la base de l'article R.2333-115 du CGCT, le calcul sera fait pour le Territoire du Pays d'Aix sur les voiries dont il est gestionnaire.

Le montant est revalorisé chaque année par application à la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et de l'index « ingénierie » mesuré au cours des 12 mois précédant la publication de l'index connu au 1<sup>er</sup> janvier.

La redevance est calculée en fonction du linéaire L de réseau implanté au cours de l'année N-1 sur les voiries du Territoire du Pays d'Aix, avec la formule suivante :

$$(0,035 \times L + 100) \times c$$

où c est le coefficient d'indexation de l'indice ING au moment du décret (valeurs 2006) et l'année de calcul de la redevance.

Pour l'année 2018, la formule sera donc la suivante :

$$0,041 \times L + 118 \text{ € HT}$$

### **3) Opérateurs de réseaux de communications électroniques**

Les opérateurs de communications électroniques titulaires d'une licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau ouvert au public délivrée par A.R.C.E.P. (Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes) bénéficient d'un droit de passage sur le domaine public communautaire routier et non routier.

La loi a renvoyé à un décret les modalités d'application des dispositions relatives à l'utilisation du domaine public routier (articles L45-9 à L53 du Code des Postes et Communications Electroniques).

#### Au titre de la redevance annuelle et de la redevance temporaire :

Le tarif annuel maximal de la redevance est défini par le décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 (articles R20-52 du code CPCE) qui précise que les montants des redevances sont indexés sur l'évolution de l'indice du coût général des travaux publics (TP01).

Indice de révision en 2006 : moyenne 2005 de TP01 (1975) : 522,375

Indice de révision en 2018 : moyenne 2017 de TP01 calculée sur les 12 derniers indices (2010 raccordé 1975) : 678,935

Au vu du tarif du décret de 2006, et de l'actualisation, voici le calcul pour les tarifs 2018:

	Domaine public routier			Domaine public non routier	
	Souterrain, Artères (en € HT/km)	Aérien, Artères (en € HT/km)	Autres : cabine tél, sous répartiteur (en € HT/m <sup>2</sup> )	Artères (en € HT/km)	Autres (en € HT/M <sup>2</sup> )
2006	30,00	40,00	20,00	1 000,00	650,00
2018	38,99	51,99	25,99	1 299,71	844,81

#### 4) Autres opérateurs de réseaux

Les autres opérateurs de réseaux n'ont pas leurs tarifs maximums de redevances réglementés.

Dans ces autres opérateurs sont notamment compris les réseaux de transport d'eaux, potables ou brutes.

Sont exonérés de redevance pour occupation annuelle les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées.

Il est proposé de retenir le montant de la redevance à verser au Territoire du Pays d'Aix pour ces autres opérateurs occupant en souterrain le domaine public à :  
2 €HT / ml de réseaux posé en souterrain au titre de l'occupation annuelle

#### **III - Dispositions d'occupation des infrastructures de génie civil du Territoire du Pays d'Aix par les concessionnaires de réseaux de communications électroniques:**

Avant toute occupation des infrastructures de génie civil du Territoire du Pays d'Aix pour les concessionnaires de réseaux de communications électroniques, il est nécessaire de conclure une convention entre le Territoire du Pays d'Aix et le concessionnaire précisant les modalités de passage du concessionnaire telles que préconisées par l'ARCEP. Cette convention est valable pour toutes les interventions à venir du concessionnaire sur l'ensemble du réseau du Territoire du Pays d'Aix et ce pour la durée fixée par la convention.

Pour chaque occupation des infrastructures du Territoire du Pays d'Aix, le concessionnaire devra formaliser une demande spécifique et obtenir validation du Territoire du Pays d'Aix en respectant les prescriptions édictées par la convention.

Concernant la tarification de la location des fourreaux, il est nécessaire d'évaluer la valeur locative comprenant d'une part l'occupation du fourreau et d'autre part une partie de l'amortissement et des frais d'entretien des infrastructures.

Il est proposé pour l'année 2018, de suivre les préconisations de l'ARCEP et d'appliquer la tarification suivante :

1,00€ HT / ml de fourreau occupé

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques dans ses articles L2125-1 à L2125-6, concernant la perception des droits de voirie sur l'occupation temporaire du domaine public ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°VOI 004-1506/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, validant les tarifs de redevances d'occupation du domaine public et d'occupation des infrastructures de génie civil pour l'année 2017 sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 023-17/03/16 CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016, décidant du maintien des tarifs et redevances en vigueur sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Délibère**

#### **Article unique :**

Sont approuvées les tarifications pour la redevance d'occupation du domaine public et pour l'occupation des infrastructures de génie civil de l'année 2018 sur le Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 021-3390/17/CM**

**■ Déclassement du domaine public routier métropolitain de l'extrémité désaffectée de l'impasse de la Rouguière à Marseille - 11ème arrondissement  
MET 17/4625/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'impasse de la Rouguière, située dans le 11ème arrondissement, est une voie transférée pour une longueur d'environ 128 mètres par la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Prenant son origine sur le boulevard de la Cartonnerie, la desserte possible s'achève sur un portail situé à 58 mètres de son commencement.

Au-delà du portail, elle est encombrée par des tas de terre, des débris et des carcasses de voiture et s'achève en cul de sac sur l'autoroute A50.

Elle n'a aucune fonction de maillage de la trame circulaire du quartier Saint Marcel et n'a aucune destination publique future inscrite au Plan Local d'Urbanisme.

Elle dessert une seule parcelle de terrain dont le propriétaire s'est porté acquéreur de la voie pour la partie à déclasser afin d'y développer une activité économique sur son lot cadastré 867 C49.

Après son déclassement, cette emprise désaffectée sera versée dans le domaine privé de la Métropole puis cédée au demandeur après consultation des deux autres propriétaires riverains.

Il a donc été décidé de déclasser du domaine public routier métropolitain le délaissé de l'impasse fermé à la circulation publique depuis plus d'un an et persistant sur les plans cadastraux.

Conformément au Code de la Voirie Routière, ce déclassement ne requiert pas d'enquête publique.

En effet, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain l'extrémité de l'impasse de la Rouguière désaffectée décrite ci-dessus qui n'est plus accessible à la circulation.

La superficie totale à déclasser est de 552 mètres carrés environ, portés sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- La désaffectation partielle de l'impasse de la Rouguière,
- L'absence d'intérêt pour cette emprise pour la trame circulaire du quartier.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est constatée la désaffectation partielle de l'impasse de la Rouguière-quartier Saint Marcel- à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement.

##### **Article 2 :**

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de l'extrémité de l'impasse de La Rouguière à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 022-3391/17/CM**

#### **■ Intégration de voies nouvelles dans le domaine public métropolitain MET 17/5202/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 2001\_A046 du 20 juillet 2001, le Conseil communautaire de la CPA a déclaré d'intérêt communautaire la ZAC du quartier de Lenfant.

La ZAC de Lenfant a été créée en 2009 et concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoire en février 2010 pour son aménagement et sa commercialisation. Les travaux de la première tranche ont consisté à réaménager une voie existante et créer des voies nouvelles de desserte ainsi que les réseaux et ouvrages techniques nécessaires à la viabilisation d'une dizaine de lots.

Suite à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement de cette tranche, le Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 a approuvé par délibération n° ECO 015-1651/17/BM le transfert de l'emprise foncière, soit une surface de 7685m<sup>2</sup>, correspondant à l'emprise de la voirie et des espaces verts.

En tant que propriétaire et gestionnaire, il est aujourd'hui nécessaire d'intégrer dans le domaine public de la Métropole ces deux nouvelles voies nommées Louis Berton et Amédée Tavernier par délibération du Conseil Municipal de la ville d'Aix-en-Provence n° DL.2014-481 du 16 décembre 2014.



A l'intérieur du périmètre	Type de voie	Nom	Longueur	Etat
ZAC de Lenfant	Rue	Louis Berton	596 mètres	Neuf
ZAC de Lenfant	Rue	Amédée Tavernier	64 mètres	Neuf

Ces rues comprennent une voirie à double sens, des stationnements, des trottoirs, des espaces verts et des bandes cyclables sur la rue Louis Berton.

Les dépenses d'entretien de cette voie constitueront des dépenses obligatoires en vertu des dispositions combinées des articles L.52II-36 et L.2321-2 20° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Sont, en conséquence, inclus dans le champ d'application d'intégration de voirie, les accessoires de la voie publique, dès lors que ceux-ci sont nécessaires et indispensables à la circulation et à la sécurité des personnes.

**Sont considérés comme tels les ouvrages suivants :**

- les trottoirs et les terre-pleins ;
- la chaussée ;
- les grilles, avaloirs et fossés nécessaires à l'assainissement des eaux pluviales de la chaussée ;
- les parkings longitudinaux ;
- les ouvrages d'arts : ponts, murs de soutènement, suivant les modalités des conventions qui régissent leur entretien ;
- les bandes cyclables, bandes d'arrêt d'urgence, aire de repos et de services ;
- les équipements de sécurité ;
- la signalisation verticale ;
- la signalisation horizontale ;
- le mobilier urbain de voirie ;
- les espaces verts, les plantations et les réseaux d'arrosage.

**Les éléments exclus de l'intégration de voirie sont :**

- la signalisation de jalonnement communal ;
- les réseaux des concessionnaires (éclairage public et réseaux secs) autres que les fourreaux de réservation pour le Très Haut Débit du Territoire du Pays d'Aix ;
- les réseaux humides enfouis autres que ceux mentionnés précédemment ainsi que les bassins de rétention ;
- les noues longitudinales faisant parties du réseau pluvial.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, le maire de la commune conserve l'ensemble de ses prérogatives en matière de pouvoir de police de circulation et de stationnement en agglomération.

Ainsi, le Territoire du Pays d'Aix ne prendra en charge aucune autres dépenses que celles mentionnées ci-dessus et notamment le déneigement des voies qui est rattaché à l'exercice du pouvoir de police du maire en matière de sécurité (article L.2212.2 du Code Général des Collectivités Territoriales) et l'entretien de l'éclairage public.

Un travail commun a été conduit au niveau des services techniques du Territoire du Pays d'Aix et de la Commune d'Aix-en-Provence pour aboutir à la diffusion d'un processus d'intervention déjà existant sur le pôle d'activités d'Aix-en-Provence et applicable sur ces voies.

Ainsi l'entretien courant, assuré par le Territoire du Pays d'Aix, est mis en œuvre au moyen d'une tournée hebdomadaire de surveillance du réseau. Toutefois, le ramassage des dépôts sauvages relevant du pouvoir de police du Maire, il est assuré par la commune d'Aix-en-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence étant propriétaire des voies, elle assurera le gros entretien et le renouvellement de voirie.

En cas de survenance d'un sinistre, l'alerte généralement donnée par l'usager est relayée à la Police Municipale qui contactera les services techniques de la Ville pour opérer à la mise en sécurité avant intervention du Territoire du Pays d'Aix pour l'exécution des travaux complémentaires.

La viabilité hivernale est gérée par les services communaux (déneigement, salage...) sur les voies.

Concernant la gestion domaniale, le Président et le Conseil de la Métropole disposeront des attributions qui leur sont dévolues par le Code de la voirie routière en application de l'article L.141.12 du même code.

Ainsi, le Territoire du Pays d'Aix sera compétent pour l'attribution des accords techniques et des permissions de voirie sur ces voies, la Commune d'Aix-en-Provence reste quant à elle compétente pour la délivrance des arrêtés de circulation et des permis de stationnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2001\_A046 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 20 juillet 2001 déclarant d'intérêt communautaire la ZAC du Quartier de Lenfant ;
- La délibération n°DL 2014-481 du 16 décembre 2014 du Conseil municipal de la ville d'Aix-en-Provence nommant les voies Louis Berton et Amédée Tavernier ;
- La délibération n° ECO 015-1651/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 relative au transfert de l'emprise foncière des équipements de la 1ère tranche de la ZAC du quartier de Lenfant ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire et gestionnaire des voies Louis Berton et Amédée Tavernier.
- Que les voies sont ouvertes à l'utilisation du Public.

**Délibère**

**Article 1 :**

Les rues Louis Berton et Amédée Tavernier situées à Aix-en-Provence sont intégrées dans le domaine public routier métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 023-3392/17/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité 2016 du Déléataire de Service Public pour le Tunnel Prado Sud à Marseille 8ème et 10ème arrondissements  
MET 17/5207/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble de son territoire. A ce titre, il lui revenait la gestion des tunnels routiers sur le territoire communautaire.

Par délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008 ont été approuvés le choix du délégataire de service public (la Société Prado Sud) ainsi que le contrat de concession n° 08/030 relatif à la réalisation et à l'exploitation du Tunnel Prado sud.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en application des transferts de compétences, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de sa création.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R.1411-7 du même code et au chapitre 6 (articles 6.1 à 6.3 du contrat de concession).

Le rapport du délégataire pour l'exercice 2016, a fait l'objet d'une analyse de la part des services communautaires dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2016 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de concession de service public concernant le Tunnel Prado Sud à Marseille (8<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> arrondissements) ;
- Le contrat de concession n°08/030 du 6 mars 2008, notifié au titulaire, la Société Prado Sud, le 14 mars 2008 ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2016, produit par la Société Prado Sud ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence le 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel d'activité 2016 a été remis par le concessionnaire, la Société Prado Sud, dans les délais impartis.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2016, remis par la Société Prado Sud, relatif à la concession n°08/030 du Tunnel Prado Sud à Marseille (8<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> arrondissements).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 024-3393/17/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité 2016 du Délégataire de Service Public pour le Tunnel Prado Carénage à Marseille  
MET 17/5208/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Maire de la Ville de Marseille, autorisé à signer par délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal, a conclu le contrat de concession de service public avec la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC), et confié à cette dernière le financement, la construction et

l'exploitation du Tunnel Prado Carénage pour une durée de 32 ans.

La Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole en application des règles relatives aux transferts de compétences, s'est substituée à la Ville de Marseille en 2003 et jusqu'au 31 décembre 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en application de ces mêmes règles, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de sa création.

Elle exerce, à ce jour, la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble du territoire du Conseil de Territoire de Marseille Provence. A ce titre, il lui revient la gestion des tunnels routiers sur ce même territoire.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit, chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R.1411-7 du même Code et au chapitre VII (articles 48 à 53 du contrat de concession).

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2016 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal de la Ville de Marseille autorisant le Maire de Marseille à signer le contrat de concession du Tunnel Prado Carénage ;

- Le contrat de concession n°90-493 du 27 septembre 1990 dont est titulaire la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2016, produit par la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC) ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence le 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel d'activité 2016 a été remis par le concessionnaire, la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2016, remis par la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage, relatif à la concession n° 90/493 du Tunnel Prado Carénage à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 025-3394/17/CM**

**■ Approbation de l'accord de principe d'une aide financière du Conseil Départemental sur les grands projets structurants sur Marseille MET 17/6076/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, Marseille a engagé une véritable mutation de ses infrastructures routières pour apaiser son centre-ville. La mise en service de la rocade L2 Est en novembre 2016 a marqué une 1<sup>ère</sup> étape importante. A l'achèvement de la totalité de la rocade L2 envisagée mi-2018, plusieurs axes de circulation connaîtront alors une baisse de trafic significative et pourront faire l'objet d'une requalification urbaine.

Dans cette perspective, quatre grands projets sont identifiés, dont la réalisation est programmée dans les cinq prochaines années :

- **Le Boulevard Urbain Sud** dans son prolongement jusqu'à la Pointe Rouge permettra d'assurer la complétude du dispositif de contournement opéré avec la rocade L2. Initialement conçu comme une rocade rapide, le projet du Boulevard Urbain Sud de Marseille a évolué vers un concept de boulevard urbain et paysager, utile à l'ensemble des modes de transport et s'inscrivant dans la continuité urbaine des quartiers traversés. Le Boulevard Urbain Sud de Marseille est un axe multimodal comprenant de larges cheminements piétons, des pistes cyclables continues sur la totalité de son linéaire, des voies réservées aux transports en commun en site propre dans les deux sens, depuis la traverse Parangon jusqu'à la rue Verdillon. Ce projet est estimé à 300 M€TTC

• **La Rocade du Jarret** : actuellement la Rocade du Jarret constitue l'unique itinéraire de contournement de la ville. Cet axe supporte un volume de circulation très important et engendre ainsi de multiples nuisances (sonores ; pollution de l'air) dans l'environnement urbain traversé. La requalification de la Rocade du Jarret a pour objectifs :

- D'apaiser la circulation automobile,
- De rééquilibrer l'espace au profit des autres modes de déplacements,
- De réaliser des aménagements ciblés en faveur des bus : sites propres, priorités aux feux, réorganisation du pôle d'échanges de la Timone,
- De reconquérir l'espace public (parvis de la Timone),
- De végétaliser en continu, les deux rives du Jarret.

Ce projet est estimé à 72 M€TTC

• **Le Cours Lieutaud** : la requalification de cet axe s'inscrit entre la Canebière et le boulevard Baille, en intégrant le boulevard Garibaldi.

Les objectifs sont :

- De créer un alignement d'arbres à hautes tiges sur chaque rive du Cours,
- D'assurer un écoulement de la circulation,
- D'organiser des espaces piétons plus confortables, un stationnement rationnel (livraisons, 2 roues, expositions de motos),
- D'offrir des itinéraires continus pour les modes doux,
- De proposer un traitement de qualité des 2 grands carrefours (Salvator / Thurner ; Cours Julien / Rue du marché des Capucins),
- De mettre en valeur le patrimoine bâti : pont de la Rue d'Aubagne, passerelle Estelle, escalier Bédarride.

Ce projet est estimé à 16 M€TTC

• **Le projet Centre-ville** : dans la continuité des aménagements précédemment réalisés sur le centre-ville au titre de la semi-piétonisation du Vieux Port et plus récemment de la requalification de la Rue Paradis, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent poursuivre la

requalification du centre-ville dans une vision globale et hiérarchisée au travers de l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-Ville ». En effet, il s'agit d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer à court terme un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

Cette réflexion s'inscrit dans le périmètre de l'aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP) en cours d'élaboration.

5 axes principaux sont proposés pour le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille :

- Améliorer le fonctionnement urbain dans une perspective de centre-ville apaisé en réorganisant le dispositif des transports en commun et en assurant une continuité,
- Poursuivre la requalification des espaces publics du cœur historique,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable,
- Définir une cohérence de traitement des espaces publics avec l'élaboration d'une charte de qualité urbaine du centre-ville de Marseille,
- Maîtriser la gestion urbaine.

Ce projet est estimé à 60 M€TTC

Ainsi ces quatre grands projets contribueront à dessiner le devenir de Marseille.

Dans cette perspective, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a fait part de son intention de soutenir pleinement ces projets notamment sur un plan financier pour garantir l'engagement entrepris par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au-delà de l'engagement financier, l'approbation de cet accord de principe se traduira par une réflexion commune et partenariale entre les deux institutions. Les directions techniques respectives définiront conjointement toutes les modalités de travail.

Devant l'importance de l'investissement et au regard de l'intérêt de ces projets pour le fonctionnement de l'agglomération marseillaise, l'engagement du Conseil Départemental sera sollicité, à hauteur de 250 M€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre les grands travaux structurants sur Marseille ;
- Qu'il convient de solliciter la participation financière du Conseil Départemental.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'accord de principe d'une aide financière du Conseil Départemental, d'un montant de 250 M€HT pour quatre grands projets structurants sur l'agglomération marseillaise (Boulevard Urbain Sud, Rocade du Jarret, Cours Lieutaud et projet Centre-Ville).

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

**Commission "Culture et sport,  
grands évènements  
métropolitains"**

\*\*\*\*\*

**CSGE 001-3395/17/CM**

**■ Définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels et socio-éducatifs**

**MET 17/5945/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes de l'article L.5217-2 du CGCT, l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour les compétences obligatoires suivantes :

- **Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;**

- Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme ;

- Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain.

**A défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.**

La définition de l'intérêt métropolitain doit permettre de distinguer dans chaque domaine de compétences concernées, celles dont l'exercice relève de la Métropole et celles dont l'exercice reste aux communes

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est énoncé que « *la métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code* ».

Il résulte de ces dispositions, que sont notamment concernés, dans ce cadre, les équipements qui étaient d'intérêt communautaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016, et dont l'intérêt métropolitain est à présent à réévaluer dans l'environnement des enjeux métropolitains. Sont également concernés les équipements communaux susceptibles de revêtir un intérêt métropolitain dans les conditions énoncées par la délibération cadre n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017.

Il convient de rappeler que la déclaration d'intérêt métropolitain d'un équipement entraîne :

- la substitution de la Métropole à la commune dans les actes, délibérations et contrats y afférents ;
- le transfert en pleine propriété des biens meubles et immeubles ;
- le transfert des personnels et les moyens affectés à leur bon fonctionnement ;
- la valorisation financière des transferts via une évaluation des charges transférées, retenues sur l'attribution de compensation, basée sur le principe de la neutralité.

L'absence de critères prédéfinis par la loi permet à chaque EPCI, et en particulier aux métropoles, de faire évoluer, au-delà du 1er janvier 2018, la définition de l'intérêt métropolitain. En effet, hormis cet aspect formel, le législateur n'a pas fixé de méthodes ou critères permettant de définir l'intérêt métropolitain.

Ainsi, le périmètre de l'intérêt métropolitain ici défini pourra être réexaminé par le Conseil de la Métropole et reconsidéré selon les modalités de consultation et de majorité requises.

Conformément aux principes posés par le Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal, la définition des équipements et des opérations d'intérêt métropolitain a fait l'objet d'une consultation formalisée auprès de chaque Maire qui a été invité à proposer les équipements et opérations d'aménagement pouvant revêtir un intérêt métropolitain situés sur le périmètre de sa commune, aucun transfert n'étant envisageable sans son accord préalable.

La conférence des maires du 28 juin 2017 a été amenée à examiner et débattre des orientations résultant de ces consultations, mettant en évidence des divergences importantes d'appréciation.

Ce débat a conduit le Président de la Métropole à la constitution d'une commission spécifique dont la présidence a été confiée à Mr Nicolas Isnard, permettant ainsi de travailler, en présence des Vice-Présidents délégués, des Présidents de Territoire et des représentants des groupes politiques, à la mise en œuvre de propositions cohérentes, partagées et soutenables au regard des grandes priorités de notre établissement.

Dans le cadre de ce processus de travail engagé, qu'il convient de poursuivre au regard des enjeux forts, tant en terme d'orientations à venir du projet métropolitain, de ses priorités, que de soutenabilité financière, il apparaît nécessaire de soumettre au présent Conseil de Métropole une délibération à caractère conservatoire permettant de respecter les échéances réglementaires tout en préservant notre capacité d'élaboration de notre projet pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est ainsi proposé de reconnaître d'intérêt métropolitain les équipements culturels qui étaient d'intérêt communautaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et qui relèvent de la compétence de la Métropole jusqu'au 31 décembre 2017.

Ces équipements sont mentionnés dans la liste jointe en annexe 1, qui intègre les équipements existants, ou relevant d'opérations engagées, au sens des articles L5215-29 et R5215-3 du CGCT.

Par ailleurs ne sont pas mentionnées les opérations de requalification qui n'avaient pas données lieu à transfert effectif de propriété.

Par conséquent, suite à la volonté exprimée lors de la concertation territoriale, et conformément au cadre législatif applicable, il est proposé de saisir la CLECT de la liste des équipements retenus d'intérêt métropolitain (annexe 1) afin qu'elle puisse, **le cas**

**échéant**, procéder à l'évaluation des charges à transférer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 11 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 13 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- L'impérative nécessité de définir l'intérêt métropolitain des équipements culturels avant le 31.12.2017, il est proposé aujourd'hui de déterminer à la majorité des deux tiers de l'assemblée l'intérêt métropolitain des équipements énumérés en annexe 1 de la présente délibération.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est reconnu d'intérêt métropolitain les équipements culturels qui étaient d'intérêt communautaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et qui relèvent de la compétence de la Métropole jusqu'au 31 décembre 2017.

Ces équipements sont définis sur la liste jointe en annexe 1.

**Article 2 :**

Est décidé de ne reconnaître d'intérêt métropolitain aucun équipement socioculturel et socio-éducatif.

**Article 3 :**

Est décidé de poursuivre après le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la réflexion engagée dans l'esprit de cohérence, de plus-value métropolitaine et de soutenabilité financière et notamment dans le cadre de la commission relative à l'intérêt métropolitain des équipements culturels et sportifs.

Ces travaux permettront d'envisager et de proposer au conseil métropolitain d'éventuels transferts descendants d'équipements vers les communes ou de retenir l'intérêt métropolitain pour des équipements exceptionnels dont le rayonnement le justifiera.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 002-3396/17/CM**

**■ Politique culturelle métropolitaine  
MET 17/5681/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence "construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs « *d'intérêt métropolitain* » selon l'article L5217-2 du CGCT.

Dès la naissance de la Métropole Aix-Marseille-Provence, issue de la fusion des six anciens EPCI, cette compétence obligatoire a permis de mettre en place un processus de définition de l'intérêt métropolitain des équipements culturels. Cette définition de l'intérêt métropolitain des équipements culturels est soumise au vote du présent Conseil métropolitain dans le cadre d'une délibération spécifique.

En complément de cette compétence et pour permettre de participer à la construction de notre projet métropolitain, il apparaît souhaitable d'engager la Métropole Aix-Marseille-Provence, comme l'ont fait la plupart des grandes métropoles françaises, dans la définition et la mise en œuvre d'une politique culturelle. L'action culturelle, compétence partagée entre les différents échelons de collectivités, contribue au lien et à la cohésion sociale, renforce l'attractivité d'un territoire et participe activement au développement économique

Pour travailler sur ces différents sujets, le Vice-Président délégué à la Culture et aux équipements culturels a initié, dès juin 2016, un véritable processus de concertation avec les maires dans le

cadre du groupe de travail de la conférence métropolitaine des maires, entre autres.

Cette concertation a dégagé un consensus autour de l'intérêt de mettre en réseau les équipements culturels qu'ils relèvent d'un parc métropolitain (issu de la définition de l'intérêt métropolitain) ou qu'ils soient communaux prioritairement dans le domaine de la lecture publique. Cette mise en réseau pourrait revêtir plusieurs formes avec, notamment, des conventions de mise en réseau avec les communes qui le souhaitent (pour les équipements communaux).

Une assistance à maîtrise d'ouvrage a été missionnée pour accompagner la Métropole dans ce processus de développement de la lecture publique à l'échelle métropolitaine.

Les premiers retours de cette mission montrent clairement le potentiel et l'intérêt d'une collaboration à ce niveau pour structurer une action de mise en réseau des informations (portail numérique, manifestations, catalogue, groupement de commandes, formations partagées...).

Afin de réaliser ces objectifs, et de construire une démarche culturelle d'ambition métropolitaine, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'intégrer une **compétence de politique culturelle**.

Dans le cadre du processus de montée en compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence, entre le 1er janvier 2016 et le 1er janvier 2020, il doit être décidé avant le 1er janvier 2018, à la majorité simple, de l'éventuelle restitution aux communes de tout ou partie des **compétences facultatives** qu'elle exerce aujourd'hui de façon différenciée sur le territoire des anciens EPCI ou au contraire de les étendre à la totalité du territoire métropolitain (III de l'article L. 5211-41-3 CGCT).

Afin de permettre à la Métropole de définir une politique culturelle et après identification de toutes les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par le Conseil de la Métropole (délibération HN088-219/16/CM du 28 avril 2016), et dans le respect des règles et objectifs fixés par ce dernier, il apparaît nécessaire d'étendre la compétence facultative intitulée « définition de la politique culturelle communautaire » à l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Cette extension permettra, d'une part, de poursuivre la richesse des actions et initiatives qui se déroulent aujourd'hui dans chaque territoire et d'autre part, de construire la politique culturelle métropolitaine, notamment de mise en réseau des équipements culturels, mais aussi de renforcement des pôles d'excellence au regard du projet métropolitain.

Ainsi, cette politique culturelle métropolitaine, pleinement ancrée dans l'ambition du projet métropolitain et s'appuyant sur l'expérience et l'expertise de l'ensemble des acteurs des territoires qui la composent (Département des Bouches-du-Rhône, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Direction Régionale des Affaires Culturelles et Aix-

Marseille Université seront des partenaires incontournables) se décline de la façon suivante :

## 1. Les grands principes

Afin d'apporter aux habitants des 92 communes la plus-value de la Métropole dans le domaine de la Culture, trois grands principes guident la politique culturelle métropolitaine :

- La mise en réseau et la mutualisation des ressources culturelles et artistiques ainsi que des moyens à l'échelle métropolitaine et/ou par bassins de vie ;
- La contribution à l'attractivité du territoire et à l'amélioration sensible de la qualité de vie ;
- Le renforcement de l'identité métropolitaine.

## 2. Les objectifs

Les premiers objectifs opérationnels de cette politique culturelle à moyen terme sont :

- Le développement et la mise en réseau de la lecture publique sur l'ensemble de la Métropole ;
- L'intégration du numérique avec comme objectif de réduire la fracture numérique, en mettant au centre de cette action les médiathèques/bibliothèques et le développement des arts numériques ;
- L'accessibilité à la Culture et la participation active de tous les publics et habitants du territoire métropolitain.
- La valorisation des actions des communes et des territoires, des initiatives locales, des propositions métropolitaines et des potentialités culturelles et artistiques du territoire auprès des publics (habitants et touristes) ;
- La transversalité de la culture dans les autres domaines d'intervention métropolitains (numérique, économie, rayonnement, attractivité, tourisme, environnement, etc.).

## 3. Les équipements culturels

La définition de l'intérêt métropolitain concourt de façon importante à la politique culturelle de la Métropole. Les équipements qui seront déclarés d'intérêt métropolitain formeront le parc culturel métropolitain. Les actions, animations et missions des équipements du parc métropolitain seront un socle important de la politique culturelle métropolitaine. Par exemple, l'action culturelle des médiathèques dépasse le cadre de la gestion de l'équipement et participe de la politique culturelle. Les programmations des lieux de spectacle, de concerts, la résidence ou la production ou co-production d'artistes à partir des équipements relèvent aussi de la politique culturelle.

Dans un souci constant de plus-value pour les habitants, la Métropole permettra des échanges de bonnes pratiques, des expériences de mutualisation et des coopérations renforcées entre les



équipements du parc métropolitain dans le respect des objectifs définis ci-dessus.

Ces axes de mise en réseau pourront aussi conventionnellement être partagés avec les équipements restés communaux dans la mesure de la volonté des communes de participer au réseau métropolitain.

Ces principes permettront de poursuivre notamment les activités de la Régie Culturelle Scènes et Cinés qui s'inscrit et fonctionne pleinement dans ce cadre de mutualisations et de mise en réseau de structures culturelles et artistiques.

#### **4. Les critères de soutien aux projets**

Au-delà des équipements culturels, il appartiendra à la Métropole, de soutenir des projets artistiques et culturels dans le cadre de partenariats guidés par les orientations culturelles métropolitaines. Ces projets, relevant précisément des domaines de la lecture publique, du spectacle vivant, des musiques ou des arts visuels/numériques, du débat d'idées, du livre et de l'édition, du cinéma et de l'audiovisuel, pourront être soutenus à partir des critères suivants (au moins deux de ces critères sont nécessaires pour solliciter un soutien métropolitain) :

- Le périmètre d'intervention considérant l'implication de plusieurs communes de la Métropole (au minimum 5).
- Les grands événements ou festivals affirmant une identité métropolitaine (programmations déconcentrées privilégiant un équilibre urbain/rural et leur circulation sur plusieurs territoires et bassins de vie à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille Provence).
- Le rayonnement à l'échelle régionale, nationale et/ou internationale, la dimension européenne et/ou méditerranéenne participant à la promotion culturelle et artistique du territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence et de son institution.

En outre, les projets culturels sollicitant une labellisation métropolitaine devront s'assurer en amont d'une collaboration avec les communes où ils se déroulent. Les communes concernées seront consultées sur ces soutiens afin d'être associées à la décision.

Le soutien métropolitain sera basé sur une convention de partenariat intégrant les éléments d'évaluation à court, moyen et long terme de l'initiative soutenue.

La mise en œuvre de la politique culturelle métropolitaine s'effectue dans le cadre des objectifs et critères ainsi définis et dans la limite, pour les territoires, des actions qui étaient conduites par les ex-EPCI conformément à leurs délibérations.

En outre, les territoires n'intervenant pas précédemment dans ce domaine, pourront développer des actions culturelles de portée territoriale, s'ils le souhaitent dans le cadre de leur état spécial.

En toute hypothèse, ces actions s'inscrivent dans le respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

De plus, les dispositions prévues par la délibération du 30 juin 2016, relatives aux modalités d'attribution des subventions accordées aux associations, garantiront le suivi et la cohérence des subventions accordées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 11 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 13 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

##### **Article 1 :**

Le Conseil de Métropole décide d'intégrer une compétence de politique culturelle métropolitaine.

En application du III de l'article L. 5211-41-3 du CGCT, la compétence facultative « définition d'une politique culturelle communautaire » est étendue et précisée pour l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et devient ainsi la compétence intitulée « **définition d'une politique**

**culturelle métropolitaine** » qui se décline selon les principes et les objectifs suivants :

### 1. Les grands principes

Afin d'apporter aux habitants des 92 communes la plus-value de la Métropole dans le domaine de la Culture, trois grands principes guident la politique culturelle métropolitaine :

- La mise en réseau et la mutualisation des ressources culturelles et artistiques ainsi que des moyens à l'échelle métropolitaine et/ou par bassins de vie ;
- La contribution à l'attractivité du territoire et à l'amélioration sensible de la qualité de vie ;
- Le renforcement de l'identité métropolitaine.

### 2. Les objectifs

Les premiers objectifs opérationnels de cette politique culturelle à moyen terme sont :

- Le développement et la mise en réseau de la lecture publique sur l'ensemble de la Métropole ;
- L'intégration du numérique avec comme objectif de réduire la fracture numérique, en mettant au centre de cette action les médiathèques/bibliothèques et le développement des arts numériques ;
- L'accessibilité à la Culture et la participation active de tous les publics et habitants du territoire métropolitain.
- La valorisation des actions des communes et des territoires, des initiatives locales, des propositions métropolitaines et des potentialités culturelles et artistiques du territoire auprès des publics (habitants et touristes) ;
- La transversalité de la culture dans les autres domaines d'intervention métropolitains (numérique, économie, rayonnement, attractivité, tourisme, environnement, etc.).

### 3. Les équipements culturels

La définition de l'intérêt métropolitain concourt de façon importante à la politique culturelle de la Métropole. Cette dernière déterminera par étapes les équipements qui seront déclarés d'intérêt métropolitain avec comme préalable l'étude d'impact budgétaire et financier ainsi que la prise en charge effective dans les états spéciaux des territoires.

Dans un souci constant de plus-value pour les habitants, la Métropole permettra des échanges de bonnes pratiques, des expériences de mutualisation et des coopérations renforcées entre les équipements du parc métropolitain dans le respect des objectifs définis ci-dessus.

Ces axes de mise en réseau seront aussi partagés avec les équipements restés communaux dans la mesure de la volonté des communes de participer au réseau métropolitain.

Suite à l'AMO « Schéma de Lecture publique métropolitaine » et après concertation de la Conférence des maires, une délibération complémentaire d'application viendra préciser le contenu et l'ambition de la mise en réseau proposée dans le cadre de la réflexion engagée pour le développement de la lecture publique à l'échelle métropolitaine.

Ces principes permettront de poursuivre notamment les activités de la Régie Culturelle Scènes et Cinés qui s'inscrit et fonctionne pleinement dans ce cadre de mutualisations et de mise en réseau de structures culturelles et artistiques.

### 4. Les critères de soutien aux projets

Au-delà des équipements culturels, il appartiendra à la Métropole, de soutenir des projets artistiques et culturels dans le cadre de partenariats guidés par les orientations culturelles métropolitaines. Ces projets, relevant précisément des domaines de la lecture publique, du spectacle vivant, des musiques ou des arts visuels/numériques, du débat d'idées, du livre et de l'édition, du cinéma et de l'audiovisuel, pourront être soutenus à partir des critères suivants (au moins deux de ces critères sont nécessaires pour solliciter un soutien métropolitain) :

- Le périmètre d'intervention considérant l'implication de plusieurs communes de la Métropole (au minimum 5).
- Les grands événements ou festivals affirmant une identité métropolitaine (programmations déconcentrées privilégiant un équilibre urbain/rural et leur circulation sur plusieurs territoires et bassins de vie à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille Provence).
- Le rayonnement à l'échelle régionale, nationale et/ou internationale, la dimension européenne et/ou méditerranéenne participant à la promotion culturelle et artistique du territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence et de son institution.

En outre, les projets culturels sollicitant une labellisation métropolitaine devront s'assurer en amont d'une collaboration avec les communes où ils se déroulent. Les communes concernées seront consultées sur ces soutiens afin d'être associées à la décision.

Le soutien métropolitain sera basé sur une convention de partenariat intégrant les éléments d'évaluation à court, moyen et long terme de l'initiative soutenue.

La mise en œuvre de la politique culturelle métropolitaine s'effectue dans le cadre des objectifs et critères ainsi définis et dans la limite, pour les territoires, des actions qui étaient conduites par les ex-EPCI conformément à leurs délibérations.

En outre, les territoires n'intervenant pas précédemment dans ce domaine, pourront développer des actions culturelles de portée territoriale, s'ils le souhaitent dans le cadre de leur état spécial.

En toute hypothèse, ces actions s'inscrivent dans le respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

De plus, les dispositions prévues par la délibération du 30 juin 2016, relatives aux modalités d'attribution des subventions accordées aux associations, garantiront le suivi et la cohérence des subventions accordées.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le contenu de la politique culturelle métropolitaine exposé ci-dessus.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toutes les décisions et actes afférents à cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **CSGE 003-3397/17/CM**

#### **■ Définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs MET 17/5943/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes de l'article L.5217-2 du CGCT, l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour les compétences obligatoires suivantes :

- Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain.

A défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La définition de l'intérêt métropolitain doit permettre de distinguer dans chaque domaine de compétences concernées, celles dont l'exercice relève de la Métropole et celles dont l'exercice reste aux communes.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est énoncé que « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération

*intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code ».*

Il résulte de ces dispositions, que sont notamment concernés, dans ce cadre, les équipements qui étaient d'intérêt communautaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016, et dont l'intérêt métropolitain est à présent à réévaluer dans l'environnement des enjeux métropolitains. Sont également concernés les équipements communaux susceptibles de revêtir un intérêt métropolitain dans les conditions énoncées par la délibération cadre n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017.

Il convient de rappeler que la déclaration d'intérêt métropolitain d'un équipement entraîne :

- la substitution de la Métropole à la commune dans les actes, délibérations et contrats y afférents ;
- le transfert en pleine propriété des biens meubles et immeubles ;
- le transfert des personnels et les moyens affectés à leur bon fonctionnement ;
- la valorisation financière des transferts via une évaluation des charges transférées, retenues sur l'attribution de compensation, basée sur le principe de la neutralité.

L'absence de critères prédéfinis par la loi permet à chaque EPCI, et en particulier aux métropoles, de faire évoluer, au-delà du 1er janvier 2018, la définition de l'intérêt métropolitain. En effet, hormis cet aspect formel, le législateur n'a pas fixé de méthodes ou critères permettant de définir l'intérêt métropolitain.

Ainsi, le périmètre de l'intérêt métropolitain ici défini pourra être réexaminé par le Conseil de la Métropole et reconsidéré selon les modalités de consultation et de majorité requises.

Conformément aux principes posés par le Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal, la définition des équipements et des opérations d'intérêt métropolitain a fait l'objet d'une consultation formalisée auprès de chaque maire qui a été invité à proposer les équipements et opérations d'aménagement pouvant revêtir un intérêt métropolitain situés sur le périmètre de sa commune, aucun transfert n'étant envisageable sans son accord préalable.

La Conférence des Maires du 28 juin 2017 a été amenée à examiner et débattre des orientations résultant de ces consultations, mettant en évidence des divergences importantes d'appréciation.

Ce débat a conduit le Président de la Métropole à la constitution d'une commission spécifique dont la présidence a été confiée à Mr Nicolas Isnard, permettant ainsi de travailler, en présence des Vice-Présidents délégués, des Présidents de Territoire et des représentants des groupes politiques, à la mise en œuvre de propositions cohérentes, partagées et soutenables au regard des grandes priorités de notre institution.

Dans le cadre de ce processus de travail engagé, qu'il convient de poursuivre au regard des enjeux forts, tant en terme d'orientations à venir du projet métropolitain, de ses priorités, que de soutenabilité financière, il apparaît nécessaire de soumettre au présent Conseil de Métropole une délibération à caractère conservatoire permettant de respecter les échéances réglementaires tout en préservant notre capacité d'élaboration de notre projet pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est ainsi proposé de reconnaître d'intérêt métropolitain les équipements sportifs qui étaient d'intérêt communautaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et qui relèvent de la compétence de la Métropole jusqu'au 31 décembre 2017.

Ces équipements sont mentionnés dans la liste jointe en annexe 1, qui intègre les équipements existants, ou relevant d'opérations engagées, au sens des articles L5215-29 et R5215-3 du CGCT.

Par ailleurs ne sont pas mentionnées les opérations de requalification qui n'avaient pas données lieu à transfert effectif de propriété.

Par conséquent, suite à la volonté exprimée lors de la concertation territoriale, et conformément au cadre législatif applicable, il est proposé de saisir la CLECT de la liste des équipements retenus d'intérêt métropolitain (annexe 1) afin qu'elle puisse, le cas échéant, procéder à l'évaluation des charges à transférer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 11 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 13 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- L'impérative nécessité de définir l'intérêt métropolitain des équipements sportifs avant le 31 décembre 2017, il est proposé aujourd'hui de déterminer à la majorité des deux tiers de l'assemblée l'intérêt métropolitain des équipements énumérés en annexe 1 de la présente délibération.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est reconnu d'intérêt métropolitain les équipements sportifs qui étaient d'intérêt communautaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et qui relèvent de la compétence de la Métropole jusqu'au 31 décembre 2017.

Ces équipements sont définis sur la liste jointe en annexe 1.

#### **Article 2 :**

Est décidé de poursuivre après le 1er janvier 2018, la réflexion engagée dans l'esprit de cohérence, de plus-value métropolitaine et de soutenabilité financière et notamment dans le cadre de la commission relative à l'intérêt métropolitain des équipements culturels et sportifs

Ces travaux permettront d'envisager et de proposer au conseil métropolitain d'éventuels transferts descendants d'équipements vers les communes ou de retenir l'intérêt métropolitain pour des équipements exceptionnels dont le rayonnement le justifiera.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **CSGE 004-3398/17/CM**

##### **■ Politique sportive métropolitaine MET 17/5747/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence "construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs « d'intérêt métropolitain » selon l'article L5217-2 du CGCT.

Dès la naissance de la Métropole Aix-Marseille-Provence, issue de la fusion des six anciens EPCI, cette compétence obligatoire a permis de mettre en place un processus de définition de l'intérêt métropolitain des équipements sportifs. Cette définition de l'intérêt métropolitain des équipements

sportifs est soumise au vote du présent Conseil métropolitain dans le cadre d'une délibération spécifique.

En complément de cette compétence et pour permettre de participer à la construction de notre projet, il apparaît souhaitable d'engager la Métropole Aix-Marseille-Provence, comme l'ont fait la plupart des grandes métropoles françaises, dans la définition et la mise en œuvre d'une politique sportive. L'action sportive, compétence partagée entre les différents échelons territoriaux, contribue au lien et à la cohésion sociale, renforce l'attractivité d'un territoire et participe activement au développement économique

Pour travailler sur ces différents sujets, le Vice-Président délégué aux Sports et aux équipements sportifs a initié, dès septembre 2016, un véritable processus de concertation avec les maires dans le cadre du groupe de travail de la conférence métropolitaine des maires, entre autres.

Une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage a été missionnée pour accompagner la Métropole dans ce processus de développement de la politique sportive à l'échelle métropolitaine.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'intégrer une compétence de politique sportive.

Par ailleurs, dans le cadre du processus de montée en compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence, entre le 1er janvier 2016 et le 1er janvier 2020, il doit être décidé avant le 1er janvier 2018, à la majorité simple, de l'éventuelle restitution aux communes de tout ou partie des compétences facultatives qu'elle exerce aujourd'hui de façon différenciée sur le territoire des anciens EPCI ou au contraire de les étendre à la totalité du territoire métropolitain (III de l'article L. 5211-41-3 CGCT).

*Afin de permettre à la Métropole de définir une politique sportive et après identification de toutes les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par le Conseil de la Métropole (délibération HN088-219/16/CM du 28 avril 2016), et dans le respect des règles et objectifs fixés par ce dernier, il apparaît nécessaire d'étendre la compétence facultative intitulée « définition de la politique sportive communautaire » à l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille Provence.*

Cette extension permettra, d'une part, de poursuivre la richesse des actions et initiatives qui se déroulent aujourd'hui dans certains territoires et d'autre part, de construire la politique sportive métropolitaine, en renforçant l'émergence de pôles d'excellence au regard du projet métropolitain.

*Dans l'attente de la poursuite du processus de concertation engagé avec les communes et des propositions qui seront formalisées par l'AMO, il vous est proposé de donner un premier contenu à cette politique sportive permettant d'ores et déjà et*

*de manière maîtrisée de répondre aux attentes exprimées sur la base des propositions suivantes :*

## 1. Les grands principes

Afin d'apporter aux habitants des 92 communes la plus-value de la Métropole dans le domaine du sport, deux grands principes guident la politique sportive métropolitaine:

- Le rayonnement du territoire métropolitain, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques,
- La complémentarité et la mise en cohérence des actions et des interventions avec les territoires et les communes dans le cadre d'une politique sportive publique partagée.

## 2. Les objectifs

Ainsi, dans une logique d'identité métropolitaine dans le domaine du sport, eu égard aux politiques menées par les communes du territoire et autres institutions, la politique sportive s'articulera autour des quatre axes suivants :

- Soutenir et accueillir les grandes manifestations internationales,
- Favoriser l'émergence du sport pour tous et du sport nature notamment par le développement des nouvelles technologies numériques et digitalisées,
- Mettre en place un réseau sport favorisant les enjeux de bien-être, de santé, d'inclusion sociale et la volonté d'identifier le sport et les pratiques sportives comme un levier au service des publics éloignés des activités physiques,
- Encourager l'émergence de manifestations métropolitaines concourant au dynamisme et l'attractivité de la Métropole.

## 3. Les critères de soutien aux projets

*Au-delà des équipements sportifs, il appartiendra à la Métropole de soutenir des événements répondant aux objectifs ainsi définis à partir des critères suivants (au moins deux de ces critères sont nécessaires pour solliciter un soutien métropolitain) :*

- La valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international,
- La dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire d'Aix-Marseille-Provence Métropole et de son institution.
- Le périmètre d'intervention considérant l'implication de plusieurs communes de la Métropole (au minimum 5).



La mise en œuvre de la politique sportive métropolitaine s'effectue dans le cadre des objectifs et critères ainsi définis et dans la limite, pour les territoires, des actions qui étaient conduites par les ex-EPCI conformément à leurs délibérations.

En outre, les territoires n'intervenant pas précédemment dans ce domaine, pourront développer des actions sportives de portée territoriale, s'ils le souhaitent dans le cadre de leur état spécial.

En toute hypothèse, ces actions s'inscrivent dans le respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

De plus, les dispositions prévues par la délibération du 30 juin 2016, relatives aux modalités d'attribution des subventions accordées aux associations, garantiront le suivi et la cohérence des subventions accordées.

A l'issue des travaux engagés en lien avec l'assistant à maîtrise d'ouvrage et le groupe de travail de la Conférence des Maires, une délibération complémentaire viendra préciser le contenu et l'ambition de cette politique sportive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 11 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 11 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 13 décembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Le Conseil de Métropole décide d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

En application du III de l'article L. 5211-41-3 CGCT, la compétence facultative « définition d'une politique sportive communautaire » *est étendue et précisée pour l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et devient ainsi la compétence facultative intitulée « définition d'une politique sportive métropolitaine »* qui se décline selon les principes et les objectifs suivants :

#### **1. Les grands principes**

Afin d'apporter aux habitants des 92 communes la plus-value de la Métropole dans le domaine du sport, deux grands principes guident la politique sportive métropolitaine :

- Le rayonnement du territoire métropolitain, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques,
- La complémentarité et la mise en cohérence des actions et des interventions avec les territoires et les communes dans le cadre d'une politique sportive publique partagée.

#### **2. Les objectifs**

Ainsi, dans une logique d'identité métropolitaine dans le domaine du sport, eu égard aux politiques menées par les communes du territoire et autres institutions, la politique sportive s'articulera autour des quatre axes suivants :

- Soutenir et accueillir les grandes manifestations internationales,
- Favoriser l'émergence du sport pour tous et du sport nature notamment par le développement des nouvelles technologies numériques et digitalisées,
- Mettre en place un réseau sport favorisant les enjeux de bien-être, de santé, d'inclusion sociale et la volonté d'identifier le sport et les pratiques sportives comme un levier au service des publics éloignés des activités physiques,
- Encourager l'émergence de manifestations métropolitaines concourant au dynamisme et l'attractivité de la Métropole.

#### **3. Les critères de soutien aux projets**

*Au-delà des équipements sportifs, il appartiendra à la Métropole de soutenir des événements répondant aux objectifs ainsi définis à partir des critères suivants (au moins deux de ces critères sont nécessaires pour solliciter un soutien métropolitain) :*

- *La valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international,*
- *La dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire d'Aix-Marseille-Provence Métropole et de son institution.*
- *Le périmètre d'intervention considérant l'implication de plusieurs communes de la Métropole (au minimum 5).*

La mise en œuvre de la politique sportive métropolitaine s'effectue dans le cadre des objectifs et critères ainsi définis et dans la limite, pour les territoires, des actions qui étaient conduites par les ex-EPCI conformément à leurs délibérations.

En outre, les territoires n'intervenant pas précédemment dans ce domaine, pourront développer des actions sportives de portée territoriale, s'ils le souhaitent dans le cadre de leur état spécial.

En toute hypothèse, ces actions s'inscrivent dans le respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

De plus, les dispositions prévues par la délibération du 30 juin 2016, relatives aux modalités d'attribution des subventions accordées aux associations, garantiront le suivi et la cohérence des subventions accordées.

A l'issue des travaux engagés en lien avec l'assistant à maîtrise d'ouvrage et le groupe de travail de la Conférence des Maires, une délibération complémentaire viendra préciser le contenu et l'ambition de cette politique sportive.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le contenu de la politique sportive métropolitaine exposé ci-dessus.

#### **Article 3 :**

Le Conseil de la Métropole autorise le Président ou son représentant à prendre les décisions et signer les pièces afférentes à cette politique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **CSGE 005-3399/17/CM**

#### **■ Approbation du règlement intérieur du Centre Sportif de Fontainieu à Marseille MET 17/5458/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental des Bouches du Rhône se sont prononcés par des délibérations concordantes du 30 juin 2016 sur le transfert de la compétence concernant le Centre Départemental Sportif de Fontainieu au titre du groupe de compétences n°7 « Tourisme en application du chapitre II du titre III du livre Ier du Code du Tourisme, Culture et Construction, Exploitation et Entretien des équipements et infrastructures destinés à la pratique du sport, ou une partie de ces compétences ».

Le centre sportif de Fontainieu a pour vocation de mettre à disposition des scolaires et des associations sportives locales ses installations de façon récurrente ou ponctuelle. Il permet également d'accueillir le grand public en accès libre ou dans le cadre d'animations et de stages.

Par la délibération n°FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé le transfert de cette compétence au 1er janvier 2017 et a pris acte du règlement intérieur en vigueur au sein du Conseil Départemental des Bouches du Rhône.

Suite à ce transfert, il convient désormais d'établir un règlement intérieur répondant aux spécificités de la Métropole.

Ce règlement intérieur vise à définir les modalités de mise à disposition et d'utilisation de tous les équipements du centre sportif de Fontainieu.

Il rappelle également aux usagers la vocation de l'équipement mais aussi son mode de fonctionnement au quotidien ainsi que les modalités d'accès et de réservation.

Enfin, il constitue l'outil présentant les droits et les devoirs des usagers permettant par conséquent de faciliter la tâche des agents chargés de l'accueil au public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° FAG 062-544/16/CM du conseil de la métropole du 30 juin 2016 relative à la répartition et modalités de l'exercice par la Métropole Aix-Marseille-Provence de compétences départementales
- La délibération n°FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016 relative au transfert conventionnel des compétences par le Conseil Départemental des Bouches du Rhône.
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un règlement intérieur répondant aux spécificités de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le règlement intérieur du centre sportif de Fontainieu.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 006-3400/17/CM**

**■ Présentation du rapport d'activités 2016 du délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis  
MET 17/5436/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération EPPS 002-683/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué par contrat d'affermage la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société S2G (Société d'Exploitation du stade nautique Cap Provence). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service.

L'examen du rapport 2016 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services intercommunaux, dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence
- La délibération EPPS n° 002-683/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire et du contrat
- Le procès verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux
- La synthèse jointe en annexe.
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par la société S2G

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2016, remis par la société S2G, titulaire du contrat de délégation de service public n°13/218 relatif à la gestion et à l'exploitation de la piscine communautaire Cap Provence à Cassis, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



## **CSGE 007-3401/17/CM**

### **■ Création d'une régie personnalisée à caractère administratif de la Halle d'Athlétisme de Miramas, approbation des statuts de la régie, fixation de la dotation initiale et désignation des membres du Conseil d'administration MET 17/5596/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de développement du territoire et de renforcement de son attractivité, la Métropole Aix-Marseille-Provence a choisi de réaliser et gérer un grand stade d'athlétisme couvert homologué pour les compétitions internationales. Cet équipement exceptionnel de 15 000 mètres carrés couvert sera le seul existant dans le sud de la France et permettra la compétition, la formation, et l'entraînement de sportifs de haut niveau en athlétisme mais aussi dans d'autres sports collectifs ou individuels. Il pourra également accueillir des scolaires, des formations aux métiers du sport, des pôles espoirs et sera un lieu dédié à la recherche sur les techniques et technologies du sport.

Pour gérer cet équipement, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite organiser l'activité de la Halle d'athlétisme de Miramas dans le cadre d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère administratif, pouvant induire la commercialisation de biens et de services, dénommée « Régie de la Halle d'athlétisme de Miramas », dont le siège est fixé à l'adresse suivante : Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Chemin du Rouquier – BP 10647, 13808 ISTRES cedex.

La Régie a pour objet d'assurer le développement d'activités sportives et d'animation dans la Halle d'athlétisme de Miramas et les équipements qui lui sont associés.

Plus précisément, elle a vocation à mettre en œuvre ces missions pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les conditions prévues par les statuts ci-annexés et dans le respect des principes suivants :

- la Régie organise, seule ou en association avec les collectivités publiques et les opérateurs publics ou privés le cas échéant, et notamment la Fédération Française d'Athlétisme, la compétition, la formation et l'entraînement des sportifs de haut niveau en athlétisme mais aussi dans d'autres sports collectifs ou individuels dans le cadre de la Halle d'athlétisme et des équipements qui lui sont associés, dans le respect des compétences propres à chacun des autres intervenants ;
- la Régie organise des événements et des animations ;
- la Régie assure le développement de l'accueil des publics scolaires, ainsi que des formations aux métiers du sport et des pôles espoirs ;

- la Régie s'associe à la recherche sur les techniques et technologies du sport en lien avec les établissements scolaires ou universitaires.

La Régie a vocation à développer toutes actions en tous lieux concourant à satisfaire l'objectif de développement de la Halle d'athlétisme de Miramas et de ses équipements associés, et des activités dont ils sont le siège.

La Régie est en outre habilitée à mettre à disposition ses moyens, à titre onéreux et dans le respect le cas échéant du droit de la concurrence, à tous opérateurs publics et privés qui la solliciteraient à cet effet, dans la mesure où cela ne porterait pas préjudice à ses missions statutaires.

La vocation de la Régie étant principalement et prioritairement d'assurer ces missions, elle n'est pas en charge de la conservation de l'équipement, qui demeure de la compétence de la Métropole propriétaire.

En conséquence, l'utilisation par la Régie de la Halle d'athlétisme de Miramas donnera lieu à une convention d'occupation du domaine public métropolitain, laquelle sera consentie moyennant le versement par la Régie d'une redevance permettant de contribuer aux charges supportées par la Métropole au titre de cet équipement.

En application de l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article 33 de la loi du 26 janvier 1984, la Commission consultative des services publics locaux et le Comité Technique ont été consultés respectivement, le 29 novembre 2017 et le 30 novembre 2017, pour avis sur le projet de création de cette régie.

La présente délibération a également pour objet de fixer les statuts et le montant de la dotation initiale de la Régie.

Les statuts de la Régie ci-annexés sont rédigés dans le respect des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière à caractère administratif (articles L.2221-1 à L.2221-10, R.2221-1 à R.2221-26, R.2221-53 à R.2221-62).

La dotation initiale comprend un montant de 235 000 euros, destiné à faire face aux dépenses de début d'activité de la Régie.

Enfin, il revient également au Conseil de la Métropole de désigner les membres du Conseil d'administration de la Régie, sur proposition du Président de la Métropole.

Le Conseil d'administration est composé de sept membres, répartis de la manière suivante :

- quatre représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- trois personnalités qualifiées.

Il est proposé de désigner :

- pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence :  
Titulaires :

Eric LE DISSES  
Frédéric VIGOUROUX  
François BERNARDINI  
Didier KHELFA  
Jean-Pierre SERRUS

Suppléants :

Maryse RODDE  
Eric CASADO  
Serge ANDREONI  
Martial ALVAREZ  
Richard Miron

- en qualité de personnalités qualifiées :

Titulaires :

André GIRAUD  
Jacques BAUDOUX  
Louis BONNEL

Suppléants :

Jean-Louis PELLEGRIN  
Armand NEYROZ  
Bastien GOTAS

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission consultative des services publics locaux du 29 novembre 2017 ;
- L'avis du Comité technique.

**Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient, afin d'organiser l'activité de la Halle d'athlétisme de Miramas, de créer une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère administratif, pouvant induire la commercialisation de biens et de services, dénommée « Régie de la Halle d'athlétisme de Miramas » ;
- Qu'il convient d'approuver les statuts de la Régie ci-annexés ;
- Qu'il convient de fixer le montant de la dotation initiale ;
- Qu'il convient de désigner, sur proposition du Président de la Métropole, les membres du Conseil d'administration de la Régie ;

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la création d'une régie personnalisée à caractère administratif, pouvant induire la commercialisation de biens et de services, dénommée « Régime de la Halle d'athlétisme de Miramas ».

##### **Article 2 :**

Sont approuvés les statuts de la Régie ci-annexés.

##### **Article 3 :**

Est approuvé le montant de la dotation initiale, fixée à 235 000 euros.

##### **Article 4 :**

Sont désignés les membres du Conseil d'administration de la Régie comme suit :

- pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Titulaires :

Eric LE DISSES  
Frédéric VIGOUROUX  
François BERNARDINI  
Didier KHELFA  
Jean-Pierre SERRUS

Suppléants :

Maryse RODDE  
Eric CASADO  
Serge ANDREONI  
Martial ALVAREZ  
Richard Miron

- en qualité de personnalités qualifiées :

Titulaires :

André GIRAUD  
Jacques BAUDOUX  
Louis BONNEL

Suppléants :

Jean-Louis PELLEGRIN  
Armand NEYROZ  
Bastien GOTAS

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la  
Métropole, chapitre 65, nature 657364.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.